



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

Per 2977 d. 592

JOURNAL HISTORIQUE ET LITTÉRAIRE.

REVUE GÉNÉRALE.

TOME II. — 1^{re} LIVR.

Bruxelles. — CH. LELONG, imprimeur-éditeur.

JOURNAL
HISTORIQUE & LITTÉRAIRE

(35^e ANNÉE)

REVUE GÉNÉRALE

(5^e ANNÉE)

NOUVELLE SÉRIE. — TOME II.



BRUXELLES,
CHARLES LELONG, IMPRIMEUR-ÉDITEUR,
Rue du Commerce, 25.

PARIS,
C. DILLET, libraire,
RUE DE SÈVRES, 15.

BOIS-LE-DUC,
W. VAN GULICK,
LIBRAIRE.

1869.

GALILÉE ET LE SAINT-OFFICE.

Galilée enfin qu'il suffit de nommer.

C^{te} JOSEPH DE MAISTRE.

Quand le Christ fut publiquement présenté, pour la première fois, à ce monde qu'il venait régénérer et sauver, une parole prophétique se fit entendre, et hâtons-nous d'ajouter que chaque jour encore témoigne de sa réalisation. Cet enfant, dit le vieillard Siméon, *a été établi en signe que l'on contredira* (1).

Ce serait chose fastidieuse que de dérouler ici toutes les preuves que l'on pourrait fournir à l'appui de cette prophétie d'un ancien d'Israël, qui n'avait cessé de soupirer après le moment où il lui aurait été donné de presser sur son sein le Désiré des nations. Il suffit à notre sujet de rappeler que l'affaire Galilée a fourni aux adversaires de la Révélation un thème fécond en déclarations banales, en attaques furibondes et injustes. Elle n'a pas été, non plus, il faut bien l'avouer, sans mettre dans une position fâcheuse les défenseurs de la vérité, non suffisamment éclairés sur les phases de ce célèbre procès où les droits de la science se trouvaient en jeu.

Certes, ce n'est pas que nous ayions jamais à craindre pour notre foi. Établie sur un roc inébranlable, elle est à l'abri de toute contestation sérieuse. Jamais il n'y a eu, jamais il n'y aura d'opposition radicale entre la foi et la raison. N'émanent-elles pas toutes deux en effet de Dieu, qui est leur source commune, ainsi que le Saint-Siège l'a encore rappelé à M. Bonnetty et à ses adhérents, dans les quatre propositions souscrites, le 12 juillet 1855 (2)?

Par conséquent, nous disons avec le V^e concile général de Latran, Session VIII : *Cumque verum vero minime contradicat, omnem asser-*

(1) Évangile selon S. Luc, II, 34.

(2) Quoique la foi soit au dessus de la raison, il ne peut y avoir entre elles deux aucun dissentiment réel, puisqu'elles ont une seule et même source de vérité, Dieu très-bon et très-grand. 1^{re} proposition.

tionem veritati illuminatæ fidei contrariam, omnino falsam esse definimus (1).

Par conséquent, nous n'admettons pas avec l'éclectisme français que la vérité d'hier puisse devenir jamais l'erreur d'aujourd'hui.

Seulement, les hommes vont parfois un peu vite en besogne.

Laissant à certain libre penseur de triste mémoire l'absurde distinction entre la *vérité vraie* et la *vérité fausse*, nous constaterons que les orthodoxes aussi bien que leurs adversaires sont parfois trop prompts, par suite de préoccupations systématiques ou autres, à proclamer comme vérité ce qui n'en a que l'apparence.

Depuis trois siècles environ, n'a-t-on pas prétendu qu'il ne s'était écoulé que quatre mille ans, au maximum, entre la création de l'homme et la naissance du Christ? Cette chronologie, que l'on a voulu étayer sur la Bible, est cependant contraire à l'opinion des SS. Pères et des théologiens du moyen âge, et c'est avec raison que l'on recommence à la rejeter aujourd'hui.

N'en déplaise à Victor Cousin, la religion n'est pas *le garde-fou de la philosophie* seulement, elle l'est aussi des autres sciences.

Durant l'invasion des alliés en France (1814-1815), deux compatriotes appelés à des destinées bien différentes se rencontrèrent, par hasard, dans un pauvre presbytère perdu au milieu des gorges du Jura. Théodore Jouffroy, le disciple le plus brillant du fondateur de l'éclectisme, plus métaphysicien que son maître, prit à partie un séminariste de dix-huit ans et, dans le premier orgueil de la jeunesse et de la science, combattit la Bible au sujet de l'âge du monde. Il s'appuyait sur le témoignage d'un monument, souvent invoqué alors et rapporté tout exprès d'Égypte pour ruiner à tout jamais le crédit de Moïse. Nous avons nommé le zodiaque de Denderah.

Mis en présence du monument inconnu, le futur évêque de Perpignan, — car c'est de Monseigneur Gerbet, appelé depuis à une si brillante renommée, qu'il s'agit ici, — se contenta de répondre : « Attendons. »

En effet, pendant quelques années, les adversaires de notre dogme entonnèrent des chants de victoire. Si l'on avait tenté de mettre une sourdine à leur enthousiasme, ils eussent cité le fait comme un exemple

(1) « Le vrai ne pouvant être opposé au vrai, nous définissons fausse toute assertion contraire à une vérité de la foi. » — Le cinquième concile général, tenu à la basilique de Latran à Rome, était le XVII^e œcuménique. Jules II présida cinq sessions, Léon X les sept autres (1512—1517).

des excès du zèle orthodoxe qui nous entraîne à nier l'évidence. Mais, un jour, vint un membre de l'Institut de France, qui replaça le monument à sa date probable, si tant est qu'il fût un monument astronomique. J.-B. Biot n'alla pas plus loin. Venu après lui, Letronne démontra que le fameux zodiaque de Denderah (1) n'était autre chose qu'un monument astrologique et ne fournissait qu'une preuve trop certaine de l'une des plus tristes aberrations de l'esprit humain. Le *Guide du voyageur dans Paris* (2) constate lui-même leur célébrité usurpée qui n'a pas tardé à s'évanouir dans la certitude d'une complète mystification.

Ainsi donc, pour nous résumer, il ne peut pas y avoir en définitive d'opposition radicale entre la science et la foi. Il y aura, par moments, opposition apparente: cela ne tient pas au fond des choses; cela tient à la faiblesse de notre intelligence qui est, nous ne le savons que trop et n'en avons que trop de preuves, essentiellement limitée.

Peut-être regardera-t-on ces réflexions comme une digression, et cependant nous sommes au cœur de notre sujet. Si Copernic et Galilée ont raison, si leur cosmographie est conforme à la réalité, il s'en suit qu'on ne saurait trouver ni dans la Bible, ni dans la révélation en général, aucune preuve contre un système DÉMONTRÉ VRAI. Il demeurera prouvé, non pas que l'Écriture Sainte est en faute, mais que des interprètes, hommes faillibles et sujets à l'erreur, ont cherché dans le texte inspiré ce qui ne s'y trouvait pas.

Mais, nous demandera-t-on, les orthodoxes n'ont-ils pas quelque chose à se reprocher ?

Incontestablement. Ils eurent tort de trop se passionner pour Aristote, autorité humaine après tout, qui régnait en maîtresse dans les écoles, et que Galilée venait renverser. Ils eurent tort de ne pas publier les pièces du procès, dont la France s'empara sous le premier Empire, et qui, restituées en 1846, ne furent pas publiées avec ce soin et cette impartialité auxquels les Guérard et les Gachard nous ont habitués. Mon-sieur Marino Marini, en donnant un travail incomplet, se laissa dominer trop exclusivement par la pensée de venger le tribunal qui avait condamné Galilée. A son insu, le prélat romain rendit un mauvais service à la cause de la vérité, puisqu'il laissa soupçonner que la publication intégrale de tout le dossier eût été, dans son appréciation, une idée compromettante.

Aujourd'hui nous voyons plus clair. Après les récentes recherches

(1) Auquel il faut joindre celui d'Esneh.

(2) Par une Société d'archéologues. — Paris, 1833.

de MM. l'abbé Bouix (1), — Henri de l'Epinois (2), — Th. Henri Martin (3), si avantageusement connu dans le monde savant, mais ici dominé par un enthousiasme tant soit peu excessif en faveur de son héros, — Gilbert (4), professeur à l'université de Louvain; — après la publication des œuvres complètes de Galilée, noble et magnifique entreprise achevée aujourd'hui, grâce aux soins intelligents d'un homme dont nous avons pu apprécier les mérites, à Malines même, dans nos congrès catholiques, M. le chevalier Albéri (5) de Florence, il peut être permis de formuler des conclusions.

Voici le but de notre travail.

I. *Galilée fut bien et dûment condamné par le tribunal du Saint-Office à Rome, pour ses opinions scientifiques.* — Cette assertion, il ne faut plus même songer à la nier aujourd'hui.

II. *Cette condamnation, qui fut une faute, explicable cependant par l'état de la science à l'époque où elle fut rendue, n'atteint en rien l'infailibilité doctrinale, ni de l'Église, ni même du Souverain Pontife.*

I.

Galileo Galilei, né à Pise, le 18 (28) février 1564, mourut le 8 janvier 1642. On voit son tombeau dans l'église de *Santa Croce*, à Florence, vaste nécropole consacrée aux célébrités de l'Italie, où Machiavel et Michel-Ange attendent également le grand jour de la résurrection. Tout le monde souscrira volontiers à l'éloge consigné dans l'építaphe de Galilée :

GEOMETRIÆ ASTRONOMIÆ PHILOSOPHIÆ MAXIMUS RESTITUTOR
NULLI ÆTATIS SUE COMPARANDUS.

Avant même d'occuper la chaire de mathématiques à l'université de sa ville natale en 1589, Galilée avait inventé la balance hydrostatique.

(1) *La condamnation de Galilée*. Brochure de 65 pages. — Arras, 1866.

(2) *Galilée, son procès, sa condamnation*, d'après des documents inédits. — *Revue des Questions historiques*, tome III, pp. 68-171. — Voir une note du même écrivain dans le *Recueil précité*, V, 530.

(3) *Galilée, les droits de la science et la méthode des sciences physiques*. Un volume in-12 de 428 pages. — Paris, Didier, 1868. — La *Revue générale* a donné, l'an dernier, un compte-rendu de ce livre au lendemain de son apparition. L'Académie française vient de couronner le beau livre de M. Martin.

(4) *Revue catholique*, nouvelle série, 1869, livraisons de janvier, février, mai.

(5) La première édition complète des œuvres de Galilée comprend seize volumes, grand in-8°. Commencée en 1842, cette publication a été achevée en 1856. — On trouvera les discours prononcés à Malines par M. Eugène Albéri, *Compte-rendu de 1863*, tome I, 31. *Compte-rendu de 1867*, tome I, 146.

En 1592, il fut nommé professeur à Padoue. En 1609, la vague nouvelle de l'invention d'une faible lunette d'approche éveilla son génie et lui fit créer le premier télescope applicable aux usages astronomiques. Aidé de ce nouvel instrument, Galilée, tourné vers le ciel, découvrit successivement les montagnes et les vallées de la lune, la faible lumière réfléchie par la terre sur la partie de la lune non éclairée directement par le soleil, les phases de Vénus et de Mars, les quatre satellites de Jupiter.

Il voyait ces merveilles si contraires aux doctrines reçues dans les écoles et en exposait la portée dans ses ouvrages dès 1610, année où il se fixa à Florence.

Il rencontra une foule d'incrédules. Les faits furent déclarés, par ses adversaires, inconciliables avec leurs théories. Le grand Kepler lui-même, dans sa foi mystique à la vertu du nombre sept, admettait *a priori* qu'il y eût sept planètes, ni plus, ni moins. Toutefois, convaincu par les arguments de son ami, il lui répondit en jouant sur un mot fameux, donnant un sens tout autre au cri de désespoir arraché par la rage impuissante à une bouche impériale : *Vicisti, Galilæe*.

Mais arrêtons-nous. Il n'entre pas dans notre pensée de retracer la vie toute entière et les travaux de Galilée. Restons dans les limites que nous nous sommes tracées.

Par ses découvertes, Galilée avait détruit la doctrine des aristotéliens, suivie jusqu'alors, de l'immutabilité des cieux. Dans les cieux comme sur la terre, il fallait bien constater une variabilité dont il s'agissait de découvrir les lois fixes et sages ; la rotation du soleil prouvait la possibilité de la rotation de la terre ; notre globe pouvait être une planète, puisque la lune était une petite terre avec des montagnes et des vallées ; la terre, planète, pouvait avoir la lune pour satellite et tout prouvait que la terre, très-loin d'être le centre du monde, était placée entre Vénus et Mars parmi les planètes. Enfin, l'on entrevoyait la possibilité inquiétante d'une hypothèse, d'après laquelle les planètes seraient habitées par des êtres intelligents, peut-être par des hommes. Ces découvertes astronomiques, si rapides, portaient le coup de grâce à l'ancienne physique, battue désormais sans espoir de revanche sur le terrain scientifique.

Il est bien démontré aujourd'hui que la cause première des persécutions endurées par Galilée fut la frayeur excitée par la rénovation soudaine qu'il introduisit dans la philosophie en même temps que dans les sciences. Il semblait, non-seulement aux rivaux haineux, mais aussi aux esprits timides qu'avec le péripatétisme ébranlé, tout allait menacer

ruine, même la religion. Comme si les paroles du Stagyrte (1) étaient celles de la vie éternelle! *Domine, ad quem ibimus? Verba vitæ æternæ habes* (2) (S. Jean, VI, 69.) Pour le coup, le Christ était un autre maître que le précepteur d'Alexandre-le-Grand; mais enfin, il se rencontrait pas mal de prêtres et religieux qui crurent sincèrement la religion en péril.

Ce n'est pas cependant que la doctrine de Galilée, concernant la rotation de la terre, fût tout à fait nouvelle. Le double mouvement de notre planète, rotation diurne et rotation annuelle, avait déjà été enseigné au XV^e siècle par le célèbre cardinal de Cusa, que nous regrettons de ne pas avoir pour compatriote, n'en déplaise à M. Th. Henri Martin. En 1533, l'allemand Wilmanstadt avait soutenu à Rome la même doctrine devant Clément VII. En 1543, Paul III avait accepté la dédicace que lui avait faite le chanoine polonais Copernic de son livre *de Revolutionibus orbium cælestium*.

Un siècle plus tard, Galilée eut le malheur de rencontrer moins de tolérance.

Dès le mois de décembre 1611, son ancien élève, devenu archevêque de Florence, prenait parti contre lui dans des conférences de moines tenues en son palais. En 1614, un savant jésuite, Scheiner, publiait ses *Disquisitiones mathematicæ* pour réfuter le système de Galilée; plus tard, (1626-1639), il lançait dans le monde savant sa *Rosa Ursina*, curieux amalgame, dit M. le professeur Gilbert, de physique et d'Écriture Sainte. Pour prouver la nature ignée des astres et la fluidité du ciel, Scheiner aura recours aux SS. Pères et à la Bible; Tertullien et S. Bonaventure s'y trouvent surpris sans doute de se rencontrer sur ce sujet avec Kepler et le P. Mersenne. Le quatrième dimanche de l'Avent, 1614, le moine dominicain Caccini, dans l'église de Santa Maria Novella, à Florence, fit un sermon sur le miracle de Josué, en faveur du mouvement du soleil et contre le mouvement de la terre. Il y cite ces mots de l'Écriture: *Viri Galilei, quid statis aspicientes in cælum!* (3). On sent le calembourg; le prédicateur y trouva occasion de lancer une superbe invective contre les mathématiques, invention du diable, et contre les mathématiciens qu'il faudrait exclure de tous les États chrétiens.

(1) Aristote était né à Stagyre, ancienne ville de Macédoine; né en 384 avant J.-C., il mourut en 322. Il faut le considérer comme le plus savant philosophe de l'antiquité.

(2) Seigneur, à qui irions-nous? Vous avez des paroles de vie éternelle.

(3) Hommes de Galilée, pourquoi vous tenez-vous là, regardant au ciel? *Actes des Apôtres*, I, 11.

Ce sermon fit scandale. Attaqué dans son orthodoxie, Galilée déposa une plainte auprès du général de l'ordre. Mais, loin d'être réprimandé, Caccini reçut une promotion; il fut nommé maître au couvent de la Minerve, à Rome. Ce n'est pas tout : le 5 février 1615, un autre dominicain, le père Lorini, envoya secrètement de Florence une dénonciation contre la lettre en date du 21 décembre 1613 et adressée par Galilée au père Castelli, bénédictin. Dans cette lettre, qui ne fut pas imprimée alors, mais communiquée en copie manuscrite à diverses personnes, Galilée soutenait avec fermeté la vérité et l'innocuité de sa doctrine. Le 20 mars 1615, le même père Caccini vint déposer contre Galilée devant le tribunal du Saint-Office, et ce, en vertu d'un ordre de Paul V, daté de la veille.

Avant d'aller plus loin, disons un mot de la juridiction à la barre de laquelle Galilée figurait comme prévenu.

Pour aider le souverain Pontife dans l'administration de l'Église, il y a, depuis la réorganisation de la discipline au concile de Trente, un certain nombre de bureaux ministériels, s'il nous est permis d'employer ce terme, auxquels est confié l'examen des diverses causes soumises au Saint-Siège (1). Ces *congrégations*, tel est leur nom spécial, sont présidées par un cardinal-préfet, qui a sous ses ordres un certain nombre de conseillers, évêques ou prêtres, appelés *consulteurs*. La principale d'entre elles est celle du Saint-Office ou Inquisition romaine, parce qu'elle est la seule dont le Pape se réserve la présidence. La congrégation qui s'occupe des livres est connue sous le nom d'Index et présidée, aussi bien que les autres, par un cardinal. Le Saint-Office est un tribunal qui ne compte pour membres que des cardinaux; son commissaire est toujours un dominicain. L'examen des ouvrages imprimés étant déféré depuis saint Pie V à une congrégation distincte, le Saint-Office s'occupe plus proprement des doctrines. Les examinateurs qui font l'examen préalable prennent le titre de *qualificateurs*.

Le P. Lorini, au nom des religieux de son couvent de St Marc, à Florence (2), résume comme *suspectes* et *téméraires* les propositions d'après lesquelles l'autorité de l'Écriture Sainte ne déciderait qu'en matière de foi et de mœurs, mais non dans les questions de physique.

(1) Voir l'intéressant travail de M. Haine, docteur en théologie, professeur à l'Université catholique de Louvain, *Synopsis S. R. E. Cardinalium congregationum*. Louvain, Fonteyn, 1837, Titulus I, Titulus X.

(2) Les dominicains avaient plusieurs couvents à Florence. On sait que c'est à ce couvent de St. Marc qu'a habité Savonarole. On y montre encore aujourd'hui la cellule du célèbre prédicateur.

Il ajoute que les galiléistes veulent défendre une opinion visiblement contraire en tous points aux Saintes Écritures, qu'ils osent fouler aux pieds toute la philosophie d'Aristote, les saints Pères et S. Thomas. Ce bon père reconnaît cependant en terminant que les *galiléistes sont de bons chrétiens, mais faisant un peu les entendus et durs dans leurs opinions*. Sa lettre toutefois doit rester secrète. Si, cependant, on voulait se renseigner, le correspondant charitable renvoie au sermon de son confrère, le P. Caccini (1).

Lorini avait donc, ainsi qu'on dit vulgairement, attaché le grelot. Dans sa déposition, *die Veneris 20 martis 1615*, le P. Caccini dénonce comme *hérétiques* les propositions sur le mouvement de la terre et sur l'immobilité du soleil. Ce n'est pas tout : pour justifier son fameux sermon, il déclare avoir appris, par le témoignage du P. Ferdinand Ximenès, régent de Santa Maria Novella, à Florence, que la secte dont Galilée est le chef, émet même des propositions contraires à la croyance en Dieu. Enfin Caccini déclare tenir de Lorini, déjà cité, et du jésuite Emmanuel Ximenès, que Galilée personnellement lui est *suspect dans la foi*, parce qu'il est affilié à une certaine académie des Lincei, à Rome, et qu'il correspond avec Fra Paoli Sarpi (2), religieux apostat ainsi qu'avec quelques allemands (3).

Les faits étaient vrais ; mais les conséquences qu'en tirait Caccini étaient fausses. L'académie romaine des Lincei était parfaitement orthodoxe. Maintenant que la correspondance du prévenu nous est livrée toute entière, nous savons indubitablement que ses lettres à l'historien menteur du concile de Trente, celles adressées aux protestants Welser et Kepler ne roulaient que sur les mathématiques.

Jusqu'alors tout s'était passé en secret. Craignant cependant que sa lettre au P. Castelli ne servit à le noircir à Rome, Galilée en envoya une copie, le 16 février 1615, à un prélat romain, Monsignor Dini, son ancien élève et ami. Le 28 du même mois, un autre prélat, florentin résidant à Rome, Monsignor Ciampoli, très-dévoté également, lui assure que sa lettre sera montrée au cardinal Barberini (le futur Urbain VIII) et peut-être au cardinal Bellarmine († 1621), « la meilleure plume de son temps en matière de controverse, » a dit Bayle, auteur peu suspect de cléricalisme, et dont Clément VIII avait

(1) *Revue des questions historiques*, pp. 147, 148.

(2) Auteur d'une histoire détestable du concile de Trente. Le célèbre cardinal Pallavicini répondit à ce libelle en écrivant l'histoire vraie de la grande et sainte assemblée. Sarpi était servite, Pallavicini jésuite.

(3) *Revue des questions historiques*, pp. 148-152.

dit en lui donnant la pourpre : *Non habet parem Ecclesia Dei quoad doctrinam.*

En lisant les lettres de Dini et de Ciampoli, nous voyons que, sans s'en douter, ils semblent s'être entendus pour endormir les justes craintes de leur ami. Bellarmin n'avait-il pas déclaré au prince Cesi président de l'académie des Lincei, que le système de Copernic en lui-même était incompatible avec la Bible? Et cependant le vénérable cardinal était évidemment bienveillant pour la personne de Galilée.

On nous demandera peut-être : Les cardinaux Bellarmin, del Monte, et Barberini, que voulaient-ils?

Ils voulaient que Galilée, ne croyant pas ce système menacé d'une note d'hérésie, ne le défendît pas publiquement à ce point de vue, et que, même au point de vue mathématique et physique, il n'en parlât qu'avec réserve, jusqu'au jour prochain où l'Inquisition lui défendrait d'en parler en aucune manière, même à titre de pure hypothèse. En un mot, ils voulaient qu'on pût ménager l'homme, dit M. Th. Henri Martin, en étouffant le système.

N'insistons pas sur l'interrogatoire du P. Ximenès, 15 novembre 1615, ni sur celui que subit, le lendemain, le P. Attavanti, pléban du château de Florence.

Cette même année, Galilée achevait, d'après les conseils de Monseigneur Dini, cette apologie étendue qu'il lui avait annoncée, et qui était en forme de lettre à la grande duchesse Christine de Toscane († 1637, mais qui gouverna sagement ses États après la mort de son mari Ferdinand I, décédé en 1609). Il en distribua des copies à quelques personnes; car ce mémoire grave et éloquent, aussi bien que la lettre au P. Castelli, ne fut imprimé qu'après la seconde sentence de condamnation, celle de 1633.

Résumons ce travail, d'après M. Henri Martin.

Galilée y rappelle brièvement les motifs scientifiques de son système du monde; puis il dirige sa défense vers l'attaque la plus dangereuse. Il proteste de sa foi catholique et de son adhésion à tout ce que l'Écriture Sainte enseigne en matière de foi. Mais, d'accord avec les déclarations précises de S. Augustin (*de Genesi ad litteram*, II, 9, 10), avec le mot de Baronius, qu'il cite (*l'Écriture nous enseigne comment on va au ciel et non comment va le ciel*), et avec les décrets du concile de Trente (1), Galilée nie que l'Écriture Sainte enseigne l'astronomie et la

(1) Dans sa quatrième session, le concile de Trente rendit un décret *de editione et usu sacrarum librorum*. Il y dit : « Præterea, ad coercenda petulantia ingenia, decernit,

physique, et qu'il faille lui demander, malgré elle, les conclusions auxquelles on doit arriver par la culture de ces sciences. Il dit, avec S. Augustin, que ceux qui font intervenir ici à tort l'Écriture Sainte dans les questions de physique, l'expliquent au gré de leurs opinions personnelles. Il s'élève, avec S. Jérôme, contre les interprètes téméraires qui font dire à la Bible tout ce qu'ils veulent. Il dit, avec S. Jérôme et S. Thomas d'Aquin (*in Job*, XXVII), que, pour être comprise des Hébreux auxquels elle s'adressait, la Bible, sur les objets indifférents pour la foi et pour le salut, s'est exprimée d'après l'opinion commune et d'après la manière de parler de la nation et de l'époque. Mais surtout il montre que beaucoup d'expressions des textes sacrés, prises au pied de la lettre, ne seraient pas moins contraires à l'enseignement péripatéticien de ses adversaires, par exemple, sur la forme sphérique de la terre, immobile, suivant eux, au centre du monde, qu'au système même de Copernic.

Au fond, Galilée avait raison en parlant ainsi. Tout en concédant que la défense de son système présentait des parties faibles, il n'avait pas tort de prédire que, le double mouvement de la terre devenant incontestable pour tous quelque jour, il faudrait bien alors en venir à reconnaître que les textes sacrés, vainement allégués, n'avaient pas pour objet la négation d'un fait qui serait évident pour tous.

Encore un coup, Galilée avait raison de protester contre la solidarité que certains aristotéliens, et des théologiens faisant cause commune avec eux, prétendaient maintenir entre leurs opinions, que le Stagyrite lui-même aurait parfois désavouées en vertu même de ses principes, et la foi catholique.

En 1615, en décembre, Galilée arriva à Rome. Il y avait été mandé par le Saint-Office. Diverses lettres nous racontent les grands succès qu'il rencontra dans les plus brillantes sociétés de la métropole du monde

ut nemo, suæ prudentiæ innixus, in rebus FIDEI ET MORUM ad ædificationem doctrinæ christianæ pertinentium, sacram scripturam ad suos sensus contorquens... » Un théologien distingué, M. Reusch, *la Bible et la Nature*, p. 41, s'exprime en ces termes : « La Bible n'a pas pour but de nous donner des instructions sur les sciences physiques ou profanes, et l'inspiration n'a pas été donnée aux écrivains bibliques pour accroître leurs connaissances scientifiques. » Il faudrait lire en entier la 2^e et la 3^e leçon du docte professeur de Bonn. — Le cardinal Gousset, à son tour, fait la remarque que la Bible n'est pas faite pour nous enseigner l'astronomie. Monsieur le professeur Lefebvre remarque également que la mission divine de l'Église n'est pas d'enseigner l'astronomie ; mais l'Église, dit ce savant docteur, « a le pouvoir *indirect* de se prononcer, sans crainte de se tromper, sur les théories et les conclusions des sciences humaines, en ce sens qu'elle n'est jamais sujette à faillir quand elle condamne des erreurs qui sont en opposition avec les vérités révélées. » *Revue catholique*, juin 1869.

chrétien. Il exposait son système avec talent; il employait tour à tour la science sérieuse et la plaisanterie contre les objections de ses adversaires et contre les calomnies de ses ennemis.

Tout semblait même lui réussir. Un carme napolitain, le P. Foscarini, avait pris sa défense; un dominicain, le P. Campanella avait envoyé une excellente apologie en sa faveur au cardinal Gaetano, inquisiteur. A la demande du cardinal Orsini, auquel il avait été recommandé par lettre de son souverain, il avait remis à Gaetano, le 8 janvier 1616, un *Discours sur le flux et le reflux de la mer*, où le phénomène des marées était présenté comme effet et comme preuve du mouvement de la terre.

Pendant que le savant se livrait à de douces illusions, le Saint-Office continuait la procédure. L'Inquisition avait examiné les *Lettres sur les taches solaires*, imprimées depuis 1613 et adressées à Welser, d'Augsbourg, et en avait extrait deux propositions, l'une sur l'*immobilité du soleil*, l'autre sur le *mouvement de la terre*. Preuve, soit dit en passant, qu'il s'agissait bien d'astronomie, et non d'Écriture Sainte ou de théologie.

Onze théologiens consultants du Saint-Office reçurent ordre de qualifier ces deux propositions. Le 24 février 1616, ils qualifièrent la première *absurde et fausse en théologie, et formellement hérétique, parce qu'elle est expressément contraire à l'Écriture Sainte*, et la seconde, *absurde et fausse en philosophie, et au point de vue théologique, pour le moins erronée dans la foi*.

Le lendemain 25, le pape donna ordre au cardinal Bellarmin de faire comparaître Galilée. Le 26, en présence de deux témoins, *familiares* du cardinal Bellarmin, sur la réquisition du commissaire du Saint-Office, P. de Lauda, Galilée promit de ne plus soutenir son opinion, de ne plus la défendre ni l'enseigner par sa parole ou par sa plume. *Ut supradictam opinionem quod sol sit centrum mundi et immobilis et terra moveatur omnino relinquat, nec eam de cætero quovis modo teneat, doceat aut defendat, verbo aut scriptis, etiam contra ipsum procederetur in S. Officio; cui præcepto idem Galileus acquievit et parere promisit* (1).

Le 5 mars, parut un décret portant défense de lire cinq ouvrages. Aucun écrit de Galilée n'y figurait; mais, à la suite, on lisait le passage suivant :

« Et quia ad notitiam præfatæ congregationis pervenit, falsam illam

(1) Il doit abandonner absolument l'opinion que le soleil est immobile au centre du monde et que la terre tourne. Il ne peut en aucune manière adopter cette opinion, l'enseigner ou la défendre, ni de vive voix ni par écrit; s'il agit autrement on le traduira devant le Saint-Office.— Galilée acquiesça à cette injonction et promit de s'y conformer.

doctrinam pythagoricam, divinæ scripturæ omnino adversariam, de mobilitate terræ et immobilitate solis, quam Nicolaus Copernicus... et Didacus Astanuca... etiam docent, jam divulgari et a multis recipi, sicut videre est ex epistola quadam impressa ejusdem patris carmelitæ, cui titulus : Lettera del R. P. maestro Paolo Antonio Foscarini ... ; in qua dictus pater ostendere conatur, præfatam doctrinam de immobilitate solis in centro mundi et mobilitate terræ consonam esse veritati et non adversari Sacræ Scripturæ : ideo ne ulterius hujusmodi opinio in perniciem catholicæ veritatis serpat, censuit dictos Nicolaum Copernicum... et Didacus Astanuca... suspendendos esse donec corrigantur ; librum vero patris Foscarini... omnino prohibendum atque damnandum ; aliosque omnes libros pariter idem docentes prohibendos, prout præsentî decreto omnes respective prohibet, damnat atque suspendit (1). »

Ainsi donc, Copernic et Astanuca ne voient leurs œuvres proscrites que *donec corrigantur* ; Foscarini est l'objet d'une prohibition absolue, vu que ses opinions astronomiques sont tout à fait contraires à l'Écriture Sainte ; Galilée n'est l'objet d'aucune mention spéciale. Enfin, ce qui est ici capital pour nous, il n'est parlé en aucune manière de la ratification que le souverain Pontife aurait donnée à cette sentence.

Avant de raconter les nouvelles tribulations qui assaillirent Galilée et aboutirent finalement au célèbre décret de 1633, citons deux documents que nous pouvons appeler officiels dans l'histoire de cette cause fameuse.

Le 26 mai 1616, le cardinal Bellarmin déclara faux le bruit en vertu duquel on prêtait à Galilée l'abjuration de ses opinions. « On ne lui a imposé aucune pénitence salutaire ; mais on lui a seulement communiqué la déclaration faite de la part du souverain Pontife et publiée par la congrégation de l'Index, dans laquelle il se trouve que la doctrine de Copernic..... est contraire aux Saintes Écritures, et à cause de cela ne peut être ni défendue, ni soutenue. »

(1) Il est parvenu à la connaissance de la Congrégation que cette doctrine fausse de Pythagore, tout-à-fait contraire à la divine Écriture, relative à la mobilité de la terre et à l'immobilité du soleil, doctrine que Nicolas Copernic et Didace Astanuca ont enseignée, se répand davantage et rencontre du crédit auprès de beaucoup de personnes. On peut se convaincre de ce dernier fait par un écrit imprimé ayant pour titre : *Lettre de maître Rév. Père Paul Antoine Foscarini*. Dans cette lettre, le Père susdit s'efforce de démontrer que la doctrine regardant le soleil immobile au centre du monde et la terre mobile, est une doctrine conforme à la vérité, ne heurtant en rien la Sainte Écriture. En conséquence, à l'effet d'arrêter la diffusion d'une erreur nuisible à la vérité catholique, la Congrégation juge bon de noter d'une censure les écrits de Nicolas Copernic et de Didace Astanuca jusqu'à correction. Quant au livre du Père Foscarini, la Congrégation l'interdit absolument et le condamne ; elle en fait de même par le présent décret pour tous les ouvrages où se trouve consignée la même doctrine ; elles les interdit, elle les condamne, elle les suspend.

En 1620, la congrégation de l'Index publia une notification qui autorisait les ouvrages de Copernic, moyennant certaines modifications qu'elle indiquait. La congrégation considérait encore le système comme erroné ; toutefois, dans l'intérêt de la science, elle permettait l'ouvrage où Copernic consigne ce système, après qu'on aurait corrigé l'assertion du mouvement terrestre comme fait démontré, et qu'on l'aurait restreinte aux limites de la simple hypothèse.

En pratique, la prohibition de l'ouvrage de Copernic continua à obtenir son effet, personne n'ayant assumé la tâche ingrate d'altérer la pensée du grand astronome polonais.

Cette affaire resta donc assoupie pendant de longues années. De 1616 à 1632, aucune poursuite ne fut dirigée contre Galilée. Retiré à la villa Segni à Bellosguardo près de Florence, il travailla, il écrivit, il publia des ouvrages, demeurant toujours honoré à Rome et comblé de marques d'estime. En 1623 même, il fut rassuré par l'avènement au trône pontifical du cardinal Maffeo Barberini. Il s'enhardit au point de dédier à Urbain VIII son chef-d'œuvre de polémique, *Il Saggiatore* (L'Essayeur). Nous savons que le pape se faisait lire à table cet ouvrage plein d'esprit et de savoir et y prenait grand plaisir.

Tout allait pour le mieux, quand Galilée se décida à exposer fidèlement les raisons scientifiques apportées pour et contre les systèmes de Ptolémée et de Copernic, par les partisans et les adversaires de ces deux systèmes, et, parmi les raisons en faveur du dernier, toutes celles que lui-même avait trouvées. Voilà ce qu'il fit dans un dialogue, où il ne se met pas lui-même au nombre des interlocuteurs ; mais ses doctrines y sont exposées par son ami et disciple défunt, Salviati de Florence. Le sénateur vénitien Sagredo, autre ami défunt de Galilée, y joue le rôle d'un homme judicieux, impartial et désireux de s'éclaircir. Simplicio, personnage pseudonyme, y représente le péripatéticisme ; il en expose les doctrines, telles qu'on les trouve dans les écrits des péripatéticiens de l'époque, adversaires de Galilée. Si à côté des doctrines de ce dernier, elles font triste figure, c'est la faute des péripatéticiens, et Simplicio a eu sur la plupart d'entre eux l'avantage de discuter avec loyauté et modération.

Ce qui est bizarre, c'est le bruit qui courut alors. On prêtait à Galilée l'intention d'avoir voulu ridiculiser Urbain sous le masque du péripatéticien. Le P. Olivieri, commissaire du Saint-Office, disait encore en 1825 à M. J.-B. Biot : « Soyez convaincu que les torts personnels de Galilée envers le pape Urbain VIII ont puissamment contribué à sa perte ; il l'avait joué dans ses dialogues sous le personnage de Simplicius. »

Mais M. Albéri nie formellement que telle ait pu être l'intention de l'auteur, vu que le cardinal dans ses conversations n'avait pas trouvé de nouvel argument à l'appui de l'ancienne opinion ; ensuite l'affection et le respect que Galilée portait au pape, tout autant que la circonspection qui était de mise dans sa situation, tout lui interdisait une plaisanterie d'un goût aussi douteux.

L'impression du dialogue, commencée à Florence vers la fin de 1630, fut terminée le 15 janvier 1632. Dès le principe, à côté d'admirateurs passionnés, Galilée trouva des critiques impitoyables. Ainsi, l'on prétendit qu'il avait trompé le Saint-Office, en ne publiant pas le manuscrit tel qu'il l'avait soumis à examen préalable. Dès le mois d'août, sur le rapport du jésuite Inschofer, la vente du livre fut interdite à Florence. Le 15 septembre, Nicolini, ambassadeur de Toscane à Rome, fut chargé par Urbain VIII d'informer le grand-duc que Galilée était personnellement déféré à l'inquisition. Le 23 septembre, fut libellé le mandat de comparution ; il lui fut signifié le 1^{er} octobre. On lui accordait un mois de délai.

Diverses raisons, puisées dans son état de santé, ne permirent à Galilée septuagénaire de partir pour Rome que le 15 janvier 1633. Il était en litière ; retenu au lazaret à la frontière pendant vingt jours, il ne fut à Rome que le 13 février. Il descendit au palais de l'ambassade.

Le 12 avril, il fut interné dans un bel appartement au palais du Saint-Office ; il n'y resta toutefois que jusqu'au 30, vu le mauvais état de sa santé, et retourna chez Nicolini.

Le premier interrogatoire eut lieu le 12 avril. Il se reconnut l'auteur du dialogue ; il confessa avoir eu notification du décret de 1616 ; mais le cardinal Bellarmín l'avait assuré que l'on pouvait défendre l'opinion de Copernic comme une supposition. Il l'affirmait.

Le 30 avril, il comparut pour la seconde fois et apporta un complet désaveu de son livre. Peut-être avait-il appris que les trois théologiens consultants avaient présenté, chacun séparément, une attestation à l'appui d'un mémoire de huit pages où il était prouvé que Galilée avait enseigné dans son dialogue la rotation de la terre et l'immobilité du soleil. Espérait-il échapper par ce désaveu à une condamnation qui devenait inévitable ? C'est possible.

Le 12 mai, troisième comparution.

Le 16 juin, le pape ordonna d'interroger Galilée relativement à son intention, puis, — après l'avoir menacé de la torture comme s'il devait la supporter, et lui avoir fait prononcer une abjuration préalable pleine

et entière devant la Congrégation du Saint-Office, — de le condamner à la prison selon la discrétion de la Sacrée Congrégation. On devait en outre lui prescrire de ne plus traiter désormais, ni par écrit ni de vive voix, du mouvement de la terre et de l'immobilité du soleil, sous peine d'être relaps. Le *Dialogo* devait être prohibé. Afin que personne n'en ignorât, on devait transmettre les exemplaires de la sentence à tous les nonces apostoliques et à tous les Inquisiteurs de l'hérésie, principalement à l'Inquisiteur de Rome, qui devait le publier en présence de tous les professeurs de mathématiques.

Le 21 juin, Galilée fut interrogé conformément à l'ordre du pape. Il déclara que, depuis le décret de 1616, il avait adopté pour très-vraie et indubitable l'opinion de Ptolémée sur l'immobilité de la terre et la mobilité du soleil. Comme on lui représentait que, d'après son livre, il avait embrassé l'opinion contraire, il répondit qu'il avait exposé, sans conclure en faveur de l'un ou l'autre des deux systèmes rivaux. « Ainsi, répéta-t-il, je n'ai point soutenu et je ne soutiens pas dans mon for intérieur l'opinion condamnée. »

C'est le lendemain 22, mercredi, que Galilée fut conduit à Sainte-Marie-Sopra-Minerva, devant les cardinaux et prélats pour entendre prononcer sa condamnation. Son abjuration devait suivre immédiatement le prononcé de l'arrêt. Voici les principaux passages de ces deux pièces curieuses à plus d'un titre.

SENTENCE DE CONDAMNATION.

Le Sacré tribunal, voulant pourvoir aux inconvénients et dommages qui résultaient de ces opinions et qui, allant eu augmentant, menaçaient la sainte foi; par ordre du Saint-Père et des éminentissimes cardinaux du Saint-Office, les théologiens qualificateurs notèrent comme suit les deux propositions :

« Le soleil est au centre du monde et immobile; — proposition absurde, fausse en philosophie; formellement hérétique, parce qu'elle est expressément contraire à la Sainte Écriture.

» La terre n'est pas le centre du monde, elle n'est pas immobile, elle a un mouvement même diurne; — proposition absurde, fausse en philosophie; théologiquement considérée, pour le moins erronée dans la foi. »

Le saint nom de Jésus-Christ notre Seigneur et celui de sa très-glorieuse Mère toujours Vierge Marie, invoqués; par cette sentence définitive, nous disons, jugeons et déclarons que vous, Galilée, prévenu en aveu,

interrogé et examiné sur l'écrit qui fait l'objet de ce procès, vous êtes rendu véhémentement suspect d'hérésie vis-à-vis de ce Saint-Office pour les motifs qui ont été déduits dans le cours de l'instruction, motifs que vous avez reconnus :

C'est-à-dire que vous avez cru et soutenu une doctrine fausse et contraire aux saintes et divines Écritures, à savoir : Le soleil est le centre du monde, il ne se meut pas d'orient en occident ; la terre se meut et n'est pas le centre du monde ;

C'est-à-dire que vous avez cru et soutenu qu'on peut maintenir et défendre comme probable une opinion quelconque, après qu'elle a été déclarée et définie contraire à la Sainte Écriture.

En conséquence vous avez encouru toutes les censures....

A l'effet que votre grave et pernicieuse erreur ne demeure pas tout à fait impunie, que vous vous montriez désormais plus circonspect et serviez de leçon aux autres pour qu'ils s'abstiennent de délits analogues, nous prononçons que votre livre des Dialogues soit atteint par un décret public. Quant à vous, nous vous condamnons, pour un temps dont nous nous réservons de limiter la durée, à la prison de ce Saint-Office. A titre de pénitence salutaire, vous récitez, pendant trois ans, les sept psaumes de la pénitence, une fois par semaine.

Ainsi prononcé par nous, cardinaux soussignés.

RÉTRACTATION DE GALILÉE.

En conséquence, voulant faire disparaître de l'esprit de Vos Éminences, et de tout chrétien catholique quelconque, ce grave soupçon conçu à bon droit contre moi, avec un cœur sincère et avec une foi non feinte, j'abjure, je maudis et je déteste les susdites erreurs et hérésies et généralement toute autre erreur ou secte opposée à la sainte Église. Je jure qu'à l'avenir je ne dirai plus jamais rien ou n'affirmerai jamais de vive voix ou par écrit quoi que ce puisse être, qui occasionnerait à mon propos des soupçons analogues.... 22 juin, de l'an 1633 (1).

(1) SENTENTIA CARDINALIUM IN GALILÆUM.

Volens proinde hoc S. Tribunal prospicere inconvenientibus ac damnis, quæ hinc proveniebant, et increbrescebant in perniciem sanctæ fidei : de mandato Domini nostri et eminentissimorum D. D. Cardinalium hujus supremæ ac universalis Inquisitionis, a qualificatoribus theologis qualificatæ fuerunt duæ propositiones de stabilitate solis et de motu terræ, ut infra :

En présence de textes aussi formels et aussi concluants, il est impossible de soutenir que Galilée n'ait pas été condamné pour ses opinions scientifiques.

Cependant ses juges, en prononçant leur arrêt, crurent servir la cause de la vérité. N'allons pas croire que ces cardinaux, ces consultants, hommes honorables après tout, se laissèrent guider par des basses passions, par des vues étroites, par la jalousie.

Galilée, qui venait ruiner les théories d'Aristote, trouva à Rome une tolérance qu'il n'eût rencontrée ni à Londres, ni à Paris. En 1624, le Parlement de cette dernière ville prit fait et cause pour le précepteur d'Alexandre ; sous Louis XIII, il fut défendu « à toutes personnes, sous peine de la vie, de tenir ni enseigner aucune maxime contre les auteurs anciens et approuvés. » L'auteur des *Dialogues* en fut quitte à

Solem esse in centro mundi, et immobilem motu locali, est propositio absurda et falsa in philosophia, et formaliter hæretica, quia est expresse contraria Sacræ Scripturæ;

Terram non esse centrum mundi, nec immobilem, sed moveri motu etiam diurno, est item propositio absurda, et falsa in philosophia, et, theologicè considerata, ad minus erronea in fide.....

Invocato igitur sanctissimo nomine Domini nostri Jesu Christi, et ipsius gloriosissimæ Matris semper virginis Mariæ, per hanc nostram definitivam sententiam.... te Galilæum Galilæi reum hic de præsentì processionali scriptura inquisitum, examinatum et confessum... dicimus, judicamus et declaramus te Galilæum supradictum, ob ea quæ deducta sunt in processu scripturæ, et quæ tu confessus es, ut supra, te ipsum reddidissè huic S. Officio vehementer suspectum de hæresi; hoc est quod credideris et tenueris doctrinam falsam, et contrariam sacris ac divinis Scripturis, solem videlicet esse centrum orbis terræ, et eum non moveri ab oriente ad occidentem, et terram moveri, nec esse centrum mundi, et posse teneri ac defendi, tanquam probabilem opinionem aliquam, postquam declarata ac definita fuerit contraria Sacræ Scripturæ; et consequenter te incurrisse omnes censuras...

Ne autem tuus iste gravis, et perniciosus error ac transgressio remaneat omnino impunitus, et tu in posterum cautior evadas, et sis in exemplum aliis, ut abstineant ab hujusmodi delictis, decernimus, ut per publicum edictum prohibeatur liber Dialogorum Galilæi Galilæi; te autem damnamus ad formalem carcerem hujus Sancti Officii ad tempus arbitrio nostro limitandum, et titulo penitentiae salutaris præcipimus ut tribus annis futuris recites semel in hebdomade septem psalmos pœnitentiales.

Ita pronunciamus Nos Cardinales infrascripti.

ABJURATIO GALILÆI.

Idcirco volens ego eximere a mentibus Eminentiarum Vestrarum, et cujuscumque christiani catholici, vehementem hanc suspicionem adversum me jure conceptam, corde sincero, et fide non ficta abjuro, malidico, et detestor supradictos errores et hæreses, et generaliter quemcumque alium errorem et sectam contrariam supradictæ S. Ecclesiæ, et juro me in posterum nunquam amplius dicturum, aut asserturum voce, aut scripto, quidquam propter quod possit haberi de me similis suspicio... 22 junii, anni 1633.

Ego Galilæus abjuraui ut supra, manu propria.

meilleur compte auprès de ses juges romains ; on ne lui imposa que la récitation des psaumes de la pénitence, une fois par semaine, durant trois ans.

Les infortunes qui assaillirent Galilée trouvent donc leur source dans la mauvaise méthode avec laquelle on avait abordé, depuis plusieurs siècles, l'étude des sciences physiques.

L'erreur, qui domina le moyen âge et une partie de l'époque moderne, fut d'étudier la nature avec des idées a priori. Descartes, lui-même, ce grand mathématicien, fondateur de l'analytique, c'est-à-dire de l'application de l'algèbre à la géométrie, ce philosophe distingué que nous connaissons tous, n'échappa pas à la contagion générale. Partant d'idées qu'il croyait évidentes, — l'évidence stricte étant la base de son système philosophique, — il recourait à de ridicules théories, pour expliquer les faits naturels, inventait les tourbillons et la distinction entre les corps pesants et les corps légers.

Galilée procédait tout autrement. Sans doute, le monde est dirigé par des lois fixes, immuables, nécessaires, dans l'état actuel des choses ; en d'autres termes, le monde est régi par des lois mathématiques ; nous savons annoncer, au moyen du calcul, les éclipses, par exemple, de l'an 1669 ; mais ces lois elles-mêmes, dans un certain sens, sont contingentes, vu qu'elles supposent le monde créé par Dieu tel qu'il existe présentement, et que, selon toute probabilité, elles n'eussent pas eu d'application, si le Créateur avait disposé son œuvre d'après un plan, autre que celui qu'il a suivi.

L'observation sérieuse des phénomènes de la nature, disait Galilée, doit conduire à la connaissance des lois générales, lois qu'il vérifiait ensuite par les mathématiques. C'est donc Galilée, bien plus que Bacon, qui est le principal auteur de la vraie méthode des sciences physiques. Sans souscrire à tous les jugements du comte de Maistre, — dans un ouvrage qui ne parut du reste qu'après la mort de ce vigoureux penseur, — nous devons reconnaître que le chancelier Bacon a été trop exalté comme inventeur de la méthode expérimentale et inductive ; il connut la méthode de Galilée ; il ne sut la comprendre ; il rejeta la partie mathématique qui en fait la force et la puissance.

On le voit, la méthode, qui devait être détrônée plus tard, admettait, sur la foi de Ptolémée, les cieux incorruptibles. Pour prouver la fluidité des cieux, le P. Scheiner, dans sa *Rosa Ursina* (1626-1639), recourait à l'autorité de la Bible et de Tertullien ; dans ce même livre S. Ambroise et S. Bonaventure coudoient le P. Mersenne, religieux minime, et Kepler. On interprétait la Bible dans un sens littéral vraiment phari-

saïque : le soleil ne peut être immobile au centre du monde, car Josué n'a-t-il pas dit : *Sol, contra Gabaon ne movearis? Stetit itaque sol in medio cæli* (1) ?

Le cardinal Bellarmin appuie sa démonstration de la sphéricité du ciel sur ce texte de l'*Écclesiastique* : *Gyrum cæli circuiti sola* (2); d'ailleurs la figure ronde est la plus parfaite, et « *sapiamo che Dei perfecta sunt opera* (3). »

Après cet exposé, nous commençons à nous rendre compte des préoccupations qui agitèrent les juges de Galilée. Une trop grande confiance dans des systèmes, faux au fond, mais alors encore admis généralement comme vrais; une confiance trop entière dans Aristote, à l'autorité duquel on avait soudé en quelque sorte la théologie, science humaine sous beaucoup d'aspects quant à sa méthode; la crainte d'ébranler la vérité des paroles de l'Écriture Sainte, et cela au lendemain des excès d'interprétation insensée auxquels le sens privé avait entraîné les protestants : telles furent les considérations qui ébranlèrent les inquisiteurs du Saint-Office.

(1) Soleil, ne t'éloigne pas de Gabaon... Et le soleil s'arrêta au milieu du ciel. *Juges*, X, 12, 13.

(2) Seule (il s'agit de la sagesse), j'ai fait le tour du ciel. (*Eccli*, XXIV, 8.)

(3) *Les œuvres de Dieu sont parfaites*, dit Moïse dans son célèbre testament à son peuple, au moment de mourir. Au *Deutéronome*, XXXII, 4. — Un théologien de notre pays, commentateur recommandable de l'Écriture Sainte, Libert Fromond, recteur de l'université de Louvain à deux reprises, nous fournira, à son tour, un spécimen de la méthode alors usitée dans les sciences. Il fut le premier à publier un ouvrage dans lequel il prétendit justifier scientifiquement le décret de condamnation prononcé par le Saint-Office dans l'affaire de Galilée. Cet ouvrage, oublié aujourd'hui, parut en 1634 chez Plantin à Anvers. Il a pour titre : *Vesta sive Anti-Aristarchi vindeæ, adversus Jacobum Lansbergium... In quo Decretum S. Congregationis S. R. E. Cardinalium anno M.DC.XXXIII. adversum Copenicanos terræ motores editum, iterum defenditur*. In-4° de 173 pages. A titre de spécimen de la méthode usitée, donnons l'intitulé seulement de quelques chapitres. Nous traduisons.

« Ch. III. Les Saintes Écritures enlèvent, presque évidemment, tout au moins, le mouvement diurne à la terre; elles l'attribuent au soleil et au ciel.

Ch. VI. La stabilité de la terre, le mouvement du soleil et des astres démontrent magnifiquement la gloire et la bonté de Dieu, qui déroule, chaque jour, avec tant de rapidité et en vue de l'utilité de l'homme, toute l'horloge du ciel. Les pieuses méditations appuyées sur ce vrai et solide fondement, nourrissent l'âme plus pleinement et plus longuement que ne le feraient celles alimentées par la variable et vaine imagination de Nicolas Copernic.

Nous concluons de tout ceci, pour la plus grande gloire de Dieu Créateur, de l'éternelle et très-sage Vérité, de la Bonté infinie, que :

La terre repose au centre du monde; le soleil et les astres se meuvent et circulent pour son service et celui de l'homme. »

Il faut pourtant le proclamer à la décharge du tribunal : Galilée ne sut pas toujours donner la preuve formelle de ses découvertes, quelque réelles qu'elles fussent. Homme de génie, il participa ici à la faiblesse native de l'esprit humain.

En effet, dans les sciences, comme dans les arts, comme dans toutes les branches où s'exerce l'activité de notre raison, il faut faire la part du temps. Les édits des préteurs, les travaux des Gaïus, des Ulpien et des Papinien rendront possible l'œuvre par excellence de Justinien, le *Corpus juris*. Venu au temps de S. Augustin au lieu de naître en plein treizième siècle, S. Thomas d'Aquin n'aurait pu écrire ses deux *Sommes*.

L'art ogival, la plus haute expression de notre style religieux, est l'apogée des efforts du génie chrétien à la recherche d'un idéal. Que de tentatives, que d'expériences avant d'arriver à la locomotion à vapeur ! Ces locomotives, à côté desquelles nous passons avec indifférence, eussent rempli d'admiration Fulton lui-même.

Touchant le système du monde, Galilée eut des vues (1), se persuada qu'il disait vrai ; mais venu avant Kepler, et surtout avant Newton, il ne put toujours donner la démonstration scientifique de ses dires. Pour prouver la rotation de la terre, il invoquait le phénomène des marées. Or, le dernier étudiant de nos classes a appris, dans son cours de cosmographie, que c'est la lune qui détermine ce phénomène avec lequel la rotation de notre planète n'a rien de commun.

Pour nous résumer, en présence de ces difficultés très-sérieuses de part et d'autre, combien de voies se présentaient aux juges de Galilée ?

Il s'en présentait cinq, répond M. Th. Henri Martin :

Ou bien d'abord l'autorité ecclésiastique pouvait, avec vérité, déclarer expressément, dès 1616, ce qu'elle a reconnu depuis, savoir : qu'en lui-même le nouveau système du monde n'a rien de contraire à la foi catholique.

Malheureusement, une telle décision eût paru alors tout au moins prématurée.

Ou bien, en second lieu, ne pas se prononcer du tout, écarter les dénonciations et laisser toute liberté de discussion, sauf les cas où quelqu'un des contendants émettrait une proposition évidemment contraire à la foi.

(1) N'en soyons pas surpris. Le comte de Maistre n'a-t-il pas écrit avec raison : « Comme si enfin l'art de conjecturer n'était pas le caractère distinctif de l'homme de génie dans tous les genres ! » *Examen de la philosophie de Bacon*, chap. I.

En thèse générale, ce parti était peut-être le meilleur.

Ou bien, en troisième lieu, interdire aux uns et aux autres, aux coperniciens, comme aux péripatéticiens, de mêler encore l'Écriture Sainte et la théologie à leurs querelles : leur enjoindre de se tenir sur le pur terrain de la science.

Ce parti, eu égard aux circonstances, aurait été le plus opportun. Galilée surtout, s'en serait parfaitement contenté.

Ou bien, en quatrième lieu, laisser le champ libre aux péripatéticiens seuls, et, sans se prononcer sur le fond de la nouvelle doctrine cosmographique, en interdire l'enseignement, au moins d'une façon provisoire, comme téméraire et dangereux dans les conjonctures présentes.

Ce parti n'était ni juste ni prudent. Ce n'était point chose juste que de mettre la vérité sous le boisseau ; ce n'était pas chose prudente que d'interdire l'enseignement d'une doctrine qui était alors, sinon démontrée, au moins pressentie vraie. Il fallait en tolérer l'enseignement sous bénéfice d'inventaire, à titre d'hypothèse. Bellarmin, en 1616, avait opiné pour ce parti. Le cardinal Maffeo Barberini pensait de même ; et, devenu Urbain VIII, il garda ce sentiment jusqu'en 1632.

Ou bien, en cinquième et dernier lieu, condamner la doctrine incriminée comme fausse en philosophie, erronée en théologie, contraire aux livres saints et à la foi catholique.

C'est malheureusement à cette fâcheuse tactique que l'on s'arrêta.

Fait à noter néanmoins, tandis qu'on lit en tête de la sentence de condamnation les noms des dix cardinaux du Saint-Office, sept d'entre eux seulement ont souscrit l'arrêt. Les trois autres, parmi lesquels le propre neveu d'Urbain VIII, formèrent-ils une minorité imposante ? Rien n'autorise à nier cette supposition, le champ demeure libre pour toutes les conjectures. Parmi les sept signataires, il est un nom que nous voyons figurer non sans éprouver, pour notre part, un vif regret, c'est celui de l'illustre cardinal Bentivoglio. Nous aurions voulu avoir cette douce illusion que l'historien distingué de nos troubles du xvi^e siècle en Belgique ne se fût pas allié aux adversaires de Galilée.

Il nous faut cependant aller jusqu'au bout.

Qui donc a exigé cette condamnation ?

Il faut bien le dire : Le pape Urbain VIII l'a exigée ; c'est lui qui l'a imposée au Saint-Office.

Urbain VIII, comme Paul V, a cru que le système de Copernic était d'un dangereux exemple, qu'il ébranlait l'autorité des Livres saints. En conséquence, il l'a fait interdire, condamner formellement par le Saint-Office.

Mais alors, avec cette persuasion, pourquoi ne pas prononcer lui-même?

Les documents sont ici muets; ils n'ont aucune réponse à cette question.

Pour nous, n'hésitons pas à répondre: La Providence ne l'a pas permis.

C'est ainsi que nous arrivons à la seconde partie de ce travail.

II.

Cette partie sera fort courte.

Nous n'avons pas, en effet, à traiter en ce moment la question de l'infailibilité du Souverain Pontife.

Monseigneur Deschamps, notre savant et éloquent archevêque, vient de publier à ce propos un travail appelé à un légitime retentissement. Nous ne pouvons que renvoyer à ce livre, où la question a été traitée de main de maître.

Nous allons donc emprunter à l'*Infailibilité et le Concile général* les principes dont nous avons besoin dans l'occurrence.

« Il y a certaines formules établies et déterminées par un usage constant de l'Église et des papes, pour faire connaître d'une manière précise à toute la chrétienté les jugements suprêmes et définitifs, et la peine conséquemment encourue par les réfractaires; *si le Pape omet ces formules, sans indiquer suffisamment que, malgré cette omission, il entend et veut définir* EN SA QUALITÉ DE SOUVERAIN PONTIFE ET DE JUGE DE LA FOI, il faut en conclure qu'il n'a pas prononcé de jugement en cette qualité. »

Il faut donc conclure, dit Mgr l'archevêque, après avoir cité ces paroles de Grégoire XVI, qu'il a prononcé ce jugement, *s'il indique suffisamment, même en omettant la formule des anathèmes*, qu'il entend et veut définir en sa qualité de chef de l'Église (1).

A la lueur de ces principes, examinons la sentence de condamnation.

Les cardinaux du Saint-Office se sont réunis par ordre du pape; voilà tout.

Ils prononcent *per nostram definitivam sententiam*; ils ne parlent en aucune façon d'une ratification quelconque du Souverain Pontife. Il n'est

(1) Ouvrage cité, pp. 136-137. — Les capitales et les italiques dans les textes allégués appartiennent à l'illustissime Auteur.

donc point question d'un jugement *ex cathedra*. Aucun anathème n'est formulé.

L'opinion contraire au système de Galilée a pu être partagée, elle l'a été réellement, par Urbain VIII. Mais il s'est gardé d'en faire l'objet d'une décision dogmatique, liant les consciences chrétiennes, sous peine de faire naufrage dans la foi.

Qu'on n'aille pas croire que l'opinion, que nous exprimons ici, est nouvelle. Nous ne faisons que refléter l'opinion des contemporains, alors que nous affirmons qu'il est impossible en aucune manière de trouver dans la condamnation de Galilée un argument valide, même en apparence, contre la thèse de l'infailibilité du Souverain Pontife.

A la date du 10 janvier 1634, Descartes écrivait au P. Mersenne, son correspondant ordinaire : « ... Ne voyant point encore que cette censure ait été autorisée par le pape, ni par le concile, mais seulement par une Congrégation particulière de cardinaux inquisiteurs, je ne perds pas tout-à-fait espérance qu'il n'en arrive ainsi que des antipodes, qui avaient été quasi en même sorte condamnés autrefois (1). »

Caramuel (2), casuiste parfois un peu relâché, mais, somme toute, théologien distingué, mort évêque de Vigevano, a traité la question dans sa *Theologia fundamentalis*. Il considère comme hérétique le système copernicien.

Mais enfin, et c'est l'objection qu'il se fait, si cette démonstration *impossible* dont il parle avait lieu, à savoir : qu'il fût prouvé que Copernic et Galilée ont raison ? *Quid juris*, si l'on invoquait les décrets du Saint-Office. « Il faut, répondit-il, se rendre à l'évidence d'une démonstration légitime et certaine. Dans l'espèce, ce n'est pas l'Église romaine qui a erré. Ce n'est, en effet, ni le Concile général, ni le Pontife *ex cathedra* qui ont présenté cette proposition considérée spéculativement comme un article de foi, au point de déclarer hérétique l'adhésion intérieure que l'on ferait à l'opinion contraire ; mais le tribunal éminentissime des Cardinaux, dont l'autorité est très-considérable parmi les hommes, a défini qu'il n'y a aucun motif humain pour ne point avancer que le mouvement de la terre est en contradiction avec l'Écriture Sainte. Par conséquent, il faut tenir pour hérétique celui qui obstinément se met en opposition avec le pape, ayant prononcé par l'organe de ses cardinaux. Que si, par impossible, l'on apportait demain une démonstration nouvelle, alors il y aurait humainement motif pour les éminents

(1) *Epistolarum*, pars secunda, Epistola LXXVI, p. 280. Édition d'Amsterdam, 1668.

(2) Caramuel était belge d'origine.

cardinaux de permettre qu'on recourût, dans l'explication du chapitre X de Josué, à un sens quelconque apparent ou métaphorique (1). »

Telle est, en résumé, l'affaire de Galilée.

On n'en a tant parlé que parce que nos adversaires ont terrorisé. Ils ne réussissent que trop souvent par une tactique qui devrait bien être usée : l'audace de leurs affirmations glace assez souvent la parole sur les lèvres des catholiques.

Les défenseurs de l'orthodoxie, à leur tour, n'auraient pas dû dissimuler les torts du Saint-Office, mais faire bien comprendre quelles circonstances rendirent possible le prononcé de l'arrêt de condamnation.

Ne nous laissons donc jamais effrayer, ni pour l'Église, *colonne et fondement de la vérité* (2), ni pour son chef, dont *la foi ne faillira point* (3), selon la promesse du Sauveur à Pierre. L'Église romaine est toujours vierge, disait Bossuet (4) ; la foi romaine est toujours la foi de l'Église, on croit toujours ce qu'on a cru, la même voix retentit partout, et Pierre demeure dans ses successeurs le fondement des fidèles. C'est Jésus-Christ qui l'a dit, et le ciel et la terre passeront plutôt que sa parole.

Le chan. AD. DELVIGNE.

(1) Cité par M. Bouix, dans le texte latin.

(2) *Première épître de S. Paul à Timothée*, III, 15.

(3) *Évangile selon S. Luc*, XXII, 32.

(4) *Sermon sur l'Unité de l'Église*, 1^{re} partie. *OEuvres*, édition Lachat, XI, 597.

FRÉDÉRIC ET GELLA.

CHRONIQUE ALLEMANDE DU XII^e SIÈCLE.

I.

A deux lieues environ de Hanau, cité bourgeoise et manufacturière de l'Électorat de Hesse-Cassel, anoblie le 30 octobre 1813 par une victoire de Napoléon, s'élève, sur l'une des rives verdoyantes et montagneuses de la Kinzig, la petite ville de Gelnhausen. Ses rues étroites et irrégulières, ses modestes maisons, son église rustique avec ses trois clochers inclinés, qui rappellent involontairement le fameux Campanile toscan, la tour penchée des bords de l'Arno, attireraient peu sur elle l'attention distraite du voyageur ; mais, parmi les vieilles cités d'Allemagne, l'humble petite ville a sa part de glorieux souvenirs ; elle arrête au passage le dédaigneux étranger, et, pour répondre à ses mépris, elle lui montre, à quelque distance, dans une petite île que baignent les eaux limpides de la Kinzig, un antique château, un Pfalz gothique, ruiné par le temps ; elle prononce fièrement le nom vénéré de Hohenstauffen, puis elle y joint avec orgueil son propre nom, Gelnhausen.

En effet, ces ruines sont celles d'un Pfalz impérial, habité au XII^e siècle par le plus illustre descendant de la noble famille germanique de Hohenstauffen, l'immortel Frédéric Barberousse, qui, s'il faut en croire une ancienne chronique, posa la première pierre de Gelnhausen, en mémoire d'un religieux amour.

A ce propos peut-être, si la chronique que nous venons de mentionner ne lui est déjà connue, notre curieux lecteur (nous n'osons dire ici notre curieuse lectrice) cédera-t-il à la tentation de nous suivre sur les bords de la Kinzig, et là, dans une salle d'auberge quelque peu enfumée, en face d'une bouteille de vin blanc du Rhin ou d'un homérique pot de bière, il écouterà, en notre compagnie, le simple et poétique récit d'une jeune allemande aux yeux bleus, à la blonde chevelure, qui nous raconte, avec pleurs et sourires, l'histoire de la fondation de Gelnhausen.

II.

Longtemps avant d'avoir posé sur sa tête la couronne impériale, le jeune et brave chevalier Frédéric de Hohenstauffen, surnommé Barberousse, à cause de la couleur blonde de sa barbe, qu'il portait longue et flottante, suivant la coutume du temps, menait vie noble et joyeuse dans son château de la Wétéravie. Le jeu, la chasse, les festins, les brillants exercices chevaleresques semblaient l'absorber tout entier. A l'époque où commence notre histoire, vingt-trois ans s'étaient écoulés depuis sa naissance, et tous ceux qui prétendaient connaître les secrets de son cœur affirmaient qu'il n'avait pas encore aimé. Cette assertion unanime, que rien n'était venu contredire, avait facilement obtenu croyance, et Frédéric, à cet égard, passait généralement pour avoir reçu, entre autres dons de la nature, l'indifférence et l'insensibilité proverbiales de la pierre. Instruits par la renommée, les bardes voyageurs qu'il accueillait dans son château le comparaient, dans leurs chants de louange inspirés par son hospitalité généreuse, tantôt à un bouclier de diamant, tantôt à l'égide de la Sagesse, repoussant les *flèches d'amour*.

Aucune femme, en effet, ni belle et gracieuse vassale, ni brillante châtelaine d'Allemagne, ne se vantait d'avoir touché le cœur de Frédéric ; aucune ne se vantait d'avoir ordonné de sa destinée, d'avoir fait luire à ses yeux cette mystérieuse étoile vers laquelle les âmes ardentes et passionnées s'élancent pour s'unir et se confondre, deux à deux, dans un embrassement divin.

Cependant Frédéric aimait, Frédéric était aimé. Mais le véritable amour, c'est comme le nid dans la forêt, comme la perle dans les profondeurs secrètes de l'Océan : il faut chercher pour les découvrir, chercher longtemps sous l'onde ou le feuillage qui les recèle.

Comment donc était né ce mystérieux amour, qui, tel qu'une chaste fleur au désert, s'épanouissait ignoré de tous, si ce n'est de Frédéric, d'une jeune fille, et des invisibles habitants du ciel aux yeux desquels rien n'est caché, ni le nid dans la forêt, ni la perle dans l'Océan, ni l'amour dans le cœur de l'homme ?

III.

Par une douce soirée d'automne, Frédéric Barberousse revenait de la forêt de Thuringe, où l'ardeur de la chasse l'avait entraîné tout le jour. Il s'était éloigné de sa suite ; et, chevauchant solitaire à travers

plaines et collines, murmurant de gais refrains, il hâtait le galop rapide de son destrier vers son noble manoir féodal.

Déjà les hautes tours de Hohenstauffen, éclairées des pâles lueurs du crépuscule, apparaissaient dans le lointain, quand tout-à-coup le fier destrier, brusquement arrêté au milieu de sa course, se cabra frémissant sous la rude pression du mors, et le jeune chevalier, penché sur la selle de pourpre brodée d'or, contenant la fougue impatiente de son cheval, tourna la tête avec vivacité vers un bouquet de saules qui s'élevaient à gauche du chemin, sur la rive d'un petit lac, qui n'est plus de nos jours qu'un étang presque desséché.

Il demeura quelques instants dans cette attitude penchée, la tête tournée du côté des saules, cherchant à pénétrer du regard l'épaisseur de leur feuillage, dont les ombres croissantes du soir redoublaient encore le mystère.

— J'ai pourtant bien entendu, se dit-il à lui-même, au milieu du silence qui l'environnait ; ces sons qui viennent de frapper mon oreille ne sont pas ceux de la harpe d'Éole ; cette voix..... ce ne pouvait être celle du vent : le vent n'a pas coutume de chanter ainsi.

Cependant, comme le silence se prolongeait, comme rien de ce que semblait chercher le chevalier ne s'offrait d'ailleurs à ses yeux, Frédéric se mit en devoir de continuer sa route ; mais, à peine avait-il rendu les rênes à son coursier, que le noble animal, qui s'élançait, se sentit de nouveau retenu.

Les sons d'un luth se faisaient entendre distinctement derrière les saules, à quelques pas de Frédéric, et une voix pure et suave, soutenue d'harmonieux accords, chantait ces doux et mélancoliques couplets d'une ancienne ballade allemande :

Sur les bords du lac solitaire,
Idoine, soupirant tout bas,
Penchait son beau front vers la terre,
Et disait : « Il ne viendra pas !

« Il m'avait dit dans mon doux rêve :
Demain, sur une verte grève,
Près du lac, tu me reverras.
Pauvre Idoine!... il ne viendra pas,
Car déjà la lune se lève. »

La voix se tut, et Frédéric, écartant avec précaution les branches, vit, assise à quelque distance, au pied d'un saule, une jeune fille qui

tenait un luth sur ses genoux. Ses doigts reposaient immobiles sur les cordes de l'instrument, et, la tête penchée, comme l'Idoine de la romance, elle contemplait d'un œil rêveur la surface paisible du lac. Trouvait-elle peut-être un secret rapport entre la destinée de ces eaux dormantes et l'état de son propre cœur, c'est ce que je ne saurais dire ; mais elle paraissait triste en les regardant, et, muettes comme les cordes de son luth, ses lèvres oubliaient d'achever la ballade commencée.

Tout-à-coup, d'un mouvement plein de surprise et de trouble, la jeune fille leva la tête. De l'autre côté des saules, une voix fraîche et sonore, mais plus forte et plus mâle que la sienne, continuait, sur un ton joyeux, la romance interrompue :

« Ne te plains pas d'attendre en vain
Celui qui, la nuit, dans ton rêve,
Tout bas, bien bas, t'a dit : « Demain ! »
Qu'importe, si déjà l'astre du soir se lève ?

Eh ! n'as-tu donc pas entendu
Le galop d'un cheval résonner sur la grève ?
Celui qui, cette nuit, t'a parlé dans ton rêve,
Il vient, Idoine, il est venu.

Au même instant, les branches des saules s'entr'ouvrirent avec bruit, et la figure riante de Frédéric sortit du milieu des feuilles agitées. La jeune fille s'était levée.

— Belle Idoine, s'écria-t-il en s'avançant, pardonneriez-vous à votre chevalier de vous avoir fait attendre ?

— Je ne suis point Idoine, dit-elle, et je vous attendais moins encore, seigneur chevalier.

Disant cela, elle ramassa son luth, qu'elle avait laissé tomber, et s'éloigna d'un pas rapide.

Frédéric, comme enchaîné par ces paroles, resta debout à la même place, jusqu'à ce que, derrière une petite colline qui dominait les eaux du lac, il eût vu disparaître la jeune fille ; puis, remontant sur son destrier, il franchit, d'une course plus lente que de coutume, l'intervalle qui le séparait de son château.

IV

Comme il n'est, entre le lever de l'aurore et celui du soleil, qu'un moment, il suffit à certaines âmes d'un moment plus rapide encore pour passer des premières lueurs d'une passion naissante à sa plus ardente lumière.

L'âme de Frédéric Barberousse était-elle du nombre de ces âmes? Son cœur était-il de ceux où une première étincelle qui tombe fait éclater un incendie?...

L'aube blanchissait à peine les tours grisâtres du gothique manoir, et déjà Frédéric de Hohenstauffen, au galop de son destrier, suivait, à travers la campagne, en s'éloignant de son château, la route que, la veille au soir, il avait suivie pour y revenir.

Une belle journée s'annonçait. L'air était calme; de gais oiseaux gazouillaient leurs chansons sous le feuillage légèrement doré par l'automne; penchés sur le bord des eaux, les saules balançaient mollement leur verte chevelure au passage d'une brise matinale, et le ciel, d'un bleu pâle, se mirait dans le lac paisible, vers lequel le jeune chevalier précipitait sa course.

Frédéric arrêta son cheval sur la rive silencieuse, et il chercha d'un œil rêveur le saule, dont les rameaux frémissants avaient tressailli la veille aux doux accords de la ballade d'Idoine.

La chanteuse n'était plus là; mais à la place qu'avait occupée la jeune fille, un objet brillant, à demi caché sous le gazon, attira les regards de Frédéric. Il mit pied à terre, et, s'étant approché, il retira du milieu des herbes humides un étroit ruban de soie bleue auquel pendait une petite croix d'or.

D'un mouvement involontaire et rapide, le jeune chevalier porta à ses lèvres le pieux joyau; puis, remonté sur son cheval, il reprit sa route solitaire le long des bords sinueux du lac. On eût pu le voir, si le sentier n'avait été désert, presser, tantôt contre son cœur, tantôt sur sa bouche, la petite croix d'or. Perdu dans sa rêverie, il cheminait avec lenteur, laissant flotter les rênes de sa monture, lorsqu'il se trouva, tout-à-coup et sans s'y attendre, au tournant de la verte colline derrière laquelle, le soir de la veille, il avait vu disparaître la jeune fille.

Doucement éclairées par les rayons du soleil levant, quelques chaumières villageoises, groupées sur la pente de la colline, s'offrirent aux regards de Frédéric; mais ces objets n'arrêtèrent pas longtemps sa vue.

À l'entrée d'une blanche cabane, la plus rapprochée du chemin, était

assise, sur un banc, une pâle et gracieuse enfant dont les cheveux blonds et flottants retombaient en boucles sur les épaules ; ses yeux, de la couleur du ciel, étaient tournés vers l'orient, et elle souriait au soleil levant qui, derrière un léger voile de vapeurs, paraissait aussi lui sourire.

Les pas résonnants du coursier interrompirent cette douce contemplation, et, au même instant, un cri jeté par la jeune fille fit tressaillir le chevalier.

— Oh ! cette croix ! pour l'amour de Dieu ! rendez-moi cette croix !

Elle avait fait d'abord un mouvement pour se lever ; puis elle avait secoué tristement la tête, comme si elle s'était souvenue que c'était vouloir l'impossible, et elle était restée assise ; mais ses deux petites mains restaient tendues vers Frédéric, tous ses traits n'étaient que prière, et elle répétait d'une voix suppliante :

— Pour l'amour de Dieu, rendez-moi cette croix !

Frédéric, qui s'était rapproché, se pencha vers la jeune fille, et, dans l'une des mains qu'elle lui tendait, il laissa glisser de la sienne la petite croix d'or.

Une vive expression de regret, mêlé d'un sentiment plus vague qui semblait légèrement tenir de la défiance se peignit instantanément sur le visage de Frédéric, et sa main fit un brusque mouvement comme pour atteindre et ressaisir ce qu'elle avait laissé échapper.

Mais l'enfant était trop heureuse pour s'apercevoir de ce mouvement ; elle couvrait de baisers la petite croix, et, mêlant le sourire aux larmes, elle lissait entre ses doigts délicats le ruban d'azur, humide naguère de la rosée du matin, mouillé maintenant d'une autre rosée.

— C'est la croix de Gella ! disait-elle avec un naïf transport. La bonne sainte Vierge qui m'est apparue cette nuit m'avait promis de nous la rendre, et la bonne sainte Vierge m'a tenu parole. Je l'avais bien dit à Gella qu'elle ne voudrait pas me tromper ; mais Gella ne voulait pas croire en petite Marie : Gella pensait que c'était un rêve. Ce n'en était pas un pourtant.

— Mais Gella tarde bien à revenir, poursuivit-elle, pauvre sœur ! Elle est sans doute à chercher encore, et elle pleure.... Si elle savait !...

— Pourquoi donc rester à l'attendre ? demanda Frédéric ; si nous allions à sa rencontre ?

— A sa rencontre ? répondit l'enfant avec un doux et triste sourire ; Marie ! une pauvre infirme, qui ne peut faire un pas sans elle !... Mais on ouvre la porte du verger. C'est elle ! c'est elle ! Je l'entends venir !

Et, se taisant tout à coup, elle tourna mystérieusement la tête, et devant l'entrée de la cabane, elle étendit comme une barrière son petit bras, au bout duquel la croix retrouvée pendait à son ruban d'azur.

Un cri de surprise et de joie répondit à ce muet message, et la croix que tenait l'enfant, passa dans la main tremblante de la jeune fille, qui, forçant la douce barrière, parut au même instant sur le seuil, où s'offrit à ses baisers la figure rayonnante de Marie.

— Eh bien ! Gella, s'écriait Marie, que dis-tu de mon rêve maintenant ?

Mais Gella, sans lui répondre, rentrait précipitamment dans la cabane, en jetant derrière elle un regard d'inquiétude et de crainte.

— Pourquoi donc me quitter si vite ?... Gella ! Gella ! répétait Marie.

Frédéric, acteur silencieux de cette scène, regardait d'un œil pensif le seuil de la cabane, d'où sa présence avait sans doute éloigné Gella, Gella ! la jeune fille de la veille, celle-là même qu'il était venu chercher.

En ce moment se fit entendre le rapide galop d'un cheval répété par les échos de la colline, et, une minute après, le jeune comte Hatto, l'un des nombreux compagnons de plaisir de Barberousse, faisant caracoler un léger coursier noir et chantant un joyeux refrain, abordait gaîment Frédéric.

— Merci de la bonne rencontre ! s'écria-t-il ; je courais à certain château où réside certain chevalier ; toutefois, comme ce n'était pas à ses vieilles murailles que j'allais porter mes hommages.... Eh bien ! voilà un gracieux accueil ! Où diable as-tu péché la figure de ce matin ? A coup sûr, ce n'est pas la tienne, Barberousse !

— Si elle déplait à Hatto, rien ne l'empêche de continuer sa route.

— Bien obligé du compliment ! mais je n'ai pas envie de quitter sitôt le bot errant que je viens d'atteindre.

— C'est donc à moi de vous quitter, répliqua brusquement Frédéric, car il me convient d'être seul.

Et, jetant sur la cabane un regard furtif et inquiet, comme s'il eût redouté maintenant une apparition si ardemment appelée avant l'arrivée de Hatto, il piqua les flancs de son cheval.

Mais Hatto, qui s'obstinait, se posta sur son chemin pour lui disputer le passage.

La grande vertu de Barberousse n'avait jamais été la patience ; sa colère passait vite, comme l'éclair, mais elle s'allumait comme lui.

Excitée depuis un moment par les paroles et la venue indiscrete de Hatto, attisée de plus en plus par une fièvre croissante d'anxiété jalouse,

elle éclata soudainement et devint tout d'un coup frénésie. Le feu lui monta au visage; ses yeux irrités flamboyèrent; d'un mouvement impétueux, il porta la main à son épée, et, l'arrachant du fourreau, il lança son cheval contre Hatto, qui se vit contraint de tirer la sienne.

— Es-tu fou, Barberousse? es-tu fou? criait Hatto, reculant et se défendant.

Mais Barberousse n'écoutait rien; il atteignit au bras gauche son adversaire que cette blessure rendit furieux à son tour, et un combat véritable s'engagea.

Cependant il ne fut pas long.

Accourue aux cris d'effroi que poussait Marie, Gella s'était élancée de la cabane.

— Au nom de Dieu! seigneurs chevaliers! s'écria-t-elle.

Et elle parut sur leur champ de bataille, comme un doux rayon de soleil au travers d'une nuée d'orage.

Frédéric ne voyait plus qu'elle; la colère avait fui de son cœur, son glaive oubliait de frapper, quand, tout-à-coup, atteint à la poitrine par celui de son adversaire, il chancela sur la selle; une mortelle pâleur se répandit sur son front, et, sans pouvoir se retenir, il tomba de son cheval aux pieds de la jeune fille épouvantée...

En voyant tomber Frédéric, Gella, puis Marie, jetèrent un cri de saisissement et de douleur; d'autres voix semblèrent y répondre à quelque distance, et deux hommes, dont le costume annonçait des villageois, arrivèrent sur le lieu du combat.

Hatto avait mis pied à terre.

— Veille à ces chevaux, manant! dit-il à l'un d'eux; et il lui jeta la bride de sa monture.

Pour obéir à l'ordre qui lui était donné, le paysan, tenant d'une main le cheval de Hatto, s'avança vers celui de Barberousse; mais le noble coursier ne se laissa pas approcher, et, après avoir jeté un triste regard du côté de son maître, il prit sa course vers Hohenstauffen, comme un messenger de fatales nouvelles.

Incliné sur le corps de Barberousse, dont il avait ouvert à la hâte le pourpoint ensanglanté, Hatto considérait avec un sombre désespoir la blessure que sa propre épée venait de faire; tandis que, pâle et muette, en proie à une accablante douleur, Gella se tenait debout à côté de lui, le front baissé, les mains jointes, et les yeux attachés sur Frédéric, qui ne donnait aucun signe de vie.

— Je l'ai tué! s'écria Hatto; je l'ai tué!... Il est mort.

— Mort! répéta Gella d'une voix brisée; mort!... ô mon Dieu! mon

Dieu !... Mais non, ajouta-t-elle après un moment de silence, avec une sorte d'enthousiasme mêlé d'espérance et de crainte ; il n'est pas mort, il vit ! Voyez-vous?... Ses lèvres remuent, ses yeux... Il faut songer à le secourir... Transportons-le dans cette cabane !

Hatto fit signe au second villageois, et tous deux, soulevant de terre le corps de Frédéric, le portèrent lentement dans la cabane, où Gella les avait précédés ; ensuite Hatto vint reprendre son cheval des mains du paysan, qui, tandis que le jeune seigneur s'éloignait à toute bride pour aller chercher du secours, s'empressa de rejoindre son compagnon près de la couche où gisait alors Frédéric.

Marie, retenue à sa place, était restée seule. Elle regardait tour à tour et le terrain ensanglanté, et le ciel, si pur tout à l'heure, qui maintenant se couvrait de nuées livides, et elle pria et pleurait.

V.

Frédéric avait été déposé sur un pauvre lit, dans une petite chambre, qui, selon toute apparence, n'était pas celle d'une jeune fille. Un casque, une épée, une cotte de mailles, un tronçon de lance étaient appendus à la muraille au-dessus du lit, qui devait ou avoir dû être sans doute la couche d'un soldat pieux ; car, tout auprès de ces insignes de guerre, immédiatement au-dessous, on pouvait distinguer un crucifix, armure pacifique du chrétien.

Le sang qui d'abord avait jailli avec abondance de la blessure de Frédéric, coulant maintenant avec plus de lenteur, semblait s'échapper d'une source sur le point de tarir ; le front pâle du jeune chevalier reposait immobile sur l'oreiller, et la vie ne s'annonçait plus en lui que par une respiration rauque et interrompue, qui ressemblait au râle d'un mourant.

— Que Dieu fasse paix à son âme ! murmura l'un des villageois, tous deux debout auprès du lit d'agonie. Il aura bientôt fini sa journée.

— Que Dieu lui fasse paix ! répondit l'autre. Le voilà au bout du sillon. Il est pourtant bien jeune pour mourir.

— Oui, bien jeune ! Comme le frère de Gella, mort, il y a deux ans, sur le même lit ! Pauvre Hermann ! si brave, si généreux ! Il méritait un autre sort.

— Sa pauvre mère ne lui a pas survécu longtemps. Après ce qu'elle avait déjà souffert, c'était un coup trop fort pour elle. Voilà une femme qui en a bien vu dans sa vie !

— Oh oui ! elle a été bien malheureuse ! Être ainsi abandonnée par

cet orgueilleux baron qui l'avait épousée parce qu'elle était belle ! rester seule avec trois enfants à nourrir, dont une pauvre infirme, et puis, quand elle les a élevés, quand son Hermann est devenu un grand et brave jeune homme, il faut qu'un de ces misérables burgraves vienne s'attaquer à Gella, et que Hermann soit tué par lui, pour avoir défendu sa sœur.

— Quel ange de bonté que cette jeune fille ! Moins belle encore que bonne, et c'est beaucoup dire. Ne trouves-tu pas que c'est tout le portrait de sa mère ? Même bonté, même beauté, et tout aussi ferme et courageuse. Le plus habile chirurgien n'aurait pas mieux fait qu'elle, quand Hermann... Mais chut ! la voici qui vient.

Gella rentrait en effet. Elle tenait d'une main une poignée de simples préparés et de l'autre un bassin rempli d'une eau pure ; elle le donna à tenir à l'un des villageois et elle y trempa un linge blanc.

— O mon frère ! murmura-t-elle, toi, qui es au ciel maintenant, soutiens mon courage ! Obtiens de Dieu qu'il me donne la force de faire pour ce chevalier ce qu'autrefois j'ai fait pour toi, et que ma main soit plus heureuse !

Et s'armant de résolution, la jeune fille, d'une main qui tremblait, lava doucement et à plusieurs reprises la blessure du jeune chevalier. Cela fait, elle y appliqua les herbes salutaires, et le sang cessa de couler.

Frédéric ouvrit les yeux ; il les porta languissamment sur elle, un sourire expirant effleura ses lèvres, et de sa bouche décolorée s'échappèrent des sons inarticulés et confus, que Gella pourtant parut comprendre ; car, en les entendant, elle rougit, et elle détourna un moment la tête pour cacher son trouble.

— Seigneur chevalier, lui dit-elle, est-ce le temps de s'occuper des choses de la terre ? N'est-ce pas ailleurs qu'il faut diriger vos pensées ?

Frédéric ne répondit point ; mais, parlant à défaut de ses lèvres, ses regards, attachés sur Gella, semblaient demander à la jeune fille s'il n'est pas permis quelquefois de se détourner un moment vers la terre, quand on y trouve les choses du ciel.

— Chevalier, poursuivit Gella, offrez vos souffrances au divin martyr : il est mort par amour pour nous ; souffrez avec patience, par amour pour lui.

Et elle lui montrait l'image du Christ suspendue au mur à côté de lui.

Mais Frédéric avait tourné les yeux vers une autre image du Sauveur ; et sa main, en signe de désir, s'étendait vers la petite croix d'or retrouvée par lui le matin, et qui, pendue au ruban d'azur, brillait maintenant sur le sein chastement voilé de la jeune fille.

Gella sembla deviner sa pensée. Elle détacha de son cou la croix désirée, et, la mettant dans la main de Frédéric :

— Prenez, lui dit-elle.

Il voulut porter à sa bouche la croix de Gella ; mais sa tête un moment soulevée s'affaissa sur l'oreiller, ses yeux se fermèrent, et laissant échapper la croix, sa main retomba sur la couche funèbre.

— Dieu ait son âme ! dit à voix basse l'un des villageois. — Qu'il lui fasse grâce ! répondit l'autre. Le voilà bien loin maintenant.

Gella s'était prosternée au pied du lit dans l'attitude de la prière ; elle intercédait pour Frédéric ; mais ses lèvres ne faisaient pas un mouvement, son âme seule parlait à Dieu.

L'arrivée de Hatto et d'un chirurgien vint interrompre cette muette prière : elle se leva au bruit de leurs pas pour aller à leur rencontre, et revint avec eux près du blessé.

Le chirurgien enleva l'appareil qui recouvrait la plaie, et, ayant sondé la blessure, il déclara qu'elle n'était pas mortelle, et que l'on pouvait transporter Frédéric à Hohenstauffen.

Cependant, ajouta-t-il, il est heureux que ces premières précautions aient été prises. Une plus grande perte de sang aurait pu entraîner la mort.

Pendant ce temps, Frédéric était revenu à lui, et, tandis qu'on le transportait vers un brancard qui l'attendait à la porte de la cabane, il put encore rencontrer d'un regard le regard tout céleste de Gella, à laquelle il semblait dire dans son muet langage :

— C'est à Gella que je dois la vie ; c'est à Gella qu'elle appartient.

VI.

L'hiver avait suivi l'automne, et le printemps succédait à l'hiver. On était à cette époque de l'année où la nature, sortant de son linceul de frimas, se réveille et reprend une âme qui circule comme une lave de vie dans tous les membres de la création ; époque de renaissance mystérieuse, où se rajeunit le vieil univers, où la flamme éteinte se rallume dans le cœur de l'homme, où le malade, que ranime ou consume le brillant souffle de vie émané des hautes régions, descend de son lit de souffrance pour sourire à la terre renouvelée, ou, pareil à l'oiseau divin, s'envole rayonnant de sa couche funèbre pour aller saluer les splendeurs du ciel.

Frédéric de Hohenstauffen n'avait pas accompli ses destinées sur la terre. Longtemps on avait désespéré de le sauver ; mais, quand revint la

saison des fleurs, quand l'hirondelle, voltigeant autour du manoir féodal, revint annoncer par ses cris joyeux l'exil définitif de l'hiver, le jeune chevalier se sentit renaitre. Dès ce moment, sa guérison fut rapide, et, s'il avait été prophète, il aurait pu voir dans l'avenir qu'il était bien loin encore d'avoir achevé sa tâche ici-bas : une couronne brillante attendait sa tête ; les ondes mortelles du Cydnus attendaient cet autre Alexandre.

Par une belle matinée d'avril, Frédéric, pour la première fois depuis le jour du fatal combat, était sorti de l'enceinte du château. Il marchait lentement, respirant avec délices l'air pur et parfumé, contemplant au loin les campagnes et les collines, dont les reflets dorés du soleil nuançaient richement les fleurs et la verdure. Parfois, ralentissant encore sa marche solitaire, il levait les yeux vers le bleu firmament, ou, s'appuyant contre un arbre du chemin, il écoutait, avec une religieuse émotion, les sons lointains de quelque cloche rustique qui appelait au temple les villageois pour y célébrer la fête du jour.

Peut-être, cependant, les splendeurs de la nature, la verdure des campagnes et des collines, l'éclat du ciel, les accents pieux de la cloche, éveillaient-ils dans l'âme de Frédéric certaines pensées étrangères à toutes ces douces harmonies ; peut-être cette admiration apparente pour le tableau splendide qui se déroulait à ses yeux recouvrait-elle une admiration secrète et d'une essence plus éthérée ; peut-être, au milieu de cette scène magnifique, l'imagination rêveuse du jeune chevalier évoquait-elle une apparition devant laquelle cette nature si rayonnante ne brillait plus, éclipsée dans sa terrestre beauté par une autre beauté plus pure et toute céleste.

Frédéric, en continuant sa route, arriva près d'une petite chapelle. Un massif d'arbres verts, couronnés de blanches fleurs, l'ombrageait. Ses humbles voûtes retentissaient en ce moment des sons d'un pieux cantique en l'honneur de la Reine des Anges, à laquelle elle était consacrée. Le jeune chevalier y entra ; mais à peine s'était-il prosterné au milieu d'un peuple de villageois, qui chantaient les louanges de la douce patronne du temple champêtre, à peine s'était-il recueilli, que, troublé dans son recueillement, il interrompit sa prière.

En face d'une image sainte, représentant la mère du Sauveur des hommes, était agenouillée, à quelques pas de lui, une jeune fille, qu'il ne pouvait point ne pas reconnaître. Il n'y avait sous les cieux qu'une Gella.... C'était bien elle. Prosternée aux pieds de la Vierge divine, elle priait.... peut-être priait-elle pour Frédéric ; peut-être..... mais non ; les enfants du ciel ne s'abaissent point aux enfants des hommes ! Aimer Gella, c'était aimer un ange.

Et le jeune chevalier, roulant sous cent formes différentes ses pensées, qui, de son cœur brûlant, montaient à sa tête enivrée, contemplait l'angélique jeune fille, qui semblait plongée dans une douce extase et ne s'apercevait point de cette contemplation.

Et, en effet, elle était belle. Albert Dürer ou Raphaël, s'ils avaient vécu de son temps, auraient brisé devant elle leurs pinceaux, désespérant d'atteindre jamais à cet idéal de beauté. Leur toile sans doute eût pu reproduire les purs contours de son visage, les flots luisants de sa noire chevelure, l'azur humide et velouté de son mélancolique regard, les formes suaves de son corps; mais l'âme que laissait transparaître ce beau corps, la flamme céleste de ses yeux, l'auréole divine de son front, l'art humain, qui n'eût pu les saisir, comment aurait-il pu les rendre?

Elle était belle, la jeune fille, elle était belle, surtout en ce moment où la prière ajoutait un nouvel éclat à sa beauté.

Et les yeux attachés sur elle, distrait de ses pensées pieuses, Frédéric, tout entier à Gella, s'imaginait prier encore.

Cependant les cantiques cessèrent; le silence se fit dans la chapelle; la foule des fidèles sortit du temple, et Frédéric y demeura seul avec la jeune fille, qui priait toujours prosternée devant l'image de la Vierge sainte.

Elle se leva pourtant, et, après un dernier signe de croix suivi d'une inclination pieuse, elle se disposait à quitter la chapelle, quand elle aperçut le chevalier. Aussitôt ses joues se couvrirent d'une teinte vermeille, semblable à celle de ses lèvres roses.

Un moment, elle resta interdite et semblant craindre d'avancer; mais bientôt, réprimant son trouble, elle marcha vers Frédéric, et, passant à côté de lui, comme sans le voir, comme sans entendre le cri d'admiration et d'amour qu'il ne put retenir, elle sortit du temple.

Mais Frédéric l'avait suivie, et ils étaient seuls sur le chemin.

— Gella, lui dit-il, Gella, s'il est permis de nommer et d'aimer les anges, je vous nomme et je vous aime. Mais Frédéric de Hohenstauffen pourra-t-il approcher de vous? La terre peut-elle approcher du ciel?

— Frédéric de Hohenstauffen, lui répondit la jeune fille, c'est blasphémer les anges de Dieu que de donner leur nom aux enfants des hommes. Si la créature devait s'humilier devant la créature, ce serait à moi, pauvre orpheline, à m'humilier devant vous, appelé sans doute à de hautes destinées par une naissance illustre selon le monde....

— Celle de Gella est plus glorieuse, interrompit Frédéric; elle est illustre selon le ciel.

— Seigneur chevalier, poursuivit Gella, une fatale passion vous

égare. Où vous conduira cet amour? Jamais je ne puis être à vous, et vous ne pouvez être à moi.

— Mais déjà je vous appartiens, s'écria Frédéric; mais déjà je suis votre esclave; mais déjà je suis enchaîné....

— Par une folie d'un moment, interrompit la jeune fille.

— Éternelle, si c'est une folie, répliqua Frédéric.

— Adieu, seigneur, dit Gella; laissez-moi, je suis attendue. Marie, ma pauvre sœur, est seule depuis trop longtemps. Adieu, seigneur.

— Vous partez? s'écria Frédéric; vous partez? Je saurai vous suivre; je foulerai la trace de vos pas; l'air que vous respirerez, je le respirerai.... Gella peut me fuir au bout du monde; elle y trouvera Frédéric. Partez, maintenant! vous pouvez partir.

— Je reste, répondit Gella, jusqu'à ce que Frédéric de Hohenstauffen m'ait promis de ne pas déshonorer le nom qu'il porte, jusqu'à ce qu'il m'ait donné sa parole de ne point me suivre, de ne point chercher à me revoir.

— Et moi, répliqua Frédéric, je ne m'éloignerai point, je ne quitterai point Gella, qu'à son tour elle ne m'ait juré que nous nous reverrons; qu'elle ne m'ait juré... de m'appartenir.

— On ne doit pas jurer en vain, répondit Gella, d'une voix singulièrement émue; cependant... vous me reverrez.

— Quand? comment? en quel lieu? demanda Frédéric.

— Demain, au lever de l'aurore, à la chapelle que nous venons de quitter; et Frédéric de Hohenstauffen se souviendra que je confie mon honneur et le sien à sa parole de chevalier.

— Jure-le-moi, dit Frédéric.

— J'ai promis, répliqua Gella.

Et au moment qu'elle s'éloignait, le jeune chevalier voulut saisir la main de Gella et la presser contre ses lèvres; un regard l'arrêta : il fit un mouvement pour la suivre; mais, enchaîné par un geste, il resta immobile à la même place jusqu'à ce qu'il eût perdu de vue la simple et merveilleuse jeune fille.

VII.

Le lendemain, aux premières lueurs de l'aube, Frédéric de Hohenstauffen, après une nuit de trouble et d'insomnie, attendait la jeune fille près du lieu désigné par elle. La matinée s'annonçait plus belle et plus brillante encore que la veille; les fleurs vermeilles de l'aurore souriaient aux fleurs de la terre; la fraîche verdure des campagnes rivalisait de

splendeur avec le bleu velouté du ciel, et, dans les airs parfumés, des joyeuses mélodies d'oiseaux répondaient aux concerts des brises.

Mais Frédéric, inattentif aux charmes de cette nature brillante et mélodieuse, ne voyait rien, n'entendait rien qu'en lui-même. Ce qu'il voyait, ce qu'il entendait, celui-là seul peut le dire qui connut la douce souffrance d'aimer; celui-là seul peut le révéler qui sentit vivre dans son sein ces mystérieuses harmonies, ces merveilleuses créations, que fait éclore dans le cœur de l'homme la brillante magie de l'amour.

Et cependant le jeune chevalier ne semblait pas tout entier se livrer aux pensées d'amour; à l'air agité de son visage, aux sombres nuages qui passaient par moments sur son front, on eût dit que des passions opposées se livraient combat dans son cœur. Tantôt, il marchait à grands pas et tantôt il s'arrêtait brusquement; tantôt il se traînait lentement, comme s'il revenait brisé d'une lutte au-dessus de ses forces; puis soudain, comme pour écarter de tristes fantômes, il étendait convulsivement la main, et il souriait amèrement.

— Fatal honneur! murmura-t-il d'un air égaré; partir! partir!... quand le bonheur est ici!...

Il baissa la tête, et, croisant les bras sur sa poitrine, tomba dans une profonde rêverie.

Frédéric de Hohenstauffen, au retour de la chapelle où il avait rencontré Gella, avait trouvé au château un envoyé de son oncle, l'empereur Conrad, qui lui annonçait son prochain départ pour la Palestine.

L'éloquente parole de saint Bernard venait de soulever l'Europe chrétienne en faveur du royaume nouveau de Jérusalem, menacé par les infidèles. Une seconde croisade était proclamée. A l'exemple de Louis, roi de France, et d'une foule d'autres princes de la chrétienté, Conrad avait promis de se ranger sous les bannières de la Croix, et il appelait à le suivre en Terre Sainte son neveu Frédéric de Hohenstauffen, celui qui devait lui succéder un jour au trône impérial d'Allemagne.

Dans l'homme de demain, dit un vieux proverbe, ne cherchez pas l'homme d'aujourd'hui. Il était vrai pour Frédéric. Ce qui avait été naguère le but de ses ardents désirs, ces palmes héroïques qu'il avait enviées tant de fois, ces exploits impossibles que dans sa fièvre de jeunesse il avait rêvés, lorsque son imagination guerrière, prenant l'essor vers l'orient, lui peignait les glorieux triomphes des soldats du Christ, tout avait fui devant l'amour; et c'était lorsque cet amour, comme le soleil à son midi, le dominait dans toute sa force et le brûlait de tous ses feux, ne laissant rien autour du jeune homme de toutes ses passions

de la veille, c'était alors qu'un fatal départ vers des régions lointaines, où il ne pouvait trouver que la gloire, se levait tout à coup devant ses yeux, comme un sombre mur de séparation entre lui et celle qu'il aimait.

Il restait perdu dans sa rêverie, lorsqu'un léger bruit de pas le fit tressaillir; il se retourna précipitamment, et il poussa un cri de joie :

— Gella! Gella! s'écria-t-il.

En effet, c'était Gella, Gella plus belle et plus fraîche que la jeune rose de mai qui vient d'éclore. Pourtant ses joues avaient pâli depuis la veille, et, brillant d'un feu inaccoutumé, ses yeux bleus et mélancoliques semblaient avoir épanché des larmes. On eût dit qu'un nocturne orage avait passé sur la fleur.

— Seigneur, dit-elle d'une voix tremblante, vous avez mal interprété mes paroles; ce n'était pas à cette place que vous deviez m'attendre.

— Qu'importe? s'écria Frédéric, qu'importe?... puisque Gella y est venue.

— C'était ici, dit la jeune fille. Et elle entra dans la chapelle.

Frédéric s'élança sur ses pas; mais, quand il la rejoignit dans le temple, elle s'était déjà prosternée et mise en prière devant l'image de Marie.

Il la considérait en silence, quand tout à coup elle se releva; ses deux yeux bleus brillaient sous des larmes, un triste sourire errait sur ses lèvres : elle se tourna vers Frédéric.

— Écoutez-moi, lui dit-elle; vous m'aimez....

— Si je vous aime! interrompit avec transport Frédéric; vous me demandez si je vous aime!

— Vous m'aimez et je vous aime, reprit la jeune fille; ici seulement je puis vous le dire.

— Ici et partout, s'écria Frédéric. A la face du ciel et de la terre!

— Ici seulement, répliqua Gella, en présence de la Reine du ciel qui m'entend, qui nous protégera contre nous-mêmes. Nous avons besoin d'appui tous les deux, ajouta-t-elle.

— Nous en trouverons dans notre amour! s'écria Frédéric.

— Oui, répondit la jeune fille, s'il est lui-même appuyé sur Dieu, s'il ne s'abaisse pas vers la terre, s'il ne cesse pas de s'élever dans les hautes régions des âmes. Là seulement je puis vous aimer.

— Pourquoi donc me rendre à la vie? répartit Frédéric. Pourquoi ne m'avoir pas laissé mourir? N'avez-vous fermé ma blessure que pour m'en faire une plus cruelle?

— Soyez à moi, ajouta-t-il; devant Dieu et devant les hommes soyez à

moi ! Devenez à jamais mon épouse ! Qui alors m'accusera de faiblesse ?

— C'est sans moi qu'il faut être fort, répliqua la jeune fille ; sans moi. J'avais compté sur notre courage ; j'étais venue..... vous dire adieu.

— Je ne vous quitte point, répartit Frédéric, et Gella ne me quittera point, j'en prends à témoin Dieu qui m'entend : je jure....

— N'allez pas faire un blasphème, interrompit avec effroi la jeune fille.

— Et qui pourrait nous séparer ? poursuivit Frédéric. Qui vous défendra d'être à moi ? Qui me défendra d'être à vous ?...

— Celui-là même, répliqua Gella, que vous alliez prendre à témoin d'un mensonge.

— D'un mensonge !... Est-ce un mensonge que notre amour ? le mien du moins ?... Car vous n'aimez pas, vous, Gella ! Si vous aimez !...

— Plût à Dieu, répondit la jeune fille, que l'un de nous fût seul à plaindre.... plût à Dieu...

— Vous n'aimez pas ! répéta Frédéric avec un douloureux transport.

La jeune fille sourit tristement ; elle pencha la tête, et deux larmes, longtemps retenues, jaillirent de ses yeux humides et glissèrent le long de ses joues.

— Pourquoi me fuir si vous m'aimez ? s'écria Frédéric.

— Je le dois, répondit Gella. Que ne puis-je aussi me fuir moi-même ! Que ne puis-je !... Mais non... Adieu, adieu !... il faut partir.

— Non, non, répliqua Frédéric, vous ne partirez pas ainsi. Vous ne sortirez pas de ce temple avant de m'avoir fait le serment, en présence de la Vierge sainte, de m'appartenir pour épouse.

— Ce serait un parjure, répondit Gella ; ce serait...

— Un parjure ! interrompit Frédéric, un parjure !... Je m'en doutais !... Un autre est plus heureux que moi ; ce serment que vous me refusez, vous l'avez donné à un autre, et vous ne voulez pas le reprendre.

— Je n'en ai ni la volonté ni le pouvoir, dit la jeune fille.

— Cruelle ! poursuivit Frédéric. Eh ! quel est donc celui qui ose ?... Qui donc a reçu le serment d'amour ? Son nom ! son nom ! Je veux le savoir.

— Son nom ? répondit Gella.

— Son nom, répliqua Frédéric.

— Vous le saurez, dit la jeune fille ; mais quittons ce lieu, il est saint ; c'est trop longtemps le profaner.

Et, comme pour implorer un pardon, elle leva sur l'image de la Vierge un regard triste et suppliant; puis elle sortit de la chapelle et Frédéric la suivit.

— Parlez maintenant, s'écria-t-il; quel est celui?...

— Un moment encore, dit Gella, et je pourrai tout vous dire. Vous m'entendrez mieux près de ma mère.

— Près de votre mère! dit Frédéric.

— Oui, reprit-elle, près de ma mère.

Derrière la chapelle s'étendait un champ funéraire dans lequel ils venaient d'entrer.

La jeune fille s'avança vers un tertre verdoyant, surmonté d'une croix. Elle s'agenouilla, et, après avoir baisé à plusieurs reprises le gazon de la tombe semé des fleurs du printemps, elle se releva pour dire à Frédéric :

— C'est ici.

— C'est ici, poursuivit-elle: ma mère repose sous ce gazon. Je puis me confier à vous sur sa tombe.

Et les yeux bleus de la jeune fille étincelaient sous des larmes, sa voix tremblait. Debout au pied de la croix funèbre, elle s'y appuyait d'une main, comme pour s'assurer contre elle-même.

— Seigneur, dit-elle à Frédéric, vous voulez savoir qui a reçu mon serment?...

— Je le veux, s'écria Frédéric; je le veux!

— C'est Dieu et ma mère, répliqua la jeune fille. Écoutez-moi, poursuivit-elle, et vous saurez tout, et vous respecterez comme moi ce serment que je ne puis violer sans mentir à ma mère et à Dieu.

— Je vous écoute, interrompit douloureusement Frédéric.

— Eh bien, continua Gella, je leur ai juré...

— De n'aimer jamais!...

— Non, répliqua la jeune fille; j'aurais déjà trahi mon serment; mais ici, sur cette tombe, j'ai juré de n'être qu'à Dieu, et j'ai pris ma mère à témoin.

— Gella, s'écria Frédéric, Gella! Qu'avez-vous fait? Pourquoi ce fatal serment?

— Pourquoi? répondit Gella. Pour mieux remplir un saint devoir; pour m'affermir contre moi-même; pour être tout entière en ce monde à Marie, à ma pauvre sœur; pour avoir la force d'obéir aux derniers avis de ma mère.

— Et qu'a pu vous dire votre mère? demanda Frédéric. Aurait-elle prévu? mais non, vous l'accusez en vain: ce n'est pas elle qui me déchire.

— Elle avait souffert, répliqua Gella. Malheureuse par une noble alliance, elle voulait éloigner de sa fille ce qui avait fait son malheur. Mon père était de naissance illustre. Il abandonna ma mère... « Ne sors pas d'une humble condition, n'imité pas ta pauvre mère, » me dit-elle en expirant. Ce furent là ses dernières paroles, et je jurai de les observer. Ce serment me sauve aujourd'hui.

— Et de quoi donc ? s'écria Frédéric. Et de quoi donc ? De mon amour ?

— De notre faiblesse à tous deux, répliqua la jeune fille.

— Mais cette faiblesse, répartit douloureusement Frédéric, c'était le bonheur.

— Peut-être, répondit Gella d'une voix altérée, peut-être. Mais maintenant il faut être forts. Adieu, seigneur.

Et, se détournant pour cacher ses larmes, la jeune fille s'éloigna.

— Adieu donc ! s'écria Frédéric.

-- Adieu, répéta Gella. Et elle disparut.

Quelques jours après, Frédéric de Hohenstauffen, à la suite de l'empereur Conrad, partait pour la Palestine. Plus heureux qu'une foule d'autres princes, il échappa à tous les périls de cette croisade désastreuse, et revit les bords de la Kinzig ; mais il ne revit point la jeune fille. Pendant l'absence de Frédéric, la mort était venue affliger Gella, qui, n'ayant plus à veiller sur Marie, avait pris le voile, pour mieux veiller peut-être sur elle-même.

Quelques années se passèrent. Conrad descendit dans la tombe. Frédéric fut élu empereur d'Allemagne ; mais tout l'éclat de sa puissance ne lui fit point oublier Gella, et, en mémoire d'un chaste amour, il posa, au lieu même où il l'avait rencontrée pour la première fois, la première pierre de *Gellahausen* : « Maison de Gella. »

Ce nom a été altéré par le cours du temps, et la ville fondée par Frédéric Barberousse, en souvenir de Gella, s'appelle maintenant Gelnhausen.

Voilà ce que, sur les lieux mêmes, nous raconta l'an passé une jeune fille allemande. Si ce récit vous a peu charmé, s'il vous a semblé trop court ou trop long, ne vous en prenez pas à elle.

PÉRÉGRIN.

L'AVENIR

POLITIQUE ET RELIGIEUX

DE L'ESPAGNE.

Quand on observe les événements qui se sont succédé en Espagne depuis le mois de septembre dernier, quand on fixe surtout son attention sur les débats des Cortès constituantes, sur l'attitude des partis politiques et sur les actes du pouvoir exécutif, on ressent tour à tour de l'admiration et de l'amertume, à la vue des conquêtes qui ont été faites et des excès qui ont été commis.

La révolution eut lieu parce qu'elle était nécessaire, parce qu'elle était indispensable : quiconque avait un peu de sens politique, pouvait prédire son triomphe, sans être prophète ; elle venait à grands pas et il était impossible de l'arrêter dans sa course. Le maréchal O'Donnell y était néanmoins parvenu, lorsqu'il lui avait livré une première bataille, le 22 juin 1866, et qu'il avait réussi à la vaincre en quelques heures ; mais la reine Isabelle II, toujours faible et mal conseillée, avait détruit l'effet de la victoire en destituant aussitôt l'illustre soldat qui venait de sauver sa couronne, et qui, par ses grandes qualités, pouvait lui servir en tout temps de véritable bouclier contre les flots révolutionnaires. Nous ne voulons parler de la reine Isabelle qu'avec tous les égards que méritent ses immenses malheurs ; mais il est évident qu'en payant les services d'O'Donnell d'une si noire ingratitude, elle s'était aliéné l'appui de toute l'armée et les sympathies de plusieurs éléments conservateurs qui en avaient fait leur idole. Car il faut bien le remarquer : la révolution espagnole n'est pas l'œuvre des révolutionnaires, mais des conservateurs ; elle n'a pas été faite par la foule indisciplinée, mais par des troupes régulières ; elle n'a pas été dirigée par un héros de rue, mais par le maréchal duc de la Torre, l'un des lieutenants d'O'Donnell le 22 juin 1866. Il y a plus : nous sommes tenté

de croire que la révolution n'eut de raison d'être et ne fut véritablement à craindre que lorsque la souveraine viola le pacte constitutionnel en autorisant l'emprisonnement et l'exil des présidents des deux Chambres et de plusieurs membres du congrès des Députés (1).

Sans doute les partis avancés accueillirent avec enthousiasme la révolution de septembre, parce que sur le drapeau levé à Cadix devaient être inscrits la plupart de leurs principes et parce qu'elle impliquait le renversement d'un trône qui à maintes reprises avait triomphé d'eux ; mais elle fut commencée et consommée par des royalistes constitutionnels, et animés du seul désir de reconstituer la monarchie constitutionnelle sur de nouveaux et plus solides fondements. Voici ce qu'a dit à ce sujet, aux Cortès, M. Lopez de Ayala, l'auteur du programme de Cadix, l'un des plus beaux talents de l'Espagne, et l'homme qui, en dehors de l'élément militaire, a le plus contribué, peut-être, aux bons résultats de l'entreprise. « Il me suffira de dire, s'est-il écrié, que la république n'est pas une conséquence, mais bien un malheur de la révolution de septembre ; qu'en affirmant la monarchie, l'on ne trompe aucun de ses espoirs légitimes, et cela est si vrai que cette révolution n'aurait pas eu lieu si ses promoteurs avaient eu l'idée peu opportune d'avouer clairement que leur désir était d'établir la république. J'ajouterai aussi un mot sur quelques qualités particulières de notre caractère qui rendent impossible aujourd'hui, et peut-être d'ici à longtemps, l'exercice mesuré, efficace et fécond de l'institution républicaine... (2). »

La forme de gouvernement était donc adoptée avant même la révolution ; mais nous ne trouvons pas étonnant que les républicains, socialistes et individualistes, unitaires et fédéraux, cherchassent à exploiter une œuvre qui, en réalité, n'était pas la leur. Ce qui est blâmable chez un individu, paraît tout naturel chez un parti politique. Les républicains eurent recours aux armes et ils furent successivement vaincus à Cadix, à Malaga et à Xérès ; ils prirent part aux luttes du Parlement et ils y furent également vaincus malgré l'habileté de M. Figueras, l'éloquence de M. Castelar et la logique de M. Pi Margall. Personne n'ignorait, avant même que le duc de la Torre eût remporté la victoire d'Alcolea (3), et que le Gouvernement provisoire fût constitué et les Cortès rassemblées, que la révolution pouvait avoir pour but un changement de dynastie, mais qu'elle n'était pas faite pour modifier la

(1) Derniers jours de décembre 1868.

(2) Discours de M. Lopez de Ayala. — Séance du 20 mai 1869.

(3) 28 septembre 1868.

forme du gouvernement. Aussi vient-on de discuter, de voter et de promulguer une Constitution plus libérale que celle de 1808 (1), que celle des Cortès de Cadix de 1812 et que celles de 1837 et 1845, plus libérale même que le projet soumis à la délibération des Cortès constituantes de 1854, aussi libérale au moins que toutes les constitutions qui existent dans les deux continents, mais qui établit dans son article 33 que la monarchie sera désormais, comme elle l'a été jusqu'ici, la forme de gouvernement de la nation espagnole.

Plusieurs des principes consignés dans ce code varieront encore selon toutes les probabilités. En ces temps d'instabilité, les constitutions ont, dans la plupart des pays, le triste privilège de se succéder bien plus fréquemment que l'intérêt public ne le demanderait. Mais nous avons l'intime conviction que, tant la liberté religieuse qu'un certain nombre de droits politiques récemment conquis, sont, quoiqu'il arrive, désormais assurés en Espagne. Partant de là, nous allons exposer nos craintes et nos espérances sous le double rapport politique et religieux.

II.

La constitution de 1869 garantit aux Espagnols l'inviolabilité du domicile et le secret des lettres, le suffrage universel, le droit de réunion, le droit d'association, le droit de pétition, la liberté de la presse, les libertés d'enseignement et des cultes, deux Chambres électives, la royauté irresponsable, le jury en matière politique et la magistrature inamovible (2).

Ces droits et ces libertés sont de nature à satisfaire les aspirations les plus exigeantes. Les Espagnols n'en ont pas abusé pendant la période révolutionnaire lorsqu'ils étaient maîtres de leurs destinées, et qu'ils n'étaient pas contenus par les prescriptions d'une loi fondamentale. Jamais la statistique criminelle n'a été moins élevée qu'à cette époque d'effervescence politique, d'enthousiasme patriotique, et d'absence de gouvernement. Cela prouve que la nation est mûre pour la liberté et c'est là la plus grande louange qu'on puisse lui décerner.

L'Espagne est un pays arriéré, il faut en convenir, mais qui renferme beaucoup d'éléments propres à le faire avancer avec rapidité dans les voies de la civilisation. Elle recèle dans son sein d'immenses trésors que la main de l'homme n'a pas encore exploités, et qui demeurent stériles.

(1) Donnée à Bayonne le 7 juillet par le roi Joseph Bonaparte.

(2) Art. 5, 7, 16, 17, 24, 38, 39, 67, 93 et 95.

Toutes les forces vitales y ont été paralysées jusqu'ici par les luttes des partis et par les conspirations continuelles des opposants contre ceux qui sont au pouvoir. Nous ne saurions dire s'il y a en Espagne une exubérance ou un manque de vie politique. Le fait est que personne, surtout dans les classes laborieuses, n'échappe à la surexcitation fébrile qu'engendrent les haines et les rancunes de partis qui travaillent sans cesse les populations, et cependant, dès qu'arrive le moment d'une lutte électorale, tous ceux dont la manière de voir ne s'accorde pas avec la marche du gouvernement, s'abstiennent d'y prendre part. Voilà pourquoi le nombre des votants est toujours infiniment plus restreint que le nombre des électeurs.

Par suite de cette regrettable abstention, il n'y a au commencement de chaque législature qu'une faible quantité d'opposants, et les Cortès se croient parfois obligées à détruire ce qui avait été fait pendant la législature précédente, comme s'il n'y avait pas eu jusque-là de vraie représentation nationale. C'est sans doute par l'effet de cette abstention, qu'aucun partisan déclaré de la dynastie déchue, bien qu'elle groupe encore autour d'elle beaucoup d'intérêts, ne siège actuellement à la Chambre; et nous n'hésitons pas à affirmer que, si le parti modéré ne l'avait pas permis, plusieurs membres de la minorité républicaine n'auraient pas eu l'honneur de prendre place à la Constituante.

Quant à nous, ce que nous ne comprenons pas, ce que nous ne comprendrons jamais, c'est cette politique factieuse de l'abstention, dont le premier résultat est la ruine de ceux-là mêmes qui la suivent. Et pour ne parler ici que du parti modéré, attaché encore aujourd'hui à la reine Isabelle et au prince des Asturies, n'avait-il pas le devoir d'envoyer aux Cortès des représentants pour y soutenir ses principes, pour y défendre son passé, pour y continuer ses traditions? N'a-t-il pas manqué à ce devoir en délaissant les intérêts qui devaient lui être si chers? N'a-t-il pas trahi ses propres convictions en fuyant le combat au moment le plus périlleux, et en abaissant son drapeau, alors qu'il fallait le tenir levé?

Les restaurations sont généralement bien difficiles et toujours bien éphémères. Celle de la reine Isabelle nous semble aujourd'hui tout à fait impossible : la proclamation de son fils n'est guère plus probable, quoique sa candidature ne soit pas dépourvue de sympathie. En tout cas, le parti modéré aurait dû se faire représenter aux Cortès et rester à son poste pour combattre les préventions qui frappent l'ancien règne, ainsi que défendre ses doctrines du haut de la tribune nationale.

Au lieu de cela, il s'est renfermé dans une prudente retraite, en attendant patiemment un revirement de fortune qui ne pourrait que le faire rougir, puisqu'il ne serait pas le prix de ses efforts.

La conduite du parti carliste a été bien plus digne et bien plus noble. Habitué aux souffrances de trente années d'émigration héroïquement supportées, il a vu que le jour de la bataille était proche, et il a voulu se mesurer avec ses ennemis, sans compter le nombre de ses soldats. Il a pris part aux élections du mois de janvier, il l'a emporté dans les provinces du nord, et M. Ochoa a eu l'audace de braver une tempête parlementaire, pour acclamer, au sein même de la Constituante, celui qu'il appelle son roi. Le parti carliste a fait preuve d'un dévouement et d'une foi politique d'autant plus remarquables, qu'ils contrastent avec l'inertie du parti modéré. Nous ne croyons pas, cependant, que le duc de Madrid soit destiné à succéder à sa tante et à venger de la sorte la défaite de son grand père.

Sur le drapeau carliste est inscrit, non pas seulement le nom d'une famille, mais aussi tout un système politique, qui a donné lieu à la guerre civile, qui a duré de 1833 à 1840.

Isabelle de Bourbon représentait l'idée libérale; Don Carlos personnifiait les aspirations de l'absolutisme. La lutte fut longue, cruelle et vaillamment soutenue de part et d'autre : chacun en connaît le résultat. Mais la fille de Ferdinand VII cessa de représenter la liberté, et perdit sa couronne, parce que les trônes s'écroulent nécessairement quand ils cessent de s'appuyer sur les principes qui les ont fondés.

Les carlistes voudront-ils abjurer les principes qui les ont constamment guidés? Leur jeune prince, éclairé par les enseignements du malheur, consentira-t-il à se séparer des hommes qui ont toujours servi sa famille avec plus d'abnégation que d'intelligence, avec plus de courage que de fortune? Il est permis d'en douter.

La seule forme de gouvernement qui convienne à l'Espagne et qui puisse y être durable, c'est, nous l'avons déjà dit, la monarchie constitutionnelle. Nous avons besoin d'un roi espagnol ou considéré comme tel, et l'on ne peut méconnaître que le duc de Montpensier réunisse cette dernière condition parce qu'il est l'époux d'une princesse espagnole fort aimée, parce qu'il habite l'Espagne depuis plus de vingt ans et que tous ses enfants y sont nés; parce qu'enfin il y est devenu populaire dans certaines provinces en répandant des bienfaits et en encourageant les lettres et les arts.

Je dois ajouter cependant que, si sa candidature est soutenue par des sympathies ardentes, elle est combattue par des haines profondes, et

que celles-ci ne sont que trop justifiées par la part qu'il a prise au renversement de sa belle-sœur.

L'orgueil national ne pourrait supporter sur le trône une dynastie tout-à-fait étrangère, que pour autant qu'elle vint satisfaire la grande aspiration de l'unité péninsulaire. Cette unité est maintenant impossible. L'union de l'Espagne et du Portugal se réalisera probablement un jour ; mais elle ne peut se faire que comme se fit l'union de l'Aragon et de la Castille sous les rois Catholiques. En attendant que le moment opportun arrive, il faut préparer les esprits dans les deux royaumes, unir les intérêts des deux peuples frères, chasser de leurs cœurs quelques haines historiques et leur faire comprendre que la mer et les Pyrénées sont les limites naturelles d'une seule et puissante nation. L'unité ibérique est une œuvre de temps ; la fédération des deux royaumes sera vraisemblablement son avant-coureur.

Nul, plus que le maréchal duc de la Torre, ne méritait l'insigne honneur de la régence dont il vient d'être investi. Le duc de la Torre est un véritable Washington, et il se trouve par son courage, sa prudence et son dévouement à la hauteur de la dignité royale dont il garde le dépôt. Nous croyons néanmoins que la loi qui lui confère la régence est un malheur parce qu'elle diffère l'élection du monarque. Tant que l'inter règne durera, les intrigues des partis et des candidats se donneront libre carrière, et l'on verra se perpétuer cette lutte d'ambitions qui bannit la tranquillité des esprits, en même temps qu'elle nous laisse dominés par les craintes de l'imprévu. Les principes sont acquis : il ne s'agit que de les consolider en choisissant un roi, dont la mission sera de donner l'exemple du respect à la constitution de 1869. Lorsque cette élection aura été faite et que l'effervescence générale se sera apaisée, on devra s'appliquer avant tout à guérir les plaies qu'une longue période de troubles a ouvertes, en substituant, autant que possible, l'administration à la politique, en venant en aide aux intérêts matériels trop délaissés jusqu'ici, en encourageant l'industrie et le commerce constamment négligés, en étendant l'instruction populaire toujours oubliée par les hommes de parti, en développant l'agriculture, florissante dans quelques provinces mais ruinée dans d'autres, en fournissant des voies de communication à la richesse publique qui se perd souvent, faute de moyens de transport, et en relevant les finances qui, par suite des convulsions qui n'ont cessé d'agiter le pays, se trouvent dans un état que nous pouvons qualifier d'excessivement déplorable.

On a obtenu la liberté, mais la liberté sans la paix ne serait qu'un vain nom. L'on ne peut connaître, l'on ne peut apprécier l'excellence

du gouvernement constitutionnel que dans la paix et par la paix, et en Espagne, quoiqu'il existe depuis plus de trente ans, on peut dire qu'il n'a été pratiqué que lorsque l'illustre et regretté maréchal O'Donnell se trouvait à la tête des affaires. L'instabilité a été le caractère distinctif de tout le règne qui a pris fin le lendemain de la bataille d'Alcolea. Les cabinets se sont succédé avec une fréquence extraordinaire. Il y a eu des ministres qui n'ont été au pouvoir que quelques jours ; il y en a eu même qui n'y sont restés que quelques heures, et chacun d'eux a complètement bouleversé le personnel de son département. Que pouvait devenir l'administration, quand les administrateurs changeaient continuellement ? Que pouvait devenir la constitution, quand elle était interprétée par tant d'intelligences et de volontés différentes ? Quel progrès pouvait faire un pays, quand ses gouvernants n'avaient pas même le loisir de songer aux réformes qu'il y fallait introduire ?

L'Espagne est avide de paix et de liberté et ce n'est que dans la paix et par la liberté qu'une dynastie peut se consolider. Nous ne savons pas quel sera l'élu de la Constituante qui prendra sur lui le lourd fardeau de la royauté. Il serait difficile de rien prédire ; mais il faut cependant constater que toutes les candidatures étrangères ont échoué l'une après l'autre ; que les noms de quelques généraux espagnols, mis en avant par leurs admirateurs, n'ont pas été mieux accueillis, et que songer en ce moment à réaliser l'unité ibérique, ce serait une vraie folie.

III.

Nous n'avons jamais cru que la séparation de l'Église et de l'État pût convenir aux intérêts catholiques en Espagne ; si elle était proclamée dans les circonstances actuelles, elle ne serait ni durable ni sincère. Religieux par caractère, les Espagnols ne comprendraient pas un gouvernement athée, un culte sans pompe extérieure, un clergé sans considération officielle. Cependant la séparation de l'Église et de l'État a été demandée en Espagne, et, chose étonnante, elle a été demandée par ceux-là mêmes qui applaudissaient, dans les journaux et dans les *meetings*, aux mesures prises contre l'Église au nom d'un soi-disant patronage exercé par l'État. Les ennemis de l'Église ont voulu exploiter la révolution de septembre au profit de leurs haines, et, dès les premiers jours, ils ont inspiré aux masses des cris dont elles ne discernaient pas la véritable portée, et fait décréter d'une manière absolutiste par les *juntas* locales la destruction de plusieurs temples et la suppression de quelques associations religieuses.

A peine le gouvernement provisoire eût-il été constitué que M. Romero Ortiz, ministre de la Justice et des Cultes, cédant à la pression des hommes dont je parle, confirma toutes les ordonnances locales qui avaient été portées contre l'Église, et cela précisément au moment où les droits individuels, la liberté d'association et la liberté d'enseignement venaient d'être proclamés. On vit successivement paraître dans la *Gazette* officielle un décret du 12 octobre 1868, qui chassait les membres de la compagnie de Jésus; un autre du 13 du même mois qui enlevait aux communautés religieuses le droit de posséder; un troisième du 18 qui supprimait tous les couvents fondés depuis 1837 et la moitié de ceux maintenus à cette époque, et qui interdisait l'admission de nouveaux novices; un quatrième enfin, du 19, qui dissolvait la Société de St-Vincent de Paul et enlevait par là même aux indigents des ressources matérielles et des consolations spirituelles. Si M. Romero Ortiz a cherché à ressembler au comte d'Aranda ou à quelqu'autre des célèbres ministres du règne de Charles III, il peut se vanter d'avoir parfaitement réussi; il a imité par ses décrets *ab irato* la fameuse pragmatique du 2 août 1767 contre les jésuites, pragmatique qu'il a rappelée lui-même dans le décret du 12 octobre et que l'histoire ne cessera d'envisager que comme un monument de despotisme.

M. Ruiz Zorrilla, ministre de Fomento (1), voulut, lui aussi, collaborer à l'œuvre de son collègue Romero Ortiz, et il transféra à l'État, par un décret en date du 1^{er} janvier 1869, les archives, bibliothèques, objets de science, d'art et de littérature qui avaient appartenu jusque-là aux cathédrales, chapitres, monastères et ordres militaires; il décida que ces richesses seraient désormais considérées comme des richesses nationales et qu'elles deviendraient l'objet d'un service public dans les archives, bibliothèques et musées de la nation. A la vérité, M. Ruiz Zorrilla a fait précéder son ordonnance d'un long exposé des motifs qui l'ont poussé à agir de la sorte, et il y a donné l'assurance qu'il n'avait suivi l'impulsion d'aucune idée antireligieuse, puisque les objets destinés au culte doivent rester dans les églises. Nous n'ignorons pas que ces « richesses nationales, » comme les appelle le ministre, étaient d'ordinaire loin des yeux du public, et que souvent même elles ont été dérobées et ont disparu pour toujours; mais enfin, n'a-t-on pas vu également disparaître, dans ces dernières années, plusieurs objets d'un rare mérite, qui se trouvaient dans les musées du gouvernement (2)?

(1) Agriculture, commerce, travaux publics et instruction publique.

(2) Le député Damato présenta, il y a quelque temps, aux Cortès, une proposition relative à la disparition de quelques objets d'art du Musée National.

Et, en tout cas, l'ordre imprudent de M. Ruiz Zorilla, après les décrets de M. Romero Ortiz et la suspension des revenus des séminaires diocésains, n'était-il pas de nature à surexciter le sentiment religieux de la foule et à donner lieu à des scènes déplorables, que les catholiques sont les premiers à désavouer (1) ?

MM. Romero Ortiz et Ruiz Zorilla avaient cédé aux suggestions de quelques meneurs impies ; mais ceux-ci n'étaient pas encore satisfaits. Dans leur haine contre l'Église, ils surent exploiter l'horreur produite par l'assassinat du gouverneur de Burgos, pour faire courir les bruits les plus calomnieux, préparer une bruyante manifestation contre le nonce apostolique et brûler les armes pontificales, dans l'espoir que l'on donnerait ses passeports à Mgr Franchi et qu'on suspendrait toute relation avec le Saint-Siège.

Ceux qui concurent un tel projet ne devaient point aimer l'œuvre de la révolution qu'ils trahissaient de la sorte. Il faut être aveugle pour ne pas le reconnaître : l'immense majorité du peuple espagnol est catholique et très-catholique (2), et nous sommes persuadé qu'aucun gouvernement n'aurait de durée s'il se posait en ennemi de la cour de Rome et encourait les anathèmes du Saint-Père.

Cependant ils n'atteignirent pas leur but : les autorités empêchèrent toute insulte à la personne du nonce, et M. de Lorenzana, alors ministre des Affaires Étrangères, comprenant quels étaient les vrais intérêts de sa patrie, non-seulement ne donna pas ses passeports à Mgr Franchi, mais encore répondit très-courtoisement à la protestation du corps diplomatique accrédité à Madrid.

M. de Lorenzana est un de ces hommes de mérite dont l'Espagne contemporaine s'enorgueillit. Placé à la tête du département des Affaires Étrangères, le lendemain de la Révolution, il a prouvé qu'on avait eu raison d'avoir confiance en lui. Il est arrivé au pouvoir après une longue et honorable carrière administrative, après avoir maintes fois représenté son pays à la Chambre, et après s'être acquis, parmi les écrivains de notre époque, une belle et solide réputation. M. de Lorenzana est peut-être le membre du pouvoir exécutif dont on a parlé le moins et qui a

(1) Lorsque le gouverneur de Furgos voulut, conformément à cet ordre, s'emparer des objets d'art renfermés dans la magnifique cathédrale de cette ville, la foule, envahissant le temple, se précipita sur lui et lui donna la mort.

(2) Le Gouvernement, présidé par le duc de la Torre, l'a bien compris lui-même, puisqu'il a voulu donner une preuve éclatante de ses sentiments religieux, en assistant à la procession de la Fête-Dieu, avec le président des Cortès et les autorités de la ville. Cette démarche a produit le meilleur effet.

le plus agi. Il obtint, dès les premiers jours, la reconnaissance de l'œuvre révolutionnaire par presque tous les gouvernements de l'Europe, et s'attacha surtout à empêcher la rupture avec le Saint-Siège, tant désirée par les démagogues, et dont les conséquences, nous le répétons, auraient été funestes pour l'Espagne. C'est par son tact et par sa prudence, ainsi que par le zèle et le dévouement du nonce Franchi, que cette rupture n'a pas eu lieu. Il importe, en effet, de bien remarquer l'attitude bienveillante de la cour de Rome pendant les quelques mois que M. de Lorenzana a été chargé du département des Affaires Étrangères (1). Malgré les atteintes portées au Concordat de 1851, par les décrets dont nous avons parlé plus haut, le Saint-Père ne s'est jamais plaint (2) du gouvernement espagnol, quoi qu'il ait blâmé dans divers consistoires la conduite de la Russie, de l'Italie et de l'Autriche.

Ce qui marque et honore le passage au pouvoir de M. de Lorenzana en ces jours difficiles, c'est précisément le maintien des bons rapports entre le Vatican et le cabinet de Madrid. Le Saint-Siège a été sans doute animé d'un esprit éminemment conciliateur; mais ses bonnes dispositions auraient été stériles, si M. de Lorenzana s'était laissé entraîner par les boutades de quelques journaux et par les haines de quelques sectaires. Ces haines ont cependant une explication. Les derniers ministres de la reine Isabelle furent assez habiles pour attacher le clergé à leur char en lui accordant cette protection apparente qui n'est d'ordinaire qu'une oppression réelle. Ils ne rétablirent point les ordres religieux bannis depuis trente ans et qui, en Espagne plus encore qu'ailleurs, ont à remplir une salubre et sainte mission dans les villes et dans les campagnes, dans les écoles et dans les hôpitaux; ils se contentèrent de se dire catholiques et de donner aux prêtres séculiers une part dans l'enseignement, part si restreinte qu'elle les rendait en réalité plutôt esclaves que maîtres. Cela suffit néanmoins pour qu'on les crût les complices de toutes les fautes, de toutes les maladresses et de l'ensemble de la politique des ministres aveugles qui emportèrent dans leur chute le sceptre de leur souveraine.

Nous devons savoir gré à M. Ruiz Zorilla d'avoir rendu l'enseignement libre. La liberté d'enseignement et la liberté d'association, sans restrictions et sans limites, sont, à notre avis, les deux grandes réformes dont les catholiques avaient surtout besoin. L'enseignement officiel,

(1) D'octobre 1868 à juin 1869.

(2) Au dernier consistoire, après la retraite de M. de Lorenzana, Pie IX a dit que de tristes nouvelles arrivaient d'Espagne.

malgré l'immovibilité des professeurs, ne peut jamais échapper à l'influence du flux et du reflux politique. Tous les partis qui se sont si fréquemment succédé au pouvoir, ont voulu réformer et légiférer sur l'instruction publique, et c'est en Espagne, plus que dans aucun autre pays, que le monopole universitaire a fait de véritables ravages. Plus d'une fois, alors qu'on se targuait de protéger l'Église, les évêques du royaume ont dû protester, avec toute la sollicitude de leur mission pastorale et toute l'énergie de leur caractère sacré, contre l'enseignement vicieux et parfois même hérétique qui se donnait dans quelques facultés des universités.

On s'est ému, et avec raison, de ces protestations, mais toujours inutilement. Le professeur dont les doctrines paraissaient suspectes, était bien réfuté; mais il continuait à les enseigner dans la chaire qu'il avait légalement obtenue et dont on n'aurait pu le déposséder qu'en l'entourant du prestige de la persécution. Les parents catholiques se trouvaient donc dans la dure alternative, ou de laisser leurs enfants s'abreuver des erreurs les plus condamnables dans les universités dont les cours étaient seuls valablement fréquentés, ou de les empêcher de suivre les carrières littéraires et de leur fermer ainsi la porte à un brillant avenir.

M. Ruiz Zorilla n'a pas osé accorder la liberté *absolue* de l'enseignement; mais il s'est plu à la promettre : « Le jour viendra, a-t-il dit, où la liberté absolue de l'enseignement rendra inutiles les fortes dépenses auxquelles donne encore lieu l'enseignement officiel »(1). Et il a ajouté : « L'État pourra et devra supprimer les établissements littéraires qu'il soutient » (2).

La liberté s'est établie en Espagne et les intérêts catholiques s'en trouveront bien. Une longue expérience nous le prouve : de la protection à l'oppression il n'y a qu'un pas, et ce pas, les gouvernants ne le font que trop souvent. Nous ne voulons pas que l'erreur et la vérité soient égales dans l'ordre moral, nous savons bien que cela ne peut ni doit être tant qu'il y aura de bon sens sur la terre; nous ne demandons que cette égalité matérielle devant les gouvernements, laquelle ne touche pas à la prééminence, à laquelle le vrai a droit dans la conscience humaine. Cette égalité n'a pas de raison d'être chez nous en ce qui concerne les cultes; mais elle n'est que trop nécessaire en matière d'enseignement et d'association. Qu'elle existe entre les catholiques et leurs

(1) Exposé du décret du 9 décembre sur l'instruction publique.

(2) Exposé du décret du 21 octobre sur l'instruction publique.

ennemis, les premiers ne feront qu'y gagner. « Chez un peuple libre, a ajouté encore M. Ruiz Zorilla, s'il y a une voix pour prêcher la fausseté et le mensonge, cent autres se lèvent pour les combattre, et la vérité reprend aussitôt son empire sur l'opinion du plus grand nombre » (1). La liberté *absolue* de l'enseignement permettra la fondation d'écoles et d'universités catholiques et indépendantes, où les pères de famille pourront sans crainte envoyer leurs fils et où la jeunesse recevra une instruction solide, vaste et chrétienne. L'erreur sera aussi enseignée dans d'autres écoles ; mais elle n'aura pas l'autorité que lui donnait l'appui officiel ou les applaudissements et les disciples que lui valaient les tracasseries gouvernementales. Vis-à-vis de sa chaire se trouvera la chaire de vérité ; elles lutteront l'une contre l'autre avec les mêmes armes, et dans une pareille lutte le triomphe de la seconde ne saurait être douteux.

La liberté *absolue* d'association est la grande barrière à opposer à cette propagande protestante que les Anglais font en Espagne avec plus de bruit que de succès. Le principal résultat qu'on attend de la liberté *absolue* d'association est la renaissance des ordres religieux bannis depuis longtemps et condamnés de nouveau à l'ostracisme par les décrets de M. Romero Ortiz dont nous avons fait mention. Ces décrets ont été convertis en lois par les Cortès constituantes ; mais ils ne tarderont pas à être abrogés si l'on pratique loyalement la constitution qu'on vient de promulguer. La liberté de la chaire, la liberté de la presse, la liberté de l'enseignement, la liberté religieuse même s'unissent à la liberté d'association pour protéger l'existence des ordres religieux. Ceux-ci fournissent des missionnaires, des écrivains, des professeurs et des ministres du culte, et ils devront les rappeler au droit commun qui ne permet plus de refuser en Espagne à un citoyen ou à une classe du corps social le libre exercice des droits politiques que la constitution leur accorde (2). Le protestantisme est repoussé par le sens

(1) Exposé du décret du 21 octobre 1868.

(2) Nous croyons devoir citer à ce sujet les articles suivants du titre premier de la Constitution de 1869 :

ART. 17. — Aucun Espagnol ne pourra être privé du droit de s'associer pour les objets de la vie humaine qui ne sont pas contraires à la Constitution.

ART. 22. — Ni les lois ni les autorités n'établiront aucune mesure préventive contre l'exercice des droits définis dans ce titre.

ART. 31. — Les garanties consignées dans les articles 2, 5 et 6 et les paragraphes premier, second et troisième de l'article 17 ne pourront être suspendues nulle part dans la monarchie que temporairement et par une loi, si la sûreté de l'État l'exige dans des circonstances extraordinaires.

commun du peuple dont les croyances, nous sommes heureux de l'affirmer, sont de jour en jour plus vives malgré les efforts que fait l'hérésie pour les déraciner. Peut-être n'aurions-nous pas demandé la liberté des cultes ; mais, puisqu'elle est venue, nous n'en sommes nullement effrayés. Aujourd'hui elle n'est qu'un luxe de liberté, parce que le protestantisme, la seule secte qui se soit établie jusqu'à présent sur le sol espagnol, n'a que des pasteurs sans titre. Il n'y fera pas de progrès, si les ordres religieux exercent leur admirable apostolat sur le lit de mort du malade, à l'école, au milieu des fidèles dans l'église, partout en un mot, où il y aura des âmes à sauver. Il n'y fera pas, non plus, de progrès si, en vertu des droits reconnus par la loi fondamentale du royaume, les associations de bienfaisance et de bonne propagande, qui sont comme des rejetons de l'arbre sacré du catholicisme, viennent à renaître partout avec une nouvelle vigueur, et si la lumière de la vérité, en dardant de tous les côtés ses rayons, fait discerner à tous le faux du vrai, l'hypocrisie du mérite, l'égoïsme du dévouement.

En résumé, nous croyons que sous le rapport politique, l'avenir de l'Espagne dépendra de la consolidation de la monarchie constitutionnelle et des libertés publiques que nous avons conquises ; sous le point de vue religieux, c'est également dans l'exercice loyal et sincère de la liberté que se trouve désormais la sauvegarde des véritables intérêts de l'Église et du peuple catholique.

Que l'Espagne reste libre, et elle deviendra forte, puissante et heureuse !

ENRIQUE DE VILLARROYA.

LE SAINT BERNARD.

NOTES DE VOYAGE.

I. — LE LAC DE GENÈVE.

Quand, en se dirigeant de Neuchâtel vers le grand Saint-Bernard, on passe par Lausanne, on aperçoit bientôt les eaux du grand lac Léman : peu à peu sa forme se dessine, ses rives apparaissent plus distinctes, et l'on ne tarde pas à embrasser du regard ce gigantesque croissant dont le village d'Ouchy occupe la base, et dont Genève et Villeneuve marquent les deux extrémités. Ouchy est le port de Lausanne ; et, pour celui qui ne connaît pas le grand lac aux vagues bleues, aucun endroit ne semble mieux choisi pour le voir en son entier.

Heureusement placé pour contempler ce vaste panorama, l'œil du spectateur cherche d'abord à mesurer l'étendue de cette petite mer, longue de dix-huit lieues et large de trois. Peu à peu le regard est attiré sur les nombreuses cités qui parent ses rivages, et bientôt, à l'étonnement qui saisit à l'aspect d'un paysage nouveau, succède une certaine tristesse qui envahit l'âme malgré elle. Ce lac inconnu, ces eaux agitées, se sont animés tout à coup ; une sombre mélancolie plane partout : des souvenirs amers sont venus se presser dans l'esprit, et un deuil indéfinissable semble couvrir ces bords enchanteurs.

A peine, en effet, vient-on de quitter Lausanne, cette ville où l'Anglais Gibbon a écrit son *Histoire de la décadence de l'empire romain*, que l'on se retrouve sur ces rives que Rousseau et Byron ont chantées. Ici, c'est la superbe Genève, qui se cache derrière les sinuosités du lac. Calvin et Rousseau y ont régné longtemps, et leur empire, déjà bien ébranlé, résiste encore au zèle de son nouvel apôtre. Plus près de nous, c'est Diodati, où le sceptique Byron composa son troisième chant

de *Child-Harold*, dans lequel il célèbre les malheurs de Bonnivard à *Chillon*, que nous reverrons tout à l'heure. Du côté de Vevey, c'est Clarens, et vis-à-vis, la Meillerie tant chantée par Jean-Jacques. Il n'est pas, enfin, jusqu'au château de Coppet, aujourd'hui le domaine d'une famille illustre, mais il y a cinquante ans habité par M^{me} de Staël, qui n'éveille en nous quelque pénible souvenir.

Cependant, quand l'imagination a erré à travers ce sombre passé, les yeux se reportent avec satisfaction sur le Chablais, qui nous fait face et qui nous rappelle à des pensées plus consolantes. Les ruines des Allinges dominant Thonon et attirent nos regards sur cette citadelle, le centre des missions de saint François de Sales. Mais c'est Thonon surtout qui redit aux cœurs chrétiens et le zèle infatigable de l'apôtre de la Savoie, et aussi ces voyages pénibles, souvent même dangereux, qu'il fit à cette capitale du Chablais pour l'arracher malgré elle au protestantisme. Evian nous rappelle aussi un heureux souvenir, celui d'une famille charitable qui a donné à la Visitation une de ses premières supérieures, M^{me} de Blonay; Ripaille, enfin, où Amédée VIII fonda l'ordre de Saint-Maurice (auquel se joignit plus tard celui de Saint-Lazare) : Ripaille, quoi qu'en ait dit Voltaire, laisse devant l'histoire un nom plus respecté que Ferney.

Ces témoins vivants des saintes merveilles d'un autre âge nous arrêteraient longtemps, si nous n'avions à poursuivre notre chemin et à gagner cette vallée du Rhône qui nous promet d'autres souvenirs.

Le chemin de fer et le bateau à vapeur conduisent également à Ville-neuve, à l'entrée de la vallée. Plus poétique et moins pénible, le bateau a d'ordinaire la préférence sur la voie ferrée, et en peu de temps, après avoir touché à Vevey, si connu par sa fête des vignerons, et à cette petite île que couvre en entier le château de Chillon, où Bonnivard a laissé la trace de ses chaînes et de ses pas, on aborde enfin à Ville-neuve, qui ne justifie plus guère le nom qu'elle porte. Ici, il faut dire adieu au lac de Genève, qui a réveillé en nous des souvenirs si divers, et pénétrer dans cette profonde vallée du Rhône, dans ce Valais aux mœurs antiques, que l'on ne saurait traverser avec indifférence.

II. — LA VALLÉE DU RHONE.

Rien d'abord ne donne une plus juste idée du pays que parcourt le Rhône, que ces sombres tranchées dans lesquelles on s'engage souvent en chemin de fer, et qui n'offrent guère aux regards que leur sauvage beauté. Les plus hautes montagnes de l'Europe encaissent, dans un lit

rocaillieux, le Rhône dont les eaux blanchâtres et capricieuses fertilisent ou ravagent l'étroite vallée. Riche, mais malsain, le Valais, s'il donne à ses habitants des ressources suffisantes, ne les préserve pas toujours des maladies qui hantent les climats humides.

Quand on remonte de Villeneuve vers les sources du Rhône, on laisse le canton de Vaud sur la gauche, et l'on gagne le bas Valais d'abord, puis le haut Valais, où s'échelonnent, à quelques lieues de distance, les villes de Bex, Saint-Maurice et Sion. Des vallées quelquefois spacieuses, mais souvent aussi étroites et peu profondes, viennent jeter leurs eaux glacées dans le Rhône, dont elles sont les tributaires. On comprend sans peine que ces vallées ne nous intéressent pas également; cependant, avant de nous engager dans celle qui de Martigny conduit sur la droite au Saint-Bernard, il ne sera peut-être pas inutile de faire une connaissance plus intime avec le Valais.

Voyager sans guide dans un pays inconnu, est parfois ennuyeux et souvent sans profit; aussi tient-on à connaître les lieux où l'on passe pour la première fois. Rien n'est donc plus naturel que de se demander ce que sont ces pays que l'on traverse aujourd'hui si rapidement, et de voir s'animer cette nature inconnue, ces petites villes dont l'histoire ne manque pas d'intérêt. Du reste, le Valais, malgré son peu d'étendue, peut revendiquer une large place dans nos souvenirs. Retracer son histoire particulière serait un hors-d'œuvre, et ce n'est pas de cette histoire que nous nous occuperons; on ne saurait cependant trouver déplacé de marquer à grands traits les principaux points par lesquels elle se rattache à l'histoire de la France, ou pour mieux dire à la chrétienté.

Généralement, on sait que saint Maurice avec sa légion thébéenne a subi le martyre près de la ville à laquelle il a donné son nom; on se rappelle aussi qu'il y a eu un cardinal Schinner, dont le nom est resté populaire dans le Valais; on n'ignore pas, enfin, que Napoléon I^{er} a passé le Saint-Bernard en 1800, et qu'il a construit une belle route au Simplon vers la même époque; mais, à part cela, on ignore tout sur ce canton suisse, dont l'histoire cependant est d'une originalité si peu commune.

Catholique depuis les premiers siècles de l'ère chrétienne, le Valais a eu bien de la peine à conserver deux choses qui lui sont également chères, sa religion et sa liberté. Jusqu'en 1777 ou à peu près (1), les évêques, résidant successivement à Martigny, à Saint-Maurice et à Sion,

(1) C'est en 1777 que fut frappée la dernière monnaie aux coins réunis de l'évêché et du pays.

ont gouverné le Valais, tantôt sous la protection des empereurs d'Allemagne, tantôt avec l'appui des ducs de Savoie, quelquefois ne dépendant que du Saint-Siège. Ainsi gouvernés, les Valaisans ont eu à subir les invasions des barbares, et, entre autres, la domination des Bourguignons, des Francs, des Lombards, des Sarrasins même et des Hongrois. Le roi Sigismond, vaincu par les Francs en 523, fut un des principaux bienfaiteurs de l'abbaye d'Agaune, plus tard Saint-Maurice en Valais (1). Charlemagne, Louis-le-Débonnaire et saint Louis, se montrèrent également généreux pour honorer cette église appelée, au moyen âge, la reine des églises des Gaules; Jean de Chalon voulut même assurer aux chanoines de l'abbaye vingt charges de sel (18 quintaux), payables annuellement sur les salines de Salins (2).

Le mouvement féodal et après lui le mouvement communal se firent sentir dans ce pays, où les partis se livrèrent de rudes assauts, et où furent vainqueurs alternativement, les nobles avec les de la Tour, et le peuple avec le farouche Georges Supersaxo, et cela, le plus souvent, au préjudice des droits de l'évêque. Vers 1037, la trêve de Dieu fut établie dans un concile tenu par plusieurs prélats, parmi lesquels se trouvait l'archevêque de Besançon. La septième et la huitième croisade surtout, virent ensuite les Valaisans contribuer de leur personne et de leur argent. Plus tard, l'évêque de Sion, l'héroïque Mathieu Schinner, celui dont François I^{er} craignait plus la plume que toutes les piques des Suisses, tint à éloigner son pays de toute influence française; mais sa fermeté irrita les méchants, et il mourut en exil.

Au xvi^e siècle, l'apparition de la réforme à Genève et dans le nord de la Suisse amena la célèbre protestation des cantons qui, les premiers, avaient déjà, du temps de Guillaume Tell, fait le pacte du Grütli: les Valaisans se joignirent aux catholiques, sans pouvoir prendre part à la victoire de Cappel (1531), mais assez tôt cependant pour sauver des outrages des hérétiques la statue miraculeuse que ceux-ci, dans leur fureur iconoclaste, appelaient *l'idole noire d'Einsiedeln*.

Pendant que le Valais se distinguait si bien en Suisse, une compagnie valaisane faisait partie de cette valeureuse garde suisse qui, à

(1) « Parmi les immenses richesses dont le roi Sigismond combla l'abbaye d'Agaune, » dit Béchet, dans ses *Recherches historiques sur Salins*, on remarque Salins avec le château de Bracon et le val de Miéges. Salins, ajoute-t-il plus loin, dut jusqu'au x^e siècle son indépendance de toute domination féodale à la circonstance d'appartenir au vénéré monastère d'Agaune. » Dans la suite, le pouvoir de l'abbaye fut quelquefois méconnu: aujourd'hui il n'en reste guère d'autre trace qu'une rue qui a conservé, bien qu'un peu altéré, le nom de l'abbaye d'Agaune (Angonne).

(2) Elles furent payées jusqu'en 1791.

Meaux, sauvait Charles IX des mains des protestants (1567) ; deux cents ans après, on les a vus défendre avec moins de succès, au 10 août, l'infortuné Louis XVI ; ils avaient alors pour aumônier un courageux Valaisan, le P. Loretan, capucin. De tels soldats étaient dignes de voir leur pays échapper à l'hérésie. Toutefois, avant de vaincre définitivement le parti protestant, qui faisait de grands progrès, les habitants du Valais eurent à lutter bien des fois ; mais la diète de 1603 sauva leurs droits menacés : les jésuites mêmes sont reçus chez eux à plusieurs reprises, et, quand ils en seront définitivement chassés, le Valais aura perdu sa liberté.

Ici, et cela au grand déplaisir des Suisses, le Valais mêle intimement son histoire à celle de la France. En 1810 même, ce pays, à son grand regret, forma le département du Simplon ; mais auparavant, il dut passer par des crises qui furent trop violentes pour n'en pas dire un mot.

Il reste encore, à l'heure qu'il est, de passionnés admirateurs de notre Révolution française, pour qui cette phase de nos annales est le commencement de nos libertés. Qu'ils me permettent de leur conseiller la lecture de l'histoire du Valais à cette époque, et leur admiration pourra bien en revenir moins ardente. Je ne rappellerai pas les sanglants reproches qu'on y adresse à la France, mais je me contenterai de dire ce qui les autorise. L'arbre de la liberté surtout est demeuré en exécution chez le bon Valaisan : car il y a vu l'avant-coureur des plus grandes calamités. Sans parler de la constitution républicaine qu'on voulait imposer à la Confédération suisse, comment, par exemple, justifier l'enlèvement des fonds publics dans plusieurs cantons, au profit et au nom de la France, sous le spécieux prétexte d'utilité publique. La Suisse, ajoute l'auteur à qui ces détails sont empruntés, a eu son Verrès, il se nommait Rapinat ; et, si l'on veut savoir comment la France d'alors arrivait à imposer son système protecteur, il faut lire les atrocités de 1798, atrocités telles, qu'elles révoltaient le pouvoir exécutif du Valais, qui réclamait en faveur des malheureux *entassés*, c'est le mot, dans la prison de *Chillon*.

Sans doute, le nom de Napoléon I^{er} n'y fut pas sans gloire ; mais disons tout de suite, pour n'y pas revenir, que les Valaisans n'ont vu tout d'abord en lui et dans le général Thurreau, que les successeurs de Rapinat.

« En gardant le débouché de toutes les vallées des Alpes, on garde toute la frontière. » Ce mot est de Napoléon I^{er} lui-même, et rien ne saurait mieux faire comprendre sa manière d'agir avec le Valais. Répu-

blique distincte, dès son origine, mais alliée de la Confédération suisse, le Valais lutta toujours contre l'idée française, qui voulait en Suisse l'unité républicaine comme plus favorable à ses vues. Bonaparte essaya de concilier les réclamations des Valaisans et les intérêts de la France : il tenait à occuper tous les passages des Alpes ; un moment même il reconnut le Valais comme république isolée : des inscriptions à l'hospice du Saint-Bernard et au Simplon rappellent assez le chaleureux accueil que l'on fit à cette faveur. Mais c'était un leurre, et, en 1810, la petite république était département français. Au milieu de ces événements, le célèbre passage du Saint-Bernard, si bien raconté dans l'*Histoire du Consulat* de M. Thiers, laissait peu d'agréables souvenirs chez les Valaisans. La route du Simplon se commençait la même année et restait un monument à la gloire de celui qui l'a entreprise ; mais les Valaisans profitaient peu de toutes ces choses, et l'abdication du 11 avril 1814 leur parut d'un bon augure. Le 12 septembre de la même année, ils étaient reçus, à Zurich, comme vingtième canton de la Confédération suisse : ils respiraient enfin, mais c'était pour perdre bientôt leurs franchises.

Nommer le Sonderbund (1), c'est rappeler la lutte du fort contre le faible, des radicaux contre les catholiques ; c'est dire, en un mot, comment la Suisse s'est, en 1845, violemment divisée et aussi de quelle manière l'association catholique, traitée de *séparatiste* par le parti protestant, a été écrasée à Fribourg, à Lucerne et dans le Valais. La Suisse, comme de nos jours les États-Unis, quoique pour des causes bien différentes, a vu sa scission détruite ; mais, depuis la réunion des cantons, le parti catholique a perdu ses libertés. Sans entrer dans le récit de cette guerre, il ne sera pas néanmoins superflu de citer une ligne qu'un journal du temps écrivait à cette époque de troubles : « Cette guerre et le résultat qui la termine, resteront comme une tache dans les annales du radicalisme, lesquelles, du reste, ne brillaient pas déjà d'une grande pureté. »

III. — ASCENSION DU SAINT-BERNARD.

Ces détails ont sans doute paru bien longs ; mais on ne regrettera pas, j'en suis sûr, d'avoir appris à connaître cette vallée où tant d'intérêts ont été débattus, et le Valais paraîtra autre chose, quand nous le remonterons, qu'un pays de *crétins* ou de *gottreux*.

La route qui conduit de Villeneuve à l'hospice du Saint-Bernard est

(1) On sait que *Sonder-bund* en allemand signifie ligue séparée.

précisément celle qu'a suivie Napoléon I^{er}. Plus pacifique et moins soucieux de sa gloire, le touriste s'engage dans la vallée, profitant de la voie ferrée qui le conduira à Martigny en trois petites heures, temps bien court pour celui qui n'a jamais vu ce pays si pittoresque. Bex, Saint-Maurice et Martigny sont les seules villes que l'on y rencontre. — Bex appartient encore au canton de Vaud, avec le pays de la rive droite du Rhône jusqu'aux environs de Saint-Maurice. Cette ville n'a rien de curieux que ses salines, bien exploitées, qui fournissent plus de 40,000 quintaux de sel chaque année. — Saint-Maurice, l'ancienne Agaune (du grec *agon*, combat), nous arrêtera un peu plus longtemps et avec raison. La position de cette ville ne manque pas d'une certaine originalité. Deux montagnes élevées, la Dent de Morcles (2,974 m.) et la Dent du Midi (3,285 m.), semblent l'enfouir dans cette vallée. Ses environs, d'ailleurs, ne sont pas sans charmes. La ville elle-même, quoique petite, excite la curiosité du voyageur qui se rappelle que, près de là, de généreux soldats ont subi le martyre. L'abbaye et le trésor sollicitent surtout son attention. Fondée avant 391 par l'évêque Théodore, cette abbaye est bien connue par la pénitence qu'y fit le roi Sigismond pour se punir de sa trop grande crédulité pour son épouse, crédulité qui le poussa, sur de simples soupçons, à faire périr son fils Chilpéric. Ses libéralités étaient prodigieuses : l'abbaye ne comptait pas moins de 500 moines. De nos jours, les chanoines réguliers de Saint-Augustin habitent le couvent, où ils tiennent un séminaire. Le trésor renferme des choses précieuses : on y voit entre autres une épine de la sainte couronne, donnée par saint Louis ; la mitre et la crosse d'Amédée VIII (Félix V) ; le reliquaire de saint Bernard de Menthon, qui contient un bras du saint ; enfin, les vases précieux offerts par Charlemagne : l'un d'eux avait été donné par Haroun-al-Raschid ; il a été envoyé en 1867 à l'Exposition universelle de Paris.

Trois choses frappent dans les environs de Saint-Maurice. C'est d'abord la chapelle de Notre-Dame du Scex, ermitage élevé de 200 m. au-dessus du Rhône, dans le flanc de la Dent du Midi, et qui surprend par la hardiesse de sa construction : de loin, on ne soupçonne pas comment on peut y arriver. — Non loin de là et toujours au pied de la Dent du Midi, se trouve la *Grotte des Fées*, assez semblable aux grottes d'Osselle, en Franche-Comté, mais plus riche en légendes. Une intéressante notice sur cette grotte se vend à Saint-Maurice au profit d'un orphelinat placé sous la direction de M. le chanoine Gard. — Le lieu du martyre de saint Maurice et de sa légion est à vingt minutes plus loin que la ville : une *Chapelle des martyrs* en occupe l'emplace-

ment. M. Joanne, dans son *Guide*, ne craint pas de dire que la légende de ce martyr est contestée. Pour nous, le fait est certain : c'est là qu'en 302, sous Maximien (1), plus de 6,000 soldats chrétiens qui composaient la légion, levée à Thèbes, en Égypte, souffrirent le martyr avec leur chef Maurice : ils avaient refusé de participer à un sacrifice ordonné pour obtenir de la divinité un heureux passage au mont Joux, et leur désobéissance fut punie par ce massacre, resté célèbre dans ces contrées.

Lorsqu'on a quitté Saint-Maurice pour gagner Martigny, on laisse sur la droite une pittoresque cascade de 64 mètres, que l'on ose à peine nommer (Pissevache); puis on dépasse la belle vallée de Trient, et l'on se trouve bientôt au pied du col du Saint-Bernard. — Martigny ne nous arrêtera guère, faute de souvenirs. Quelque temps la résidence des évêques du Valais, cette petite ville a eu sa large part dans les guerres de ce pays, et, en 1818, une inondation lui fut très-funeste. On sait aussi que Napoléon y attendit que toute son armée fût engagée dans les montagnes pour traverser ce col, qu'il a rendu célèbre. Un fait peut-être plus ignoré, c'est le passage de la tante du malheureux duc d'Enghien, la princesse Louise de Condé, que la révolution chassa encore plus loin. « Quel spectacle, dit à ce sujet un écrivain, que cette vie, ballotée d'un bout de l'Europe à l'autre à la recherche d'un couvent, pendant que les princes de la même famille erraient à la recherche d'un trône!... Enfin elle vient s'enfermer au Temple, que lui a donné Louis XVIII, et cette dernière étape ne donne-t-elle pas le mot de toute sa vie? Ange de la prière, elle est bien plus l'ange de l'expiation. »

Au sortir de Martigny, où l'hospitalité est si généreusement exercée par les chanoines du couvent, on quitte la vallée du Rhône pour remonter la Dranse jusqu'à l'hospice. Il faut une journée pour ce trajet, qui se fait en voiture jusqu'à Saint-Pierre, ou à mulet jusqu'au monastère. Le val d'Entremonts, que l'on traverse dans sa longueur, a une bonne route jusqu'au village de Saint-Pierre, et, si elle n'offre aucun danger jusqu'à Orsières, on n'en pourrait pas dire autant de son prolongement jusqu'aux *Cantines*. Peu variée, cette gorge, par endroits fertile, n'offre de remarquable qu'un petit tunnel avant d'arriver à Saint-Branchier, et encore, dans chaque hameau, des granges en bois qui, élevées un peu au-dessus du sol humide, semblent, qu'on nous passe le terme, montées sur des quilles. Enfin, avant d'atteindre Liddes, on côtoie un dangereux précipice, et, comme midi n'est pas loin, on se hâte d'atteindre ce village pour s'y restaurer et se reposer un instant.

(1) Maximien allait du Rhin, où il contenait les barbares, vers l'Italie, afin d'y arrêter les ravages des Maures.

A Liddes, les voyageurs, surtout si la journée est belle, se trouvent déjà nombreux : quelques groupes se forment, et, comme ce seront des hôtes de l'hospice, on commence à s'observer et à parler du monastère, chacun dans son coin. Le groupe dont je faisais partie n'était pas considérable ; je n'avais que deux compagnons de voyage : un ami et un jeune Anglais. Un second groupe n'était pas plus nombreux que le nôtre : c'était une famille anglaise à laquelle, s'il en faut croire notre jeune *interprète*, nous n'avons pas inspiré beaucoup d'intérêt. Il y avait enfin un troisième groupe encore plus petit : un *Français* et une *Française*, qui ne nous ont pas paru approuver beaucoup notre *maigre chère* (c'était un samedi). D'autres groupes *essaimaient* (comme dirait M. Dickens) dans une salle voisine, et, en partant, nous comprîmes que nous aurions au Saint-Bernard une société assez variée, peut-être même aussi différente d'opinions que de langage.

La journée avait commencé avec un beau soleil. Jusque-là nous n'avions souffert que d'un peu de fatigue et du bruissement de la Dranse, qui ne permet pas de s'entendre à dix pas. Malheureusement, vers le soir, la pluie nous surprit ; mais ce ne fut pas pour longtemps, et, depuis, nous n'eûmes rien à regretter de malencontreux.

Après le bourg de Saint-Pierre, la végétation cesse ; de là jusqu'au sommet du col, nous n'avons découvert que quelques chétives pâquerettes et, à notre grand chagrin, nous n'avons aperçu aucune rose des Alpes. Les *cantines* que l'on trouve en chemin n'arrêtent guère que les guides ; une d'elles, cependant, se souvient encore du passage de Bonaparte, et nous nous contentons de renvoyer à M. Thiers les lecteurs qui désireraient connaître l'anecdote du guide. A partir de là, on ne rencontre plus que la Chapelle des morts, espèce de morgue où l'on dépose les cadavres des voyageurs surpris par le froid ou les avalanches ; puis enfin quelques bas-fonds pleins de neige, qui alimentent la Dranse. En somme, la route, sans être plus dangereuse, devient bien monotone, et l'on finirait par trouver le temps un peu long, si, vers la fin du jour, l'hospice n'apparaissait enfin pour chasser l'ennui et pour faire rêver quelque peu à ce qui nous attend au monastère.

IV. — L'HOSPICE DU GRAND SAINT-BERNARD.

« L'hospice du Saint-Bernard, dit M. Joanne, l'habitation la plus élevée des Alpes (2,620 m.), fut fondé en 962 par Bernard de Menthon... Quelques écrivains attribuent la fondation de cet utile établissement à Louis-le-Débonnaire, et d'autres à Charlemagne. Il est habité toute l'année par dix ou douze religieux de l'ordre de Saint-Augustin.

dont les fonctions consistent à loger et à nourrir gratuitement toutes les personnes qui traversent ce passage fréquenté ; ils doivent, de plus, pendant les sept ou huit mois les plus dangereux de l'année, parcourir journellement les chemins, — le 17 décembre 1825, le frère Victor a été enlevé par une avalanche, et, en 1845, le père Franz Cart, de Salanches, a eu le même sort, — accompagnés de domestiques appelés *maronniers* et de gros chiens dressés à cet effet, porter aux voyageurs qui sont en danger les secours dont ils ont besoin, les sauver et les garder dans l'hospice jusqu'à leur rétablissement, le tout sans leur demander aucune rétribution. Mais les voyageurs aisés trouveront dans l'église un tronc destiné à recevoir leurs offrandes. »

A ces détails il ne sera pas inutile d'en joindre quelques autres, principalement sur l'origine de cet hospice, origine moins connue qu'elle ne mérite de l'être.

De tout temps le passage du Saint-Bernard a été très-fréquenté pour aller d'Italie en Valais et réciproquement. S'il en faut croire Polybe, Annibal l'aurait traversé et bien péniblement. César, disent quelques auteurs, l'aurait passé après en avoir conquis les abords. En 773, Charlemagne, dans sa première expédition d'Italie, divisa son armée à Genève, en envoya une partie par le mont Joux (Saint-Bernard) et se dirigea avec l'autre vers le mont Cenis. En 1076, l'empereur d'Allemagne, le trop fameux Henri IV, franchit le col du Saint-Bernard en allant à Canossa, et, comme on peut le lire dans la *Vie de saint Grégoire VII*, de Voigt, ce passage ne se fit pas sans danger. En 1476, pendant que Charles-le-Téméraire se faisait battre par les Suisses, 4,000 Italiens, envoyés par le duc de Milan au duc de Bourgogne, traversèrent la même montagne, dont les Valaisans voulurent leur fermer les sentiers. Enfin, en 1800, le premier consul effectua, avec 40,000 hommes, ce célèbre passage, qu'il faut lire tout entier dans M. Thiers, où l'on verra le concours opportun que les chanoines de l'hospice prêtèrent à Bonaparte.

C'est assurément bien assez, pour pouvoir affirmer que ce sol est de tous ceux des Alpes Pennines celui qui a été, de temps immémorial, le plus fréquenté. Jules César, et après lui Auguste, maîtres de ce col praticable, y avaient élevé un temple à Jupiter Pennin et bâti un refuge (*mansio*). La montagne fut appelée depuis mont Joux (*Jovis*). Plus tard, lorsque les empereurs eux-mêmes eurent embrassé le christianisme, la maison de refuge fut convertie en un hospice entretenu aux frais de l'État. Des hospices semblables furent élevés en plusieurs endroits de la vallée, et l'administration de ces maisons confiée à des ecclésiastiques. Malheureusement survinrent alors les luttes entre les Carlovingiens, au

sujet de la possession de l'Italie, luttés bien funestes, puisque l'ambition de quelques princes poussa ceux-ci à laisser à des gens sans aveu, Hongrois et même Sarrasins, les défilés de ces montagnes : ce lieu devint bientôt le repaire de nombreux brigands, et, si l'on en croit une tradition des plus respectables, l'asile de sorciers qui rendaient ce passage impraticable.

Ce n'était pas trop d'un saint pour faire cesser un tel état de choses. Bernard de Menthon (Savoie), archidiaque d'Aoste, après une jeunesse édifiante, se décida, non toutefois sans y avoir mûrement réfléchi, à faire disparaître ce foyer de crimes et de scandales ; et ce projet, inspiré par sa foi, fut couronné du plus grand succès : le sanctuaire du crime fut renversé et les profanateurs ne purent résister au zèle du saint.

A treize lieues de là, dans les Alpes Graïes, un col était aussi infesté par l'erreur. Bernard de Menthon en chassa encore un sorcier, comme il l'avait fait sur le mont Joux, et bientôt, dans ce dernier passage comme dans le premier, s'élevèrent des hospices auxquels est demeuré attaché le nom de saint Bernard (1). Écoutons à ce sujet saint François de Sales :

« Aller sur les advenues des chemins pour semondre (les voyageurs) comme faisait Abraham, c'est un degré (de perfection) plus haut ; et encore plus de se loger ès lieux périlleux pour retirer, aider et servir les passants, en quoi excelle ce grand saint Bernard de Menthon, lequel, étant issu d'une maison fort illustre, habita plusieurs années entre les jongs et cimes des Alpes, y assembla plusieurs compagnons pour attendre, loger, secourir, délivrer des dangers de la tourmente les voyageurs et passants, qui souvent seroient morts entre les orages et les froideurs, sans les hôpitaux que cet ami de Dieu établit et fonda ès deux monts qui pour cela sont appelés de son nom : grand Saint-Bernard au diocèse de Sion, et petit Saint-Bernard en celui de Tarentaise. » (*Théotime*, livre II, ch. 9.)

Après un témoignage aussi formel, il ne reste plus qu'à rappeler l'approbation que le pape Jean XVIII donna de ces fondations en les prenant directement sous sa protection, approbation que vient encore confirmer le nom de saint qu'on donnait déjà partout à Bernard et que l'Église ratifia solennellement quelques années après (en 1123, et, plus tard, sous Alexandre III). Il serait trop long de citer les miracles qui sont venus s'ajouter à tous ces glorieux témoignages ; disons seulement

(1) L'hospice est gardé, dans les deux passages, par des chanoines réguliers de Saint-Augustin, affiliés à la congrégation de Saint-Jean-de-Latran. — Nous leurs donnerons, comme c'est la coutume, le nom de religieux du Saint-Bernard.

qu'en 1857 la commune d'Etroubles (près d'Aoste) dut à la protection de saint Bernard d'être débarrassée d'une nuée de sauterelles malfaisantes. On le voit, ce fléau, qui vient de sévir si fortement en Afrique, n'est pas nouveau ; mais on n'a guère songé de nos jours au bon remède.

Est-il bien étonnant, après tous ces témoignages, qu'on lise dans la *Vie de saint Bernard* : « Au XII^e et au XIII^e siècle, le nom de saint Bernard et l'hospice de Mont-Joux étaient devenus célèbres dans toutes les contrées de l'Europe. De nombreuses dépendances, cédées libéralement et en divers endroits aux chanoines hospitaliers, témoignèrent le bon vouloir de tous envers un établissement qui trouva dans ses ressources son point de plus haute prospérité. » Et plus loin : « La vue d'un pareil établissement sur une si haute montagne et l'ingénieuse charité du fondateur causèrent une si vive émotion sur l'esprit du noble étranger (gentilhomme anglais du nom de Richelinus), qu'il fit à l'instant cession au monastère-hôpital, du château Cornut avec ses dépendances, qu'il possédait à Londres. » Enfin, pour ne parler que des donations que la France fit à l'hospice, l'histoire nous apprend que le pape lui confirma la possession de quatre-vingts bénéfices. La Franche-Comté eut le sien à Salins. « C'était, dit Rousset dans son *Dictionnaire géographique*, un hôpital desservi (dans le Bourg-Dessous) par des chanoines réguliers de l'ordre de Saint-Augustin, sous la direction d'un recteur institué par le prévôt du grand Saint-Bernard. » Cette donation subit dans la suite quelques modifications, mais elle ne fut supprimée qu'en 1792.

Aujourd'hui, faut-il le dire, le monastère est pauvre, et cependant il subsiste comme par le passé. Les donations de l'Angleterre ont disparu pendant le règne d'Henri VIII ; cela se comprend. Celles de la France ont été perdues pendant la révolution, et les biens que le monastère possédait en Valais ont servi, après la guerre du Sonderbund, à payer les dettes cantonales. Aujourd'hui, les faibles subventions de la France, de l'Italie et de la Suisse, jointes aux aumônes des voyageurs, entretiennent cet hospice, où nous allons enfin entrer.

V. — UNE SOIRÉE AU SAINT-BERNARD.

La première chose qui frappe à la vue de l'hospice, c'est sa solidité. Construit de manière à résister aux avalanches qui se détachent des sommets qui dominent le passage, le bâtiment principal n'a rien à l'extérieur de bien remarquable ; mais, quand on en a franchi le seuil, l'impression défavorable que l'on éprouve à l'aspect de ces murs épais

et de ces corridors sombres, disparaît bientôt à l'apparition de l'hôtelier, dont l'affabilité prévient tout d'abord en faveur de ceux qui habitent l'hospice.

A peine arrivés, nous nous mîmes à visiter le couvent et ses alentours. A l'intérieur, l'église, la bibliothèque et le salon en sont les pièces principales. Petite, mais bien ornée, l'église renferme une assez grande quantité de reliques de saint Bernard et quelques tableaux estimés; on y voit aussi, vers la porte d'entrée, un monument élevé par Napoléon I^{er} à la mémoire du général Desaix, mort, comme on le sait, à Marengo. La bibliothèque est très-convenable et surtout très-fréquentée. Pour le salon, nous le retrouverons dans un instant. — A côté de l'hospice se trouve un bâtiment neuf, qui sert de dépôt pour les marchandises, et une morgue où l'on dépose les cadavres trouvés dans la montagne; puis, sur la route d'Italie, un petit lac qu'on ne s'attend pas à rencontrer si haut; la route d'Aoste le côtoie jusqu'à ce qu'elle se perde dans la vallée de Saint-Remy. Les environs parcourus, la nuit et une bise forte et très-froide nous ramenèrent au couvent; c'était l'heure du repas.

La plus belle salle de l'hospice est, sans contredit, le salon, vaste pièce ornée avec goût et mieux éclairée que le reste de la maison. Une longue table faisant équerre en occupe une partie; dans l'autre se trouve un piano donné, dit-on, par un touriste; c'est dans cette salle que nous avons passé agréablement la soirée du 25 août.

Quelques groupes de voyageurs s'étaient déjà trouvés réunis, et chacun fit honneur au repas maigre qu'on nous servit : c'était bien naturel, car il était des plus appétissants; nous nous croyions dans un des meilleurs hôtels de la Suisse. La conversation languit un peu pendant le dîner; mais, lorsque l'hôte nous eut engagés à nous réunir autour du foyer (bien qu'on fût au mois d'août), la première *glace* se fonda et la conversation commençait à s'animer, quand une douzaine de voyageurs vinrent à l'improviste prendre les places que nous venions de quitter.

Quand ces *tard-venus* eurent quitté la table pour venir agrandir le cercle que nous formions autour du foyer, le personnel *flottant* de la salle des étrangers se trouva au complet. Nous avions déjà reconnu les groupes que nous avions rencontrés à Liddes; mais cette fois, les visages étaient un peu déridés, et, pour parler à la manière d'un certain écrivain, le fluide sympathique semblait vouloir se mettre quelque peu en campagne.

La société, cependant, était bien diversement composée : Parisiens

élégants et riches Provençaux, Anglais de Londres et de Birmingham, Américains même, et nous modestes Franc-Comtois : c'était là tout le personnel. — Il est inutile de répéter que nous différions encore plus d'idées que de langage ; néanmoins, la bonté et la grâce parfaites de notre hôte avaient déjà donné un certain entrain. Nous-mêmes, grâce à notre jeune Anglais qui ne tarissait pas avec ses compatriotes, nous eûmes l'avantage de lier conversation avec plusieurs voyageurs. — Mais, se demandait-on, aurions-nous quelque peu de musique ? Déjà, pendant le repas des *tard-venus*, le piano avait été ouvert, et la modestie de quelques touristes avait découragé le jeune religieux, dont les offres n'avaient pas été acceptées ; les visages commençaient même à s'assombrir, quand une dame de Paris, de la dernière caravane, avec une bonne volonté dont chacun lui sut gré, se mit au piano et y chanta, aux applaudissements de tout le monde, le Noël d'Adam et quelques autres morceaux appropriés à la circonstance. Nous n'étions pas encore revenus de cette agréable surprise, qu'on servit un thé chinois des plus succulents ; et, quand le carillon de l'hospice eut annoncé l'approche du dimanche, quelques voyageurs allèrent se promener et rêver par un beau clair de lune, pendant que d'autres, plus fatigués, se dirigeaient vers leurs chambres, se demandant sans doute si jamais ils avaient passé une soirée plus agréable. — Oui, il faut l'avouer, nous ne nous attendions pas nous-mêmes à cette charmante soirée et nous n'avons pas été les seuls. Le petit groupe que nous avions égayé à nos dépens à Liddes, ce *voyageur* et cette *voyageuse*, n'étaient plus aussi caustiques ; et, lorsque le lendemain, avant de quitter l'hospice, l'un et l'autre voulurent serrer la main du bon hôte qui nous avait fait passer à tous des heures si agréables, une émotion visible se trahissait sur leur visage. Je pensai alors à ce mot d'un savant converti (1) : « On a beaucoup obtenu, dit-il, pour réunir les esprits, quand on a rapproché les cœurs. »

Après une soirée comme celle-là, on comprend qu'il en coûte de quitter le Saint-Bernard, et nous n'étonnerons personne en disant que l'hôte a semblé nous adresser du regard un léger reproche quand, après la messe et après avoir visité plus en détail la maison, voire même le chenil des robustes chiens de la montagne, nous avons dû nous éloigner, de bonne heure encore, mais bien à regret, de l'hospice, afin de poursuivre notre voyage.

L'abbé JAMEY.

(1) Droz, *Pensées sur le christianisme*.

LA SESSION PARLEMENTAIRE

ET

LES EMBARRAS DU MINISTÈRE.

I. LES LOIS ET LES MESURES CONTRE LES CATHOLIQUES. — II. LES FAUTES ET LES EMBARRAS DE M. FRÈRE-ORBAN. — III. LA SITUATION DU PAYS.

La session parlementaire de 1868-1869 mérite à plusieurs titres de fixer l'attention. Elle a été fertile en événements qui, si je ne me trompe, ne tarderont pas à produire des conséquences importantes. Mon but n'est pas dans ce travail de suivre pas à pas les discussions qui se sont élevées dans l'enceinte législative. Je veux apprécier la session dans sa portée d'ensemble et dans ses effets sur les partis qui divisent le Parlement et sur le ministère qui nous gouverne. Pour satisfaire à ce plan, il faut d'abord détailler les lois et les mesures qui sont venues aggraver la position des catholiques, ensuite envisager la conduite du cabinet et particulièrement de M. Frère dans ses rapports avec les Chambres, avec l'opinion libérale, avec la Couronne et avec l'extérieur. Les développements auxquels donnera lieu ce double point de vue, me permettront de caractériser d'une façon précise la situation du pays.

I.

La session s'annonçait sous les plus fâcheux auspices. L'année précédente, à pareille date, le cabinet était modéré et conciliant ; il laissait dormir les questions cléricales, afin d'assurer, par l'appui d'une fraction de la droite, le vote des lois militaires. Cet appui ayant été obtenu, on reprit les anciens errements, et l'un des porte-voix ministériels, M. Hymans, écrivit les lignes que voici : « La société laïque supporte en ce moment un assaut décisif. Il est temps qu'elle se recueille et *qu'elle s'apprête aux mesures radicales*... Il est certain que la question reli-

» gieuse, ecclésiastique ou cléricale, est redevenue la grande et presque
» l'unique question du jour, question assez vaste, assez pressante,
» pour suspendre la solution de toutes les autres (1). » Ces paroles ne
doivent pas étonner. Je suis en effet en position d'affirmer que le gouver-
nement avait déclaré au Roi que la loi sur le temporel des cultes devait
être discutée, et que le Roi s'était reconnu impuissant à renouveler ses
tentatives d'ajournement. Plus tard, les ministres changèrent d'avis.
Ont-ils reculé devant les dispositions du Sénat et l'attitude ferme de
l'épiscopat ? ou bien est-ce l'état du prince royal qui les a déterminés à
écarter momentanément ce débat irritant ? Je l'ignore. Mais ce qui est
indéniable, c'est que, dans le courant de l'été et jusque vers la fin du
mois d'octobre, on était résolu à aborder la question du temporel des
cultes.

Cependant, le cabinet ne se dissimulait pas le caractère révolution-
naire de la loi et les alarmes des consciences catholiques. Il résolut
donc, pour faciliter le succès de ses projets, de recourir à sa vieille tac-
tique et de provoquer une agitation anticléricale. A cet effet, il lui fal-
lait un prétexte. Mais les prétextes ne manquent jamais : il suffit de
prendre le premier fait venu, de le dénaturer et de le livrer en pâture
aux passions mauvaises. En 1857, on s'était servi des couvents ; en 1864,
des jésuites et du procès De Buck ; en 1868, on s'empara de certains
crimes qui s'étaient commis dans la commune de St-Genois, qui, en
d'autres temps, n'auraient pas fixé l'attention plus que les délits ordi-
naires, et qu'on éleva tout à coup à la hauteur d'un événement politique.

Pendant les mois de juillet et d'août, il y eut à St-Genois quelques
incendies, des destructions d'arbres et de récoltes, le tout sans grande
importance. A ce moment, un conflit existait entre l'évêque de Bruges
et l'administration de la commune au sujet du déplacement du cimetière.
Aussitôt la presse libérale s'écria que c'était le clergé, qui, par esprit
de vengeance, avait mis la torche aux mains des incendiaires. Rien ne
justifiait une si grave accusation. Mais on avait intérêt à l'exploiter : on
n'hésita donc pas à la formuler. A la tête des accusateurs figura l'*Écho
du Parlement*, qui dénonça successivement plusieurs prêtres de
St-Genois et deux journaux catholiques de Bruges.

Que devait faire la magistrature ? Elle devait user d'une prudence
d'autant plus scrupuleuse que le principal dénonciateur était un organe
politique intéressé à altérer les faits. Mais les magistrats de Bruges et
de Courtrai, créatures de prédilection de M. Bara, jugèrent qu'ils avaient

(1) *Office de Publicité*, octobre 1868.

été nommés pour rendre des services. Ils se transportèrent donc, les uns à St-Genois chez les ecclésiastiques inculpés, les autres à Bruges chez les éditeurs de l'*An Trente* et du *Dimanche Catholique* : des deux côtés, ils opérèrent des arrestations, des saisies et des perquisitions arbitraires. De plus, sans souci des apparences et par une sorte de défi, ils s'installèrent à St-Genois chez le chef du parti libéral, M. Delebecque. M. Delebecque nourrissait une haine particulière contre deux catholiques de l'endroit, les frères Delplanque : immédiatement ceux-ci furent jetés en prison.

On mit ainsi en état de prévention, quatre prêtres, deux éditeurs de journaux et les frères Delplanque : de ces huit personnes, les unes furent relâchées au bout de quelques jours, les autres furent soumises au secret le plus rigoureux : on rangea parmi ces dernières, les victimes de M. Delebecque.

Mais, malgré toute la bonne volonté qu'on y apporta, il était impossible de voir dans les huit inculpés autre chose que des complices ; nul n'avancait qu'ils eussent incendié quoi que ce soit. Il était donc indispensable de trouver les auteurs. On les chercha d'abord parmi les catholiques de St-Genois. Les recherches ayant été vaines, les démarches se portèrent d'un autre côté et l'on arrêta un vacher, une journalière, un sabotier et un cordonnier. Ceux-ci étaient-ils coupables ? Je n'en sais rien ; mais ce qui est certain, c'est que ni leurs antécédents ni leur position ne permettaient de les faire passer pour des agents cléricaux.

Tout cela modifiait déjà les premières appréciations ; l'affaire prenait sa véritable physionomie, et les instigateurs des calomnies contre le clergé devaient, semble-t-il, se montrer désormais d'autant plus circonspects que les fondements mêmes de l'échafaudage qu'ils avaient élevé, commençaient à s'ébranler.

Ce fut dans ces circonstances que s'ouvrit à la Chambre le débat sur les illégalités et les vexations commises par les parquets de Bruges et de Courtrai. La conduite qu'avait à tenir M. Bara était toute tracée. Ce que lui commandaient, nous ne dirons pas les convenances, car il ne les connaît pas, sa dignité, car il n'en a guère le sentiment, la justice, car il en fait litière, mais la prudence et la plus vulgaire clairvoyance, c'était de se désintéresser complètement de l'affaire. Mais, avec l'étourderie passionnée qui le distingue, il prit la défense de tous les actes de la poursuite, il ramassa les outrages qui avaient traîné dans la presse libérale, et il les lança à la face des inculpés. Des affirmations inouïes sortirent de sa bouche : je cite les plus saillantes.

Première affirmation : « Huit incendies et sept dévastations, parce

» qu'un conseil communal n'a pas voulu donner la propriété du cimetière à la fabrique d'église. Voilà la vérité! Sans ce conflit il n'y aurait pas eu le moindre attentat, et la torche n'eût pas été mise aux mains des incendiaires... C'est le fanatisme qui dirige les incendiaires, c'est un sentiment religieux, respectable en lui-même, qui a été égaré! »

Deuxième affirmation : « L'honorable membre (M. Dumortier) me demande de quel chef les frères Delplanque sont impliqués dans l'affaire de St-Genois? C'est pour avoir été auteurs, coauteurs ou complices des crimes qui ont été commis à St-Genois. C'est la Cour d'assises qui aura à statuer à cet égard. »

Troisième affirmation : « Je crois que la Chambre et le pays reconnaîtront que, dans l'affaire de St-Genois, la magistrature s'est montrée digne de sa mission, qu'elle a accompli avec prudence sa pénible tâche au milieu de circonstances bien difficiles (1). »

Telle fut l'attitude du ministre! et remarquons qu'avant de s'exprimer de la sorte, il avait, de son propre aveu, compulsé les dossiers!

Or, voici ce qui arriva. A peine M. Bara avait-il prononcé les paroles qui précèdent, que la chambre du conseil du tribunal de Courtrai rendit une ordonnance de non-lieu à l'égard de six des prétendus complices des incendiaires : c'étaient les frères Delplanque, trois prêtres et l'éditeur du *Dimanche Catholique*. Il y avait là une première réparation. Celle-ci ne tarda pas à être suivie d'une seconde : la chambre des mises en accusation de la Cour de Gand renvoya des fins de la poursuite les deux derniers des huit prétendus complices, l'éditeur de l'*An Trente* et le vicaire Van Eecke. Quatre personnes seulement furent déférées aux assises : le vacher, la journalière, le sabotier et le cordonnier, dont j'ai parlé plus haut.

Reprenons maintenant les allégations de M. Bara.

D'abord il avait affirmé que les crimes avaient eu pour cause le fanatisme et le conflit entre l'évêque et l'administration de St-Genois, — et il était démontré que toutes les personnes accusées de les avoir inspirés et provoqués et dont la culpabilité devait étayer cette accusation, que ces personnes, dis-je, étaient innocentes.

En second lieu, le ministre avait avancé que les frères Delplanque étaient auteurs, coauteurs ou complices, — et il était reconnu qu'ils n'étaient rien de tout cela, et que la Cour d'assises n'avait pas à statuer sur leur sort.

(1) *Annales parlementaires*, pp. 154, 155 et 159.

Enfin M. Bara avait exalté la prudence de la magistrature ; et il était établi qu'aucune des personnes arrêtées n'était coupable, que les frères Delplanque avaient été tenus sous les verroux pendant trois mois sans une ombre de raison, et que les nombreuses saisies et perquisitions faites à droite et à gauche, l'avaient été indûment.

Et M. Bara s'indigne de ce qu'on attaque la magistrature ! Oui, elle doit être respectée, mais à la condition qu'elle se respecte elle-même. Comment ! on remplit les rangs de la justice d'hommes de parti : ils s'y conduisent comme tels, et, parce qu'on leur a jeté l'hermine sur l'épaule, leur partialité deviendrait de l'impartialité, leur arbitraire, de la légalité ! Qu'on n'objecte pas que les chambres du conseil et des mises en accusation ont consacré par leurs décisions l'innocence des soi-disant complices. Il le fallait bien, la prévention ne reposait sur rien ! Mais ce qui demeure, c'est que, de propos délibéré, la magistrature a voulu trouver des coupables parmi les catholiques, qu'elle n'a reculé devant aucun expédient pour atteindre ce but, qu'elle a obéi aux injonctions de M. Bara et de M. Delebecque, qu'elle a tenu sans justification possible des innocents en prison pendant plusieurs mois et qu'elle ne les a relâchés que de guerre lasse et quand elle eut épuisé ses moyens de terreur.

Que dire après cela de l'homme politique qui donne en spectacle le scandale de la conduite que j'ai rappelée ? Il envoie des ordres à la magistrature, il intervient dans la procédure, il fait retentir la tribune d'assertions mensongères ; il commet cette énormité d'accuser publiquement d'honnêtes gens mis injustement en état de prévention ; il s'exprime en un langage digne, non pas même du forum, mais de la halle ! Et il est ministre, ministre de la Justice et des Cultes, celui qu'en France on nommait le Grand-Juge ! Je le demande : dans quel autre pays à notre époque le pouvoir est-il arrivé à ce degré de despotisme, de faire de la justice un instrument de règne ? La justice ! la justice ! c'est l'honneur et la force de la civilisation chrétienne. Veut-on donc nous faire reculer jusqu'à la barbarie ?

Finalement, M. Nothomb ayant proposé le renvoi à M. Bara de la pétition des journalistes protestant contre les injustices commises à Saint-Genois, le ministre réclama l'ordre du jour « pour venger la magistrature des attaques dont elle avait été l'objet. » La Chambre, en se ralliant à cette demande, amnistia les violations de droits dont les catholiques des Flandres avaient été les victimes. Mais les événements ne tardèrent pas, ainsi que je l'ai constaté plus haut, à venger à leur tour les journalistes du dédain dont leur pétition avait été frappée.

— A peine le débat relatif aux affaires de Saint-Genois était-il ter-

miné, que le parlement aborda l'examen d'une loi sur la confection des listes électorales, bouleversant, dans cette partie de notre législation, le système en vigueur depuis 1830.

J'ai constaté plus haut que le gouvernement s'était résigné à différer l'exécution de la loi sur le temporel. Mais il pensa avec raison qu'il ne perdrait rien à attendre, s'il achevait de livrer le corps électoral au parti doctrinaire. L'électorat accordé aux débitants de boissons et la pression des fonctionnaires avaient déjà réussi à altérer d'une façon normale le verdict du pays. Néanmoins un frein existait encore : les Députations permanentes jugeaient souverainement en fait les contestations relatives aux listes électorales, et, comme cinq de ces Députations sur neuf sont catholiques, il en résultait que dans la majorité de nos provinces, le parti libéral ne pouvait introduire à son gré de faux électeurs dans les comices.

Le ministère résolut de porter remède à un état de choses si préjudiciable à ses intérêts, de soustraire, au moins en degré d'appel, le jugement des contestations électorales aux Députations provinciales, et de le confier aux tribunaux ordinaires. Ceux-ci depuis la loi qui a décapité la magistrature, avaient été en grande partie renouvelés et paraissaient offrir au gouvernement des garanties que lui refusait la juridiction existante. Il formula donc une législation hybride, déférant à la censure des cours d'appel les décisions des Députations permanentes.

L'exposé des motifs chercha à colorer cette réforme d'un vernis d'impartialité. « Les Députations permanentes, disait-il, doivent leur nomination à une double élection ; elles sont donc intéressées à la composition du corps électoral, et cette situation n'est pas de nature à mettre leurs décisions à l'abri de tout soupçon de partialité. Il importe que cet état de choses soit modifié, car il nuit à la considération qui doit entourer ces corps administratifs, et diminue la confiance que doivent inspirer leurs décisions. »

Le mode de nomination des députations provinciales rend donc leurs décisions suspectes ! Elles sont élues par une opinion politique ! Mais, si un tel argument a de la valeur, qui ne voit qu'il devrait également écarter la juridiction des tribunaux ? Car enfin la composition de ces derniers est réglée par le gouvernement, qui, en Belgique, plus que partout ailleurs, est l'expression la plus accentuée d'un parti.

L'argument ne vaut donc rien ; il n'est qu'un prétexte. La chose apparaît clairement lorsqu'on consulte le passé. La juridiction des députations permanentes avait été admise de commun accord par les

deux opinions ; pendant de longues années, nos adversaires n'avaient pas songé à l'attaquer, et un jurisconsulte doctrinaire avait fait remarquer, dans un traité ayant autorité (1), combien était heureuse la combinaison qui avait prévalu au Congrès.

Aussi, les yeux du parti libéral ne se sont-ils ouverts que quand il eût perdu la majorité dans plusieurs conseils provinciaux et dans les députations permanentes qui en sont l'émanation. Jusque-là, la loi avait été jugée irréprochable ; immédiatement après, elle devint détestable.

Pendant longtemps, les catholiques, avec une longanimité dont ils se sont à bon droit repentis, avaient laissé les libéraux maîtres presque partout des élections provinciales. Les vainqueurs en avaient profité pour commettre une foule d'abus. Les catholiques s'étant décidés à réagir contre cette situation, n'avaient pas tardé à conquérir la majorité dans cinq conseils provinciaux, et ceux-ci s'étaient empressés de choisir des députations permanentes nouvelles qui avaient révisé les listes électorales et rejeté impitoyablement les prétentions des faux électeurs libéraux.

Il n'en fallut pas davantage pour susciter les rancunes du cabinet. La loi existante fut déclarée injustifiable et son abrogation indispensable. On mit la main à l'œuvre, et bientôt les tribunaux, rajeunis par M. Bara, furent investis d'un des droits politiques les plus délicats de notre régime constitutionnel.

C'est ainsi que pour façonner le corps électoral à son image, le parti libéral ne craignit pas d'ajouter une nouvelle iniquité à toutes celles dont abonde la législation sur la matière. Ce que le cabinet veut, c'est nous mettre dans l'impossibilité de récupérer la majorité dans le parlement : tous les moyens lui sont bons pour atteindre ce résultat. Nous luttons énergiquement et avec succès sur le terrain des élections provinciales : voilà nos victoires en grande partie stérilisées ! Je le répète : le gouvernement parlementaire s'en va ; on lui substitue celui d'une coterie, régentée par la main toute-puissante de M. Frère !

Un autre effet désastreux de la réforme, c'est d'attribuer à la magistrature un rôle incompatible avec sa mission élevée. On reprochait à l'ancienne législation de nuire à la considération des députations permanentes en faisant planer sur elles des soupçons de partialité ; mais qui contestera que ces soupçons vont à leur tour planer sur la magistrature ? Sans doute, il était regrettable que les députations provinciales

(1) DELEBECQUE, *Les lois électorales de Belgique*, n° 432.

fussent accusées de favoriser l'un ou l'autre des partis en présence. Mais ce qui l'est bien plus, c'est que de pareilles accusations puissent peser sur la justice. S'il est possible à une opinion politique qui représente une grande partie de la nation de supporter avec plus ou moins de patience l'éloignement du pouvoir et des défaites électorales successives provenant des vices de la loi, il lui est impossible de se passer de justice. Les défaites électorales, elle nourrit toujours l'espoir de les réparer, en ramenant à elle les électeurs; vis-à-vis d'une magistrature politique, il n'y a d'autre remède qu'une révolution. C'est ce qui est arrivé en 1830. Les tribunaux étaient peuplés des serviteurs de Van Maanen, et l'on a dû les épurer. Est-ce donc une solution pareille que l'on entend préparer? Ce qui autorise à le croire, c'est que, par suite des attributions nouvelles conférées à la magistrature, le gouvernement, désormais, sera porté fatalement, et plus encore que par le passé, à revêtir des fonctions judiciaires ses partisans les plus dévoués.

A la loi sur les listes électorales, loi politique, il convenait d'ajouter une loi d'hostilité religieuse. La réforme de la législation sur la milice en fournit l'occasion.

On était arrivé à l'examen du point de savoir si le clergé devait être dispensé du service militaire. Aussitôt deux opinions se produisirent sur les bancs de la gauche. M. Orts proposa d'exempter le ministère sacerdotal séculier et en outre les membres des ordres religieux revêtus de fonctions spirituelles rétribuées par l'État. D'autres députés réclamèrent la suppression absolue des dispenses accordées jusqu'ici tant au clergé séculier qu'au clergé régulier. A l'appui de cette dernière proposition, M. Defré soutint que l'exemption constituait un privilège interdit par la Constitution, contraire à la volonté du Congrès, et que maintenir ce privilège, c'était ne tenir aucun compte de la révolution de 1830.

Rien ne confond autant qu'une pareille argumentation. Comment! trente-neuf ans se sont écoulés depuis notre émancipation, et ce n'est qu'aujourd'hui qu'on serait parvenu à discerner la portée réelle du pacte fondamental! Il fallait que M. Defré la révélât pour qu'on la saisisse! Ni le Congrès ni les législatures qui se sont succédé pendant près de quarante ans, ne l'avaient aperçue! Je le sais, les audaces de langage se donnent fréquemment libre carrière en politique; mais il est pourtant des bornes qu'elles devraient s'interdire de dépasser.

M. Pirmez n'accepta ni l'amendement de M. Defré ni celui de M. Orts. Il chercha une conciliation; mais le moyen qu'il imagina mécontenta tout le monde. Il proposa d'exempter définitivement les ministres des cultes et provisoirement ceux qui sont étudiants en théologie dans un

des établissements reconnus par l'État, c'est-à-dire dans les séminaires. De cette façon, il laissait aux tribunaux le soin de décider si les prêtres réguliers sont compris dans la dénomination générale de ministres des cultes, et il excluait de la dispense les novices des corporations religieuses. Pour justifier cette restriction, il se tourna vers la droite et lui dit : « Vous voulez tout ! Vous ne voulez pas faire de concessions ! Vous voulez des privilèges ! »

Non, la droite ne voulait pas de privilèges ; elle voulait le maintien du régime appliqué depuis 1830. C'est assez dire qu'il y avait, pour rejeter l'amendement du ministre, un premier argument, un argument de tradition.

La loi de 1817 exemptait : « 1° les ministres des différentes religions ; 2° les étudiants en théologie. » En exécution de cette disposition, on avait toujours, conformément à des circulaires ministérielles et à une jurisprudence administrative presque constante, dispensé de la milice ceux qui se disposaient à entrer soit dans le clergé régulier soit dans le clergé séculier. On a objecté qu'en 1817 les ordres religieux étaient proscrits, et que dès lors la loi de cette époque ne leur était pas applicable. Mais ses termes sont généraux, et rien ne prouve que le gouvernement du roi Guillaume en eût restreint la signification, si les corporations religieuses avaient été tolérées. Aussi n'hésita-t-on pas, après la Révolution, à donner à la loi hollandaise le sens large qu'elle comportait.

À côté de cet argument, il y en avait un second, un argument de raison. Sur quoi est fondée l'exemption ecclésiastique ? Sur le caractère sacerdotal que l'Église considère comme incompatible avec la profession des armes. Or, ce caractère, le religieux en est revêtu comme le prêtre séculier. Deux systèmes étaient donc logiques : la dispense générale et le refus de toute dispense ; mais la dispense limitée n'était pas justifiable. Il importe du reste de ne pas oublier que la liberté des cultes exige que le sacerdoce puisse se recruter librement, et que mettre des entraves à ce recrutement, c'est porter au culte lui-même une atteinte des plus graves.

Enfin, un argument de nécessité se joignait aux deux autres. Les religieux sont les auxiliaires actifs et indispensables du sacerdoce séculier. D'une part, dans quelques diocèses, notamment dans le diocèse de Liège, ils occupent plusieurs cures et vicariats ; d'autre part, dans beaucoup de localités, le culte ne s'exerce d'une manière satisfaisante que grâce à leur concours, un grand nombre de postes de curés et de vicaires étant vacants d'une manière presque permanente. Nul au sur-

plus ne contestera sérieusement que sous le rapport de la charité, de l'enseignement, de la prédication et de l'administration des sacrements, l'Eglise n'a cessé de les considérer comme un des éléments les plus importants de son organisation, et que les fidèles recourent à leur ministère avec une persistance que rien n'a jamais pu rebuter.

On comprend après cela l'émotion qui s'empara de la droite, lorsque M. Pirmez énonça sa manière de voir. En vain le ministre s'écria-t-il « qu'il voulait pour l'entrée en religion la pleine liberté comme pour toutes les autres professions. » Accorder la liberté en principe et l'entraver en fait, c'est, on doit le reconnaître, se prévaloir d'une concession illusoire. Il y a deux libéralismes : celui qui accepte la liberté avec toutes ses conséquences, et celui qui, après l'avoir proclamée, en rejette les conditions d'existence. M. Pirmez appartient à ce dernier libéralisme qui, sous des apparences trompeuses, a partout opprimé l'Eglise.

Quelle est ici l'objection ? « Je veux, a dit M. Pirmez, je veux maintenir très-loyalement l'exemption qui doit servir à recruter le clergé que la loi reconnaît ; je ne puis étendre cette faveur aux aspirants aux ordres religieux que la loi ne reconnaît pas. » Ainsi, voilà dans un pays de liberté religieuse et de liberté des cultes, que l'autorité civile, distinguant entre les deux clergés, admet celui-là et repousse celui-ci ! M. Pirmez oublie que les ordres religieux sont protégés dans leur développement par la Constitution, que celle-ci n'a pas plus proscrit les prêtres réguliers que les prêtres séculiers, et que, le caractère sacerdotal appartenant aux uns comme aux autres, il est impossible de faire entre eux de différence.

On alla aux voix. La majorité de la gauche adopta l'amendement de M. Defré. Ce fait, en témoignant du progrès des idées antireligieuses chez nos adversaires, ne présage que trop ce que l'avenir nous réserve. 68 voix contre 29 maintinrent le principe de la dispense ; 49 contre 44 la restreignirent au clergé séculier. Nous indiquerons plus loin les conséquences de cette résolution.

Telle a été la session parlementaire sous son premier aspect. Je pourrais, pour compléter le tableau, mentionner le vote qui a supprimé le subsidé des Bollandistes. Mais ce n'a été là qu'un incident de nos luttes politiques. Je tiens cependant à dire que ce vote, je ne le regrette ni pour les Bollandistes, car j'aime mieux qu'ils s'appuient sur la liberté, ni pour la science, car elle prospérera malgré la gauche. Je le regrette pour le parti libéral qui, en donnant à ses haines le pas sur les intérêts d'une publication nationale et scientifique, s'est fait la risée de l'Europe ;

je le regrette pour M. Pirmez qui, en jouant dans cette affaire le rôle équivoque que j'ai mis ailleurs en lumière (1), a déconcerté ceux qui avaient le plus obstinément foi dans ses intentions ; je le regrette pour le pays, dont l'honneur était engagé à ne pas renier une de ses gloires intellectuelles ; je le regrette enfin pour notre avenir, car les cris sauvages qui ont retenti contre les jésuites à la tribune parlementaire, montrent le sort que nos adversaires chercheront tôt ou tard à infliger à la liberté.

II.

Ainsi, la guerre aux catholiques, si chère aux doctrinaires, a continué dans la dernière session, et elle a fourni à toutes les nuances du libéralisme un terrain d'entente. D'autre part, M. Frère, depuis que le centre gauche a disparu, se trouve, au moins à la Chambre, complètement maître de son parti, qui s'incline, en toutes circonstances, avec une docilité peu édifiante devant ses volontés despotiques.

Il semble donc que la situation du ministère devrait être plus forte que jamais. Et cependant, son chef a tellement abusé du pouvoir, qu'il s'est créé des difficultés variées et qu'il a suscité contre lui des mécontentements de toute espèce.

J'ai établi plusieurs fois déjà que tout l'effort de M. Frère avait consisté, pendant ces dernières années, à conquérir dans le gouvernement une autorité absolue. Entré en 1857 dans un cabinet que présidait M. Rogier, il a réussi à effacer petit à petit, puis à écarter tout à fait celui-ci ; il s'est successivement séparé des hommes importants de son opinion, qu'il a dégoûtés du pouvoir, après les avoir compromis à son contact, et il est arrivé de cette façon à s'assurer une position dont la prépondérance n'a plus été contestée et à réduire ses collègues au rang de *commis*. Mais cette victoire devait précisément fortifier l'ennemi le plus redoutable qu'il avait à combattre ; je veux parler de son propre caractère. Quand il était contenu par l'esprit pratique de M. Tesch, l'indépendance de M. Vandenpeereboom, les traditions gouvernementales et le prestige de M. Rogier, il rencontrait autour de lui des résistances qui l'empêchaient de commettre bien des fautes. Actuellement, il est débarrassé de tout frein. Or, il a trop de passions, et des passions trop violentes pour pouvoir, avec une telle suprématie, éviter les écueils en face desquels les propensions de sa nature le placent continuellement.

(1) *Le budget de la justice au Sénat Belge*, livraison de mars.

Deux qualités essentielles à l'homme d'État lui manquent : la première, c'est cette prudence qui sait, dans des limites raisonnables, déferer aux désirs de ses amis et même de ses adversaires ; la seconde, c'est cette délicatesse de procédés et cette mesure dans la forme qui souvent désarment et tempèrent bien des oppositions. Non-seulement il refuse les concessions, mais il le fait de manière à blesser ceux qui les réclament et à convaincre tout le monde qu'ils doivent céder à ses caprices. Le joug d'un tel orgueil finit toujours par devenir insupportable.

M. Frère s'est attiré trois sortes d'embarras ; des embarras parlementaires, des embarras financiers et des embarras extérieurs.

Je n'ai pas besoin de rappeler les causes de l'hostilité de la droite. Mais ce que je dois constater, c'est qu'il est parvenu à donner à cette hostilité des proportions inattendues. La droite méritait d'être ménagée ; car une fraction de ses membres, en votant tous les ans le budget de la guerre et le contingent militaire, assurait le succès de cette partie du programme ministériel. Or, le cabinet, en refusant de maintenir l'exemption des réguliers, a, sans motif sérieux, froissé les catholiques dans leurs susceptibilités les plus chères. Je dis sans motif sérieux, car il ne s'était produit dans le pays aucun mouvement d'opinion pour obtenir cette réforme. Aussi M. Thonissen a-t-il déclaré qu'on forçait par là la droite entière à repousser désormais les lois militaires. Il était impossible qu'à son point de vue, le ministère commît une maladresse plus grande ; car l'opposition au budget de la guerre ne peut tarder maintenant à réunir une majorité.

M. Frère a fait plus. Il s'est aliéné, par une succession d'actes injustifiables, le bon vouloir du Sénat et de plusieurs de ses amis les plus influents de la Chambre des représentants.

Je me suis occupé, il y a quelques mois, dans ce recueil (1), du rejet du budget de la justice par le Sénat en février dernier. On sait que ce budget, présenté de nouveau à la Chambre et adopté par elle dès le lendemain, retourna au Sénat où il passa, grâce à l'unanimité de la gauche. Quel que soit le jugement qu'il faille porter sur les conséquences du vote du 23 février, on a été assez généralement d'accord pour reconnaître que M. Frère a traité d'une façon inconvenante la haute assemblée. Faire effacer sa décision dès le 24 par la Chambre des représentants, accompagner ce procédé cavalier de paroles offensantes et de commentaires menaçants, exposer ainsi l'un des grands corps du pays à la risée publique, c'était s'attaquer directement à son honneur et à sa dignité, c'était

(1) *Le budget de la justice au Sénat belge*, livraison de mars.

semer des ressentiments qui, en grandissant dans l'ombre, ne pouvaient manquer de chercher une revanche. Le prince de Ligne lui-même, malgré sa condescendance pour le cabinet, n'a pas dissimulé la fâcheuse impression qu'il avait éprouvée : « Lorsqu'à la session de 1851-1852, » a-t-il dit, je fus appelé pour la première fois à l'honneur de la présidence, je pris l'engagement de tenir haut et ferme la bannière du Sénat » et la défense de ses attributions. J'ai donc déploré que dès le lendemain du vote du Sénat, le budget de la justice ait été représenté, » séance tenante, à la sanction de l'autre Chambre. J'ai regretté également que la discussion y ait été empreinte d'un caractère de blâme et » d'irritation envers ce grand corps de l'État. » Nul ne protesta contre ces graves paroles. Le Sénat, à la vérité, adopta le budget qu'il avait rejeté ; mais son irritation n'en subsista pas moins. On avait méconnu ses prérogatives : il devait désormais les défendre d'autant plus énergiquement qu'il avait paru un instant en abandonner les intérêts.

L'occasion s'offrit bientôt.

En 1859, les Chambres avaient voté une loi qui, tout en maintenant la contrainte par corps aussi bien en matière civile qu'en matière commerciale, en avait adouci sensiblement le régime. Cette loi n'avait donné naissance qu'à des réclamations isolées et sans valeur. Néanmoins en 1866, le ministère présenta inopinément un projet d'abolition radicale de cette voie d'exécution.

Le projet ne fut pas favorablement accueilli. Trois ans s'écoulèrent avant qu'il fût porté à l'ordre du jour de la Chambre. Une discussion approfondie s'engagea. Il en résulta clairement qu'une fraction nombreuse des amis du cabinet désirait que la contrainte par corps fût conservée pour les restitutions et les dommages-intérêts. Néanmoins, grâce à la pression ministérielle, l'abolition absolue l'emporta.

Au Sénat, les choses se passèrent autrement. On concéda à M. Bara l'abrogation de la contrainte en matière commerciale et à l'égard des étrangers. On la lui refusa pour les dommages-intérêts. Un amendement formulé dans ce sens fut adopté par 27 voix contre 14, et l'ensemble du projet ainsi modifié rallia 32 voix contre 9 abstentions.

La majorité était imposante, et elle traçait au ministère la conduite qu'il avait à suivre. Les deux Chambres consentaient à abolir la contrainte par corps dans le plus grand nombre des cas. C'était là pour M. Bara un succès considérable dont il aurait pu se contenter, et il semblait du devoir d'un gouvernement prudent et sage de ne pas heurter pour le surplus les sentiments du Sénat presque entier et de libéraux aussi peu suspects que MM. Barbanson et Tesch. Dix ans avaient suffi

pour concilier le parlement à une réforme fondamentale de la loi de 1859 ; les partisans de l'abolition radicale pouvaient donc, avec une confiance que le passé justifiait, charger l'avenir du soin d'achever l'œuvre commencée.

Tout autre fut l'attitude du ministère. On a prétendu qu'à la suite du vote du Sénat, M. Bara avait donné sa démission : je n'en crois rien. Toujours est-il que M. Frère, profondément irrité de ce que l'une des Chambres se fût permis de contrarier la volonté ministérielle, décida qu'aucune concession ne serait faite. Il annonça, en conséquence, que M. Bara resterait à son poste, et que le cabinet maintiendrait son premier projet.

Il y avait là de sa part une double faute : la première, c'était de rendre inévitable, soit l'humiliation du Sénat, soit un conflit entre les deux branches de la représentation législative ; la seconde, de ne tenir aucun compte des préoccupations de plusieurs de ses adhérents les plus dévoués. A ces deux fautes, M. Frère, poussé par son orgueil, en ajouta une troisième. La section centrale de la Chambre avait donné son assentiment au projet du Sénat et il devenait possible que ce projet fût accepté en séance publique. M. Frère posa aussitôt la question de cabinet. Jamais jusqu'ici, dans aucun pays parlementaire, un ministère n'avait songé à faire d'un débat, roulant sur une question de législation civile, un débat politique : c'était soumettre la majorité à une violence sans précédent. La question ministérielle posée, beaucoup de membres reculèrent devant un vote d'opposition, et l'abolition radicale fut de nouveau adoptée : la gauche toute entière, à l'exception de quatre de ses membres qui la repoussèrent et de quatre autres qui s'abstinrent, se rangea à l'opinion du cabinet.

Pour la seconde fois, à quelques mois de distance, M. Frère avait annulé une décision du Sénat. Mais ce sont là des victoires qui coûtent souvent plus cher que des défaites et surtout que des transactions honorables. Non-seulement le Sénat allait persister dans sa première résolution ; mais une portion de la gauche à la Chambre était profondément ulcérée d'avoir dû, dans une question étrangère à la politique, voter contre sa conscience. M. Rogier s'était, pendant la discussion, rendu l'organe de ces mécontentements dans des termes qui auraient fait réfléchir tout autre ministre que M. Frère : « Que M. le » ministre de la justice, s'écria-t-il, me permette de le lui dire : il s'est, » selon moi, montré trop absolu dans cette affaire ; j'aurais voulu le » voir tendre une main à une transaction qui, sans entamer profondé- » ment le principe de la loi, eût été une satisfaction et pour les

» membres de la Chambre qui n'ont pas accepté la loi dans toute son étendue, et aussi pour une autre branche du pouvoir législatif, pour le Sénat. Dans la Chambre, chacun de nous jouit de la même indépendance; il faut bien admettre que, dans les questions qui n'ont pas de caractère politique marqué, il existe des divergences d'opinions entre le ministère et ceux qui le soutiennent d'habitude. Eh bien, je trouve qu'on n'a pas fait assez pour donner satisfaction aux scrupules de quelques-uns des amis du ministère. »

Dira-t-on que ces paroles s'adressaient à M. Bara? Mais M. Frère s'était rendu solidaire de son collègue de la justice. Si M. Bara ne s'était pas senti soutenu, il eût évidemment prêté les mains à une entente.

M. Frère, armé du second vote de la Chambre, comptait qu'il aurait facilement raison du Sénat. Il se trompait. Plusieurs libéraux dissidents cédèrent; mais d'autres refusèrent de livrer au cabinet la dignité de l'assemblée. On essaya alors d'une transaction. Le ministre fit des propositions dérisoires. L'opposition lui offrit, tout en persistant dans son sentiment quant aux dommages-intérêts, de stipuler que la loi serait révisée dans la session de 1871-1872. Elle lui dit : « Nous acceptons l'abolition presque complète de la contrainte par corps; nous ne sommes en désaccord que sur un point; eh bien, sur ce point-là, nous consentons à ce que notre opinion ne triomphe que provisoirement et à ce que le parlement l'examine de nouveau dans deux ans. » Rien n'était plus raisonnable. M. Frère repoussa cette transaction avec hauteur; mais au vote, il fut battu par 30 voix contre 24.

Il ne lui restait constitutionnellement qu'un de ces trois partis à prendre : ou retirer la loi, ou dissoudre le Sénat ou déposer sa démission. Mais aucun d'eux n'eut son assentiment. Il se raidit contre l'insuccès, et il persista à vouloir que la haute assemblée courbât la tête.

Pour justifier cette attitude, il se retrancha derrière le sophisme suivant : « Il y a conflit, dit-il, entre les deux branches du pouvoir législatif, et, la volonté de la Chambre étant aussi respectable que celle du Sénat, il n'y a pas de raison pour que la seconde l'emporte sur la première. » Mais si le projet du Sénat avait été rejeté à la Chambre, c'était uniquement parce que M. Frère y avait posé la question de cabinet. Lui seul par conséquent avait fait naître le conflit, lui seul le prolongeait, et dès lors il n'était pas fondé à l'invoquer pour couvrir son obstination.

Quoiqu'il en soit, à peine la transaction sénatoriale avait-elle été renvoyée aux sections de la Chambre, que M. Guillery proposa de sus-

pendre, jusqu'au 1^{er} mars 1870, la loi sur la contrainte par corps, actuellement en vigueur. Le cabinet se rallia à cette proposition, et la gauche entière l'adopta. Ainsi, d'une part, la Chambre, par un manque d'égards inconcevable, n'examinait même pas le moyen de conciliation formulé par le Sénat, et, d'autre part, elle maintenait un principe deux fois rejeté par lui. Il est vrai que la loi de M. Guillery devait cesser ses effets dans quelques mois. Mais, si le Sénat jugeait cette loi mauvaise, il ne pouvait l'admettre ni provisoirement, ni définitivement, et, en l'acceptant, il eût posé un précédent dont on se fût armé l'année prochaine avec avantage contre lui.

Ainsi, pour la *troisième* fois, dans l'espace de *deux* mois, le gouvernement prétendait imposer, sur une question de droit civil, sa volonté au Sénat. Nulle part, je crois, dans les pays constitutionnels, la tyrannie ministérielle n'avait encore atteint un tel excès et témoigné de telles exigences. Le Sénat cependant ne se rebuta pas, et il essaya d'une nouvelle transaction, aussi acceptable que la précédente. MM. Barbançon et de Rasse demandèrent, par un projet de loi qu'ils se hâtèrent de déposer, que la contrainte par corps fût définitivement abrogée dans tous les cas sur lesquels l'accord existait entre les deux Chambres, et que les autres cas fussent réservés. A l'appui de ce projet, M. Barbançon fit entendre, dans son exposé des motifs, les plus fières paroles : « S'il pouvait se produire, s'écria-t-il, un régime dans lequel il faudrait, » comme législateur, et pour ne pas paraître intraitable, abdiquer au » commandement de sa conscience et de sa raison, courber la tête et » l'intelligence *devant l'ordre ou le caprice d'une personnalité*, je le » déclare fort nettement, jamais je ne subirai ni la honte ni l'humiliation d'un tel abaissement. » L'ordre ou le caprice d'une personnalité ! ils sont rares, sur les bancs de la gauche, ceux qui osent ainsi parler du maître !

On aborda la discussion. MM. Frère et Bara n'osèrent plus y intervenir : ils chargèrent M. Pirmez de ce soin. M. Pirmez est l'adversaire de l'abrogation complète de la contrainte par corps, et il partage les idées de la majorité du Sénat ; cependant ce fut lui qui accepta au nom du gouvernement la mission de combattre à outrance la loi de M. Barbançon ! Il semble en vérité que, sous l'influence délétère de M. Frère, le trouble se produise, au sein du parti libéral, dans les consciences et les caractères, et qu'il y oblitère les notions les plus élémentaires de la moralité politique. Malgré les efforts de M. Pirmez, le gouvernement fut battu par 50 voix contre 24. Le prince de Ligne s'abstint, et, à l'appui de cette abstention, il déclara qu'il n'avait pas voulu voter contre

le projet de M. Barbanson, « pour ne pas adhérer à la pression exercée » sur le Sénat par l'autre Chambre, en lui renvoyant sans transaction » suffisante et pour la troisième fois un projet rejeté. » Il eût été difficile de formuler en termes plus nets la condamnation du ministère.

En présence de ce vote, que fit M. Frère ? Il clôtura la session législative. Ainsi, pour châtier le Sénat d'avoir osé amender la loi du gouvernement, il retient en prison les débiteurs étrangers ou commerciaux qu'on était unanimement d'accord pour élargir ! Il n'y a qu'un mot pour qualifier une telle conduite : c'est de la démence !

J'ai raconté cette affaire avec quelque détail, parce que les défauts de M. Frère y ont éclaté dans tout leur jour. On a pu se convaincre que, sans profit, il s'était attiré des inimitiés qu'il lui aurait été aisé de conjurer. Il a voulu humilier le Sénat ; plusieurs libéraux de la Chambre ne l'ont suivi qu'à leur corps défendant ; il a fait sentir à tout le monde la pesanteur de son joug. Et cependant, il n'entend pas quitter le pouvoir ! Situation anormale, il faut en convenir : qu'on s'adresse aux membres de la gauche individuellement et l'on sera étonné de l'antipathie qu'ils lui témoignent ainsi que du nombre et de la force des griefs qu'ils formulent contre lui ; il est brouillé avec trois de ses anciens collègues, tous trois hommes considérables, MM. Rogier, Tesch et Alph. Vandenpeereboom ; il a fait des sorties indignes contre M. Barbanson ; et il reste ministre ! J'en suis convaincu : il ne manque aux mécontents qu'un chef qui ait le courage de se mettre à leur tête. Si ce chef se montre, l'idole sera brisée.

Je dis l'idole, mais je constate immédiatement qu'à un autre point de vue, son prestige s'est bien affaibli dans la dernière session. On répétait avec complaisance : « Au moins M. Frère est-il un grand financier ! les recettes dépassent constamment les dépenses ! » Mais voilà que tout à coup on apprit qu'il y avait un déficit de huit millions ! La chose était d'autant plus grave, que, pour enlever d'avance à ses successeurs éventuels tout excédant de ressources, M. Frère avait eu soin d'engager l'avenir ! Je sais qu'il a expliqué ce déficit par les circonstances. Je sais aussi qu'il a trouvé facilement un expédient pour sortir de la difficulté. Mais ce qui est certain, c'est qu'on croyait nos finances à l'abri des vicissitudes et que maintenant cette confiance, on ne l'a plus.

Ainsi à l'intérieur, M. Frère se heurte à des embarras de tout genre dont il est la seule cause. Plût à Dieu qu'il ne nous en eût pas suscité d'autres ! Affaiblir les éléments de notre vitalité constitutionnelle, c'était déjà pratiquer une politique déplorable. Mais cette politique ne lui

a pas suffi : sous l'impulsion de son orgueil désordonné, il a réussi à faire planer sur notre nationalité le ressentiment de la France.

On se rappelle comment sont nés nos démêlés avec nos voisins du midi. Au mois de décembre dernier, le bruit courut que le chemin de fer du Luxembourg allait être cédé à l'Est français, et que M. Tesch était l'un des agents de la négociation. Le cabinet, interpellé immédiatement à la chambre, déclare qu'il ne permettrait jamais un pareil traité. Quelques semaines après, on apprit que les deux compagnies avaient signé une convention de cession. La colère de M. Frère fut sans bornes : se croyant bravé, il procéda avec éclat, présenta inopinément aux Chambres un projet de loi interdisant toute cession de concessions de chemins de fer sans l'autorisation du gouvernement, déclara que ce projet était commandé par un intérêt national de premier ordre, le fit adopter d'urgence sans qu'un examen eût été pour ainsi dire possible, et le revêtit d'un caractère, bien marqué, d'hostilité à la France.

En aucune hypothèse, la loi n'était justifiable en tant qu'elle prohibait les cessions entre compagnies belges. Pour le surplus, il est difficile de se prononcer sur son mérite, le mystère qui a pesé sur toute l'affaire dès le commencement n'ayant pas encore été pénétré. Mais ce qui est indéniable, c'est que M. Frère a eu le tort très-grave de contrarier les desseins de la France sans y mettre de ménagements. Un intérêt français, dont l'importance était suffisamment révélée par la persistance avec laquelle on poursuivait la réalisation de la cession, était engagé dans la question, et il n'était pas à présumer que le gouvernement de l'empereur Napoléon désertât le soin de cet intérêt. Dans de telles circonstances, faire voter brusquement, avec une solennité inusitée, une loi destinée à ruiner des espérances obstinées, l'entourer des commentaires du rapport de M. Orts et de la brochure de M. Defré, c'était se donner les apparences d'un défi. De deux choses l'une : ou M. Frère a pressenti les complications qui allaient naître, et alors il a manqué de tact et de prudence, ou il ne les a pas prévues, et alors il s'est montré dépourvu de toute perspicacité politique. Les déclamations patriotiques sont ici hors de saison. Le bon sens enseigne que, surtout à l'époque actuelle, c'est une obligation stricte pour les petits États de ne pas s'attirer le mécontentement des grands empires. Au lieu de prendre des allures provocatrices, il fallait négocier.

Quoi qu'en dise M. Frère, il n'échappera pas à ce premier reproche. Il en mérita bientôt un second. La France s'étant fâchée, il crut devoir se rendre de sa personne à Paris, et il y resta plusieurs semaines. Cette démarche froissa vivement le sentiment national, qui se révolta de voir

le chef du cabinet belge aller faire antichambre chez M. Rouher et M. de Lavalette, à l'exemple des ministres des petits États de l'Allemagne qui gravitent autour de M. de Bismark. Toute la conduite de M. Frère peut se résumer en deux mots : il fut trop raide au début et trop humble dans la suite.

Les négociations se prolongèrent d'une façon inquiétante. On ne tarda pas à acquérir la certitude que la France voulait des concessions et qu'il fallait lui en faire. M. Frère, malgré son aveuglement habituel, finit par s'en apercevoir et il présenta des bases d'arrangement. Ces bases furent rejetées. Vingt fois les pourparlers furent sur le point de se rompre. Enfin, la pression des puissances sur le cabinet belge amena le 9 juillet une solution qui, sans ratifier les traités de cession, en consacre l'équivalent.

La Compagnie de l'Est a désormais la faculté d'organiser des trains de transit à travers toute la Belgique jusqu'à la Hollande et même jusqu'à Rotterdam. Il est vrai que, de Pepinster à Ans, les trains seront conduits par l'administration belge. Mais, si les traités de cession avaient été confirmés, il y aurait eu également solution de continuité entre ces deux localités. D'ailleurs, en cas de guerre contre la Prusse, la Belgique serait évidemment incapable d'empêcher des convois portant des munitions et des troupes françaises de dépasser Pepinster; en fût-il même autrement, ces dernières pourraient aisément, par d'autres voies que le chemin de fer de l'État, rejoindre à Ans la ligne du Liégeois-Limbourgeois. Les choses étant telles, il est exact de dire que la convention du 9 juillet contient une aggravation des traités de cession. Ces traités n'impliquaient pas l'établissement de trains de transit vers la Hollande, puisque de Pepinster à Ans le chemin de fer est entre les mains du gouvernement belge, et que celui-ci n'était pas partie aux marchés entre l'Est et la Compagnie du Luxembourg.) De plus, d'autres voies de transit se dirigeront vers Anvers, et la France les utilisera évidemment, le cas échéant, dans un but politique et militaire. Le seul avantage résultant pour la Belgique de la convention du 9 juillet, c'est que les traités de cession restent non avenus. Mais, on l'a vu, cet avantage est purement illusoire et M. Frère seul y trouvera une victoire. Les cris de triomphe de M. Hymans sont donc hors de mise, et il demeure acquis que M. Frère a livré à la France les lignes stratégiques du pays, et que, selon l'expression d'un journal de Paris, il lui a assuré pour ainsi dire une nouvelle frontière, qui fermera à la Prusse l'entrée par la Meuse.

La physionomie qu'avait prise l'affaire imposait peut-être à la Belgique l'obligation d'accepter l'arrangement que la France voulait. Mais la res-

pensabilité de cette obligation remonte tout entière à M. Frère. C'est lui qui, en froissant la France, a été le véritable auteur de ses exigences; s'il n'avait pas posé des actes de bravade impardonnables, la dignité et la neutralité de la Belgique n'eussent vraisemblablement pas été compromises. Dira-t-on que, sans la loi sur les cessions de chemins de fer, la ligne du Luxembourg passait aux mains de l'Est français, en vertu de la convention intervenue entre les deux Compagnies? Je suis loin de prétendre que cette convention dût être approuvée par le ministère belge; mais, ce que je soutiens, c'est que celui-ci devait entamer une négociation avec la France, et que la France eût été probablement plus accommodante, si elle n'avait pas été atteinte dans son honneur par une loi, qui, je le répète, s'était présentée comme un défi.

L'humiliation de la Belgique, tel est donc le premier résultat de la déplorable campagne de M. Frère, et, si quelque chose doit surprendre, c'est que le chef du cabinet, après l'arrogance qu'il avait déployée, ait eu le courage d'approuver l'acte qui atteste sa défaite.

Mais sa campagne a eu un second résultat bien plus grave. Ça été de surexciter le mécontentement de la France contre nous. Bien aveugles, en effet, sont ceux qui se figurent que le différend entre les deux pays est complètement aplani! L'empereur Napoléon est persuadé que les dispositions de la Belgique lui sont contraires. Il se trompe évidemment, et il ne devrait pas confondre, avec les sentiments de nos populations, les intempérances de la personnalité de M. Frère et les haines de quelques journalistes. Mais enfin, ceux qui sont en position de connaître les préoccupations du gouvernement français, ne me contrediront pas. Ce dont Napoléon III se plaint, c'est d'avoir à ses frontières une Belgique hostile : ce qu'il veut, c'est une Belgique amie. En jetant les yeux sur la carte, on se convainc qu'en cas de guerre avec la Prusse, la France devrait diriger ses armées vers Coblenz par le grand-duché de Luxembourg. Or, ce qu'elle craint pour cette hypothèse et ce qu'elle entend empêcher, c'est d'être menacée sur ses derrières par une armée belge s'appuyant sur la forteresse d'Anvers. Il faut donc s'attendre à ce qu'elle cherche à entraîner la Belgique dans une alliance assez étroite pour ne pas avoir à redouter une telle éventualité. Une première garantie lui a été donnée par la convention du 9 juillet; mais cette garantie ne lui suffit pas; elle en réclamera bientôt d'autres, et alors se posera en première ligne la question de l'union douanière.

J'ajoute deux autres observations :

Des personnes bien informées affirment que M. Frère, lorsqu'il a rédigé sa loi sur les cessions de chemins de fer, n'a pas été guidé par

le souci de l'honneur national. Il a voulu, assure-t-on, sous l'apparence d'une grande nécessité patriotique, empêcher les Compagnies belges de se fusionner et de parer aux fâcheuses conséquences naissant pour elles de l'abaissement des tarifs, les mettre dans l'impossibilité de soutenir la concurrence contre les lignes du gouvernement, les réduire aux abois et arriver ainsi aisément au rachat de tout le réseau de nos chemins de fer. Les paroles suivantes du rapport présenté récemment aux actionnaires par le Conseil d'administration de la Compagnie du Luxembourg, viennent à l'appui de cette conjecture : « Les explications, a dit le Conseil, que nous avons à vous donner, ne correspondent pas du tout avec » celles qui ont été données par le gouvernement belge aux Chambres. » Nous nous proposons à la première occasion de vous convoquer » pour examiner l'arrangement avec la Compagnie de l'Est français, » quand notre devoir sera de vous rendre compte de tout ce qui s'est » passé. » Si tout cela est vrai, quelle n'aurait pas été l'imprévoyance de M. Frère ! Jamais il n'aurait mieux justifié ce jugement qu'a porté de lui M. Guizot : « Ce n'est qu'un avocat ; il n'a d'autre horizon que celui de son pays, et je crois même qu'il n'en a pas d'autre que celui de son parti. »

La seconde observation, c'est que M. Frère est parvenu dans cette affaire, comme dans toutes les autres, à blesser plusieurs de ses amis politiques. En représentant la cession à l'Est français comme contraire à la dignité nationale, il a indirectement accusé M. Tesch qui l'a préparée, de parjure envers la Belgique. En allant à Paris poursuivre une négociation qui relevait des départements des Affaires Étrangères et des Travaux Publics, il a humilié et ridiculisé MM. Vanderstichelen et Jamar.

III.

L'histoire enseigne que les ministres arrivés au faite du pouvoir, qui se laissent égarer par leur orgueil et leur soif de domination, préparent eux-mêmes leur perte. Ce qui précède semble donner à cette vérité une confirmation nouvelle.

Chose incroyable ! M. Frère cède tellement à la pente de sa nature, qu'il ne sait plus ni poser un acte, ni faire une démarche, ni prononcer un discours sans s'attirer des difficultés. Sa politique peut se caractériser d'un mot : il faut qu'on lui obéisse ! La moindre contradiction le plonge dans un état d'irritation qui se révèle par des gestes désordonnés, des paroles excessives et un ton d'emportement dont le moindre inconvénient est d'accuser un manque complet d'éducation. Il n'admet

la sincérité d'aucun scrupule, d'aucune conviction capable d'entraver ses desseins. Il a blessé la France, le Sénat, ses anciens et ses nouveaux collègues, une fraction de la gauche à la Chambre, et je suis tenté d'ajouter le roi. Sans doute, il est difficile de se rendre exactement compte de la pression qu'il exerce sur la couronne. Cependant divers indices ne permettent pas de la révoquer en doute. On se souvient que les Chambres ont repoussé l'abolition de la peine de mort. Or, M. Bara, — et chacun sait que quand M. Bara parle, c'est que M. Frère lui a ouvert la bouche, — M. Bara, dis-je, a déclaré, confisquant ainsi à son profit la prérogative royale, que sous son ministère la peine de mort ne serait pas appliquée. Plus récemment, après le rejet par la Chambre haute du budget de la justice, le cabinet s'est réuni le soir même sous la présidence du roi : évidemment c'était M. Frère qui avait convoqué le souverain et qui a dicté le programme à suivre. Plus récemment encore, l'*Écho du Parlement* a annoncé qu'à la suite du vote du Sénat sur la contrainte par corps, M. Bara avait remis sa démission au roi, et, quelques jours après, M. Frère a appris à la Chambre que le *conseil des ministres* avait refusé cette démission ! On peut juger d'après cela de la dépendance dans laquelle il a placé la royauté.

Un dernier aspect caractérise la situation. La Belgique est un pays foncièrement catholique : M. de Brouckere constatait dernièrement à la tribune parlementaire que nos populations étaient surtout préoccupées des intérêts religieux, que la première chose qu'elles réclamaient partout, c'étaient des églises et des presbytères et qu'elles entendaient assurer le service du culte avant celui de l'enseignement.

Si tels sont les sentiments de la nation, n'est-ce pas un fait anormal qu'elle soit gouvernée et administrée par des ministres et des fonctionnaires, qui, tant comme hommes publics que comme hommes privés, sont les adversaires de l'Église et les contempteurs de la religion ?

Ce fait n'a qu'une explication possible ; c'est que le régime parlementaire, le gouvernement du pays par le pays n'existe plus chez nous. Nous avons le gouvernement personnel ; seulement c'est celui d'un ministre, et ce gouvernement-là est mille fois pire que le gouvernement personnel d'un souverain ; car le ministre ne règne que dans l'intérêt d'un parti ou d'une coterie, tandis que le souverain a des visées plus hautes. J'entends souvent les libéraux s'élever contre le régime actuellement en vigueur en France ; mais je n'hésite pas à déclarer que le Corps législatif français exerce sur le pouvoir une action plus efficace que le parlement belge. Comment en serait-il autrement, alors que le parti

libéral tout entier à la Chambre et la grande majorité de la gauche au Sénat suivent docilement les ordres de M. Frère, et que, par cela seul que la droite professe une opinion, elles adoptent immédiatement l'opinion contraire (1) ?

Je ne puis, on le comprend, énumérer tous les hommes politiques qui, dans ces derniers temps, ont embotté obséquieusement le pas de M. Frère. Mais le poste élevé qu'occupe le ministre de l'intérieur m'oblige à le mentionner spécialement. De grandes espérances avaient salué l'avènement de M. Pirmez aux affaires ; il avait dans la Chambre et dans son parti une position éminente. Les espérances, il ne les a pas justifiées ; la position, il l'a perdue. La mission à laquelle ses antécédents le conviaient, c'était de ramener le gouvernement dans les voies de la modération. Non-seulement il n'a pas rempli cette mission, mais il a cherché visiblement à calmer les défiances des ultra-libéraux, en prenant vis-à-vis de la droite une attitude agressive et grossièrement sarcastique. Au lieu de pratiquer une politique large et nette, une politique de principes, il a eu recours, en toutes circonstances, à des expédients qu'il a eu soin, pour prévenir ou atténuer le mécontentement d'une portion de ses amis, d'accompagner de commentaires insultants pour l'opposition et le clergé. Malgré des qualités remarquables, l'épreuve du pouvoir lui a été absolument défavorable : les libéraux comme les catholiques sont d'accord pour ne plus voir en lui qu'un légiste et un caractère médiocre.

Peut-être s'étonnera-t-on de la longanimité avec laquelle le pays supporte l'état de choses si contraire à ses traditions et à ses convictions, que je viens de retracer. La raison en est que d'ordinaire un peuple ne se remue que quand la liberté individuelle des citoyens est menacée ou que la persécution religieuse ne permet plus au culte de se célébrer. Hors de là, il faut, pour qu'il renonce à sa patience et qu'il s'ébranle, qu'on organise dans ses rangs un de ces mouvements vastes et féconds dont jusqu'ici les catholiques n'ont pas donné le signal. M'objectera-t-on que le corps électoral reste en majorité libéral ? mais, outre qu'une partie de ce corps est loin d'être libre dans ses votes, il ne représente plus, tel qu'il est maintenant composé, le pays pris dans son ensemble. N'oublions pas au surplus que M. Frère a appelé à son aide deux auxiliaires

(1) Dans la discussion sur la contrainte par corps au Sénat, M. Forgeur s'est écrié en s'adressant à la droite : « Nous n'avons plus notre liberté, mais c'est précisément à cause de votre unanimité. » Donc, quand la droite se range unanimement du côté de la raison, du bon sens et de la justice, la gauche doit répudier tout cela !!!

puissants : d'une main, il soulève avec M. Bara le drapeau du progrès ; de l'autre, il agite le drapeau anti-clérical et il se concilie ainsi tous les éléments mauvais de la nation qui, au moyen de la presse et des associations, organisent de toutes parts leur propagande et paralysent les honnêtes gens en les frappant de crainte.

Quoiqu'il en soit, la situation dont nous souffrons ne peut durer indéfiniment : tout le monde le sent et tout le monde le dit. *L'Écho du Luxembourg*, organe de M. Tesch, représentait naguère la retraite du cabinet comme inévitable. Seul, M. Frère demeure sourd à la voix publique qui le somme de déposer son portefeuille. Il avait fait lui-même de la contrainte par corps une question politique. Dès lors, après son triple échec au Sénat, il ne pouvait plus dignement rester aux affaires. On le lui a crié de tous les côtés ; mais il n'a rien voulu entendre ! Cependant le conflit subsiste, et il faudra bien lui donner une solution à la session prochaine. D'autre part, l'arrangement avec la France a singulièrement affaibli M. Frère qui ne s'affranchira pas du reproche d'avoir conduit la Belgique aux bords d'un abîme, et de l'avoir obligée, pour ne pas y tomber, à demander grâce. Ces échecs aussi graves que nombreux rendaient, aux yeux de tous, sa retraite inévitable. Lui seul ne l'a pas compris.

Une telle obstination prolongera peut-être quelque peu son existence ministérielle ; mais, plus sa chute tardera, et plus le pays s'avancera vers une crise.

Je ne parle pas des dangers extérieurs qui, cependant, sont graves et que favorise la désaffection semée par le ministère. Je parle des complications intérieures que nos gouvernants sont les seuls à ne pas prévoir. Le suffrage universel et l'abolition de la conscription feront en effet des progrès d'autant plus rapides que M. Frère s'opiniâtrera davantage à conserver le pouvoir. Il faut ne pas connaître les catholiques des provinces pour ne pas savoir que chaque jour de nouveaux prosélytes se rangent autour de ces deux causes. A la Chambre, la droite entière votera désormais contre le budget de la guerre et le contingent annuel. Au dehors, les catholiques seront fatalement portés à organiser sur ces questions une agitation populaire. Je me garderai bien de dire que je le regrette. L'abolition de la conscription mettra seule un terme aux exagérations militaires de notre époque, et, quant au suffrage universel, il est en train de faire le tour du monde. Mais je ne dissimulerai pas non plus que de telles réformes, en modifiant l'assiette du pays, lui ouvriront des perspectives toutes nouvelles et qui ne seront pas exemptes de difficultés.

Une seule chose pourrait retarder la crise qui s'annonce : c'est la retraite de M. Frère ; mais celle-ci ne suffirait pas. Car qui, dans l'état



actuel des choses, accepterait sa succession ? La droite n'a pas la majorité dans le parlement et la gauche s'est tellement inféodée à l'impérieux ministre et compromise en le soutenant, qu'un autre cabinet pris dans son sens ne se constituerait qu'avec beaucoup de peine et n'aurait guère de raison d'être.

C'est assez dire que la dissolution des Chambres devrait accompagner la démission de M. Frère ; mais cette dissolution ne sera elle-même une issue que si elle est proposée par un ministère impartial qui retirera du travail électoral la main de l'administration. Le roi aura là une excellente occasion de revenir à son programme d'avènement et de le faire prévaloir ; c'est à lui de montrer qu'il a assez de caractère pour en relever les débris.

Je le répète donc : une crise ou une dissolution des Chambres par un cabinet indépendant, telles sont les deux alternatives entre lesquelles oscille la situation : il n'y en a pas d'autres.

Mais, quelle que soit celle de ces alternatives qui l'emporte, M. Frère devra abandonner son portefeuille. Depuis qu'il gouverne sans contrôle et sans contre-poids, il s'est perdu. Sans doute, il a des connaissances variées et des talents oratoires que nul ne songe à contester. Mais j'ai déjà fait remarquer qu'il est dépourvu des qualités du véritable homme d'État. J'ajoute qu'il lui manque aussi une qualité particulièrement essentielle, dans les circonstances du moment, à l'homme d'État belge : il n'a pas l'esprit national ; il n'a que l'esprit de parti.

Depuis la guerre d'Italie et la guerre d'Allemagne, l'avenir des petits États est précaire : il ne peut se consolider que par une politique d'union. Or, c'est précisément cette politique-là dont M. Frère ne veut pas : ce qu'il cherche, c'est à diviser de plus en plus les populations, en faisant perdre aux catholiques la plupart des avantages que leur procurait notre nationalité. Un pays déchiré par les luttes intestines, s'appuyant avec plus ou moins de confiance sur une prétendue armée de 100,000 hommes et une forteresse qui n'est pas défendable, voilà ce que M. Frère oppose à l'étranger. Un pays plus faible par son armée, mais invincible par son union et son patriotisme, voilà ce que réclame l'intérêt public.

En vain le parti libéral s'écrie-t-il : Contre les périls extrêmes nous serons tous unis ! A Dieu ne plaise que je croie les catholiques capables d'appeler l'étranger ; mais je sais aussi que les injustices et les violations de droits systématiques, outre qu'elles encouragent les agressions de l'extérieur, attiédisent le patriotisme et lui enlèvent cet élan et cette vigueur qui seuls font d'une petite nation un grand peuple !

CH. WOESTE.

LE CHEMIN DE FER DU PACIFIQUE.

Nous nous sommes extasiés souvent devant les monuments grandioses de l'antiquité. Notre siècle n'a rien à envier à ces merveilles ; peut-être même les dépasse-t-il. Tandis que les Hollandais, qui ont déjà desséché le lac de Haarlem, vont combler les deux tiers du Zuyderzee ; qu'une compagnie anglaise médite d'établir un tunnel sous la Manche ; que des ingénieurs français proposent de jeter un pont gigantesque entre la France et l'Angleterre ; que d'aventureux industriels songent à mêler les flots de l'Atlantique et du Pacifique en coupant le Darien, — des voies ferrées commencent à grimper le long du mont Cenis ; M. de Lesseps va inaugurer l'ouverture du canal de Suez, et les Anglo-Américains viennent de terminer une des entreprises les plus colossales qu'aient pu concevoir le génie humain : je veux parler du chemin de fer du Pacifique.

Les journaux ont annoncé l'achèvement de cette grande ligne qui traverse le continent de l'Amérique du Nord et relie la côte de l'Atlantique avec la côte de l'Océan Pacifique. Il ne sera pas sans intérêt, croyons-nous, de faire ressortir en quelques mots les causes qui ont amené l'établissement de ce vaste chemin de fer, les obstacles qu'il a fallu vaincre pour le construire et les services qu'il est appelé à rendre, non-seulement au commerce et à l'industrie, mais à la cause générale de la civilisation.

Les États-Unis, dont le territoire comprend plus de la moitié de l'Amérique du Nord, n'avaient pas eu de peine à fixer leur pouvoir et à établir leurs institutions dans le pays des plaines, où le même sol, les mêmes conditions climatiques et des communications faciles indiquaient en quelque sorte que devait vivre un même peuple. Cependant, même dans ces limites, le colon n'avait guère franchi le Missouri, arrêté qu'il était, dans son désir de pousser jusqu'aux Montagnes-Rocheuses, à la fois par des savanes interminables, par d'impénétrables forêts, et surtout, par des Indiens farouches, qui défendaient avec désespoir leurs libres déserts contre l'envahissement des « visages pâles. » De plus,

entre les Montagnes-Rocheuses et les plages de l'Océan Pacifique, existe une contrée que sa situation paraissait devoir soustraire à la domination américaine : c'est la Californie. L'aspect en est sauvage ; entourée par une chaîne de montagnes presque infranchissables, et par des forêts d'arbres gigantesques, il semble que la nature se soit plu à la rendre inabordable. En considérant les troncs pressés des sapins, les formidables bastions des rochers et les neiges qui les couvrent, on cesse d'être surpris que, pendant trois cents ans, le commerce ait fait, pour les éviter, un détour considérable, et qu'il ait passé par l'isthme de Panama et même par le cap Horn.

Sans doute, quelques pionniers isolés, téméraires colons du désert ou chercheurs d'or, s'étaient aventurés dans ces parages solitaires ; mais ils n'y étaient pas à demeure fixe. Plus tard, les Mormons, chassés des prairies, posaient au bord du Lac Salé les fondements de leur ville sainte. Le Kansas et le Nebraska, vastes provinces que beaucoup d'entre nous connaissent à peine de nom, commençaient à se coloniser, et les *Settlers* de l'Ouest, dont l'audace égale l'opiniâtreté, établirent des relations fréquentes avec la Californie.

Enfin, la découverte des mines arracha ces sombres vallées à leur isolement. Les chercheurs d'or n'avaient qu'une seule pensée, arriver le plus tôt possible aux lieux enchantés où les appelait la convoitise, et les défilés des Montagnes-Rocheuses étaient le plus court chemin pour y arriver. On remarquait en même temps que cette contrée n'avait pas seulement des richesses minières, mais que la fertilité de son sol était merveilleuse, et qu'elle offrait des facilités commerciales à nulles autres pareilles, grâce au voisinage d'une mer qui baigne à la fois ses côtes et celles de la Chine et du Japon.

Le seul moyen praticable de voyage consistait dans les convois de caravanes ; mais il était dispendieux, peu sûr et irrégulier. Un chemin de fer venait d'être tracé entre San-Francisco et Sacramento. Ce fut un trait de lumière. On conçut le hardi projet de relier Sacramento à Omaha, point extrême du chemin de fer de l'Atlantique, c'est-à-dire de franchir un espace d'environ 700 lieues (1721 milles) à travers des obstacles regardés jusqu'alors comme insurmontables.

Nous avons dit quelle était la nature du terrain où le tracé de la nouvelle voie ferrée allait courir, et quelles difficultés allaient opposer au travail des ouvriers les abîmes et les pentes des Sierras, les avalanches formées par les neiges amoncelées, les rochers à pics, les lianes inextricables, et, par-dessus tout, l'inclémence d'un climat qui passe de la chaleur torride au froid glacial. Mais ce n'est pas tout. Les provinces

de l'Extrême-Ouest, sont de vastes solitudes sans habitations et sans habitants. Il allait donc falloir apporter de fort loin les matériaux nécessaires à la construction du railway, improviser des maisons pour les ouvriers, pourvoir aux approvisionnements de la colonie, etc. Enfin, ces obstacles écartés, il restait à combattre un ennemi dangereux : l'homme. Les Mormons et les Indiens, pour des motifs différents, voyaient de mauvais œil l'entreprise ; les premiers, parce qu'ils allaient être mis en rapport avec les « Païens, » qui entameraient tôt ou tard leur indépendance et leur liberté ; les seconds, parce qu'ils prévoyaient qu'ils allaient être de nouveau chassés du pays qui les avait vus naître, et refoulés dans le désert. Les Mormons prirent le sage parti de s'abstenir ; mais les Indiens ne négligèrent pas une occasion de contrarier l'œuvre, soit en brûlant les magasins ou les maisons, soit en enlevant ou en détruisant les rails, soit en attaquant même les ouvriers. « Expulsés de leur propre sol, dit un voyageur, traqués comme des bêtes fauves, ils croient toutes les cruautés permises contre leurs oppresseurs. Un jour, ils apprennent qu'un train de voyageurs doit inaugurer une ligne traversant les forêts ; d'après le rapport de leurs espions, un des wagons est plein de poudre. Aussitôt les Peaux-Rouges se rassemblent, mettent le feu aux arbres et, cachés non loin de là, le couteau à scalper à la main, ils attendent le passage de leurs victimes. Par bonheur, la nouvelle n'était vraie qu'en partie, le convoi ne renfermait aucune substance explosible. Cependant, le mécanicien aperçoit les flammes. Que faire ? S'il continue sa route, locomotives, wagons et voyageurs deviennent la proie de l'incendie ; s'il s'arrête, les Indiens sont là, prêts à profiter du désordre pour massacrer cette poignée de blancs. En face de ce double péril, l'Américain prend un parti extrême. Il lance audacieusement le train au milieu de la forêt embrasée, en forçant la vapeur jusqu'à ses dernières limites. La rapidité de la marche développe sur les deux côtés du convoi un puissant courant d'air, les flammes s'écartent, et la terrible fournaise est franchie sans encombre. »

Les premiers plans du chemin de fer furent tracés dès 1862, et l'acte officiel qui en décrétait la création en fixait l'achèvement à l'année 1870 ; mais ce n'est guère qu'en 1864 que l'on commença sérieusement à travailler et encore alla-t-on lentement au début. Il semble qu'il devait être impossible de terminer en un si court espace de temps une pareille entreprise. Cependant les ingénieurs chargés de résoudre le problème firent plus encore qu'ils n'avaient promis ; la ligne a été ouverte au mois de mai de cette année.

Ce miracle d'activité, dit M. Jonveaux (*Amérique nouvelle*), s'ex-

plique par la teneur de l'acte de concession. Au lieu de confier à une seule compagnie l'exécution des travaux, le Congrès a su tirer un parti habile du principe de la concurrence. Deux sociétés se partagent les 1724 milles anglais qui séparent les côtes du Pacifique des lignes déjà établies dans l'est. Des subsides considérables leur ont été alloués par l'État (environ 45,000,000 de dollars pap.) et des bénéfices de tout genre stimulent leur émulation. Chaque mille de chemin achevé donne droit à un lot de terre dont l'étendue varie suivant les difficultés qu'il a fallu vaincre; l'allocation accordée dans les montagnes est triple de celle des plaines. La totalité de ces concessions est évaluée à 9 millions d'hectares. La part de travail des deux compagnies dans la construction de la voie n'ayant pas été limitée, il s'établit entre elles une sorte de joute; c'était à qui avancerait le plus vite, afin d'obtenir le plus de terres. Un autre intérêt les animait encore. La Société californienne s'efforçait naturellement de prolonger sa ligne vers l'est aussi loin que possible; sa rivale cherchait, au contraire, à reculer dans la direction de l'ouest le point où les deux tronçons viendraient s'unir, chacune visant ainsi à étendre son réseau d'exploitation. Il en résulte que dans les endroits où la surface est à peu près plane, on construisait en moyenne une lieue de chemin de fer par jour!

Plus de 10,000 ouvriers ont été occupés constamment à ce grand œuvre. Entre le Missouri et les Montagnes-Rocheuses, la plupart étaient des Américains ou des émigrants d'Europe. Du côté du Pacifique, au contraire, 4,000 Chinois étaient employés par les entrepreneurs de la ligne californienne. L'immigration des fils du Céleste-Empire sur le sol américain est permanente; et, si elle est destinée à entraîner d'inévitables inconvénients, elle offre aussi des avantages sérieux. Sobres, patients, actifs et opiniâtres, les Chinois pourront travailler là où l'Européen et l'Anglo-Américain ne résisteraient point à la fatigue ou à la chaleur, et ils remplaceront, libres ouvriers, moyennant un prix qu'ils débattront eux-mêmes, le nègre apathique et indolent. Cela aura lieu plus tôt qu'on ne pense. Déjà plus de cent mille Chinois se sont fixés sur le continent américain. Comme le prix du travail et de la main d'œuvre augmente d'année en année, les Chinois arriveront en masse, et le chemin de fer leur ouvrant un accès facile au cœur de l'Union, on les trouvera dans toutes les grandes villes du nord et du sud. D'ici à quelques années, il y en aura peut-être un million aux États-Unis.

Nous avons dit que dans le principe les travaux avançaient lentement. Au mois de janvier 1866, on n'avait construit que 40 milles de la

grande ligne, en partant de la nouvelle ville d'Omaha, située sur le Missouri dans l'État de Nebraska, et 31 à partir de Sacramento, en Californie. C'est depuis lors que l'œuvre marcha à pas de géants. Ainsi des 1724 milles de rails qui, en janvier 1866, n'avaient diminué que de 71 milles, il n'en restait plus à construire que 714 en octobre 1868, et à cette dernière date, il y avait 1007 milles en exploitation pour le service des postes et des marchandises et le transport des voyageurs.

De ces 1007 milles, 820 avaient été construits par la *Union-Pacific-Railway Company* et s'étendaient depuis Omaha à l'ouest sur les Montagnes-Rocheuses jusqu'au Rio-Verde. Les 187 milles restants étaient l'œuvre de la *Central-Pacific Company*, et se dirigeaient de Sacramento sur la chaîne des montagnes de la Sierra-Nevada. Il y avait en outre un tracé de 197 milles qu'on allait pourvoir de rails, et qui fut mis en exploitation au mois de décembre 1868. Il atteignait jusqu'à la rivière des Géants, et on espérait pouvoir terminer encore 60 milles avant les rigueurs de l'hiver, ce qui eut lieu.

On poursuivait les travaux avec la même activité du côté est de la ligne. Outre les 820 milles partant d'Omaha, sur lesquels on voyageait déjà, il y avait 175 milles entièrement déblayés et qui menaient le tracé jusqu'au grand Lac Salé, dans l'Utah, le pays sacré des Mormons. On travailla avec ardeur pour pouvoir, avant l'hiver, parvenir à poser les rails jusqu'au fleuve des Ours, un affluent du Lac Salé, c'est à dire à 119 milles au delà du point extrême de la ligne exploitée. Ainsi, au mois de décembre dernier, étaient terminées et propres au service 939 milles à l'est et 384 à l'ouest, ensemble 1323 sur les 1721 qui séparent Omaha de Sacramento.

Il restait donc à achever la ligne sur un parcours de 400 milles, environ 160 *lieues*, et les ingénieurs promettaient de mener cette œuvre à bonne fin en moins d'un an ! La moitié de ce territoire qui contourne le Lac Salé, court à travers un pays relativement plat et ne présente que des obstacles peu considérables. La partie de la ligne la plus difficile et la plus coûteuse en même temps était celle qui avait conduit la voie ferrée depuis les bords de l'océan Pacifique jusqu'au sommet de la Sierra Nevada, à une hauteur de 7042 pieds au dessus des cent premiers milles ; construction effrayante qu'il faut comparer avec celle du Semmering, en Autriche.

Déjà, dès l'année dernière, on pouvait aller de New-York à San-Francisco, par le nouveau chemin de fer, et malgré l'interruption, en treize jours, tandis que le voyage par l'isthme de Panama durait au

moins vingt jours. Depuis l'ouverture de la ligne, le trajet se fait en moins de huit jours (durée officielle : six jours et dix-sept heures).

Nous avons dit quelles ressources incalculables offrait aux transactions entre l'Europe et l'extrême-Orient l'établissement de la grande voie ferrée du Pacifique qui est maintenant le chemin le plus court et le plus rapide de Londres ou de Paris à Pékin. Ce point de vue n'échappe à personne ; mais il en est un autre qu'on nous permettra de signaler.

La construction du chemin de fer sur le territoire des États-Unis a fait surgir des villes comme par enchantement. Telle est, par exemple, Cheyenne dans le Nebraska, qui a été bâtie en huit mois. En automne 1867, il n'y avait pas une seule maison sur l'emplacement qu'elle occupe ; au printemps suivant, il y avait 3,000 habitants et on y voyait de grands magasins, des hôtels à trois étages, des entrepôts, des ateliers de construction, etc. Le chemin de fer a amené la soudaine création de cette ville. La ligne étant achevée jusqu'au pied des Montagnes-Rocheuses, tous les voyageurs venant de San-Francisco pour se rendre dans l'est devaient aboutir sur ce point ; il en était de même des mineurs qui, partant des bords de l'Atlantique, allaient exploiter les gisements aurifères de la Californie. La ville la plus proche du tracé étant à 150 lieues, Cheyenne fut naturellement le point de ralliement de l'armée de travailleurs qui ouvrait au chemin du Pacifique le passage des montagnes ; population nomade qui en attira une plus sédentaire, celle des hôteliers et des marchands.

Le chemin de fer ne sert donc pas seulement à mettre en communication deux points extrêmes ; il dépose encore le germe de la civilisation sur tout le parcours qu'il traverse : habitants, maisons, agriculture, échange de produits, c'est la transformation du désert et la substitution d'une société nouvelle à la vie nomade des sauvages. C'est ce que le gouvernement des États-Unis a parfaitement compris. Les plans de délimitation qui avaient été prescrits par un acte en date du 2 juillet 1864 ont dû être complétés en vertu d'un décret du 7 avril 1866, statuant que toutes les localités quelconques le long du chemin de fer du Pacifique devaient y être comprises. En même temps les étrangers qui émigrent dans le Kansas et le Nebraska reçoivent tous les ustensiles nécessaires pour pouvoir s'établir dans ces localités d'une manière permanente et aussi confortable que possible. Il est probable qu'il en sera ainsi désormais ; mais jusqu'ici le principe n'a pas été sans exceptions. Ainsi une ville nouvelle, Julesbourg, qui comptait déjà deux mille âmes, n'a pas survécu au déplacement d'une partie de la population attachée à la construction du chemin de fer ; elle a été abandonnée, et ses habitants

sont allés s'établir définitivement dans un autre endroit qui, sans doute, paraissait leur offrir plus d'avantages. Mais la plupart des villes n'ont pas une destinée aussi éphémère. Omaha, dans le Nebraska, peut être comparée à une seconde Chicago et Cheyenne la suit de près dans la voie du développement. Dans quelques années, la population qui se fixera des deux côtés de la ligne ferrée du Pacifique sera de plusieurs millions, et les haltes primitives seront devenues des cités florissantes.

C'est le 8 janvier 1863 que la première pelletée de terre a été remuée. C'est le 3 mai 1869 que le dernier clou a été enfoncé. Ce clou, écrit-on de Panama, le 3 juin, était en or, d'un poids de 18 onces et évalué à 150 dollars ou 1750 francs. Ainsi fut terminé ce travail gigantesque, qui paraissait offrir des difficultés insurmontables, et que le génie américain acheva avec une promptitude vertigineuse. La voie entière est en exploitation depuis le mois de mai; déjà une expédition a été faite de Philadelphie à San-Francisco; ce port envoie du thé à Chicago et les habitants de New-York reçoivent les journaux californiens huit jours après la date de la publication.

Terminons par une citation empruntée au *Courrier de San-Francisco*, qui dépeint assez bien la physionomie de la nouvelle ligne et des wagons qui la desservent :

« Le splendide wagon-restaurant surnommé l'*International* passe en ce moment sur les hauteurs du Summit, à 8,258 pieds au-dessus du niveau de la mer; il est suivi de deux wagons-palais servant de chambre à coucher et faisant partie d'un train venant de New-York et allant à Sacramento. Il y a en tout 146 passagers. Le wagon-restaurant contient à table 48 personnes. La cuisine, qui est naturellement très-petite, occupe le centre du wagon et reste invisible aux passagers qui sont commodément assis.

» Le dîner vient d'être servi. Tandis qu'on court 40 milles à travers des solitudes alpestres sur une route exempte de poussière où l'on respire l'air pur des montagnes, 48 personnes sont placées devant une table servie avec un luxe qu'on ne saurait trouver que dans des hôtels de première classe. Comme l'*International* est le premier wagon-restaurant qui ait franchi la crête de la Sierra-Nevada, tous les convives ont voulu porter un toast à la Compagnie du *Pacific-Railroad* qui offre aux voyageurs un bien-être et un confortable qu'on ne rencontre sur aucun autre chemin de fer d'Amérique ou d'Europe. »

La même feuille donne les détails suivants sur les wagons-palais :

« Avant-hier est arrivé à Sacramento un splendide wagon modèle (*Palace-Car*). Ce wagon pourra accommoder quarante-huit personnes;

il contient trois salons de réception pour trois personnes chacun ; le reste du wagon peut être transformé à volonté en un seul appartement , avec des sièges et tables à l'usage des voyageurs pendant le jour, ou bien être divisé par sections séparées.

» Les sièges s'ouvrent la nuit et forment le lit, sur lequel sont placés des matelas, couvertures, oreillers, etc., qui pendant le jour sont enfermés dans des espèces de placards placés au plafond et dissimulés sous des boiseries artistement travaillées. Le wagon est pourvu d'un cabinet de toilette et de lieux d'aisance. De place en place, sur les côtés, se trouvent des lampes à huile de charbon, dont on fait usage pendant la nuit. En face de chaque lampe sont placées des glaces qui réfléchissent la lumière. Tout l'intérieur de ce wagon-palais est couvert de riches tapisseries et présente l'aspect le plus somptueux. »

Que l'on ne s'étonne point de cette profusion d'élégance et de luxe : le pays que l'on traverse est un désert, et il faut que le wagon tienne lieu d'un hôtel bien ordonné. Lorsque la route sera, à intervalles réguliers, garnie de villes et de bourgades, le confort deviendra inutile et les Américains reviendront à la simplicité qui caractérise les voitures de leurs railways sur le reste de leur territoire.

* * *

L'OURS ET LE CHARLATAN.

FABLE.

Au milieu d'une bourgade,
Et monté sur son estrade,
Un charlatan
Débitait force bouteilles,
Onguents, sirops, orviétan
Dont il racontait des merveilles :
C'étaient liqueurs de longue vie,
Poudres pour les maux de dents.
« Prenez, prenez mes sédiments,
« Criait à la foule ébahie
« Ce maltre expert en tromperie ;
« Voici le topique divin
« Contre l'asthme et les maux de reins :
« Je l'ai trouvé dans Gallien.
« Voilà qui guérit de la rate.
« C'est la recette d'Hippocrate,
« Grand docteur de l'antiquité :
« Achetez donc mon spécifique
« Et sachez que mon but unique
« Est de guérir l'humanité. »
A ce discours si pathétique
Chacun d'admirer le vantard
Et d'achalander sa boutique ;
Quand tout à coup un savoyard
Apparait sur la même place
Conduisant un ours par le nez.
Aussitôt les gens étonnés,
D'abandonner dans sa disgrâce
Le charlatan et ses sénés,
Et d'accourir près de la bête
La toisant des pieds à la tête,
En se moquant de son museau
Et de sa grotesque tournure....
« Ah ! mes amis, tout beau, tout beau, »
Leur répond cette créature ;
« C'est bien à tort que vous riez
« De me voir conduit par le nez,

- » Mais vous, humains, qui vous vantez
- » Et croyez faire des merveilles,
- » Vous vous laissez le plus souvent
- » Prendre et saisir par les oreilles :
- » Témoin ce jongleur imprudent
- » Qui vous trompe et vous prend
- » Votre argent ! »

Les hommes sont de deux manières
Alternativement menés :
Par la force et dans des lisières,
Ainsi que cet ours par le nez ;
Ou des charlatans politiques.
Ministres d'État, beaux parleurs,
Vont leur débitant des topiques
Renfermant d'insignes faveurs :
Liberté, gloire sans pareilles,
Richesses, honneurs... autant de mots
Dont ils leur cornent les oreilles,
En les chargeant de lourds impôts.
Mortels, sachez de ces extrêmes
Également vous affranchir.
Vivez sans maître et sans désir,
Et gouvernez-vous par vous-mêmes !

VIC^{te} HIPP. VILAIN XIII.

JOURNAL HISTORIQUE.

REVUE DES ÉVÉNEMENTS.

15 JUIN. — 15 JUILLET.

—
Juin.
—

16. — Un attentat est commis sur la personne du député Lobbia. La Chambre italienne vote un ordre du jour exprimant l'horreur du crime et sa sympathie pour M. Lobbia.

17. — La Chambre des représentants de Belgique vote, après une vive discussion, dans laquelle M. B. Dumortier est rappelé à l'ordre, la prise en considération d'une proposition présentée par M. Guillery, et tendant à suspendre l'exercice de la contrainte par corps jusqu'au 1^{er} mars 1870. Cette proposition est renvoyée à l'examen d'une commission composée de MM. Delcour, Watteu, Guillery, De Wandre, de Kerchove de Denterghem, Visart et Dolez.

18. — La Chambre belge adopte, par 50 voix contre 28 et 3 abstentions, la proposition présentée la veille par M. Guillery, et tendant à suspendre l'exercice de la contrainte par corps jusqu'au 1^{er} mars 1870. — La suite de la discussion de la loi sur la milice est ajournée à la session prochaine.

— Le *Journal Officiel* français annonce que la répression des troubles de Saint-Étienne a été confiée au maréchal Cousin de Montauban.

19. — La Chambre belge s'ajourne après avoir voté un crédit de 1,500,000 fr. pour la construction d'un chemin de fer d'Ath à Biaton par Belœil.

— Aux Cortès de Madrid, M. Rubio, républicain, propose de déclarer que la Chambre a vu avec déplaisir l'arrivée du duc de Montpensier en Espagne. M. Alarcon soutient qu'il n'y a pas lieu de délibérer sur la proposition de M. Rubio. La motion de M. Alarcon est prise en considération par 94 voix contre 67. Le général Prim dit que le duc de Montpensier a prêté serment à la Constitution comme capitaine-général. Il peut donc résider en Espagne; sa présence n'est pas contraire à la Constitution. Personne n'imposera un roi; les Cortès seules l'éliront; leur choix devra être absolument respecté.

Le général Prim annonce la composition du nouveau ministère, ainsi formé : général Prim pour la présidence et la Guerre; M. Silvela, ministre d'État et des Affaires Étrangères; M. Herrera pour la Justice; l'amiral Topete pour la Marine et par intérim ministre d'Outre-Mer; M. Figuerola pour les Finances; M. Sagasta pour l'Intérieur; M. Zorilla, ministre du Fomento.

— La Chambre des lords, après une longue discussion, adopte en seconde lecture, par 179 voix contre 146, le bill relatif à l'église d'Irlande.

20. — Le *Journal officiel* de Paris publie des décrets en date du 19, nommant M. Schneider président du Corps législatif, MM. Leroux, David et Du Miral, vice-présidents.

— Pose, à Brest, du câble transatlantique français, dont l'immersion a lieu au moyen du *Géant-Eastern*.

22. — Le roi de Prusse clôture la session du Reichstag et du Parlement douanier.

23. — Le Sénat belge est saisi de la proposition Guillery, adoptée par la Chambre, le 18. MM. Barbanson et de Rasse présentent un contre-projet abolissant la contrainte par corps en matière commerciale et pour les étrangers. Cette proposition est renvoyée aux commissions de la justice et de l'intérieur.

24. — L'empereur Napoléon harangue au camp de Châlons les soldats qui ont fait la guerre d'Italie. (Voir aux documents.)

— Ouverture de la Skuptschina à Belgrade. Présentation d'un projet de Constitution par la Régence.

25. — Le Sénat belge adopte, par 30 voix contre 24 et une abstention, le projet dû à l'initiative de M. Barbanson et de M. le baron de Rasse sur la contrainte par corps, et repousse à la même majorité le projet de M. Guillery.

— Les Cortès repoussent, par 121 voix contre 74, l'amendement abolissant l'impôt personnel.

— La *Gazette de Turin* annonce que le gouvernement croit avoir découvert une conspiration mazzinienne qui aurait dû éclater le 24 sur divers points de l'Italie.

26. — M. Sagasta déclare aux Cortès, que les cris de : Vive la république ! sont défendus comme contraires à la Constitution et à la forme du gouvernement choisie par les Cortès. Il ajoute qu'il déférera dorénavant aux tribunaux tous les coupables de cris séditieux, sans distinction de personnes.

— Le *Journal officiel* de Rome publie l'allocution prononcée la veille, dans le consistoire tenu par le Saint-Père. Dans cette allocution, le Pape déplore la nouvelle loi, contraire à l'Eglise catholique, votée à Florence, et qui soumet les clercs à la conscription.

27. — Le *Moniteur belge* publie un arrêté royal du 26 juin qui clôt la session législative de 1863-1869.

28. — Ouverture, à Paris, de la session du nouveau Corps législatif pour la vérification des pouvoirs.

— La *Gazette officielle* de Florence dit que la commission d'enquête parlementaire sur l'affaire des tabacs, ayant entendu les députés intéressés, MM. Brenna, Fambré et Civinini, et examiné les documents présentés, a réservé son appréciation jusqu'après les recherches ultérieures, et a décidé de poursuivre l'enquête en séances publiques, qui commenceront le 1^{er} juillet.

30. — La Chambre des lords discute les articles du bill relatif à l'église d'Irlande. L'archevêque de Canterbury propose un amendement aux termes duquel l'église anglicane ne serait abolie qu'en 1872. Cet amendement est adopté par 139 voix contre 74.

— Juillet.

1. — Arrivée à Bruxelles du vice-roi d'Égypte.

3. — Les journaux espagnols publient un manifeste de don Carlos.

6. — Ouverture de la session des Conseils provinciaux de Belgique. — Incident au Conseil provincial d'Anvers.

— La Chambre basse de Hongrie adopte, par 203 voix contre 136, le projet de loi concernant l'immovibilité des juges.

8. — La Chambre des lords rejette, en troisième lecture, (par 106 voix contre 78), le bill présenté par lord Russell, ayant pour but la création de nouveaux pairs à vie.

9. — La Skuptschina de Serbie adopte le projet de Constitution présenté par la Régence.

— La Chambre des lords décide que l'Eglise établie d'Irlande sera définitivement abolie le 1^{er} mai 1871, au lieu de l'être en 1872.

11. — Réunion à Vienne des délégations.

12. — M. Rouher, ministre d'État, donne lecture au Corps législatif du message de l'Empereur. (Voir le texte aux documents.)

— L'évêque de Linz (Autriche), inculpé d'avoir tenté de troubler l'ordre, est condamné à quinze jours d'emprisonnement.

— La Chambre des lords adopte, en troisième lecture, le bill relatif à l'église d'Irlande. Avant l'adoption définitive, la Chambre adopte par 108 voix contre 82 la proposition que les évêques irlandais ne siégeront plus à la Chambre, et par 121 voix contre 114 une autre proposition qui place le clergé catholique sur le même pied d'égalité que le clergé protestant, relativement aux dotations. Lord Derby et 46 de ses collègues déposent une protestation contre le bill.

13. — Le *Moniteur belge* publie le texte des conventions conclues à Paris, pour le règlement de l'incident franco-belge. (Voir aux documents.)

— Par décrets impériaux en date du 12, le Sénat français est convoqué pour le 2 août. La session extraordinaire du Corps législatif est prorogée.

Le *Journal officiel* annonce qu'à la suite d'un conseil tenu à Saint-Cloud, après la lecture du Message au Corps législatif, les ministres ont remis leur démission entre les mains de l'Empereur, qui les a acceptées toutes.

— A Madrid, un nouveau ministère est ainsi composé :

Le maréchal Prim, président du Conseil et ministre de la Guerre ; Topete, ministre de la Marine ; Sagasta, ministre de l'Intérieur ; Silvela, ministre des Affaires Étrangères ; Zorilla, ministre de la Justice ; Ardannaz, ministre des Finances ; Echegaray, ministre du Fomento ; Becerra, ministre d'Outre-Mer.

— Publication à Vienne du *Livre Rouge*.

15. — A Pesth, les lois sur la nomination des juges et sur le chemin de fer Ouest-Hongrois sont sanctionnées.

DOCUMENTS HISTORIQUES.

BELGIQUE. — Voici la note publiée le 14 juillet, par le *Moniteur*, concernant la solution du conflit franco-belge :

Les membres de la commission mixte instituée en exécution du protocole signé le 27 avril 1869 par M. Frère-Orban, ministre des Finances, président le conseil des ministres de Belgique, et par M. le marquis de La Valette, ministre des Affaires Étrangères de France, se sont livrés à une étude attentive des questions soumises à leurs délibérations, en vertu du protocole précité.

Les commissaires soussignés, pénétrés de la pensée que le but à atteindre était de substituer aux traités projetés par la Compagnie de l'Est, la Compagnie du Grand-Luxembourg et la Compagnie d'exploitation des chemins de fer néerlandais et Liégeois-Limbourgeois, des combinaisons nouvelles qui permissent de faciliter le développement des rapports commerciaux entre la Belgique, les Pays-Bas et la France ; s'inspirant d'ailleurs des sentiments de conciliation qui ont dicté le protocole du 27 avril dernier, ont discuté avec soin et admis, d'un commun accord, des dispositions qui leur ont paru présenter, au point de vue des intérêts économiques des deux pays, des avantages réciproques.

Ces dispositions permettent, en effet, l'organisation de services directs de transit, d'une part entre le port d'Anvers et Bâle, et d'autre part entre la frontière des Pays-Bas et la même destination, ce dernier service pouvant d'ailleurs, avec l'assentiment du gouvernement, s'étendre jusqu'à Rotterdam et Utrecht.

Les commissaires soussignés ont formulé, dans deux pièces annexées au présent

procès-verbal, les stipulations qu'ils ont arrêtées pour servir de base à la rédaction des traités que la Compagnie de l'Est peut désormais conclure, d'une part avec l'administration des chemins de fer de l'État-Belge, et d'autre part avec la Compagnie d'exploitation des chemins de fer Néerlandais et Liégeois-Limbourgeois.

Fait double à Paris, le 9 juillet 1869.

FASSIAUX.
VANDER SWEEP.
BELPAIRE.

CORNUDET.
FRANQUEVILLE.
COMBES.

1^{re} ANNEXE.

Bases d'un traité entre l'administration des chemins de fer de l'État-Belge et la Compagnie de l'Est.

Il sera établi, par une convention de service mixte, un tarif général commun franco-luxembourgeois-belge-est entre toutes les stations de l'Est, du grand-duché de Luxembourg et de la Belgique, d'après les bases admises pour les administrations les plus favorisées.

La Compagnie de l'Est aura la faculté d'établir des trains de transit pour le trafic entre Anvers et la Suisse, et réciproquement, soit par la voie Bruxelles, Namur et Sterpenich, soit par la voie Malines, Liège, Pepinster; la conduite de ces trains entre Anvers et la gare de transmission sera faite par les administrations belges, moyennant le paiement d'un prix kilométrique fixé à forfait.

Elle aura la faculté de compléter les trains de transit par des marchandises expédiées aux tarifs ordinaires internationaux, pour des stations intermédiaires du réseau de l'Est.

La Compagnie de l'Est pourra établir des tarifs réduits de transit sous forme de prix faits. Elle devra, d'ailleurs, appliquer aux marchandises transportées par les trains complets, et qui ne figureraient pas aux tarifs de transit, les tarifs généraux et spéciaux arrêtés d'un commun accord par les administrations de chemins de fer intéressées.

La Compagnie de l'Est pourra établir dans la gare d'Anvers un ou plusieurs agents pour la représenter, pour rechercher, faciliter et développer le trafic.

La même faculté est accordée à l'administration des chemins de fer de l'État-Belge pour la gare de Bâle.

L'administration belge conduira les trains de transit entre Anvers et Pepinster et, après l'achèvement du raccordement des gares de Liège, entre Vivegnis et Pepinster, moyennant un prix kilométrique fixé à forfait.

La Compagnie de l'Est s'interdira toute combinaison ayant pour objet de favoriser les ports hollandais au préjudice des ports belges. En aucun cas les prix totaux applicables au trafic des ports néerlandais avec la Suisse et les diverses stations de la Compagnie de l'Est ne pourront être inférieurs à ceux prévus pour le trafic entre les ports belges et les mêmes destinations.

Les trains de transit seront convoyés par la douane belge entre Achel et Gouvvy, et réciproquement.

Les voitures à voyageurs et les fourgons de bagages des trains de la Compagnie de l'Est, d'un commun accord, seront ajoutés, à Pepinster, aux trains des chemins de fer de l'État-Belge pour être conduits à Liège, et réciproquement. Cette mesure sera appliquée dans chaque sens à deux trains par jour, au moins.

La durée du traité à intervenir sera fixée à cinq ans, avec prolongation de cinq en cinq ans, s'il n'est pas dénoncé une année à l'avance.

Dans le cas de dénonciation dudit traité, des tarifs mixtes devront remplacer, pendant la durée du traité néerlandais, les taxes de transit pour la traversée sur les rails de l'État-

Belge entre Ans et Pepinster ou Liège (Vivegnis) et Pepinster ; ces tarifs seront établis sur les bases adoptées par l'État-Belge dans ses rapports avec les compagnies et ne seront l'objet d'aucune mesure exceptionnelle ni quant aux prix ni quant aux conditions.

La faculté de tarification donnée à la Compagnie de l'Est ne porte aucune atteinte aux droits résultant, pour l'État-Belge, des lois et règlements établis ou à établir pour la fixation des tarifs dans l'étendue de son territoire.

Fait double à Paris, le 9 juillet 1869.

FASSIAUX.
VANDER SWEEP.
BELPAIRE.

CORNUDET.
FRANQUEVILLE.
COMBES.

2° ANNEXE.

Bases d'un traité entre la Compagnie de l'Est et la Société Néerlandaise.

Il sera fait, entre la compagnie des chemins de fer de l'Est et la Société Néerlandaise, une convention de service mixte pour le transport direct des voyageurs et des marchandises entre les principales stations des deux réseaux.

La Compagnie de l'Est aura la faculté d'établir des trains de transit entre Rotterdam et Utrecht, d'une part, et Ans, d'autre part. Ces trains seront desservis par la Société Néerlandaise, moyennant un prix kilométrique qui sera fixé à forfait.

La Compagnie de l'Est fixera les tarifs de transit, en se renfermant dans les limites des maxima fixés par les cahiers des charges et en se conformant aux lois et règlements en vigueur dans les États belges et néerlandais. Elle pourra avec l'assentiment du gouvernement néerlandais, établir un ou plusieurs agents, pour la représenter à Rotterdam et à Utrecht.

La Compagnie de l'Est aura la faculté de faire à la Société Néerlandaise les avances nécessaires pour couvrir la différence entre les recettes et les dépenses du réseau Liégeois-Limbourgeois. Ces avances seront faites durant une période de six années, à dater du 1^{er} janvier 1870, et ne pourront excéder, en principal, la somme de un million huit cent mille francs.

Ces avances seront remboursées, avec l'intérêt à quatre pour cent, à partir du 1^{er} janvier 1876, sur les bénéfices réalisés dans l'exploitation du réseau Liégeois-Limbourgeois. Les dépenses d'exploitation seront évaluées à forfait, en raison de la recette brute et suivant une proportion à déterminer, d'un commun accord, par les deux compagnies. La Compagnie de l'Est aura le droit de faire vérifier par un agent de son choix toutes les écritures relatives aux recettes de l'exploitation ; cette vérification pourra être faite jusqu'à l'entier remboursement des avances.

Les tarifs appliqués sur le réseau Liégeois-Limbourgeois seront établis de commun accord entre la Société Néerlandaise et la Compagnie de l'Est, pendant la période des avances.

Le traité expirera après l'entier remboursement des avances faites par la Compagnie de l'Est ; mais il aura une durée minima de 25 ans, à dater du 1^{er} janvier 1870.

L'État-Belge, dans le cas où il reprendrait l'exploitation du réseau Liégeois-Limbourgeois, s'engage à se substituer à la Société Néerlandaise pour l'accomplissement des clauses du traité à intervenir entre cette Société et la Compagnie de l'Est.

Fait double à Paris, le 9 juillet 1869.

FASSIAUX.
VANDER SWEEP.
BELPAIRE.

CORNUDET.
FRANQUEVILLE.
COMBES.

FRANCE. — Discours de l'empereur Napoléon au camp de Châlons, le 24 juin :

« Soldats ! je suis bien aise de voir que vous n'avez pas oublié la grande cause pour laquelle nous avons combattu il y a dix ans. Conservez toujours dans votre cœur les souvenirs des combats de vos pères et de ceux auxquels vous avez assisté ; car l'histoire de nos guerres, c'est l'histoire des progrès de la civilisation. Vous maintiendrez ainsi l'esprit militaire ; c'est le triomphe des nobles passions sur les passions vulgaires ; c'est la fidélité au drapeau, le dévouement à la patrie. Continuez comme par le passé, et vous serez toujours les dignes fils de la grande nation ! »

— Voici le texte du Message de l'Empereur au Corps législatif, le 12 juillet :

« Messieurs les députés,

« Par sa déclaration du 28 juin, mon gouvernement vous a fait connaître que, dès l'ouverture de la session ordinaire prochaine, il soumettrait à la haute appréciation des pouvoirs publics les résolutions et les projets qui lui auraient paru les plus propres à réaliser les vœux du pays.

« Cependant, le Corps législatif paraît désirer connaître immédiatement les réformes arrêtées par mon gouvernement.

« Je crois utile d'aller au-devant de ses aspirations.

« Ma ferme intention, le Corps législatif doit en être convaincu, est de donner à ses attributions l'extension compatible avec les bases fondamentales de la Constitution, et je viens lui exposer par ce Message les déterminations que j'ai prises en conseil.

« Le Sénat sera convoqué aussitôt que possible pour examiner les questions suivantes :

« 1^o Attribution au Corps législatif du droit de faire son règlement et d'élire son bureau ;

« 2^o Simplification du mode de présentation et d'examen des amendements ;

« 3^o Obligation pour le gouvernement de soumettre à l'approbation législative les modifications de tarifs qui seraient, dans l'avenir, stipulées par des traités internationaux ;

« 4^o Vote du budget par chapitres, afin de rendre plus complet le contrôle du Corps législatif ;

« 5^o Suppression de l'incompatibilité qui existe actuellement entre le mandat de député et certaines fonctions publiques, notamment celle de ministre ;

« 6^o Extension de l'exercice du droit d'interpellation.

« Mon gouvernement étudiera aussi les questions qui intéressent les attributions du Sénat.

« La solidarité plus efficace qu'établira entre les Chambres et mon gouvernement la faculté d'exercer à la fois les fonctions de ministre et le mandat législatif, la présence de tous les ministres aux Chambres, la délibération en conseil des affaires de l'État, une loyale entente avec la majorité constituent pour le pays toutes les garanties que nous recherchons dans notre commune sollicitude.

« J'ai déjà montré plusieurs fois combien j'étais disposé, dans l'intérêt public, à abandonner certaines de mes prérogatives. Les modifications que je suis décidé à proposer sont le développement naturel de celles qui ont été successivement apportées aux institutions de l'Empire ; elles doivent, d'ailleurs, laisser intactes les prérogatives que le peuple m'a plus explicitement confiées et qui sont les conditions essentielles d'un pouvoir sauvegarde de l'ordre et de la société.

« Fait au palais de Saint-Cloud, le 11 juillet 1869.

« NAPOLEON. »

BAVIÈRE. — Dépêche du prince de Hohenlohe, président du Conseil des ministres, relativement au Concile (9 avril 1869).

« Aujourd'hui, on prévoit avec certitude que le Concile œcuménique indiqué par Sa Sainteté le pape Pie IX aura lieu en décembre, à moins que des événements imprévus surviennent. Sans doute qu'un très-grand nombre d'évêques de toutes les parties du monde y assisteront et qu'il sera plus nombreux qu'aucun des précédents, et partant, il revendiquera aussi, dans l'opinion publique du monde catholique, la haute portée et l'autorité qui reviennent à un Concile œcuménique.

» Il n'y a pas à penser que le Concile s'occupera de questions du domaine exclusif de la foi et de matières purement théologiques; car il n'existe pas aujourd'hui de questions de ce genre qui exigent une solution du Concile. Comme je l'apprends de source certaine, la seule matière dogmatique que Rome désire voir décidée par le Concile, et pour laquelle les jésuites s'agitent aujourd'hui en Italie, en Allemagne et ailleurs, est la question de l'infaillibilité du Pape. Mais cette question dépasse de beaucoup le terrain religieux et est d'un caractère éminemment politique (*hochpolitischer natur*), parce que le pouvoir des papes sur tous les princes et peuples (les séparés y compris) dans les questions séculières se trouverait ainsi décidé et élevé à la hauteur d'une loi de la foi.

» Si cette question, extrêmement importante et grosse de conséquences, est très-propre à attirer sur le Concile l'attention de tous les gouvernements qui ont des sujets catholiques, leurs intérêts, ou, pour mieux dire, leurs appréhensions, doivent considérablement augmenter dès qu'ils observent l'organisation des commissions formées à Rome pour les travaux préliminaires, qui sont déjà entrées en action. C'est-à-dire qu'il y a parmi elles une commission qui n'a à s'occuper que de matières politico-religieuses (*Staats-kirchlichen*). Il est donc hors de doute que la cour romaine a l'intention de faire arrêter au moins quelques décisions sur des matières politico-religieuses ou sur des questions mixtes par le Concile. A cela il faut ajouter que la Revue rédigée par les jésuites romains, la *Civiltà cattolica*, à laquelle, par un bref spécial, Pie IX a accordé le caractère d'un organe officieux de la Curie, a désigné tout récemment au Concile la tâche de changer les condamnations du *Syllabus* pontifical du 8 décembre 1864 en décisions positives. Comme les articles du *Syllabus* sont dirigés contre plusieurs axiomes de la vie politique telle qu'elle s'est développée chez tous les peuples civilisés, les gouvernements doivent se poser cette grave question : Comment et dans quelles formes ils pourraient prévenir, soit les évêques soumis à eux, soit plus tard le Concile lui-même, sur les suites fort graves, qu'une telle atteinte, une telle destruction calculée et fondamentale des rapports actuels entre l'Eglise et l'Etat doivent entraîner. Ici se pose la deuxième question : S'il ne serait pas conforme au but que les gouvernements, peut-être par leurs représentants à Rome, présentent en commun une protestation ou déclaration contre les décisions qui, sans y faire prendre part les représentants du pouvoir civil, sans communication préalable, pourraient être prises par le Concile sur des questions politico-religieuses ou sur des matières mixtes.

» Il nous paraît absolument nécessaire que les gouvernements intéressés cherchent à établir une entente mutuelle sur cette grave question.

» Jusqu'ici j'avais attendu pour voir si l'on ne prendrait pas quelque part l'initiative; mais, comme il n'en a rien été et que le temps presse, je me vois contraint de vous charger de parler de cette question au gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité, afin d'obtenir des renseignements sur ses intentions et de connaître ses dispositions au sujet de cette question importante.

» En le faisant, vous poserez la question : Ne faudrait-il pas que les États européens prennent une mesure commune, quoique non collective, et dans une forme plus ou moins identique, pour ne pas laisser la cour romaine dans l'incertitude sur l'attitude qu'ils prendront vis-à-vis de ce Concile; ou si une conférence de représentants de tous les gouvernements intéressés ne serait pas le meilleur moyen pour se concerter sur l'attitude commune?

» Si on le désire, vous laisserez copie de la présente dépêche, et vous m'informerez le plus tôt possible de l'accueil qui lui aura été fait. »



CONSIDÉRATIONS SUR L'HISTOIRE

DE LA

LANGUE ET DE LA LITTÉRATURE FLAMANDES.

I.

HISTOIRE DE LA LANGUE ADMINISTRATIVE ET JUDICIAIRE EN BELGIQUE.

Selon quelques auteurs, saint Norbert prêcha en flamand à Valenciennes, mais les plus anciens écrits flamands datent du ^{xiii}^e siècle : ce sont les actes émanés de Guillaume, comte de Hollande, de Jean I^{er}, Jean II et Jean III, cités dans les placards du Brabant. Ce dernier octroya à Louvain ou à Cortenberg, en 1314, deux chartes, une charte flamande et une charte wallonne.

Les Chartes et Joyeuses Entrées furent publiées en flamand dans le Brabant depuis la duchesse Jeanne jusqu'à Albert et Isabelle. Ce fait prouve que, malgré l'origine française des ducs de Bourgogne, qui introduisirent le français à Bruxelles comme langue de cour et cherchèrent à en faire la langue du gouvernement et de l'administration, cette influence n'était pas prépondérante ; l'habitude du flamand, comme langue propre au duché de Brabant, la balançait encore, et les princes bourguignons donnèrent leurs Joyeuses Entrées en flamand comme leurs prédécesseurs (1). En Flandre, d'après un rapport de M. le gouverneur de Vrière, daté du 14 mai 1857, « ils durent finir par prescrire l'emploi de la langue flamande pour tous les actes de l'administration publique.

(1) « Avant le ^{xv}^e siècle, dans le registre de l'audience du comte (1369-1394), comme dans les actes et sentences du conseil ordonné en Flandre (1394-1399), le français occupe le premier rang ; mais, dès le ^{xv}^e siècle, le flamand a acquis la priorité. » M. Jottrand, *La Question flamande*, p. 27. Ce sont, selon lui, les Klauwaerts opprimés qui forcèrent leurs princes à reprendre l'usage du flamand.

La correspondance des États du comté de Flandre était rédigée en flamand. » Si l'on consulte le recueil des placards du Brabant, on voit que, dès 1449, les ordonnances du gouvernement étaient en deux langues, et cet ordre de choses a continué depuis dans les rapports du gouvernement avec les autorités.

Philippe-le-Bon voulut que son chancelier et son garde-sceaux sussent trois langues : le latin, le wallon et le flamand.

Charles-le-Téméraire apprit le flamand pour se faire entendre.

Les lois municipales et un grand nombre d'édits des souverains concernant le Brabant, étaient en flamand.

Au xvi^e siècle, d'après Guicciardin, le flamand était plus répandu en Belgique que les autres langues, qu'il regarde comme des exceptions : « *Sermo eorum (Belgarum) vernaculus, exceptis aliquot partibus ubi gallicissant, germanissantve, exteris dicitur Flandricus, latinis, Teutonicus.* » Il considérait donc le flamand comme la langue générale de notre pays (1).

C'est ainsi qu'autrefois en France on donnait le nom de Flamands aux Belges en général.

Si l'on a égard aux provinces, l'élément germanique prédomine, puisque quatre provinces et demie, les deux Flandres, Anvers, le Limbourg, et la moitié au moins du Brabant sont flamandes et la moitié du Luxembourg, la partie cédée, est allemande ; trois provinces, Namur, Liège et le Hainaut, plus la moitié du Luxembourg et une partie du Brabant sont wallonnes. Il prédomine encore, si l'on a égard à la population. Sous le gouvernement hollandais, selon Ackersdyk, les provinces flamandes fournissaient 35 membres sur 55, total de la représentation des provinces méridionales. En 1849, la population flamande était à peu près à la population wallonne comme 4 est à 3.

Au xvi^e siècle, on rendait peu de sentences judiciaires en français ; mais on en trouve beaucoup aux archives de Bruxelles à partir de 1684.

Les règlements du conseil de Brabant autorisaient les plaidoiries dans les deux langues. Il en était de même devant le conseil de Flandre (2). C'est surtout à partir de 1794, que le nombre de procès traités en français prit le dessus.

(1) Cependant il ajoute que le français s'apprenait communément par tous les enfants des familles les plus aisées. Il n'en était pas de même du flamand pour les wallons. Il faut aussi remarquer que la Hollande faisait encore partie des Pays-Bas décrits par Guicciardin, et que, par *langue du pays, sermo vernaculus*, il désigne à la fois le flamand et le hollandais.

(2) Voir *La Question flamande*, par M. Jottrand.

Au temps de Charles-Quint et de ses successeurs, on trouve des actes du gouvernement en français, en espagnol et en plusieurs langues. Il fit publier à Gand un recueil de lois : le texte est en flamand et l'épître en tête du recueil, écrite par l'Empereur même, est en français.

On se servait aussi du flamand pour communiquer aux habitants des provinces flamandes des dispositions importantes, par exemple, les actes du concile de Trente, ou les articles de la Pacification de Gand.

Lors de l'entrée de Philippe II à Bruxelles, en 1562, une de ces *Chambres de Rhétorique* qui conservaient la langue nationale donna une représentation théâtrale devant ce prince en flamand, quoiqu'il n'entendît pas cette langue, et que, pour le faire comprendre, on dût traduire la pièce en français.

Le gouvernement espagnol ne paraît pas avoir imposé sa langue, quoique, quelquefois, les actes ou la correspondance du gouvernement se fît en espagnol. Le duc d'Albe donnait des lois en français, écrivait aux États en français, et c'est à l'introduction ou à l'usage de cette langue qu'ils firent parfois opposition ; ils renvoyaient les pièces françaises que le duc d'Albe leur avait adressées, pour les faire revenir en flamand.

L'Édit perpétuel d'Albert et Isabelle fut publié en 1611 dans les deux langues.

Jusqu'à 1731, année où un incendie a consumé une grande partie des archives à Bruxelles, il peut rester du doute sur la langue administrative la plus en usage dans notre pays.

Cependant, dès le *xvii^e* siècle et surtout depuis Marie-Thérèse, il paraît que les affaires publiques se traitaient dans les deux langues, ou même en français seulement.

Le français, langue de cour et de gouvernement, langue facultative en plaidoirie sous les gouvernements espagnol et autrichien et auparavant, devint, sous Marie-Thérèse et Joseph II, le langage de la bonne société à Bruxelles. Les procès les plus nombreux et les plus importants furent alors instruits en français.

On s'accorde à reconnaître que le gouvernement autrichien ne chercha pas à imposer la langue allemande, ni à comprimer l'usage de la langue flamande. Il trouva le français établi comme langue administrative en Belgique, et généralement répandu en Europe comme langue diplomatique, et s'en servit dans les correspondances du gouvernement. Il y a aux archives une lettre de Marie-Thérèse, écrite en français au prince de Kaunitz. Pourquoi cette illustre impératrice, née allemande, eût-elle écrit en français à un prince allemand, si la langue française n'avait

pas été la langue administrative en usage en Belgique ? Marie-Thérèse n'établit pas d'école allemande, ne chercha pas à propager l'allemand en Belgique : elle créa au contraire le collège Thérésien où l'instruction se donnait en français.

On ne reproche pas non plus à Joseph II d'avoir imposé l'allemand en Belgique : ce prince, favorable à la philosophie française du XVIII^e siècle, devait plutôt tendre à propager l'usage de la langue française.

La révolution brabançonne de 1790 eut des causes religieuses comme celle du XVI^e siècle et celle de 1830 ; mais, pas plus qu'au XVI^e siècle, il ne fut question de la langue nationale. Les ordonnances des chefs de la révolution brabançonne qui déclarèrent Joseph II déchu, et les journaux du temps sont écrits en français. D'un autre côté, au camp d'Andoy, les régiments wallons et flamands confondus priaient alternativement en français et en flamand. On ne paraît pas s'en être occupé davantage sous l'Empire, où d'ailleurs toute résistance eût été impossible : la langue flamande fut négligée et, en quelque sorte, étouffée par la prédominance de la langue française.

Sous Guillaume I^{er}, il y eut excès en sens contraire : on chercha à nous dénationaliser en imposant l'usage du hollandais, même aux provinces wallonnes.

L'influence dynastique ou étrangère, sensible sous ces deux derniers règnes et antérieurement sous les ducs de Bourgogne, ne fut pas la cause nécessaire de la prédominance administrative de l'une ou de l'autre langue dans notre pays, puisqu'elle fut nulle sous le gouvernement autrichien et que les ducs de Bourgogne, comme nous l'avons vu, firent d'habiles concessions à la langue flamande en usage dans nos provinces septentrionales et dans le Brabant. Dans cette question il faut aussi tenir compte des relations des provinces flamandes avec la couronne de France et des provinces wallonnes et luxembourgeoise avec l'Empire germanique. Ces suzerainetés étrangères ont dû laisser des traces dans ces pays, et il en résulte ce contraste singulier : les Flamands étaient politiquement plus français que les Wallons.

II.

LITTÉRATURE FLAMANDE AU MOYEN ÂGE.

En Allemagne on a rendu justice à notre littérature flamande du moyen âge, à notre langue plus anciennement cultivée que le hollandais et l'allemand.

L'original du poème satirique du *Renard*, *Reynaert de Vos*, parait remonter au ^{xii}^e siècle. Ce sujet fut traité en diverses langues, en latin, en français, en flamand, en allemand ; Goethe l'a rajeuni dans son *Reineke Fuchs*. Willems, Potvin et d'autres ont fait des études approfondies sur son origine compliquée, sa signification philosophique et historique, etc.

Vers la même époque parurent les *Nibelungen*, dont l'origine est aussi due à notre pays. Gervinus, dans son histoire de la littérature allemande, en convient, et il existe deux fragments de ce poème en langue flamande que Serrure a retrouvés. Il est à regretter que la Belgique n'ait pas conservé un poème étendu sur ce sujet, intermédiaire entre le Sigurd scandinave et le Sigfried allemand, comme nous avons un *Reynaert de Vos*, analogue au *Reineke Fuchs*.

Les Carlovingiens ont, sans doute, fait disparaître cette légende de la race mérovingienne.

La plupart des faits historiques sur lesquels reposent les *Nibelungen* sont douteux. Attila est réel et les événements se passent ordinairement dans les Pays-Bas. Mais Sigfried est-il le même que Sigebert de Gembloux, et le rapport étymologique de Nivelles avec les *Nibelungen* n'est-il pas fortuit ?

Van Maerlant.

Le lieu de naissance et la condition sociale de Maerlant sont assez obscurs. On croit cependant qu'il était réellement flamand et qu'il séjourna seulement en Hollande ; qu'il naquit à Damme près de Bruges, au ^{xiii}^e siècle ; qu'il était laïc, d'un rang assez élevé dans la société et non ménestrel, profession tombée en discrédit à cette époque.

L'auteur du *Saint-Graal*, au moyen âge, parle de lui avec éloge.

Au ^{xiv}^e siècle, Jan Boendale appelle Maerlant le père de tous les poètes flamands.

Dans le rapport de M. Rogier, ministre de l'Intérieur, qui proposa en 1839 d'élever à Maerlant une statue à Damme, son lieu de naissance, il est apprécié à peu près en ces termes : « C'est non-seulement un écrivain de premier ordre, mais aussi un profond penseur ; indépendamment de son mérite littéraire, ses œuvres sont très-estimables au point de vue philosophique. »

Elles sont volumineuses et ont été le sujet de savants commentaires philologiques par Bormans et Snellaert. Serrure et Steyaert ont fait aussi sur ce poète des notices étendues en flamand.

Dans son premier ouvrage, *la Guerre de Troie*, il sacrifie au goût du temps, favorable aux romans de chevalerie. Ce sujet, que l'on ne connaissait guère au moyen âge que par des auteurs anciens de peu de valeur tels que Dzutys de Crète, était souvent traité ainsi que celui d'Alexandre.

Dans l'*Alexandre*, il joint au récit, plus ou moins historique, des idées morales et, par une sorte d'anachronisme, attaque même la simonie, le népotisme et d'autres vices du clergé.

Le *Naturen Bloeme* ou *Fleurs de la Nature*, traduction libre de Cantipratanus, né à Leeuw-Saint-Pierre et disciple d'Albert-le-Grand, est un vaste traité où il expose toutes les sciences naturelles, telles qu'on les connaissait de son temps. En décrivant le crocodile, il fait la satire de la noblesse. Outre les digressions morales, il y a dans cet ouvrage des allusions mystiques à la Sainte Vierge.

Le *Spiegel historiael* ou *Miroir historique*, traduction libre de Vincent de Beauvais et d'autres, est une histoire universelle étendue depuis les temps les plus anciens jusqu'à l'époque de Maerlant, qui contient les documents les plus anciens écrits en flamand sur l'histoire de la Flandre. Quelques passages sont précieux pour l'histoire littéraire de cette époque.

Il y attaque les romans de chevalerie.

La Bible rimée ou *Rym-bibel* est une vaste composition religieuse dont l'orthodoxie fut mise en doute, mais justifiée, à ce que l'on croit, par une lettre même du pape.

Dans le dialogue de Martyn, il soulève avec assez de hardiesse des questions religieuses et sociales, telles que les peines éternelles, l'inégalité des conditions, etc.

Dans le *Van den Lande van Oversee*, ou le *Pays d'outre-mer*, il fait un appel chaleureux à la croisade.

L'*Heimelicheit der heimelicheden*, dont l'authenticité est plus douteuse, est un ouvrage politique et moral d'après un traité connu au moyen âge sous le nom de *Leçons d'Aristote à Alexandre*.

On a divisé ses poésies en narratives, didactiques, religieuses ou mystiques et lyriques.

Maerlant eut une grande action sur le peuple : il mit la science à sa portée, le soutint contre les excès de la noblesse et célébra l'affranchissement des communes.

Sans avoir le génie sublime du Dante, son contemporain, ni l'originalité de Cervantès, il eut la même influence qu'eux sur la langue et la littérature de son pays.

Il donna plus de fixité à la langue flamande, en fit l'organe populaire de la science qui, avant lui, ne se traitait qu'en latin. C'est à dater de son temps qu'elle servit à la rédaction des lois et des actes publics, à l'enseignement laïc, et qu'elle fut l'instrument d'une littérature nationale, féconde en chroniqueurs et en poètes (Velthem, de Clerck, etc.), pendant plusieurs siècles. Orthodoxe comme le Dante, il ne ménagea pas les vices du clergé.

Comme Cervantès, il combattit la poésie chevaleresque devenue triviale. Il la remplaça d'abord par des histoires encore mêlées de fictions, puis par des récits religieux tirés de la Bible, par l'histoire, les sciences naturelles et la philosophie morale. Le Dante aussi avait fait oublier la poésie des troubadours avec son poème mystique et savant.

Van Heelu.

Jean Van Heelu écrivit une chronique rimée.

Il la dédia à l'épouse de Jean II, duc de Brabant, Marguerite, fille d'Édouard I^{er}, roi d'Angleterre. « Puisqu'elle ne sait pas le flamand, dit-il, je lui ferai cadeau d'une pièce de vers en cette langue, qui lui servira à l'apprendre. »

Want si dietsche tale niet en can,
Daer bi wil ic haer ene gichte
Sinden van dietsche gedichte
Daer si dietsch in leeren moge.

Le flamand était donc appelé *dietsch* à cette époque : c'est le *deutsch*, la langue allemande, avec laquelle il a tant de rapports ou plutôt le *niederdeutsch*, le bas-allemand. La distinction entre la langue flamande et la langue hollandaise, le *vlaemsch* et le *hollandsch* est postérieure. Ce n'est qu'au xvi^e siècle, à la suite des révolutions religieuses et politiques qui séparèrent les deux pays que nous la trouvons nettement établie. Van Mander écrivait alors dans la préface de sa *Montagne des Oliviers* ou *poème des derniers jours* : « Je trouve le flamand avec le hollandais et autres dialectes indigènes (t'*vlaemsch* met t'*hollantsch* en ander inbeemsche spraken) qui tous ne font qu'une langue, si doux et si flexible qu'on peut mieux qu'en toute autre langue (pour autant qu'elles me soient connues) y exprimer ses idées avec clarté et en peu de mots. »

III.

LITTÉRATURE FLAMANDE DEPUIS LE XVI^e SIÈCLE.

Les troubles religieux et politiques de cette époque si dramatique de notre histoire se reflètent dans les compositions de plusieurs auteurs remarquables par leur verve poétique, très-différents d'opinion, et dont l'étude est très-utile pour la connaissance de ces temps agités. L'un d'eux, Marnix de S^{te}-Aldegonde, est assez connu. L'esprit libéral dominant de nos jours l'a remis en lumière. On a traduit et commenté ses ouvrages, particulièrement *la Ruche, de Byen-Korb*, satire en prose contre l'Église romaine, où il se montre adversaire de l'Espagne et ami de Guillaume-le-Taciturne. Son style est d'une élégance incontestable, surtout dans sa traduction en vers des Psaumes.

Anne Byns et Houwaert sont moins connus aujourd'hui, et méritent cependant de l'être davantage.

La première était une religieuse ou béguine, maltresse d'école à Anvers. Ses poésies intitulées *Refereynen* sont surtout des centons ou paraphrases de l'Écriture Sainte, mêlés de controverse, à la fois cantiques et satires contre Luther, qu'elle nomme le pape de Wittemberg, le cinquième évangéliste. Elle ne ménage pas non plus les vices des catholiques, ni l'esprit mercantile. Elle reconnaît elle-même que sa verve un peu âpre l'emporte parfois trop loin. Ses sentiments religieux sont nobles et élevés, ses descriptions naturelles, sa langue riche et harmonieuse, son vers cadencé comme celui de Goethe dans quelques-unes de ses poésies lyriques. Un auteur peu suspect de faveur à l'égard du catholicisme, Siegenbeek, dans son *Histoire abrégée de la littérature des Pays-Bas* (1), reconnaît que, fort louée de son temps et comparée à Sapho, elle ne fut surpassée en verve et en imagination par aucun poète contemporain hollandais ou flamand. « Il y a, dit Willems qui cite de longs fragments d'Anne Byns dans sa *Nederduytsche tael en letterkunde*, infiniment à apprendre, sous le rapport de la langue et de la poésie dans ses ouvrages, devenus rares aujourd'hui. »

Houwaert est intermédiaire d'opinion entre les deux auteurs précédents, catholique, au moins à la fin de sa vie, mais modéré par principe

(1) Ce petit ouvrage, traduit par Lebrocqy, est insuffisant pour donner une idée complète de notre littérature flamande. Il est à désirer qu'on écrive en français des ouvrages plus étendus sur ce sujet.

et sympathisant à une certaine époque avec Guillaume-le-Taciturne et Marnix de S^{te}-Aldegonde. Il traduisit même en vers flamands le discours latin prononcé par ce dernier en 1578 à la diète de Worms en faveur de l'archiduc Matthias contre don Juan d'Autriche et décrivit l'entrée triomphale de Matthias et du prince d'Orange. Cet ouvrage est orné de leurs portraits. Un autre ouvrage d'Houwaert est orné de son propre portrait : il porte le casque et la cuirasse et ressemble au duc d'Albe. Houwaert naquit à Bruxelles, et mourut en 1586 ; il était conseiller noble du Brabant. On l'enterra dans l'église de Saint-Josse-ten-Noode, et il n'est point considéré comme protestant par Foppens qui donne seulement son épitaphe et cite quelques-uns de ses nombreux ouvrages, parmi lesquels on trouve des poésies sur les quatre fins dernières de l'homme. Il en composa d'autres où les femmes jouent un grand rôle comme dans ceux de Cats et fut même surnommé le *Cats brabançon*. Ces ouvrages érotiques, mais dont l'esprit est moral, ont la forme de pièces dramatiques, de pastorales, etc. Il écrivit aussi des traités politiques. Sa devise était la modération : Tenez le juste milieu, *hout middel mate*. Elle était si grande qu'un ministre protestant écrivit en son honneur des vers cités dans un des ouvrages d'Houwaert. Une étude approfondie de cet auteur pourrait décider s'il y avait chez lui absence de principes bien établis, ou s'il a varié d'opinion à diverses époques de sa vie. De tels caractères du reste ne sont pas rares aux époques troublées où des partis très-opposés et également forts sont en présence. Tous n'ont pas les convictions fortes, ne partagent pas les opinions extrêmes. Juste-Lipse, son contemporain, est un autre exemple de cette indécision ou, si l'on veut, de cette versatilité. Ces hommes ne sont pas dangereux, à moins qu'ils ne passent d'un fanatisme à l'autre : au contraire leur influence adoucit ce que les caractères résolus ont de trop irritant. Si leur rôle paraît moins glorieux, ils ne sont cependant pas méprisables quand leur indécision est involontaire et que leurs changements de parti n'ont pas pour mobiles la perfidie ou la vénalité.

Quoique Houwaert ne traite assez souvent que des lieux-communs moraux et mythologiques, on trouve parfois chez lui des traits descriptifs d'une poésie plus vraie et plus naturelle.

Nous citerons les passages suivants pour donner une idée de son genre.

« J'avais poignard et rapière sans autres armes, pour aller où il plairait à Dieu, et j'étais ainsi parvenu dans une vallée profonde.... J'entendis alors un grand bruit et des hurlements épouvantables de bêtes sauvages ; il me semblait que c'étaient des renards, des loups, des ours,

des lions, des léopards, des tigres et des serpents, de sorte que je ne savais où aller. »

Ick hadde poignaert en rapier sonder ander wapen,
Om te gaen daer my van Godt soude worden gegont,
En soo ick geraet was in eenen seer diepen gront,
.
Soo hoorde ick een afgryselijk gerucht terstont,
En een gheschromelyck gehuyt van wilde dieren,
Het dochten my vossen, wolven, beyren en gieren,
Leeuwen, luypaerden, tygren, serpenten en slangen,
Soo dat ick niet en wist waer nemen myn ganghen.

Ce commencement est assez romantique et l'entrée de ce chevalier armé de son poignard et de sa rapière dans une vallée mystérieuse a quelque chose de dantesque.

Houwaert avait près de Bruxelles une maison de campagne appelée la *petite Venise*.

« Les jardins et les haies sont très-beaux, pleins de myrtes, de romarins et de lauriers, de roses blanches, rouges et incarnat, de violettes....

De tuynen en hagen van dees hoven seer schoone
Syn van myrtas, rosemaryn en lauwerieren,
De witte, roode en incarnate roose idoone,
De kersoukens, pensekens en violieren.

« avec toute sorte de petites fleurs et d'églantiers qui ont l'air si aimable qu'elles pourraient orner les nymphes de couronnes colorées, et toutes ces plantes diverses, vertes, dorées, argentées, rouges, bleues, jaunes, sont les unes médicinales et les autres parfumées. Ils n'ont pu être plus beaux, ces jardins d'Alcinoüs où les fruits mûrissaient hiver comme été. »

Met alderley bloemkens en eglentieren
Die staen hier soo lieflijck in sausoene
Dat haer de Nymphen hier moghen vercierien
Met gecoleurde croonen soo syn ghewoone
En al dees diversche cruyen die som groene,
Vergult, versilvert, root, blauw, gheluwe en vallsyn,
Moet men som welriekende, som medicinael syn.
Alcinoy hof en cost niet schoonder ghewesen
Daer soo wel t' somers als t' swinters vruchten groeyden.

Puis il énumère les beaux jardins de l'antiquité, ceux des Hespérides, de Lucullus, etc.

Dans sa *petite Venise*, on voit bondir et courir joyeusement les daims.

Die siet men hier vrolyck springhen en loopen.

Les oiseaux et les beaux cygnes blancs s'y baignent.

De schoon witte swanen hun in t' water doopen.

On y voit une foule de poissons de tout genre se jouer, folâtrer et plonger.

Allerhande visschen siet men hier met hoopen
Wellustelyck spelen en in water swemmen.

De la hauteur on peut apercevoir la belle ville princière de Bruxelles,

Dan op de hoochde ist dat men can aenschouwen
De princelijcke stadt van Bruyssel schoone.

.

les beaux bois de Soignes et de Linthout (1). »

Het schoonen bosch van Sonien en Luythout idoone
Die legghen oock beneffens dese palen.

Son enthousiasme pour son pays natal ou pour sa propriété est si grand que selon lui « les beaux points de vue que forment ces bois, ces étangs (Rouge-Cloître ?), ces montagnes, ces vallées surpassent tous les autres, et que les hommes de goût qui ont beaucoup voyagé conviennent (un peu complaisamment sans doute) que c'est le lieu le plus agréable de l'Europe. »

De schoonheydt dier haer ontdeckt claer ten thoone
Van dees booschen, water, berghen, valeyen, dalen,
Gaet te boven soo de edel geesten verhalen
Die veel landen doorreyst hebben en tot const genegen zyn
Als de plaisantien die in Europa ghelegen zyn.

On doit aussi au xvi^e siècle une version flamande de la Bible et une traduction de Tite-Live. Dodoens (Dodonæus), célèbre botaniste, publia en flamand son histoire des plantes. Nous citerons encore un ouvrage historique important sur l'état des Pays-Bas, par Van Meteren, et deux ouvrages philologiques imprimés chez Plantin : *Thesaurus theutonicae linguae et Etymologicum theutonicae linguae*.

Le hollandais Coornhert publia en 1561 les douze premiers livres de l'Odyssée en vers flamands. Jusqu'à cette époque, la plupart des écrivains remarquables appartiennent à nos provinces.

(1) Les noms sont peut-être altérés dans le texte.

Au xvii^e siècle, l'indépendance de la Hollande fut favorable au développement de sa littérature. On distingua depuis lors, par la prononciation et l'orthographe, le hollandais du flamand dont la culture fut plus négligée. Grâce à l'étude des écrivains de l'antiquité, la Hollande eut alors une littérature classique, trop classique même plus tard par l'imitation exclusive de la littérature française. Cependant, quoique les écrivains célèbres de cette époque appartiennent plutôt à la Hollande, deux d'entre eux ne sont pas étrangers à notre pays. Vondel, le tragique, naquit à Cologne de parents anversois (à peu près comme Rubens). Cats, quoique né en Hollande, fut instruit par un brabançon, et écrivit dans un dialecte analogue à celui de notre province.

De tous les auteurs hollandais, c'est celui qui est le plus goûté chez nous. Aimable poète moraliste, chantant surtout les peines et les joies du mariage, l'amour, les femmes, leurs charmes et leurs dangers, il est encore admis à nos foyers domestiques, et il est peu d'anciennes familles flamandes de la province d'Anvers et du Brabant où l'on ne trouve un bon vieux Cats, relié en veau avec de jolies vignettes emblématiques représentant les costumes de son temps.

Simon Stevin de Bruges traita le premier en prose flamande un sujet scientifique.

Le savant jésuite Liévin de Meyer, né à Gand, publia, en 1723, une élégante traduction en vers de son poème latin *de Ira*.

En général cependant, notre littérature flamande est peu remarquable pendant les deux derniers siècles et, en Hollande même, après les grands auteurs de l'époque classique, la fin de la lutte contre l'Espagne semble avoir abaissé le génie national, qui ne se releva qu'au déclin du xviii^e siècle. La poésie et l'éloquence retrouvèrent alors leur ancien éclat, grâce à l'influence de la littérature allemande. Le célèbre poète et philologue Bilderdyk représente surtout cette époque.

De nos jours, Willems, poète et philologue d'une égale célébrité, quoique belge, peut être considéré comme intermédiaire entre la littérature néerlandaise du temps du royaume des Pays-Bas, et notre littérature flamande actuelle qui, favorisée par notre indépendance nationale, s'est relevée de nos jours et est surtout représentée par le célèbre romancier historique Conscience.

ED. JUSTE.

SITUATION DE LA HOLLANDE.

LES PARTIS POLITIQUES ET LES CATHOLIQUES.

La question de l'enseignement préoccupe vivement depuis quelque temps nos voisins du nord. On sait que la loi sur l'instruction primaire, actuellement en vigueur dans les Pays-Bas, date de 1857 et qu'elle a consacré, avec certains tempéraments, le système de *l'école neutre* (1). Cette loi, adoptée à une très-forte majorité, soulève aujourd'hui l'opposition des catholiques et des protestants orthodoxes. Les libéraux au contraire s'en déclarent les partisans.

L'importance de la question nous engage à appeler l'attention de nos lecteurs sur les principes, les tendances et les forces respectives des divers partis qui divisent la Hollande.

I.

LES PARTIS POLITIQUES.

Ces partis sont au nombre de trois :

- 1° Le parti antirévolutionnaire, ou le parti chrétien historique ;
- 2° Le parti conservateur politique ;
- 3° Enfin le parti libéral.

Nous jetterons sur chacun de ces partis un rapide coup d'œil, et nous indiquerons ensuite auquel d'entre eux se rattachent les catholiques.

Le parti antirévolutionnaire s'est incarné depuis plusieurs années dans la personne de son chef, M. Groen van Prinsterer, que l'on désigne parfois sous le nom de « Pape des orthodoxes, » et dont les partisans

(1) Voir le travail de M. Dechamps sur *l'École dans ses rapports avec l'État, l'Église et la liberté*. Revue Générale de 1868, tome 1^{er}, p. 370.

s'appellent Groenianen. C'est un savant de premier ordre et un érudit infatigable. Déjà, en 1848, M. Groen a siégé à la seconde chambre des États généraux. Il y a professé hautement ses doctrines avec un talent remarquable, mais qui n'a pu néanmoins atténuer l'effet des sophismes qui en font la base principale. Cependant, grâce à la constance inaltérable avec laquelle, soit dans ses discours aux Chambres, soit dans une série de brochures, il a soutenu ses idées, il est parvenu à faire école.

M. Groen, ainsi que ses adhérents antirévolutionnaires, appartient à la secte des calvinistes orthodoxes. Nous ne saurions dire s'il croit aux dogmes de Calvin aussi exclusivement que les calvinistes du seizième siècle ; mais, comme il y a encore parmi nous un grand nombre de protestants orthodoxes qui sont aussi intimement convaincus de la réalité de la prédestination que Calvin lui-même, il ne serait point étrange que M. Groen, ainsi que ses disciples, fussent partisans de ce dogme terrible. Dans la réforme du xvi^e siècle, les calvinistes voient l'esprit de Dieu qui aurait voulu préserver son Église de l'idolâtrie papiste, et conduire ses élus de Hollande vers le salut au moyen de cette doctrine.

Aussi longtemps que ce peuple privilégié resta fidèle à la loi divine (selon le synode de Dordrecht de 1618), Dieu le combla de bénédictions. Mais ce peuple quitta son Dieu pour sacrifier à des doctrines perverses. Les doctrines de la révolution française, les idées modernes l'ont séduit : de là les maux sans nombre qui l'ont accablé. Point de salut pour la nation, si elle ne retourne vers son Dieu.

M. Groen a nommé sa doctrine « antirévolutionnaire, » parce qu'il proteste contre toutes les révolutions qui se sont accomplies depuis 1789. Il la nomme aussi « chrétienne historique, » parce qu'elle repose sur le christianisme arrangé par le synode que nous venons de citer, et sur l'histoire nationale.

D'après l'histoire nationale, telle que la comprend M. Groen, les provinces-unies, depuis la révolution religieuse de 1572, ont été appelées à conserver la doctrine pure de l'Évangile, comme autrefois le peuple d'Israël a été choisi pour conserver intacte la loi de Dieu.

Toute transaction avec l'esprit moderne est une trahison envers la Divinité.

L'idéal politique de l'école de M. Groen consisterait en une monarchie forte sous le sceptre de la maison d'Orange. Le roi, fidèle à la tradition historique, resterait le défenseur de la foi selon le synode de 1618. L'État serait intimement uni à l'Église réformée. Les protestants des autres sectes, ainsi que les catholiques, n'auraient droit qu'à une très-large tolérance. L'Église nationale, d'ailleurs, devrait être complètement

indépendante du souverain, soit dans sa doctrine, soit dans sa discipline. Le synode jugerait en dernier ressort tous les cas qui pourraient s'y rattacher, et le roi n'aurait d'autre ingérence que celle de le protéger dans l'exercice de son ministère et dans l'exécution de ses décrets. — En outre, les règlements de Guillaume I^{er}, par lesquels l'Église est soumise au roi, constituant aux yeux de M. Groen une usurpation *in sacra*, devraient être abolis.

En résumé, souveraineté de la maison d'Orange, suprématie de l'Église réformée orthodoxe, tradition historico-calviniste comme base de l'éducation populaire, tel est le programme du parti de M. Groen van Prinsterer, du parti antirévolutionnaire.

Cependant, il s'en faut de beaucoup que ce parti dédaigne les voies et les moyens révolutionnaires. Il a menacé plus d'une fois le Parlement « du peuple qui se trouve derrière les électeurs. » — En s'alliant, en 1833, avec les conservateurs politiques, il a suscité une agitation violente contre la hiérarchie catholique et renversé le ministère.

En 1836, il a tenté de susciter un nouveau mouvement à propos du projet de loi sur l'enseignement primaire. Fortement organisé, docile « à la voix du maître, » ce parti exerce une grande influence sur le pays. Les enfants hollandais de Calvin n'ont pas encore dépouillé le vieil esprit de corps de la *huguenoterie* et du puritanisme britannique.

Les doctrines de M. Groen ne sont pas partagées absolument, dans tout leur esprit et leur exclusivisme, par l'unanimité de ses adhérents. Beaucoup d'entre eux, la majorité peut-être, les hommes éclairés enfin, professent des idées plus modérées. Cependant ses vues sur la suprématie de l'Église calviniste et sur la nécessité d'un enseignement chrétien de la jeunesse sont généralement acceptées par tous les membres du parti chrétien historique.

Ce parti, que l'on pourrait appeler plus justement le parti orthodoxe, ne dispose que de 5 ou 6 voix dans la seconde chambre; mais il n'y a presque pas de district électoral où il n'exerce une grande influence, à l'exception pourtant de la province de Groningue, où les libéraux sont en majorité, ainsi que du Brabant et du Limbourg, où dominent les catholiques. On retrouve ses traces chez la petite bourgeoisie, chez les habitants des campagnes, et parmi un grand nombre de familles anciennes, débris de l'antique oligarchie des provinces-unies.

Les « conservateurs politiques » liés avec le parti antirévolutionnaire par intérêt politique, s'en séparent néanmoins sur un grand nombre de points. Reste du parti dominant avant 1848, puis rajeuni par de nouvelles recrues, ce parti semble avoir accepté sincèrement la constitution

de 1848, bien que ses adversaires prétendent le contraire ; mais il désire que la puissance royale soit complètement indépendante des caprices de la seconde Chambre. A ses yeux, la souveraineté ne réside pas dans cette chambre seule, mais dans le trône, aidé et conseillé par les deux chambres des États généraux. C'est la base de toute sa politique. Dans la question coloniale, il est l'adversaire déclaré de toute immixtion du Corps législatif résidant aux Pays-Bas. Il veut que les Indes soient gouvernées au nom du roi par le gouverneur général, et prétend maintenir le système d'exploitation des colonies par l'État et pour l'État.

Dans la question religieuse, les conservateurs se divisent en partisans de l'espèce de Joséphisme que Guillaume I^{er} a voulu transporter dans les Pays-Bas, et en indifférents ou tièdes qui n'accordent aux idées religieuses qu'une importance secondaire. Beaucoup d'entre eux sont imbus des idées rationalistes et philosophiques, et, s'ils font cause commune tantôt avec les orthodoxes, tantôt avec les catholiques dans la question de l'enseignement primaire, ce n'est qu'au point de vue politique et parce qu'ils ont besoin de flatter les sentiments religieux de la population, pour mieux combattre le parti libéral. Ces alliances seules leur donnent une influence relative dans le pays. Ce parti est en minorité dans la seconde Chambre. Dans la première, il a peut-être trois ou quatre voix de majorité. L'opinion générale est que les sympathies du roi Guillaume III lui sont acquises.

En 1853, les conservateurs ont renversé le cabinet libéral par leur alliance avec les orthodoxes et en évoquant contre les évêques les passions antipapistes. En 1866 et en 1868, ils ont tenté de s'emparer du pouvoir en s'alliant à la fois aux orthodoxes et aux catholiques, et ils ont surtout échoué parce qu'ils n'ont pas accepté franchement le programme de révision de la loi sur l'enseignement primaire.

Vient enfin le grand parti libéral, avec ses différentes nuances.

Il y a d'abord les libéraux doctrinaires, partisans décidés de M. Thorbecke, qui, comme les conservateurs politiques, sont généralement indifférents en matière de religion, ou, du moins, ne donnent pas aux questions religieuses une grande part dans leurs sympathies. Si les conservateurs politiques penchent du côté de l'orthodoxie, les libéraux doctrinaires inclinent davantage du côté du rationalisme modéré. Ils proclament hautement le principe de la séparation de l'Église et de l'État, et ne veulent reconnaître aux diverses communions d'autres droits que ceux qui sont accordés à toute société civile. Ils sont partisans déclarés de l'ingérence directe de l'État dans l'enseignement,

centralisateurs et adversaires absolus de tout provincialisme ; plus imbus que les conservateurs des idées prétendues modernes, ils ont beaucoup d'analogie avec le parti doctrinaire de Belgique qui reconnaît M. Frère pour son chef.

En second lieu, viennent les radicaux. Ceux-ci sont partisans avant tout de l'omnipotence de l'État ; ils demandent des innovations hardies dans les questions coloniales et financières et l'assujettissement à l'État de l'enseignement ; ils proclament hautement que le souverain doit suivre l'impulsion qui lui est donnée par la majorité de la Chambre, ainsi que cela se pratique actuellement en Belgique.

Telles sont les idées gouvernementales du parti radical.

La religion joue donc un grand rôle dans les luttes politiques de la Hollande, et il ne faut pas s'en étonner.

Depuis plusieurs années, le rationalisme, le panthéisme, l'esprit de négation ont envahi les églises protestantes. Plus de la moitié des pasteurs (et cela n'est point une exagération de ma part) ont rejeté la croyance au surnaturel. Le baptême, la cène, sont devenus des pratiques indifférentes à leurs yeux. La divinité du Christ est hautement attaquée. Journaux, revues, la plupart des organes influents de la publicité dans notre pays servent à propager ces doctrines, que la *Revue des Deux-Mondes*, le *Journal des Débats*, le *Siècle* ont mises à la mode et qui ont malheureusement trouvé un écho complaisant, même au sein des chaires évangéliques. Cette déchéance de l'ancienne doctrine de l'Église réformée a excité l'indignation d'un grand nombre de protestants. Une scission profonde des esprits en a été la conséquence, et pourrait bien, à un moment donné, provoquer des luttes dont les conséquences ne seraient pas moins déplorables que celles qui ont signalé les troubles de 1618, époque la plus regrettable de l'histoire de la Hollande.

II.

LES CATHOLIQUES JUSQU'EN 1866.

Si par le mot « parti » on entend désigner un certain nombre d'hommes ayant les mêmes idées, les mêmes convictions, les mêmes intérêts à défendre, nous avons en Hollande un parti catholique ; mais si au contraire on entend parler d'une association organisée pour la réalisation d'un plan quelconque, obéissant au même mot d'ordre, dirigée par des chefs reconnus, ce parti n'existe pas chez nous.

Les catholiques hollandais les plus influents et les plus intelligents ont toujours rejeté loin d'eux l'idée de former un parti catholique politique, et ils n'ont jamais voulu non plus s'identifier complètement avec un des deux grands partis conservateur ou libéral. L'absorption des catholiques par le parti contre-révolutionnaire est également impossible ; car, par l'essence même de leurs idées, ils ne pourraient que dans de très-rares circonstances se trouver en parfaite communion de sentiments et tendre au même but, comme cela se produit aujourd'hui à propos de la question de l'enseignement.

Pour avoir une idée exacte de la situation politique des catholiques dans les Pays-Bas, il est nécessaire de remonter à 1848. Bien qu'émancipés de droit depuis 1798, l'émancipation réelle et l'influence politique de nos coreligionnaires ne date que d'une vingtaine d'années. Guillaume I^{er} les tint toujours dans un état d'infériorité marquée. Ils n'avaient d'ailleurs ni l'occasion de faire valoir leurs droits, ni la conscience de leurs propres forces ; l'habitude de l'oppression les avait rendus entièrement passifs, et c'est presque à leur insu qu'ils finirent par entrer dans la vie active de la politique.

Vinrent alors les mémorables années de 1848 et 1849. Guillaume II, pour parer sans doute à l'envahissement de l'esprit révolutionnaire que les événements de France avaient déchaîné sur l'Europe, nomma de son propre mouvement une commission spéciale qu'il chargea de rédiger une nouvelle Constitution en la basant sur les principes les plus larges de liberté politique.

Un parti puissant essaya d'entraver cette œuvre de reconstruction. Mais les libéraux s'adressèrent aux catholiques les plus éminents pour la faire triompher. Ces derniers comprirent aussitôt que la liberté constitutionnelle, le suffrage direct, la réduction du cens électoral, le droit d'association, la liberté de la presse, la liberté de l'enseignement, la responsabilité du pouvoir exécutif, ne pouvaient que leur être favorables, et ils se rallièrent aux libéraux, sous la condition expresse que la suppression du *placetum regium* et le principe de la liberté absolue de l'enseignement seraient déclarés par la nouvelle Constitution.

Cependant deux ans s'étaient à peine écoulés que de profondes dissensions se produisirent dans le camp des libéraux qui avaient conquis la constitution de 1849.

Comme il y avait en France diversité d'idées entre M. Guizot et M. Thiers, il y eut diversité d'idées en Hollande entre M. de Kempenaar et M. de Thorbecke, deux des principaux auteurs de la constitution nouvelle. Les conservateurs politiques d'aujourd'hui sont les disciples du

premier; les libéraux doctrinaires, les adhérents des idées du second.

Les élections directes donnèrent aux catholiques l'occasion de faire valoir leurs forces, et ils assurèrent la majorité dans les Chambres à M. de Thorbecke, qui devint ministre de l'Intérieur et chef du cabinet libéral. Ce cabinet auquel on doit plusieurs lois organiques, entre autres celles sur les États provinciaux, sur l'administration des communes et sur les élections, fut renversé en 1853 par une coalition des conservateurs et des antirévolutionnaires, qui suscitèrent une tempête contre les *Papothorbeckianen* (nom qu'ils donnaient aux catholiques et aux libéraux réunis), à l'occasion de l'érection des évêchés dans les Pays-Bas.

Ainsi que je l'ai constaté plus haut, le sentiment religieux a chez nous une force très-grande, surtout parmi les habitants de la campagne, dont l'influence électorale est considérable, et dans la petite bourgeoisie. Les conservateurs et les antirévolutionnaires réussirent à épouvanter les populations avec le spectre de l'inquisition, du despotisme clérical, etc. Les masses protestantes furent atteintes d'une véritable *épiscopophobie*, dont les hommes intelligents du pays rougissent encore aujourd'hui. Le ministère libéral tomba; la seconde Chambre fut dissoute, et les conservateurs arrivèrent au pouvoir et évincèrent à leur tour le parti antirévolutionnaire ou protestant-orthodoxe, qui avait été le principal auteur du mouvement hostile à l'Église. Les vainqueurs ne dirigèrent, en réalité, que des attaques très-modérées contre les catholiques. Ils firent, il est vrai, la loi de 1853 sur les cultes. Ils défendirent de porter l'habit ecclésiastique en dehors de l'église et de faire des processions publiques. *Mais la hiérarchie catholique fut officiellement reconnue!*

On cite à ce sujet une anecdote qui fera mieux connaître la situation à cette époque que les plus longs discours.

M. Luyben, député de Bois-le-Duc, aurait dit, assure-t-on, au chef du ministère: « Avec une allumette nous pouvons mettre en flammes tout le Brabant », province presque exclusivement catholique. A quoi le baron Van Hall répondit en souriant: « Il n'en sera pas ainsi, M. Luyben: vous n'aurez pas lieu d'être si mécontents. »

Et, de fait, la loi de 1853 n'a pas empêché les catholiques d'étendre librement leur influence. Il y a plus. Les conservateurs, les protestants-orthodoxes, les hommes d'avril 1853, sont en quelque sorte devenus aujourd'hui les alliés des catholiques.

Au fond, rien n'est plus logique.

Il s'en faut de beaucoup d'abord que les libéraux de 1853 qui, avec

M. de Thorbecke, avaient soutenu les catholiques ou plutôt étaient tombés à cause d'eux, soient les libéraux de 1868. Un grand nombre de ceux qui aujourd'hui soutiennent les libéraux, parce que ceux-ci refusent aux catholiques et aux orthodoxes la liberté entière de l'enseignement, ont pris part à l'agitation contre les libéraux de 1853, parce qu'ils semblaient favoriser la cause catholique. Mais, il importe de le remarquer, si la hiérarchie religieuse fut à cette époque reconnue par eux, ce ne fut certes pas à cause de la sympathie qu'ils éprouvaient pour les catholiques, mais parce qu'ils voulaient appliquer leur principe de la séparation de l'Église et de l'État. Ils s'allièrent *accidentellement* avec les catholiques, et perdirent *accidentellement* le pouvoir à cause d'eux.

Quoi qu'il en soit, il y avait donc, depuis 1853, entre les catholiques et les libéraux, le lien d'une défaite commune. Presque partout ils votèrent depuis pour les mêmes candidats, et les députés des districts catholiques embrassèrent chaudement la cause de Thorbecke. Après des tiraillements sans nombre et plusieurs changements de ministère, le pouvoir fut enfin ressaisi par les libéraux sous un second ministère Thorbecke.

Dans l'entretemps, la loi sur l'enseignement avait été acceptée en 1857 des mains d'un ministère conservateur. Les principes de cette loi étaient sur beaucoup de points en harmonie avec les idées des libéraux, les conservateurs, ainsi que je l'ai rappelé plus haut n'étant rien moins que favorables au développement des influences religieuses.

Postérieurement à l'avènement du second cabinet Thorbecke, quatre causes principales amenèrent une rupture entre les libéraux et la *majorité* des catholiques :

1° L'application de la loi sur l'enseignement primaire, dans un esprit de centralisation tendant à créer des obstacles à l'enseignement religieux et froissant les susceptibilités légitimes des catholiques ;

2° La proclamation du principe de la séparation absolue de l'Église et de l'État ;

3° La sympathie déclarée d'une partie de la presse libérale pour les attentats et la personne de Garibaldi, et le mépris qu'ils ont voué à nos vaillants zouaves pontificaux, contre lesquels ils ont même réclamé l'interdiction des droits de citoyen hollandais ;

4° Enfin, la défiance bien naturelle qu'inspirent aux catholiques ces soi-disant libéraux, que la France ne connaît que trop et dont le radicalisme est toujours prêt à applaudir à toutes les persécutions dont

l'Église est l'objet de nos jours dans la personne des prêtres et des religieux.

Le vrai parti libéral a souffert en Hollande, parce qu'il n'a pas su ou n'a pas pu répudier de tels auxiliaires.

Ce parti dut quitter le ministère à la suite d'une mésintelligence survenue entre ses chefs, sur la question de la politique coloniale.

Le roi appela alors au ministère les chefs du parti conservateur. Dans ce cabinet se trouvaient deux hommes très-distingués : l'un, protestant orthodoxe, M. Heemskerk, l'autre, catholique éminent, homme de grand talent, de beaucoup d'énergie et d'une droiture incontestable et jouissant de l'estime générale, M. le conseiller Borret.

L'arrivée au pouvoir de M. Borret eut une grande et salubre influence. La question de l'enseignement primaire y gagna beaucoup d'importance et captiva bientôt l'intérêt des hommes religieux. Une fraction considérable du parti catholique, mise en défiance par les tendances antireligieuses de la presse et des hommes du parti libéral, vit dans l'avènement de M. Borret un gage d'un désir sincère de réconciliation de la part des conservateurs.

III.

LES CATHOLIQUES DEPUIS 1866.

A l'époque de la formation du ministère Heemskerk-Borret, la question coloniale était la question brûlante. M. Myer, ministre des Colonies, qui avait promis de la résoudre, fut envoyé à Java avec le titre de gouverneur général, et M. Frakranen, associé d'une maison de commerce très-considérable d'Amsterdam, lui succéda au ministère. A la vérité, la solution pratique des questions coloniales dépend aussi bien du gouverneur général aux Indes que du ministère à La Haye, car ce gouverneur a des pouvoirs fort étendus ; mais l'opinion publique presque entière crut voir dans la nomination de M. Myer une véritable mystification : on alla jusqu'à supposer que M. Myer, n'ayant que peu de fortune, espérait rétablir sa position pécuniaire par la jouissance d'une charge très-lucrative. M. Nolthenius, ennemi personnel de M. Myer, à ce qu'on dit, interpella le ministère au sujet de cette nomination, et proposa une motion d'ordre. La deuxième chambre des États généraux, désapprouvant la nomination de M. Myer au gouvernement général des

Indes orientales, passa à l'ordre du jour. Cette proposition, formellement hostile au ministère, fut votée par une majorité de 39 voix contre 38.

En présence d'une majorité aussi insignifiante, le roi crut devoir ne pas accepter la démission du ministère, et procéda à la dissolution de la deuxième chambre des États généraux, suivant le conseil donné, dit-on, par M. Borret, l'homme d'action et d'énergie du cabinet. Peu de jours après, il fit paraître un manifeste dans lequel il se plaignait que le changement continuel des ministères rendit le gouvernement difficile, sinon impossible, et invitait son peuple fidèle à lui donner une Chambre qui, par une opinion bien décidée, le mît à même de gouverner le pays.

Bientôt de nouvelles élections eurent lieu. En Hollande tout homme majeur, jouissant de ses droits civils et payant un cens qui diffère selon les localités, est électeur. A Amsterdam, pour être investi du droit électoral, il faut payer 120 florins de contributions directes; à Rotterdam, 100; à Hoorn, à Eindhoven, 32; le cens le moins élevé est de 20 florins. Les électeurs expriment leur vote par des bulletins *non signés* qu'ils déposent dans une boîte bien fermée. Chaque district est divisé en plusieurs *sous-districts*, formés chacun d'une commune, et l'électeur n'a, pour voter, qu'à se rendre à la mairie de son propre domicile. Aussi notre loi électorale est-elle peut-être une des plus libérales de l'Europe, et chaque électeur est-il en état de pouvoir voter sans la moindre difficulté ou perte de temps. Le secret du scrutin est fidèlement observé; car l'administration défend et l'opinion publique flétrit la moindre ingérence des agents du gouvernement dans les élections. La population des petites villes et des campagnes a une influence politique fort étendue, et si, en Belgique, on avait la même loi électorale, nous sommes convaincus que le despotisme doctrinaire y aurait bientôt pris fin.

Inutile de dire combien fut grande l'émotion; lors des élections dont nous parlons, combien les passions politiques furent surexcitées. On ne craint pas en Hollande de se servir de tous les moyens possibles, honnêtes et malhonnêtes, pour gagner les électeurs. Les choses se passent tout à fait à l'anglaise; à l'exception des coups de bâton et des batailles entre électeurs. Les affiches, les annonces, le charlatanisme, les diffamations, les intérêts de clocher jouent un grand rôle dans nos élections. C'est ce qui arriva également dans celles qui suivirent la dissolution de la deuxième Chambre en 1866.

Le parti ministériel prétendit que cette Chambre n'avait pas le droit de manifester par un vote la désapprobation des nominations faites par le

roi en vertu des pouvoirs que lui confère la Constitution. L'opposition soutint, au contraire, que les Chambres avaient le droit de censurer tous les actes du gouvernement. Les ministériels alors accusèrent la Chambre de tendre à l'omnipotence parlementaire au détriment de la première chambre des États généraux et des prérogatives royales. Les libéraux crièrent au despotisme et au gouvernement à la Bismark, nom très-antipathique aux Hollandais.

Cependant les catholiques restaient indécis. Les conservateurs alliés aux contre-révolutionnaires ne pouvaient espérer, sans leur aide, contre-balancer le grand parti soi-disant libéral, composé, comme nous l'avons dit, de véritables amis de la liberté constitutionnelle, de doctrinaires et de radicaux, à ce moment-là très-unis. Les catholiques hésitèrent. Les uns se souvinrent surtout de l'agitation anti-papiste de 1853, suscitée par la coalition des conservateurs et des protestants orthodoxes. Les autres se laissèrent guider par cette considération que le parti libéral voulait introduire l'indifférence, sinon pis encore, dans les écoles primaires, et qu'il dédaignait de faire droit à leurs justes réclamations.

Le poids que les catholiques peuvent mettre dans la balance est très-considérable; car ils sont plus nombreux que les protestants, dans huit districts électoraux qui envoient quinze députés à la seconde Chambre, et ils peuvent donner la majorité dans les districts de Hoorn, Alkmaar, Haarlem, Amsterdam, Leyde, Delft, Almelo et Zutphen, qui nomment vingt membres. Dans le conflit entre le parti conservateur et le parti libéral, l'élection de 35 députés sur les 75 qui composent la seconde Chambre, dépendait donc pour une grande partie des suffrages des catholiques.

Quoique l'immense majorité des catholiques dans les Pays-Bas soit formée de ce qu'on se plaît à appeler chez vous des *cléricaux*, cependant la propagande libérale exerce sur eux une certaine influence. Un vent libérateur venant de la Belgique se fait habituellement sentir à Maestricht, et se répand de là sur une partie du Brabant septentrional et du Limbourg : mais la défiance contre les auteurs de l'agitation de 1853 fut le plus puissant auxiliaire des libéraux.

Néanmoins, plusieurs catholiques influents, soit par leur position, soit par leur plume, se décidèrent, après mûre réflexion, à soutenir les candidats conservateurs. M. Van Nispen, M. Borret-Muitsaers (homonyme du ministre), tous deux hommes éminents; M. Alberding Thym, poète et archéologue distingué; M. J.-J. Van de Biesen; M. le docteur Nuyens, historien, et *primus inter pares*, le rédacteur du *Tyd*, lié par des rapports de sympathie et d'amitié avec ces messieurs, et bien d'autres encore

parvinrent à exercer assez d'influence pour que la plupart des électeurs catholiques au delà du Moerdyck (c'est-à-dire dans les provinces où la majorité est protestante), donnassent leurs voix aux conservateurs.

Mais aussi ceux-ci avaient-ils fait amende honorable; par exemple, à Amsterdam, où l'on élit six membres à la deuxième chambre des États généraux, les chefs du parti conservateur vinrent prier un catholique influent de désigner un catholique agréable à ses coreligionnaires, offrant de le proclamer le candidat de leur parti. M. J.-J. Van de Biesen, avocat, homme sérieux, modeste et de grande-capacité, fut désigné, obtint plus de 1,200 voix, mais manqua de 70 voix pour avoir la majorité. A la dernière heure, les libéraux avaient usé, je ne dirai pas d'un mensonge, mais d'un subterfuge, et répandu le bruit qu'il y avait eu chez monseigneur l'évêque de Haarlem un conciliabule où avaient paru M. Borret et M. Mutsaers, conseiller d'État, en vue de tracer une ligne de conduite aux laïques. De là nouvelle attaque d'*épiscopophobie* chez plusieurs Amsterdamois, et l'abandon par environ 100 électeurs du nom de M. Van de Biesen, qui d'ailleurs, entièrement absorbé par les œuvres de bienfaisance et homme de mœurs paisibles, n'avait pas brigué, mais seulement accepté la candidature en question, en cédant aux sollicitations de ses amis.

Dans les districts de Ruremonde, Tilburg, Bois-le-Duc, les électeurs catholiques firent subir une défaite au parti libéral; dans ceux d'Alkmaar, Amsterdam, Leyde, Zutphen, etc., les conservateurs obtinrent la majorité uniquement par le concours efficace des catholiques qui, dans cette circonstance, les sauvèrent du naufrage.

En résumé, les électeurs, qui certainement ne sont pas tous habitués aux affaires politiques, nommèrent une Chambre indécise, flottante, véritable expression de l'état des esprits, hésitant entre ses instincts conservateurs et ses idées libérales. Les conservateurs y avaient une majorité insignifiante de 39 ou 38 voix contre 37 ou 36.

Les affaires allaient tant bien que mal, lorsqu'arriva, au milieu de l'année, la mort de M. Borret, décédé subitement à l'âge de cinquante-trois ans. Le roi en fut fort affligé, et fit faire au défunt des obsèques comme jamais on n'en avait fait à un particulier; mais le vide créé par cette mort ne put être comblé. M. Wintgens, conservateur protestant, jurisconsulte éminent, succéda à M. Borret au ministère de la Justice; mais la force du ministère s'était évanouie avec le défunt. Plusieurs députés flottant entre le parti libéral et le parti conservateur, ne subissant plus le prestige de l'éminent homme d'État, commencèrent à pencher vers les libéraux.

Advint la question du Luxembourg, si intimement liée avec la politique générale de l'Europe. Les libéraux accusèrent le ministre des Affaires Étrangères, baron Van Zuylen, d'avoir mis en péril la neutralité des Pays-Bas, véritable moyen de rendre un homme suspect; car, en Hollande, tous les partis sont d'accord sur cette question, et tiennent autant au principe de la neutralité qu'à leurs querelles particulières au sujet des colonies ou de la question religieuse. Il n'y a guère que la méfiance à l'égard de la Prusse qui puisse contre-balancer l'influence de ce principe; et quand les agitateurs protestants veulent rendre suspects leurs concitoyens catholiques, ils les accusent d'avoir de grandes sympathies pour la France, quoique, en réalité, ceux-ci aiment autant que les protestants à rester indépendants. Nous ne voulons que des relations amicales, et point d'alliance intime avec aucune des grandes puissances. Eh bien! cette accusation d'avoir mis en péril notre neutralité parut assez grave à la majorité de la Chambre pour lui faire rejeter par 38 voix contre 36 le budget du ministère des Affaires Étrangères.

Le roi, qui connaissait les négociations avec la France et la Prusse, ignorées du public et des députés, crut ne pas devoir accepter l'offre de démission du cabinet, et promulgua un décret de dissolution de la Chambre. Par la mort de M. Borret, il n'y avait plus de ministre catholique; mais, pour ne pas blesser les catholiques, on rétablit les ministères des Cultes, et on nomma M. Luyben ministre du culte catholique. Les libéraux entreprirent alors d'insinuer aux catholiques que leur donner un ministère aussi insignifiant était un leurre.

De nouvelles élections eurent lieu en 1867, au mois de janvier. Au dernier moment, le ministre de l'Intérieur, M. Heemskerk, proposa un projet de loi contenant quelques modifications à la loi de 1857 sur l'enseignement primaire; mais il était trop tard. La question de l'opportunité des dissolutions des Chambres fut mise en avant par les libéraux, avec beaucoup d'habileté. La politique vacillante de M. Heemskerk et du nouveau ministre des Colonies, M. Haiselman, n'eut pas, à beaucoup près, autant d'influence qu'en avait la fermeté de M. Borret. Les élections donnèrent gain de cause aux libéraux; environ 39 libéraux et 36 conservateurs furent élus.

Dans la discussion du budget du ministère des Affaires Étrangères, au mois de mai 1867, la voix d'un membre catholique longtemps hésitant fit pencher la balance du côté des libéraux; le budget fut rejeté à la majorité d'une voix, et le ministère Heemskerk dut se retirer définitivement, pour laisser le pouvoir à un cabinet libéral dont le membre le plus distingué est M. Van Bosse.

IV.

LES ÉLECTIONS DE 1869.

Ce cabinet, qui n'avait qu'une très-faible majorité à son avènement aux affaires, a vu sa position se consolider par suite des élections du mois de juin dernier.

J'ai signalé ci-dessus l'importance qu'avait prise en Hollande la question de l'enseignement. Toutefois, ce n'est pas sur cette question que les élections se sont faites dans la plupart des districts. En effet, tout le monde comprend qu'elle n'a aucune chance d'aboutir de sitôt à une solution définitive : le parti conservateur lui-même, s'il revenait au pouvoir, serait tout au plus disposé à faire disparaître de la loi de 1857 quelques-unes des inégalités choquantes qu'elle a consacrées au profit de l'enseignement officiel et au détriment de l'enseignement privé.

Il est résulté de là, que les élections ont principalement porté sur le maintien du ministère. Les électeurs, à l'exception, bien entendu, de ceux qui ont élu des candidats catholiques ou ultra-protestants, n'ont entendu se prononcer que pour ou contre le ministère. Et comme celui-ci, depuis les deux années qu'il dirige les affaires, a gouverné avec autant de modération et d'impartialité qu'aurait pu le faire un cabinet conservateur, il ne faut pas s'étonner des victoires qu'il a remportées.

Il y avait 38 députés sortants, dont 20 libéraux et 18 conservateurs. Mais le nombre des députés à élire était de 43 par suite de l'adjonction de 5 nouveaux collèges. Sur ces 43, 28 libéraux ont été nommés, contre 15 conservateurs seulement. Les libéraux sortants ont tous été réélus, sauf un seul à Bréda.

Les élections ont donc été favorables au ministère qui a vu sa majorité s'élever à 14 voix.

Les échecs les plus graves qu'aient éprouvés les conservateurs, sont ceux de Hoorn et d'Amsterdam. Amsterdam, qui n'élisait jusqu'ici qu'un député libéral, en a nommé trois. Le parti conservateur perd ainsi deux de ses membres les plus distingués, M. Rochussen qui ne sollicitait pas le renouvellement de son mandat, et M. Pijnappel, qui a été remplacé par M. de Lange. A Amersfort, le comte Van Golstein a échoué contre M. Van Loon, anti-révolutionnaire.

Parmi les 18 conservateurs sortants, figuraient deux anti-révolutionnaires ou ultra-protestants, MM. Gefken et Van Foreest. Tous deux ont été éliminés ; mais, en revanche, deux autres candidats de la même

nuance ont été nommés, MM. Van Lijnden Van Sandenburg et Van Loon. M. Groen Van Prinsterer, qui avait posé sa candidature à Dokkum, a échoué contre le député libéral sortant.

Quant aux catholiques, ils ont gagné deux voix par l'élection de M. Luyben à Bréda, en remplacement de M. Pijpers, député libéral sortant, et de M. Pyls, ancien bourgmestre de Maestricht, à Ruremonde.

La presse libérale hollandaise, en célébrant la victoire de son parti, affecte de dire que, dans la journée du 3 juin, le corps électoral du pays entier s'est prononcé sur la question de l'enseignement et a condamné les efforts de ceux qui veulent substituer aux écoles neutres les écoles confessionnelles. J'ai déjà constaté tout à l'heure que, dans le plus grand nombre des districts, les élections n'ont pas eu cette signification, et je suis convaincu que, si la question avait été posée ainsi, le résultat des élections aurait été tout autre dans plusieurs localités. Je le répète : la majorité du corps électoral s'est bornée à vouloir le maintien du ministère actuel. Ce sont des considérations de personnes et non des principes politiques qui l'ont guidée.

Dans tous les cas, les catholiques ne perdront pas courage. Depuis 1868, ils ont fondé de nouveaux journaux périodiques en province, comme le *Maasbode*, à Rotterdam, pour contre-balancer l'influence de la feuille radicale de cette grande ville, et comme le *Nieuwe Noordhol-lander*, créé par le docteur Neyens pour se répandre dans les trois districts électoraux au-dessus de l'Y. — Ils en ont fondé également d'autres dans le Brabant septentrional et le Limbourg. Grâce à ces efforts, ils ne peuvent manquer de remporter dans l'avenir des succès éclatants.

VAN BREMEN.

UNE ERREUR JUDICIAIRE. (*)

I.

Cette relation n'est pas un roman, quoiqu'elle en ait toutes les allures : c'est le récit fidèle et authentique d'une cause qui s'est déroulée, il y a un demi-siècle, devant la Cour d'assises de la Flandre orientale et dont les épisodes dramatiques sont restés ensevelis dans les archives judiciaires. A l'époque à laquelle remonte notre histoire (1819), le journal n'était pas, comme maintenant, aux aguets pour rapporter à ses lecteurs, avides de l'apprendre, tout ce qui se passait au Palais de justice ; ses colonnes se remplissaient bien plus des détails d'un incendie arrivé à Constantinople, ou d'une éruption du Vésuve, que des faits qui se passaient dans le pays même où le journal était imprimé. Les nouvelles de l'intérieur et principalement le compte-rendu des affaires judiciaires étaient enregistrés avec un laconisme qui étonne aujourd'hui. Et quand nous avons voulu consulter les journaux de l'époque sur le procès intéressant dont il s'agit ici, nous avons vu avec surprise qu'ils s'étaient bornés à donner le récit fort peu exact des premiers renseignements recueillis par l'autorité judiciaire.

Dans la suite, rien n'a été publié sur une des plus graves et des plus remarquables affaires dont les fastes criminels fassent mention.

Au mois de mai de l'année 1819, on lut dans les journaux :

- « Il est rare qu'un crime échappe à la punition. Quelque précaution
- « que prenne le criminel, de quelque voile qu'il s'enveloppe, l'œil de
- « la Providence qui le suit le désigne tôt ou tard à la justice humaine
- « pour venger la société. »

Cet exorde était suivi du récit d'un assassinat, commis en 1817 sur un sergent, et dont les coupables venaient d'être arrêtés, grâce à l'indiscrétion de la femme de l'un d'eux.

C'est la narration de cette mémorable affaire que nous allons présenter : nous ne dirons rien qui ne s'appuie soit sur des pièces offi-

(*) Reproduction interdite.

cielles, soit sur les dépositions des témoins; et, quelque incroyables que paraîtront les faits, nos lecteurs pourront les considérer comme authentiques.

Le 23 mai 1817, le sergent-major Evert Maters, de la compagnie de dépôt du 38^e bataillon d'infanterie, en garnison à Termonde, disparut subitement; il avait reçu le même jour du quartier-maître la somme de 210 francs pour le solde de sa compagnie, et était sorti de Termonde sans avoir distribué cet argent aux soldats. Le 24, le nommé Charles Claus, soldat à ladite compagnie, et alors en congé chez ses parents à Grembergen, alla déclarer à son lieutenant que le sergent-major Maters lui avait emprunté la veille, à 9 heures du soir, quelques objets d'habillement et s'était dirigé vers Tamise, promettant de revenir le lendemain. On se livra à quelques investigations pour savoir ce qu'était devenue la somme de 210 francs remise à Maters; mais elles n'eurent aucun résultat. Le sergent-major fut porté comme déserteur sur les rôles du bataillon, et son signalement transmis à la maréchaussée.

Au mois d'août 1817, l'autorité militaire fut informée que, dans la maison de Charles Claus à Grembergen, se trouvaient des objets d'équipement ayant appartenu au sergent-major. Une visite domiciliaire eut pour résultat la découverte du sabre, du shako de Maters et des restes de son habit d'uniforme, coupé en morceaux. Charles Claus fut traduit, en septembre 1817, devant un conseil de guerre, pour avoir caché les armes et effets d'équipement d'un déserteur. Il alléguait, pour sa justification, la misère où il se trouvait, l'espoir de récupérer les effets d'habillement qu'il avait prêtés à Maters, si, au retour de celui-ci, il lui remettait ses armes et son équipement, et enfin l'obligation qu'il avait cru remplir en obéissant à son supérieur. Ses excuses furent accueillies: Charles Claus, renvoyé des fins de la plainte, obtint le même mois son congé et alla demeurer avec ses parents à Grembergen.

Deux ans environ s'écoulèrent, et toutes les recherches faites tant en Hollande qu'en Belgique, alors réunies, pour découvrir le sergent-major Maters, furent infructueuses. La femme elle-même, qui avait vécu plusieurs années avec lui, déclara ignorer ce qu'il était devenu.

Quant à Charles Claus, il contracta mariage, le 22 octobre 1817, avec Amelbergue Michiels, servante, née à Bornhem et demeurant à Grembergen. Nous notons ce fait, insignifiant en lui-même, mais qui n'est pas resté sans influence sur les événements que nous allons rapporter.

Avant d'aller plus loin, disons comment la famille Claus était composée: 1^o le père, Liévin, exerçant la profession de colporteur; 2^o sa

femme, Bernardine Windey; 3° Charles Claus, marié, comme nous venons de le dire, à Amelbergue Michiels; 4° Jacques Claus, marié à Thècle Van de Poele, journalière, née et domiciliée à Grembergen, et 5° Marie-Grisilde Claus, sœur de Charles et de Jacques, qui avait épousé Séraphin Wageman, maréchal-ferrant en ladite commune. La maison des Claus était un lieu de débauche, où se rendaient des filles de mauvaise vie, et entre autres, la nommée Isabelle Roels, qui joue le principal rôle dans l'événement dont nous rendons compte.

Au mois d'avril 1849, un bruit étrange se répandit dans la commune de Grembergen : Charles Claus, disait-on, avait assassiné, en 1847, un sergent-major en garnison à Termonde. D'où venait ce bruit? Qui le répandait? Tous les témoins entendus à cet égard s'accordaient à dire qu'il résultait des querelles que Charles Claus avait avec sa femme : souvent il menaçait de la tuer ou de l'abandonner; elle bravait ses menaces, disant publiquement que, si elle voulait révéler les faits qui étaient à sa connaissance, son mari serait arrêté et ne reverrait plus jamais la commune de Grembergen. Quels étaient les faits si terribles auxquels la femme Claus faisait allusion? La voix publique, qui ne reste jamais en défaut d'expliquer un secret, qui sait donner des proportions gigantesques aux choses les plus mesquines, ne tarda pas à appliquer à un fait déterminé les paroles que très-probablement la colère avait dictées à la femme Claus : les rapprochant des circonstances qui avaient accompagné la disparition du sergent-major Maters, cette impitoyable *fama*, dont parle Virgile, imputa à Claus d'avoir assassiné Maters. Une fois le crime imaginé, crime qui, s'il avait été réel, devait, en effet, ravir pour jamais à Claus le séjour de son lieu natal, les présomptions devinrent de plus en plus graves, grâce toujours à ce qu'on a si improprement assimilé à la voix de Dieu.

Charles Claus fut arrêté et conduit à la prison de Termonde. Une instruction, qui dura plus de quatre mois, eut de prime-abord pour résultat une réunion de circonstances d'une nature telle que personne ne douta plus de la culpabilité du prévenu.

Isabelle Roels, âgée de 25 ans, fileuse, née et domiciliée à Grembergen, et qui avait eu des relations avec Charles Claus, avant le mariage de celui-ci, fut le premier témoin entendu. Dans sa déposition donnée le 27 avril 1849, elle fait apparaître devant les yeux du magistrat instructeur une espèce de fantasmagorie : « Passé environ deux ans, dit-elle, je me trouvais dans la maison de Charles Claus, à Grembergen; il me pria de vouloir bien me rendre à Termonde afin d'y acheter une livre de chandelles, me disant à plusieurs reprises : Je ne vois que des spectres noirs

autour de moi et sous la table. Il ajouta qu'il avait commis des méfaits, qu'il avait extrêmement peur, qu'il ne savait ce qui lui arrivait. Je me rendis à Termonde, où j'achetai des chandelles ; à mon retour, Claus les alluma ; il se mit alors à genoux, étendant les bras en forme de croix, et resta à peu près une demi-heure à prier dans cette position. Ensuite Claus mit un pistolet dans sa poche et sortit de la maison, qu'il me pria de garder jusqu'à son retour. »

Un récit aussi fantastique ne pouvait certes en imposer à l'autorité judiciaire, qui a l'habitude de ne croire ni aux spectres, ni aux sorciers ; mais Isabelle Roels le corrobora de dires plus positifs : elle avait, disait-elle, mis à profit l'absence de Charles Claus pour visiter son coffre, et elle y avait remarqué, indépendamment d'une vessie remplie de pièces d'un franc en assez grand nombre, tous les effets d'habillement que, d'après les propos du prévenu tenus une heure auparavant, il avait donnés au sergent-major Maters lors de sa désertion. Elle ajouta qu'à cette époque, c'est-à-dire en 1817, Charles Claus ne travaillait point, faisait de grandes dépenses et parcourait les cabarets, sans qu'on pût connaître la source de l'argent qu'il avait en sa possession. Elle termina sa déposition en rendant compte des menaces proférées par la femme de Claus contre son mari et du bruit public qui accusait ce dernier d'avoir assassiné le sergent-major Maters. — C'était le premier pas qu'elle fit pour conduire l'instruction dans un labyrinthe à la recherche d'un crime imaginaire.

Deux autres femmes, qui furent entendues le même jour et dont l'une était la sœur de l'épouse de Charles Claus, déclarèrent que cette dernière s'était plainte, il y avait environ deux ans, de n'avoir pas de quoi vivre, et que, dès le lendemain, elle avait beaucoup d'argent en poche, argent que, d'après elle, Charles Claus avait eu d'un sergent-major à qui il avait prêté des objets d'habillement, pour faire un petit voyage : mensonge évident, ajoutaient les témoins ; car, quelques jours après, le prévenu portait les habillements que sa femme avait indiqués comme ayant été remis au sergent-major. — L'un de ces témoins, en rendant compte des bruits publics qui couraient sur le compte du prévenu et qui rendaient plus graves pour lui les propos de sa femme, alla jusqu'à lui imputer deux assassinats autres que celui du sergent-major Maters ; et cette imputation, elle la fondait sur les dires de Thècle Van de Poele, femme de Jacques Claus, frère de Charles. — Il est juste de dire que ce dernier avait été soupçonné d'avoir voulu assassiner sur la grande route un voyageur ; mais tous les efforts déployés par la justice pour constater ce crime, pour découvrir la victime et l'auteur,

avaient été infructueux : d'où il faut conclure qu'il s'agissait ici encore d'un faux bruit.

Quoi qu'il en soit, les premiers renseignements obtenus, le juge d'instruction interrogea le commandant de la place de Termonde, qui fit connaître les mesures prises dans le temps contre Charles Claus, pour avoir détenu et recélé l'arme et les habillements du sergent-major Maters, ainsi que les investigations infructueuses faites pour découvrir les traces de ce sous-officier.

Les femmes paraissaient être le plus au courant de tout ce qui se rattachait à l'assassinat imputé à Charles Claus : le 29 avril 1819, Thècle Van de Poele, femme de Jacques Claus, et par conséquent belle-sœur du prévenu, ainsi qu'une boutiquière de Grembergen, furent entendues. L'une et l'autre se bornèrent à répéter les bruits qui circulaient : mais la première désigna la nommée Isabelle Roels, comme ayant dit que, si elle pouvait parler en toute franchise, « Charles Claus ne verrait plus jamais le jour. »

Celle-ci fut assignée de nouveau pour le lendemain, et tout fait croire qu'elle était charmée de l'être et que ses batteries avaient été dressées de manière à obtenir ce résultat. Elle déclara au juge d'instruction qu'un jour, elle avait vu Charles Claus, en état d'ivresse, se jeter sur son lit et pousser de profonds gémissements. Interrogé par le témoin sur la cause de sa tristesse, le prévenu aurait répondu : « Je suis au désespoir de l'avoir fait ; oui, je l'ai assassiné, » voulant parler, ajouta Isabelle Roels, du sergent-major Maters. Elle dit encore que, revenu de son ivresse, Claus avait menacé de la tuer si elle parlait des confidences qu'il lui avait faites, confidences que le fameux *in vino veritas* rendait très-respectables aux yeux de la justice aveugle. Cette déclaration faite, Isabelle Roels garda le silence et attendit les interpellations du juge instructeur. A peine celui-ci les eut-il articulées, que l'officieux témoin fit connaître une circonstance qui devait aggraver encore l'accusation : la fille Roels avait vu, disait-elle, sept à huit jours après la disparition du sergent-major, Charles Claus et sa sœur occupés à découdre la capotte de Maters, et à sa demande comment on osait faire cela, Claus avait répondu : « Je n'ai pas peur du sergent-major : je suis persuadé qu'il ne reviendra plus. » — Cette déposition fut complétée par quelques détails sur la terreur que Charles Claus inspirait à Grembergen, terreur qui avait empêché Isabelle Roels de révéler de prime-abord ce qu'elle venait de dire. Quoiqu'elle eût déclaré n'avoir plus rien à ajouter, il devait être dès lors évident pour l'autorité judiciaire que cette fille ne tarderait pas à aller plus loin dans la voie des révélations. Isabelle

Roels avait, d'ailleurs, très-bien dressé ses plans et croyait sans doute trop à leur réussite complète pour vouloir en compromettre le succès par la précipitation.

Aussi trois jours après, c'est-à-dire, le 3 mai, elle comparut encore devant le juge d'instruction, en vertu d'une assignation signifiée la veille ; et, comme elle avait eu soin de dire en public, après son interrogatoire du 30 avril, qu'elle n'avait pas déclaré tous les faits qui étaient à sa connaissance, on l'interpella à cet égard : elle ne fit aucune difficulté d'avouer ses réticences, les motivant sur la peur qu'elle éprouvait d'être poursuivie par la famille Claus et d'être un jour la victime de ses ressentiments. Après cette précaution oratoire, la fille Roels entra dans ce que nous appellerons le cœur de l'affaire, et elle impliqua directement dans ses accusations non-seulement Charles Claus, mais aussi son frère Jacques Claus, et indirectement leur sœur Grisilde Claus ainsi que la femme du premier, Amelbergue Michiels. Voici à peu près les termes de sa déposition :

« Dans le courant du mois de mai 1817, Charles Claus, alors milicien en congé, demeurant chez ses parents à Greinbergen, m'invita à me rendre chez lui vers les neuf heures du soir, disant : Nous nous amuserons. Je me rendis effectivement à sa demeure, où je trouvai 1° la nommée Amelbergue Michiels, épouse actuelle de Charles Claus et qui à cette époque n'était pas encore mariée avec lui ; 2° la sœur de Charles Claus, nommée Grisilde ; 3° Jacques Claus, frère de Charles. Vers neuf heures et demie entra le sergent-major Evert Maters, que je connaissais parfaitement bien pour l'avoir vu souvent dans la maison des Claus, qu'il fréquentait habituellement.

» Nous sommes restés jusqu'à onze heures à prendre du café et à boire du genièvre ; et alors j'ai distinctement vu et entendu que Charles Claus, après avoir caché dans la manche de sa veste un grand couteau, appela le sergent-major dans une petite chambre, située à côté de celle où je me trouvais avec les autres gens du logis. A peine Maters y fut-il entré avec Claus, que j'entendis et tous ceux qui étaient avec moi entendirent des cris et des lamentations. Au bout de quelques instants, Jacques Claus, frère de Charles, entra aussi dans la petite chambre. Je fus tellement effrayée du bruit et des lamentations, que je courus ouvrir la porte de la chambre, et je vis Maters étendu par terre, ne donnant plus aucun signe de vie et ayant une grande blessure à la gorge. Jacques Claus était encore occupé à lui percer le corps avec le sabre même du sergent-major !

» Je reprochai aux deux frères le crime qu'ils venaient de commettre ; mais Charles répondit : Si vous dites encore un mot, vous subirez le même sort.

» Ensuite, les deux Claus mirent le cadavre dans un sac, et l'emportèrent. J'ignore où ils l'ont caché. A leur retour, Charles Claus annonça n'avoir trouvé que 200 francs dans les poches de Maters, et il paraissait être contrarié de n'avoir pas eu une plus grande somme. Je leur fis de nouveau les reproches les plus amers sur leur crime, répétant à plusieurs reprises : Fallait-il tuer un homme pour 200 francs ?

» La femme actuelle de Charles Claus et sa sœur Grisilde ont été, comme moi, témoins de toutes les circonstances de cet assassinat, et je crois, d'après tout ce que j'ai remarqué, qu'elles ont connu d'avance les affreux desseins prémédités par les frères Claus. Pendant cette horrible scène, la mère des Claus se trouvait au lit dans une chambre située du côté de la rue. J'ignore si elle a entendu les cris et les lamentations poussés par le sergent-major lorsqu'on l'assassinait.

» Quant à moi, je n'ai pu en aucune manière empêcher la perpétration du crime ; si je l'avais tenté, je serais infailliblement devenue la victime de ces brigands. J'ai gardé jusqu'à ce jour le plus profond silence sur cette affaire, parce que Charles Claus m'a maintefois menacée de me couper la gorge, si j'en révélais un seul mot. »

Une déclaration aussi nette, aussi circonstanciée, aussi parfaitement d'accord avec toutes les présomptions qui pesaient déjà sur Charles Claus, convainquit l'autorité judiciaire de la réalité de l'assassinat du sergent-major Maters, et il devint presque impossible de douter de la culpabilité des frères Claus. Le même jour de l'interrogatoire d'Isabelle Roels, un mandat de dépôt fut décerné contre la sœur des Claus et contre Amelbergue Michiels, femme de Charles. Quant à Jacques Claus, il se trouvait alors à Mons, incorporé comme soldat dans la 5^e compagnie du train au bataillon d'artillerie de campagne n° 2. Un mandat d'amener fut lancé contre lui. Lors de son arrestation, on remarqua, dit une pièce officielle, que cet homme était vivement ému et embarrassé. — Nous croyons qu'on le serait à moins : livré à ses devoirs militaires, Jacques Claus se voit tout à coup appréhendé au corps, livré à la justice et accusé d'avoir commis un assassinat ; on lui parle de son frère, du crime qui lui est reproché ; et il n'aurait pu impunément se troubler ni perdre contenance !

Jacques Claus, sa sœur Grisilde et sa belle-sœur Amelbergue Michiels, épouse de Charles Claus, furent donc conduits à Termonde et écroués

à la maison d'arrêt. Le lendemain de leur arrestation (4 mai 1819), ces deux femmes furent entendues par le juge d'instruction : d'après ce qui avait été rapporté à ce magistrat, elles avaient dit au geôlier de la prison qu'elles étaient prêtes à faire des révélations ; mais elles se bornèrent à dénier tous les faits relatifs à l'assassinat : le sergent-major Maters était, disaient-elles, effectivement venu au mois de mai 1817 chez Claus, avait emprunté à celui-ci quelques objets d'habillement et était parti sans qu'on l'eût revu depuis. A ces dénégations, le magistrat instructeur opposa leur déclaration faite au guichetier ; mais elles persistèrent dans leurs réponses. Toutefois, on crut utile d'entendre immédiatement le sieur Gortebeek, guichetier à Termonde, qui déclara avoir reçu de Grisilde Claus l'aveu de l'assassinat de Maters ; il ajouta qu'elle l'avait prié d'avertir le juge d'instruction de son désir de révéler la vérité et toutes les circonstances du crime.

Cette déposition fut néanmoins suivie des dénégations réitérées de la femme et de la sœur de Charles Claus : dans un second interrogatoire, à la suite duquel on les confronta avec Isabelle Roels, la première persista à déclarer son mari innocent du crime qui lui était imputé ; elle donna un démenti à tous les propos que lui avaient prêtés Isabelle Roels, Thècle Van de Poele et les autres femmes entendues dans l'instruction. Les réponses de Grisilde Claus qui, d'après le guichetier Gortebeek, avait avoué le crime, étaient à peu près les mêmes que celles de la femme de Charles Claus : elle contesta, au contraire, l'existence du crime ; et, quoique le juge instructeur lui fît voir qu'elle courait risque d'être considérée comme complice de l'assassinat, elle maintint ses dénégations. Elle ajouta à ses déclarations cette circonstance dont plus tard on tira parti contre Charles Claus : « Lorsque mon frère, disait-elle, donnait ses habits au sergent-major, ma mère qui était déjà couchée, s'écria : Charles, Charles, que faites-vous ? Mon frère répondit : Cela ne vous regarde pas. » Dans la suite de l'instruction on appliqua les paroles de la mère Claus à l'assassinat du sergent-major Maters, et, comme nous le verrons plus loin, celle-ci fut interrogée à cet égard par l'autorité judiciaire.

L'interrogatoire des deux femmes impliquées dans la cause fut suivi de leur confrontation avec Isabelle Roels : celle-ci répéta à peu près dans les mêmes termes ses précédentes déclarations ; elle ajouta que, lorsque les frères Claus étaient sortis emportant le cadavre du sergent-major, Amelbergue Michiels, épouse de Charles, les avait suivis et n'était rentrée que quelques minutes avant eux ; — qu'elles, Isabelle Roels et Amelbergue Michiels, avaient été contraintes de prêter le ser-

ment de ne jamais rien révéler concernant l'assassinat. — Les deux prévenues soutinrent avec fermeté que tout, absolument tout, était faux dans la déclaration d'Isabelle Roels.

Le 8 mai 1849, Charles Claus, qui était arrêté depuis le 22 avril précédent, fut interrogé : il avoua la visite que le sergent-major *Maters* lui avait faite dans la soirée du 23 mai 1817 ; donna de longs détails sur les habillements que ce sous-officier lui avait empruntés ; convint des paroles que sa mère avait proférées en ce moment ; mais il nia qu'Isabelle Roels eût été présente à la visite de *Maters* et déclara fausses toutes les accusations que cette fille avait lancées contre lui, au sujet du prétendu assassinat du sergent-major.

Après tous les renseignements si précis que l'autorité judiciaire avait reçus, on conçoit que les dénégations de Charles Claus furent accueillies avec beaucoup de défaveur ; et pendant que, confiant dans son innocence, il attendait sous les verroux sa complète justification, ses ennemis, acharnés à le perdre, ourdirent une trame abominable, qu'ils menèrent avec une audace inouïe, trompant la justice, mettant ses investigations en défaut, faisant taire les sentiments les plus naturels de l'homme, et accumulant contre les frères Claus des présomptions si nombreuses et si graves que les plus habiles s'y seraient trompés.

II.

Trois jours s'étaient écoulés depuis l'interrogatoire qu'avait subi Charles Claus ; à toutes les interpellations du juge instructeur, il avait opposé, comme on sait, les dénégations les plus formelles ; l'accent de vérité qu'il donnait à ses paroles, l'énergie avec laquelle il démentait les accusations d'Isabelle Roels, vinrent cependant échouer contre l'habileté des machinations infernales qu'on avait ourdies contre lui. A chaque pas que fit l'autorité judiciaire dans cette cause, elle rencontra soit des indices matériels, soit des présomptions graves à l'appui de l'accusation ; les auteurs de la trame ne négligèrent rien pour multiplier les uns et les autres. Ils réussirent complètement.

C'était le 7 mai 1849 que la femme et la sœur de Charles Claus, confrontées avec Isabelle Roels, avaient hardiment repoussé les accusations de cette fille ; leur fermeté fit hésiter celle-ci, et elle comprit que, si on la surprenait sur un point essentiel en défaut, sa vengeance était perdue, son échafaudage accusateur s'écroulait sur sa propre tête. Il fallait donc trouver des soutiens ou plutôt des complices qui, conjurés contre l'innocence et la justice, voulussent bien aider à opprimer

l'une et à tromper l'autre. Ces complices, Isabelle Roels alla les chercher dans la famille même de Claus, et, chose incroyable, chose horrible à dire, elle les y trouva. La voix du sang fut étouffée sous les intrigues abominables de cette femme; les liens les plus sacrés furent méconnus par ceux qui avaient juré de les respecter.

Le 11 mai, c'est-à-dire, quatre jours après sa confrontation avec Isabelle Roels, la femme de Charles Claus, Amelbergue Michiels, fit appeler le juge d'instruction qui se rendit à la prison, où il reçut la déclaration qu'il formula dans ces termes :

« Ladite Amelbergue Michiels avoue que, dans ses interrogatoires précédents, elle n'a pas dit la vérité, parce que le plus coupable de l'assassinat, commis sur la personne du sergent-major Maters, est son mari, et que, par conséquent, elle a eu la plus grande répugnance à faire des aveux qui prouvent la culpabilité de ce dernier; mais que maintenant, voulant satisfaire à tout ce que sa conscience et la justice exigent d'elle, elle déclare comme suit :

» Que dans le courant du mois de mai 1817, et selon qu'elle se rappelle, le 13 du même mois, sans cependant pouvoir préciser la juste date, elle s'est trouvée, vers 8 heures du soir, dans la maison habitée par Charles Claus, à Grembergen, avec lequel elle n'était pas encore mariée, et y a vu entrer à 9 heures et quelques minutes le sergent-major Maters, qu'elle connaissait parfaitement bien pour l'avoir vu souvent chez Charles Claus; qu'elle s'est amusée pendant quelque temps avec les autres personnes qui s'y trouvaient en ce moment, savoir : Isabelle Roels, le frère de Charles Claus, nommé Jacques, sa sœur Grisilde et le sergent-major, à causer et à prendre du café; que, vers 11 heures, elle a distinctement vu et entendu Charles Claus appeler Maters à part, en disant : J'ai à vous parler.

» Qu'à l'instant même ils se sont rendus tous deux dans une petite chambre attenante à celle où l'on se trouvait et ayant une issue sur le jardin; qu'à peine entrés dans cette chambre, Maters a commencé à crier et à se lamenter tellement, qu'elle, déclarante, en était tout à fait saisie; que ces cris indiquaient distinctement qu'on attentait à la vie dudit sergent-major; — qu'Isabelle Roels a ouvert la porte de la petite chambre pour voir ce qui s'y passait et que Charles Claus lui a dit : « Retirez-vous, ou je ne sais pas ce qui vous adviendra; » — qu'Isabelle Roels se retira et vint leur dire qu'elle avait vu le sergent-major étendu par terre, qu'il paraissait déjà mort et qu'il avait une très-grande blessure à la gorge; — que, quelques minutes après que les lamenta-

tions et les cris avaient cessé, Charles Claus était sorti par la porte donnant sur le jardin et son frère Jacques Claus par celle de devant ; qu'elle, déclarante, les a suivis jusque dans la rue pour voir où et de quel côté les deux frères se dirigeaient ; qu'elle a remarqué que Charles portait sur le dos un sac de toile qui lui pendait jusqu'à la moitié des jambes et qui paraissait être fort lourd, que son frère Jacques le suivait ; qu'ils se sont dirigés vers le moulin à vent, qui est situé à une centaine de pas de leur maison et qu'alors elle les a perdus de vue.

» Qu'après une absence d'une demi-heure, ils sont rentrés chez eux, disant : « Le sergent-major ne reviendra plus, » indiquant par là très-ouvertement qu'il avait été assassiné par eux ; — qu'en même temps Charles Claus les menaça tous, et surtout elle, déclarante, et Isabelle Roels, en présence de sa sœur Grisilde, de se venger si jamais elles révélaient un mot de ce qui venait de se passer ; qu'il les a même forcées toutes deux de prêter le serment de n'en jamais rien dire à personne. »

Cette déclaration de la femme de Charles Claus était, pour ainsi dire, calquée sur celle faite le 3 mai précédent par Isabelle Roels. Seulement les détails de l'assassinat même du sergent-major étaient plus vagues, et Amelbergue Michiels n'impliquait Jacques Claus qu'indirectement dans l'accusation qu'elle formulait contre son mari. Le juge d'instruction le remarqua, et lui demanda si elle ne pensait pas que le crime avait été concerté et prémédité par les deux frères. Amelbergue Michiels répondit affirmativement, puisque, disait-elle, tous deux ont été dans la chambre où le sergent-major a été assassiné et tous deux sont sortis ensemble pour cacher le cadavre.

Après la part attribuée dans le crime par Isabelle Roels et Amelbergue Michiels aux deux frères, restait à déterminer celle que les autres membres de la famille Claus pouvaient y avoir prise ; et le magistrat instructeur questionna la femme de Charles Claus sur ce point. Elle fut moins explicite à cet égard qu'Isabelle Roels, et se borna à dire que Grisilde Claus avait entendu les cris de la victime, qu'elle connaissait toutes les circonstances du crime ; que la mère Claus devait aussi avoir entendu les lamentations, puisque du lit où elle était couchée, elle avait crié : « Charles, Charles, que faites-vous ? » et que celui-ci avait répondu : « Tais-toi, cela ne te regarde pas. »

Cette déclaration donnée par la femme même du principal prévenu ne devait plus laisser le moindre doute dans l'esprit de l'autorité judiciaire, sur la réalité du crime ; et, si le doute avait encore été possible,

Amelbergue Michiels l'aurait dissipé par la déclaration des horribles détails qu'on va lire :

« Interpellée, lisons-nous dans le procès-verbal, si elle connaît encore d'autres circonstances relatives à cette affaire, Amelbergue Michiels a répondu qu'ayant été forcée la nuit du crime de coucher avec Charles Claus dans la petite chambre où Maters avait été assassiné, elle avait senti, en ôtant ses bas, qu'elle mettait les pieds dans le sang, et que le sable en était tout mouillé. »

Et c'était une épouse qui accusait son mari ! C'était une femme qui, soit par lâcheté, soit par malveillance, répétait les abominables propos qu'on lui avait suggérés, ou qu'elle avait elle-même inventés ! Amelbergue Michiels ajouta encore, après avoir accusé Charles Claus de vol commis sur la victime, que c'étaient « les remords de sa conscience qui l'avaient engagée à faire ces révélations ! »

Tout concourait donc à mener la justice dans le labyrinthe dont elle ne parvint plus à sortir. Le jour même des aveux de la femme de Charles Claus, on avertit le juge d'instruction que plusieurs taches de sang étaient encore visibles sur l'une des murailles de la chambre où le sergent-major Maters avait été assassiné. Qui donna cet avis ? Nous l'ignorons ; les pièces de la procédure ne le relatent point ; mais, par ce qui précède, nous pouvons dire, sans crainte de nous tromper, qu'il émanait encore de l'officieuse Isabelle Roels. Le magistrat se rendit en conséquence à Grembergen, accompagné d'un chimiste de Termonde. La maison, ci-devant occupée par Charles Claus, était alors habitée par le sieur Symoens, qui déclara n'y avoir fait aucun changement depuis les trois semaines qu'il en était devenu le locataire. Procédant à la visite de la chambre où Maters devait avoir été assassiné, « je remarquai, en effet, dit le juge, que sur la muraille en entrant à droite, il existait plusieurs taches de sang, les unes plus petites que les autres ainsi que plusieurs lignes en forme d'égratignures qui paraissaient y avoir été faites par des doigts ensanglantés et encore très-visibles. » Il chargea le chimiste de constater la réalité du sang et d'en faire l'objet d'un rapport. Celui-ci obtint, au moyen de l'acide gallique, une poudre noire qu'il reconnut être oxydée de fer, ce qui prouva que la substance détachée de la muraille était du sang. — Inutile de rechercher la main qui avait appliqué sur le mur de la petite chambre les taches de sang ; cette main se montre hideuse dans tout le cours du procès. Elle s'était appesantie sur les frères Claus et devait leur ravir jusqu'aux seuls appuis qu'ils avaient encore sur la terre. Le 11 mai la femme avait accusé son mari ;

le 14, ce fut la sœur qui vint dire à la justice : Mes frères sont des assassins !

Entendue ce jour-là de nouveau par le juge d'instruction, Grisilde Claus répéta à peu près dans les mêmes termes qu'Isabelle Roels et Amelbergue Michiels les détails de l'assassinat du sergent-major Maters ; elle nomma même les personnes chez qui on avait acheté le genièvre et le café dont la consommation avait précédé, d'après elle, le crime, et impliqua directement son frère Jacques dans l'accusation, disant qu'il était entré dans la petite chambre pendant que Charles commettait l'assassinat, et qu'elle croyait à la préméditation et à un concert entre les deux frères. Elle ajouta que le cadavre de Maters devait être caché près ou derrière le moulin à vent, situé à proximité de leur maison. La sœur de Claus termina, elle aussi, sa déposition, en alléguant des remords de conscience qu'elle voulait satisfaire par ses révélations.

Munie des renseignements que ces doubles aveux lui avaient fournis, la justice, comme on le conçoit, n'eut rien de plus pressé que de faire les démarches nécessaires pour se procurer le corps du délit, le cadavre du sergent-major Maters. Elle ordonna donc de faire des fouilles partout où, d'après les indications d'Amelbergue Michiels et de Grisilde Claus, il était possible que les prévenus eussent enterré le cadavre. Toutes les recherches furent infructueuses.

On connaissait donc toutes les circonstances, mais la preuve du fait manquait, et on s'appliqua activement à l'acquérir. Le zèle d'Isabelle Roels se mit de la partie, et, aidée du génie du mal qui l'inspirait, elle ajouta un nouveau grain au chapelet de sa méchanceté.

Le 19 mai, le juge d'instruction manda Grisilde Claus et lui fit subir un nouvel interrogatoire sur diverses circonstances relatives au crime dont elle avait accusé ses frères. Cette sœur dénaturée déclara alors avoir lavé, dans la nuit de l'assassinat, les vêtements ensanglantés de Charles et de Jacques Claus ; elle ajouta que le premier avait vendu, à St-Nicolas, le jeudi suivant le forfait, l'habit qu'il prétendait avoir prêté à Maters. Interrogée sur l'endroit où le cadavre avait été caché, elle invoqua de nouveau ses remords et soutint que les assassins l'avaient enterré en présence d'Isabelle Roels, d'Amelbergue Michiels et d'elle, Grisilde Claus, vis-à-vis de la porte de la maison, dans le fossé à côté du premier aulne. Elle prétendit en outre qu'après avoir jeté le cadavre, enveloppé du sac de toile, dans le fossé, Charles Claus avait été prendre, dans la chambre où l'assassinat s'était commis, une petite cuvette remplie de cendres, qu'il avait vidées dans le sac afin d'accélérer le progrès de la putréfaction du corps.

Grisilde Claus fit connaître encore d'autres détails : « Environ six semaines après la perpétration du crime, disait-elle, mon frère Charles s'étant querellé avec Isabelle Roels et craignant que celle-ci ne le dénonçât, alla déterrer le cadavre pendant la nuit en ma présence et en celle de sa femme ; muni d'un couperet, il se dirigea emportant le cadavre vers la rue dite *Broekstraet*. A son retour, il nous dit avoir coupé le corps en pièces et l'avoir jeté dans l'Escant, ajoutant qu'Isabelle Roels ne pourrait plus le trahir. Il nous força ensuite de faire le serment de ne jamais rien divulguer concernant l'assassinat de *Maters*. »

Le lendemain, Amelbergue Michiels fut interrogée, et elle donna presque mot pour mot les mêmes détails que Grisilde Claus.

Le 21 mai, Isabelle Roels comparut devant le juge d'instruction, et elle aussi assigna le fossé situé vis-à-vis de la maison des Claus comme étant l'endroit qui avait reçu d'abord le cadavre ; elle ajouta avoir des motifs de croire que Charles Claus l'avait déterré ensuite pour l'ensevelir ailleurs : ces motifs consistaient dans la querelle qu'elle avait eue avec ce dernier.

La concordance de ces trois témoignages engagea l'autorité judiciaire à faire une descente sur les lieux, et, le 22 mai, elle fit creuser la terre à quinze pas de la maison des Claus, près du premier aulne (endroit indiqué par Isabelle Roels), à une profondeur de quatre à cinq pieds. On y trouva en effet trois ossements, qu'un chirurgien, appelé sur les lieux, déclara appartenir à un corps humain. Le même jour, l'homme de l'art fit son rapport : les ossements étaient les parties supérieures de deux os fémoraux et de l'os tibial ; sur ces os il y avait plusieurs taillades faites avec un instrument tranchant, mais *ils appartenaient à deux personnes différentes !*

Cette dernière partie de la déclaration du chirurgien renversa tout l'espoir qu'on avait fondé sur la découverte du corps du délit. Les circonstances du crime étaient établies ; mais la réalité du crime lui-même ne l'était pas. Il fallait donc recommencer les investigations de plus belle. Trois nouveaux témoins furent entendus ; mais leurs déclarations, qui n'étaient que le résumé des dires d'Isabelle Roels et compagnie, ne jetèrent pas la moindre lueur sur l'affaire.

Jacques Claus, qui avait été arrêté le 8 mai à Mons, fut interrogé seulement le 23 pour la première fois par le juge d'instruction. Il nia tous les faits mis à sa charge et déclara nettement qu'il ne savait pas de quoi l'on voulait parler. Le magistrat eut beau insister et lui répéter les déclarations si concordantes d'Isabelle Roels, d'Amelbergue Michiels et de Grisilde Claus, Jacques se retrancha derrière les démentis les plus

énergiques, disant qu'il ne connaissait pas **Maters** et qu'il ne l'avait jamais vu. Confronté le même jour avec **Isabelle Roels**, qui se montra plus effrontée que jamais, le prévenu, indigné, s'écria : *Isabelle, Isabelle, comment pouvez-vous dire de pareilles choses ?*

A cette première confrontation succéda celle de **Jacques Claus** avec la femme de son frère, **Amelbergue Michiels**. Celle-ci renouvela ses accusations précédentes ; et, chose étrange, chose inexplicable, le prévenu si ferme, si énergique dans ses démentis en présence d'**Isabelle Roels**, faiblissait déjà lorsqu'il fut confronté avec sa belle-sœur : *Je ne crois pas que cela soit vrai*, répondit-il, lorsqu'elle fit l'énumération des charges qu'on faisait peser sur lui et sur son frère. Mais, amené en présence de sa sœur, soit qu'on eût travaillé l'esprit du jeune soldat, soit qu'il espérât échapper, par des aveux, à une plus longue détention préventive, il répondit à ses accusations : « *Grisilde, est-ce bien vrai tout ce que vous dites-là ?* » et, sur la réponse affirmative de celle-ci, il répliqua : « *Il faut donc que j'aie oublié tout cela.* » Pressé alors par le juge d'instruction, il ne tarda pas à faire un récit du crime tout à fait conforme à celui d'**Isabelle Roels**, à cette exception près qu'il soutint vivement n'avoir pris aucune part à l'assassinat de **Maters**.

Quel espoir d'échapper à la vindicte publique restait-il au malheureux **Charles Claus** ? Sa femme, sa sœur, son frère l'accusaient ; toutes les recherches avaient fourni des présomptions graves contre lui ; de tous les actes qui avaient été posés résultaient sinon des preuves formelles, au moins des indices concluants tendant à établir sa culpabilité. L'autorité judiciaire, dans l'espoir d'arriver à une certitude quelconque, interrogea vainement une foule de témoins, et entre autres le capitaine et le lieutenant de la compagnie du sergent-major : les renseignements que donnèrent ces derniers sur la conduite de **Charles Claus** au moment de la disparition de **Maters**, vinrent appuyer les accusations portées par **Isabelle Roels**. L'échafaud était donc la seule perspective qui lui était réservée ; il ne comprit cependant pas la gravité de sa position. Les manœuvres de la ligue infernale, organisée contre lui, le trouvaient insensible et presque souriant dans sa prison.

III.

Récapitulons ici les preuves principales desquelles l'autorité judiciaire fit découler la culpabilité de **Charles Claus** : la démarche inconsidérée à laquelle il s'était livré le lendemain de la disparition de **Maters** ; les

objets d'équipement trouvés chez lui et reconnus appartenir au sergent-major ; les menaces qu'Amelbergue Michiels avait souvent proférées en public contre son mari, étaient appuyées par les accusations formelles de cette dernière, de Grisilde Claus et de Jacques Claus : la femme, la sœur et le frère accusaient leurs mari et frère d'assassinat suivi de vol, et les taches de sang remarquées sur la muraille du prétendu théâtre du crime ainsi qu'une foule de circonstances probantes corroboraient leurs imputations.

Cependant l'autorité judiciaire tenait à éclaircir jusqu'aux moindres détails de l'affaire ; un examen minutieux de la procédure constata quelques contradictions dans les dires des trois femmes : lors d'un premier interrogatoire, Isabelle Roels, Grisilde Claus et Amelbergue Michiels avaient prétendu que Charles Claus était entré seul avec Maters dans la chambre où celui-ci avait prétendument été assassiné ; et, dans un second, elles avaient dit que le sergent-major s'était d'abord rendu dans cette chambre avec Amelbergue Michiels, que Charles Claus les avait rejoints quelques instants après, et qu'alors l'assassinat avait eu lieu en présence de ladite fille Michiels. Elles avaient également varié sur la part que, d'après elles, Jacques Claus avait prise au crime. Un réquisitoire du procureur du roi ordonna d'entendre les trois femmes sur les contradictions qui existaient dans leurs réponses.

Isabelle Roels, interrogée la première, déclara qu'en effet le crime avait été commis en présence d'Amelbergue Michiels, qui l'avait priée de ne point révéler cette circonstance, de peur qu'on ne la regardât comme complice, tandis qu'elle s'était trouvée dans l'impossibilité d'empêcher l'assassinat. Quant à Jacques Claus, Isabelle Roels lui attribua une part assez active dans le crime : selon elle, il avait tenu le sac dans lequel on avait jeté le cadavre et aidé à combler la fosse.

Grisilde Claus donna une déposition identique relativement à son frère Jacques, et ajouta que Maters était d'abord entré dans la petite chambre avec Amelbergue Michiels afin de connaître cette femme. Celui-ci convint du fait, et déclara qu'à peine entrée dans ladite chambre avec Maters, Charles Claus les y suivit et coupa la gorge au sergent-major. « Le premier coup porté, dit-elle, je voulus m'enfuir ; mais Charles m'en empêcha, et j'ai été forcée de rester spectatrice impassible du crime. » D'après Amelbergue Michiels, Jacques Claus avait mis les genoux sur la poitrine de Maters et avait aidé à l'achever.

Les renseignements demandés par le réquisitoire du procureur du roi étant recueillis, on entendit encore deux témoins qui constatèrent l'exactitude des termes dans lesquels les aveux de Jacques, de Grisilde

Claus et d'Amelbergue Michiels avaient été relatés dans l'instruction écrite, et on fit subir à Charles Claus un nouvel interrogatoire. Ses dénégations conservèrent toute leur énergie : on lui objecta que des taches de sang avaient été remarquées sur la muraille de la chambre où le crime avait été perpétré : « Faites voir la muraille à trente personnes, dit-il, et aucune d'elles ne dira qu'il y avait du sang avant mon arrestation. » — Votre sœur, répliqua le juge d'instruction, confesse avoir lavé vos vêtements et ceux du sergent-major qui étaient ensanglantés. — « Ma sœur en a imposé, fut la réponse. Je n'ai jamais assassiné ni enterré personne : il est possible que ces trois femmes aient elles-mêmes enterré dans la fosse les trois ossements pour me faire condamner et me perdre. » Lorsqu'on l'engagea à se justifier, il répliqua : « Je n'ai pas besoin d'alléguer des moyens de justification, car je persiste à dire que je ne suis point coupable. »

C'était tout ce que le pauvre diable pouvait dire pour sa défense ; mais ce n'était pas assez pour convaincre ses juges de la véracité de ses dénégations. Trop de présomptions, appuyées d'accusations trop concordantes, pesaient sur lui, et ce n'était pas son impuissance à les détruire qui pût le faire mettre hors de cause, alors que ses plus proches parents s'accordaient à le charger d'un crime capital. Charles Claus ne le comprit guère cependant : comme nous l'avons déjà dit, il croyait que l'échafaudagé accusateur ne tarderait pas à s'écrouler sur la tête de ceux qui l'avaient construit. Il se trompait.

Le 13 juin 1819, sur le rapport du juge d'instruction, le procureur du roi requit, et le 17 suivant la chambre du conseil près le tribunal de Termonde ordonna le renvoi de Charles et de Jacques Claus devant la Cour supérieure de justice, ainsi que la mise hors de cause de Grisilde Claus et d'Amelbergue Michiels. Une ordonnance de prise de corps fut décernée contre les frères Claus, tandis que leurs sœur et femme respectives furent mises en liberté. — C'était ce que celles-ci avaient ardemment désiré, et l'accomplissement de leurs vœux devait les mettre à même de suivre avec plus de facilité les machinations infernales qu'elles avaient ourdies.

La procédure fut à Bruxelles l'objet d'un minutieux examen, et, au bout de douze jours, le procureur-général adressa à la chambre des mises en accusation établie près la Cour supérieure de justice, un réquisitoire tendant à faire compléter l'instruction sur divers points qu'il indiqua. La Cour, avant de confirmer l'ordonnance de prise de corps décernée contre les frères Claus, ordonna, par arrêt du 29 juin, qu'il fût procédé à une instruction supplémentaire.

Les nouvelles informations, quoique prises chez la plupart des témoins déjà entendus, menacèrent un instant de porter un coup fatal à la trame diabolique mise en œuvre contre les frères Claus; mais l'habileté d'Isabelle Roels prévint encore les suites funestes que les indiscrétions de ses complices auraient pu entraîner. Pour que l'instruction supplémentaire fût faite avec tout le soin nécessaire, le procureur du roi et le juge d'instruction résolurent de la poursuivre sur le lieu même qu'on assignait au crime, et ils se rendirent à cet effet à Grembergen.

Isabelle Roels fut entendue la première. Aux demandes des magistrats, elle déclara ignorer dans quel but Charles Claus était sorti un jour armé de son pistolet, et n'avoir pas ouï dire que quelqu'un eût été attaqué vers ce temps-là sur la voie publique; — que, dans la matinée du 23 mai 1817, jour qu'elle assignait à l'assassinat de Maters, les frères Claus avaient creusé la fosse où le corps du sergent-major avait été enterré pendant la nuit; que toutefois ils avaient l'habitude de creuser en cet endroit pour en extraire du sable qu'ils vendaient ensuite en ville; — qu'après la perpétration du crime, elle était restée encore une heure chez Charles Claus. — Interrogée sur les ossements qu'on avait trouvés dans la fosse indiquée par elle, et qui, appartenant à deux cadavres différents, ne pouvaient provenir de celui de Maters, cette fille rusée comprit immédiatement que c'était là le côté faible de l'accusation, et, pour donner le change à cet égard, elle résolut de jeter dans l'esprit des magistrats de nouveaux soupçons sur la possibilité que Charles Claus eût commis antérieurement d'autres assassinats: « J'ignore, répondit-elle, d'où proviennent les ossements qu'on a trouvés dans la fosse; mais quelquefois, lorsqu'il était en état d'ivresse, Charles Claus m'a confié que l'assassinat de Maters n'était pas son coup d'essai; qu'avant son entrée au service de la France, il avait assassiné un marchand sur le chemin public, et qu'il avait trouvé sur sa victime une somme de 1500 florins, en ajoutant même que l'argent acquis de cette manière ne portait point bonheur. Il ne m'indiquait, du reste, ni le lieu de cet assassinat, ni le nom de la victime. »

Les magistrats n'insistèrent pas. L'interrogatoire d'Isabelle Roels fut suivi de ceux de Grisilde Claus et d'Amelbergue Michiels, qui furent entendues non plus comme prévenues, mais comme témoins et sous la foi du serment. Leurs déclarations sur le creusement de la fosse dans la matinée du 23 mai 1817, sur ce qui s'était passé après l'assassinat, etc., étaient à peu près conformes à celles d'Isabelle Roels; mais, par une déviation du système suivi jusqu'alors par elles et que nous ne

nous chargerons pas d'expliquer, elles entrèrent relativement aux ossements extraits de la fosse dans des détails qui firent réfléchir profondément les magistrats.

Grisilde Claus et Amelbergue Michiels déclarèrent donc ce qui suit : « Les ossements trouvés dans la fosse ne sont pas ceux de Maters : prévoyant que l'on n'aurait pas cessé de nous questionner sur l'endroit où le sergent-major a été enterré, nous avons résolu, conjointement avec Isabelle Roels, d'aller chercher des ossements qui se trouvaient déposés dans une petite chapelle située sur l'ancien cimetière de Grembergen et de les enterrer dans la fosse en question, croyant que ce stratagème vous aurait empêché de nous interroger davantage sur ce point. Toutefois, nous persistons à dire que c'est là le véritable endroit où le cadavre du sergent-major a été enterré, et d'où il a été retiré ensuite par Charles Claus. » — Interpellées sur la question de savoir si toutes trois avaient travaillé à ouvrir et à combler la fosse où la justice avait trouvé les ossements, elles répondirent d'une manière affirmative, ajoutant que cela s'était fait quatre à cinq jours avant la découverte.

Il y avait donc ici un premier indice de la trame que trois femmes de mauvaise vie avaient combinée pour perdre l'une son ancien amant, l'autre son mari, la troisième ses frères. Les magistrats, sans se douter encore de l'existence de cette machination, s'attachèrent à cet indice ; mais il leur échappa bientôt par les mensonges de la femme et de la sœur des Claus. Ces mensonges étaient déjà évidents par le fait seul qu'elles n'avaient pu se rendre à l'ancien cimetière de Grembergen, quatre à cinq jours avant la découverte des ossements, attendu qu'elles se trouvaient alors en prison ; mais l'autorité judiciaire résolut de s'éclairer par des preuves matérielles.

On rapporta à Isabelle Roels les allégations de ses deux complices ; elle en dénia énergiquement l'exactitude et soutint, dans la confrontation qui eut lieu, qu'elles en avaient grossièrement imposé. Les allégations étaient vraies en ce sens, déclara-t-elle, qu'elle, Isabelle Roels, avait, seule, été prendre à l'ancien cimetière les ossements susmentionnés et les avait enterrés dans la fosse située près de la maison des Claus. Pour découvrir la vérité dans ces contradictions, les magistrats instructeurs firent indiquer à Grisilde Claus et à Amelbergue Michiels, séparément et sur les lieux mêmes, le chemin qu'elles avaient pris pour se rendre d'abord au vieux cimetière de Grembergen et de là à la fosse située près de la maison susdite. Les deux femmes indiquèrent deux chemins tout à fait différents : elles furent convaincues d'imposture, et, inter-

pellées au sujet de leur conduite, elles ne purent y assigner un motif plausible. Isabelle Roels triompha.

Le juge d'instruction assigna encore un grand nombre de témoins qu'il interrogea tant à l'égard de l'assassinat de Maters que des soupçons qui planaient sur Charles Claus d'avoir maltraité et dévalisé, dans une nuit du mois de septembre 1818, une personne domiciliée soit à Appels, soit à Vlierzele. Aucun des témoins ne révéla la moindre charge nouvelle quant au premier chef ; et, relativement au second, un domestique et une servante vinrent en effet déclarer qu'un voyageur, ayant la tête ensanglantée, était entré en septembre 1818 dans l'estaminet où ils demeuraient, en se plaignant d'avoir été maltraité et volé dans un endroit qu'il indiqua et qui était situé près de la maison de Charles Claus. Deux autres témoins déclarèrent avoir entendu, durant la nuit, les cris de celui qu'on dévalisait. Toutefois, les recherches que fit la justice pour constater quelque chose de positif à cet égard, restèrent infructueuses.

La mère des Claus fut également entendue. Dans sa déposition, entièrement conforme à celle de son fils Charles, elle soutint qu'en criant de son lit dans la nuit du 23 mai 1817 : *Charles, Charles, que faites-vous?* elle avait voulu l'empêcher de prêter ses habits au sergent-major Maters, de crainte qu'il n'en résultât pour son fils des conséquences fâcheuses. Elle déclara, du reste, n'avoir rien entendu dans ladite nuit qui pût motiver l'accusation portée contre son fils.

L'instruction supplémentaire, ordonnée par la Cour supérieure de justice, était terminée ; mais, quoique les renseignements donnés par Amelbergue Michiels et Grisilde Claus eussent été reconnus faux, il s'était élevé dans l'esprit de l'autorité judiciaire des doutes graves sur le rôle que les trois femmes accusatrices pouvaient avoir rempli dans cette affaire, et, le 20 août 1819, le juge d'instruction décerna des mandats d'amener contre Isabelle Roels, Grisilde Claus et Amelbergue Michiels.

Le même jour, cette dernière fut interrogée sur la conduite qu'elle avait tenue avant et après le crime. Elle répondit n'avoir pas connu le dessein formé par les frères Claus d'attenter à la vie de Maters, et elle ajouta que les menaces de Charles Claus seules avaient pu la déterminer à rester spectatrice impassible du meurtre, à assister à l'enterrement du cadavre et à passer la nuit avec l'assassin. Lorsque le juge d'instruction lui reprocha d'avoir gardé, pendant deux ans, le silence sur le crime, et d'avoir, depuis sa perpétration, contracté mariage avec un homme qu'elle devait avoir en horreur, Amelbergue Michiels

répliqua : « Je connaissais Charles Claus pour un homme si dangereux, qu'il m'aurait infailliblement tuée si je ne m'étais pas mariée avec lui. »

Grisilde Claus fut interrogée à son tour : ses réponses constituent une phase toute nouvelle dans la procédure, et méritent à ce titre d'être reproduites textuellement :

« D. Pourquoi n'avez-vous pas averti votre mère qui se trouvait au lit, que Charles était occupé à commettre le crime, et pourquoi n'avez-vous pas tâché de l'empêcher ? Votre mère aurait pu peut-être venir à temps pour détourner votre frère de ce projet.

» R. Je n'étais pas seule dans la maison, et les autres pouvaient le faire comme moi.

» D. Pourquoi êtes-vous restée spectatrice de l'enterrement de Maters ?

» R. Je ne peux rien dire à ce que vous me demandez ; il m'est impossible d'y répondre.

» D. Pourquoi avez-vous lavé les habillements tout ensanglantés de votre frère Charles ? Si vous aviez été étrangère au crime, vous n'auriez pas tenu une telle conduite ?

» R. Je rétracte maintenant tout ce que j'ai dit à ce sujet ; j'ai parlé ainsi dans l'espoir que vous m'auriez permis de retourner chez moi.

» D. Votre frère Charles n'est-il pas allé à Termonde le lendemain de l'assassinat pour acheter de la viande, et n'avez-vous point tenu ensemble une espèce de fête avec l'argent trouvé sur Maters ?

» R. Je rétracte aussi les réponses et les allégations que j'ai faites sur ce point.

» D. Le silence que vous avez gardé pendant deux ans sur le crime et votre coopération dans plusieurs circonstances qui l'ont suivi, constatent votre complicité et ne laissent aucun doute sur la connaissance que vous avez eue des desseins de vos frères ?

» R. Je ne puis rien répondre à la demande que vous me faites. »

Ainsi, chez Grisilde Claus, il y avait déjà des demi-rétractations et une espèce de prostration morale, résultat du nouveau mandat d'amener décerné contre elle.

Isabelle Roels fut également appelée devant le juge d'instruction, qui lui fit connaître les doutes où l'on était sur la part qu'elle avait prise à l'assassinat. Elle imputa aux menaces de Charles Claus et sa présence à

l'enterrement du cadavre et le silence qu'elle avait gardé pendant deux ans sur le forfait. Elle persista, du reste, dans toutes les accusations qu'elle avait portées antérieurement contre les frères Claus.

Après l'interrogatoire des trois femmes, le mandat d'amener décerné contre elles fut converti en un mandat d'arrêt, et elles furent écrouées à la prison de Termonde.

Le procureur du roi requit encore le même jour (20 août) leur renvoi devant la Cour supérieure de justice, chambre des mises en accusation ; la chambre du conseil prononça ce renvoi et déclara contre Isabelle Roels, Amelbergue Michiels et Grisilde Claus, une ordonnance de prise de corps.

Le public s'était tellement habitué à voir dans Isabelle Roels une fille innocente et courageuse, à qui la société devait la découverte et la prochaine punition d'un horrible attentat, qu'une rumeur générale s'éleva contre son arrestation ; le peuple, qui raisonne toujours par induction, vit dans cette mesure un caprice de l'autorité judiciaire, et celle-ci eut à lutter contre des préjugés qui se firent jour jusque dans les classes élevées. Un fonctionnaire, haut placé dans la ville de Termonde, prit ouvertement fait et cause pour Isabelle Roels, et il adressa en faveur de cette fille au procureur-général à Bruxelles un plaidoyer aussi énergique dans le fond qu'étrange dans la forme. Ne fût-ce que pour donner une idée des opinions qui régnèrent alors sur cette affaire, nous copions ici cette pièce curieuse :

« Termonde, 22 août 1869.

« Ce n'est pas avec étonnement, puisque rien ne m'étonne, mais avec peine, Monsieur, que je vois la malheureuse Isabelle Roels entraînée dans la prison. Est-ce pour m'avoir volontairement révélé (et dont j'ai rendu compte au juge d'instruction), l'assassinat commis sur la personne du sergent-major Maters par Charles Claus et sa famille, qui ont voulu nier ce fait, mais par la fermeté d'Isabelle Roels ont été forcés d'avouer ce crime ?

» La victime (*sic*) a donc aujourd'hui le sort de ceux qui commettent le crime.

» Il me fait d'autant plus de peine que le juge d'instruction ainsi que le procureur du roi, qui sont convaincus de la peine que je me suis donnée (sans savoir tous les sacrifices que j'ai faits), pour découvrir et prouver le crime, l'ont fait mettre en prison, nonobstant qu'ils sont aussi convaincus que j'avais promis à Isabelle Roels, pour connaître la juste

vérité, qu'elle ne serait jamais mise en prison (dont elle avait une peur *panique*), à moins qu'elle ne fût trouvée complice.

» Et comme toutes les dépositions ont été faites à moi et écrites en ma présence, je n'ai pu m'apercevoir qu'aucun des témoins l'ait accusée comme telle; au contraire, Charles Clans nie qu'Isabelle Roels fût présente.

» Il est bien vrai qu'Amelbergue Michiels et la sœur de Claus, à leur confusion, ont voulu la faire passer pour telle, lorsque, dans leurs dernières dépositions, elles ont osé accuser Isabelle Roels d'avoir assisté à chercher et porter de l'ancien cimetière les os trouvés dans la fosse nous assignée par Isabelle Roels, mais la fermeté avec laquelle elle nia cette accusation éveilla notre attention, et par les mesures que nous avons prises, nous avons trouvé que cela était faux, qu'Isabelle Roels était innocente, et que ces deux coquines voulaient nous faire leurs dupes.

» Pourquoi donc, puisque ces révélations qui ont servi et qui servent encore de flambeau dans cette horrible procédure et qui la rendent intéressante aux yeux de la justice, pourquoi, dis-je, la met-on en prison? Craint-on son évasion? Impossible! Où ira la malheureuse (victime à l'âge de 16 ans de cet infâme assassin Claus), sans habillements, sans bas, sans souliers, sans obole, abandonnée de la nature entière, et pour comble de malheur, opprimé par le genre humain; où ira-t-elle, dis-je, ne fût-ce chez les morts?

» Mais, informé, Monsieur le procureur-général, qu'il dépend de vous d'améliorer son sort, et puisque c'est par elle seule que l'assassinat nous a été connu, et pour faire honneur à ma parole donnée que je n'ai jamais trahie, j'ose espérer que vous la ferez mettre en liberté. Elle comparaitra devant tous les tribunaux où il plaira aux juges de l'appeler, et *je répons d'elle sur ma tête* (*).

» En attendant une réponse satisfaisante, j'ai l'honneur de vous saluer,

(Suit la signature.)

» *A M. Van der Fosse, procureur-général à Bruxelles.* »

Cette lettre ne put avoir et n'eut aucun effet : Isabelle Roels se trouvait sous le poids d'une ordonnance de prise de corps, et il n'y avait que la chambre des mises en accusation ou la cour d'assises qui pussent ordonner sa mise en liberté. En la faisant arrêter, l'autorité

(*) Cette phrase est soulignée dans l'original.

judiciaire de Termonde n'ent d'autre but que de découvrir la vérité, et, en avisant sur la pièce ci-dessus transcrite, elle reconnut qu'Isabelle Roels « avait rendu des services réels dans la procédure, et que, sous ce rapport, elle avait droit à des égards. » Nouvelle preuve que jusqu'à la fin les magistrats instructeurs furent dupes d'une vile intrigue !

Le 31 août 1819, le procureur-général près la Cour supérieure de justice, chambre des mises en accusation, requit et obtint, par arrêt du même jour, le renvoi devant la cour d'assises de la Flandre orientale des frères Claus, d'Amelbergue Michiels, de Grisilde Claus et d'Isabelle Roels, sous l'accusation d'assassinat, suivi de vol, commis sur la personne du sergent-major Maters.

Les motifs invoqués par le ministère public pour la mise en accusation des trois femmes étaient résumés comme suit dans son réquisitoire :

« 1° A l'égard d'*Isabelle Roels*, d'*Amelbergue Michiels* et de *Marie-Grisilde Claus* : que toutes trois étaient les habituées de la maison de Claus, reconnue maintenant pour un lieu habituel de prostitution ;

» 2° A l'égard d'*Isabelle Roels* seule : qu'elle a non-seulement vu creuser, vers dix heures du matin du 23 mai 1817, la fosse dans laquelle fut enterré le soir le sergent-major Maters, assassiné par Charles Claus, mais qu'elle doit avoir pu observer que la terre remuée était bleuâtre ; d'où résulte qu'elle s'est arrêtée assez près de la fosse pour causer avec ceux qui la creusaient et pour connaître quelque chose de leurs projets ; qu'elle a pu se séparer des assassins pendant que Charles Claus abandonnait les restes de la victime sur les bords de la fosse pour chercher la cuvette de cendres ; et qu'au lieu de fuir les assassins, elle est demeurée dans leur repaire, pendant plus d'une heure, à boire avec eux et à s'occuper du produit du vol commis après l'assassinat ; fait dont la nature est facile à apprécier lorsqu'on réfléchit qu'Isabelle Roels a continué ses relations avec le principal assassin, au point d'apprendre de lui que ce meurtre n'était pas son coup d'essai, et que déjà depuis plusieurs années, il avait assassiné sur le grand chemin un marchand auquel il avait volé quinze cents florins ;

» 3° A l'égard d'*Amelbergue Michiels*, épouse de *Charles Claus*, seule : qu'elle était assise sur le bord du lit, auprès duquel le sergent-major Maters a été vu expirant ; qu'au moment du premier coup porté à la gorge de ce malheureux sergent-major, Amelbergue Michiels devait le tenir dans ses bras, et qu'ayant eu le temps d'adresser à l'assassin les mots : *Charles, Charles, que venez vous faire ici ?* avant

l'assassinat commis, elle paraît avoir eu part au crime, soit en tenant les mains de la victime, soit en l'empêchant de se défendre ou de fuir, soit de toute autre manière; faits que rendent plus ou moins probables le mariage qu'a contracté depuis cet assassinat Amelbergue Michiels avec Charles Claus;

» 4° A l'égard de *Marie-Grisilde Claus, épouse de Séraphin De Wagenaere* : qu'au lieu de n'avoir fait qu'entrevoir le cadavre du sergent-major Maters, comme il résultait des premières informations, elle a été aussi et volontairement présente à l'inhumation; qu'elle est restée boire avec les frères Claus et les deux autres femmes pendant une heure et demie, et qu'elle s'est ensuite couchée avec sa mère, laquelle prétend n'avoir appris d'elle que le lendemain la désertion et non l'assassinat du sergent-major Maters; ce qui suppose de la dissimulation, que l'intérêt de son frère même ne suffirait pas pour justifier;

» 5° Enfin à l'égard de ces deux dernières, on doit remarquer encore que, le 19 juillet dernier, elles se sont permis un mensonge insigne, concerté entre elles, et dont la fausseté a été démontrée par les devoirs faits en cette nouvelle instruction. »

L'arrêt de la Cour supérieure de justice fut notifié le 4 septembre aux cinq accusés, et le surlendemain on les transporta à la prison de Gand, où ils furent écroués.

Le 11 septembre, un juge du tribunal de Gand, agissant en l'absence et en vertu de la délégation de M. le président de la cour d'assises de ladite province, fit subir aux accusés l'interrogatoire prescrit par la loi.

Les réponses de Charles Claus n'offrirent rien de nouveau; mais Jacques Claus qui avait accusé son frère d'avoir assassiné Maters, se rétracta, et déclara qu'aucun d'eux n'était coupable de ce crime. Les trois femmes persistèrent dans les réponses et dans les aveux qu'elles avaient faits devant le juge d'instruction de Termonde. Les accusés, interpellés sur le point de savoir s'ils avaient été antérieurement condamnés, répondirent tous négativement, à l'exception d'Amelbergue Michiels, qui déclara avoir encouru une condamnation à un mois de prison, pour un vol commis, disait-elle, par son mari.

Enfin, le 28 septembre fut le jour fixé pour la comparution des accusés devant la cour d'assises.

A. NEUT.

(La suite à la prochaine livraison.)

L'ABOLITION

DE

L'EXEMPTION MILITAIRE DU CLERGÉ

EN ITALIE.

On se rappelle que, lors de la discussion à la Chambre des représentants belge, au mois de mai dernier, de l'article de la loi sur la milice relatif à l'exemption du clergé, un grand nombre de membres de la gauche demandèrent par amendement que les ecclésiastiques fussent désormais soumis au service militaire. On sait aussi que, peu de temps auparavant, le parlement italien avait donné l'exemple de cette mauvaise réforme. Comme la question sera vraisemblablement discutée de nouveau à la Chambre et peut-être au Sénat dans la prochaine session, nous croyons utile d'emprunter à la *Rivista universale*, de Gênes, divers extraits d'un article remarquable dans lequel le marquis Da Passano rend compte de la discussion qui a eu lieu à la Chambre des députés italienne.

I.

La question de l'abolition de l'exemption militaire des clercs avait été traitée plusieurs fois déjà à la Chambre et au Sénat. Quoiqu'une partie du journalisme ait voulu n'y attacher qu'une importance très-minime, comme s'il ne s'agissait que d'une disposition transitoire et d'ordre secondaire, néanmoins le caractère que les discussions ont toujours revêtu, a prouvé clairement que tous, adversaires et partisans, ne regardaient pas cette loi comme indifférente.

Voté à une forte majorité par la Chambre des députés au mois de juillet 1864, mais rejeté par le Sénat, le même projet fut successive-

ment recommandé au gouvernement dans plusieurs ordres du jour, et en dernier lieu dans l'ordre du jour proposé par M. Farini et voté par la Chambre dans la discussion du budget de 1868. Le ministre de la guerre, M. Bertolé-Viale, se crut obligé de donner suite à ces ordres du jour, et proposa, il y a quelques mois, la loi qui donna lieu à la discussion dont nous entreprenons l'examen. Ce fut pour le pays un juste sujet d'alarmes, d'autant plus que c'était le premier acte d'hostilité ouverte contre l'Église, posé par un ministre qui était le collègue du comte Menabrea. En même temps, le bruit se répandait que le ministre céda à la force majeure, que la discussion de cette loi inopportune serait renvoyée à un temps indéterminé, et que, si la Chambre l'adoptait, c'était le désir du ministère lui-même de la laisser reposer dans les archives du Sénat. Ce bruit provenait de quelques honnêtes gens, amis de l'ordre : ils ne pouvaient croire qu'un homme, aux antécédents du comte Menabrea, et qu'un ministre aux convictions profondes et sincères de Digny, auraient permis à un de leurs collègues de poser un acte qui était en contradiction manifeste avec le programme conservateur qu'ils avaient fait espérer au pays.

En outre, ils s'étonnaient, à juste titre, que les conseillers de la couronne eussent assez peu de tact politique, pour fournir un nouveau triomphe à leurs adversaires ; cette victoire devait favoriser les desseins de la fraction anti-italienne et des révolutionnaires, partis unis désormais, sinon pour la forme, du moins pour la substance, dans leurs projets subversifs.

Le ministre de la guerre présenta donc la loi, quand personne ne s'y attendait, pour obéir, disait-il dans son rapport, à *une inévitable nécessité proclamée par le consentement universel des Italiens*. Elle fut approuvée en comité secret ; une commission fut nommée pour en faire rapport à la Chambre ; et, à la demande de M. Cadolini, elle fut mise à l'ordre du jour du 16 avril. Elle fut discutée pendant quatre séances, et adoptée à une forte majorité.

II.

Il serait trop long d'examiner en détail les débats des 16, 17, 19 et 20 avril ; mais il ne sera pas inutile d'en faire ressortir les passages qui, par la faiblesse ou la valeur des arguments, peuvent nous aider à les juger sainement. A quoi bon cette loi ? Dans un moment de crise financière, et comme le disait fort bien le député G. Massari, pendant que le spectre hideux de la banqueroute frappe à nos portes, pendant qu'à droite et à gauche on répète à haute voix que le temps, c'est de la mon-

naie, pendant qu'on se fatigue à développer — plaise à Dieu que ce soit avec ordre ! — les différentes lois qui sont déposées sur le bureau du président, la Chambre consacre plus de trois jours à avancer d'un pas dans la mise à exécution des principes d'une soi-disant égalité, principes qu'elle-même, il faut bien le dire, n'a pas toujours appliqués.

Les paroles peu nombreuses et réservées que prononça le président du Conseil, ne le révélèrent pas comme un partisan bien décidé de cette loi.

Celui qui la défendit, ou pour mieux dire, voulut la défendre dans le sens le plus large, ce fut l'honorable ministre de la guerre qui l'avait proposée. Il a la réputation d'être très-versé dans la stratégie militaire, — c'est un élève de Fanti, — et d'être un homme très-actif. Avant que le poste de ministre ne l'exposât aux attaques de l'opposition, il était justement apprécié. Seulement, homme nouveau parmi tous ceux que nous avons en Italie, il ne pouvait pas étaler devant le pays, ni devant la Chambre, cette autorité qui résulte d'une grande expérience et cette gravité que donne une longue vie militaire. En outre, il ne pouvait unir à son mérite d'administrateur savant, celui de réformateur intelligent, d'homme parlementaire habile. Cela posé, on comprend facilement avec quelle faiblesse d'arguments il a défendu devant la Chambre le projet émané de son initiative. Après avoir raconté l'historique de la loi, il voulut examiner les objections de ses adversaires, en les rattachant à la question de *droit*, à la question d'*opportunité*, à la question du *résultat à obtenir*. Il passa sur le premier point en déclarant son incompétence, et en donnant pour seul argument qu'il voulait simplement combattre un privilège. Il toucha légèrement la question d'*opportunité* et se borna à rappeler ce que nous savions tous, que l'Église catholique n'aurait pas à souffrir de la loi. Enfin, il essaya d'établir les dommages que l'exemption produisait. J'omets les contradictions dans lesquelles il tomba, surtout quand il prétendit, alors qu'il avait présenté récemment à la Chambre un projet de loi tendant à abolir toutes les substitutions militaires, que beaucoup d'ecclésiastiques pourraient se libérer par ce moyen. Mais je dois ajouter qu'il se rendit ridicule par l'éloge qu'il décerna aux *prêtres ordonnés* qui remplissent actuellement le devoir militaire.

Dans tout pays où l'on comprend un peu mieux la vie parlementaire, le ministère prend la défense des projets de loi qu'il présente : ici peu s'en fallut que le contraire n'eût lieu. Les paroles du ministre de la guerre auraient produit un effet contraire à celui qu'il voulait obtenir, si les préjugés anti-religieux ne dominaient nos hommes politiques.

Son collègue, le ministre de grâce et de justice ne fut pas plus heu-

reux; il divagua sur la question, et, certain d'ailleurs d'une victoire facile, il refusa de répondre aux graves objections qu'on lui avait proposées.

Orateur en quelque sorte du ministère, M. Civinini se leva pour défendre le projet de loi par un discours très-éloquent.

Dans le même sens, mais plutôt en exposant qu'en justifiant leur opinion, quelquefois même avec des idées originales, parlèrent les députés Guerzoni, Macchi et Piancini; tous ils se distinguèrent plutôt par l'abondance de leurs paroles que par l'unité et la logique de leurs raisonnements.

III.

La question capitale la voici : l'exemption constitue-t-elle un privilège? Avant de satisfaire à la demande, nous pourrions adresser une autre question, à laquelle il ne nous serait pas possible de répondre aussi facilement, et que nous ne croyons pas utile de résoudre pour le moment. Depuis longtemps ceux qui aspirent franchement au règne de la liberté pour tous, — et nous nous flattons d'être de ce nombre, — se sont souvent mis à réfléchir à cette grave question : le Statut qui régit l'Italie renferme-t-il la condamnation absolue de tout privilège? Je crois qu'il est difficile de résoudre la question par l'affirmative; mais ce n'est réellement pas le moment de la discuter. — Quoiqu'il en soit, voici comment, dans son discours du 17 avril, M. Conti répondait à la première demande, celle de savoir si l'exemption est un privilège. « Ce n'est pas un privilège, quand on sort du droit commun pour des raisons générales qui constituent elles-mêmes un droit commun; tel est par exemple le droit de suffrage donné non pas à tous, mais à ceux-là seulement qui sont capables de s'en servir. Un privilège, c'est une exception établie dans l'intérêt de quelques-uns pour les favoriser, comme serait la faculté d'exercer seul telle industrie ou tel commerce. » Et, répondant à M. De Filippo, il expliquait mieux encore sa pensée : « J'ai dit que l'exemption des ecclésiastiques ne constituait pas un privilège par rapport aux autres cultes, parce que tous jouissent de la même exemption. Et j'ajoute qu'on ne peut pas l'appeler privilège non plus par rapport à tous les citoyens. Voilà la seconde partie de la question que l'honorable ministre a oublié de traiter et dans laquelle réside toute la force de mon raisonnement.

« Je dis donc : Si ce n'est pas un privilège par rapport aux autres cultes, ce n'est pas non plus un privilège par rapport aux autres ci-

toyens. En effet les citoyens ont le droit d'avoir des cultes ; ils ont aussi dans certaines limites le droit d'embrasser la carrière ecclésiastique. Si donc la profession des armes empêchait absolument qu'on choisisse cette carrière et entravait par là même l'exercice du culte, elle anéantirait un droit inhérent à tous les citoyens.

« Voilà, bon ou mauvais, l'argument que j'ai mis en avant, et qui trouve une confirmation énergique dans la proposition que semble vouloir faire le ministre de la guerre, en accordant une certaine exemption aux étudiants en médecine et en droit. » De son côté, M. Massari disait : « On pourrait remarquer, je crois, qu'en réalité le mot *privilege* employé dans cette circonstance n'est pas du tout un mot propre. Plutôt que de l'appeler *privilege*, on pourrait, me semble-t-il, dire que dans le cas présent la loi reconnaît tout simplement l'existence d'un fait, c'est-à-dire l'existence d'une incompatibilité qu'il n'est pas au pouvoir du législateur de détruire. »

Dans le vrai sens du mot, et eu égard à la constitution qui nous régit, cette exemption ne peut pas être appelée un *privilege* : car alors elle serait en contradiction avec le Statut lui-même, et ce n'est pas pour maintenir l'intégrité de celui-ci, que la loi a été défendue par des partisans. Ce n'est un *privilege* ni par rapport aux cultes, parce qu'on accordait à tous indistinctement le bénéfice de cette exemption, ni par rapport aux individus, parce que tous pouvaient en profiter, ni par rapport au principe d'égalité, parce que, comme l'avait très-bien dit le député Boggio dans la discussion de 1864 : « L'exception devient elle-même une sanction et une confirmation de la vraie égalité, quand elle est introduite dans la loi, non pour l'utilité particulière d'un individu ou d'une classe de personnes, mais dans l'intérêt public, ce qui arrive quand elle a pour mobile un service qui intéresse tout le monde, comme c'est le cas pour le service religieux. Bien plus, il nous semble qu'en votant cette loi, on a agi contrairement au premier article du Statut. »

Ces dernières paroles fournissaient, indépendamment des considérations qui précèdent, un argument péremptoire contre la loi. Quoique le parti de la majorité parlementaire et les organes qui le représentent, se livrent à de continuelles déclarations d'attachement au Statut, il n'en est pas moins vrai que, depuis de longues années, on ne tient plus compte de son article premier, portant que « la religion catholique est la religion de l'État », et qu'on en est arrivé à soutenir que cet article n'a plus d'importance.

A la Chambre d'ailleurs, aucun membre de la gauche (dont le programme renferme des modifications au Statut), mais pas même un seul

membre de la droite ou du ministère ne s'est levé pour défendre ce point de vue capital. Je sais bien que les termes de l'article 1^{er} sont devenus une lettre morte, que la cour d'appel de Lucques a déclaré qu'il n'avait plus de valeur en présence des interprétations qu'il a reçues du pouvoir législatif. Mais un ministère qui a véritablement conscience de ses devoirs, un conseiller de la couronne qui vis-à-vis du prince et du pays est responsable de la conservation intacte et inaltérable des lois, est tenu, je ne dis pas de prendre la défense de la disposition précitée, mais de ne point céder d'une ligne sur un point qui forme l'une des bases de notre existence politique.

Dans un moment de crise aussi grave que celui que nous traversons, l'Italie doit s'appuyer sur ce même Statut qui a servi de mobile à tous les gouvernements patriotiques et de drapeau à tous les programmes.

Le roi lui-même affirmait, il y a quelques années, l'importance de cette partie essentielle de la loi fondamentale, quand il disait que la majorité des Italiens était catholique.

Si l'on veut donc mettre un terme aux conspirations du mazzinisme et des républicains, si l'on veut invoquer le Statut comme la sauvegarde du pays, qu'on en respecte complètement l'autorité, qu'on en observe religieusement les principes.

Dans la presse, pas plus que dans le Parlement, on ne parvint à concilier, avec le premier article du Statut, la loi que nous discutons.

Un organe de la droite, recommandable à plusieurs égards, la *Perseveranza*, déclara que le premier article du statut a été interprété dans ces derniers temps comme s'il ne contenait qu'une simple déclaration de fait (1). Que la feuille de Milan y prenne garde : cette théorie ne portera aucun préjudice à l'Église, mais au parti qu'elle représente. Ne pas reconnaître aujourd'hui qu'une pareille interprétation est fausse, et qu'il faudrait revenir à l'application sincère du Statut, c'est se condamner d'avance à admettre un jour avec M. Bertani la nécessité d'une constituante.

IV.

Mais les partisans de l'abolition de l'exemption du service militaire pour les ministres de tout culte se hasardèrent sur un terrain plus vaste, et plus généralement sympathique.

Ils demandèrent l'abolition de l'exemption, non-seulement au nom

(1) 10 avril 1860.

du principe d'égalité que la société moderne reconnaît partout, mais au nom de la liberté religieuse, au nom de la formule de l'*Église libre et de l'État libre*.

Il ne s'agit pas ici, je m'empresse de le dire, de théologie, ni de principes absolus, mais de questions pratiques et de formes politiques.

A ce point de vue, je n'hésite pas un instant à déclarer combien je suis désireux de voir notre société réaliser complètement la formule que je viens de rappeler. Non-seulement j'y trouve la vraie solution de ces continuelles oscillations qui suscitent des troubles dans les consciences, et fournissent des prétextes aux persécuteurs de toute religion ; mais, en outre, je suis convaincu que, par le développement des libertés politiques, on peut obtenir d'une manière durable, quoique lente, la pacification de la société et des nations. Je crois ne pouvoir mieux confirmer cette thèse politique que par l'autorité du député d'Ondes : ami véritable et incorruptible de la liberté, il s'est acquis à juste titre les sympathies de tous. Il concluait son discours du 6 juillet 1864 (dans lequel il combattait précisément le projet de loi qui tendait à abolir cette même exemption) par les paroles suivantes : « Aucune grande chose ne s'accomplit sur la terre sans la liberté ; sans la liberté, tout n'est qu'inertie et douleur ; la nationalité, ce grand mot de notre époque, sans la liberté, c'est l'esclavage ; la nationalité finira à l'avènement de l'âge parfait et prophétique, où il n'y aura plus ni Grecs, ni Romains, ni Barbares ; les royaumes et les républiques disparaîtront lorsqu'arrivera l'âge d'or, où la sagesse règnera et où l'ignorance cessera, où la vertu recevra les honneurs et où le vice ne sera plus encensé, où l'ambition consistera à faire du bien à ses semblables et non à les dominer ; et la liberté, la liberté durera aussi longtemps que la main de Dieu maintiendra l'existence du genre humain. »

Plus que tout autre, M. Civinini a tâché de démontrer, par des arguments habiles, que le projet de loi ne blessait pas la liberté, mais en était plutôt une conséquence.

L'honorable M. Salvago, un des plus chauds adversaires de la loi, avait déjà dit et prouvé qu'elle blessait au contraire gravement la liberté de conscience. « Et par liberté de conscience, disait-il, j'entends le droit qui appartient à chaque individu de satisfaire à ce que sa conscience lui montre comme un devoir, sans porter préjudice à autrui, et sans pouvoir être inquiété lui-même. C'est pourquoi, en admettant que chaque individu a le droit de professer une religion, il me semble qu'on peut sagement en déduire un second droit, celui pour les citoyens d'obtenir la liberté de leurs ministres. » A l'appui de cet argument

l'honorable député de Pontedecimo citait fort à propos l'exemple de la constitutionnelle Angleterre et des États-Unis démocratiques. Parlant ensuite de l'égalité devant la loi, le même orateur disait : « Je ne crois pas qu'on puisse adopter l'opinion de ceux qui, se basant sur de subtiles distinctions légales, ne reconnaissent dans la loi que le citoyen, sans tenir compte de certains faits préexistants.... Si l'on entendait l'égalité dans ce sens, il me semble que ce serait une grave injustice, et souvent de la tyrannie. »

M. Civiini, en se déclarant ami de la liberté, chercha à réfuter les théories qu'avait présentées M. Salvago. Il avait, nous nous plaisons à le répéter, il avait prouvé en plusieurs occasions qu'il aimait la liberté pour tous, et cela lui fait honneur. Il l'avait prouvé en défendant le projet de M. d'Ondes sur la liberté d'enseignement ; et, à maintes reprises, il avait fait voir qu'il n'était pas animé de cet esprit de passion et d'intolérance qui souvent n'aveugle que trop nos hommes politiques. — Mais à notre avis il se trompa dans le cas actuel. Il prétendit qu'il y avait deux formes de liberté. Dans sa réponse à l'honorable M. Salvago, il dépeignit celle que ce dernier venait de défendre comme un masque, comme une vaine apparence, et se déclara au contraire favorable à une liberté fondée sur la forme démocratique et accompagnée d'une inexorable égalité.

Arrêtons-nous ici un instant, et faisons quelques remarques au sujet de cette théorie. La liberté, comme la vérité, ne souffre point de mélange. Si on l'altère, elle dégénère en licence ou en absolutisme. Nous ne voulons pas dire que la liberté pourrait se maintenir, si elle était fondée sur les privilèges de chacun ; mais il n'en est pas moins certain que la liberté démocratique, la liberté basée sur l'égalité, la liberté complète en un mot permet, au sein des sociétés où elle règne, que les individus et les familles dont elles se composent, reconnaissent dans l'intérieur de leurs consciences, professent dans leurs temples et inculquent à leurs enfants plutôt le culte de Dieu que celui de la raison. Voilà la vraie démocratie, et cette démocratie, qui me semble être l'idéal de M. Civiini, a un code qui ne proclame, à la vérité, aucune religion d'État, mais qui accorde à tous les citoyens les mêmes droits et les mêmes devoirs. Or, de même qu'elle range parmi les devoirs des citoyens celui de concourir à la défense de la patrie, de même elle leur reconnaît à tous *indistinctement* le droit d'une égale exemption du service militaire pour les ministres des différents cultes professés par ses membres. Ce n'est pas un privilège qu'un culte sollicite, mais un droit qu'implique la liberté de conscience consacrée par la société démocratique ; celle-ci,

tout en étant distincte des différentes églises, autorise l'existence des associations religieuses libres; par conséquent, empêcher le recrutement et troubler l'éducation des ministres du culte, c'est entraver le développement de la liberté religieuse.

Maintenant, en admettant même que l'abolition de l'exemption de la milice soit réclamée par les principes constitutifs d'une société démocratique (laquelle pourtant doit respecter la liberté des consciences individuelles), il faudrait d'abord arriver à implanter sur notre sol cette forme de gouvernement, qui est loin encore d'exister en Italie. Et alors il ne nous resterait plus qu'à répéter ces paroles énergiques de M. d'Ondes : « Si on enlève ce privilège, il faut les enlever tous; mettez à exécution ce que vous avez déclaré vouloir faire, et je ne puis supposer que vous ne l'ayez déclaré sincèrement, *l'Église libre dans l'État libre*, ou pour parler plus correctement, *l'Église libre et l'État libre* (1). » Il ajoutait : « Qu'on abolisse donc cette exemption, ce privilège de l'Église catholique, comme vous l'appellez, mais à condition que vous abolissiez en même temps les autres privilèges qui existent contre elle : il est clair que cela est juste. »

Dans plusieurs parties du discours de l'honorable député de Pistoie, nous avons remarqué de déplorables taches.

La gauche, en voyant le général La Marmora combattre la loi, se réjouissait de cette opposition, parce qu'elle croyait que la droite partageait les idées du général, et qu'elle se promettait ainsi de l'accuser de manquer d'amour pour la liberté. Le discours de M. Civinini enleva cette espérance à la gauche. Je ne veux pas supposer que ce dernier se soit laissé influencer par une telle préoccupation (quoiqu'il ait été le seul membre de la droite qui ait parlé en faveur de la loi); mais il n'en est pas moins certain qu'il ressort de ses paroles qu'il a complètement oublié que l'exemption était accordée à tous les cultes indistinctement.

Je l'avoue, j'ai lu avec peine les déclamations qui mettent le discours de M. Civinini sur le même rang que ceux de MM. Macchi et Guerzoni. Ces derniers parlèrent longuement sur plusieurs sujets; mais ils se plurent surtout à ressasser contre la religion de la majorité les invectives qu'elle a habituellement à essuyer.

V.

MM. La Marmora, Massari et Crotti combattirent aussi la loi.

Le discours du premier doit son importance à la personne de celui

(1) Discours du 6 juillet 1861.

qui le prononça. Comme La Marmora s'était toujours montré meilleur soldat qu'homme politique, il lui arriva, dans l'impétuosité de son langage, de débiter au milieu de plusieurs vérités beaucoup de graves erreurs. Mais, précisément à cause de cela, les raisons qu'il alléguait, sans passion et avec franchise, auraient dû exercer plus d'impression sur le jeune ministre de la guerre, et sur les autres membres de la Chambre.

Quant à M. Massari, il avait autrefois approuvé l'abolition de l'exemption pour le clergé.

Mais, dans la discussion dont je m'occupe, il rétracta son ancienne opinion. Lui aussi, il se déclara prêt à abolir ce prétendu privilège dans le cas où la liberté serait octroyée en entier ; il fit remarquer l'inopportunité du projet actuel ; et, par quelques paroles très-justes, il réfuta l'erreur grossière dans laquelle M. Bertolè-Viale était tombé, en regardant cette loi comme une véritable nécessité, proclamée par la majorité des Italiens.

Pendant la discussion de l'article unique du projet, M. Crotti prononça un petit discours : il s'appuya surtout sur des faits particuliers relatifs à la diminution du clergé. Pour lui comme pour ses adversaires, l'exemption constitue un privilège en faveur de l'Église catholique. Pour justifier ce privilège, il exposa une théorie qu'on peut en quelque sorte lui attribuer en propre, à savoir que le gouvernement doit pourvoir aux deux milices, à la milice ecclésiastique et à la milice civile. Nous n'examinerons pas combien un pareil système de défense peut, non-seulement porter préjudice à la cause qu'on prétend servir, mais au fond être nuisible à l'Église elle-même, qui dans les circonstances actuelles n'a besoin que de liberté et d'indépendance. À part ce point, nous ne pouvons que donner des éloges à M. Crotti, auquel le ministre de la guerre ne répondit pas toujours avec exactitude.

Finalement la loi fut adoptée ; immédiatement après la discussion générale, 223 membres votèrent un ordre du jour de M. La Porta, ainsi conçu : « La Chambre approuve les principes sur lesquels repose le projet de loi actuel, et passe à la discussion de l'article. » Nous ne savons ce qu'on a voulu dire par cet ordre du jour. On pourrait en conclure que la Chambre a entendu approuver la violation du Statut, et poser un acte d'hostilité au moins apparente contre l'Église.

La discussion a constaté l'existence d'un groupe de trente députés catholiques environ, qui ne se rangent pas sous la bannière de l'intolérance et de l'exclusivisme.

Ce groupe respectable ne vient pas à la Chambre pour faire ostentation de ses convictions religieuses privées, il ne revendique pas même

l'intégrité du Statut attaqué, que pourtant tous les députés et conseillers de la couronne devraient défendre ; mais il se montre inébranlable sur le terrain de la liberté, et il peut s'approprier ces paroles de M. d'Ondes : « Si j'ai combattu pour la liberté, je l'ai fait dans toute la sincérité de mon cœur ; j'ai voulu la liberté, je veux la liberté, je la voudrai en tout et pour tous : dans la constitution du gouvernement, dans l'organisation des communes, dans les associations de toute nature, de religion, de charité, d'industrie, de commerce, dans les instituts de toute espèce, dans la presse, dans les professions, dans l'enseignement (1). »

Marquis DA PASSANO.

La loi, après avoir été votée par la Chambre des députés, fut envoyée au Sénat, qui s'empessa de nommer une Commission pour l'examiner. Cette commission, composée des sénateurs Brioschi, Capriolo, Sanseverino, Farina et De Foresta, se hâta de l'approuver. Le rapport fut rédigé par M. De Foresta, qui ne craignit pas de déclarer que le vote de la loi serait avantageux à la religion. La décision de la commission ne laissait que trop présager celle du Sénat. La haute assemblée ne sut, ni maintenir l'intégrité du Statut dont elle est la gardienne, ni persister dans ses votes antérieurs. Par 67 voix contre 30, elle adopta, le 20 mai, l'abolition de l'exemption.

(1) Discours du 6 juillet 1864.

L'EXPOSITION DES BEAUX-ARTS

DE BRUXELLES.

PREMIER ARTICLE.

Si, comme on l'a toujours proclamé, la culture des beaux-arts est un des meilleurs indices dont puisse faire profit celui qui veut juger sainement du degré de civilisation atteint par un peuple, du caractère et des tendances d'une époque déterminée ; si cette culture doit ou peut se mesurer par le nombre de ceux qui s'y adonnent et des œuvres qu'ils produisent, par les encouragements et par les marques d'intérêt qu'on leur prodigue, il faudrait remonter aux temps les plus glorieux de l'ancienne Grèce ou de l'Italie régénérée pour rencontrer un siècle aussi civilisé, aussi magnifiquement favorisé sous ces rapports que celui dans lequel nous avons le bonheur de vivre, et il est probable que la comparaison, poussée jusqu'au bout, tournerait à notre avantage.

Qu'on fouille, en effet, du regard n'importe quel endroit de l'Europe, qu'on compte les écoles ouvertes de tous côtés à l'enseignement des arts du dessin et l'affluence des élèves qui les encombrent, qu'on note la multiplicité et qu'on remarque la solennité des expositions périodiques et extraordinaires, les honneurs et les flatteries prodigués aux artistes par l'autorité, par les savants, par les littérateurs ; qu'on suive la précipitation et l'émulation fiévreuse avec lesquelles les enchères se succèdent et s'élèvent sur les œuvres artistiques, qu'elles soient anciennes ou modernes, et certes les siècles de Périclès et des Médicis seront, aux yeux de l'observateur, distancés de beaucoup ; car, à tout prendre, Périclès et les Médicis n'ont exercé leur influence fécondante que sur des points pour ainsi dire imperceptibles du globe ; les résultats qu'ils ont produits ne sont pas sortis de certains lieux privilégiés ; ils étaient en somme des exceptions génératrices d'exceptions, tandis qu'au contraire les exceptions d'alors apparaîtront forcément, et pour peu qu'on s'en tienne aux apparences, la règle d'aujourd'hui, règle universelle, qu'on affecte

de considérer comme inséparable de la vie, de l'activité, de la prospérité et de la gloire des nations.

Celui qui, s'autorisant de ces principes abstraits et les prenant pour base de comparaison et de raisonnement, s'aviserait de trancher ainsi la question, ne serait-il pas par hasard à côté d'elle, ou, pour mieux dire, ne la placerait-il pas toute entière dans un seul de ses termes, et, négligeant le fond, ne chercherait-il pas à la résoudre à l'aide d'une appréciation fausse, moins dominé par la réalité qu'égaré par les illusions d'un mirage ? Que doit-on entendre par *art*, alors qu'on fait du degré de son perfectionnement et de sa culture un des signes indicateurs de l'élévation des mœurs et du progrès social du peuple que l'on étudie ? Que faut-il entendre par *artiste*, alors que l'honneur dans lequel on tient ceux qui sont désignés par ce nom, leur nombre et la place qu'ils occupent dans la sollicitude et dans le respect de leurs contemporains fixent nécessairement l'attention sur le degré de perfectionnement et de culture atteint par les beaux-arts ? Ces deux questions, logiques et inévitables pourtant, nous portent du premier coup au cœur de la querelle qui partage en deux camps le monde qui se préoccupe de ces matières.

Pour nous et pour ceux de la même école que nous, Dieu a donné à l'homme une âme intelligente et la nature, c'est-à-dire le don de la création et le type de la perfection, la liberté et la règle; de telle sorte que l'art est la science acquise, l'ensemble des méthodes découvertes et employées pour exprimer et éveiller des sentiments à l'aide de la combinaison et de la reproduction des modèles naturels les plus parfaits et les plus propres à rendre sensible la conception de l'intelligence créatrice et à la communiquer dans toute sa pureté, dans toute son étendue, à l'intelligence du spectateur.

Pour ceux qui sont d'une autre opinion et d'une autre école, l'art est l'imitation exacte de ce que l'on voit, sans que l'intelligence y participe autrement que pour conduire la main, afin qu'elle ne s'écarte pas de son œuvre servilement reproductrice, afin qu'elle fasse un bon emploi des moyens et des formules inventés pour l'aider dans l'accomplissement de cette tâche positive et strictement circonscrite.

Entre nos contradicteurs et nous, le désaccord est donc de telle sorte qu'il rend la conciliation impossible.

Nous plaçons l'essence de l'art dans les régions spirituelles, et nous lui donnons pour instrument les formes qui peuvent matérialiser, pour ainsi dire, la conception et le sentiment dont est pénétré l'artiste. Nous

croyons que percevoir et distinguer intérieurement l'harmonie, les rapports et les éléments d'un sujet, que comprendre les beautés les plus parfaites de la nature et les mouvements de l'âme, qu'être doué de la faculté de les reproduire, c'est là ce qui fait l'artiste.

Ceux qui sont en dissentiment avec nous, placent, au contraire, l'art uniquement dans la matière et soutiennent que la mission de celui qui le cultive doit se borner à mettre les ressources d'une intelligence sagace et vive, l'habileté technique acquise par l'éducation et par l'expérience, au service de la représentation exacte de ce qui existe au dehors, de ce qu'il peut juger par les sens; ils lui déniaient le pouvoir de le perfectionner par un travail de l'esprit, et ils condamnent comme des aberrations tout ce qui est du domaine du spiritualisme, c'est-à-dire les inspirations des croyances, les symboles de la religion, les fictions des poètes, les élans de l'imagination et les traditions populaires.

Qui a tort? Qui a raison?

Ce n'est pas ici le lieu de le rechercher; car cette recherche, quoique aisée en soi et d'une solution prévue, nous conduirait trop loin; mais, on peut le dire sans craindre de s'égarer, l'art, tel que le définissent nos contradicteurs, n'est plus qu'une habileté essentiellement mécanique, et celui qui s'y renferme n'est plus qu'un ouvrier remplissant habilement ou non sa tâche de chaque jour, qu'un de ceux qu'au moyen âge on appelait si justement *gens de métier*.

Est-ce à l'art ainsi limité, est-ce aux artistes ainsi ravallés à l'état d'artisans, qu'appartient le rôle que les historiens et les philosophes leur ont assigné, et que nous avons rappelé au commencement de ces pages? Non, sans doute. La perfection manuelle de l'exécution, et l'imitation exacte des objets n'ont aucun rapport avec les dispositions morales de ceux qui perfectionnent ou imitent, et de ceux pour la satisfaction et l'instruction desquels on imite et on perfectionne; on peut soutenir, au contraire, en toute sécurité que ces qualités qui, pour *les réalistes*, — nous trouvons juste de ne plus priver les adeptes de cette opinion du nom dont ils se targuent, — sont l'art tout entier et constituent une véritable incarnation du sublime chez celui qui les possède, ont été en tout temps et sont encore identifiées avec cette situation intermédiaire des peuples qui n'est déjà plus la barbarie, mais qui n'est pas encore la civilisation, du moins la civilisation telle que nous la comprenons. Ainsi au moyen âge, lorsqu'à la cour des empereurs et des rois, dans les manoirs des barons, dans les monastères et dans les cathédrales, dans les édifices des villes et des communes et jusque dans les maisons de la riche bourgeoisie, la pierre, le marbre, les boiseries,

les meubles, les armes, l'orfèvrerie, les livres, les ornements du culte, les plus humbles ustensiles de ménage étaient sculptés, gravés, ciselés, peints, repoussés, incrustés avec un fini, une précision de détails, un éclat de couleurs, une vigueur de pinceau, une pureté de lignes, une sûreté et une légèreté de faire que nous admirons et que nous n'avons pu ni ne pouvons atteindre malgré nos efforts, les hommes étaient moins civilisés et les mœurs plus rudes qu'aujourd'hui; et certes il ne viendrait à l'idée de personne de prétendre que la perfection indéniable des procédés qui permettaient de réaliser les prodiges excitant encore notre admiration et faisant notre désespoir, contredit la vérité historique et témoignant de l'état avancé de la société qui les encourageait et trouvait en elle-même tant de ressources et tant d'empressement pour contribuer à leur culture et à leur expansion.

Ce qui était vrai pour l'art et pour la condition sociale du moyen âge, ne l'est-il pas encore aujourd'hui pour l'art et pour la condition sociale des peuples de l'Orient? Dans les Indes, en Chine, en Perse, au Japon, chez les Arabes et les Turcs, le peintre, ainsi que le veulent *les réalistes*, prend ses modèles dans la nature et trouve, dans les fleurs des champs et dans l'éclat du ciel, des teintes d'une finesse que nous ne parvenons pas à atteindre, d'une délicatesse qui nous est inconnue. Et qu'on veuille le remarquer: cette merveilleuse splendeur, ce sentiment de l'œil et de la main, ne sont pas l'apanage de quelques hommes d'élite; il n'y a pas, dans ces régions où brille une si vive lumière, parmi ces populations aux impressions vives, de peintres exceptionnellement coloristes; chacun l'est en même temps que ses confrères, et tous ensemble ils le sont, en compagnie avec le soleil, et avec les objets qui reflètent ses brillants rayons. Les rochers et la végétation, les nuages et les eaux, les oiseaux au plumage chatoyant et les reptiles aux écailles dorées sont fixés sur l'émail des argiles cuites ou sur la surface polie du vernis, du papier et des étoffes avec des variétés de teintes et une entente des transitions qui les rendent pour ainsi dire vivants et font illusion à la vue. Le sculpteur n'est pas moins habile, n'est pas moins étonnant dans sa sphère. Soit instinct, soit routine, aucun secret de l'art qui est le sien ne lui est inconnu. Non-seulement il découpe et fouille le marbre, l'ivoire, l'acier, les pierres les plus dures, et les métaux les plus précieux avec une sûreté d'outils et une netteté de contours qui laissent nos plus fines ciselures de beaucoup en arrière; mais il a le sentiment des proportions, il a, comme les anciens Égyptiens, cette science des plans qui sait en faire jouer un nombre infini dans un relief de quelques millimètres, et, par-dessus tout, il a une grâce d'arrangement, une conve-

nance d'ornementation qui s'appliquent aux moindres conceptions comme aux plus importantes. Que dire de l'architecture? Maitresse absolue des dispositions et de l'achèvement de l'édifice qu'elle élève, inspirée par les usages et se pliant aux besoins du climat, elle combine les proportions et les éléments de manière que tout s'y tient et s'y harmonise. Rien ne lui fait obstacle dans l'accomplissement de sa mission, et partout elle rencontre des collaborateurs dévoués autant que désintéressés, et non des bureaucrates présomptueux, comme il en surgit très-souvent chez nous pour désoler et entraver nos architectes. Si on porte le regard sur un des monuments qu'elle a produits et qui par leur aspect nous rappellent les plus élégantes fictions de la féerie, il s'y reposera sans que rien vienne le choquer, sans que les détails accessoires captivent son attention au détriment de l'ensemble. La grande charpente architecturale et les diverses parties qui la constituent lui apparaîtront d'abord dans toute leur importance et dans toute leur noblesse; puis il sera subjugué par le charme d'une grandeur harmonieuse, par un artifice d'éclat et de douceur qui fait flamboyer discrètement comme autant de bijoux précieux les émaux, les mosaïques et les vitraux simulant toutes les couleurs de l'arc-en-ciel fondues comme celles-ci et s'épanouissant sur un second plan dans un accord que rien ne trouble, dans une progression habilement ménagée, et sans empiéter sur aucun droit. Pourtant Indiens, Chinois, Persans, Japonais, tous les peuples d'Orient pris ensemble sont barbares ou peu s'en faut, et sont soumis à l'infériorité et aux maux que traînent à leur suite le despotisme, l'ignorance, le fanatisme et le culte effréné de la chair!

Le nombre des artistes et le crédit dont ils jouissent, la perfection de la partie matérielle de l'art et l'espèce de culte qui lui est rendu par le public, la protection qu'ils rencontrent, la place prépondérante qu'ils tiennent dans le milieu où ils prospèrent, ne sont donc pas nécessairement le signe d'une civilisation qui progresse ou qui a atteint son degré le plus avancé. Pour qu'ils puissent aspirer à cette gloire et la mériter, il faut que l'art soit l'art, et non une industrie; il faut que les artistes soient pénétrés de la raison d'être de l'art, de sa destination, de son utilité, surtout de sa noblesse; il faut qu'ils se proposent un but, qu'ils aient conscience de la mission qu'ils remplissent; il faut, en un mot, qu'ils exercent en même temps qu'ils la subissent une influence intellectuelle, morale et civilisatrice.

L'art, les artistes de notre époque sont-ils dans ces conditions ou tendent-ils à s'y placer?

Les expositions universelles de Paris et de Londres que nous avons

dû examiner en détail, l'étude sérieuse des expositions périodiques, étude dont nous avons publié successivement les résultats, ce que nous connaissons des monuments que l'on construit, des œuvres de peinture et de sculpture qui s'achèvent ou se préparent, nos rapports journaliers avec le monde des artistes, et, disons-le tout de suite, puisqu'aussi bien nous aurions à le dire un peu plus tard, l'Exposition actuelle de Bruxelles que nous avons accepté la mission de passer en revue, nous oblige à formuler une réponse énergiquement négative et à reconnaître avec un profond regret que, si la part faite à l'art dans notre société contemporaine paraît grande, ce n'est pas véritablement l'art qui en profite, ou à l'art qu'on l'accorde, et que, si les produits de la peinture et de la sculpture sont nombreux parmi nous, les produits de l'art y sont rares, rares au point qu'aucune époque depuis bien des siècles n'en a souffert une aussi désolante disette.

Maintes fois il nous est arrivé d'entendre professer par des hommes dont la science et la perspicacité sont hors de contestation, et nous avons lu dans des écrits qui par les noms de leurs auteurs jouissent d'une légitime autorité, que l'art, considéré en lui-même, indépendamment de ses applications, n'est qu'une inutilité luxueuse, l'abus des facultés les plus nobles de l'esprit, une pure fantaisie, peut-être bien une aberration d'imaginations malades, et qu'il ne peut aspirer à la protection des gouvernements et aux encouragements des gens sages que s'il s'applique à l'industrie, que s'il sort des régions spéculatives pour placer ses œuvres dans le milieu propice aux applications usuelles de la vie telle qu'elle est; bien plus, nous avons entendu soutenir qu'en procédant ainsi, loin de rabaisser sa mission, l'art l'ennoblit et l'étend.

Qu'il nous soit permis de faire d'abord remarquer qu'il se cache une erreur profonde dans cette affirmation qui veut nous persuader que l'art n'est rien par lui-même, qu'il n'est quelque chose que par sa destination et par l'aide qu'il apporte, par l'impulsion qu'il donne à l'activité humaine. En raisonnant ainsi, on affecte d'oublier que l'art est le sentiment de l'homme qui prend une forme et qui, sous cette forme et par cette forme, s'en va susciter des sentiments analogues chez ceux auxquels il se communique. Éveiller des sentiments et par là participer aux actes qui en sont la manifestation, transmettre aux générations futures les pensées de la génération présente, rendre durable ce qu'il y a de plus fugitif, le goût et l'inspiration, et créer des monuments capables de jalonner à travers les siècles l'enchaînement continu du progrès et des défaillances qui conduisent l'humanité inconsciente là où le doigt de Dieu la mène, telle est la mission de l'art; c'est assez dire qu'il existe par lui-

même, qu'il occupe une large place dans les destinées du monde, qu'il dispose d'une puissance et qu'il présente une utilité absolues, puissance et utilité de premier ordre, quoi que l'on dise, et des plus bienfaisantes comme des plus glorieuses.

Mais enfin laissons de côté ces vérités qui sont du domaine de la philosophie ; plaçons-nous au point de vue des doctrines utilitaires et acceptons-les telles qu'on se plaît à les approprier à l'art et à son exercice. L'application est l'art. Sa valeur ne peut se mesurer que par la valeur de ce qu'il produit, c'est-à-dire par le besoin réel ou conventionnel auquel il répond et d'après le plus ou moins de satisfaction qu'il procure. Quelle conclusion espérait-on en déduire ? Que l'art bien entendu n'aura plus d'initiative, qu'il devra faire le sacrifice de son indépendance, qu'il ne devra jouir d'aucune liberté si ce n'est de la liberté de se soumettre passivement à la direction des chalands qui par caprice ou par nécessité auront recours à ses services ? Comment consentir à cette limitation du rôle et des prérogatives de l'art, sans détruire du même coup ce qui constitue son essence, la faculté de penser et le génie créateur de l'artiste ? Comment concilier les liens humiliants et lourds dont on le chargerait en le réduisant à un pareil esclavage avec les franchises qu'on lui attribue d'un autre côté, dont on lui conseille à tout propos de faire usage, qu'on lui représente comme un des attributs dont il doit être le plus jaloux et le plus fier ? La seule chose raisonnable qu'on puisse admettre, au point de vue où nous sommes actuellement placé, et si on a à cœur de ne pas se contredire, c'est que, l'application d'une œuvre d'art étant donnée, l'artiste est obligé de l'approprier aux exigences du but quant au fond, mais qu'il reste maître d'atteindre ce résultat par l'emploi des moyens qu'il jugera les plus convenables sous le rapport matériel et les plus satisfaisants sous le rapport esthétique. Ceci étant admis, et ce serait une véritable extravagance que de se prononcer dans un autre sens, nous sommes plus près de nous entendre sur le terrain des principes qu'on ne pouvait le présumer à première vue ; seulement nous serons plus que jamais en désaccord sur les lois qui s'en dégagent et sur les conséquences qu'on doit en attendre et qu'on prétendra en déduire.

Approprier l'œuvre à son but a été de tout temps, et de l'aveu des écrivains qui ont le mieux raisonné sur les choses de l'art, le plus estimé des mérites, le premier des devoirs de l'artiste, celui qu'ont le mieux observé, dans l'antiquité et aux époques modernes, ceux auxquels l'empressement des contemporains et la justice de la postérité ont conféré et confirmé le droit de prendre et de garder ce nom. Mais approprier

l'œuvre à son but, c'est donner à celle-ci le caractère par lequel elle doit se distinguer des autres, et manifester les propriétés spéciales auxquelles on la destine et en considération desquelles on la tire du néant ; c'est faire que l'œuvre soit ce qu'elle doit être, et non le rêve d'une fantaisie sans frein, une déception ou une déviation malencontreuse et coupable de la mission reçue et de l'obligation contractée. Si Léonard de Vinci, en composant sa Cène, en avait fait la représentation d'une orgie de cabaret; si Raphaël, en décorant les voûtes de *Notre-Dame de la Paix*, y avait placé les sujets dont il a décoré les murs de la *Farnesina*; si, en dressant les plans de la basilique de St-Pierre, Bramante et Michel-Ange s'étaient servilement inspirés des aménagements et de l'ornementation des temples de la Grèce païenne, ils auraient produit des spécimens excellents d'architecture et de peinture, mais non des œuvres d'art, parce que l'art est complexe, parce que la convenance et la justesse de la conception en sont des éléments essentiels, parce que l'artiste, s'il ne respecte pas dans sa conception les conditions que celle-ci doit réunir, se montre dénué des qualités qui le séparent de l'artisan et descend, comme nous l'avons déjà dit, au rang d'un homme de métier. L'appropriation au but, nous le répétons, constitue donc pour nous, tout autant que pour ceux qui nous contredisent, sinon l'unique, du moins le principal devoir de l'art, sa principale fonction et sa raison d'être. Mais, par cela même que l'appropriation de leurs œuvres au but à atteindre est, pour l'architecte, le sculpteur et le peintre, un devoir de premier ordre, l'existence d'un but est inséparable de l'existence des œuvres d'art: en d'autres termes, toute œuvre de peinture, d'architecture et de sculpture, qui ne remplit pas une mission, ou qui aura accepté de remplir une mission incompatible avec celle de l'art, sera tout ce qu'on voudra, œuvre d'industrie, de commerce, de mécanique, mais non certes pas œuvre d'artiste, et, à plus forte raison, elle ne pourra pas élever la prétention d'être rangée parmi les produits des beaux-arts.

Si les observations qui précèdent sont justes, que faut-il penser de tous les objets qui, avec une prodigalité toujours croissante, s'entassent sous les abris que les gouvernements ouvrent à l'envi et en grande pompe à quiconque manie le pinceau, le ciseau, ou l'équerre? Qu'est-ce que cette exhibition de marbres et de plâtres, amalgame de tous les styles, collection complète de toutes les redites, et qui sont bien plutôt des apparences trompeuses de l'art que l'art lui-même? Qu'est-ce que cet encombrement de toiles grandes et petites, de représentations d'étoffes somptueuses jetées au hasard sur des corps disloqués, encadrant et

mettant en relief des figures sans expression, sans regard, sans sentiment ? Qu'est-ce que cette succession de scènes plutôt tirées du roman que de l'histoire, où grimacent des fantômes affublés de noms illustres, groupés dans des attitudes impossibles, sans souci des règles les plus élémentaires de la perspective, évoqués pour servir de prétexte aux chatoiements des brocards et des velours, au contraste de la lumière et de l'ombre, aux scintillements des bijoux, des dorures et des armes ? Qu'est-ce que cette multitude de nudités effrontées, étalage massif de chairs terreuses ou sanguinolentes, plus propres à exciter le dégoût qu'à charmer et à émouvoir les sens ? Où trouver le but dans ces objets disparates ? Quelle mission accomplissent-ils ? Quelle utilité présentent-ils ?

Nous savons bien la réponse que, sans doute, on s'empressera de nous faire : « L'artiste, dira-t-on, doit vivre de son travail, et, sans dénier qu'il ait le devoir de ne pas trahir la cause de l'art, de ne pas gaspiller la part de génie qu'il a reçue du ciel ou le talent qu'il s'est acquis, il est avant tout dans la nécessité de pourvoir à son propre bien-être et à celui de sa famille, et il ne peut y parvenir qu'en s'efforçant de tirer bon parti de son habileté, soit pour gagner la vogue qui seule règle le prix de ce que l'on produit, soit pour conserver et agrandir celle qu'il aurait déjà conquise. Quand il ferait, s'il est sculpteur, le Moïse de Michel-Ange, ou, s'il est peintre, la Transfiguration de Raphaël, en serait-il plus avancé ? Qui saurait les comprendre ? Une poignée de connaisseurs, frondeurs ou admirateurs par vocation, mais n'achetant guère. Qui voudrait de ses œuvres ? Personne ; car les mausolées que par souscription et au rabais on élève au milieu des petits jardins de nos cimetières en plein champ, n'ont rien de commun avec le mausolée d'un Jules II, et les basiliques qui devraient les renfermer, de même que les monuments en moellons, en fermoulé et en carton-pierre qu'on bâtit pour le culte là où l'on se donne encore la peine d'en élever, n'offriraient aucun emplacement convenable à un tableau de pareille importance, si tant est qu'on réunisse les ressources suffisantes pour l'acquérir.

« Le goût pour les arts, ajoute-t-on, s'est généralisé de nos jours ; mais cela tient à la vanité du luxe et au besoin de briller qui se sont emparés de toutes les classes ; cela tient aussi à ce que, par des circonstances qu'il serait oiseux de détailler, les objets d'art se sont transformés en marchandise, sont devenus une branche de commerce et de spéculation très-lucrative qui a ses agioteurs, ses courtiers et ses bourses. L'art, en pénétrant aujourd'hui partout, y a pénétré par la petite porte. En prenant rang parmi les producteurs des valeurs sou-

prises à la hausse et à la baisse, il est descendu jusqu'à l'industrie. Est-ce un mal? nous n'entendons pas entrer dans les développements auxquels nous obligerait l'étude de ce problème. Mais, en admettant que ce soit un mal, que peut y faire l'artiste? Ne dépend-il pas du public? N'est-ce pas celui-ci qui achète et l'artiste qui vend? Comment l'artiste pourrait-il faire la loi, quand il est forcé de solliciter la faveur de tout le monde, quand c'est lui qui, sous peine de mourir dans l'abandon et dans la misère, doit obéir à la loi imposée par tous? Vous demandez quel est le but des objets qui s'entassent aux Expositions, quelle est leur mission, quelle est leur utilité, quelle est l'application qu'ils peuvent recevoir. Leur but, c'est de solliciter les bonnes grâces des acquéreurs, de les obtenir et de mettre les producteurs en état de prospérer le plus possible. Qu'avez-vous à y redire? Ce but n'est-il pas légitime et honorable? La mission qu'ils accomplissent, c'est de faire vivre leurs auteurs, puis encore celle de contenter le goût qui y cherche sa satisfaction, et de répondre aux exigences du bien-être général, lequel, par cela même qu'il est réalisé, y trouve un progrès. Leur utilité, indépendamment de celle déjà signalée, c'est de faire sortir du néant des valeurs abondantes et nouvelles, et d'augmenter ainsi dans une proportion large et glorieuse la masse des richesses sociales. Leur application, c'est de créer des besoins et de procurer des jouissances qui, prenant leur source dans l'intelligence, élèvent la pensée, polissent les mœurs et exercent avec plus ou moins d'intensité une action civilisatrice et morale. »

Cette réponse qui ne vient pas de notre imagination, mais des chaires de l'enseignement et des fauteuils des académies, et qui a frappé nos oreilles plus d'une fois, est franche, complète, nous le reconnaissons, et, en le reconnaissant, nous n'hésitons pas à la déplorer et à faire ressortir les affligeantes conclusions qu'elle comporte et que pour plus de clarté nous résumerons dans de brèves formules :

Les conditions de l'état social auquel nous appartenons ne permettent plus l'exercice de l'art dans sa pureté, parce que l'art dans sa pureté n'est plus compris; ne trouve plus d'aliments ou d'application, dans la situation abaissée que l'indifférentisme et les révolutions nous ont créée en toutes choses ;

Le goût public ne s'arrête que sur ce qui étant à son niveau lui plait; or, ce qui est à son niveau, c'est aujourd'hui le clinquant, une vulgarité qui, égalant la sienne, le flatte, l'extravagance que, faute de discernement, il confond avec l'originalité et le sublime ;

L'artiste qui, faisant de l'art, se mettra en opposition ouverte avec le

goût public se condamnera à mourir de faim ou peu s'en faut. Celui qui saura se conformer à son époque et tirer parti des défauts qui la corrompent, atteindra la réputation, aura la vogue, les honneurs et la fortune.

Donc l'art, l'art qui élève l'homme, qui civilise, qui est création originale, invention, inspiration, l'art qu'ont senti et pratiqué Phidias, Raphaël et tant d'autres artistes supérieurs des siècles éloignés ou rapprochés du nôtre, est presque mort ; car, s'il existe encore, ce n'est plus qu'à l'état d'exception restreinte à un petit nombre d'élus, qui, quoiqu'il leur en coûte, restent fidèles à leur vocation et fervents adorateurs du noble, du vrai et du beau. Ainsi la première de nos affirmations demeure justifiée et définitivement établie de l'aveu de ceux-là même dont le principal intérêt aurait été de la contredire.

Que s'en suit-il ?

Il s'en suit que l'art des *réalistes*, c'est-à-dire, que l'art que l'on cultive, que l'on exalte et qui prospère autour de nous, n'est qu'un art abâtardi, secondaire, industriel, l'art de la trivialité qui flotte entre le laid et l'affectation dans tous les genres, affectation de sentiments efféminés, de grâce fausse, de naïveté précieuse, d'élégance frêle, de types maladifs soit-disant religieux, ou raides et difformes soit-disant naturels. Art qui descend, qui rampe, qui surcharge, entasse, abuse pour éblouir les niais, pour solliciter la faveur de l'argent, art qui se fait l'esclave d'une double spéculation : de la spéculation de celui qui le martyrise pour l'adapter à des procédés de fabrication lucrative, et de la spéculation du riche parcimonieux qui, parvenu à la fortune, recherche le luxe voyant dans les objets qu'il achète ; qui, agioteur et usurier quand même, entend que les écus qu'il sacrifie à son orgueil ne s'égarent pas sur une valeur qui ne soit pas tout aussi bien garantie et ne participe pas aux mêmes chances de plus-value que n'importe quelles autres valeurs commerciales et industrielles.

Les expositions périodiques sont donc, pour les appeler de leur nom, autant de foires franches où viennent s'accumuler des tableaux, des statues, des aquarelles, manufacturés en vue de cette seule destination, sans préoccupation de l'emploi, œuvres faciles et de petites dimensions pour convenir à tous les appartements, à toutes les fortunes, à tous les caprices ; œuvres à la recherche des succès obtenus par l'impudicité souvent, par le charlatanisme des moyens toujours, ici par la couleur et l'effet, là par la minutie des détails et la patience de la main, une fois par telle mode, une autre par la réaction opposée ; êtres hybrides, enfantés par le mariage de l'art avec l'industrie ; fantaisies déréglées de

la fièvre du luxe à laquelle les gouvernements ouvrent un asile non pour la contenir et la dompter, mais pour la développer sous prétexte d'émulation à provoquer, de justice à rendre, et de progrès à mettre en lumière et à récompenser.

Oui, l'art s'en va, ou du moins il n'habite pas là où on affecte de le voir. Oui, ces salons qui s'ouvrent à si grand fracas, qu'on entoure de tant d'éclat, dont les autorités constituées affectent de se montrer si soucieuses et si fières, sont la cause principale de la dépravation du goût public, de la dégradation des artistes, et, si on n'y prend garde, seront sous peu le tombeau de l'art, comme ils ont été déjà le point de départ de sa dégénérescence.

Nous sentons bien ce que cette note discordante résonnant tout-à-coup au milieu d'un concert de flatteurs, ce que cette opinion jetée au travers de l'encens qu'on brûle de toutes parts en l'honneur de ce qu'elle blâme, et offrant une contradiction flagrante avec l'enthousiasme qui par l'entremise des journaux s'épanche en flots d'encre et en colonnes de réclame, nous sentons bien, disons-nous, ce qu'une telle opinion, émise au moment où l'écho de la parole descendue du trône n'est pas encore éteint, rencontrera d'incrédulité, de répulsion et de censures, pour ne pas dire davantage. Qu'y pouvons-nous? Notre conscience, la longue et impartiale étude que nous avons faite de cet intéressant sujet, l'expérience du passé, l'examen attentif du présent nous donnent la conviction que nous sommes dans le vrai et nous prescrivent de ne pas nous en départir.

Cependant, qu'on ne s'y méprenne pas. Ce que nous avons dit n'est pas une accusation spéciale à charge de la Belgique. Nous avons au contraire hâte de déclarer que, parmi les écoles contemporaines, l'école belge est celle qui, toutes proportions gardées, fournit le plus grand nombre d'artistes dignes de ce nom, ainsi que de la renommée dont ils jouissent, et nous n'avons qu'à rappeler les Wiertz, les Gallait, les Wappers, les De Keyser, les Leys, les Thomas, les Madou, les Portaels, les Debiefve et beaucoup d'autres, notamment de l'Académie d'Anvers, pour justifier cette assertion qui en toute vérité n'est que justice rendue. Il nous sera permis de faire remarquer, en outre, qu'en cultivant plus particulièrement la peinture secondaire, les Belges sont restés et restent fidèles à leurs précédents et aux traditions nationales; car, si l'on excepte la splendide époque de Rubens et de Van Dyck, c'est dans cette branche de l'art que la Belgique s'est toujours distinguée par suite de plusieurs circonstances naturelles, sociales et politiques que nous n'avons pas à exposer ici. Nos observations portent sur les tendances générales, qui

sous l'impulsion malencontreuse de la France se sont propagées partout, même en Allemagne où, en dépit de l'imagination rêveuse de ses artistes, on voyait encore briller des productions d'une haute portée, sinon pour la conception, du moins pour la composition et pour le style.

D'où vient le mal ? Notre intention n'est pas de nous appesantir sur ce que nous avons déjà indiqué ci-dessus. Le mercantilisme, l'esprit de spéculation introduit dans des régions d'où il devrait être à jamais banni, l'impatience de parvenir, la nécessité de faire dans ce but des concessions continuelles, de s'enquérir des prédilections et des engouements du public acheteur, d'avoir égard aux exigences de celui-ci avant d'étudier la nature, de ne la voir que par ses yeux et de descendre à toutes sortes de combinaisons factices, de malentendus, de partis pris, de coloris conventionnels, de pastiches à la mode : telles sont, à notre avis, les causes principales de la corruption et de l'énervement que nous déplorons, et, si nous avons su exprimer tant soit peu notre pensée, ces causes ont été suffisamment éclaircies dans ce que nous venons d'écrire. Il nous reste à en signaler la dernière et non la moins grave, ni certes la moins déplorable.

On a tenté, — et on a réussi le plus souvent dans cette tentative cruelle autant qu'impie, — de renverser, par l'emploi abusif d'une science dont la créature finie se sert pour se révolter contre le Créateur infini, on a tenté de renverser, disons-nous, tout ce que l'humanité, dans sa candeur primitive, expliquait par une conception poétique, tout ce que plus tard, mieux instruite et inspirée par la foi, elle a cru, adoré et entouré de sa vénération et de son respect. L'homme, qui aujourd'hui, enivré d'orgueil par l'étude de la matière, prétend résoudre toutes les questions les plus abstraites par une simple formule d'algèbre, par une règle de physique, ou, lorsque ces moyens lui manquent et qu'il est à bout d'arguties, par la supposition gratuite de facultés encore ignorées au sein du monde matériel, se considérait alors comme l'enfant de Dieu, s'inclinait devant les phénomènes dans lesquels il reconnaissait sa puissance, et jouissait de toutes les harmonies qui vibraient à ses oreilles, de tous les spectacles qui se succédaient devant ses yeux ; mêlant ses sensations et les impressions qu'il en recevait avec ce qu'on lui enseignait à croire, à redouter et à espérer, il associait à sa vie tout ce qui l'environnait, le dotait de mille propriétés, et le peuplait d'une foule d'êtres de toute sorte, principaux acteurs de ces conceptions naïves, de ces fables symboliques qui, transportées par le croisé et par le voyageur d'une contrée à l'autre, ennoblies par les chants du troubère ou du minnesinger, ont, en même temps que les enseignements du

christianisme, inspiré l'art du moyen âge et de la Renaissance, servi de matériaux à l'histoire héroïque et dans une certaine mesure poétisé les légendes religieuses. Aujourd'hui tout ce qui s'était taillé une place dans les costumes et dans les traditions populaires, la foi, qui est la richesse du cœur, la poésie qui est la source vivifiante d'où s'écoulaient les plus pures jouissances de l'âme, sont renversés comme une tige vermoulue, condamnés au sarcasme, outragés par le blasphème, voués à l'oubli dans la famille et dans l'école. La brutalité des faits, et la petitesse des idées fondues toutes dans le même moule d'un raisonnement faux dans ses conclusions comme dans ses prémisses, circonscrivent les aspirations des individus, dominent les tendances générales, et la société disloquée et égarée s'en glorifie ! L'art a dû subir nécessairement cette atrophie de l'esprit qui s'opérait tout autour de lui. Comme un pauvre insensé qui, de peur de porter un objet superflu, se dépouillerait d'un bon vêtement et grelotterait dans sa nudité, lui aussi, il s'est mis à faire du positivisme, et, une fois engagé sur cette pente, a dû de gré ou de force en descendre les escarpements abruptes et raboteux. C'est ainsi que, de propos délibéré et sous prétexte qu'elles faisaient dévier la sève, les feuilles qui provoquaient l'éclosion des bourgeons, protégeaient la fécondation de la fleur et assuraient la croissance et la maturité du fruit ont été arrachées une à une et jetées aux quatre vents de l'incapacité orgueilleuse et du scepticisme. Faut-il s'étonner que l'arbre soit devenu stérile ou peu s'en faut ? Nous comprendrions et nous excuserions l'étonnement, si, placé dans ces conditions, l'arbre avait continué à produire.

Ce mal que l'on voit, que l'on touche, que seuls ceux qui l'excitent et qui s'y complaisent persistent à dissimuler, est-il désormais incurable ? On l'a affirmé ; mais, en ce qui nous concerne, nous nourrissons, Dieu merci, un meilleur espoir. Dans cette question spéciale, ou nous nous trompons fort, ou tout dépend de l'éducation et du vouloir des artistes et par conséquent du vouloir et de la prévoyante sollicitude des gouvernements. La terre ne se couvre que des plantes que l'on sème dans les sillons, et elle rend le blé dont on a répandu la semence. Si on permet que l'ivraie et les chardons envahissent le champ, comment exiger que la récolte ne se ressente pas de la négligence du laboureur ? L'art reçoit sa pâture du public, c'est une vérité incontestable, car celui qui le cultive a besoin d'acheteurs : mais, de ce qu'il en est ainsi, faut-il conclure que le goût du public a en ces matières une autorité qui s'impose à l'art et le contraint, sous peine d'abandon, à suivre l'ornière qu'il lui creuse ? Le public ! Combien n'a-t-on pas usé et abusé de cet être collectif, épou-

vantail qui n'est rien et dont on fait tout, que le charlatanisme a toujours dans la bouche, devant lequel il affecte de se prosterner lorsqu'il s'en moque dans le secret du cœur, comme il se moque des niais qui ajoutent foi aux qualités incomparables de l'orviétan qu'il débite ? Le public, ce bon public n'a en toute chose d'autres opinions que celle des meneurs qui l'exploitent. N'est-ce pas lui qui plus de cent fois a acclamé Aristide le *Juste*, puis qui l'a banni par application de la loi d'ostracisme ? Ne l'avons-nous pas entendu, en France, crier hier « Vive la réforme ! », le lendemain « Vive la république ! », et le surlendemain « A bas la république, Vive la dictature et l'empire ! », de même qu'en ce moment il exalte le parlementarisme ? Le public, nous le répétons, n'a d'autre opinion, n'a d'autre goût que ceux qu'on lui inspire, et, pour ne pas sortir de notre sujet, qu'on veuille examiner si Justinien, en élevant la basilique de Sainte-Sophie, n'a pas contresigné de son sceau toutes les productions de l'art jusqu'au *x^e* siècle ; si les Bénédictins, en combinant les éléments du style ogival, ne l'ont pas fait régner exclusivement partout jusqu'au *xv^e* ; si Giotto, malgré Margheritone, n'a pas engendré Masaccio, le Pérousin et Raphaël, et si Raphaël, avec la pleïade d'artistes qui ont vécu de son temps, Léonard, Michel-Ange, Titien, n'ont pas tout façonné — depuis les meubles, les orfèvreries et les édifices jusqu'aux terres cuites de la Robbia et aux humbles poteries d'Urbino, — aux formes pures, aux contours déliés et harmonieux, au dessin correct, aux proportions et aux lignes sévères d'un art qu'ils ressuscitaient de l'antique, mais en lui imprimant ces caractères propres, la noblesse, l'expression, la chasteté, qui en ont fait un art original et épuré par excellence.

Sans doute, à chacune de ces phases, le goût des acheteurs était uniformément fait et le commun des artistes devait s'y adapter et le servir ; mais était-ce l'art dans ce cas qui subissait le goût, ou n'était-ce pas l'art qui avait forcé le goût et qui en le satisfaisant récoltait le produit de ses inspirations et de ses labeurs ? Il en est ainsi de nos jours. Le mauvais goût du public, cette désolante tendance qui le porte à admirer tantôt ce qui est terre à terre, ignoble, vulgaire, à la facture brutale, raboteuse, fantastique, qu'il prend pour du génie, tantôt cette mignardise qui fabrique des trompe-l'œil de diorama, des étoffes minutieusement rendues jusqu'au dernier nœud, jusqu'au dernier fil, qui singe la réalité criarde et morte en même temps de la photographie qu'il prend pour du réalisme de la meilleure façon ; cette triste tendance, disons-nous, lui est venue d'hommes dont les noms sont au bout de notre plume comme ils sont sur toutes les lèvres,

dont l'intelligence est médiocre et le génie nul, mais qui sont versés dans la science du savoir faire, et qui, aidés de complices aussi peu judicieux, aussi volontairement abâtardis qu'eux, se sont placés au pinnacle, ont ébloui la multitude et suscité une foule d'imitateurs attirés à cette bassesse par l'espoir de glaner un peu de la renommée acquise par leurs initiateurs. Tout cela est déplorable ; mais que prétend-on en conclure ? Ingres, Vernet, Paul Delaroche, Cornelius, Wiertz, pour ne parler que des morts, n'ont-ils pas, sans faiblesses ni ménagements, obtenu le triomphe, et peut-on dire que l'admiration et les écus du public leur ont fait défaut parce qu'ils se sont renfermés dans la conscience de leur force, parce qu'ils n'ont consenti à la dépenser qu'au profit de l'art, sans en désertir les principes, et sans faire de compromis honteux ?

Oui, nous le disons avec une conviction profonde, que les gouvernements cessent de rechercher une popularité de mauvais aloi et s'abstiennent de faire entendre des paroles de satisfaction et d'éloges en faveur de ce qui est mauvais ; qu'ils ne tirent pas gloire de ce qui est une des misères de leur temps, qu'ils regardent l'erreur en face, qu'ils sachent la démasquer et surtout qu'ils se hâtent de prendre les mesures énergiques et radicales d'où peut sortir la réforme, et les arts retrouveront leur splendeur ; les artistes, la conscience du devoir ; le public, le bon chemin dont il a été dévoyé à son insu. Ces mesures existent et sont d'une application facile. Nous croyons les connaître. Nous serions heureux de les indiquer, si ce n'était pas nous écarter de plus en plus de la tâche qui nous incombe et que nous avons trop oubliée déjà en cédant à un entraînement que nous nous reprochons, mais qu'on voudra bien nous pardonner en considération du sentiment qui l'a fait naître. Nous y revenons à cette tâche, confus, sinon repentant, de nous en être éloigné. Que l'indulgence de nos lecteurs nous suive maintenant dans l'excursion que nous allons entreprendre à travers l'encombrement des productions de toute nature qui composent le Salon de Bruxelles et que cette course leur soit légère tout autant qu'elle nous a été ingrate et fatigante. Nous ne prétendons pas avoir tout vu, nous ne prétendons pas avoir vu avec discernement : ce que nous prétendons, ce que nous n'hésitons pas à affirmer, c'est que l'opinion que nous nous sommes formée et les avis que nous émettrons résultent d'un examen diligent et attentif, qu'ils ne procèdent ni du parti pris, ni de l'intolérance d'un système adopté, et encore moins d'un intérêt quelconque ou de la partialité en faveur de qui que ce soit.

(Le second article à la prochaine livraison.)

M. C. MARSUZI DE ACUIRRE.

LES ILES BORROMÉES. (*)

Ces îles sont situées dans le lac Majeur. Elles jouissent d'une réputation de premier ordre dans le monde entier, et un touriste serait déshonoré s'il passait par là sans leur faire sa visite.

En 1671, il prit fantaisie à un membre de l'illustre famille des Borromée, dont le nom et la gloire remplissent le nord de l'Italie, de créer une concurrence, en peuplant le lac Majeur, sur deux rochers stériles, aux jardins d'Armide et aux jeunes palais de Versailles. Il était riche, il était magnifique, il avait lu les poètes, et nourrissait l'ambition de se signaler par une huitième merveille du monde. Il appela à son aide la fée qui présidait, en ce temps-là, à la naissance des comtes et des princes, et lui donna ses ordres. La fée se mit à l'œuvre, et, en un clin d'œil, les deux énormes blocs de granit, touchés de sa baguette magique, se trouvèrent taillés en terrasses, recouverts de sol végétal, plantés d'arbres exotiques, embaumés de fleurs rares, arrosés de fontaines aux bassins de marbre, hérissés d'obélisques et tout chamarrés de statues.

Mais le premier abord de l'*Isola bella*, qui est la plus célèbre du groupe, n'a rien de féerique. Le bateau à vapeur vous débarque sur une plage étroite, malpropre et mal odorante, envahie par les marchandes de pommes et de poissons, et où les ménagères, ce fléau du pittoresque, font sécher leur linge sur des cordes tendues, qui laissent danser à la brise d'horribles silhouettes de chemises et de pantalons. Ce rideau sale, qui masque le palais, devrait être jeté dans le lac : on ne donne pas un vestibule de boue à un château de marbre ; on ne fait pas illustrer par Courbet le frontispice d'un conte de fées.

A peine débarqué, j'ai accosté sur la rive un de ces batelets du lac Majeur qu'on prendrait de loin pour des tonneaux flottants, ou pour des charrettes de paysans recouvertes de toile blanche et à demi submergées, et je me suis fait conduire à l'*Isola madre*. Le ciel était d'une limpidité admirable, et ce petit faquin de lac, comme l'appelle le président de

(1) Ces îles sont la propriété de la famille royale de Belgique

Brosses, indigné de l'outrecuidance avec laquelle il se permettait de s'ingérer l'Océan dans ses vagues et ses tempêtes, s'étendait devant nous comme une nappe d'azur mobile, frangée par l'aviron et tachetée par le soleil de paillettes d'argent.

A mesure qu'on approche, l'Île-Mère, pareille d'abord à un confus amas de verdure, semble émerger majestueusement du sein des flots, et laisse entrevoir, sur le roc qui lui sert de piédestal, ses rampes circulaires, s'étagant peu à peu et montant vers le centre, encombré par une grande bâtisse, lourde et sans caractère. Nous débarquons au bas d'un escalier, dont les marches sont taillées en plein granit, et le jardinier vient nous ouvrir la grille. Des flancs du roc, presque au ras de l'eau, jaillit une végétation tropicale, où dominent les palmiers nains et les palmiers du Japon, les cactus monstrueux, couverts de figues de Barbarie, et les aloës poussant vers le ciel d'énormes jets obliques, longs et gros comme des peupliers. Les terrasses, superposées en spirale, traversent des parterres, des pelouses et des bosquets où brillent toutes les variétés de la faune et de la flore universelles. Bambous, cèdres du Liban, citronniers aux pommes d'or, orangers chinois ployant sous les mandarines, cédrats, camphriers, bananiers aux feuilles larges comme des parasols, fleurs exotiques aux nuances éclatantes et au parfum enivrant, font de l'Île-Mère un diminutif du Paradis terrestre, qui donnerait au botaniste l'envie de devenir poète et au poète l'envie de devenir botaniste. Des troupeaux de paons, des pintades et des faisans errent en liberté dans ce merveilleux jardin, composé des dépouilles de la nature entière, et où s'ouvrent à chaque pas des échappées sur le lac et sur les montagnes.

Au sortir d'un bois sombre, tout rempli de senteurs étranges et pénétrantes, on débouche tout à coup sur une plate-forme, au pied de laquelle le paysage se groupe à souhait pour le plaisir des yeux. En face, Pallanza avec sa haute tour carrée, qui semble venir au devant de l'île ; à droite et à gauche, une ceinture de hautes collines boisées, que dominent les sombres pics des Alpes, et où cinquante villages d'une blancheur éclatante, pareils à des taches de lait sur un tapis vert, se marient dans le plus harmonieux ensemble avec le fond sombre des forêts, le bleu des eaux et le bleu du ciel. Et pour piédestal, un jardin des tropiques poussé sur un roc en plein lac !

L'Île-Mère est la nécropole des comtes Borromée. Leurs restes mortels reposent dans un monument rouge, surmonté d'une croix, moitié serre et moitié caveau funèbre. Admirable matière à antithèse, et qu'un

amateur de concetti ne laisserait point passer ! Cette association de la vie et de la mort est moins bizarre pourtant qu'il ne semble, et on l'a calquée sur la nature même : les fleurs aiment les tombes, qu'elles ornent comme un voile et comme un symbole.

En revenant, j'ai dit aux bateliers de contourner l'île Belle du côté du palais. Ainsi vue d'ensemble et à distance, c'est bien l'une des plus surprenantes fantaisies du monde, un joujou colossal, un colifichet d'un goût détestable, mais d'une invention singulièrement amusante. Du côté droit surtout, on embrasse d'un coup d'œil les lignes parallèles des sept terrasses superposées, leurs pavillons, leurs balustrades, leurs obélisques alternant avec des statues bizarres, juchées sur de hauts piédestaux jaunes. Sur le sommet du monument, entre deux flèches tronquées, se dessinent les bizarres contours d'un cavalier colossal, au-dessus d'un arc de triomphe en rocailles à trois étages, flanqué de fontaines où les coquillages et les serpents enroulés jouent un rôle considérable dans la décoration. On dirait un édifice de nougat bâti par un confiseur, et l'on voudrait en manger un morceau.

Le palais n'appartient point à ce genre baroque et rococo, qui ressemble à une parodie de Versailles. Il est grand, riche, décoré d'une multitude de tableaux, où les noms les plus illustres cachent souvent (hélas ! ils ne les cachent point assez !) les œuvres les plus déplorables. On vous montre les chambres où ont couché la duchesse de Kent, à qui l'Angleterre doit la reine Victoria ; Charles-Félix, roi de Sardaigne, dont la gloire modeste tient à l'aise entre ces quatre murs, et Napoléon I^{er}, qui a couché partout. Ce qui est le plus original dans ce palais, et ce que j'en ai le mieux retenu, ce sont les six *grottes* d'un effet étrange, d'un mystérieux demi-jour, pavées en mosaïques de petites pierres multicolores, séparées par des murs de marbre où des fragments de lave, des guirlandes de coquillages, des myriades de cailloux blancs, gris et noirs, dessinent de fantastiques arabesques.

On monte ensuite aux jardins, car ici les jardins sont en haut, tandis que la maison est en bas, et ils se déploient les uns au-dessus des autres. C'est une répétition réduite de ceux de l'*Isola madre*, avec les mêmes couleurs, les mêmes parfums, les mêmes points de vue, les berceaux d'orangers, les bois de citronniers, les grottes profondes de verdure, tapissées des fruits et des fleurs de l'Orient et fermées par de mobiles portières de feuillages. Vrais jardins d'Armide, en effet, comme on les a nommés, s'ils n'étaient gâtés par ces vastes terrasses rectilignes qu'il faut arpenter en plein soleil, par tant d'arcades, de niches et de colonnades, par cet entassement de statues grimaçantes, du style

à la fois le plus pauvre et le plus prétentieux, qui sont tolérables de loin, mais qui font mal aux nerfs quand on les voit de près.

Telle est cette île fameuse, chantée par les uns, conspuée par les autres et dont on peut dire tout le bien et tout le mal possibles. Elle excitera la bile d'un homme de goût sévère, nourri dans le culte exclusif des chefs-d'œuvre classiques ; mais il suffit, pour s'y plaire, de la visiter par un beau jour d'été, sans parti pris, dans cette heureuse disposition d'esprit et de corps où vous digérez un bon déjeuner, et où l'on serait homme à relire tous les contes de la mère Cigogne, en les trouvant aussi logiques et aussi vraisemblables qu'un discours de M. Rouher.

VICTOR FOURNEL.

BIBLIOGRAPHIE.

Recueil de droit électoral, par Camille Scheyven, docteur en droit, greffier à la cour de cassation, secrétaire de la commission de révision du code de procédure civile. — Bruylant Christophe et C^{ie}, éditeurs à Bruxelles.

La loi sur la révision des listes électorales a donné une importance nouvelle aux questions si nombreuses et si délicates qui se rattachent à l'exercice du droit de suffrage. Jusqu'ici les députations permanentes jugeaient souverainement en fait les contestations qui leur étaient soumises, et la cour de cassation ne connaissait que des points de droit. Aujourd'hui, il n'en est plus ainsi. La compétence de la cour de cassation n'a pas été étendue ; mais les décisions des députations permanentes peuvent être déférées à la censure des cours d'appel. On a fait de cette faculté un large usage dès la première application de la loi, et les cours de Bruxelles et de Gand ont été saisies d'un nombre considérable d'appels. D'un autre côté, la loi nouvelle a autorisé les plaidoeries et les conclusions devant les dites cours, et déjà, cette année, chaque affaire pour ainsi dire a donné lieu à des débats contradictoires. Il était donc utile qu'il parût un recueil, tant des arrêts de la cour de cassation que des principales décisions des députations permanentes antérieurs à la loi nouvelle, afin que les plaideurs et les cours elles-mêmes pussent avoir un guide. Il sera utile également dans l'avenir que ce recueil soit continué ; car on ne peut douter que la juridiction d'appel ne modifie sur certains points la jurisprudence des députations permanentes et que des questions nouvelles ne viennent à surgir.

C'est ce qu'a très-bien senti l'un de nos jeunes et de nos meilleurs jurisconsultes, déjà avantageusement connu par de savants travaux sur le droit, M. Camille Scheyven.

Au moment où les débats électoraux s'ouvraient devant nos cours d'appel, il a fait paraître la première livraison d'un *Recueil de droit électoral*. Cette livraison comprend : 1° un Exposé complet de la jurisprudence et de la doctrine des auteurs spéciaux en matière électorale ;

2° le texte de nos diverses lois électorales, y compris celle du 5 mai 1869, annotée de l'exposé des motifs, des rapports et des discussions des Chambres. Elle forme un volume in-8° composé de 6 feuilles d'impression, et se vend au prix de 3 francs.

Une seconde livraison, qui sera publiée prochainement, donnera tous les arrêts importants rendus depuis la mise en vigueur de la loi du 5 mai 1869.

Ultérieurement, le RECUEIL DE DROIT ÉLECTORAL paraîtra le premier juin de chaque année. Il publiera, avec des notes sommaires, les arrêts de la cour de cassation et des cours d'appel, ainsi que les décisions importantes des députations permanentes du royaume, rendues, dans le courant de l'année, sur la matière qui fait l'objet de la publication.

Il reproduira des documents empruntés à la jurisprudence étrangère sur les points où la législation d'autres pays est analogue à la nôtre. De plus, il contiendra le texte des lois et des circulaires administratives nouvelles. Enfin, dans chacune des livraisons annuelles, une place importante sera réservée à des études destinées à fournir successivement les éléments d'un commentaire complet du droit électoral.

Le prix de chacune des livraisons annuelles ne dépassera pas 2 francs 50 centimes.

Nous recommandons vivement le Recueil de M. Scheyven, à raison tant de son utilité pratique que du savoir, du talent, de la sûreté du coup d'œil et de l'impartialité de son auteur. La Belgique n'est pas riche en auteurs de droit. La politique absorbe presque toutes les capacités qu'elle produit. Il y a là une lacune regrettable, et nous félicitons M. Scheyven de l'avoir comprise. Avec les aptitudes qui le distinguent, il ne peut manquer de continuer à rendre à la science juridique les services les plus signalés.

CH. W.

De l'éducation chrétienne des filles, par l'abbé De Clèves. Bruxelles, 1869. Comptoir universel d'imprimerie et de librairie, 1 vol. in-12.

Il y a en Belgique un préjugé déplorable, répandu un peu partout et qui frappe de défaveur, aveuglement et dès leur naissance, les productions littéraires du pays. Ce qui vient de Paris est accueilli avec empressement et lu avec avidité; ce qui vient de notre propre sol est l'objet d'une défiance aussi injuste que persévérante. Cependant, on ne saurait nier l'utilité d'une littérature nationale, et contester qu'elle se développe en raison des sympathies qui l'entourent. Une littérature

nationale est une des manifestations de la vitalité d'un peuple et un des éléments du patriotisme.

Depuis quelques années, il s'est formé en Belgique une pléiade d'écrivains qui, par les efforts les plus louables mis au service du savoir et du talent, cherchent à réagir contre le préjugé que nous dénonçons. Si quelque chose peut aider efficacement au succès de ces efforts, ce sont assurément les ouvrages aussi bien écrits et bien pensés que celui dont M. l'abbé De Clèves, ancien professeur de philosophie, et supérieur des missionnaires diocésains de Binche vient d'enrichir la littérature belge. Son livre qu'il a intitulé : « *De l'Éducation chrétienne des filles* », est vraiment, comme il le dit lui-même, le livre de la mère, de l'institutrice et du prêtre, et il se présente au public, revêtu de l'approbation la plus chaleureuse des évêques de Belgique, après avoir été couronné, en 1867, par le Congrès de Malines où il a fait l'objet d'un rapport remarquable de monseigneur Namèche.

Il y a là plus qu'il n'en faut pour engager nos lecteurs à étudier et à méditer l'ouvrage de M. l'abbé De Clèves. Les circonstances prêtent du reste au sujet qu'il traite un intérêt tout spécial. L'impiété, qui avait longtemps épargné la femme, cherche depuis quelques années, par un raffinement de haine, à donner aux libres penseurs des compagnes libres penseuses en élevant les jeunes filles sans religion et sans Dieu. C'est assez dire que le rôle de la femme chrétienne grandit dans la société en proportion de l'activité qu'on déploie pour lui disputer le paisible domaine où jusqu'ici elle exerçait son apostolat bienfaisant, et qu'il convient plus que jamais de la préparer par une solide éducation chrétienne et une direction intelligente au rôle que le siècle lui assigne. Le livre de M. De Clèves offre donc un mérite d'actualité incontestable.

L'auteur indique lui-même de la manière suivante le plan et le but de son ouvrage :

« Notre travail est divisé en cinq parties : — La femme et son éducation en général, — l'éducation maternelle, — l'éducation primaire, — l'éducation professionnelle (éducation des classes ouvrières), — l'éducation supérieure (éducation des jeunes filles des classes aisées).

« Les questions de pédagogie, d'hygiène, d'instruction, d'éducation, de charité, de travail et de religion qui conviennent aux diverses conditions de la jeune fille, sont successivement passées en revue dans chaque partie.

« Mais il est impossible de bien élever les enfants sans la religion de Jésus-Christ. C'est là une vérité que l'expérience des siècles et la con-

naissance de l'homme rendent évidente et incontestable..... Voilà pour-
quoi nous intitulos cet ouvrage : *De l'éducation chrétienne.* »

Il s'agit donc ici d'un travail complet qui prend la fille au berceau et qui ne la quitte que quand elle est devenue femme et qu'elle a atteint l'âge où elle va avoir des devoirs d'épouse et de mère à remplir. Nous ne pouvons mieux rendre hommage au talent avec lequel l'auteur a exécuté son plan, qu'en reproduisant le témoignage flatteur que lui a accordé l'archevêque de Malines : « Cette œuvre, aussi bien écrite que bien pensée, a écrit monseigneur Dechamps, est un traité complet sur cet important sujet. La pédagogie, l'hygiène, l'instruction, les œuvres de charité, l'éducation, la religion y sont traités de main de maître. Mais ce que nous y aimons par-dessus tout, c'est le souffle de zèle et de charité qui donne la vie à ce livre dont toutes les pages révèlent une âme vraiment sacerdotale. Nous le recommandons instamment aux mères, aux institutrices, aux communautés enseignantes et au clergé de notre diocèse. »

CH. W.

Les Preuves de la Religion mises à la portée des enfants, par le docteur Jacques Balmès, traduit de l'espagnol par Mgr Namèche. 1 vol. in-12 de 157 pages. Louvain, Fonteyn père.

On l'a maintes fois remarqué : la religion catholique, et c'est là un des signes de sa divinité, satisfait, par un privilège providentiel, les savants comme les ignorants, les intelligences les plus fières comme les esprits les plus humbles. A ce premier privilège s'en joint un second : c'est que les preuves qui en établissent la vérité, sont à la fois si simples et si lumineuses qu'elles sont de nature à frapper et à convaincre tout le monde.

Est-ce à dire que les apologies chrétiennes soient inutiles ? Dieu me garde de le prétendre ! Il n'est que trop vrai malheureusement que beaucoup de parents considèrent l'éducation religieuse comme terminée après la première communion. Rien n'est plus funeste que cette manière de voir ; car, si le catéchisme fournit l'exposé de la doctrine catholique, il est indispensable, après que l'enfant s'en est pénétré et lorsque son intelligence commence à se développer, de lui donner la connaissance des raisons de notre foi. Faute de cette connaissance, il se trouve désarmé,

en avançant en âge, vis-à-vis des révoltes de sa raison et des agitations de son cœur, et il résulte trop souvent de là, qu'après avoir oublié la plus grande partie du catéchisme, il méprise et dénature le reste.

C'est ce qu'a compris à merveille l'illustre Balmès. Chacun sait en France et en Belgique qu'il a écrit, indépendamment de ses ouvrages de polémique, trois chefs-d'œuvre qui l'ont placé au premier rang des penseurs et des apologistes, un traité de philosophie transcendante, *la Philosophie fondamentale*, un traité de philosophie pratique, *l'Art d'arriver au vrai*, et un traité de philosophie de l'histoire, *le Catholicisme comparé avec le Protestantisme*. Mais presque personne ne connaissait un quatrième petit chef-d'œuvre qu'a publié Balmès sous le titre de : « *Les Preuves de la Religion mises à la portée des enfants*. » Cet opuscule jouit en Espagne et dans l'Amérique espagnole d'une immense popularité, et il y a atteint sa 9^e édition. C'est donc un véritable service que Mgr Namèche a rendu à la religion et à la jeunesse, en le traduisant en français.

Il ne faudrait pas croire, comme son titre pourrait le donner à penser, que l'ouvrage de Balmès ne soit destiné qu'aux enfants. L'auteur remarque lui-même qu'il ne laissera pas d'être avantageux aux adultes. En s'exprimant ainsi, il est encore trop modeste, et nous ne craignons pas d'affirmer qu'à tout âge, l'opuscule pourra être lu avec fruit, tant sont grandes l'ignorance et les préventions accumulées autour de la religion ! Non que je veuille dire qu'il soit suffisant sur toutes les questions, mais parce qu'en présentant dans un exposé court et d'une façon lumineuse les preuves fondamentales de la religion, il ouvrira les yeux aux hommes de bonne foi et les engagera à lire des traités plus étendus.

L'auteur commence par l'existence de Dieu et il termine par la justification, dans le chef de l'Église, du droit de prohiber la lecture des mauvais livres. C'est assez dire que, tout en usant dans ses développements d'une grande sobriété, il parcourt toute la doctrine catholique. Quant à la traduction, il nous suffira de répéter qu'elle est de Mgr Namèche, pour rendre tout autre éloge superflu ; elle est, du reste, revêtue de la haute approbation de Mgr l'archevêque de Malines.

CH. W.

Études sur les qualités nuisibles de l'air que nous respirons dans nos demeures. Catane. Imprimerie de l'Académie giœnienne. 1 vol. in-folio.

Tel est le titre d'un ouvrage publié en 1868 par un Anversois, le docteur Henri de Ceuleneer Van Bouwel, membre effectif et bibliothécaire-archiviste de la Société de médecine d'Anvers, et membre correspondant d'une foule de sociétés savantes.

L'auteur a publié depuis 1842 un grand nombre de traités d'hygiène et de médecine qui lui ont acquis un légitime renom dans le monde savant. Le traité que nous annonçons aujourd'hui, présente une opportunité incontestable. Les épidémies qui ont désolé pendant les dernières années plusieurs de nos villes importantes, placent la question de la pureté de l'air intérieur et de l'air extérieur au premier rang de celles qui doivent préoccuper les amis de l'humanité et les hommes voués à l'étude de la science. A cette question s'en rattache une seconde, celle des habitations ouvrières. Assurément toutes les conditions de salubrité ne sont que rarement réunies dans les maisons aisées. Mais combien d'habitations d'artisans où elles font absolument défaut ! Les maux physiques et les maux moraux qui résultent d'un état de choses si déplorable, sont incalculables.

Dans une Introduction qui présente un grand intérêt, M. de Ceuleneer passe en revue les mesures prises dans l'antiquité, au moyen âge et dans les temps modernes pour conserver la santé des citoyens et sauvegarder la salubrité publique. L'auteur aborde ensuite la première partie de son travail, dans laquelle il traite de l'état de l'air extérieur ; il y étudie la composition de l'air atmosphérique, son influence sur l'homme. les causes qui le vicie et parmi lesquelles il mentionne principalement celles provenant de certaines industries et de l'agglomération des habitations. Dans la seconde partie, l'auteur s'occupe de l'air intérieur, de l'air confiné dans nos demeures. C'est là qu'il indique les conditions de salubrité que doivent offrir les habitations pour qu'on y respire toujours un air pur et suffisant, et à cette occasion il examine successivement les divers genres d'habitations qui existent à la ville et à la campagne, depuis les demeures des ouvriers dans les communes urbaines jusqu'aux chaumières des indigents dans les communes rurales.

Tous ceux qui s'occupent de ces questions voudront lire l'ouvrage de M. de Ceuleneer, et ils reconnaîtront ainsi combien il est digne du suffrage éclairé que lui a décerné l'Académie giœnienne des sciences naturelles de Catane en l'insérant dans la collection de ses Actes dont il forme un des volumes.

CH. W.

JOURNAL HISTORIQUE.

ÉVÉNEMENTS DU MOIS.

—
15 JUILLET — 15 AOUT.
—

Juillet.
—

16. — La chambre des Communes d'Angleterre rejette, par 346 voix contre 232, l'amendement introduit dans le préambule du bill de réforme par la chambre des Lords, et qui permet que le surplus des fonds soit appliqué à doter les cultes catholique et presbytérien. L'amendement de la chambre des Lords autorisant les commissaires à donner aux clergés catholique et presbytérien des résidences et des terrains est rejeté par 326 voix contre 237.

18. — Le *Journal officiel* de France publie la liste du nouveau ministère. MM. de Forcade la Roquette, Magne, le maréchal Niel, l'amiral Rigault de Genouilly gardent les portefeuilles de l'Intérieur, des Finances, de la Guerre et de la Marine; M. Gressier abandonne l'Agriculture et le Commerce, qui formeront désormais un département spécial, et reste ministre des Travaux Publics. Les cinq nouveaux ministres sont: M. Duvergier, président de section au conseil d'État, qui prend le ministère de la Justice et des Cultes, en remplacement de M. Baroche; M. de la Tour d'Auvergne, ambassadeur à Londres, auquel échoient les Affaires Étrangères, en remplacement de M. de La Valette; M. Alfred Le Roux, vice-président de la Chambre, qui entre à l'Agriculture et au Commerce; M. Bourbeau, député, qui remplace M. Duruy à l'Instruction publique, et M. de Chasseloup-Laubat, sénateur, qui succède à M. Vuitry dans la présidence du conseil d'État.

19. — Ouverture, à Vienne, du Congrès des chemins de fer allemands.

— La chambre des Lords rejette, par 91 voix contre 54, le bill qui ouvre les chaires des universités aux dissidents de l'Église anglicane.

20. — Après une longue et vive discussion sur le préambule du bill ecclésiastique, la chambre des Lords maintient par 173 voix contre 93 ses amendements.

21. — Le *Journal officiel* publie un décret du 20, par lequel M. Rouher est nommé président du Sénat pour 1869.

22. — A Rome, la congrégation de l'Index condamne, outre le *Saint-Paul*, de Renan, l'ouvrage du même auteur, intitulé: *Questions contemporaines; la Bible dans l'Inde*,

de M. Jacolliot, et trois autres ouvrages, l'un italien, l'autre mexicain et le troisième canadien.

— Lord Cairns annonce à la chambre des Lords, qu'à la suite d'une conférence qu'il a eue avec lord Granville, un compromis est intervenu relativement aux amendements introduits dans le bill de l'Eglise d'Irlande. Ce compromis est voté par la Chambre.

23. — La *Gazette officielle* de Florence publie le rapport de la commission d'enquête. Elle conclut qu'il n'a été aucunement prouvé que quelque député ait participé illicitement à la régie.

24. — La chambre des Communes ratifie le compromis voté par les Lords.

— Troubles à Cracovie, à l'occasion de la découverte d'une religieuse folle, prétendument séquestrée dans un couvent de Carmélites.

— Des mouvements carlistes se produisent en Espagne. Le maréchal Serrano publie à ce sujet un décret ordonnant la mise en vigueur immédiate de la loi de 1821 relative à la répression des conspirations et des bandes armées. (Voir aux documents).

26. — Clôture du Congrès des journalistes allemands réunis à Vienne.

— Le bill qui abolit l'Eglise officielle d'Irlande, reçoit la sanction royale. Ce bill a mis cinq mois à devenir loi de l'Etat depuis le moment où il a été présenté à la Chambre des Communes. Il a été introduit le 1^{er} mars et lu pour la deuxième fois le 24. Entré en comité le 15 avril, il a été voté le 7 mai, a été rapporté à la Chambre le 13, et a passé en deuxième lecture le 31. Dans la Chambre des Lords, le bill a eu sa première lecture le 1^{er} juin, sa deuxième lecture le 19. Son introduction en comité a eu lieu le 29; son vote en comité le 6 juillet; son rapport à la Chambre le 9 et sa troisième lecture le 12. Le 15 et le 16, les amendements des Lords ont été discutés par les Communes; le 20 du même mois, le bill est revenu sur le tapis dans la Chambre haute; le 22, le mémorable compromis Granville-Cairns a été accepté par les pairs, et le lendemain il a été ratifié par les Communes.

28. — Un bill présenté par M. Gilpin à la chambre des Communes d'Angleterre pour la suppression de la peine de mort est rejeté par 118 voix contre 58.

— Retour du vice-roi d'Egypte à Alexandrie.

29. — Ouverture, à Bruxelles, de l'exposition triennale des Beaux-Arts.

— Le conseil provincial du Brabant ajourne l'allocation du subside pour la part contributive de la province, dans les frais de construction du nouveau Palais de Justice de Bruxelles.

Août.

2. — Réunion du Sénat français pour l'examen du sénatus-consulte. (Voir aux documents.)

4. — On annonce de New-York, que 30 canonnières construites pour l'Espagne ont été saisies par le marshal des États-Unis, pour violation des lois de la neutralité.

5. — La commission du Sénat français, chargée d'examiner le sénatus-consulte est composée de MM. Devienne, Delangle, Boudet, Maupas, de La Guéronnière, Bauchart, Lacaze, Béhic, Casabianca et Suin.

6. — A Vienne, le conseil communal termine ses délibérations concernant la question des couvents, à propos de l'affaire de Cracovie. La proposition tendant à solliciter auprès du gouvernement la suppression absolue des cloîtres est repoussée par 32 voix contre 24. Une seconde proposition tendante à n'exempter de la suppression que les couvents dont les membres se dévouent au service des malades, est approuvée par 31 voix contre 30.

7. — La *Gazette de Madrid*, publie un décret engageant les prélats à signaler immédia-

tement au gouvernement les prêtres qui quitteraient leurs paroisses pour combattre le gouvernement. (Voir aux documents.)

8. — La *Gazette de Vienne* publie une ordonnance du ministre des Cultes d'après laquelle les sentences épiscopales, ordonnant la détention de prêtres dans une maison de correction ecclésiastique, ne sont valables que pour autant que les prêtres qui sont frappés de ces sentences s'y soumettent volontairement. Une autre ordonnance étend la première aux réguliers des deux sexes incarcérés sur l'ordre de supérieurs ecclésiastiques. Cette même ordonnance exige le plus strict contrôle au sujet de la durée de l'incarcération et du local de la détention.

10. — A Lisbonne, la chambre des Pairs vote une motion de blâme contre le ministre par 25 voix contre 13. La chambre des Députés approuve la concession du chemin de fer du Sud par 30 voix contre 48.

11. — Clôture de la session législative, en Angleterre.

12. — La commission du Sénat français, chargée de l'examen du sénatus-consulte, nomme comme rapporteur M. Devienne.

— A Lisbonne, le nouveau ministère est formé comme suit : le duc Loulé, président du conseil et intérieur ; le général Maldonado, guerre ; MM. Braucamp, finances ; Lucciano de Costro, justice ; Lobroueria, travaux publics ; Mendoz Leal, affaires étrangères ; Rebelledo da Silva, marine.

13. — Mort du maréchal Niel, ministre de la Guerre, en France.

15. — Le *Journal officiel* publie un décret du 14 août contre-signé par les ministres et accordant une amnistie pour les délits politiques. (Voir aux documents.)

Un autre décret amnistie les militaires, les marins et les déserteurs.

Le *Journal officiel* dit que l'Empereur comptait aller hier à Châlons, mais que, vu des douleurs rhumatismales, il a fait ajourner son départ.

DOCUMENTS HISTORIQUES.

FRANCE. — Projet de sénatus-consulte.

ART. 1^{er}. — L'Empereur et le Corps législatif ont l'initiative des lois.

ART. 2. — Les ministres ne dépendent que de l'Empereur.

Ils délibèrent en conseil sous sa présidence.

Ils sont responsables.

Ils ne peuvent être mis en accusation que par le Sénat.

ART. 3. — Les ministres peuvent être membres du Sénat ou du Corps législatif.

Ils ont entrée dans l'une et l'autre assemblée, et doivent être entendus lorsqu'ils le demandent.

ART. 4. — Les séances du Sénat sont publiques. La demande de cinq membres suffit pour qu'il se forme en comité secret.

Le Sénat fait son règlement intérieur.

ART. 5. — Le Sénat peut, en indiquant les modifications dont la loi lui paraît susceptible, décider qu'elle sera renvoyée à une nouvelle délibération du Corps législatif.

Il peut dans tous les cas, par une résolution motivée, s'opposer à la promulgation d'une loi.

ART. 6. — Le Corps législatif fait son règlement intérieur.

A l'ouverture de chaque session, il nomme son président, ses vice-présidents et ses secrétaires.

Il nomme ses questeurs.

ART. 7. — Tout membre du Sénat ou du Corps législatif a le droit d'adresser une interpellation au gouvernement.

Les ordres du jour motivés peuvent être adoptés.

Le renvoi aux bureaux de l'ordre du jour motivé est de droit, quand il est demandé par le gouvernement.

ART. 8. — Aucun amendement ne peut être mis en délibération s'il n'a été renvoyé à la commission chargée d'examiner le projet de loi, et communiqué au gouvernement.

Lorsque le gouvernement n'accepte pas l'amendement, le conseil d'État donne son avis ; le Corps législatif prononce ensuite définitivement.

ART. 9. — Le budget des dépenses est présenté au Corps législatif par chapitres et articles.

Le budget de chaque ministère est voté par chapitre, conformément à la nomenclature annexée au présent sénatus-consulte.

ART. 10. — Les modifications apportées à l'avenir à des tarifs de douanes ou de postes par des traités internationaux ne seront obligatoires qu'en vertu d'une loi.

ART. 11. — Les rapports du Sénat, du Corps législatif et du conseil d'État avec l'Empereur et entre eux, sont réglés par un décret impérial.

ART. 12. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent sénatus-consulte, et notamment celles des articles 6 (2^e paragraphe), 8, 13, 24 (2^e paragraphe), 26, 40, 43, 44 de la Constitution, et 1^{er} du sénatus-consulte du 31 décembre 1861.

Décret d'amnistie.

« NAPOLEON,

- » Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, empereur des Français,
- » A tous présents et à venir, salut ;
- » Voulant, par un acte qui réponde à nos sentiments, consacrer le centenaire de la naissance de Napoléon I^{er},
- » Avons décrété et décrétons ce qui suit :
- » **ART 1^{er}.** Amnistie pleine et entière est accordée pour toutes condamnations prononcées ou encourues jusqu'à ce jour, à raison :
 - » 1^o De crimes et délits politiques ;
 - » 2^o De délits et contraventions en matière de presse,
 - » De police de l'imprimerie et de la librairie,
 - » De réunions publiques,
 - » De coalitions ;
 - » 3^o De délits et contraventions en matière de douanes, de contributions indirectes, et de garantie de matières d'or et d'argent, de forêts, de pêche, de chasse, de voirie, de police du roulage ;
 - » 4^o D'infractions relatives au service de la garde nationale.
- » **ART. 2.** L'amnistie n'est pas applicable aux frais de poursuite et d'instance, ni aux dommages-intérêts et restitutions résultant de jugements passés en force de chose jugée ; elle ne pourra, dans aucun cas, être opposée aux droits des tiers. Il ne sera pas fait remise des sommes versées à la date de ce jour.
- » **ART. 3.** Nos ministres sont chargés de l'exécution du présent décret.
- » Fait au palais de Saint-Cloud, le 14 août 1869.

» NAPOLEON. »

ESPAGNE. — Voici le texte du décret par lequel Serrano a eu la prétention de tracer aux archevêques et aux évêques du royaume la conduite que l'épiscopat doit tenir vis-à-vis du mouvement carliste :

« Considérant ce qui, de concert avec le conseil des ministres, m'a été proposé par le ministre de Grâce et de Justice, je décrète ce qui suit :

» ART. 1^{er}. On devra inviter, comme je le fais en ce moment, les très-révérands archevêques et évêques à rendre immédiatement au gouvernement, ainsi que l'exige leur devoir, un compte détaillé de tous les ecclésiastiques de leurs diocèses respectifs qui auraient abandonné les églises auxquelles ils étaient attachés pour aller combattre la situation politique créée par les Cortès constituantes.

» ART. 2. On chargera également les très-révérands archevêques et révérends évêques de faire savoir immédiatement, après qu'ils auront eu connaissance du présent décret, et sans admettre ni prorogation, ni excuse, les mesures canoniques et publiques qu'ils auront adoptées contre l'éloignement et l'abandon des prêtres rebelles, non-seulement à l'effet de les châtier et de les contenir, mais encore pour réparer le très-grave scandale produit parmi les diocésains par une conduite si déloyale et si inconvenante. En vue des informations transmises par les prélats au ministère de Grâce et Justice, le gouvernement se réserve d'adopter les dispositions qu'il jugera convenables.

» ART. 3. Comme il est notoire que beaucoup de membres du clergé excitent les esprits simples de quelques gens contre les lois et les décisions votées par les Cortès et contre les ordres émanant de moi pour leur exécution, les TT. RR. archevêques, RR. évêques et gouvernements ecclésiastiques devront, dans le délai de rigueur de huit jours, faire circuler dans leurs diocèses un bref édit pastoral pour exhorter les diocésains à obéir aux autorités constituées. Les prélats, sans perdre un instant, en devront envoyer la copie au secrétariat du ministère de Grâce et Justice.

» ART. 4. On chargera également les très-révérands archevêques et révérends évêques de retirer les permis de confesser et de prêcher aux prêtres notoirement désaffectés qui n'auront pas hésité à manifester ostensiblement leur attitude contraire au régime constitutionnel.

» ART. 5. Le gouvernement rendra compte du présent décret aux Cortès.

» Donné à San-Idefonso, le 5 août 1869.

» (Signé) FRANCISCO SERRANO.

» Contre-signé par le ministre de Grâce et Justice,

» MANUEL RUIZ ZORILLA. »

AUTRICHE. — Dépêche de M. de Beust en réponse à la circulaire du prince de Hohenlohe concernant le futur Concile.

« Vienne, le 15 mai 1869.

» Par M. le comte de Bray, ambassadeur de S. M. le roi de Bavière, j'ai eu connaissance d'une dépêche que son gouvernement lui avait adressée afin de nous demander quelle attitude les gouvernements européens auront à assumer vis-à-vis du futur Concile. Le comte de Bray a laissé cette dépêche entre mes mains, et, pour vous en donner connaissance, j'en envoie une copie à Votre Excellence.

» S'appuyant sur les informations qui lui sont parvenues au sujet des préparatifs pour le prochain Concile, ainsi que sur les desseins attribués à la cour de Rome, le gouvernement bavarois s'adresse à nous — comme il se sera sans doute adressé à d'autres cabinets — pour savoir s'il ne serait pas utile de songer à des mesures préventives, telles que des représentations adressées aux évêques des différents pays ou des protestations directement adressées à Rome pour sauvegarder les principes du droit moderne sur lesquels

reposent les États; s'il ne serait pas opportun d'amener une entente relativement aux mesures de ce genre, prises si non collectivement, du moins dans un sens identique, au moyen de délibérations communes ou même de conférences réunissant les représentants de tous les gouvernements intéressés.

» J'ai étudié avec le soin le plus attentif le sujet de cette communication, ainsi que sa haute importance l'exige, et avant de faire parvenir au prince de Hohenlohe ma réponse à des questions d'une si grande portée, sur lesquelles il a cru devoir appeler l'attention des cabinets, j'en ai conféré confidentiellement avec le ministère impérial royal autrichien, ainsi qu'avec le ministère hongrois.

» Me trouvant en conformité de vues pleine et entière avec les deux ministères, et autorisé par S. M. l'Empereur et Roi, j'ai donc l'honneur de communiquer au cabinet de Munich, par l'intermédiaire de Votre Excellence, ma réponse au sujet de ses ouvertures.

» Selon nous, un gouvernement qui, comme le gouvernement austro-hongrois, a élevé en principe la liberté des différents cultes, et cela dans les limites tracées par une Constitution libérale, se montrerait peu fidèle aux conséquences de ce même principe, s'il voulait opposer un système de mesures calculées pour restreindre ou prévenir un principe établi dans la constitution de l'Eglise catholique, comme la convocation d'un concile général. Peut-être sera-t-il permis, pour motiver le principe du point de vue auquel nous envisageons l'affaire, d'observer que, jusqu'à présent, à notre connaissance, aucune des puissances qui ont le plus complètement reconnu le principe de l'indépendance de l'Eglise, et dans le domaine desquelles ce principe a pris les racines les plus profondes dans la conscience publique, n'a encore manifesté des appréhensions au sujet des décisions éventuelles du futur Concile, et qu'aucune puissance ne s'est encore occupée des mesures défensives ou préventives qu'elle pourrait prendre.

» Mais, une fois le principe admis, que la plus large liberté doit être laissée aux corps religieux reconnus, dans l'exercice de leurs fonctions, en tant que ces dernières n'amènent pas de collisions avec les droits de l'État et les principes d'où sont émanés ces droits, il est clair que le gouvernement impérial et royal, dans la situation telle qu'elle se présenterait aujourd'hui, n'a pu voir aucune raison, soit de droit, soit d'opportunité, suffisante pour le déterminer à adhérer, dès ce jour, aux propositions du gouvernement bavarois, quelque attention que méritent d'ailleurs ces propositions.

» Pour le moment, on ne peut faire que des suppositions plus ou moins vraisemblables sur le futur Concile. Nous n'avons pas même de données officielles sur le programme des délibérations et des questions qui y seront traitées, excepté les indications vagues données par la bulle de convocation. Du reste, personne ne voudra contester au Concile œcuménique son omnipotence au sujet des questions dogmatiques pures. Quant aux questions qui intéressent également l'État et l'Eglise et aux matières qui intéressent non-seulement les confessions, mais aussi les droits de l'État, il n'est guère possible, dès aujourd'hui, de se faire une idée positive à cet égard, et, s'il existe un danger quelconque, de voir s'accroître davantage les extrêmes, qui depuis se sont manifestés sur ce terrain par suite des délibérations et des décisions du Concile et de voir menacé le repos des États plus qu'il ne l'a été jusqu'à présent. Quant à nous, nous ne pouvons ni contester l'existence d'un semblable danger, ni l'affirmer. Cependant on peut supposer que les évêques du monde catholique, dont la plupart doivent vivre et exercer leurs fonctions dans les pays jouissant d'une législation entièrement sécularisée, apporteront à Rome une connaissance assez exacte des besoins pratiques de notre temps. De plus, s'il est permis d'espérer que la cause du maintien de la paix entre l'État et l'Eglise ne manquera pas de trouver des avocats zélés parmi les prélats réunis au Concile, il n'est peut-être pas dans l'intérêt des gouvernements que ces voix puissent paraître patronisées par l'État : ce qui ne pourrait qu'affaiblir l'autorité avec laquelle elles se feront entendre. Ajoutons à toutes ces considérations que, jusqu'à ce moment, il est impossible de reconnaître quelle attitude la cour de Rome, qui ne pourra guère, dans la situation politique actuelle, renouveler les précédents des siècles passés par

rapport à la participation des princes séculiers aux conciles, croira devoir assumer vis-à-vis des gouvernements au sujet des matières soumises aux délibérations du Concile, et dans lesquelles ses décisions ne sauraient être exécutées sans la sanction préalable de l'État. D'après notre manière de voir, les gouvernements sont tout à fait à même d'attendre tranquillement, quoique attentivement, les mesures que l'autorité ecclésiastique pourra formuler à cet égard.

» Dans le cas où le Concile qui va se réunir prochainement se proposerait d'empiéter sur le domaine légal de l'État, ou que nous aurions des indices authentiques accusant de semblables desseins, le gouvernement impérial et royal est, à coup sûr, de l'avis que non-seulement des mesures préventives prises par chaque État en particulier, mais aussi des conférences communes entre les cabinets, pour sauvegarder d'un accord commun l'autorité séculière, seraient nécessaires autant qu'utiles. D'un autre côté, nous ne pouvons point admettre qu'il serait bon ou opportun d'opposer le fait d'une conférence diplomatique à la seule présomption d'empiètements contre les droits de l'État. Sans compter les grandes difficultés qu'il y aurait à arriver à une entente solide sur une base aussi peu déterminée, on risquerait par là d'éveiller le soupçon de vouloir exercer un contrôle sur les libertés de l'Église catholique et de chercher à restreindre ces libertés. L'effet n'aboutirait qu'à une plus grande tension des esprits, sans qu'il en résultât aucun avantage réel.

» Cette manière de voir n'a pas, du reste, empêché le gouvernement impérial et royal d'apprécier dans toute sa valeur l'importance de l'initiative prise par le cabinet bavarois pour un échange d'idées relatives à cette question d'une si vaste portée. Nous nous déclarons bien sincèrement obligés envers le prince de Hohenlohe pour la communication qu'il a bien voulu nous faire et pour l'occasion qu'il nous a ainsi donnée de préciser clairement notre manière de voir. Votre Excellence est priée d'exprimer ce sentiment à Son Altesse. Vous êtes autorisé à mettre une copie de la présente dépêche à la disposition de M. le ministre président de Bavière, dans le cas où il en exprimerait le désir.

» Recevez, etc. »

— Discours de M. de Beust à la séance del a délégation autrichienne du 9 août, relativement aux affaires étrangères.

« Au premier abord, la tâche que j'ai à remplir aujourd'hui paraît avoir un caractère extraordinaire. D'habitude, un ministre s'attend à une attaque provenant de l'assemblée même en présence de laquelle il se trouve. Mais les attaques qu'il me faut repousser viennent du dehors.

» Je remercie cordialement ceux qui ont élevé la voix en ma faveur, mais je remercie également ceux qui me fournissent l'occasion de me justifier.

» Je suis trop pénétré d'ailleurs de la responsabilité qui m'incombe pour me contenter de l'espoir que la majorité de cette auguste assemblée ne me refusera pas le budget que je sollicite et ne me retirera pas sa confiance.

» On ne saurait contester que les délégations ont ouvert leurs délibérations au milieu d'une situation exempte de toute complication. La seule question qui apparaissait, quoique sans motif suffisant, comme un point noir aux yeux de divers hommes politiques, savoir la question franco-belge, venait d'être résolue à l'amiable, et depuis nous n'avons eu à enregistrer aucune nouvelle complication. Ici on m'objectera que l'inquiétude a été suscitée par des adversaires qui ne siègent point dans cette enceinte et qu'on ne doit les attribuer qu'au Livre rouge.

» Mais la faute n'en est ni aux uns ni aux autres. L'impression produite par le Livre rouge était satisfaisante. Pourquoi fait-on tant de bruit toutes les fois qu'un Livre rouge paraît ? Pourquoi ces colères et cette critique ? Pourquoi ne montre-t-on pas la même passion quand un Livre bleu anglais est publié ? On dirait qu'il s'agit de poursuivre un individu dangereux. (*Hilarité.*)

» Voici un Livre bleu anglais, car la couleur y fait fort peu ; il est beaucoup plus étendu que le Livre rouge. Mais avez-vous jamais appris qu'on ait pour cela reproché à lord Russell, dont le nom se trouve à chaque page, d'aimer à écrire ?

» Toutes les attaques dirigées contre moi sont dirigées simplement contre l'existence même du Livre rouge. Quand on se mêle à la foule, on risque d'être heurté ; l'on ne peut s'y mouvoir comme dans un salon. De même qu'il n'y a pas de correctif plus efficace pour la presse que la tribune parlementaire, il n'y a pour les Livres rouges et la polémique des journaux que les Livres rouges mêmes.

» Le Livre rouge a provoqué trois accusations : on nous a reproché de nous immiscer dans les affaires allemandes, d'incliner vers la France et d'avoir des antipathies pour la Prusse. Où se trouve, dans le Livre rouge, la preuve que la première accusation est fondée ? Serait-ce dans la dépêche par laquelle nous déclarons que nous ne voulons avoir aucune espèce de rapport avec une Confédération du Sud, si jamais les gouvernements de l'Allemagne du Sud se décidaient à en créer une ?

» Sur quoi se base alors le reproche de nous être immiscés dans les affaires allemandes ? Est-ce par hasard sur la dépêche qui a été envoyée à Dresde ?

» Messieurs, j'avoue franchement que si une communication, adressée par nous à un gouvernement allemand pour expliquer une demande faite par nous-mêmes, peut être qualifiée de la sorte, je ne sais réellement pas quels reproches nous aurons encore à essuyer, si nous ne fermons pas complètement nos frontières du côté de l'Allemagne.

» Est-ce peut-être le gouvernement impérial royal qui a provoqué la fête des tireurs, le congrès des chemins de fer, et celui des journalistes à Vienne et qui en a profité ? Il est fort commode de s'en tenir à un seul adversaire lorsqu'on a un très-grand nombre de gens devant soi avec lesquels on ne parvient pas à s'entendre. (*Très-bien ! très-bien !*)

» En nous occupant de la question des alliances, nous rencontrons de singulières contradictions.

» Une alliance avec l'Allemagne ? nous dit-on. Mais qu'avez-vous à chercher en Allemagne depuis la paix de Prague ?

» Il s'ensuivrait que, par la position ainsi faite à l'Autriche, nous serions libres de conclure des alliances avec qui bon nous semble, en ne tenant compte que de nos propres intérêts. Mais non ! L'un nous interdit de conclure une alliance avec la France ; l'autre nous dit : Pas d'alliance avec la Russie. Quant à l'Allemagne, nous ne devrions même pas nous occuper d'elle, mais attendre que l'Allemagne s'occupe de l'Autriche. C'est peut-être là de la politique allemande, mais non de la politique autrichienne, et c'est de la politique autrichienne que je dois faire.

» Le comte Spiegel a désapprouvé les alliances, mais n'a pas approuvé non plus une politique de coudées franches ; et ce qu'il avait en vue a des côtés fort dangereux. L'Europe a eu longtemps des alliances constantes, et cela a eu des conséquences fâcheuses. La paix armée, quelques sacrifices qu'elle coûte, est l'état des choses qui empêche aujourd'hui encore un conflit.

» En Orient, nous avons à présent, il faut le reconnaître ouvertement, un excellent allié dans la France. Ferions-nous bien de nous l'aliéner ? Voilà la question. Il faudrait dans tous les cas examiner si, lorsque nous en aurions besoin, l'Allemagne pourrait nous offrir ce que nous attendons d'elle.

» J'arrive maintenant au reproche qui dit que nous penchons vers la France. Oui, messieurs, pourquoi le nierais-je ? Nous entretenons des rapports excellents et fort amicaux avec le gouvernement français. Et comment n'en serait-il pas ainsi ? Pendant les dernières années, ce gouvernement nous a donné des preuves réitérées de sa sincère sympathie ; il nous a soutenus et il nous a rendu de bons services. D'autres gouvernements, dit-on, en eussent fait autant si on les en avait priés. Mais on ne sollicite pas des services ; ils doivent être offerts spontanément, c'est là l'usage parmi les grandes

puissances. (*Marques d'adhésion.*) Nos bonnes relations avec la France reposent aussi sur ce fait que le peuple français a des sympathies pour tous les peuples austro-hongrois, qu'ils soient allemands, magyars ou slaves, parce qu'ils font partie de la population autrichienne.

» L'Austro-Hongrie traverse en ce moment une période de régénération. Nous ne connaissons pas d'autre politique que celle qui consiste à tendre chaleureusement la main à ceux qui appuient cette régénération de leurs sympathies et qui les prouvent par leurs actes; une main non amicale sera repoussée par la nôtre. (*Très-bien*)

» Mais je ne veux pas insister davantage sur ce point. Je regrette qu'on ait parlé à ce propos du ministre prussien près de notre cour, parce qu'il s'est comporté de la façon la plus amicale et la plus prévenante.

» Je parlerai des rapports avec Rome à l'occasion de la discussion des articles. On m'a reproché des antipathies. Je ne fais que défendre les intérêts autrichiens. On m'attribue une provision de bonne humeur. Mais cela ne suffirait pas pour me maintenir si je n'avais pas la conscience de remplir fidèlement mes devoirs. »

Le comte de Beust, réfutant finalement l'assertion du comte de Rechberg qu'en 1864 l'Autriche était menacée par une coalition européenne, si elle avait pris parti pour la Confédération germanique, s'exprime en ces termes : « Les alliances dont nous avons besoin, nous les trouverons très-facilement en Autriche même; c'est ici qu'il faut nous allier, et plus nous nous allicherons à l'intérieur, plus nous repousserons aisément les attaques du dehors. » (*Vives acclamations.*)

PRUSSE — Dépêche de M. de Thile en réponse au discours de M. de Beust, adressée à M. le baron de Werther.

Berlin, 4 août.

« Il a paru, dans les journaux européens, divers comptes-rendus des communications orales faites par M. le chancelier le 23 juillet dernier au comité du budget de la commission cisleithane, et le 26 du même mois à la section pour les affaires étrangères de la délégation hongroise. Tous ces comptes-rendus, plus ou moins étendus, constatent que M. le chancelier a parlé des relations existantes entre l'Autriche et le gouvernement prussien, et de la position de ce même gouvernement par rapport à l'Allemagne du Sud.

» Votre rapport du 27 du mois dernier m'apprend que M. de Beust, dans un entretien confidentiel qu'il a eu avec vous, a exprimé son regret que les délégués eussent décidé de ne pas publier ses communications, qui, par suite, devraient arriver incomplètes et tronquées à la connaissance du public.

» Bien que nous n'ayons connaissance ni du règlement des délégations ni des circonstances dans lesquelles a été prise la décision citée, il nous est impossible de ne point trouver inusité que des explications concernant un gouvernement étranger, et destinées tant à éclairer les représentants du pays qu'à produire un effet sur l'opinion publique, soient données dans une forme telle que M. le chancelier lui-même puisse prévoir qu'elles seront tronquées.

» Il nous est permis de regarder comme exact le compte-rendu donné par les journaux des communications de M. le chancelier relatives à notre position par rapport à l'Allemagne du Sud, puisque M. de Beust lui-même a confirmé ces communications en les motivant. Il a été dit aux délégations — « que les relations entre la Prusse et l'Autriche n'étaient pas satisfaisantes, parce que, vis-à-vis de cette dernière puissance, la Prusse aurait agi dès l'origine contrairement au traité de Prague, en concluant avec les États du Sud les traités d'alliance offensive et défensive; — que cette conséquence de la signature desdits traités n'avait point été contestée par nous au moment où elle pouvait l'être, et qu'il était même permis de dire qu'elle avait été tacitement admise. »

» Je prie Votre Excellence de vouloir bien faire observer à ce sujet à M. le chancelier de l'Empire que nous n'avons jamais eu l'occasion jusqu'à présent de combattre l'opinion qu'il

a exprimée, et d'ajouter que la paix de Prague ne contient aucun mot qui restreigne ou même puisse fournir un prétexte pour restreindre, aussi peu que ce soit, la pleine et entière liberté qu'ont les États souverains du midi de l'Allemagne, et que nous possédons nous-mêmes, de conclure tout traité qui serait agréable à eux et à nous.

» Bien loin de là, le traité de Prague contient, à la fin de son quatrième article, l'invitation aux parties contractantes de s'entendre au sujet du lien national à établir entre les États du Sud de l'Allemagne du Nord. Ce traité, je le répète, n'a donc apporté aucune restriction au droit souverain des États du Sud et au nôtre de conclure entre nous quelque arrangement que ce soit. Le texte de l'acte est si clair que nous n'avons pas eu jusqu'à ce jour de motifs pour déclarer expressément comme étant sans fondement cette opinion de M. le chancelier « que les traités d'alliance sont contraires à la paix de Prague » ; mais maintenant que M. le comte de Beust n'a pas craint de soutenir vis-à-vis de vous son assertion, — que vous avez combattue tout aussitôt, j'en suis persuadé, — il devient nécessaire de déclarer officiellement qu'elle n'est pas fondée.

» D'après le compte-rendu des journaux, M. le chancelier a donné aux délégations une seconde raison qui aurait influé sur les relations, qu'il considère comme non satisfaisantes, de l'Autriche avec la Prusse. Le *Debatte*, notamment, donne le résumé suivant — qui concorde d'ailleurs avec les communications que nous avons reçues — des paroles de M. de Beust :

» Il (le chancelier) déclare qu'il a toujours fait de consciencieux efforts, non-seulement pour maintenir entre la Prusse et l'Autriche une paix et une amitié réelles au fond, mais encore pour arriver à établir entre ces deux puissances des relations plus intimes dans la forme. Malgré toutes les peines qu'il a prises, il n'a pu réaliser ses intentions, parce que la Prusse n'a pas secondé ses efforts. »

» Suivant une autre version, la situation de l'Autriche a été décrite comme étant celle d'un homme qui tendrait en vain à quelqu'un une main amicale.

» Je dois avouer que ces paroles de M. le chancelier m'ont fort étonné. Rien qu'elles se retrouvent dans les comptes-rendus, et qu'elles y soient liées à celles qui ont été dites au sujet du premier point et dont l'exactitude a été reconnue, il me semble entièrement impossible que M. le comte de Beust les ait prononcées. En effet, il n'est pas à ma connaissance que le cabinet impérial nous ait fait de communication dans laquelle nous aurions pu découvrir la moindre intention de sa part de nous être agréable; — à plus forte raison cette intention n'a-t-elle pas été réellement exprimée.

» Nous n'avons pas à rechercher les causes de la réserve dont l'Autriche fait preuve vis-à-vis de l'Allemagne du Nord, depuis que sa politique est dirigée par M. le comte de Beust. Cette réserve est caractérisée par le fait que, depuis le printemps de 1868, M. le comte de Wimpffen n'a jamais exprimé le désir d'avoir un entretien avec M. le comte de Bismark et, par conséquent n'en a eu aucun depuis cette époque. Il n'est pas possible de croire qu'on ait pu renoncer si complètement à tous rapports avec le directeur de nos affaires étrangères, — et cela tandis que vous entreteniez de votre côté des relations régulières avec M. le comte de Beust, — si ce dernier n'en eût pas donné l'ordre exprès. — Je ne sache pas que, dans les pièces diplomatiques qui ont été publiées par M. le chancelier, il se trouve un seul mot qui laisse voir des prévenances ou même seulement de la bienveillance pour la Prusse. S'il se trouvait que M. de Beust ait eu en vue des communications que nous n'avons pas reçues, ou bien encore que sa volonté ne nous ait pas été transmise dans les termes dans lesquels elle a été exprimée, je crois qu'il saisirait volontiers l'occasion, soit de vous charger tardivement de nous adresser les pièces que nous n'avons point encore reçues et qui témoigneraient de ses bienveillantes avances, soit de constater l'inexactitude des comptes-rendus publiés par les journaux des paroles qu'il a prononcées dans les délégations.

» Il deviendrait alors évident que ces fausses déclarations sont le résultat partiel des efforts — certainement condamnés par M. le chancelier comme par nous — qu'on fait pour

semer les soupçons et la défiance entre deux peuples qui, presque d'une seule voix, demandent à entretenir des relations de paix et d'amitié.

» Je pense que M. le chancelier vous saura gré de lui fournir l'occasion de s'exprimer dans ce sens, et je prie Votre Excellence de vouloir bien lui donner lecture de cette communication et d'en laisser copie. Vous me ferez connaître ce qui vous aura été répondu.

« Signé : DE TELLÉ »

AUTRICHE. — Voici la lettre adressée au comte de Taaffe, président du ministère, par S. Em. le cardinal Rauscher, archevêque de Vienne, au sujet des poursuites exercées contre monseigneur de Linz :

« Monsieur le comte, sous peu l'Autriche verra un spectacle nouveau pour elle; mon suffragant, monseigneur l'évêque de Linz, sera traduit devant le jury sous l'accusation d'un crime, parce qu'il a fait la tentative de parler à ses diocésains sur leurs devoirs de conscience. Je dis *la tentative*, parce qu'on sait que la lettre pastorale sur laquelle on appuie l'accusation d'avoir troublé l'ordre public a été saisie à l'imprimerie, et que ceux auxquels elle était destinée n'en connaissent le texte que par les poursuites judiciaires et les attaques calomnieuses dont elle a été l'objet. En présence de ce fait, il ne m'est pas permis de garder le silence; et, quoique je ne puisse attendre un succès immédiat, l'avenir appartiendra néanmoins à la vérité.

« Cette triste affaire est la meilleure preuve que les stipulations du Concordat sur les poursuites contre les évêques sont des plus indispensables dans les circonstances où nous nous trouvons. Je présume, bien entendu, que le gouvernement impérial a l'intention de ne pas attendre, mais de protéger les droits de l'Église que les lois établies en décembre 1867 ont laissé subsister. Le droit d'exister et d'agir conformément à ses constitutions lui a été garanti, et comment pourrait-elle en jouir si les lettres pastorales qui s'occupent exclusivement des doctrines de foi et morale catholiques sont qualifiées de crimes?

« Lors de la saisie de la lettre pastorale, on prétendait ne pas empiéter sur le terrain de la doctrine. On fondait ces poursuites uniquement sur la prétention que les lois du 23 mai y étaient traitées de mensonges. Quel que puisse être l'auteur de cette trouvaille, le jugement le plus indulgent qu'on puisse prononcer sur lui est de dire qu'il ne comprend pas l'allemand, et que par conséquent il n'a pas le droit de se mêler de juger un écrit allemand. Je prie Votre Excellence de lire ce qui suit :

« Depuis des mois, c'est surtout contre le Concordat que le mensonge essaie toute sa force. On ne peut pas dire combien d'erreurs en ce sens ont déjà été répétées et soutenues par des individus, par des réunions, par la parole et par écrit, surtout par les feuilles publiques, et chez combien d'hommes l'intelligence a été tristement pervertie par ces affirmations calomnieuses. »

« Si ce passage se trouvait dans le *Volksfreund*, pourrait-on dire que ce journal a subitement changé de couleur et qu'il qualifie maintenant le Concordat de mensonge? Non, jamais, car chacun trouverait du premier coup d'œil qu'il reproche aux adversaires du Concordat, et surtout aux feuilles périodiques, d'avoir répandu beaucoup de mensonges sur le Concordat, ce qui est un fait indiscutable. Mais le passage ci-dessus est copié mot à mot dans la lettre pastorale condamnée; je me suis seulement permis de remplacer les mots : *les lois autrichiennes du 23 mai de l'année courante*, par ceux-ci : *le Concordat*, et de transformer, conformément à la grammaire, le pluriel en singulier dans les assertions qui s'y rattachent. Aussi peu que ce passage, par les transformations que j'y ai appliquées, reproche le mensonge du Concordat, tout aussi peu le texte original adresse le reproche de mensonge aux lois précitées, reproche qui, après tout, n'aurait pas même un sens raisonnable. Néanmoins, le tribunal impérial et royal de Linz a accepté cette interprétation du parquet impérial et royal; car, dans sa décision validant la saisie qui a été faite de la lettre pastorale sous la prévention qu'elle trouble l'ordre public, le tribunal soutient que, dès le

début, les lois du 25 mai sont présentées comme une œuvre de mensonge. S'il est permis d'interpréter de cette façon le sens très-clair des paroles, il n'existera pas une phrase exprimée par l'homme qu'au besoin on ne puisse transformer en crime.

» Mais le tribunal ne s'est pas contenté de cela : il cherche à justifier son jugement par des expressions contenues réellement dans la lettre, mais dont il tire des conséquences parfaitement injustifiables. Sans doute, la lettre pastorale désapprouve la violation du Concordat, la séparation de l'école et de l'Eglise, le mariage civil ; mais, pour y trouver un crime, il faudrait adopter les principes dont le gouvernement russe se sert contre l'Eglise. Nous n'en sommes pas encore là. Un évêque qui, dans ces trois questions, adopterait une autre position que celle de l'Eglise, s'exposerait au mépris de l'Europe entière. Dans son propre pays, il ne serait loué que par ceux dont les louanges ne seraient autre chose pour lui que le blâme le plus énergique. Est-ce que les lois publiques, régulièrement établies, quel que soit leur caractère, n'imposent pas des obligations aux évêques ? Certainement.

» La lettre pastorale ne contient rien qui blesse les devoirs d'un évêque. Encore une fois, je dois faire ressortir une distinction sur laquelle j'ai déjà été forcé d'appuyer à plusieurs reprises, notamment dans la lettre que j'ai eu l'honneur d'adresser à Votre Excellence, en date du 1^{er} mars. La majorité des voix qu'on sait se prononcer dans les assemblées législatives peut avoir pour effet que les lois dont dépendent les droits et les obligations de la vie civile subissent des changements profonds. Mais la loi de Dieu et de son Eglise est au-dessus des succès changeants des partis politiques. La loi publique est acceptée par l'évêque comme la règle des droits et obligations civils, et, le cas donné, il doit instruire à ce sujet les fidèles confiés à ses soins et leur dire de suivre son exemple. Mais cela ne lui permet pas de dire qu'ils sont dispensés de l'observation des lois de Dieu et de l'Eglise. Les évêques autrichiens ont donc à enseigner aux catholiques qu'en concluant le mariage ils satisfont aux lois publiques, et ils l'ont fait avant et après le 25 mai. Mais ils ne peuvent leur cacher que cela ne suffit pas, et qu'il faut aussi remplir les exigences de la loi de Dieu et de son Eglise. Cela ne les met nullement en opposition avec les lois civiles ; car ces dernières n'enjoignent pas aux catholiques de mépriser leurs devoirs religieux lors de la conclusion du mariage. La lettre pastorale condamnée n'engage personne à conclure un mariage contraire aux lois publiques. Elle se contente de prévenir contre des unions qui, devant Dieu et devant la conscience, ne peuvent entraîner les devoirs et les conditions morales du mariage. Dans aucun des pays où l'on accorde la tolérance la plus étroite à la religion catholique, on ne peut défendre une pareille conduite à un évêque et encore moins la traiter de crime.

» Au sujet des lois sur l'école populaire, on accuse Mgr l'évêque de Linz d'attribuer au gouvernement l'intention de déchristianiser la jeunesse par la séparation de l'école et de l'Eglise. Cela ne se trouve pas dans la lettre. La loi scolaire du 25 mai n'est que trop fidèlement copiée sur celle du grand-duché de Bade. Il ne peut être douteux pour aucun de ceux qui connaissent la question que le parti qui domine le grand-duché a l'intention de réaliser le programme de la loge et de détourner la jeunesse du christianisme. Non-seulement ce parti l'a annoncé avec une assurance impertinente, mais aussi il l'affirme par tous les moyens et par la manière dont les lois sont appliquées.

» Les discours des illuminés (*Aufklärer*) badois sont activement copiés chez nous dans les adresses et les articles de fond, et on a commencé d'une manière inquiétante à les faire passer dans les œuvres. Dans le *Pädagogium*, on enseigne aux instituteurs les principes de Diesterweg, dont le principal affirme l'incompatibilité du christianisme avec la pédagogie. Néanmoins, je suis bien loin de croire que tous ceux qui ont contribué à l'introduction des lois sur l'enseignement aient vu clairement la portée possible de la nouvelle loi, et quelle a été la part de la situation forcée (*Zwangslage*) à laquelle on a coutume d'attribuer tout le mal dans toutes les questions. Très-peu d'hommes ont compris cela, je le sais. De même j'espère du gouvernement de Votre Majesté qu'en appréciant sainement les besoins de la société et les vœux du vrai peuple, l'école ne sera pas livrée aux adeptes de l'incréd-

dulité. Néanmoins, on ne peut nier que, si la loi scolaire était exécutée dans le sens des disciples de Diesterweg, elle serait très-propre à déchristianiser la jeunesse. Il est également certain que les maîtres dont les paroles font loi pour les libéraux autrichiens poursuivent en pleine connaissance de cause le but de bannir le christianisme de la vie par le moyen de l'école.

» Serait-il défendu de mentionner ces faits? Pourtant, dans la lettre de Mgr. l'évêque de Linz, il n'y a rien qui dépasse les limites de cette vérité incontestable; il n'y est pas dit que le gouvernement autrichien a l'intention de déchristianiser la jeunesse. Encore moins y est-il dit que le gouvernement autrichien dispute tous ses droits à l'Eglise, même celui d'exister. Si l'Eglise n'est pas capable d'acquérir des droits, elle est aussi incapable d'en posséder. L'affirmation que, par un traité conclu avec l'Eglise, l'Etat ne prend aucun engagement légal, ne peut donc logiquement être posée sans accepter les doctrines de ceux qui ne veulent rien savoir des droits de l'Eglise. Dans la précipitation de la vie politique, on s'en tient rarement à ces prémisses, et, si douloureuse que puisse être la violation du traité conclu entre les deux pouvoirs, il ne s'ensuit pas encore que le gouvernement dispute tout droit à l'Eglise. Et la lettre pastorale ne le dit nullement. En revanche, il est certain que si les expressions de cette lettre pastorale sont des crimes en Autriche, la liberté d'exercer leur sainte mission se trouvera enlevée aux évêques, sinon légalement, du moins virtuellement.

» La confusion jetée dans notre situation augmente chaque mois. Le parti qui applaudit aux poursuites contre l'évêque de Linz sauvera-t-il l'Autriche? Non! S'il se trouve hors d'état de maintenir sa domination sur une plus grande étendue, il reculera volontiers derrière les frontières établies par Léopold-le-Glorieux et se contentera de la Styrie et de l'Archiduché, pourvu que sur ce territoire surtout il puisse régenter à sa volonté et poursuivre l'accomplissement de ses desseins. Je déplore très-vivement l'affaire qui m'impose le devoir de faire cette déclaration; car elle fait partie de ces nombreux événements, qui s'opposent à l'union de tous les gens de bien, et elle donne une apparence de vérité aux assertions que l'on a élevées contre la durée de l'existence de l'empire.

» Je profite de cette occasion pour exprimer l'estime parfaite avec laquelle je suis de Votre Excellence le serviteur dévoué.

» CARDINAL RAUSCHER.

» Vienne, 2 juillet 1869. »

AUTRICHE. — Réponse de M. de Beust à la dépêche de M. de Thile.

Vienne, 15 août 1869.

» Au baron de Munch, à Berlin,

» Le baron de Werther m'a laissé copie de la dépêche ci-jointe de son gouvernement. Cela a eu lieu la veille des séances plénières de la délégation, et, pour cette raison, j'ai demandé quelques jours de délai avant de faire parvenir la réponse écrite qu'on désirait, par votre intermédiaire, au gouvernement prussien.

» Mais, avant de faire cette réponse, je ne puis me dispenser de revenir sur une dépêche antérieure de M. le sous-secrétaire d'Etat, de Thile, du 18 juillet, dont, il est vrai, on ne m'a pas laissé copie, mais dont nous possédons le texte par suite de la publication qui en a été faite depuis.

» Lorsque le baron de Werther m'eût fait lecture de cette dernière dépêche, je donnai, avec empressement, quelques éclaircissements qui me paraissaient suffisants pour écarter des malentendus qui s'étaient produits, et, bien que je ne dissimulasse pas que tel ou tel passage méritait d'être contredit, je renonçai néanmoins à faire une réponse écrite, pour ne pas occasionner un échange de dépêches infructueuses et sans portée. De fait, il n'y eut pas de réponse, et, à cause de cela, je l'avoue, la publication de la dépêche, plusieurs semaines plus tard, m'a d'autant plus surpris. Cependant, cette publication ayant eu lieu, nous ne pouvons y voir que le désir d'entendre néanmoins la réponse qui n'avait pas été faite.

» Vous vous souvenez de la teneur de la dépêche autrichienne du 11 juillet, à laquelle on se référerait. Il n'y était nullement question d'une réclamation.

» Cependant, après les discussions nombreuses qu'avaient provoquées les allures du Livre rouge qu'on prétendait contraires aux usages diplomatiques, il nous semblait permis, quoique ces discussions n'eussent eu lieu que par la voie de la presse prussienne, d'appeler l'attention sur des faits qui, d'après notre manière de voir, ne répondaient nullement aux habitudes ordinaires de la diplomatie.

» Notre intention était assez clairement exprimée dans le sens que nous ne voulons pas nous arroger la faculté de faire au gouvernement prussien des observations officielles sur ses communications à d'autres gouvernements; mais que nous désirions seulement, en mentionnant des faits de ce genre, amener un jugement moins sévère pour l'avenir sur les errements du Livre rouge. Il me semble donc que M. le sous-secrétaire d'État de Thile n'avait absolument aucune occasion de protester contre une critique et un contrôle.

» Si, en contre, on dit que le gouvernement royal prussien pourrait avoir lieu de critiquer l'usage que le gouvernement impérial et royal fait de ses communications, je serais très-reconnaissant qu'on voulût justifier en détail ce reproche; car je manque de tout point de départ pour le juger.

» Passant maintenant à la dépêche du 4 août courant, je dois commencer par dire qu'aussitôt après en avoir entendu la lecture, je ne manquai pas d'exprimer au baron de Werther l'opinion qu'en principe je ne pouvais consentir à répondre à une interpellation sur les paroles dites dans la commission des délégations. Ce qui est dit par les représentants du gouvernement dans les délibérations non publiques des commissions parlementaires échappe, — je me sers des expressions de M. le sous-secrétaire d'État, — au contrôle des gouvernements étrangers.

» Je me permis, en outre, de faire remarquer à M. l'envoyé prussien que je n'étais pas en doute sur la réponse que dans le cas inverse le comte de Bismark ferait à une ouverture analogue et que par suite je pouvais être convaincu que ma réserve sur ce point paraîtrait d'autant moins surprenante; mais peut-être ne sera-t-il pas inopportun de rappeler que, peu après la nomination du comte de Bismark comme président du Conseil, un mot rapide, sortant d'une commission de la Chambre prussienne, pénétra dans la publicité, mot dont les événements ont fait depuis une réalité effective, et que, bien que ce mot fût de nature à causer des inquiétudes à plus d'un gouvernement, on n'a entrepris d'aucun côté, à ma connaissance, de faire parvenir à ce sujet des représentations à Berlin.

» Animé du désir sincère d'éviter tout ce qui pourrait ressembler à une lésion des égards dus au gouvernement royal prussien, j'ai néanmoins promis une réponse écrite.

» A la vérité, je dois refuser d'entrer en discussion sur ce qui forme l'objet des délibérations des commissions; mais je ne veux pas m'abstenir de m'exprimer sur les questions qui ont été soulevées par le gouvernement royal prussien à l'occasion des notices répandues à ce sujet dans les journaux, notices qui, comme je l'ai déjà fait remarquer au baron de Werther, n'ont aucun caractère d'authenticité.

» Si, par conséquent, M. le sous-secrétaire d'État affirme que nulle occasion n'avait été donnée jusqu'ici au gouvernement royal prussien de répondre à la manière de voir du cabinet impérial royal sur les traités militaires conclus avec l'Allemagne du Sud avant la signature de la paix de Prague, j'ai à opposer à cette assertion ma dépêche au comte de Wimpffen du 28 mars 1867, qui est reproduite dans le Livre rouge, n° 1, et dont je joins ici une copie.

» Cette dépêche a été portée dans le temps à la connaissance du gouvernement royal prussien, et un rapport du comte de Wimpffen constate que le comte de Bismark en a reçu communication de la manière la plus obligeante et sans élever aucune objection. Le gouvernement impérial royal est resté fidèle à la manière de voir qui y était exprimée, qui ne fut constatée alors par personne, et qui portait certainement le cachet des sentiments les plus conciliants.

» Parce que nous avons l'intention d'y rester fidèles aussi à l'avenir, nous voudrions éviter une discussion sur la question soulevée dans la dépêche du 4 août, et appeler l'attention sur ce point seulement, que nous ne nous sommes pas prononcés alors sur la question de savoir si la paix de Prague empêchait les États du Sud de conclure des traités avec d'autres États, mais sur ce que lors de la signature de la paix de Prague on nous a caché la conclusion précédente des traités en question, et qu'on a ôté ainsi au négociateur la possibilité de demander à son gouvernement si le passage autrichien relatif à l'indépendance internationale du Sud devait être écarté comme n'ayant pas de signification, ou si, pour lui procurer une signification assurée, il fallait lui donner une autre forme.

» Il me reste à parler de la seconde partie de la dépêche. Je ne veux pas m'arrêter à la question de savoir jusqu'à quel point la circonstance que j'ai confirmée à M. le baron de Werther avec un empressement dont à la vérité je pourrais me repentir après cette expérience, l'exactitude approximative d'une communication spéciale des journaux l'autorise à conclure que les autres notices des journaux sont également exactes.

» Mais, ici je me sers encore de l'expression de M. le sous-secrétaire d'État; je ne puis lui accorder le droit de me demander compte de paroles que les journaux m'attribuent. Si néanmoins le gouvernement royal prussien désire un échange de dépêches sur la question de savoir si, et de quelle manière il a été fait, dans les dernières années, soit de notre part, soit de la part du gouvernement prussien, des avances peut-être méconnues de l'autre côté, nous nous y prêterons volontiers, et certainement pas dans le but d'accroître des sentiments d'irritation existants, mais, au contraire, pour les adoucir et les éloigner par la reconnaissance réciproque de la vérité.

» Car c'est avec une pleine sincérité que nous nous joignons au regret exprimé à la fin de la dépêche, que des efforts condamnables cherchent à provoquer des suspicions et la défiance entre deux peuples qui désirent vivre dans des rapports pacifiques et amicaux.

» Enfin, on parle d'une circonstance à laquelle on semble accorder une trop grande portée.

» Le comte de Wimpffen est en congé dans ce moment, et je ne suis pas en position, par suite, d'avoir des renseignements complets sur les causes d'une pause si prolongée dans ses relations personnelles avec M. le chancelier fédéral; pourtant je ne veux pas omettre d'appeler l'attention sur les points suivants : L'entrevue du printemps 1866, mentionnée dans la dépêche du 4 août, a été suivie d'un congé du comte Wimpffen, et ce congé a été suivi lui-même d'une absence du comte de Bismark, qui s'est prolongée jusque vers la fin de l'année 1868.

» Peu après son retour, — ce n'est qu'à contre-cœur que je rappelle cette époque, — commencèrent les attaques connues de la presse contre le gouvernement impérial et royal, attaques qui devinrent si durables et si intenses, que sans doute je crus alors devoir recommander à l'envoyé impérial et royal de s'abstenir de voir M. le chancelier fédéral, à moins que les affaires ne l'exigeassent. Nous partions en cela de l'opinion qu'un silence patient de l'envoyé ne répondrait pas à la dignité du gouvernement impérial et royal, et que d'autre part une discussion qu'on soulèverait sur les questions dont on s'occupait alors dans tous les cercles de la société, ne mènerait pas à une entente satisfaisante sur ces questions.

» La supposition que nous avons l'intention de prolonger cette attitude réservée est réfutée par les relations qui ont continué avec le baron de Werther, comme le mentionne la dépêche du 4 août; ce qui n'aurait certainement pas eu lieu, si elles n'avaient pas été facilitées pour M. l'envoyé prussien par une prévoyance toujours égale et amicale de ma part.

» D'ailleurs, le comte Wimpffen verra dans l'observation qui a été faite une invitation à laquelle il s'empressera certainement de donner suite.

» Veuillez donner lecture de la présente dépêche à M. le sous-secrétaire d'État de Thile, et lui en laisser copie.

» Recevez, etc.



BEUER.

LES FABLES DE LA FONTAINE.

On ne met ordinairement les fables de La Fontaine qu'aux mains du jeune âge. C'est agir avec peu de discernement : la plupart d'entre elles ne peuvent être comprises, appréciées et surtout mises à profit que dans un âge bien plus avancé. En effet, elles forment, dans leur ensemble, un véritable traité de philosophie usuelle et pratique aussi complet qu'on le peut désirer. — C'est, à mon avis, le meilleur qui existe, car il est applicable à toutes les choses, à toutes les situations de la vie ; et qui le prendrait pour manuel et pour guide serait le plus raisonnable des hommes. Le fond, du reste, en a été fourni en grande partie par divers sages de l'antiquité ainsi que des temps modernes, nommément par Ésope, Phèdre, Horace, Abstemius, et autres. Comme les proverbes, elles sont donc, en quelque sorte, le code de la sagesse des nations. La Fontaine, lui-même, savait apprécier ce caractère des fables. Dans sa préface il nous dit :

« Mais ce n'est pas tant par la forme que j'ai donnée à cet ouvrage
» qu'on en doit mesurer le prix, que par son utilité et par sa matière :
» car qu'y a-t-il de recommandable dans les productions de l'esprit,
» qui ne se rencontre dans l'apologue ? C'est quelque chose de si divin,
» que plusieurs personnages de l'antiquité ont attribué la plus grande
» partie de ces fables à Socrate, choisissant ainsi, pour leur servir de
» père, celui des mortels qui fut réputé sage par excellence. »

Plus loin, il rappelle que la Vérité a parlé anciennement aux hommes par paraboles, et que la parabole n'est autre chose que l'apologue.

On sait que M^{me} de la Sablière, cette amie et bienfaitrice de La Fontaine, disait de lui qu'il était un fablier et qu'il produisait des fables de même qu'un prunier porte des prunes. Elle entendait par là, on le comprend, que c'était chose à lui naturelle, une sorte d'aptitude innée.

Ces fables, dans le principe, n'ont pas été aussi généralement goûtées et appréciées qu'elles l'ont été depuis. Elles ont eu cela de commun

avec le chef-d'œuvre de Racine, *Athalie*. Le fameux siècle de Louis XIV manquait donc parfois de lumière. Molière, du moins, a su reconnaître le mérite de ces fables dès leur apparition. Boileau, Racine, Chapelle, Molière et La Fontaine étaient amis et se réunissaient fréquemment. Le grand fabuliste était habituellement silencieux, et les trois premiers narguaient assez volontiers sa taciturnité, ce qu'il supportait avec beaucoup de douceur. Ils l'appelaient ironiquement le *Bonhomme*, et ce surnom lui est resté, mais comme un titre d'immortalité. — Un jour que Boileau et Racine le taquinaient trop rudement, Molière prit sa défense en disant aux autres personnes présentes : « Nos beaux esprits peuvent se trémousser et narguer le *Bonhomme* ; mais ils ne l'effaceront pas. » Molière, immortel lui-même comme Racine et Boileau, voyait juste, et La Fontaine brille et brillera toujours à côté d'eux.

La Fontaine s'était marié à Château-Thierry où il était né. On peut voir pourtant par quelques-unes de ses fables, et surtout par ses contes, qu'il avait une opinion fort peu favorable de la gent féminine, et l'on est fondé à s'étonner qu'il ait osé tâter du mariage après ce qu'il en avait dit lui-même, notamment dans sa fable du *Mal marié* où il débute ainsi :

Que le bon soit toujours camarade du beau :
 Dès demain je chercherai femme.
 Mais, comme le divorce entre eux n'est pas nouveau,
 Et que peu de beaux corps, hôtes d'une belle âme,
 Assemblent l'un et l'autre point,
 Ne trouvez pas mauvais que je ne cherche point.
 J'ai vu beaucoup d'hymens : aucuns d'eux ne me tentent...

Avec de tels sentiments, notre fabuliste n'eût-il pas mieux fait de s'abstenir de prendre femme ? La sienne, ennuyée de lui, dit-on, le planta là un jour et, sans rien dire, s'en retourna en Champagne. On parvint à persuader au mari qu'il devait aller la reprendre et la ramener chez lui. A son arrivée elle était sortie. Il se rendit chez un de ses amis qui le garda pendant deux jours joyeusement employés par eux ; après quoi le *Bonhomme* reprit le coche et s'en revint à Paris sans plus songer à sa femme.

Chose presque incroyable, La Fontaine a eu un duel en sa vie, et ce qui ajoute au comique de l'affaire, c'est que ce fut avec son meilleur ami. Voici comment les choses se passèrent. Le capitaine Poignon venait presque chaque jour chez lui. Des personnes officieuses usant,

ou plutôt abusant de la simplicité du *Bonhomme*, lui représentèrent qu'il ne pouvait tolérer cela. « Mais, dit-il, Poignon est mon meilleur ami : pourquoi ne viendrait-il pas chez moi ? » — On insista et on finit par lui persuader qu'il ne pouvait se dispenser de se battre avec un homme qui le déshonorait. Il alla donc le lendemain de bon matin chez son ami qu'il trouva encore couché. « Lève-toi, lui dit-il, et viens avec moi. » — « Pourquoi faire ? » répondit Poignon ? — « Vienstoujours, tu le sauras ! » Ils se rendirent ensemble derrière le cloître des Chartreux, lieu où se vidaient alors ces sortes d'affaires. Notre fabuliste mit l'épée à la main et invita Poignon à en faire autant. Celui-ci, stupéfait, voulut d'abord savoir le sujet de cette singulière querelle, et objecta d'ailleurs qu'il avait trop d'avantage sur un homme qui ne connaissait rien à l'escrime : on ne l'écouta pas. Il fut forcé de dégainer, et ce ne fut qu'après avoir été désarmé, (sans peine, on le conçoit,) que La Fontaine consentit à s'expliquer. Le capitaine s'empressa de lui promettre qu'il ne mettrait plus les pieds chez lui. Mais, loin d'en témoigner de la satisfaction, La Fontaine lui déclara que s'il n'y venait pas comme par le passé, il le forcerait de nouveau à se battre.

Cette anecdote, dont j'abrége les détails, paraîtrait inventée à plaisir, si elle n'était sérieusement rapportée par Louis Racine dans ses mémoires sur la vie de son père, et par l'abbé d'Olivet dans l'histoire de l'Académie Française.

La Fontaine n'a jamais eu part aux faveurs prodiguées par Louis XIV aux écrivains de son temps. Il n'était point flatteur comme la plupart d'entre eux, et il n'aimait ni la cour ni les courtisans, double circonstance qui se manifeste ouvertement dans plusieurs de ses fables, et qui explique l'oubli où il fut laissé. Mais il avait des amis qui le soutinrent dans toutes les situations et jusqu'à la fin de sa vie.

Après la mort de M^{me} de la Sablière dont il habitait la maison depuis 20 ans, il reçut la visite de M. d'Hervart, l'un de ses amis, qui lui dit : « J'ai su votre malheur ; vous avez perdu votre amie et bienfaitrice ; je viens vous chercher, désormais vous demeurerez chez moi. » — « J'y allais, » répondit simplement La Fontaine. — De pareils traits honorent l'humanité et font croire à l'amitié.

Rapportons maintenant les passages de ses fables à l'adresse de la cour, des courtisans et des monarques. Citons d'abord ce qu'il dit dans celle des *Obsèques de la Lionne* :

Je définis la cour un pays où les gens,
Tristes et gais, à tout indifférents,
Sont ce qu'il plait au prince, ou, s'ils ne peuvent l'être,

Tâchent au moins de le paraitre.
 Peuple Caméléon, peuple singe du maître !
 On dirait qu'un esprit anime mille corps :
 C'est bien là que les gens sont de simples ressorts.

C'est assez mordant. Mais La Fontaine n'a pas fini. Dans sa fable intitulée : *Le lion, le loup et le renard*, il s'adresse de nouveau aux courtisans en ces termes :

Messieurs les courtisans, cessez de vous détruire ;
 Faites, si vous pouvez, votre cour sans vous nuire :
 Le mal se rend chez vous au quadruple du bien.
 Les douleurs ont leur tour d'une ou d'autre manière :
 Vous êtes dans la carrière,
 Où l'on ne se pardonne rien.

La même fable contient une épigramme à l'adresse des monarques :

Un lion décrépi, goutteux, n'en pouvant plus,
 Voulait que l'on trouvât remède à la vieillesse :
 Alléguer l'impossible aux rois, c'est un abus....

Dans celle qui a pour titre : *Les deux perroquets, le roi et son fils*, il reproche aux princes de vivre en dieux sur la terre. On sait d'ailleurs que l'on a admis comme proverbe ces mots d'une autre fable :

Hélas ! on voit que, de tout temps,
 Les petits ont pâti des sottises des grands.

Mais une véritable amertume se manifeste dans la fable de : *L'homme et la couleuvre*. L'homme écrase le reptile qui vainement lui a démontré que l'espèce humaine l'emporte en méchanceté sur les serpents ; puis le fabuliste ajoute :

On en use ainsi chez les grands :
 La raison les offense ; ils se mettent en tête
 Que tout est né pour eux, quadrupèdes et gens...

La Fontaine, dans les traits de ce genre, n'était-il pas influencé par ce qui se passait de son temps ? L'arbitraire régnait sans limite. Le peuple, y compris le tiers-état, n'était rien ; les grands étaient tout, et force était de subir, sans même oser murmurer, un joug qui avait pour sanction les lettres de cachet, la Bastille et cent autres donjons. Les princes, dès leur jeune âge, étaient imbus de ces principes d'absolutisme.

Tout le monde sait que Louis XIV entrant, en costume de chasse, dans la salle du parlement de Paris assemblé, lui disait impérieusement : « L'État, c'est moi ! » Le parlement s'était borné à faire opposition à l'enregistrement d'un édit qui lui paraissait blesser les intérêts du royaume.

Un jour que le maréchal de Villeroi, l'inepte et malencontreux général auquel la France dut le désastre de Ramillies, tenait dans ses bras Louis XV, encore enfant, devant une fenêtre des Tuileries, il lui dit, en lui montrant la foule : « Mon prince, tout ce peuple est à vous ! »

Louis XIV aimait beaucoup Villeroi ; mais Montesquieu, dans le portrait qu'il nous a laissé de ce monarque fastueux « toujours gouvernant, toujours gouverné, » mentionne qu'il aimait les sots...

Qu'on me permette de demander ici en passant, comment l'histoire a pu décerner le titre de *grand* au roi qui ruina la France, et qui la réduisit à un état de misère et d'épuisement inouï dans les fastes de ce pays ? Un souverain doit être jugé surtout par l'état dans lequel il a mis et laissé le pays qu'il a gouverné. Par contre, l'histoire réserve toutes ses rigueurs pour Louis XI qui, en définitive, abattit la féodalité, et rendit la France compacte et à peu près aussi forte qu'elle l'est aujourd'hui, en y réunissant l'Artois, la Picardie, la Provence, la Bourgogne, etc.

Ce simple rapprochement ne rappelle-t-il pas ce mot d'un homme d'esprit, (Fontenelle ou Diderot, je crois), qui faisait, disait-il, autant de cas de l'histoire que des nouvelles de son quartier (1) ?

Mais revenons à notre fabuliste.

La Fontaine, bien que d'une nature simple et inoffensive, était ami de l'indépendance et de la liberté. — Devançant pour ainsi dire son siècle où la royauté absolue était encore l'objet d'un véritable culte, il n'admettait pas le pouvoir illimité des rois. Il eut un jour, à ce sujet, une discussion avec Racine qui avait une opinion contraire, et celui-ci ne parvint, sinon à convaincre, du moins à *silencer* le *Bonhomme*, qu'en lui citant un prétendu passage de l'Écriture Sainte en ces termes :

(1) Dans les lettres de Lady Montague, on trouve une circonstance frappante se rattachant à l'état de la France dans la dernière période du règne et après la mort de Louis XIV. Lady Montague, traversant ce pays pour aller résider à Constantinople où son mari était nommé ambassadeur de la Grande-Bretagne, voit et décrit d'une manière navrante la misère des populations affamées et couvertes de haillons. Quelques années après, elle y repasse par la même voie et constate avec étonnement et bonheur l'aisance qui avait succédé. C'était l'administration réparatrice des premières années de la régence qui avait produit cet heureux changement, et guéri, en grande partie du moins, les maux causés par le règne malheureusement très-long du *Grand Roi*.

« *Tanquam formicæ, deambulabitis coram rege vestro.* » Ce passage, Racine l'avait forgé pour la circonstance. Il n'est peut-être pas superflu de rapporter, pour expliquer le fait, que La Fontaine, dans les dernières années de sa vie, était devenu sincèrement religieux.

Au surplus, l'esprit d'indépendance de La Fontaine se manifeste hautement dans son admirable fable du *Paysan du Danube*. Je ne citerai que le passage suivant du discours qu'adresse le paysan germain au sénat de Rome :

Quel droit vous a rendus maltres de l'univers ?
 Pourquoi venir troubler une innocente vie ?
 Nous cultivions en paix d'heureux champs ; et nos mains
 Étaient propres aux arts ainsi qu'au labourage.
 Qu'avez-vous appris aux Germains ?
 Ils ont l'adresse et le courage :
 S'ils avaient eu l'avidité,
 Comme vous, et la violence,
 Peut-être en votre place ils auraient la puissance,
 Et sauraient en user sans inhumanité.

Si, comme on l'a vu plus haut, le *Bonhomme* ne ménage ni les princes ni surtout les courtisans dans ses fables, il n'épargne guère plus la vanité qui caractérise dit-on ses compatriotes. — Voici comment il en parle en commençant la fable du *rat et l'éléphant* :

Se croire un personnage est fort commun en France :
 On y fait l'homme d'importance,
 Et l'on n'est souvent qu'un bourgeois :
 C'est proprement le mal françois.
 La sottise vanité nous est particulière,
 Les Espagnols sont vains, mais d'une autre manière.
 Leur orgueil me semble, en un mot,
 Beaucoup plus fou, mais pas si sot.

La Fontaine, de même que Molière, raffolait (c'est le mot) des œuvres de Rabelais. C'était leur lecture favorite à tous deux, et ils s'en sont approprié plus d'un passage. Notre fabuliste leur aurait-il emprunté l'esprit qui a dicté les vers qui viennent d'être cités ? L'auteur de l'histoire de Gargantua et de Pantagruel est en effet plus sévère encore que lui, sinon pour les Français en général, du moins pour les Parisiens qu'il dépeint sous des traits fort peu flatteurs. (Chap. XVII de cette fameuse histoire.)

« Le peuple de Paris, dit-il, est tant sot, tant badaud et tant inepte
 « de nature, qu'un basteleur, qu'un porteur de rogatons, un mulet avec

« ses cymbales, un vieilleux au milieu d'un carrefour, assemblera plus
« de gents que ne ferait un bon prescheur évangélique, etc. »

Il s'est publié récemment en France un recueil assez piquant intitulé *le Diable à Paris*. La 2^e livraison rapporte ce qu'on a dit de cette cité dans tous les temps et dans tous les lieux depuis Jules-César et Strabon, c'est-à-dire, en remontant à 50 ans avant l'ère chrétienne. Mais on n'y découvre pas l'appréciation de Rabelais citée plus haut. — Peut-être l'a-t-on trouvée un peu brutale, et trop peu aimable pour la population qui se croit et se dit de bonne foi la plus spirituelle du monde.

C'est surtout sous le rapport des choses de la vie que les fables de La Fontaine méritent d'être lues, relues et méditées. On y trouve des leçons pour tous les états, et pour toutes les situations de notre existence. — Ces leçons, comme je le disais plus haut, offrent souvent une utilité éminemment pratique, et il ne tiendrait qu'à nous d'en profiter. — Mais s'est-il jamais trouvé beaucoup d'individus disposés à se reconnaître dans les tableaux du fabuliste et à se corriger? Si l'on en juge par la fable de la *Besace*, il ne l'a pas lui-même espéré; car, parmi les animaux en général, il nous y décerne le prix d'excellence pour l'absurdité.

On se rappelle que, dans cet apologue charmant et empreint d'une malicieuse philosophie, les animaux, appelés à comparaître devant Jupiter afin d'exposer leurs sujets de plainte, se montrent tous, voire même l'ours et l'éléphant, fort contents de leur physique et de leur esprit. — « Mais parmi les plus fous, » ajoute le fabuliste :

Notre espèce excella; car, tout ce que nous sommes,
Lynx envers nos pareils et taupes envers nous,
Nous nous pardonnons tout, et rien aux autres hommes.
On se voit d'un autre œil qu'on ne voit son prochain.

Le fabricant souverain

Nous créa besaciers, tous de même manière,
Tant ceux d'autrefois que ceux d'aujourd'hui:
Il fit pour nos défauts la poche de derrière,
Et celle de devant pour les défauts d'autrui.

Si l'on n'était pas obligeant et serviable par nature, il faudrait l'être par calcul et par intérêt. Ce serait peu louable sans doute, mais ce serait profitable à l'obligé et éventuellement aussi à l'obligeant. Car, nous dit La Fontaine en commençant la fable du *lion et le rat* :

Il faut, autant que possible, obliger tout le monde :
On a souvent besoin d'un plus petit que soi.

Dans sa fable du *chien et l'âne*, il nous répète :

Il faut s'entr'aider, c'est la loi de nature....

Ailleurs, dans celle du *lion et le moucheron*, il nous avertit que :

. entre nos ennemis,
Les plus à craindre sont souvent les plus petits.

C'est donc la prudence et la prévoyance qu'il préconise ici.

Ailleurs encore, il nous recommande de nous contenter d'une position médiocre comme la plus sûre et la moins sujette aux vicissitudes de la vie. Ainsi, dans la fable intitulée : les *deux mulets*, l'un périt sous les coups des voleurs parce qu'il portait, tout glorieux, l'argent de la gabelle. L'autre qui échappe, parce qu'on a dédaigné sa charge d'avoine, dit à son camarade mourant :

Il n'est pas toujours bon d'avoir un haut emploi :
Si tu n'avais servi qu'un meunier comme moi,
Tu ne serais pas si malade.

L'admirable fable du *chêne et le roseau* et celle : *Rien de trop*, ont trait au même ordre d'idées. — La dernière préconise avec raison la *modération* comme la condition essentielle du bonheur. Mais, ajoute le fabuliste :

De tous les animaux l'homme a le plus de pente
A se porter dedans l'excès.
Il faudrait faire le procès
Aux petits comme aux grands : il n'est âme vivante
Qui ne pèche en ceci : rien de trop est un point
Dont on parle sans cesse, et qu'on n'observe point.

On se rappelle volontiers, à ce propos, les beaux vers que met Racine dans la bouche d'Agamemnon au commencement de la tragédie d'Iphigénie en Aulide :

Heureux qui, satisfait de son humble fortune,
Libre du joug superbe où je suis attaché,
Vit dans l'état obscur où les dieux l'ont caché !

Béranger aussi, non dans ses chansons, mais sans doute dans un moment de désillusionnement, a dit :

Heureux qui, dans le sein de l'amitié fidèle,
Libre de tous ses fers, transfuge des amours,
Cache dans ses jardins l'automne de ses jours !

La Fontaine, en conseillant de se contenter d'une condition médiocre, commela plus sûre et la moins sujette aux vicissitudes de la fortune, parlait avec vérité et d'après sa propre position. Celle-ci, en effet, était plus que modeste; cependant il en était content, et jamais il n'en rechercha d'autre. Il l'eût sans doute améliorée beaucoup, si, comme Boileau, Racine et tant d'autres auteurs ses contemporains, il eût voulu flatter Louis XIV, le plus vain des monarques français. On a vu qu'il fut loin de songer à les imiter en ceci, et qu'il fit même à peu près le contraire. Il convient de rappeler en outre à sa louange, que, sans être arrêté par le risque qu'il encourait à une époque où la liberté individuelle était chose inconnue en France, il compatit ouvertement au malheur de ceux de ses amis qui étaient frappés de disgrâce. C'est un pareil sentiment qui dicta son admirable élogie sur l'infortune de Fouquet, surintendant des finances, accusé de malversation, condamné à la réclusion, justement peut-être, mais par une commission extra-légale composée de ses ennemis, et qui fut enfermé au château fort de Pignerol, où il mourut après une captivité de dix-neuf années.

Poursuivons le cours des leçons que nous donne le *Bonhomme*.

L'imprévoyance, la vanité toujours accessible à la flatterie, sont plaisamment dépeintes, mais, en même temps, charitablement averties dans les deux fables les plus connues de La Fontaine : *La cigale et la fourmi*, et *le corbeau et le renard*, ainsi que dans celle de *la tortue et les deux Canards*.

La fable intitulée : *L'huitre et les plaideurs* s'adresse aux malheureux qui s'embarquent dans des procès. Une caricature à la fois plaisante et mordante a représenté, l'un tout nu et l'autre en chemise, deux de ces infortunés, bas-normands je crois, après l'issue de leur affaire. La fable dit à peu près l'équivalent d'une autre façon :

Mettez ce qu'il en coûte pour plaider aujourd'hui ;
Comptez ce qu'il en reste à beaucoup de familles :
Vous verrez que Perrin tire l'argent à lui,
Et ne laisse aux plaideurs que le sac et les quilles.

Une autre fable, celle des *frélons et les mouches à miel* insiste sur ce sujet que le *Bonhomme*, paraît-il, avait fort à cœur. Voici comment elle se termine :

Plût à Dieu qu'on réglât ainsi tous les procès !
Que des Turcs en cela l'on suivît la méthode !
Le simple sens commun nous tiendrait lieu du code :
Il ne faudrait pas tant de frais ;

Au lieu qu'on nous mange, on nous gruge,
 On nous mène par des longueurs :
 On fait tant, à la fin, que l'hultre est pour le juge,
 Les écailles pour les plaideurs.

La Fontaine flagelle à plusieurs reprises l'avarice qui thésaurise et oublie de jouir quand la vie est si courte. La fable de *l'avare qui a perdu son trésor* débute ainsi :

L'usage seulement fait la possession.
 Je demande à ces gens, de qui la passion
 Est d'entasser toujours, de mettre somme sur sommes,
 Quel avantage ils ont que n'ont les autres hommes.
 Diogène là-bas est aussi riche qu'eux,
 Et l'avare ici-haut comme lui vit en gueux.

Notre avare, qui a enterré son argent, est occupé à en déplorer l'enlèvement, quand son voisin survenant lui dit qu'il eût mieux fait de le garder à la maison pour y puiser à toute heure. L'avare se récrie :

A toute heure, bons dieux ! Ne tient-il qu'à cela ?
 L'argent vient-il comme il s'en va ?
 Je n'y touchais jamais. — Dites-moi donc, de grâce,
 Reprit l'autre, pourquoi vous affliger tant ?
 Puisque vous ne touchiez jamais à cet argent,
 Mettez une pierre à la place ;
 Elle vous vaudra tout autant.

La leçon est frappante.

La fable ayant pour titre *Rien de trop* en contient une plus énergique encore :

Fureur d'accumuler, monstre, de qui les yeux
 Regardent comme un point tous les bienfaits des dieux,
 Te combattrai-je en vain, sans cesse, en cet ouvrage ?
 Quel tems demandes-tu pour suivre mes leçons ?
 L'homme sourd à ma voix, comme à celle du Sage,
 Ne dira-t-il jamais : C'est assez, jouissons ?
 Hâte-toi, mon ami, tu n'as pas tant à vivre.
 Je te rebats ce mot, car il vaut tout un livre :
 Jouis. — Je le ferai. — Mais quand donc ? — Dès demain. —
 Eh ! mon ami, la mort te peut prendre en chemin :
 Jouis dès aujourd'hui...

La fable du *renard qui a la queue coupée* et qui exhorte les autres renards à se débarrasser aussi de ce *poids inutile*, est l'une des plus plaisantes, et le fond de ce malicieux apologue se reproduit bien souvent, sous une forme ou sous une autre, dans les choses de la vie.

Cette fable rappelle une circonstance de la carrière littéraire de Boileau et de Racine. Le premier ne faisait ses vers qu'avec beaucoup de difficulté, et il disait lui-même que, sur quatre mots, il en effaçait trois. Racine, au contraire, les produisait avec une facilité merveilleuse. Boileau, qui exerçait beaucoup d'ascendant sur son ami, s'attacha et se vanta depuis d'avoir réussi à lui persuader qu'il valait infiniment mieux faire laborieusement des vers aisés comme lui-même. N'est-ce pas en réalité le sujet de notre fable, avec cette différence toutefois que si Racine eut la bonhomie de céder, (ce dont il est permis de douter), il fut bien moins avisé que les renards qui gardèrent leur queue malgré les exhortations intéressées de leur confrère ?

L'éternel chapitre des *Châteaux en Espagne* a également trouvé place dans les fables de La Fontaine et lui a fourni, entre autres, celle de *la laitière et le pot au lait*, fable charmante qu'il faudrait reproduire en entier. On en connaît le sujet : c'est Perrette qui va au marché portant sur la tête un pot au lait sur lequel elle fonde la plus brillante fortune.

Citons-en seulement un passage :

Il m'est, dit-elle, facile
D'élever des poulets autour de ma maison :
Le renard sera bien habile,
S'il ne m'en laisse assez pour avoir un cochon.
Le porc à s'engraisser coûtera peu de son ;
Il était, quand je l'eus, de grandeur raisonnable :
J'aurai, le revendant, de l'argent bel et bon.

Ce trait :

Il était, quand je l'eus, de grandeur raisonnable...

est du nombre de ceux qui ont valu au *Bonhomme* le titre d'Inimitable. La laitière, dans l'enivrement de son rêve, est déjà en pleine possession du porc dont la vente va lui fournir une vache et son veau. C'est la nature prise sur le fait. Aussi, une sorte de regret accompagne-t-il le sourire que fait naître son désastre, quand, sautant de joie à cette perspective ravissante, elle casse son pot, répand son lait et avec lui toute sa fortune, et court risque en outre d'être battue par son mari.

Rien de plus joli, je le répète, que cette fable. Le commentaire qui la termine mérite d'être reproduit :

Quel esprit ne bat la campagne ?
Qui ne fait châteaux en Espagne ?
Picrochole, Pyrrhus, la laitière, enfin tous,
Autant les sages que les fous.

Chacun songe en veillant ; il n'est rien de plus doux.
 Une flatteuse erreur emporte alors nos âmes :
 Tout le bien du monde est à nous,
 Tous les honneurs, toutes les femmes.
 Quand je suis seul, je fais au plus brave un défi :
 Je m'écarte, je vais détrôner le Sophi ;
 On m'élit roi, mon peuple m'aime ;
 Les diadèmes vont sur ma tête pleuvant :
 Quelque accident fait-il que je rentre en moi-même ?
 Je suis Gros-Jean comme devant.

Ne forçons point notre talent,
 Nous ne ferions rien avec grâce....

Ces jolis vers de la fable : *l'âne et le petit chien* sont devenus un axiôme, comme tant d'autres du fabuliste. L'âne, pour avoir part aux faveurs du maître, veut, comme le petit chien, lui faire des caresses, qu'il accompagne de sa mélodie pour surcroît d'agrément. Martin bâton le remet promptement à sa place.

Combien ne voit-on pas, dans le monde, d'individus des deux sexes, mais surtout du sexe féminin, détruire des agréments réels par des prétentions déplacées ! Le naturel plaît universellement, qu'il soit ou non embelli par d'autres accomplissements... Pourquoi, hélas ! ne pas nous y tenir ?

La gent féminine a une part plus large qu'avantageuse dans les fables de La Fontaine. *La femme noyée*, *les femmes et le secret*, *la fille*, sont au nombre de celles où il s'en occupe.

Tout le monde connaît le sujet de la *femme noyée*, qui remonte le courant de la rivière au lieu de le suivre. La Fontaine, influencé peut-être par l'humeur de sa femme, a voulu peindre l'esprit de contradiction qu'on attribue, non sans quelque raison, au beau sexe : voici la conclusion de cette fable :

Quant à l'humeur contredisante,
 Je ne sais s'il avait raison :
 Mais, que cette humeur soit ou non
 Le défaut du sexe et sa pente,
 Quiconque avec elle naltra,
 Sans faute avec elle mourra,
 Et jusqu'au bout contredira,
 Et, s'il peut, encore au delà.

Celle ayant pour titre : *Les femmes et le secret*, est l'une des plus

jolies et des plus plaisantes. Un mari feint d'avoir pondu la nuit un œuf dans son lit. Il conjure sa femme de n'en rien dire à personne. Le voisinage en est promptement instruit et le soir n'est pas arrivé qu'au lieu d'un œuf il en a pondu cent. Ici, du moins, le sexe masculin a sa part de l'épigramme : la fable débute ainsi :

Rien ne pèse tant qu'un secret :
Le porter loin est difficile aux dames :
Et je sais même, sur ce fait,
Bon nombre d'hommes qui sont femmes.

Les *filles à marier* un peu trop fières, (comme dit le *Bonhomme*), ne feront pas mal de méditer la fable de *la fille* qui, finalement, se trouve réduite à épouser un malotru après avoir dédaigné de brillants partis. Il est vrai toutefois que, de nos jours, le défaut des filles à marier n'est pas d'être trop revêches à l'endroit du mariage. Elles ont au contraire tant d'empressement à y convoler que, de prime abord, elles acceptent le malotru, s'il est bien doté. Cela suggère assez naturellement quelques réflexions.

Pourquoi l'hymen, (ce lien charmant au dire d'une vieille romance,) est-il devenu un état si coûteux que les mots : *beau et bon mariage* n'ont plus d'autre signification que celle d'un *mariage d'argent*?

Pourquoi les convenances d'âge et autres, les qualités de l'esprit et du cœur et une affection mutuelle, sont-elles considérées désormais comme des hors-d'œuvres et de pures superfluités en ménage?

Pourquoi la difformité elle-même passe-t-elle presque inaperçue, dès qu'elle est convenablement balancée par des métaux précieux, de bonnes terres, ou des rentes sur l'État?

Pourquoi, enfin, les hommes y regardent-ils à deux et même à quatre fois avant de tâter du susdit hymen?

Tout le monde le sait, et l'ami lecteur me dispensera volontiers de lui donner la solution de ces questions.

Mais, ce que ne savent peut-être pas assez les filles à marier et leurs mères, c'est que, par un luxe excessif, elles rendent elles-même de plus en plus difficile ce qu'elles désirent pourtant si ardemment.

Ici le *Bonhomme* ajouterait assurément :

O temps, ô mœurs, j'ai beau crier !...

Comme il le fera plus loin ainsi qu'on le verra.

Le monde glose et glosera toujours sur le prochain et toujours, notez-

le bien, fort peu charitablement. L'une des plus jolies fables de La Fontaine s'occupe de ce sujet : c'est celle du *meunier, son fils et l'âne*. Le père et le fils conduisent l'âne au marché pour le vendre. De quelque manière qu'ils s'arrangent, qu'ils montent tour à tour ou ensemble sur la bête, qu'ils la fassent marcher devant eux ou même la portent suspendue comme un lustre, ils sont critiqués par les passants qui vont jusqu'à les appeler : *beau trio de baudets*. Le père alors s'écrie :

Je suis âne, il est vrai, j'en conviens, je l'avoue.
 Mais que dorénavant on me blâme, on me loue,
 Qu'on dise quelque chose, ou qu'on ne dise rien,
 J'en veux faire à ma tête. Il le fit, et fit bien.
 Quant à vous, suivez Mars, ou l'amour, ou le prince ;
 Allez, venez, courez, demeurez en province,
 Prenez femme, abbaye, emploi, gouvernement :
 Les gens en parleront, n'en doutez nullement.

S'il était besoin d'un commentaire de plus, on pourrait ajouter que les gens ne veulent pas même que vous vous passiez d'eux. En effet, ils vous critiquent bien plus encore, si, excédé de leurs travers, de leur sottise et de leur malignité, vous vous avisez de suivre l'inspiration que donnent les beaux vers de Racine cités plus haut :

Heureux qui, satisfait de son humble fortune,

 Vit content dans les lieux où les dieux l'ont caché.

En d'autres termes, les gens ne veulent pas vous permettre d'aimer et de rechercher la solitude. Apparemment qu'ils voient en ce goût une sorte d'épigramme contre eux. Nous sommes ici sur les confins de la misanthropie. J'ai lu quelque part au sujet de celle-ci une pensée remarquable de feu le baron de Stassart. Je ne puis qu'en rapporter le fond, les termes m'échappent :

« On conçoit, disait-il, qu'un homme doué de sensibilité et de quelque esprit d'observation devienne misanthrope dans son frottement prolongé contre les hommes. Mais alors, sa place n'est plus dans la société, et il doit s'en retirer au plus tôt. »

Dans la fable intitulée : *La chauve-souris et les deux belettes*, se

trouvent deux vers devenus presque célèbres par leurs fréquentes applications :

Je suis oiseau, voyez mes ailes....

Je suis souris, vivent les rats!...

Le fabuliste termine ainsi cette fable :

Plusieurs je sais trouver qui, d'écharpe changeants,

Aux dangers, ainsi qu'elle, ont fait la figue.

Le sage dit, selon les gens :

Vive le Roi.... Vive la Ligue!

Faut-il conclure de cette moralité, que celle de notre fabuliste était large et facile en politique? Il vivait à une époque où pareille doctrine était du moins prudente. Les souvenirs de la Ligue et de la Fronde étaient encore vivants, et il était sous un régime où, comme il le dit dans la fable du *loup et l'agneau*, la raison du plus fort était la meilleure. Toujours est-il que, s'il préconisait la précaution d'avoir, pour l'occasion, une écharpe ou cocarde de rechange dans sa poche, (et l'on ne s'en fait pas faute de nos jours,) il est permis de croire que c'était là une manière ironique de railler la *prudence* de ces *sages*, dont la conduite forme un contraste complet avec les allures d'indépendance et le désintéressement du poète.

Molière, personne ne l'ignore, a fait une guerre incessante aux médecins dans ses comédies, et rien de plus plaisant et de plus vrai que la manière dont il les met en scène. A quoi cela a-t-il servi, je vous prie? Les médecins sont encore aujourd'hui ce qu'ils étaient de son temps, avec cette différence, au détriment de leurs patients, que, suivant l'esprit du siècle, ils sont devenus plus *industriels*, et que rien n'est moins vrai désormais, que de qualifier leur profession de *libérale*. Ils ne guérissent pas davantage les maux de la pauvre humanité, mais ils se font payer bien plus cher qu'autrefois; et, si vous n'êtes pas quelque misérable insolvable dont ils aient hâte de se débarrasser, gare à vous, le traitement dure longtemps! En un mot la profession a pris un caractère mercantile et spéculatif; mais ce n'en sera pas moins toujours la meilleure de ce monde, parce qu'elle est basée sur la faiblesse et la crédulité humaines.

Molière, disais-je, ne les a pas ménagés, et l'on rira toujours à se désopiler la rate de certaines scènes du *Médecin malgré lui* et du *Malade imaginaire*.

La Fontaine s'est peu occupé d'eux dans ses fables, et il ne les attaque guère que dans celles du *cerf malade* et des *médecins*. Dans la première, il leur dit :

Il en coûte à qui vous réclame,
Médecins du corps et de l'âme !
O temps ! ô mœurs ! j'ai beau crier,
Tout le monde se fait payer.

De notre temps, le *Bonhomme* sans doute eût crié beaucoup plus fort, mais sans plus de succès.

Dans la seconde, le patient a deux médecins qui sont, l'un, le docteur *Tant pis*, l'autre, le docteur *Tant mieux*. On sait que le danger croît avec le nombre de ces messieurs. En effet, mal en prend au malade, car :

Tous deux s'étant trouvés différents pour la cure,
Leur malade paya le tribut de nature.
.....
L'un disait : Il est mort : je l'avais bien prévu.
S'il m'eût cru, disait l'autre, il serait plein de vie.

La Fontaine laisse donc assez voir qu'il n'a pas, plus que Molière, foi à la médecine. Un homme célèbre a dit des médecins que « ce sont gens qui mettent des médecines qu'ils ne connaissent pas dans des corps qu'ils connaissent encore moins. »

J'ai lu quelque part qu'un docteur réputé laissa en mourant des tablettes sur lesquelles étaient écrits ces seuls mots : « Tenez-vous les pieds chauds, la tête fraîche et le ventre libre, et moquez-vous des médecins. »

Cet avis, qu'il vienne ou non d'un médecin, est incontestablement fort sage ; et, s'il était suivi, nos *Sangrados*, allopathes et homéopathes verraient bientôt leur clientèle se fondre rapidement. Mais loin de nous garder des maladies, ne faisons-nous pas d'ordinaire tout ce qu'il faut pour nous les procurer ? Quelqu'un, d'humeur un peu atrabilaire peut-être, a dit qu'on emploie communément la première moitié de sa vie à rendre l'autre misérable. S'il en est ainsi, l'empire des médecins est bien établi. — Pauvres humains, à qui êtes-vous livrés ! Les autres animaux n'ont pas, que je sache, des docteurs en médecine parmi eux. Quand ils sont malades, ce qui arrive aussi rarement chez eux que chez les sauvages, ils font diète et restent en repos. La nature seule les tire d'affaire ordinairement. Ne pourrions-nous pas suivre la même méthode ? Hélas ! non. Nous avons trop de peur, et, souvent même, nous appelons le docteur avant d'être malades !

En toute chose il faut considérer la fin, nous' dit le fabuliste au commencement de son apologue du *renard et le bouc*. Ces deux compagnons de voyage, pressés par la soif, sont descendus dans un puits d'où le premier trouve seul le moyen de se tirer en se servant du dos et des cornes de son camarade comme d'une courte échelle.

Avis bien salulaire à ceux qui s'embarquent dans une affaire sans en considérer l'issue possible.

Dans le même ordre d'idées, la fable ayant pour titre : *Le chat et le renard* nous avertit que :

Le trop d'expédients peut gâter une affaire :
On perd du temps au choix, on tente, on veut tout faire :
N'en ayons qu'un, mais qu'il soit bon.

On a vu que La Fontaine était, par nature, simple, silencieux et bon homme. On conçoit sans peine dès lors son antipathie pour les pédants et les bavards. Il leur fait la guerre presque autant qu'aux avares. La fable de *l'enfant et le maître d'école* lui en fournit notamment l'occasion. L'écolier s'étant laissé choir dans l'eau, le maître, au risque de le laisser se noyer, ne le tire de là qu'après lui avoir fait un beau discours. Le fabuliste conclut en ces termes :

Je blâme ici plus de gens qu'on ne pense.
Tout babillard, tout causeur, tout pédant
Se peut connaître au discours que j'avance.
Chacun des trois fait un peuple fort grand :
Le Créateur en a béni l'engeance.
En toute affaire, ils ne font que songer
Au moyen d'exercer leur langue.
Eh ! mon ami, tire-moi du danger !
Tu feras après ta harangue.

On sait qu'à la fin du *xvii^e* siècle et dans le cours du *xviii^e*, on s'occupa beaucoup de métaphysique, particulièrement en France. On se rappelle les ouvrages ou du moins les noms de Descartes, Mallebranche, Bayle, Leibnitz, Locke et d'autres hommes célèbres de ce temps-là qui s'en occupèrent.

Notre fabuliste, mû sans doute par son amour pour ses bêtes qu'il faisait si bien parler, voulut payer son tribut à cette science abstraite, et combattre la doctrine des cartésiens (1) à leur égard. C'est en effet

(1) Partisans de la doctrine de Descartes qui n'accordait que de l'instinct aux bêtes.

l'objet de plusieurs de ses fables et particulièrement des deux intitulées l'une, *Les deux rats, l'œuf et le renard*, l'autre, *les souris et le chat-huant*. La première, ou plutôt son préambule forme une véritable dissertation philosophique sur la matière, et l'on ne peut qu'admirer la facilité avec laquelle il a versifié un tel sujet. Voici comment il y résume la doctrine qu'il combat :

. Ils disent donc
 Que la bête est une machine,
 Qu'en elle tout se fait sans choix et par ressort :
 Nul sentiment, point d'âme ; en elle tout est corps.
 Telle est la montre qui chemine
 A pas toujours égaux, aveugle et sans dessein ;
 Ouvrez-la, lisez dans son sein :
 Mainte roue y tient lieu de tout l'esprit du monde ;
 La première y meut la seconde,
 Une troisième suit, elle sonne à la fin....

Or, La Fontaine prétend que les bêtes ont plus que cet instinct mécanique, et qu'elles sont, dans certaine mesure, douées d'intelligence, de raisonnement et de prévoyance. Les deux fables dont il s'agit sont destinées à prouver cette vérité. — Dans la première, où il cite de nombreux exemples de leur intelligence et de leur esprit de prévoyance, deux rats ont trouvé un œuf ; mais, en même temps, ils ont aperçu à distance un renard auquel ils voudraient le cacher. Voici le moyen auquel ils ont recours : l'un se met sur le dos avec l'œuf entre ses pattes, et l'autre le traîne par la queue jusqu'à leur trou. Dans la seconde fable, un chat-huant domicilié dans le tronc creux d'un vieil arbre, pour conserver et manger à la convenance de son appétit les souris qu'il prend, leur coupe les pattes et, dans cet état qui ne leur permet pas de s'échapper, il les nourrit grassement.

Ces deux faits, s'ils sont vrais comme les donne le fabuliste, sont en effet très-concluants, et le seul instinct ne saurait suffire pour les produire ; il faut, en outre, de la prévoyance et du raisonnement.

Voici du reste, pour en finir avec ce sujet, le commentaire du fabuliste sur le fait du chat-huant :

Si ce n'est pas là raisonner,
 La raison m'est chose inconnue.
 Voyez que d'arguments il fit :
 Quand ce peuple est pris, il s'enfuit :
 Donc il faut le croquer aussitôt qu'on le happe.
 Tout, il est impossible. Et puis, pour le besoin,
 N'en dois-je pas garder ? Donc il faut avoir soin
 De le nourrir sans qu'il échappe.

Mais comment?... Otons-lui les pieds. — Or, trouvez-moi
Chose par les humains à sa fin mieux conduite!
Quel autre art de penser Aristote et sa suite
Enseignent-ils pour votre foi?

Et voici comment il affirme en note la véracité de ce fait :

« Ceci n'est point une fable et la chose, quoique merveilleuse et
« presque incroyable, est arrivée. J'ai peut-être porté trop loin la pré-
« voyance de ce hibou ; car je ne prétends pas établir dans les bêtes un
« progrès de raisonnement tel que celui-ci ; mais ces exagérations sont
« permises à la poésie, surtout dans la manière d'écrire dont je me
« sers. »

Ce qu'on va lire aurait peut-être mieux trouvé sa place après ce qui
a été dit plus haut des médecins.

La Fontaine aborde, à plusieurs reprises, le grave sujet de la mort
dans ses fables, notamment dans celles qui ont pour titre : *La mort et
le bûcheron*, — *La mort et le malheureux*, — *La mort et le mourant*.
La dernière surtout développe ce sujet et forme une sorte de petit traité
de philosophie sur la matière. Le *mourant*, bien qu'il ait plus de cent
ans, ne veut pas encore s'en aller. Il trouve que c'est partir trop vite
et sans être averti. La mort lui démontre, par de très-bonnes raisons,
qu'il se plaint à tort, et le fabuliste, à son tour, ajoute ce qui suit :

La mort avait raison. Je voudrais qu'à cet âge
On sortît de la vie ainsi que d'un banquet,
Remerciant son hôte, et qu'on fît son paquet ;
Car de combien peut-on retarder le voyage?
Tu murmures, vieillard ? Vois ces jeunes mourir :
Vois les marcher, vois les courir
A des morts, il est vrai, glorieuses et belles,
Mais sûres cependant et quelquefois cruelles.
J'ai beau te le crier, mon zèle est indiscret :
Le plus semblable aux morts meurt le plus à regret.

La Fontaine envisage donc la mort à peu près comme Montaigne
qui voulait, qu'en y pensant à tous les instants de la vie, on s'habituaît
à son idée, et que l'on y fût préparé. C'est là, il faut bien le reconnaître,
ce qui n'a lieu que fort rarement, et seulement peut-être chez les trap-
pistes qui, chaque jour, nous assure-t-on, creusent d'une pelletée de
terre la tombe qui les attend. En l'absence de ce procédé héroïque, on

ne pense guère à la mort qu'accidentellement. Le fabuliste le reconnaît lui-même, car il dit dans la même fable :

Il n'est rien de moins ignoré,
Et, puisqu'il faut que je le die,
Rien où l'on soit moins préparé.

Philosophiquement parlant, est-ce un mal ? Un homme d'esprit a dit : « Penser à la mort n'apprend pas à mourir. » La Rochefoucault partage cette dernière opinion. Il compare les beaux raisonnements contre la crainte de la mort, à une haie qui, un jour de bataille, nous sépare du feu de l'ennemi. A distance, elle paraît un abri, de près on trouve qu'il n'en est rien.

Je ne pousserai pas plus loin cet aperçu. Il suffit, je crois, pour engager mes lecteurs à relire et à apprécier par eux-mêmes les fables ou plutôt le traité de philosophie *pratique* du *bonhomme*.

Il est du reste superflu d'insister sur le style de ces fables. Ce mélange de naïveté et de finesse empreintes parfois d'un peu de malice et toujours d'une connaissance remarquable du cœur humain, a valu à leur auteur l'épithète bien méritée d'*Inimitable*. Mais une qualité qu'on n'a peut-être pas assez appréciée, c'est la poésie et le sentiment qui brillent en plusieurs d'entre elles, par exemple, dans celles du *chêne et le roseau*, *des animaux atteints de la peste*, *du paysan du Danube*, et *des deux pigeons*. Dans cette dernière, empreinte surtout de sentiment, La Fontaine lui-même se met en scène, et on regrette qu'il l'ait fait aussi rarement. Voici la fin de cette fable :

Amants, heureux amants ! voulez-vous voyager ?
Que ce soit aux rives prochaines.
Soyez-vous, l'un à l'autre, un monde toujours beau,
Toujours divers, toujours nouveau.
Tenez-vous lieu de tout, comptez pour rien le reste.
J'ai quelquefois aimé : je n'aurais pas alors,
Contre le Louvre et ses trésors,
Contre le firmament et sa voûte céleste,
Changé les bois, changé les lieux
Honorés par les pas, éclairés par les yeux
De l'aimable et jeune bergère,
Pour qui, sous les fils de Cythère,
Je servis engagé par mes premiers serments.
Hélas ! quand reviendront de semblables moments !
Faut-il que tant d'objets, si doux et si charmants,
Me laissent vivre au gré de mon âme inquiète !
Ah ! si mon cœur osait encore se renflammer !
Ne sentirai-je plus de charme qui m'arrête ?
Ai-je passé le tems d'aimer ?

Le fabuliste devient poète dès que le sujet le comporte ; et il l'est alors sans rien perdre des autres qualités qui forment le charme principal de ses fables. Quoi de plus joli, par exemple, que ce commencement de la fable de *la jeune veuve* ?

La perte d'un mari ne va pas sans soupirs :
On fait beaucoup de bruit et puis on se console.
Sur les ailes du tems la tristesse s'envole :
Le temps ramène les plaisirs !

Rien de plus gracieux et de plus poétique que ce vers :

Sur les ailes du tems la tristesse s'envole.

Ceci rappelle le conte des *Deux consolés* dont l'idée semble avoir été puisée dans le même vers. Tous deux se croient à tout jamais inconsolables de la perte que chacun d'eux a faite. Ils se séparent, ne songeant plus qu'à quitter un monde désormais désert pour eux. Après quelques années ils se retrouvent, et tous deux sont parfaitement réconciliés avec la vie. Ils rendent grâce au temps et lui élèvent un petit temple avec cette inscription sur le frontispice :

A celui qui console !

C'est en effet le consolateur par excellence et pour ainsi dire infail-
libile. Que de suicides n'auraient pas attristé le monde, s'il y eût eu un
intervalle quelconque entre leur cause et leur accomplissement !

A-t-on élevé une statue à La Fontaine ? Il faut se garder d'en douter
pour l'honneur de la France et surtout pour celui de la ville qui l'a vu
naître. Ses fables ont été du moins *illustrées* d'une manière admirable
par *Granville*, autre homme de génie dans son genre. Rien de plus fin,
de plus vrai et de plus spirituel que ces *Illustrations* : c'est la mise en
scène d'un chef-d'œuvre par un autre chef-d'œuvre.

VARLET.

UNE ERREUR JUDICIAIRE.

Suite (1).

IV.

Ce fut le 28 septembre 1849, après une détention préventive d'environ cinq mois, que Charles Claus comparut devant la Cour d'assises de la Flandre orientale ; mais il ne fut pas traduit seul à la barre : la femme qui avait forgé l'abominable complot dont il était la victime, comme ceux qui, par lâcheté ou par malveillance, y avaient trempé, s'assirent à côté de lui sur le banc des accusés. Leur position était cependant bien différente.

Charles Claus venait devant ses juges accablé par un concours de circonstances si fatalement enchaînées, qu'il était impossible d'apercevoir la main qui les avait rivées. La voix publique avait semé contre lui ses préventions irréfléchies, et ces préventions avaient acquis tant de force que le premier défenseur qui lui fut nommé d'office, M^e Spinnael, refusa, *après avoir examiné les pièces de la procédure*, d'accepter cette mission.

Isabelle Roels, au contraire, comparut devant la cour, entourée de la faveur que ses révélations ou plutôt ses inventions lui avaient conciliée : on regarda généralement la poursuite intentée à sa charge comme un effet des caprices de dame Thémis, et son acquittement fut considéré comme certain.

La Cour, qui jugeait alors sans assistance du jury, était composée de MM. de Quertenmont, conseiller à la Cour supérieure de justice de Bruxelles ; Vispoel, Van de Putte, le chevalier Camberlyn et Serlippens, juges au tribunal civil de Gand. M. Paradis, substitut du procureur-général près ladite Cour supérieure, remplissait les fonctions du ministère public.

(1) Voir la livraison d'août.

MM. les avocats Peeters (*) et Maillard furent chargés d'office de la défense des frères Claus ; **M.** De Coninck de celle des trois femmes.

Une foule considérable s'était proposée d'assister au dénouement du drame lugubre qui avait été préparé, mais la Cour ordonna le huis-clos, au grand désappointement du public.

Après les formalités d'usage, le greffier donna lecture de l'acte d'accusation que nous reproduisons ici en entier.

ACTE D'ACCUSATION.

« Le nommé Evert Maters, sergent-major au 38^e bataillon de milice nationale, se trouvait en garnison dans la ville de Termonde, province de la Flandre orientale, dans le courant du mois de mai 1817 ; à cette époque, faisait partie de la compagnie dudit 38^e bataillon, un soldat, nommé Charles Claus, ici premier accusé, et alors en congé chez ses parents à Grembergen, commune située près de Termonde.

» La maison des parents du premier accusé était et demeura depuis un lieu de débauche, où se réunissaient des filles de mauvaise vie, connues du sergent-major Maters prénommé.

» Vers le 23 mai 1817, Evert Maters avait reçu, du quartier-maître de son bataillon, une somme de 210 francs pour le prêt de sa compagnie, et il sortit de Termonde, sans avoir distribué cette somme. Maters se rendit à Grembergen, dans la maison habitée par les parents du premier accusé, sans que depuis on l'ait vu reparaitre soit à son bataillon, soit dans la province qui l'avait vu naître, soit ailleurs.

» Mais, dès le 24 mai 1817, Charles Claus, ici premier accusé, alla trouver à Termonde le lieutenant de sa compagnie et lui fit rapport que le sergent-major Maters était déserté, emportant avec lui ses habillements militaires. Charles Claus déclara que Maters était venu chez lui la veille au soir, et avait emporté sa montre, ses boucles d'argent et ses meilleurs habits bourgeois, parmi lesquels un habit bleu.

» Selon le premier accusé, le sergent-major Maters avait pris la route de Tamise, en annonçant son retour pour le lendemain ; et le lieutenant déclara que le premier accusé fit ce rapport avec un air de sincérité, qui sembla d'autant moins suspect, que Charles Claus se plaignait amèrement de la perte de ses effets, et ce au point de verser des larmes. Le premier accusé répéta les mêmes détails devant son capitaine.

(*) **M.** Peeters, plus tard conseiller à la cour d'appel des deux Flandres.

» Cependant on fit quelques démarches pour savoir ce qu'étaient devenus les 210 francs, remis au sergent-major vers le 23 mai 1817; mais on ne les retrouva point au logement de Maters; et ce ne fut qu'en août 1817, que l'on parvint à savoir qu'il se trouvait encore à Grembergen, chez les parents de Charles Claus, des effets ayant appartenu à ce sergent-major; aussi, lorsqu'on se rendit sur les lieux, on y retrouva le sabre de Maters.

» Charles Claus voulut d'abord soutenir que cette arme lui appartenait, mais le sabre portait la lettre et le numéro de la compagnie, et déposait ainsi victorieusement contre l'allégation du premier accusé, qui soutint ensuite que Maters lui aurait abandonné ses effets militaires.

» Pour le prouver, Charles Claus produisit, à côté du sabre, un shako et les restes d'un habit d'uniforme, coupé en plusieurs morceaux, ajoutant que lui, Charles Claus, avait vendu la capote, après l'avoir fait teindre en brun.

» Traduit devant l'autorité militaire pour avoir conservé chez lui les effets d'équipement et les armes d'un déserteur, le premier accusé alléguait sa pauvreté, l'espoir de récupérer ses effets si, au retour du sergent-major, il lui remettait ses armes et son équipement; aussi, l'obligation d'obéir à son supérieur. Il paraît que ces excuses furent admises par l'autorité militaire; car, peu de temps après, en septembre 1817, le premier accusé obtint ou reçut son congé et fut demeurer avec ses parents à Grembergen.

» Ce ne fut qu'environ deux ans après, en avril 1819, que des bruits étranges se répandirent à Grembergen sur la véritable cause de la disparition du sergent-major Evert Maters.

» Ces bruits désignaient Charles Claus comme l'auteur d'un assassinat dont Maters avait été victime, et, comme on va le voir, ce furent les complices mêmes de l'assassinat qui devinrent les révélateurs de son crime.

» La police judiciaire ayant recueilli ces bruits, et ayant remarqué qu'ils se soutenaient au point d'offrir une réunion de détails propres à former une preuve, les informations les plus scrupuleuses furent commencées, et l'on apprit positivement que Charles Claus, ici premier accusé, au lieu d'avoir prêté ou donné au sergent-major Maters des habillements tels que ceux désignés dans le rapport fait par Charles Claus à son lieutenant le 24 mai 1817, avait porté des habits semblables ou du moins un habit bleu et l'avait vendu à un fripier de St-Nicolas, le jeudi qui suivit le 23 mai 1817.

» On sut que Charles Claus, étant retourné quelque temps après à

St-Nicolas avec Amelbergue Michiels, ici troisième accusée, vit chez le même fripier un habit bleu et dit non-seulement que c'était là qu'il avait vendu le sien, mais encore qu'il ne voulait pas le racheter de peur de faire naître des soupçons à Grembergen.

» On fut informé que, peu avant le 23 mai 1817 et peut-être ce jour-là même, Amelbergue Michiels, aujourd'hui l'épouse de Charles Claus, et vivant alors en concubinage avec lui, était allée chez sa sœur, la veuve De Clercq, à Grembergen, et s'y était plainte de misère, disant qu'elle n'avait pas de quoi vivre. Amelbergue Michiels étant retournée chez cette même veuve De Clercq, le 24 mai 1817, on remarqua qu'elle avait les poches remplies d'argent; à la demande qui lui fut faite, comment il se faisait qu'elle eût tant d'argent, elle répondit qu'elle le tenait de Charles Claus, lequel avait, la veille au soir, prêté pour un voyage ses habits à un sergent-major, et en avait reçu beaucoup d'argent, avec promesse d'en avoir davantage au retour de ce dernier.

» En se reportant toujours à ce qui avait pu se faire ou se dire vers cette époque du 24 mai 1817, on apprit qu'il avait été remarqué que Charles Claus commença dès lors à fréquenter les cabarets de Grembergen, ayant toujours de l'argent sur lui et ne travaillant pas. On sait que sept à huit jours après le 24 mai 1817, le premier accusé et sa sœur, ici quatrième accusée, avaient décousu la capote du sergent-major Maters pour en faire un habit, et que cinq ou six semaines ensuite, le premier accusé, ayant eu une violente dispute avec Isabelle Roels, ici cinquième accusée (sans doute à cause du mariage de Charles Claus avec Amelbergue Michiels, dont vers ce temps-là il pouvait déjà s'agir), fut traité par Isabelle Roels d'*assassin*.

» Enfin, on connut bientôt les détails et jusqu'aux moindres circonstances d'un assassinat épouvantable, suivi de vol, commis à Grembergen pendant la nuit du 23 au 24 mai sur la personne du sergent-major Evert Maters.

» Sans doute la somme, touchée par le sergent-major Maters pour le prêt de sa compagnie, avait été comptée du su de Charles Claus, ici premier accusé, et cet argent ainsi que la dépouille du sergent-major, méditant peut-être une désertion et même le vol de la somme qui lui avait été confiée, furent les objets convoités par Charles Claus, qui associa d'abord à son crime son frère Jacques Claus, ici second accusé, entré au service militaire le 21 septembre 1817.

» On vit les deux premiers accusés travailler ensemble, et tant dans la matinée que dans l'après-dîner du 23 mai 1817, à une fosse, creusée à la distance seulement de quatorze ou quinze mètres de la maison de

leurs parents à Grembergen. Il est bien vrai que ce travail se fit dans les environs du lieu d'où ces accusés tiraient habituellement du sable ; mais la fosse sur laquelle il faut fixer ici l'attention, fut creusée dans un endroit marécageux et où le sable était aussi peu propre au commerce qu'à quelque usage domestique.

» Isabelle Roels, ici cinquième accusée, s'approcha, vers dix heures du matin du 23 mai 1817, de la fosse que creusaient les deux accusés, et put s'apercevoir que la terre y était bleuâtre : il est probable qu'elle s'y est arrêtée et qu'ayant des relations suivies avec les deux premiers accusés, elle apprit d'eux leurs projets ; ce qui autorise à le soupçonner, c'est que la cinquième accusée, ainsi que les troisième et quatrième, avouent elles-mêmes être de mauvaise vie et avoir fréquenté dès lors et habituellement la maison des parents des deux premiers accusés.

» Ce même jour, 23 mai 1817, elles furent toutes trois invitées à passer la soirée avec le sergent-major Maters, bien connu de chacune d'elles ; Charles Claus, qui fit cette invitation, ajouta qu'on s'amuserait bien.

» Ensuite, le premier accusé acheta du genièvre, et sa sœur, ici quatrième accusée, du café. Ces emplettes furent faites dans des maisons de Grembergen même ; et c'est sur cette invitation et après ces préparatifs que les cinq accusés se trouvèrent réunis au hameau *het Zand* sous Grembergen, dans la maison des parents des deux premiers et de la quatrième accusés, vers les huit heures du soir du 23 mai 1817.

» Il était neuf heures ou neuf heures et demie, lorsque le sergent-major entra dans cette affreuse demeure. On y but pendant une couple d'heures le genièvre et le café achetés par le premier et la quatrième accusés ; et c'était dans la cuisine que s'étaient tenues constamment jusque-là les six personnes, dont il est indispensable de bien retenir les noms, savoir : Charles Claus, Jacques Claus, Amelbergue Michiels, Marie-Grisilde Claus, Isabelle Roels et Évert Maters, ce dernier sergent-major.

» Lorsqu'il fut minuit ou peu avant, le sergent-major qui, en entrant, avait placé son sabre, son shako et sa capote sur la table, ôta son habit d'uniforme et suivit Amelbergue Michiels, ou du moins passa avec elle dans une petite chambre attenante à la cuisine et où se trouvait un lit.

» A peine y étaient-ils d'une minute ou deux, que le premier accusé s'empara d'un grand couteau, déposé sur une armoire de la cuisine ; qu'il cacha ce couteau dans sa manche, et qu'il entra dans la petite chambre. Maters se trouvait près du lit, sur le bord duquel était assise Amelbergue Michiels.

» Celle-ci prétend avoir été surprise de voir entrer le premier accusé, et elle assure s'être écriée : *Charles, Charles, que venez-vous faire ici ?* mais rien ne dénote, dans l'instruction, que Maters aurait eu le temps de changer de place pendant que la troisième accusée adressait cette question à son galant ; on y trouve au contraire la preuve que ce fut à côté du lit et en face d'Amelbergue Michiels, que l'infortuné Maters reçut à la gorge un coup du couteau dont était armé le premier accusé ; on y trouve que cette victime de la perfidie et de sa propre inconduite tomba au pied même du lit.

» Evert Maters cria : *Jésus, Jésus !* en étouffant par le sang qui sortait d'une large plaie.

» Au lieu d'hésiter par suite de l'effroi que dut causer un tel forfait surtout à son auteur, le premier accusé appela, sans le moindre retard, son frère Jacques, ici second accusé, à son aide. Lorsque celui-ci entra dans la petite chambre, le premier accusé avait déjà abandonné le couteau et, s'étant emparé du sabre de Maters, perça le corps de ce malheureux avec sa propre arme. Jacques Claus fut vu appuyant ses deux genoux sur la poitrine de Maters expirant.

» Dès que le sergent-major eut cessé de vivre, les deux premiers accusés s'entr'aidèrent pour écarter les preuves du crime qu'ils venaient de commettre : ils dépouillèrent le sergent-major de ses bottes, de son pantalon et du caleçon dont il était revêtu, taillèrent en pièces et en morceaux les jambes et les cuisses du cadavre qui fut mis dans un sac. Le premier accusé tailla à coups de couperet, le second l'aida d'abord et puis se mit à tenir le sac ; enfin, un demi-quart d'heure après que Maters était entré dans la petite chambre plein de santé et de vie, le premier accusé s'emparait déjà du sac qui contenait les restes mutilés, se le mettait en hâte sur les épaules et sortait de la maison par la porte de derrière, tandis que le second accusé, muni d'une bêche, passait par la porte de devant.

» Marie-Grisilde Claus, quatrième accusée, et Isabelle Roels, cinquième accusée, avaient vu ce qui s'était passé dans la petite chambre depuis que le second accusé y était entré ; et Amelbergue Michiels n'en était plus sortie depuis qu'elle y était entrée avec l'infortuné Maters.

» Les cris de celui-ci avaient, disent-elles, attiré les quatrième et cinquième accusées, et Charles Claus avait, à ce que dit la troisième accusée, porté un coup à la tête de celle-ci, parce qu'elle avait voulu sortir de la petite chambre, pendant que Maters se trouvait étendu sur le carreau. Le premier accusé avait aussi voulu faire retirer les quatrième et cinquième accusées, en les menaçant de les traiter comme

Maters, si elles disaient un mot. Enfin, la mère des deux premiers accusés et de la quatrième accusée, se trouvant au lit dans une troisième chambre de cette maison, avait crié à son fils : *Charles, Charles, que faites-vous là ?* et celui-ci avait répondu : *Taisez-vous, cela ne vous regarde pas.*

» Quoi qu'il en puisse être, les deux premiers accusés se rendirent, l'un chargé du sac, l'autre muni de la bêche, à la fosse creusée par eux à quatorze ou quinze mètres du lieu où venait de se commettre le crime, et les troisième, quatrième et cinquième accusées les y suivirent. Elles prétendent y avoir été contraintes ; mais cependant il s'offrit bientôt à elles un moyen de se séparer des assassins. Il n'est pas croyable qu'elles eussent négligé de saisir ce moyen de leur échapper si elles n'avaient pas été leurs complices, et ni la force, ni les menaces ne les empêchaient plus alors de fuir : car Charles Claus, après avoir déposé le sac sur les bords de la fosse, rentra seul dans la chambre où avait été commis l'assassinat ; il alla y chercher une cuvette, dans laquelle se trouvaient des cendres. Qui le dirait ? Au retour du premier accusé à la fosse, il y trouva gardant le cadavre du sergent-major Maters, non-seulement le second accusé, mais encore les trois femmes, qui prétendent avoir été menacées par lui dans l'intérieur de la maison et n'avoir assisté à ces diverses scènes que parce qu'elles y ont été forcées. Et ceci prouve déjà combien il est improbable que les troisième, quatrième et cinquième accusées seraient étrangères à l'assassinat commis.

» De retour à la fosse, Charles Claus mit les cendres qu'il venait d'y apporter dans le sac contenant le cadavre morcelé, dont il voulait accélérer la dissolution. Ensuite, les deux premiers accusés comblèrent la fosse : le second accusé, ayant la bêche, avait d'abord commencé à s'en servir à cette fin ; mais le premier accusé prit bientôt des mains de son frère la bêche que celui-ci tenait, afin d'achever d'autant plus vite un ouvrage qui devait détruire les preuves du crime atroce dont il a bien fallu rapporter les dégoûtantes circonstances.

» Ce premier crime consommé, les cinq accusés rentrèrent dans la maison des parents de Charles Claus, et celui-ci jeta sur la table, à laquelle avait été placé quelques instants avant le sergent-major Maters, l'argent dont ce malheureux se trouvait porteur en entrant chez les assassins. Il y avait des francs, des demi-francs et des pièces de cinq francs, et le premier accusé parut regretter que la somme ne se montât qu'à 200 francs. La cinquième accusée s'écria qu'il était affreux de tuer un homme pour 200 francs.

» C'est alors que le premier accusé fit jurer à la troisième et à la cinquième accusées de ne jamais rien révéler de ces crimes, leur disant que, si jamais elles en parlaient, il se vengerait en leur coupant aussi la gorge. Le premier accusé répéta souvent ce propos depuis ce jour.

» Enfin on se quitta, selon les uns, vers une heure et demie du matin, selon d'autres, une demi-heure seulement après être rentré dans la maison ; mais, pendant cet intervalle plus ou moins long, on but encore ensemble.

» Amelbergue Michiels, troisième accusée, demeura dans la maison et alla se coucher dans le lit même où le sergent-major venait de périr presque dans ses bras. En se déchaussant, elle s'aperçut que le sable, dont était jonché le pavement de la petite chambre, se trouvait imprégné d'humidité et qu'elle marchait dans le sang : ce qui ne l'empêcha pas de partager ce lit dégoûtant avec le principal assassin du sergent-major Maters.

» Marie-Grisilde Claus, quatrième accusée, fut se coucher avec sa mère, et se leva le lendemain, vers 4 heures du matin, pour laver le pantalon blanc, la cravate du premier accusé, ainsi que le caleçon que portait Maters sous sa culotte grise. Tous ces effets étaient ensanglantés, et le premier accusé lava lui-même la culotte teinte du sang du sergent-major ; les linges lavés furent ensuite pendus sur des cordes dans la maison même des parents des premier, second et quatrième accusés.

» Isabelle Roels sortit de la maison où s'étaient consommés ces crimes, pour aller coucher chez elle ; mais elle revint le lendemain participer à l'affreux repas pour lequel le premier accusé fut acheter, le 24 mai 1817, de la viande avec l'argent dont avait été dépouillée la victime ; les cinq accusés et la mère Claus participèrent à cette espèce de régal.

» Il a été rendu compte de la fable inventée par le premier accusé et du rapport qu'il fit à ses officiers ; et cependant on vit, après l'assassinat, le premier accusé revêtu encore de l'habit bleu qu'il prétendait avoir donné ou prêté au sergent-major Maters ; on remarqua aussi qu'il avait sur lui de l'argent, qu'il en dépensait dans les cabarets de Grembergen, quoiqu'il n'en gagnât pas en travaillant.

» Ce fut environ six semaines après le 24 mai 1817, qu'à la suite d'une dispute très-vive entre la cinquième accusée et Charles Claus, celui-ci, craignant l'indiscrétion d'Isabelle Roels, qui lui avait reproché l'assassinat de Maters, se rendit à la fosse où était enterré ce sergent-major : il était accompagné de la troisième et de la quatrième accusées,

et, en leur présence, il déterra le sac contenant les restes de la victime. Il fut remarqué que la toile du sac était déjà en pourriture ; mais le premier accusé, qui s'était muni d'un autre sac et d'un couperet, rassembla les débris du malheureux Maters et alla les porter à l'Escaut par un chemin appelé *Broekstraet*. En revenant, le premier accusé dit à la troisième et à la quatrième accusées qu'il avait morcelé encore ces restes et les avait jetés dans l'Escaut, ajoutant que cette s... p... de Roels ne le trahirait plus. Se méfiant sans doute aussi de l'indiscrétion des troisième et quatrième accusées, il leur fit faire serment de se taire sur ce qu'elles avaient vu.

» Malgré ces précautions, le souvenir d'aussi grands crimes persécutait surtout le premier accusé. Un jour qu'il avait beaucoup bu, et que la cinquième accusée se trouvait avec lui dans la maison où l'assassinat fut commis, il s'écria : *Je suis au désespoir de l'avoir fait : oui, je l'ai assassiné.*

» Dans d'autres instants, il disait hautement qu'il avait commis une mauvaise action, qu'il ne voyait que des spectres autour de lui et sous la table ; et pour éloigner ces visions, enfants des remords, Charles Claus chargea Isabelle Roels, présente à ces scènes, de lui acheter à Termonde une livre de chandelles, qu'il alluma, après que la cinquième accusée les avait été quérir. C'est devant ces chandelles brûlantes que le premier accusé s'agenouilla ayant les bras étendus en croix et qu'il resta prier pendant une demi-heure.

» Mais on se tromperait grandement si l'on inférait de ces marques extérieures de piété, que le premier accusé avait un repentir sincère de ses fautes ; car, aussitôt la prière finie, il prit un pistolet et sortit, sans que l'on sache précisément quel était son dessein ou ce qu'il fit pendant son absence.

» Les cris d'un homme, attaqué dans Grembergen, furent bientôt entendus ; un étranger, dépouillé et se plaignant d'avoir été maltraité, entra, en effet, un jour dans un cabaret de Grembergen ; mais les époques ne sont pas précisées, et, quoique l'étranger parût être de la commune d'Appels, les recherches faites n'ont pas suffi pour le découvrir, de sorte que la manière étrange et brusque dont le premier accusé interrompit sa prière pour sortir armé d'un pistolet, n'est rapportée ici que pour donner une idée de sa manière habituelle de se conduire.

» Ce fut pendant cette courte absence du premier accusé, que la cinquième accusée trouva, dans un coffre non fermé, la montre d'argent, les boucles de souliers que le premier accusé avait déclaré lui avoir été emportés par le sergent-major Maters. Elle y vit aussi des boucles

d'oreilles et une grande vessie à tabac, dans laquelle il y avait beaucoup d'argent en espèces.

» On vient de voir que l'assassinat de Maters n'avait pas éloigné de Charles Claus la cinquième accusée, et que, dès la nuit même du crime, la troisième accusée n'avait pas eu d'horreur de rester près de cet assassin. Depuis et le 22 octobre 1817, cette même troisième accusée épousa Charles Claus, dont le frère Jacques, ici deuxième accusé, s'était marié le 20 février 1817, avant d'entrer au service militaire.

» Pendant l'instruction, et sur les indications de la cinquième accusée, des fouilles furent faites à l'endroit où avaient été inhumés les restes du sergent-major Maters; et, à la profondeur de quatre à cinq pieds, on trouva trois os, que le chirurgien Troch, appelé au moment même, déclara être deux parties supérieures de deux *os fémoraux* et une partie supérieure de l'*os tibial* : après un examen plus exact de ces ossements, le même chirurgien déclara qu'ils appartenaient à l'espèce humaine, mais à deux individus différents; il reconnut que ces parties supérieures de fémur et de tibia étaient détachées des parties inférieures avec lesquelles elles avaient formé un tout, et il remarqua plusieurs entailles faites avec l'instrument tranchant à l'aide duquel ces os avaient été brisés; enfin, il observa que, sur le col d'un des fémurs, il se trouvait une tache noire, qui paraissait occasionnée par une brûlure.

» Cependant ces pièces de conviction donnèrent ensuite lieu à un incident qu'il faut bien rapporter ici : les troisième et quatrième accusées, s'étant imaginées que les deux premiers accusés, alors seuls détenus, ne pouvaient être punis que pour autant que des restes du sergent-major Maters leur pourraient être produits, inventèrent un moyen de faire envisager les pièces de conviction comme étrangères à cette poursuite et aux crimes qui y ont donné lieu. Elles déclarèrent donc que les ossements trouvés auraient été déposés par elles dans le lieu même où Maters avait été enterré par les assassins; et, entrant dans les détails de cette opération, les troisième et quatrième accusées indiquèrent non-seulement le charnier d'une chapelle où elles auraient été prendre ces trois os, mais elles prétendirent encore qu'elles avaient été accompagnées dans cette course par Isabelle Roels, ici cinquième accusée.

» Celle-ci nia le fait et soutint sa dénégation en présence des troisième et quatrième accusées, qui furent enfin confondues, lorsqu'on exigea de chacune d'elles et séparément de montrer le chemin qui avait été suivi soit en allant soit en revenant du charnier.

» Confondues ainsi, les troisième et quatrième accusées convinrent

qu'elles avaient concerté ensemble cette ruse, et elles avouèrent leur imposture sans pouvoir alléguer une raison plausible de cette conduite.

» Devant le juge d'instruction, le premier accusé a constamment nié les crimes dont il est accusé ; mais il est convenu que le sergent-major **Maters** était entré chez les **Claus** à **Grembergen**, le 23 mai 1817, vers neuf heures du soir.

» Le second accusé, qui avait d'abord embrassé le système d'une dénégation entière, est convenu de la plupart des circonstances de la scène horrible dans laquelle **Maters** perdit la vie ; mais il prétend n'avoir ni posé les genoux sur la poitrine du sergent-major expirant, ni pris part au dépeçement de son cadavre ; il soutient aussi n'avoir pas su ce qui est arrivé avant le moment où le crime a été commis.

» La troisième accusée a avoué également la plupart des faits ci-dessus détaillés : mais elle prétend n'avoir pas su les intentions des assassins, n'avoir pu ni prévenir le crime, ni défendre celui qui en a été la victime. Elle soutient avoir été forcée de demeurer avec le premier accusé soit dans la petite chambre immédiatement après l'assassinat, soit au moment de l'enterrement du cadavre, soit en rentrant dans la maison, soit en se couchant avec l'assassin, soit enfin, en y retournant le lendemain afin d'assister au régal pour lequel de la viande avait été achetée de l'argent volé à **Maters**.

» La quatrième accusée, qui avait à plusieurs reprises avoué ce qu'elle savait des circonstances rapportées ci-dessus, et qui s'était bornée à prétendre aussi que tout s'était passé sans qu'elle y eût pris part ou qu'elle l'eût pu prévenir en rien, finit par rétracter tout ce qu'elle avait dit antérieurement, et déclara n'avoir fait ces déclarations si circonstanciées, si multipliées et si étrangement mêlées de restrictions et de mensonges, que dans l'espoir de pouvoir s'en retourner chez elle.

» La cinquième accusée n'a guère varié dans ses déclarations ; on lui doit la connaissance de la vérité. Elle a soutenu ses dires avec fermeté et persévérance, et toujours ils ont été vérifiés lorsqu'elle eut pris le parti d'être sincère. Elle prétend n'avoir rien su d'avance des projets des assassins ; elle soutient n'avoir pu prévenir le crime, et avoir été forcée de demeurer avec ceux qui l'ont commis, et même n'avoir pu s'empêcher de participer ensuite au régal fait avec l'argent volé à **Maters**. Et, persistant dans ses déclarations par un dernier interrogatoire, elle a dit n'être demeurée qu'un instant dans la maison des **Claus** après l'assassinat commis, et n'avoir gardé le silence aussi longtemps sur cette horrible action, que parce qu'elle ignorait que le silence aurait pu la compromettre.

» En conséquence, Charles Claus, Jacques Claus, tous deux fils de Liévin, Amelbergue Michiels, épouse de Charles Claus, Marie-Grisilde Claus, fille de Liévin et épouse de Séraphin Waegenaere, et Isabelle Roels, plus amplement désignée ci-dessus, sont tous les cinq accusés de s'être rendus coupables de l'assassinat du sergent-major Maters dans la nuit du 23 au 24 mai 1817, et des vols commis à la suite de cet assassinat, soit comme auteurs, soit comme complices, pour avoir avec connaissance aidé ou assisté les auteurs ou l'auteur de ces crimes dans les faits qui les ont facilités ou préparés ou dans ceux qui les ont consommés; ou pour avoir sciemment recélé en tout ou en partie, enlevé, détourné ou obtenu les objets, effets ou argent provenus desdits crimes; ce qui constitue les crimes prévus par les articles 59, 60, 62, 295, 296, 297, 302 et 382 du code pénal.

» Sur quoi la Cour d'assises de la province de la Flandre orientale aura à prononcer.

» Fait au parquet de la Cour supérieure de justice, séant à Bruxelles, ce 2 septembre 1819.

» VAN DER FOSSE. »

V.

Pendant la lecture de l'acte d'accusation, le banc des accusés aurait pu fournir à l'observateur le sujet d'une étude fort intéressante : Charles Claus, le principal accusé, ne semblait point comprendre la gravité de la position que la calomnie lui avait faite; il assistait aux débats plutôt comme spectateur que comme auteur d'un crime capital; ses dénégations n'avaient rien de l'énergie que l'homme, injustement poursuivi, puise dans son innocence; elles étaient empreintes d'une sécheresse qui accrût les nombreuses préventions suscitées contre lui, et dont l'empire était tel, que personne ne doutât de sa culpabilité : juges, avocats, témoins le crurent coupable de l'assassinat de Maters, mais plusieurs aussi reconnurent qu'il y avait absence de preuves suffisantes pour le condamner de ce chef. — L'attitude de Jacques Claus dénotait la perplexité dans laquelle il se trouvait : après avoir, dans le cours de l'instruction, opposé à l'accusation les dénégations les plus positives, il avait stupidement répété les dires d'Isabelle Roels, et avait fini par se rétracter de nouveau. Il semblait hésiter cependant sur le parti qu'il avait à prendre devant la Cour. — Amelbergue Michiels, femme de

Charles Claus, affecta une grande assurance ; mais elle réussit difficilement à cacher le trouble intérieur auquel elle était en proie. — Marie-Grisilde Claus était tout-à-fait abattue, et portait sans cesse ses regards égarés de ses frères à la Cour. — Isabelle Roels paraissait dominer le débat : encouragée par les promesses qui lui avaient été faites, considérée avec tout l'intérêt qui s'attache ordinairement au révélateur d'un crime, elle jouissait des bénéfices du rôle qu'elle avait créé.

La lecture de l'acte d'accusation terminée, M. le procureur criminel Paradis exposa l'affaire à la Cour et présenta la liste des témoins, qui étaient au nombre de 28, parmi lesquels nous citerons : 1° le chirurgien Troch et le pharmacien Rabaut, qui avaient constaté des traces de sang sur la muraille de la chambre où Evert Maters avait été prétendument assassiné, et examiné les ossements découverts dans la fosse située près de la maison des Claus ; 2° le major Herman, commandant de la place de Termonde, qui, dominé par l'idée fixe d'avoir un crime à découvrir, s'était laissé entraîner trop loin ; 3° M. le juge d'instruction de Termonde, Eeman, dont le zèle à instruire cette affaire avait dégénéré en une sorte de passion ; et 4° les gardien et guichetiers de la maison d'arrêt de Termonde, qui avaient facilité d'une manière si étrange les relations avec le dehors des co-accusées des frères Claus.

Tous ces témoins furent interrogés avec la plus grande minutie : M. le président appuya sur toutes les parties de leurs déclarations qui pouvaient conduire à la découverte de la vérité ; mais aucun d'eux n'avait une connaissance directe du crime même qu'on imputait aux accusés : les uns répétaient les aveux et les accusations des personnes mises en cause ; les autres déposaient de circonstances accessoires qui venaient, il est vrai, à l'appui de la poursuite, mais ne pouvaient être considérées comme des preuves réelles. L'affaire avait ainsi son fondement unique dans les dires des accusés, dont le juge impartial pouvait à bon droit suspecter la moralité.

Interrogé sur les déclarations des témoins et sur les aveux faits par sa famille, Charles Claus resta constamment fidèle au système de dénégation qu'il avait adopté dès le principe. Son frère, Jacques, après avoir nié, d'abord, tous les faits que deux de ses co-accusées lui imputaient, donna plus tard des signes non équivoques de la perplexité où il se trouvait : sa belle-sœur, Amelbergue Michiels, ayant répété, par ordre de M. le président, toutes les circonstances de l'assassinat de Maters, Jacques Claus la regarda tout hébété et lui dit : « *Ma sœur, tout cela est-il bien vrai ? Mais si cela est, je ne m'en souviens pas.* » — Cette singulière réponse augmenta encore les préventions élevées contre les

accusés, préventions que ne put amoindrir la fermeté avec laquelle Marie-Grisilde Claus soutint ses rétractations : on lui opposa ses aveux précédents, desquels M. le juge d'instruction Eeman vint déposer en personne. Mais cette femme, mise en présence du juge instructeur, soutint énergiquement que ses aveux lui avaient été arrachés par des menaces et par des promesses ; qu'elle ne s'était laissé entraîner aux déclarations de culpabilité portées contre ses frères que par les instigations d'Amelbergue Michiels et d'Isabelle Roels, ainsi que par les manœuvres des magistrats de Termonde ; que le sergent-major Maters n'avait pas été assassiné, mais qu'il avait déserté emportant les habillements de Charles. La femme de Charles Claus et son ancienne maîtresse persistèrent dans leurs accusations : la première cita à l'appui des circonstances obscènes que nous passerons sous silence, et reprocha à son mari sa cruauté habituelle et les mauvais traitements auxquels elle avait été en butte. Les explications d'Isabelle furent accueillies avec la faveur dont on s'était plu à entourer une femme qui donnait à ses paroles l'accent de la vérité.

Le réquisitoire du ministère public fut tel que l'acte d'accusation l'a fait pressentir : l'assassinat de Maters, appuyé de toutes les circonstances horribles déclarées par les femmes Michiels et Roels, était évident aux yeux du procureur criminel. Il fit ressortir la concordance des nombreux détails de la cause : les objets d'équipement de Maters trouvés dans la maison de Charles Claus, les dépenses que ce dernier avait faites à l'époque que l'on assignait au crime, les taches de sang trouvées sur la muraille de la chambre où le sergent-major avait péri, la fosse creusée avant la perpétration du crime et où le sergent-major avait été enterré, etc., etc., étaient autant de preuves que le ministère public joignait aux déclarations des complices. Il insista fortement sur la culpabilité des accusés ; il fit cependant remarquer qu'Isabelle Roels avait constamment dit la vérité, et que c'était à elle que l'on devait la découverte du crime horrible dont Maters était devenu la victime. Dans le résumé de son réquisitoire, il proposa les questions à résoudre par la cour.

Malgré la position défavorable dans laquelle se trouvait la défense, et l'espèce de découragement que l'idée de l'existence d'un assassinat jetait dans la conscience des avocats, ils entreprirent courageusement la tâche qui leur était imposée.

M^e Peeters, dans une plaidoirie éloquente, savamment élaborée, fit voir que la procédure manquait de base, que le corps du délit n'existait pas, que la preuve qu'un assassinat avait été commis devait précéder celle de la culpabilité, et qu'à défaut de cette preuve, l'accusation devenait une

chimère. Il rappela aux juges les principes constants en droit sur la nécessité de l'existence du corps du délit. Les aveux et les révélations faits par les accusés ne peuvent remplacer cette preuve ; les principes admis par tous les criminalistes distingués que citait le défenseur, s'opposent à ce que le juge considère ces aveux ou révélations comme une preuve suffisante pour motiver son arrêt. Plusieurs ont rapporté les exemples des suites funestes qu'ont eues des condamnations capitales prononcées sur les simples confessions des accusés : Voet rapporte, entre autres, le jugement d'une personne qui, sur son seul aveu d'avoir tué un esclave, fut condamnée à la peine de mort et exécutée : l'esclave reparut après le supplice. Van Leeuwen cite deux exemples analogues.

Insistant sur ce point, l'avocat cita aux juges l'affaire d'un sieur de la Pivardière : Madame de Chauvelin, mariée en secondes noces avec le sieur de la Pivardière, est accusée de l'avoir fait assassiner dans son château ; deux servantes ont été témoins du meurtre, comme Amelbergue Michiels et Isabelle Roels prétendent l'avoir été de celui de Maters ; sa propre fille a entendu les cris et les dernières paroles de son père : *Mon Dieu, ayez pitié de moi !* comme la mère de Ch. Claus, lorsqu'il assassinait Maters, s'était écriée : *Charles, Charles, que faites-vous ?* L'une des servantes de la Pivardière, malade, en danger de mort, atteste Dieu, en recevant les derniers sacrements, que sa maîtresse a vu tuer son maître ; d'autres témoins ont vu les linges teints de sang. Plusieurs ont entendu le coup de fusil par lequel on a commencé l'assassinat ; la mort est avérée. Cependant, il n'y avait eu ni coup de fusil tiré, ni sang répandu, ni homme tué, et chose bien plus extraordinaire, de la Pivardière revient chez lui, il se présente aux juges de la province qui poursuivaient la vengeance de sa mort. — S'appuyant sur cette affaire, où le corps du délit manquait également : Que diriez-vous, Messieurs, s'écria le défenseur, si après avoir puni les frères Claus de mort, Evert Maters venait à reparaitre !

M^e Peeters s'attacha ensuite à réfuter les arguments que le ministère public avait tirés des révélations faites par Amelbergue Michiels et Isabelle Roels, révélations qui, selon l'accusation, prêtaient une force irréfragable aux aveux faits dans l'instruction par Jacques Claus et sa sœur. Il montra que, dans l'opinion des plus célèbres auteurs, ces révélations ne méritaient pas la moindre croyance lorsqu'elles n'étaient pas confirmées par des faits. Or, ici, disait-il, aucun fait constant ne les appuie, aucune preuve matérielle ne les corrobore.

Entrant dans le cœur de la cause, il discuta un à un tous les raison-

nements du ministère public, examina les dépositions des témoins et fit ressortir les contradictions dans lesquelles Isabelle Roels était tombée. Il démontra que le juge d'instruction avait été entraîné trop loin par un zèle irréfléchi, qu'il avait commis de graves irrégularités dans la procédure, témoin le procès-verbal des fouilles que M. Eeman avait dressé, quoiqu'il n'eût pas, au dire des témoins, assisté à l'opération. Il supplia la cour de se méfier des déclarations d'Amelbergue Michiels et d'Isabelle Roels : l'une voulait perdre son mari afin de pouvoir s'adonner librement à la débauche ; l'autre brûlait du désir de se venger de son ancien amant, qui, après l'avoir rendue mère, l'avait abandonnée. Les déclarations de ces femmes aussi naturellement expliquées, disait le défenseur, il ne reste plus dans le procès que les aveux arrachés par les menaces et les promesses faites à Jacques Claus et à sa sœur, qui ont amèrement déploré et ont solennellement rétracté les accusations portées contre leur frère.

M^e Peeters termina en rappelant les affaires de Calas, de Langlade, de Lesurque : Si les juges, dit-il, qui ont fait conduire ces malheureux au supplice, pouvaient paraître à cette audience, ils vous diraient les cuisants remords, les larmes amères que leur ont valu ces fatales condamnations.

M^e Maillard aborda également la défense des frères Claus et soutint que rien dans le procès ne démontrait la réalité du crime.

M^e De Coninck, chargé de défendre les trois femmes, s'attacha uniquement à faire voir que, dans la supposition de l'existence d'un assassinat, ses clientes n'y avaient pris aucune part.

Après avoir duré trois jours, les débats furent clos dans l'audience du 30 septembre 1819 ; après avoir fait emmener les accusés, la cour se retira pour délibérer.

La délibération fut longue : elle roula sur tous les points essentiels de la procédure, et, plus d'une fois, les cinq juges se trouvèrent en face de difficultés graves qui contrariaient les idées qu'ils avaient puisées dans les débats. Enfin, les questions furent mises aux voix et résolues de la manière suivante :

PREMIÈRE SÉRIE, 1^{re} question. — Charles Claus, ici accusé, est-il coupable d'avoir, dans la nuit du 23 au 24 mai 1817, et dans la commune de Grembergen, commis, ou, avec connaissance, aidé à commettre un homicide sur la personne du sergent-major Evert Maters, lequel homicide a été commis volontairement et avec préméditation ? — *Non, l'accusé n'est pas coupable.*

2^e question. — Jacques Claus, ici accusé, est-il coupable d'avoir,

dans la nuit du 23 au 24 mai 1817, et dans la commune de Grembergen, commis, ou, avec connaissance, aidé à commettre un homicide sur la personne du sergent-major Evert Maters, lequel homicide a été commis volontairement et avec préméditation? — *Non, l'accusé n'est pas coupable.*

3^e question. — Amelbergue Michiels, ici accusée, est-elle coupable d'avoir, avec connaissance, aidé ou assisté l'auteur ou les auteurs dudit crime dans les faits qui l'ont préparé ou facilité ou dans ceux qui l'ont consommé? — *Non, l'accusée n'est pas coupable.*

4^e question. — Marie-Grisilde Claus, ici accusée, est-elle coupable d'avoir, avec connaissance, aidé ou assisté l'auteur ou les auteurs dudit crime dans les faits qui l'ont préparé ou facilité ou dans ceux qui l'ont consommé? — *Non, l'accusée n'est pas coupable.*

5^e question. — Isabelle Roels, ici accusée, est-elle coupable d'avoir, avec connaissance, aidé ou assisté l'auteur ou les auteurs dudit crime dans les faits qui l'ont préparé ou facilité ou dans ceux qui l'ont consommé? — *Non, l'accusée n'est pas coupable.*

DEUXIÈME SÉRIE, 6^e question. — Charles Claus est-il coupable d'avoir, du 23 au 24 mai 1817, soustrait frauduleusement, ou, avec connaissance, aidé à soustraire frauduleusement, au sergent-major Maters, des effets et une somme d'environ deux cents francs, lequel vol a été commis la nuit, par deux ou plusieurs personnes, qui étaient porteurs ou dont l'une d'elles était porteur d'armes apparentes ou cachées, avec violences et usage de ces armes sur la personne dudit Maters, et a précédé, accompagné ou suivi le meurtre commis sur la personne dudit Maters? — *Non, l'accusé n'est pas coupable.*

7^e question. — Charles Claus est-il coupable d'avoir sciemment recélé tout ou partie des objets et argent provenus dudit vol? — *Oui, l'accusé est coupable d'avoir sciemment recélé les effets provenus dudit vol sans plus, lequel vol a été commis sans aucune des circonstances posées dans la précédente question.*

8^e question. — Charles Claus est-il convaincu d'avoir eu, au temps du recel, connaissance que ce vol avait été commis avec les circonstances posées ci-dessus? (Cette question n'a pas dû être soumise à la Cour.)

9^e question. — Jacques Claus est-il coupable d'avoir, du 23 au 24 mai 1817, soustrait frauduleusement, ou, avec connaissance, aidé à soustraire frauduleusement, au sergent-major Maters des effets et une somme d'environ deux cents francs, lequel vol a été commis la nuit, par deux ou plusieurs personnes, qui étaient porteurs ou dont l'une

d'elles était porteur d'armes apparentes ou cachées, avec violence et usage de ces armes sur la personne dudit Maters, et a précédé, accompagné ou suivi le meurtre commis sur la personne dudit Maters? — *Non, l'accusé n'est pas coupable.*

10^e question. — Jacques Claus est-il coupable d'avoir sciemment recélé tout ou partie des objets et argent provenus dudit vol? — *Non, l'accusé n'est pas coupable.*

11^e question. — Jacques Claus est-il convaincu d'avoir eu, au temps du recel, connaissance que ce vol avait été commis avec les circonstances posées ci-dessus? (Cette question n'a pas dû être soumise à la Cour.)

12^e question. — Amelbergue Michiels est-elle coupable d'avoir, du 23 au 24 mai 1817, soustrait frauduleusement, ou, avec connaissance, aidé à soustraire frauduleusement au sergent-major Maters, des effets et une somme d'environ deux cents francs, lequel vol a été commis la nuit, par deux ou plusieurs personnes, qui étaient porteurs ou dont l'une d'elles était porteur d'armes apparentes ou cachées, avec violences et usage de ces armes sur la personne dudit Maters, et a précédé, accompagné ou suivi le meurtre commis sur la personne dudit Maters? — *Non, l'accusée n'est pas coupable.*

13^e question. — Amelbergue Michiels est-elle convaincue d'avoir sciemment recélé tout ou partie des objets et argent provenus dudit vol? — *Non, l'accusée n'est pas coupable.*

14^e question. — Amelbergue Michiels est-elle convaincue d'avoir eu, au temps du recel, connaissance que ce vol avait été commis avec les circonstances posées ci-dessus? (Cette question n'a pas dû être soumise à la Cour.)

15^e question. — Marie-Grisilde Claus est-elle coupable d'avoir, du 23 au 24 mai 1817, soustrait frauduleusement, ou, avec connaissance, aidé à soustraire frauduleusement, au sergent-major Maters des effets et une somme d'environ deux cents francs, lequel vol a été commis la nuit, par deux ou plusieurs personnes, qui étaient porteurs ou dont l'une d'elles était porteur d'armes apparentes ou cachées, avec violences et usage de ces armes sur la personne dudit Maters et a précédé, accompagné ou suivi le meurtre commis sur la personne dudit Maters? — *Non, l'accusée n'est pas coupable.*

16^e question. — Marie-Grisilde Claus est-elle coupable d'avoir sciemment recélé tout ou partie des objets et argent provenus dudit vol? — *Non, l'accusée n'est pas coupable.*

17^e question. — Marie-Grisilde Claus est-elle convaincue d'avoir eu,

au temps du recel, connaissance que ce vol avait été commis avec les circonstances posées ci-dessus ? (Cette question n'a pas dû être soumise à la Cour.)

18^e question. — Isabelle Roels est-elle coupable d'avoir, du 23 au 24 mai 1817, soustrait frauduleusement, ou, avec connaissance, aidé à soustraire frauduleusement, au sergent-major Maters des effets et une somme d'environ deux cents francs, lequel vol a été commis la nuit, par deux ou plusieurs personnes, qui étaient porteurs ou dont l'une d'elles était porteur d'armes apparentes ou cachées, avec violences et usage de ces armes sur la personne dudit Maters, et a précédé, accompagné ou suivi le meurtre commis sur la personne dudit Maters ? — *Non, l'accusée n'est pas coupable.*

19^e question. — Isabelle Roels (*) est-elle coupable d'avoir sciemment recélé tout ou partie des objets et argent provenus dudit vol ? — *Non, l'accusée n'est pas coupable.*

20^e question. — Isabelle Roels est-elle convaincue d'avoir eu, au temps du recel, connaissance que ce vol avait été commis avec les circonstances posées ci-dessus ? (Cette question n'a pas dû être soumise à la Cour.)

La solution donnée à ces questions entraînait l'acquittement des cinq accusés sur les chefs d'assassinat et de vol. — Charles Claus seul était déclaré coupable d'avoir recélé des objets provenus d'un vol commis sur la personne de Maters ; mais les juges avaient écarté toutes les circonstances aggravantes mentionnées dans les questions.

La cour étant rentrée, l'audience fut rendue publique, et on ramena les accusés à la barre.

Vu la déclaration négative rendue à l'égard de Jacques Claus, d'Amelbergue Michiels, de Marie-Grisilde Claus et d'Isabelle Roels, M. le président prononça leur acquittement. Ils furent immédiatement mis en liberté.

M. le procureur criminel requit contre Charles Claus les peines comminées par les articles 401, 62 et 59 du code pénal et 368 du code de procédure criminelle.

L'accusé interpellé sur le point de savoir s'il avait des observations à faire contre l'application de la peine qu'on venait de requérir contre

(*) Dans la pièce originale à laquelle nous empruntons ces questions, le nom de Marie-Grisilde Claus figure aux 19^e et 20^e questions, quoique évidemment ces questions se rapportent à Isabelle Roels. C'est là une irrégularité grave que de nos temps la Cour régulatrice ne tolérerait pas dans un procès criminel.

lui, réitéra ses protestations d'innocence, et jura par le ciel et la terre qu'il n'était coupable ni de meurtre, ni de vol, ni de recel.

M. le président, après avoir consulté la Cour, prononça un arrêt qui condamna Charles Claus au maximum de la peine, c'est-à-dire, à cinq ans de prison et aux frais du procès.

Ce dénouement inattendu d'une affaire, qui avait occupé à juste titre l'attention, provoqua les plus vifs murmures dans le public ; partout on avait considéré la condamnation à mort des frères Claus comme infail-
lible ; et, à la stupéfaction générale, l'un d'eux était mis en liberté et l'autre n'encourait qu'une peine correctionnelle. Les préventions surexcitées par les motifs que nous avons déjà fait connaître, bravèrent la décision de la justice, et on n'hésita pas à la blâmer de la manière la plus amère.

A. NEUT.

(La fin à la prochaine livraison.)

LE GÉNÉRAL ULYSSE GRANT.

Avoir été officier d'abord, puis fermier, courtier en coton, collecteur de créances, vendeur à la criée; avoir échoué dans toutes ces professions faute de crédit, peut-être faute d'aptitude; avoir été marchand de cuir, quelque peu corroyeur, et sans grand succès; puis devenir président de la plus puissante république et d'une des plus vigoureuses nations du monde : cela ne peut se voir qu'aux États-Unis. Mais accepter cette étonnante fortune sans ivresse, sans enthousiasme, on pourrait dire sans ambition; à travers mille péripéties, passer tranquillement du dernier rang au premier, du cottage de Galena à la Maison-Blanche de Washington, sans en éprouver aucun étonnement : c'est ce qui s'est rarement vu aux États-Unis, et c'est ce qu'a fait le général Ulysse Grant.

Pour ceux qui ont eu l'honneur d'approcher quelquefois le général Grant, la simplicité demeure le trait frappant de cette physionomie singulière. Une attitude froide et un peu lourde qui s'anime sans effort dès qu'il convient d'agir; un silence habituel, sans affectation ni raideur, interrompu pour dire ce qu'il faut et quand il le faut, un front large avec une seule ride profonde; un regard calme et pénétrant; la bouche serrée quoique bienveillante et invariablement ornée d'un énorme cigare, tout dénote chez Grant une tranquillité énergique, une ténacité dans le bon sens absolument contraire à cette finesse sceptique ou à ce grand air que beaucoup s'imaginent devoir être nécessaire à un homme d'État. Le discours qu'il a prononcé à son avènement au pouvoir porte le même caractère : c'est le plus court et le moins emphatique que jamais président des États-Unis ait prononcé. Aucune théorie générale, aucun programme sur les questions à venir : il ne contient rien que ce qui est indispensable.

Avec aussi peu des facultés brillantes que nous aimons en Europe, le successeur de M. Johnson sera-t-il pendant toute la durée de ses fonctions à la hauteur du poste où il est appelé dans des circonstances très-difficiles? On ne peut le prévoir que par des inductions tirées de sa carrière militaire; car il n'est réellement pas encore entré sur la scène

politique proprement dite. Mais il y a des qualités inhérentes à l'homme même, qui sont capables de surmonter tous les obstacles, retranchements de l'ennemi ou résistances d'un parti adverse, et ces qualités, le nouveau président les a montrées depuis longtemps.

Né en 1822, dans un village de l'Ohio, Ulysse Grant a été élevé à l'école militaire de Westpoint. Il en sortit avec un brevet d'officier et fit la guerre du Mexique sous le général Scott, en 1847. Quoiqu'il se fût conduit bravement dans cette campagne, sa carrière n'eut rien de remarquable, et, lorsqu'après onze ans sous les drapeaux il eut obtenu le grade de capitaine, il se retira en 1854 du service militaire, pour chercher dans la vie civile une position plus lucrative. Comme beaucoup de ses compatriotes, il essaya les professions les plus diverses. Bien des gens, à Saint-Louis, nous ont dit l'avoir rencontré tantôt conduisant un chariot chargé de bois, tantôt en habits râpés, dans le cabinet d'un agent d'affaires, copiant des actes et rédigeant des exploits. Mais je ne sais quoi de lourd et de froid dans sa personne disposait peu en sa faveur, et, rebuté par toute une série d'échecs, il prit, en 1859, le parti de se retirer à Galena, dans l'Illinois, où son père et ses frères dirigeaient une fabrique de cuirs.

C'était là qu'il vivait, travaillant chaque jour de ses mains, lorsqu'en 1861 le canon du fort Sumter donna le premier signal de la guerre civile; Grant aussitôt demanda à rentrer dans l'armée de l'Union. Cette détermination ne lui fut pas dictée par le seul désir de sortir d'une position inférieure : une lettre qu'il écrivait à son père, alors absent, en fait foi. « Tout ce que j'ai appris, tout ce que je sais, disait-il, je le dois au gouvernement fédéral, qui m'a fait instruire à son école à Westpoint : il est juste que je songe à lui prouver ma reconnaissance, maintenant qu'il a besoin de serviteurs dévoués. » Sa demande de service ne fut pas accueillie; soit que son insuccès dans les affaires donnât peu de confiance dans son intelligence, soit que le souvenir de certaines difficultés de caractère pendant l'expédition mexicaine prédisposât contre lui le général Scott, il lui fut répondu de Washington qu'on n'acceptait pas ses offres, et que les cadres de l'armée régulière ne se rouvriraient pas pour lui.

Mais, à côté des troupes régulières, fortes tout au plus de cinquante mille hommes, et dont une partie appartenait au Sud, se formaient partout des régiments de volontaires; l'Ouest principalement se levait en masse, et dans chaque commune s'organisait une compagnie. Grant se fit le capitaine instructeur des citoyens de Galena. Ses talents réels, son commandement sûr furent d'autant plus remarquables, que les officiers

étaient rares dans ces parages ; le gouverneur de l'État, B. Yates, résolut d'en profiter, et l'attacha à son cabinet.

Quelques semaines plus tard, le 21^e régiment volontaire de l'Illinois vint trouver le gouverneur et lui demanda de lui nommer un colonel : « Je ne puis vous en donner un meilleur que celui-ci, » répondit Yates, en montrant un homme qui écrivait dans un coin sur une petite table. Cet homme était Ulysse Grant.

Au commencement de juin 1861, le nouveau colonel partit avec ses hommes pour le Missouri, théâtre depuis longtemps déjà d'une guerre civile de district à district. Il y avait alors une telle pénurie de chefs militaires, que, sur sa seule réputation d'ancien élève de Westpoint, Grant eut à remplir les fonctions de général de brigade. Toujours ponctuel et exact, agissant toujours avec à-propos, ses chefs ne tardèrent pas à lui en conférer le grade, et le général Frémont, qui alors commandait à Saint-Louis, s'empressa de lui confier le poste le plus périlleux de tout le pays soumis à ses ordres : c'était la ville de Cairo, au confluent du Mississippi et de l'Ohio.

Ces deux rivières sont, comme on le sait, les deux grandes voies de communication des États du sud-ouest. Le Mississippi débouche à la Nouvelle-Orléans, le principal arsenal de l'insurrection ; et, bien que le Kentucky se fût déclaré neutre au début de la guerre civile, l'Ohio, qui en borde la frontière septentrionale, était évidemment la barrière stratégique que la Confédération se proposait d'atteindre et de défendre. Cairo était donc un point d'une importance capitale, et Grant avait l'ordre de s'y maintenir sans songer à se porter en avant. Néanmoins, arrivé sur les lieux le 2 septembre, dès le 5 il prenait l'offensive. Était-ce de sa part insubordination ou désir de commencer par une action d'éclat à jouer un rôle plus important ? Non, c'était plutôt le résultat d'une disposition qu'il a toujours montrée à profiter des occasions favorables, à être hardi quand la hardiesse était à propos, et l'action, cette fois, était indiquée par le bon sens.

Les Confédérés, sous les ordres de Polk, un ancien évêque anglican qui avait échangé sa mitre contre le képi de général, venaient de pénétrer sur le territoire neutre du Kentucky. Un de leurs corps d'armée s'était établi à Paducah, au-dessous de Cairo, avec l'intention probable de se porter sur l'Ohio, en amont de cette ville, et de rendre ainsi inutile la position que défendait Grant. Celui-ci aussitôt envoie un télégramme au général Frémont : « A moins d'ordres contraires, dit-il, je marche demain sur Paducah. » Et il part, met les Confédérés en fuite presque sans coup férir, installe dans la place une forte garnison, rallie

les habitants à la cause du Nord par une proclamation pleine de modération, puis retourne à Cairo, où il trouve la permission « d'agir avec prudence, » que lui avait expédiée son général en chef.

Force lui fut cependant de rester inactif après ce premier succès ; ce fut seulement au mois de novembre qu'il reçut l'ordre de faire une démonstration sur les bords du Mississipi, vers les frontières de l'Arkansas et au-dessous de Cairo, pour empêcher Polk, qui occupait alors Columbus, sur la rive gauche de la rivière, de s'établir sur la rive droite. Or, c'était justement ce que venait de faire celui-ci. Il était en train de construire en face de Columbus, à une petite ville nommée Belmont, un camp retranché qui lui permettait de passer, à son gré, d'un bord à l'autre. Grant part de Cairo, le 7 novembre, à 2 heures du matin ; il débarque un peu au-dessus de Belmont, laisse un bataillon pour veiller sur ses bateaux, et marche avec le reste sur la place. L'attaque est vive, mais faite en désordre ; car les troupes, de part et d'autre, étaient encore absolument indisciplinées et une partie des hommes de Grant n'avaient reçu leurs armes que cinq jours auparavant. Tout le courage du général, qui eut son cheval tué sous lui, ne fut pas de trop pour ramener cette espèce de horde au combat, pour la soutenir jusqu'à ce que le camp ennemi fût emporté et deux mille cinq cents Confédérés jetés à la rivière. Alors Grant et son état-major durent, de leurs mains, mettre le feu aux ouvrages et aux magasins. Les soldats, dit un rapport officiel, se conduisirent comme des collégiens ; une partie des colonels commençait à prononcer des discours sur la victoire. La retraite faillit être désastreuse. Polk n'avait pas été oisif et avait, au premier coup de feu, débarqué plusieurs régiments entre Belmont et l'endroit où il supposait que Grant avait laissé ses bateaux. « Nous sommes coupés, vint-on dire au général unioniste, » et déjà il pouvait voir une partie de ses miliciens jeter leurs fusils. « Eh bien, répondit-il froidement, coupons-les à notre tour ! » Et, marchant en tête, il attaque si brusquement ceux qui lui barraient la route, qu'il les sépare en deux. L'embarquement fut difficile : personne ne savait rester à son poste ; le général fut obligé d'aider lui-même à porter les blessés à bord. Il y monta le dernier.

Telles étaient les premières rencontres de ces armées de l'Ouest ; les chefs devaient y être prêts à tout, porter souvent leurs ordres eux-mêmes, être à eux seuls tout leur état-major, sans jamais perdre de vue l'ensemble du combat. Peu d'officiers y ont excellé autant que Grant, car peu ont possédé à ce point deux qualités qui ne se rencontrent pas souvent ensemble, l'ordre et la hardiesse. Un jour, il attaquait le fort

Donelson, sur le Mississippi : il s'était avancé, comptant être soutenu par la flottille fédérale qui descendait le fleuve ; mais la flottille est battue et Grant se trouve isolé, sans vivres, presque sans cartouches. Survient une furieuse attaque de l'ennemi, qui le croit démoralisé : « Qu'est-ce que ces hommes ont donc dans leurs sacs ? » dit le général en voyant la démarche lourde des troupes du Sud ; il se fait amener un prisonnier, ouvre son sac et y trouve des vivres pour trois jours. « Allons, dit-il avec calme, ils sont aussi malades que nous, puisqu'ils veulent percer nos lignes et s'échapper. » Aussitôt, prenant l'offensive, il lance ses troupes à l'assaut du fort et s'en empare après une heure de combat. Il avait découvert que dans ces luttes entre deux corps également disciplinés, tous deux épuisés bien vite, l'avantage reste toujours à celui qui, à un moment donné, se jette le plus hardiment sur l'autre : toutes ses victoires dans l'Ouest, et elles sont nombreuses, ont été dues à une attaque brutale au moment où il voyait paraître chez ses hommes les premiers signes de fatigue.

La plus importante affaire de toute cette campagne, ou plutôt de cette série de campagnes, fut la bataille de Pittsburg, le 6 avril 1862. Ce fut la première fois que Grant se trouva, avec une armée considérable, avoir à tenir tête à des adversaires dignes de lui. Nous ne pouvons ici en raconter les détails. Grand et Sherman y firent des prodiges de courage, et dès lors s'établit entre eux cette amitié au-dessus de tout revers et de tout succès, presque légendaire déjà en Amérique, et qui n'est pas une des moindres gloires de l'un et de l'autre. Pittsburg fut-il une défaite ou une victoire ? C'est encore contesté. Les troupes du Nord, chassées de leur camp le premier jour, virent le lendemain l'ennemi leur abandonner le champ de bataille, et se retirer précipitamment. Il emportait avec lui le corps de son jeune chef, le général Albert Johnson, si brillant et si tenace, et que les exploits de son successeur, le général de Beauregard, n'ont pu faire oublier. Souvent, à Washington, dans ces soirées intimes où le général Grant recevait avec ses amis quelques étrangers admis par faveur, nous l'avons entendu rendre hommage à Albert Johnson ; c'étaient, avec le général Lee, les deux chefs confédérés dont il parlait le plus volontiers ; à celui-ci il devait sa dernière victoire, à celui-là son premier échec, et peut-être lui accordait-il la préférence ; il y avait toujours dans sa voix quelque chose d'ému quand il prononçait son nom. Combien ces réunions étaient intéressantes ! Dans ce salon très-modeste se trouvaient tous les hommes illustres de la guerre : Sheridan, dont la verve irlandaise rappelait la bonne humeur du soldat français ; Sherman, esprit vif, naïf

parfois ; le colonel Bodeau, français d'origine, homme du monde accompli. Les autres, simples et froids dans leurs uniformes noirs, n'avaient de militaire que cette loyauté d'allures qui semble être la récompense du courage. Rien de cette élégante désinvolture que l'armée conserve, chez nous, de ses traditions aristocratiques : on citait toujours le citoyen et le puritain sous l'habit de l'officier. On nous a dit que, dans ces batailles américaines, les blessés ne proféraient pas une plainte, les morts gardaient sur leur visage une étonnante impassibilité ; tels étaient bien les généraux qui convenaient à de pareilles troupes.

La bataille de Pittsburg ne fut pas appréciée comme elle méritait de l'être : l'opinion publique se tournait avec anxiété d'un autre côté. C'était le moment des grands échecs de la cause du Nord sur les rives du Potomac, des déplorables hésitations de Mac Clellan en Virginie, des splendides manœuvres du général confédéré Jackson, « le mur de pierre, » de la seconde bataille de Bulls-Run. Le président Lincoln voyait avec d'inexprimables angoisses le drapeau de l'esclavage flotter sur les faubourgs même de Washington ; avec sa grandeur de héros et de chrétien, il se retranchait dans le droit au moment où la force paraissait l'abandonner, il lançait la fameuse proclamation qui émancipait les esclaves, et rendait impossible toute transaction déshonorante ou toute retraite honteuse. Pendant ce temps, les armées de l'Ouest restaient à peu près inactives : on avait appelé à Washington tout ce dont on pouvait disposer.

Grant avait alors, sur la rive droite du Mississippi, un commandement peu important : il s'en contentait, sans chercher à se prévaloir de ses services antérieurs. « Son extrême simplicité, dit son historien et son ami, le colonel Bodeau, étonnait les officiers qui étaient sous ses ordres, aussi bien que ses supérieurs. Ils voyaient en lui un homme bon et ordinaire, qui avait bien réussi dans deux ou trois affaires, et que par conséquent on devait conserver ; mais ils jugeaient inutile de le consulter, ou imprudent de trop compter sur lui. Ses inférieurs étaient très-disposés à agir sans son agrément, comptant bien que leurs succès les absoudraient aux yeux d'un chef aussi médiocre. »

Cette impression ne devait pas être de longue durée. Grant allait y répondre par un coup de génie : le siège et la prise de Vicksburg, place jugée imprenable, et au moyen de laquelle les Confédérés commandaient tout le cours du Mississippi. Rien ne peint mieux le caractère du nouveau président que le récit de cette grande entreprise : il la conçoit avec une lenteur qui tenait peut-être à l'énergie dont il se

sentait capable pour l'exécuter. Il ne recule pas devant un travail cyclopéen, qui consiste à détourner le lit du plus grand fleuve connu ; puis, négligeant d'en profiter, il trouve une combinaison plus hardie et surprend la fortune par un mouvement d'une rapidité extrême. Le pays entier fut dans l'admiration. Il avait besoin de ce spectacle pour ranimer son courage. De nouveaux désastres avaient partout ailleurs atteint le drapeau fédéral : l'émeute sévissait à New-York ; Rosencranz venait d'être battu à Chickamanga, et le général sudiste, Braxton Braggs, eût pu séparer l'armée de l'Ouest de celle de Washington, s'il eût su profiter de ses succès, au lieu de s'arrêter à Chattanooga, à bloquer le général Thomas dans ses retranchements.

Le vainqueur de Vicksburg reçut immédiatement l'ordre de se porter sur Chattanooga. On sait comment, après deux grandes batailles, il refoula Braggs vers le sud. Il devenait alors l'homme indiqué pour prendre le commandement général de cette terrible guerre, et le président Lincoln le comprit ; il prévint l'opinion publique, en rétablissant pour lui un grade inconnu depuis Washington, celui de lieutenant-général de toutes les armées fédérales ; elles comptaient alors près d'un million d'hommes. Grant reçut à Chattanooga la nouvelle de sa nomination. C'était le soir, et il avait l'ordre de partir le lendemain matin, seul, pour Washington. Sa première pensée ne fut ni d'orgueil, ni de joie : il songea à son amitié pour Sherman, et craignit peut-être, en froissant un tel ami, de perdre plus encore qu'il ne gagnait en devenant le chef de tout un peuple en armes. Il veut voir Sherman ; mais celui-ci est au loin, retenu par son service ; alors il lui écrit la lettre suivante :

Cher Sherman,

Le bill qui rétablit le grade de lieutenant-général a été adopté par les Chambres, et mon nom a été proposé au Sénat pour en être le titulaire.

Je reçois l'ordre de me rendre immédiatement à Washington, ce qui indique, ou semble indiquer l'agrément du Sénat. Je pars demain de bonne heure pour obéir à cet ordre.

Si j'ai eu, dans toute cette guerre, un bonheur extrême, et la chance de gagner la confiance du peuple, personne ne sait autant que moi la part qui en revient à l'énergie, à l'habileté et à l'entente de tous ceux que j'ai eu la bonne fortune d'avoir sous mes ordres.

Il y a un grand nombre d'officiers à qui ces remarques peuvent s'appliquer plus ou moins, et dont la bravoure est à toute épreuve ; mais ce que je tiens à faire, c'est à vous exprimer ma reconnaissance, à vous et à Mac Pherson, comme aux deux hommes à qui je me sens redevable de tout ce que j'ai fait de bien.

Vous savez combien vos avis et votre assistance m'ont apporté de force. Ce

que m'a valu votre habileté à exécuter tout ce qui vous a été confié, c'est ce que moi seul je puis savoir.

J'éprouve toute la gratitude que cette lettre voudrait vous exprimer ; interprétez-la dans ce sens. — J'use du mot *vous* au pluriel, car tout cela s'applique aussi à Mac Pherson. Je voudrais lui écrire et je le ferai prochainement. Mais, partant demain de bonne heure, je n'en aurai pas le temps ce soir.

Votre ami,
ULYSSE GRANT.

Sherman répondit :

Mon cher Grant,

Vous êtes injuste envers vous-même et vous nous faites trop d'honneur en nous assignant une si forte part dans les succès qui vous ont conduit au grade que vous occupez. Vous voilà le successeur légitime de Washington : c'est un poste d'une élévation bien dangereuse : mais, si vous pouvez y rester vous-même, être toujours simple, honnête et sans ambition, vous recueillerez pour votre vie entière le respect et la tendresse de vos amis ; vous jouirez des hommages de tant de citoyens qui vous devront, pour eux et leurs descendants, la conservation des lois et d'un gouvernement stable.

Qu'on rapproche ces deux lettres de la dernière proclamation du président Lincoln, et qu'on vienne railler encore ce qu'on appelle la vulgarité des hommes d'État américains !

Lorsque Grant arriva à Washington, son nom écrit sur sa malle le fit reconnaître à l'hôtel où il descendit. Aussitôt une foule immense l'entoure : on l'acclame, on le porte presque en triomphe, on l'escorte jusqu'à la Maison-Blanche ; Lincoln, en présence de tous les ministres, lui remet sa commission de lieutenant-général : « Cette haute marque de faveur, lui dit-il, vous impose des devoirs que vous comprenez : la nation a confiance en vous, et, avec l'aide de Dieu, elle vous soutiendra jusqu'au bout. » — « J'accepte ce commandement, répondit Grant, plein de reconnaissance pour l'honneur qu'il me confère. Avec l'aide des armées qui ont combattu si bravement pour notre cause, je tâcherai de ne pas être au-dessous de ce que vous attendez de moi. Je sens tout le poids de la responsabilité qui m'incombe, et, si je réussis, je sais que ce sera grâce à mes soldats, grâce surtout à la Providence qui soutient chaque homme comme elle dirige les nations. »

Ici commence pour Grant une nouvelle carrière. Ce n'est pas seulement son grade éminent et l'attente générale dont il va lui falloir porter la responsabilité : tous les échecs, toutes les fautes de ses prédécesseurs viennent retomber sur lui, et c'est sur le même champ de bataille qu'il lui faudra les réparer. L'opinion publique, en effet, exige qu'il venge le

drapeau fédéral en Virginie, aux lieux où Mac-Clellan, Pope et tant d'autres ont laissé leur réputation et leurs armées. Le sol sur lequel il va s'engager est encombré des tombes fédérales. En face de lui est un homme que rien jusqu'alors n'a pu vaincre, ni les armes, ni le découragement dont les partisans du Sud ressentaient déjà les premières atteintes, ni les embarras que l'administration jalouse et arbitraire de M. Jefferson Davis ne cessait de lui susciter. Cet homme est le général Lee. Sous ces ordres, une armée aguerrie avait, depuis plusieurs années, manœuvré de victoire en victoire sur un terrain connu, et toute cette partie de la Virginie était une immense forteresse où d'imposants remparts naturels avaient été complétés par des travaux d'art.

La dernière année de la guerre d'Amérique a été racontée si souvent ; elle présente, au point de vue militaire, des faits si spéciaux et si importants, que nous n'oserions pas nous hasarder à la décrire. Notre but d'ailleurs n'est pas de suivre pas à pas le général Grant dans toutes ses marches. C'est l'homme politique, ou plutôt, c'est l'homme lui-même, que nous cherchons à connaître dans le général ; et nous ne relatons ici que les incidents où son caractère s'est révélé tout entier et sous un jour nouveau.

Il faut se reporter peut-être aux grandes luttes des Barbares pour trouver un épisode aussi sanglant que Spottsylvania. C'est un plateau élevé qui s'étend au sud de Richmond. Grant avait résolu de s'y établir et de séparer ainsi le pays confédéré de sa capitale. Mais son infatigable rival l'y avait prévenu, et quand, après une longue marche de nuit, Grant arriva, le 8 mai 1864, au pied de la montagne, il l'y trouva déjà fortement retranché. Sans délai, il ordonne le combat. C'était moins une bataille qu'un long assaut, une course pénible sur une pente abrupte que couronnait une défense formidable. Plus de dix fois les troupes retombent épuisées ; mais à chaque régiment qui recule en succède un autre qui s'élance ; Grant veut frapper, frapper toujours ce perpétuel coup de marteau (*perpetual hammering*), dont il avait si souvent fait l'épreuve.

Douze jours entiers, les flancs de ces collines et les vallées environnantes sont ensanglantés par d'inutiles efforts. « On n'y peut plus tenir, général, » dit un jour à Grant un de ses officiers.

— Nous y resterons tout l'été, répondit celui-ci.

Il avait écrit dans les mêmes termes à Washington.

C'était pourtant trop présumer ; il fallut battre en retraite, et l'armée s'éloigna avec horreur de ce champ de carnage, dont le sol, hérissé de tombes, effraie encore aujourd'hui le voyageur qui le traverse.

La guerre a ses heures sombres. Il semble qu'une obstination féroce se fût emparée à ce moment du général en chef. Le système des attaques violentes, auquel il avait dû ses succès dans l'Ouest, il le continuait ici de revers en revers, comme si son intelligence, qu'on avait souvent accusée d'être lente, fût devenue obtuse sous l'étreinte de la colère. Cet homme, que Sherman appelait honnête et simple, paraissait ne plus compter pour rien la vie de ses soldats. Il s'acharnait contre des pentes infranchissables où un ennemi qu'il avait cru terrassé se relevait, déchiré, mais indomptable, pour lui porter à lui-même des coups mortels. Le 3 juin, quinze jours à peine après Spottsylvania, après plusieurs marches qu'un stratège seul peut décrire, Grant se retrouve à Cold-Harbour en face de Lee, campé encore une fois sur la crête de la montagne. A l'aurore, les fédéraux se précipitent dans un assaut général; comme à Spottsylvania, ils sont refoulés dans la vallée avec des pertes énormes. Il est midi : Grant donne durement l'ordre d'un nouveau combat. Ses aides de camp partent au galop, s'abouchent rapidement avec les chefs des différents corps; ceux-ci commandent en quelques mots à leurs officiers; l'ordre arrive, bref et précis, aux sous-officiers, puis aux soldats; mais les soldats ne bougent pas; ils restent impassibles, ne murmurent pas, ne songent pas à fuir, ne s'éloignent même pas des lignes que les boulets confédérés percent encore; mais, en silence et en ordre, ils rappellent au général qu'eux, du moins, ont conservé leur sang-froid, et que le citoyen d'un pays libre pourrait encore apparaître sous le soldat.

Des témoins oculaires qui nous ont raconté cette scène étaient encore sous le coup de la stupeur qu'elle leur avait causée.

Que se passa-t-il alors dans l'âme de Grant ?

De pareils caractères ne racontent pas leurs impressions, ils les prouvent. Ramenant immédiatement son armée devant Pétersbourg, au sud de Richmond, il commence une guerre toute nouvelle. Il n'expose plus un homme inutilement; il ne frappe plus un coup incertain; il sillonne de circonvallations et de tranchées une contrée entière. On dirait Wallenstein à Nuremberg, ou quelque capitaine du dix-septième siècle. Il hisse à grand'peine une artillerie monstrueuse sur des ouvrages énormes. C'est ainsi qu'il avance pas à pas, ou plutôt il attend froidement, cruellement, que les privations, la misère, le découragement, les exploits de Sherman qui remonte de Savannah vers le Nord, toutes les douleurs d'une cause qui succombe, aient abattu le général Lee. Il faut lire dans les historiens militaires le récit de cette campagne. Pourquoi ne pas le dire? toutes les sympathies du lecteur sont

pour ce vieux guerrier qui prêtait tant d'héroïsme à une mauvaise cause, qui, avec un débris d'armée, tenait tête à tout le monde, qui luttait encore quand ses soldats affamés laissaient tomber leurs fusils de faiblesse, et, lorsqu'il fallut se rendre, qui les consolait à travers ses propres larmes : « Allons, mes amis, leur disait-il, allons, nous avons combattu bien longtemps ensemble ; j'ai fait ce que j'ai pu... » Il lui fut impossible d'en dire davantage.

Grant sut voiler la joie de son triomphe, et accueillir avec une noble tristesse une infortune plus noble encore. Ce fut le 9 avril 1865, dans une petite maison à Appotomax, que Lee signa sa reddition. Il n'avait avec lui qu'un seul officier ; Grant avait cinq ou six généraux de son état-major. Grant dictait ses conditions, Lee les acceptait ou les mettait par écrit ; personne ne disait un mot. Les hommes se rendaient à discrétion. Les officiers étaient laissés libres sur parole et pouvaient retourner chez eux, à la seule condition d'être soumis aux lois. Les armes et les bagages devenaient la propriété du gouvernement fédéral. Lee signa tout en silence : alors Grant prit la plume et inscrivit que les officiers conserveraient leurs armes, leurs chevaux et leurs bagages. Lee demanda ce que deviendraient les chevaux de la cavalerie confédérée, dont la plupart appartenaient à leurs cavaliers. « Ils sont au gouvernement, » dit Grant. — Lee ne répondit rien. « Ne changeons pas le traité, reprit Grant : mais que chaque homme emmène son cheval, il en aura besoin pour cultiver sa petite ferme. » Lee remercia silencieusement, et ils se séparèrent. La guerre civile était terminée.

Pas entièrement, toutefois : il lui fallait faire encore une victime, la plus grande peut-être, la plus noble de toutes celles qui succombèrent. Le 14 avril, M. Lincoln fut assassiné à Washington ; le général Grant, arrivé la veille, ne l'avait vu qu'un jour. Il était reparti le soir pour aller embrasser ses enfants.

Et c'est à M. Lincoln qu'il a succédé ; car le pouvoir de M. Johnson, violent, brouillon et inconséquent, n'a été qu'un incident, trop long, il est vrai, à cause des embarras qu'il a créés, mais un incident fortuit dans l'histoire américaine. Grant a hérité de la tâche difficile à laquelle son grand prédécesseur se sentait à peine capable de suffire : assurer les conséquences morales de la victoire du Nord, panser les blessures du Sud, repousser les lâches vengeances, ménager les ressentiments trop légitimes. Comment lui-même suffira-t-il à cette tâche ? C'est ce que l'avenir nous apprendra.

G. DE CHABROL. (1)

(1) *Le Français.*

UN CONTE ET DEUX LÉGENDES (*).

LES ZÉROS ET LES UNITÉS.

Il était une fois un puissant roi, qui, pour relever encore aux yeux de ses sujets le prestige de sa couronne, se faisait appeler *Sceptre de Dieu*, ce qui devait signifier qu'il était le véritable représentant de l'autorité divine dans son royaume.

Ce n'était pas, toutefois, par piété qu'il se faisait appeler ainsi : il aurait volontiers pris un autre titre. Au lieu de n'être que le sceptre, il eût de beaucoup mieux aimé être la main, le bras qui le tenait. Il eût préféré s'appeler Dieu tout court ; mais ce n'était plus le temps du règne des dieux.

Cependant l'autel qu'il n'osait se faire élever par son peuple, il se l'était dressé dans son cœur. Là, il se rendait à lui-même un culte fervent. Il s'abîmait dans la contemplation de ses hautes qualités et des grandes actions qu'il avait faites ou qui s'étaient faites en son nom. Il s'enivrait des fumées de l'encensoir qu'il balançait devant sa propre face.

Un soir, dans son cabinet, à la lumière de vingt lampes d'or, il récapitulait les grandes choses qui avaient marqué sa journée de roi, et, pour chacune de celles qui se présentaient à sa mémoire, il traçait avec un stylet le chiffre 1 sur ses tablettes :

Bataille gagnée sur mon cousin du Nord.

Traité de commerce conclu avec mon frère du Midi.

Posé la première pierre d'un palais.

Promulgué une loi somptuaire.

Aboli un ancien impôt.

(*) Sous ce titre, nous publions trois pièces, empruntées à un recueil intitulé *Sous le manteau de la cheminée*, et qui doit paraître très-prochainement en même temps à Paris et à Bruxelles. Les lecteurs de la *Revue Générale* nous sauront gré, pensons-nous, de leur offrir cette primeur.

(Note de la rédaction.)

Décrété l'ouverture d'un canal.

» le dessèchement d'un marais.

» le barrage d'un fleuve.

Etc., etc. »

Et il alignait les chiffres 1, non pas l'un au dessous de l'autre, ce qui n'aurait abouti, en somme, qu'à une simple addition, mais les uns à côté des autres, ce qui les multipliait de la façon que chacun sait.

A cette manière de calculer, il avait trouvé deux bonnes raisons :

Pour un homme ordinaire, se disait-il, il est certain que 1 et 1 font 2 et 1 font 3 ; mais c'est bien le moins que pour moi, qui suis tout le contraire d'un homme ordinaire, 1 et 1 fassent 11 et ainsi de suite. D'ailleurs un roi n'est jamais un homme comme un autre : c'est un homme multiplié par autant d'hommes qu'il compte de sujets, puisque chacune de ses actions intéresse le sort de chacun d'eux. A ce compte-là, je puis être encore, dans mes calculs, fort au dessous du vrai total.

Il avait donc aligné ses 1, et il venait de les compter, ce qui lui donnait une assez belle somme de mérites pour une seule journée :

1,111,111,111,

Et il était assez content de lui-même, lorsqu'il lui sembla tout-à-coup voir comme l'ombre d'un doigt passer sur sa rangée de chiffres et les effacer.

Stupéfait, il se retourna ; mais il n'y avait personne ni derrière lui, ni à côté de lui, ni devant lui.

Et pourtant les chiffres avaient disparu.

Quoique troublé par le prodige, il les traça de nouveau.

De nouveau l'apparence d'un doigt s'étendit sur les tablettes, effaçant les chiffres 1, et y substitua instantanément, par une sorte de pouvoir magique, un nombre égal de zéros.

— Que signifie ceci ? dit le prince, se levant.

Et agité tout à la fois par l'étonnement, la colère et une sorte de terreur que son orgueil cherchait vainement à vaincre, il promenait autour de lui des regards troublés.

— Cela signifie, dit une voix, qui sortait il ne savait d'où et pourtant retentissait comme un clairon à ses oreilles, cela signifie, ô roi, que ces actions, dont tu faisais si fièrement le compte, se réduisent, en réalité, au total tracé là sous tes yeux :

0,000,000,000.

— Audacieux, dit le monarque, d'une voix qu'il cherchait à raffermir, qui es-tu pour oser me parler ainsi ?

— Qui es-tu toi-même pour le prendre si haut ? reprit la voix. Moi, je suis.... Mais qu'importe ? qu'il te suffise de savoir que les êtres de mon espèce ne font pas de différence entre un roi et un sujet.

— Esprit, reprit le monarque d'une voix moins superbe, je ne t'avais pas connu. Excuse-moi, et éclaire-moi. Que signifie ce que tu viens de dire et de faire ?

— Je t'en donnerai la clef, dit l'Esprit. Demain, dès le point du jour, sois à ta fenêtre. Regarde ce que fera le pauvre artisan qui demeure en face de ton palais, et inscris sur tes tablettes, comme tu le faisais tout-à-l'heure pour toi-même, chacune des actions méritoires qu'il accomplira. Pour les autres sans valeur, tu traceras un zéro.

Le lendemain, avant l'heure fixée, le monarque était à son poste d'observation. Il avait résolu d'y passer toute la journée, et ses gens étaient avertis qu'il y prendrait même ses repas ; car il ne voulait pas perdre de vue celui de qui devait lui venir l'explication du mystère.

Le premier rayon du soleil tombait sur le toit de l'artisan quand celui-ci ouvrit sa porte. Jamais, auparavant, le monarque n'avait fait attention à lui. Le pauvre homme s'avança sur le seuil ; ses regards se portèrent du côté du soleil, sa main s'appuya sur son cœur et ses lèvres semblèrent remuer. Il resta ainsi quelque temps immobile, puis il s'assit sur un banc de bois, à l'entrée de sa demeure.

Le monarque prit son stylet et traça sur les tablettes un zéro.

Le pauvre homme s'était mis à rêver et sa rêverie dura longtemps. Ce jour-là était un jour de fête, par conséquent de repos, et l'artisan semblait n'avoir rien de mieux à faire que de laisser ainsi couler le temps.

— Une rêverie n'est pas un acte méritoire. Encore un zéro, se dit le roi.

Peu de temps après parut sur le seuil la jeune femme de l'artisan, apportant le déjeuner de son mari. Elle s'assit à ses côtés sur le banc et ils firent ensemble leur frugal repas. L'homme mangeait de grand appétit, causait gaîment avec sa femme, la regardait tendrement, et enfin, se croyant sans témoins, il lui passa un bras autour du cou et mit sur sa joue un baiser. Alors la femme se leva et rentra dans la maison.

— Ou je ne m'y connais point, se dit le roi, ou ce ne sont pas là des actes bien méritoires. Manger avec appétit quand on a faim, causer

gaiement quand on a une jeune femme et l'embrasser quand elle est belle, autant de zéros, à mon avis.

Et il en mit trois.

Peu après la femme reparut : elle tenait par la main une petite fille et dans ses bras un gros nourrisson. Pendant que la mère allaitait celui-ci, le père se mit à caresser sa fille, et, après sa fille, le marmot, quand il eut fini de prendre sa nourriture. Il allait ainsi de l'un à l'autre, du garçon à la fille et de la fille au garçon, les faisant tour-à-tour sauter sur ses genoux; et le jeu dura longtemps, si longtemps que le roi, ennuyé de le voir se prolonger outre mesure, éprouva comme un sentiment d'irritation satisfaite en le marquant d'un nouveau zéro.

L'amour paternel est chose excellente, sans doute, se dit-il, mais naturelle, et par conséquent sans mérite.

Tandis qu'il pensait cela, l'homme avait tiré de sa poche une petite pipe, et, l'ayant soigneusement bourrée de feuilles d'un méchant tabac, il se mit à battre le briquet. L'étincelle jaillit, l'amadou prit feu, la pipe fut allumée et la fumée s'échappa par bouffées régulières des lèvres de notre homme, qui bientôt parut plongé dans une sorte de demi-somnolence.

Sur ces entrefaites, midi sonna, et la femme se montra de nouveau sur le seuil. Elle dit deux mots à son mari, qui se leva, secoua les cendres de sa pipe et rentra avec elle dans l'intérieur de la maison. Le roi crut un moment qu'il allait le perdre de vue, mais non : une fenêtre fut ouverte; devant cette fenêtre était une table, et à cette table s'assirent le père, la mère et l'aînée des enfants. Et le roi, qui avait de bons yeux, put, à distance, voir ce qui se passait dans le modeste logis, tout comme s'il eût été l'un des convives.

On y mangeait, buvait, causait, riait, comme on l'avait fait le matin sur le banc, et tantôt le mari à sa femme, tantôt le père à sa fille, donnait de petites tapes d'amitié. Le roi n'entendait point ce qui se disait; mais, à l'expression des visages, mais aux gestes, il était évident qu'on ne faisait pas mauvais ménage dans la demeure du pauvre homme.

— Tout cela est fort bien, sans doute, se disait le roi; mais de mérite, je n'y en vois point. C'est encore une fois manger, boire et rire, et, dès que le goût y est, où pourrait être la vertu?

Le dîner fut vite terminé : on ne faisait pas là chère royale, et je m'étonne presque, quand j'y pense, que le monarque dans cette sobriété ne s'imaginât pas voir un mérite, tant les riches, d'ordinaire, se font une étrange idée du sort des pauvres : témoin cette dame à qui l'un d'eux se plaignait de manquer de pain, et qui lui conseillait d'ache-

ter des brioches; témoin ce riche philanthrope qui avait établi le compte de ce qu'il fallait à un ouvrier père de famille pour vivre confortablement : tant pour le loyer, tant pour le chauffage, tant pour le blanchissage, tant pour le vêtement, et qui trouvait encore sur le salaire de quoi subvenir largement aux inévitables frais des petits verres et de la pipe, ayant oublié dans ses calculs ce qu'il fallait pour le manger.

Mais tout ceci ne regarde pas l'histoire de notre roi, du temps duquel on ne connaissait pas même de nom les philanthropes dont notre siècle est si fier.

L'après-dînée de l'artisan se passa à peu près comme la matinée. On revint s'asseoir sur le banc, on causa, on rit de nouveau. De nouveau on fuma, on rêva, on se laissa aller à une demi-somnolence béate. Un camarade s'arrêta en passant, puis un deuxième. On devisa ensemble quelques instants, on échangea de joyeux propos, puis de cordiales poignées de mains, et l'on se quitta. Alors le père et la mère tenant, l'une le marmot dans ses bras, l'autre sa fille par la main, sortirent de la maison et vinrent se promener sur la place qui s'étendait sous les fenêtres du palais. Enfin, comme le jour tombait, le roi les vit rentrer chez eux, s'asseoir une dernière fois à la table frugale, et, le souper terminé, quitter la chambre en s'éclairant d'une petite lampe, dont la lueur apparut un instant après à une lucarne percée sous le toit. Bientôt la lumière s'éteignit. La journée de l'artisan était finie, et, en faisant le compte des actions qui l'avaient marquée, le monarque n'avait eu à inscrire que des zéros.

Voilà, certes, une journée bien employée, pensait-il, et je ne vois pas trop comment les zéros de ce manant peuvent expliquer ceux dont l'Esprit a prétendu marquer mes actions d'hier; car moi, du moins, j'avais agi, et j'avais agi en roi, en grand roi. Mais qu'a-t-il fait, ce misérable ? rien, pas l'ombre de rien. Encore, s'il avait travaillé ! Et quand bien même il l'aurait fait, où eût été le mérite ? Il aurait obéi tout simplement à une nécessité de sa position, puisque sans le travail il ne peut vivre, pas plus qu'il ne le peut sans respirer.

Et, sur cette considération, il se mit à faire l'addition des zéros inscrits sur ses tablettes, addition qui, naturellement, donnait pour total un grand zéro.

Il achevait de le tracer, quand l'ombre du même doigt qui, la veille, avait opéré sur les tablettes le changement mystérieux, apparut de nouveau à ses regards ; de nouveau aussi la voix de l'Esprit se fit entendre à son oreille.

— Roi, dit la voix, du mystère d'hier voici l'explication que je t'ai

promise. Elle renferme une sérieuse leçon. Grave-la profondément dans ta mémoire.

L'homme (tu sembles l'oublier), qu'il soit riche ou pauvre, puissant ou faible, sujet ou grand prince comme toi, n'est rien, absolument rien que par l'auteur de toutes choses, par qui il est né, par qui il subsiste et à qui il doit compte de tout. Quand l'homme s'isole de son auteur, lui-même et ses actions, quelles qu'elles soient, cessent en quelque sorte d'être, comme un rayon de lumière séparé de son foyer cesse d'être un rayon lumineux. O roi, tu es ce rayon éteint, cet homme dont les actions, quelque grandes qu'elles soient en apparence, n'ont en réalité aucune valeur.

Pour affirmer ton autorité sur tes peuples, du t'appelles *Sceptre de Dieu*, mais Dieu n'est rien qu'un nom pour toi. Ton culte se borne à toi-même ; tes actions n'ont d'autre but que de te glorifier. Et c'est pourquoi, quand bien même tu ferais mille fois plus, que tu entasserais montagne sur montagne, que tu dessécherais les fleuves, que tu déplacerais la mer, que tu changerais la face du monde, tes œuvres, quoi que tu en penses, seraient et sont aux yeux de Dieu comme n'étant point.

Quant à la journée de l'artisan, tu l'as marquée de chiffres sans valeur, comme n'ayant été remplie que d'actions nulles. Tu l'as vu, à son lever, porter ses regards du côté du soleil, mettre la main sur son cœur et remuer les lèvres, et tu t'es dit : Il ne fait rien. Tu l'as vu s'asseoir et rêver, et tu t'es dit : Il ne fait rien encore. Tu l'as vu prendre son repas, sourire à sa femme et à ses enfants, causer avec ses amis, et tu t'es dit : Il ne fait rien toujours. En cela tu t'es trompé : cet homme faisait choses agréables à Dieu.

« Souverain maître, disait-il, lorsque tu l'as vu debout sur son seuil lever les yeux vers le ciel, voici encore une nouvelle journée que tu daignes me donner. Je t'en consacre tous les instants et tout ce qui doit la remplir. Ce sera une journée de repos. Que ce repos, qui m'est nécessaire, ait à tes yeux le mérite du travail. Que la joie que j'éprouverai à consacrer librement quelques heures à ma femme et à mes enfants, soit comme un cantique d'actions de grâces que j'élèverai vers toi. Que chaque pensée de mon esprit, chaque battement de mon cœur, chaque parole que ma bouche prononcera, chaque action que j'accomplirai, soit à ta plus grande gloire, ô Créateur, par qui et pour qui je suis ! »

Et maintenant, regarde, ô roi, de quel prix est, aux yeux de Dieu, cette journée que tu comptais pour rien.

Et l'ombre du doigt passe sur les tablettes, et, au lieu de zéros que la main du roi y avait tracés, celui-ci vit resplendir en lettres de feu une quantité innombrable d'unités.

Et sur chacune de ces unités brillait un sceau dont la signification, parfaitement claire pour l'esprit du monarque, était que chacun des actes que ces unités rappelaient, ayant été agréé par Dieu, avait une valeur infinie.

LA BELLE EVA.

I.

Au vieux temps, en pays chrétien, vivait une jeune fille si belle, qu'on assurait que, depuis Ève, en exceptant la Vierge pleine de grâces, pas une aussi belle ne s'était vue : et à cause de cette rare beauté, qui la faisait ressembler, disait-on, au chef-d'œuvre du Créateur, on avait laissé là son vrai nom pour ne plus l'appeler qu'Eva.

Eva donc était belle, et le savait. Comment ne l'aurait-elle pas su? — Oh! que tu es belle! lui disaient avec orgueil son père et sa mère en la caressant. — Oh! que vous êtes belle! lui répétaient à l'envi ses servantes en la parant. — Oh! qu'elle est belle! murmuraient sur son passage et les jeunes hommes et les jeunes filles en soupirant, et la foule qui la suivait des yeux en l'admirant. — Oh! que tu es belle! lui disait pendant de longues heures son miroir en la retenant. — Oh! que tu es belle! que tu es belle! que tu es belle! lui chantait tour à tour avec un doux murmure, quand elle y mirait son visage, chaque flot du ruisseau en s'enfuyant.

— Eva, oh! que tu es belle! lui disait doucement à l'oreille celui qui séduisit la première Ève; et Eva, comme la première Ève, prêtait l'oreille avec complaisance aux paroles flatteuses du tentateur. Mais, lorsqu'il lui insinuait que les belles fleurs ne sont pas fraîches et parfumées pour se flétrir dans l'isolement et qu'il lui offrait de l'entourer des soins de nombreux esclaves, Eva faisait une moue de dédain : — A d'autres, monsieur le serpent, répondait la fière Eva; la plus belle fleur du jardin n'est pas pour le valet, mais pour le maître.

C'est bien dit, et ce n'aurait pas non plus été mal fait si, pour consacrer, comme elle le voulait, sa beauté au seul Seigneur, Eva l'eût abritée au fond d'un cloître; mais Eva pensait connaître un moyen de faire mieux. Au fond d'un cloître, en effet, qu'est-ce que cette beauté serait devenue? Sa blonde et ondoyante chevelure serait tombée sous

les ciseaux ; la robe de bure aurait caché les formes ravissantes de son corps ; et ses traits séduisants, et ses yeux, foyers de si douces flammes, auraient été comme ensevelis sous de lugubres bandeaux de lin.

D'ailleurs, l'hommage qu'on fait à Dieu ne gagne-t-il pas à être public ? Renouvelé librement, n'en est-il pas plus méritoire ? N'est-elle pas mieux goûtée l'offrande dont chacun vante le haut prix ? La victime du sacrifice n'est-elle pas plus agréable lorsqu'elle est parée de fleurs ?

Et, par pure dévotion, sans doute, passait fière parmi les hommes la belle Eva parée de fleurs.

Mais voilà qu'un jour une grave pensée vint jeter une ombre sur son jeune front :

« Le temps passe pour tous, se dit-elle, et avec le temps, hélas ! passe aussi toute beauté. L'éclat de mes seize ans s'effacera ; je ne serai plus ce que je suis. »

Et cette idée l'attristait.

Non pas, bien sûr, par amour-propre, puisque, dédaigneuse de la terre, elle avait fait au ciel l'offrande de ses charmes, mais par zèle pour la gloire de Dieu.

Écoutez plutôt la prière qu'elle lui adressait dans son zèle pieux :

« Mon Dieu, ne souffrez pas que cette beauté, que je tiens de vous et dont je vous ai fait hommage à mon tour, puisse se flétrir jamais ! Mettez au jardin du paradis, dans tout l'éclat que vous lui avez donné, cette fleur, qui se fanerait sans utilité sur la terre. Appelez à vous, sans la faire passer par les épreuves du temps, de la maladie et de la mort, qui lui enlèveraient ce que vous aimez en elle, Eva qui ne veut pas cesser d'être digne de vos regards. Reprenez-la dans son sommeil, tandis que, le sourire aux lèvres, elle rêvera les choses du ciel. »

Cette prière qu'elle trouvait éloquente, s'échappait fréquemment de sa bouche, plus souvent encore de son cœur ; elle la récitait le matin, elle la récitait le soir, elle la récitait aux différentes heures du jour, et une fois au moins, en songe, toutes les nuits. Quand elle prenait son rosaire, à chaque grain, au lieu d'*Ave*, elle répétait avec ardeur :

« Mon Dieu, veuillez me reprendre comme je suis en ce moment, vivante, belle et digne de vous ! »

La foi transporte les montagnes : combien, dès lors, plus aisément, ne devait-elle pas porter la belle Eva dans sa véritable patrie, dans ce séjour du beau, vers lequel elle s'élevait en quelque sorte d'elle-même, et par la supériorité de sa nature, et par l'ardeur de ses aspirations, ainsi qu'il était facile de le voir à ses regards toujours dirigés en haut.

On avait vu, se disait-elle, de plus grands miracles qu'un rayon remon-
tant, sans s'éteindre, à son foyer, et elle ne trouvait rien d'impossible,
au contraire, à ce que ce miracle-là s'opérât en sa faveur.

Aussi ne fut-elle pas trop surprise, une nuit qu'après avoir récité
avec plus de ferveur encore qu'à l'ordinaire sa prière accoutumée, elle
s'était endormie profondément, de voir tout à coup descendre sur un
rayon un bel ange aux ailes d'or, et d'entendre cet ange lui dire :

— Eva, belle comme la première Ève, je viens te chercher de la part
de Dieu.

— Mon frère, répondit-elle (car elle était habituée à s'entendre ap-
peler elle-même un ange), mon frère, je me lève et vous suis; veuillez
seulement vous détourner un peu et patienter un moment jusqu'à ce
que ma toilette soit terminée.

— Je patienterai, dit l'ange; à qui compte en éternité, le temps n'est
rien, pas plus que n'est la parure à celle qui possède la vraie beauté.

Et tandis que l'ange, se détournant, regardait au ciel la lune et les
étoiles qui racontaient la gloire de Dieu, Eva, à qui le temps et la pa-
rure semblaient pourtant quelque chose, les employait à orner ses
charmes. Ne lui fallait-il pas se montrer digne de la compagnie brillante
où elle était attendue? Et, qui sait? n'aurait-elle pas, peut-être, à ra-
battre, à la grande joie de ses futures compagnes, l'orgueil de quel-
qu'une d'entre elles trop vaine de sa beauté?

Cette pensée la faisait sourire.

Cependant, comme toute chose en ce monde, la toilette d'Eva eut
une fin.

Alors, toute resplendissante et de sa beauté naturelle et de sa beauté
d'emprunt, elle s'approcha de l'ambassadeur céleste.

— Me voilà prête à vous accompagner, mon frère, dit-elle.

Soudain, déployant ses ailes d'or et d'un geste l'invitant à le suivre,
l'ange prit son essor vers le ciel.

Eva, confuse, le rappelait :

— Mon frère! mon frère!

A cet appel, l'ange revint vers Eva.

— Les hommes n'ont pas d'ailes, mon frère, dit celle-ci, cherchant
à cacher son humiliation sous un sourire.

— C'est, répondit l'habitant du ciel, que les hommes ne sont pas les
frères des anges.

Ce disant, il la prit par la main et ils s'élevèrent ensemble à travers
l'espace.

Ils atteignirent bientôt les parvis sacrés.

— Attendez-moi sur ce seuil, dit le messager céleste. Avant de paraître devant Dieu, je dois secouer la poussière de la terre qui s'est attachée à mes ailes.

II.

Du péristyle où l'ange l'avait laissée, Eva aurait pu admirer les magnificences extérieures du palais divin ; mais elle était absorbée par une préoccupation fort pénible.

Des anges allaient et venaient, entraient et sortaient, passaient et repassaient devant elle, la frôlaient de leurs robes et de leurs ailes, mais sans la regarder, sans paraître même la voir, ce dont elle était fort humiliée.

— Cela n'est pas douteux, pensait-elle : en me voyant ainsi arrêtée au seuil, on me prend pour une suppliante, moi, que le Seigneur attend !... Et mon introducteur qui ne revient pas.

Il ne revenait pas, en effet, et il pouvait rester longtemps encore, puisque le temps n'était rien pour lui.

Eva était sur des charbons ardents.

A la fin, elle n'y tint plus, surtout lorsqu'elle vit s'approcher, non des anges cette fois, mais deux saintes, c'est-à-dire, en réalité, deux femmes couronnées de nimbes éclatants, qui se promenaient là comme chez elles et se disposaient à pénétrer dans l'intérieur du paradis.

Être dédaignée par des anges était cruel, mais par des êtres semblables à soi c'est ce que la fierté d'Eva n'aurait jamais pu supporter.

— Non certes ! on ne la verra pas, tandis que d'autres pénètrent librement dans ces salles resplendissantes dont la perspective éblouit les yeux ; non, on ne la verra pas consignée au seuil comme une mendiante, elle, Eva, l'orgueil de la terre ! Eva que Dieu a appelée pour être un ornement du ciel !

Et de peur d'être aperçue dans une attitude qu'elle jugeait peu digne, elle quitta brusquement la place où elle était arrêtée, et, affectant dans sa démarche une nonchalance pleine de noblesse, elle s'avança vers l'intérieur du palais divin. Les deux saintes suivaient à peu de distance, et Eva pouvait entendre jusqu'aux moindres mots de leur entretien.

— As-tu vu, chère Marthe, disait l'une, la nouvelle sœur qui nous est tantôt arrivée de la terre ?

— Non, Marie, je ne l'ai pas vue ; mais j'ai vu l'ange qui l'a amenée, et jamais fille des hommes, dit-il, en exceptant notre mère immaculée, ne fut par sa perfection plus digne du ciel.

Eva tressaillit à ces mots qui ne pouvaient s'appliquer qu'à elle.

— Et c'est ici, chère Marthe, reprit Marie, (comme elles étaient parvenues à l'entrée d'une immense salle au milieu de laquelle s'élevait un trône d'une incomparable splendeur,) c'est ici que le Seigneur doit tantôt la recevoir?

— Oui, Marie, répondit l'autre; et toi, qui as choisi la meilleure part, tu peux, en attendant le Seigneur, te réjouir, assise sur les marches de ce trône; mais moi, qui mets encore, comme jadis, ma joie à tout préparer pour lui faire honneur, je vais voir si tout ici est convenablement disposé pour le recevoir ainsi que sa nouvelle épouse.

Jamais musique ravissante n'avait charmé les oreilles d'Eva autant que le firent ces paroles. Dans l'ivresse de son cœur, elle ne put se contenir, et, revenant en arrière avec un empressement gracieux, elle aborda Marthe et Marie.

— Permettez-moi, leur dit-elle, de vous présenter moi-même, à défaut d'un autre introducteur, la nouvelle sœur dont l'ange vous a parlé trop avantageusement, ainsi que vos yeux peuvent vous le dire.

Et, disant ces mots, elle écartait, avec un sourire de triomphe, qu'elle voulait vainement dissimuler, le voile qui couvrait son visage.

Mais, à sa grande stupéfaction, les deux saintes non-seulement ne furent pas éblouies, mais elles semblèrent ne pas la voir.

Eva, rouge de confusion, reprit d'une voix beaucoup moins douce:

— Avec votre permission, mes sœurs, je...

Mais Marthe et Marie, sans l'écouter, sans faire attention à elle, sans paraître s'apercevoir de sa présence, continuaient leur entretien tout en marchant.

— Quoi!... s'écria Eva, offensée et cherchant à les retenir, hélas! sans s'apercevoir, la pauvre fille, tant l'orgueil dont elle était remplie la grandissait démesurément à ses propres yeux, qu'il y avait tout un monde entre elles et ces habitants de l'infini.

— Ah! chère Marthe, disait Marie, sans remarquer l'interruption, qu'elle est grande la bonté du Très-Haut! Il relève du fumier la créature méprisée pour la mettre dans son royaume, parmi les princes de son peuple!

— Et cette créature méprisée, continua Marthe, dont l'enveloppe hideuse faisait sur la terre un objet d'horreur, voit tout-à-coup sa beauté cachée, sa beauté intérieure briller comme le soleil, et les habitants du ciel, Anges, Archanges, Puissances, Dominations, Saints et Saintes, s'incliner respectueusement devant elle, comme devant l'image du Seigneur.

— Beauté terrestre, dit Marie-Madeleine, beauté terrestre, dont je

fus si fière dans le temps, vous êtes la laideur même comparée à la céleste beauté !

La belle Eva ne songeait plus à rien dire ; elle était comme pétrifiée.

En ce moment, on entendit les sons lointains des harpes célestes. Puis, au bout d'une avenue, apparut un cortège magnifique. En tête marchait, conduite par un ange et suivie de saints et de saintes qui lui faisaient une escorte d'honneur, une femme d'une éblouissante beauté.

— La voici, Marthe, s'écria Marie ; voici notre nouvelle sœur.

— Qu'elle est belle ! Marie, dit Marthe.

La triste Eva avait regardé.

Comment put-elle la reconnaître ?

Celle qui marchait ainsi dans la gloire et rayonnante de beauté, était une pauvre mendiante rongée de lèpre, dont Eva avait bien souvent détourné les yeux avec dégoût.

De honte, cette fois, elle détournait la tête, quand ses yeux venant à tomber sur je ne sais quelle surface lumineuse qui lui renvoyait sa propre image, un cri d'horreur lui échappa... Sa beauté, si éclatante sur la terre, se détachait parmi les grandeurs et les magnificences du ciel, comme une imperceptible tache noire sur une neige étincelante de blancheur. Elle ne put supporter cette vue, et elle s'affaissa sur les dalles brillantes.

— Allons, Marthe, disait Marie, allons saluer notre nouvelle sœur.

— Un instant, Marie, reprit Marthe, que j'ôte d'abord ce je ne sais quoi, insecte ou grain de poussière, venu ici, je ne sais comment, et que j'aperçois près du trône de Dieu.

Et laissant tomber un coin de son voile sur la pauvre Eva, celle-ci se sentit emporter, puis rouler bientôt des hauteurs du ciel à travers l'espace avec une effrayante rapidité, jusqu'à ce qu'enfin une commotion violente lui faisant rouvrir les yeux, qu'elle avait fermés dans son effroi, elle se retrouva couchée dans son lit.

III.

Était-ce en réalité ou en rêve que la jeune fille avait visité le ciel ? Dans le premier moment, elle n'aurait trop su le dire elle-même.

La seule chose que l'on sache bien, c'est qu'à partir de cette nuit, un changement inexplicable se fit remarquer dans la belle Eva.

Et cependant, en apparence, rien autour d'elle n'était changé.

— Oh ! que tu es belle ! lui disaient encore avec orgueil son père

et sa mère en la caressant ; mais Eva, à ces paroles, soupirait au lieu de sourire. — Oh ! que vous êtes belle ! lui disaient, comme autrefois, ses servantes en la parant ; mais Eva leur imposait silence. — Oh ! qu'elle est belle ! murmuraient toujours sur son passage et les jeunes hommes et les jeunes filles en soupirant, et la foule, qui la suivait des yeux en l'admirant ; mais Eva, au lieu de prêter, comme naguère, une oreille charmée à ces murmures flatteurs, Eva se voilait le visage pour cacher sa rougeur et ses larmes. Il n'y avait que son miroir et le ruisseau qui ne lui disaient plus : — Oh ! que tu es belle ! — parce qu'elle ne voulait plus les regarder.

Et encore, et sans cesse, comme autrefois, le tentateur lui parlait à l'oreille :

— Tu es pourtant bien belle, Eva. Et le ciel ne t'a pas voulue !... Fais-toi un ciel de la terre.

Mais Eva ne daignait plus ni l'écouter ni lui répondre.

Elle ne marchait plus la tête fièrement levée. Elle ne se couronnait plus de fleurs comme une victime volontaire parée pour le sacrifice. Ce n'était plus qu'à la dérobee et en étouffant ses soupirs qu'elle osait regarder le ciel.

Tout sur la terre s'était décoloré à ses yeux. Plus rien de ce qu'on y admire ne lui paraissait digne d'un regard. Toute lumière, pour elle, était ombre. Toute beauté lui semblait entachée de laideur.

Et que les hommes lui semblaient peu de chose ! hormis ceux qui portaient au front le sceau de la grâce divine, et aussi les pauvres, les malades, les malheureux couverts de plaies honteuses, ces membres souffrants de Jésus-Christ.

Ceux-là, elle s'arrêtait à les contempler avec un étrange sourire et les yeux tout baignés de larmes. Elle mettait sa joie à les soigner, pansait leurs plaies avec amour, baisait leurs pieds comme une humble servante.

Lorsqu'elle fut en âge de disposer de sa personne et de ses biens, elle se fit pauvre elle-même pour ressembler aux pauvres. Elle devint elle-même malade à force de soigner les malades. En pansant des plaies contagieuses, elle fut bientôt atteinte elle-même des marques de la contagion.

Dès ce moment, comme si elle eût trouvé un trésor, sa grande tristesse se dissipa.

Elle pleurait bien encore et même souvent, mais un rayon d'espérance brillait à travers ses larmes. Elle ne cacha plus sa figure sous un voile.

Son front, longtemps courbé, se releva insensiblement. Elle n'eut plus peur de voir son image, ni dans son miroir, ni dans le ruisseau.

Ceux qui, jadis, l'avaient tant admirée, enviée et adulée pour sa beauté, se détournèrent d'elle avec horreur et dégoût quand ils venaient à la rencontrer ; mais elle ne se détournait pas d'eux. Leur mépris, au contraire, la faisait sourire :

— Courage ! se disait-elle ; il y a quelque apparence que j'embellis un peu pour le ciel.

Elle avait subi les atteintes du temps et de la maladie, qu'elle redoutait tant jadis. Il lui restait à supporter celles de la mort ; mais elle ne priait plus Dieu de les lui épargner. Elle les lui demandait plus rudes et plus longues.

Une nuit, qu'elle s'en revenait d'avoir été donner ses soins à une pauvre femme moins malade qu'elle-même, elle tomba épuisée sur le chemin. Personne pour lui porter secours ; seulement, un chien affamé, qui furetait le long de l'égoût, vint lécher ses jambes ulcérées, puis il s'éloigna.

Alors, du ciel entr'ouvert, elle vit (cette fois ce n'était pas un rêve) descendre sur un rayon un bel ange aux ailes d'or.

— Eva, ma sœur, lui dit-il, plus belle que la première Ève, je viens te chercher de la part de Dieu.

Et soulevée par une vertu qu'elle ne soupçonnait pas en elle, l'âme d'Eva, guidée par l'ange, se sentit emportée en haut.

Aussi rapide que la pensée, elle toucha aux sacrés parvis. Les anges, suspendant leur vol, s'inclinaient sur son passage. La troupe radieuse des saints et des saintes, se pressant pour la recevoir sur le seuil divin, vint l'entourer et lui former cortège. Aux sons des harpes célestes qui réglaient la marche triomphale, elle s'avança conduite par l'ange vers cette demeure resplendissante où, sur un trône de gloire, l'attendait le divin Époux. Assises sur les marches de ce trône, deux saintes, à son approche, se lèvent et viennent au-devant d'elle.

— Salut, Eva, ma sœur ! dit Marthe, tout est prêt pour vous recevoir.

— Image de mon Seigneur, dit Marie, reflet de la beauté du Christ, laissez-moi vous presser sur mon cœur !

LA ROBE DE NEIGE.

Une jeune fille avait eu le malheur de salir par sa faute sa robe blanche que sa mère, en mourant, lui avait tant recommandé de garder sans tache, jusqu'au jour où elle s'en parerait pour aller à l'autel avec son fiancé échanger l'anneau des épousailles.

Le père, indigné, lui dit :

— Fille sans honneur ! puisqu'au mépris des recommandations de ta mère, tu as souillé ta robe blanche, sors de chez moi ! Va porter ailleurs ta honte.

La malheureuse enfant se jeta aux genoux de son père.

— Père, ô père ! s'écria-t-elle, pardon ! pardon ! Cette tache, je l'effacerai ! je la laverai avec mes larmes.

— Non, dit le père ; ni eau, ni larmes, ni sang ne peuvent effacer cette boue. Sors, malheureuse.

Et, lui jetant sur le corps sa cape et son mantelet, il la mit dehors.

(La mère, si elle eût vécu, eût été plus miséricordieuse.)

La pauvre fille, le cœur brisé et cachant son visage entre ses mains, se dirigea en chancelant vers la demeure de sa sœur aînée.

— Sœur, dit-elle, notre père m'a chassée et je ne sais où aller. Au nom de notre mère, recueillez-moi.

— Ne parle pas de notre mère, dit l'autre, toi, qui as méprisé ses conseils. Le père a bien fait. Va-t-en.

— Je ne sais où aller, sœur. Il fait froid et voici la nuit.

— Tant mieux, dit l'autre en raillant. Par l'obscurité, l'on ne verra pas les taches de ta robe.

Et elle referma la porte.

La rougeur de la honte sur le front, la pauvre fille alla frapper à la demeure de son fiancé.

Ce fut le fiancé qui vint ouvrir.

— Ami, dit-elle, ami, mon père m'a chassée, ma sœur refuse de me recueillir. Demande, je t'en prie, à ta mère, de m'accorder un abri.

— Tu ne connais donc pas ma mère, répondit-il, si tu crois qu'elle voudra recevoir celle que son père a chassée de chez lui.

— Comment ! dit-elle, relevant la tête ; ta mère refuserait l'abri d'une nuit à la fiancée de son fils ?

— Ma mère, repartit-il, ne voudra plus voir en toi la fiancée de son fils, quand elle saura que ta robe blanche est souillée.

— Tu lui diras, répondit-elle, en le regardant dans les yeux, tu lui diras

que, si ma robe blanche est souillée, c'est parce que, par amour pour toi, je t'ai accompagné dans des chemins mauvais. Elle pardonnera, par amour pour son fils, à la faute de mon amour.

— Non, reprit-il, je ne lui dirai point cela.

— Lâche ! dit-elle, le cœur bondissant, lâche ! trois fois lâche ! Homme indigne !

— Indigne de toi, j'en conviens, dit-il ; c'est un fils de roi qu'il te faut. Cela se voit à la frange de boue de ta robe.

— Et il rentra.

Pâle et frémissante sous l'outrage, elle lui avait, pour toute réponse, jeté un regard de mépris. Puis, la tête haute et les yeux secs, elle s'éloigna d'un pas rapide.

Mais bientôt plus poignantes que jamais revinrent sa douleur et sa honte. Elle marchait au hasard et comme une personne ivre.

Une église encore ouverte se trouva sur son chemin : elle y entra. Un prêtre était assis dans le confessionnal. Sans presque savoir ce qu'elle faisait, elle alla se jeter à genoux devant lui.

— Mon père, dit-elle, mon père, j'ai péché ! j'ai oublié les recommandations de ma mère ; j'ai souillé ma robe virginale.

Le vieux prêtre soupira.

— Et ni eau, ni larmes, ni sang ne peuvent la laver, n'est-ce pas, mon père ?

— Vos larmes, le sang de Jésus et les eaux de la pénitence peuvent la laver, oui, ma fille.

— Ah ! que Dieu soit béni ! dit-elle. Et elle se mit à sanglotter tout bas.

Comme elle ne disait plus rien, le prêtre reprit :

— Voulez-vous racheter votre faute ? Voulez-vous mériter plus qu'autrefois l'amour de celui qui va effacer votre péché ? Le voulez vous ?

— Oui, murmura-t-elle.

— Soyez charitable, ma fille. La pénitence purifie ; mais la charité rend l'éclat. Et maintenant, allez en paix.

Cependant elle ne sortait point. Le prêtre crut qu'elle n'avait pas entendu, et il répéta :

— Allez en paix, mon enfant.

Elle voulut répondre ; elle voulut dire qu'elle ne savait où aller ; que la maison de son père, celles de sa sœur et de son fiancé lui étaient à jamais fermées pour elle ; que, sans parents, sans amis à qui elle pût s'adresser, elle était condamnée à errer à travers champs par la nuit et par la bise.

Mais la douleur et la honte arrêtaient la voix dans sa gorge, et le prêtre, ne l'entendant plus parler, se retira, la laissant seule dans l'église.

L'église, la maison de Dieu, la maison du commun Père !... Ah ! si, cachée dans un coin obscur, elle pouvait du moins y rester jusqu'au matin !...

Mais un bruit de clefs qu'on agite se fait entendre ; des pas pressés parcourent la nef sombre ; le sacristain l'a aperçue :

— C'est l'heure de fermer ; retirez-vous.

Sans rien dire, elle se retire, et la maison de Dieu comme les autres se referme derrière elle.

— O mon ange gardien, dit-elle ; vous, du moins, ne m'abandonnez pas !

La voilà seule errant dans la campagne déserte. Devant elle s'étend la plaine grise, coupée de sentiers inconnus. Au loin, brillent de rares lumières, éclairant de joyeux foyers où elle ne peut aller s'asseoir. Le ciel est sombre, la bise est âpre, la terre durcie craque sous ses pieds. Elle a peur, elle a froid, elle a faim.

Elle avance sans savoir où elle va.

« Allez en paix », a dit le prêtre.

Elle va ; mais où trouver la paix ?

Tout-à-coup, au bord de la route, elle entend la voix d'un enfant qui pleure.

— Oh ! que j'ai froid ! oh ! que j'ai froid !

Dans l'obscurité, sous un buisson, elle distingue une forme accroupie.

— Enfant, que fais-tu là ? dit-elle.

— Hélas ! répond une petite fille, le vent a emporté ma coiffe, et je n'ose rentrer chez ma mère. Nous sommes pauvres ; elle me battrait. Et j'ai si froid ! oh ! j'ai si froid !

Ah ! certes, le froid est rude. Malgré la cape qui couvre sa tête, la jeune fille sent ses dents claquer ; mais elle se souvient des paroles du prêtre. « Soyez charitable, a-t-il dit, la pénitence purifie, mais la charité rend l'éclat. » Vite, vite, elle ôte sa cape et la met sur la tête de l'enfant.

— Prends, dit-elle, pour l'amour de Dieu, et cours bien vite à la maison. Ta mère doit être inquiète.

Sans se le faire répéter, l'enfant partit comme un trait.

La tête nue sous la bise glaciale, la jeune fille reprit sa marche pénible. Vers quel but ? Elle n'en savait rien.

Mais voilà que, de nouveau, dans le silence de la nuit retentit un gémissement. Une forme indécise apparaît au bout de la route obscure ; elle s'avance, elle est toute proche. C'est un vieillard courbé sur un bâton.

— Je n'en puis plus ; je n'en puis plus. Mon Dieu, ayez pitié de moi !

— Qu'avez-vous donc ? pauvre vieillard.

— Ce que j'ai ? dit-il. Je suis vieux ; le froid glace mon sang dans mes veines ; je mourrai avant d'arriver.

— Non, dit-elle, vous ne mourrez pas. Je suis jeune, moi, et je suis forte. Pour l'amour de Dieu, prenez ceci.

Et, se dépouillant de son mantelet, elle en couvrit les épaules du vieillard.

— Ah ! soyez bénie ! dit le pauvre homme ; soyez bénie, au nom de Dieu !

Et il s'éloigna à pas pesants, la laissant frissonnant sous la bise.

Elle aussi reprend son chemin, son chemin qui ne mène nulle part. Le froid, la faim, la fatigue, l'obscurité la font trébucher à chaque pas. Au loin, toutes les lumières l'une après l'autre se sont éteintes. Oh ! qu'elle est sombre, la bruyère ! oh ! qu'elle est longue, cette nuit !

Mais qu'est-ce encore ? Perçant l'obscurité, une lueur lointaine apparaît. Le point brillant grandit, s'approche ; des pas précipités se font entendre, puis une respiration haletante, entrecoupée de sanglots. Une femme, s'éclairant d'une lanterne, accourt, les cheveux épars et les traits décomposés. Elle heurte sans la voir la jeune fille ; sa lanterne tombe et s'éteint.

— O malheureuse que je suis ! Comment courir maintenant ! j'arriverai trop tard. O mon enfant ! ma pauvre enfant !

Elle voulait reprendre sa course, mais la jeune fille la retint.

— Où courez-vous ainsi ? malheureuse.

— Ma fille se meurt, dit la femme ; elle se meurt, et avant d'expirer, elle veut revêtir sa robe blanche, sa robe blanche que j'ai vendue pour payer le médecin. Comment le lui avouer ? je cours au village là-bas pour en emprunter une autre. En attendant, ma fille est seule, et je ne reviendrai pas à temps. Elle mourra sans sa robe et sans moi !

Et poussant un cri déchirant, de nouveau elle voulut s'élancer.

Mais le cœur de la jeune fille s'était fendu de compassion.

— Arrêtez ! femme, cria-t-elle ; arrêtez, au nom de Dieu. Voici la robe blanche qu'il vous faut.

Et, aussi rapide que la pensée, elle se dépouilla de la sienne.

Mais, au moment de la donner, elle hésita.

— Je ne sais si j'ose, dit-elle ; il y a une tache sur cette robe.

Mais la mère ne l'écoutait pas.

— Donnez, s'écriait-elle ; donnez ! Dieu vous en rendra une plus belle.

Et, s'emparant de la robe blanche, elle s'éloigna en courant.

Plus âpre que jamais, la bise souffle sur la bruyère glacée et pénètre de ses aiguillons le corps à demi-nu de la pauvre enfant. Tout son corps tremble, ses dents claquent, sa poitrine est serrée comme dans un étau. Pour rappeler un peu de chaleur, elle s'efforce de marcher ; mais ses jambes se dérobent sous elle. Épuisée, percluse de froid, elle s'affaisse sur la route obscure, au pied d'un poteau, sans doute, qu'en tombant elle enlace de ses bras.

Noire est la terre, noir le ciel. Pas une lueur, pas un bruit ; sauf le vent qui souffle par rafales, ou le regard furtif d'un astre, qui, perçant par moment à travers les nuages, semble l'œil d'un ange ouvert sur celle qui, au monde, n'a plus que Dieu.

Enveloppée de silence, de solitude et d'obscurité, demi-nue, les membres raidis, elle est là, couchée comme dans un tombeau, la jeune et pauvre fiancée. Elle ne souffre plus ; son sang glacé s'est arrêté dans ses veines, et ses yeux sont fermés par un sommeil de plomb. Mais, dans le corps engourdi, l'âme est vivante et elle veille ; l'âme voit et elle entend.

Mais la scène n'est plus la même.

Du ciel, subitement éclairci, et que des myriades d'étoiles parsement d'une poussière d'or, descendent des formes ailées. Plus grande, plus belle, plus noble, l'une d'elles s'avance la première. Puis une voix qui n'a rien d'humain, tant elle est à la fois forte et douce, retentit dans le silence.

— Où est, dit la voix, où est celle qui, vêtue d'une robe blanche, d'une cape et d'un mantelet, a été chassée par son père, repoussée par sa sœur, reniée par son fiancée ?

Écrasée sous la honte, la jeune fille eût voulu pouvoir se cacher sous terre, et elle se taisait.

Mais son ange gardien, qui se tenait à ses côtés, la montra, disant :

— La voici.

— Celle-ci n'a pas de cape, dit la forme ailée. Où est la cape ?

— Sur la tête de Celui pour l'amour duquel elle a été donnée, répondit l'ange gardien.

— Celle-ci n'a pas de mantelet, reprit la forme. Où est le mantelet ?

— Sur les épaules de Celui pour l'amour duquel il fut donné, repartit l'ange gardien.

— Celle-ci n'a pas de robe, continua l'archange (car c'en était un). Où est la robe blanche ?

— Sur le corps de Celui pour l'amour duquel elle s'en est dépouillée, dit encore l'ange gardien.

— C'est donc elle, dit l'archange ; c'est celle vers laquelle je suis envoyé. Anges, mes frères, tissons des vêtements pour la fiancée du fils du Roi.

Et soudain, les formes ailées, prenant leur essor, s'élevèrent d'un vol puissant jusqu'à ces régions du ciel où de blanches étoiles amoncelées forment sur le sombre azur comme une traînée de lait. Elles y puisèrent à pleines mains, et les semèrent dans l'espace.

— Tissons, chantaient les formes ailées, tissons la cape, tissons la mante, tissons la robe de diamant pour la fiancée du fils du Roi.

Et les blanches étoiles du firmament, comme autant de paillettes scintillantes, pleuvaient du ciel à flots pressés ; elles se croisaient, s'enchevêtraient, et, descendant doucement sur la jeune fille, formaient comme un blanc tissu dont elle fut bientôt toute couverte.

Alors la voix de l'archange se fit entendre de nouveau.

— Seigneur, dit-il, voici celle que vous m'avez ordonné de chercher : la fiancée à la robe blanche.

— Qu'elle approche, dit le fils du Roi.

Et la jeune fille, levant les yeux, vit une figure éblouissante : la figure du Christ dans sa gloire.

Sur sa tête rayonnait la cape, sur ses épaules le mantelet, sur son corps la robe blanche, blanche d'une blancheur toute divine.

— Approche, ô bien-aimée ! dit-il, toi, qui t'es dépouillée pour moi.

Et il lui tendait les bras.

Mais elle, comme anéantie, restait immobile, prosternée à ses pieds.

— Viens, ô ma bien-aimée ! dit-il encore.

Elle fit un effort ; de ses bras, elle serra les pieds du Christ contre son sein, et défaillit à force d'amour.

.
.

Le lendemain, on la trouva le corps enseveli dans la neige, et pressant entre ses bras raidis, ainsi qu'une autre Madeleine, la croix de bois du carrefour.

A. LE PAS.

UNE EXCURSION DANS LE HAUT-CANADA.

I.

L'Association de la Presse Canadienne est probablement peu connue de nos lecteurs. Elle comprend une centaine de membres appartenant tous à la presse du Haut-Canada. Elle a pour but de protéger leurs droits, de soutenir leurs intérêts, d'assurer leurs privilèges.

Un des détails les plus importants de son programme, c'est que, tous les ans, les membres se passent la fantaisie d'une excursion de quelques jours. Par ce moyen, ils viennent à mieux se connaître ; la connaissance engendre l'estime qui produit le respect. Par suite, il y a beaucoup moins d'acrimonie dans les discussions, beaucoup plus d'esprit de justice et de loyauté, et un ton plus relevé et plus digne. Cette association d'intimes forme un cercle assez grand pour renfermer tout ce que la presse présente d'honorable, en même temps qu'elle forme une barrière infranchissable pour les intrus qui veulent se faire du journalisme un outil qu'ils avilissent en le mettant au service de causes et de sentiments que les honnêtes gens n'avouent pas.

L'Association de la presse se compose principalement de journalistes, rédacteurs, éditeurs et propriétaires des journaux de province, surtout des journaux hebdomadaires, qui sont si nombreux dans Ontario. Ce n'est pas à dire que cette presse soit moins influente pour cela. La presse locale du Haut-Canada est généralement bien dirigée, en vue de la localité qu'elle représente, et de manière à se concilier la considération de la population qui l'entoure. De cette manière, chaque comté, chaque ville, chaque village a son organe, qui, en retour, peut toujours compter sur une liste d'abonnés suffisante pour le faire vivre.

La presse du Bas-Canada ne compte pas pour un chiffre élevé dans l'association ; le nombre des membres qu'elle lui a donnés n'a jamais atteint la demi douzaine. Cette année, un seul avait accompli les formalités prescrites. Cette espèce d'abstention est regrettable, car, si elle n'existait pas, le ton de certains journaux se serait évidemment modifié.

II.

En 1868, l'Association avait résolu de se réunir à Collingwood, et de faire de là une excursion au Fort William, au fond du Lac Supérieur. La circonstance était favorable pour lier connaissance avec nos confrères de l'autre côté de la ligne provinciale, et l'excursion promettait d'être intéressante et agréable. C'est plus qu'il n'en fallait pour nous faire prendre, le 9 juillet au soir, *le Grand-Tronc*, en route pour Collingwood.

De Montréal à Toronto, la route est bien connue et il est inutile d'en dire beaucoup de choses. Cependant, il y a dans ce voyage un détail tellement important, tellement grave, tellement inouï, que nous devons le mentionner, dussions-nous passer pour *un voyageur qui vient de loin*. C'est qu'à Port-Hope, on s'aperçut que le train était en avant de l'horloge. Il paraît que ça lui arrive quelquefois : nous offrons ce phénomène sous forme de consolation aux voyageurs attardés.

Naturellement, nous dumes faire halte quelques minutes pour nous mettre au niveau du règlement. On ne pouvait pas arriver à Toronto dans des conditions aussi compromettantes : le *Globe* aurait dit que le *Grand-Tronc* gaspillait son bois.

Je profite de ce temps d'arrêt pour noter que la ville de Port-Hope est une des plus heureuses créations du commerce de nos jours. Elle renferme aujourd'hui plusieurs moulins, fabriques, chantiers, etc. La population dépasse six mille âmes, et augmente rapidement. Cette cité est située à soixante milles de Toronto, dans une vallée formée par l'embouchure de Smith-Creek, une petite rivière qui prend son nom de l'un des plus anciens habitants du village. La ville a porté ce même nom pendant quelque temps. Ce cours d'eau assez considérable sert à faire marcher plusieurs moulins. Le paysage des alentours est charmant, et présente une succession de coteaux qui s'élèvent les uns au-dessus des autres jusqu'à une grande hauteur ; le plus élevé, connu sous le nom de Fort-Orton, offre une magnifique vue sur le lac et la contrée environnante.

En 1850, la population était de deux mille deux cents âmes, et déjà de grands progrès commerciaux avaient été réalisés. Les exportations atteignaient le chiffre de £ 74,808. Maintenant elles dépassent un million et demi de piastres.

Quand on entre à l'hôtel, après un voyage de seize heures en chemin de fer, on éprouve une jouissance des plus agréables. Et si, comme au

Queen's, la table est excellente, on y fait amplement honneur. Le *Queen's Hotel* est agréablement bien situé en face de la Baie, et présente une vue admirable du lac et de l'île qui, durant l'été, est le rendez-vous de la fashion torontonienne. De plus, le service est excellent, et tout concourt à donner aux visiteurs le confort si recherché en voyage.

Un coup d'œil jeté sur le livre m'apprend que plusieurs de mes confrères sont passés la veille, et ont pris les devants, suivant les avis donnés et les invitations adressées.

A trois heures, je reprenais la même route, et je me dirigeais vers Collingwood, par le même chemin de fer du Nord. Cette ligne a quatre-vingt-seize milles de long. Elle a été construite du 13 juin 1853 au 2 janvier 1855, sous le nom de Compagnie du chemin de fer d'Ontario, Simcoe et Huron.

Le nom a été changé en 1857.

La construction présentait peu de difficultés. Les ponts y sont rares et le niveau y est assez régulier. Le coût de la construction a été de \$ 56,811.26 par mille formant, avec l'équipement, un total de \$ 5,457,789. Aujourd'hui le matériel roulant se compose de dix-huit locomotives, dix-huit chars de première classe, treize chars de seconde classe, cent quatorze chars de fret et deux cent vingt-neuf chars plateformes. La moyenne annuelle du nombre des voyageurs, par mille, est de mille quatre cent vingt. Les recettes brutes se montent à \$ 5,301.03, dont \$ 1,281.19 provenant des voyageurs. Les frais d'exploitation se montent, par année, à \$ 3,765.99. Cette ligne sert de débouché à tous les comtés du Nord, qui s'en servent surtout pour l'expédition des grains et du bois. Les comtés qu'elle traverse, York, Grey et Simcoe, sont très-riches et populeux. Au dernier recensement, ils ne comptaient pas moins de cent trente mille âmes. Le territoire est d'une superficie totale de cinq milles carrés, dont 500,000 acres en culture, produisant 11,500,000 minots de grains.

Aujourd'hui, ces comtés représentent réellement le grenier du Canada.

C'est aussi sur cette ligne du chemin de fer du Nord que passent la plus grande partie des effets transportés du lac Ontario aux ports de l'Ouest. C'est pour subvenir à ces exigences du commerce de transit que la compagnie a construit plusieurs steamers et s'est lancée dans des dépenses considérables qui, pendant quelques années, ont un peu obéré ses finances. Mais M. Cumberland, l'habile gérant qui est aujourd'hui chargé de la direction de la ligne, a trouvé,

dans le commerce local, une source de revenus qui ont remis le affaires dans un état très-satisfaisant.

Cette ligne du Nord est admirable comme propreté et comme apparence. Ses stations sont d'une fraîcheur et d'une coquetterie toute hollandaises. Le tout est en bois peint en blanc. A toutes les fenêtres on voit des fleurs ; et les rafraîchissements sont offerts avec une gracieuseté que le sexe laid ne possédera jamais.

Le gérant de la ligne paraît être un homme de beaucoup de goût, et nous parierions qu'il n'a pas passé toute sa vie à calculer les recettes brutes.

Il y a une dizaine de stations dont quelques-unes à des localités assez importantes. Newmarket possède un superbe champ de course sur lequel les sportmen d'Ontario vont disputer les plus grands prix qui soient payés dans la province. Quoique la population n'atteigne pas deux mille âmes, il y a un journal depuis une quinzaine d'années.

Barrie est une jolie petite ville située sur le flanc d'un coteau, au fond de la baie Kempenfelt. L'apparence en est très-jolie, et l'activité industrielle qu'elle présente ne nuit pas au paysage. Il y a vingt ans, elle ne comptait que cinq cents habitants ; maintenant elle dépasse trois mille âmes.

Elle a son journal depuis quinze ans, fondé lorsqu'il n'y avait pas mille habitants.

Le lac Simcoe, dont elle forme un des postes les plus importants, est situé à trente-cinq milles de Toronto. Il a environ vingt milles de long sur dix milles de large. Il est à cent soixante-dix pieds au-dessus du lac Huron et à sept cent trente pieds au-dessus du niveau de la mer. Les côtés nord et est sont bordés d'îles, dont une seule est habitée par un reste de tribu Chippewa. Les bords du lac sont généralement bas et bien boisés, et la culture s'y fait avec aise et profit. Il y avait autrefois beaucoup de poisson et de gibier sur tout le territoire qui l'entoure.

Le seul débouché du lac est à l'endroit appelé *Narrows*, un espèce de détroit situé au nord du lac, qui se rend à la baie Matchadash, dans la baie Georges, en passant par un petit lac du nom de Couchachine, auquel une grande quantité d'îlots de pierres calcaires donnent une apparence très-singulière, et qu'on a même surnommé le Killarney du Canada.

Sur la fameuse carte dessinée par Champlain vers 1630, se trouve un lac à peu près situé où est aujourd'hui le lac Simcoe, avec cette indication relative à une île placée à l'est du lac : *Sur cette île, on trouve*

du cuivre. Nous ne sachons pas que nos contemporains aient vérifié pratiquement la vérité de cette enseigne.

On a donné de très-jolis noms à tous les cantons de cette localité. Ils s'appellent Innisfil, Medonte, Orillia, Vespra, Sunnidale, Allandale, Rama, Oro, Adjala, Tiny, Flos, Tay, Mara, Thorah, Georgina, Euphrasia, Artemisia, Essa, Fénélon, Mono, Amaranthe, Eldon, etc. Il est de fait qu'on trouverait difficilement une autre collection semblable. Il paraît que ces noms ont été donnés par lady Maitland.

A la station d'Allandale, tout près de Barrie, le gérant de la compagnie, M. Cumberland, avait donné, le matin, un splendide déjeuner à la confraternité éditoriale. Il y avait M. Robinson, président de la Compagnie, le premier ministre de la province d'Ontario, qui avait daigné y accompagner ses amis — et ceux qui ne sont pas de ses amis — de la presse, M. Cumberland, et quelques autres personnages marquants de Toronto et de la localité.

Pas n'est besoin de dire que nos confrères ont amplement et pratiquement goûté la gracieuse politesse dont ils étaient l'objet.

Plusieurs discours ont été prononcés. — Avions-nous besoin de le dire? — et la presse a été l'objet d'éloges aussi sincères que mérités.

Quelques suggestions ont été faites d'un ton un peu vif à M. Sanfield McDonald, sur l'importance qu'il y aurait à favoriser d'une manière plus efficace l'établissement de l'Ouest. Le premier ministre a répondu comme on pouvait s'y attendre : lorsque son gouvernement pourra faire quelque chose dans le sens qu'on lui indique, il le fera sans délai.

C'est toujours comme cela qu'un ministre doit répondre, quand il ne veut pas se compromettre.

Le train arrivait à Collingwood à dix heures du soir. La ville était en pleine liesse. La corporation et les citoyens donnaient un grand diner au quatrième état.

Sur invitation, nous pénétrâmes, avec assez de difficultés, dans une salle aussi vaste que bien remplie; après avoir fait connaissance avec les petits plats qui sollicitaient notre attention, nous jetâmes un coup d'œil autour de nous, et voici le résultat de nos observations.

Il y avait là environ deux cent cinquante personnes, au nombre desquelles se trouvaient une cinquantaine de dames.

Nos confrères de l'autre province ont la bonne habitude de ne pas permettre à la politique d'empiéter plus qu'il ne faut sur les autres devoirs du citoyen. A un âge comparativement peu avancé, ils recherchent, dans les douceurs du foyer domestique, un calmant contre

les tribulations de la vie publique, et ce n'est pas seulement dans leurs journaux qu'ils favorisent le principe de la représentation basée sur la population.

Cette condition de leur existence leur donne un air plus grave, plus sérieux, plus rangé. Derrière l'écrivain ou l'éditeur, on retrouve le père de famille et l'homme d'affaires.

Il serait difficile de donner une opinion formelle sur la valeur respective des habitudes suivies sur ce point dans chacune des provinces. Cela dépend d'une foule de choses : la position, la fortune, les espérances et les chances d'avenir. Mais il est un fait que nous tenons à faire remarquer : c'est que nos confrères sont des hommes de goût.

III.

Nous devons prendre le steamer *Algoma* vers deux heures du matin, le samedi. Nous avons la matinée pour visiter la localité et pour tenir une assemblée de l'Association.

Collingwood est loin d'être une grande ville. En revanche, la population a beaucoup d'ambition. Il paraît qu'elle a toujours été de même.

Il n'y a que quelques années encore, cet emplacement était de la forêt toute pure. Maintenant on a pu écarter les branches. La population est de 2,000 âmes; et, comme le terrain n'est pas cher, on s'est établi largement : l'emplacement pourrait bien contenir dix fois autant de monde.

Ces vides nombreux entre les maisons sont comblés par les restes de troncs d'arbres qu'on a pas eu le temps d'enlever. On n'a arraché que les racines qui se trouvaient dans les caves, et encore...

Il en résulte un mélange d'habitudes qui ne manque pas de pittoresque. Les vaches trouvent un excellent pâturage sur la place publique, et les marchands de nouveauté étalent leurs riches étoffes en présence des ours qui habitent un voisinage terriblement immédiat.

L'Hôtel de Ville est assez bien bâti, mais les églises laissent à désirer. Il y a plusieurs hôtels de dimensions assez spacieuses, et la gare est d'une apparence qui fait honneur à la localité. Les quais se prolongent dans le large à une dizaine d'arpents, sillonnés de tous côtés par des lignes ferrées qui permettent de recevoir les effets à la sortie même du vapeur.

De la ville on n'aperçoit pas de trace de défrichement. Les établisse-

ments ne sont pas très-éloignés cependant, et quelques-uns sont même florissants ; mais, comme la terre est plus fertile dans l'intérieur, et comme on n'a défriché que les parties les plus favorables, Collingwood se trouve avoir un air un peu abandonné ; du reste, il en prend son parti, sans s'inquiéter de ce qu'on en dira.

On rencontre dans le Haut-Canada un grand nombre de ces petits villages ou villes, très-florissants, mais complètement entourés de bois. Dans ces endroits favorisés de la nature, où ces établissements ont surgi comme par enchantement, les progrès ont été trop rapides pour le voisinage qui se trouve maintenant dans un état comparativement arriéré.

Collingwood possède des avantages particuliers pour la construction ; de plus, il se trouve sur la grande route de l'ouest. Déjà, depuis l'ouverture du chemin de fer du Nord, il a fait de très-grands progrès ; mais son importance prendrait des proportions incomparablement plus considérables, s'il y avait un commerce régulier avec le territoire de la Rivière-Rouge. Et c'est ce qu'on espère.

C'est ainsi que Collingwood a la chance d'aller loin, s'il ne lui arrive pas d'accident.

L'Association se réunit dans la matinée, pour adopter certains règlements, fixer les détails de la prochaine excursion, et entendre la lecture d'un poème et d'un essai sur l'Association. Le poème avait pour auteur M. Wylie, éditeur du *Brockville Recorder*, un journal qu'il a fondé et dirigé pendant quarante ans. Ce journal est le plus ancien du Haut-Canada, et son fondateur est fréquemment désigné sous le nom de Père de la Presse Haut-Canadienne.

Le poème qu'il a lu avait assez d'entrain et de concision, et quelques idées très-heureuses exprimées dans un langage tout à fait original.

L'essai était de M. King, de Toronto. C'était une dissertation très-soignée sur la presse et son influence. Malgré quelques développements un peu longs, ce travail a été écouté avec beaucoup d'attention, et fréquemment applaudi.

La question de l'excursion prochaine a été discutée très-longuement et avec beaucoup de vivacité. On proposa tour-à-tour la Nouvelle-Écosse, le haut de l'Ottawa et les bords du lac Ontario. Cette dernière proposition l'emporta. Le voyage aux Provinces du Golfe est renvoyé à l'année suivante.

Cette discussion fut conduite avec un décorum et un *formalisme* extraordinaires. Nos amis de là-bas ne paraissent pas avoir l'idée de la causerie. Ils ne parlent qu'en assemblée régulièrement organisée. Ne

fussent-ils que trois, il faut un président et un secrétaire. Toute proposition doit être faite par écrit; on ne parle qu'une fois sur une question, et pas plus de cinq minutes. On dirait que M. Holton leur a donné des leçons ou qu'ils font un apprentissage de député.

Ceux qui ne sont pas habitués aux usages, ne peuvent s'empêcher de remarquer un abus de formalités, mais il paraît que c'est nécessaire pour prévenir d'autres abus d'un autre genre.

Tous les Anglais ont la bosse du *speech*. En toute circonstance, il leur faut la solennité de la tribune, et il ne leur est pas permis de souhaiter la bienvenue à personne, avant le préliminaire obligé: *Mr. Chairman, Ladies and Gentlemen*. A propos de tout et à propos de rien, ils prennent le ton de Mithridate expliquant son intention d'aller passer la charrue sur la ville de Rome. Pour prévenir des longueurs extrêmement dangereuses par un temps de pareille chaleur et mettre un frein aux imaginations trop emportées, on a besoin de tous ces règlements qui coupent les ailes à l'orateur, mais sauvent la vie de l'auditoire.

Il paraît qu'il n'y a pas la moindre réunion, même parmi les dames, sans qu'on prenne toutes ces précautions. Seulement nous ne savons pas si on limite le temps des *oratrices*. Peut-être qu'on ne le fait pas, pour éviter de trop fréquents coups de langue dans le règlement.

La veille, une première assemblée avait eu lieu, et les suffrages avaient appelé à la présidence de l'Association, pour l'année courante, M. Buckingham, rédacteur du *Stratford Bracon*.

IV.

On alla prendre le steamer *Algoma* au temps fixé. L'*Algoma* est un joli vaisseau de 170 pieds de long et de 46 pieds de large sur le pont; la profondeur de la cale est de 11 pieds. Il a été construit à Détroit en 1863 pour la Compagnie de Navigation du Lac Huron et du Lac Supérieur. C'est le premier steamer qui ait fait le service régulier jusqu'au Fort William. Il est construit sur le plan ordinaire de nos steamers, avec un engin de la force de cent chevaux.

Le fret n'est pas assez considérable pour soutenir un propulseur de la force et de la grandeur de ceux qui desservent les stations américaines.

La *Rescue* avait déjà commencé à voyager dans cette direction, il y a onze ans. L'année suivante, elle avait été suivi du *Collingwood*; mais leurs voyages étaient rares et irréguliers.

L'année dernière, la ligne a été considérablement améliorée par la construction de 5 phares, au coût de \$ 3.500, espacés sur les îles sans nombre que possèdent ces lacs. Ces phares sont restés sous le contrôle direct du gouvernement qui paie, pour leur entretien annuel, environ \$ 1,600. On parle d'en construire encore un ou deux, pour faciliter une navigation qui est exposée à une foule d'accidents, par suite des difficultés nombreuses qui l'environnent sans cesse.

Enfin nous voguons sur les eaux du lac Ontario, dans la baie de Nottawasaga, laquelle est dans la baie Georges. Ces grands lacs du Canada font l'admiration des étrangers, et avec raison. Il y a beaucoup de mers qui n'ont pas d'aussi grandes dimensions.

Le lac Huron, dont nous sillonnons les ondes, est le deuxième dans l'ordre de l'étendue. Il a 250 milles de long sur 120 milles de large, formant une superficie de 20,000 milles. Son élévation au-dessus du niveau de la mer est de 578 pieds, et sa plus grande profondeur de 1000 pieds. Les eaux sont extrêmement claires. Quelques voyageurs affirment qu'elles sont tellement remplies d'acide carbonique qu'elles jettent des étincelles durant la nuit.

Nous n'avons pas été témoins de ce phénomène. On a même été jusqu'à comparer un voyage sur le lac Huron à une excursion en ballon, tant les eaux sont transparentes et limpides. La comparaison nous paraît forcée, et, en réalité, il est difficile de pousser l'illusion jusque là.

Les eaux sont généralement très-chaudes ; on affirme qu'à 200 pieds de profondeur, durant l'été, le thermomètre se tient à 56°. Du reste la température est susceptible d'écarts extraordinaires dans toute cette localité. Le capitaine Bayfield affirme qu'à Penetanguishene, le thermomètre, qui s'était tenu à 40° durant le jour, tombait à 33° durant la nuit. A ce même endroit, en 1825, le thermomètre a marqué jusqu'à 124°.

Le lac Huron se divise en deux parties bien distinctes : le lac proprement dit et la baie Georges. Cette division est produite d'abord par la langue de terre longue de 40 lieues, qui s'étend de Collingwood jusqu'à Cabot's Head, et ensuite par le groupe d'îles qui se prolongent jusqu'au Sault Ste-Marie.

La baie Georges est très-considérable ; sa superficie n'a pas moins de 6,000 milles carrés. Elle renferme elle-même la baie de Nottawasaga, anciennement la baie des Iroquois, au fond de laquelle se trouve la ville de Collingwood, la baie de Matchadash, qui reçoit les eaux du lac

Simcoe par la rivière Severn, et la baie des Français dans laquelle se décharge la rivière du même nom.

On sait que cette dernière rivière doit former l'un des liens de cette magnifique chaîne de navigation que l'on se propose de compléter entre Montréal et Chicago, en passant par Ottawa. Tant il est vrai que l'on revient toujours à ses anciennes habitudes : c'est absolument la voie que suivit Champlain, lorsqu'il alla, le premier des hommes civilisés, porter la croix et le drapeau de la France jusque sur les bords du lac Huron. C'est également de la baie Georges que doit partir le canal destiné à tourner, au profit de Toronto, les difficultés que présente le passage du canal Welland.

Le nom de baie Georges doit avoir été donné par Champlain lui-même, en mémoire du capitaine Georges, qui commandait le vaisseau sur lequel il avait fait sa dernière traversée, et dont il paraît avoir conservé un excellent souvenir.

Quant au lac Huron, il doit son nom à la tribu qui habitait la péninsule de l'ouest. Champlain vogua sur ses eaux et en explora les côtes, il y a près de deux siècles et demi.

En 1615, le fondateur de Québec s'embarquait avec un nommé Nicolas Vignau, pour aller découvrir la Mer du Nord, et après beaucoup de fatigues et de dangers, il pénétrait jusqu'au lac Népissingue, où il recevait l'hospitalité de son ami Tessouat, qui lui donna un grand dîner.

C'est déjà un bon chemin de fait. Deux ans après, Champlain se mettait à la merci des Hurons pour cette malheureuse expédition contre les Iroquois, dans laquelle il fut en même temps vaincu et blessé. Étant arrivé fort à l'avance chez son vieil ami Tessouat, il employa ses loisirs à visiter la contrée.

Dans un de ses récits, il dit : “ Nous continuâmes notre chemin le long du rivage de ce lac des Attigouantans, où il y a un grand nombre d'isles, et fimes environ 45 lieues costoyant toujours le dit lac. Il est fort grand et a près de trois cents lieues de longueur de l'orient à l'occident, et de large cinquante, et à cause de sa grande étendue je l'ai nommé la Mer Douce. ”

Le lac Huron a porté pendant longtemps ce nom de *Mer Douce*, que l'on retrouve sur plusieurs cartes. Il fut le premier des grands lacs découverts par les Français, qui lui appliquèrent ce nom, sans savoir qu'il y avait encore trois autres mers de cette espèce.

Champlain raconte aussi qu'il traversa une baie qui fait une des extrémités du lac, et qu'il fit environ sept lieues avant d'arriver à un

village appelé Otouacha. Il visita une vingtaine de villages, où il fut admirablement fêté. Partout on voulait lui donner un grand dîner. Le menu était comme suit : du pain, des citrouilles et du poisson. Et pas la moindre trace de champagne.

Il parle aussi d'une nation appelée *La nation des cheveux relevés*, "à la manière des courtisans." Déjà les *waterfalls*!

Ces renseignements seront pénibles pour nous qui pensions avoir fait la trouvaille de ce territoire.

La carte dressée par Champlain à cette époque, d'après ses observations et les rapports des sauvages, étonne par son exactitude et donne la plus haute idée du talent d'observation, des connaissances et du travail de ces grands hommes d'autrefois.

V.

Le premier jour de notre excursion, nous devons nous diriger vers Owen's Sound, à quarante-sept milles de Collingwood. En partant, nous voyons le fameux groupe d'îles de la Poule et des Poussins (Hen and Chickens). Nous laissons aux archéologues le soin de découvrir l'origine d'une dénomination aussi singulière.

Plus loin, nous côtoyons la terre qui présente un aspect assez ordinaire. Elle est élevée d'environ deux cents pieds, composée de sable et d'argile, et porte la trace de nombreux éboulis.

Nous entrons dans la baie d'Owen's Sound vers cinq heures; on attendait notre parti d'excursionnistes, et on nous avait préparé une réception magnifique. Un corps de musique était sur le quai, et nous précéda à la salle d'exercice, où un lunch nous était servi.

Le corps de musique est l'accompagnement obligé de toute démonstration haut-canadienne. Il n'y a pas de petite place qui n'ait sa troupe de cuivre (*brass band*) dont les membres portent un uniforme, généralement de très-jolie apparence.

La salle d'exercice où nous devons recevoir une si gracieuse hospitalité, est très-vaste, et absolument dans le goût qui convient.

Après l'appétit vint la soif de l'éloquence; heureusement que le président n'était pas ambitieux de succès oratoires, et il proposait les diverses santés d'usage avec une concision qui lui a mérité ma reconnaissance éternelle.

Owen's Sound est situé au fond de la baie du même nom. Anciennement, cette ville s'appelait Sydenham, du nom du *township*. Elle a été fondée vers 1850; à cette époque, la population de tout le township ne

dépassait pas 100 âmes ; maintenant la ville seule atteint ses trois mille âmes, et n'a pas moins de trois journaux. Les paysages avoisnants nous ont été mentionnés comme étant d'un grand intérêt. Il y a surtout des chutes qui font l'admiration de tous les voyageurs.

Dans le voisinage de la ville se trouvent aussi des carrières de pierre grise qui possèdent toutes les qualités requises pour les constructions.

Notre visite à Owen's Sound, outre qu'elle nous permet d'accepter l'hospitalité de ces habitants — pour laquelle ils voudront bien recevoir nos sincères remerciements — et d'admirer leur jolie localité, nous valut encore l'honneur d'ajouter, à la liste de nos plus aimables amis, trois noms que nous n'aurons garde d'oublier de longtemps.

Le premier est le juge du comté, un type de ces juges de l'ancien temps, que l'on aime à se présenter sous un chêne, sans tricornes et sans dossiers, écoutant les plaignants avec une bonhomie qui rendrait des points à la patience de Job, et dont les jugements tiendraient tête, pour la sagesse, à celui de Salomon. Ce brave juge d'Owen's Sound secoue, en sortant du Palais de justice, la poussière des dossiers et la solennité austère du tribunal pour redevenir un joyeux garçon, un peu gourmet et raffolant de la pêche.

Ce serait plaisir de se faire condamner à n'importe quoi par un pareil juge, seulement pour se convaincre qu'il en éprouverait plus de peine que l'accusé.

Notre deuxième hôte était le capitaine Smith, un brave, sur terre comme sur mer, à la table comme au salon.

Enfin, nous comptions, parmi nos nouveaux amis, un jeune avocat en train de faire un brillant chemin de l'autre côté du continent, à Victoria, île de Vancouver, où il a déjà « rendu à la société une demi douzaine d'assassins qui en font le plus bel ornement. » Nous rappelons son souvenir avec d'autant plus de plaisir qu'il parlait français comme un Parisien. Ils étaient trois qui parlaient le français à bord, sans compter l'auteur de ces modestes lignes. D'abord ce spirituel fils de Thémis que nous venons de mentionner; M. Romaine, l'éditeur du *Peterborough Review*, rendu célèbre par l'invention des charrues à vapeur, et le capitaine Perry, agissant comme commissaire du bord.

Ce bon capitaine nous rappelait les employés de la Compagnie du Richelieu : complaisant jusqu'à la plus parfaite abnégation, galant comme un chevalier des anciens temps, toujours prêt à tout faire pour rendre la vie agréable aux passagers et soutenir la réputation de la Compagnie.

Le capitaine McIntosh, qui commandait le vaisseau, est un type de

marin, prudent, prévoyant, dirigeant parfaitement son équipage, comprenant parfaitement la responsabilité qui s'attache à sa position et sachant s'en montrer digne.

Ces deux officiers ont rendu énormément de services aux excursionnistes et ceux-ci feraient preuve de la plus grande injustice s'ils ne savaient pas s'en rappeler.

N. PROVENCER.

(*A continuer.*)

L'EXPOSITION DES BEAUX-ARTS

DE BRUXELLES.

DEUXIÈME ARTICLE.

Le local et les modifications que la direction des bâtiments civils lui a fait subir pour l'approprier à l'Exposition, de laquelle nous avons déjà mis en relief les qualités peu artistiques, nous ont paru satisfaire à toutes les conditions qu'on est en devoir de réunir et en droit d'attendre en semblable occurrence. Sans doute, les pavillons en bois à l'aide desquels les serres et les terrasses du Jardin Botanique ont été transformées en galeries de peinture et de sculpture n'ont rien de monumental, tant s'en faut, mais ils ont été disposés de façon à ce que chaque objet ait la part de surface et de lumière dont il a besoin eu égard à ses proportions. Dans le bâtiment de la place du Trône et à plus forte raison au Palais Ducal, on ne rencontrait certes pas de tels avantages. Sous ce rapport donc l'Exposition de 1869 a réalisé un progrès très-appreciable, nous aimons à le constater, bien que nous nous mettions ainsi en contradiction avec la presque totalité des écrivains qui ont été appelés avant nous à se prononcer sur le mérite de cette œuvre gouvernementale.

Que le désir de doter ou de voir la capitale de la Belgique dotée d'un monument exclusivement consacré au culte des Beaux-Arts, ait vivement germé dans l'esprit du Roi et dans le cœur de la plupart des Belges, nous le comprenons parfaitement, et nous nous empressons d'y applaudir, parce que ce désir nous paraît avoir sa source dans un orgueil noble et patriotique. Cependant l'opportunité, la possibilité d'élever un semblable monument existe-t-elle, et les reproches que l'on adresse à l'indifférence des hommes d'État, parce que, ménagers par mandat de la fortune publique, ils ne font pas et ne se croient pas permis de se laisser entraîner à faire une dépense aussi considérable, ces reproches sont-ils justifiés ?

Nous avons visité et analysé minutieusement les locaux affectés à l'usage spécial des Expositions artistiques tant à Londres qu'à Paris. Nous avons mûrement réfléchi aux conditions que l'on aurait à remplir pour satisfaire aux exigences engendrées par des doctrines et par des réglementations fausses. Nous avons assisté aux premiers pas, puis aux progrès rapides de la production des objets de pacotille, production provoquée, stimulée et protégée par la faiblesse morale d'une partie des jurys d'admission et par la nonchalance ou la complicité intéressée du reste, et malgré tous nos efforts, toute notre bonne volonté, nous ne sommes pas parvenu à déterminer même approximativement la limite où ces progrès pourront s'arrêter. Il en est résulté que nous avons été amené à reconnaître :

1° Que ce qui a été fait dans l'intention déclarée d'une installation définitive est devenu presque aussitôt insuffisant, s'est trouvé défectueux, a dû être abandonné à d'autres usages, et, après avoir été condamné par le jugement unanime des exposants et du public, n'a présenté que le spectacle affligeant d'une dépense sinon tout-à-fait perdue, du moins ne profitant pas au but qui l'avait déterminée ;

2° Que cet abandon, ces défauts, cette inutilité relative sont le fait, non de la parcimonie des constructeurs ou de l'ignorance des architectes, mais de la complication du programme qu'on avait à remplir, programme hérissé de conditions se détruisant les unes les autres, plutôt qu'elles ne se contredisent ;

3° Enfin que le régime des arts, que les habitudes du monde qui les cultive, les encourage et leur donne la pâture, étant et persévérant à rester ce qu'ils sont, il y a impossibilité absolue d'aboutir au résultat recherché. D'où la conséquence naturelle, qu'en ce qui concerne les Expositions périodiques, nous sommes condamnés fatalement à l'impuissance par rapport à l'établissement de locaux fixes et définitifs, et à nous tenir pour satisfaits d'en obtenir de provisoires réunissant à peu près les qualités requises.

Veut-on que, pour justifier le bien fondé de cette opinion, nous offrions une preuve choisie entre les mille qu'il nous serait facile d'énumérer ? Cette preuve, ce sera l'Exposition dont nous nous occupons qui nous la fournira, éclatante, décisive et sans réplique.

En prévision d'un encombrement exagéré mais possible, la direction des Bâtiments Civils se conformant aux instructions du ministre compétent, s'était empressée de préparer un développement de surface de beaucoup plus considérable que ne l'était celui qui avait été donné il y a trois ans à la baraque de la place du Trône. C'était certes, chacun

en conviendra, aller au devant des éventualités les plus extrêmes et faire largement les choses. Or le jury n'était pas encore à la moitié de sa tâche, qu'il s'apercevait de l'exiguité de l'espace mis à sa disposition et devait provoquer d'urgence la construction de l'annexe qui longe la rue Royale. Est-ce tout? On en aurait été quitte à trop bon marché. La marée des objets admis ou à admettre a continué à monter de telle sorte, qu'il a fallu recourir à un second expédient, en même temps que, pour ne pas retarder l'ouverture du salon déjà remise une première fois, on devait se résoudre à entasser en magasin trois cents tableaux environ, qu'on en a retirés et qu'on a exposés, il est vrai, quelques jours plus tard, mais qui ont eu à souffrir, en attendant, de l'éclipse momentanée dont la fatalité, car on ne peut pas dire l'imprévoyance, les avait rendus victimes.

Un édifice consacré aux Expositions artistiques aura toujours à craindre d'être insuffisant : c'est notre conviction fondée sur l'observation des faits, à moins qu'on ne consente à adopter des proportions gigantesques ou qu'on ne se décide à circonscrire les admissions par des lois qui en rendent les abords plus difficiles.

Des proportions gigantesques auraient en premier lieu l'inconvénient de la dépense, en second lieu celui de se détériorer dans l'abandon ou de se voir débordées à leur tour ; car, en offrant un stimulant aux amateurs de gros catalogues, elles en offriraient dix à la foule des barbouilleurs qui se figurent être compris ou rester incompris, des manufacturiers de pastiches, des confectionneurs de modes, dont la nomenclature et la classification seraient trop fastidieuses à établir ; puis encore, elles tomberaient dans l'inconvénient fort grave de ne plus être en rapport avec les dimensions et l'importance des objets, de les rapetisser toujours, de les écraser parfois.

La refonte des lois qui règlent les admissions, ne paraît pas non plus avoir grande chance d'être essayée par ce temps de soif de popularité, d'égoïsme et d'autocratie démocratiques. Sans doute là serait le remède ; sans doute encore, si ce remède était appliqué avec énergie et discernement, la construction ou l'appropriation d'un édifice spécialement affecté aux Expositions pourrait être tentée, et ce serait un pas important de fait vers la solution d'un problème qui peut exercer une influence décisive sur la régénération de l'Art et sur son avenir. Mais à quoi bon aller en imagination au devant d'un événement auquel la routine, les intérêts en jeu et bien d'autres causes politiques ou sociales ne permettront pas de venir à maturité? Contentons-nous donc de ce que l'on nous donne ; et, tant que les circonstances ne se seront pas modifiées, que

l'argent des contribuables n'aille point se perdre dans des dépenses dont les moindres défauts seraient d'être téméraires et inopportunes.

Un des peintres les plus célèbres de notre siècle, homme d'esprit, de science et de jugement, plus encore si possible qu'il n'était vaillant artiste, discourant un jour sur l'état actuel de l'Art et sur les probabilités de ce qu'il sera dans l'avenir, nous expliquait par des arguments irréfutables et de ce ton qui indique la conviction la mieux établie, qu'une des causes, peut-être la principale, qui avait fait descendre le niveau des Beaux-Arts aussi bas que nous l'avions constaté dans le cours de notre conversation, et qui, s'il fallait en croire les probabilités, les ferait descendre plus bas encore, c'était la manie de la spécialité, laquelle conduit infailliblement à l'amoindrissement des facultés et arrête par le rétrécissement des horizons l'essor de l'originalité native. Ces paroles nous sont revenues à la mémoire en nous trouvant en face des huit tableaux exposés par les MM. De Vriendt, Albert (n° 411-413^{bis}) et Julien (n° 416-419), frères, nous a-t-on dit, mais certainement plus que frères, ménechmes en peinture; car l'expert le plus perspicace ne saurait découvrir dans le choix des sujets traités par chacun d'eux, dans la disposition et dans le faire, une particularité, un signe, une nuance qui puisse le mettre sur la voie d'attribuer plutôt à l'un qu'à l'autre une œuvre sortie de leurs mains.

Nous admettrons volontiers que la méthode de reprendre l'art au point où il était avant qu'il ne fût saisi par ce que l'on a appelé le grand mouvement de sa renaissance, mais qu'on signalerait avec plus de justice, pensons-nous, comme le commencement de sa chute, nous admettrons volontiers que cette méthode de reprendre l'art où l'avaient porté Fra Angelico, Masaccio, Albert Dürer, Le Pérugin, les Bellini, Memling, et les Van Eyck, mise particulièrement en honneur en Allemagne par Overbeek, Cornelius et leurs nombreux disciples ou imitateurs, peut avoir l'avantage de le rajeunir, de lui restituer peut-être l'originalité qu'en brisant avec les errements rebattus du paganisme grec et romain, il avait puisé dans l'idéalisme des inspirations douces ou terribles de la croyance chrétienne. Il se pourrait que l'incontestable supériorité que s'est acquise depuis peu l'École allemande, et que, quoique dans des œuvres secondaires, nous aurons bientôt l'occasion de constater, n'eût pas d'autre origine, et pût servir d'argument à ceux qui soutiennent cette thèse à laquelle, comme nous l'avons donné à entendre, nous ne sommes pas éloigné de nous rallier. Néanmoins le retour de l'art à ses sources ne doit pas, pour atteindre le but de restauration auquel il vise, consister dans une imitation servile des minia-

tures aussi bien que des monuments sculptés de l'École primitive. L'artiste qui se sera décidé à marcher dans cette voie devra étudier l'esprit des modèles qu'il se propose, la simplicité de leur composition, cette grâce de convention qui était inhérente à la société de leur époque; mais il ne devra pas abandonner sa propre nature, retrancher quoi que ce soit aux élans de son imagination, et encore moins négliger l'emploi de perfectionnements introduits par la pratique et par les découvertes survenues dans les procédés de l'art. Quand on sait manier le pinceau, poser la couleur, concevoir l'effet des tons, en calmer la vivacité pour les mettre en harmonie avec l'ensemble comme MM. De Vriendt le savent, quand on a la main assez sûre pour dessiner aussi correctement qu'ils dessinent, on ne se voue pas aux pastiches, on ne se confine pas de parti pris dans une époque, un maître, une école dont on adopte même les erreurs, pour en arriver à construire de pièces et de morceaux une singerie qui, tracée dans une langue morte, ne peut rien exprimer de vivant ou produire d'autre impression que celle de l'étonnement que l'on éprouve toujours à l'apparition d'une chose insolite. Quand on a tant de science et d'habileté acquises, on tire quelque chose de son propre fonds, on s'affranchit d'une soumission aveugle, on se permet d'exister de sa propre existence, et non de réminiscences cousues l'une à côté de l'autre avec un labeur visible; on fait de l'art primitif, si l'on est convaincu de sa supériorité ou si l'on s'y sent entraîné par vocation; mais on n'oublie pas que, dans les sensations à faire naître de l'art, l'esprit et l'âme sont en jeu, que si l'esprit est satisfait par l'illusion de la forme, l'âme reçoit toutes les impressions qu'on a voulu produire sur elle, que si au contraire l'esprit est préoccupé de quelque désaccord, s'il est choqué de quelque anachronisme, l'impression que l'âme doit recevoir sera incomplète ou tout à fait détruite; en tous cas, on s'arrange de manière à ce que le vêtement qui babille les personnages ne simule pas, en se drapant, les plis anguleux, raides et saillants que pourraient faire le zinc et le fer blanc, à ce que les costumes, le style des accessoires, soient du temps du sujet représenté, et l'on n'oublie pas que la démarche, le geste, les attitudes sont profondément modifiés par un ton de convention particulier à chaque époque et par la nature des habillements et des équipements, armures en fer, ou cottes de maille, étoffes pesantes, légères, souples ou empesées, lesquels commandent aux mouvements et impriment un caractère particulier à l'aspect de la scène, aux dispositions des groupes et à l'expression des figures. « *Rare volte passa innanzi chi camina sempre dietro* » disait et répétait Michel

Ange à ceux de ses élèves qui l'imitaient servilement, et Michel Ange avait raison; car, pour compter aux yeux du public et dans l'opinion des connaisseurs, il faut être soi-même, il faut trouver en soi et dans l'observation des autres l'expression juste qui rend le mieux les sentiments inhérents à l'idée, à l'action qu'on veut exposer aux spectateurs et leur rendre intelligible et sympathique.

M. Lagye affectionne, lui aussi, on ne peut pas s'y méprendre, la route dans laquelle se trouvent plutôt égarés qu'engagés MM. De Vriendt. Lui aussi revient au dessin correct mais tant soit peu raide et anguleux des anciens maîtres et à la sobriété des effets et de la disposition des personnages, qui est une de leurs qualités les plus précieuses. Cependant, il faut le dire, car c'est justice, il y revient en ne perdant pas de vue que depuis lors l'art de peindre a fait du chemin, et que pour être rangé au nombre des artistes, s'il a fallu de tout temps savoir tirer quelques moutures de son sac, il le faut aujourd'hui plus que jamais. Cette opinion, nous nous la sommes faite, en examinant le petit tableau « *l'Infidèle* » (n° 680), le seul de M. Lagye dont nous voulions nous occuper et que le roi a eu bien raison d'acheter. L'amer mépris que révèle le sourire ironique du beau Lansquenet qui, retenu par le devoir à sa faction, voit passer devant lui la femme dont il a eu à se plaindre, la confusion, nous dirions presque le regret de celle-ci et la surprise ou les sentiments peu bienveillants qu'expriment les physionomies des soudards attablés à l'arrière plan, confidents indiscrets de l'aventure et la commentant à leur guise, tout cela est rendu avec une vérité qui fait que l'on ne peut pas se tromper sur la signification du sujet. C'est incontestablement un premier et remarquable mérite; car, quand il a peint, le peintre doit avoir tout dit, d'où la conséquence que le tableau qui a besoin d'un texte ou d'un officieux pour l'interpréter n'est pas dans les conditions de l'art, dont le premier devoir est, nous ne cessons de le répéter, de communiquer d'une manière claire et précise l'impression ressentie par l'artiste, de trouver en somme la forme, qui, en exposant la conception, la fait saisir sans effort par la foule des spectateurs. Ajoutons que la composition est parfaitement équilibrée dans son ensemble, la lumière juste, la couleur brillante et bien harmonisée, que l'exécution technique est habile, fine même, chaque chose ayant un égal degré de réalité, quoique à des places différentes, sans tomber pourtant dans la minutie, sans s'écarter des principes sages, puissants, féconds de l'imitation conventionnelle. Que veut-on de plus? Nous n'aurons pas d'éloges pareils à donner aux meilleurs tableaux que nous avons dû passer en revue.

Ce milieu entre un réalisme trop minutieux d'où s'échappe toujours une exécution pénible, froide, monotone, et le laisser-aller qui sous prétexte de facilité, de fougue et d'inspiration s'arrête pour ainsi dire aux abstractions et aux traits fugitifs des esquisses, est pourtant la ligne de démarcation qui sépare l'art du métier. L'atteindre et ne pas la dépasser, soit d'un côté soit de l'autre, c'est le propre du talent. On répondra, il est vrai, que l'exécution ne constitue pas tout l'art de la peinture, qu'un tableau peut avoir du mérite quoique faible de couleur ou négligemment travaillé. M. Émile Wauters n'a-t-il pas été de cet avis en peignant son *lendemain de la bataille d'Hastings* (n° 1249) que nous avons vu ébauché et promettant mieux à une exposition particulière du Cercle Artistique? S'il en était ainsi, il voudra bien nous permettre de lui représenter qu'il serait tombé dans une erreur susceptible d'exercer une fâcheuse influence sur son avenir et sur les espérances que ses dispositions avaient fait concevoir de lui. Sans doute, tout l'art ne réside pas dans l'exécution. Sans doute, c'est par la tête qu'on *est* artiste; mais il convient de réfléchir à ceci, c'est qu'on ne saurait pas *paraître* artiste si, en même temps qu'on l'est par la tête, on ne l'est pas par la main. Le dessin, la couleur et la perfection du rendu sont à proprement parler le langage de l'art. Seuls ils peuvent révéler la création de l'artiste; si le langage est insuffisant, ou s'il est faux, la création ne se dévoilera qu'imparfaitement ou même pas du tout. Cette scène du lendemain non-seulement de la mort d'un bon chef et d'un brave soldat, mais de la perte de l'indépendance de toute une nation, scène que M. Wauters a voulu faire poignante et qui avait raison de l'être en effet, n'est et ne peut être aux yeux de celui qui la regarde, que la représentation banale de quelques personnages entourant un cadavre, celui du premier venu, car pas un indice, pas un emblème ne met sur la voie du fait historique. Elle n'est qu'une scène triste, noyée dans une teinte plutôt monotone que sombre, au milieu de laquelle les acteurs sont campés sans action, et, si l'on en excepte la femme agenouillée dont le visage exprime tant soit peu la douleur, presque sans sentiment, comme s'ils assistaient à un événement ordinaire et non à la ruine accomplie de la patrie saxonne et de sa puissance. Ce n'est pas par des moyens pareils qu'on transporte le spectateur dans le sujet choisi, M. Wauters sera forcé d'en convenir; ce n'est pas ainsi qu'on l'associe à la pensée qui a germiné dans l'imagination du peintre et qui pour appartenir à l'art doit être féconde; ce n'est même pas ainsi qu'on fait du réalisme, c'est ainsi qu'on fait de la terne banalité, maladie artistique dont il est possible de ne pas mourir, mais dont on

revient difficilement, ce qui faisait dire à Girodet : « Jetez-vous dans le bizarre plutôt que de tomber dans le commun; avec l'expérience vous réussirez à vous affranchir du premier, mais une fois que vous y serez tombé, vous ne vous affranchirez jamais de la platitude. »

C'est un peu dans le bizarre que M. Matejko de Cracovie et M. Lumley, l'envoyé extraordinaire de S. M. Britannique à Bruxelles, sont tombés : le premier dans son *Sendigovius* (n° 768) et le second dans sa *Pêche du Saumon à l'embouchure de la Neva* (n° 743), et ce que nous avons reconnu dans leurs œuvres nous range plus que jamais à l'avis de Girodet. La complication de la composition du *Sendigovius*, le contraste des lumières d'où résulte naturellement une espèce de scintillement aussi bien dans les clairs que dans les ombres, la rudesse du pinceau qui laisse échapper les teintes par jets plutôt qu'il ne les pose, offrent au regard un je ne sais quoi d'étrange qui le surprend tout autant que la ligne droite presque symétrique des *pêcheurs de la Neva*, l'uniformité d'action de ces derniers et la clarté crépusculaire dans laquelle il se meuvent, et qui jette, sur les étoffes grossières de leurs accouplements et sur les méplats des figures, des reflets d'une nature telle qu'on ne sait s'ils sont phosphoriques ou s'ils proviennent de la diffusion des rayons du soleil cachés incomplètement sous la transparence d'une nuit d'été polaire. Rendons pourtant justice à M. Matejko et à M. Lumley. Que M. Matejko choisisse un sujet autre qu'une scène d'alchimie qui a dû évoquer dans sa mémoire le souvenir de Rembrandt et le pousser, peut-être à son insu, à imiter et par conséquent, car tous les imitateurs chargent, à dépasser les qualités et les défauts du prototype ; que M. Lumley se pose en face d'un jour franchement accusé et qu'il consacre ses loisirs à la reproduction d'un sujet qui se prête à la variété des poses et au contraste des expressions, et la science du dessinateur et du coloriste que, dans des proportions et sous des formes diverses, possèdent l'un et l'autre, apportera à l'art, si nous ne nous trompons fort, un contingent d'œuvres bien faites et certainement dotées de cette originalité de style qui est, un peu comme l'élégance, un ensemble de justes proportions en rapport avec ce qu'il y a de plus épuré dans nos goûts. L'originalité dont nous parlons, on ne doit pas la chercher ; car celle que l'on cherche gâte celle que l'on a, ainsi que peut nous le démontrer un exemple que nous avons sous la main et qui sera, croyons-nous, des plus concluants.

M. Courbet possède une valeur réelle, à tel point que personne n'oserait ou ne voudrait la lui contester. Nous ignorons la mesure de sa force comme dessinateur, puisque, dans la carrière qu'il a suivie, et dans

laquelle il s'obstine à marcher malgré tout et de parti pris, les écarts, les irrégularités qu'on a remarquées dans les membres, dans les attaches et dans les proportions d'ensemble des figures, peuvent aussi bien provenir du choix insouciant d'un modèle mal conformé que de l'incertitude du crayon qui les a transportés sur la toile ; mais, pour ce qui est de la couleur et de l'art de lui faire dire ce qu'elle doit exprimer de chaque objet, pour ce qui est du ton général de l'ensemble dont l'objet ou les objets représentés font partie, nous tenons pour indiscutable que pas un des artistes contemporains ne le surpasse et que peu des maîtres des anciens temps l'ont dépassé. Si M. Courbet s'était appliqué à se bien servir du talent exceptionnel, très-élevé, de coloriste qu'il s'est acquis, s'il avait conservé de son penchant pour le réalisme ce qu'il lui en aurait fallu pour rendre sensibles, par les plus beaux types que fournit la nature, des conceptions qui ne fussent ni vulgaires, ni prétentieuses dans leur banalité, ni souillées par des sentiments lubriques, il se serait sans aucun doute acquis une place principale dans l'art de son siècle, et une place très-enviable dans l'art qui a jeté un si vif éclat depuis la Renaissance. Au lieu de cela, il a préféré le savoir-faire qui copie d'une main facile mais sans choix, avec une tendance au commun et à l'ignoble, tout ce qui lui tombe sous les yeux ; il a abandonné l'originalité qui lui était propre, la justesse de la gamme des tons, l'inspiration de l'âme, les rêves poétiques qui, malgré lui, se sont fait jour dans plusieurs de ses travaux, notamment dans ses paysages, et ils s'en est allé chercher une originalité factice dans la matérialité des corps les plus vulgaires, dépouillés de l'animation qu'ils reçoivent de l'intelligence, et présentant des proportions exagérées si pas monstrueuses, comme on peut s'en convaincre, pour ne pas sortir du salon, en s'arrêtant devant le tableau *La Source* (n° 252) où la finesse de la taille de la femme peinte de dos, comparée avec le reste, fait songer à une grenouille qu'on aurait pendue par les pattes ! Le caractère hideux des corps qu'affectionne et que peint M. Courbet le fait, lui, l'ennemi déclaré de l'idéal du beau, tomber, sans qu'il en ait conscience, dans l'idéal du laid. Aussi, que pouvait-il sortir de cette préoccupation ? ce qui en est en effet sorti, des œuvres terre à terre, extravagantes, non originales, qui, par leur étrangeté, attirent les ignares, et, par la répugnance qu'elles leur inspirent éloignent les connaisseurs, des œuvres qu'il pourra vendre cher, comme on vend toujours tout objet dont la rareté et la singularité allèchent les curieux, mais qui, en désertant les principes de l'art, mériteront que tout homme de goût, en les voyant, s'approprie le mot fameux de Louis XIV, et s'écrie : Otez-moi ces magots.

C'est un lot peu enviable, ce n'est que justice d'en convenir, et d'autant plus triste que M. Courbet se l'attribue par libre choix, avec un entêtement digne d'une meilleure cause, que c'est de gaité de cœur qu'il s'est coupé des ailes qui l'auraient conduit très-loin s'il s'était confié à leur puissance, et qu'il se les est coupées pour patauger dans une excentricité prosaïque et de bas aloi.

Nous ne parlerons pas de ses imitateurs, quoiqu'ils abondent au salon. Jeter par-dessus bord toute initiative personnelle, se ranger comme des moutons dociles à la suite d'un talent aventureux qui ayant entrevu un filon au fond des eaux fangeuses d'un marécage s'y est précipité à corps perdu pour l'exploiter tant bien que mal sans prendre souci de la meilleure partie du bagage qu'il laissait accrochée aux ronces de la rive, ni des impuretés qu'il accumulait autour de lui en barbotant au hasard, et s'y ranger dans l'espoir cupide de glaner çà et là quelques parcelles de l'or que le pionnier dont on s'est condamné à suivre les traces n'aurait pas ramassées par mégarde : c'est se mettre en contradiction manifeste avec cet esprit d'indépendance qui est surtout chez la jeunesse artiste le cri de ralliement de notre siècle, c'est pour un motif avilissant faire fi de cette dignité des individus que nous entendons invoquer à tout propos et que nous ne rencontrons que bien rarement. Mais, qu'importe à bien des gens de se mettre en contradiction avec les principes qu'ils se donnent l'air de professer lorsque le lucre se trouve au bout, escorté de la flatterie intéressée d'une multitude qui, dévoyée elle-même, retire, des louanges et des encouragements qu'elle prodigue aux égarements d'autrui, sa propre justification, sa réhabilitation et l'excitation qu'il lui faut pour persévérer ? Il n'est permis qu'au petit nombre, à ceux qui, forts de leur volonté, planent au-dessus des considérations vulgaires, d'arriver au sommet de cette montagne escarpée où l'art s'épanouit ou de se maintenir sur la route qui y mène : la montée en est trop rude pour ne pas provoquer de nombreuses défaillances, pour que les individus dont le cœur n'est pas ferme ne s'y dérobent pas, aussitôt qu'ils rencontrent un sentier qui leur permet d'en sortir par une issue humble, mesquine, si l'on veut, mais d'abords plus faciles et, par conséquent, moins fatigante.

Les adeptes du réalisme ne sont du reste pas les seuls auxquels s'appliquent ces réflexions. A côté d'eux, pour ne pas dire en avant, se pressent les adeptes de cent autres spéculations ou manies, suivant tous, avec plus ou moins d'entrain, des ornières sur lesquelles ils glissent à la file avec une certaine somme de profit, mais aussi sans conviction, sans ardeur et surtout sans gloire.

M. Alfred Stevens, dans le coin de la peinture où il s'est blotti, a fait preuve d'un mérite réel que celui qui baserait son jugement sur les quatre tableaux, exposés au Salon de cette année, apprécierait sur des données fausses. La grande réputation dont on a entouré son nom n'a pas été entièrement usurpée, nous avons hâte de le proclamer, et nous nous rappelons un temps, où, au-dessus des brillantes soieries et au milieu des riches appartements qu'il rend et a toujours rendus avec une incontestable habileté, il plaçait des personnages qui, s'ils ne brillaient pas du côté du sentiment et de l'expression, avaient du moins l'apparence d'être bâtis sur un patron normal et de vivre. M. Alfred Stevens peut avoir eu tort — tort dont nous avons signalé déjà les inconvénients — de se confiner dans une spécialité mesquine, de localiser, pour ainsi dire, les efforts de ses crayons et de ses brosses ; mais, en somme, si l'ambition qu'il a ressentie s'est tenue enfermée dans un cercle d'une modestie exagérée, c'est affaire à lui, et si, voyant les belles facultés d'un bon artiste, employées à la recherche d'une réputation d'adroit faiseur de coquettes mignardes et d'accessoires, on a pu éprouver des regrets, personne n'a eu le droit de lui en faire des reproches. Le progrès moderne dont nous entendons proclamer l'existence par-dessus les toits, serait-il, par hasard, arrivé à produire des êtres humains bâtis spécialement pour faire valoir de la meilleure façon les satins et les dentelles dont on les couvre, pour se glisser sur les tapis les plus moelleux sans les fouler, et pour se servir de meubles riches sans que ceux-ci en souffrent aucunement ? Nous l'ignorons, l'aveu ne nous coûte guère, à nous qui, par rapport au progrès dont il est tant question, en sommes demeurés à cette catégorie de vieilles idées qui empêche de comprendre que la propriété soit le vol, l'héritage et la famille des institutions surannées, la soumission aux lois et à l'autorité, lâcheté et esclavage. Cependant, ou le progrès a réalisé ce phénomène et refait la structure de la charpente humaine, ou M. Stevens a inventé des corps de femmes à l'usage des étoffes et des sièges qu'il peint, corps soit disloqués, soit bâtis d'éléments élastiques, mais réussissant dans tous les cas à se plier sans gêne aux divers mouvements réclamés par les reflets et les contrastes qu'il entend produire et qu'il produit, ceci est incontestable, de la manière la plus complète et la plus satisfaisante. Ne serait-ce pas à cette modification du physique qu'il conviendrait aussi d'attribuer l'insensibilité automatique de tous ces gracieux visages dont les yeux quoique parfaitement découpés n'ont pas de regard, les muscles, pas de tressaillements, dont la bouche manque de ce je ne sais quoi de vitalité intelligente qui accompagne d'habitude le sourire

des personnes en pleine possession de leurs facultés intellectuelles? Nous posons le problème en laissant à plus compétent que nous le soin de le résoudre; nous nous bornons à faire remarquer que ce parti pris de sacrifier les personnages aux vêtements qui les couvrent, aux ornements qui les parent, aux accessoires qui les entourent, est un système inflexiblement adopté par l'école qui n'y déroge jamais, et nous aurions conclu de cette remarque que le sacrifice de la partie principale du tableau était une nécessité inhérente à ce genre de peinture, si nous ne nous étions souvenu à temps que Paul Véronèse en Italie et Terburg en Hollande faisaient passablement, eux aussi, les dentelles, les bijoux, les brocards, les velours, et que cette habileté qu'ils déployaient dans les rendus des ornements et des costumes ne les a pas empêchés de peindre des personnages pensant, s'exprimant et se mouvant tout comme s'ils n'étaient couverts que de serge ou de n'importe quelle défroque en usage chez le commun des mortels.

Du reste, sans aller rechercher à Venise ou à Deventer des souvenirs fastidieux à la plupart de nos artistes contemporains et qu'il est peut-être indiscret de réveiller, ici, à l'Exposition et parmi les moins applaudis, — la réclame tout comme la camaraderie n'est pas accessible à tout le monde — nous avons eu l'avantage de faire connaissance avec des peintres qui, parce qu'ils ont su rendre très-adroitement les habillements dont ils ont paré les personnages de leurs compositions, ne se sont pas cru dispensés de leur faire dire quelque chose, de les associer à une action, de les modeler le plus correctement qu'ils pouvaient, et souvent de les modeler très-correctement. Voici un *Tir à l'arbalète sous Louis XIII* (n° 345). Le catalogue nous dit qu'il a été peint par M. Auguste de la Brély dont nous croyons, soit dit en passant, entendre le nom pour la première fois. Les gentilhommes qui s'exercent ou s'intéressent à ce jeu, la femme, sœur ou amie de celui d'entre eux qui préside, sont richement accoutrés, aussi richement que des raffinés du bel air devaient l'être à cette époque de luxe et d'étalage. Dans ce tableau aux dimensions modestes, on peut compter le nombre des poils du velours et les brins des plumets, ce qui est un mérite contestable pour nous, mais très-apprécié de la généralité; les reflets et les ombres de satin y sont d'un effet et d'une transparence ne laissant rien à désirer, et pourtant les personnages ne s'étonnent pas de se savoir habillés; ils babillent, ils regardent, ils s'occupent de leurs affaires, peut-être bien des affaires des autres, et cela très-naturellement et avec la plus grande désinvolture possible.

Voici encore une robe magnifique de grandeur naturelle en satin bleu glacé (n° 1139) qui invite au toucher, tant l'éclat et le moelleux de la soie sont vrais; c'est M. Van Lérius qui l'a peinte et qui pour se faire pardonner, pensons-nous, l'excentricité qu'il a appelée une *prise de voile* (n° 1138), en a recouvert les formes gracieuses et bien proportionnées de *M^{me} la baronne H. v. H.*, et en a fait l'accompagnement d'une tête intelligente, au regard sympathique, au sourire bienveillant, harmonieuse de ton, correcte et fermée de dessin, constituant en somme un portrait des mieux réussis, le seul qui, en compagnie de celui de M. O. (n° 1083) savamment modelé et peint par M. Van Camp, puisse être cité au milieu de la cohue de productions hétéroclites de ce genre que le salon étale aux yeux des visiteurs peu charmés de les y rencontrer. Le rendu des accessoires, et il ne tiendrait qu'à nous de multiplier les citations qui le prouvent, peut donc s'allier à l'apparence de vie et de sentiment des personnages qui en sont entourés et parés. M. Stevens et ses imitateurs sauront-ils en convenir? Nous l'espérons sans y compter outre mesure.

Nous avons cru, sacrifiant à l'usage, devoir nous occuper en premier lieu des célébrités les plus en vogue, des artistes à la mode, ayant fait école et faisant du bruit dans le monde qui, à des titres divers, s'occupe des arts. La faute n'en est pas à nous, si l'amour que nous ressentons pour la vérité nous a placé dans la dure obligation d'avoir plutôt à formuler des critiques qu'à prodiguer la louange. Nous allons maintenant parcourir ce qui nous a paru être la partie intéressante de l'Exposition et signaler les rares peintures qui, indépendamment des quatre ou cinq que nous avons déjà citées, nous ont paru offrir tous les caractères d'œuvres sérieuses. Que nos lecteurs ne s'effraient cependant point, nous serons bref, et ce nous sera d'autant plus facile que le champ dans lequel nous nous proposons de glaner est malheureusement d'une étendue des plus restreintes.

En achetant au profit de la loterie le tableau de M. Pagliano *Pour le trousseau* (n° 846), la commission a fait preuve de beaucoup de goût. Cette jeune paysanne, au costume lombard, placidement assise, filant d'un air rêveur sa quenouille, songeant peut-être au sort qu'elle aura lorsque la toile dont elle prépare les fils sera tissée, est un travail magistral, d'un modèle parfait, robuste de couleurs, qui nous rappelle le meilleur faire des maîtres italiens, de celui de Cristofano Allori, dans sa fameuse *Judit*, entre autres. Est-ce que l'Italie des arts se réveillerait de sa torpeur? M. Pagliano contribuerait beaucoup à nous le faire croire si, à la première occasion, il venait nous offrir une composition dans la

même manière, d'une plus grande importance, et réussie à un degré égal.

Le rêve de Nausicaa (n° 524) est-il coté à un prix trop élevé pour qu'il ait été possible de l'acquérir, ou la commission de la loterie s'est-elle effrayée des quolibets que le choix d'un sujet mythologique soigneusement traité aurait pu attirer sur elle de la part des amateurs de réalisme et de peinture raboteuse? Quoiqu'il en soit, nous qui ne prenons pas souci des ricanements des gens qui ont d'autres idées que les nôtres, nous avouerons franchement que, dans les dimensions exigües de cette petite composition presque microscopique, nous trouvons plus de science soit de disposition, soit de dessin, soit de couleur, que nous n'en avons remarqué dans des tableaux de proportions plus vastes et ayant déjà conquis une large part de renommée. L'expression est excellente et on comprend à peine comment M. Pierre Glaize, l'auteur patient de cette délicate peinture, est parvenu à la rendre saisissable sur les traits de figures aussi minognes. Minerve parle, Nausicaa quoique endormie écoute, et les deux esclaves placées à l'arrière-plan sont réellement affaissées sous l'empire du sommeil dans lequel la déesse les a plongées. à son apparition. Ces dernières forment un groupe secondaire éclairé par la lumière rougeâtre d'une lampe et qui fait opposition au groupe principal qu'éclaire la lumière phosphorescente et argentée qui émane de Minerve. Les modulations des tons, conséquence naturelle de ce contraste, sont indiquées avec une perfection et une sûreté de brosse qui égale la beauté des types choisis par l'artiste; quant au dessein, le moins que nous puissions en dire, c'est que nous avons cherché, sans y réussir, à y découvrir quelque imperfection.

Est-il permis d'espérer que, grâce à ces qualités dont on pourra constater le degré, mais certes pas l'existence, ce charmant petit tableau ne sera pas jugé avec une sévérité malveillante par la majorité des critiques et qu'il n'aura pas été regardé avec dédain par les gens de goût qui se réunissent en foule devant le *Balcon* de Manet (n° 714) ou devant l'interminable fantôme du *Dernier coup d'œil* (n° 916) dont M. Édouard Richter s'est complu à cacher les échasses sous les ondulations d'une montagne de satin bleu judicieusement étagée en guise de piédestal? Oh! s'il s'agissait du fac simile d'un falbala, d'une grossière et immodeste nudité, d'un chien qu'on s'imagine voir philosopher ou d'un fromage trônant entre un radis, une poire et un chaudron de belle encolure, M. Pierre Glaize aurait raison de s'attendre à être immédiatement regardé comme un grand homme; mais peindre Nausicaa, Minerve et d'autres friperies du même genre, c'est, on peut en

jurer, se condamner à être relégué par le goût du jour là où vont les vieilles lunes !

En signalant incidemment les progrès réalisés en peinture par les diverses écoles de l'Allemagne, nous avons dit tantôt qu'il nous serait possible d'en offrir des preuves convaincantes sans sortir des limites de notre revue. Promesse faite oblige, et nous tenons à dégager la nôtre. *La rixe apaisée* de M. Vautier (n° 1169), *La scène tirée du drame de Gœthe* de M. Becker (n° 54), *La réponse civile* de M. Laben (n° 740), et *La Parade devant le Cirque* de M. Meyerheim que, pour abrégé, nous choisissons parmi les productions de cette école, nous feront facilement obtenir ce résultat.

Il faudrait remonter aux meilleurs des anciens peintres de genre pour rencontrer au même degré la justesse d'observation ainsi que la connaissance approfondie et l'habile emploi de moyens techniques révélés par ces quatre toiles, diverses de manière et d'importance, mais toutes conçues avec une intelligence et exécutées avec une fermeté de main qui supposent chez leurs auteurs l'existence de fortes études et un savoir pratique remarquable. Nous voilà bien loin des conceptions nuageuses de Cornelius et des poses anguleuses, raides, hiératiques qu'affectionnait Overbeck. Nous voilà transportés au beau milieu de scènes vivantes de la vie intime, celle-ci commune, celle-là d'apparat, telle autre encore touchant à la satire. La convention excessive a disparu, le réalisme en a pris la place, mais un réalisme tel que l'art le comporte, ni vulgaire ni outré, ne s'abaissant pas à l'exagération d'un matérialisme inintelligent ou de la laideur qui se complaît dans sa difformité. Du point de départ au point d'arrivée, la distance parcourue est immense. Mais, si le point de départ avait été autre, le point d'arrivée l'aurait été également, et ces notables améliorations ne se seraient pas réalisées. C'est la raideur minutieuse du Pérugin qui a fait Raphaël, c'est Rubens qui a fait Teniers, de même que c'est la vogue des pasticheurs et des mignards du dernier siècle qui a fait les pasticheurs et les mignards du siècle présent. La leçon est frappante. La France et la Belgique feront sagement de la méditer, si elles ont à cœur de ne pas être humiliées par un puissant émule et de ne pas déchoir du rang, que par droit de conquête elles se sont approprié dans le domaine des arts.

Les limites du cadre dans lequel nous devons nous renfermer, nous ont dès la première heure montré l'impossibilité d'examiner en détail l'énorme quantité d'œuvres qui avec plus ou moins d'à propos ont été admises à l'honneur de figurer au salon. Cette impossibilité une fois reconnue, nous en avons pris notre parti, et nous nous sommes aussitôt

décidé à remonter aux principes et à étudier l'application qu'on en faisait, les tendances qui en déviaient, celles qui y restaient fidèles, les erreurs et les dangers des premières, la bonté des effets produits par la persévérance et la sagesse des secondes. Aussi les noms et les travaux que nous avons cités, ne l'ont-ils été que comme exemples. Maintenant il nous resterait à parcourir le catalogue des paysages et des genres secondaires, et nous l'aurions parcouru volontiers si notre plume n'avait pas été arrêtée tout court par un obstacle qui nous a paru insurmontable.

Le paysage et les genres secondaires : Marine, Perspective, Fleurs, Animaux, ont été traités avec une telle perfection que, si l'on peut remarquer, parmi les œuvres qui s'y rattachent, des degrés différents de mérite, il serait injuste cependant d'exalter les unes et de négliger les autres ; il aurait donc fallu, ou écrire des volumes et Dieu sait quel gré nous en auraient eu nos lecteurs, ou bien nous départir de cette impartialité qui a été la règle que nous nous sommes imposée. Constatant le progrès de ces branches de l'art, avouer que ce progrès est commun à tous ceux qui figurent à l'Exposition, c'est n'être que vrai et leur décerner, ce nous semble, l'éloge qu'ils doivent le plus désirer. Ceci posé, nous nous permettrons d'adresser une remarque à plusieurs d'entre eux, et, pour notre propre satisfaction, d'indiquer quelques-unes de nos préférences.

La remarque, la voici :

Le paysage portrait est supportable quand il retrace un souvenir personnel ou quand il rappelle à tous un fait historique ; il le devient moins quand il n'est en somme que l'imitation patiente d'un site pareil à vingt autres qu'offre la nature dans chaque coin de la campagne. Que la couleur soit par un procédé chimique ou mécanique fixée sur les épreuves de la photographie, et les paysagistes exclusivement adonnés à cette manière seront perdus sans rémission, circonstance qu'ils doivent prévoir, car elle ne tournera pas à leur avantage. Nous ne demandons pas, qu'on le sache bien, que sous prétexte de style la vie soit chassée ; nous demandons que la nature qu'on représente soit prise sous ses beaux côtés, dans ses aspects les plus favorables, aux heures du jour les plus propices. Notre exigence ne va pas au delà ; elle se borne donc à engager l'artiste à dépenser un peu de son intelligence, pour que l'art qu'il professe ne tombe pas dans le métier.

Les prairies et les bois sont généralement verts ; mais les arbres des uns dressent leurs troncs, poussent leurs branches, découpent leurs feuillages, et les nuancent de mille manières et avec les tons les plus variés ; les herbes, les mousses, les fleurs et les terrains des autres ne se ressemblent pas tous de forme et ne se confondent pas tous de cou-

leur. Rien détailler, peindre en bloc, s'en tenir aux masses et aux silhouettes, ce sont là sans doute des méthodes expéditives et commodes pour beaucoup de gens; peut-être vont-elles jusqu'à produire une certaine illusion au premier abord et à distance. Mais après? Rien, et, quand le temps aura enlevé aux teintes leur brillant et altéré leur éclat, on ne verra plus que des taches, un fouillis de contours plats, l'effet de certains découpages en papier, du noir sur du blanc.

En ce qui concerne nos préférences, il va de soi que les Clays, les Corot, les Roslaen, les de Knyff, les Francia, les deux frères Robbe, et les autres célébrités non moins connues et non moins justement estimées sont hors concours. Il ne saurait pas en être autrement, leur valeur, leurs tableaux ne se discutant plus; on les admire, on les achète, quand on est assez fortuné pour se faire cadeau de cette jouissance, sinon on porte envie aux heureux qui peuvent se la procurer. Ces exceptions mises hors cause, nous sommes plus à l'aise pour avouer que nos désirs se porteraient surtout vers les *fleurs* de M. Robie, les *fruits* succulents qui s'y mêlent et les *accessoires* qui les font valoir (n° 931-932), que nous éprouverions de même une vive satisfaction, s'il nous était donné de contempler à loisir, avec le charme que procure la certitude de la possession, les *fruits* de M^{me} de Franchimont (n° 322), le *cellier* et le *fromage* de M. Rousseau (n° 944-945) et aussi les *huttres*, les *oranges* et la *noix de coco* de M^{lle} Marie Vos (n° 1232). Quant au paysage, nous savons à peine par où commencer, tant les richesses qui s'étalent autour de nous sont séduisantes. Il nous semble pourtant que nous consacrerions volontiers un salon spécial à la magnifique *Pluie d'automne* de M. Chabry (n° 192), à la très-fine *Forêt de Soignes* de M. Lauters (n° 702), aux *Pâturage en Normandie* de M. Van Thoren (n° 1227), à l'*Amblève* de M. Kindermans (n° 656), à la *matinée d'Octobre au canal de Leyde* de M. de Schampheeleer (n° 324), et surtout à *tous les cœurs bien nés la patrie est chère*, de M. Dillens (n° 436), petite toile où on ne saurait dire qui l'emporte du sentiment, de la bonne entente des figures ou de la charmante exécution du paysage. En perspective, le *marché de Suleimanieh*, de M. Pasini (n° 854), le *Steen*, de M. Kuhnén (n° 676), la *vue du Marché et l'ancien hôtel de ville de Brunswick*, de M. Springer (n° 1016), et enfin la *vue de la Grande Place de Malines*, de M. Walckiers (n° 237), nous tenteraient beaucoup; seulement nous aurions à prier ce dernier de remettre d'aplomb ses édifices que le mauvais point de l'épreuve photographique, pensons-nous, lui a fait rendre penchés. Enfin, dans les sujets d'animaux, nous nous inclinerions avec un profond respect devant les *Chiens*

de M. Joseph Stevens, toujours trop savants pour notre modeste intelligence, mais nous accueillerions avec un vif empressement les *Chevaux ardennais conduits au bois*, de M. Tschaggeny (n° 1064), et le magnifique *attelage du chariot arrêté devant la ferme* que M. Montigny a placé dans son *Hiver* (n° 803), encadrement qui par sa beauté rehausse la valeur déjà grande des chevaux ; puis, alléché par la perspective de pouvoir faire d'une pierre deux coups et poussé par la même avidité égoïste, sous prétexte que la monture, comme le sont l'homme et le paysage du reste, est crânement dessinée, grassement peinte, nous nous emparerions du *Valaque en voyage*, de M. Schreger (n° 986), puis encore..... mais nos désirs nous emportent au delà de toute mesure et il est temps, ce nous semble, de nous arrêter. Vous êtes du même avis, n'est-ce pas, cher lecteur ? Nous avons un peu perdu de vue qu'en toutes choses il faut user, mais non abuser. Ce n'est qu'en faisant un retour sur nous-même que nous venons de nous rappeler cette vérité et de nous apercevoir que nous avons peut-être abusé de votre patience plus que la discrétion ne le permettait.

M. C. MARSUZI DE AGUIRRE.



MÉLANGES.

LA STATUE DE JOSEPH LEBEAU.

Dans ce siècle de préoccupations fiévreuses, le présent absorbe trop pour qu'on songe beaucoup au passé. Les réputations les mieux assises, les noms qui ont été les plus utiles à leur pays s'effacent des mémoires contemporaines avec une rapidité assurément peu flatteuse pour la vanité. Leur disparition de la scène du monde semblait de nature à produire un vide que rien n'aurait pu combler ; à peine leur a-t-on rendu les derniers devoirs, que chacun retourne à ses affaires ou à ses plaisirs, et se hâte d'oublier les regrets auxquels il vient de s'associer.

Si telle est la disposition générale des esprits, on doit féliciter d'autant plus la ville de Huy d'avoir eu la pensée d'élever une statue à l'un de ses plus illustres enfants, M. Joseph Lebeau, et d'avoir mené ce projet à bonne fin. A l'occasion de l'inauguration du monument, une brochure intéressante a paru à Huy, sous le titre de : *Joseph Lebeau, croquis biographique, par un patriote* ; nous la signalons à l'attention de nos lecteurs.

La carrière politique de Joseph Lebeau comprend trois phases, et, si un certain nombre de ses actes ne saurait recevoir l'approbation de l'histoire, on ne peut méconnaître qu'il ait été une des personnalités les plus éminentes de la Belgique indépendante, et qu'il ait rendu à sa patrie les services les plus éclatants et les plus désintéressés.

Dans la première phase de sa carrière, Lebeau contribua à préparer la Révolution par ses écrits, principalement par sa collaboration au *Politique* ; il fut l'un des promoteurs de l'Union ; au Congrès, il fit partie de la majorité unioniste ; il rejeta l'amendement de M. Defacqz, consacrant la suprématie de l'État sur l'Eglise, et il vota, dans le scrutin relatif à la nomination du Régent, en faveur du comte Félix de Mérode et contre le baron Surllet de Chokier.

Dans la seconde phase, Lebeau fut un des agents les plus actifs et les plus énergiques de la consolidation de notre nationalité, conquise par la Révolution, mais non encore reconnue par les puissances. Il eut alors le mérite rare de savoir braver l'impopularité dans l'intérêt du pays, et ce mérite fut d'autant plus grand que l'opposition qui s'éleva contre lui procédait d'un sentiment de patriotisme respectable, sentiment qu'il éprouvait comme tout le monde et auquel il ne resta sourd qu'en se faisant violence à lui-même. Appelé au ministère en 1834, il défendit le traité des 18 articles, que la Conférence de Londres venait d'arrêter, qui nous imposait le sacrifice d'une partie du Limbourg et du Luxembourg et dont le vote devait entraîner l'acceptation définitive de la couronne par le roi Léopold. Jamais homme politique ne fut l'objet d'attaques aussi désordonnées que Lebeau à cette époque ; il demeura néanmoins inébranlable, et, si au moment de la lutte on ne lui rendit pas justice, il fut amplement dédommagé par la reconnaissance qu'on lui témoigna dans la suite.

La troisième phase de la carrière politique de Lebeau s'ouvre avec l'avènement aux affaires du ministère de 1840, dont il fut le chef. C'est sous ce ministère, on se le rappelle, que l'Union fut rompue. Il semble que Lebeau n'ait consenti qu'à regret à cette rupture. Dans un des premiers discours qui marquèrent son passage au pouvoir, il disait que les

ministres étaient « éloignés de tous les extrêmes et plantaient leur drapeau au milieu de « toutes les opinions modérées et nationales. » Mais il fut bientôt entraîné lui-même à favoriser la scission et à prendre rang dans cette fraction du libéralisme qui ne devait pas tarder à absorber le parti entier, et à repousser systématiquement toute administration mixte. A partir de 1847 il soutint de sa parole et de son vote les divers cabinets libéraux qui occupèrent le pouvoir. Reconnaissons, toutefois, que le libéralisme de Joseph Lebeau n'avait rien de l'intolérance et du caractère anti-religieux du libéralisme d'aujourd'hui. Il fut l'un des hommes marquants de la gauche qui appuyèrent avec le plus de sympathie le cabinet de Brouckère, dont les principes modérés étaient en parfaite harmonie avec les siens ; il resta le partisan convaincu de la loi de 1842 ; il se montra toujours favorable dans ses écrits et ses discours à l'affermissement du sentiment religieux, à la conservation de la foi de nos pères, au respect de l'Eglise. Tout à la fin de sa carrière parlementaire, en 1861, alors qu'il ressentait déjà les premières atteintes d'un affaiblissement qui devait rapidement le conduire à la tombe, il prononça un discours remarquable pour l'amélioration des traitements du clergé paroissial et spécialement du clergé des campagnes, discours qu'on peut considérer comme un acte de courage, quand on songe au courant d'idées qui régnait depuis 1837 dans le parti libéral.

Un instant, sous le ministère Dedecker, il donna à son attitude un caractère de violence inusité. Ses discours, dans la question de la bienfaisance, furent, comme ceux de M. Verhaegen, un appel aux mauvaises passions. La brochure dont nous recommandons la lecture, les attribue à la fâcheuse impression que produisaient sur lui les polémiques de M. Vuillot et de son école.

Les catholiques déplorèrent autant que les libéraux la disparition de Lebeau de l'arène parlementaire. La fermeté dont il avait fait preuve dans toute sa carrière autorise à espérer qu'il n'aurait pas livré à M. Frère tout le passé du parti libéral. Il est vrai que les anciens chefs de la gauche qui partageaient ses idées politiques, ont tous courbé la tête et accepté des postes de lieutenants après s'être élevés au rang de généraux : triste exemple de l'affaiblissement des caractères à notre époque ! Quoi qu'il en soit, n'oublions pas les services de Lebeau, et quels qu'aient été ses torts, la postérité s'associera aux éloges qui retentirent au sein de la Chambre par l'organe de MM. Dumortier et De Brouckère, lorsqu'on y apprit la mort du grand patriote de 1830.

CH. W.

LE CONGRÈS DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS A BALE.

La première des questions sociales à notre époque doit être celle-ci : Qu'est-ce que pensent, qu'est-ce que veulent les ouvriers ? A ce titre, il importe que l'attention de nos lecteurs se fixe sur le Congrès de l'*Association internationale des travailleurs* qui s'est ouvert à Bâle le 5 septembre et a été qui une des manifestations les plus curieuses et souvent les plus tristes du mouvement qui travaille aujourd'hui l'Europe entière.

Une soixantaine de délégués étaient présents le premier jour ; quelques autres arrivèrent le lendemain. Ils représentaient Londres, Birmingham, Vienne, Berlin, Cologne, Naples, Leipzig, Barcelone, Bruxelles, Liège, Verviers, Charleroi, Genève, Lausanne, Marseille, Rouen, Limoges, Lyon, Paris, etc. Parmi eux on distinguait M. Langlois, ancien collaborateur de Proudhon au journal le *Peuple* en 1848, MM. Brismée, typographe belge, et César De Paepe, également belge, autrefois typographe, aujourd'hui étudiant en médecine, M. Bakounine, le célèbre exilé russe, sir Cowel Stepnay, fils d'un membre du parlement anglais, etc. M. Yung, se disant délégué des ouvriers américains, arriva le 10.

A la descente du train, le 5, les délégués furent harangüés par M. Brutin, qui félicita les ouvriers de ne plus vouloir du régime du patronage : « Ils n'en veulent plus à aucun prix, s'écria-t-il : ce n'est pas pour être patrons demain qu'ils font la guerre à leurs patrons d'aujourd'hui ; c'est pour établir l'égalité sociale sans laquelle il n'y a pas d'égalité politique. »

Le Congrès régla d'abord le programme de ses travaux. Puis M. Robert (Neuchâtel), membre du Conseil général de l'Association internationale, présenta un rapport sur les grèves et généralement sur les événements qui depuis le dernier Congrès avaient marqué « la marche de la Révolution ouvrière. » Il s'attacha à prouver que toutes les grèves n'avaient pas été provoquées par l'Internationale, et que celle-ci n'avait été pour rien dans les grèves de Seraing, du Borinage et du bassin de la Loire ; mais il ajouta que la conséquence de ces grèves et de la répression dont elles avaient été l'objet, avait été de jeter les ouvriers « vaincus et exaspérés dans les bras tutélaires de l'Internationale. » Il annonça notamment que les bassins houillers belges étaient fédérés et que la province du Hainaut était acquise tout entière à l'association.

A la suite de ce rapport général, vinrent les rapports des divers délégués. Tous constatèrent les progrès rapides et immenses de l'Internationale. Le secrétaire-général des *Trades-Unions*, M. Applegarth, déclara que 800,000 ouvriers anglais étaient affiliés à l'Association.

Les rapports étant terminés, on aborda la question de la propriété foncière. Celle-ci avait été d'abord examinée par une commission spéciale formée de 14 membres. Dans cette commission, deux partis s'étaient dessinés : les collectivistes, qui veulent que la terre soit rendue à la collectivité, et les mutuellistes qui soutiennent que la propriété individuelle est la seule base de tout état social bien organisé. L'opinion des premiers l'avait emporté par 9 voix contre 5, et avait formulé ses résolutions dans les termes suivants :

- 1^o Le Congrès déclare que la société a le droit d'abolir la propriété individuelle du sol et de faire entrer le sol dans la communauté ;
- 2^o Il déclare encore qu'il y a nécessité de faire entrer le sol dans la propriété collective.
- Quant à l'application,
- 1^o La majorité a été d'avis que le sol doit être cultivé par les communes solidarisées ;
- 2^o La minorité pense que la société devrait accorder l'occupation de la terre soit aux agriculteurs individuels, soit de préférence à des associations agricoles qui paieront la rente à la collectivité. »

Un fait digne de remarque résultait du vote qui précède : c'est que les adversaires de la propriété étaient belges, anglais ou allemands ; presque tous les délégués français au contraire étaient partisans de la propriété individuelle.

En séance générale les deux opinions se trouvèrent de nouveau aux prises. MM. Langlois, Murat, Chémal et Tolain (français) défendirent surtout la propriété individuelle ; MM. Bakounine, Hins et De Paepe (belges), sir Cowel Stepnay et Lucraft (anglais) etc., le communisme.

La discussion étant close, les délégués français demandèrent que la question de propriété ne fût pas soumise au vote, cette question ayant déjà été tranchée l'an dernier à Bruxelles et une solution communiste pouvant écarter de l'Internationale les agriculteurs qui sont en général propriétaires. Ces observations furent repoussées, et la première conclusion de la commission fut admise par 54 voix contre 4 et 13 abstentions : la seconde fut également votée par 53 voix contre 8 et 10 abstentions ; tous les belges figurent dans la majorité.

Le communisme l'emportait ainsi sur le mutuellisme. Il restait à voter sur les moyens d'application proposés par la commission ; mais les efforts des délégués français firent ajourner au prochain Congrès l'examen de ces moyens.

A la suite de la question de la propriété, on discuta la question de l'héritage. La sup-

pression du droit d'héritage semblait la conséquence nécessaire de la propriété collective. Néanmoins, après une discussion courte et confuse, l'abolition de l'héritage n'obtint pas la majorité absolue; elle ne parvint à réunir que 32 voix contre 23 et 17 abstentions : contradiction bizarre qui ne peut être attribuée qu'à l'ignorance et à l'ineptie des membres de l'Association.

La lutte entre les collectivistes et les mutuellistes devait être le fait capital du Congrès. Après les deux votes qui la terminèrent, on n'aborda plus que la question des *Sociétés de résistance*.

A cet égard, la commission avait rédigé le projet suivant :

« Le Congrès est d'avis que tous les travailleurs doivent s'employer activement à créer des sociétés de résistance dans les différents corps de métiers. A mesure que les sociétés se formeront, il invite les sections, groupes fédéraux et conseils centraux, à en donner avis aux sociétés de la même corporation, afin de provoquer la formation d'associations internationales de corps de métiers. Ces fédérations sont chargées de réunir tous les renseignements intéressant leurs industries respectives, de diriger les mesures à prendre en conséquence, de régulariser les grèves et de travailler fermement à leur réussite, en attendant que le salariat soit remplacé par la fédération des producteurs libres. Le Congrès invite en outre le Conseil général à être l'intermédiaire de l'union des sociétés de résistance dans tous les pays. »

Ce projet fut voté par le Congrès après un débat où l'on n'entendit que des divagations.

Tel a été le Congrès de Bâle où se sont reproduites les doctrines principales du socialisme de 1848. Au fond de la plupart des rapports et des discours, s'est révélée la pensée de mettre la classe qui s'intitule *les travailleurs* au sommet de la société, et de lui donner le pouvoir d'opprimer tous ceux qui sont en dehors d'elle. Les déclarations les plus menaçantes pour l'ordre social ont été applaudies à outrance. Plusieurs orateurs ont prédit, aux acclamations de l'assemblée, une prochaine *liquidation sociale* : « C'est dans ce but, s'est écrié l'un d'eux, que les sociétés de résistance organisent le prolétariat, formant peu à peu un État dans l'État, afin de pouvoir, lorsque l'occasion se présentera, dissoudre la société actuelle et la liquider. »

Le Congrès s'est séparé aux cris de « Vive la république démocratique et sociale ! », après avoir décidé que sa prochaine réunion aurait lieu à Paris.

LE CONGRÈS DE LA PAIX A LAUSANNE.

Le Congrès de Bâle a été suivi du Congrès de Lausanne, lequel s'est ouvert le 14 septembre. Ce dernier avait pour mission officielle de travailler à l'œuvre de la paix. En réalité, il n'avait d'autre but que de fournir aux démagogues de tous les pays une occasion nouvelle de se livrer à leurs déclamations habituelles.

On distinguait dans l'assemblée M. Victor Hugo, M. Edgar Quinet, M. Jules Ferry, M. Laurier, M. André Rousselle, M. Charles Lemonnier, etc. M. Jules Simon, M. Garibaldi et d'autres encore avaient envoyé des lettres d'adhésion.

La présidence d'honneur ayant été déferée à M. Victor Hugo, celui-ci prononça dans la première séance un discours à sensation. Il indiqua d'abord le programme du Congrès dans les termes suivants :

« Une question domine le Congrès. Permettez-moi de la signaler, je le ferai en peu de mots ! Nous tous qui sommes ici, qu'est-ce que nous voulons ? La paix ! Nous voulons la paix, nous la voulons ardemment, nous la voulons absolument, nous la voulons entre l'homme et l'homme, entre le peuple et le peuple, entre la race et la race, entre le frère et le frère, entre Abel et Caïn ; nous voulons l'immense apaisement des haines ! »

Après l'indication du but, virent les moyens pratiques :

« Mais cette paix, s'écria M. Hugo, comment la voulons-nous ? La voulons-nous à tout prix ? la voulons-nous à toutes conditions ? Non ! Nous ne voulons pas de la paix le dos courbé et le front baissé ; nous ne voulons pas de la paix sous le despotisme ; nous ne voulons pas de la paix sous le bâton ; nous ne voulons pas de la paix sous le sceptre ! »

M. Victor Hugo ne veut donc de la paix que pour autant que le monde entier soit modelé sur son idéal. A ce compte, le monde attendra longtemps encore.

« La première condition de la paix, ajouta M. Hugo, c'est la délivrance ! Pour cette délivrance, il faudra à coup sûr une révolution qui sera la suprême, et peut-être une guerre qui sera la dernière. Alors tout sera accompli : la paix étant inviolable sera éternelle ! Alors plus d'armées, plus de rois ! Évanouissement du passé, voilà ce que nous voulons ! Nous voulons que le peuple vive, laboure, achète, vende, travaille, parle, aime et pense librement, et qu'il n'y ait plus de prince faisant des mitrailleuses ! Nous voulons la grande République continentale ! nous voulons les États-Unis d'Europe ; et je termine par ces mots : La liberté, c'est le but ; la paix, c'est le résultat. »

On voit que les procédés des révolutionnaires n'offrent rien de bien nouveau. Depuis le commencement du monde, on a fait la guerre pour arriver à la paix. Il est donc permis de douter que la révolution et la guerre que M. Hugo appelle de ses vœux et qu'il salue comme les dernières, réussissent mieux que leurs devancières, si, pour le malheur du XIX^e siècle, elles devaient éclater.

Le discours de M. Hugo fut applaudi à outrance. Le Congrès n'aime la paix que pour autant qu'on fasse d'abord la guerre !

On aborda ensuite la première question du programme : « Déterminer les bases d'une organisation fédérale de l'Europe. » La commission avait rédigé les résolutions suivantes :

« Le Congrès déclare : 1^o Le seul moyen de fonder la paix en Europe est la formation d'une fédération de peuples sous le nom des *États-Unis d'Europe* ; 2^o le gouvernement de cette union doit être républicain et fédératif, c'est-à-dire reposer sur le principe de la souveraineté du peuple, et respecter l'autonomie et l'indépendance de chacun des membres de la fédération ; 3^o la Constitution de ce gouvernement doit être perfectible ; 4^o la fédération européenne doit garantir à chacun des peuples qui la composeront : la souveraineté et l'autonomie ; la liberté individuelle ; la liberté de suffrage ; la liberté de la presse ; la liberté de réunion et d'association ; la liberté de conscience ; la liberté de travail sans exploitation ; la responsabilité effective et individuelle de tous les fonctionnaires de l'ordre exécutif ; 5^o aucun peuple ne pourra entrer dans la confédération européenne s'il n'a déjà le plein exercice : du suffrage universel ; du droit de consentir et de refuser l'impôt ; du droit de paix et de guerre ; du droit de conclure ou de ratifier les alliances politiques et les traités de commerce ; du droit de perfectionner lui-même sa Constitution. »

Le Congrès discuta pendant deux séances sur ou plutôt à côté de ces résolutions, après quoi il les adopta. Il n'oublia qu'une chose, c'est de dire comment il s'y prendrait pour les faire accepter de tous les peuples et de tous les gouvernements. Elles ne sont, en effet, susceptibles d'être appliquées, que si, à un moment quelconque, ceux-ci s'accordent unanimement à les mettre en pratique, et, à coup sûr, il ne suffira pas de l'éloquence dépensée au Congrès pour assurer la venue de ce moment-là.

Les bases d'une fédération européenne ayant été déterminées, le Congrès passa à la question d'Orient et à la question polonaise, et vota les conclusions que voici :

« Considérant que la paix et la liberté en Europe ne peuvent reposer sur une base solide qu'à la condition de se fonder sur l'autonomie et l'indépendance de tous les peuples sans exception ; — considérant que l'une des conditions essentielles pour la constitution d'une fédération européenne est une entente entre la démocratie polonaise, la démocratie orientale et la démocratie occidentale, — le Congrès déclare que la question polonaise et la question d'Orient doivent, comme toutes les autres, se résoudre pratiquement, par l'application la plus large du principe général de l'autonomie des peuples ; — en conséquence,

et après avoir reconnu la nécessité d'une étude approfondie des intérêts divers et compliqués engagés dans ces questions, décide qu'une commission spéciale, composée de cinq membres, sera chargée de recueillir tous les documents relatifs à ces questions. »

Ainsi, pour résoudre deux des questions les plus palpitantes de notre époque, les hommes qui prétendent avoir les promesses de l'avenir, ne trouvent d'autre moyen que la nomination d'une commission ! Rien ne montre mieux le ridicule des fanfaronnades de l'école du progrès.

Il importe, du reste, de faire remarquer dans quel esprit les résolutions qui précèdent ont été approuvées. M. Longuet en a donné le commentaire suivant :

« Si les Polonais veulent des réformes sociales, s'ils demandent la république, c'est à la démocratie française, c'est au Congrès qu'il appartient *de les aider* (!) contre la Russie; mais, si la révolution polonaise n'a d'autre objet que de donner le pouvoir à un Czarioriski quelconque, le Congrès n'a rien à lui promettre; les Polonais n'ont rien à attendre de la démocratie. »

Il résulte de ces paroles que les révolutionnaires ne sont sympathiques à la Pologne que pour autant qu'elle consente à devenir un instrument de leurs desseins. Si elle veut obtenir leur appui, il faut qu'elle commence par briser avec ses traditions et se dépouiller des caractères qui jusqu'ici ont marqué sa nationalité. Qu'elle sache ne jamais l'oublier et qu'elle comprenne la nécessité de placer sa confiance ailleurs !

Une troisième question était à l'ordre du jour : « Quels sont les moyens de faire disparaître tout antagonisme économique ou social entre les citoyens ? » Sur cette question, la commission avait rédigé les conclusions suivantes :

« Le Congrès déclare de nouveau que la question sociale est inséparable de la question politique; l'une ne peut être résolue sans l'autre. Il est du devoir de la société de s'occuper incessamment de l'amélioration des conditions générales du travail et de l'échange, en vue de porter remède aux abus sans nombre qui encombrant la société actuelle, toutefois sans jamais porter atteinte à la liberté de l'individu. Les conditions politiques suivantes sont indispensables pour qu'une forme économique puisse être efficace : 1° le gouvernement républicain fédératif; 2° les lois votées par le peuple; 3° l'enseignement obligatoire, gratuit et laïque pour la partie éducative, gratuit à tous les degrés pour les deux sexes; 4° l'abolition des armées permanentes remplacées par les milices; 5° la suppression de la peine de mort; 6° l'abolition de tous les impôts indirects et leur remplacement par l'impôt direct et progressif.

Les deux dernières séances furent consacrées à débattre ce programme. Il faut avouer cependant qu'il ne renfermait rien de nouveau et que la discussion sur ses divers articles aurait dû être considérée comme épuisée depuis longtemps. Mais les démagogues n'y regardent pas de si près : pourvu qu'ils puissent parler ou plutôt déclamer, ils sont contents. Les conclusions furent votées.

Un banquet eut lieu la veille de la clôture du Congrès. Un toast de M. Hugo montra de nouveau que, dans l'argot révolutionnaire, la paix signifie la guerre : « En voyant les crimes des souverains, s'écria-t-il, moi, membre de la Ligue de la Paix, je ne ressens que des pensées de guerre et je me félicite, citoyens, en présence de la grande union des peuples, d'avoir échappé à l'union des rois. » On voit que la phraséologie du « fils de France » et du « grand président du monde, » comme l'a appelé M. Mie, est inépuisable.

En résumé, le Congrès de Lausanne, comme les Congrès de Bruxelles, de Gand, de Genève, etc., n'a eu qu'un objet : c'a été d'ouvrir une tribune à des avocats français qui désirent faire parler d'eux ou arriver à la députation, et à des réfugiés qui voudraient mener le monde et qui se figurent que leur fatras, renouvelé de 1848, les conduira au but de leur ambition.

JOURNAL HISTORIQUE.

ÉVÉNEMENTS DU MOIS.

18 AOÛT. — 18 SEPTEMBRE.

Août.

16. — L'état de sa santé empêche l'empereur Napoléon de se rendre au camp de Châlons.

17. — Arrivée à Constantinople de la réponse du vice-roi d'Égypte à la lettre du grand-vizir. (Voir aux documents.)

18. — Mort, à Rumbeke lez-Roulers, de M. A. Rodenbach, ancien membre du Congrès national, et ancien représentant.

19. — La cour d'appel de Paris prononce son arrêt dans l'affaire de la Société immobilière. Cet arrêt déclare que le tribunal de commerce était incompétent pour examiner le procès. Il annule les jugements de ce tribunal et déclare qu'il n'y a pas lieu, quant à présent, de prononcer la dissolution de la Société immobilière. Il déboute les actionnaires demandeurs de leur demande.

20. — Le gouvernement français fait arrêter Tristany et dix autres chefs carlistes qui se préparaient à entrer en Espagne.

— Un décret clôture la session parlementaire à Florence.

22. — Un décret impérial du 21 août nomme le général Lebœuf ministre de la guerre en remplacement du maréchal Niel décédé.

23. — Ouverture en France de la session des conseils généraux.

25. — Le Sénat de France entend la lecture du rapport de M. Devienne sur les modifications proposées à la Constitution de l'empire. A la suite de cette communication, l'assemblée fixe au 1^{er} septembre l'ouverture de la discussion du sénatus-consulte.

26. — Mort du peintre Henri Leys, à Anvers.

— Clôture des Chambres portugaises.

28. — Panique à la bourse de Paris, par suite de la maladie de l'Empereur.

Le *Journal officiel* dit à ce sujet : « Des bruits alarmants ont été répandus sur la santé de l'Empereur ; ces bruits sont inexactes. Les douleurs rhumatismales de Sa Majesté tendent chaque jour à disparaître. Une enquête est ouverte afin de découvrir les auteurs et les propagateurs d'une nouvelle qui ne peut être attribuée qu'à de regrettables manœuvres. »

— La *Gazette de Madrid* publie un décret qui rétablit le comte de Ceste dans son grade de capitaine général, comme conséquence de son acquittement par le conseil de guerre de Séville.

- Ouverture à Copenhague du Congrès international d'archéologie.
- 29. — Voyage de l'impératrice Eugénie et du prince impérial à Ajaccio.
- 30. — Clôture des délégations à Vienne.
- 31. — L'insurrection carliste est considérée comme finie.

Septembre.

1^{er}. — Le Sénat de France commence la discussion des modifications proposées à la Constitution de l'empire.

Le prince Napoléon prononce un discours dans lequel, tout en approuvant les réformes proposées, il regrette qu'elles n'aillent pas plus loin.

4. — Célébration à Prague du cinquième centenaire de Jean Huss.

5. — Ouverture du Congrès de l'Association internationale des travailleurs à Bâle. Il dure six jours.

6. — Ouverture à Louvain du onzième Congrès de littérature néerlandaise.

— Le Sénat français adopte, par 134 voix contre 3, l'ensemble du projet de loi modifiant la Constitution de l'Empire.

— Ouverture de la septième session du Congrès international de statistique à La Haye.

7. — Troubles à Madrid, la garde du ministère de l'intérieur ayant été enlevée aux volontaires de la liberté.

Un décret du gouvernement espagnol renvoie devant le conseil d'État treize évêques, et trois prélats devant le tribunal suprême (*Voir aux documents.*)

10. — Le *Journal officiel* contient un décret daté de Saint-Cloud, le 8 septembre, qui promulgue le sénatus-consulte voté le 6 du même mois, par le Sénat.

— Premier essai de navigation sur le canal de Suez entre Port-Saïd et Kantara. La frégate à vapeur égyptienne, le *Latif*, a parcouru la distance qui sépare ces deux points avec une vitesse de 16 kilomètres à l'heure.

12. — Un meeting de 20,000 personnes a lieu à Dundalk, à l'effet de demander la libération des prisonniers fenians.

14. — Ouverture du Congrès de la paix à Lausanne.

15. — L'empereur Napoléon reçoit le maréchal Prim.

— Ouverture des diètes de la Galicie, de la Haute et de la Basse-Autriche, de la Carniole et de la Silésie.

DOCUMENTS HISTORIQUES.

FRANCE. — *Sénatus-consulte du 8 septembre.*

Les art. 1^{er}, 2, 4, 8, 9, 10 et 12 du projet (*Revue générale*, 1869, t. II, p. 208) ont été adoptés sans modifications.

L'art. 3 a été rédigé ainsi : « Les ministres peuvent être membres du Sénat ou du Corps législatif. Ils ont entrée dans l'une et l'autre Assemblée et doivent être entendus toutes les fois qu'ils le demandent. »

L'art. 5 a été adopté dans les termes suivants : « Le Sénat peut, en indiquant les modifications dont la loi lui paraît susceptible, décider qu'elle sera renvoyée à une nouvelle

« délibération du Corps législatif. — Il peut dans tous les cas s'opposer à la promulgation d'une loi. — La loi à la promulgation de laquelle le Sénat s'est opposé, ne peut être présentée de nouveau au Corps législatif dans la même session. »

Le 1^{er} paragraphe de l'art. 6 a été reporté à l'art. 11.

A l'art. 7, Le Sénat a ajouté un 4^e paragraphe ainsi conçu : « Les bureaux nomment une Commission. Sur le rapport sommaire, l'Assemblée prononce. »

L'art. 11 a été modifié de la manière suivante : « Les rapports constitutionnels établis entre le Gouvernement de l'Empereur, le Sénat et le Corps législatif, ne peuvent être modifiés que par un sénatus-consulte. — Les rapports réglementaires entre ces pouvoirs sont établis par un décret impérial. — Le Sénat et le Corps législatif font leur règlement intérieur. »

IRLANDE. — Manifeste des évêques catholiques romains.

Les archevêques et évêques catholiques d'Irlande, réunis au collège Saint-Patrice, Maynooth, le 18 août 1869, sous la présidence de S. Em. le cardinal Cullen, croient devoir consigner, dans cette crise importante, les résolutions ci-après, touchant les questions de l'enseignement et de la propriété foncière :

1^o Ils renouvellent leur condamnation de l'enseignement mixte, primaire, intermédiaire ou universitaire comme sérieusement et intrinséquement dangereux pour la foi et la moralité de la jeunesse catholique, et ils déclarent que l'enseignement des catholiques ne peut être sûrement confié qu'à des catholiques et sous le contrôle suprême de l'Eglise en toutes choses ayant trait à la foi et à la morale. Comptant entièrement sur l'attachement que les catholiques d'Irlande ont toujours eu pour leur antique foi, et sur l'obéissance filiale qu'ils ont toujours manifestée vis-à-vis de leurs pasteurs, les évêques engagent le clergé et les laïques de leurs troupeaux respectifs à combattre par toutes les voies constitutionnelles l'extension ou la perpétuation du système mixte, soit par la création de nouvelles institutions, par le maintien des anciennes, ou en faisant du collège de la Trinité, à Dublin, un collège mixte ;

2^o En même temps, ils reconnaissent le droit aussi bien que le devoir des parents catholiques de tâcher de procurer autant que possible à leurs enfants les avantages d'une bonne éducation séculière. La justice exige que la jeunesse catholique jouisse de dotations et de tous autres privilèges dans les termes d'égalité parfaite avec la jeunesse appartenant à d'autres croyances. Sans l'égalité en matière d'éducation, l'égalité religieuse ne saurait être proclamée existante en aucune manière ;

3^o Les évêques, sans aucune arrière-pensée de s'immiscer dans les droits de personnes de différentes dénominations, demandent pour les catholiques l'éducation catholique, qui seule est compatible avec leurs principes religieux ;

4^o Les prélats assemblés, apprenant que c'est l'intention des conseillers actuels de la Reine de faire des lois pour l'Irlande de concert avec les vœux des peuples (et ils se sont empressés d'en donner l'assurance), ont la confiance que l'homme d'Etat distingué actuellement à la tête du Gouvernement, avec l'assistance de ses habiles collègues, donnera aux catholiques irlandais un complet système d'éducation séculière basée sur la religion, car elle seule peut être en harmonie avec les sentiments et les exigences de la vaste majorité de la nation ;

5^o En ce qui concerne l'enseignement supérieur, les protestants de ce pays ont une université depuis 300 ans et l'ont encore ; la population catholique de l'Irlande a donc le droit d'avoir son université ;

6^o Mais si le gouvernement de S. M. ne voulait pas augmenter le nombre des universités dans ce pays, les évêques déclarent que l'égalité religieuse ne saurait se réaliser si l'on ne permet aux catholiques d'obtenir les grades, les dotations et autres privilèges dont jouissent les protestants.

L'injustice qu'il y a à leur refuser ces avantages en leur imposant pour les obtenir des sacrifices de principes et des capitulations de conscience s'aggrave encore par ce fait que, tout en contribuant aux frais des établissements d'éducation dont ils ne profitent pas, il faut qu'ils dépensent de l'argent pour faire élever leurs enfants dans les collèges et dans l'université de leur religion ;

7° S'il plait au gouvernement de S. M. de redresser les griefs des catholiques en matière d'éducation et d'établir une université nationale dans ce royaume pour l'examen des candidats et la collation des degrés, la population catholique d'Irlande demande :

(a) Que dans cette université ou auprès d'elle il y ait un collège particulier où seront professées uniquement les doctrines catholiques et participant aux privilèges dont jouissent les collèges de toutes les autres confessions ;

(b) Que les honneurs et émoluments universitaires soient mis à la disposition des catholiques aussi bien que des protestants ;

(c) Que les examens et autres détails universitaires soient complètement affranchis des influences hostiles aux sentiments des catholiques, et que dans ce but l'élément catholique soit suffisamment représenté dans le Sénat ou autre corps suprême de l'université par des personnes possédant la confiance des évêques, prêtres et populations catholiques de l'Irlande ;

8° Les évêques déclarent que les catholiques d'Irlande ont le droit de participer dans une juste proportion aux fonds publics jusqu'à ce moment destinés à l'enseignement dans les écoles royales et autres écoles dotées ;

Les évêques déclarent, en outre, qu'un règlement de la question de l'université, pour être complet et en même temps s'harmoniser avec les vœux du peuple catholique d'Irlande, doit comprendre la réorganisation des collèges de la Reine d'après le principe confessionnel (dénominational) ;

9° Enfin, les évêques d'Irlande, sympathisant profondément avec les souffrances de leurs fidèles, croient que la solution de la question foncière est essentielle pour la paix et le bien être du Royaume-Uni. Ils reconnaissent les droits et les devoirs des propriétaires fonciers.

Ils réclament dans le même esprit les droits, ainsi qu'ils reconnaissent les devoirs des tenanciers ; ils croient que la détresse comparative, le mécontentement chronique et le découragement du peuple d'Irlande doivent, à cette époque de son histoire, être plutôt attribués au défaut de solution de cette question d'après des principes loyaux et équitables qu'à toute autre cause. En conséquence, dans l'intérêt de toutes religions, ils ont le vif espoir que les conseillers responsables de la Couronne prendront en considération immédiate cette très-importante question, et qu'ils proposeront au Parlement des mesures de nature à rétablir la confiance, stimuler l'industrie, accroître les ressources nationales et mener à l'union, au contentement et au bonheur de tous.

Les résolutions ci-dessus ont été adoptées dans une réunion de tous les archevêques et évêques catholiques d'Irlande, tenue à Maynooth le 18 août de la présente année 1869.

† PAUL, cardinal CULLEN, président.

TURQUIE. — Des difficultés viennent de surgir entre la Turquie et l'Égypte.

A ce propos, il est bon de rappeler le fameux firman de 1841 qui fixe les limites des prérogatives du vice-roi d'Égypte.

Voici l'analyse abrégée du firman :

1° Héritéité de la vice-royauté dans la famille de Mehemet-Ali, le Sultan n'ayant le droit de désignation qu'en cas d'extinction de la postérité masculine. 2° L'investiture conférée par le Sultan. 3° Les gouverneurs de l'Égypte assimilés aux autres vizirs, *sous le rapport du grade et de la préséance*. 4° Application à l'Égypte des traités de la Porte avec les puissances étrangères et des principes posés par le hatti-cherif de Gulhané. 5° Per-

ception des revenus et contributions pour le compte du Pacha, mais au nom du Sultan. Payement d'un tribut. 6° Uniformité de monnaies avec Constantinople. 7° Fixation de l'armée au chiffre de dix-huit mille hommes. Uniformité des drapeaux et insignes. 8° La nomination des officiers supérieurs, au-dessus du grade de colonel, soumise à la Porte. 9° Nécessité de l'autorisation de la Porte pour construire des vaisseaux. Uniformité des pavillons.

Deux modifications seulement ont été apportées depuis 1841 à ce firman : l'une, toute récente, a établi l'ordre de succession en ligne directe ; l'autre, remontant à 1856, a élevé à 30,000 hommes l'effectif maximum de l'armée égyptienne.

— Par une première dépêche du mois d'août, la Porte s'est plainte des allures indépendantes du vice-roi. Elle lui a reproché, entr'autres choses, d'avoir entrepris le voyage d'Europe sans en donner les motifs au Sultan ; d'avoir invité les souverains européens à l'inauguration de l'Isthme de Suez au lieu de laisser ce soin à son suzerain ; d'avoir apporté une grande réserve dans ses rapports avec les ambassadeurs ottomans à l'étranger ; d'entretenir directement des négociations diplomatiques avec l'Europe ; de se livrer à des dépenses incalculables et écrasantes en commandes de vaisseaux et d'armes de toute espèce, etc. Elle demandait en terminant que le vice-roi « se renfermât dans les limites des conditions mises à ses privilèges, » et réclamait « une réponse nette et catégorique offrant toutes les garanties nécessaires pour l'avenir. »

Le vice-roi a répondu en substance que s'il avait invité les souverains étrangers à l'inauguration du Canal de Suez, c'était en « vertu de la haute situation qu'il occupait sous les auspices du Sultan, » que les dépenses pour vaisseaux et armes n'avaient d'autre but que de remplacer les vaisseaux inutiles et de substituer aux armes anciennes des armes de nouveau modèle, et que d'ailleurs toutes ces dépenses étaient approuvées par une assemblée de délégués élue par les habitants et récemment instituée. Il faisait en outre l'apologie de son administration en énumérant tous les progrès réalisés par lui, et il ajoutait « qu'après avoir terminé quelques affaires importantes, il comptait se rendre à Constantinople pour y déposer ses hommages les plus respectueux au pied du trône du Sultan. »

La Porte n'a pas jugé, assure-t-on, cette réponse satisfaisante et elle a persisté à demander au vice-roi (dépêche du 29 août) :

1° De ramener l'effectif de ses troupes à 30,000 hommes, chiffre encore supérieur à ce qu'autorise le firman primitif ;

2° De résilier les traités conclus par lui lors de son dernier voyage en Europe pour la fourniture de fusils à aiguille et pour la construction de navires cuirassés, ou de les vendre à la Porte aussitôt qu'ils lui seront livrés ;

3° D'envoyer tous les ans à la Porte le budget des recettes et des dépenses de l'Égypte ;

4° De ne contracter désormais aucun emprunt sans l'autorisation du gouvernement ottoman ;

5° De s'engager à ce que ses agents en Europe ne traitent aucune question avec aucun gouvernement à l'insu des ambassades ottomanes.

ESPAGNE. — La *Gazette de Madrid* du 7 publie le décret suivant :

« ART. 1^{er}. — On adressera une circulaire aux très-révérands archevêques de Tolède, Burgos, Grenade, Séville, Valence et Valladolid, ainsi qu'aux révérends évêques et vicaires capitulaires d'Albarracin, Almeria, Badajoz, Barbastro, Barcelone, Cadix, Calahorra, Ceuta, Cordoue, Coria, Cuença, Gerona, Huesca, Iviz, Jaca, Léon, Lugo, Malaga, Minorque, Mondenado, Orense, Orihuela, Oviedo, Palencia, Pampelune, Plasencia, Salamanca, Ségovie, Sigüenza, Solsona, Têruel, Tortose, Tuy, Vich et Vitoria, à l'effet de leur manifester le satisfaction et le plaisir avec lequel j'ai vu qu'ils avaient contribué au rétablissement de l'ordre public, conformément à ce qui avait été disposé par mon décret du 5 du mois dernier.

« ART. 2. — On renverra au conseil d'État les réponses adressées au gouvernement par

les TT. RR. évêques de Tarragone et de Saragosse, ainsi que par les RR. évêques d'As-torga, d'Avila, de Carthagène, de Cadix, de Jaen, de Lérída, de Mayorque, de Santender, de Segorbe, de Tarazona et de Zamora, afin que ce conseil délibère sur la décision qu'il lui semblera bon de prendre à l'égard de la résistance que les prélats susmentionnés ont opposée à l'accomplissement de ce qui était prescrit dans mon décret précité, et pour décider si, étant donnée la situation nouvelle de l'Eglise en Espagne en vertu de la Constitution promulguée par les Cortès constituantes, il y aurait lieu ou non d'intenter à ces prélats une action au criminel devant le tribunal suprême de justice.

» ART. 3. — Seront déferées immédiatement au ministère public, dans ledit tribunal, les réponses du T. R. cardinal archevêque de Santiago et des RR. évêques d'Osma et d'Urgel, ainsi que les pièces antérieures y relatives, afin que ce ministère demande contre lesdits prélats ce qu'il jugera comme étant de droit en stricte conformité avec les lois communes et les autres dispositions en vigueur.

» Madrid, 6 septembre 1869.

» FRANCISCO SERRANO.

» *Le ministre de grâce et justice,*

» M. R. ZORILLA. »

LA LETTRE DU P. HYACINTHE.

Le P. Hyacinthe a adressé, le 30 septembre dernier, au général de son ordre, la lettre suivante :

« Au R. P. général des Carmes-Déchaussés, à Rome. »

» Mon très-révérend père,

» Depuis cinq années que dure mon ministère à Notre-Dame de Paris, et malgré les attaques ouvertes et les délations cachées dont j'ai été l'objet, votre estime et votre confiance ne m'ont pas fait un seul instant défaut. J'en conserve de nombreux témoignages écrits de votre main, et qui s'adressent à mes prédications autant qu'à ma personne. Quoi qu'il arrive, j'en garderai un souvenir reconnaissant.

» Aujourd'hui, cependant, par un brusque changement, dont je ne cherche pas la cause dans votre cœur, mais dans les menées d'un parti tout-puissant à Rome, vous accusez ce que vous encouragez, vous blâmez ce que vous approuviez, et vous exigez que je parle un langage ou que je garde un silence qui ne seraient plus l'entière et loyale expression de ma conscience.

» Je n'hésite pas un instant. Avec une parole faussée par un mot d'ordre, ou mutilée par des réticences, je ne saurais remonter dans la chaire de Notre-Dame. J'en exprime mes regrets à l'intelligent et courageux archevêque qui me l'a ouverte et m'y a maintenu contre le mauvais vouloir des hommes dont je parlais tout à l'heure. J'en exprime mes regrets à l'imposant auditeur qui m'y environnait de son attention, de ses sympathies,

j'allais presque dire de son amitié. Je ne serais digne ni de l'auditoire, ni de l'évêque, ni de ma conscience, ni de Dieu, si je pouvais consentir à jouer devant eux un pareil rôle!

» Je m'éloigne en même temps du couvent que j'habite, et qui, dans les circonstances nouvelles qui me sont faites, se change pour moi en une prison de l'âme. En agissant ainsi, je ne suis point infidèle à mes vœux : j'ai promis l'obéissance monastique, mais dans les limites de l'honnêteté de ma conscience, de la dignité de ma personne et de mon ministère. Je l'ai promise sous le bénéfice de cette loi supérieure de justice et de *royale liberté*, qui est, selon l'apôtre saint Jacques, la loi propre du chrétien.

» C'est la pratique plus parfaite de cette liberté sainte que je suis venu demander au cloître, voici plus de dix années, dans l'élan d'un enthousiasme pur de tout calcul humain, je n'ose pas ajouter dégagé de toute illusion de jeunesse. Si, en échange de mes sacrifices, on m'offre aujourd'hui des chaînes, je n'ai pas seulement le droit, j'ai le devoir de les rejeter.

» L'heure présente est solennelle. L'Eglise traverse l'une des crises les plus violentes, les plus obscures et les plus décisives de son existence ici-bas. Pour la première fois, depuis trois cents ans, un Concile œcuménique est non-seulement convoqué, mais déclaré *nécessaire*; ce sont les expressions du Saint-Père. Ce n'est pas dans un pareil moment qu'un prédicateur de l'Evangile, fût-il le dernier de tous, peut consentir à se taire, comme ces chiens muets d'Israël, gardiens infidèles à qui le prophète reproche de *ne pouvoir aboyer* : *Canes muti, non valentes latrare*.

» Les saints ne se sont jamais tus. Je ne suis pas l'un d'eux, mais toutefois je me sens de leur race — *filiis sanctorum sumus*, — et j'ai toujours ambitionné de mettre mes pas, mes larmes, et, s'il le fallait, mon sang, dans les traces où ils ont laissé les leurs.

» J'élève donc, devant le Saint-Père et devant le Concile, ma protestation de chrétien et de prêtre contre ces doctrines et ces pratiques, qui se nomment romaines, mais ne sont pas chrétiennes, et qui, dans leurs envahissements, toujours plus audacieux et plus funestes, tendent à changer la constitution de l'Eglise, le fond comme la forme de son enseignement, et jusqu'à l'esprit de sa piété. Je proteste contre le divorce impie autant qu'insensé qu'on s'efforce d'accomplir entre l'Eglise, qui est notre mère selon l'éternité, et la société du dix-neuvième siècle, dont nous sommes les fils selon le temps, et envers qui nous avons aussi des devoirs et des tendresses.

» Je proteste contre cette opposition plus radicale et plus effrayante encore avec la nature humaine, atteinte et révoltée par ces faux docteurs dans ses aspirations les plus indestructibles et les plus saintes. Je proteste par-dessus tout contre la perversion sacrilège de l'Evangile du Fils de Dieu lui-même, dont l'esprit et la lettre sont également foulés aux pieds par le pharisaïsme de la loi nouvelle.

» Ma conviction la plus profonde est que, si la France en particulier et les races latines en général sont livrées à l'anarchie sociale, morale et religieuse, la cause principale en est, non pas sans doute dans le catholicisme lui-même, mais dans la manière dont le catholicisme est depuis longtemps compris et pratiqué.

» J'en appelle au Concile qui va se réunir pour chercher des remèdes à l'excès de nos maux, et pour les appliquer avec autant de force que de douceur. Mais si des craintes, que je ne veux point partager, venaient à se réaliser, si l'auguste assemblée n'avait pas plus de liberté dans ses délibérations qu'elle n'en a déjà dans sa préparation, si, en un mot, elle était privée des caractères essentiels à un concile œcuménique, je crierais vers Dieu et vers les hommes pour en réclamer un autre, véritablement réuni dans le Saint-Esprit, non dans l'esprit des partis, représentant réellement l'Eglise universelle, non le silence des uns et l'oppression des autres. « Je souffre cruellement à cause de la fille de mon peuple; je pousse des cris de douleur, et l'épouvante m'a saisi. N'est-il plus de baume en Galaad, et n'y a-t-il plus là de médecin? Pourquoi donc n'est-elle pas fermée, la blessure de la fille de mon peuple? » (Jérémie, VIII.)

» Et enfin j'en appelle à votre tribunal, ô Seigneur Jésus! *Ad tuum, Domine Jezu, tri-*

humil appello. C'est en votre présence que j'écris ces lignes ; c'est à vos pieds, après avoir beaucoup prié, beaucoup réfléchi, beaucoup souffert, beaucoup attendu, c'est à vos pieds que je les signe. J'en ai la confiance, si les hommes les condamnent sur la terre, vous les approuverez dans le ciel. Cela me suffit pour vivre et pour mourir.

« FR. HYACINTHE,

» Supérieur des Carmes-Déchaussés de Paris,
deuxième définitif de l'ordre dans la province d'Avignon.

» Paris-Passy, le 20 septembre 1869. »

Nous avons hésité à reproduire la lettre qui précède, tant notre douleur est amère. Cette douleur, nous l'éprouvons avec l'Église dont les joies sont nos joies et les peines nos peines, et qui ne connaît pas de plus poignante affliction que celle d'être reniée par ses propres enfants. Nous ressentons aussi une pitié profonde pour l'infortuné qui, en foulant aux pieds les engagements les plus sacrés et en prostituant les dons que Dieu lui a départis avec usure, inaugure sa vie nouvelle par des calomnies contre sa Mère !

Nous ne nous faisons aucune illusion : le P. Hyacinthe est perdu pour l'Église. A la vérité, sa lettre revêt çà et là des apparences chrétiennes ; mais on ne franchit pas du premier coup les derniers abîmes. Peut-être se croit-il encore catholique ; mais il ne l'est plus « à la manière dont le catholicisme est depuis longtemps compris et pratiqué. » Tous les apostats ont commencé ainsi : ils se sont posés en organes infallibles de la vérité chrétienne que l'Église, à les entendre, aurait méconnue et altérée.

Le P. Hyacinthe manifeste, du reste, des dispositions qui lèvent tous les doutes. Il en appelle au Concile ! Luther et les Jansénistes l'avaient fait avant lui. Mais voici qui est nouveau : dès maintenant il en appelle du prochain Concile à un Concile ultérieur, « véritablement réuni dans le Saint-Esprit, représentant réellement l'Église universelle, non « le silence des uns et l'oppression des autres. » C'est oublier que l'Esprit de Dieu planera sur l'auguste assemblée qui va se réunir et qu'il parlera par sa bouche ; c'est s'arroger une infailibilité qu'on refuse à l'autorité établie par le Christ lui-même ; c'est annoncer en même temps que la révolte sera durable. Il est vrai que le P. Hyacinthe ne rejettera les décisions du Concile que dans le cas où la liberté de ses délibérations serait entravée. Mais n'est-il pas clair que, s'il avait eu l'intention de rester, au moins éventuellement, dans la communion de l'Église, il aurait ajourné sa résolution ?

Pauvre prêtre ! C'est l'orgueil qui le perd. Dieu se révèle aux petits et il se cache à ceux qui s'élèvent dans leurs propres pensées. Depuis Lamennais, cette vérité évangélique n'avait plus reçu d'application aussi lamentable.

A en croire le P. Hyacinthe, on veut lui imposer des chaînes. Non. L'Église, au sein de laquelle s'est librement épanoui le génie de saint Augustin, de saint Thomas, de Bossuet, de Pascal et de Lacordaire, l'Église ne saurait constituer pour personne « une prison de l'âme. »

Il se plaint des menées « d'un parti tout-puissant à Rome » et « du divorce qu'on s'efforce d'accomplir entre l'Église et la société du XIX^e siècle. » Si ces accusations étaient vraies, ce serait une lâcheté de sa part d'abandonner la lutte, alors que la bataille est engagée. Mais qui ne sait que ces accusations sont fausses ? L'Église, qui a conclu avec la France le Concordat de 1801, qui prodigue aux constitutionnels de l'Angleterre, de la Belgique et de la Hollande, aux républicains de la Suisse et des États-Unis, toutes les tendresses de son amour maternel, qui compte parmi ses lumières les plus éclatantes, les Dupanloup et les Ketteler, l'Église n'est pas l'ennemie de notre siècle ; elle n'est pas un parti, mais une société, toujours fidèle à la grande devise de saint Augustin, et le P. Hyacinthe qui dénonce l'oppression chimérique dont il serait la victime, ne s'aperçoit pas que ses prétentions

intolérantes aboutissent à supprimer parmi les catholiques, au profit de ses propres idées, la liberté d'opinion dans les choses permises.

Oui, c'est l'orgueil qui le perd ! Mais il sera puni par où il a péché. Qu'espère-t-il et qu'attend-il ? Nous avons tout à l'heure nommé Lamennais et un journal a dit que sa lettre rappelait les déplorables égarements de ce grand génie dévoyé. C'est lui faire trop d'honneur. Lamennais avait publié des ouvrages de premier ordre ; il avait fait contre le gallicanisme et l'Université de France une campagne triomphante ; il était l'auteur d'un système philosophique et il avait fondé une école politique. Que laisse au contraire le P. Hyacinthe après lui ? Rien, que le souvenir fugitif de quelques succès oratoires.

Mais, si la comparaison est inexacte, comment les déceptions de Lamennais ne l'ont-ils pas retenu sur le bord du précipice ? Lamennais n'a entraîné aucun croyant à sa suite ; il n'est pas même devenu chef de secte ; c'est qu'aujourd'hui le cycle des hérésies a été entièrement parcouru et que nul n'oserait se flatter de pouvoir fonder une religion nouvelle.

Le P. Hyacinthe compte-t-il réussir là où Lamennais a échoué, et, s'il l'a cru un instant, le bandeau ne lui tombe-t-il pas déjà des yeux ? N'entend-il pas les catholiques de tous les pays et de toutes les nuances politiques déplorer sa chute et renouveler leurs protestations d'attachement inviolable et sans bornes à l'Église catholique et au Saint Siège ? N'est-il pas réduit à recueillir les applaudissements des impies dont il a consacré une partie de son apostolat à combattre les doctrines ? Lui-même du reste semble l'avoir compris : il a communiqué sa lettre au *Temps*, un journal à moitié protestant et à moitié rationaliste, et comme s'il avait perdu, en apostasiant, tout sentiment de délicatesse, il a livré en pâture à la presse libérale et révolutionnaire ses plaintes et ses calomnies, avant même qu'elles fussent parvenues à leur adresse !

Si le P. Hyacinthe était humble, s'il n'éprouvait qu'un froissement de conscience respectable, si les préoccupations d'un dévouement sincère aux intérêts de l'Église étaient son unique mobile, il n'aurait pas cherché le bruit et le scandale. Il se serait réfugié dans l'ombre et dans la prière, et il aurait soumis sa justification et ses craintes, non aux ennemis de ses croyances, mais au Saint Père, au Concile, au général de son ordre, « à l'intelligent et courageux archevêque » qui avait protégé ses débuts. Mais point ; il a préféré fournir des armes nouvelles aux détracteurs de l'Église ; il y a réussi ; il est devenu tout à coup leur idole, ou plutôt la victime de leurs encensements. Mais qu'il ne s'y trompe pas : son succès ne sera qu'éphémère ; l'admiration qu'on lui prodigue est un piège destiné à lui faire descendre jusqu'au bout la pente dangereuse où il s'est placé ; quand il aura rompu les dernières attaches qui l'unissaient à la foi de ses serments, il ne sera plus pour ses nouveaux alliés qu'un objet d'indifférence ou de mépris ; un sentiment de pudeur insurmontable, s'élevant contre lui de leurs propres rangs, lui disputera une à une les espérances qu'il avait conçues de sa défection ; et, pendant qu'il cherchera en vain à ressaisir la gloire et la renommée auxquelles il aura tout sacrifié, il verra la foule des fidèles oublier jusqu'à son existence au milieu des joies et des consolations que leur procure la vue de l'éternelle jeunesse et de l'inépuisable fécondité de l'Église. Alors, après les heures d'enivrement, viendront les heures de remords, heures longues comme des siècles ; alors puisse-t-il, non pas reconquérir une réputation et une autorité à jamais perdues, mais trouver grâce auprès de la miséricorde de Dieu !

CH. WOESTE.

BIBLIOGRAPHIE.

Saint Vincent de Paul et son temps par Joseph Maggio, traduit de l'italien par l'abbé L. Barthélemy, 2 vol.

Écrire une nouvelle vie de saint Vincent de Paul après toutes celles qui ont été publiées depuis la mort de cet homme admirable et dont plusieurs présentent un mérite sérieux, pourrait sembler au premier abord une entreprise inutile et téméraire. Tout le monde, en effet, a lu ou entendu parler des deux biographies écrites à la gloire du grand héros de la charité chrétienne par monseigneur Abelly, évêque de Rodez (1684) et par le comte Frédéric de Stolberg (1819).

Mais, si l'entreprise était difficile, elle n'était pas irréalisable. On en trouve la preuve dans l'ouvrage émané de la plume d'un italien, M. Maggio, sous le titre de *Saint Vincent de Paul et son temps*.

L'ouvrage de M. Maggio offre un attrait qu'on chercherait en vain dans ceux de ses devanciers. Il rattache de la façon la plus heureuse la vie de saint Vincent de Paul à l'histoire de l'époque, et il met en pleine lumière le rôle politique et social qu'a joué le saint, aussi bien que son rôle religieux et charitable. A quelque point de vue qu'on se place, en effet, pour étudier les soixante premières années du xvii^e siècle, saint Vincent de Paul apparaît partout, mettant au service de la France et de la civilisation l'autorité que lui donnaient ses vertus, un zèle sans bornes et une intelligence remarquable des besoins du temps.

Quelle époque troublée que le commencement du xvii^e siècle ! Il n'est pas rare de rencontrer aujourd'hui des esprits chagrins qui exhalent le passé au détriment du présent. Il y a dans ce procédé autant d'ignorance de l'histoire que d'injustice. L'indifférence, la corruption des mœurs, le mépris des lois de l'Eglise, les hérésies, les doctrines pernicieuses, les agitations politiques, l'anarchie, tout cela sévissait au degré le plus alarmant dans la première moitié du xvii^e siècle, et ce qu'il y a de plus triste à dire, c'est qu'il y avait dans le clergé comme dans le monde laïque un affaissement général qui laissait au mal libre carrière. M. Maggio montre sous son véritable jour tout cet état de la France dans des pages qui forment l'une des parties les plus instructives de son livre. Le régénérateur de l'époque a été incontestablement saint Vincent de Paul. Il a sauvé son siècle par la charité ; il a exercé une véritable juridiction sur le clergé qu'il a ramené au sentiment de sa mission, et il a transformé la société laïque par son action féconde et sa parole inspirée. Le meilleur éloge que l'on puisse faire de lui, c'est de rappeler que ses principales œuvres ont triomphé du temps ; aujourd'hui, comme il y a deux siècles, elles fleurissent pour le salut du monde. C'est à lui qu'on doit surtout la seconde moitié du xvii^e siècle qu'on a appelé le siècle de Louis XIV et dont on devrait surtout rapporter la grandeur à l'Eglise. En tournant l'activité des hautes classes vers le soulagement de toutes les misères sociales, il les a empêchées de se plonger dans la corruption et dans les plaisirs, et il a par là même remis en honneur les puissances intellectuelles que l'humanité ne saurait négliger sans oublier la dignité de sa nature et ses destinées immortelles.

Saint Vincent de Paul avait déjà vu ses efforts couronnés en grande partie de succès, il avait fondé la plupart de ces institutions charitables qui feront bénir sa mémoire par toutes

les générations, lorsque le mal et l'erreur, animés du désir de se venger de leur défaite, essayèrent d'une forme nouvelle pour égarer la société chrétienne. Le jansénisme, reproduction habile et voilée d'une des idées fondamentales du calvinisme, prit tout à coup dans les rangs mêmes du monde religieux une extension redoutable. Saint Vincent de Paul combattit avec une ardeur éclairée l'hérésie subtile qui un instant battit l'Eglise en brèche ; du premier coup d'œil, il avait discerné les abîmes où elle menaçait d'entraîner la France, et il contribua par son intervention auprès du haut clergé de son pays et ses instances auprès du Saint Siège à amener la condamnation prompte et décisive des doctrines de Saint-Cyran et d'Arnauld. Nous recommandons particulièrement à nos lecteurs les cinq chapitres que M. Maggio a consacrés à l'histoire du jansénisme.

Revêtu de la haute approbation du souverain Pontife, le livre de M. Maggio ne peut manquer d'obtenir la faveur du public. Il réunit un ensemble de qualités qui en rendent la lecture aussi instructive qu'agréable.

CH. W.



DE LA FRÉQUENTATION

DES

ÉCOLES PRIMAIRES

EN BELGIQUE.

J'ai étudié, d'après les derniers documents officiels, la situation de l'enseignement primaire en Belgique au 31 décembre 1866. Sans préjugé et sans théorie préconçue, j'ai analysé les chiffres et résumé les faits. Éclairé par cette étude ardue, compliquée de statistique, j'ai porté un jugement raisonné sur trois questions qu'on aborde trop souvent par leur côté philosophique : la généralisation de l'instruction primaire, l'enseignement obligatoire et la gratuité de l'école.

I.

Le nombre total des élèves de toutes les écoles primaires proprement dites du pays était :

En 1830, de 295,000;

En 1851, de 498,703;

En 1860, de 515,892.

En 1865, ce nombre était augmenté de 28,869 et porté à 544,761.

Au 31 décembre 1866, l'augmentation n'a été que de 19,131. Le chiffre de la population des écoles primaires était 563,892.

A l'administration centrale de l'enseignement primaire officiel, on évalue le nombre des enfants en âge de fréquenter l'école (de 7 à 14 ans) à 15 $\frac{1}{2}$ % de la population générale. D'après cette proportion, les écoles auraient dû être fréquentées en 1866 par 747,652 élèves. 185,760 enfants de 7 à 14 ans étaient donc malheureusement absents. Un quart environ, 24.60 %, des enfants en âge d'école, étaient privés des avantages et des bienfaits de l'enseignement primaire.

Dans la période triennale précédente, le nombre des enfants en âge d'école était évalué par l'administration centrale à 734,110. Les absents étaient au nombre de 189,349, c'est-à-dire, 25.79 $\frac{1}{2}$ % des enfants en âge d'école. Il y aurait donc un progrès dans le nombre des enfants qui fréquentent l'école : la valeur de cette progression était de 1.19 $\frac{1}{2}$ %, en 1866. Remarquons cependant que le rapport de la population du royaume au nombre des enfants qui fréquentaient l'école en 1863 était

de 11.13 ‰; en 1866, ce rapport n'était plus que de 11.11 ‰ : 0.02 ‰ de moins. De la comparaison de ces chiffres (+ 1.19 ‰ et — 0.02 ‰), il résulte une contradiction, que le rapport officiel n'aide pas à expliquer.

Il convient, d'autre part, de remarquer que de ce nombre trop considérable de 183,760 absents, il faut déduire les enfants de plus de 7 ans et de moins de 15 ans, qui fréquentaient les écoles gardiennes, les écoles moyennes, les collèges, les athénées, les écoles d'adultes, les ateliers d'apprentissage et ceux qui peuplent les écoles ressortissant au ministère de la justice. En tenant compte aussi des enfants qui, âgés de moins de 15 ans, ont quitté l'école pour l'atelier ou les travaux agricoles, on arrive à diminuer les présomptions légales de l'ignorance civile.

En supposant largement que l'ensemble de ces exceptions s'élève à 80,000 enfants, on constate encore avec regret que le sixième environ des enfants à l'âge d'école sont privés de tout enseignement primaire.

J'ai dressé, d'après les renseignements du dernier rapport officiel, le tableau suivant :

CARACTÈRE des ÉCOLES.		Population au 31 décembre 1866.					
		GARÇONS.		FILLES.		TOTAL.	COMPARAISONS.
		VILLES.	COMMUNES RURALES.	VILLES.	COMMUNES RURALES.		
Communales	34,132	231,031	20,709	126,562	382,484	382,484	430,310
Adoptées.	4,050	7,655	9,783	47,672	69,160		
Privées inspectées (écoles)	"	333	"	3,244	3,577		
Id. (pensionnats).	36	218	142	693	1,089	181,408	
Libres (écoles)	20,622	16,445	27,937	30,434	95,438	107,582	
Id. (pensionnats)	1,876	1,459	5,018	3,791	12,144		
	50,766	227,111	63,589	212,399	563,892	563,892	
Totaux. . . .	61,766		63,589			124,355 villes.	
		227,141		212,396		439,537 com. r.	
	237,907 garçons.		275,985 filles.				

En faisant la comparaison raisonnée de ce tableau avec les chiffres officiels de la période triennale précédente (1), on arrive à des conclusions instructives.

Pendant la période triennale 1864-1865-1866, la population scolaire, quoique matériellement augmentée de 19,131 élèves est à peu près restée la même, quand on la compare à la population générale du royaume.

A la fin de la période triennale précédente, on avait constaté que la population des écoles soumises à l'inspection avait augmenté de 27,454 et que celle des écoles libres s'était accrue de 1,415 élèves. En 1866, les écoles soumises à l'inspection avaient gagné 20,723 sujets; mais les écoles libres en avaient perdu 1,592. Les écoles communales officielles avaient 28,316 élèves de plus; mais l'ensemble des écoles dues à l'initiative privée (adoptées, privées inspectées ou libres) avaient 9,185 élèves de moins, malgré l'augmentation de la population générale du royaume.

(1) Pour les lecteurs qui désireraient faire par eux-mêmes cette étude comparée, je transcris ici le tableau de la période précédente (1851-1863).

ARACTÈRE des ÉCOLES.	Population au 31 décembre 1863.						COMPARAISONS.
	GARÇONS.		FILLES.		TOTAL.		
	VILLES.	COMMUNES RURALES.	VILLES.	COMMUNES RURALES.			
Écoles communales .	31,293	188,278	18,136	116,456	354,168	354,168	435,857
Écoles adoptées . .	6,445	10,427	11,302	47,187	75,421		
Écoles privées inspect.	»	444	413	4,200	5,116		
Pensionnats privés inspectés	34	211	86	531	882	190,593	
Écoles libres	20,866	18,377	20,502	32,419	98,164	109,174	
Pensionnats libres . .	1,570	1,413	4,547	3,420	11,010		
Totaux.	60,213	219,180	61,036	204,332	544,761	544,761	
Id.	60,213		61,036			121,249 villes.	
Id.		219,180		204,332		463,512 com. r.	
Id.	270,393 garçons.		265,368 filles.			544,761	

Cette diminution de la population des écoles libres n'a été observée que dans les communes rurales, où l'importance du budget de l'instruction publique et l'application généralement sincère de la loi de 1842 provoquent naturellement la fermeture de certaines écoles libres. Dans les villes, au contraire, ce sont les écoles libres qui l'emportent sur les écoles officielles. La population de ces dernières qui était en 1863 de 67,764 n'a augmenté que de 1,138, tandis que le nombre des élèves des écoles libres, qui était de 53,485 en 1863, s'est accru de 1,794. Voici la comparaison des chiffres des élèves dans les villes des trois provinces où l'on fait, avec l'aide du trésor public, une concurrence systématique à l'enseignement privé.

	1863.				1866.			
	ÉCOLES COMMUNALES.		ÉCOLES LIBRES.		ÉCOLES COMMUNALES.		ÉCOLES LIBRES.	
	garçons.	filles.	garçons.	filles.	garçons.	filles.	garçons.	filles.
Brabant (villes) . .	6,247	4,931	3,723	4,984	6,950	6,510	4,409	6,132
Hainaut (id.) . .	4,727	4,304	3,215	4,553	4,910	4,524	3,082	4,776
Liège (id.) . .	4,753	3,900	3,813	5,381	4,316	3,382	3,283	4,820
	13,732	13,208	10,751	14,918	16,176	14,416	10,777	15,737
	28,940		25,669		30,592		26,514	

On remarquera que, dans les villes de la province de Liège, la population des écoles primaires est dans un état de véritable décadence. La concurrence qu'on y suscite aux écoles libres de filles ne profite pas même aux écoles communales de filles.

On trouvera plus loin un tableau, dans lequel j'ai, d'après les documents officiels, comparé les populations des divers établissements d'enseignement primaire de la Belgique, au 31 décembre 1866.

Les écoles primaires proprement dites des diverses

catégories étaient fréquentées par	563,892 élèves.
Les écoles gardiennes	50,881
Les écoles d'adultes	113,709
Les ateliers d'apprentissage	7,412
Les écoles ressortissant au ministère de la justice.	6,332

L'ensemble de ces populations s'élevait à 744,226 ,
environ 14.93 % de la population générale du royaume. En 1863,

cette proportion n'était que de 14.70 $\%$. L'augmentation serait donc de 0.23 $\%$ environ

La comparaison de ce tableau avec la situation générale des écoles au 31 décembre 1863 donne les résultats suivants :

ÉLÈVES DES ÉCOLES.	EN 1863.	EN 1866.	EN PLUS.	EN MOINS.
Soumises à l'inspection	530,869	533,513	32,644	
Officielles	370,671	414,068	34,394	
Dues à l'initiative privée	339,723	330,161		9,562
Libres	212,904	210,713		2,281

Le nombre total des élèves qui fréquentent les écoles privées ou libres a donc légèrement diminué. Cette diminution ne porte toutefois que sur la population des écoles établies dans les communes rurales. Dans les villes, au contraire, il importe de le remarquer, le nombre des élèves des écoles privées ou libres a augmenté.

Sur six citoyens belges, il y en avait au moins un qui fréquentait un établissement d'enseignement primaire, de l'une ou de l'autre espèce.

Sur six enfants arrivés à l'âge d'école, cinq environ étaient inscrits dans les registres d'une école primaire proprement dite.

Recherchons comment ils fréquentaient cette école.

II.

D'après les règlements portés en vertu de l'art. 15 de la loi de 1842, la moyenne annuelle des jours pleins de classe aurait dû être en 1865-1866 de 254 par école : elle n'a été en réalité que de 246 : 9 de plus qu'en 1862-1863. La députation permanente de la province de Namur a, par un règlement, que le rapport triennal de 1861-1863 cite comme modèle, porté le nombre des jours de classe à 257 et le nombre des heures de classe à 6 par jour, sauf le jeudi (pour les garçons) et le samedi (pour les filles), où il n'y a que trois heures de classe.

La moyenne de la fréquentation pour les élèves admis gratuitement était, en 1863, de 184 jours : en 1866, elle était de 193 jours. Pour les élèves payants, cette moyenne a été, en 1863, de 190, et en 1866,

de 196. Il y a donc un progrès réel dans la fréquentation. Il est intéressant de constater que, dans les provinces de Namur, d'Anvers et de Liège, les enfants admis gratuitement sont plus zélés que leurs camarades privilégiés par la fortune.

Nous avons vu qu'un sixième environ des enfants du pays ne fréquentaient aucune école. Sur les 73,392 élèves qui ont définitivement quitté, en 1866, les écoles soumises à l'inspection (1), 23,560 seulement (32.1 %) avaient fait un cours complet d'études. 49,832 enfants (15,834 élèves payants et 33,998 élèves gratuits) avaient donc reçu une instruction incomplète. En admettant que les mêmes faits se passent dans les écoles libres, on arrive à cette conclusion peu satisfaisante qu'environ 5 % seulement du nombre total des enfants, inscrits dans les écoles de toutes les catégories, quittent annuellement l'école après avoir achevé leurs études primaires. La grande majorité des enfants part annuellement avant l'âge de 14 ans et avec une instruction incomplète. Les deux tiers des enfants qui abandonnent l'école restent dans une ignorance primaire plus ou moins profonde.

Cette conclusion générale n'est pas exagérée. Il est des centres de population, où les résultats sont moins favorables encore, à Gand, par exemple (2). La proportion des enfants quittant l'école à 12 ans a été beaucoup plus forte en 1857 qu'en 1850. En 1857, plus des trois quarts des enfants âgés de plus de sept ans avaient quitté l'école avant l'âge de 12 ans. L'administration de cette cité populeuse et industrielle a fait dresser pour les années 1864-1866 des tableaux fort instructifs. Pendant les années 1864-1865 et 1865-1866, 3,261 élèves avaient quitté les écoles communales. En défalquant les enfants qui avaient simplement changé d'école (234), les enfants décédés (124), ceux qui avaient quitté la ville (147), et ceux qui continuaient à recevoir de l'instruction dans des établissements publics ou privés, on avait constaté le départ de 2,210 enfants, dont

	53	âgés	de	7 ans.
	177	»	»	8 »
	257	»	»	9 »
	383	»	»	10 »
	551	»	»	11 »

Il résulte de cette statistique qu'environ un tiers de la population

(1) Les documents officiels se taisent naturellement sur les écoles libres.

(2) Voir l'intéressant rapport fait au conseil communal de Gand par M. l'échevin Wagener, le 30 mai 1867. Il a été publié en brochure sous ce titre : *De la nécessité, au point de vue de l'instruction primaire, d'une loi sur le travail des enfants dans les manufactures*. Gand. Annoot, 1867.

des écoles communales de la ville de Gand ne recevait plus aucune espèce d'instruction à partir de l'âge de 10 ans et qu'environ la moitié de cette population avait fui l'école à partir de l'âge de 11 ans. Même en tenant compte des élèves qui restent à l'école jusqu'à l'âge de 12, 13 ou 14 ans, un quart à peine du nombre total arrivait jusqu'aux classes supérieures. Les trois autres quarts n'avaient pas reçu une instruction suffisante.

Remarquons qu'il ne s'agit ici que des *écoles communales*. Les *écoles libres* ne nous fourniraient pas, je pense, des résultats plus satisfaisants.

La non fréquentation de l'école, la fréquentation irrégulière, l'abandon prématuré de l'école, tous ces faits que M. A. Van den Peereboom désignait un jour à la Chambre sous le nom d'*absentéisme*, doivent faire l'objet des méditations de tous ceux qui se préoccupent de l'éducation populaire.

L'ancienne excuse, le manque d'écoles, n'existe plus, puisqu'il y a au moins « une bonne école dans chaque commune. » La pauvreté n'a jamais été non plus, dans les sociétés chrétiennes, une excuse légitime ; car partout où il existait, avant 1842, des écoles catholiques, on y admettait gratuitement les enfants pauvres, autant que le permettaient les locaux. Nous verrons plus loin que ce prétexte ne peut plus même être invoqué, sans mentir, sous le régime de la loi nouvelle.

L'absentéisme actuel doit être attribué à trois causes bien simples : les nécessités matérielles de la vie, la paresse des élèves servie par les circonstances, la mauvaise éducation de beaucoup de parents.

Quand les parents n'ont aucune culture intellectuelle, sont grossiers ou adonnés au vice, ils ne peuvent songer sérieusement à rendre leurs enfants meilleurs qu'eux-mêmes.

A la campagne, ils n'en aperçoivent pas la nécessité ; en ville, ils n'en ont pas le temps. Tel père, tel fils, dit le proverbe. Quand le vice n'est pas la cause des obscurités intellectuelles, c'est l'habitude, qui forme des traditions dans les familles. Combien de braves gens ne connaissez-vous pas, auxquelles ces traditions paraissent tout naturelles ? D'ailleurs ils n'ont que trop souvent sous les yeux le spectacle de la paresse des classes supérieures de la société. De quel droit, vous, fils de famille, à qui la Providence a facilité tous les moyens d'instruction supérieure et de perfectionnement moral, et qui n'en avez usé que tout juste assez pour pouvoir écrire presque sans faute une lettre à votre fermier, de quel droit, dis-je, vous, riche inutile, reprochez-vous à celui-ci de ne pas se préoccuper suffisamment de l'instruction primaire de ses enfants ?

On ne saurait trop le répéter, le but de l'éducation n'est pas l'art de lire un journal ou d'écrire un bulletin électoral, mais de faire « des hommes. » Soyez « homme » et, bien que vous ne sachiez ni lire, ni écrire, vous-même, vous ferez donner à vos enfants une instruction primaire soignée, et, si vous êtes dans l'aisance, vous en ferez des citoyens instruits, actifs, laborieux et utiles.

Quand je songe aux jours de mortel ennui, que j'ai souvent passés à l'école, soit que les heures de classes me parussent trop nombreuses, soit que le maître n'eût pas l'art de cacher les aspérités nécessaires de la règle et de la méthode, je ne m'étonne pas d'apprendre que mes jeunes compatriotes de 7 à 14 ans, ne vont à l'école en moyenne que 193 à 196 jours sur 365. Six heures de classe par jour, monotones, incolores; 360 minutes d'attention contrainte, de repos forcé et de discipline réglementaire, à l'âge du mouvement, de la spontanéité et de la distraction, où l'âme vole comme un papillon aux ailes délicates, en suçant ses idées dans le calice de toutes les fleurs de la vie ! Trois heures de classe, à deux reprises par jour, n'est-ce pas trop homicide ? J'aimerais mieux huit heures par jour, mais huit heures entrecoupées huit fois au moins, avec un changement de place et d'air, par des exercices gymnastiques, des chants, des récréations, des jeux, des travaux même manuels, en un mot par des occupations qui, ayant toutes pour but l'instruction et l'éducation, soutiennent l'attention sans la fatiguer, dissimulent autant que possible l'effort imposé par la méthode, fassent du travail, non une pénitence ou une corvée, mais un plaisir ou un exercice, et de l'école, non une prison, mais un endroit attrayant. A l'université, le professeur ne nous tient guère plus d'une heure dans le même auditoire. Pourquoi un enfant de 7 à 14 ans aurait-il plus d'*assiette* (ce que les allemands appellent *sitzfleisch*) qu'un jeune homme de vingt ans ? J'en parle à mon aise peut-être, parce que je ne suis pas pédagogue. Heureusement que les conclusions de la grande enquête faite, en 1860, en Angleterre, sur l'éducation populaire et résumée par M. N. W. Senior (1) me donnent tout-à-fait raison : quatre, trois et même deux heures bien employées, par jour, suffisent pour donner une bonne instruction primaire. Que de « grandes personnes » de ma connaissance seraient incapables de rester pendant trois heures sur un banc d'études, même en présence d'un enseignement plus attrayant que celui de beaucoup d'instituteurs primaires. Le plus grand ennemi de l'étude est la fatigue qu'inspire la monotonie. Saturne faisait sortir de sa tête la sagesse, en

(1) N. W. Senior, *Suggestions on popular education*.

se la fendant d'un coup de bache; la fable ne dit pas que Minerve y était entrée à coups de maillet. C'est dans l'enseignement que la liberté de l'homme doit surtout être respectée; car on reçoit l'enseignement, mais on s'instruit soi-même. Une leçon n'est pas *donnée*, aussi longtemps qu'elle n'est pas *reçue* (1).

Dans l'enfance surtout, l'instruction est le produit de l'attraction, ce rayon invisible, qui, dans la philosophie d'Aristote, naît de l'action de l'être aimé sur l'être aimant. Faire luire ce rayon, c'est tout le mérite de l'enseignement, tout le talent de l'instituteur. Voilà pourquoi tant d'hommes instruits sont de si mauvais pédagogues; il faut se faire enfant avec les enfants et les aimer pour eux-mêmes.

Quand on a l'art « d'occuper » un enfant, on le retient attentif pendant plus de six heures; mais, si vous faites sentir, trop matériellement, la contrainte et le *magister* à cet être si rationnel et si passionné de liberté qu'on appelle un enfant, vous aurez son corps devant vous, mais son esprit sera ailleurs. Quand les enfants se plaisent à l'école, ils trouvent moyen d'y rester, souvent en contrecarrant les projets de leurs parents. Mais, s'ils ne s'y plaisent pas; si la paresse naturelle de l'esprit humain, qui ne s'élève vers la lumière et le bien que par un effort, n'est pas combattue avec habileté et finesse, les enfants saisiront la première occasion favorable, non-seulement pour faire l'école buissonnière (ce qui est facile à l'école primaire), mais encore pour quitter entièrement, et avant l'âge fixé, des bancs maudits.

Le plus grand obstacle à la diffusion de l'enseignement primaire est la pauvreté. A des parents chargés de 4, 5 et 6 enfants, auxquels ils ont beaucoup de peine à donner, même à la sueur de leurs fronts, le pain quotidien, il est difficile de démontrer qu'il est contre leur intérêt d'envoyer à la fabrique leur petite fille de dix ans ou à la houillère leur petit garçon de neuf ans, pour prix d'une augmentation de revenu de fr. 1.50, 1.80, 3.00, 5.00 par semaine. Qui donc garderait la vache ou la chèvre de l'agriculteur pauvre, si ses enfants allaient à l'école jusqu'à l'âge de 15 ans? Comment faire comprendre à des hommes qui pratiquent durement le précepte: A chaque jour sa peine et son salaire, que sept ans d'école primaire ne sont pas une perte désastreuse ou une sainéantise organisée, mais forment un capital placé à gros intérêts, capital qui leur sera remboursé dans la dernière partie de leur âge mur, et intérêts qui leur seront servis pen-

(1) M. Morrison, recteur de *Free church training school*, à Glasgow, déposition, pendant l'enquête de 1860.

dant leur vieillesse ? Il est facile d'écrire de belles considérations sur la nécessité et les bienfaits de l'enseignement primaire, de faire de profondes théories pédagogiques et de rédiger de superbes règlements d'organisation, quand on a à sa disposition toutes les aisances de la vie matérielle. Que de pauvres pères de famille ont l'occasion de répondre aux personnes qui les engagent à laisser leurs enfants à l'école jusqu'à l'âge de 14 ans au moins : *Primum vivere, deinde philosophare*.

Pour combattre l'absentéisme, il ne manque pas de personnes qui préconisent le moyen commode de la contrainte matérielle, croyant bénévolement que l'intervention d'un gendarme suffit pour résoudre une des questions les plus ardues et les plus complexes de l'économie sociale, et que l'emploi de la force est la seule solution possible d'un problème qui touche aux fibres de la liberté individuelle, politique ou religieuse.

En 1858, le conseil communal de Gand, ému par le spectacle déplorable qu'il avait sous les yeux, exprima, à l'unanimité, un vœu en faveur de l'enseignement obligatoire. Il se préoccupa peu du mode d'application de ce remède radical. Le rapporteur, M. l'échevin Callier, se borna à en recommander une application prudente et sage. Dans le rapport rédigé en 1867 par M. Wagener, au nom du collège des bourgmestre et échevins de la même ville de Gand, on lit : « Si l'on décrétait tout d'un coup l'instruction obligatoire pour tous les enfants de 7 à 14 ans, et si cette obligation rendait complètement impossible le travail des enfants dans les manufactures, on plongerait peut-être dans la misère des milliers de familles, en même temps qu'on jeterait une perturbation regrettable dans l'industrie nationale. » En présence de ces difficultés, le collège des bourgmestre et échevins de la ville de Gand a recommandé l'adoption d'un autre système que j'indiquerai plus loin.

Je n'ai pas l'intention de discuter ici la question de l'enseignement obligatoire; mais je ne peux cependant me dispenser de poser bien nettement les principes qui doivent dominer dans un sujet aussi pratique et aussi important pour la santé morale des classes populaires.

L'instruction est une obligation morale *absolue*, comme la religion. L'apôtre en a fait une loi spirituelle, que l'Église a toujours proclamée, opportunément et importunément, mais sans jamais avoir ordonné à personne d'employer la force matérielle pour en assurer l'exécution.

Il est vrai que des pouvoirs politiques, occupés par des catholiques, croyant bien faire, j'aime à le croire, ont imposé la religion par la force. Ce sont des questions de fait, très-graves, et très-déliées, que je n'ai pas à examiner ici. Je me borne à les constater.

Mais aujourd'hui, dans tous les pays de l'Europe, excepté la Russie, une pareille contrainte est impossible, soit à cause des institutions politiques, soit à cause des mœurs. Et c'est ce moment que quelques singuliers « libéraux » croyant bien faire, j'aime à l'admettre, choisissent pour recommander l'emploi de la force, en matière d'instruction. Un député, qui est en même temps échevin de l'instruction publique dans la commune de Bruxelles, disait récemment à la Chambre, avec une certaine étourderie : « Le grand argument tiré de la liberté du père de famille a fait son temps. Le bon sens public a compris que, s'il est juste, s'il est légitime de condamner à l'amende le père de famille qui néglige de faire balayer son trottoir, il est tout aussi juste, tout aussi équitable, tout aussi légitime de condamner à la même peine, celui qui refuse de tirer son enfant de l'état d'amointrissement matériel et moral dans lequel se trouve tout homme qui n'a pas reçu les premières notions de l'enseignement primaire (1). » Comment ne s'aperçoit-on pas que de tels raisonnements sont bien plus vrais pour le catéchisme que pour l'école primaire ? car enfin, à l'école, en dehors de la religion et de la morale, qui font l'homme, l'enfant n'apprend guère qu'à lire, à écrire et à compter, plus ou moins exactement. Et si, pour atteindre un tel but, il convient d'employer la contrainte matérielle, ne peut-on pas s'en servir *a fortiori* pour l'enseignement de la religion ? Qu'y a-t-il en effet de plus important pour la société que la religion ?

Pour atténuer l'effet que produisent sur les hommes sensés ces doctrines si hostiles à nos institutions, à nos mœurs et à l'organisation économique et matérielle de la société actuelle, on invoque, il est vrai, l'exemple de la Prusse et de quelques autres États de la ci-devant Confédération germanique (si je ne me trompe, l'Espagne, depuis la publication de sa récente loi sur l'enseignement primaire, pourra désormais être citée à côté de la Prusse). Je ne suis pas convaincu qu'on parviendrait à introduire *aujourd'hui*, même en Prusse, les lois qu'on invoque. Elles ont été faites pour des populations agricoles, despotiquement organisées et gouvernées à une époque où le gouvernement prussien faisait absolument tout ce qui convenait à ses fantaisies. Frédéric II, sous le règne de qui a été établi le *Schulzwang* en Prusse, écrivait en marge d'un projet de loi sur les écoles : « Le catéchisme et les quatre règles, c'est assez ! un souverain qui enseigne plus que cela à ses paysans est un fou : il casse la branche sur laquelle il est assis. » En

(1) Voy. *Ann. Parlem.*, 1808, 20 mars, p. 919.

principe les créateurs de l'enseignement obligatoire prussien ne voulaient que le *catéchisme obligatoire*.

J'ai vu fonctionner ce *compelle intrare* matériel (*Schulzwang*) et je dois avouer que, maintenant, l'habitude est si bien prise d'envoyer les enfants à l'école, qu'on ne comprendrait pas qu'il en pût être autrement. C'est absolument ce qui s'est passé dans les provinces maures d'Espagne, un demi siècle après les conversions opérées par le gouvernement d'Isabelle-la-Catholique.

Dans la pratique allemande, l'enseignement obligatoire n'entraîne pas toujours et partout des conséquences bien fâcheuses, au point de vue du bien être immédiat des familles pauvres. La seule conséquence à tirer de cette observation, c'est que les obstacles considérables qu'à ce point de vue nous avons à vaincre en Belgique, ne sont pas insurmontables, et qu'avec de nouveaux efforts, organisés avec intelligence et sollicitude et librement acceptés, nous triompherons de l'ignorance primaire, par les voies de la liberté, comme il convient à des chrétiens.

Est-on bien certain d'ailleurs que le *Schulzwang* soit la seule cause du haut degré d'instruction des Allemands?

En Prusse, dit-on, sur 100 hommes de recrues arrivant au régiment, trois à peine ne savent ni lire, ni écrire. Or, à Arlon, dans le district tout allemand de notre province de Luxembourg, où jamais n'a régné le *Schulzwang*, le nombre des miliciens ne sachant ni lire, ni écrire, n'est que de 1 %. En 1866, sur 100 miliciens de la province entière de Luxembourg, l'ignorance primaire n'était que de 4.90 %.

En résumé l'instruction est pour l'homme l'objet d'une obligation morale absolue; mais politiquement l'enseignement ne doit pas être obligatoire, du moins dans l'état actuel de la société. L'instruction est obligatoire, mais l'enseignement ne doit pas le devenir. La thèse de l'enseignement obligatoire contient un des principes du christianisme, qu'on conseille de réaliser par la force.

On comprend toutefois que certaines personnes, lassées de voir rester stériles ou si peu fructueux les grands efforts auxquels elles se livrent ou les gros budgets qu'elles votent en faveur de l'instruction populaire, se laissent aller au découragement et de bonne foi en appellent plus ou moins directement à la contrainte scolaire (*Schulzwang*). On comprend, par exemple, le vœu émis en 1858 par l'administration communale d'une ville telle que Gand, où l'éducation populaire est, pour ainsi dire, la seule garantie du maintien de l'ordre public. Si, en effet, dans les grands centres industriels, les intérêts matériels se développent en proportion

géométrie tandis que l'enseignement primaire reste stationnaire ou se développe tout au plus en progression arithmétique, le magistrat le plus sage et le plus patient peut légitimement se demander si l'emploi de la contrainte ne lui est pas imposé par un intérêt public de premier ordre.

Si, en Belgique, les promoteurs les plus bruyants de l'enseignement primaire obligatoire n'étaient pas en même temps, par une contradiction étrange mais très-compréhensible, les adversaires de l'enseignement religieux dans les écoles, cette disposition à admettre dans certains cas une limite à la liberté du père de famille, en matière d'instruction primaire, paraîtrait plus naturelle à un plus grand nombre de citoyens. Malheureusement, l'instruction primaire et l'éducation populaire, dont les intérêts si délicats devraient être placés au-dessus de toutes les discussions des partis, servent de prétexte depuis une vingtaine d'années pour faire à l'influence naturelle de l'Église une opposition impolitique ou une guerre pharisaïque.

Pour beaucoup de bons citoyens, en Belgique, la thèse de l'enseignement obligatoire est une forme déguisée de la thèse de la religion facultative. Il se trouve en effet que certains promoteurs de l'enseignement obligatoire figurent précisément dans les rangs de ceux qui veulent séparer absolument ce qu'ils appellent l'instruction civile et l'instruction religieuse. Peu leur importe qu'un enfant soit ignorant en catéchisme, s'il apprend tant bien que mal l'alphabet, l'addition et la soustraction. On cherche, disent les hommes de bonne volonté, par l'organisation de l'enseignement officiel à favoriser la substitution d'un rationalisme d'État au christianisme.

Comme il est impossible de parvenir à ce résultat par la persuasion, on appelle à son secours l'État, c'est-à-dire, la force. Qu'on ne nous réponde pas : « L'enseignement obligatoire ne peut être l'école obligatoire ; les parents auront dans tous les cas, en Belgique, la faculté de choisir l'école. » Il est démontré que, dans la majorité des communes rurales où il n'existe qu'une école officielle, cette liberté serait complètement illusoire : et, pour les catholiques, cette fraction si importante de la nation, cette liberté serait d'autant plus illusoire que les partisans publiquement zélés de l'enseignement obligatoire sont en même temps les promoteurs passionnés d'une réforme de la loi de 1842 dans un sens au moins acatholique, si pas anti-catholique.

Pour tous ces motifs, il vaut mieux s'en tenir aux résultats plus laborieux de la liberté. S'ils sont moins prompts, ils sont plus sérieux. Ils coûtent plus d'efforts, mais ils sont plus féconds. La patience dans

la persévérance est une vertu civile. La sottise querelle du *clérical* et du *libéral* ne durera pas toujours dans sa forme actuelle, il faut l'espérer pour l'avenir du pays.

Tout en exprimant le regret que les progrès de l'enseignement primaire sont lents et que son état actuel ne répond pas encore entièrement à toutes les espérances qu'on nourrissait en 1842, il y a lieu de se réjouir quand on compare les résultats relativement magnifiques de 1866 à ceux qu'on avait obtenus en 1840. La patience dans la persévérance est la vertu non-seulement des apôtres, mais encore de ceux qui se croient dignes de jouir des bienfaits des institutions libres.

En ne sortant pas de la voie où l'on est entré en 1842, en favorisant le développement des écoles libres, tout en perfectionnant les écoles officielles, en faisant de l'intervention active de l'État l'auxiliaire puissant et non le concurrent jaloux de tous ceux qui s'occupent d'enseignement, en conviant à ce grand œuvre toutes les forces vives de la nation et surtout en traitant toutes les questions relatives à l'éducation populaire dans l'intérêt exclusif des classes laborieuses et des âmes des enfants, je suis persuadé qu'avant 25 ans l'homme qui ne saurait ni lire ni écrire serait montré au doigt dans sa commune. Il n'y a qu'un État purement militaire comme la Prusse où l'on ait pu imaginer d'amener les enfants à l'école en les tenant par l'oreille; évidemment la persuasion est le meilleur des pédagogues, même pour les enfants. Les actives, persévérantes et paternelles recommandations de l'administration communale, appuyées par l'autorité religieuse et soutenues par le concours de tous les habitants que leur fortune, leur rang ou leur position oblige, finiront par produire des résultats plus mâles, plus féconds et plus durables que les conséquences des procès-verbaux des gendarmes et des gardes-champêtres.

Depuis quelques années, certains industriels ont donné un bel exemple en créant des écoles: tels sont MM. de Biolley à Verviers, M. J. de Hemptinne à Gand, MM. Warocquier et Cl. Bivort dans le bassin houiller du Hainaut, MM. Godin, à Huy, etc., etc. On ne saurait trop louer une telle initiative. Le jour où elle sera plus générale, le jour où les patrons feront de l'enseignement primaire une des conditions du salaire, l'enseignement sera obligé.

Enfin il s'est formé des sociétés ouvrières, qui, sans avoir pour but unique l'enseignement primaire, y poussent naturellement les enfants des sociétaires. On y entend souvent le plus noble langage. En voici un exemple :

« L'instruction, dit M. Dauby (1), est devenue de nos jours une nécessité indispensable, quelle que soit la carrière à laquelle on se destine. Ne pas avoir d'instruction quand les autres en possèdent, met un homme dans un véritable état d'infériorité. Les avantages de l'instruction ne consistent pas seulement à pouvoir lire, écrire et compter, ce qui est déjà beaucoup; mais elle développe l'intelligence, elle ouvre l'esprit, elle exerce toutes les facultés, elle forme le raisonnement; elle apprend à observer, à comparer, à juger, à revendiquer ses droits, à mieux pratiquer ses devoirs; à se rendre compte des choses, à tirer parti de ce que l'on sait pour arriver à la connaissance de ce qu'on ignore, à faire enfin, dans toutes les circonstances de la vie, une juste application de ce qu'on possède.

» Vous le savez, camarades, l'industrie se transforme sans cesse, de nouveaux progrès s'accomplissent chaque jour. Tout marche; l'ouvrier doit marcher du même pas que les autres, s'il ne veut pas rester en arrière et être écrasé. Si la machine lui enlève son travail physique, purement matériel, pour ne lui laisser que son travail intelligent, c'est encore un progrès, mais à la condition qu'il saura se mettre à la hauteur de sa nouvelle tâche. Et qui l'y aidera? L'instruction, qui développe l'intelligence et donne à l'homme de nouvelles forces, bien autrement puissantes que celles de ses bras, parce qu'elles ne redoutent ni les fatigues ni les années; l'instruction, qui lui ouvre des voies nouvelles, qui lui procure de meilleurs salaires gagnés avec moins d'efforts physiques; l'instruction, qui amoindrit, si elle ne l'efface complètement, cette inégalité des conditions sociales qui sépare les hommes depuis tant de siècles, bien mieux que ne saurait le faire la réalisation de ce rêve insensé que l'on appelle le partage des richesses, et dont le résultat le plus certain serait l'égalité de la misère.

» Comme ouvriers, bénissons donc ce progrès des écoles, cette diffusion de l'enseignement qui est la plus belle gloire de notre siècle, qui en revendique pourtant de si belles. Pour nous, chaque école que nous voyons s'ouvrir, nous la considérons comme un temple élevé à la dignité et à la prospérité des travailleurs! »

Pour combattre l'absentéisme, il est encore d'autres moyens. En perfectionnant les méthodes, en rendant l'école attrayante, on y retiendra les enfants plus facilement. Quant aux parents, l'Etat, la province,

(1) *Les classes ouvrières en Belgique. Parallèle entre leur condition d'autrefois et celle d'aujourd'hui*, par J. Dauby, ouvrier typographe. Bruxelles, 1863. M. Dauby est aujourd'hui directeur de l'imprimerie du *Moniteur Belge*. Il est la démonstration vivante de ses doctrines.

les communes, les bureaux de bienfaisance, les bons citoyens ont à leur disposition de nombreux stimulants, soit des encouragements, soit des refus légitimes. Avant 1849, le gouvernement avait affecté à la distribution d'aliments et d'autres secours aux élèves indigents diverses sommes s'élevant ensemble à 72,000 francs ; mais, après la crise alimentaire et à défaut de fonds disponibles, il n'est plus intervenu dans ces sortes de secours, qu'on a cependant continué à distribuer dans quelques communes. Il faut féliciter le gouvernement d'avoir renoncé à ces principes socialistes : les écoles primaires ne doivent pas devenir des prytanées. Une pareille générosité n'est louable et utile que lorsqu'elle est le fruit de la charité.

Dans beaucoup d'écoles catholiques libres, des distributions d'aliments et de vêtements, surtout en hiver, sont faites par des associations privées librement constituées. Pourquoi ne chercherait-on pas à généraliser ces associations dans les diverses communes du royaume ? Elles pourraient puissamment contribuer à l'action et au développement des écoles communales.

La ville de Gand a trouvé, pour récompenser le zèle des enfants et des parents, un moyen qui offre aussi des dangers en principe, mais dont le but est certainement louable. En 1867, elle a décidé qu'une somme de 1,000 francs pourrait être distribuée annuellement, sous forme de livrets de la caisse d'épargne et de retraite, aux élèves les plus pauvres et les plus méritants des écoles de garçons âgés de plus de 13 ans.

Dans un grand nombre de localités, le refus de délivrer les secours ordinaires a été appliqué par les bureaux de bienfaisance ; ailleurs, la menace a suffi pour faire affluer les enfants pauvres dans les écoles : il est même arrivé, dans telle commune, que cette affluence a rendu les locaux insuffisants.

L'administration publique possède une boîte magique qu'elle pourrait ouvrir plus souvent. Ses attributions sont si nombreuses (malheureusement) et ses bras sont si longs, que dans bien des cas un simple conseil ou un refus de faveur équivaldrait au *Schulzwang*.

Récemment, la fréquentation de l'école pendant un certain temps est devenue en Belgique un titre de capacité électorale ; l'innovation ne me paraît pas heureuse, en principe, car la science n'est pas la base de la capacité électorale : un homme qui ne sait ni lire, ni écrire, raisonne très-souvent mieux sur les intérêts politiques de la nation, qu'un savant de profession. Cependant, comme l'intention du législateur est évidemment bonne et qu'il a d'ailleurs le droit de soumettre l'exercice du droit

électoral à des conditions raisonnables, on peut espérer qu'en pratique la mesure que je critique en théorie ne produira que de bons résultats. L'extension prochaine du droit de suffrage dans une plus large mesure corrigera, au besoin, ce petit défaut de logique politique.

Un remède préventif beaucoup plus efficace serait un privilège en matière de milice pour tous ceux qui auraient fait un cours complet d'études primaires jusqu'à l'âge de 15 ans. Mais l'administration militaire ne semble pas être de cet avis. Cependant, dans la patrie du *Schulzwang*, en Prusse, il existe un privilège de ce genre pour les jeunes gens qui ont fait un cours complet d'études moyennes : ils ne servent que pendant un an, comme volontaires, à leurs frais, il est vrai. En un an n'y aurait-il pas moyen de faire d'un jeune homme de 21 ans, qui a été à l'école jusqu'à l'âge de 15 ans, un bon soldat ? Les jeunes Belges qui se sont fait tuer bravement au Mexique et à Mentana n'avaient pas en général un an d'exercice.

Un autre moyen préventif, ce serait la généralisation de bonnes écoles gardiennes. Il résulte de l'enquête anglaise de 1860 que les enfants qui ont été jusqu'à l'âge de 7 ans élevés dans de bonnes écoles gardiennes, peuvent, en fréquentant les écoles primaires seulement pendant 3 ans et de 15 à 18 heures par semaine, apprendre à bien lire et écrire et s'initier aux premières règles du calcul.

Dans son rapport au conseil communal de Gand, cité plus haut, M. l'échevin Wagener fait remarquer que trop généralement les enfants quittent l'école après leur première communion et il se demande, non sans raison, me paraît-il, si, par quelque réglementation générale, le clergé ne pourrait pas contribuer, dans une plus large mesure encore, à retenir les enfants plus longtemps sur les bancs de l'école. Dans les provinces catholiques de la Prusse, les seules où j'aie pu étudier par moi-même l'organisation de l'enseignement primaire, les enfants font trois communions solennelles, la première à 12 ans accomplis au plus tôt, la seconde à 13 ans, la troisième à 14 ans. Dans l'intervalle de ces trois solennités, les enfants sont obligés de fréquenter régulièrement le catéchisme, et de se plier à la discipline salutaire des catéchumènes. Le catéchisme et l'école primaire étant inséparables, dans les pays chrétiens, je suis persuadé que la plupart des enfants resteraient à l'école jusqu'après leur troisième communion, même sans la *contrainte scolaire*. Il en était assez généralement ainsi, avant 1839, dans le Luxembourg allemand, où régnait aussi la coutume des trois communions. Les enfants restaient à l'école, sans y être contraints par la loi, jusque vers l'âge de 14 ans.

Est-il possible d'arriver à la généralisation de l'enseignement par la réglementation du travail des enfants? L'inspecteur provincial de l'enseignement primaire dans le Hainaut semble répondre affirmativement à cette question :

« Il est rare, dit M. Courtois, inspecteur provincial du Hainaut, que l'enfant de la classe ouvrière, une fois sa première communion faite, continue à fréquenter l'école. Il n'est le plus souvent arrivé qu'à sa onzième année, lorsqu'il est jeté par ses parents aux mains de l'industrie, qui s'empare de lui pour ne plus le lâcher, pour l'enfouir dans les travaux des mines ou pour l'étioler et l'abrutir dans l'atmosphère insalubre des manufactures. Il est pénible de voir sortir de nos houillères des multitudes de jeunes filles de cet âge, pâles, énervées, et, le plus souvent, on ne trouve plus chez elles les sentiments de moralité, de décence et de pudeur qui doivent surtout caractériser la femme. Quelles mères de famille peut-on espérer de ces jeunes filles épuisées et trop généralement démoralisées par le contact des ouvriers adultes dans les travaux de l'industrie! Puisse le législateur, par une loi sévère, mettre fin au travail des enfants admis trop jeunes dans les houillères et autres industries nuisibles à leur développement physique! »

Cette grave question avait déjà préoccupé le principal auteur de la loi de 1842, M. le baron Nothomb. Un arrêté royal du 7 septembre 1843 institua une commission chargée de préparer un projet de loi sur le *travail des enfants et la police des fabriques*. L'enquête, à laquelle cette Commission se livra, a été publiée de 1846 à 1848. Voici les dispositions les plus importantes du projet de loi, qui en est la conclusion :

« ART. 5. — Nul enfant de moins de dix ans ne peut être admis comme ouvrier ou comme apprenti, sous quelque dénomination que ce soit, dans une manufacture, fabrique, usine ou dans tout autre établissement industriel. »

« ART. 6. — De 10 à 14 ans accomplis, les enfants ne peuvent être employés plus de six heures et demie par 24 heures. Ce travail aura lieu d'une manière continue, afin de permettre aux jeunes ouvriers de fréquenter les écoles primaires, pendant une moitié de la journée. »

Ce projet de loi, soumis par le Gouvernement à l'avis de diverses autorités compétentes, rencontra une vive opposition, surtout de la part de la Chambre de commerce de Liège. La Chambre de commerce de Gand, au contraire, émit l'avis que l'âge d'admission des enfants dans les fabriques pourrait être fixé à 12 ans. Malgré les faits révoltants, révélés par l'enquête, le projet fut abandonné.

C'est la Chambre de commerce de Gand, qui, saisie d'une proposi-

tion du *Cercle communal et industriel* de cette ville, eut l'honneur de remettre cette importante question à l'ordre du jour, vers 1858. L'année suivante, le Gouvernement déposa un nouveau projet de loi *sur le travail des enfants et des femmes*, d'après lequel l'âge d'admission dans les fabriques aurait été fixé à 12 ans; les ouvriers ou apprentis âgés de moins de 18 ans n'auraient pu être employés au travail plus de 12 heures par jour. Ce projet, quoique plus radical que celui de 1843, fut accueilli avec moins d'opposition; mais il n'obtint pas davantage les honneurs de la discussion parlementaire.

Interpellé, en 1868, sur ce grave sujet, M. le Ministre actuel de l'intérieur, qui est député de Charleroi, a demandé qu'on lui permit de ne pas se prononcer avant un an sur ce qu'il est avantageux de faire en Belgique. A l'expiration de l'année, M. Pirmez a déclaré à la Chambre que le Gouvernement ne croyait pas pouvoir intervenir utilement en cette matière au moyen d'une loi spéciale.

Cette réserve n'étonnera pas ceux qui sont habitués à combattre les passions humaines avec des armes morales. L'État ne peut se placer à la légère entre les parents et l'enfant, pour priver ceux-là d'un revenu et arracher celui-ci à une occupation qu'il a peut-être librement choisie. En Angleterre, plusieurs lois existent sur cette matière; mais jusqu'ici elles ne semblent pas encore avoir produit des résultats concluants. Ici, comme dans la question de l'enseignement obligatoire, il vaut certainement mieux recourir à la persuasion et aux autres moyens ci-dessus indiqués, avec cette différence cependant, qu'il est une limite du droit commun, que ne peuvent franchir les parents, au nom de la liberté et de l'autorité de la famille, sans tomber sous l'application du Code pénal et des règlements de police.

Les lois pénales actuelles suffisent peut-être pour réprimer les abus les plus révoltants auxquels donne lieu le travail des enfants. Quelques personnes pensent qu'il suffirait de recommander aux procureurs généraux de surveiller avec un soin particulier tous les faits de cette nature. Les patrons qui consentent à employer les petits enfants, dans les conditions décrites par M. l'inspecteur provincial du Hainaut, sont, me semble-t-il, aussi coupables que les parents; ordinairement ceux-ci ne cherchent qu'à vivre, tandis que ceux-là spéculent toujours sur le bas prix du salaire dû à ces pauvres petites créatures.

Si les lois pénales en vigueur ne suffisent pas pour réprimer les infractions et les délits les plus habituels, faut-il adopter le principe du laisser faire absolu de M. Pirmez? Je n'ai pas à répondre à cette demande ici, où je ne m'occupe que de la question de l'enseignement primaire.

Je dois indiquer cependant l'étroite connexion qui existe entre ces deux problèmes de l'économie sociale de notre temps.

L'enquête publiée par la Commission royale nommée en 1843 a établi les faits suivants : 1° sauf dans les houillères où la journée de travail varie de 8 à 12 heures, les ouvriers sont généralement occupés pendant 12 ou 14 heures par jour, et partout la durée du travail des enfants est la même que celle des adultes.

2° Sur 54,181 ouvriers des deux sexes, employés dans 497 fabriques, usines, etc., il y en avait 696 au-dessous de 9 ans et 2,299 entre 9 et 12 ans, en tout 2,995 ou 5.52 % n'ayant pas encore atteint 12 ans, et travaillant en moyenne plus de 12 heures par jour.

Certainement, depuis 25 ans, cet état de choses ne s'est pas amélioré. Un des fabricants les plus honorables de Gand, M. Casier, disait, en 1864, au congrès de Malines : « Quand une industrie prospère, ou main- » tient les machines jour et nuit en activité, et, en l'absence d'une loi » qui le défende, on fait travailler les enfants jusqu'à quinze et seize » heures par jour. » Pour comprendre l'importance de cette déclaration au point de vue des écoles primaires, voici une statistique comparée des enfants des deux sexes qui ont quitté les écoles communales de Gand en 1865-1866 et de ceux de ces enfants qui sont devenus ouvriers de fabrique :

SEXES.	Ayant quitté l'école en-dessous de 12 ans.		Ayant quitté l'école de 12 à 15 ans.		TOTAUX.	
	Enfants.	Ouvriers de fabrique.	Enfants.	Ouvriers de fabrique.	Enfants.	Ouvriers de fabrique.
Garçons . .	665	161	334	57	999	276
Filles . . .	436	194	282	43	718	179
Total . .	1,101	355	616	100	1,717	455

Les conséquences à tirer de ces chiffres ne sont pas consolantes.

En effet, 26.55 % du nombre total des enfants qui ont quitté l'école définitivement en 1865-66 sont devenus ouvriers de fabrique ; 20.68 % avaient atteint tout au plus l'âge de 11 ans (plus du tiers, 32.24 %, des enfants au-dessous de 12 ans), et déjà leurs âmes innocentes étaient enfouies au milieu des balles de coton et de lin rassemblées par le Leviathan de l'industrie ; 5.87 % seulement avaient atteint l'âge de 12 à 15 ans. Sur 850 enfants qui de 1864 à 1866 avaient quitté les écoles com-

munes de Gand à l'âge de 10 ans, 483, c'est-à-dire plus de 56 %, sont entrés aux fabriques ou aux écoles dentellières. Dans ces mêmes établissements ont été employés 751 enfants sur 1,401 (plus de 54 %) qui pendant la même période avaient quitté les écoles à l'âge de 11 ans (1). Quand on rapproche ces chiffres de la déclaration faite par M. Casier, sur la durée du travail de ces enfants, on reste convaincu que, non-seulement les écoles du soir sont impossibles pour eux, mais qu'un tel régime doit produire à la longue dans les grands centres industriels une dégénérescence de la classe ouvrière.

Il faut le reconnaître, de tels faits donnent le droit, imposent même le devoir aux chefs de la police sanitaire de rechercher si, par la loi, il ne serait pas, constitutionnellement et pratiquement, possible de les empêcher ou au moins de les corriger. Le Conseil communal de Gand formula en 1867 un projet, qui put servir de texte aux efforts généraux du gouvernement. En voici les trois dispositions les plus importantes :

« ART. 1^{er}. — Nul enfant de moins de 10 ans ne peut être employé » dans une manufacture de coton, de lin, etc. (En 1867-1868, 140 de » ces malheureux enfants sur 1,717 étaient entrés à la fabrique avant » l'âge de 10 ans.)

» ART. 2. — Nul enfant de 10 à 14 ans ne peut être employé dans » ces manufactures pendant plus de 6 heures par jour, ou pendant plus » de 3 jours par semaine, chaque jour de travail alternant avec au » moins un jour de repos.

» ART. 3. — Dans ces manufactures, la journée de travail effectif ne » peut pas, pour les ouvriers de 10 à 18 ans, dépasser la limite de 12 » heures. »

Dans l'esprit des auteurs de ce projet et d'autres projets semblables, une des conséquences naturelles en serait éventuellement une fréquentation plus régulière, plus complète et plus fructueuse de l'école. Il n'est pas démontré que ce résultat si désirable serait certainement atteint, si la loi ne proclamait pas en même temps l'enseignement obligatoire. Dans les villes, beaucoup de parents exploiteraient leurs enfants à la maison, sous vingt formes diverses. Dans les campagnes, les enfants n'échapperaient à la fabrique que pour être réduits à un autre travail pénible et non prévu par la loi. Le vagabondage et le maraudage, ces écoles gardiennes du vice chez les enfants, feraient concurrence plus que jamais à l'enseignement primaire.

(1) J'extrais ces chiffres du rapport de M. l'échevin Wagener, cité plus haut.

Le remède le plus puissant contre l'absentéisme et l'ignorance primaire, ce serait une combinaison pratique de l'enseignement scolaire avec l'apprentissage et le travail salarié. On s'est beaucoup occupé dans ces dernières années des moyens à l'aide desquels une combinaison de ce genre pourrait être réalisée utilement et surtout facilement généralisée. Le rapport de la commission anglaise de 1860 préconise le *système du demi temps* (*half times system*) ou *des relais*. Dans ce système, les enfants ne fréquentent l'école que pendant une demi journée, donc trois heures environ.

La seconde partie de la journée est consacrée au travail salarié ou à l'apprentissage. Pour en permettre l'application dans les grands centres industriels, les patrons organisent deux brigades d'ouvriers enfants, qui se relaient alternativement, soit à l'école, soit à l'atelier.

Cette combinaison concilie l'intérêt pécuniaire des parents, les nécessités de l'éducation populaire et les exigences du travail industriel tel qu'il est organisé à notre époque. Les conclusions du rapport de la commission anglaise sont, quant à la durée qu'il convient de donner à l'instruction journalière, les suivantes :

- « 1° Pour les enfants, âgés de moins de 12 ans, on peut évaluer à » 24 heures par semaine la limite extrême de la durée de l'enseignement,
- » quant à toutes les branches qui réclament un certain effort mental ;
- » 2° L'expérience a constaté que la limite de 24 heures peut même » être réduite très-avantageusement à 18 ;
- » 3° 15 heures par semaine d'enseignement, maximum du temps fixé » pour les enfants employés dans les fabriques, sont, de l'avis des » personnes compétentes, suffisantes pour l'acquisition des connaissances essentielles qui font l'objet de l'instruction primaire.
- » 4° Sous ce rapport, même 12 heures de leçon par semaine, ou 2 » heures par jour, peuvent satisfaire aux principales exigences, pourvu » que ces 2 heures soient bien employées et fixées dans la matinée, » alors que, préalablement à tout exercice, l'attention des écoliers peut » être conservée le plus aisément. »

Le *Half times system* était prévu par l'art. 6 du projet de loi formulé par la commission belge de 1843. En Angleterre, il a été introduit dans un grand nombre de localités, où, d'après le rapport des *Children's employment commissioners*, il fonctionne bien, à la satisfaction des patrons et des parents, pour le plus grand bien des enfants (1).

(1) Le rapport de M. Senior a été analysé et résumé en français par M. Ducpetiaux. Voy. *Réforme du système d'instruction populaire*, in-8°, p. 27. Leemans et C^{ie}, Bruxelles, 1884.

Dans sa séance du 6 juillet 1864, le conseil provincial du Brabant a, sur la proposition de M. Ch. Vanderstraeten, « chargé la députation permanente de mettre à l'étude la question de savoir, s'il ne conviendrait pas, dans l'intérêt bien entendu de l'enseignement communal, de réduire de moitié le temps de l'étude en classe pour les élèves des écoles primaires, de manière que chacun de ceux-ci ne séjournât dans l'école que pendant trois heures au lieu de six, les classes devant être divisées en deux sections, dont l'une serait occupée le matin pendant trois heures et l'autre l'après-midi pendant le même laps de temps (1). » Par une circulaire du 8 août suivant, le département de l'intérieur a soumis cette question à l'examen des instituteurs, des inspecteurs, des députations permanentes et des gouverneurs dans les différentes provinces.

Le résultat de cette enquête n'a pas été favorable à l'introduction en Belgique du système du demi temps et des relais, du moins par mesure générale. « De l'avis unanime des autorités et des fonctionnaires consultés, une pareille innovation serait nuisible à l'instruction autant qu'à l'éducation des enfants; elle causerait la ruine des institutions publiques au profit des institutions privées. On ne pourrait guère songer à l'introduire que dans les écoles annexées à des établissements industriels. » Le dernier exposé triennal (2), auquel cette conclusion est empruntée, assure que « tous les rapports adressés au gouvernement réfutent avec une grande force de raisonnement » les arguments produits au conseil provincial du Brabant. Il publie, à titre d'exemple, celui de l'inspecteur du Hainaut. En effet, après la lecture de ce document, il ne reste plus aucun doute sur l'impossibilité d'appliquer en Belgique, d'une manière générale, le système du demi temps: il serait trop long, d'en répéter ici tous les motifs, dont on voudra lire tout le développement dans le rapport officiel. La réforme serait préjudiciable à la famille, aux élèves, à l'enseignement, à l'instituteur et au travail des enfants. Loin de favoriser le développement harmonieux de l'esprit des enfants et de leur éducation professionnelle, le système du demi temps arrêterait les progrès de l'instruction primaire et nuirait au travail industriel sans grand profit pour les enfants.

Le gouvernement n'a pas pris de décision. Comme le ministre de l'intérieur l'a sagement fait remarquer, il n'avait pas à en prendre; car, aux termes de l'art. 13 de la loi, *les jours et les heures de travail*,

(1) Le rapport de la députation du Brabant a été inséré dans l'*Exposé administratif* de la province de 1865.

(2) Huitième période triennale, p. LXXXVIII.

dans chaque école primaire, doivent être réglés par le conseil communal, sur la proposition de l'inspecteur provincial, l'inspecteur cantonal entendu, et approuvés par la députation permanente, sauf recours au Roi. C'est donc à chaque conseil communal à décider ce qu'il est utile et possible de faire. Le système, inapplicable d'une manière générale, pourrait dans certains cas particuliers produire d'excellents résultats.

MM. Mareska et Heyman, dans leur enquête sur le travail et la condition physique et morale des enfants employés dans les manufactures de coton à Gand, ont affirmé que « le travail par relais est impossible. » Dans son rapport au conseil communal de la même ville, en 1867, M. l'échevin s'efforce de prouver que cette affirmation est trop catégorique, et il conclut à l'applicabilité du système. J'estime que la conclusion de M. Wagener est logiquement prise en ce qui concerne les enfants employés dans les fabriques et même peut-être pour tous les enfants apprentis soit à l'atelier, soit en chambre; mais il ne tient pas compte suffisamment des enfants appartenant à la classe moyenne et des enfants pauvres qui n'ont pas une occupation déterminée.

Le système du demi temps ne serait applicable d'une manière plus ou moins étendue qu'à l'aide d'une loi sur le travail des enfants et de l'enseignement obligatoire.

Là où il est immédiatement applicable par l'autorité communale, comme dans les centres industriels, il exigerait des écoles spéciales destinées exclusivement aux enfants employés par relais dans les fabriques ou admis à l'atelier pour un demi jour.

C'est dans l'enseignement privé que cette grande et utile réforme pourrait s'accomplir avec le moins d'inconvénients. Il serait difficile, sinon impossible, aux administrations communales de localités industrielles, telles que Gand, Verviers, Liège, Seraing, Charleroi, Saint-Nicolas, Alost, etc., etc., de créer des écoles primaires spéciales pour les différentes catégories d'habitants de la commune. L'organisation légale de l'enseignement, les locaux actuels, le personnel enseignant, les habitudes des populations et les mœurs du pays sont autant de sources de difficultés, qu'il faudrait surmonter, pour aboutir peut-être à des résultats médiocres.

Mais pourquoi l'esprit d'association et de charité ne s'emparerait-il pas d'une idée qui pourrait être si féconde? Si malheureusement il ne régnait pas un si grand antagonisme entre les congrégations religieuses et le monde officiel actuel, si l'opinion dominante dans les conseils du gouvernement ne nourrissait pas tant de préjugés contre les associations enseignantes, on pourrait promptement mettre à l'essai le sys-

tème par relais, même dans les plus petites localités industrielles. Les congrégations religieuses, qui ont l'immense avantage d'offrir à l'enseignement un personnel nombreux, toujours disponible, et dont les membres se déplacent avec une facilité incomparable, pourraient rendre d'immenses services à l'industrie et aux classes laborieuses. Sous le régime de la loi de 1842, l'autorité ecclésiastique s'empresserait, j'en suis persuadé, de répondre aux désirs exprimés par l'autorité civile. Sans désorganiser les écoles communales actuelles, on pourrait organiser avec le concours de la commune, de la charité privée et des industriels eux-mêmes, des écoles nouvelles, répondant à des besoins nouveaux. Jamais on ne réunira trop de forces, pour développer l'enseignement et l'éducation populaires.

Le prédécesseur de l'évêque actuel de Gand avait émis quelques idées en ce sens, en faveur, il est vrai, d'ateliers d'apprentissage. On lui répondit que la loi de 1842 ne connaissait que les écoles communales, les écoles privées inspectées et les écoles adoptées, et que ces deux dernières formes ne permettaient pas l'introduction d'un système de subsides, en dehors des cas prévus par la loi. Cet obstacle pourrait être aisément franchi, à l'aide d'une loi spéciale, qui obtiendrait, me semble-t-il, l'approbation de tout le monde.

Il ne s'agit d'ailleurs de pourvoir immédiatement qu'aux besoins des localités industrielles proprement dites. Plus tard, quand l'enseignement primaire et l'éducation qui en est le but auront fait de plus grands progrès, les mœurs corrigeront certainement ce qu'une loi serait aujourd'hui impuissante à combattre.

Toutefois dans les circonstances actuelles, surtout avec les idées que notre monde officiel se fait de l'enseignement primaire dans les sociétés chrétiennes, on ne peut guère espérer une entente nouvelle entre la bureaucratie scolaire et la charité privée, pour la constitution d'écoles destinées à appliquer le système des relais.

Formons donc le vœu que les administrations communales des localités où le mal signalé est le plus évident, comme à Gand, par exemple, s'imposent de nouveaux sacrifices en faveur de l'éducation populaire; et, si cet effort nouveau ne peut être réalisé par les pouvoirs publics, souhaitons que quelques hommes généreux se laissent tenter par la grandeur d'un tel projet et attirer par le bien qu'ils pourraient répandre.

III.

L'État n'a pas charge d'âmes. Il ne doit à personne ni le travail salarié, ni l'enseignement gratuit. Si, dans les limites de la loi de 1842 et avec

ses garanties, l'autorité civile accorde, dans la plus large proportion possible, l'instruction primaire gratuite à certaines catégories d'enfants, c'est par une mesure exceptionnelle, dont la cause légitime est l'intérêt suprême de la société civile. Ouvrir systématiquement l'école gratuitement à tous les citoyens sans distinction, ce serait faire du socialisme. Donner l'enseignement primaire, c'est rendre un service qui doit se payer comme tout autre service. Excepter tout le monde de ce paiement serait commettre une injustice envers ceux qui n'en profitent pas et envers les pauvres eux-mêmes qui contribuent pour leur part aux charges publiques. Mais, si l'État n'a pas charge d'âmes, s'il ne doit à personne des services gratuits, tout citoyen a le devoir rigoureux de contribuer librement, mais efficacement et avec zèle, à la diffusion de l'instruction. Comme individus, nous devons tous, dans la mesure de nos forces et de nos moyens, le pain de l'esprit à nos semblables. Contribuer à la fondation d'écoles nouvelles partout où elles sont nécessaires ou utiles, à l'amélioration de celles qui existent, à la propagation des bonnes méthodes; en un mot, travailler à l'éducation populaire est pour chacun de nous un devoir strict.

Le principe de la gratuité absolue de l'enseignement n'a pas été admis par la loi de 1842 : ses auteurs ont pensé que l'acquisition de l'instruction était le prix d'un effort onéreux, auquel il importait de laisser son caractère moralisateur. Il est du devoir des parents de chercher à instruire leurs enfants; et, quand ils peuvent payer l'instituteur, il est juste qu'ils le fassent. Encore un coup, le pauvre payant nécessairement une partie de l'impôt public, la gratuité absolue de l'enseignement constituerait pour le riche une sorte de privilège.

La société religieuse impose à tous, suivant la parole de l'apôtre, l'obligation morale de s'instruire; et elle fait un devoir aux riches de distribuer le pain de l'intelligence aussi bien que l'aumône matérielle. L'État n'a pas, *in abstracto*, la même obligation. Cependant il est tenu de veiller à sa propre conservation et à sa sécurité. Or, l'instruction véritable, telle que la définit la loi de 1842, est une garantie de sécurité et de conservation. Quand l'État est composé par des citoyens chrétiens, ce principe de droit public acquiert une force singulière.

La loi de 1842, partant de ces principes, a proclamé que « les enfants pauvres reçoivent l'instruction gratuitement (art. 5). » La section centrale de la chambre des Représentants prétendait que, pour ne pas priver les familles pauvres des avantages de la liberté d'enseignement, tout en les faisant jouir de ceux de la gratuité, il fallait leur remettre le prix de l'écologie, en leur laissant le droit de choisir entre l'école

communale et les écoles *libres* : le montant de cet écolage était évalué à la somme de six francs. Cet amendement, vivement combattu par les membres dits libéraux de la Chambre, fut rejeté à une faible majorité, à cause des abus auxquels son adoption aurait pu donner lieu dans la pratique. En effet, l'écolage, payé directement aux parents des enfants pauvres, aurait pu devenir l'objet de spéculations peu avouables.

On décida donc que « la commune est tenue de procurer l'instruction à tous les enfants pauvres dont les parents en font la demande, soit dans son école communale, soit dans celle qui en tient lieu, soit dans toute autre école spécialement désignée à cet effet par elle, en conformité des articles 3 et 4.

« Le Conseil communal, après avoir entendu le bureau de bienfaisance, fixe, tous les ans, le nombre d'enfants indigents qui, dans chaque commune, doivent recevoir l'instruction gratuite, ainsi que la subvention à payer de ce chef, ou, s'il y a lieu, la rétribution due par l'élève. Cette liste, ainsi que le montant de la subvention ou la qualité de la rétribution, est approuvée par la députation permanente, sauf recours au Roi.

» La députation permanente détermine aussi, sauf recours au Roi, la part contributive qui incombe au bureau de bienfaisance dans les frais d'instruction des enfants pauvres; la part assignée au bureau de bienfaisance sera portée à son budget (1). »

Les écoles libres ne recevaient donc, en vertu de la loi, aucune indemnité publique pour les 35,728 enfants pauvres qu'en 1866 elles admettaient gratuitement.

Le principal argument de M. le baron Nothomb, en défendant cette disposition, était celui-ci : « Avez-vous confiance ou non dans la loi » que vous allez faire? Si vous avez confiance dans cette loi, vous ne » devez pas douter de ses bons effets, et dès lors vous devez considérer » comme suffisant, tant pour les familles aisées que pour les familles » pauvres, les établissements dont vous voulez, par cette loi, amener » la fondation (2). »

» La gratuité de l'instruction, accordée par la commune, ajoutait le ministre, forme entre celle-ci et le chef de la famille pauvre un contrat qui n'a qu'un rapport très-indirect avec la liberté de l'enseignement et l'exercice d'un droit constitutionnel. »

Si l'enseignement primaire était obligatoire, ce raisonnement deven-

(1) Voy. art. 5, §§ 2, 3 et 4 de la loi.

(2) Voy. *Discussion*, p. 344.

draît peut-être moins légitime ; car, sous l'empire de la Constitution belge de 1831, l'enseignement obligatoire ne pourrait jamais devenir l'école obligatoire. Or, si le chef d'une famille pauvre était *obligé* d'envoyer son enfant, dans une école *déterminée*, la base de la liberté de l'enseignement serait profondément ébranlée. Le système de la section centrale de la Chambre des Représentants de 1842 serait donc le seul juste, si on réalisait, un jour, le principe douteux de l'enseignement obligatoire. La commune, ou l'autorité chargée de procurer l'instruction gratuite aux pauvres, devrait remettre le prix de l'écolage à l'école librement choisie par la famille. Si la commune ou l'autorité tenue en vertu de la loi de fournir l'instruction gratuite aux enfants pauvres accordait à une école désignée d'avance la subvention destinée à assurer cette gratuité, les familles pauvres ne seraient plus libres dans leur choix ; un tel système serait pour les familles pauvres l'école obligatoire, et non l'enseignement obligatoire. Or, dans les communes rurales, plus de la moitié des enfants appartient à la classe pauvre.

La loi de 1842 n'admet pas le principe de la gratuité absolue de l'enseignement. L'enseignement ne peut être gratuit que pour les pauvres. Mais la loi n'a été faite en quelque sorte que pour les pauvres. Ainsi, quand les locaux sont insuffisants, les pauvres jouissent d'un droit de préférence (1). Le législateur a pensé que les parents aisés pouvaient plus facilement s'imposer une dépense extraordinaire pour trouver une école. C'est conformément aux mêmes principes que le gouvernement favorise de tout son pouvoir la formation pour les enfants des familles aisées d'écoles spéciales payantes. Se fondant sur le texte et l'esprit de la loi, il n'admet pas que les communes étendent le bienfait de l'instruction gratuite aux élèves solvables et qu'elles puissent réclamer des subsides pour suppléer aux rétributions scolaires. En 1864, le conseil communal de Tintigny (Luxembourg) avait décidé la gratuité absolue de l'enseignement, « afin de mettre ses écoles à même de mieux soutenir la concurrence » contre une institution privée établie sous le patronage du curé. Cette mesure aurait eu pour effet d'augmenter de 375 francs le déficit du budget scolaire mis à la charge de l'État. Le gouvernement, dont l'intervention était sollicitée, n'a pas approuvé la décision du Conseil communal, et lui a rappelé les principes de la loi (2).

D'après l'arrêté royal du 26 mai 1843, pris en exécution de l'art. 5 de la loi, cité plus haut, l'instruction primaire est donnée gratuitement :

(1) Voy. septième période triennale, 1861-1863, p. LX.

(2) G. Dépêche au gouverneur de la province de Luxembourg, du 9 janvier 1865.

1° Aux enfants pauvres dont les parents sont reconnus comme tels par le bureau de bienfaisance ;

2° Aux enfants des ouvriers qui n'ont pour revenu que le produit de leur salaire journalier ;

3° A tous les autres enfants habitant la commune, à l'égard desquels il est reconnu que les personnes qui en sont chargées se trouvent dans l'impossibilité de leur procurer l'instruction.

Des circulaires ministérielles ont étendu cette faveur aux enfants :

1° Des sous-officiers et soldats ;

2° Des employés des douanes, depuis le grade de préposé jusqu'à celui de brigadier ;

3° Des agents subalternes de l'Administration des ponts et chaussées ;

4° Des facteurs ruraux.

Il est impossible d'être plus large en principe. Dans la pratique, on l'est davantage encore, ainsi qu'il résulte des rapports adressés en 1863 au ministre de l'intérieur par les gouverneurs des provinces (1).

Par exemple, dans la province de Luxembourg, les pauvres inscrits pour l'année scolaire 1863-1864, étaient au nombre de 13,028 ; or, 14,291 enfants recevaient l'instruction gratuitement (2) dans les seules écoles soumises à l'inspection civile. Dans cette même province et dans le Hainaut, on a reçu en 1866 un certain nombre d'enfants que leurs parents avaient négligé de faire inscrire conformément aux prescriptions de l'arrêté royal du 26 mai 1843.

Les listes d'inscription sont arrêtées chaque année par les conseils communaux, après avis des bureaux de bienfaisance, et soumises à l'approbation des députations permanentes des conseils provinciaux. Ordinairement, les enfants pauvres sont inscrits d'office. Tous les objets classiques nécessaires sont fournis gratuitement aux enfants pauvres.

Le nombre des enfants pauvres inscrits s'élevait :

En 1860 à 282,117 ;

En 1863 à 301,511, c'est-à-dire, 19,394 de plus ;

En 1866 à 313,697, c'est-à-dire, 12,186 de plus.

Voici comment ces inscriptions étaient réparties dans cette dernière année :

	GARÇONS.	FILLES.	TOTAL.
Villes.	33,126	23,910	57,036
Communes rurales.	136,025	120,636	256,661
	<u>169,151</u>	<u>144,546</u>	<u>313,697</u>

(1) Voyez *Rapport triennal 1861-1863*, p. CVIII.

(2) Id. p. CXXXVI.

Le nombre des inscriptions a diminué dans les villes ; cette diminution n'a porté que sur les filles.

Voici la statistique des enfants pauvres qui fréquentaient gratuitement les écoles primaires proprement dites au 31 décembre 1866 (1) :

	GARÇONS.		FILLES.		TOTAL.			
	VILLES.	COMMUNES RURALES.	VILLES.	COMMUNES RURALES.	ENSEMBLE.	ÉCOLES OFFICIELLES.	ÉCOLES PRIVÉES OU LIBRES.	ÉCOLES INSPECTÉES.
Communales . .	29,312	129,633	17,136	83,428	259,509	259,509		306,815
Adoptées . . .	3,499	5,242	6,610	29,416	44,767			
Privées (écoles) .	"	209	"	2,330	2,539			
Id. (pensionnats).	"	"	"	"	"		37,728	
Libres (écoles) .	9,589	3,859	10,117	9,146	32,711			
Id. (pensionnats).	"	2	440	36	478			
	42,400	138,945	34,303	124,358	340,004			

(1) Voici le même tableau pour la période triennale 1861-1863.

	GARÇONS.		FILLES.		TOTAL.			
	VILLES.	COMMUNES RURALES.	VILLES.	COMMUNES RURALES.	ENSEMBLE.	ÉCOLES PRIVÉES	ÉCOLES INSPECTÉES.	ÉCOLES OFFICIELLES.
Écoles communales.	27,971	118,112	15,323	74,679	236,064			236,064
Id. adoptées . .	5,853	6,864	8,797	29,143	56,657			
Id. priv. inspect.	"	282	115	2,382	2,779		289,500	
Pensionnats inspectés.	"	"	"	"	"	87,438		
Écoles libres . .	8,689	4,567	10,370	9,324	33,250			
Pensionnats libres.	"	2	750	"	752			
	42,913	129,837	35,334	145,508		323,502		

Le chiffre des enfants admis gratuitement à l'école dépassait donc de 26,307 celui des enfants pauvres inscrits.

Le trésor public n'intervenant pour payer l'écolage des pauvres que dans les écoles communales et dans les écoles adoptées, les établissements officiels ont admis 304,276 enfants (17,555 de plus qu'en 1863).

Et les écoles privées inspectées ou libres ont accepté 35,728 enfants (4,103 de moins qu'en 1863), élevés par la charité privée.

La progression des enfants admis gratuitement dépasse celle du nombre des élèves des écoles primaires. Celui-ci n'a augmenté que de 19,131, tandis que celle-là est de 26,307. Plus de 60 0/0 des enfants qui fréquentent les écoles primaires proprement dites sont admis gratuitement.

En groupant ces chiffres avec d'autres données extraites des documents officiels (1), nous pourrions embrasser d'un coup d'œil l'ensemble des efforts qui sont faits en Belgique en faveur de l'enseignement primaire des pauvres :

(1) Je ne puis donner que des chiffres approximatifs à cause de l'insuffisance des renseignements officiels. Les écoles d'adultes et les ateliers d'apprentissage sont fréquentés par un grand nombre de sujets qui sont déjà compris sous d'autres rubriques de la statistique de la population des écoles. En réalité, d'après les renseignements du rapport triennal 1863-1866, les élèves proprement dits des écoles d'adultes étaient au 31 décembre 1866 au nombre de 179,141 — 63,432 = 115,709 et ceux des écoles d'apprentissage, de 33,281 — 25,869 = 7,412.

En d'autres termes, environ 35 % des élèves des écoles d'adultes fréquentaient encore une autre école; et 77 % à peu près des élèves des ateliers d'apprentissage appartenaient encore à une autre institution d'enseignement primaire. 2 % environ des élèves des écoles d'adultes payaient un écolage; près des deux tiers des élèves des écoles d'apprentissage étaient admis gratuitement. D'après ces derniers, j'ai dressé le tableau suivant, en forçant les chiffres à l'avantage des écoles officielles.

	ÉCOLES D'ADULTES.			ÉCOLES D'APPRENTISSAGE.		
	GRATUITS.	PAYANTS.	TOTAL.	GRATUITS.	PAYANTS.	TOTAL.
Écoles communales. . .	12.884	262	13.146	256	100	356
Écoles privées inspectées.	19.120	390	19.510	1.570	786	2.356
Écoles libres	81.392	1.661	83.053	3.116	1.584	4.700
	113.396	2.313	115.709	4.942	2.470	7.412

UNE ERREUR JUDICIAIRE.

Suite et fin. (1)

VI.

Charles Claus échappait à la peine des assassins par une espèce de miracle : car, si nous en croyons les renseignements qu'un ami nous a transmis, la question de culpabilité du principal accusé sur le chef d'assassinat ne fut résolue négativement qu'à la pluralité d'une voix : 3 voix contre 2. Il y avait donc deux juges qui, malgré l'absence de tout corps de délit, déclarèrent Claus coupable d'assassinat. Une voix de plus, et l'accusé subissait la peine capitale. Loin de nous de vouloir incriminer la conduite des deux juges qui prononcèrent le fatal *oui* : ils obéirent à la voix de leur conscience, mais peut-être aussi à l'empire puissant que les préjugés avaient acquis en cette circonstance ; car, nous le répétons, personne ne doutait que Maters n'eût péri sous les coups meurtriers des Claus.

Conduit à la maison de force de Gand pour y subir sa peine, Charles Claus ne cessa de protester contre l'injustice de sa condamnation ; mais dans la prison, où de pareilles protestations sont constamment à l'ordre du jour, on n'ajouta aucune croyance à ses allégations ; ses compagnons lui répondirent qu'il devait s'estimer heureux d'avoir échappé à la guillotine.

Un fait qui aurait pu étayer ses déclarations, mais auquel personne n'eut égard, se passa cependant dans la prison de Gand quelque temps après sa condamnation : un jour, deux femmes, son épouse et son ancienne maîtresse, Isabelle Roels, obtinrent la permission de le voir : les mains jointes, les yeux remplis de larmes, elles se jetèrent aux genoux de Claus, et le supplièrent de leur pardonner les infâmes calomnies qui l'avaient perdu. Le condamné les accabla sous le poids

(1) Voir les livraisons d'août et de septembre.

de sa juste colère; son indignation éclata en termes des plus acerbes, en épithètes des plus énergiques. Toujours prosternées devant lui, ces viles créatures implorèrent plus vivement encore leur pardon, alléguant que, dans la confession, le prêtre avait refusé de les absoudre, jusqu'à ce que Claus leur eût remis leur crime. La lutte fut longue : enfin Claus, vaincu par les larmes et les supplications, leur accorda le pardon, à la condition qu'elles ne se représenteraient plus jamais devant lui; car c'est l'enfer, disait-il, qui vous a vomies sur la terre. — Ces détails paraîtront peut-être un peu romanesques dans ce récit si extraordinaire; mais c'est encore un document officiel qui nous les fournit.

Charles Claus subissait depuis un an sa peine, lorsqu'un incident fort ordinaire mit l'autorité sur les traces de l'abominable complot qui avait été ourdi contre le condamné. Un soldat, nommé François Boot, né à Rotterdam, et servant dans la compagnie de dépôt du 38^e bataillon de la milice nationale (1), avait obtenu, en 1816, une permission pour se rendre dans ses foyers. Une maladie l'empêcha de rejoindre son corps à l'expiration du congé; il en fut donné connaissance à ses chefs qui, par je ne sais quel oubli, laissèrent Boot, pendant trois ans, respirer tranquillement l'air natal. Ce soldat serait resté probablement oublié, s'il ne s'était avisé d'écrire à son capitaine pour obtenir un congé définitif afin de pouvoir se marier. Sa lettre le rappela à l'autorité militaire, qui le fit arrêter et conduire à Gand. Eu égard à sa bonne foi, on lui fit grâce de la bastonnade qu'on appliquait alors aux déserteurs; mais, incorporé pour cinq ans dans l'armée active, il fut placé dans la 5^e compagnie du 3^e bataillon de la 17^e division, en garnison à Gand.

Le 16 août 1820, ce soldat ayant appris les étranges circonstances du procès de Claus, alla déclarer à son capitaine, M. Latour, que le sergent-major Maters, loin d'avoir été assassiné, se trouvait en Hollande. Le capitaine, qui avait figuré comme témoin dans le procès, amena le lendemain Boot devant M. Paradis, procureur du Roi à Gand, lequel, comme nous l'avons dit, avait rempli dans le même procès les fonctions de ministère public. Devant ce magistrat, Boot déclara qu'Évert Maters se trouvait à Rotterdam, — qu'il y portait le nom d'Auguste, — qu'il exerçait le profession de garçon-brasseur, dans la brasserie dite *den Oranje-boom*, — qu'il était logé chez un nommé Van der Hork, rue dite *Raamstraat*. Le soldat ajouta qu'il avait, postérieurement à la disparition de Maters de la ville de Termonde, et notamment au mois

(1) C'était la compagnie dont Maters et Claus avaient fait partie.

de juillet 1817, parlé plusieurs fois à son ancien sergent-major, qui à deux reprises lui avait payé la goutte.

Cette révélation jeta le magistrat dans la plus grande perplexité : il frémit à l'idée de la peine capitale qu'il avait requise contre Charles Claus et qui avait menacé cet infortuné de si près, à l'injuste condamnation que celui-ci subissait, aux abominables calomnies répandues par sa famille et dont il était devenu la victime. Voulant néanmoins s'éclairer, il se livra à un examen scrupuleux des pièces de la procédure, et sa perplexité augmenta lorsque cet examen le confirma dans l'opinion que **Maters** avait été assassiné dans la nuit du 23 mai 1817. Il fit immédiatement des déclarations du soldat Boot l'objet d'un rapport au procureur-général près la Cour supérieure de justice à Bruxelles, en exprimant l'opinion que des recherches devaient avoir lieu afin de constater l'existence de **Maters**.

La surprise ne fut pas moins grande à Bruxelles qu'elle ne l'avait été à Gand ; mais on ajouta d'abord peu de foi aux déclarations de Boot, qu'on taxa de *tardives*, de *contradictaires*, etc. Toutefois, il fut enjoint à M. le procureur criminel de Gand de recueillir tous les détails que le révélateur pourrait donner et d'en faire dresser procès-verbal. En même temps, le procureur général informa le ministre de la justice de l'événement, et le pria d'ordonner des recherches pour découvrir si en effet **Maters** existait en Hollande.

Entendu de nouveau par le capitaine de sa compagnie et divers officiers, Boot fit une déclaration plus détaillée que la première et la revêtit de sa signature. Nous la résumons ici :

« Dans le mois de juillet 1817, me trouvant à Rotterdam chez le nommé Jean Van der Hork, demeurant rue dite *Raamstraat*, j'y vis entrer Évert **Maters**, sergent-major de ma compagnie. Je l'ai salué du nom de **Maters** et lui ai demandé des nouvelles de sa santé ; — il s'est troublé et m'a prié de l'accompagner au cabaret voisin. Là il m'a dit : « Vous ne devez pas m'appeler *Maters* ; j'ai porté ce nom étant sous les armes ; mais, comme j'ai aujourd'hui mon congé, on me nomme ici *Auguste*. » — C'était en effet le nom qu'il portait dans son logement. — J'ai demandé ensuite à **Maters** où se trouvait mon bataillon ; il m'a répondu : « Je l'ignore ; il a changé de garnison ; mais j'ai pour vous une lettre du capitaine, qui me mande que vous ne devez plus rejoindre le corps, attendu qu'il a votre congé définitif en mains ; il vous le fera parvenir au premier jour. » — « Je travaille ici, a continué **Maters**, comme garçon-brasseur dans la brasserie dite *den Oranje-boom*, près la porte

de Delft, et vous me ferez plaisir en me rendant de temps à autre une visite. » En effet, nous nous sommes réunis plus de cent fois, jusqu'à ce qu'il a quitté la brasserie pour aller vivre avec une femme, qui est connue de Henri Penning, cordonnier dans la rue *Kikkerstege*. Un an à peu près s'est écoulé depuis la dernière fois que j'ai vu Maters. »

La déclaration de Boot, qui était, comme on voit, très-circonstanciée, le signalement de Maters et une pièce portant sa signature furent transmis au procureur-général à Bruxelles, qui les envoya au ministre de la justice à La Haye.

Des recherches très-actives furent commencées par les soins du directeur de la police de Rotterdam, et, dans les premiers jours du mois de septembre 1820, ce fonctionnaire rendit compte de leur résultat dans les termes suivants :

« Des renseignements que j'ai pu recueillir, il résulte que, depuis les derniers mois de 1817 jusqu'en 1818, Jean Van der Hork, demeurant en cette ville (Rotterdam) rue dite *Raamstraat*, a logé un individu nommé Augustin Van Mieghem; ce même individu a travaillé, en 1817, sous ce nom, dans la brasserie dite *den Oranje-boom*, où le 3 janvier 1818 il a été définitivement accepté comme garçon-brasseur. Le 28 novembre suivant, on l'a congédié à cause de sa mauvaise conduite. Il prétendait être originaire du Brabant, et avoir servi dans l'armée.

» Après avoir quitté la brasserie *den Oranje-boom*, il a travaillé pendant quelque temps dans la fabrique de céruse du sieur Van Heusden. Puis on perd ses traces, et il est probable qu'il a quitté la ville.

» Le cordonnier Henri Penning, interrogé sur la partie de la déclaration de Boot qui le concerne, prétend n'avoir connu ni un individu du nom d'Auguste, ni la femme avec laquelle ce dernier aurait eu des relations.

» Si les indications données sur cet Auguste par Van der Hork et autres, s'accordent assez bien avec le signalement d'Évert Maters, elles sont fautives en ce sens qu'elles lui donnent des cheveux bruns, tandis que le signalement mentionne des cheveux blonds. »

Le directeur de la police de Rotterdam terminait en élevant quelques doutes sur la véracité de la déposition du soldat Boot, qu'il soupçonnait d'en agir ainsi afin d'atténuer le délit de désertion dont il s'était rendu coupable.

La déclaration de Boot se trouvant d'accord avec la première partie des renseignements qui précèdent, le parquet de Bruxelles attacha à

l'affaire une plus grande attention, et on écrivit à Gand afin de signaler la contradiction quant à la couleur des cheveux, et de faire examiner si Boot n'avait pas eu des raisons de croire que ses allégations relatives aux dires de Maters pouvaient sinon le mettre à l'abri de toute poursuite, au moins atténuer sa faute, et s'il n'était pas probable que ce motif l'eût engagé à en imposer à ses officiers; on demanda, en même temps, si, pour quitter son corps, Maters avait pu avoir des raisons autres que le dessein de s'approprier les 200 fr. qui lui avaient été confiés pour la solde de sa compagnie.

Les renseignements que l'autorité judiciaire recueillit à Gand, confirmèrent encore davantage l'existence d'Évert Maters. On découvrit d'abord que le nom d'Auguste Van Mieghem était celui d'un soldat qui avait fait partie de la compagnie de Maters, et qui, habitant Tamise, n'avait jamais été à Rotterdam. Le signalement de Van Mieghem s'accordait assez bien avec celui de Maters; deux légères différences seulement existaient: les cheveux du premier étaient d'un brun clair, ceux du second d'un blond foncé, couleurs qui se rapprochent. La taille de Van Mieghem était de cinq pieds deux pouces; celle de Maters de cinq pieds sept pouces. Il devenait donc probable que ce dernier, pour faciliter sa désertion, s'était servi du signalement de Van Mieghem et avait substitué le chiffre 7 au chiffre 2 avant de le présenter à ses officiers, qui avaient signé de confiance.

On constata encore que Boot n'avait eu aucun intérêt personnel à faire ses révélations; car il était oublié au corps et le serait resté, si, croyant de bonne foi aux dires de Maters, il n'avait pas écrit au capitaine Latour pour obtenir son congé définitif.

Les investigations qui eurent lieu, firent cependant croire que la désertion de Maters devait avoir eu un autre motif que le vol de 200 francs, puisque, huit jours auparavant, il aurait pu emporter une somme de 800 francs: « Je ne puis donc me défendre de persister à croire, écrivit » le procureur criminel de Gand, qu'il y a eu un assassinat commis » dans la maison de la famille Claus, et que ce n'est pas Maters qui en » a été la victime; mais qu'au contraire, il y a participé. D'après moi, » c'est ce crime qui l'a porté à désertir. »

On attribua, du reste, le départ de Maters de Rotterdam à l'arrestation du soldat Boot, dont il avait à craindre les indiscretions.

L'intérêt que la justice avait à la découverte de Maters s'accroissait ainsi tous les jours, et des ordres furent donnés pour le rechercher aussi bien dans les provinces septentrionales que dans les provinces méridionales du royaume.

Une autre question avait été agitée dans la supposition que l'existence de Maters vînt à être constatée: c'était celle de savoir si, aucun crime n'ayant été commis dans la maison de la famille Claus, on pouvait, aux termes des lois existantes, poursuivre les accusateurs de Charles Claus, savoir: sa femme, son frère, sa sœur et Isabelle Roels, pour faux témoignage ou dénonciation calomnieuse. La négative fut décidée, attendu que ces individus, ayant été traduits comme accusés devant la cour d'assises, avaient pu, en termes de défense, recourir aux moyens qu'ils jugeaient devoir leur être les plus favorables.

A la fin d'octobre 1820, Évert Maters, qui avait conservé le nom d'Auguste Van Mieghem, fut arrêté dans l'arrondissement de Zierikzee et conduit sous bonne escorte à Gand, où il arriva le 13 novembre. Il fut écroué à la maison de force, où Charles Claus subissait depuis treize mois et demi une peine injuste.

Il s'éleva, avant l'arrivée de Maters, un conflit entre le procureur criminel de Gand et l'auditeur militaire. Ce dernier exigea que l'ancien sergent-major fût mis à sa disposition, afin de pouvoir le poursuivre à raison des délits militaires qui lui étaient imputés, et demanda de plus communication de la procédure instruite à Termonde à charge de la famille Claus. Le premier point lui fut accordé; mais on refusa la communication du dossier de la procédure criminelle, attendu que l'enquête à faire rentrait dans les attributions de l'autorité civile.

Avec Maters arrivèrent sur son compte des renseignements qui le firent connaître comme un homme de mauvaises mœurs. Il avait abandonné son épouse et ses deux petits enfants, pour aller vivre avec une femme qui l'avait accompagné plus tard à Termonde et qu'il avait rendue mère de deux enfants. Cette femme, après la disparition de Maters, était rentrée en Hollande et n'avait plus entendu parler de lui, qu'à l'époque où le bruit de son assassinat avait été répandu.

Ces renseignements fortifièrent la conviction de quelques personnes qui croyaient fermement qu'un meurtre avait été commis dans la maison de Claus, crime auquel elles associèrent maintenant Maters lui-même.

VII.

Dès son arrivée à la maison de force de Gand, Maters apprit, avec la plus grande stupéfaction, que sa désertion avait failli mener Charles Claus à l'échafaud, et que cet infortuné expiait alors, dans la même prison, un méfait imaginaire, forgé par les faux témoignages de ceux

auxquels les liens du sang l'unissaient. Interrogé le lendemain, 16 novembre 1820, par le procureur criminel, Maters déclara qu'ayant contracté en mai 1817 quelques dettes, il s'était servi de l'argent destiné au paiement de la solde de sa compagnie pour les acquitter, et que, dans l'impossibilité de rendre cet argent, il avait pris le parti de désertion. — On lui objecta que tel ne pouvait être le motif de sa désertion, puisque, peu de temps auparavant, il avait eu en mains une somme de beaucoup supérieure à celle qu'il s'était appropriée. Maters répondit qu'à cette époque ses dettes n'étaient pas encore aussi criardes et qu'il espérait alors pouvoir les éteindre au moyen d'économies. — Les détails qu'il donna sur les manœuvres par lesquelles il avait facilité sa désertion, étaient en tous points conformes aux allégations si souvent produites par Charles Claus : Maters avait emprunté à ce dernier des habits bourgeois sous prétexte de faire une excursion à St-Nicolas et lui avait laissé son uniforme et ses objets d'équipement. Il manifesta, du reste, au procureur criminel tout l'étonnement et le regret que lui causaient l'accusation et la condamnation dont Charles Claus avait été l'objet. Il répéta à satiété que cette victime d'une erreur judiciaire n'avait commis à l'égard de lui, Maters, aucune action punissable par la loi.

Le magistrat interrogea ensuite le sergent-major sur le point de savoir si un assassinat n'aurait pas été commis dans la maison de Charles Claus sur une autre personne. C'était une idée que l'autorité caressait depuis que le premier bruit de l'existence de Maters avait été répandu ; mais elle dut bientôt se convaincre que cette idée n'avait pas le moindre fondement.

M. le procureur criminel donna ensuite l'ordre d'amener Charles Claus en présence de celui qu'il avait, prétendait-on, assassiné et volé. C'était un moment solennel et dramatique : la victime des plus noires calomnies et des préjugés populaires vit se dresser devant elle la preuve vivante de son innocence, l'homme qui devait briser ses fers. Charles Claus s'évanouit, et, en revenant à lui, il poussa un long cri de joie, mêlé d'imprécations contre les auteurs de son malheureux sort. Il entra ensuite dans de longs détails sur les motifs qui avaient poussé sa femme et son ancienne amante à l'accuser d'un crime capital : n'ayant pas voulu épouser Isabelle Roels, à cause de sa mauvaise conduite, cette femme, qu'il avait rendue mère, conçut contre Charles Claus une haine des plus violentes ; cette haine se convertit en une espèce de rage lorsqu'il prit Amelbergue Michiels pour femme. Malheureusement pour lui, la conduite de cette dernière fut plus scandaleuse encore : elle s'adonna

à la débauche, et maintefois, la surprenant en flagrant délit d'adultère, il la rossa d'importance. Plus tard, ces deux femmes ayant des motifs communs de vengeance, profitèrent de la disparition de Maters pour accréditer le bruit qu'il avait été assassiné par Charles Claus. Les circonstances, comme on l'a vu, les servirent à merveille.

Le retour de Maters, son interrogatoire, les déclarations de Charles Claus firent l'objet d'un long rapport de M. le procureur criminel Paradis à M. le procureur général près la cour supérieure de justice à Bruxelles. M. Paradis abandonna tout à fait l'idée qu'un autre que Maters avait pu être assassiné la nuit du 23 au 24 mai 1817 dans la maison de Claus. Il blâma sévèrement, ainsi que l'avait déjà fait devant la cour d'assises M^e Peeters, défenseur de Ch. Claus, le zèle dégénéré en passion que M. le juge d'instruction de Termonde avait déployé dans cette affaire, et qui l'avait aveuglé au point de le pousser hors des limites assignées à sa mission. Et ce blâme n'était pas immérité : la procédure prouve, en effet, que, pour arracher aux femmes emprisonnées la déclaration de ce que l'on croyait être la vérité, c'est-à-dire, l'aveu de l'assassinat de Maters, on leur avait promis de les mettre en liberté, ce qui effectivement avait eu lieu ; postérieurement elles avaient été diverses fois relâchées et reprises.

M. le procureur criminel releva aussi plusieurs circonstances qui lui parurent alors très-invraisemblables dans les témoignages d'Isabelle Roels et d'Amelbergue Michiels, mais desquelles, il faut le dire, il avait tiré devant la cour d'assises des arguments tendant à envoyer Charles Claus à l'échafaud.

Il examina aussi la question de savoir quelles étaient les mesures à prendre pour poursuivre les auteurs des manœuvres dont Charles Claus avait été la victime : il ne pouvait être question de provoquer les peines comminées contre les calomniateurs, attendu qu'accusés eux-mêmes, il leur avait été facultatif de recourir aux moyens de défense qu'ils jugeaient les plus convenables. Il n'était pas plus possible de leur appliquer l'art. 373 du code pénal, les déclarations faites au juge instructeur en état de détention ne pouvant être considérées comme *dénonciation calomnieuse*. Enfin, le procureur criminel s'arrêta à l'idée qu'il y avait, au moins de la part d'Isabelle Roels et d'Amelbergue Michiels, tentative pour faire périr judiciairement Charles Claus, en voulant convaincre la justice qu'il avait assassiné le sergent-major Maters.

En dernier lieu, ce magistrat s'occupa du sort de celui qu'il avait fait condamner : il réclama non point, comme on pourrait le croire, la déclaration de l'innocence de Claus, mais la grâce de ce malheureux,

« laquelle, disait-il, pour qu'elle ne fasse pas d'éclat, pourrait lui être » accordée à deux reprises différentes, et chaque fois, d'après la considération vraie de bonne conduite de ce détenu. »

Ainsi Claus, victime d'une trame infernale ; Claus, que le zèle passionné des magistrats avait failli conduire à l'échafaud ; Claus, reconnu innocent, non-seulement ne pouvait pas obtenir la réhabilitation qui lui était due ; mais le magistrat, qui avait requis sa condamnation à mort, était d'avis qu'il ne fallait pas lui accorder en une fois la libération entière d'une peine injuste, de peur *qu'elle ne fît trop d'éclat* ! — Mais, grand Dieu ! où la justice devait-elle chercher un refuge, lorsque le cœur de ses gardiens lui était fermé, lorsqu'un détestable respect humain les empêchait de convenir de leurs erreurs, lorsqu'enfin ils devaient s'estimer heureux de pouvoir réparer encore une injuste sentence ?

Nous blâmons sévèrement ce déni de justice, parce que, comme nous le dirons dans la suite, tous, gouvernement, autorités supérieures et inférieures y prirent part. Le procureur général près la cour supérieure de justice poussa les torts beaucoup plus loin que le chef du parquet de Gand : « En supposant, écrivait-il, qu'il fût clairement constaté que » Charles Claus ne s'est rendu coupable d'aucun assassinat, encore n'y » aurait-il pas lieu, je pense, de provoquer sa grâce d'office ; libre à lui » de se pourvoir en grâce auprès du Trône, et nul doute que sa bonne » conduite et la position malheureuse où il se trouverait, ne fussent » prises en grande considération. »

Que l'on compare cette conduite à celle que le gouvernement et les magistrats belges tinrent lorsque l'innocence des nommés Bonné et Geens fut reconnue. Non-seulement on s'empressa de réhabiliter solennellement ces infortunés, mais on leur accorda en outre une pension annuelle et viagère. Loin de redouter l'éclat, les autorités donnèrent toute publicité à la cause et elles firent bien, car le pouvoir s'honore en reconnaissant et en réparant autant que faire se peut les erreurs de la justice humaine.

Comme on l'a vu plus haut, le magistrat de Gand avait, après l'interrogatoire de Maters, abandonné entièrement l'idée qu'un autre que ce sergent-major avait succombé sous les coups de Charles Claus ; à Bruxelles, on ne trouva point dans les éléments de l'instruction la conviction que nourrissait à cet égard M. Paradis. On ordonna donc de faire interroger Isabelle Roels, Amelbergue Michiels et Marie-Grisilde Claus et de leur demander des explications devenues nécessaires par suite de la réapparition de Maters. On prescrivit aussi de faire trans-

porter le sergent-major à Termonde, afin de le confronter avec ces trois femmes dans le cas où, redoublant d'audace et de méchanceté, elles auraient nié l'existence de ce militaire.

Ces ordres furent immédiatement mis à exécution. Le théâtre de ce drame romanesque fut de nouveau transféré à Termonde.

VIII.

Après toutes les impostures, toutes les calomnies, tous les mensonges dont Isabelle Roels s'était rendue coupable ; après avoir essayé de faire trancher la tête de son ancien amant par le couteau de la guillotine, cette femme perverse mena une vie bourrelée de remords et d'inquiétudes. Aussi longtemps qu'aucune nouvelle de Charles Claus n'arrivait au village de Grembergen, la fille Roels n'eut à faire qu'à ses remords qui la poursuivirent jusque dans les débauches ; mais le récit de la plus légère circonstance relative au malheureux prisonnier la fit trembler de tous ses membres ; c'était alors le sentiment de sa propre sécurité qui l'agitait. Dans l'ignorance où elle était de la lacune existant dans les lois et qui la mettait à l'abri de toute poursuite, elle craignit d'aller occuper en prison la place de Charles Claus, si on parvenait à découvrir la vérité ; — et alors son imagination féconde combina de nouvelles ruses propres à dérouter les investigations de la justice. Lorsque cette crainte s'empara d'elle, elle s'attacha particulièrement à rendre plus solide encore l'infâme lien qui l'unissait à Amelbergue Michiels, la femme dénaturée de Charles Claus. Tantôt par l'intimidation, tantôt par la persuasion, elle voulut prendre sur sa complice un empire absolu, afin de le faire servir, le cas échéant, à l'accomplissement des projets que son effroi lui faisait concevoir.

Un soir, Isabelle Roels revenait chez elle, exténuée par une partie de débauche qui s'était prolongée pendant deux jours. Elle était d'une gaieté folle : sans précaution oratoire aucune, on lui apprit que Maters, arrêté en Hollande, venait d'arriver à Gand. Son humeur enjouée changea aussitôt en un sombre désespoir. Elle entendit gronder l'orage sur sa tête, et sembla d'abord ne vouloir rien faire pour s'y soustraire. Mais bientôt, la nature perverse reprit son empire : cette fille, qu'un instant auparavant on avait vu épuisée par des plaisirs infâmes, se retrempa dans la crainte du danger ; elle paya d'audace, et s'écria que le retour de Maters ne l'étonnait point : qu'elle avait toujours cru que les frères Claus l'avaient trompée sur le véritable nom de leur victime, et que, peu im-

portait le nom, un militaire avait été assassiné par eux dans la nuit du 23 au 24 mai 1817.

Après avoir donné à cette nouvelle imposture toutes les apparences de la vérité, Isabelle Roels quitta sa maison et alla se concerter avec sa complice, Amelbergue Michiels. Elles restèrent une partie de la nuit ensemble. Ce qui fut dit et convenu entre elles, nous l'ignorons ; mais ce qui eut lieu ensuite nous le fait présumer.

Dès le lendemain, le bruit fut répandu à Grembergen et à Termonde que l'accusation d'assassinat portée contre les Claus était fondée en dépit du retour de Maters, que les assassins avaient induit les témoins en erreur, en leur faisant croire que le militaire tué par eux était le sergent-major de ce nom.

Nous n'avons pas besoin de dire par les soins de qui ces bruits se répandaient : le lecteur le devinera. Les deux prostituées auxquelles cette nouvelle manœuvre était due, ne se contentèrent pas de semer leurs calomnies parmi le vulgaire : elles s'efforcèrent même de les faire accepter par le magistrat qu'elles avait déjà si souvent trompé. Connaissant plus ou moins les habitudes de M. le juge d'instruction de Termonde, Amelbergue Michiels se porta un jour sur son passage, l'accosta et lui affirma, sous les serments les plus affreux, qu'un militaire avait été assassiné par son mari ; et que, si Maters était de retour, elle avait été induite en erreur par Claus sur le nom et la qualité de la victime. Le même manège fut renouvelé ensuite par Isabelle Roels ; — et nous regrettons de devoir le dire, M. le juge d'instruction fut encore une fois la dupe de ces deux femmes dépravées : il crut à leur nouvelle imposture.

Déjà celles-ci s'applaudissaient du succès de leur abominable intrigue, et croyaient avoir annihilé l'effet qu'avait produit la nouvelle du retour de Maters, lorsque, s'autorisant du bruit même qu'elles faisaient courir, le procureur du Roi de Termonde requit, le 14 décembre 1820, le juge d'instruction d'entendre Isabelle Roels et Amelbergue Michiels sous la foi du serment. L'assignation qui leur fut donnée à l'effet de comparaître devant le juge instructeur les troubla, et elles manifestèrent les vives craintes que cette nouvelle intervention de l'autorité judiciaire leur faisait concevoir. Cependant la fille Roels se remit bientôt ; mais elle tâcha vainement de retenir sa complice dans le complot précédemment forgé. Amelbergue Michiels, que la peur d'être emprisonnée travaillait, déclara nettement qu'elle dirait la vérité.

Lors de sa comparution devant le magistrat instructeur, Isabelle Roels soutint d'abord, avec quelque fermeté, qu'un soldat avait été

assassiné dans la nuit du 23 au 24 mai 1817 par les frères Claus ; — que ceux-ci donnaient à cet individu le nom de *sergent Maters* ; — que la victime avait effectivement quelque ressemblance avec le sergent-major qu'elle prétendait avoir vu deux fois ; — que, puisque ce dernier avait reparu, il était évident que les frères Claus avaient caché le véritable nom de la personne assassinée.

Telle fut d'abord la déclaration d'Isabelle Roels ; mais, pressée ensuite par les remarques qui firent ressortir ses contradictions, cette intrigante se mit à sanglotter et à dire en phrases entrecoupées par des pleurs et des gémissements : « Qu'un assassinat avait effectivement eu lieu la nuit du 23 au 24 mai 1817, en la maison de Claus, sur un individu autre que le sergent-major Maters et avec les circonstances suivantes : que, dans ladite nuit, elle se trouvait chez Claus où était réunie la famille de ce dernier et le sergent-major Maters ; — que, vers 10 heures, un étranger, à elle inconnu, vint frapper à la porte extérieure et demanda si la maison était un cabaret ; — que Charles Claus lui répondit affirmativement ; — que cet étranger, parlant le flamand et le français, portant un habit bleu et un chapeau rond, avait dans l'une de ses poches un petit portefeuille rouge ; — qu'il leur paya du genièvre et se mit dans un état d'ivresse complet ; — qu'il passa alors avec la Michiels dans le cabinet, où un instant après il fut suivi par Maters et par Jacques Claus ; — qu'ayant entendu des gémissements, elle entra ouvrit la porte du cabinet ; — que Charles Claus l'empêcha d'entrer ; — que quelques instants après elle pénétra dans le cabinet où elle aperçut le cadavre de l'étranger que les frères Claus étaient occupés à placer dans un sac ; — qu'elle ne revit plus Maters, qui, d'après ce qu'elle suppose, partit avec les habillements et le portefeuille de l'étranger. »

Quelques jours après cette déclaration, Isabelle Roels s'écria en présence de M. le juge d'instruction, qu'elle ne dirait jamais la vérité, qu'elle ne voulait plus retourner à Gand!.....

On le voit, cette prostituée, afin de se tirer d'embarras, n'hésita point à accuser de crimes capitaux tous ceux qui venaient même involontairement contrecarrer le système infernal qu'elle avait embrassé pour faire périr le père de son enfant. Dans sa nouvelle version, que nous abrégons de beaucoup, elle entra dans les détails les plus minutieux et essaya de faire croire à sa véracité par les larmes qu'elle répandit en abondance.

Malgré les efforts que tenta Isabelle Roels pour faire appuyer ses déclarations par Amelbergue Michiels, celle-ci se dégaga de l'influence pernicieuse de sa complice dès qu'elle fut en présence des magistrats.

Interrogée immédiatement après la fille Roels, elle déclara, en réponse aux premières interpellations qui lui furent faites, « qu'elle avait déguisé jusque-là la vérité; — que, dans la procédure intentée à sa charge et à celle des Claus, elle avait constamment menti; — que jamais assassinat sur une personne quelconque n'avait été commis à sa connaissance dans la maison des Claus; — que tout ce qu'elle avait dit précédemment à cet égard était des impostures forgées d'après les instigations d'Isabelle Roels; — que le nouveau récit que faisait celle-ci d'un prétendu meurtre commis sur un inconnu, était une fable grossière imaginée pour perdre Claus. »

Ces deux déclarations diamétralement opposées jetèrent les magistrats du parquet de Termonde dans une certaine perplexité : M. le procureur du Roi, qui avait toujours eu beaucoup de confiance dans le témoignage d'Isabelle Roels, fut d'avis que la nouvelle version de cette dernière était un tissu de mensonges et d'impostures; il fit observer avec raison que la fille Roels, n'ayant aucun intérêt à déguiser la vérité dans la première procédure, aurait produit alors sa nouvelle version si l'assassinat avait réellement eu lieu.

Le juge d'instruction, au contraire, ne devint pas plus circonspect par la leçon que les événements lui avaient donnée : il ajouta foi au nouveau récit d'Isabelle Roels sur le prétendu meurtre. Il pensa qu'Amelbergue Michiels voulait cacher la vérité, et il s'appuya principalement sur la déclaration spontanée qu'elle lui avait faite antérieurement dans la rue.

En cet état de choses, il devint nécessaire de continuer les informations, et les magistrats de Termonde entendirent successivement Marie-Grisilde Claus, Jacques Claus et l'ex-sergent-major Évert Maters.

Marie-Grisilde Claus qui, dans la première procédure, avait déjà révoqué ses aveux précédents, persista à dire que jamais assassinat n'avait été commis dans la maison de son frère; — que Maters y était venu dans la soirée du 23 mai 1847, vers 9 heures; — que, sous prétexte d'un voyage qu'il voulait faire, disait-il, à St-Nicolas, il avait emprunté les habits de Charles Claus en lui laissant son uniforme et son sabre; — qu'il partit vers 9 heures et demie; — que Charles, Amelbergue Michiels et elle étaient les seules personnes réunies ce soir-là chez Claus.

Jacques Claus révoqua également ses précédentes déclarations : il soutint ne pas s'être trouvé chez son frère lors de la soirée qui leur devint si funeste, et que, conséquemment, il ignorait tout ce qui s'y était passé. Quant à ses aveux antérieurs, il déclara tantôt n'en avoir

pas fait, tantôt qu'il avait simplement reconnu la possibilité de l'assassinat; tantôt, enfin, que ses aveux étaient l'effet de la crainte et du trouble de son esprit.

Maters, entendu à son tour, reconnut s'être rendu la soirée de son départ dans la maison de Charles Claus; n'y avoir trouvé d'autres personnes que Claus, sa mère et sa sœur; — n'y être resté que le temps nécessaire pour quitter ses habits militaires et se revêtir d'une redingote bleue, d'une veste et d'un chapeau, objets qui appartenaient tous à Charles Claus; — avoir emprunté ces habillements sous prétexte de se rendre à St-Nicolas, etc. — Maters allégua pour motifs de sa désertion l'impossibilité où il s'était trouvé de restituer au capitaine Latour une somme d'environ 200 francs qu'il avait eue entre les mains pour la solde de sa compagnie. Il avoua avoir eu antérieurement en sa possession une somme d'environ 500 francs, mais ajouta qu'à cette époque, il n'avait point de dettes et s'était trouvé à même de justifier de l'emploi des fonds qui lui avaient été confiés.

Ces allégations, soit dit en passant, étaient en harmonie parfaite avec la déclaration donnée par le capitaine Latour, lors des premières informations.

Examen fait de l'interrogatoire de Maters, qu'on rapprocha de ceux subis par Marie-Grisilde Claus, Amelbergue Michiels et Jacques Claus, l'on remarqua que leurs réponses s'accordaient parfaitement et donnaient les mêmes détails sur tout ce qui s'était passé lors de la désertion du sergent-major. L'heure de l'arrivée, celle du départ, le laps de temps que Maters était resté chez Claus, les habillements dont il s'était revêtu, etc., toutes ces circonstances étaient expliquées uniformément par ces diverses personnes, qu'on avait empêchées de se concerter au préalable. Il y a plus : la conformité était parfaite entre ces déclarations et celles faites par Charles Claus et sa mère dans la première instruction. — Sur une seule circonstance, toutefois, Maters était en contradiction avec les autres témoins : d'après lui, la mère Claus et non Amelbergue Michiels se trouvait présente à son départ; — au dire des Claus, leur mère était déjà couchée; elle n'avait point vu Maters, qui, selon eux, la confondait avec Amelbergue Michiels. — Celui-ci avait-il en effet pris l'une pour l'autre? Mais aucune ressemblance n'existait entre ces deux femmes, d'un âge d'ailleurs bien différent. Cette contradiction ne peut donc s'expliquer qu'en l'attribuant à un défaut de mémoire de Maters; elle était, du reste, insuffisante pour donner quelque vraisemblance à l'histoire inventée par Isabelle Roels.

Celle-ci ne tarda point à s'apercevoir du peu de crédit que rencontra

sa nouvelle version, et elle essaya d'expliquer ses variantes : elle prétendit que la mère et la sœur de Claus lui avaient suggéré ses premières dépositions et l'avaient portée, par des menaces, à déguiser la vérité.

C'était une nouvelle mais trop évidente imposture de cette débauchée : du moment que Claus était accusé d'un assassinat, peu importait à sa famille que le crime eût été commis sur un individu plutôt que sur un autre. Le résultat devant être le même, ses parents n'avaient aucun intérêt à influencer dans ce sens le témoignage de la fille Roels. D'ailleurs, nos lecteurs auront remarqué, dans la relation de la première instruction, qu'Isabelle Roels ne gardait aucun ménagement envers les Claus : ses injures, ses démentis, ses accusations témoignaient assez qu'elle ne les craignait nullement.

Isabelle Roels fut confrontée le 20 janvier 1821 avec Évert Maters, qui répéta la déclaration dont nous avons rendu compte ci-dessus. Elle eut l'effronterie de soutenir que Maters en imposait à la justice ; — que l'étranger assassiné dans la maison de Claus était un marchand-colporteur de couvertures de laine ; — qu'il avait encore cinq à six couvertures lorsqu'il fut assassiné ; — que ces couvertures bordées de rouge avaient été vendues par la mère de Claus à des personnes inconnues ; — que l'individu assassiné avait l'accent allemand ; — que, quelques jours après l'assassinat, elle avait su de Charles Claus que la victime avait sur elle une somme de 1,500 florins ; — qu'il était possible que Maters, qui avait pris immédiatement la fuite, se fût approprié une partie de cette somme.

Il aurait fallu être doué d'une grande dose de crédulité pour ajouter foi à des dires aussi invraisemblables, aussi contradictoires : cette dose, seul, le juge d'instruction l'eut, et il soutint envers et contre tous qu'un assassinat avait été commis la nuit du 23 au 24 mai 1817 dans la maison de Claus. Le procureur du Roi et le conseiller De Quertenmont, qui avait présidé la cour d'assises devant laquelle avaient comparu les Claus, combattirent victorieusement cette opinion, et en firent bonne justice dans des rapports très-bien motivés.

Le procureur général près la Cour supérieure de justice de Bruxelles ordonna néanmoins de nouvelles informations : on interrogea les personnes en présence desquelles Amelbergue Michiels avait dans le temps traité son mari d'assassin, afin de s'assurer du degré de confiance que l'on pouvait attacher à ses dénégations postérieures ; on entendit aussi Isabelle Roels sur les diverses contradictions dans lesquelles elle était tombée, ainsi que plusieurs habitants de Grembergen, sur le point de savoir si la mère Claus avait effectivement vendu des couvertures de

laine ; on fit des démarches pour savoir si le marchand dont Isabelle Roels avait parlé avait réellement disparu en 1817. — Toutes ces investigations n'aboutirent qu'à mettre plus clairement au jour les perfidies de la fille Roels, et l'instruction se termina sans qu'on pût même trouver un prétexte pour poursuivre légalement cette femme dépravée.

Pendant que les machinations coupables d'Isabelle Roels jetaient le doute dans les esprits, et que les informations judiciaires se poursuivaient, Charles Claus restait en prison, bercé de l'espoir de recouvrer sa liberté. Huit jours après l'arrivée de Maters à Gand, M. l'avocat Peeters, défenseur de Charles Claus, voyant que les autorités judiciaires ne se souciaient nullement, soit de provoquer d'office la mise en liberté de cet infortuné, soit de soumettre le procès à une révision qui permit de le réhabiliter, présenta au Roi une requête, dans laquelle il réclama énergiquement la mise en liberté de son client.

Cette requête, datée du 23 novembre 1820, fut renvoyée du cabinet royal au ministre de la justice, qui la soumit à l'avis de la commission des grâces. Après un délibéré qui dura plus de quatre mois, cette commission émit un avis favorable, et, en vertu d'un arrêté du Roi du 27 mars 1821, Charles Claus fut mis en liberté. Il avait subi dix-huit mois d'emprisonnement depuis sa condamnation et cinq mois de détention préventive.

Il se rendit à Grembergen, où il fut reçu avec joie par ses père et mère. Sa femme coupable n'osa se présenter devant ses yeux. Isabelle Roels évita aussi toute occasion qui pût la mettre en présence de sa victime. Réduit à une profonde misère, affaibli par une longue captivité durant laquelle les mauvais traitements ne lui avaient pas fait défaut, Charles Claus se mit à parcourir le pays avec un marchand de chansons, qui avait fait imprimer une complainte et un récit abrégé du procès. Ces pièces que nous avons sous les yeux, sont vraiment curieuses par les exagérations dont l'auteur ne s'est pas fait faute de les parsemer. On y lit entre autres que Charles Claus avait été condamné trois fois à la peine de mort, et qu'un lieutenant qui siégeait parmi ses juges avait voulu le percer de son épée, parce qu'il niait avoir assassiné Maters. Toutes ces exagérations furent chantées et débitées les jours de foire et de marché sur les places publiques par le marchand de chansons qui, à chaque point du récit, invoquait le témoignage de Claus, lequel s'empressait d'en affirmer l'exactitude. L'autorité judiciaire de Termonde força cependant Claus à supprimer dans son récit la circonstance relative aux menaces du lieutenant ; mais elle laissa subsister un point que d'abord nous avions envisagé comme une fable, mais dont

l'exactitude nous a été confirmée par un gardien de la maison de force. Lorsque Claus fut transféré de Termonde à Gand pour comparaître devant les assises, on le força de porter les ossements humains qu'on avait trouvés près de sa maison et qu'on disait être ceux d'Évert Maters. A son arrivée à la prison de Gand, Claus fut mis au cachot et enchaîné aux pieds et aux mains. Son frère eut le même sort.

L'autorité judiciaire eut encore à s'occuper de Charles Claus dans une dernière circonstance.

Son infortune avait excité la sympathie générale et on fut unanime à proclamer que le gouvernement lui devait une réparation. Ces témoignages d'intérêt engagèrent Charles Claus à adresser une requête au Roi, dans laquelle il demanda une indemnité pour l'injuste condamnation qu'il avait subie et les souffrances qu'il avait endurées. — Nous regrettons de devoir le dire, la demande si juste, si fondée de la victime d'une erreur judiciaire fut très-mal accueillie par les autorités judiciaires qui eurent à faire un rapport sur son contenu. A Gand comme à Bruxelles, on conclut au rejet de la pétition de Claus, qui devait, disait-on, s'estimer heureux d'avoir obtenu sa grâce; c'était là, ajoutait-on, tout ce qu'il avait le droit de demander. On prétendit même qu'il n'avait souffert par sa condamnation aucun préjudice, attendu qu'avant son arrestation, il était dans un état voisin de la misère, et que depuis, il trouvait dans la vente des chansons dont nous avons parlé un moyen d'existence!!

Nous ne pourrions croire à un mépris aussi souverain de la justice et de l'équité, professé par ceux qui en étaient constitués les gardiens, si nous n'en avions pas eu les preuves matérielles sous les yeux. Un individu est accusé d'assassinat, on le retient durant cinq mois en prison avant de le juger, il comparaît devant la cour d'assises, où le procureur criminel demande qu'on l'envoie à l'échafaud; par une circonstance miraculeuse, il échappe à la mort; mais on le condamne à cinq ans de prison pour une action qu'il n'a pas commise; son innocence est démontrée; — et cet individu n'obtient de la magistrature qu'indifférence et mépris! Oh! n'hésitons pas à le dire, c'est là une violation condamnable d'un principe sacré de justice; c'est la substitution d'un lâche amour-propre aux droits imprescriptibles que reconnaissent tous les peuples civilisés. Dans l'instruction de l'affaire de Charles Claus, la magistrature avait déjà des torts assez graves à se faire pardonner pour qu'elle eût pu se dispenser d'y joindre celui que nous blâmons à juste titre.

Le gouvernement se montra moins inhumain que ses conseillers, mais il resta, toutefois, beaucoup au-dessous de la tâche que les lois divines et humaines lui imposaient : le Roi, par arrêté du 29 mai 1822, n° 82, alloua à Charles Claus une gratification de *cinquante florins* des Pays-Bas (fr. 105-82) : c'était une dérision !

Que l'on compare à la conduite du gouvernement néerlandais envers Charles Claus celle que le gouvernement belge tint en une circonstance analogue à l'égard des sieurs Bonné et Geens, qui furent injustement condamnés pour vol avec circonstances aggravantes. A peine eut-on les premiers indices de leur innocence, qu'on les admit dans la prison au régime de la pistole. Lorsque les présomptions furent converties en preuves, on n'attendit pas une demande en grâce ; mais on se hâta de les réhabiliter solennellement, et leur mise en liberté fut suivie d'un vote des Chambres qui, sur la proposition du gouvernement, accordèrent à Bonné, père et fils, et à Geens, une pension annuelle et viagère. Tels furent les devoirs que l'on remplit sous le régime belge ; nous avons dit comment on les foula aux pieds sous le gouvernement des Pays-Bas.

L'instruction occasionnée par le retour d'Évert Maters étant terminée à Termonde, celui-ci fut reconduit à Gand, où, le 20 décembre 1820, il comparut devant le conseil de guerre. Maters ne nia aucun des faits mis à sa charge. Il fut déclaré déchu de l'état militaire et condamné à dix-huit mois d'emprisonnement.

La Haute Cour militaire n'approuva point ce jugement : dans son audience du 29 décembre 1820, elle le réforma, parce que le conseil de guerre n'avait point appliqué à Maters l'art. 200 du code pénal militaire pour le vol dont il s'était rendu coupable.

Dans son audience du 31 janvier 1821, le conseil, se réunissant à l'avis de la Haute Cour, condamna Maters à recevoir, après dégradation préalable et devant la troupe assemblée, cent coups de bâton, et à être ensuite chassé, comme un fripon infâme (*als eenen eerloozen schelm*), du service militaire du Roi.

Ici pourrait se terminer notre récit de l'affaire mémorable dont Charles Claus fut la victime et le héros ; mais nous voulons d'abord jeter un coup d'œil sur les principales circonstances qui faillirent lui faire trancher la tête, et sur les incidents qui firent naître ces circonstances. On ne peut se dissimuler qu'il y eut dans cette cause étrange des présomptions graves de culpabilité contre Charles Claus ; la démarche inconsiderée à laquelle il se livra le lendemain de la désertion de Maters, les objets d'équipement de ce dernier trouvés dans sa maison, les épithètes d'assassin que sa femme lui adressait publiquement, les accusations de

toute sa famille, les taches de sang remarquées sur les murs du cabinet où le crime avait prétendument eu lieu, tout cela formait un faisceau de preuves auquel il ne manquait que le corps de délit pour faire condamner Charles Claus à la peine de mort. Si Isabelle Roels, en allant chercher des ossements humains au cimetière de Termonde et en les enterrant dans la fosse qu'elle indiqua plus tard à la justice, avait eu la main plus heureuse; si elle avait pris des ossements d'un seul corps au lieu d'en apporter de deux cadavres différents, son amant aurait subi le dernier supplice. C'était le seul côté faible de l'accusation.

Quant aux circonstances dans lesquelles cet étrange procès prit cours, voici quelques détails curieux dont nous garantissons l'authenticité.

La désertion de Maters était connue des habitants de Grembergen : tous y avaient cru jusqu'au mois d'avril 1849. A cette époque, des querelles, suivies de voies de fait, eurent lieu entre Charles Claus et sa femme; et, un jour qu'il avait battu sa femme outre mesure, la police intervint et Claus fut traduit devant le tribunal de Termonde, qui le condamna à un mois d'emprisonnement. Dans leurs rixes, Amelbergue Michiels avait souvent traité son mari d'assassin. Ces reproches parvinrent aux oreilles de M. le commandant de la place de Termonde qui, à cette époque, se trouvait fréquemment dans la commune de Grembergen. Cet officier supérieur, que la désertion de Maters avait beaucoup surpris, connaissait l'intimité des relations qui avaient existé entre le sergent-major et les Claus. Il se rappela la découverte du sabre et des objets d'équipement dans la maison de Charles, et rapprocha cette circonstance des épithètes d'*assassin* qu'Amelbergue Michiels prodiguait à son mari. Voulant en avoir le cœur net, il alla aux informations chez Isabelle Roels, qu'on lui avait indiquée comme étant l'ancienne concubine de Charles Claus. — Cette femme, qui nourrissait, on sait pourquoi, contre ce dernier, une haine profondément invétérée, fit ses deux premières déclarations, dans lesquelles elle se borna à répéter les propos incohérents que Claus avait tenus en état d'ivresse.

Ces déclarations augmentèrent les soupçons du commandant de place. Il crut que la fille Roels en savait davantage, et il se mit dès lors à l'obséder, à l'accabler de questions, de promesses, etc., pour l'engager à dire ce qu'il s'imaginait qu'elle voulait cacher.

Isabelle Roels, dont les seuls moyens d'existence étaient les ressources qu'elle tirait de ses débauches, se vit donc recherchée, payée et régagée à raison d'un fait qu'obstinément on soutint être à sa connaissance. Elle résolut de donner un libre cours à sa haine et de tirer en même temps parti de la position qu'on lui faisait. De là les premières accusa-

tions contre Charles Claus ; une fois engagée dans la voie du mensonge, elle la parcourut jusqu'au bout, imaginant cette foule de circonstances horribles qui plus d'une fois ont fait frémir le lecteur.

Quant aux aveux faits par la famille Claus, on ne peut les considérer comme sincères : ils ont été extorqués par les moyens les plus blâmables : promesses, menaces, intimidations, rien ne fut négligé pour obtenir des déclarations conformes à celles d'Isabelle Roels. Nous ne parlons pas du témoignage d'Amelbergue Michiels : désirant se débarrasser de son mari qui faisait obstacle à ce qu'elle se livrât à la débauche, elle n'hésita point à soutenir les impostures d'Isabelle Roels.

Les circonstances qui accompagnèrent les aveux de Marie-Grisilde Claus viennent à l'appui de nos allégations. Déjà interrogée deux fois par le juge d'instruction, elle avait constamment refusé d'avouer la culpabilité de son frère, lorsqu'on la confronta avec Isabelle Roels, qui répéta ses accusations. Marie-Grisilde Claus soutint énergiquement qu'elles étaient entièrement fausses ; mais vaincue, enfin, par des menaces et la promesse d'être rendue immédiatement à la liberté (elle était alors en prison), elle déclara que les dires d'Isabelle Roels étaient vrais.

Les prétendus aveux de Jacques Claus furent arrachés de la même manière. Tous les efforts du juge d'instruction pour le faire convenir de l'exactitude des faits racontés par Isabelle Roels restèrent d'abord infructueux. Mais on lui opposa les déclarations de sa sœur, et on le confronta avec elle. Marie-Grisilde l'engagea à imiter son exemple, en le flattant de l'espoir de sa mise en liberté immédiate. Fatigué de tant d'obsessions, Jacques Claus demanda ce qu'il devait avouer ; et, après qu'on lui en eût fait l'histoire, il répondit qu'il le déclarait ainsi, mais qu'il l'avait oublié. On dressa procès-verbal de ses prétendus aveux ; — et chose à noter ici, les dires d'Amelbergue Michiels, de Marie-Grisilde et de Jacques Claus sont écrits dans des termes absolument identiques. Il est impossible en lisant les procès-verbaux de les considérer comme l'expression d'aveux sincères ou spontanés.

Le zèle outré du juge instructeur, l'intervention dans cette cause de personnes peu familiarisées avec les formes judiciaires, l'influence que des employés subalternes exerçaient sur les prévenus et sur les témoins, tout cela concourut à donner, aux présomptions qui s'étaient élevées contre Charles Claus, une extrême gravité ; et peu s'en fallut que la vie d'un homme ne fût sacrifiée aux préjugés populaires.

Nouvelle et terrible leçon pour ceux qui, appelés à juger leurs semblables, n'apportent pas, dans l'accomplissement de cette tâche sacrée,

un grand calme, une froide impartialité, un caractère inaccessible aux préjugés et aux passions du dehors!

L'absence de ces qualités expose les magistrats à commettre des erreurs judiciaires, déplorables à un double point de vue : car elles frappent d'abord des innocents, et ensuite elles détruisent la foi populaire dans la justice. Le public s'habitue à ne voir dans les juges que des hommes passionnés ou prévenus, qui frappent sans écouter et qui impriment à la balance de Thémis des oscillations trop brusques pour être raisonnées.

Ce dont la magistrature devrait, principalement dans notre pays, se préserver avant tout, c'est de l'atteinte des passions politiques : celles-ci sont délétères, nous disons même, elles sont mortelles pour le prestige de la justice. Un magistrat lancé dans l'arène politique, devient à bon droit suspect à ses justiciables, et il est exposé à se laisser entraîner par des considérations qu'il devrait repousser au loin.

Deux lois récentes et les tristes conséquences qu'elles ont eues, ont mis l'ordre judiciaire en état de suspicion, et, nous le disons à regret, plus d'une cour et plus d'un tribunal ont justifié cet état de quarantaine, leurs décisions dégageant parfois les miasmes de l'esprit de parti. En même temps on a vu s'accomplir dans nos Flandres de ces actes arbitraires qu'après la révolution de 1830, on devait croire impossibles en Belgique : la liberté individuelle, la liberté de la presse, l'inviolabilité du domicile, ont été violées en dépit de la Constitution et des lois, et il s'est trouvé un ministre dit *de la justice* qui a poussé l'injustice au point de se faire l'apologiste d'illégalités sans excuse et sans motif.

On a entendu retentir l'enceinte d'une cour d'assises de cris de haine et de fanatisme impie, et, pour obtenir un verdict de culpabilité, on n'a pas craint de proférer la menace d'une guerre civile. On eût dit un club politique et non une cour de justice.

Or, à quels tristes égarements ne peuvent pas entraîner de pareils excès? Et quelle foi voulez-vous que le peuple ait en des verdicts obtenus à l'aide de moyens aussi violents, aussi indignes de la magistrature que de la justice?

Ah! nous n'hésitons pas à le dire, c'est au milieu d'éléments aussi antipathiques à la bonne administration de la justice que se commettent les erreurs judiciaires, que l'on condamne des innocents, et que l'on prépare aux juges, revenus à de meilleurs sentiments, une vie d'inquiétudes et de remords.

Gand, 4 octobre 1869.

AMAND NEUT.

LE ROI LÉOPOLD I^{ER}. — SA POLITIQUE.

Une vérité d'évidence, c'est que la Belgique s'écarte chaque jour davantage de ce qu'elle était en 1830. L'union entre les partis est brisée; plusieurs des principes constitutionnels sont, les uns battus en brèche, les autres appliqués contrairement à leur esprit; des réformes imprévues ont placé le pays en dehors du concert des nations civilisées; le despotisme ministériel s'est substitué à la souveraineté nationale, et, pour tout dire en un mot, si nous avons encore les apparences de la liberté, nous n'en avons plus guère la réalité.

La situation d'aujourd'hui est donc l'antithèse de la situation d'alors. Est-ce un bien? est-ce un mal? Je n'entends pas le rechercher en ce moment; d'ailleurs la réponse sort naturellement des prémisses. Mais je voudrais montrer aux générations actuelles ce que le roi Léopold I^{er} pensait des efforts auxquels on se livrait et des mesures que l'on prenait pour réagir contre les conquêtes de la révolution; je voudrais indiquer quelle fut, pendant les trente-quatre années de son règne, sa politique personnelle. Non que je prétende qu'à l'exemple de Louis-Philippe, il ne sût pas se plier aux circonstances, mais ce qui me paraît incontestable, c'est qu'il avait un système de gouvernement qu'il cherchait à faire prévaloir dans la mesure du possible, et que ce système consistait à maintenir le pays dans les voies où le Congrès l'avait engagé, et à l'y ramener, quand il s'en était éloigné.

Cette étude a certes son utilité. Quel que soit en effet le jugement que l'on porte sur le roi Léopold I^{er}, il est une qualité qu'on ne peut lui refuser, c'est la perspicacité; il est une justice qu'on ne saurait lui disputer, c'est qu'après avoir pris une large part à la fondation de notre nationalité, il en a été pendant sa vie entière un des plus fermes soutiens. Son appréciation de nos affaires intérieures nous semble donc être revêtue d'une légitime autorité, et c'est à ce titre qu'elle doit fixer l'attention de la postérité.

Le règne de Léopold I^{er} se divise, sous le rapport qui précède, en deux époques dont les événements de 1857 forment le point de séparation. La seconde époque n'est pas en accord parfait avec la première.

Mais, je me hâte de le constater, les sentiments intimes du roi ne s'étaient point modifiés; seulement, il subit, à partir de 1857, la pression d'un état de choses dont la responsabilité est loin de lui appartenir tout entière. Je crois que cet état de choses, il aurait dû tout au moins tenter d'en empêcher l'avènement; mais convenons que sa faute fut bien partagée, et qu'une fois commise, elle devint presque irréparable.

Nous étudierons donc successivement la conduite que tint Léopold I^{er} de 1831 à 1857, le rôle qu'il joua au milieu des difficultés qu'engendrèrent les débats relatifs à la loi sur la charité, et enfin l'attitude à laquelle il se résigna à partir de ce moment. Souhaitons qu'un jour ce travail puisse être fait d'une manière complète. Mais, dès maintenant, nous possédons un guide sûr dans les actes publics du roi et dans les renseignements nouveaux et très-curieux que donne l'ouvrage de M. Juste sur *Léopold I^{er}, roi des Belges, d'après des documents inédits* (1).

I.

Lorsqu'on suit pas à pas notre premier souverain au milieu des phases diverses que le pays a traversées depuis 1831 jusqu'en 1857, il est impossible de contester qu'il se soit distingué pendant toute cette période par son attachement à la politique unioniste, et que, quand cette politique eut sombré en 1847, il soit resté le champion persévérant des idées de modération. C'est assez dire qu'il a dû se montrer particulièrement favorable aux hommes qui se rangeaient sous la bannière de l'Union et, par conséquent aussi, au parti catholique qui n'a pas cessé de demeurer fidèle au pacte de 1828. Le parti catholique en effet ne négligea rien pour perpétuer l'accord dont la révolution était sortie. Jusqu'en 1847, il eut la majorité dans les chambres, et il n'en usa que pour former des ministères unionistes; il aurait pu faire des lois de parti, et il se contenta de doter notre législation de trois grandes lois : la loi communale, la loi provinciale et la loi sur l'instruction primaire, répondant d'une façon si heureuse aux nécessités publiques qu'elles ont survécu à l'ébranlement de nos institutions. Si, plus tard, il présenta la loi sur la bienfaisance, il ne faut pas oublier que les principes de cette loi, reconnus par tous les peuples étrangers, avaient été admis et appliqués jusqu'au ministère de M. de Haussy, aussi bien par l'opinion libérale que par l'opinion conservatrice.

(1) 2 vol., chez Muquardt, 1868.

Il est permis de croire que les sympathies dont, quoique protestant, Léopold I^{er} se vit l'objet dès le Congrès de la part des catholiques, ne furent pas sans influence sur la faveur qu'il leur témoigna. Dans les discussions qui précédèrent son élection, le comte Félix de Mérode, l'abbé Boucquéau et l'abbé Andris défendirent sa candidature ; au vote, le côté droit presque entier se prononça pour lui. Quand il fit son entrée dans le pays, il fut accueilli avec joie par le clergé. En arrivant à Ostende, il trouva, devant l'église paroissiale de St-Pierre, l'évêque de Gand revêtu de ses habits pontificaux, et, d'Ostende à Bruxelles, les curés accoururent en foule sur son passage pour le saluer. Ces liens se fortifièrent chaque jour, et quand, un peu plus tard, à l'époque de son mariage, il eut à désigner ses témoins, il alla les choisir parmi les catholiques : l'un d'eux, on s'en souvient, fut le comte Félix de Mérode.

Sa haute raison lui avait, du reste, fait discerner, du premier coup d'œil, combien la conservation de l'unionisme importait à l'avenir de la Belgique. Le jour même de son avènement au trône, le 21 juillet 1831, il adressa au pays un appel qui contenait tout un programme : « Je dois, » dit-il, dans une aussi touchante solennité, vous exprimer un de » mes vœux les plus ardents. La nation sort d'une crise violente : » puisse ce jour effacer toutes les haines, étouffer tous les ressentiments ! Je m'estimerai heureux de concourir à ce beau résultat. »

Jusqu'à la conclusion du traité de paix de 1839, l'Union subsista dans sa féconde intégrité. Les divers cabinets que le roi forma pendant les neuf premières années, furent l'image de cette situation. Dans le premier, celui de 1831, MM. Raikem, de Muelenaere et de Theux siégèrent à côté de MM. Ch. de Brouckere et Coghen ; dans le second, celui de 1832, MM. Lebeau et Rogier eurent M. de Mérode pour collègue ; dans le troisième, celui de 1834, M. de Theux s'était adjoint MM. J.-B. Nothomb, Ernst et d'Huart.

M. de Theux conserva le pouvoir jusqu'en 1840. Sa longévité ministérielle, jointe à l'abandon forcé du Limbourg et du Luxembourg, l'avait insensiblement affaibli, et, lorsqu'au commencement de 1840, le général Vandersmissen eut été rétabli sur les contrôles de l'armée dans la position de non activité, un violent mécontentement éclata dans les Chambres. La section centrale, qui avait examiné le budget de la guerre, déclara, par l'organe d'un catholique, M. Brabant, qu'elle avait vu avec regret la conduite du gouvernement. Un autre catholique, M. Dumortier, proposa de retrancher des allocations du budget le traitement de non activité destiné à Vandersmissen. L'adoption de cette pro-

position entraîna la chute du ministère. M. de Theux tomba ainsi, non sur une des questions qui, déjà sous le roi Guillaume, avaient divisé les partis et qui, bientôt, allaient les séparer de nouveau, mais sur un incident absolument étranger aux luttes politiques, et qui avait été tranché par un vote dans lequel toutes les opinions s'étaient mêlées.

Rien ne s'opposait à ce qu'un ministère mixte, expression de la majorité qui avait renversé M. de Theux, arrivât aux affaires. Cependant, le cabinet qui fut constitué le 18 avril 1840 ne renfermait que des libéraux : MM. Lebeau et Rogier y siégeaient avec MM. Liedts et Leclercq. Ce fait était en désaccord avec la composition du parlement ; mais il peut s'expliquer par la circonstance, que la majorité des catholiques avaient voté pour M. de Theux et la plupart des libéraux contre lui. D'ailleurs, et c'est là le point capital, l'avènement d'un ministère libéral n'avait ni ne pouvait avoir une signification anti-unioniste. A cette époque, l'Union n'était pas encore rompue dans les Chambres. Sans doute, M. Devaux avait déjà poussé son cri de guerre ; il avait écrit dans les premières pages de la *Revue nationale* (1), que « la situation de 1831 allait s'éteignant et se modifiant » et que « dans un avenir qui avançait, la prépondérance politique appartiendrait à l'opinion libérale. » Mais ces idées ne s'étaient pas encore manifestées dans l'arène parlementaire ; s'il fallait en fournir une preuve décisive, il suffirait de rappeler les principes énoncés par le ministère dans le programme que M. Liedts communiqua à la Chambre le 22 avril 1840 : « Le nouveau cabinet, disait-il, sait bien que dans les Chambres les opinions » se fractionnent en diverses nuances ; mais les nouveaux ministres » croient que leurs principes conviennent à toutes les opinions modérées et franchement constitutionnelles. » De son côté, M. Lebeau s'écria, le 23 avril : « Ces classifications de catholiques et de libéraux » n'ont aucun sens en présence des grands principes de liberté qui sont » consacrés par notre Constitution. Si ces divisions tendaient à se continuer, à se propager, la nation belge, entourée de grandes nations, » n'aurait qu'une existence éphémère. J'ai pensé que tous les hommes » dévoués au pays devraient s'unir pour faire cesser ces divisions. »

Ces déclarations excluaient, par leur précision, toute équivoque. Il serait donc impossible de trouver dans l'adhésion donnée par le roi à la formation du ministère de 1840 un abandon de la politique unioniste. On va voir du reste que quand, quelques mois après, le sort de cette politique fut mis en question, il refusa d'y renoncer.

(1) 1839

Les successeurs de M. de Theux conservèrent un an environ leurs portefeuilles. Pendant ce laps de temps, ils ne proposèrent aucune loi de nature à alimenter les luttes que M. Devaux et la presse libérale s'efforçaient de réveiller. De plus, MM. Liedts et Leclercq tinrent avec persévérance un langage conforme à celui qu'on avait accepté en avril 1840 comme un programme de paix et de concorde. Au mois de décembre, M. Delfosse, ayant réclamé du cabinet des mesures sévères contre quelques fonctionnaires catholiques, M. Leclercq répondit : « Le gouvernement doit et veut rester étranger à ce débat ; cette opposition » des opinions libérale et catholique, il ne doit ni ne veut la reconnaître. » Deux mois plus tard, il s'écria encore, en parlant de la *Revue Nationale* : « Les doctrines qui y sont émises, nul n'a le droit de les » lui attribuer (au ministère), elles n'ont rien de commun avec celles » qu'il a proclamées ici et dont il n'a dévié ni ne déviara. Ces doctrines, » je le dis avec regret, divisent le pays en deux camps, les catholiques » et les libéraux, et cette division, je la répudie pour mon compte. » Mais, si ces paroles offraient toute garantie, l'attitude de MM. Lebeau et Rogier, qui s'accroissait chaque jour davantage, et leur liaison intime avec M. Devaux, provoquaient de vives alarmes. Dans l'ordre administratif, les deux ministres ne tardèrent pas à faire des nominations de parti et à frapper de disgrâce plusieurs fonctionnaires catholiques ; à la Chambre, M. Lebeau se prononça en faveur de l'homogénéité politique des cabinets ; au dehors, M. Devaux se livra à une polémique de plus en plus irritante, et la presse s'abandonna à des écarts déplorables. Il était évident que, sous l'influence des idées qui régnaient au moins dans une portion des régions ministérielles, le pays s'écarterait de la route qu'il suivait depuis dix ans.

C'est alors que le Sénat, dépositaire naturel des traditions du Congrès, crut devoir, dans une adresse au roi, signaler la direction fâcheuse que le gouvernement imprimait à sa politique : « La nationalité belge, » disait l'adresse, a été fondée par l'union d'opinions divergentes » réunies dans un but commun. Le maintien de cette union peut seul » permettre le développement des nombreux éléments de prospérité » que possède le royaume et garantir son existence politique. » Ces prémisses posées, le Sénat suppliait le roi de remédier aux dangers que présentait la situation par suite des divisions extrêmes qui s'étaient manifestées dans la représentation nationale depuis l'avènement du cabinet. Que cette adresse fût opportune ou non, je n'ai pas à le rechercher ; ce qui est certain, c'est qu'en elles-mêmes les remontrances du Sénat étaient empreintes de sagesse et de clairvoyance. La suite a établi

que les craintes de la haute assemblée étaient justifiées, et que la lutte des partis, dont la gravité prochaine se laissait déjà présager, ne pouvait que nuire aux intérêts bien entendus du pays. C'est donc une puérilité, de la part de M. Juste, que d'attribuer l'adresse sénatoriale à l'hostilité de « l'aristocratie catholique » contre les ministres de 1840.

Le cabinet réclama la dissolution des chambres et subsidiairement celle du Sénat seulement. Pour la première fois, le roi eut ainsi à marquer, par une résolution solennelle, quelles étaient ses préférences. S'il accédait aux désirs du ministère, il brisait avec l'Union et il sacrifiait aux exigences de la minorité la majorité des chambres régulièrement élues par le corps électoral. S'il prenait les vœux du Sénat en considération, il s'inclinait devant les volontés de la représentation nationale et témoignait son éloignement pour les mesures inspirées par l'esprit de parti et la passion libérale.

Les deux politiques étaient en présence : celle de l'Union, en harmonie avec les besoins du régime parlementaire sagement compris, et celle du libéralisme exclusif, consistant à créer par des moyens illégitimes une majorité factice et à substituer à la souveraineté nationale le règne des violences ministérielles. Le roi comprit qu'en cédant aux demandes du cabinet, il ébranlerait les bases de notre nationalité. Il refusa donc son assentiment à la dissolution des chambres, et cette décision est d'autant plus importante qu'en la prenant, il soulevait contre lui le mécontentement factieux de la presse libérale, et qu'il se séparait de deux hommes, MM. Lebeau et Rogier, pour qui, à raison de leur participation à la fondation de notre indépendance, il ressentait une affection particulière.

L'unionisme était sorti victorieux de la crise. Le roi chargea de la formation d'un nouveau cabinet l'un de ses représentants les plus éminents, M. J. B. Nothomb, dont il avait apprécié les qualités hors ligne dans les négociations qui avaient abouti au traité de 1859. M. Nothomb accepta cette mission, et il constitua, à l'aide de toutes les nuances de la majorité, un ministère qu'il caractérisa en ces termes : « Le cabinet » actuel est le point culminant d'une situation. Après lui, il faut presque » inévitablement que le pouvoir se porte à droite ou à gauche. »

Une question capitale, qui déjà, depuis plusieurs années, était l'objet des méditations des hommes d'État, ne tarda pas à se poser devant le parlement, je veux parler de la question de l'instruction primaire. M. Nothomb se donna pour tâche de la résoudre, et il parvint, par une heureuse conciliation des prétentions opposées des partis, à faire adopter presque à l'unanimité la loi du 23 septembre 1842, consécration

dans cette importante matière de la politique unioniste. Le roi sanctionna avec plaisir l'œuvre des chambres. Le jour même où il y apposa sa signature, il écrivit à M. Nothomb une lettre pleine d'effusion où il le félicitait chaleureusement du succès qu'il avait remporté. Les principes fondamentaux de la loi reflétaient ses dispositions personnelles. Il redoutait pour le peuple, ainsi que le constate M. Juste (1), l'enseignement civil sans éducation religieuse obligée, et cette conviction, il la conserva jusqu'à la fin de sa carrière. Dans une lettre adressée à M. Dechamps le 24 février 1860, il disait encore : « Vous connaissez » depuis longtemps mes sentiments et combien je crois que l'existence » d'un esprit religieux est dans l'intérêt des populations. »

M. Nothomb garda le pouvoir pendant quatre années. En 1845, il se retira à la suite des victoires partielles qu'avait obtenues dans les élections le libéralisme exclusif, bien que ces victoires n'eussent pas diminué d'un manière sensible la majorité unioniste. Le roi fut affligé de la retraite d'un conseiller avec qui il était en accord parfait sur la direction des affaires publiques, et il ne perdit jamais le souvenir de leurs relations et de leur conformité de vues : « De tous les hommes » politiques du pays, lui écrivait-il le 20 juillet 1856, vous êtes celui » qui m'a témoigné le dévouement le plus vrai et le plus constant que » jamais le plus petit nuage n'a obscurci. »

En se séparant du ministre qui personnifiait en quelque sorte l'unionisme, le roi était bien résolu à ne pas rompre avec son système. Néanmoins, il comprit qu'il convenait de tenir compte dans une certaine mesure des quelques progrès que le libéralisme avait récemment faits, et, sous l'empire de cette préoccupation, il s'adressa officiellement à M. Rogier, qui semblait, tant à raison de ses services de 1850 que de sa grande position parlementaire, devoir être le pivot de toute combinaison ministérielle nouvelle. Il se flattait que le libéralisme considérerait comme une satisfaction suffisante l'avènement aux affaires d'un de ses champions les plus éminents, et que celui-ci ne renierait pas d'une façon absolue le drapeau sous lequel il avait vaillamment combattu. M. Rogier se montra disposé à accepter le pouvoir, s'il lui était définitivement offert, mais à la condition d'être désormais libre de dissoudre les chambres, dès qu'il le jugerait opportun : c'était annihiler l'indépendance de la royauté, et réclamer pour soi-même une sorte de dictature. Le roi rejeta la condition. Il consentait bien à traiter avec les chefs du parti libéral, mais non à se rallier à leurs doctrines exclusives. Con-

(1) T. II, p. 101.

vaincu de la nécessité du maintien de la politique unioniste, il fit appel au dévouement d'un des hommes qui s'en était montré avec persévérance le partisan, M. Van de Weyer, et celui-ci s'empressa de composer un ministère mixte. L'événement prouva que la situation avait été bien appréciée par la couronne ; car la Chambre vota, par 63 voix contre 23, en réponse au discours du trône, une adresse qui affirmait hautement le programme que le gouvernement représentait : « La » Chambre, disait-elle, aura à se rappeler que la constitution sur » laquelle s'appuie la nationalité belge, est l'œuvre de la conciliation » entre les hommes modérés de toutes les opinions. Persuadés comme » vous, Sire, que le même esprit de conciliation doit, pour le bonheur » du pays, présider à la direction de ses plus chers intérêts, nous ve- » nons offrir à Votre Majesté l'assurance du concours bienveillant » que nous sommes disposés à prêter au gouvernement. »

Des dissidences intérieures vinrent bientôt dissoudre le cabinet de M. Van de Weyer, six mois après sa formation. Le roi, se berçant toujours de l'illusion que l'on pourrait modérer le parti libéral en l'appelant aux affaires, remit de nouveau, entre les mains de M. Rogier, l'héritage de ses conseillers démissionnaires. M. Rogier accepta et soumit à la couronne le programme suivant :

- » 1° Indépendance respective du pouvoir civil et de l'autorité religieuse. Ce principe, en harmonie avec le texte et l'esprit de la Constitution, doit dominer toute la politique. Il trouverait notamment son application dans la loi sur l'enseignement moyen. Rien ne serait négligé pour assurer, par voie administrative, aux établissements laïques le concours de l'autorité religieuse.
- » 2° Jury d'examen. Le mode actuel de nomination du jury devra subir les modifications indiquées comme nécessaires par l'expérience et conformes à l'esprit de la Constitution.
- » 3° Le nombre des représentants et des sénateurs devrait être mis en rapport avec l'accroissement de la population, conformément à l'article 49 de la Constitution.
- » 4° Retrait de la loi du fractionnement, et avis conforme de la députation permanente pour la nomination du bourgmestre en dehors du conseil.
- » 5° Moyens défensifs contre l'hostilité éventuelle des fonctionnaires publics.
- » 6° Jusqu'aux élections de 1847, dissolution éventuelle des chambres : 1° en cas d'échec sur les propositions indiquées ci-dessus ; 2° sur n° 1 à 4, sur une question de confiance ou le vote d'un budget ;

- » 2° s'il arrivait que, par une opposition journalière et combinée, la
- » marche du ministère fût entravée au point qu'il ne pût plus rester
- » sans compromettre la considération du pouvoir ou les intérêts du
- » pays. »

Je ne dirai certes pas qu'un tel programme eût dû être accepté; mais, lorsqu'on envisage qu'il était la charte du libéralisme en 1846, et qu'on songe à quel point il a été dépassé depuis, on ne peut s'empêcher de regretter un temps dont les doctrines les plus extrêmes seraient presque acceptées aujourd'hui comme un bienfait. Quoiqu'il en soit, le roi repoussa les prétentions de M. Rogier. Il voulait bien un cabinet libéral aux affaires, mais, ce qui lui répugnait, c'était de livrer à ce cabinet la majorité unioniste, et de lui permettre, en pesant sur le corps électoral, de remplacer celle-ci par une majorité exclusive. A ses yeux, les chambres devaient servir de frein et non d'instrument au gouvernement.

Ainsi, pour la troisième fois depuis 1841, le roi s'était prononcé en faveur de l'Union. Dans les débats qui suivirent au parlement la décision royale, M. Rogier s'écria : « Appelés à apporter au pays une politique » nouvelle, quel était notre droit incontestable? c'était de réclamer pour » une politique nouvelle des chambres nouvelles. » Or, c'est là précisément ce dont le roi ne voulait pas : les chambres n'avaient démerité ni du pays ni de lui-même ; rien n'eût justifié des mesures hostiles à leur égard.

La situation n'était pas cependant sans difficultés. Le parti libéral tout entier soutenait M. Rogier et interdisait à ses membres d'entrer dans une combinaison mixte. Il restait une ressource, c'était de confier la défense de la politique unioniste au seul des deux partis qui ne l'avait pas répudiée. M. de Theux fut donc investi de la mission de former un nouveau cabinet. Ce cabinet fut exclusivement composé de catholiques ; mais il suivit la même ligne de conduite que ses prédécesseurs ; il ne présenta aucune loi de parti, et il accepta comme président de la Chambre, M. Liedts, un des ministres de 1840.

On arriva ainsi en 1847. Les élections de cette année furent plus favorables encore à l'opinion libérale que celles de 1845. Cette fois, M. Rogier pouvait accepter le pouvoir sans réclamer le droit illimité de dissolution, les chambres, telles qu'elles étaient composées, lui offrant un appui suffisant. Le ministère qui remplaça M. de Theux, et qui est connu sous le nom de ministère du 12 août, fit connaître son programme dans une circulaire aux gouverneurs. Après avoir dit qu'en tête de ce programme figuraient deux principes, l'indépendance du pouvoir civil et un respect sincère pour la foi et pour les dogmes, il ajoutait :

« Les membres du cabinet se sont également mis d'accord sur les » quatre questions suivantes qu'ils ont résolu de porter devant les » chambres : 1° jury d'examen universitaire ; renforcer l'action du » gouvernement dans la nomination des membres du jury, et changer, » en conséquence, le mode de nomination actuel ; 2° faire cesser les » effets fâcheux de la loi du fractionnement de la commune, en revenant au mode d'élection consacré par la loi de 1836 ; 3° le pouvoir » de nommer les bourgmestres en dehors du Conseil ne pourra être » exercé que de l'avis conforme de la députation permanente ; 4° l'adjonction des capacités aux listes électorales entre également dans les » vues du nouveau cabinet. Il est entendu qu'il ne peut s'agir que des » capacités officiellement reconnues ou brevetées. Elles seront empruntées aux listes du jury. »

La circulaire se terminait ainsi :

« Loin de nous la pensée d'une administration réactionnaire, étroitement » partiale. Nous la voulons bienveillante et juste pour tous sans » distinction d'opinions politiques. »

Encore une fois, je me garderai bien de justifier un programme qui allait devenir le point de départ d'un ère tristement nouvelle. Néanmoins, on doit le reconnaître : tel est le caractère actuel de la politique libérale, que les déclarations qui précèdent seraient considérées aujourd'hui, sinon comme tout à fait anodines, au moins comme assez rassurantes. Il est remarquable en effet qu'elles ne faisaient allusion à aucune des mesures si nombreuses qui, depuis quelques années, se succèdent sans relâche et qui ont profondément alarmé les consciences catholiques, et, qu'en promettant à tout le monde bienveillance et impartialité, elles semblaient exclure le déplorable système de nominations de parti que l'audace du jour applique sans vergogne. Si le cabinet du 12 août n'était pas sorti des termes de sa circulaire, la situation n'aurait pas sensiblement changé. Le passé du roi ne s'opposait donc pas d'une manière absolue à ce qu'il donnât son assentiment aux principes de ses nouveaux conseillers et aux lois qu'ils annonçaient l'intention de porter. Du reste, en présence de la modification qui s'était produite dans les forces respectives des partis au sein des chambres, il fallait bien qu'il s'entourât des représentants de la majorité libérale. L'important, pour connaître sa pensée intime, c'est d'étudier ses actes, non quand il avait la main forcée, mais quand aucune entrave ne gênait ses résolutions.

Il y avait pourtant dans le plan du cabinet tel que le traçait sa circulaire administrative, un mot qui pouvait devenir gros de conséquences fâcheuses et qui le devint en effet. Les ministres y disaient « qu'une

politique nouvelle allait présider à la direction des affaires. » Mais, à ce moment, nul ne prévoyait tout ce que l'on ferait rentrer dans ce mot.

Quelle fut, sous le ministère du 12 août, la mission que se donna le roi ? Après les élections de 1848, la Chambre comptait plus de 80 députés libéraux, et à peine 25 députés catholiques ; les premiers étaient maîtres de la situation, les seconds frappés d'impuissance. Le roi s'attacha à empêcher que le parti vainqueur n'abusât de sa prépondérance. « Croyant toujours, dit M. Juste, à la nécessité de l'union des partis, il s'appliquait à écarter autant que possible du terrain politique toute question irritante. Il était loin d'épargner, sous ce rapport, ses conseils et ses recommandations (1). »

Bientôt surgit la première des grandes questions religieuses dont la solution devait faire de la Belgique libérale l'antithèse de la Belgique de 1830. En 1847, M. de Haussy inaugura en matière de fondations charitables une jurisprudence contraire à tous les précédents administratifs, et qui, en réformant les testaments, marquait l'aversion de la politique nouvelle pour la charité catholique et libre. Le roi s'en émut, et, le 20 février 1849, il écrivit à son ministre de la justice la lettre suivante :

« Mon cher ministre,

» Il me paraît désirable d'examiner la marche à suivre relativement aux
» actes de bienfaisance soumis à l'approbation du gouvernement.

» La plupart des pays laissent avec raison une très-grande latitude à la
» bienfaisance, et, chez nous, l'esprit du pays et nos institutions indiquent
» suffisamment l'opportunité qu'il y a à suivre cette politique.

» En premier lieu, je crois qu'il est désirable de laisser autant que possible
» décider ces questions par l'autorité provinciale et de ne pas additionner les
» legs laissés à des localités différentes.

» En second lieu, on ne devrait pas contrarier les volontés des donateurs
» et bienfaiteurs publics, à moins de raisons importantes.

» Les deux pays où le régime constitutionnel se trouve le mieux entendu,
» l'Angleterre et les États-Unis d'Amérique, ne mettent aucune entrave aux
» donations et actes de bienfaisance des particuliers. Le principe qu'un indi-
» vidu peut accorder ses dons et libéralités au public ou à des particuliers,
» comme il l'entend, me paraît seul en harmonie avec la liberté réelle que
» chacun en ces matières peut réclamer. Il est du reste évident, et cela est
» ainsi déjà envisagé par beaucoup de personnes que, si l'on continue à con-
» trarier les donateurs, on mettra fin aux actes de bienfaisance, et les com-
» munes se trouveront ainsi privées de précieuses ressources, qui étaient le
» résultat des inspirations les plus nobles.

» LÉOPOLD. »

(1) T. II, p. 132.

Ainsi, dès le début de la réaction anti-religieuse qu'amena l'avènement de l'opinion libérale aux affaires, le roi se rangea parmi ses adversaires.

Le cabinet du 12 août tenait depuis cinq ans les rênes du gouvernement, lorsque des défaites électorales et des difficultés de plusieurs sortes provoquèrent, le 17 septembre 1852, la retraite de M. Frère. Les autres ministres gardèrent leurs portefeuilles. L'opposition avait reconquis, dans les dernières élections, un grand nombre de sièges; elle ne disposait pas encore de la majorité; mais l'heure du triomphe complet ne paraissait plus devoir se faire attendre longtemps. Le roi se rendait parfaitement compte du revirement qui s'était produit dans l'opinion publique, et il se hâta de le favoriser en posant à quelques semaines d'intervalle deux actes significatifs. Il appela d'abord au département des finances, pour remplacer M. Frère, un homme, M. Liedts, dont le passé tout entier donnait les gages les plus sérieux à une politique modérée. Puis, quand peu après les anciens collègues de M. Frère eurent senti la nécessité de donner à leur tour leur démission, il chargea de la formation d'un nouveau cabinet, M. H. de Brouckere, dont les idées de pacification étaient bien connues, et dont les antécédents promettaient la fin du règne de l'exclusivisme libéral. Dans son programme, M. de Brouckere inséra la déclaration suivante: « Le ministère doit » être libéral par essence, invariable dans ses principes, mais disposé » à toute conciliation raisonnable et résolu à éviter tout ce qui pourrait » faire naître des luttes vives entre les partis; *il devait surtout avoir » pour mission et pour but une trêve honorable pour tout le monde et » heureuse pour le pays qui la désire.* » Ces paroles exprimaient autant les sentiments du roi que ceux de la majorité de la représentation nationale, et l'on pouvait sans illusion y voir un premier retour vers l'unionisme.

La trêve dura deux ans et demi. En 1855, divers échecs parlementaires, succédant aux victoires électorales remportées par les catholiques en 1854, déterminèrent M. de Brouckere et ses collègues à donner leur démission. La situation commandait un pas de plus vers l'unionisme et amena la constitution d'un ministère de centre droit, dont M. Dedecker fut le chef. « Le roi Léopold, dit M. Juste, avait une grande estime pour le caractère de M. Dedecker et ses convictions unionistes fortement prononcées. » Aussi témoigna-t-il à maintes reprises au cabinet qu'il présidait ses plus vives sympathies. Il l'appelait « le cabinet de » son cœur, » et, quand celui-ci eut fait passer, en 1856, la loi sur les extraditions qui avait soulevé sur les bancs de la gauche les déclama-

tions les plus injustes et les plus excessives, le roi écrivit à M. Alph. Nothomb, le 10 avril 1856 : « Je vous ai déjà adressé de vive voix mes » félicitations sur l'heureuse issue de la loi d'extradition. La question » avait une haute importance, et je suis heureux de pouvoir vous dire » combien j'ai apprécié le talent et la fermeté dont vous avez fait preuve » en cette circonstance. »

Bientôt une occasion solennelle se présenta pour le roi de parler au pays. Le 21 juillet 1856, on célébra avec une grande pompe les fêtes du 25^e anniversaire de son avènement au trône. Répondant aux adresses de la Chambre et du Sénat, il prononça les remarquables paroles que voici : « Il nous reste un devoir à remplir, c'est de poursuivre et » d'achever, dans le même esprit qui a présidé à son origine, l'œuvre » de sa jeune et brillante civilisation. Pour le passé, c'est l'union qui a » fait notre force aux jours de triomphe de notre nationalité, comme » aux jours d'épreuve dans lesquels elle a retrempé sa vigueur. Pour » l'avenir, c'est encore dans l'union que réside le secret de notre prospérité, de notre grandeur et de notre durée. » Qu'on rapproche ces paroles de celles prononcées vingt-cinq années auparavant et que nous avons rappelées plus haut, et l'on reconnaîtra que le roi était demeuré inébranlable dans ses sentiments, et que sa conviction se basait sur la double autorité de sa haute raison et d'une expérience déjà longue.

Hélas ! le proverbe n'est que trop vrai : les jours se suivent et ne se ressemblent pas.

Les fêtes du 21 juillet 1856, qui avaient réuni dans un même élan de bonheur patriotique tous les cœurs belges, devaient avoir le plus triste lendemain.

Le cabinet avait promis, lors de son entrée aux affaires, de résoudre la question de la charité de manière à sauvegarder les droits de la liberté. La loi qu'il présenta dans ce sens consacrait le maintien de l'état de choses qui avait existé sous l'empire de la politique unioniste. Elle donnait aussi satisfaction aux opinions personnelles du roi. Rien ne présageait donc les complications qui allaient éclater, et au seuil desquelles nous devons nous arrêter pour clore la première période du règne de Léopold I^{er}.

Vingt-six années s'étaient écoulées depuis que le fondateur de notre dynastie était monté sur le trône. Nous les avons successivement parcourues, et nous avons rencontré chez le roi une fidélité constante aux principes de l'unionisme.

Ce sera à la postérité de dire s'il s'était trompé en plaçant le salut du pays dans ce système de gouvernement.

II.

Je ne me propose pas dans ce travail de retracer les événements de 1857, de rappeler les excitations factieuses dont retentit la tribune nationale et les manifestations déplorables dont les rues de nos grandes villes furent le théâtre, ni même de juger la conduite de la droite, de la gauche et du ministère. Je n'ai d'autre but que de mettre en lumière le rôle personnel du roi, et c'est ici que l'ouvrage de M. Juste est précieux par les renseignements qu'il renferme. Laissons-lui d'abord la parole. Après avoir raconté les incidents à jamais regrettables qui signalèrent l'issue des séances de la Chambre des 27 et 28 mai, il ajoute :

« A neuf heures du soir (le 28 mai), le roi, qui venait du château de Laeken » à Bruxelles pour présider le conseil des ministres, fut cependant l'objet » d'une bruyante ovation. Mais les acclamations du peuple ne dissipèrent point » son profond déplaisir : il était irrité, humilié de voir compromise au dehors » la bonne réputation de la Belgique. Le conseil s'étant réuni, il émit l'opinion qu'il fallait arriver sans retard au rétablissement de l'ordre, dût-on » recourir à l'état de siège : « Je monterai à cheval, s'il le faut, dit-il, pour » protéger la représentation nationale ; je ne laisserai pas outrager la majorité. » Sa voix, son geste, son regard, tout révélait une indignation profonde : « C'est la mort du régime parlementaire, continua-t-il avec plus de » force encore. Vous comprenez cela, Messieurs ; vous comprenez qu'aujourd'hui, 28 mai, on a clôturé le régime parlementaire, on a violé la Constitution : oui, on a violé la Constitution. J'ai tenu mon serment depuis vingt-six » ans ; on vient de m'en dégager. Qu'on ne l'oublie pas ! » Déjà le ministre de » la guerre, à la suite d'une entrevue avec le roi, avait donné l'ordre de faire » diriger sur Bruxelles et les environs les troupes disponibles dans les autres » villes. Le roi, après une heure de délibération, déclara que son intention » était de réunir le lendemain les principaux membres de l'opposition et de leur » exprimer les sentiments pénibles que cette agitation faisait naître en lui. Une » pareille démarche pouvait paraître insolite ; mais les circonstances l'autorisaient. Toutefois, le conseil s'étant réuni de nouveau le lendemain, à midi, » il ne fut plus question de cette convocation des chefs de la gauche. Le roi » avait conçu un autre projet : il présenta au conseil un papier où les trois » articles votés le 27 étaient écrits, et il proposa d'en faire une loi spéciale le » jour même, séance tenante de la Chambre. Par ce moyen, on préserverait la » dignité du gouvernement, et on mettrait un terme à une discussion qui agitaient le pays. Deux ministres approuvèrent vivement l'idée du roi et les » autres finirent par s'y rallier. Mais, à la suite de conférences qui eurent lieu à » la présidence de la Chambre, entre les délégués des deux partis, une proposition d'ajournement au 2 juin finit par prévaloir. On voulait laisser aux » esprits le temps de s'apaiser. Le 30 mai, la situation changea encore : les » ministres, ayant appris que jamais la gauche ne consentirait à une transaction impliquant la reconnaissance des principes mêmes de la loi, revinrent à » l'idée de faire un projet séparé des articles déjà adoptés et de le faire voter

» en la séance du jour. Cependant de nouvelles inquiétudes venues des provinces et les informations données sur les dispositions de Bruxelles occasionnèrent des dissidences au sein même du cabinet. Les ministres s'étant de nouveau réunis sous la présidence du roi, la majorité proposa d'ajourner les chambres pour quelques jours, et le roi, quoiqu'il eût préfééré le vote d'un projet spécial, signa l'arrêté. Le ministre de l'intérieur se rendit à la Chambre et en donna lecture. »

Tout ce récit est d'une importance capitale. Lors de l'apparition du livre de M. Juste, des journaux libéraux ont cherché à mettre en doute le langage que l'auteur prête au roi dans la soirée du 28 mai. Ce langage est pourtant rigoureusement exact et je crois être en mesure de l'affirmer.

Il résulte des renseignements qui précèdent que, pendant la crise, Léopold a soutenu, avec une énergie pleinement à la hauteur de la situation, la majorité des chambres et l'ordre constitutionnel. Il avait compris que, si le pacte fondamental l'astreignait dans les circonstances normales à une attitude presque passive, il était de son devoir, dans les difficultés suprêmes où l'autorité semble échapper des mains de tous les autres pouvoirs, d'user de son prestige et d'invoquer les services rendus pour préserver les éléments essentiels de notre nationalité, de notre avenir et de notre organisation politique. Le rôle qu'il a joué à ce moment constitue sans contredit l'une des pages les plus honorables de son règne. Vouloir 1° défendre lui-même la représentation nationale et la majorité menacées ; 2° convoquer les membres de l'opposition pour leur adresser des reproches sévères ; 3° faire des trois articles votés par la Chambre une loi spéciale, et introduire ainsi dans notre législation les principes essentiels du projet ministériel sur la charité, — c'était se montrer animé de l'esprit de décision et de vigueur nécessaires à l'obtention du succès ; c'était agir à la fois en honnête homme et en souverain fidèle à ses serments.

L'histoire recherchera pourquoi les volontés du roi demeurèrent stériles. Ce qui est certain, c'est que son appui était acquis au ministère et à la majorité pour refuser au désordre toute concession qui pût substituer le règne de la rue au règne de la loi. Les divers avis qu'il avait émis les 28 et 29 mai ayant été successivement écartés, la victoire de l'émeute devint complète, les chambres furent ajournées et le projet de loi sur la bienfaisance abandonné. Le 13 juin, le cabinet, dans un rapport qu'il lui adressa, proposa la clôture de la session législative. Le roi ne pouvait s'y refuser ; il n'était pas parvenu à faire prévaloir les idées d'énergie ; il ne lui restait qu'à suivre le courant. Toute-

fois, il profita de l'occasion pour adresser à M. Dedecker une lettre célèbre qu'on ne saurait assez relire et où il lui communiquait ses vues sur la situation. Il y proclamait d'abord la nécessité de la politique unioniste : « Je n'hésite pas à le dire, il faut chez les partis de la mo-
 » dération et de la réserve. Je crois que nous devons nous abstenir
 » d'agiter toute question qui peut allumer la guerre dans les esprits. Je
 » suis convaincu que la Belgique peut vivre heureuse et respectée, en
 » suivant les règles de la modération. » Et il terminait, en se rendant solidaire de la majorité et du cabinet : « Dans les circonstances où
 » nous sommes, la majorité de la Chambre, dont les vœux comme
 » majorité sont et doivent être mon guide, a une noble position à
 » prendre. Mon désir est de continuer à veiller avec vous et avec vos
 » collègues aux intérêts de ce beau et bien aimé pays. »

On doit donc rendre à Léopold I^{er} une justice que, d'après les apparences, on a été parfois tenté de lui disputer : c'est qu'en face des menaces de la gauche, de l'agitation de la rue et des provocations persistantes de la presse, il ne faiblit pas un seul instant. Les émotions contagieuses dont il avait constaté lui-même l'existence dans sa lettre à M. Dedecker, avaient semé bien des égarements dans les esprits ; le cabinet ne jouissait plus de cette popularité générale que les déclarations solennelles de M. Vilain XIII, après le congrès de Paris, avaient si fortement consolidée. Pourtant le roi n'entendait pas abandonner ses conseillers ; bien que plusieurs d'entr'eux se fussent séparés au milieu des émeutes de sa manière de voir, il voulait porter avec eux le fardeau de la situation. Le 24 juin, alors qu'ils étaient réunis en conseil, il leur disait encore : « Vous avez une grande et noble mission à remplir ;
 » vous êtes le bouclier des gens modérés du pays (1). »

Trois mois se passèrent sans incident notable. On arriva au 18 octobre, date à laquelle se tint un conseil des ministres. Le parti libéral annonçait avec bruit l'intention de donner aux prochaines élections communales une signification politique. En agissant ainsi, il se conformait à ses antécédents ; le fait n'était donc pas nouveau et ne pouvait dès lors exercer sur la marche générale des affaires une influence que jamais on ne lui avait reconnue dans le passé ; d'ailleurs les esprits avaient la fièvre, et ce n'est à coup sûr pas à un pareil moment qu'il convenait de leur demander une direction. Le roi avait discerné tout cela, et, dans le conseil du 18 octobre, « il fut d'avis, rapporte M. Juste, contrairement même à l'opinion de M. Dedecker et de quelques-uns de ses collègues, qu'ils ne devaient pas attacher trop d'importance

(1) Juste, t. II, p. 180.

aux prochaines élections communales. » « Souvenez-vous, ajouta-t-il, » que vous avez toute ma confiance. » En disant ces mots, le roi leva la séance qui avait déjà duré deux heures ; mais, arrivé à la porte, il revint vers eux, et, debout, s'appuyant sur le dos de son fauteuil, il leur dit encore : « Souvenez-vous que vous êtes dans la forteresse et » que j'y suis avec vous, et que personne ne peut vous en faire sortir » que vous-mêmes. » Paroles aussi sensées que loyales, qui prouvent que, loin d'abandonner ses conseillers, le roi les encourageait et s'efforçait de les prémunir contre une fausse appréciation de la situation.

Les élections communales eurent lieu le 27 octobre. Les villes importantes donnèrent la majorité à l'opposition, comme elles l'avaient fait aux élections antérieures ; bien avant cette époque, Bruxelles, Liège, Anvers, Bruges, Mons, Tournai, Louvain, etc., étaient administrés par des bourgmestres libéraux ; M. Delehayé avait, il est vrai, été battu à Gand : mais, outre que les fluctuations d'opinions étaient fréquentes dans cette localité, son échec n'était évidemment pas de nature à changer la politique du pays. A la nouvelle des résultats électoraux, deux avis se produisirent parmi les ministres. Plusieurs préconisèrent la retraite du cabinet ; d'autres, son maintien. Le 30, les premiers envoyèrent collectivement leur démission au roi, en la basant sur le seul motif que voici : « Le cabinet, qui a considéré comme un devoir de ré- » sister à des manifestations illégales, peut-il ne pas tenir compte de » la manifestation légale qui vient d'avoir lieu dans les principales » villes du pays ? Nous ne le croyons pas. »

Le lendemain, les deux autres ministres, MM. A. Nothomb et Mercier, adressèrent à leur tour leur démission au roi, mais uniquement pour ne pas se séparer de leurs collègues. Dans une lettre très-remarquable, ils réfutaient la raison alléguée par ceux-ci pour justifier leur retraite. « Le fait électoral qui vient de se produire, disaient-ils, n'est pas nou- » veau. En 1854 comme en 1856, pas une seule grande ville n'a donné » la majorité aux candidats conservateurs pour les chambres, et, s'il eût » fallu tenir exclusivement compte de cette tendance des élections des » grands centres, depuis longtemps aucune administration modérée » n'eût été possible. La pensée du pays, Dieu merci, n'est pas tout » entière dans les grandes villes, et, hier encore, l'attitude des campagnes » comme celle des petites villes protestait contre l'esprit exclusif qui » domine, et, plutôt dire, qui opprime les premières (1). »

(1) Le texte des démissions des 30 et 31 octobre a été publié pour la première fois en son entier par M. Juste. Il mérite d'être lu attentivement.

Il n'y avait rien à répondre à ce raisonnement judicieux, et M. Rogier a reconnu le 4 juin 1864 qu'en droit, les élections communales ne pouvaient avoir pour effet le renversement du ministère. MM. Nothomb et Mercier donnaient donc bien leur démission, mais l'ensemble de leur lettre commandait une autre solution ; eux-mêmes, ils l'indiquaient en ces termes : « Nous ne croyons pas que la situation exige la retraite » du cabinet. Nous croyons au contraire qu'il faut nous maintenir au » poste que le roi nous a confié, et qu'à le quitter, il y a pour l'avenir » du pays plus de péril qu'à y rester. » Cette solution, ils l'appuyaient, indépendamment des considérations qui précèdent, sur le devoir de ne pas sacrifier la majorité qui, après les avoir portés aux affaires, les avait défendus fidèlement et courageusement.

La conduite que le roi avait à tenir semblait toute tracée par les opinions qu'il avait émises et les conseils qu'il avait prodigués depuis le mois de mai. Remettre le pouvoir entre les mains de la gauche, c'était donner gain de cause aux soulèvements populaires, puisque sans eux les élections communales n'auraient en aucune hypothèse produit ce résultat ; rendre désormais l'accès du pouvoir extrêmement difficile aux catholiques, puisque l'émeute victorieuse une première fois allait acquérir la conscience de sa force ; désorganiser le mécanisme de nos institutions, puisque les élections communales se substituaient aux élections législatives pour dicter la loi au gouvernement ; porter enfin au caractère du régime représentatif une atteinte irréparable, puisque la souveraineté échappait aux chambres. Il paraissait donc impossible que le roi adoptât une semblable solution. Il avait déclaré cinq mois auparavant que les vœux de la droite *devaient* être son guide. En tenant ce langage, il s'était interdit de la briser, en la livrant à ses adversaires. De bons esprits ont soutenu la convenance, en présence des derniers événements, d'un appel au pays ; mais confier cet appel à un cabinet libéral, c'était le charger de disperser la majorité catholique en frappant ses partisans de découragement et les fonctionnaires de terreur ; c'était altérer d'avance et de propos délibéré l'expression de la volonté nationale.

Je le répète donc : ses antécédents comme les règles du gouvernement représentatif faisaient au roi l'obligation de s'opposer énergiquement à la démission de ses conseillers, d'investir, si M. Dedecker persistait dans sa détermination, MM. Nothomb et Mercier de la mission de former un nouveau cabinet, et, dans le cas où ceux-ci ne consentiraient pas à se séparer de leurs collègues, de remettre aux chefs de la droite, MM. de Theux, de Muelenaere, Malou, Dechamps, d'Anethan, etc.,

la succession des ministres démissionnaires. Et qu'on ne dise pas que ces démarches eussent échoué : un fait indubitable et que je suis en position d'affirmer, c'est que M. Dechamps eût accepté le pouvoir.

Chose extraordinaire ! le roi se borna à insister auprès de M. Dedecker pour qu'il revînt sur sa résolution. Il ne s'adressa ni à MM. Nothomb et Mercier, ni à aucun des chefs de la majorité. Il y a plus, — et ce détail est, je crois, peu connu, — M. Dedecker, bien qu'il n'eût pas répondu d'une manière affirmative aux sollicitations du roi, comptait ouvrir les chambres, et ses amis ne désespéraient pas de le déterminer à retirer sa démission. Tout à coup, dans la matinée du 8 novembre, pendant qu'il délibérait avec plusieurs hommes politiques sur l'attitude à prendre le lendemain, M. Van Praet vint lui annoncer qu'un cabinet libéral était formé. Le roi s'était brusquement retourné vers MM. Rogier et Frère, et il les avait autorisés à dissoudre la Chambre. Neuf jours seulement s'étaient écoulés entre la démission de M. Dedecker et l'avènement de ses successeurs !

Nul n'a réussi à expliquer jusqu'à présent d'une manière satisfaisante les causes du revirement du roi et la précipitation avec laquelle il s'est produit. Ce revirement a étonné le parti libéral lui-même qui ne comptait pas sur une pareille fortune. M. Rogier a déclaré, le 16 novembre 1858, « que sa surprise avait été grande, lorsqu'on l'avait » chargé de la formation d'un nouveau gouvernement, » et le 4 juin 1864, « qu'il avait insisté pour que M. Dedecker restât aux affaires. » En 1844, la couronne avait refusé de sacrifier les chambres au parti libéral modéré, alors que celui-ci occupait le pouvoir ; en 1857, elle a sacrifié les chambres au parti libéral exagéré, alors que celui-ci était dans l'opposition. Si d'ailleurs on compare le dénouement donné à la crise, le 8 novembre, par le roi, avec les vingt-six premières années de son règne, avec ses actes et ses paroles des mois de mai, juin et octobre 1857, la contradiction saute aux yeux.

Il faut donc le reconnaître : il y a ici un mystère qui n'a pas été éclairci.

Dira-t-on que le roi, en voyant ses ministres déposer leurs portefeuilles, s'est imaginé que le parti catholique abdiquait entre les mains du parti libéral ? Évidemment, il n'a pu avoir cette pensée, puisqu'il n'avait consulté aucun des députés ni des sénateurs de la droite que leurs antécédents et leur talent appelaient naturellement aux affaires.

En l'absence d'une explication certaine, il est permis cependant de hasarder une conjecture. Qu'on se rappelle les paroles prononcées par le roi dans la soirée du 28 mai ; il s'était écrié qu'on avait violé la

Constitution et clôturé le régime parlementaire ; postérieurement à cette date, il avait semblé reprendre confiance ; mais cette confiance était subordonnée à une condition, celle du concours de son ministère. Le ministère se retirant, n'a-t-il pas perdu courage ? Ne s'est-il pas dit que, le parti libéral voulant le pouvoir et M. Dedecker renonçant à le lui disputer, il n'était plus possible de faire fonctionner régulièrement le régime représentatif et de réagir contre les conséquences des émeutes de mai ? N'a-t-il pas jugé que le règne du libéralisme était désormais assuré et qu'il fallait le laisser gouverner le pays en maître, quelles que fussent ses exigences, sous peine d'aboutir à une révolution ? Si cette conjecture était fondée, j'ajouterais ceci : c'est que le roi, tout en cédant à ce qu'il aurait cru, à tort selon nous, être la force des choses, aurait voulu au moins consolider son trône et sauvegarder l'avenir de sa dynastie, en stipulant vis-à-vis du parti libéral le développement de notre organisation militaire et l'établissement d'un système défensif redoutable ; c'est qu'il aurait, en échange du pouvoir, réclamé des chefs de la gauche l'adhésion à ses vues sur les questions militaires. Qu'on me comprenne bien : je me garde d'affirmer qu'un tel accord soit intervenu ; mais j'ose dire que les événements subséquents l'ont rendu vraisemblable, et que seul il explique la volte-face du roi.

III.

Nous arrivons ainsi à la troisième période du règne de Léopold I^{er}, et nous allons la voir, dès le début, dominée par les préoccupations militaires. Le cabinet du 9 novembre, malgré les exigences de son origine, leur donna le pas sur les lois de parti qu'il méditait, et cela bien qu'aucune complication extérieure ne fût venue menacer l'intégrité de la Belgique.

Je ne prétends certes pas qu'avant 1857 le roi fût indifférent à la force de notre armée et à la défense du pays ; mais, ce que je soutiens, c'est qu'à partir de cette époque il a attaché à ces deux intérêts une importance prépondérante. Jusque-là, sa manière de voir ne s'était pas révélée au grand jour ; postérieurement à 1857, il la fit connaître plusieurs fois publiquement, indiquant ainsi le prix qu'il y attachait.

On se rappelle qu'en 1850, une fraction notable du parti libéral réclamait des réductions sur le budget de la guerre. Le roi envisageait cette hostilité avec un vif déplaisir. Le 28 septembre 1850, il écrivait à M. Lebeau : « Nous voyons des tendances à se laisser aller à une » sécurité que rien ne justifie. Il y a des idées purement économiques

» qui auraient pour résultat la désorganisation des moyens de défense
 » du pays. Il ne faut pas oublier 1831. Un pays ne saurait s'exposer
 » deux fois au même danger sans périr. » Une autre lettre adressée à
 M. Rogier, le 23 décembre 1850, reflète les mêmes sentiments : « Je
 » n'ai jamais, disait-il, fait de l'armée un amusement personnel ; mais
 » je vois en elle l'indépendance de la Belgique ; sans bons moyens de
 » défense, vous serez le jouet du monde. » Plus tard, en 1853, lors
 de la discussion de la loi sur l'organisation de l'armée, il dicta lui-même au colonel Renard, nommé commissaire du gouvernement pour soutenir le projet, des instructions tendant à établir que la Belgique devait être mise sur un pied militaire respectable. Et, quand la loi eut été votée par les deux chambres, il écrivit de Vienne à M. H. de Brouckere, le 17 mai 1853 : « Depuis 1848, la Belgique n'a posé aucun
 » acte qui lui fasse plus d'honneur et qui soit plus apprécié par
 » l'étranger. »

On pensait généralement que la loi de 1853 ne serait pas dépassée. C'était se tromper étrangement. A partir de 1857, le gouvernement se donna pour mission, en pesant sur la législature, de créer un système de fortifications aussi coûteux que disproportionné aux forces du pays, et, le système réalisé, il parvint à faire admettre comme conséquence l'augmentation de notre effectif militaire. Le cabinet libéral s'identifia complètement sous ce double rapport avec les desseins du roi, et quand on se souvient que les aspirations d'une portion considérable de son propre parti étaient absolument contraires à ces desseins, quand on considère que ce parti tout entier, à de rares exceptions près, finit par s'y rallier, il est difficile de ne pas voir dans un tel changement l'accomplissement d'une promesse ayant servi à arracher des concessions de premier ordre.

Dès l'été de 1858, alors que le ministère du 9 novembre 1857 n'avait encore porté aucune loi politique, et qu'aucune satisfaction capitale n'avait été accordée aux passions violentes qui l'avaient engendré, il soumit aux chambres un projet ayant pour but l'agrandissement des fortifications d'Anvers. Le projet échoua devant l'opposition combinée de la droite et d'une fraction de la gauche, qui, par un acte d'indépendance que l'on peut regarder comme le dernier, avait refusé de céder aux instances gouvernementales. Le cabinet n'avait donc pas hésité, dans l'intérêt de son programme militaire, à indisposer une partie de ses amis, et, chose bien plus significative encore, au lieu de se retirer après sa défaite, il conserva le pouvoir et ne tarda pas à présenter un second projet d'agrandissement des fortifications anversoises,

appelé à procurer à notre système défensif des développements dont la possibilité n'avait été jusque-là entrevue par personne. A nos yeux, il y a dans ces faits les indices irrécusables d'un engagement pris antérieurement vis-à-vis de la couronne.

Bientôt, du reste, le roi intervint personnellement dans le débat. Le 21 juillet 1859, les Chambres lui ayant adressé des félicitations au sujet de la naissance du comte de Hainaut, il répondit : « Il faut que la » Belgique subsiste par elle-même, qu'elle soit autre chose qu'une » agglomération de provinces ; il faut qu'elle ait un centre d'action. Ce » n'est pas en vain, j'en suis convaincu, que l'on fera appel à votre » patriotisme et à votre sagesse. » Tout le monde comprit la portée de ces paroles. Telle était l'importance que le roi attachait au succès du projet dont la Chambre avait été récemment saisie, qu'il était sorti de sa réserve habituelle pour appuyer ses conseillers dans la lutte qu'ils allaient avoir à soutenir.

Son intervention fut très-efficace. Il avait suivi la question dès le début avec une vive sollicitude, et les plans n'avaient été arrêtés qu'après avoir obtenu son approbation. La Chambre ayant adopté la loi, il se hâta d'écrire au général Chazal le 2 septembre 1859 : « Je vous félicite de » tout mon cœur sur le vote de la Chambre. Espérons maintenant que le » Sénat se conduira bien. »

Quelques années après, lorsque les travaux eurent atteint un certain degré d'avancement, le conseil communal d'Anvers s'émut des dangers auxquels ils exposaient la ville, et il vota une adresse au roi pour demander que les plans fussent modifiés. Le roi reçut la députation, et, dans sa réponse, il revendiqua hautement la solidarité de tout ce que son cabinet avait fait, et il s'efforça de justifier l'érection de la citadelle du Nord. Ceci se passait le 6 novembre 1863.

Rien n'est d'ailleurs plus instructif, au point de vue que j'expose, que la correspondance entre le souverain et le général Chazal, correspondance dont M. Juste donne de nombreux extraits. Il en résulte clairement que l'affaire militaire était devenue pour le roi la principale de toutes. Il prodigue au général les témoignages de la plus tendre affection, il l'appelle son bien aimé ministre, il demande pour lui les bénédictions du ciel, il le presse de soigner sa santé, et il lui attribue, à raison de sa conduite, une gloire européenne. Un jour, le 24 mars 1862, il lui écrit : « On tâche de vous tourmenter et de vous ennuyer » de toutes les manières. C'est indigne et stupide en même temps, car » ils ont en vous un véritable bouclier. Vous trouverez en moi, comme » toujours, le plus fidèle soutien. » Un autre jour, le 2 janvier 1865,

il lui dit encore. « Vous savez combien je vous aime. Vous n'avez pas de rival dans mon cœur. »

Il est permis de croire, d'après ce qui précède, que la cause du dénouement inattendu que reçut au mois de novembre la crise de 1857, réside dans une entente intervenue entre le roi et les chefs du nouveau cabinet au sujet de la question militaire. Le roi désirait de longue date la solution de cette question. « Moi-même, » a-t-il dit au conseil communal d'Anvers, « depuis bien des années, j'ai émis l'opinion que l'en- » ceinte avait besoin d'être agrandie et qu'il était désirable d'éloigner le » danger de la ville en mettant la principale défense dans les forts » détachés. » Cette opinion n'avait pas passé immédiatement dans les faits : « L'état de profonde paix dans lequel se trouvait l'Europe, » a ajouté le roi, « l'impossibilité de consacrer plus tôt une partie des ressources » du pays à cette grande œuvre, ont été cause qu'on a remis ces tra- » vaux. » Mais, d'après lui, ces retards ne pouvaient se perpétuer, et, en 1857, il était plus que temps d'en finir.

A-t-il conjecturé qu'au milieu de la surexcitation de l'opinion publique, un nouveau cabinet catholique serait impuissant à triompher des répugnances des populations et à assurer le succès des projets militaires ? Je pose la question sans la résoudre. J'incline pourtant à penser qu'il a livré, en 1857, la situation aux libéraux pour obtenir leur concours dans l'affaire des fortifications d'Anvers.

Prétendra-t-on que d'autres motifs l'ont guidé ? Toujours est-il, qu'en s'unissant étroitement à la gauche sur le terrain militaire, il lui devenait désormais presque impossible de se séparer d'elle et de consentir à l'avènement d'un ministère conservateur, celui-ci devant nécessairement signaler son arrivée au pouvoir par des concessions à la ville d'Anvers.

Ce qui se passa en 1864, vérifie cette appréciation.

En 1864, les deux partis étaient à peu près en équilibre dans le parlement. Le ministère donna sa démission. Le roi s'adressa d'abord à M. Faider, puis tâcha de constituer un cabinet d'affaires, lequel, de même que M. Faider, aurait respecté dans la question militaire les faits accomplis. Ces divers efforts ayant échoué, il fit appeler M. Dechamps ; M. Dechamps rédigea un programme ; le roi, ayant rejeté le programme, pria ses anciens conseillers de garder leurs portefeuilles, et les autorisa à dissoudre la Chambre des représentants.

Que M. Dechamps pût légitimement présenter à la couronne le programme de l'administration nouvelle qu'il avait formée, cela est incontestable. Il ne faisait ainsi que suivre les errements de M. Rogier en 1847, de M. H. de Brouckere en 1852, de M. Dedecker en 1855.

Que ce programme fût, au point de vue des réformes qu'il annonçait, d'une prudence extrême, on l'a méconnu en 1864, mais bientôt plus personne ne le méconnaîtra. Cependant ce fut l'une de ces réformes qui motiva, au moins d'après les déclarations officielles fournies aux Chambres, le rejet du programme par la couronne. Cette réforme, c'était une réduction sur le cens communal et provincial de 10 à 5 fr., laquelle avait même fini par être fixée à ce dernier chiffre. A mon sens, le motif invoqué n'a été qu'un prétexte. En effet le roi avait en 1848 consenti sans difficulté à un abaissement uniforme du cens à 20 florins pour les élections législatives, alors qu'il s'élevait auparavant dans certaines localités jusqu'à 80 florins. D'autre part, d'après la législation actuellement en vigueur, le cens pour la commune est loin d'atteindre dans tout le pays le cens pour les Chambres : il varie de 15 à 42.32 frs. Proposer, par conséquent, une diminution de cinq francs pour les élections communales et provinciales, c'était réclamer une réforme bien anodine et qui dans tous les cas n'était pas en désaccord avec les mesures antérieurement sanctionnées par le roi. Ces considérations donnent lieu de croire, comme je le disais tout à l'heure, que le rejet du programme de M. Dechamps a eu une autre cause. M. Dechamps comptait, tout en maintenant les fortifications d'Anvers, rechercher une solution qui aurait eu pour but de ne pas dépasser les dépenses précédemment autorisées pour les travaux entrepris et de faire cesser les inquiétudes qui s'étaient manifestées dans la population anversoise ; il annonçait, en outre, une nouvelle loi sur la milice destinée à alléger les charges militaires auxquelles les familles sont soumises. Or, sur ces deux points, le roi n'entendait faire aucune concession.

J'ai donc cette conviction, que l'article du programme relatif à l'organisation de l'armée et aux fortifications d'Anvers en détermina l'échec. Peut-être aussi le roi eut-il peur que le parti libéral ne recommençât les émeutes qui avaient si bien réussi sept ans auparavant.

Dans tous les cas on peut faire remonter aux événements de 1857 la cause de tout ce qui est arrivé depuis. Léopold I^{er} a commis deux fautes. La première, c'a été d'accorder à cette époque le pouvoir aux libéraux ; il en est résulté qu'aujourd'hui l'autorité n'est plus dans les Chambres, mais au dehors, et que le cabinet s'appuie principalement sur des éléments extraparlamentaires. La seconde faute, c'a été de donner le pas à partir de 1857 à l'intérêt militaire sur tous les autres, qu'ils fussent politiques, sociaux ou religieux, et d'oublier ainsi que la force matérielle est impuissante à sauver un peuple ; assurément, elle ne manque pas de valeur dans un ordre subalterne ; mais, sans la force

morale qui rend les populations vaillantes, honnêtes et religieuses, leur avenir n'est qu'un espoir chimérique.

Rendons cependant au roi une justice, c'est que, s'il avait largement contribué à l'avènement de la situation nouvelle et que, s'il en voulait le maintien, il se raidissait autant qu'il le pouvait contre les conséquences qui en découlaient. Ses protestations furent stériles ; mais elles attestent au moins que ses sympathies demeuraient acquises aux principes de la politique unioniste. Il sanctionna successivement les lois et les mesures dont son cabinet prenait l'initiative, mais il le fit avec regret, et, tout en conservant des conseillers qui partageaient ses vues militaires, il eût désiré que la modération réglât leur conduite. Les preuves de ce que j'avance abondent. J'en donnerai quelques-unes.

Il déplorait les luttes politiques. Le 2 octobre 1859, il écrivait au général Chazal : « J'espère que tout marchera bien, si l'on pouvait un peu modifier cette stérile lutte des partis. »

Il était hostile aux lois anti-religieuses que porta le ministère. La loi sur la charité, il l'avait condamnée dès 1849 dans sa lettre à M. de Haussy, et, quant aux lois sur les bourses d'étude et sur le temporel des cultes, il les jugea de la manière suivante dans des lignes adressées, le 22 mars 1865, au cardinal de Malines :

« Monsieur le Cardinal,

» J'ai reçu les deux lettres que Votre Éminence et ses vénérables collègues
 » de l'épiscopat m'ont adressées sous la date du 16 de ce mois. Votre
 « Éminence n'ignore pas combien j'eusse désiré que le Sénat tînt compte des
 » observations qui lui avaient été soumises par elle au nom de l'épiscopat,
 » touchant certaines dispositions de la loi relative aux bourses d'étude,
 » ni la répugnance avec laquelle j'ai cédé aux nécessités politiques en
 » sanctionnant la loi une fois qu'elle avait été votée. Mon vœu le plus cher
 » serait maintenant de voir naître une occasion de faire disparaître ou
 » d'atténuer dans la pratique les articles qui sont l'objet des scrupules de
 » l'épiscopat.

» Les dispositions conciliantes qui viennent de se manifester au sujet du
 » projet de loi relatif au temporel du culte, dispositions que je ne saurais
 » assez encourager, me donnent l'espoir que, dans cette question qui touche
 » si directement aux intérêts religieux, on parviendra à s'entendre. Un rap-
 » prochement des hommes modérés sur ce terrain serait un vrai bienfait pour
 » le pays et ne me causerait pas moins de joie qu'à Votre Éminence et à ses
 » vénérables collègues, dont la sagesse et le patriotisme sont si hautement
 » appréciés par moi.

» LÉOPOLD. »

Le roi réprouvait aussi les excès auxquels l'impiété se livra après 1837. Il fut particulièrement affecté de la fondation de la Société des solidaires, et, dans une lettre qu'il fit adresser à l'association de Ste-Barbe, il flétrit « ces hommes insensés qui, sous le prétexte de » civilisation et de progrès, voudraient pousser la société hors des » voies du christianisme au risque certain de la voir retomber bientôt » dans la barbarie. »

D'autre part, il saisit toutes les occasions de témoigner au clergé les meilleurs sentiments, de lui décerner des éloges et de faire ressortir l'importance qu'il attachait aux intérêts religieux. Au mois de juillet 1860, il répondit aux félicitations du clergé de Gand dans les termes suivants : « Depuis vingt-neuf ans que je le connais, jamais je n'ai » douté de son patriotisme, et je n'ai cessé de recevoir des preuves » éclatantes de son dévouement à la cause nationale et à ma dynastie. » Le clergé a toujours été l'un des plus fermes soutiens de mon trône, » et la pureté de son patriotisme et de son dévouement à ma per- » sonne n'a pas encore été altérée par une seule nuance de défection. » Quelques semaines après, au mois de septembre, il disait à l'évêque de Bruges et au clergé de son diocèse : « Il y a vingt ans que je me trouve » au milieu de vous, et pendant ce temps je n'ai jamais vu changer les » sentiments patriotiques du clergé. Je sais combien il aime son pays » et combien il lui est dévoué. De mon côté, j'ai toujours attaché le » plus grand prix aux intérêts religieux. Roi constitutionnel, je les ai » toujours défendus dans les limites de notre droit. Mes sentiments » non plus n'ont jamais changé, et ils ne changeront pas. » Enfin, le 2 octobre, il déclara à l'évêque de Tournai « qu'il comprenait et » approuvait hautement la conduite du clergé belge qui consacre » entièrement son temps à moraliser les masses et à leur inculquer » les principes religieux auxquels on fait aujourd'hui une guerre » acharnée et qu'on tenterait vainement de remplacer par d'autres. » (1)

Comment s'étonner après cela qu'il ait écrit le 21 juillet 1865 à M. H. de Brouckere qui l'avait félicité à l'occasion du 34^e anniversaire de son avènement au trône : « Nous restons encore de cette époque qui » avait son beau côté et qu'on a bien changée. »

Le roi était donc toujours unioniste de cœur et de principe. Seulement, il s'était condamné lui-même à ne plus pouvoir l'être efficacement.

— Un problème reste à résoudre. Le roi Léopold I^{er} a-t-il eu foi

(1) *Journal de Bruxelles*, 26 juillet, 20 septembre et 4 octobre 1860.

dans l'avenir de nos institutions? Il est permis d'en douter. On sait qu'à l'origine il jugea la Constitution d'une façon assez sévère, qu'à ses yeux elle avait limité outre mesure le pouvoir de la royauté et de ses ministres, et qu'elle pouvait difficilement se concilier avec les exigences du principe d'ordre (1). Dans son entrevue avec les commissaires belges qui avaient été chargés, avant son élection, de pressentir ses intentions, il demanda si, dans le cas où des changements à la Constitution seraient reconnus utiles, une telle proposition rencontrerait des obstacles; on lui répondit que la Constitution avait prévu le cas et tracé la marche à suivre, mais qu'il serait peut-être imprudent de réclamer une modification en ce moment. Un peu plus tard, après son élection par le Congrès, il dit encore à la députation que celui-ci lui avait envoyée : « Messieurs, vous avez un peu rudement traité la royauté qui n'était pas là pour se défendre. Votre charte est bien démocratique; cependant je crois qu'en y mettant de la bonne volonté de part et d'autre, on peut encore marcher. » Le roi accepta donc la couronne dans les limites tracées par la Constitution comme une épreuve à tenter. L'épreuve a-t-elle à ses yeux réussi? Quand on se rappelle les paroles qu'il prononça le 28 mai 1857, la négative paraît certaine.

Le roi Léopold I^{er} avait du reste discerné dès le commencement de son règne une des plus grandes faiblesses dont souffre le pays; il avait été frappé d'une sorte d'affaissement et d'indifférence dans les classes élevées (2). « Ce qui reste à désirer pour ce pays-ci, » écrivait-il à M. Nothomb le 6 janvier 1846, « c'est un esprit national plus robuste » qui existe dans le peuple, mais qui est faible et partagé dans les classes supérieures. » Malheureusement, ce mal date de loin et semble profondément enraciné. Au dernier siècle, un homme éminent, dont aujourd'hui encore on ne prononce le nom qu'avec respect, le vicomte J. P. Vilain XIII, s'écriait déjà (3) : « Ceux que la naissance destine » aux rangs élevés, aiment bien mieux se dégrader eux-mêmes, en » négligeant l'étude du gouvernement des hommes pour celui des » chiens et des chevaux; ils renoncent à des occupations grandes et » nobles pour se livrer à des amusements futiles et à la fainéantise; et, » pour comble de malheur, un magistrat à leurs yeux est le plus mé- » prisable poste de la noblesse, et ce n'est que la nécessité, et très- » souvent la crainte de l'indigence qui les oblige à la fin à s'y jeter » sans principes et sans préparation. »

(1) *Juste*, t. I^{er}, pp. 105, 106.

(2) *Id.*, t. II, p. 126.

(3) *Réflexions sur les finances de la Flandre*.

A tout prendre, je crois que les impressions dernières du roi Léopold I^{er} furent des impressions de découragement. Et cependant, que nous étions loin alors de ce que nous sommes devenus depuis ! Sans doute la politique libérale présentait déjà à peu près tous les caractères qu'elles revêt aujourd'hui ; mais le despotisme de M. Frère n'avait pas encore osé se donner libre carrière. La situation actuelle justifie mieux que jamais les paroles de 1857 : puissions-nous nous en apercevoir à temps et remonter le courant qui nous entraîne aux abîmes !

CH. WOESTE.

LE PREMIER FESTIVAL BELGE.

Toute la Belgique musicale assistait ces jours derniers à l'inauguration solennelle des festivals de musique classique : — c'est le titre officiel que le programme n'a pas toujours justifié. Ce noble empressement n'a rien qui nous étonne : on arrivait enfin à la réalisation des vœux de tous les musiciens de notre pays.

Depuis longtemps déjà, un groupe d'amateurs, qui d'année en année se renforçait de nouveaux adeptes, se dirigeait à la Pentecôte vers le pays Rhénan et là, pendant trois jours, à la *Niederrheinisches Musikfest*, s'enivrait aux accents de cette musique qui pour beaucoup d'entre eux étaient une révélation de beautés inconnue, pour tous, une jouissance rare, cherchée au loin, et que l'impossibilité de se la procurer chez eux rendait encore plus précieuse. Que de fois, au retour de ces excursions artistiques, entendîmes-nous formuler des vœux, peser les chances de réussite, et, devons-nous le dire, désespérer le plus souvent de pouvoir parvenir à faire chez nous ce que faisaient si bien nos voisins ! Nous avons des chanteurs, nous avons des instrumentistes, disait-on, mais possédons-nous les éléments d'un vrai ensemble artistique ? — Pour tout le monde à cette époque, — je parle de sept à huit ans, — l'orchestre du Conservatoire était encore le *nec plus ultra* de la bonne exécution, et Dieu sait cependant ce qu'était déjà alors l'orchestre du Conservatoire !

La *Réunion Lyrique*, dans ses beaux jours, avait tenté quelques essais assez malheureux dont au lendemain il n'avait plus été question, et avait repris avec enthousiasme la série de ses *flons flons* pour voix d'hommes et autres tyroliennes. On avait même, il y a quelques années, annoncé avec beaucoup d'orgueil et de présomption un véritable festival. Le résultat fut le fiasco de la place du Trône : ni chefs d'orchestre, ni chœurs, ni orchestre n'y comprenaient rien ; on massacra Haydn et Mendelssohn pour la plus grande gloire de quelques vanités aussi creuses que bouffies. Ce dernier essai, loin d'encourager les vrais amateurs, les dégoûta ; le public, qui *ne pouvait* comprendre, resta froid, et l'on crut de plus en plus que la Belgique ne saurait prétendre à ces

belles expressions artistiques. Si l'on a pu revenir de cette idée, si l'on a pu vaincre toutes les difficultés, c'est que de nouveaux pèlerinages au Rhin ranimèrent l'ardeur et le courage des amateurs ; mais c'est surtout, hâtons-nous de le dire, au zèle dévoué, à l'abnégation, à l'intelligence et au talent de M. Samuel, l'éminent chef d'orchestre du festival, que nous devons le résultat de cette année.

Il y a trois ans, un premier pas dans la bonne voie fut fait : une société se créa et fonda les *concerts populaires de musique classique* ; les résultats en furent des plus heureux : on vit alors, chose remarquable, réussir des concerts sans toilettes, sans chanteurs, souvent sans solistes ; des concerts uniquement composés de morceaux d'orchestre. Cela était dû d'abord à une exécution remarquable et soignée, ensuite à l'heureux choix des morceaux ; on sortit de la vieille ornière du conservatoire ; on sut enfin à Bruxelles que Lachaer orchestrait habilement de la musique agréable, que Schumann rêvassait parfois sans trop de brouillard, que Taubert, Rietz, Volkman, Bruch, Bargiel existaient. Le goût pour la bonne musique se formait de jour en jour, le désir de connaître gagnait de proche en proche : les voies étaient donc préparées. Mais d'une simple exécution d'œuvres symphoniques, en venir à l'exécution des grandes œuvres musicales où les chœurs et l'orchestre sont à la fois appelés à jouer un rôle, la distance était grande. C'est pour la franchir que se constitua la *Fédération musicale*, fille des concerts populaires de musique classique, fille surtout d'un généreux dévouement à l'art musical. La première question que l'on dut se poser fut : Où trouverons-nous le chœur, où trouverons-nous des dames ? Trouverons-nous, disait-on, comme en Allemagne, des dames qui consentent à accepter ce rôle modeste et tout d'abnégation de choriste ? Pourrions-nous adoucir ces mille susceptibilités féminines, résultant de la toilette, des positions sociales, des cancons de salons, de ces mille riens qui constituent notre *Kant* belge ? Ces craintes sérieuses, pour qui connaît nos mœurs étriquées, se sont fondues comme par enchantement à la flamme pure et radieuse de l'amour de l'art. Cela ne nous étonne pas, car l'amour de l'art ennoblit et élève toujours les âmes ; mais nous constatons que le résultat a été splendide et tout à l'heure nous reviendrons sur les prodiges accomplis par le bataillon féminin. Non-seulement l'écueil a été évité, mais c'est même la plus grande difficulté, — réunir et discipliner un chœur de dames, — qui est devenue en quelque sorte la pierre angulaire de tout l'édifice. Le dévouement n'a pas été moindre de la part des hommes ; nous connaissons d'excellents musiciens qui se sont astreints à des répétitions fastidieuses, pour soutenir leurs part-

ners moins ferrés sur le solfège, les secourir aux passages difficiles et parvenir ainsi à une exécution irréprochable. Et puis, quelle persévérance ! Le *Messie* a été répété vingt-sept fois !

Le comité de la *Fédération musicale* avait eu d'ailleurs la main heureuse dans le choix de son directeur du chant, M. Warnots. Il s'est montré dans cette circonstance non-seulement excellent musicien, ce qui était chose connue, mais directeur plein de tact, à la fois doux et énergique, et d'une persévérance à toute épreuve.

Malgré tous ces efforts, malgré toute cette bonne volonté, malgré tous ces talents réunis, le festival a failli échouer ; et cela parce qu'on avait eu l'étrange idée d'en confier l'organisation à une commission prise dans toutes les classes de la société..... sauf parmi les musiciens.

Ces braves gens, experts peut-être dans l'art de décorer une salle, ignoraient complètement les conditions essentielles de l'organisation d'un festival ; bien plus, ils n'avaient aucune connaissance spéciale en musique et naturellement n'ont fait que bévues sur bévues. On peut le dire hardiment : tout ce qui a réussi est le fait de M. Samuel et de la *Fédération musicale* ; toutes les critiques, et Dieu sait si l'on peut en faire un véritable catalogue, doivent retomber sur cette bizarre commission.

Après ces prolégomènes qui nous ont paru nécessaires, arrivons à l'examen du festival en lui-même.

Entrons dans cette gare du Midi qui, pour cette fois, doit servir de temple à l'harmonie. Ne discutons pas cette singulière idée de faire inaugurer une station de chemin de fer par un concert, — deux jours auparavant on y donnait un bal, — au lieu d'y faire circuler des locomotives, seule manière rationnelle d'inaugurer un semblable monument ; disons seulement deux mots du local au point de vue de l'acoustique, simplement pour en tirer des conséquences et des enseignements pour la future *Tonhalle*, que l'on promet depuis longtemps à Bruxelles et qui finira par se faire, espérons-le !

La gare du Midi était beaucoup trop vaste : l'orchestre de 150 musiciens était maigre, le chœur de 1,400 voix s'y perdait ; les solistes s'égosillaient en vain et perdaient leur voix ; Vieuxtemps y paraissait un grillon dans la campagne, le piano de Dupont, une boîte à musique sous un chapeau.

Derrière l'estrade des musiciens, de grands vides absorbaient, en outre, une grande quantité de son et celui-ci, ne trouvant plus ce qu'on pourrait appeler une table d'harmonie qui le condense et le répercute,

arrivait aux oreilles des auditeurs, sec et sans vibrations ; c'était, en quelque sorte, de la musique en plein air. Disons cependant que cela a permis d'apprécier l'extrême perfection de la masse chorale ; l'effet en a été amoindri, mais, comme mérite d'ensemble, c'était irréprochable. Donc, — avis aux futurs constructeurs, — pas de salle trop vaste, ne tombons pas dans les excès : un chœur de 500 chanteurs, un orchestre de 100 musiciens, un auditoire de 3,000 personnes au maximum, voilà ce que comporte Bruxelles.

Alors vous aurez un tout homogène ; les solistes ne seront pas écrasés par la grandeur de la salle et par la masse chorale avec laquelle ils sont appelés à concourir.

Pour n'en donner qu'un exemple, il nous a été donné d'entendre, dans la salle de la Grande Harmonie, une répétition du *Messie*, faite seulement par les chefs d'attaque, c'est-à-dire, par les meilleurs musiciens de la *Fédération*, environ 80 personnes ; j'ose dire que, comme puissance, comme sonorité, comme effet musical surtout, c'était plus saisissant, on peut même dire, plus grandiose, que les 1,400 exécutants de la gare du Midi. Que ce point soit donc noté pour l'avenir.

Trois journées avaient été consacrées aux fêtes musicales, suivant en cela les errements des festivals allemands. Le premier jour, exécution d'une grande œuvre ; le deuxième jour, exécution d'œuvres de moindre importance comme étendue : le chœur joue le rôle important pendant ces deux jours ; enfin, le troisième jour, concert des artistes — des *virtuoses*, comme disait assez naïvement le programme de la commission.

Ce troisième concert qui, en Allemagne, a sa raison d'être, a paru à Bruxelles une superfétation. En Allemagne, les solistes qui prennent part au festival sont entendus rarement : une chanteuse de Berlin s'y rencontre avec un ténor de Vienne, un contralto de Hanovre avec une basse de Francfort ; ils sont peu connus et le public, qui les a entendus dans l'oratorio où presque toujours ils ont excellé, veut les entendre encore et surtout les remercier par des applaudissements mérités : c'est la journée aux ovations. Ici, le cas était différent tant sous le rapport du talent que sous celui des ovations qui ont duré tout le temps d'une manière aussi ridicule que peu sincère.

Le festival s'est ouvert par la *Symphonie en la* de Beethoven, supérieurement exécutée par un orchestre sûr de lui-même ; malheureusement, sonorité perdue, effet manqué en grande partie à cause du local. Nous pensons, du reste, que pareille œuvre viendrait mieux le second jour ; Haendel remplit à lui seul un jour et c'est fatiguer l'auditoire que d'y ajouter une autre œuvre.

Entre la symphonie de Beethoven et le *Messie* de Haendel — deux géants — on a eu l'idée étonnante d'exécuter, sous prétexte d'*Hymne à la paix*, une mauvaise plaisanterie sans nom, une musique de bastringue sur des vers de mirliton. Taisons les noms des malheureux auteurs : c'est ce que nous pouvons faire de plus charitable. Nous avons trop bonne opinion de M. Samuel pour ne pas être persuadé que ce morceau lui a été imposé, et, vu l'intelligence qu'elle a toujours montrée, nous parierions sans crainte que c'est là le fait de la célèbre commission.

Voici enfin le *Messie* de Haendel ! Qui ne connaît au moins de nom cet admirable chef-d'œuvre ! De tous les oratorios de Haendel, c'est à la fois le plus grandiose et le plus complet ; aussi est-il en quelque sorte populaire en Allemagne et en Angleterre. On peut dire que Bruxelles l'entendait pour la première fois, et nous n'étions pas sans inquiétude. A peine l'ouverture unie, à peine un ténor, qu'il vaut mieux ne pas nommer, avait-il écorché l'admirable introduction : *Consolez mon peuple*, au risque de tout compromettre, que le chœur : *La gloire de Dieu se manifeste au monde* commence avec majesté ; vingt mesures ne s'étaient pas fait entendre qu'un mouvement électrique parcourt la salle ; le public, froid jusqu'alors, s'anime, et le chœur n'était pas fini que la cause de Haendel était gagnée : les derniers accords sont accueillis avec enthousiasme ! Qu'est cependant ce chœur, tout beau qu'il est, en comparaison du chœur en *sol* : *Car un enfant nous est donné*, surtout lorsqu'à la fin l'orgue vient mêler sa voix grave et profonde à l'orchestre et aux chœurs ? Aussi l'enthousiasme a été en croissant jusqu'à la fin ; non pas cet enthousiasme bruyant qui le plus souvent n'est que de la claque, mais le sentiment profond, discret et contenu qui se sent plus qu'il ne se fait entendre, et que les grandes œuvres seules peuvent faire naître. Tous les chœurs sans exception et surtout les plus difficiles comme ceux en *fa* : *Troupeaux épars* et celui en *si* : *O joug aimable, fardeau léger*, ont été irréprochables d'exécution ; c'était merveilleux de voir ces deux groupes d'altos et de sopranos, attaquant avec sûreté et justesse les fugues les plus difficiles et ne bronchant pas une seule fois. Désormais on peut être sûr d'avoir à Bruxelles un chœur de dames aussi bon que nulle part ailleurs : *Rara avis !*

M. Samuel, quoi qu'en puissent dire quelques croque-notes grincheux, a dirigé en maître et a vraiment conquis dès à présent son bâton de *Capellmeister*. Nous lui reprocherons seulement d'avoir coupé entre le chœur en *fa mineur* : *C'est ainsi qu'il a pris nos maux*, et celui en *fa majeur* : *Troupeaux épars et sans berger*, la belle fugue qui relie ces

deux chœurs; car les trois morceaux font un tout complet. L'ablation de cette fugue constitue pour nous une vraie faute.

L'esprit mesquin de patrioterie, qui constitue une des manies des Belges en général et des Bruxellois en particulier, avait exigé qu'on ne prit que des Belges comme solistes : aussi n'avons-nous pas grand bien à en dire : M. Agnési a chanté convenablement sa partie avec une voix splendide, M^{lle} Wertheimber, au contraire, a chanté avec un très-beau style, et d'une manière tout-à-fait magistrale, mais d'une voix malheureusement sourde et fatiguée; quant à M^{lle} Sass, si elle avait chanté faux, c'eût été aussi mauvais que M. Morère, c'est tout dire. Que M^{lle} Sass retourne au théâtre et ne touche plus à Haendel : elle ne comprend nullement cette grande musique et s'y rend ridicule. Au reste, le mal n'a pas été grand ; car, à cause de la grandeur de la salle, on n'aurait guère pu jouir de bons chanteurs sachant chanter cette musique.

Le second jour a été consacré aux *Ruines d'Athènes* de Beethoven, qui contiennent des passages intéressants, mais qui ne sont pas à la hauteur de ce génie et que dorénavant on fera bien de laisser dormir, sauf à exécuter en fragments le chœur des *Derviches*, celui en *sol* et la célèbre *marche turque*. Du reste, exécution irréprochable.

L'*Ave Verum* de Soubre est une page de musique vraiment distinguée, d'un ton calme et qui ne pouvait plaire en cette occurrence. Exécutée à Sainte-Gudule avec la perfection qu'on y a mise, cette œuvre reprendrait tout son effet et aurait un grand succès.

Le *Sabbat* de Hanssens terminait la première partie ; c'est la seule œuvre dont l'exécution ait laissé beaucoup à désirer, mais la faute en est à l'auteur qui n'en a pas dirigé les études avec assez de soin. Sauf un duo de femmes qui est ravissant, il n'est guère possible de juger une œuvre sur une exécution aussi imparfaite, sinon pour en signaler les longueurs.

Ici nous devons faire une observation qui tient à la dignité de l'art et des artistes : comment n'a-t-on pas compris qu'un festival n'est pas une foire où l'on exhibe les compositeurs de musique sur un tréteau ? Nous avons été vraiment peiné de voir trois chefs d'orchestre se passant le bâton successivement. Comment n'a-t-on pas vu qu'on s'exposait à les rendre ridicules ou à diminuer l'autorité du directeur du festival ? Aussi M. Benoit, le jeune et savant directeur du Conservatoire d'Anvers, l'a-t-il parfaitement senti et n'a-t-il pas hésité à confier son œuvre à M. Samuel, en quoi il s'est montré plein de tact et de prudence. Son oratorio de *Lucifer* a déjà été jugé ; il n'a pas réussi suffisamment à Bruxelles pour plusieurs raisons : d'abord, on était trop fatigué et fran-

chement, deux oratorios, c'est trop ; ensuite, le public était évidemment gêné d'entendre chanter en flamand ; enfin, il faut bien en convenir, malgré toutes les beautés qu'elle renferme, il y a dans cette œuvre trop de longueurs et de redites.

Nous ne parlerons que brièvement du troisième jour qui n'a offert que peu d'intérêt : tout le monde était harassé et le programme n'en finissait pas. Vieuxtemps et Dupont ont, j'en suis convaincu, très-bien joué selon leur habitude ; mais je dois convenir que je n'en sais rien, car c'est à peine si on les entendait.

Quant aux solistes, ils ont été insuffisants ou mauvais ; M^{lle} Sass ne s'est pas relevée de son échec de l'avant-veille ; elle a chanté le magnifique air de *Freischütz* encore plus mal que le *Messie*, et elle a même réussi à chanter tout de travers l'air des *Bijoux* du Faust de Gounod. Comme dernière critique, nous ferons observer ce qu'il y a d'irrationnel, de ridicule à permettre à un festival de musique *classique* des airs que l'on chante tous les jours au théâtre.

Les morceaux symphoniques ont été bien rendus. Le fragment de symphonie de M. Samuel lui fait beaucoup d'honneur ; c'est de la musique de bon goût, d'une orchestration des plus distinguées, et, si l'allegro n'était pas un peu trop long, il serait toujours sûr d'un vif succès ; mais il était dit, qu'en ce malheureux troisième jour, tout serait trop long. Le public ne s'est un peu ranimé qu'aux accents formidables de l'*Alleluia* du *Messie* qui terminait fort heureusement le festival.

Résumons-nous : en somme, le premier festival de musique classique en Belgique a bien réussi ; il a été fort intéressant et a donné la conviction que l'œuvre des festivals était désormais fondée dans le pays ; il est certain qu'à l'avenir on fera mieux, lorsque l'organisation sera exclusivement confiée à des gens qui se connaissent en musique. Les fautes qui ont été commises seront facilement évitées, lorsqu'on se préoccupera exclusivement de l'art musical et que l'on rejettera impitoyablement toutes les considérations qui y sont étrangères.

Ainsi, pas de programme trop long ; pas d'œuvres de compositeurs vivants, si ce n'est à titre d'exception ; exécution des soli par des artistes habitués à chanter la grande musique sans considération de nationalité. Dans une pareille fête, il faut faire de l'art et non du patriotisme. Enfin, les jalons sont posés, la route est tracée ; que la *Fédération musicale* s'organise fortement, car jusqu'à présent elle est à peine ébauchée ; qu'elle s'affirme d'abord dans des exécutions de moindre importance. Elle pourrait, par exemple, facilement dans le courant de l'hiver donner une seconde audition du *Messie*, qui est su et que le public

entendrait de nouveau avec le plus grand plaisir. Qu'elle conserve précieusement sa persévérance et son amour de l'art, et nous sommes convaincu que d'ici à peu de temps nous pourrions rivaliser avec les festivals du Rhin, que la vanité caractéristique de certains de nos compatriotes s' imagine naïvement avoir égalés du premier coup.

L. DE VERMONT.

LA FÉDÉRATION EN AUTRICHE

OU

LA QUESTION TCHÈQUE.

Dès qu'on se propose d'étudier l'une ou l'autre des questions nationales qui aujourd'hui pullulent sur la surface de la monarchie austro-hongroise, on est forcé, pour la comprendre, de se transporter du terrain ethnographique sur celui des droits historiques. Il n'y a pas de nationalité établie dans un pays qui ne puisse produire, à l'appui de son individualité, des traités ou des chartes. La monarchie des Habsbourg a vécu, et vit encore à l'heure qu'il est, des traités qui ont groupé tant de pays autour d'un seul trône. Aussi la question tchèque est-elle en Autriche une question générale, et cela se comprend lorsqu'on songe que l'individualité des diverses nationalités de l'empire ne peut trouver d'expression et de garantie que dans la fédération.

Nous avons eu l'occasion de suivre cette question dans chacune de ses phases. Les organes centralistes de Vienne, soit qu'ils reçussent leurs inspirations du pouvoir central, soit qu'ils voulussent préserver de toute atteinte les intérêts de la prépondérance allemande, se sont toujours efforcés de démontrer au public étranger qu'il n'existe pas de question tchèque. A notre tour nous convenons qu'au point de vue du droit public, il n'y a pas de question tchèque proprement dite, mais qu'il y a une question bohême. Les Tchèques se posent comme les champions du droit historique et politique de la Bohême, droit qu'ils revendiquent au nom de toute la population du royaume ; ils sont, en d'autres termes, les véritables représentants de l'autonomie de la Bohême. La question, ainsi définie, est éminemment politique ; quant à la question nationale, il faut la traiter en sous ordre, c'est-à-dire après avoir résolu la première.

Malheureusement, ce n'est pas ainsi qu'on agit. Au lieu de considérer

la situation sous son véritable jour, on affecte de ne voir au fond du mouvement tchèque qu'un antagonisme entre les deux races qui partagent le pays.

Tous les arguments de la presse allemande ne parviendront jamais à prouver à un homme impartial, que le royaume de Bohême est une province de l'empire autrichien, que partant on peut l'administrer et la gouverner, sans y consulter les populations et la soumettre au régime départemental comme en France. Il suffit de visiter Prague pour s'apercevoir que cette ville a été le siège d'un grand et puissant État ; il n'y a pas de bâtiment public, de cloître, d'église, qui n'aient leur histoire. Et qu'on n'objecte pas qu'en France aussi, la Provence, la Bretagne, la Lorraine, après avoir joui d'une assez longue individualité politique, ont disparu sans secousses dans le creuset de l'unité française. Aucune des provinces de la France n'a joué, même de loin, dans les grandes affaires européennes, le rôle qu'a joué la Bohême. L'histoire est là pour le prouver. Y a-t-il quelqu'un, en dehors de la Russie, qui méconnaisse l'individualité politique de la Pologne et le droit des Polonais de la faire revivre ? Non certainement, et pourtant la Pologne n'existe plus politiquement que dans l'histoire. La Bohême au contraire a conservé son existence historique et politique, et presque son ancienne étendue territoriale ; elle se trouve dans une situation analogue à celle de la Hongrie.

Il y a eu en Bohême jusqu'en 1848 des États qui se réunissaient tous les ans à Prague. La salle où se tenaient leurs sessions n'a pas subi le moindre changement depuis vingt ans. Ces États avaient le droit de voter les impôts et les recrues, comme en Hongrie ; leurs décisions ne devaient être dictées que par les intérêts de la Bohême, et elles ne se laissaient influencer en rien par celles des autres royaumes et pays de l'empire. Jusqu'en 1847, la Bohême a eu ses rois ; seulement ceux-ci étaient aussi accidentellement rois de Hongrie et empereurs d'Allemagne, puis empereurs d'Autriche. Faut-il ajouter qu'aucune mesure venant de Vienne, qu'aucun traité politique n'était valable en Bohême sans avoir été soumis à l'approbation des « féaux et amés États du royaume » ? Les publicistes viennois le nient, mais l'empereur Charles VI, qui à coup sûr connaissait le droit politique de sa monarchie, un peu mieux que les journalistes de Vienne, Charles VI a fait approuver la Pragmatique Sanction séparément par les États de tous les pays de l'empire ; et il est à peine besoin de dire qu'il était le descendant direct de Ferdinand II et qu'il régnait en vertu des droits hérités de son aïeul. Si le droit politique de la Bohême avait péri dans l'hécatombe du Weissenberg et dans la réaction funeste qui désola le royaume à cette

époque; si, en 1620, Ferdinand II, réintégré dans le plein exercice de son pouvoir, avait anéanti, comme on le prétend à Vienne, le droit de la Bohême, nous n'en aurions certes plus rencontré la moindre trace deux cent vingt-sept années plus tard. Il est au contraire incontestable que le droit du pays s'est conservé intact; il se révèle d'ailleurs dans une suite non interrompue de sessions des États jusqu'en l'an 1847. Après avoir fait sanctionner la Pragmatique par la représentation du pays, on lui soumit le traité de paix conclu avec la Prusse concernant la cession de la presque totalité de la Silésie. Ce pays appartenait à la couronne de Bohême; on ne pouvait dès lors la démembrer sans l'aveu des députés du royaume.

Les empereurs se faisaient couronner rois de Bohême. Cette cérémonie n'était, suivant les docteurs de Vienne, qu'un hommage; mais les empereurs y tenaient. Lorsque l'empire d'Autriche fut créé en 1806, François I^{er} eut soin de déclarer que le titre de l'Empire était seul changé, mais que chaque pays restait ce qu'il était. N'y a-t-il pas dans cette déclaration la preuve de sa ferme volonté de ne pas blesser les sentiments d'autonomie des diverses parties de la monarchie? Nul des souverains de l'Autriche n'exerça plus paisiblement que lui un pouvoir presque absolu. Et cependant quel soin ne mit-il pas à combiner les tendances absolutistes avec les formes constitutionnelles? Il sentait bien que son trône ne reposait que sur la force des traités et que le droit des peuples en constituait la meilleure garantie. Il fit couronner son fils Ferdinand roi de Bohême, et si, dans cet acte, il y a eu un hommage, comme le soutient la presse viennoise, ce ne peut être qu'un hommage rendu au droit de la Bohême. Ferdinand fut couronné roi, après avoir juré de respecter le *droit du Royaume*, et les États de la Moravie concoururent au couronnement, comme faisant partie du domaine de la couronne. A partir de 1845, les États de Bohême commencèrent à échanger des adresses aigres douces avec les messages royaux, et à s'opposer aux ukases de la chancellerie aulique de Vienne. En 1847, les rapports entre les États et le gouvernement central étaient très-tendus, l'opposition bohême marchait, quoique de loin, sur les traces de l'opposition hongroise, et, sans les événements de 1848, ces deux oppositions auraient forcé le gouvernement à capituler sans guerres ni secousses fatales pour l'empire.

Qu'objecte-t-on contre le droit historique et autonome de la Bohême? « L'ancienne franchise, dit-on, dont jouissait le pays a été noyée dans le sang lors de la défaite du Weissenberg. Ferdinand II, en laissant subsister l'institution des États, n'a pas entendu par là reconnaître le droit

du royaume, mais le droit personnel des États qui lui étaient restés fidèles ou s'étaient établis dans le pays, après qu'il l'eut reconquis. Tout le monde sait que les familles catholiques de la noblesse bohême sont seules restées en jouissance de leur fortune territoriale; les autres en ont été dépouillées, et leurs biens ont été adjugés aux gentilshommes allemands qui avaient aidé à la restauration des Habsbourg. Ferdinand II a donc voulu respecter les droits des nobles et du clergé, de quelques villes fidèles ou repentantes, mais non ceux de la nation. L'Assemblée des États n'était consultée que pour la forme, elle n'avait jamais rien à refuser au pouvoir; elle se vengeait sur le peuple des avanies du gouvernement qui, après en avoir obtenu tout ce qu'il désirait, lui livrait le peuple. Ce n'était donc pas une institution nationale que cette Assemblée des États, mais un privilège concédé à certaines classes de la nation et sur lequel il est impossible de greffer la continuité du droit et encore moins l'autonomie politique du royaume. D'ailleurs, en supposant même que l'existence des États eût pu maintenir debout le droit politique de la Bohême, les habitants du royaume ont abandonné volontairement le terrain du droit historique pour se transporter sur celui du droit constitutionnel. En 1848, les députés de la Bohême, tchèques et allemands, ont paru au parlement convoqué à Vienne; en 1849, jusqu'au mois de mars, ils ont siégé dans l'Assemblée constituante réunie à Kremsier et ils ont concouru à l'élaboration du projet de constitution qui porte ce nom. Si le statut de Kremsier avait reçu son application, les Bohêmes, y compris les Tchèques, se seraient confondus dans un même parlement avec les habitants de tous les autres pays de l'empire. Ils ont donc reconnu, et affirmé par leur concours, qu'il y avait entr'eux et le reste de la monarchie communauté d'intérêts et union réelle. Tout ce que pouvait réclamer l'autonomie provinciale, avait été accordé par la création des diètes pour les intérêts locaux, et d'une chambre des États pour les intérêts communs. Chaque pays, dont les représentants avaient voté la constitution de Kremsier, avait accepté un compromis de pays à pays, et renoncé spontanément devant ce pacte nouveau à son autonomie et à ses droits politiques.

« Ce pacte entre les divers pays de la monarchie subsiste, ajoute-t-on, quoique le statut de Kremsier soit resté à l'état de lettre morte, la convention qui l'avait voté le 5 mars ayant été dissoute le 7. Car l'engagement a été solennellement pris et les députés, lors de leur séparation violente, se sont donné rendez-vous en attendant que les circonstances permissent une seconde réunion. Le diplôme du 20 octobre 1860 marqua l'entrée dans cette nouvelle phase; les diètes de tous les pays

étaient invitées à désigner leurs représentants au Reichsrath, le seul organe qui pouvait légiférer en matière d'intérêts communs. La patente du 26 février 1861 détermina le mode de formation des diètes et de la composition des deux chambres du Reichsrath, ainsi que les limites de leur compétence. Les Bohêmes n'ont pas protesté contre le diplôme et la patente octroyés par le souverain; ils les ont acceptés tous deux en envoyant comme représentants de leur pays, à la Chambre, des délégués choisis par leur diète. Ils ont ainsi affirmé le pacte conclu à Kremsier et reconnu par le fait l'union réelle et la solidarité des intérêts avec les autres pays; ils ont spontanément substitué le droit nouveau et constitutionnel de l'empire au droit historique de leur royaume, et dès lors ils ne sont pas fondés à retirer leur adhésion. Quant aux franchises des anciens États, elles s'effacent devant les libertés modernes faites non pour quelques privilégiés, mais pour le peuple tout entier. Les fédéralistes se font les auxiliaires de l'absolutisme et de la réaction en amoindissant la compétence d'une législature unique, pendant que les centralistes veulent distribuer partout, dans une proportion égale, la liberté et l'exercice des pouvoirs légaux. »

Quelque sérieux que ces arguments puissent paraître à l'étranger, les fédéralistes les trouvent tout au plus spécieux, et c'est ici que la question commence à prendre son caractère national. « Nous sommes allés, disent-ils, en 1848 d'abord à Vienne, puis à Kremsier, parce que la tourmente révolutionnaire qui travaillait l'Europe avait ébranlé le sol sous nos pieds; nous y sommes allés chercher des libertés qui répondissent mieux que nos institutions aux besoins des populations. Les pays de la monarchie étaient tous avides de liberté; ils n'avaient qu'un ennemi, le pouvoir central; nous nous sommes alors tous coalisés pour le combattre, fallût-il sacrifier une partie de nos droits à l'obtention de ce résultat. Mais jamais nous n'avons entendu renoncer à notre autonomie ni surtout consentir à la substitution d'une nationalité à une autre. Le statut de Kremsier, dans la situation de 1849, paraissait répondre aux intérêts du peuple, jusque-là si peu sauvegardés; il était un progrès en regard de l'état d'où nous sortions. Si on l'avait appliqué, nous nous y serions conformés, et, à l'heure qu'il est, la constitution de Kremsier se serait probablement dilatée, et n'aurait pas fait obstacle à l'expansion des races. Mais la charte de Kremsier n'est pas née viable, tandis que les nationalités ont vécu et depuis vingt ans ont atteint l'âge de la majorité; désormais elles peuvent se passer de toute tutelle. En 1861, il est vrai, nous avons paru au Reichsrath, auquel nous conviait la parole sacrée de l'empereur, qui, dans son diplôme du 20 octobre,

diplôme irrévocable, nous assurait que dans nos diètes *se seraient trouvés représentés proportionnellement tous les intérêts des divers pays, afin que les droits et les libertés des États fussent élargis conformément aux conditions et aux exigences du présent et coordonnés avec les intérêts de toute la monarchie*. La patente du 26 février avait commencé à fausser le sens du diplôme; toutefois nous sommes allés à Vienne, confiant dans la parole impériale, non pour nous engager, mais pour voir ce qu'il y avait à faire pour le mieux. Nous sommes restés à la Chambre aussi longtemps qu'on pouvait conserver l'espoir de voir élargir les libertés de *nos États* en les mettant d'accord avec les intérêts de toute la monarchie. Mais, dès que nous avons acquis la certitude que les sacrifices qu'on imposait à notre pays ne devaient profiter qu'à un parti issu d'une seule nationalité, et non à l'ensemble de la monarchie, puisque ni les Hongrois, ni les Croates, ni les Vénitiens ne sont jamais venus au Reichsrath, alors nous avons quitté la partie. Le programme de S. M. avait pour point de départ les *intérêts et les libertés des États de chaque pays et ceux de toute la monarchie*. Les ministres de S. M., soutenus par la coterie doctrinaire, incapables d'exécuter l'une des moitiés du programme, ont escamoté l'autre. Après notre départ, survinrent la patente du 20 septembre 1865 qui suspendait la constitution de février, le décret de convocation d'un Reichsrath extraordinaire, décret daté du 2 janvier 1867 et portant la signature de tous les ministres; puis le décret de mars annulant le premier et convoquant le Reichsrath extraordinaire; puis enfin le compromis avec la Hongrie et la révision du 21 décembre 1867. Tout cela, disent les Tchèques, a été fait sans nous et contre nous; tout cela ne nous engage en rien : si vous voulez nous rappeler nos engagements, revenez au moins au diplôme d'octobre. Mais vous avez brûlé vos vaisseaux en faisant le compromis avec la Hongrie, vous avez violé la parole de l'empereur, et nous retirons la nôtre. »

Les gens sans parti pris ne peuvent que s'étonner d'entendre les centralistes taxer les Tchèques d'inconséquence, parce qu'ils se sont retirés du Reichsrath. Que les centralistes songent donc qu'il n'y a rien de plus inconséquent qu'un gouvernement qui fausse, par la patente du 26 février 1861, le sens du diplôme du 20 octobre 1860; qui annule, par le décret du 2 mars 1867, le décret de convocation du 2 janvier, et, enfin, qui, par la révision du 21 décembre, met sens dessus dessous l'*irrévocal*e diplôme d'octobre et la patente constitutive de février. On croit rêver quand on se rappelle que tout cela s'est passé dans le même État et est dû aux mêmes législateurs. Ceux-ci

devraient donc tout au moins épargner aux Tchèques le reproche d'inconséquence !

Au lieu de suivre ce débat stérile et sans issue, il vaut mieux demander pourquoi il y a des gens qui ont intérêt à soutenir le droit historique des pays, et pourquoi il y a des gens qui le nient; en un mot rechercher où les fédéralistes et les centralistes puisent leur raison d'être.

Cette question ne surgit que dans les pays habités par des races différentes. Celles-ci peuvent bien s'entendre quand un compromis équitable intervient entr'elles; mais les conflits sont inévitables, quand ces variétés d'origine sont exploitées par les partis.

En Suisse, il y a plusieurs nationalités; l'élément français, quoique moins nombreux, a la conscience de sa force et tient en échec l'élément germanique. Aussi les deux races et les deux langues y sont-elles placées sur la même ligne et profitent-elles également de la forme fédéraliste, laquelle est avantageuse aussi à l'élément italien, quoique bien moins nombreux.

En Autriche il n'en est pas ainsi malheureusement. Ne nous occupons pas de la Hongrie, arrêtons-nous à l'agglomération de pays que la presse viennoise voudrait faire passer sous la dénomination arbitraire de Cisleithanie. Dans cette agglomération de 19 à 20 millions d'âmes, il y a trois races: l'allemande, la slave et la latine. Ces races sont inégalement distribuées sur le sol; il y a des parties exclusivement occupées par les races allemande et slave; il y en a d'autres où les trois races sont mêlées. De prime abord, on comprend qu'aucune d'elles ne veuille céder le pas aux autres. La race latine, quoique la moins nombreuse et reléguée sur les versants méridionaux des Alpes et les plages du littoral de l'Adriatique, la race latine a pour elle un passé incomparable; elle ne se soumettra donc ni aux Allemands qui cherchent à peser sur elle, ni aux Slaves qui vivent au milieu d'elle. La race slave est la plus jeune et la plus nombreuse; elle puise la conscience de sa force dans sa parenté avec 60 millions de Slaves répandus dans le sud et l'est de l'Autriche et dans la foi à son avenir. Il est donc évident que les Slaves ne céderont jamais non plus le pas aux Allemands.

Parmi les pays autrichiens, il y en a qu'on pourrait retrancher de la communauté sans faire grand tort à la race allemande. Ces pays seraient la Gallicie, la Bukowine, la Dalmatie, le Tyrol méridional et à la rigueur le littoral autrichien. Ne nous occupons pas de ces pays, mais de ceux où l'antagonisme des races a pour objectif la domination du sol. Négligeons les pays slovènes, pour nous occuper uniquement

de la Bohême ou de la Moravie où la domination du sol paraît inséparable de la suprématie de la race. Ces deux pays sont habités par des slaves et des allemands. La Bohême comptait vers la fin de l'an 1865 environ 5 millions d'âmes dont 3,200,000 tchèques et 1,800,000 allemands; la Moravie 1,500,000 tchèques et 500,000 allemands. Nous avons donc dans ces deux pays contigus, appartenant à la couronne de Bohême, 7 millions d'âmes dont 4,700,000 de race slave et 2,300,000 de race allemande. Examinons maintenant l'établissement des deux races sur la carte ethnographique du conseiller de Czoernig. Les Allemands habitent la lisière de la Moravie et de la Bohême, depuis le nord jusqu'à l'ouest, lisière formant la frontière de l'État autrichien avec la Bavière, la Saxe et la Prusse. Au sud, la ligne de démarcation entre la Bohême et la Moravie d'une part, et la Basse et la Haute-Autriche d'autre part, marque aussi celle des races. Cela signifie que l'élément allemand ne s'est pas infiltré en Bohême à l'aide des facilités auxquelles a donné ouverture l'établissement d'une dynastie commune; car, s'il en était ainsi, nous remarquerions un mouvement d'immigration du sud vers le nord; l'infiltration a eu lieu du côté de l'Allemagne, et il en résulte à toute évidence que les Allemands de la Bohême et de la Moravie sont les descendants des Allemands qui ont été appelés de partout pour remplacer la population indigène expulsée et décimée après la crise de 1620. Il en résulte aussi que la race autochtone était slave et que les bons Autrichiens, sujets des Habsbourg, n'ont jamais entrepris d'évincer leurs voisins de la Bohême ni de se mêler à eux.

La Bohême faisait partie du territoire du Saint-Empire, comme jadis les Pays-Bas, la Lorraine et l'Alsace, ce qui ne signifie pas que ces pays fussent allemands. Les Allemands ont fait leur deuil des Pays-Bas et d'autres pays d'Outre-Rhin, mais ils tiennent à conserver la Bohême dans leur territoire national et surtout à la conserver comme terre allemande. Les Tchèques, par amour pour la tradition, peuvent consentir à rester dans une Allemagne confédérée; mais à coup sûr ils rallumeront une guerre pareille à celle de Trente Ans, ils se feront exterminer plutôt que d'entrer dans l'Allemagne à titre d'allemands. On comprend dès lors que, si l'idée de l'unification allemande fait des progrès dans les populations teutoniques de l'Autriche, les Tchèques de leur côté doivent tourner les yeux vers la Russie pour se ménager un appui.

Comment se fait-il que les Allemands soient centralistes et que les Tchèques soient fédéralistes? Si l'État est centralisé, les représentants

des huit millions d'allemands autrichiens, en se réunissant dans une même chambre, y forment une phalange compacte et supérieure en nombre à chacune des portions de la famille slave. Si, au contraire, la confédération l'emportait, les Allemands, au nombre de cinq millions au plus, domineraient dans les deux Autriches, la Styrie, la Carinthie, le Tyrol, la Silésie et à Salzbourg; partout ailleurs ils seraient en minorité vis-à-vis de l'élément non allemand.

Ce que les Allemands peuvent avoir à craindre dans un État centraliste, c'est une coalition des tribus slaves; mais ils ont pris leurs précautions. En Gallicie, ils paralysent l'élément polonais par la scission des partis en lui opposant les Ruthènes et la juiverie. En Dalmatie et dans le littoral, ils opposent les Italiens aux Slaves. Dans la Styrie et la Carinthie, les Slaves, étant en grande minorité, sont réduits au silence. En Bohême, en Moravie et en Carniole, ils les dominent à force d'arbitraire. Les législateurs et les gouvernants de 1861 n'ont conservé du diplôme d'octobre qu'un mot, la représentation des *intérêts*. Ils se sont donc mis à la recherche des intérêts. En Bohême et en Moravie, ils ont découvert que, dans une bourgade allemande de cinq à six mille âmes, décorée du nom de ville, il pouvait y avoir un intérêt, et partant ils ont décidé que cette bourgade avait le droit de nommer un député à la diète par le suffrage direct, tandis qu'ils ont groupé ensemble cinquante à soixante mille tchèques des campagnes pour composer un intérêt qui fût digne d'être représenté par un député. Ils ont imaginé que dix ou douze épiciers réunis, sous le nom d'une chambre de commerce, représentaient un intérêt spécial, que ces épiciers pouvaient élire à eux seuls un député tout en se réservant le droit de voter séparément dans leur collège. Ils ont imaginé qu'un hobereau payant 250 florins d'impôt devait faire partie des électeurs de la grande propriété, et que les électeurs de cette catégorie avaient le droit de dresser une liste de 70 députés. Ils ont imaginé qu'un bourgeois honoraire d'une ville représentait un intérêt, et qu'il pouvait, sans y payer aucun impôt ni y résider, voter directement avec les bourgeois de cette ville, et ils ont décrété, en même temps, qu'un négociant de la campagne ayant mille têtes de bétail dans ses étables, et un paysan payant cinq à six cents florins d'impôt direct, ne représentaient pas un intérêt immédiat et ne pouvaient concourir qu'à l'élection à deux degrés.

Grâce à une pareille appréciation des intérêts, il arriva qu'à la diète de Bohême, il y a environ 90 députés tchèques et 70 allemands. Mais, en outre, le groupe de la grande propriété, qui compte environ 500 électeurs, vote toujours avec le pouvoir central et fournit, par consé-

quent, dans la diète, 70 voix de renfort à l'élément allemand. Toutefois, il n'y a dans ce groupe que la petite noblesse qui vote pour le gouvernement, la grande noblesse vote contre lui ou s'abstient. Aux dernières élections de 1867, les Allemands ont fait passer leur liste à la majorité de 11 voix, grâce aux abstentions et aux influences de cour et de condition. Mais la moitié seulement des grands propriétaires qui ont voté contre le gouvernement représentaient ensemble plus de fortune, plus d'impôts, en un mot, plus d'intérêts que la totalité de ceux qui ont voté pour. C'est donc à l'aide de cette loi électorale que les Allemands se ménagent la majorité dans la diète et, par suite, la majorité à la Chambre, puisque les députés du Reichsrath sont nommés par les députés des diètes votant par groupes.

Il est naturel que les Tchèques, pour ne pas subir cette majorité fictive, ne paraissent ni à la Diète ni à la Chambre.

Quel est le dernier mot des Tchèques? Il y a deux ans, ils se seraient contentés d'une portion équitable d'autonomie; aujourd'hui, ils demandent pour la Bohême ni plus ni moins que ce qu'on a donné à la Hongrie : reconnaissance des droits du royaume de Bohême et rétablissement de son territoire. Ils veulent donner à l'Autriche la forme d'une monarchie fédérative. Dans leur pensée, la Cisleithanie devrait être divisée en trois groupes : la Gallicie au nord avec la Bukowine, au centre la Bohême et la Moravie, au sud le troisième groupe de l'Autriche intérieure.

Le gouvernement répond qu'il ne peut pas négocier un compromis sur de pareilles bases, et qu'il est lié par la Constitution. Que les Tchèques viennent à la Chambre, dit-il, et on s'entendra avec eux dans les limites constitutionnelles.

Les Tchèques ne veulent pas de ces offres, pas même comme d'un pis aller, et tout reste en suspens.

Le gouvernement soutient que la Cisleithanie est déjà trop faible vis-à-vis de la Hongrie compacte et qu'elle deviendrait encore plus faible si on la partageait en trois groupes. Les fédéralistes répondent qu'elle est faible précisément parce qu'elle n'est représentée que par un seul des éléments nationaux, lequel doit en même temps faire contrepoids aux **Magyars** et comprimer les Slaves; qu'on laisse développer les nationalités vitales, et la confédération rendra cette moitié beaucoup plus forte.

Les Allemands accusent les Tchèques d'être tout à la fois réactionnaires et socialistes, féodaux et démocrates, cléricaux et bussesites, autrichiens et panslavistes. Ceci est inexact, et il faut en croire ceux qui ont étudié le mouvement tchèque sur les lieux. Ce mouvement est

celui d'un peuple de cinq millions : il comprend donc toutes les classes et nuances sociales. Les chefs de parti ne veulent pas s'affaiblir en repoussant, soit l'aristocratie et le clergé, soit les conservateurs, soit les démocrates. Nous pouvons affirmer positivement que toutes les classes et tous les partis sont unis dans la question politique, la question des droits historiques et d'autonomie.

L'idée de reconstituer un royaume bohême exclut celle du panslavisme. Les Tchèques veulent vivre en communauté d'esprit avec les autres races slaves, participer à leur progrès intellectuel, mais maintenir l'Autriche qui offre un abri et une sécurité aux tribus slaves dispersées en Europe. Le hussitisme n'est qu'une malheureuse démonstration politique; on a trouvé dans Jean Huss un héros national propre à capter la bienveillance de la presse anti-catholique de l'étranger. Le *Siècle* et consorts ont été mystifiés. Pendant qu'ils croyaient qu'on glorifiait le réformateur, les Tchèques ne voyaient dans Huss qu'un martyr de l'opposition. Il faut néanmoins faire observer que, chez les Tchèques, comme parmi tous les Slaves, la religion est frappée au coin de la nationalité. Ils sont partisans d'une sorte de gallicanisme. Ils désirent qu'à l'exception de la messe, tout le service divin soit célébré en langue tchèque, et que les fidèles participent avec les ecclésiastiques à l'administration des fonds de l'Église; ils iraient même jusqu'à demander le mariage des prêtres. Nous ne discutons ni ne défendons ces prétentions, mais nous constatons que les Tchèques reconnaissent la suprématie du Saint-Père, ainsi que la solidarité de l'Église universelle, et qu'ils ne mettent en doute aucun de ses dogmes.

D'ailleurs les reproches qui précèdent sont-ils fondés dans la bouche des Allemands de Vienne qui coquettent avec l'unité germanique et attaquent avec une violence redoublée l'Église catholique et le pouvoir du Saint-Siège. Qu'on ne s'y méprenne pas, le Slave peut tomber dans l'erreur; il est impressionnable et sensible; mais il porte dans son cœur le besoin de croire; il suit son clergé : c'est à celui-ci à le bien conduire; on ne fera jamais d'un Slave un athée. L'Allemand au contraire porte dans son cœur le doute; il est bien moins capable de se livrer à des élans de piété; le clergé allemand est en général froid et doctrinaire comme le peuple.

Qui a produit le mouvement tchèque? C'est la presse périodique soutenue par le sentiment national. Le journalisme viennois, fondé sur la spéculation, marche avec le courant et les plus forts, et ne se passionne jamais pour une cause qui ne salarie pas largement. Il abandonne toujours le pouvoir qui tombe. Le journalisme tchèque a marché

avec la nation, il a partagé ses souffrances et son développement. Dans un pays où la presse nationale compte plus de 40,000 abonnés, il faut avouer que le peuple sait lire, qu'il est généralement instruit et n'a rien à envier à la culture allemande.

Le côté par où pèchent les Tchèques est celui de l'exécution pratique de leur programme. Ils ne vous donneront jamais de réponse satisfaisante à cet égard. Qu'on vienne à nous, disent-ils. Mais comment? Nous voulons traiter avec le roi. Mais le roi a les mains liées par deux constitutions jurées, l'une en Hongrie, l'autre en Autriche; seul il ne saurait rien faire. Son gouvernement ne peut pas se mettre au-dessus de la Constitution. L'Autriche n'est pas de force à supporter un coup d'État. Que faire de la Constitution existante? Faut-il la suspendre ou l'abroger? Le mieux serait de la réviser; mais, pour cela, il faut le concours des opposants; il faut, si on veut réédifier quelque chose de légal, ne pas s'écarter du terrain légal.

Le gouvernement le sent; il essaie de se renforcer en proposant de réformer la loi électorale; mais il n'aboutira à rien s'il n'entre franchement dans l'idée du fédéralisme et s'il ne rompt ses attaches avec la coterie allemande. En introduisant dans le ministère quelques hommes étrangers aux luttes de parti, en dissolvant les diètes de Bohême et de Moravie, pour en convoquer de nouvelles où le gouvernement s'abstiendrait de toute influence, où il défendrait à ses fonctionnaires de tout degré de briguer un mandat, s'ils ne sont pas soit établis, propriétaires ou domiciliés en Bohême, soit natifs du pays, en mettant les deux races l'une en face de l'autre livrées à elles-mêmes, ne consultant que leurs intérêts vitaux et matériels, peut-être finirait-on par s'entendre et par obtenir de nouvelles diètes dont la majorité serait l'expression réelle des vœux du pays. Ce serait à ces diètes de négocier un compromis avec le gouvernement et de le faire accepter par les représentants des autres pays.

Les hommes d'État à la hauteur de la situation doivent trouver une solution. Les hommes politiques doivent sentir que cette monarchie ne peut exister si on ne la reconstruit conformément aux aspirations de toutes les races. Avec des concessions sages et spontanées faites aux diverses nationalités, on peut fortifier et sauver l'Autriche, et même lui ouvrir un brillant avenir; mais ceux qui refusent toute concession, qui n'agissent que dans l'intérêt d'un parti ou d'une race, ceux-là, fussent-ils députés ou ministres, ne veulent plus d'Autriche.

J.-B. GANDOLFI.

Prague, 15 octobre 1869.

MÉLANGES.

LES DERNIERS DOCUMENTS RELATIFS AU P. HYACINTHE.

L'appréciation que nous avons faite de la lettre du P. Hyacinthe, différerait quelque peu, nos lecteurs l'auront peut-être remarqué, de celles de plusieurs organes de la presse catholique. Tout en le condamnant avec la même énergie que nous, ils cherchaient à ne voir dans sa démarche qu'un égarement passager.

Nous aurions voulu nous tromper. Malheureusement, les documents qui ont vu le jour depuis que nos premières lignes ont été écrites, sont venus pleinement confirmer le jugement que nous avions porté. Voici d'abord la lettre du général des Carmes, à laquelle le P. Hyacinthe a fait la réponse du 20 septembre :

« Rome, 22 juillet 1869.

« Mon très-révérend Père Hyacinthe, définiteur,

« J'ai reçu votre lettre du 9 juillet courant, et, peu de temps après, le discours que vous avez prononcé à la *Ligue de la paix*. Je n'ai pas trouvé, heureusement, dans ce discours, la phrase hétérodoxe qu'on vous attribuait. Il faut avouer cependant qu'il y a des propositions vagues qui se prêtent d'elles-mêmes à des interprétations fâcheuses, et qu'un tel discours ne va pas trop bien à un religieux. L'habit du Carmel n'était pas là certainement à sa place.

« Mon Révérend Père et cher ami, vous savez combien a été grand l'intérêt que je vous ai toujours porté. Dès le commencement de vos prédications à Notre-Dame de Paris, je vous ai vivement exhorté à ne pas vous mêler des questions agitées parmi les catholiques et sur lesquelles tous n'étaient pas d'accord. Car, du moment où vous vous attachiez ostensiblement aux uns, votre ministère devenait plus ou moins infructueux pour les autres. Or, il est patent que vous n'avez tenu aucun compte des avis de votre Père et de votre supérieur ; car vous écriviez, l'année dernière, une lettre à un club de Paris dans laquelle vous faisiez voir franchement vos opinions là-dessus en faveur d'un parti pas trop sage et en opposition avec les sentiments du Saint-Père, de l'épiscopat et du clergé en général. J'en fus alarmé, et, avec moi, le clergé français.

« Je vous écrivis immédiatement pour vous faire voir la fausse voie dans laquelle vous veniez d'entrer, afin de vous arrêter. Mais ce fut en vain ; car, quelques mois après, vous autorisiez de vous-même une Revue périodique de Gênes à publier une autre lettre qui vous a valu à vous et à moi tant d'ennuis !

« Enfin, durant votre dernier séjour à Rome, je vous ai fait de sérieuses observations, même des reproches un peu forts, sur la fausse position où vous vous étiez placé par votre imprudence ; et, à peine arrivé à Paris, vous avez fait publier, de votre propre autorité, une lettre qui a déplu à tous, même à vos amis.

« Dernièrement, votre présence et votre discours à la Ligue de la paix ont fait naître un grand scandale dans toute l'Europe catholique, comme cela est arrivé, il y a environ six ans, à l'occasion de votre discours dans une réunion à Paris. Vous avez dû donner sans

doute quelque prétexte à de semblables récriminations par quelques phrases obscures, hardies, et nullement prudentes.

« J'ai fait jusqu'à présent tout ce que j'ai pu pour nous défendre et pour vous sauver. Aujourd'hui, il faut que je pense aussi aux intérêts et à l'honneur de notre saint Ordre, que vous compromettez à votre insu.

« Vous m'écriviez de Paris le 19 novembre 1868 : « J'évite de mêler à ces sortes de choses le couvent de Paris et l'ordre du Carmel. » Laissez-moi vous dire, mon cher Père, que c'est là une illusion. Vous êtes religieux et lié par des vœux solennels à vos supérieurs. Nous avons à répondre de vous devant Dieu et devant les hommes, et, par conséquent, à prendre des mesures à votre égard, comme à l'égard des autres religieux, quand votre manière d'agir peut porter préjudice à votre âme et à notre ordre.

« Déjà en France, en Belgique, ici même, des évêques, le clergé, les fidèles blâment les supérieurs de notre ordre de ce qu'ils ne prennent point certaines mesures à votre égard, et, de là, ils concluent que, dans notre congrégation, il n'y a pas d'autorité, ou que l'autorité partage vos opinions et votre manière de faire. Je ne me repens pas certainement de la conduite que j'ai observée jusqu'à présent à votre égard ; mais les choses en sont arrivées à un tel point que je compromettrais ma conscience et l'Ordre entier si je ne prenais pas là-dessus des mesures plus efficaces que par le passé.

« Considérez donc, cher et révérend Père, que vous êtes religieux, que vous avez fait des vœux solennels, et que, par celui d'obéissance, vous êtes lié à vos supérieurs réguliers par un lien autrement fort que celui qui attache le simple prêtre à son évêque. Je ne puis donc plus tolérer que vous continuiez à compromettre l'Ordre entier par vos discours ou par vos écrits, comme je ne puis plus tolérer non plus que notre saint habit comparaisse dans des réunions qui ne seraient pas en harmonie avec notre profession de Carmes-Déchaussés.

« Donc, dans l'intérêt de votre âme et de notre ordre, je vous ordonne formellement, par la présente, de ne plus faire imprimer soit lettres, soit discours, de ne plus prendre la parole en dehors des églises, de ne plus vous présenter aux Chambres et de ne plus intervenir à la Ligue de la paix, comme à toute autre réunion qui n'aurait pas un but exclusivement catholique et religieux. J'espère que vous obéirez avec docilité et même avec amour.

« Maintenant, laissez-moi vous parler à cœur ouvert, comme un père à son fils ! Je vous vois lancé dans une voie extrêmement dangereuse, qui, malgré vos intentions présentes, pourrait vous conduire là où vous seriez aujourd'hui désolé d'arriver.

« Arrêtez-vous donc, mon cher fils, écoutez la voix de votre Père et de votre ami, qui vous parle le cœur déchiré de douleur. Pour cela, vous feriez bien de vous retirer dans un des couvents de la province d'Avignon, pour vous y reposer et aussi pour y faire la retraite dont je vous avais dispensé l'année dernière, à cause de vos occupations.

« Méditez dans la solitude les grandes vérités de la religion, non pour les prêcher, mais pour le profit de votre âme. Demandez des lumières au Ciel avec un cœur contrit et humilié. Adressez-vous à la sainte Vierge, à notre père saint Joseph, à notre séraphique mère sainte Thérèse. — Un père peut bien adresser ces paroles à un fils, quoique grand orateur !

« C'est une question bien sérieuse pour vous et pour nous tous.

« Je prie le Seigneur pour qu'il daigne vous accorder ses lumières et ses grâces ; je me recommande à vos prières ; je vous donne ma bénédiction et je suis

« De Votre Révérence,

« Le très-humble serviteur,

« FR. DOMINIQUE DE SAINT-JOSEPH,
présosé général. »

Nous ne voulons relever dans cette lettre que deux choses : sa date et son objet ; sa date (le 22 juillet) qui prouve que la réponse (20 septembre) n'a pas été écrite *ab irato* ;

son objet, qui n'était ni d'entraver les prédications religieuses du P. Hyacinthe ni de leur imposer une direction, mais seulement de lui interdire les tribunes profanes. On comprend l'aggravation que donnent ces deux circonstances au déplorable manifeste du 20 septembre.

Le général des Carmes a répondu à ce dernier de la manière suivante :

« Rome, 26 septembre 1869.

« *Au Révérend Père Hyacinthe, définiteur,*

« Mon Révérend Père,

« Ce n'est qu'hier, 25 septembre, que m'est parvenue votre lettre en date du 20 courant. Vous vous figurerez sans peine à quel point elle m'a affligé et de quelle amertume elle a rempli mon âme. J'étais loin de m'attendre de votre part à une chute aussi profonde. Aussi mon cœur saigne-t-il de douleur, et est-ce pris d'une immense pitié pour vous, que j'élève mes humbles supplications vers le Dieu de toute miséricorde afin qu'il vous éclaire, qu'il vous pardonne et qu'il vous fasse sortir au plus tôt de la voie déplorable et fatale où vous vous êtes engagé.

« Il est bien vrai, mon révérend Père, que, depuis cinq années, malgré mes opinions personnelles, en général contraires aux vôtres sur bien des questions religieuses, comme je vous l'ai exprimé plus d'une fois : malgré les avis que je vous ai donnés, à plusieurs reprises, relativement à vos prédications, et dont, si l'on en excepte toutefois votre station de Carême à Rome, vous n'avez tenu qu'un fort médiocre compte, tant que vous n'êtes pas ouvertement sorti des limites imposées par la prudence chrétienne à un prêtre et surtout à un religieux, je vous ai toujours témoigné mes sentiments d'estime et d'amitié, et je vous ai encouragé dans vos prédications. Mais, si cela est vrai, il est vrai aussi que, du moment où je m'aperçus que vous commenciez à franchir ces limites, je dus commencer, de mon côté, à vous exprimer mes craintes et à vous témoigner mon mécontentement.

« Vous devez vous rappeler, mon révérend Père, que je l'ai fait notamment l'année dernière, vers le mois d'octobre, lors de mon passage par la France, à l'occasion de la lettre que vous aviez adressée à un club de Paris. Je vous fis connaître alors combien cette lettre m'était désagréable.

« Vos lettres publiées en Italie me furent également fort pénibles et vous attirèrent aussi des observations et des reproches de ma part, lors de votre dernier voyage à Rome.

« Enfin, votre présence et surtout votre discours à la *Ligue de la paix* mirent le comble à mes appréhensions et à ma douleur, et me forcèrent à vous écrire la lettre du 22 juillet dernier, par laquelle je vous ordonnais formellement de ne plus faire imprimer, à l'avenir, aucune lettre ni aucun discours, de ne plus prendre désormais la parole en dehors des églises, de vous abstenir de vous présenter aux Chambres, de prendre part à la Ligue de la paix ou à toute autre réunion dont le but ne serait pas exclusivement catholique et religieux.

« Ma défense, comme vous le voyez, ne s'adressait pas le moins du monde à vos prédications dans la chaire sacrée. C'est au contraire à cette chaire de vérité que je désirais vous voir consacrer entièrement et uniquement votre talent et votre éloquence.

« Aussi est-ce avec une pénible surprise que j'ai lu dans votre lettre que : *avec une parole faussée par un mot d'ordre ou mutilée par des réticences, vous ne sauriez remonter dans la chaire de Notre-Dame.*

« Vous devez bien savoir, mon Révérend Père, que je ne vous ai jamais interdit de prêcher, que jamais je ne vous ai donné d'ordre ou imposé de restrictions à vos prédications. Je me suis permis seulement de vous donner quelques avis, de vous adresser quelques observations, notamment au sujet de vos dernières conférences, comme cela était, en ma qualité de supérieur, mon droit et mon devoir.

« Vous étiez donc, pour continuer vos prédications, soit à Paris, soit ailleurs, tout aussi libre que les années précédentes avant ma lettre du 22 juillet dernier, et, si vous avez

renoncé à reparaître dans la chaire de Notre-Dame de Paris, c'est volontairement et de votre plein gré que vous y avez renoncé, et non pas en vertu de mesures que j'aurais prises à votre égard.

« Votre lettre du 20 m'annonce que vous vous éloignez de notre couvent de Paris. Les journaux et des lettres particulières m'apprennent, en effet, que vous auriez quitté votre couvent et dépouillé l'habit religieux sans aucune autorisation ecclésiastique. Si le fait se trouvait malheureusement vrai, je vous ferais remarquer, mon révérend Père, que vous ne devez pas ignorer que le religieux qui quitte son couvent et l'habit de son ordre, sans permission régulière de l'autorité compétente, est considéré comme un vrai apostat et tombe, par conséquent, sous le coup des peines canoniques mentionnées in cap. *Periculosus*.

« Ces peines sont, vous le savez, l'excommunication majeure, *latæ sententiæ*, et, suivant nos constitutions confirmées par le Saint Siège, part III, cap. xxxv, n° 12, ceux qui sortent de la congrégation, sans autorisation, encourrent l'excommunication majeure *ipso facto* et la note d'infamie : *Qui a congregatione recedunt, præter apostasiam, ipso facto excommunicationem et infamiæ notam incurrunt*.

« En ma qualité de votre supérieur, et afin d'obéir aux prescriptions des décrets apostoliques qui me commandent d'employer même les censures afin de vous ramener dans le sein de l'Ordre que vous avez si déplorablement abandonné, je me vois dans la nécessité de vous ordonner de rentrer dans le couvent de Paris que vous avez quitté, dans le terme de dix jours à partir de la réception de la présente lettre, vous faisant remarquer que si vous n'obéissiez pas à cette prescription dans le terme fixé, vous seriez privé canoniquement de toutes les charges que vous exercez dans l'ordre des Carmes déchaussés, et continueriez à vivre sous le coup des censures établies par le droit commun et par nos constitutions.

« Puissiez-vous, mon Révérend Père, écouter notre voix et le cri de votre conscience; puissiez-vous rentrer promptement et sérieusement en vous-même, voir la profondeur de la chute que vous avez faite, et, par une héroïque résolution, vous relever généreusement, réparer le grand scandale que vous avez causé, et consoler par là l'Eglise votre mère, que vous venez de tant affliger. Ce sont là les vœux les plus vrais et les plus ardents de mon cœur; c'est là aussi ce que vos frères désolés et moi, votre Père, demandons de toute la ferveur de nos âmes au Dieu tout-puissant, à Dieu si fécond en miséricorde et en bonté.

« FR. DOMINIQUE DE SAINT-JOSEPH,
« préposé général des Carmes déchaussés. »

Le P. Hyacinthe ne s'est pas rendu aux injonctions de son supérieur. Au surplus ceux qui espéraient de sa part un prompt amendement, ont dû perdre leurs illusions après la publication de deux autres documents émanés de sa plume et que nous allons mettre sous les yeux de nos lecteurs.

Le 25 septembre, monseigneur Dupanloup lui écrivait d'Orléans la lettre suivante :

« Mon cher confrère,

« Aussitôt que de Paris on m'en a appris ce que vous étiez sur le point de faire, j'ai essayé, vous le savez, de vous épargner à tout prix ce qui devait être pour vous une si grande faute et un si grand malheur, en même temps qu'une profonde tristesse pour l'Eglise : j'ai fait partir, à l'heure même, et de nuit, votre ancien condisciple et votre ami pour vous arrêter, s'il était possible. Mais il était trop tard; le scandale était consommé, et dès maintenant vous pouvez mesurer, à la douleur de tous les amis de l'Eglise et à la joie de tous ses ennemis, le mal que vous avez fait.

« Aujourd'hui je ne puis plus que prier Dieu et vous conjurer vous-même de vous arrêter sur la pente où vous êtes, et qui conduit à des abîmes que l'œil troublé de votre âme n'a pas vus.

« Vous avez souffert, je le sais; mais, laissez-moi vous le dire, le P. Lacordaire et le

P. de Ravignan, je le sais aussi, ont souffert plus que vous, et ils se sont élevés plus haut dans la patience et la force par l'amour de l'Eglise et de Jésus-Christ.

« Comment n'avez-vous pas senti quelle injure vous faisiez à l'Eglise votre mère par ces prévoyances accusatrices ? Et quelle injure à Jésus-Christ, en vous plaçant, comme vous le faites, seul en face de lui, au mépris de son Eglise !

« Mais je veux espérer et j'espère : ce ne sera qu'un égarement passager.

« Revenez parmi nous ; après avoir donné au monde catholique cette douleur, donnez-lui une grande consolation et un grand exemple. Allez vous jeter aux pieds du Saint Père. Ses bras vous seront ouverts et, en vous pressant sur son cœur paternel, il vous rendra la paix de votre conscience et l'honneur de votre vie.

« Recevez de celui qui fut votre évêque, et qui ne cessera jamais d'aimer votre âme, ce témoignage et ces conseils d'une véritable et religieuse affection.

« † FÉLIX,

« Evêque d'Orléans. »

La lettre si paternelle et si pressante de Mgr. Dupanloup méritait d'être écoutée. Le pire que l'on pouvait redouter, c'était une réponse dilatoire. Nul ne s'attendait à un refus formel.

C'est cependant ce qui est arrivé. Et quel refus ! Ni plus ni moins qu'un avertissement à Mgr. Dupanloup de cesser ses avances ! Qu'on en juge :

« Monseigneur,

» Je suis très-touché du sentiment qui vous a dicté la lettre que vous me faites l'honneur de m'écrire, et je suis très-reconnaissant des prières que vous voulez faire pour moi ; mais je ne peux accepter ni vos conseils ni les reproches que vous m'adressez.

» Ce que vous appelez une grande faute commise, je l'appelle un grand devoir accompli.

» Veuillez agréer, Monseigneur, l'hommage des sentiments respectueux avec lesquels je demeure en Jésus-Christ et en son Eglise,

» Votre très-humble et obéissant serviteur,

» FRÈRE HYACINTHE. »

» Paris, 26 septembre 1869. »

Résumons la situation. La première lettre du P. Hyacinthe a mis d'un côté tous les catholiques, de l'autre tous les ennemis de l'Eglise, les premiers le blâmant hautement, les seconds l'approuvant bruyamment.

La situation étant telle, comment le P. Hyacinthe peut-il encore voir, dans la démarche qu'il s'est permise, un grand devoir accompli ?

Devoir envers qui ? Envers l'Eglise ? Elle le nie par l'organe de ses pontifes autorisés. Envers les catholiques laïques ? Leur sentiment unanime proteste contre cette appréciation. Envers lui-même ? Comment son devoir pourrait-il être de semer le scandale et de fouler aux pieds les vœux qu'il a librement contractés ?

Le P. Hyacinthe prétend donc mieux connaître les obligations qui lui incombent, que tous ses anciens coreligionnaires, aussi bien ceux qui entouraieient sa chaire de leurs ardentes sympathies, que ceux qui gardaient à son égard une certaine réserve. Mais ce qu'il y a ici de douloureux pour lui, c'est que sa manière de voir est partagée par tous les ennemis de la foi catholique et de l'habit religieux, quel que soit le drapeau qu'ils portent.

Il semble résulter de sa première lettre et de sa réponse à Mgr. Dupanloup, qu'il veuille adopter pour le moment une attitude expectante. Il attend les résolutions du concile ! Il traite avec l'Eglise de puissance à puissance. Il lui dit : « Vous êtes sur une pente mauvaise ; vous vous égarez : écoutez-moi ! Si vous le faites, je reste avec vous ; sinon, je me sépare de vous. » Lui seul est donc infallible ! A qui le fera-t-il croire ? Où est sa mission ? Quels en sont les signes ? Et l'Esprit de Dieu se serait-il retiré de l'Eglise, avec laquelle il a promis de demeurer jusqu'à la consommation des siècles, pour parler par sa bouche ?

A la vérité, le P. Hyacinthe reste, à l'en croire, « le serviteur de l'évêque d'Orléans en Jésus-Christ et en son Église. » Peut-être ces paroles laissent-elles encore ouverture à l'espérance. Mais qu'il se souvienne que ce n'est pas à lui, mais à l'autorité ecclésiastique à décider s'il appartient à l'Église, et qu'actuellement aucun évêque ne lui donnerait les pouvoirs nécessaires pour célébrer, confesser et prêcher (1).

Tout cela ne l'éclaire-t-il donc pas ? Hélas ! il se fait gloire de sa révolte. En face d'une aberration si lamentable, la raison se trouble et serait heureuse de tout expliquer par une cause physique. Malheureusement, la cause morale est trop apparente : le P. Hyacinthe pousse l'orgueil jusqu'à la démence. Ses défiances à l'égard de l'Église et du Concile ne s'adressent à rien moins qu'à Jésus-Christ et à l'Esprit-Saint ! C'est vis-à-vis d'eux qu'il se pose comme seul doué d'infaillibilité et d'une vue claire des nécessités du présent !

Qu'il ait eu à souffrir, l'évêque d'Orléans le reconnaît, et nous ne le contesterons pas après un tel témoignage. Mais est-il donc le premier qui ait été la victime des injustices des hommes, et celles-ci peuvent-elles jamais justifier la trahison envers Dieu ? Il n'oserait pas méconnaître d'ailleurs qu'il a eu de brillantes compensations. Il a bu abondamment à la coupe enivrante du succès ; il a eu des admirateurs nombreux et presque des disciples ; il a été en un mot un de ces hommes dont l'enseignement et les doctrines peuvent être contredits, mais qui fixent les regards du monde et commandent jusqu'à l'attention de leurs adversaires.

L'évêque d'Orléans a supplié le P. Hyacinthe de revenir. Il refuse ! Nous craignons bien qu'il ne revienne plus jamais. Les chutes d'orgueil sont les plus dangereuses, surtout quand on tombe de si haut. Il faut pour se sauver s'humilier comme un petit enfant. Qui oserait dire que le P. Hyacinthe y soit disposé ?

Il a d'ailleurs fait déjà un pas de plus. Le 30 septembre, probablement après avoir reçu la lettre de son général, il a répondu dans les termes qu'on va lire au marquis de Villamarina qui l'avait chaudement félicité au sujet de sa première lettre. On sait que M. de Villamarina a été un des plus dangereux artisans de la Révolution italienne et qu'il est encore un des ennemis les plus implacables de la Papauté.

» Monsieur le marquis,

» Les témoignages de sympathie comme ceux que vous me faites l'honneur de m'adresser sont bien faits pour m'encourager dans la voie difficile où je suis résolu de marcher.

» L'Italie peut peser d'un poids immense dans l'œuvre de la transformation de l'Église. *Tempus est ut judicium incipiat a domo Dei.*

» En ce qui me concerne personnellement, je ne sais pas si la protestation que j'ai élevée et si le sacrifice que j'ai accompli seront féconds, mais au moins j'aurai jusqu'à la fin obéi à ma conscience.

» Je vous remercie de m'avoir compris et de m'avoir approuvé.

» FR. HYACINTHE. »

Il résulte de cette lettre deux choses. La première, c'est que le P. Hyacinthe s'enorgueillit des approbations des ennemis de l'Église. La seconde, c'est que son concours est acquis à l'œuvre de la transformation de l'Église. Cette œuvre, l'a-t-il oublié ? est une œuvre d'hérésie. Et, s'il ne l'a pas oublié, ne s'est-il pas aperçu qu'à notre époque il n'y a plus place dans le domaine religieux pour des hérésies nouvelles ? Il y a les catholiques et il y a les impies. Si le P. Hyacinthe ne revient pas vers les premiers, il sera fatalement amené à s'allier aux seconds.

Il déclare au surplus qu'il est résolu à marcher dans la voie où il est entré. Il verra bientôt qu'il y marche seul et que personne ne fera plus attention aux traces de ses pas.

CH. WOESTE.

(1) Par décret du 18 octobre 1869, l'autorité supérieure de l'ordre des Carmes a déposé le P. Hyacinthe de toutes ses charges, en le déclarant d'ailleurs atteint par son apostasie de l'excommunication majeure.

JOURNAL HISTORIQUE.

ÉVÉNEMENTS DU MOIS.

15 SEPTEMBRE. — 15 OCTOBRE.

Septembre.

17. — *La Gazzetta Italia* dit que les négociations entamées par le ministre des finances pour l'anticipation de 70 millions sur les biens ecclésiastiques ont réussi à des conditions avantageuses pour l'État.

19. — Ouverture des fêtes organisées à Liège en l'honneur des tireurs étrangers. (Le roi et le comte de Flandre y assistent le 21.)

— Une dépêche du général Sickles, au gouvernement de Washington, annonce que, pour le moment, le cabinet espagnol repousse toute proposition des États-Unis relative à Cuba.

20. — Un député français, l'un des 116, M. le comte de Kératry, dans une lettre, propose à ses collègues de se réunir le 26 octobre sans convocation du gouvernement.

— Ouverture à La Haye de la session des États-Généraux, par le roi.

— Le secrétaire du gouverneur civil de Tarragone, ayant voulu s'opposer à une manifestation républicaine, est tué par la foule.

24. — Un service funèbre est célébré à Bruxelles, en l'église de Notre-Dame du Sablon, à l'occasion du cent cinquantième anniversaire du supplice d'Anneessens.

— Ouverture des chambres à Carlsruhe, par le grand-duc.

25. — Troubles à Barcelone, à cause du désarmement des volontaires. — Une insurrection républicaine éclate sur divers points de l'Espagne.

28. — *Le Journal officiel* publie un décret daté de Saint-Cloud, le 25 courant, qui nomme le général Fleury ambassadeur à Saint-Petersbourg.

— Dans un banquet qui a lieu à Watford, pour les membres du comice agricole, lord Clarendon (à la suite de son voyage à Paris) prononce un discours dans lequel il dit que, « revenu d'un voyage sur le continent, où il a parlé à des personnes qui ont de l'influence sur les destinées de l'Europe, il peut exprimer la conviction que, depuis la guerre entre la Prusse et l'Autriche, les probabilités n'ont jamais été plus grandes pour le maintien de la paix. »

30. — Départ de l'impératrice des Français pour l'Orient (par Venise). — Elle va assister à l'inauguration de l'Isthme de Suez.

— Ouverture de la Diète à Dresde. — Discours du roi Jean.



Octobre.

1^{er}. — Un journal hollandais annonce la vente de la citadelle du Sud (à Anvers) par le gouvernement à une maison de Berlin pour quatorze millions de francs. La vente est confirmée.

— Ouverture à Prague de la Diète de Bohême.

2. — A Florence, une circulaire du ministre de la justice autorise les évêques à aller au Concile.

3. — Le *Journal officiel* publie un décret convoquant le Sénat et le Corps législatif au 29 novembre.

4. — Ouverture du Rigsdag à Copenhague. — Discours du roi.

— Le gouvernement espagnol présente aux Cortès un projet de loi suspendant les garanties individuelles dans toutes les provinces d'Espagne et autorisant le ministère à déclarer en état de siège les points où éclateront des désordres.

5. — A Carlsruhe, la seconde Chambre adopte le projet d'adresse proposé par les nationaux-libéraux et rejette celui que présentaient les catholiques.

6. — Ouverture de la session des Chambres prussiennes par le roi.

— A Munich, la Chambre des députés est dissoute, après 7 scrutins dans lesquels les candidats du parti catholique et du parti progressiste pour la présidence obtiennent le même nombre de suffrages.

— Les Cortès espagnoles votent à l'unanimité, grâce à l'abstention des républicains, la loi suspendant les garanties constitutionnelles, les députés républicains ayant quitté la salle des séances.

L'assemblée adopte également un projet autorisant le gouvernement à envoyer des députés dans les provinces, avec des missions officielles, pour aider au rétablissement de l'ordre, de plus en plus troublé.

7. — Le Prince royal de Prusse arrive à Vienne, où il est reçu par l'empereur.

9. — Le *Journal officiel* signale des troubles graves à Aubin (Aveyron) par suite d'une grève des ouvriers des mines de la Compagnie d'Orléans.

La grève étant devenue une véritable émeute, les troupes assaillies par les grévistes ont fait feu; il y a eu dix morts et plusieurs blessés.

— Les Cortès espagnols nomment une commission chargée de faire un rapport sur la conduite à tenir vis-à-vis des dix-sept députés républicains qui se sont mis à la tête de l'insurrection.

10. — Inauguration à Namur de la statue du roi Léopold I^{er} en présence du roi et de la reine.

11. — A Carlsruhe, la seconde Chambre approuve le traité conclu avec la Confédération de l'Allemagne du Nord et concernant la faculté de s'acquitter du service militaire sur l'un et l'autre territoire indistinctement.

13. — Mort de M. Sainte-Beuve, sénateur, âgé de 65 ans. (Il est enterré civilement.)

— Quelques désordres ayant eu lieu à Paris à l'occasion d'une réunion publique tenue à Belleville, le *Journal officiel* publie la note suivante :

« Le préfet de police peut ajourner toute réunion publique qui lui paraît de nature à troubler l'ordre ou à compromettre la sécurité publique.

» En présence des désordres survenus dans plusieurs réunions, le gouvernement a décidé qu'il serait fait application de cette disposition de loi. »

— L'impératrice des Français débarque à Constantinople où le Sultan lui fait une brillante réception.

15. — Les Cortès espagnols autorisent des poursuites contre les dix-sept députés républicains.

Une insurrection ayant éclaté à Valence, les révoltés retranchés dans cette ville, mais entourés de troupes nombreuses, demandent à capituler. Les conditions n'ayant pas été acceptées, les insurgés se rendent à discrétion le 16 après quelques heures de combat.

— M. de Kératry déclare qu'il renonce à la manifestation proposée par lui pour le 26 octobre.

DOCUMENTS HISTORIQUES.

ALLEMAGNE. — Lettre pastorale des évêques allemands au sujet du concile.

Les Evêques allemands assemblés à Fulda, à leurs chers diocésains, grâce et paix de la part de Dieu notre Sauveur.

Dans l'esprit de Jésus-Christ et de sa sainte Église, lequel est avant tout un esprit d'unité et d'union, nous, Evêques allemands, nous nous sommes encore réunis cette année à Fulda, auprès du tombeau de saint Boniface, pour y délibérer fraternellement ensemble. Le but de cette réunion n'était pas de prendre des résolutions obligatoires sur les affaires de l'Eglise; car cela ne peut se faire, d'après les règles ecclésiastiques, que dans des réunions spéciales et tenues dans les formes requises; notre but était exclusivement d'assurer plus complètement, par un échange mutuel de pensées, l'accomplissement de notre charge sacrée, et de resserrer entre nous cette union, cette affection qui est la mère et la nourrice de tout bien.

Ce qui a fait naturellement cette année le sujet principal de nos délibérations, c'a été la préparation au Concile général, auquel notre Saint Père le pape Pie IX a convoqué tous les Evêques de la terre.

C'est pourquoi nous avons pensé qu'il serait bon et salutaire, avant de nous séparer; d'adresser en commun une courte parole à nos chers diocésains, ecclésiastiques et laïques.

Aussitôt que la convocation d'un Concile général eut été connue, une pieuse attente et une joyeuse espérance remplirent les cœurs des fidèles, et des milliers de chrétiens tournèrent vers Rome leurs regards avec une confiance filiale; non pas que l'on vit dans le Concile un moyen magique d'éloigner tous les maux et tous les dangers, et de changer d'un coup la face de la terre, mais parce que l'on sait que, d'après la constitution donnée à l'Eglise par le Christ dans sa divine sagesse, la réunion des successeurs des apôtres autour du successeur de saint Pierre, dans un Concile œcuménique, est le principal moyen de placer dans une plus vive lumière la sainte vérité du christianisme et de donner plus de force à ses saintes lois.

Ce que le saint pape Grégoire-le-Grand avait déjà dit, savoir que, dans le cours des temps, les portes de la divine vérité et de la divine sagesse s'ouvriraient de plus en plus larges pour la chrétienté, cela s'accomplit de la façon la plus sublime par les Conciles œcuméniques. Or, il est certain que de la plus complète connaissance de la doctrine du Christ et de l'observation plus générale de sa loi, dépend non-seulement le bien éternel, mais encore le vrai bien temporel de l'humanité. Et c'est pour cela que les fidèles enfants de l'Eglise accueillent les Conciles généraux avec confiance et avec de saintes espérances. C'est un devoir sacré pour nous, à l'approche du futur Concile, de nous pénétrer de ces sentiments et de les répandre parmi les autres.

Cependant, nous ne pouvons nous dissimuler que, d'un autre côté, même parmi de fer-

vents et fidèles membres de l'Église, des craintes se sont montrées, qui sont bien propres à affaiblir la confiance. Ajoutez à cela que les adversaires de l'Église font entendre des accusations qui n'ont pas d'autre but que d'exciter des soupçons et des antipathies contre le Concile, et même d'exciter les défiances des gouvernements.

Ainsi exprime-t-on bien haut la crainte que le Concile ne proclame des dogmes qui ne sont pas contenus dans la révélation de Dieu et dans la tradition de l'Église, et n'établisse des principes préjudiciables aux intérêts de la chrétienté et de l'Église, et incompatibles avec les droits légitimes de l'État, de la civilisation et de la science, aussi bien qu'avec la juste liberté et le bonheur temporel des peuples. On va encore plus loin, et l'on accuse le Saint Père de vouloir, sous l'influence d'un parti, se servir exclusivement du Concile pour augmenter plus qu'il ne convient le pouvoir du Siège apostolique, pour changer l'antique et véritable constitution de l'Église, pour ériger enfin une souveraineté spirituelle incompatible avec la liberté chrétienne. On ne craint pas d'infliger le nom de parti au chef de l'Église et à l'épiscopat, outrage que nous étions jusqu'ici accoutumés à ne rencontrer que dans la bouche des ennemis déclarés de l'Église. En conséquence, on va jusqu'à exprimer le soupçon que les évêques n'auraient pas la pleine liberté de délibérer dans le Concile, qu'on ne leur fournirait même pas les documents et la liberté de parole nécessaires pour accomplir leur devoir dans cette assemblée, et, en conséquence, on met en question même la validité du Concile et de ses décisions.

Quelle que soit l'origine de ces discours et d'autres semblables, ils ne peuvent venir d'une foi vivante, d'un véritable amour pour l'Église, d'une confiance inébranlable dans l'assistance que Dieu ne retire jamais à son Église. Jamais nos Pères dans la foi, jamais les saints de Dieu n'ont ainsi pensé. Ces discours, sans aucun doute, bien aimés diocésains, sont contraires aux plus intimes sentiments de votre foi. Nous voulons néanmoins vous exhorter expressément à ne pas vous laisser induire en erreur par ces paroles, et à ne pas vous laisser ébranler dans votre foi et dans votre confiance.

Jamais, jamais un Concile œcuménique n'exprimera une doctrine nouvelle, qui ne soit pas contenue dans l'Écriture ou dans les traditions apostoliques; lorsque l'Église porte un décret en matière de foi, elle ne proclame pas un nouveau dogme, elle ne fait que mettre dans une plus claire lumière une vérité ancienne et primordiale, et que la défendre contre de nouvelles erreurs.

Jamais, jamais un Concile œcuménique ne proclamera un dogme qui soit en contradiction avec les principes de la justice, avec le droit de l'État et de ses magistrats, avec la civilisation et avec les vrais intérêts de la science, ou avec la juste liberté et le bonheur des peuples.

En un mot, le Concile n'exposera aucun principe nouveau, ni aucun autre que ceux qui sont déjà gravés dans votre cœur par votre foi et par votre conscience, que ceux qui ont été tenus comme saints pendant des siècles par les peuples chrétiens, et sur lesquels reposent et ont toujours reposé le bonheur des États, l'autorité des magistrats, la liberté des peuples, en même temps qu'ils sont le fondement de la vraie science et de la vraie civilisation.

Et pourquoi pouvons-nous dire ces choses avec une telle assurance et une telle conviction? Parce que nous sommes certains, par la foi, que Jésus-Christ demeure tous les jours avec son Église jusqu'à la fin du monde, que le Saint-Esprit ne l'abandonne jamais, qu'il la dirige en tout et la conduit en toute vérité, de sorte qu'elle est et qu'elle demeure la colonne et le fondement de la vérité, contre laquelle les portes de l'enfer ne pourront jamais prévaloir; parce que, enfin, nous croyons et nous savons que, lorsque les successeurs de Pierre et des apôtres, c'est-à-dire le pape et les évêques, sont régulièrement assemblés en Concile œcuménique pour décider dans les choses de la foi et des mœurs, ils sont, par la Providence et par l'assistance de Dieu, mis à l'abri de toute erreur.

De même que le Christ est le même hier, et aujourd'hui et dans l'éternité, et que sa parole ne passera jamais, même quand le ciel et la terre auront passé, ainsi son Église

demeure toujours la même et elle demeure perpétuelle et invariable, la vérité du Christ. Nous ne craignons donc pas qu'un concile universel puisse manquer dans ses décisions à la vérité traditionnelle, qu'il puisse altérer d'une façon quelconque dans son essence la constitution de l'Eglise établie par Dieu lui-même; ce serait méconnaître la force des promesses divines faites à la sainte Eglise et l'efficacité de la grâce divine qui la soutient.

Il ne faut pas non plus que personne appréhende que le Concile œcuménique prenne inconsidérément et avec précipitation des décisions qui seraient sans nécessité en contradiction avec les circonstances actuelles et avec les besoins du temps présent, ou qu'il veuille transplanter dans notre temps, à la façon de quelques hommes exaltés, les idées, les mœurs et l'organisation des temps passés.

Et comment peut-on même raisonnablement craindre quelque chose de semblable d'une assemblée composée des évêques du monde catholique tout entier, de ces évêques qui, pourvus de la plus complète expérience de la vie, familiarisés avec les habitudes des pays les plus différents, chargés de la responsabilité de la plus sainte vocation, seront avant toute chose réunis par le chef de l'Eglise pour délibérer avec lui sur les meilleurs moyens de réaliser dans le présent les éternelles vérités de la religion, de procurer et d'assurer les bienfaits du christianisme aux générations présentes et aux générations futures.

C'est avec aussi peu de fondement et aussi peu de justice qu'on craindrait de voir porter quelque atteinte à la liberté des délibérations du Concile. Combien ceux qui pensent ainsi connaissent peu les sentiments du pape, les sentiments des évêques et la façon de procéder de l'Eglise! Nous savons de la manière la plus certaine que c'est la volonté formelle et déclarée du saint Père de ne mettre aucun obstacle à la liberté et à la durée des délibérations, et cela est dans la nature même des choses. En effet, dans un Concile de l'Eglise, les différents partis ne lui tent pas avec toutes les ressources de l'éloquence pour obtenir la victoire; les divers membres de l'assemblée ne cherchent pas à l'emporter sur leurs adversaires par la conquête d'une majorité favorable à leurs vues. Malgré les différences d'opinions, tous sont d'avance d'accord sur les principes de la foi, et ils ne tendent qu'à un seul but, le salut des âmes et le bien de la chrétienté. Les discussions n'ont donc pas pour objet de vaincre un adversaire ou de faire triompher un intérêt particulier; on ne discute que pour faire briller la vérité sous toutes ses faces et pour ne rien décider avant d'avoir résolu toutes les difficultés et éclairci toutes les obscurités. En ce qui concerne surtout les éternelles vérités de la foi, le Concile ne décidera rien avant d'avoir épuisé les ressources de la science et des plus mûres délibérations.

Et que dirons-nous au sujet de ces indignes soupçons qui supposent que les évêques pourraient, par des considérations humaines, renoncer dans le Concile à la liberté de parole, qui est une de leurs obligations? Nous souvenant du commandement de notre Maître, nous ne répondrons pas par des injures à ceux qui nous insultent, et nous nous contenterons de dire simplement et loyalement : Les évêques de l'Eglise catholique, lorsqu'ils seront réunis en Concile œcuménique, n'oublieront jamais, dans ces fonctions si importantes de leur charge et de leur action, n'oublieront jamais *le plus saint de leurs devoirs, le devoir de rendre témoignage à la vérité*; ils se souviendront de cette parole de l'apôtre : *Celui qui veut plaire aux hommes n'est pas un serviteur du Christ*; se rappelant le compte qu'ils auront bientôt à rendre devant le tribunal de Dieu, ils songeront qu'ils n'ont pas d'autre règle à suivre que celle de leur foi et de leur conscience.

Nous n'avons pas pensé qu'il fût indigne de nous de défendre l'épiscopat catholique et le Concile œcuménique contre ces tristes soupçons; nous savons que l'Apôtre des gentils lui-même n'a pas dédaigné, dans l'intérêt de sa charge apostolique et dans son amour des âmes et de l'Eglise, de repousser aussi les accusations les plus mal fondées.

Mais lorsque, au mépris de la vénération et de l'amour qui sont dus à l'Eglise et à son chef, nous voyons incriminer les desseins du Saint Père, dénigrer et insulter le Saint Siège apostolique lui-même; lorsque nous voyons représenter comme un parti et comme l'instrument d'un parti celui que le Christ a constitué le pasteur de tous et placé comme

le roc sur lequel repose toute l'Église ; lorsque nous le voyons accusé de vues ambitieuses et dominatrices, et traité, comme le fut le Christ, de rebelle et de séducteur du peuple devant Ponce-Pilate, alors les mots nous manquent pour exprimer toute la douleur que nous causent de pareils discours et l'esprit qui les inspire.

Il n'y a rien de plus étranger, de plus contraire au caractère de l'Église catholique que l'esprit de parti. Il n'y a rien contre quoi le divin Sauveur et ses apôtres se soient exprimés avec plus d'énergie que contre cet esprit de parti et de division, et c'est précisément pour exclure tout esprit de cette nature et pour conserver l'unité de l'esprit dans le lien de la paix, que le Christ a placé parmi les apôtres l'un d'eux, comme centre de l'unité et comme suprême Pasteur de tous, subordonnant à son autorité paternelle les évêques, les prêtres, les fidèles du monde entier, tous unis à lui par l'indissoluble lien de l'obéissance, fondée sur la foi et sur la charité.

L'Église renferme une infinie variété de caractères nationaux et individuels ; elle comprend dans son sein les associations, les corporations et les états les plus différents de la vie religieuse ; elle tolère, bien plus, elle protège les plus grandes variétés d'opinions théoriques et pratiques ; mais jamais elle ne tolère et n'approuve les partis, jamais elle n'est elle-même un parti. Aussi est-il impossible pour un cœur catholique, dont la foi et la charité n'ont pas été troublées par les passions, de se laisser aller à l'esprit de parti en ce qui concerne la religion et l'Église ; car sa foi l'engage à subordonner son propre jugement, et bien plus encore ses intérêts particuliers et ses passions, en toute humilité et charité et avec une confiance sans bornes, à la plus haute et infaillible chaire que le Christ nous a commandé d'écouter, et dont il a dit pour toujours : *Celui qui vous écoute, m'écoute.*

Cette très-haute et infaillible chaire de l'Église, ou plutôt le Christ lui-même et son Saint-Esprit, par elle va parler à tous dans le prochain Concile œcuménique, et tous les hommes de bonne volonté, tous ceux qui sont de Dieu, écouteront sa voix, la voix de la vérité, de la justice, de la paix du Christ.

Pierre et les apôtres, au premier concile de Jérusalem, n'avaient qu'un seul et même langage ; il en sera de même aujourd'hui, et il deviendra évident pour le monde entier que tous, dans l'Église catholique d'aujourd'hui, sont d'un même cœur et d'une même âme, comme dans les premières communautés de chrétiens.

C'est de cette source de l'unité que se répand dans l'Église tout ce qui est grand, bon et salutaire. Tous les biens du christianisme en dépendent ; c'est par cette unité seulement que nous participons à la lumière et à la vie du Christ. C'est pourquoi, dans son oraison après la Cène, le Christ a particulièrement demandé pour les siens : «*mon Père céleste le bien de cette unité ; car c'est dans le bien de l'unité que sont compris tous les autres biens du salut : la foi, la charité, la force, la paix et toutes les bénédictions du ciel.*»

Des divisions et des séparations sont venus les plus grands maux qui aient affligé la chrétienté et le monde, tandis que le salut vient du retour et du rétablissement de l'unité.

Si, de nos jours, et nous devons le reconnaître en rendant grâces à Dieu, tant de dommages des mauvais jours ont été réparés, si la vie ecclésiastique et religieuse s'est fortifiée malgré toutes les difficultés des temps, s'il a été fait beaucoup de bien pour le salut des âmes et pour le soulagement des pauvres et des souffrants, si l'on a vu croître admirablement parmi les ecclésiastiques et les laïques l'esprit de foi et l'amour pour l'Église, si le royaume de Dieu prend une nouvelle vigueur dans le royaume entier et porte des fruits abondants, si même les coups portés à l'Église et toutes les épreuves qu'on lui fait subir ne font que tourner à sa gloire, — cela vient, nous n'en doutons pas, de cette concorde intime et de cette unité de sentiments qui, grâce à Dieu, règnent dans tout le monde catholique, malgré quelques affligeantes mais légères agitations. Ce n'est pas une vaine prétention, mais une agréable et publique vérité, que tous les Evêques

catholiques de l'univers sont liés entre eux et avec le Siège apostolique dans la plus parfaite unité, et que le clergé et le peuple s'accordent de la même manière avec leurs évêques. Cette magnifique concorde existe entre les différentes sociétés qui existent dans l'Eglise, et les catholiques de toutes les nations se sentent unis dans la même foi et dans le même amour pour l'Eglise. Les dangers et les malheurs des temps n'ont fait que fortifier cette concorde, et le concours dévoué de toutes les nations pour la défense du Saint Père, si violemment attaqué, a tout particulièrement resserré de plus en plus ce lien de l'unité.

Dans l'esprit de cette unité, comme envoyés du Christ, au nom du Christ, et nous inspirant de son cœur, nous vous prions et conjurons tous, devant tous nos coopérateurs dans le sacerdoce et dans la chaire sacrée, de faire tous vos efforts, par la parole, par l'écriture et par l'exemple, pour amener cette parfaite concorde de l'esprit, en mettant de côté tout ce qui entretient les disputes et les dissensions, et en vous abstenant de tout ce qui nourrit la discorde et qui excite les passions humaines.

Bientôt nous quitterons nos diocèses pour un temps assez long, et nous sommes profondément émus dans nos cœurs à la pensée des immenses dangers du temps actuel. C'est pourquoi nous avons décidé et ordonnons ici qu'un *Triduum* en l'honneur du Sacré-Cœur de Jésus soit célébré le 8 décembre et les deux jours suivants de cette année, dans toutes les paroisses de nos diocèses.

Que la grâce et la paix de Jésus-Christ, que l'intercession de la sainte Vierge et de tous les saints soient et demeurent avec vous tous.

Donné à Fulda, le 6 septembre 1849.

Signé :

† PAUL, Archevêque de Cologne. † GRÉGOIRE, Archevêque de Munich et de Freysing. † HENRI, Prince-Évêque de Breslau. † G. ANTOINE, Évêque de Wurzburg. † CHRISTOPHE-FLORENCE, Évêque de Fulda. † GUILLAUME-EMMANUEL, Évêque de Mayence. EDOUARD-JACQUES, Évêque d'Hildesheim. † LOUIS, Évêque de Léontopolis *in partibus*, Vicaire apostolique de Saxe. † CONRAD, Évêque de Paderborn. † PANCRAË, Évêque d'Augsbourg. † MATTHIAS, Évêque de Trèves. † NICOLAS, Évêque d'Halicarnasse, Vicaire apostolique de Luxembourg. † JEAN-HENRI, Évêque d'Osnabruck et Pro-Vicaire des Missions septentrionales allemandes et danoises. † FRANÇOIS-LÉOPOLD, Évêque d'Eichstœdt. † LOTHAIRE, Évêque de Leuca *in partibus*, et Vicaire capitulaire de l'Archidiocèse de Fribourg. † PHILIPPE, Évêque d'Ermeland. † JEAN-NÉPOMUCÈNE, Évêque de Culm. † NICOLAS, Évêque de Spire. † CHARLES-JOSEPH D'HÉRELÉ, Évêque élu de Rottenbourg.

BADÉ. — *Discours du grand-duc à l'ouverture des Chambres* (24 septembre).

Le discours constate d'abord qu'aucun pas décisif n'a été fait dans le développement national de l'Allemagne depuis la dernière session.

Toutefois, le grand-duc se réjouit de voir des relations de plus en plus étroites s'établir entre Badé et la Confédération de l'Allemagne du Nord.

Il constate avec plaisir que le progrès de la conscience nationale est le point de départ d'un sentiment de solidarité commune de plus en plus énergique entre tous les États allemands.

Le discours signale les traités qui garantissent le maintien de la propriété commune du matériel des anciennes forteresses fédérales de Mayence, d'Ulm, de Rastadt et de Landau entre tous les États signataires.

Il ajoute que, conjointement avec les commissions de forteresses, est constituée une commission d'inspection commune avec la Confédération du Nord. Grâce à ces traités, un système de défense commune est garanti pratiquement entre l'Allemagne du Nord et l'Allemagne du Sud, système dont la nécessité est partout reconnue.

Dans la réunion du Conseil fédéral douanier et du Parlement douanier, la coopération étroite de tous les États allemands s'est manifestée heureusement sur le terrain limité qui était assigné à ces assemblées.

Le discours du Trône espère que la Confédération prendra ultérieurement un développement plus grand et que sa constitution se consolidera. Il signale la communauté de la vie économique de l'Allemagne qui doit s'affirmer par l'extension à toute l'Allemagne du système de poids et mesures qui est en vigueur dans la Confédération de l'Allemagne du Nord.

Il mentionne les traités de commerce, de navigation, postaux et télégraphiques qui ont été conclus par le Zollverein (union douanière).

Il signale l'introduction dans le grand-duché de Bade d'une organisation militaire conforme à celle qui existe dans la Confédération de l'Allemagne du Nord. Grâce à cette organisation, les troupes badoises peuvent entrer dans les rangs de l'armée fédérale de l'Allemagne du Nord au même titre que les troupes fédérales pour la défense de la patrie commune.

Le discours du Trône mentionne les traités de libre pratique militaire conclus avec la Confédération de l'Allemagne du Nord et qui doivent être présentés aux Chambres. Grâce à ces traités, l'unité de la force militaire allemande s'est heureusement affirmée.

— *Réponse de la Chambre des députés :*

« La transformation de l'Allemagne n'est possible que par l'union des États allemands méridionaux à la Confédération de l'Allemagne du Nord.

» Nous attendons avec confiance l'instant où l'achèvement de cette union sera possible.

» Cette union ne saurait troubler la paix, attendu qu'elle ne menace personne et qu'elle ne porte préjudice à personne.

» La violence seule pourrait y trouver un prétexte d'attaque; mais le peuple allemand ne redoute rien de semblable. »

SAXE. — *Discours du roi Jean à l'ouverture des Chambres (30 septembre).*

« La Saxe continue à recevoir des marques de la bienveillance et de l'estime des gouvernements étrangers. Au sein de la Confédération de l'Allemagne du Nord, elle jouit aussi d'une position respectée. Mes efforts ont été, dès le principe, dirigés vers ce but : activer et aider l'achèvement de l'édifice fédéral sur la base de la Constitution. Je n'ai point hésité non plus à prendre moi-même l'initiative à l'égard d'une institution importante qui touche directement aux intérêts généraux de la Confédération. Mais à l'avenir et comme par le passé mes efforts tendront à faire que la limite que la Constitution fédérale fixe entre les droits de la Confédération et ceux des États isolés soit maintenue et qu'on ne dépasse point la ligne au delà de laquelle les États isolés ne conserveraient plus assez d'influence ni de prestige pour exercer une influence efficace à titre de membres vivaces et vigoureux de la Confédération, et pour régler leurs propres affaires conformément à leurs besoins.

» J'espère et j'ai confiance que mon attitude dans ce sens ne demeurera pas sans effet, attendu que je me sais sous ce rapport en parfait accord de sentiments et de vues avec mes augustes confédérés. »

PRUSSE. — *Discours du roi à l'ouverture de la Diète prussienne (6 octobre).*

« Quoique la confiance dans le maintien de la paix et dans une récolte favorable fassent prévoir une augmentation de recettes, la situation financière de l'État ne s'est pas encore essentiellement améliorée jusqu'à présent.

» Il a été impossible d'établir l'équilibre entre les recettes et les dépenses du budget de l'année prochaine, bien qu'on ait restreint ces dernières autant qu'on le pouvait sans porter

atteinte aux grands intérêts du pays. Le gouvernement est donc obligé de demander une augmentation d'impôts.

» Il sera présenté à la Diète un projet de loi tendant à modifier les prescriptions légales sur la répartition de l'impôt classé sur le revenu. »

Le discours se termine par les paroles suivantes :

» Les efforts scrupuleux de mon gouvernement pour maintenir et consolider la paix, ainsi que pour préserver nos relations avec les puissances étrangères de toute perturbation, ont été, avec l'aide de Dieu, couronnés de succès.

» J'ai l'espoir qu'il en sera de même dans l'avenir et que la politique extérieure dirigée par moi dans la même voie amènera le même heureux résultat, c'est-à-dire qu'elle resserrera nos relations amicales avec toutes les puissances étrangères, qu'elle développera le commerce et sauvegardera la considération et l'indépendance de l'Allemagne. »

DANEMARCK. — *Discours du roi à l'ouverture du Rigsdag* (14 octobre).

» De même que les habitants du Sleswig septentrional, nous espérons nous-mêmes la rentrée dans la famille danoise de ce qui est et veut être danois.

» Il est vrai que le gouvernement prussien n'a pas jugé les circonstances suffisamment favorables à la reprise des négociations commencées.

» Notre conviction au sujet de ce qui est la cause juste et de ce qui est utile à l'intérêt bien entendu des deux États est si ferme, que nous espérons que nos appréciations finiront par avoir gain de cause à Berlin. Alors pourra intervenir une transaction capable de consolider, d'une manière durable, les relations amicales entre le Danemark et la Prusse. »

FRANCE. — *Manifeste de la gauche* (19 octobre).

A nos concitoyens,

On nous demande si nous nous rendrons à la Chambre le 26 octobre.

Nous ne le ferons pas, et voici nos raisons. En nous rendant à la Chambre, nous provoquerions nécessairement une manifestation dont personne ne peut, dans l'état actuel des choses, régler la marche et la portée.

Or nous n'avons pas le droit de livrer au hasard le sort de la liberté renaissante.

Quand une grande révolution, une révolution pacifique est commencée, quand on en aperçoit plus clairement de jour en jour le dénouement inévitable, il serait impolitique de fournir au pouvoir un prétexte quelconque de se retremper dans une émeute.

Si le gouvernement foule aux pieds les règles constitutionnelles qu'il s'est lui-même tracées, la démocratie n'a pour le moment qu'une chose à faire. c'est d'en prendre acte : cette Constitution que le pouvoir se plait à défaire de ses propres mains, nous l'avons subie, et ce n'est pas à nous de la restaurer en la défendant.

Dans cette situation, nous avons résolu d'attendre l'ouverture effective de la session prochaine.

Alors nous demanderons compte au pouvoir de la nouvelle injure faite à la nation :

Alors nous montrerons, par l'épreuve même qui se fait depuis trois mois, que le pouvoir personnel, tout en feignant de s'effacer devant la réprobation publique, n'a pas cessé d'agir et de parler en maître ;

Alors, enfin nous poursuivrons, sur le terrain du suffrage universel et de la souveraineté nationale, le seul qui subsiste désormais, l'œuvre de revendication démocratique et radicale, dont le peuple a remis le drapeau dans nos mains.

MM. Pancel, — Bethmont, — Desseaux, — Dorian, — Jules Favre, — Jules Ferry, — Léon Gambetta, — Garnier-Pagès, — Guyot-Montpayroux, — Grévy, — comte d'Hesecque, — de Jouvencel, — Larrieu, — Lecesne, — Magnin, — Ordinaire, — E. Pelletan, — E. Picard, — Jules Simon, — Tachard, — Esquiros.



LE MOUVEMENT CATHOLIQUE

AUX

ÉTATS-UNIS.

Le protestantisme a traversé récemment bien des crises, — *de gros temps*, comme disent les Américains, — et de crise en crise, de secousse en secousse, il en est venu à une situation totalement désespérée.

Il n'avait pas vécu trente ans, que déjà il cessait de progresser, et, à partir de ce moment, les sectes dissidentes auxquelles il donna naissance, conservèrent seules un peu de vie et de mouvement.

Aujourd'hui, sa dissolution est complète; l'Allemagne a été la première à le proclamer. Comme doctrine religieuse, il était mort depuis longtemps; à cette heure, il est condamné, même comme système philosophique, tant il s'est rendu ridicule et odieux aux yeux de ceux-là mêmes qui l'avaient regardé d'abord comme une révélation nouvelle.

Dans l'Eglise anglicane, qui n'est elle-même qu'un assemblage confus de sectes rivales, il y a une tendance de plus en plus marquée à dénigrer le protestantisme, dont bientôt le nom même ne sera plus prononcé qu'avec mépris et aversion. Les soi-disant Réformateurs sont enfin dénoncés par leurs propres descendants comme de vils imposteurs.

Les membres les plus pieux du clergé anglican déclarent ouvertement n'avoir rien plus à cœur que de réparer ce qu'ils appellent « la catastrophe du xvi^e siècle ». Ils proclament tous les jours l'intention formelle de défaire tout ce que la Réforme a fait. Et l'opinion publique, loin de s'alarmer de ces belles résolutions, s'en divertit extrêmement. Du reste leurs actes, en dépit de certaines inconséquences peut-être inévitables, et que nous ne voulons pas juger trop sévèrement, confirment la sincérité de leurs paroles. S'escrimer contre le protestantisme par la plume ou par la parole devient pour les catholiques chose vrai-

ment oiseuse : il a passé de vie à trépas, et sur son cadavre déshonoré l'on voit ses propres enfants se livrer à une sorte de danse funèbre accompagnée de cris de triomphe. Qu'il nous soit permis de ne pas prendre part à ces grotesques funérailles. « *Dimitte mortuos sepelire mortuos suos.* »

La résurrection des doctrines et des usages catholiques en Angleterre, d'où ils étaient bannis depuis tant d'années, les phases et les circonstances de cet événement sont connus de tous ; car ils constituent le fait le plus saillant de l'histoire moderne de notre pays. Nous y voyons la preuve d'un travail profond, vaste, incessant, qui s'opère dans les âmes, qui ne peut s'expliquer que par l'action de la grâce divine, et tend d'une manière visible et constante à régénérer la nation.

Semblable aux convulsions physiques qui récemment ont ébranlé le globe terrestre, le grand mouvement religieux dont nous parlons se manifeste simultanément dans mille endroits divers, avec cette différence essentielle qu'au lieu de semer la mort et l'effroi, il répand partout la vie et la lumière. A l'orient comme à l'occident, le même flot puissant s'avance et recouvre la terre ; c'est comme une inondation universelle des eaux salutaires de la grâce. Partout une voix, qui semble venir d'en haut, rappelle les nations à l'unité de la foi, et invite les brebis égarées à rentrer au bercail d'où elles se sont imprudemment éloignées.

L'Amérique elle-même a tressailli au son de cette voix, et se demande quel accueil elle lui fera.

Un de ses écrivains, qui joint à une grande pénétration d'esprit cette franchise caractéristique de la nation américaine, nous fait à ce sujet d'intéressantes révélations. Correspondant de l'*Atlantic Monthly*, il publie dans ce journal, sous le titre de « Nos frères catholiques-romains », deux articles dans lesquels il examine, avec une certaine candeur, cette fameuse question, qui agite à la fois l'ancien et le nouveau monde : Devenons-nous catholiques ? — Si une intelligence cultivée et un esprit impartial sont les qualités voulues pour manier un pareil sujet, personne n'en est plus capable que l'écrivain dont nous allons analyser les articles. Son travail, dont nous ne pouvons, faute d'espace, reproduire que quelques extraits, prouve combien il s'en est acquitté consciencieusement.

Le premier article débute par ces mots : « On peut, sans conteste, affirmer une chose de nos frères catholiques : *c'est qu'ils s'y mettent de grand matin* ». Dans la seule ville de New-York, 50,000 catholiques sont fréquemment à l'église et « sur leurs genoux, » avant qu'il y ait le

moindre signe de l'approche du jour; « il n'est pourtant pas si aisé, dit-il plaisamment, de se lever avant l'aurore. » Mais il désirait avoir l'œil sur ses frères catholiques-romains, et il eut le courage de surmonter lui-même cette difficulté. Il vit de ses propres yeux l'église St-Étienne, la plus vaste de New-York, regorger de monde tous les matins dès 5 heures, pendant tout le mois de novembre dernier.

Plus loin, dans une description qui révèle une plume exercée, et nous fait soupçonner que l'auteur occupe un rang distingué parmi les écrivains du Nouveau Monde, il raconte avec complaisance la visite qu'il fit, un dimanche de décembre, à l'église de St-Étienne pour assister à la messe de 6 h. « C'était une très-froide matinée, écrit-il; les étoiles » brillaient au firmament; la lune répandait ses rayons argentés sur » les toits couverts de neige; le pavé était dur et glissant; le vent » coupait le visage des passants. » Il fait appel à tout son courage; il brave la bise et le froid; il arrive à l'église. Ne voyant entrer personne, il se dit que probablement on ne célébrait pas la messe par ces matinées glaciales. Mais il pousse la porte, et il se trouve au milieu d'une assemblée d'au moins onze cents personnes. La messe de 6 h. fut suivie d'une autre messe à 7 h. à laquelle une foule immense se rendit. Il devait pourtant y en avoir d'autres encore : à 8 h., à 9 h., enfin la messe chantée à 9 h. 1/2; et chacun sait qu'à cette dernière l'église est comble, et que les fidèles qui restent à la porte, formeraient à eux seuls une magnifique assistance.

Notre correspondant continue à observer et à méditer les mœurs religieuses des catholiques, et à les comparer à celles de ses coreligionnaires. Notons encore quelques faits qui le frappent.

« Dans une seule église de New-York, dit-il, 20,000 catholiques » viennent prier dans le courant d'une seule journée; et toute la semaine, leurs temples sont constamment ouverts. Quelle différence » avec les nôtres! Voici par exemple St-Georges : un demi-million de » dollars a été englouti dans la construction de ce somptueux édifice; » et l'on ne s'en sert que quatre heures par semaine! Quatre heures » seulement! » Ce contraste semble révolter le bon sens du correspondant protestant :

« Un demi million de dollars, c'est une dépense énorme, et cependant l'édifice qui l'a dévoré demeure vide, inutile, sauf pendant » quatre heures le dimanche!

» Combien nos frères catholiques-romains profitent mieux de leurs » sacrifices! Leurs églises sont des refuges toujours ouverts, des » sources de consolation toujours abordables, sans compter que leurs

» cathédrales se distinguent au point de vue artistique et font l'admiration des voyageurs. »

Notre intelligent critique est plus frappé encore d'un autre contraste : « Il y a une grande différence, dit-il, entre la manière de prier d'un catholique et celle d'un protestant. Quand celui-ci prie en public, il se cache habituellement le visage.... Pour la prière particulière, il se retire dans quelque endroit secret, et, si l'on vient le surprendre, il en rougit comme d'une action coupable. Le catholique n'a point ce respect humain : prier est à ses yeux une action aussi naturelle que de réparer les forces du corps par le sommeil ou par les aliments.

» La même franchise se retrouve chez les enfants catholiques lorsqu'ils disent leurs prières du soir. Nos petits protestants ensevelissent leurs visages sous leurs couvertures, et ils *chuchotent leurs prières à leur courtepoinle*; tandis que nos petits frères catholiques se tiennent à genoux, font le signe de la croix et ne se troublent pas si quelqu'un les observe. » — Il hasarde ici une explication, et elle est singulière : « C'est que l'enfant protestant peut douter si la prière est un acte raisonnable, puisque beaucoup de ses parents et de ses amis les plus chers.... *ne prient pas !* »

Plus loin, nous trouvons cette remarque importante : « Les catholiques, dit-il, sont *aussi candides, aussi ouverts que la lumière du jour*.

» Ils sont profondément convaincus de la vérité de leur religion, et leur sentiment dominant à notre égard, c'est la compassion. Ils trouvent dans leur église douceur, force et espérance, et ils aspirent ardemment à faire partager au monde entier ces joies et ces consolations. Avec quelle vivacité ils désirent nous voir, nous protestants, abandonner notre froide et sombre religion, pour retourner au berceau, où tout est joie, certitude et amour, — *certitude surtout !* »

Le correspondant de l'*Atlantic Monthly* passe ensuite à l'examen des « *moyens spéciaux* » actuellement employés pour « notre conversion », et des motifs sur lesquels « nos frères catholiques-romains » font reposer leur confiance de devenir, après une génération ou deux, l'Église dominante aux États-Unis.

Nous l'avons vu, lorsqu'il s'agit d'étudier une question importante, il ne recule devant aucune peine, ne néglige aucun détail qui puisse l'aider dans ses recherches. Différant en cela de la plupart de ses coreligionnaires d'Angleterre, il ne pense pas que les préjugés et l'ignorance soient des guides sûrs dans une enquête religieuse d'une impor-

tance aussi capitale, ni qu'un examen scrupuleux des faits soit une préparation superflue à ce travail. Cette manière intelligente et consciencieuse de procéder était la seule qui satisfît chez lui le sentiment de la dignité personnelle, et qui lui semblât efficace pour atteindre son but, à savoir : mettre devant les yeux de ses lecteurs tous les éléments de la discussion qu'il abordait dans leur intérêt. Il est assez remarquable qu'un écrivain aussi sérieux et aussi capable, qui sans doute s'est acquis un rang distingué parmi ses confrères de la presse, juge opportun de rechercher, à l'époque où nous sommes, si aux États-Unis, où le protestantisme, plus que partout ailleurs, est déchiré par les luttes intestines les plus violentes, le catholicisme est réellement en progrès et si « les mesures spéciales prises pour nous convertir tous » sont de nature à atteindre leur but.

Il faut bien que ce soit là une question grosse d'actualité, et que son importance soit généralement admise, pour qu'un des organes les plus accrédités de la presse protestante en Amérique en fasse une étude si raisonnée et si approfondie.

Quelle que soit la solution de ce problème, qu'elle soit fournie par le journaliste lui-même ou par ses lecteurs, le fait essentiel et bien digne de remarque, c'est que la question ait vraiment été posée, et cela chez une nation qu'on croit absorbée toute entière par les intérêts matériels.

Nous voyons depuis plusieurs années déjà que l'Église, tout en ayant à gémir sur bien de honteuses défections dans presque toutes les nations d'origine latine, a trouvé de grandes consolations dans le réveil, si spontané, si général, des principes catholiques parmi ses ennemis avoués dans les régions habitées par les autres races tant à l'orient qu'à l'occident.

Ses progrès dans la grande République, à quelque cause qu'on doive les attribuer, constituent un fait aussi marquant que ces paisibles triomphes qui remplissent les pages de son histoire, et qui ont été des époques providentielles de régénération et de salut pour notre monde corrompu. Ces progrès ont été, selon l'expression du correspondant de l'*Atlantic Monthly*, d'une rapidité *vertigineuse* (startingly rapid). Et l'on ne peut le taxer d'exagération.

« En 1800, nous dit-il, il n'y avait qu'un seul évêque pour tout le » vaste territoire des États-Unis. En 1868, il y a sept archevêques, » quarante évêques (il faut ajouter à ce nombre deux évêques récem- » ment consacrés à Baltimore), et trois abbés mitrés. En 1800, le » nombre des prêtres était de cinquante-trois; il est maintenant de » trois à quatre mille. Au commencement de ce siècle on comptait en-

» viron 90,000 catholiques ; aujourd'hui il y en a près de cinq millions (1).

» Suivant l'évaluation la plus modeste, les catholiques, qui à cette époque étaient à la population totale des États-Unis dans la proportion de 1 à 70, représentent aujourd'hui un sixième de la nation ! » Puis il constate avec une certaine naïveté, que leur nombre a augmenté plus rapidement que le chiffre de la population globale. Ainsi, de 1840 à 1850, l'accroissement de la population totale était de 36 % ; celui du nombre des catholiques pendant cette même période était de cent vingt-cinq pour cent.

Cette gradation nous permet d'espérer qu'avant la fin de ce siècle, en supposant que la progression soit constante, « nos frères catholiques » formeront letiers de la population, et peut-être la majorité dans les grands centres politiques du pays.

Après nous avoir fourni cette statistique qui a certes son éloquence, le journaliste protestant s'attache à coordonner les divers faits recueillis et observés par lui, et à en découvrir l'origine et la cause. Dans ce but, il n'hésite pas à citer, sinon en l'approuvant, du moins sans lui opposer la moindre protestation, l'opinion du P. Hecker, supérieur de l'ordre des Paulistes à New-York, bien connu pour ses incontestables talents et son infatigable activité. Suivant ce dernier, on compte plus d'enfants dans les familles catholiques que dans les familles protestantes. L'écrivain de l'*Atlantic*, loin de contredire cette assertion, l'accompagne de cette réflexion fort juste appuyée également sur l'autorité du P. Hecker : « D'une part, l'ancienne Église revêtant de la dignité sacramentelle » l'union des époux, d'autre part les divorces qui vont se multipliant » dans des proportions effrayantes, le spectacle de plus en plus fréquent de parents qui se révoltent contre les devoirs sublimes de leur » état, les crimes d'avortement, l'extinction successive des anciennes » familles indigènes dont les fermes et les terres sont exploitées aujourd'hui par de robustes et vaillants travailleurs catholiques pour la » plupart, voilà des faits qui prouvent l'impuissance radicale du protestantisme, lorsqu'il s'agit de sauvegarder la morale publique en élevant » des digues contre les débordements du vice, tandis qu'ils annoncent » la prochaine suprématie de l'Église catholique, gardienne vigilante » des sources mêmes de la vie. »

Le P. Hecker, dont nous ne possédons pas ici la pensée tout entière,

(1) D'après les renseignements recueillis par M. Maguire, lors d'un voyage récent, ce chiffre serait beaucoup au-dessous de la vérité.

ne voit probablement dans le phénomène dont il vient d'être parlé qu'une explication partielle du vaste accroissement numérique des catholiques américains. Sans doute c'est plutôt aux réflexions que suggère ce phénomène, et à l'insuccès reconnu du protestantisme comme gardien de la vérité et de la morale aux États-Unis, qu'il attribue cet accroissement. Il y a plusieurs années déjà, un évêque protestant de New-York déclarait publiquement qu'il fallait aviser à quelque moyen nouveau pour arrêter le triste déclin de la foi et des mœurs ; « sinon, ajoutait-il, *la nation est perdue*. » N'est-ce pas là un aveu éclatant de l'impuissance du protestantisme ? Et faut-il alors s'étonner qu'un grand nombre de protestants, ne voyant de trace d'une action surnaturelle que dans l'Église catholique, confient leurs enfants au clergé de cette Église. « Nos frères catholiques, continue le correspondant de la feuille américaine, voient dans leurs écoles un moyen efficace d'augmenter le chiffre des conversions... Ces écoles sont nombreuses, importantes, en voie de développement, et je crois pouvoir affirmer qu'un tiers ou tout au moins un quart des enfants qui les fréquentent, y sont envoyés par des parents protestants. » Ce fait en lui-même ne prouve-t-il pas à l'évidence que les protestants sensés n'osent confier leurs enfants qu'à des maîtres catholiques ? « Le principal dans les écoles particulières protestantes, dit plus loin l'écrivain que nous citons, est le plus souvent un homme sans éducation, grossièrement ignorant, ayant à peine de quoi suffire à son existence. Ce n'est à tout prendre qu'un mercenaire qui fait de l'enseignement un véritable métier. » Qui donc, connaissant par expérience les écoles protestantes soit publiques ou privées, pourrait songer sans horreur aux meurtres moraux et intellectuels dont ces établissements sont le triste théâtre ?

Feu M. de Cormenin appelait les lycées de France les *portes de l'enfer* ; l'expression n'était pas trop forte. Ces universités étaient et sont encore aujourd'hui, jusqu'à un certain point, le pendant exact des institutions du même genre créées par le protestantisme dans notre pays, et dans lesquelles on voit des enfants, même des enfants encore tout jeunes qui auraient pu acquérir toutes les vertus chrétiennes, empoisonnés par « un venin corrupteur digne du paganisme. »

Lorsque l'exemple de prudence qui nous est donnée là-bas, sera suivi en Angleterre, lorsque les parents cesseront de confier l'innocence de leurs enfants à toutes autres mains qu'à celles des catholiques, une ère nouvelle s'ouvrira pour notre pays.

« On peut, dit le correspondant de l'*Atlantic*, apprécier la valeur

» morale de l'individu par la manière dont il élève un enfant. Toute la
 » force physique, intellectuelle et morale de la race humaine se déploie
 » dans l'exercice de cette fonction, la plus douce, la plus ardue, la
 » plus charmante et la plus redoutable qui soit confiée aux mortels. Si
 » donc les catholiques montrent une si grande supériorité sur les pro-
 » testants dans l'accomplissement de cette tâche, la cause est entendue;
 » il faut que nous nous convertissions tous au catholicisme, ou que
 » nous nous résignions à voir continuer la dégénérescence de la race. »

Le correspondant de l'*Atlantic Monthly* semble approuver l'opinion si généralement admise aux États-Unis, que les catholiques seuls ont le secret de l'éducation de la jeunesse. Il compare les « roquets insolents et mal léchés (*insolent unlicked cubs*) » qui fréquentent les classes supérieures des écoles protestantes, leur mépris de la règle et de toute autorité, avec la docilité, la distinction des manières, la joie expansive et honnête qu'on remarque chez les jeunes gens des deux sexes, élevés dans les établissements catholiques.

Les protestants américains ne sont pas loin, paraît-il, de partager tous la manière de voir du judicieux écrivain que nous citons. A juste titre, on se demande si une religion capable d'inspirer aux jeunes gens une si sage modération, une piété aussi solide, et de leur procurer le contentement du cœur et la joie de l'âme, n'apporterait pas un remède efficace aux instincts pervers, à l'esprit de malveillance et d'insubordination qui caractérisent la jeunesse protestante.

Il ne faut pas s'étonner vraiment, que déjà celle-ci entre pour un tiers dans le nombre des enfants élevés dans les établissements catholiques, et que parmi ces enfants protestants « sept sur dix, en moyenne, en viennent tôt ou tard à se convertir. » Et, cependant, l'influence de l'éducation religieuse, si puissante soit-elle, ne constitue qu'une des causes nombreuses dont l'ensemble harmonieux produit de si heureux effets, et promet à la grande République américaine un avenir glorieux. Tout semble y conspirer dans un ordre vraiment providentiel. Il n'est pas jusque cette terrible guerre civile, où les deux partis déploierent tant de nobles qualités, qui n'eut des conséquences heureuses pour la cause de la vérité.

« Les conversions à la foi catholique, nous dit l'*Atlantic Monthly*,
 » ont été plus nombreuses depuis la guerre qu'auparavant. » Quatre-vingts personnes firent leur abjuration dans une seule église de New-York, dans le courant du mois de novembre, et ces conversions étaient plus remarquables encore « par la qualité que par le nombre » des convertis.

Dans la plupart des paroisses, un certain nombre de personnes, ayant reçu une éducation soignée, étudient avec ardeur les doctrines catholiques, et finissent ordinairement par s'y convertir. Ce mouvement religieux est attribué à diverses causes, en dehors de celles relevant directement de la guerre. « Les exagérations du précepte concernant le » repos dominical, la condamnation des plaisirs innocents, dont le » résultat est d'entraîner les jeunes gens aux plaisirs coupables, les » extravagances des meetings en plein air, les « orgies » des métho- » distes, la pénible incertitude qui tourmente les pauvres égarés rela- » tivement au salut de leur âme, la froideur et la nudité des offices du » culte, » tels sont, outre beaucoup d'autres maux enfantés par une religion purement humaine, les phénomènes qui, tant en Amérique qu'en Angleterre, attirent chaque jour davantage l'attention des esprits sérieux et loyaux, et amènent chez eux la conviction que la soi-disant Réforme, par son influence sur le caractère moral et les destinées religieuses de ces peuples, a été la plus épouvantable calamité qui ait jamais frappé la race humaine.

« L'augmentation dans le nombre des conversions, amenée par la » guerre, s'explique par ce fait que *les catholiques seuls restèrent » unis.* » Toutes les sectes protestantes, si impuissantes déjà à répondre aux aspirations religieuses des âmes, se divisèrent encore davantage par le conflit des opinions sur les questions politiques et sociales. Dans le choc des événements qui les ébranla profondément, leur vrai caractère se montra au grand jour. Quinze généraux catholiques combattirent en même temps dans les deux armées; mais aucune différence d'opinion, même sur les grandes questions nationales qui agitaient alors les esprits, n'était capable de troubler l'unité surnaturelle qui les reliait tous en matière de foi.

« Le spectacle de cette unité, au milieu des luttes et des bouleversements, eut pour effet de séduire un certain nombre d'esprits cultivés. » — « Un général protestant distingué, qui fut chargé de commander des mandements importants pendant toute la durée de la guerre, m'a » assuré que, sauf quelques honorables exceptions, les aumôniers protestants furent de peu d'utilité sur le champ de bataille, tandis que » les aumôniers catholiques y rendirent des services signalés. » La manière de vivre des ministres protestants formait un contraste frappant avec « la stricte observation par les aumôniers catholiques de la règle tant militaire qu'ecclésiastique, » contraste dont tout « protestant observateur » ne pouvait manquer de s'apercevoir.

Enfin, notre publiciste déclare, tant en son nom qu'en celui de tous

les non catholiques instruits qui partagent ses vues, qu'à l'avenir, si l'on veut faire quelque tentative pour « inculquer la vertu et agir sur » la conscience universelle, » il faut commencer par « faire une étude » approfondie des doctrines de l'Église catholique romaine, et emprunter d'elle presque tout ce qui fait le fond de son système, à commencer » par les trois points suivants : le célibat, les vœux religieux, les ordres » monastiques destinés à des œuvres spéciales. » (*Atlantic Monthly*. Mai 1868, p. 573.)

Il nous reste à indiquer le côté sombre du tableau.

Aux États-Unis, de même que dans la Grande-Bretagne, le mouvement des âmes vers la vraie foi est contrebalancé par un mouvement également actif vers le rationalisme.

Le protestantisme se meurt, mais il s'en faut, hélas ! que tous ceux qui l'abandonnent se fassent catholiques. La lutte décisive entre le bien et le mal semble prochaine, et il nous sera donné de voir que dans cette crise suprême deux partis seulement sont aux prises : le catholicisme et l'incrédulité.

Le correspondant de l'*Atlantic Monthly* n'a que des paroles de sympathie et de respect pour « cette merveilleuse Église » dont il constate sans regret, mais non sans surprise, les conquêtes pacifiques dans son pays.

» Il n'y a pas, dit-il, dans le monde entier de croyants plus sincères » que nos frères catholiques romains. » Cet aveu d'un écrivain protestant nous révèle l'état de son âme : il n'a pas reçu le don de la foi, mais on sent qu'il porte envie à ceux qui ont le bonheur de croire, et qu'il éprouve une sorte d'inquiétude à la vue du contraste entre leurs convictions sereines et uniformes et les fluctuations incessantes, les doutes et les contradictions de ses coreligionnaires. D'accord avec son illustre compatriote Bancroft, il admet que ces doutes tiennent à la nature même du protestantisme. D'après l'historien des États-Unis, le scepticisme était le système adopté par la Réforme comme la révolution était sa tendance naturelle. Le catholicisme embrassait la société entière dans l'unité religieuse : le protestantisme rompit cette unité en fragments multiples, tandis que le doute devint la forme universelle, le trait caractéristique de leurs systèmes.

M. Bancroft ne songe pas à déplorer cette funeste situation. Semblable à l'ange tombé de Milton, il contemple avec un sourire sardonique cet effroyable chaos de doutes et de négations dans lequel se débattent les intelligences fourvoyées des victimes de la Réforme.

Mais le démon de Milton avait des raisons pour se réjouir. M. Bancroft n'en a aucune.

Le correspondant de l'*Atlantic* est plus humain : les calamités amenées par le protestantisme étaient inévitables, mais au moins il ne croit pas qu'il y ait lieu de s'en féliciter.

Trop sage pour répéter les niaiseries depuis longtemps surannées sur « l'émancipation de l'espèce humaine » et trop intelligent pour recourir aux tristes banalités par lesquelles les protestants cherchent à se consoler de la perte de tout bien surnaturel, il a constaté que l'intelligence s'exerce librement dans le sein de l'Église catholique, parce que là seulement elle n'est pas déchirée par le doute, obscurcie par le mensonge, égarée par les préjugés. Il n'est pas loin de soupçonner et avec raison que la foi est en elle-même une grande puissance morale. Il a même remarqué que là où l'activité des esprits est la plus grande, les principes catholiques se réveillent avec une force irrésistible, et que les centres principaux de la liberté sociale et intellectuelle se trouvent aujourd'hui en dehors du monde protestant.

L'Allemagne se vante d'avoir donné au monde la Presse et la Réforme, et, comme le fait remarquer M. Mayhew dans son ouvrage *Mœurs et coutumes de l'Allemagne*, ce pays n'a à l'heure qu'il est « ni presse ni credo » (1).

M. Laing de son côté affirme qu'il y a peu de pays où la liberté soit si peu comprise, et qu'en Prusse les catholiques seuls possèdent la liberté de conscience « parce que seuls ils peuvent en appeler au Pape. »

M. Lecky, dans son remarquable ouvrage intitulé : *Histoire du rationalisme*, reconnaît comme une vérité incontestable que le pouvoir des Papes est, somme toute, « favorable à la liberté, » et que l'anglicanisme, fruit principal de la Réforme, fut depuis le commencement l'instrument le plus servile et le plus efficace du despotisme.

Les écrivains américains eux-mêmes remarquent aujourd'hui que les forteresses du protestantisme se trouvent parmi les nations les plus grossières et les moins civilisées de l'Europe.

C'est ainsi que M. Howells, dans sa *Vénitien Life*, assure que l'anglo-saxon non instruit est un vrai *sauvage*, tandis que l'italien privé de toute instruction est un *homme civilisé*.

Julius Froëbel avoue que les paysans protestants ne sont que des

(1) Tout le monde sait qu'en Allemagne la presse périodique est toute aux mains de l'étranger. (Note du trad.)

« brutes » en comparaison des Indiens catholiques du Pérou et du Chili.

Sir William Napier établit le même contraste entre la « grossièreté de ses compatriotes, et l'incomparable dignité, le raffinement de manières des Espagnols de condition inférieure. »

M. Washington Irving, dans son *Alhambra*, confirme le jugement de sir Napier.

Le critique de l'*Atlantic Monthly* examine ces faits et appréciations non pas avec aigreur et dépit, mais avec l'attention la plus sérieuse et la plus réfléchie. Il y voit la condamnation la plus absolue du protestantisme, que les nations les plus nobles et les plus civilisées du monde ont toujours rejeté avec dédain, et pour lequel ceux-mêmes qui s'étaient d'abord laissé séduire, n'éprouvent aujourd'hui que haine et mépris.

» Il est prouvé, dit M. Lecky dans un des ouvrages les plus remarquables de notre époque, que le protestantisme considéré comme système dogmatique n'a rien ou presque rien fait pour la liberté religieuse. » D'après la remarque très-fondée de Herman Merivale, la réforme n'a diminué le pouvoir de l'Église sur l'élément laïc que pour accroître proportionnellement le pouvoir de l'État sur l'Église.

Enfin cette vieille erreur a fait son temps : les hommes sensés reviennent de leur funeste illusion, mais hélas ! tout en désavouant les sectes, ils n'ouvrent pas les yeux à la lumière que leur offre l'Église.

Le protestantisme ne séduit plus que les niais et les ignorants. Lorsque le catholicisme perd du terrain, le rationalisme en gagne ; chaque fois que celui-ci recule, celui-là progresse. Il est triste de devoir reconnaître un exemple de cette vérité dans l'aimable et intelligent écrivain dont les bienveillantes paroles au sujet de « ses frères les catholiques-romains » nous ont occupés depuis si longtemps ; vraiment, l'on s'attendrait à mieux de la part d'un esprit si généreux, si candide, si courageux dans ses nobles luttes contre les préjugés de la routine et de l'éducation. Mais ses propres paroles démontrent qu'il ne fait encore qu'entrevoir vaguement la vérité. Incapable de décider les éternelles questions débattues entre les chrétiens, il les écarte comme étant des « sujets bien au-dessus de l'intelligence humaine. » C'est ainsi que les systèmes philosophiques d'origine humaine amènent leurs victimes à désespérer de la connaissance des choses divines. Le positivisme, qui semble en ce moment prédominer dans les écoles anglaises place la vérité « en dehors de la portée des facultés humaines » (1).

(1) D^r Mc'Coch, *Réponse à M. Mill*.

Kant avait dit que « la raison est inévitablement sujette à l'erreur », tandis que les philosophes catholiques, comme le fait remarquer le Dr Mansel, dans sa *Philosophie du conditionnel*, estimait l'intelligence « capable de saisir la vérité des choses. » Après avoir injurié l'Église en lui reprochant d'opposer des barrières au libre essor de la pensée, ses ennemis finissent par avouer qu'ils ont contribué à rétrécir l'horizon du monde intellectuel au delà de tout ce que les catholiques du moyen âge eussent pu imaginer. Ils nous affirment aujourd'hui que la raison humaine ne peut apprécier que le *phénomène*. Ils ont tant et si bien abusé de la raison que « la lumière pour eux s'est changée en ténèbres », et, tandis que l'Église exalte le noble rôle de l'intelligence et la pousse sans cesse vers de nouvelles et plus hautes régions, ses adversaires l'accablent de leurs sarcasmes, non plus parce qu'elle résiste aux progrès de l'esprit, mais parce qu'elle proteste contre cette accusation d'impuissance qu'ils formulent eux-mêmes à l'égard de la raison humaine.

L'écrivain américain ne voit dans l'Église qu'une institution humaine d'une incomparable beauté, — ni plus ni moins; aussi ne croit-il pas à son autorité, bien qu'il en aurait grande envie. Son origine n'étant pas surnaturelle, ses dons ne peuvent l'être davantage. « Nos frères » catholiques, dit-il, croient fermement que des miracles s'opèrent » journellement au milieu d'eux. » Il rapporte à ce propos un de ces miracles, arrivé à Washington, et qui fut confirmé par le témoignage de l'évêque de Charleston, ainsi que par celui de trente-sept personnes. « Si je l'avais vu de mes yeux, ajoute-t-il, je croirais encore que tous » ces témoins, moi-même y compris, sont le jouet d'une illusion, plutôt » que d'ajouter foi à un pareil miracle. »

A un préjugé si déraisonnable, il n'y a qu'une réponse : on nous dit qu'il y a des hommes qui ne croiraient pas, quand même les morts reviendraient de la tombe. C'est qu'ils ont perdu ou n'ont jamais possédé la faculté de croire. Leur organisation morale est incomplète, et cependant, chose étrange, ils se glorifient de cette infirmité tout comme si elle constituait un degré de supériorité de l'intelligence !

— Terminons par un échantillon des sentiments de notre publiciste, qui, sans doute, représente les opinions d'une catégorie nombreuse de ses concitoyens : « La foi, s'écrie-t-il, est bel et bien morte; quoi qu'on » en dise, la science l'a tuée. » Ce sont, on le voit, des paroles empruntées à M. Sainte-Beuve, ce haineux détracteur du christianisme, dont les blasphèmes ont soulevé des protestations indignées au sein même du Sénat français.

Mais la science, comme M. Sainte-Beuve lui-même, se vante trop. La

science irréligieuse a fait beaucoup de mal, mais pas autant que ses adeptes se l'imaginent. En dépit de ses progrès, il y a probablement plus de croyants zélés et convaincus de nos jours qu'à aucune autre époque de l'histoire du monde. Il n'y a d'ailleurs pas de partie de la science qui ne soit actuellement cultivée avec ardeur par des catholiques fervents. Enfin, les disciples de la science athée, après toutes leurs orgueilleuses (professions) déclarations d'impiété, mettent pour l'ordinaire autant d'empressement à la renier à leur dernière heure qu'ils mettaient d'ardeur à la défendre lorsque la mort semblait éloignée. Cousin, après avoir, pendant plus de quarante ans, méprisé l'autorité de l'Église, demanda humblement sur son lit de mort à se réconcilier avec elle. Havin, le rédacteur du *Siècle*, dont la vie tout entière ne fut qu'une guerre acharnée contre les ministres de la religion, implorait dans ses derniers moments le secours d'un prêtre catholique.

M. Sainte-Beuve vient de disparaître à son tour de la scène du monde, et sa mort, privée de consolations et d'espérances nous fait craindre que la foi ne fût réellement éteinte chez cet apôtre de la libre-pensée.

Jusque dans ses dernières volontés il repousse le prêtre et maudit l'Église. Unique mais lamentable témoignage de fidélité d'opinion qu'ait jamais donné cet écrivain qui a trahi tous les partis. — Au milieu des cruelles souffrances qui précédèrent sa fin, il murmurait en se raidissant : « Un médecin devrait toujours avoir un poison pour les amis ! » Serait-ce par hasard une des applications de la science qu'exaltait M. Sainte-Beuve ? Et après avoir tué l'âme, faut-il encore qu'elle détruise le corps ?

(*The Month.*)

Trad. par EUG. DE PEÑARANDA.

LA BELLE ET LA BÊTE.

I.

Le joyeux temps des fées, les chants et les charmes magiques se sont, nous dit-on, évanouis dans un passé lointain, ou bien, — comme on l'assure encore, — si parfois ce temps revient à nous, il ramène avec lui des événements si simplement déroulés, devenus si familiers par l'habitude, qu'ils ne nous semblent plus étranges. Ainsi, durant les longues soirées de l'hiver dernier, ma chère H^e et moi, nous pouvions passer les heures au coin de notre foyer tranquille, sans jamais craindre de voir de légers sylphes, de petits gnomes bondir hors de l'âtre aux flammes rouges, ou de longs boudins noirs descendre par la cheminée, onduleux et menaçants. Le tic-tac de la pendule n'avait rien du mystère et de la solennité d'une incantation magique ; quand les vitres frémissaient avec une plainte argentine et vague, c'est tout simplement qu'elles étaient ébranlées par l'aile prompte du vent. Le tisonnier, le petit balai, restaient immobiles à leur place. Minette, sommeillant devant l'âtre, présentant voluptueusement ses petites griffes roses à la flamme d'or du foyer, se contentait de ronronner doucement, le nez dans sa fourrure, et ne nous interrompait jamais dans notre paisible entretien, en nous adressant inopinément la parole. Les enfants endormis dans leurs berceaux, à l'étage supérieur, n'étaient point enlevés subitement par de malignes fées et remplacés par de petits monstres velus et noirs. Lorsque nos lèvres s'entr'ouvraient, il n'en sortait jamais de cascades de diamants, de saphirs et de perles, ni de pluies de lézards, de grenouilles et de crapauds. Notre grand miroir, au cadre d'or poli, ne reflétait que l'intérieur confortable et serein de notre petite chambre bien close, et derrière l'auréole éclatante que sur le front de H^e dessinaient les rubans de son bonnet, je ne voyais point de sombres nuages, des flots de brume s'entr'ouvrir, pour nous révéler des visions d'horreur et de misère. Pauvre chère H^e ! elle eût pourtant, j'en suis sûre, joyeusement retrouvé dans un miroir les traits et la vivante image de ceux qu'elle aime et qui sont loin ; et pourtant rien ne reluit et ne se mire dans notre glace, si ce n'est ce tableau tout simple et tranquille de deux vieilles femmes travaillant au coin du feu, de quelques petits

enfants bien aimés, bien soignés, nés bien loin et se jouant sur le tapis, d'une porte entr'ouverte, et de notre Suzanne entrant avec la théière. Et si quelque confort nous manque, si quelque désir nous presse, nous avons appris par expérience qu'il n'est pas besoin pour nous de frotter une lampe ou d'étendre un tapis magique sur le parquet ; il suffit d'agiter une sonnette invisible (ce qui est bien plus aisé encore), et aussitôt un génie domestique, empressé et souriant, en petit bonnet bien blanc et en léger tablier, accourt et nous apporte tout ce qu'on lui demande. Lorsque minuit vient à sonner, H* replie son ouvrage, se munit de son bougeoir, et, jamais encore, je ne l'ai vue à cette heure transformée en une belle princesse éblouissante de bijoux, ni en une humble Cendrillon toute couverte de guenilles. Elle ne murmure pas non plus « Adieu pour toujours » en s'évanouissant par le trou de la serrure, mais elle me dit tout simplement « Bonne nuit » tout en refermant la porte. Un soir pourtant, il était déjà minuit, et elle venait de me quitter, lorsque nous tressaillâmes au bruit que fit un violent coup de sonnette, à la porte de la rue ; H* se hâta de redescendre et reparut, sans son bonnet ; Suzanne, épouvantée, abandonna la cuisine : — « C'est à la porte du jardin, madame », — nous dit-elle en entrant, trop effrayée pour être capable d'aller voir elle-même ce qui se passait, et ayant fait un bond hors de sa chaise, où elle mettait la dernière main à sa nouvelle robe des dimanches.

Je juge ici nécessaire d'expliquer que notre petite maison, bien qu'elle ait l'avantage d'une façade sur la rue, domine, du côté opposé, les vastes jardins de la villa appartenant à notre ami M. Griffiths, dans Castle-Gardens, et communique même avec cette belle propriété au moyen d'une petite porte, s'ouvrant à l'extrémité de notre modeste enclos. Cette porte était jadis, très-probablement, une poterne pratiquée dans les murs de pierre d'un grand parc, qui subsistent encore en maint endroit, et ont été, dans nos temps modernes, revêtus de mortier et de briques. Quand le vieux lierre mourut, ce fut pour nous une bonne chance de découvrir, derrière ses rameaux desséchés, la petite porte à l'encadrement de pierre ; le vieux M. Griffiths vivait encore à cette époque. Quand nous lui fîmes part de notre découverte, il fit obligeamment dégager, de son côté, les abords de ce mur, et bientôt le panneau de chêne recommença à tourner sur ses gonds rouillés, pour laisser passer, d'un jardin à l'autre, de joyeux groupes d'enfants avec les bonnes et les nourrices, en guise de pages et de hérauts d'armes. En outre, trois fois environ dans l'année, le jeune M. Griffiths incline sa haute taille sous l'arceau de la petite porte pour venir nous voir chez

nous. Nous avons l'habitude de l'appeler « le jeune M. Griffiths », quoique, je le suppose, il ait largement dépassé la trentaine, car il y a plus de dix ans déjà que son vieux père est mort.

Mais, au soir dont nous parlons, quand j'ouvris la petite porte, au milieu d'un tourbillon de vent, de neige et de pluie, ce fut précisément Guy Griffiths que j'aperçus devant moi, la mine effarée, la tête découverte, sonnant de toute sa force en cette sombre nuit d'hiver : « Ainsi vous n'êtes pas encore couchées ? — me dit-il. — Pour l'amour du ciel, venez secourir ma mère : elle vient de s'évanouir ; la femme de chambre court, en ce moment, par la ville, cherchant un docteur qui, selon toute apparence, ne viendra pas de sitôt. Vous saurez mieux que moi, j'en suis certain, tout ce qu'il peut y avoir à faire. » Et, en achevant de parler, il m'entraîna sur ses traces au travers du jardin sombre, marchant rapidement devant moi, malgré le vent et malgré la nuit.

Pauvre vieille dame ! Aussitôt que je la vis, je pensai bien qu'il ne s'agissait pas ici d'une simple défaillance, mais d'une attaque de paralysie, sur les résultats de laquelle j'étais complètement incertaine. Pour le présent, il n'y avait presque rien à faire ; les servantes étaient jeunes et complètement bouleversées ; le pauvre Guy, au comble de l'épouvante, avait besoin d'un peu de sympathie et de paroles d'encouragement. Tel était le secours qu'il était en mon pouvoir de lui donner. Toutefois, nous déshabillâmes la malade pour la mettre dans son lit ; — elle revenait d'une soirée en ville et s'était trouvée subitement frappée à son retour ; Guy l'avait découverte, étendue, sans mouvement et sans voix, sur le parquet de la bibliothèque. Le pauvre garçon, tremblant et effrayé, s'agitait autour de nous, cherchant à se rendre utile ; mais son anxiété nerveuse était telle qu'il se heurtait aux chaises, renversait les tasses et les flacons, et nous gênait énormément, au lieu de nous servir. Sa bonne figure franche, déjà un peu mûre, sous sa masse de cheveux passablement ébouriffés, était devenue livide, et, sous ses grands yeux effarés, se dessinaient de larges cercles bleuâtres. La douleur du pauvre garçon me toucha profondément ; car, jusqu'alors, en vérité, M^{me} Griffiths n'avait jamais été pour lui une bien indulgente et tendre mère. Combien de fois elle l'avait froissé, raillé, meurtri, effrayé, par ses paroles sarcastiques, ses manières froides, son dédaigneux sourire ! Le comprenait-elle, se le rappelait-elle, en ce moment, où elle gisait là, rigide et froide devant nous, attachant sur nous son regard vitreux avec une fixité étrange ?

S'il est une balance difficile à dresser, c'est assurément celle des

affaires du cœur, des dettes d'affection. Guy lui-même, avec son activité sans relâche et sa bonne tête commerciale; Guy, qui s'acharnait, de longues journées durant, sur ses registres, dans son bureau de Moorgate-Street, n'aurait pu établir clairement des comptes aussi difficiles. Les uns donnent tout un trésor d'amour à qui leur présente une pierre; d'autres, plus heureux, savent placer leurs affections à gros intérêts; il en est enfin qui conquèrent les cœurs d'autrui jusqu'au dernier battement, jusqu'à la dernière obole, et qui, n'en faisant point de cas, se délivrent et s'enfuient, ayant préalablement jeté cette dépouille inutile dans le plus prochain borborygme. Tout ce qu'elle avait à donner, tout ce qui palpitait et vivait dans sa pauvre âme, la malheureuse Julia Griffiths l'avait donné à son mari, qui ne l'aimait pas, et à son second fils, dont la vie avait été une honte et un chagrin pour elle. Lorsque ce dernier vint à mourir, elle ne put pardonner à l'autre, à ce pauvre Guy, qui continuait à vivre, qui allait être le soutien, l'ami de son père, et qui serait, plus tard, son unique successeur. Elle avait été une vraie mère, une tendre mère pour Hugues, qui était parti; pour Guy, qui restait et attendait patiemment un peu de bienveillance, un peu d'amour, elle n'avait jamais été, à peu de chose près, qu'une marâtre; et néanmoins je me demande si, en une semblable circonstance, la mère la plus tendre et la plus dévouée aurait pu être soignée plus affectueusement, plus anxieusement, par son fils. Peut-être, — ici, j'ignore si je me ferai bien comprendre, — peut-être si ce pauvre fils l'eût aimée plus tendrement et eût été plus intimement uni à elle, sa douleur en cet instant aurait été moindre, son courage et son espoir plus grands en présence de cette pénible agonie. L'idée de la douleur suprême, de la mort et de la séparation, ne parvient pas à creuser un gouffre, à ouvrir le grand vide de la séparation et de l'oubli entre deux cœurs qui s'aiment.

Le docteur à la fin parut, puis s'en alla, laissant quelque espoir après lui. Guy passa la nuit entière au coin du feu, dans la salle à manger attenante à la chambre de sa mère. De temps en temps, je quittais mon poste et je le trouvais là toujours, secouant tristement sa grosse tête crépue, ainsi qu'il le faisait d'ordinaire, mordant ses ongles et murmurant : « Oh ! ma pauvre, pauvre mère ! » Parfois aussi il se levait, et, sur la pointe des pieds, se glissait dans la chambre ; mais sa présence paraissait agiter et inquiéter la pauvre femme, et je fus obligé de le renvoyer à son fauteuil. Dans un des moments où, étant allé le trouver, je pris place auprès de lui pour quelques minutes, il m'avoua qu'entre sa mère et lui, il y avait eu quelques paroles pénibles échan-

gées le matin : « C'est ce qui fait que ce malheur d'à présent me semble si difficile à supporter, » murmura-t-il d'une voix confuse. Je lui demandai quel avait été le sujet de cette légère altercation. « Ah ! j'ai dit à ma mère que je désirais me marier, — répliqua ce pauvre Guy, avec une expression profondément pénitente, qui me fit sourire, je le confesse, même en cet instant douloureux. — Oh ! égoïste que je suis ! Je l'ai épouvantée, je l'ai frappée au cœur, pauvre mère ! Je me suis conduit comme un brutal, un sauvage, un idiot ! » L'intensité de son repentir et de son désespoir était telle, qu'il n'était pas possible de le persuader de ce qui était pourtant la pure vérité : cette attaque avait été déterminée par des causes purement physiques.

— « Mais, pour vous marier maintenant, avez-vous donc quelqu'un en vue ? lui demandai-je, cherchant à l'arracher, autant que possible, à sa douloureuse préoccupation.

— Non, assurément, me répondit-il ; du moins.... Oh ! non, impossible de songer à *elle*.... mais je pensais que, l'un de ces jours, je serais bien heureux de me trouver tout-à-coup en possession d'une maison à moi, avec de beaux enfants et une jeune femme... Tenez, je vous l'avoue, cette maison-ci me semble si triste, que notre banque à Londres, toute sombre qu'elle est, finit par me plaire encore mieux. » A cette réplique, et bien que l'instant ne fût nullement propre à de pareils épanchements et à des confidences sentimentales, je ne pus m'empêcher de demander qui était cette *elle* à laquelle Guy trouvait impossible de songer.

Guy Griffiths, à cette question, fit d'abord un geste d'impatience, haussant avec embarras ses larges épaules un peu voûtées ; ses lèvres entr'ouvertes laissèrent échapper un murmure confus qui me parut être un grognement voilé d'un long soupir ; puis un franc sourire vint éclairer son visage basané, rude d'ailleurs et souvent sombre, auquel un honnête et cordial sourire prêtait cependant, de temps à autre, un peu de gaieté et d'agrément.

— « Oh ! *elle* ne sait pas même mon nom ! murmura-t-il. Je l'ai vue un soir, au théâtre, et puis, une fois encore, à la campagne, sur un chemin au milieu des champs, où nous nous sommes rencontrés. Je suis parvenu à savoir qui elle est. Elle est la fille du vieux Barly, le courtier, l'agent de change. On l'appelle Belinda... miss Belinda... Un nom ridicule, n'est-ce pas ? (Ici, je me permis d'interrompre, par une dénégation polie.) Je ne sais, en vérité, quel charme il y a en elle, — continua-t-il d'un ton plus joyeux et plus doux ; — mais à la campagne, là-bas, tous les jeunes gens en étaient épris, au point d'en perdre la

tête. J'avais prié... dans le fait, j'étais allé à Farmborough, rien que pour avoir l'occasion de la rencontrer encore. De ma vie, je n'ai vu une jeune créature aussi charmante, aussi douce, et... et... je ne lui ai jamais parlé !

— Mais vous connaissez son père ? interrompis-je.

— Le vieux Barly ?... Assurément... Sa femme était parente de mon père et nous sommes curateurs l'un de l'autre pour une certaine somme qui a dû être partagée entre mistress Barly et moi. Mes parents n'ont jamais eu de relations très-fréquentes avec les Barly ; mais, lorsque mon père est mort, on m'a nommé curateur à sa place et je n'ai pas cru devoir refuser. A cette époque, je n'avais pas encore vu Belinda. Aimez-vous de beaux yeux doux et purs, un peu voilés, sommeillant à demi et qui, de temps en temps, s'ouvrent tout grands et se réveillent ? ... Ah ! n'est-ce pas ma mère qui nous a appelés, maintenant ? » Ainsi, pour un moment, il avait oublié la triste réalité présente, puis la réalité, impérieuse et prompte, s'était de nouveau imposée à son souvenir. Le bois du lit avait craqué, la malade s'était légèrement agitée sur ses coussins, et un léger rayon d'intelligence commençait à briller sur son visage pâle. Le tintement de l'horloge, argentin et pénétrant, venait d'annoncer quatre heures ; la pluie semblait avoir cessé, les nuages s'éloignaient lentement, et même, en présence de ce beau feu pétillant et clair, la chambre devenait froide.

Lorsque, vers cinq heures, je m'en revins au logis, toutes les étoiles avaient paru au ciel et scintillaient au-dessus de ma tête. Une soudaine fraîcheur, une vie secrète semblaient s'éveiller dans l'ombre de ce jardin silencieux ; une pâle veilleuse éclairait derrière moi la fenêtre de la malade, et, dans ma chambre, je voyais briller la petite lampe que les doigts actifs de ma chère H* avaient préparée pour attendre mon retour. Lorsque nous atteignîmes la petite porte, Guy l'ouvrit et me laissa passer sous une voûte mobile de feuillages détachés, par la violence du vent, des arêtes du mur.

Il prit ma vieille main entre ses deux grosses pattes et se prit à murmurer des remerciements confus qui dégénérèrent en un son rauque et inarticulé, au moment où il se détourna, s'empressant de regagner son poste. Je cherchai à m'imaginer alors tous les serremments de main, tous les saluts de bon accueil, tous les adieux et protestations, qui avaient pu être échangés en cet endroit, à cette porte. Il y en avait eu sans doute de plus tendres, de plus intimes que celui-ci, mais le grognement affectueux de ce pauvre Guy me semblait plus expressif et plus touchant qu'une longue suite d'éloquentes paroles. Et je compatis de bon cœur

à son angoisse et à sa tristesse, tout en verrouillant la porte et en remontant l'escalier. Je me sentais fatiguée et ne tardai pas, comme on le pense, à m'endormir profondément, tandis qu'il s'en allait reprendre sa veille solitaire.

II.

On a vu des gens que, depuis bien longtemps, la fortune indulgente favorise et caresse. Toutes les chances leur sont favorables, le chemin du bonheur s'ouvre devant eux bien uni et bien pavé, avec une inclinaison légère et douce, avec un riant paysage se déroulant sur les bords et jusqu'à l'horizon limpide. Et ils vont glissant, passant, roulant, sans trop savoir par quels moyens, s'imaginant le plus souvent qu'à leur prudence et leur sagesse seules, et aussi à leurs mérites, ils doivent cette heureuse fortune d'accomplir leur voyage terrestre si paisiblement et si joyeusement. Mais voici qu'un jour, soudain, ils s'arrêtent à une barrière, et qu'une inexorable sentinelle, la Destinée, sort tout-à-coup de sa guérite et les somme hautement de lui payer les droits. Ou bien, c'est le bon sens qui se trouble, la prudence qui s'égare, l'équipage qui chancelle, les chevaux qui s'effraient de quelque épouvantail placé sur le chemin. Ou bien, sans que l'on sache pourquoi, toute la machine s'affaisse, se brise, et ne peut plus être relevée. Et cependant, sur le chemin uni, continue à rouler une foule d'autres équipages : cabriolets, camions, chariots, coupés, tilburys et belles calèches armoriées, tandis que les pauvres gens qui se trouvaient dans la voiture anéantie, se relèvent tristement et doivent finir la route à pied.

Précisément en ce fatal *Black-Monday*, dont nous avons tous entendu parler, ce *Lundi Noir*, auquel tant de désastres financiers firent une réputation aussi étendue et aussi triste, le pauvre John Barly et ses trois filles foulèrent, pour la dernière fois, le marche-pied rembourré de leur coupé si confortable, et disparurent derrière la modeste grille verte de leur petit cottage suburbain, disparaissant en même temps de ce grand cercle élégant, somptueux et hautement *respectable*, dans lequel ils n'avaient cessé de se mouvoir jusqu'à ce jour, entraînés par deux magnifiques chevaux bai-brun, selon toutes les règles du confort et de l'élégance : dinant, dansant, invitant, recevant leurs amis et leur rendant leurs civilités. Jusqu'alors les jeunes miss Barly avaient joui en paix du privilège de laisser de belles cartes-porcelaine portant leurs noms finement gravés, en échange d'autres cartes également belles, étalant des noms aussi respectables, et indiquant les adresses d'hôtels

aussi commodément et aussi élégamment situés. Un hôtel, — telle est du moins la définition qu'en donnent les directeurs d'agences locatives, — est une maison comme une autre, qui possède, sur ses derrières, l'avantage d'une entrée particulière et d'un second escalier. Et assurément, les Barly avaient toujours eu un second escalier à leur hôtel, à leur existence insouciant et fastueuse; mais ils ne s'en servaient point, préférant de beaucoup contempler et fouler les larges degrés polis, ornés, moëlleux, avec les riches tapis et les rampes sculptées, qui, du vestibule de marbre, conduisaient au grand salon. Pour Anna et Fanny Barly, l'accomplissement de ces devoirs de société, cet échange solennel de cartes et de visites, avaient toujours été l'affaire la plus importante qui pût exister en ce monde. Quant à la plus jeune des sœurs, que l'on avait baptisée du joli petit nom prétentieux de Belinda, et qui était tout récemment sortie de pension, elle n'avait point, pour cette vie élégante et dorée, la même estime, le même culte que ses sœurs. Elle ne trouvait même pas un bien vif attrait à cette vie. Parfois, s'appuyant tristement sur la rampe ciselée de leur grand escalier dans Capulet-Square, il lui était arrivé de bailler de lassitude et d'ennui, et le son languissant de sa voix lui paraissait un écho dans cette solitude, montant du vestibule en bas, jusqu'aux combles, à la petite terrasse vitrée. Ou bien, si elle entrait au salon, elle n'entendait plus, il est vrai, ces échos monotones, mais bien les voix aiguës de Fanny et d'Anna, vibrant, elles aussi, avec une monotonie lassante, tandis qu'elles complimentaient lady Ogden sur l'élégance de son nouveau barouche, et Belinda ne se sentait pas le courage d'affronter plus longtemps cet ennui pesant et pompeux; aussi s'esquivaient-elle promptement pour se renfermer dans sa chambre. N'avait-elle pas une chambre à coucher belle et riche, tendue en damas vert, avec un élégant tapis et l'un de ces grands lits à colonnes surmonté d'un énorme baldaquin? Mais il s'y trouvait aussi une immense armoire d'acajou dont la pauvre Belle avait grand peur; car, parfois, les battants s'en ouvraient tout seuls dans le silence des nuits, révélant soudain de noirs abîmes et des profondeurs inconnues, avec de longs spectres noirs flottants suspendus aux crochets de cuivre, ou menaçants, immobiles et attendant l'instant de sortir. Et tant d'autres horreurs, tant d'autres images encore: celles de linceuls blancs s'agitant dans les ombres, de parquets criant légèrement sous les pas des étrangleurs: — funèbres et fiévreuses imaginations que la petite Belle s'efforçait de chasser de son esprit, tout en fermant soigneusement sa porte et en la barricadant au moyen de sa jardinière et de sa table à écrire.

Nous devons avouer que les jours, en bonne justice, avaient pu paraître longs et quelquefois pesants à la petite Belinda, dans ce beau et riche palais pourvu d'un luxe pompeux et d'une froide élégance. Anna, la sœur aînée, y était reine régnante; elle avait à la fois le goût du pouvoir et le talent de gouverner. Elle était petite, un peu forte, mais imposante et majestueuse, et de plusieurs années plus âgée que ses sœurs. Le bon père respectait son coup d'œil si prompt et si juste, admirait à la fois son ambition et ses facultés, et regrettait parfois en secret de n'avoir pu lui faire accepter aucun des humbles prétendants, des jeunes associés en perspective, le docteur, le *curate*, qu'à différentes reprises il lui avait proposés. Mais il est certain, — ainsi qu'Anna le disait souvent, — que, dans la maison, on n'aurait pu se passer d'elle. Elle ne se sentait nullement pressée d'abandonner ce confortable royaume domestique où elle exerçait sans contrôle une suprême autorité, ratifiant les décisions des ministres de la lingerie et de la cuisine, communiquant ses gracieux projets au maître d'hôtel, considérée avec terreur et respect par les deux jeunes servantes. Qui donc, dans cet empire, aurait levé contre elle l'étendard de la rébellion? M. Barly passait ses jours dans la Cité et confiait tout le gouvernement intérieur aux mains respectées de sa fille. Fanny, sa sœur cadette, était sa fidèle alliée. Fanny, vive et jeune élégante de vingt et un ans au plus, avait de beaux yeux noirs et une chevelure un peu ondulée, brune et souple, admirée généralement. Au reste, Fanny avait l'esprit faible, l'humeur légère, le goût des chiffons, de la mode et des plaisirs; elle était curieuse, un peu babillarde et entièrement dévouée à Anna. Quant à Belle, elle était, depuis fort peu de temps, revenue au foyer domestique, et Anna jusqu'alors ne la comprenait pas bien! Comment se faisait-il que Fanny, qui était majeure, se contentât de s'habiller, de jaser, de rire, et, au reste, n'eût pas de volonté, tandis que Belle, à dix-huit ans, avec son petit air tranquille, manifestait parfois des velléités d'indépendance? En somme, Anna et Fanny, s'entendant parfaitement, se prêtaient, en toutes occasions, une sorte d'assistance mutuelle, tandis que Belle ne pouvait attendre de secours et de conseils que d'elle-même, à moins toutefois que son père ne fût présent. M. Barly avait une grande tendresse, peut-être une secrète prédilection pour sa plus jeune fille; aussi, pour Belinda, l'heure la plus joyeuse de toute la journée, était celle où elle entendait les pas de son père franchissant le seuil du logis, et le son de sa voix qui l'appelait, à la fois joyeuse et un peu tremblante. Puis, à mesure que les jours s'écoulaient, il sembla à l'enfant, écoutant dans la distance, que l'accent

joyeux s'effaçait par degrés, et que la voix tremblante du vieillard n'avait plus qu'un accent amer ; mais ceci devait n'être qu'une illusion, une imagination vague, l'effet sans doute des échos monotones qui vibraient dans la vaste maison.

Pendant le dîner, Anna avait coutume de questionner son père au sujet de l'état des affaires au Royal Exchange, et dans la Cité, s'intéressant à la hausse et à la baisse des cotons et calicots, et à la position qu'occupaient sur le marché les actions du Tre-Rosas, compagnie formée pour exploiter une mine d'étain en Cornouaille. M. Barly en était précisément le directeur, et Anna avait une si favorable idée de l'importance de cette affaire, qu'elle avait voulu y placer une partie de ses propres fonds et de ceux de sa sœur Fanny. Leur mère leur avait laissé une certaine somme en héritage, et, en atteignant leur majorité, elles avaient été mises en possession d'une partie de ces fonds ; le reste avait été placé en rentes sur l'État, au nom de M. Griffiths, et ne pouvait être touché. Quant à la pauvre Belle, comme mineure, elle devait se contenter de soixante livres par an, pour ses épingles, seul revenu que lui rapportât encore son héritage de deux mille livres.

Lorsqu'Anna parlait d'affaires, M. Barly se sentait réellement ébloui par le grand sens pratique, la prévoyance calme et les brillantes facultés, l'audace ingénieuse, le calcul sûr et rapide, qu'il lui arrivait de déployer. Quant à Fanny, elle se contentait d'ouvrir curieusement les oreilles et de demander avec un sourire, en secouant ses boucles brunes, combien il fallait aux jeunes filles pour qu'elles pussent être admises au noble rang d'héritières, et si Anna pensait qu'elle pussent bien être des héritières quelque jour. Anna secouait la tête et souriait, avec beaucoup de condescendance et de gravité, à cette impatience enfantine : « Vous devez vous réjouir, Fanny, du sort qui vous attend et des heureuses chances que l'avenir vous réserve. Emily Ogden, avec tous ses grands airs, ses chevaux et ses diamants, ne serait pas fâchée, je vous assure, de se trouver à votre place. » Sur cette réponse, Fanny se rengorgeait, rougissant de plaisir ; mais Belinda, impatiente, bondissait hors de sa chaise, agitant vivement ses paupières blanches sur ses beaux grands yeux gris, ainsi qu'elle le faisait quand elle était émue : « Je ne peux pas souffrir que l'on parle d'argent ; tout autre sujet vaut mieux. » Puis elle s'arrêta court, confuse de sa hardiesse et toute rougissante. — « Papa, — interrompit alors Fanny joyeusement, — quand donc nous mènerez-vous voir la pantomime ? Les Ogden y vont mardi prochain, et, depuis longtemps déjà, vous ne nous avez plus conduites nulle part ; vous êtes un bien méchant père. »

Ici, M. Barly, qui cependant refusait bien rarement quelque plaisir à ses filles, éloigna brusquement sa chaise de la table et répondit, avec un léger tremblement dans la voix : « Ma fille, depuis quelque temps déjà, il ne me reste guère de loisirs que je puisse consacrer aux fêtes, aux pantomimes, et à tous ces amusements en général. Quand j'ai péniblement travaillé, depuis le matin jusqu'au soir, je me sens bien fatigué et j'éprouve le besoin de rester calme, au coin du feu. Et puis, franchement, je ne suis pas d'humeur assez joyeuse....

— Cher papa, — interrompit Belinda avec tendresse, — venez dans le salon, étendez-vous dans le grand fauteuil; moi, je me mettrai au piano et je jouerai pour vous endormir. » Et elle accompagnait ces paroles d'un sourire charmant, doux, enfantin, aimant, radieux, semblable à un rayon de soleil glissant sur un frais paysage. Pouvait-on s'étonner de ce que le vieillard eût une légère préférence pour sa plus jeune fille? Fanny boudait sans se contraindre; Anna, tout en se levant pour replacer la bouteille de vin dans le buffet, fronçait légèrement le sourcil et se demandait si elle ne ferait pas bien d'écrire à lady Ogden, afin que cette dame permit aux deux sœurs de se joindre à sa joyeuse famille. Quant à Belinda, tandis que, dans le grand salon bien sombre, elle jouait Mozart à son vieux père assoupi dans un coin, elle fut frappée de l'expression anxieuse, triste et fatiguée qui se peignait sur le visage du vieillard, même pendant son sommeil. C'était la dernière fois que Belle devait jouer sur le grand piano. Trois ou quatre jours plus tard, survint la catastrophe. La grande compagnie minière du Tre-Rosas succombait à l'immensité du désastre, et l'ancienne maison respectée de Barly et C^{ie} suspendait ses paiements.

Si le pauvre M. Barly avait eu le dessein d'ancêtre ses ressources, son crédit, ses espérances, jusqu'au dernier farthing, sa ruine n'aurait pu être plus complète ni plus ingénieuse. Lorsqu'on en vint à la liquidation des titres et des créances, on s'aperçut qu'une splendide fortune avait été dissipée, gaspillée, on ne savait comment. Rien ne restait aux malheureux, à l'exception d'un petit cottage meublé situé dans la banlieue, qui avait été cédé, sa vie durant, à une vieille tante défunte et était revenu, après sa mort, à Fanny sa filleule; plus cette faible somme placée dans les fonds publics, à 3 %, dont nous avons déjà parlé et qui ne pouvait être touchée qu'à l'époque où Belle, la plus jeune des trois sœurs, aurait atteint sa majorité.

Deux ou trois misérables jours de trouble et de consternation se passèrent encore, durant lesquels la machine domestique, qui avait été montée jadis avec tant d'efforts et de labeur, continua à se mouvoir par

sa seule force d'impulsion : le maître d'hôtel se présentant encore à l'appel de la sonnette, le laquais apportant les lettres, les bougies, la corbeille au charbon, la cuisinière livrant le dîner à l'heure accoutumée. Puis tout s'évanouit soudain, tout disparut, et cette grande masse de meubles, de domestiques, d'animaux favoris, de créatures humaines, de voitures, de livrées, de relations d'affaires, de société et de plaisirs, s'écroula et se réduisit à un vaste chaos, où les êtres vivants effarés, pantelants, confondus, s'efforçaient de se dégager de ce sombre monceau de ruines.

D'abord, la cuisinière disparut, ayant fait sa malle, dans laquelle elle rangea, par hasard, quelques serviettes de table et une superbe nappe damassée, plus une paire de draps, et l'ombrelle de miss Barly qu'elle avait trouvée suspendue dans le vestibule. Puis les trois pauvres demoiselles quittèrent la maison, se rendant avec leur père à leur humble cottage des faubourgs, pour s'épargner de plus amples désagréments, des humiliations peut-être. Le vieillard ne se sentait pas le courage de lutter avec la fortune, de recommencer et de tenter l'avenir. Il avait été vaincu, et avouait humblement sa défaite. Belle, assise à côté de lui, sur le siège antérieur de leur coupé, considérait avec douleur son visage hagard et pâle, et s'efforçait, au fond de son cœur, de se sentir plus désespérée, plus misérable qu'elle ne l'était réellement. La simple enfant avait beau faire : la seule idée d'un petit cottage à la campagne, avec son obscurité modeste, ses roses, sa verdure, sa nouveauté, ses fraîches tentures de perse fleurie, remplaçant le pompeux damas, ses petits balcons semés de mignonnette, et les coqs chantant à l'aurore, et les hirondelles rasant la crête du toit, — cette idée, disons-nous, avait pour elle un charme coupable, un charme secret dont elle ne pouvait se défendre. Oh ! comme elle avait souhaité vivre d'une telle vie, lorsque, quelques mois auparavant, elle avait accompagné les Ogden à leur résidence de Farmborough, en pleine campagne ! Combien elle avait vu de délicieux petits cottages couverts de chaume, embaumés de la senteur des foin, où elle aurait désiré passer le reste de ses jours ! L'un d'entr'eux en particulier était vraiment le palais de ses rêves, avec son pigeonnier, ses chères petites fenêtres treillagées et enguirlandées de verdure, et les deux jolis babies roses jouant avec un petit chat sous le porche encadré de lierre ; mais, tandis qu'elle le considérait, un homme grand et robuste, avec une mine sombre sous son chapeau de feutre à larges bords, était venu à passer, et avait si fort effrayé Emily Ogden qu'elle s'était sauvée entraînant Belinda dans sa fuite... Et ici, un bruyant sanglot de Fanny interrompit le rêve et les

souvenirs, et rappela Belle à sa place, sur le siège de devant du barouche.

Anna s'était dit qu'étant la plus forte et la plus sage, elle devait se montrer aussi de toutes la plus courageuse et la plus résignée. Elle faisait tous ses efforts pour se maintenir à la hauteur de la situation ; mais, à la vérité, ce terrible malheur la frappait plus cruellement encore qu'il ne pouvait frapper son vieux père et ses sœurs, moins orgueilleuses et plus étourdies. Indignée, irritée, furieuse, contre son père, contre les administrateurs, les directeurs, les actionnaires, les secrétaires, l'infortunée compagnie, contre la Bankruptcy Court, les Ogden, les lois du destin, et l'univers en général, et, en particulier, contre Fanny, parce qu'elle fondait en larmes, et contre Belle, parce qu'elle paraissait tranquille, elle jetait sur son passage à travers la vitre relevée un regard morne, désespéré et vague, sur les riches façades des maisons où elle s'était vue accueillie, fêtée, comme une chère et précieuse amie, et d'où maintenant, — ô pensée insupportable et amère ! — elle était bannie, honnie, exilée, comme une misérable créature sans fortune, comme fille d'un banqueroutier ! Obstinément renfoncée dans son coin, les lèvres serrées, les joues pâles, son chapeau cruellement meurtri par les secousses de la voiture, elle ne disait pas un mot, mais son visage soudain était devenu farouche, vieilli, rigide, et, chaque fois que Fanny la regardait, elle poussait de plus bruyantes, de plus douloureuses lamentations. Par malheur, on avait rencontré Emily Ogden très-parée et gracieusement étendue dans son nouveau barouche, et ce spectacle infiniment trop douloureux pour le cœur à demi brisé de la pauvre jeune amie, avait déterminé aussitôt cette explosion de larmes et de regrets : « Emily va rompre avec nous ! je le sais ! — s'était écriée Fanny en sanglotant. — Oh ! Anna, ne reviendront-ils plus nous voir, ne nous inviteront-ils jamais plus à leurs matinées du jeudi ?

— Mes enfants, — avait dit M. Barly avec un soupir résigné, relevant la vitre de la portière, — nous sommes ruinés, déshonorés, nous n'avons plus qu'à nous cacher, loin du monde. N'espérez pas que désormais quelqu'un de nos anciens amis s'attendrisse sur notre malheur, et se souvienne de nous. » Et Fanny s'était prise à gémir, à sangloter plus fort, en entendant ces paroles. Quant au pauvre vieillard abattu et navré, dont le cœur était tendre et bon, mais l'esprit vacillant et la volonté faible, il s'était senti, dans ces derniers temps, si complètement épuisé, harassé, tourmenté de mille agitations diverses, qu'il se trouvait presque soulagé à l'idée de cette profonde solitude et de ce complet

abandon. Immobile et calme dans son coin, il avait pris la main de Belle entre les siennes, la pressant et la caressant doucement, et s'étonnant de ce que les habitants de la banlieue de Londres n'entre-tinssent pas mieux les routes.

— « Nous devons être maintenant bien près de notre nouveau séjour, — dit-il enfin, presque joyeusement.

— Oh ! mon père, vous parlez comme si vous vous réjouissiez de notre honte ! — interrompit brusquement Anna, jetant sur le vieillard un regard irrité.

— Oh ! taisez-vous, ma sœur ! — s'écria Belle indignée. » Par bonheur, le cocher vint à arrêter les chevaux en ce moment, à une fort grande distance de Capulet-Square, — comme on le pense bien, — et, se détournant sur son siège, demanda si cette maisonnette, tristement isolée en un coin de la plaine grise, était bien le logis où il fallait s'arrêter.

— « Oh ! quelle gentille petite maison ! — s'écria Belle vivement. » Mais elle sentit le cœur lui manquer, tandis qu'elle proférait ce pieux et affectueux mensonge.

Myrte-Cottage était une pauvre petite maison à demi ruinée, et d'aspect mélancolique, ayant vue sur toute l'étendue de Dumbleton Common qu'ils traversaient en ce moment. Les murs en étaient bien recouverts de plâtre avec une corniche de stuc, mais fendillés en maints endroits, et ailleurs humides, moisies et verdâtres. La façade se glorifiait bien d'une fenêtre ornée de verres de couleur, mais les vitres en étaient brisées. Le balcon de la verandah, entièrement déteint, avait évidemment besoin d'être gratté et repeint à neuf, et même du dehors, on s'apercevait clairement que les rideaux de mousseline voilant l'intérieur des croisées n'avaient pas eu, depuis longtemps, les honneurs du blanchissage.

Au devant du perron, s'étendait un petit parterre, avec quelques plantes flétries et quelques arbustes vivaces. Mais il est aisé de s'apercevoir, dans les jardins des faubourgs, que même les arbrisseaux croissant toute l'année en plein air, les buis en bordures, les buissons de lauriers, et les vieux jasmins poudreux et décrépits, finissent par avoir un extérieur sordide, grêle et misérable, lorsqu'ils ne sont pas souvent renouvelés, ou soigneusement entretenus. Avec un peu de temps et d'argent, néanmoins, on aurait pu faire de Myrte-Cottage une petite habitation commode et agréable ; mais, à en juger par les apparences, les derniers occupants ne paraissaient pas avoir été en possession de ces deux moyens suprêmes et indispensables, et les nouveau-venus,

hélas ! sous ce double rapport, ne devaient pas être mieux lotis. Une petite salle à manger, avec de vieux candélabres à pendeloques de verre taillé, une table vermoulue, une estampe représentant l'intérieur d'une chapelle méthodiste, et le portrait d'un ministre dissident en décorant les murs ; un petit salon, avec un vaste sofa de crin noir, une énorme table ronde en occupant le centre, des candélabres, d'autres pendeloques de verre taillé, et une vieille table à ouvrage composée d'une plaque de verre recouvrant une tapisserie fanée ; enfin quatre petites chambres à coucher, mesquines, étroites, poudreuses, sentant la fumée, la poussière et les souris, et renfermant de grands lits à colonnes, aussi sombres et imposants que ceux qu'on venait de quitter ; plus un grenier tout noir, à l'usage de la servante : tel était le petit paradis que, tout le long de la route, Belle s'était prise à rêver, et qu'elle considérait maintenant, découragée et un peu triste. L'on s'occupait de transporter les paniers, les sacs, les coffres, et un camion chargé de caisses était déjà arrivé ; et d'en haut, sur le palier, l'on entendait le perroquet de Fanny jacasser et rire à pleine voix.

— « Comme tout ceci est drôle... est vraiment amusant ! — finit par se dire Belinda en souriant, et se mettant aussitôt courageusement à l'ouvrage pour rétablir l'ordre s'il se pouvait, tandis que Fanny, épuisée, s'étendait sur le sofa de crin noir, tandis qu'Anna, de son ton le plus hautain, ordonnait au cocher de retourner à l'hôtel, dans Capulet-Square, et suivait, d'un regard mélancolique et morne, la voiture qui s'éloignait et s'effaçait dans la distance, entraînant tout avec elle, cocher, baibruns, tapis, et coussins moelleux, fortune et *respectabilité*. Et lorsqu'elle rentra tristement, le perroquet criait encore, et Martha, ancienne fille de cuisine, — qui devait maintenant cumuler les fonctions de maître d'hôtel, laquais, cuisinière et femme de chambre, — faisait frire des saucisses, dont l'horrible odeur envahissait le logis.

III.

En dépit de sa bonne volonté et de sa courageuse exclamation, notre petite Belle eut besoin de toute sa fermeté et de sa vaillance natives pour continuer, durant des jours bien sombres, à envisager uniquement le beau côté des choses, pour louer les agréments du cottage, travailler au jardin, aider secrètement, de tout son pouvoir, les deux servantes découragées qui servaient la pauvre famille ; pour soutenir et consoler son père, surtout, souriant et montrant toujours un joyeux et doux visage, ainsi que ses sœurs le faisaient jadis, dans leur riche maison.

Hélas ! dans Capulet-Square, c'étaient partout les degrés de marbre, avec leur rampe dorée et leur tapis de velours ; mais maintenant c'était l'escalier de cuisine, le petit passage noir et étroit, qui régnait à Myrtle-Cottage. Les roses et le jasmin des parterres, les couchers de soleil rouges, les grandes ombres sur la plaine ont bien du charme, assurément, pour qui se plaît à les contempler ; mais, lorsque des torrents de fumée s'échappent de la cheminée et remplissent l'étroite chambre ; lorsque, par la fenêtre ouverte, des tourbillons de vent et d'une poussière plus suffoquante encore que la fumée, s'engouffrent dans l'appartement et tournoient autour des murs ; lorsque la pauvre Fanny frissonne, et tousse, et serre plus étroitement les plis de son châle autour d'elle ; lorsque les senteurs diverses de la cuisine parfument toute la maison ; quand une souris effrayée bondit hors de l'armoire ou qu'un grillon domestique se débat convulsivement dans l'océan du pot au lait, ou qu'une araignée surprise s'échappe de la boîte à thé, ou que la pompe ne va plus, ou que le four refuse service, il faut certes beaucoup de courage et de bonne humeur pour conserver son sangfroid, en présence de toutes ces difficultés. Notre vaillante Belle n'était pas très-joyeuse, assurément, mais elle paraissait toujours souriante, empressée, active, toujours prête à sourire aux innocents bons mots de son père, qui s'efforçait de tourner en plaisanterie ces fréquentes incommodités. Auna, qui s'était montrée si habile, si vaillante dans ses fonctions de généralissime, succombait entièrement sous les fatigues de ces manœuvres quotidiennes, de ces travaux dans la tranchée, qui formaient la base essentielle de leur humble et pauvre vie. Il y a ainsi des gens qui s'entendent merveilleusement à commander, mais qui faiblissent et deviennent complètement incapables, lorsqu'ils doivent agir et exécuter par eux-mêmes.

Plusieurs familles du voisinage vinrent successivement les visiter, mais les Ogden s'abstinrent soigneusement : point de traces, point de nouvelles de ces anciens amis. La pauvre petite Fanny d'ordinaire s'asseyait, tenant sa broderie ou son ouvrage de *frivolité*, à côté de la fenêtre dominant la vaste plaine et les grandes routes qui la traversent. Des voitures roulaient au loin, des promeneurs passaient, des enfants couraient en jouant sous les fenêtres du petit cottage, mais on ne voyait rien venir : les Ogden ne se montraient point. Un jour néanmoins, dans le lointain, Fanny crut avoir reconnu leur barouche : lady Ogden et Emily assises sur le devant, Matthew Ogden sur le siège de derrière ; oui, sûrement, sûrement, c'était bien lui. Mais la voiture s'éloigna, au milieu d'un nuage de poussière et finit par disparaître der-

rière le mur d'un parc voisin, et Fanny acheva son étoile, passant son aiguille lentement au travers de la mousseline, comme si elle l'eût fait entrer au plus profond de son pauvre cœur blessé, et tirant tristement un long fil, que le soleil, à son déclin, paraissait teindre de sang, de sang tiède et vermeil.

Pendant ce temps, la voix de Belle, qui chantait joyeusement, se faisait entendre au premier étage, et Fanny, allant retrouver sa sœur, la vit, en compagnie d'une servante, occupée à nettoyer l'une des chambres à coucher. La fenêtre en était ouverte, les meubles empilés au centre. Belle, les bras nus jusqu'à l'épaule, et ayant relevé sa robe soigneusement pour la garantir de la poussière, était montée sur une chaise, marteau en main, et s'occupait à fixer aux croisées des stores de calicot blanc. Au reste, les tapis, les balais, les seaux, les brosses, étaient épars çà et là, pêle-mêle, et tout, dans l'appartement, était déplacé, confondu. Au bruit que fit Fanny en s'étonnant et s'exclamant, Anne se présenta, sortant de sa propre chambre où, ne trouvant rien de mieux à faire, elle s'était livrée à un mélancolique et long sommeil.

— « Quel désordre faites-vous ici ? — s'écria la sœur aînée, fort mécontente. — Comment pouvez-vous, Belinda, occuper ainsi le temps de Martha, pour votre bon plaisir ? Eh... oh !... comment pouvez-vous, aussi, vous oublier à ce point ?... En vérité, vous paraissez vous réjouir de la ruine de notre père !

— Tenez, Anna, je ne comprends pas du tout ce que vous voulez dire, — repartit Belinda rougissante, véritablement fâchée et se retournant avec un long rideau serré entre ses bras. — Je ne puis pas voir, moi, la chambre de notre père aussi misérable et aussi négligée ; et je ne m'abaisse ni ne me déshonore point en cherchant à l'entourer d'un peu de propreté et de confort. Voyez, nous venons d'ôter ces vieux rideaux jaunis, et nous allons en placer d'autres, — continua l'aimable enfant, sautant en bas de sa chaise, et étalant ses trésors.

— Mais dites-moi, je vous prie, — reprit Anna avec hauteur, — d'où viendra l'argent qui doit payer tout ce luxe et ce confortable ?

— Tout ce luxe ne coûte rien, — reprit Belinda en riant. — J'ai fait ces rideaux moi-même. Vous rappelez-vous, Anna, cette vieille robe blanche qui vous a toujours déplu ?... Voyez plutôt, comme mon doigt est piqué. Et maintenant, allez-vous-en, — continua l'enfant avec un gracieux petit ton d'autorité, — et ne reparaissez plus ici avant que je vous rappelle. »

En vérité ? s'en aller, disparaître, au commandement de Belle ?...

Anna descendit pourtant, mais irritée, confondue, et se mit aussitôt

à l'œuvre de son côté, mais d'une façon entièrement différente. Elle trouva par malheur le pauvre père déjà revenu au logis, tout triste et seul dans le petit salon, et tenant déployé sur ses genoux un fragment d'un des journaux du jour, que pourtant il ne lisait point. L'honnête M. Barly était anxieux et sombre, il attachait un regard vague sur les cendres du petit feu qui s'éteignait lentement, et passait la main sur son front avec une expression douloureuse et troublée. Et la vaniteuse personne, au lieu de chercher à égayer et consoler son père, eut le courage de l'irriter et de l'humilier, d'accuser hautement la conduite de Belinda, d'accabler le vieillard d'allusions et de reproches.

— « Oui, frottant et récurant, et se déshonorant de ses propres mains ! — s'écria Anna dans l'élan de son indignation. — Oubliant sa propre dignité aussi bien que la nôtre, nous entraînant avec elle plus bas encore, dans cette misère où nous sommes déjà tombées ! Papa, songez qu'elle ne veut pas m'obéir. Vous devriez lui défendre de se comporter ainsi, de nous humilier ainsi, par une aussi étrange conduite. »

Quant à la pauvre Belle, essoufflée, triomphante, avec ses joues couleur de rose et le bout de son petit nez noirci, lorsqu'elle parut en cet instant, appelant son père d'une voix empressée et joyeuse, elle ne remarqua point, en le précédant sur l'escalier, combien il avait l'air abattu et la contenance triste. Mais, lorsqu'elle ouvrit la porte donnant sur le palier, un flot de lumière leur parvint, de la chambre la veille encore si sombre et presque abandonnée. On eût dit une confortable petite tente toute drapée de calicot blanc, de blancs et fins rideaux, de blanches mousselines.

Le vieux tapis usé avait été remplacé, sous la table ronde et devant le foyer, par deux morceaux carrés d'une antique moquette aux couleurs encore fraîches et doucement nuancées. Un bouquet de jasmins était placé dans un vase sur la cheminée, et, aux quatre angles du baldaquin qui surmontait le lit, la jeune et entreprenante décoratrice avait substitué, aux terribles panaches fanés et aux glands décrépits qui en ornaient le faite, de jolis nœuds de couleur bleue, choisis avec amour parmi ses rubans, ses chiffons, menus trésors de jeune fille. En outre, l'un des deux grands fauteuils, rangés le long du mur de la salle à manger, avait été recouvert d'une housse fraîche et élégante, provenant encore, sans nul doute, des trésors de Belinda, — et transporté au premier dans un petit coin bien confortable, auprès de la fenêtre ouverte. Au dehors, le soleil couchant dorait la vaste plaine, en s'abaissant derrière le moulin caché sous la dentelle des aulnes verts. Martha, la servante, tout éclairée par ce beau soleil rouge, et tenant son balai à la

main, souriait d'un franc sourire qui entr'ouvrait largement ses lèvres fraîches jusqu'aux oreilles, et Belle, ravie, transportée, se retournant avec un regard joyeux, se jeta entre les bras de son père. Le pauvre M. Barly était ému jusqu'aux larmes : « Ma chère enfant, — s'écria-t-il, — pourquoi prenez-vous tant de peines pour moi ? Votre sœur m'a tout dit. En vérité, je ne le mérite point. Je ne puis me résigner à l'idée de vous voir si accablée, si malheureuse ! Ma chère petite Belle, travaillant comme un mercenaire, et de ses propres mains... par ma faute... par ma faute ! » Et le vieillard, succombant sous le fardeau de ses remords et de ses regrets, cacha son visage entre ses mains et se laissa tomber lourdement sur une chaise près du lit, et Belinda se sentit douloureusement frappée, désappointée, à ce résultat imprévu des travaux et des efforts accomplis par elle avec tant de joie et de vaillance. En vain elle chercha à apaiser et consoler le pauvre père ; plus elle semblait douce et charmante à ses yeux, plus il souffrait cruellement en songeant à la misérable et triste condition à laquelle il l'avait réduite.

Pendant les jours qui suivirent, le pauvre M. Barly ne cessa de s'agiter avec une sorte de désespoir, se demandant anxieusement ce qu'il pourrait bien faire pour racheter le passé, pour recouvrer, en partie du moins, son ancienne fortune. Aussi, chaque fois qu'il arriva encore à Belinda de donner son temps et ses soins à l'organisation du ménage, elle prit bien ses mesures pour éviter que le pauvre père en fût instruit. Anna se levait à neuf, et Fanny à dix heures. Anna passait les jours à regretter silencieusement son ancienne prospérité, à lire les journaux, le Guide de la cour et les nouvelles du monde fashionable, tandis que les accords mélancoliques du piano de Fanny (dans le petit salon il y avait un vieux clavecin désaccordé) s'envolaient avec le vent et passaient sur la plaine grise. Au printemps humide et semé d'orages qui envoyait fréquemment des tourbillons de poussière ou de grêle ébranler les vitres mal closes, et qui faisait rouler de gros nuages noirs au dessus de l'horizon morne, avait succédé un été tiède et brillant, avec ses flots de lumière et ses vapeurs d'azur, se répandant autour de là sur la campagne entière. Anna et Fanny pouvaient du moins sortir, se promener maintenant ; mais elles se fatiguaient vite et s'asseyaient épuisées au pied d'un arbre, s'avouant mélancoliquement l'une à l'autre combien elles regrettaient leurs chevaux et leurs voitures. Belinda qui, dans les premiers temps, remontait de temps à autre à sa petite chambre pour y soulager son pauvre cœur par quelques larmes, comprenait mieux tous les jours qu'à dix-huit ans, avec la santé, le courage, et beaucoup

d'ouvrage à faire, le bonheur est toujours possible, même aux gens qui vont à pied.

Mais un jour M. Barly, que la force de l'habitude ramenait encore, presque quotidiennement dans la Cité, en rapporta des nouvelles inattendues qui lui avaient causé une émotion fort vive. La mine du Tre-Rosas, dont il était toujours actionnaire pour une somme considérable, n'ayant pu trouver personne qui voulût lui acheter ses actions, avait, dans les derniers jours, fait concevoir à ses possesseurs de nouvelles et brillantes espérances. Un nouvel appel à la confiance publique venait d'être fait ; un grand capitaliste, ayant évidemment en portefeuille des fonds qu'il ne savait comment employer, avait racheté un grand nombre des actions en souffrance. Les travaux allaient être repris, et M. Barly avait toujours été convaincu de la valeur de la mine et de la supériorité de l'affaire. Il aurait volontiers cédé jusqu'à son dernier morceau de pain, dit-il à Anna le soir même, pour pouvoir acheter des actions nouvelles, et les joindre à celles qu'il possédait déjà. S'il lui était possible de réaliser ce projet, sa fortune était faite, ses chères filles retrouvaient leur rang perdu, leur prospérité, leur opulence, leur nom surtout qui, de nouveau, allait être connu et honoré. A ce discours, Anna pâlit, rougit, en un mot se sentit encore plus émue et plus anxieuse que son père. Belle se contenta de soupirer : elle ne pouvait s'empêcher de concevoir quelques doutes, mais elle ne jugeait pas convenable d'exprimer positivement son opinion sur un pareil sujet.

— « Papa, cette mine fatale n'a pas été pour nous une mine d'or, pas même une mine d'argent, — hasarda-t-elle en souriant, en rougissant, et penchant sa jolie tête sur son ouvrage de couture, — et, tranquille comme nous voici, ne sommes-nous pas heureux, en vérité? — Heureux? — s'écria Anna, avec un ricanement ironique.

— Réellement, Belinda, vous faites de la vie un roman, ma chère, — se hâta d'ajouter Fanny, avec un petit sourire dédaigneux. » Quant à M. Barly, il s'écria, les larmes aux yeux, et en serrant la main de sa plus jeune fille « qu'elle verrait des jours bien plus heureux encore, et qu'elle méritait d'être récompensée mille fois pour son dévouement et sa bonté. » Un secret pressentiment oppressa cependant le cœur de Belinda, dont les jolis yeux se remplirent de larmes ; mais elle se garda bien de le laisser deviner, et, pour cacher ses pleurs, pencha son front sur sa couture.

Par malheur, M. Barly, en ce moment, n'avait rien au monde dont il pût disposer, à l'exception de cette somme placée à 3 % dans les fonds publics, dont le petit revenu les faisait vivre, et encore ne pou-

vait-il point entrer en possession de cette somme, tant que Belinda n'aurait point atteint sa majorité, si le curateur de ce petit bien, le jeune M. Griffiths, ne l'autorisait point à le faire.

— « Allez le trouver, papa, — s'écria Anna, dans toute l'ardeur de son enthousiasme. — Allez le trouver, insistez, démontrez, suppliez, enfin, si la chose est nécessaire. »

Et, durant tout le reste de la soirée, Anna et Fanny ne cessèrent de s'entretenir de leurs brillants espoirs. — « J'aimerais tant revoir les Ogden! — soupirait la pauvre petite Fanny. Et nous les reverrions bien sûr, si nous rentrions dans Capulet-Square! — Certainement, certainement, affirmait Anna. — Mais j'ai entendu dire que ce M. Griffiths est un être fort désagréable, un personnage très-rude et peu civilisé, — continuait cette sage personne, plaçant, dans l'attitude d'une méditation profonde, le bout de son doigt blanc au coin de son menton. — Papa, ne ferais-je pas mieux d'aller trouver M. Griffiths à votre place? » Ce à quoi M. Barly ne consentit point, cependant.

La pauvre Anna se sentit au reste tout-à-fait incapable de dominer son indignation et sa colère, lorsque son père s'en revint le lendemain, découragé, désappointé et profondément misérable. M. Griffiths ne voulait pas entendre parler de déplacer et de convertir les titres.

— « A quoi donc vous servirait d'avoir un curateur, — avait-il répondu fort sagement à ce pauvre M. Barly, — si ce curateur vous laissait aventurer vos fonds dans une spéculation aussi hasardée que l'est réellement celle-ci?... Suivez mon conseil, il est bon; et, puisque cette affaire se relève un peu, vendez maintenant, le plus cher que vous pourrez, toutes les actions qui vous restent. »

— « En un mot, l'être le plus bourru, l'individu le plus désagréable que je connaisse, — déclara le pauvre vieux Barly. — Je souhaiterais de tout mon cœur qu'il n'eût rien à décider, rien à voir dans nos affaires. »

Anna, au comble de l'irritation, frappait du pied dans sa fureur : « Quelle insolence! — s'écriait-elle. — Comment oser disposer ainsi de notre bien? En vérité, papa, vous ne devriez pas le permettre. » M. Barly attachait un regard sombre et contenu, un regard étrange, sur sa fille, et répondit qu'en effet il ne le permettrait pas. Anna se tranquillisa un peu, mais ne parvint pas à comprendre ce que son père voulait dire.

A partir de cette mémorable journée, Belinda se prit à concevoir quelques inquiétudes au sujet de la conduite et des manières de son père. Il allait et venait en silence, en proie à une visible agitation,

s'arrêtant parfois brusquement au moment où il arpentait la chambre, et paraissant profondément absorbé dans ses pensées. Un jour, vers midi, il s'éloigna soudain, disant qu'il se rendait dans la Cité, et il en revint le soir, encore plus agité, très-pâle, avec une expression contrainte, un regard étrange et inquiet. Belinda pressentait un nouveau malheur, mais elle ne pouvait savoir encore de quel côté viendrait le désastre. Pendant ce temps, la mine du Tre-Rosas semblait, en dépit des funestes prédictions de M. Griffiths, devoir faire de nouveau, et dans de brillantes conditions, son chemin dans le monde des affaires. L'entreprise recommençait à marcher; les actions étaient en hausse. Une assemblée du conseil directeur avait eu lieu déjà, et, pour l'échéance d'août, on promettait un léger dividende. Il semblait maintenant se manifester en vérité quelques chances pour qu'Anna se trouvât quelque jour réinstallée dans son barouche, dans son hôtel de Capulet-Square, et à l'ancien rang occupé par elle dans la société élégante. Elle et Fanny étaient radieuses d'espoir, à demi folles de plaisir. « Quand nous partirons, » — disaient-elles en commençant chacune de leurs phrases, en ébauchant chacun de leurs rêves. Fanny écrivit à sa bonne amie, miss Ogden, pour lui communiquer ces grandes et joyeuses nouvelles, et, en de pareilles circonstances, miss Emily Ogden ne crut pas déchoir de sa haute et prudente dignité, en se faisant conduire au village, par un bel après-midi, pour faire visite à ses anciennes amies et prendre le thé avec elles, dans une tasse de porcelaine fêlée. La crème était tournée à demi, et le thé sentait la fumée; car Belinda, faisant une longue promenade, n'était pas au logis, et ne put jouir de l'agrément de cette élégante visite. Peut-être, au fond du cœur, ne pouvait-elle pardonner à la brillante Emily la lâcheté et la sécheresse de cœur dont celle-ci avait fait preuve, et s'était-elle arrangée, en conséquence, de façon à ne point la rencontrer.

Un matin, Anna fut saisie d'une émotion fort vive à l'arrivée d'une grosse lettre destinée à M. Barly, l'adresse en étant d'une large écriture ronde et ferme, le cachet fort volumineux, et décoré d'un grotesque assemblage de têtes d'ours et de griffons. Le pauvre père attendait constamment des nouvelles de ses chers puits du Tre-Rosas; aussi en brisa-t-il l'enveloppe avec une vive curiosité. Mais la lettre ne contenait qu'une invitation en forme, signée de M. Griffiths, et engageant M. Barly à venir dîner et passer la journée à Castle-Gardens, où l'on avait une offre assez importante à lui faire... M. Griffiths priait ensuite M. Barly de vouloir bien lui pardonner la conduite un peu rude et déplaisante que sa conscience l'avait contraint de tenir récemment à son égard et l'assu-

rait, qu'en de semblables circonstances, M. Griffiths se sentirait vraiment reconnaissant à M. Barly de vouloir bien le garantir, par sa courageuse prudence, d'un danger semblable, où il pourrait être entraîné.

— « Je n'irai pas, — dit M. Barly d'un ton d'humeur, jetant la lettre sur la table.

— Comment, papa?... Mais ne comprenez-vous pas que vous finirez par lui faire entendre raison, si vous pouvez lui parler à loisir, en tête-à-tête? ... Vous devez y aller, il le faut, fit observer Anna.

— Oh! il se repent assurément. Que c'est gentil de sa part !... — s'écria Fanny. » Enfin Belinda elle-même assura doucement que ce serait dommage de ne pas répondre à une aussi aimable invitation, et M. Barly, comme d'ordinaire, se résigna à céder. Le bon père, avant de partir, demanda aux chères enfants si elles n'avaient pas à lui donner quelques commissions pour la ville.

— « Oh! que vous êtes bon, papa! — s'écria Fanny. — Si vous allez chez Evans, tenez, voudriez-vous m'apporter une robe d'alpaga bleue, et une de grenadine blanche, et une de poulx de soie rose, et... — Ma chère Fanny, tout cela vous suffira amplement pour le temps très-bref que vous devrez passer ici, — interrompit Anna, d'un air grave. Et, à son tour, elle détailla ses propres commissions au pauvre père. D'abord du papier à lettre avec initiales, armoiries et le nom de leur résidence « Barly Lodge » gravé, en lettres gothiques, dans un coin; une veste de livrée avec boutons d'argent pour le petit page chargé de frotter les couteaux, qu'elle avait engagé récemment, comptant sur une fortune prochaine; puis une nouvelle ombrelle, la liste officielle des maisons et hôtels à louer dans le voisinage de Capulet-Square; enfin le *Journal des Modes* et le *Nouveau Guide de la Cour* : « Attendez un peu, papa, je crois qu'il y avait encore autre chose, — disait-elle. »

— « Et ma petite Belle? — interrompit M. Barly. — Que puis-je lui apporter?... Pourquoi ne me demandes-tu rien, chère enfant? »

Belle leva les yeux en adressant à son père un de ses jolis sourires mélancoliques, et répondit :

— « Si vous trouvez des roses, papa, voulez-vous m'en apporter?... J'aime tant les roses, et, ici, il n'y en a pas dans le jardin.

— Des roses? — répéta Fanny, en éclatant de rire. — Mais, Belle, je croyais que vous n'aimiez rien, hormis ce qui est utile.

— Moi, je m'attendais à ce que vous demanderiez un pot à moutarde, ou une saucière, — ajouta Anna, avec son accent ironique. »

Belle soupira bien bas, mais ne répondit rien; puis les trois sœurs sortirent du logis, et, appuyées à la petite grille du jardin, regardèrent

partir leur père. Les oies qui paissaient sur le grand pré commun, avaient assurément en elles un joli groupe à contempler : les deux plus jeunes sœurs accoudées à la grille, l'aînée, à l'ombre de la vérandah qui s'étendait au dessus du perron ; Belle, toute droite et souriante, faisant, de sa petite main blanche, un joli geste d'adieu. Elle était d'une taille un peu au dessus de la moyenne, avec des cheveux blonds, des sourcils noirs et de beaux grands yeux gris sur lesquels elle avait une certaine habitude de clorre à demi, puis de relever soudain ses longues paupières blanches. Et, autour d'elles, les oiseaux errants, la brise, la grande plaine verte avec ses grosses touffes de bruyères fleuries étalant leurs masses pourpres et roses au dessous des larges bandes de nuages gris qui s'abaissaient à l'horizon. Tout auprès de là, un petit poney blanc broutant paisiblement dans l'herbe, et deux petits enfants du village arrêtés en dehors de la grille, et regardant, la bouche ouverte, les jolies demoiselles de la petite maison.

MISS THACKERAY.

(Trad. par Étienne MARCEL).

(La fin à la prochaine livraison.)

L'ATHÉISME CONTEMPORAIN.

« Ubi Deus non est, nec veritas ulla est. »

TERTULLIEN.

1^{er} ARTICLE.

L'athéisme sera la dernière des hérésies, a dit Leibnitz, en jetant un regard prophétique sur les transformations inévitables que devait subir le protestantisme et sur le sort final que préparait à la société la grande rupture religieuse du xvi^e siècle, le déchirement de l'unité catholique. Nous en sommes là. De négation en négation, l'hérésie en est venue à la négation suprême ; de chute en chute, elle est tombée dans cet abîme sans fond : l'athéisme !

Ce fléau exerce partout ses ravages : là même où nul n'a entendu ses pas ni aperçu les ruines qu'il faisait, semblable à ces contagions qui ébranlent les constitutions de ceux qu'elles ne tuent pas ou qu'elles ne jettent pas sur un lit de souffrances. L'athéisme pénètre dans nos rangs, sous de faux noms, sous des costumes d'emprunt, sous le masque trompeur de la science ou de l'émancipation intellectuelle. Il nous livre un assaut continu. L'œil exercé a peine à le reconnaître.

Une fois entré dans une âme, il ne la quitte plus entièrement qu'après bien des efforts. Les pluies d'hiver coulent longtemps sur les murs épais et solides des maisons sans y pénétrer. Mais peu à peu elles finissent par s'y infiltrer, péniblement d'abord, goutte par goutte, puis plus aisément, et enfin avec abondance. Il faut un bien long et un bien constant travail pour assécher cette muraille transpercée.

C'est moins à réfuter l'athéisme qu'à le montrer et à en exposer les ravages que nous voulons consacrer ces quelques pages. Nous apercevons le malfaiteur et nous crions gare ! Les forts l'appréhenderont au corps et le réduiront à l'impuissance.

Désespérante certitude ! Oui, nous devons, au milieu des doutes, du scepticisme général, prouver Dieu, nous devons l'attester ; nous devons affirmer, proclamer son existence. « Comment peut-on sans indignation, s'écriait Platon, se voir réduit à prouver la Divinité *et le culte*

qui lui est dû! » Le penseur distinguait ainsi soigneusement l'athéisme théorique et l'athéisme pratique, l'athéisme de ceux qui nient Dieu et l'athéisme plus redoutable et plus commun de ceux qui vivent sans Dieu, sans foi ni loi, suivant l'admirable expression populaire.

Cette indignation du philosophe païen, notre âme chrétienne la ressent mêlée à une profonde pitié pour ces malheureux qui ont chassé de leur intelligence, et de leur cœur surtout, ce qui en fait la beauté et l'honneur : l'idée divine.

« Il n'est point de nation si féroce et si sauvage qui, si elle ignore quel Dieu il faut avoir, ne sache du moins qu'il en faut avoir un » (1). Cette nation que Cicéron cherchait et ne trouvait pas, nous la connaissons, nous la voyons. Elle vit au milieu de nous, elle s'y développe. Nous nous vantons de la douceur de nos mœurs, des splendeurs de notre civilisation, et ce « peuple féroce et sauvage », il est sous nos yeux, — il est parmi nous : — peut-être en faisons-nous partie sans nous en douter. C'est le diocèse de M. S^{te}-Beuve.

« Vive le matérialisme! » tel est le cri de la jeunesse libre-penseuse de Paris, et qui sait s'il ne sera pas le cri des futures émeutes? Irréligion et démagogie, athéisme et perturbation sociale sont des compagnons fidèles. N'est-ce pas une honte pour nous, chrétiens du XIX^e siècle, de réfuter les erreurs de nos contemporains par les païens et d'opposer aux aberrations et aux délires de nos compagnons de route les maximes et les pensées pleines de sagesse de ceux qui vécutrent au milieu des ténèbres de l'antiquité et des infamies du paganisme? Un poète deux fois païen, Ovide, a décrit merveilleusement en un vers splendide la noblesse de l'homme capable de considérer le firmament qui « est la grande évidence de l'existence de Dieu » (2).

.... Os homini sublime dedit
Cœlumque tueri jussit.

Un orateur des meetings de Paris répond à ce cri d'amour et de noblesse par ce cri de féroce brutalité : « Nous sommes bestialitaires! »

L'homme est grand par son origine et sa destination, il est petit et misérable par le lieu de son exil, et le voilà qui fait son bonheur de son abaissement! Dès qu'il s'éloigne de Dieu, il ne tarde pas à ressembler à la bête. *Et factus est similis jumentis.*

L'homme porte Dieu dans son âme et dans son cœur : il le sent, il le voit, il le possède. Le sentiment de la Divinité s'impose à lui. Il a

(1) Cicéron. *De Legibus*, II, 8.

(2) Châteaubriand. *Génie du christianisme*.

beau faire, il ne peut le chasser, et, pour nier Dieu, il finit par se nier lui-même. Les poésies d'Alfred de Musset sont pleines de ces déchirements de l'âme qui voudrait nier, douter, et qui affirme.

.... « Malgré moi l'infini me tourmente. »

« Malgré nous, vers le ciel il faut lever les yeux. »

Nier Dieu, c'est nier sa propre existence, le moi. Le scepticisme cependant aura beau faire, il ne parviendra pas à prouver à un homme raisonnable qui pense et qui agit qu'il n'existe pas, que sa vie, sa personnalité sont de vains rêves, des fantômes, des chimères.

Nous sommes nous-mêmes, les uns pour les autres, soi-même pour soi-même, la meilleure preuve de l'existence de Dieu.

Je pense, donc je suis, s'écriait Descartes, et sur cet axiôme de sens intime il bâtissait tout l'édifice de sa philosophie. Je pense, pouvons-nous dire avec autant de raison, donc Dieu existe.

Je pense, voilà une affirmation et une certitude. Comment les ai-je acquises? Par ma raison seule, la pensée n'ayant rien de sensible ou de tangible qui tombe sous les sens. La raison, qu'est-ce? une faculté de l'âme, faculté de connaître et de comprendre, de concevoir et d'argumenter, quelque chose qui n'appartient pas à la matière. Cette faculté, ce quelque chose d'immatériel, cette âme, cette raison, où est-elle? En moi; elle fait partie de moi-même. Qui l'a placée là, dans mon corps, comme dans une prison d'où elle tend à s'échapper? Qui l'a chargée de sens comme de lourdes chaînes qu'elle s'efforce de briser? Qui? Dieu!

Dieu, pur esprit, intelligence infinie et toute puissante. Mon âme, esprit aussi, possède cette idée de l'infini, de la toute puissance; elle l'a emportée avec elle du lieu de son origine sur la terre de l'exil. Je vois le fini, j'ai beau le supposer aussi grand, aussi large que je veux, j'ai toujours la notion nécessairement finie de nombres et de mesures. Les nombres s'ajoutent aux nombres, les mesures aux mesures; ils n'en restent pas moins nombres et mesures. Et cependant j'ai l'idée de l'infini. Je la possède parce que j'ai l'idée de Dieu, parce que je ne puis raisonner sans remonter à Dieu, d'où découlent toute vérité, tout raisonnement, toute lumière.

« L'homme est un être déchu qui se souvient des cieux! »

La poésie n'a fait que traduire la philosophie. L'idée de Dieu, a dit Cicéron, est pour l'homme comme un souvenir et une reconnaissance de son origine. « Ex quo illud efficitur, ut is agnoscat Deum, qui, unde ortus sit, quasi recordetur et agnoscat. » (*De Legibus.*)

Le matérialiste niera la pensée, il affirmera la matière. Mais nier, c'est poser une affirmation, l'affirmation du néant; affirmer, c'est être certain, c'est connaître, c'est être dans le vrai. La matière vous donnera-t-elle l'explication de ces phénomènes psychologiques? Voilà trois mille ans que le spiritualisme l'attend en vain.

Vous niez la pensée, dirais-je au matérialisme, moi je nie la matière; à une négation j'oppose une autre négation. Pourquoi auriez-vous raison et moi tort? La matière, vous l'apercevez par les sens; quoi de plus trompeur? Chaque sens nous trompe quotidiennement et tous ensemble peuvent nous égarer également. Le sens repose sur la sensation — et quoi de plus vague, de plus incertain?

Sensation et réalité sont deux choses bien différentes. Aussi, dès qu'un homme s'écrie : « Tout est matière, » il est forcé d'ajouter : « Et la matière est une simple probabilité. » Arrivée là, la raison est finie. Les plus belles paroles ressembleraient à ces images, à ces emblèmes qui entourent un cercueil. Il ne sert de rien de discuter avec celui qui ne sait s'il existe, et à plus forte raison qui ne sait si vous existez. Tous les matérialistes tombent à la fin dans le scepticisme absolu; ils arrivent à cette dernière conclusion : rien n'est certain, ni le moi, ni la matière, rien, rien.... C'est le terme où les libres-penseurs aboutissent aujourd'hui à leur honte et au triomphe du spiritualisme.

La pensée, au contraire, je la perçois au dedans de moi par la conscience. Je me sens vivre, et je me sens penser : et cette pensée m'élève immédiatement à Dieu. Elle me mène à lui comme le ruisseau me conduit à la source. Il suffit de remonter, de sorte que, si je suis sûr de mon existence, je suis sûr de ma pensée, sûr de mon âme, sûr de Dieu.

« Puisque les sens ne peuvent arrêter notre dispute, estans pleins eux-mêmes d'incertitude, il faut que ce soit la raison; aucune raison ne s'établira sans une autre raison; nous voilà à reculons *jusques à l'infini* (1). »

« L'infini » c'est-à-dire Dieu, créateur, providence, raison pure, vérité entière. Ainsi toute pensée, toute affirmation, toute négation, tout raisonnement conduit à Dieu, suppose Dieu, prouve Dieu. Aussi, à tout bien considérer, nous ne pouvons pas logiquement prouver l'existence de Dieu. Pour prouver Dieu, il faut commencer par le supposer existant. Dieu, qui doit être la conclusion, est déjà dans la majeure et la mineure du syllogisme. Pour prouver n'importe quoi, il faut, en effet, être certain de soi-même, et, sans Dieu, qui est certain de sa propre

(1) Montaigne, L. II, chap. 12.

existence? Dieu est l'alpha et l'oméga. Il est au commencement et à la fin. Il éclaire tout homme venant en ce monde. Si personne ne peut raisonnablement nier son existence, sa pensée, personne, à plus forte raison, ne peut nier Dieu. Dieu, c'est l'axiôme de toute science. On ne songe pas à établir que la partie est plus petite que le tout, et nous voulons prouver Dieu, et nous osons le nier!

L'homme porte tellement en lui l'idée et le sentiment de la Divinité qu'il en a la perception et la connaissance sans le moindre effort. Il n'est pas une vérité qui soit plus aisément sentie. L'idée de Dieu est certainement la plus vaste et la plus spirituelle, celle qui revêt le moins de formes sensibles : elle ne se touche, elle ne se goûte pas. Et chose admirable, elle est en même temps l'idée la plus universelle et la plus naturelle. Que de peines, que d'efforts pour inculquer à un enfant la moindre notion d'arithmétique ou de géométrie, sciences exactes et sensibles par excellence! Parlez-lui de Dieu, au contraire, et aussitôt son intelligence et son cœur viennent au devant de vous et saisissent avec bonheur vos paroles. Quoi de plus divin dans le monde que la prière et en même temps quoi de plus naturel à l'homme?

Nous avons l'idée de Dieu et nous éprouvons le besoin et la nécessité de la prière, parce que nous comprenons sa toute puissance et sa toute bonté, et notre dépendance et notre faiblesse absolues. Où est le sauvage qui n'ait jamais prié? Ah! la belle démonstration, la victorieuse preuve de la Divinité, que celle qui éclate sur les lèvres d'un enfant en prière!

Si Dieu n'existait pas, comment la science humaine expliquerait-elle la vivacité et la puissance de cette idée immense et toute pure de la Divinité à l'origine même de la civilisation? Il n'y a pas d'autre explication que celle que nous venons de donner : cette idée, elle est dans l'homme, elle est sa raison même. Nier Dieu est plus facile que de l'adorer et de le supplier. Pourquoi l'athéisme ne naît-il qu'aux siècles de décadence, au milieu des corruptions? L'idée de Dieu s'établit sans peine, n'a pas besoin de preuve, elle naît elle-même, tandis que l'athéisme a besoin pour se poser d'efforts inpuis, de contorsions de la raison qui se tord, se déchire pour prononcer ce mot barbare. Ce rapprochement n'est-il pas bien éloquent?

Si Dieu n'existe pas, comment la langue humaine a-t-elle appris à balbutier ce mot qui partout désigne l'être, l'existence? Ce mot qui est dans toutes les langues et à la racine de toutes, ce mot qui excite partout le ravissement et les transports, ce mot qui est une force incomparable, une source intarissable de vertus, serait donc un mot qui ne signifierait rien, qui ne représenterait rien?

Impossible ; il n'y a pas de mot simple et primitif qui n'ait aucune autre valeur que celle d'un son. Le mot exprime l'idée, l'idée exprime une réalité. Le mot existe, il représente donc lui aussi une réalité ; il existe dans toutes les langues, toutes les langues ont donc saisi cette réalité et l'ont aperçue. La langue ici est un témoin important et impartial. Nous le savons, du reste, elle est l'expression de la civilisation d'un peuple, de ses mœurs et de son culte.

Aussi, l'incrédulité est-elle, au rapport de Galiani, le plus grand effort que l'homme puisse faire contre son propre instinct et son goût. Je sens qu'il y a un Dieu et je ne sens pas qu'il n'y en ait point ; cela me suffit, Dieu existe.

Nous avons en nous, avons-nous dit, l'idée de l'infini ; elle ne vient pas du monde extérieur essentiellement limité, fini ; elle ne peut être descendue jusqu'à nous qu'en tombant du sein de Dieu dans nos âmes. Retournons l'argument. Personne ne niera que nous ayons la notion du fini, du borné, du relatif. Nous ne pouvons les avoir que parce que antérieurement nous possédions l'idée de l'infini, de l'absolu.

Si rien n'était infini, si tout était fini, nous ne le remarquerions pas, nous ne le saurions pas. Sans l'idée de l'infini, nous ne concevriions rien. Si l'idée de l'infini existe, si le mot *infini* est dans le langage humain, c'est qu'il y a une réalité qu'il représente. L'infini, Dieu existe donc.

Il y a des vérités nécessaires, qu'on ne peut supposer n'existant pas : deux et deux font quatre, par exemple. Cet axiôme n'a pas eu de commencement et n'aura pas de fin. De même, la partie est plus petite que le tout. Il y a également des vérités morales nécessaires : axiômes de la conscience, types de nos jugements.

D'où viennent-elles ? Qui les a placées en nous ? Est-ce le continu, le relatif, le variable, le fini ? Non, c'est l'absolu, c'est Dieu !

Dieu ! éternel cri et ravissement incompréhensible de l'âme qui se contemple ! L'âme ne peut jeter un regard en elle, ou hors d'elle, sans voir cette éternelle réalité, sans pousser un cri d'admiration, de reconnaissance et de prière.

Nous avons encore l'idée de désordre, nous possédons donc l'idée originaire d'ordre. Cette idée préexistante doit être en même temps immuable. Si l'ordre changeait, qu'est-ce qui serait réputé ordre, qu'est-ce qui serait jugé désordre ? Cet ordre immuable, c'est Dieu. Le spectacle du mal moral, du désordre, atteste donc que Dieu est la bonté et la beauté infinies.

L'idée, le besoin, la soif du bonheur, placé au fond du cœur de

l'homme, atteste également l'existence d'un être infiniment et éternellement heureux. Rien ne nous satisfait ici bas, jamais nous ne sommes heureux. Le bonheur, c'est notre fin ; nous devons donc être heureux dans un autre monde. Nous avons cependant la notion du bonheur, parce que nous savons qu'il existe quelque part et que nous sommes appelés à en profiter. L'idée du bonheur est sans doute une preuve particulière de l'immortalité de l'âme ; mais elle prouve en même temps l'existence de Dieu.

Non-seulement le sens intime prouve Dieu, il en affirme encore, disons-le de suite, sauf à y revenir plus loin, les attributs essentiels, il proclame Dieu Créateur et Dieu Providence. Nous savons et nous sentons même que nous n'avons pas toujours existé et qu'un souffle divin nous a communiqué la vie.

L'homme prie naturellement Dieu et il reconnaît ainsi son créateur et son bienfaiteur. Certes, du moment que Dieu est prouvé, la création divine est établie, — ce point n'a pas besoin de démonstration spéciale, — mais la prière, en proclamant Dieu, le proclame Providence, et il n'y a pas de plus puissante démonstration. Elle atteste qu'après nous avoir placés dans ce monde, Dieu n'en a pas détourné les regards et qu'il ne nous laisse pas sans protection. Dieu ne nous a pas créés par caprice, mais par raison, et quel caprice barbare et cruel, cependant, serait celui du Dieu des déistes qui crée l'homme, le jette ici bas au milieu des douleurs, puis ne le connaît plus ? L'homme prie Dieu à genoux, parce qu'il reconnaît son propre néant, sa faiblesse et la toute puissance et la grandeur de son créateur. Il prie Dieu, il le conjure, parce qu'il sait qu'il n'est pas insensible à nos supplications, qu'il ne s'est pas relégué dans des régions inaccessibles à notre voix.

La prière nous apparaît bien sublime. Elle est toute une philosophie, philosophie persuasive et bien douce, philosophie sans systèmes, sans bizarreries. Elle est la médiatrice entre le ciel et la terre, entre Dieu et l'homme. Elle fait descendre Dieu sur la terre, elle fait monter l'homme au ciel.

Il y a incontestablement plus de folie à douter de Dieu que de soi-même.

Nous portons en nous l'idée de Dieu comme l'idée de notre être, mais nous avons de plus, en faveur de l'idée divine, le sens commun, le sens de tous, le témoignage des siècles et des hommes. Il y a tantôt quarante ans, qui me connaissait ? Dans trente ans, qui me connaîtra, qui se souviendra de moi ? A quelques milles du lieu où j'écris, qui me sait exister ? — Mais il y a un être que tout homme, venant en ce

monde, a connu, un être devant lequel toutes les nations se sont prosternées, que tous les siècles ont loué et béni : Dieu !

Le sens commun, c'est-à-dire, la tradition a une grande puissance de conviction. S'il n'est pas tout, comme le voulait Lamennais, il est beaucoup. « *Omnia autem in re consensio omnium gentium, lex naturæ putanda est* (1). » Ce que tous ont cru, nous devons le croire, alors surtout que notre raison l'accepte et le vérifie. Le sens commun passé au creuset du sens intime est un or pur.

Si la tradition était plus respectée, la Révolution ne serait pas si puissante !

Cicéron le répète encore dans son traité de la nature des Dieux (I, ch. XVII), et il en déduit l'existence de Dieu. « Tout jugement de la nature, quand il est universel, est nécessairement vrai ; il faut donc reconnaître qu'il y a des dieux. »

En vérité, s'il est une vérité universelle, c'est celle-là. Il n'est pas une tribu de sauvages qui ne prononce le nom d'un Être suprême et qui n'ait un culte. Les missionnaires ont pénétré partout où il y avait une créature humaine : les glaces du pôle, les déserts de l'Afrique gardent la trace de leurs pas. Ils ont consigné leurs découvertes dans des annales admirables : jamais, jamais ils n'ont trouvé une tribu sans Dieu.

Tous attestent la vérité de la déclaration de Cicéron que nous avons déjà citée : « Il n'est point de nation si féroce et si sauvage qui, si elle ignore quel Dieu il faut avoir, ne sache du moins qu'il en faut avoir un. »

Où est le coin de terre, caché dans les forêts, perdu dans les montagnes, où le malheureux, le moribond, l'innocent condamné, la mère alarmée sur son fils ne tende vers le ciel des mains suppliantes ? Un culte peut être faux, la Divinité peut être adorée sous la forme de repoussantes idoles ; mais le témoignage de tous envers Dieu n'en est pas moins universel. L'erreur n'est, du reste, que de la vérité dont on a abusé, ainsi que le remarque Bossuet. Et voilà pourquoi l'erreur est si puissante.

Que les athées aillent donc chez les Cafres ou les Esquimaux leur prêcher les funestes et désolantes doctrines du matérialisme, comme ils le font parmi nous ! Seront-ils écoutés et suivis ?

Non. Ces sauvages qui vivent comme des animaux, avec les mêmes passions et la même cruauté, ces sauvages connaissent Dieu. Aussi, dès que l'apôtre de Dieu se présente et leur parle de son Dieu, leur dépeint

(1) Cicéron. *Tusculanes*.

ses bienfaits et ses grandeurs, aussitôt ils écoutent dans le ravissement, ils comprennent. Les vérités religieuses étaient comme oubliées, les voilà qui renaissent ; ces sauvages semblent se ressouvenir.

L'idée de Dieu est le plus cher patrimoine de l'humanité ; chaque siècle, chaque génération, chaque nation se rangent autour de lui et forment une enceinte majestueuse que le doute ne renversera jamais.

« Vous pourrez trouver, dit Plutarque, des cités privées de *murailles*, de maisons de gymnases, de lois, de l'usage de la monnaie, de la connaissance des lettres ; mais un peuple sans Dieu, sans prières, sans serment, sans rites religieux, sans sacrifice, nul n'en vit jamais ; aussi, il me semble qu'une ville serait plutôt sans sol que sans religion (1). »

Non-seulement partout se rencontre la croyance d'un premier être, non-seulement partout encore retentit le nom de Dieu, mais partout il est invoqué dans le serment, la prière et le culte.

Cette tradition n'est pas contestée et elle ne pourrait l'être sans que l'histoire ne s'obscurcît, sans que tous les faits ne rentrassent dans les ténèbres. Aussi l'incrédulité n'en tient aucun compte, elle ne la réfute pas, elle feint de ne pas la connaître.

Moyen facile, victoire aisée ! Ne le voyons-nous pas tous les jours ?

La religion, la connaissance de Dieu par conséquent, est tellement universelle qu'elle a été à bon droit considérée par les anciens et les modernes comme le caractère essentiel de l'homme.

L'homme, disait la philosophie antique, est un *animal religieux*. « Il n'est aucun animal, excepté l'homme, avait dit Cicéron, qui ait connaissance de Dieu (2). L'animal, a dit saint Paul, ne connaît pas Dieu *« non percipit ea quæ sunt Dei et non habet sensum Domini »* (3). Et dans son beau traité sur l'unité de l'espèce humaine, M. de Quatrefages, établissant les caractères essentiels des quatre règnes, attribue au règne hominal la religiosité comme attribut distinctif. Ce qui fait que l'homme n'est pas un animal, c'est que « c'est une âme qui a un corps » et cette âme est un souffle de Dieu. « *Spiraculum vitæ insufflavit in faciem ejus*, » dit la Genèse.

Il est presque un ange. « *Paulo minus ab Angelis*. »

Sans doute, répétons-le, bien des nations ont eu des idoles, des religions absurdes, mais ces idoles et ces absurdités prouvent Dieu contre le scepticisme et le matérialisme. Aussi a-t-on pu dire de ces religions

(1) Contre Colotes, XLIX.

(2) *De legibus*, II, 8.

(3) *Ad Corinth.*, II, 14, 16.

qu'elles étaient fausses par rapport à la vraie religion, mais vraies par rapport à l'irréligion.

Comment l'humanité ne proclamerait-elle pas Dieu ? elle n'a qu'à ouvrir les yeux pour le voir. La terre et le ciel, les étoiles, les animaux, les plantes, les pierres mêmes, « *lapides ipsæ clamabunt*, » chantent la gloire de Dieu. Le roi David les voyait, et Châteaubriand était l'écho des chants sacrés lorsqu'il appelait le firmament la grande évidence de Dieu : Dieu brille dans les montagnes ; *mirabilis in altis*.

Tout dans la nature porte la trace de la main qui l'a créée. Un ordre admirable préside aux destinées de l'univers et cet ordre ne peut être le résultat du hasard, il doit émaner d'une intelligence supérieure. « *Omnia in mensura, numero et pondere disposuisti*. »

Darrieux, dans son voyage d'Arabie, rapporte qu'il demanda un jour à un pauvre habitant du désert comment il s'était assuré qu'il y a un Dieu. « De la même façon, répondit-il, que je connais, par les traces marquées sur le sable, s'il y a passé un homme ou une bête. »

Dieu ou le hasard a créé l'univers.

Regardez et choisissez. L'arabe avait reconnu Dieu dans ses œuvres et Napoléon I^{er} avait vu aussi la trace de ses pas dans le monde. « Ma religion, disait-il à Monge, est bien simple. Je regarde cet univers si vaste, si compliqué, si magnifique, et je me dis qu'il n'est pas le produit du hasard, mais l'œuvre quelconque d'un être inconnu, tout puissant, supérieur à l'homme autant que l'univers est supérieur à nos plus belles machines (1). » Cette preuve de la Divinité par l'univers est magnifique et charitable : elle s'impose à tous, aux plus grands comme aux plus faibles, à Napoléon et à l'arabe du désert. Les choses visibles proclament les invisibles, comme dit saint Paul, précisément parce que les choses visibles viennent des invisibles, ajoute le grand apôtre. « *Intelligimus aptata esse sæcula verbo Dei, ut ex invisibilibus visibilia fierent*. » La Divinité est aussi clairement empreinte dans l'œil du ciron que la faculté de penser dans les écrits de Bossuet ou de Pascal.

L'irréligion ne résiste pas au spectacle de l'univers. Ah ! si je connaissais un athée sincère, je l'amènerais un soir d'un jour d'été sur une plaine élevée. Le soleil vient de se coucher et colore, en descendant derrière l'horizon, les sommets des montagnes : encore un moment et tout sera dans l'ombre. Ce n'est déjà plus le crépuscule, ce n'est pas encore toute la nuit. Les étoiles brillent dans le bleu du ciel, les bruits

(1) Histoire du Consulat et de l'Empire, I, 377.

cessent peu à peu autour de nous ; à peine de temps en temps le vent passe dans les feuilles des arbres et leur arrache un vague gémissement. La nature se recueille : elle adore ; elle prie. L'immensité est au-dessus de nos têtes, le silence nous entoure.

Dieu n'est-il pas présent ?

Tout à coup un son argentin, bientôt répété à des intervalles courts et égaux, arrive à nos oreilles. La cloche de la vallée appelle les habitants à la prière du soir.

Ah ! si dans ce moment les passions font silence, comme la nature, dans le cœur de l'athée, il sera vaincu, il tombera à genoux et s'écriera : Je crois en Dieu.

Ce spectacle du soir, il fait bon de se le donner. En contemplant, l'esprit devient plus lucide, le cœur plus pur. Ce silence, cette immensité, ces étoiles, ces gémissements versent Dieu dans l'âme et la rendent meilleure. Qui oserait blasphémer et pécher, qui ne se sent chrétien en présence de cette grande scène de la nature ? Oh ! vous qui courez chercher la dissipation et qui trouvez l'ennui trop souvent avec l'immoralité derrière les murs d'un théâtre, derrière le rideau d'une scène, venez donc assister à ce sublime, à ce divin spectacle que le créateur vous offre ! Il fait bon d'être parfois seul avec Dieu : la nature n'est pas un tiers, elle est le vêtement de la Divinité, c'est à elle que les habitants des campagnes doivent d'être plus tranquilles, plus religieux, plus heureux que les habitants des villes. Faisons-nous de temps en temps paysans aussi pour acquérir la tranquillité, la piété et le bonheur.

Ceci n'est pas de l'imagination ou du sentiment. Derrière cette poésie se cache une profonde philosophie. L'univers existe, donc il a commencé, donc il a une cause, un auteur. Il n'a pu, nous le verrons bientôt, exister toujours et de lui-même. La vie à coup sûr n'a pas toujours existé sur notre globe : la géologie vous montre le point où elle a commencé. Si l'univers avait toujours existé, il porterait en lui sa raison d'être, il existerait nécessairement et immuablement. Or nous connaissons les parties de l'univers ; quelle est celle dont nous concevons l'existence nécessaire et immuable ? Tout change sous nos yeux, tout dépérit et meurt. Il n'y a aucune chose matérielle absolument nécessaire, ou dont nous ne pourrions concevoir l'existence d'une autre manière.

L'univers n'est donc ni nécessaire, ni immuable, la matière ne porte pas en elle sa raison d'être : elle a un auteur. Quel est-il ? Dieu !

Ainsi, si de l'âme nous nous élevons à l'infini par le sens intime, de la nature nous nous élevons également à Dieu par la vue des grands spectacles de la terre. Il en est de même de l'univers considéré non plus dans l'espace, mais dans le temps. L'histoire comme la nature publie la gloire du créateur.

Nous l'avons déjà vu : en attestant que tous les peuples, quelque barbares qu'ils aient été, ont eu un culte et ont prié, l'histoire démontre clairement l'existence de Dieu. Elle le fait encore en dévoilant aux regards les diverses et innombrables évolutions de l'humanité. S'il n'y avait pas un pilote sur ce vaisseau tourmenté, comment aurait-il traversé tant de tempêtes, comment naviguerait-il encore aujourd'hui vers ces immortelles destinées ? Si le hasard conduit l'humanité, comment ne se détruit-elle pas à chaque instant dans un choc inévitable ? Certes l'homme est libre, et sa liberté, source de tant de dangers, est aussi la source de sa grandeur. Dieu cependant conduit l'humanité par la main, se servant de ses fautes et de ses folies pour l'accomplissement de ses desseins. Il y a un sens divin de l'histoire et il n'est pas fermé pour ceux qui aiment Dieu. Tel événement de l'histoire — cette révolution, cet assassinat, cette guerre — paraît un fait purement humain. Mais considérez l'ensemble, placez-vous bien haut ; regardez : le divin alors brille, étincelle, éclate devant vous.

Vous êtes dans la plaine, et l'ouvrage de l'homme vous frappe ; votre regard rencontre le sillon du laboureur, — et c'est Dieu cependant qui y jette la fécondité ; l'arbre planté par le jardinier, — et c'est Dieu qui le fructifie ; la route, — et elle est l'œuvre de la main de l'homme. Montez, montez encore, encore plus haut. Le travail de l'homme disparaît entièrement : celui de Dieu reste seul.

Il a fait les montagnes, sur qui repose votre pied ; les fleuves, dont votre œil suit les contours, ce sont ses sillons à lui ; ces forêts vierges, ce sont ses plantations, et ces rochers inaccessibles, ce sont ses voies, l'escabeau de ses pieds.

Ainsi en est-il dans l'histoire. César a triomphé dans les Gaules et en Italie, mais Dieu a élevé l'Empire Romain pour préparer l'unité catholique, et, son dessein rempli, il en a dispersé les débris aux quatre vents du ciel. De ces hauteurs salubres, l'œil de l'homme aperçoit Dieu, la terre et ses détails lui échappent : le Créateur se révèle.

Cet admirable système s'aperçoit de toutes les hauteurs, aussi bien des hauteurs de la science et de l'histoire que de celles de la géographie. Il faut observer que les sciences conduisent ceux qui s'en pénètrent à la possession de quelques grandes vérités.

Plus le savant avance, plus le nombre de ces vérités se restreint, et plus enfin leur lumière devient éclatante. Ces vérités se confondent en un plus petit nombre et, de leur réunion, sort une étincelle puissante qui illumine tout. La multiplicité des idées est une preuve de la faiblesse de l'intelligence, car plus les idées sont nombreuses et plus elles sont faibles. Le nombre n'ajoute rien à la connaissance. Il en est de l'intuition comme de la vue : plus on voit loin et moins on aperçoit de détails. Plus une intelligence est élevée, plus le nombre des idées décroît, parce qu'elle renferme tout dans un petit nombre de types. Plus les intelligences se rapprochent du Créateur, et plus le nombre de leurs idées va se réduisant. Les anges en ont moins que les hommes. Les anges du plus haut degré embrassent une immense étendue intellectuelle, à l'aide de quelques idées seulement.

Dieu, idée par excellence, l'Être infini, n'a qu'une idée et dans cette idée simple se trouve toute vérité. Cette idée, c'est lui-même, elle constitue son essence.

Aussi les vrais savants se distinguent par l'intensité et la qualité, dirai-je, et non par la quantité des idées. « L'oiseau des plaines, dit merveilleusement Balmès, se fatigue à raser la terre, il passe et repasse aux mêmes lieux, ne franchissant jamais les sinuosités et les limites de la vallée natale. L'aigle, dans son vol majestueux, monte, monte toujours, ne s'arrête que sur les plus hautes cimes, et de là son œil perçant contemple les montagnes, les cours des fleuves, les vastes plaines couvertes de cités populeuses, les vertes prairies et les riches moissons. »

Les lignes qui précèdent sont-elles une splendide mais inutile digression? Non. Elles contiennent une nouvelle et non moins admirable preuve de l'existence et de l'unité de la Divinité, une preuve éclore presque spontanément sous notre plume. Toutes les vérités tendent sans cesse à se resserrer, à se concentrer, à se fusionner. Si l'œil de l'homme était assez puissant pour contempler le soleil divin, elles se réduiraient toutes, on le sent, en une seule, et cette vérité unique, serait Dieu.

Toute existence émane de l'Être éternel, il est la source des réalités : tout sort de lui. Les créatures, leur mission remplie, reviennent se prosterner à ses pieds. Le monde physique nous fournit encore une comparaison fort exacte. L'Océan distribue l'eau par toute la terre, et les fleuves, dans lesquels se jettent les rivières, les ruisseaux, les sources, la lui rapportent. Il en est ainsi de la vérité. Dieu est l'éternelle Vérité et il en laisse tomber de son immensité quelques gouttes sur la terre. Celles-ci éparpillées, aux yeux de l'homme, se réunissent bientôt : elles forment des rivières, des fleuves, ce sont les sciences. Ce travail con-

tinuel de simplification scientifique atteste, aussi clairement que la création et que notre propre existence, le Dieu créateur, Vérité pure et Puissance infinie.

Nous nous sommes ainsi successivement élevés : le monde physique nous conduit à la métaphysique, les choses visibles aux invisibles : *Invisibilia enim Dei per ea quæ facta sunt intellecta conspiciuntur.*

Ah ! comment une fausse et orgueilleuse science peut-elle quitter ces régions si salubres et toutes resplendissantes des éternelles clartés pour la fange du matérialisme ! Plus on pénètre dans l'édifice catholique, et plus ses merveilleuses beautés se dessinent à nos regards surpris. Il n'est pas possible à l'homme de faire un pas dans la philosophie religieuse sans être frappé d'une beauté nouvelle, sans découvrir une lumière cachée. Combien ils sont coupables — qu'on nous permette de le dire en passant — ceux qui veulent faire de la science sans Dieu, séculariser la science sous prétexte de l'émanciper. Toute science vient de Dieu, toute science y conduit, et vous voulez en bannir Dieu. Entreprise insensée sans doute, mais plus criminelle encore, entreprise de lèse-science, de lèse-humanité !

Si de l'ensemble des sciences ressort ce vaste travail de simplification qui atteste une invincible tendance à l'unité, et prouve Dieu, chaque science en particulier, — et nous voulons parler spécialement des sciences exactes, — aide la *théologie*, — nous employons ce mot dans son sens originaire; chacun apporte une pierre au majestueux édifice de la Théodicée. Toutes attestent Dieu, toutes proclament la grande loi de l'unité. Ici nous ne développons plus, nous ne faisons qu'indiquer. Prenons la physique et, dans cette science, la partie qui regarde le mouvement.

Le mouvement n'est pas essentiel à la matière. S'il lui était essentiel, elle ne pourrait pas être conçue à l'état de repos, ce qui est faux. Le repos est au contraire l'état naturel de la matière. La matière ne se meut pas, elle est mue; la preuve, c'est qu'une fois mise en mouvement, elle est mue perpétuellement, dans le même sens, jusqu'à ce qu'un obstacle l'arrête ou la détourne. Le mouvement lui est communiqué. En dernière analyse tout mouvement accuse un moteur, et ce moteur ne peut être qu'une volonté. Quelle est cette volonté ? Celle de Dieu nécessairement, la volonté infinie. Certes, la science remonte d'un mouvement à un mouvement, elle découvre des généralités, des lois générales. Ce travail de simplification, cette tendance à l'unité, nous venons de la signaler, mais le physicien ne peut découvrir le moteur premier,

il est forcé de s'écrier : Dieu est là. « *Digitus Dei est hic!* » Ce mot de Rivarol est le résumé des sciences positives : « Dieu explique le monde, et le monde le prouve. »

La chimie s'appuie sur cet axiôme : Rien ne se crée, rien ne se détruit ; il n'y a que des combinaisons. Si Dieu à un moment de la durée n'avait pas fait sortir la terre, l'univers entier du néant, si la nature s'était créée elle-même, pourquoi s'est-elle arrêtée dans son enfante-ment, pourquoi est-elle de nos jours frappée de stérilité ? L'homme ne crée rien, parce que créer, c'est tirer quelque chose du néant, c'est un acte de la toute puissance ; rien ne se perd, parce que faire retourner l'être, même l'être du règne le moins noble, au néant, serait un autre acte de création, un autre acte de toute puissance.

Les sciences mathématiques offrent fréquemment des preuves inat-tendues de l'existence de Dieu. Celles-ci naissent tout à coup dans les sillons de la science mathématique, sans que ses ouvriers soupçon-nassent leur présence et travaillassent à les mettre en relief. Le P. Gratry a écrit sur ce point des pages que le temps n'effacera pas. Ce serait sortir du cadre que nous nous sommes tracé que de les exposer. Nous renvoyons au P. Gratry et à Gerdil, le lecteur qui voudrait étudier cette intéressante démonstration. Les meilleurs esprits ont vu avec effroi l'invasion des mathématiques dans les humanités. Ces craintes sont fondées.

Il serait à désirer que les élèves, arrivés en rhétorique, puissent rece-voir une idée générale des mathématiques, de la philosophie des mathé-matiques. Ils ont gravi longtemps ce rocher aride et escarpé ; au mo-ment où ils vont arriver au sommet, et où ils vont être récompensés par une vue admirable de leurs longues marches, on les arrête. Le programme officiel est là : on ne passe pas. C'est une lacune regret-table.

Si tout prouve Dieu, est-ce à dire que nous le comprenons ? Non sans doute ; nous concevons Dieu, nous savons qu'il existe tout aussi claire-ment que nous percevons l'idée de notre propre existence, mais nous ne le comprenons pas, nous ne pouvons pas le comprendre, pas plus que nous ne nous comprenons nous-mêmes. Cette distinction est de la plus haute importance. Bien des personnes croient elles-mêmes qu'elles doutent de l'existence de Dieu, alors que leur doute se réduit à ne pas comprendre Dieu. Elles savent et elles sentent qu'il existe, mais leur faible et vacil-lante raison ne le leur montre pas tel qu'il est, et elles s'écrient dans un moment de déception et de désespoir : Dieu n'est pas ! Concevoir et comprendre, connaître l'existence d'un objet, et connaître l'objet lui-

même dans toutes ses qualités et ses manières d'être sont choses toutes différentes. Nous concevons bien des phénomènes que nous ne comprenons pas, et à proprement parler nous ne comprenons rien, puisque nous ne connaissons, « le tout de rien ».

Ainsi en est-il de l'attraction, du mouvement, de la matière même qui est sous nos mains, sous nos pieds, qui est notre corps même.

Insensés qui doutez de Dieu, parce que vous ne le connaissez pas, doutez donc de vous-mêmes, doutez de votre propre existence, de votre vie, de votre pensée, car vous ne vous comprenez pas ! La science est un composé de lambeaux, lambeaux magnifiques sans doute, mais auxquels l'Unité échappe toujours. Il reste toujours un dernier pourquoi au pied duquel la science vient se briser, si elle ne se jette pas dans les bras de Dieu.

Les preuves que nous venons d'indiquer, en courant et bien pressé d'arriver au but, établissent non-seulement l'existence d'un Être éternel et infini, mais d'un Être Créateur et Providence. Les thèses de l'éternité de la matière et du déisme sont aussi absurdes et même moins logiques que celles de l'athéisme et du scepticisme absolu.

La prière, le sentiment de l'infini, l'idée du bonheur entrevu au delà de l'horizon terrestre et au terme de notre voyage ici bas, attestent l'existence d'un Dieu qui nous a créés, de qui nous dépendons et qui veille sur nous, et qui sera notre récompense. Si Dieu ne nous avait pas créés de ses mains, animés de son souffle, nous ne lui devrions rien, nous n'aurions point à lui rendre un culte d'adoration.

S'il ne s'occupait pas de nous et nous laissait agir à notre guise, victimes des événements survenus au hasard, nous ne le prions pas. Nous le prions parce qu'il nous écoute, parce qu'il tend l'oreille à nos demandes, parce qu'il est pour nous un véritable père. Il prévient nos vœux et voilà pourquoi il est appelé Providence.

Le prière est un admirable composé de foi et d'espérance. Aussi l'incroyant croit quand il prie, et, s'il veut croire, il doit prier. Quel admirable acte de foi en Dieu créateur et providence, que cette belle prière de Job : « C'est Dieu qui a arrangé toutes les parties de mon corps ; qui d'abord m'a disposé comme un lait qui se caille et s'épaissit, puis m'a revêtu de peau et de chair, m'a affermi d'os et de nerfs, m'a donné enfin le souffle et la vie ; *et c'est la continuation de ce concours qui conserve mon âme !* »

Il y a loin de cette hauteur à la sottise de la génération spontanée de l'homme, à la transformation des espèces.

L'idée de l'infini est incompatible avec l'éternité de la matière. Si

l'Être éternel est infiniment puissant, il voit tout dans un seul regard, il conçoit tout dans une seule pensée, il sait donc ce que nous faisons ; nos pensées les plus secrètes lui apparaissent en pleine lumière. Sans effort, il se rend compte de la moindre de nos actions. Est-il un instant admissible que, connaissant tout, par exemple les dangers qui nous menacent, il ne fasse rien pour nous sauver ? Il entendrait nos prières et il ne se donnerait pas la peine de nous écouter ! Serait-ce là l'acte raisonnable de l'Être infiniment raisonnable et infiniment bon ? Ah ! le déiste injurie plus gravement encore la Divinité que l'athée. Celui-ci nie Dieu, le déiste le rend ridicule, absurde. Le Dieu créateur qui ne serait pas un Dieu-Providence serait une espèce de monstre, de tyran. Il nous aurait tirés du néant pour nous jeter au milieu des douleurs, sans espoir de secours, pour ne plus s'inquiéter de nous. La création ne serait plus un acte admirable de sagesse, mais une fantaisie, un caprice, une bizarrerie. Dieu ressemblerait à l'enfant qui élève de ses frêles mains, au bord de la mer, un rempart de terre, puis s'en va jouer ailleurs, sans jeter un regard sur ce faible édifice que la tempête et l'Océan vont balayer et dont ils se disputeront les grains de sable.

Dieu est trop haut placé pour s'occuper de nous, trop grand pour s'abaisser jusqu'à notre petitesse, dit le déiste. Dieu n'était-il donc pas aussi haut placé lorsqu'il nous créa ? n'était-il pas infiniment grand, lorsqu'il nous fit à son image et à sa ressemblance, et qu'il nous tira de sa poitrine, puisque notre âme, c'est son souffle divin ? Si l'athéisme n'était pas déjà le comble de l'absurde, le déisme le serait.

Nous portons en nous un immense désir de bonheur ; ce désir n'est jamais satisfait ici bas, et il ne peut l'être : le bonheur parfait n'est pas un fruit de la terre. Ce désir survit à toutes les déceptions et à toutes les infortunes ; c'est le fond de l'espérance, c'est l'espérance elle-même, cette douce consolation des afflictions humaines que le christianisme a élevée au rang suréminent de vertu théologale. St-Paul le fait admirablement sentir avec cette profondeur de pensée et de langage qui se dégage de chaque ligne de ses épîtres. La foi, dit-il, est la substance de l'espérance. « *Fides substantia rerum sperandarum.* » Bourdaloue déclare que « l'homme ne croyant rien est incapable de rien espérer. » Nous savons que le bonheur nous attend après la mort, que nous pouvons en jouir et qu'il dépend de nous de le posséder. La possession du bonheur dans la vie immortelle nous apparaît comme une récompense décernée à nos efforts, à nos lutttes, à nos victoires. Quelle idée plus parfaite pouvons-nous nous faire de la Providence ? Si Dieu nous attend pour nous juger, s'il attend le juste une couronne à la main, alors qu'il

a été attentif à ses actions, c'est qu'il s'est avancé vers la terre pour voir l'humanité livrer le grand combat du bien contre le mal.

Le déisme est obligé, s'il veut être quelque chose et avoir quelque logique, de soutenir que Dieu est trop sage pour avoir établi ce que toute langue humaine appelle l'ordre providentiel, pour avoir soumis ses créatures intelligentes à des lois et en avoir exigé l'observation.

Qu'importe au Dieu des déistes le bien et le mal, la vérité et l'erreur, en tant qu'ils sont pratiqués ou professés par l'homme ? L'homme est un simple accident dans la création : à peine créé, il est lancé hors de la vue de Dieu, et oublié de lui. La Providence, en effet, c'est Dieu présent dans les transformations de la créature comme il fut présent dans la création. Il serait impossible d'expliquer la création, si Dieu devait cesser de s'occuper de la créature. Aussi l'Église décrit-elle merveilleusement la Providence lorsqu'elle chante : « Dieu était au commencement, il est aujourd'hui, il sera toujours, dans toute la suite des siècles. »

L'Univers obéit à des lois générales. Ces lois, que sont-elles donc ? Des créations divines, placées comme nous en dehors de Dieu ? Nullement ; nous avons tort, — la faiblesse de notre intelligence, il est vrai, est notre excuse, — de prêter à Dieu notre manière d'agir, de penser, nos usages, notre vie en un mot. Ces lois sont la volonté continue et agissante de Dieu, elles sont Dieu même. Et quand nous disons « *continue*, » nous nous trompons encore ; pour Dieu, le temps n'existe pas et il ne peut donc y avoir de continuation dans son être, dans sa volonté. Les lois de la nature sont la volonté de Dieu, la Providence en un mot partout présente, partout active.

Aussi n'y a-t-il pas de plus triste sophisme que celui qui oppose à l'existence de la Providence l'existence des lois générales et permanentes qui constituent une visible et éclatante manifestation de la Providence.

Concluons avec Guizot que « quiconque admet, comme explication, la fatalité et le hasard, ne croit pas vraiment en Dieu. Quiconque croit vraiment en Dieu compte sur la Providence ; » et avec Jaubert « qu'il y a deux sortes d'athéisme : celui qui tend à se passer de l'idée de Dieu, et celui qui tend à se passer de son intervention dans les affaires humaines. »

L'idée de Dieu nous a conduits déjà à la création et à la providence : elle va nous prouver la nécessité du culte ou plus exactement de la religion.

Dieu nous a créés, il nous conserve la vie, nous dépendons originellement et constamment de lui. Nous devons donc l'adorer, l'aimer et le

servir. L'adorer, car il est infini et nous devons le proclamer tel : l'adoration n'est pas autre chose que la proclamation par l'homme de la divinité. L'aimer, nous tenons tout de lui, il est notre bienfaiteur, notre ami. Le servir, il a créé des lois, il nous les a fait connaître en nous donnant la raison, nous devons les observer. Nous savons ce qui est bien et ce qui est mal, nous devons faire l'un et éviter l'autre. Adorer, aimer et servir Dieu, c'est tout le dogme, toute la morale, tout le culte : c'est donc la religion. Qu'est-ce que la justice ou le droit pour Ulpien ? C'est rendre à chacun ce qui lui est dû. Or, la religion, c'est rendre à Dieu ce qui lui est dû, c'est la justice envers Dieu, comme la justice est la religion envers les hommes.

Cicéron le sentait bien lorsqu'il définissait la piété, la justice envers Dieu. « *Pietas est justitia adversum Deos.* » On, pour parler plus exactement et ne pas rompre ce qui est indispensablement uni, la justice comprend, dans l'élévation de ce mot, les devoirs que nous devons à Dieu et ceux que nous devons au prochain et à nous-mêmes. Celui qui n'est juste qu'envers ses semblables et oublie Dieu, celui-là n'est pas complètement juste et honnête, il n'est même juste et honnête que dans les choses inférieures, dans les devoirs dérivés de ceux qu'il viole.

La justice est comme la robe sans couture de J.-C. : l'homme la déchire dans un moment de fureur, mais elle ne se divise pas. Admettre l'existence de Dieu, c'est proclamer la nécessité du culte. Nous avons cité ce texte si clair de Platon qui s'indigne de devoir prouver la Divinité « *et le culte qui lui est dû.* »

Il est certain qu'il existe des rapports entre Dieu et l'homme. La raison n'est que la lumière projetée en son âme par l'Être éternel. Ces rapports dépendent nécessairement de la nature de Dieu et de la nature de l'homme. Qu'est-ce que Dieu et qu'est-ce que l'homme ? Dieu est l'Être tout puissant et créateur, l'homme est l'être créé et dépendant. L'homme doit donc prier et obéir au Dieu qui le protège et le fait vivre. Voilà toute la religion !

Savez-vous pourquoi Cicéron et Plutarque disaient qu'il n'y avait pas et qu'il ne pouvait pas y avoir une société sans religion ? C'est que, si vous niez les rapports entre l'homme et Dieu et par conséquent la religion qui les comprend et les satisfait, vous devez nier du même coup les rapports qui existent entre le souverain et le sujet, entre le père et l'enfant, et nier la société civile et la famille. Toute attaque contre Dieu et la religion est donc nécessairement révolutionnaire, démagogique.

Et, bien que cette réflexion sorte de notre sujet, disons cependant,

parce qu'elle surgit ici comme d'elle-même, disons que, si le culte catholique a une partie matérielle, extérieure, s'il a « des pompes », c'est que la religion décrivant des rapports entre Dieu et l'homme doit refléter la nature de l'un et de l'autre et par conséquent le côté matériel, corporel, visible de l'homme. C'est le cas de dire avec de Maistre qu'il n'y a pas de dogme dans l'Église catholique, il n'y a pas même d'usage général appartenant à la haute discipline, qui n'ait ses racines dans les dernières profondeurs de la nature humaine.

De ce point de vue encore, c'est-à-dire des rapports nécessaires entre le créateur et la créature ressort, dans toute son évidence, la fausseté de la théorie de la séparation radicale de l'Église et de l'État, c'est-à-dire de Dieu et de la société. Dieu a créé l'homme et la société; non-seulement il les a créés, mais il les protège, les soutient, les anime, les fait vivre, et la société proclamerait son divorce avec Dieu créateur et providence! Elle refuserait de lui rendre hommage et de le servir! Le principe de la séparation de l'Église et de l'État est la négation de la Providence, de la création, de Dieu même. Ce principe a transporté dans la sphère sociale les idées de la libre-pensée. La séparation de l'Église et de l'État est contemporaine de la séparation de l'homme d'avec Dieu. L'une complète l'autre; c'est la séparation de la terre et du ciel! Non, la société n'a pas plus le droit de se séparer de Dieu que l'homme lui-même. Le vicaire de J.-C. n'a fait que réprouver, en condamnant ce principe, ce que la raison naturelle avait condamné. Tout se lie, se tient, s'enchaîne dans l'univers; il y a une loi de solidarité qui étend partout son empire. Et la société civile pourrait se séparer de la société religieuse, elles vivraient en étrangères, si pas en ennemies! C'est impossible.

Non-seulement la nécessité de la religion s'établit ainsi philosophiquement, elle se prouve aussi historiquement. Jamais il n'y a eu de peuples sans cultes, sans autels, sans Dieu. Les peuples, du berceau au tombeau où les portait la corruption des mœurs et des doctrines, ont toujours adoré et prié Dieu, toujours ils ont eu des temples. Le temple, c'est l'expression visible et éloquente de l'existence des rapports entre le créateur et la créature, c'est l'affirmation de la Divinité.

Partout aussi l'homme prie et la prière est la grande expansion de l'âme aux pieds de Dieu; c'est l'acte religieux par excellence. La prière est un besoin impérieux de l'âme, c'est une soif qui devient ardente chez les âmes les plus pures, les plus parfaites. Le sens intime prouve donc Dieu, la création, la Providence; il prouve la divinité et la nécessité de la religion. Il n'y a pas un homme sur la terre qui n'ait prié.

Les matérialistes du dernier siècle s'étaient solennellement engagés à ne jamais prononcer le nom de Dieu. Le plus fougueux de ces impies s'embarqua un jour sur la mer; tout à coup le vent s'élève, le navire est vivement ballotté. A la vue du danger notre athée jette un cri de détresse. « Mon Dieu, mon Dieu ! » s'écrie-t-il.

Cet aveugle avait vu la lumière. Il avait prié.

Qui de nous n'a vu un libre-penseur en présence d'un grand malheur, en présence du cadavre d'un père tendrement aimé, d'un enfant unique cruellement arraché par la mort aux étreintes paternelles ? Oh ! alors, la libre-pensée, l'indifférence, l'orgueil disparaissaient : Dieu revenait, au milieu des sanglots, prendre possession de ce cœur ensanglanté ; la prière venait se poser sur ces lèvres gémissantes, comme la colombe sur l'arche de Noë. Le malheur conduisait au port, le libre-penseur abordait au ciel.

LÉON COLLINET.

UNE EXCURSION DANS LE HAUT-CANADA.

(SUITE ET FIN.) (4)

VI.

On s'était établi à bord le mieux qu'on avait pu. Avec la galanterie qui distingue tout homme bien né — fût-il journaliste — les cabines avaient été données aux dames, et la race inférieure, représentée par les hommes libres de tout lien conjugal, avait été refoulée dans les sombres régions de la cale. Si le Dante avait vécu de notre temps, il aurait eu de sublimes études à faire sur cet antre terrible qui recéla, pendant neuf jours, les forces les plus explosives du pays.

On ne comprend pas encore comment le contact de tant d'imaginations brûlantes n'a pas fait sauter le steamer. Il y avait là tous les salpêtres possibles ; de plus, l'on y *souffrait* considérablement de la chaleur : ajoutez le charbon de la pipe et vous avez le plus dangereux et le plus *éclatant* des combustibles. Offrons nos libations au Destin : nous sommes tous revenus sains et saufs.

La Caverne, comme on appelait ce lieu de réclusion du quatrième état, devra devenir inhabitable à jamais, pour tout passager qui n'aura pas, au moins pendant neuf ans, subi le martyre de ce tyran qu'on appelle le public lecteur. C'est un conseil que nous donnons à la compagnie. Un soir, un profane se glissa parmi la bande : le matin, on le trouva dévoré par les ours littéraires et les canards politiques.

En présence de cette affluence de passagers, le capitaine avait dû faire lit de tout bois. On en avait placé dans les portes, dans les fenêtres, dans le lavoir, et le plancher en était pavé. On ne voyait partout que des dormeurs, quand ils dormaient.

Mais c'est une chose extraordinaire comme le sommeil n'est pas en raison directe du nombre de lits.

Durant toute la nuit, la Caverne faisait entendre une de ces combi-

(4) Voir la livraison de septembre.

naisons de bruits discordants qui ne peuvent s'exprimer. On pourrait s'en faire une idée en imaginant une centaine de pensionnaires jouant en même temps sur des pianos discords, quelque chose comme *Home, sweet Home*. L'oreille était abrutie par une avalanche de chansons insensées, et les calembours en fusion donnaient une odeur insupportable. Si, par malheur, quelqu'un venait à sommeiller, il était sûr de rêver qu'il était en Chambre pendant un discours de Tom Fergusson; il ne tardait pas à s'éveiller en poussant des cris de désespoir. Un ancien étudiant en médecine a déclaré que ce cauchemar pouvait être très-dangereux, et, pour éviter les accidents, on avait soin de jeter les valises à la tête de celui qui manifestait une tendance à fermer l'œil.

En laissant Owen's Sound, vers dix heures du soir, nous nous dirigeons vers Killarney, qui en est éloigné de 120 milles. Il ne faut pas croire qu'il s'agit ici des fameux lacs d'Irlande; mais, pour une contrée peu connue, le paysage est très-joli. Il y a quinze à vingt maisons toutes propres, blanches, suffisamment grandes sans luxe, d'un confort très-satisfaisant. Les habitants ont l'air très à l'aise. Ils s'occupent généralement de pêche, ce qui leur donne de bons bénéfices. Le poisson blanc est très-abondant dans ces parages, et l'an dernier pas moins de 6,000 quarts ont été expédiés du seul poste de Killarney à Collingwood. Ce poste a été établi, il y a une cinquantaine d'années, par un Canadien-Français, M. de la Morandière. Deux de ses fils demeurent encore en cet endroit. L'un d'eux est cultivateur, ce qui est assez rare dans cette contrée. Ce n'est pas, cependant, que la terre soit dépourvue de fertilité; et il y a de grands avantages pour l'écoulement de tous les produits, en échange de pelleteries ou de poisson qui trouvent toujours un marché profitable. Son frère s'est occupé tour à tour d'enseignement et de commerce.

Un autre de nos compatriotes tient le bureau de poste et un magasin destiné à fournir aux sauvages tous les articles dont ils peuvent avoir besoin. M. Thibault (c'est son nom) avait pour père un français établi dans le Haut-Canada. Depuis quinze ans, il demeure à Killarney avec sa famille.

Les catholiques de Killarney ont construit une jolie petite chapelle, où l'un des missionnaires de Wekouamakong vient dire la messe au moins une fois par mois.

Ce nom de Killarney n'est connu que depuis une dizaine d'années; anciennement ce poste avait nom *Chilâlânéy* (on ne garantit pas l'orthographe), ce qui, en langue sauvage, veut dire chenal ouvert aux deux extrémités. Ce chenal est entre la terre ferme au nord, et l'île William

qui forme partie du **groupe** des Iles Manitoulines, au milieu desquelles nous commençons à voguer.

VII.

Nous longeâmes ensuite les Iles Manitoulines et le groupe qui en dépend pour gagner le Petit Courant. Parmi ces îles, il y en a quatre principales, et dix-huit plus petites. Ce chiffre peut donner une idée de la variété des paysages qui s'offrent à la vue du touriste sur tout le parcours, depuis *Cabo's Head* jusqu'au Saut, en même temps que des difficultés de la navigation dans ces parages. Ces îles forment autant de détroits plus ou moins larges, plus ou moins profonds, et s'éloignant tous notablement de la ligne droite.

Pour se diriger au milieu de ce labyrinthe où les profanes se perdraient sans espoir de retour, il y a trois ou quatre phares. Pour le reste, il n'y a que l'observation. Heureusement que les courants sont à peu près nuls, et que les vents sont considérablement affaiblis par ce grand nombre d'obstacles qu'ils rencontrent sur leur passage.

L'île Fitzwilliam, la grande île Manitouline, l'île Cockburn et l'île Drummond, sont celles qui ont donné à tout le groupe le nom qu'il porte encore, et qui, pour les sauvages, veut dire sacré ou consacré aux manitous. Nous les mentionnons dans l'ordre de leur position de l'est à l'ouest.

La grande île Manitouline a 80 milles de longueur sur 20 milles de largeur, et comprend une superficie d'environ 1,600 milles carrés. Le principal établissement qu'il renferme est celui de Wikouamikong situé au fond de la baie de Smith, à l'extrémité nord-est de l'île. Il a été fondé en 1836 par sir Francis Bond Head. Il n'a pas prospéré au delà de toute espérance, mais aujourd'hui il compte environ 1,500 habitants, sauvages ou métis. Cette localité est très-avancée; il y a là deux missionnaires, des Frères, un Couvent dirigé par quatre religieuses. C'est un des rares endroits de notre pays où l'on soit parvenu à faire accepter aux sauvages la civilisation avec ses obligations et ses charges. Ils cultivent la terre et ne dédaignent pas de faire tous les travaux qui occupent les *Faces Pâles*.

Depuis quelques années, l'attention a été quelque peu attirée vers cette partie du pays, d'abord par les difficultés intervenues entre le gouvernement et les sauvages, et ensuite par la découverte des mines de pétrole. La fièvre de l'huile s'est portée jusque-là. Les succès, néanmoins, ne paraissent pas avoir été considérables.

Une mission protestante existe sur la baie de Heywood, à un endroit qui s'appelle Manatouwanning, et qui se trouve être la capitale de l'île, puisque le surintendant des sauvages, qui forme le gouvernement, y demeure.

Les protestants se plaignent de ce que leurs missionnaires ne peuvent faire autant de prosélytes que les jésuites. A peine s'ils peuvent réunir autour d'eux une douzaine de familles.

Nos missionnaires se rendent généralement dans les missions pour le reste de leur vie ; ils comprennent l'importance du sacrifice qu'ils acceptent, et ils ne négligent rien pour mieux faire fructifier leurs travaux. En peu d'années, ils sont maîtres de la langue, et toujours prêts à courir au poste qui réclame leur présence. Rien ne les arrête dans leur œuvre de dévouement, et ils n'ont pas d'autre but que la gloire de la religion.

Les ministres protestants ne sont généralement envoyés que pour peu d'années, et leur famille, qui les accompagne, les oblige à rester au poste principal, afin que leurs femmes et leurs enfants n'aient point trop à souffrir de cet exil qui les sépare de la civilisation et de tous ses agréments. « On dit que les sauvages qui demeurent en grand nombre à la mission des Révérends Pères Jésuites, à Wequamekong, sont plus dociles, plus industriels, plus intelligents, et supérieurs aux protestants ; mais l'occasion nous manqua de juger de la vérité de cette assertion. » Telles sont les propres paroles de M. Hingston, dans ses *Western Wanderings*, ou récit d'un voyage qu'il fit en Amérique en 1854.

La population totale de la grande Ile Manitouline est d'environ deux mille ; mais elle va toujours en diminuant. Elle souffre considérablement de la pneumonie, et cette maladie en fait périr un grand nombre.

Le Petit Courant est un village situé sur la grande Ile Manitouline, en face de l'île de la Cloche. Il y a là comme un petit golfe, au fond duquel on aperçoit une demi douzaine de maisons et trois ou quatre cabanes d'écorce.

Le capitaine nous fait l'honneur de nous présenter le roi de la localité, le Grand Chef Columbus, une espèce de gaillard de cinquante ans, muni d'une figure assez imbécile, portant sur la tête les plumes qui rappellent sa haute position, mais ayant les pieds d'une nudité qui témoigne de sa pauvreté.

Il y a là une petite église protestante, un magasin et un bureau de poste, et une couple d'ouvriers. L'un d'eux nous dit qu'il n'était arrivé que depuis huit jours. Il cherchait du travail sur quelques ouvrages du gouvernement dans le voisinage.

Pendant qu'on charge les malles et que le bateau prend du bois, on commence par faire une razzia dans le magasin : tout le monde voulait avoir des curiosités sauvages. Il est très-facile de se procurer beaucoup mieux dans n'importe quelle ville, mais on voulait faire ses emplettes au lieu même de la production. Il y avait, dans ce projet, une profonde idée commerciale et économique, donne une haute opinion de ceux qui l'ont inventée.

VIII.

Pour la première fois depuis notre départ, nous voyons des sauvages, de vrais sauvages, habitant des *wigwams* en écorce, et avec leurs enfants attachés sur leur dos ou suspendus aux branches des arbres.

Nous avons remarqué deux ou trois spécimens pur sang. Ils ont tous l'air forts et robustes, sans précisément briller par la beauté ; la couleur surtout ne paraît pas s'être améliorée ; elle est restée d'un jaune tirant vers la nuance suie-foncé. Chez les métis, quoique la couleur se soit conservée, par suite surtout du régime de vie, les traits se rapprochent beaucoup de ceux de la race blanche, et parmi les représentants de cette race de transition se trouvent des types qui seraient au premier rang, même dans une civilisation plus avancée.

Les sauvages pur sang ont conservé tous les instincts de leurs ancêtres : ils ont surtout horreur du travail. Comme guides ou voyageurs, ils sont d'une grande utilité, et consentent volontiers à donner leurs services ; mais pour la culture de la terre, l'exploitation des mines, des chantiers ou des moulins, il est très-rare qu'on puisse obtenir leur concours. Ils aiment mieux s'occuper de chasse et de pêche, et un peu souffrir de la faim quand il n'y a rien à manger.

Ce jour-là, il se fit un grand trafic de corbeilles d'écorce, de petits canots d'écorce, de paniers d'écorce et de foin d'odeur.

Comme il restait encore un peu de temps, on fit quelques visites aux *wigwams* de la place. On a beau vanter les beautés de la vie des bois et les délices de l'existence indienne, nous devons avouer que ces cabanes étaient loin de nous représenter l'idéal du bien être et du confort.

Ces *wigwams* sont faits comme dans l'ancien temps. On plante une dizaine de pieux qu'on joint à leur extrémité supérieure, on couvre le tout d'écorce, à l'exception du faite, et la bâtisse est terminée. L'ouverture qu'on a laissée en haut est destinée à laisser échapper la fumée.

Mais nous croyons que ce n'est là qu'une sinécure, tant il reste de fumée en dedans.

Sur des paillassons d'une saleté sans égale, sont étendus des enfants, des hommes, des femmes et des chiens, le tout rivalisant avec le paillasson pour la malpropreté phénoménale dont ils donnent la preuve.

Les petits enfants sont soigneusement ficelés comme une balle de coton, et attachés sur une planche. Ils ne peuvent remuer que les yeux. C'est dans cet état que les mères les hissent sur leur dos pour leurs longs voyages. Dans les bonnes familles, on les attache aux branches des arbres et on les laisse bercer par le vent. On prétend que ceux-là sont mieux élevés que les autres.

De Killarney au Petit Courant, il y a vingt-cinq milles, et du Petit Courant à la Rivière des Espagnols, il y en a trente. Nous y arrivâmes un peu après midi. Cette localité vient d'être livrée à la civilisation par l'établissement de deux moulins à scie, qui, cette année, vont probablement livrer six à huit millions de pieds de bois de commerce. Les propriétaires sont MM. Smith et C^{ie}, de Toronto. Ils ont une quarantaine d'employés, dont la plupart sont du Bas-Canada. Il y a aussi quelques sauvages parmi eux.

L'endroit paraît favorable à la colonisation, sur les bords du détroit. On n'y voit que des roches, sur lesquelles poussent modestement quelques sapins rabougris arrêtés au dixième de leur croissance par le manque de nourriture.

La rivière des Espagnols est un des principaux tributaires du lac Huron. Elle prend sa source dans deux lacs situés à plus de cinquante milles de distance, qui ont été, de la part de la commission géologique, l'objet d'une exploration très-soignée. A son embouchure, elle a environ un demi mille de large, et, sur tout son parcours, elle renferme un grand nombre d'îles. Elle est coupée par une demi douzaine de cascades dont la hauteur varie de dix à cinquante pieds. Elle est bordée de magnifiques forêts de pins, que la nouvelle société se propose d'exploiter en grand. On a fait, dans cette direction, plusieurs essais de culture qui ont parfaitement réussi.

En parlant de la rivière des Espagnols, au lieu de suivre la côte, l'*Algoma* gagne au Sud de toutes les petites îles qui continuent de border le rivage; nous laissâmes successivement derrière nous les mines de Bruce, l'île Drummond, établie en 1812 par le général de ce nom, et, depuis, cédée aux États-Unis, et l'île St-Joseph, qui est

depuis longtemps le siège d'une mission importante, encore dirigée par les Révérends Pères Jésuites. Leur église est à un mille du débarcadère; c'est ce qui nous empêcha de la visiter; seulement nous avons appris que leur zèle était couronné d'un beau succès. Ils ont là une église fréquentée par plus des deux tiers des habitants, sauvages et métis, de la localité.

Il y a aussi un missionnaire protestant qui cumule cette fonction avec celle de maître de poste. Il y avait, auprès du quai, une vingtaine de sauvages regardant fort sérieusement ce bruit et ce mouvement sans aucunement s'en inquiéter. Il est étrange combien cette race est peu curieuse, ou du moins elle ne le fait pas voir. On dirait qu'elle tient à ne jamais se laisser influencer par aucune des passions qui troublent les hommes civilisés.

IX.

Nous ne devons passer au Saut que le lendemain à midi. Nous soupirions après les rapides comme le cerf altéré soupire après la source d'eau vive. Et voici pourquoi. On nous avait dit que, sur le lac Supérieur, le temps serait frais. Or, depuis deux jours, il faisait une chaleur à fondre les pierres. On en profitait pour lier conversation : " Quelle horrible chaleur ! N'est-ce pas qu'il fait horriblement chaud, affreusement chaud, terriblement chaud ? " Les plus hardis, les esprits avancés, disaient : " Croyez-vous qu'il fera chaud encore longtemps ? " Les âmes compatissantes demandaient avec un accent timide et bienveillant : " Souffrez-vous beaucoup de la chaleur ? "

Ce fut, pendant deux grands jours, le thème de la conversation.

Enfin, le lundi à midi, nous étions en vue du Saut. Le village, du côté canadien, n'a pas l'air très-florissant. Il faisait de meilleures affaires, sous forme de contrebande, lorsqu'il jouissait des privilèges d'un port franc. Les terres, sans être absolument mauvaises, ne sont pas très-bonnes, et l'absence de marché avantageux empire encore la condition des cultivateurs.

Il y a, dans cette localité, beaucoup de Canadiens-Français ; il y a quinze ans, c'est à peine si on voyait deux ou trois personnes étrangères à cette nationalité. Aujourd'hui, la position des deux races s'est un peu modifiée. Le père Baxter, de la compagnie de Jésus, est chargé du soin des âmes. L'église ne brille pas par excès de richesse, mais elle est assez grande pour toute la population.

Le Saut Sainte-Marie est le chef-lieu de tout cet immense district

d'Algoma, qui jouit d'une existence politique distincte, et possède le suffrage universel. Il y a là une prison, un magnifique bureau de poste, deux ou trois vastes hôtels, et autant de jolies résidences privées, surtout celle du shérif Carney et celle de M. Simpson, à qui nous promettons d'aller rendre visite à notre retour. M. Simpson est un ancien habitant de la localité. Pendant quinze ans, il y a rempli les fonctions de facteur, pour la Compagnie de la Baie d'Hudson. Ce poste est aujourd'hui abandonné; la concurrence américaine l'a tué.

Un autre personnage célèbre de la localité, c'est le juge Prince.

En 1837, le colonel Prince était chargé de veiller à la frontière de l'Ouest; et c'est en cette qualité qu'il s'est fait une réputation qui lui a mérité de chaudes félicitations en même temps que de très-vifs reproches. Déjà plusieurs attaques avaient eu lieu et quelques sujets britanniques avaient perdu la vie. Les assaillants étaient en trop petit nombre pour qu'on pût facilement s'en emparer. Et puis un procès, c'est bien long. Ceux qu'on avait arrêtés n'avaient pas empêché les autres de revenir.

Dans des circonstances aussi difficiles, le colonel prit une résolution énergique : il s'empara de deux ou trois de ces brigands et les fit fusiller sur le champ.

Il y eut grand émoi en Canada, et même en Angleterre. A la Chambre des Communes, la conduite du colonel fut dénoncée comme barbare, inhumaine, contraire à toute notion de droit britannique : il fut même question de lui faire un procès.

Il laissa passer l'orage sans broncher, et il eut l'occasion de ne pas regretter d'avoir substitué, pour un instant, la justice prompte et terrible aux formalités judiciaires et à l'humanité : les brigands qu'il avait fait fusiller avaient été les derniers à mettre le pied sur le sol canadien.

Le Saut Sainte-Marie est un des plus anciens établissements fondés dans l'Ouest. Dès 1640, les Pères Raimbault et Jogues y établissaient une mission dont il est question très-souvent dans les relations des Pères Jésuites. C'était leur poste principal, le centre d'où ils rayonnaient depuis la baie d'Hudson jusqu'au Mississipi et au golfe du Mexique.

La petite ville américaine qui porte ce nom, et qui représente les traditions de l'ancien temps, possède aujourd'hui une population de près de 2000 âmes. Elle a plusieurs établissements importants, des magasins, destinés surtout au commerce qui se fait avec les sauvages du lac Supérieur, et des hôtels destinés aux nombreux étrangers qui vont y jouir, durant l'été, de la température comparativement fraîche produite par le voisinage du lac Supérieur.

Le Saut a été témoin de plusieurs événements importants. C'est à cette place que se réunirent, en 1671, les représentants de toutes les nations sauvages, mandées par M. de Saint-Lusson, envoyé de Talon, pour recevoir leur soumission au roi de France qui leur promettait sa haute et puissante protection. Ils étaient là 2000, et ils acceptèrent, avec un enthousiasme sans pareil, les propositions qu'on leur faisait.

C'est probablement à cet endroit que le drapeau de la France flotta le plus longtemps au nord du continent. En 1770, un nommé Cadot, un Canadien-Français établi au Saut, y avait construit, à ses propres frais, un fort dont il avait le commandement. En dépit des soumissions de M. de Vaudreuil, il ne cessa de garder son poste, où il ne paraît pas, du reste, avoir été exposé à de fortes attaques de la part des Anglais, qui lui passaient probablement cette fantaisie comme très-originale.

Ce Cadot avait épousé une femme Chippewa, et on ne parlait que cette langue dans sa maison. Du reste, il était d'une hospitalité toute écossaise, et les voyageurs de ce temps mentionnent son nom avec beaucoup d'éloges.

Le détroit qui relie le lac Huron au lac Supérieur a quarante milles de long. A égale distance de ses deux extrémités se trouve la chute ou le rapide qui a donné son nom à la localité. Ce rapide n'est pas considérable : environ vingt-trois pieds de descente, sur une longueur de trois quarts de mille. On peut y passer en canot, pourvu que l'embarcation soit bien dirigée, et que ceux qui la montent ne soient point effrayés du danger.

Les directeurs de la compagnie du Nord-Ouest, qui étaient des gens très-entreprenants et très-ingénieux, y avaient pratiqué des écluses pour le passage de leurs canots, dont ils évitaient ainsi le portage.

Il y a une trentaine d'années, on établit un chemin pour le transport des vaisseaux à voiles et à vapeur. Le vaste steamer *Sam Ward* navigua par ce moyen du lac Huron au lac Supérieur. Cette idée était assez ingénieuse, et elle n'a pas encore été abandonnée. Plusieurs ingénieurs sont d'opinion de la faire revivre à Niagara pour éviter par ce moyen la construction du canal que nos voisins croient nécessaire à leur puissance commerciale et militaire.

Mais tout cela n'était que le prélude du canal S^{te}-Marie. Ce canal devait d'abord se faire sur le côté canadien. Les ingénieurs avaient examiné le terrain, préparé les plans, et déclaré qu'il y avait plus d'avantages que du côté américain. Et cependant l'entreprise ne réussit pas.

Les Américains firent mieux et construisirent ce magnifique travail

qui fait honneur à leur industrie. L'État du Michigan se chargea de l'ouvrage, moyennant sept cent cinquante mille acres de terre que lui donna le gouvernement de Washington. Le canal S^{te}-Marie n'a qu'un mille et trois quarts de long, et la chute est tournée par deux écluses. La largeur est de soixante-dix pieds au fond et de cent pieds au niveau de l'eau; il y a douze pieds et demi sur le seuil des portes. On dit que ce travail n'a pas de supérieur au monde. Les côtés des écluses et les ailes qui se prolongent à près de dix arpents, sont en maçonnerie massive de vingt-cinq pieds de haut et de dix pieds d'épaisseur à la base, avec des contreforts à tous les vingt pieds.

Les dimensions qu'on lui a données étaient nécessaires pour le passage de ces vastes *propellers* qui font le service entre Chicago, Milwaukee et Détroit.

Ce canal fut terminé en 1855, et en 1856, pour la première fois, un navire de deux cent soixante tonneaux, le *Dean Richmond*, se rendait de Chicago à Liverpool.

Maintenant il passe environ quinze cents vaisseaux chaque année dans le canal S^{te}-Marie, représentant un tonnage de près d'un million.

La Compagnie du Nord-Ouest, au temps de ses splendeurs, avait établi sur la rive nord un fort qu'elle abandonna à son orgueilleuse rivale, lors de son amalgamation en 1821. Un pauvre particulier, ayant plus d'esprit d'entreprise que de prévoyance, tenta depuis d'y faire une concurrence sérieuse à la puissante corporation. Il éleva, sur la rive nord du détroit, une grande maison en pierre entourée de dépendances considérables, et, pendant quelques années, il soutint bravement le combat; mais la partie n'était pas égale, et il lui fallut céder. Il fut ruiné, sa maison fut abandonnée. Quelques années après, la Compagnie de la Baie d'Hudson fut forcée d'en faire autant, en face de la concurrence des Américains. C'est ainsi que les vainqueurs sont quelquefois vaincus et forcés de subir la loi qu'ils ont été contents d'appliquer aux autres.

Lorsque nous passâmes au Saut, le thermomètre marquait 104°; nous avons hâte d'arriver à cet Eden qu'on nous annonçait depuis trois jours, où l'on nous promettait brise et fraîcheur jusqu'au pardessus inclusivement.

Nous ne fûmes pas trompés. En dépassant le Gros-Cap, nous recevions l'air frais du nord et nous observions, dans la température, un changement considérable. Le soir, à vingt lieues du Saut, nous mettions des pardessus.

X.

Ce soir-là, nous eûmes notre premier concert à bord. Nous avions, parmi les membres de l'Association, de véritables artistes par le talent, par le goût, par l'exécution.

Le programme était proposé durant la journée, imprimé et distribué au commencement de la soirée. A neuf heures, le *manager*, d'un air solennel — ils ont souvent l'air solennel, nos charmants confrères — prenait sa place au milieu de la foule qui était tout oreilles, et appelait tour à tour les exécutants, en accompagnant chaque article du programme de quelques appréciations de circonstance.

Pour cette réunion, les dames faisaient une demi toilette, et j'affirme avoir vu poindre un habit à queue. On lui fit grâce pour une fois, et il eut soin de ne pas reparaitre.

Ces réunions étaient des plus agréables. Elles se composaient de musique, de lecture et de déclamation. Chacun y contribuait avec beaucoup de bonne volonté. Avant onze heures, le programme était épuisé, et on complétait la soirée par quelques quadrilles.

Je me rappelle qu'un soir, j'avais pour vis-à-vis un fils de famille, le descendant d'un chef Chippewa. En le voyant emporté dans les tourbillons d'un cotillon échevelé, et se mêlant si joyeusement aux inventions de la civilisation, je pensais combien cette civilisation et ses plaisirs avaient été funestes à ses ancêtres ; je me demandais aussi quelle idée il devait avoir de nos amusements réglés comme du papier de musique, sans art, sans goût, sans entrain, lui qui avait vu la danse de guerre des sauvages avec ses terribles accompagnements de chevelures scalpées, de cris de vengeance faisant trembler les sombres forêts, de vociférations des femmes s'arrachant les lambeaux d'un pauvre prisonnier qu'on venait d'immoler, au bruit du tonnerre dont les rochers se renvoyaient les puissants échos. C'était la danse de la nature, mais elle était pleine de grandeur et de poésie sauvages comme notre belle et grande nature, elle était destinée à nos immenses forêts, à nos mers d'eau douce, à notre fleuve-roi.

Nos amusements d'aujourd'hui, résultats du *spleen*, de la vanité, de la fausseté du goût et des principes, ont l'air d'avoir été inventés pour des pulmonaires.

En sortant du détroit de Ste-Marie pour entrer dans le lac Supérieur, le coup d'œil est magnifique. D'un côté se trouve le Gros-Cap, élevé de sept cents pieds, et de l'autre la Pointe aux Iroquois, à peu

près d'égale hauteur. Ces deux rochers apparaissent là comme deux sentinelles avancées destinées à défendre le lac contre les abords de l'ennemi.

Ce Gros-Cap est bien connu des navigateurs. Ils le redoutent principalement parce qu'il est toujours entouré de brouillards épais qui les obligent à faire relâche souvent pendant une journée entière.

Anciennement, si on en croit les observations des géologues, les eaux du lac s'étendaient sur une grande partie des terrains qui l'entourent. En se retirant, les eaux ont laissé des espèces de marais, d'où s'échappent continuellement des vapeurs que la température plus basse du lac condense et épaissit, au point d'obscurcir complètement la vue.

Les savants ont dit bien d'autres choses encore sur le lac Supérieur. On le soupçonne de communication souterraine avec le fleuve, et on soutient cette opinion avec des raisons qui ne manquent pas de vraisemblance.

Plusieurs rivières de grande dimension se jettent dans le lac Supérieur; tout ce volume d'eau devrait passer par le détroit Ste-Marie, et cependant ceux qui ont étudié la question soutiennent que ce détroit n'en peut renfermer plus d'un dixième. Où vont les autres neuf dixièmes? On n'a jamais pu le savoir. Car le lac n'a pas d'autres débouchés.

Ce qui appuie cette hypothèse d'une communication souterraine entre le golfe St-Laurent et les lacs Ontario, Huron et Supérieur, c'est qu'ils sont juste assez profonds pour se trouver — au fond — au niveau de la marée à sa hauteur moyenne.

Le lac Erié est le seul qui ne jouisse pas de ce privilège : il n'a que soixante-dix pieds de profondeur. En revanche, il possède les chutes du Niagara pour y déverser un volume d'eau illimité.

Un autre phénomène que présente l'une de ces vastes nappes liquides, c'est celui du lac Michigan; au printemps, dans les eaux hautes, le courant se divise en deux parties, et il se déverse en même temps dans le lac Huron par le détroit de Michillimakinac, et dans le Mississipi. Les géographes ne connaissent qu'un autre lac qui soit situé dans de semblables conditions : c'est le lac Wollaston, situé juste à la hauteur des terres entre la baie d'Hudson et la mer du Nord.

Le lac Supérieur est la plus grande étendue d'eau douce qu'il y ait au monde. Il a quatre cent vingt milles de longueur, et cent soixante milles de largeur, formant une superficie de trente-deux milles carrés. Le lac Baïkal, qui vient après lui, n'a que quatre cent dix milles sur

quarante. Les sauvages l'appelaient Keetchegawmi et Mississawgaiegeon. Les Français, pour des raisons que nous apprécions fort, ont hésité à conserver ces noms ; ils l'ont baptisé tour-à-tour lac Bourbon et lac Tracy.

C'est une véritable mer. Dans les tempêtes, ses vagues ne le cèdent en rien à celles de l'Océan ; les dangers de sa navigation et le nombre de naufrages dont il a été témoin, lui permettent de tenir tête au fameux Cap des Tempêtes.

Seulement, il n'a pas de marées, ou du moins elles ne sont pas soumises aux mêmes influences que celles de la mer. Cependant, quelques voyageurs français affirment qu'on a observé une hausse régulière qui se continuait pendant sept ans. Il avait ainsi haussé de trois pieds. La baisse s'est faite dans le même espace de temps. Les explorations récentes ne font pas de mention de la répétition de ce fait assez curieux.

Le lac Supérieur a été soumis à des explorations nombreuses et très-soignées. Vers 1824, le capitaine Bayfield, de l'Amirauté Anglaise, reçut instruction d'en faire le relevé hydrographique. Il mit trois ou quatre ans à compléter ce travail qui ne laisse rien à désirer. Les cartes qui présentent le résultat de ses observations sont encore en usage aujourd'hui, et les marins les suivent avec une confiance parfaite, parce qu'ils n'ont jamais été trompés.

Nous nous dirigeons vers la baie de Michipicoten, à cent dix milles du Saut. Naus laissons à notre droite, sur la rive nord, une foule d'îles plus ou moins grandes et plus ou moins connues.

Il y a d'abord les deux promontoires de Mermince et de Gargantua, connus par les richesses minières que l'on soupçonne qu'ils possèdent. Le nom de Mermince vient du nom sauvage Marmoaze, qui veut dire assemblage. On ne voit là qu'un amas de rocs qu'on dirait avoir été jetés pêle-mêle. L'île aux Érables est connue des voyageurs par la perte de deux canots chargés d'hommes et de pelleteries appartenant à la compagnie du Nord-Ouest. Parmi ceux qui échappèrent au naufrage se trouvaient M. McGillivray, de Montréal, et le Dr. McLoughlin, qui fut pendant longtemps gouverneur du fort Vancouver. C'est là que se trouve la rivière Montréal, nommée par la compagnie minière de notre ville, et la rivière Nepigon, célèbre par la quantité de truites qu'elle renferme.

Les richesses du lac Supérieur, en poisson, sont immenses ; on en fait l'exploitation assez en grand, et pourtant on est loin d'avoir atteint les dernières limites du possible.

Il y a là une espèce de poisson blanc qui n'a pas son pareil au monde. Ce qui est fort à ses louanges, c'est qu'il a toujours été apprécié avec les mêmes éloges. Il y a plus de cent ans, le voyageur Dobbs assurait qu'il était si bon que " toute sauce ne pourrait que lui nuire. " Il est vrai que le baron Brisse n'avait pas encore fait connaître ses inventions sans pareilles.

On trouve en outre, dans le lac Supérieur, des saumons et des harengs. On ne trouve ces deux poissons que dans les lacs qui communiquent avec le fleuve Saint-Laurent. Comment a-t-il pu remonter jusque-là ? C'est ce qu'on s'est évertué à chercher, et sans solution assurée. On est obligé de supposer que de grandes commotions de la nature ont complètement modifié la configuration géographique du continent.

XI.

Le poste de Michipicoten est très-important. C'est l'entrepôt général de toute cette contrée. C'est là que se transportent les provisions, et c'est de là que les voyageurs se dirigent vers toute la contrée du Nord.

Nous perdons ici un de nos passagers, M. Finlayson, un métis au service de la compagnie de la Baie d'Hudson, qui revenait de Wekoumekong avec ses deux filles sortant du couvent. Elles y avaient appris le piano. Comment veut-on que les sauvages restent sauvages, lorsqu'on leur inflige toute espèce de tortures de ce genre-là ? On travaille au déclassement général. Ces jeunes filles avaient l'air tout à fait demoiselles, quoiqu'un peu brunes et leur toilette était très *comme il faut*. Décidément, les sauvages s'en vont. Leur père causait avec l'intelligence d'un *self made man*. Il s'est lui-même donné une éducation très-passable, et occupe un emploi de confiance dans la compagnie.

Nous étions arrivés à ce poste vers cinq heures du matin ; plusieurs n'en eurent pas connaissance.

Quelques-uns seulement se rendirent à terre avec le canot de la malle. Ils y virent une maison basse et peu grande, quelques magasins, et c'est tout. A peu près tous les postes de la compagnie ont la même apparence.

Nous gagnons l'embouchure de la baie, pour toucher à l'île Michipicoten, que les Français appelaient l'île Maurepas. Elle a environ quinze à vingt milles de long. Le Havre de Québec, dans lequel nous entrons, doit son nom à la compagnie des mines de Québec et du lac Supérieur, qui avait établi dans le voisinage le siège de ses travaux. Elle continua

ses recherches de cuivre jusqu'à une époque assez récente, mais sans que le succès répondit à ses efforts. Il y a trois ou quatre ans, elle a dû tout abandonner.

Avant d'arriver au but de notre voyage, on arrête à l'île St-Ignace ; elle peut avoir vingt-six milles de longueur, sur douze de largeur ; elle est surtout remarquable par ses colonnes basaltiques élevées de douze cents pieds au-dessus du lac.

C'est là que se trouve ce phare si tristement célèbre où périt, l'automne dernier, son infortuné gardien, M. Edward Perry. C'était à la fin d'octobre. Le capitaine de l'*Algoma* avait promis qu'il ferait encore un voyage, et qu'il ramènerait M. Perry à Collingwood. Par malheur, en novembre, les tempêtes furent si considérables qu'il fut impossible de tenir cette promesse. Le malheureux gardien conserva jusqu'à la fin l'espoir que ce voyage aurait lieu ; il laissa même partir ses employés.

A la fin, perdant tout espoir, il monta dans un bateau, et essaya de se diriger vers le Fort William. Il y avait une distance de soixante-dix milles à parcourir. C'était plus que hasardé, c'était la mort assurée. Faire un pareil trajet au milieu des neiges, des froids, des vents et des rochers du lac Supérieur, c'était impossible. Par malheur, il n'avait pas de choix.

Au Cap du Tonnerre, son embarcation fut brisée sur les roches. Placé dans l'impossibilité d'aller plus loin, il se coucha tranquillement à cet endroit et y mourut d'épuisement. On trouva son cadavre au printemps.

Combien d'autres légendes, de traditions tristes et émouvantes n'aurait-on pas à raconter sur cette vaste mer qui engloutit tant de hardis et courageux voyageurs, qui a vu tant de tribus sauvages passer sur ses eaux houleuses, qui a été témoin, pendant deux siècles, de cette lutte de la civilisation contre la barbarie, des *peaux rouges* contre les *faces pâles* ! Mais la mer ne rend pas ses victimes, et les rochers sont muets. Seulement leur sauvage grandeur semble dire qu'ils ont vu bien des ambitions, bien des colères, bien des courages, bien des vengeances, se heurter sur leurs flancs rugueux, se briser sur leur masse énorme, et s'engloutir à jamais dans les abîmes qui s'ouvrent à leurs pieds.

XII.

L'un des détails les plus intéressants de l'excursion de la Presse Associée, c'est le journal qu'elle publia durant son voyage. Il y avait à bord un matériel complet : M. Palsgrave avait fourni les caractères,

M. Buntin le papier, et M. Hogg la presse. L'ouvrage se faisait un peu par tout le monde : c'est assez dire qu'il ne se faisait pas très-bien ; mais enfin le journal se composait.

Il faut dire aussi qu'il n'était pas très-grand : in-8, et imprimé sur un seul côté. On y lisait la relation du voyage, le programme de la soirée prochaine, quelques annonces et nouvelles à la main. Peu de correspondances d'Europe, et faible sous le rapport des dépêches spéciales. En revanche, la poésie y tenait le haut du pavé ; et tous les timides jeunes gens dont le cœur brûlait secrètement pour quelqu'une des syrènes qui charmaient les loisirs du voyage, avait droit de le lui faire connaître discrètement dans le langage des dieux. Outre cela, on y chantait la musique et ses charmes, on y versait à flôts l'éloge et la reconnaissance, on y *blaguait* le public, notre public de soixante-et-quinze personnes, sur les bienfaits qui allaient résulter de cette excursion.

C'est à cela qu'on s'occupait durant le voyage. Il y eut six numéros du *Canadian Press* de tirés. M'est avis que dans cinquante ans ils seront recherchés autant que l'*Héroïne de Châteauguay*.

C'est ainsi qu'on s'ingéniait à briser, autant qu'on le pouvait, la monotonie du voyage.

A l'île St-Ignace, nous eûmes une diversion. L'attention se tourna brusquement du côté des pierres précieuses. On nous dit qu'une île voisine était couverte d'agathes et d'amétistes. De suite, on y court, ou plutôt on y rame, et on se met à la recherche des précieux bijoux. Les recherches ne furent pas millionnaires, mais tout le monde en fut content. On avait été, pendant quatre heures, rôti au soleil, pour ressentir toutes les émotions des chercheurs d'or. Une fois de retour au bateau, chacun examinait sa richesse ; on discutait, on comparait, on trafiquait.

Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il se trouve beaucoup de ces pierres précieuses dans les amygdaloïdes du lac Supérieur, sur les îles St-Ignace et Michipicoten, et au cap du Tonnerre. C'est écrit dans le rapport de M. Logan. Seulement plusieurs ne savaient pas qu'il fallait d'abord trouver les amygdaloïdes.

De là, nous nous rendîmes directement au fort William. La baie du Tonnerre, dans laquelle nous entrons, est magnifique. Elle n'a pas moins de dix milles de large sur trente milles de profondeur. D'un côté, à gauche, se trouve le fameux cap du Tonnerre, haut de quatorze cents pieds, de l'autre le cap du Pâté, qui n'a pas moins de huit cent cinquante pieds. Et au fond de la baie, en arrière du fort, s'élève la montagne McKay, taillée à pic sur une élévation de douze mille pieds.

Ce nom de Baie du Tonnerre a été donné, paraît-il, parce que les orages de tonnerre y sont plus fréquents qu'ailleurs. Il y est de fait qu'ils sont plus effrayants qu'ailleurs, comme nous avons pu en juger. Ce voisinage de plusieurs montagnes produit des effets d'acoustique terribles.

Nous mettons pied à terre à deux milles environ, en deça du Fort, pour visiter l'établissement de M. Dawson, l'ingénieur chargé par le gouvernement de la construction du chemin qui doit relier la baie du Tonnerre au lac du Chien, et former le premier chaînon de cette série de communications destinées à atteindre le Fort Garry et même le Pacifique. Ce chemin doit avoir vingt-huit milles de long. Six milles sont déjà terminés. La distance totale jusqu'au fort Garry est de cinq cents milles, dont trois cent huit milles de navigation.

C'est dans le voisinage de ce poste que se trouvent les propriétés les plus précieuses de la compagnie de Montréal.

Cette compagnie fut fondée en 1847. On reçut à sa première assemblée les rapports assez favorables transmis par M. Forest Shepherd, que la compagnie avait envoyé explorer la localité située entre St^e-Marie et la Rivière-au-Pigeon. Depuis cette date, la compagnie a continué ses travaux avec des alternatives de succès et de revers. A tout prendre, elle n'a pas fait fortune.

Elle possède aujourd'hui quatorze limites minières ou *locations*. Elle en a fait explorer une grande partie sans beaucoup de succès; les rapports qu'elle avait reçus étaient si peu encourageants que les travaux étaient à peu près abandonnés.

Ce n'est que depuis deux ans que les travaux sont repris. Cette fois-ci, elle a dirigé ses tentatives vers le côté est du Lac.

Chaque *location* est de cinq milles sur deux, ou dix milles de superficie. Elles contiennent toutes du nickel, du cuivre, de l'alun, de l'argent et de l'or.

A la baie du Tonnerre, M. McFarlane, ci-devant de la commission géologique, qui est actuellement employé par la compagnie pour l'exploration de ce territoire, a fait des découvertes très-importantes et qui vont donner aux travaux de la compagnie un nouvel élan. Près de la frontière, à l'endroit appelé *Stuart's location*, M. McFarlane a trouvé de l'argent, ainsi que sur *Jarvis' location* et *Wood's location*. Au cap du Tonnerre, il a trouvé une veine qui paraît être d'une grande richesse.

Mais la principale découverte paraît être à Bruce Mines. M. McFarlane a reçu pour instruction de se rendre à cette localité pour y exami-

ner certains spécimens qu'on disait contenir de l'or et de l'argent dans une proportion fabuleuse. A notre retour, un employé des mines a pleinement confirmé ce rapport, assurant, de la manière la plus positive, qu'il avait vu lui-même une grande quantité de minerai qui contenait de ces métaux précieux en grande quantité.

Une autre compagnie minière, la compagnie Shuniah (ce nom, en sauvage, veut dire agent) composée en partie de capitalistes de Toronto, avait aussi entrepris l'exploitation des mines d'argent le long de la baie de Tonnerre. Sur les bords de la Rivière aux Courants, tout près de la compagnie de Montréal, elle avait un établissement composé d'une dizaine de travailleurs, qui devaient prochainement augmenter en nombre. Le gouvernement l'a tuée.

Ici nous ouvrons une parenthèse, pour dire, nous aussi, notre petit mot d'aigreur au gouvernement de M. Sanfield McDonald. La chose ne nous regarde que par ricochet, mais nous devons un peu raconter ce que nous avons vu et entendu. Tous les esprits sont extraordinairement montés contre la régie des terres de la couronne et des mines. Il est impossible de défricher les premières et d'exploiter les secondes. Le gouvernement exige aujourd'hui une piastre par acre pour tout territoire censé contenir une mine, et de plus la compagnie est tenue de payer un pourcentage sur ses profits, ce qui laisse les bénéfices en deça du possible.

Aussi rien n'avance de ce côté. On ne voit pas un seul colon. A la Rivière-aux-Courants la terre est bonne, et ces deux exploitations minières auraient été un puissant encouragement pour les fermiers; mais tout le monde a perdu espoir. Comment espérer que des cultivateurs prendront sur eux d'aller s'établir sur ces confins de la civilisation, sans marché pour vendre ni pour acheter, sans argent à gagner nulle part, pour ne vivre que du produit de leur terre, lorsqu'ils ne pourraient jamais vendre le surplus de leur consommation?

Une autre plaie de ces localités, c'est la bureaucratie. Avant d'arriver à régulariser un peu sa position, et pour le moindre avantage qu'il veut acquérir, le colon est soumis à une série de correspondances excessivement ennuyeuses, à des délais qui, neuf fois sur dix, font manquer le succès de l'affaire.

La Compagnie minière de Montréal emploie aujourd'hui une quarantaine d'hommes, et il est probable que leur nombre augmentera considérablement avant peu.

Enfin nous arrivons à Fort William, le terme de notre excursion. Il ventait horriblement, et nous avions deux milles à faire en chaloupe; à

l'embouchure de la rivière Kaministiquia se trouve une barre qui empêche le steamer de venir plus près de terre. Les chaloupes sont mises à l'eau, et on se risque. A vrai dire, il n'y avait pas grand danger d'être englouti, mais on pouvait essuyer quelques accidents. Et de fait, une couple de lames, passant par dessus la chaloupe, nous firent prendre un bain d'une opportunité douteuse.

Le fort William conserve son nom un peu par politesse. Il n'est pas fort du tout. Il y a là une jolie maison en bois, une série complète de bâtiments de ferme, ainsi qu'un vieux hangar. Cette bâtisse est la seule qui soit en pierre. Le tout est entouré d'une palissade comme on en voit autour de tous nos jardins, et qui ne pourrait pas donner même la plus faible idée du plus faible rempart. Nous sommes reçus par M. McIntyre, le *Chief Factor*. Il demeure là depuis quatorze ans : sa maison n'a pas du tout l'air d'un poste de traite avec les sauvages. On y trouve « toutes les améliorations modernes. » L'arrivée du steamer était un jour de fête pour la famille de M. McIntyre qui se montra on ne peut plus charmante. Les demoiselles poussèrent la complaisance jusqu'à jouer quelques jolis morceaux, prouvant qu'elles étaient au fait des publications musicales les plus récentes.

Si ça continue, il faudra faire une variante au vers de Boileau et dire :

Le piano monte en croupe et galoppe avec lui.

Nous comprenons tout l'agrément que peut procurer l'étude de la musique, dans un endroit où l'on est privé des agréments d'une société nombreuse et variée ; mais la désillusion n'en est pas moins grande pour un touriste, lorsqu'il veut observer des mœurs et des coutumes nouvelles, et qu'on lui répond par les *Jolly Dogs*.

Le Fort William avait beaucoup plus d'importance lorsqu'il était en la possession de la Compagnie du Nord-Ouest qui l'avait fondé. C'était son quartier général, et son poste le plus important.

Nous nous rendîmes à la mission établie à deux milles en amont de la rivière. Cette mission fut fondée, il y a dix-neuf ans, par le R. P. Choné, S. J., qui en a encore la direction. Il a réussi à y fixer environ soixante familles, presque toutes catholiques. Il partage aujourd'hui les fatigues de l'apostolat avec le R. P. Duranquet, S. J., qui l'a rejoint il y a quinze ans. L'un d'eux reste à la Mission, pendant que l'autre visite les postes situés sur toute la rive nord du lac Supérieur.

La journée même que nous allâmes leur faire visite, le R. P. Duranquet arrivait d'une excursion de quatre mois. C'est un vénérable vieil-

lard portant sur sa figure la trace de ses travaux et de ses fatigues, mais vigoureux encore, et capable de continuer pendant plusieurs années son rude apostolat. Il parle avec une grande douceur, et avec cet accent particulier à ceux qui sont habitués à vivre avec les sauvages.

Le bon père nous reçut avec beaucoup de complaisance, et nous fit visiter son jardin qui promet une bonne récolte de légumes. Il habite avec le père Choné une petite maison en bois tout près de l'église.

Le salle de réception se composait d'un lit assez dur recouvert d'une peau de buffle, d'une table couverte de papiers, de livres et de journaux et portant un crucifix, de quelques chaises en bois et d'un banc de bois. Les murs blanchis à la chaux et les planchers brillaient de propreté. On voit partout l'image de la religion, du sacrifice et du travail.

L'église est comme celles que nous avons déjà visitées dans cette contrée, très-propre, très-blanche, mais pas riche. Et c'est dans une pareille série de sacrifices que ces bons pères, qui sont des hommes très-instruits, de beaucoup d'intelligence et de goût, ayant connu la vie de la société la plus policée et pouvant en apprécier tous les charmes, c'est là, dis-je, dans cette pauvreté que ces bons pères consentent à passer leur vie, au milieu de privations sans nombre, pour sauver quelques âmes à Dieu.

La gloire, les progrès et les cérémonies de la religion sont leur seule consolation et leur seul plaisir.

XIII.

Nous remontons à bord durant la soirée, et nous reprenons la route de Collingwood. Pour la première fois depuis notre départ nous sommes assaillis par un violent orage. Il n'en pouvait être autrement dans la baie du Tonnerre. Nous pûmes juger nous-mêmes de l'effet produit par les éclats de la foudre au milieu de ces montagnes.

Nous revenons directement au Saut, où nous arrivons samedi à midi. Nous rendons visite à M. Simpson, et à M. le shérif Carney, où la plus gracieuse politesse nous accueille. Le soir, nous étions à Bruce Mines, que nous avions le temps de visiter un peu en détail.

Ce village, qui doit son nom à Lord Elgin, renferme environ 2,000 âmes. Les mines seules emploient 400 hommes, dont environ 30 Canadiens-Français. Cette localité a tour à tour été exploitée par la compagnie Wellington, la compagnie du Canada Ouest, la compagnie de Bruce, la compagnie du lac Huron, la compagnie des Mines de Cuivre. Celle-ci a réussi à tout accaparer, et, aujourd'hui elle dirige tous les

travaux. Le minerai est expédié à Londres, à MM. Taylors et fils, qui sont les plus forts actionnaires.

On peut difficilement se faire une idée de l'importance de ces travaux sans les avoir vus.

Le minerai se compose principalement de pyrite cuivreuse, disposée en veines nombreuses et d'une grande richesse. On a calculé que le minerai brut contenait 48 p. c. de pur métal.

Le minerai est extrait par forage, et quelques puits ont jusqu'à 200 pieds de profondeur. On le transporte ensuite sous les machines qui doivent l'écraser, puis le moudre. Il est finalement réduit presque en poudre. Alors on le lave et on l'expédie en Angleterre où il doit être fondu.

La compagnie de Montréal avait établi, en 1862, des fourneaux destinés à fondre le minerai sur place, au moyen de charbon bitumineux de Cleveland; mais les frais étaient trop élevés.

Sur un espace d'environ vingt arpents carrés, le sol est couvert de remblais et de déblais, de rocs minés, brisés, creusés, broyés, et sillonné en tous sens par les chaînes qui servent à monter les paniers, par les chemins ferrés, nécessaires au transport du minerai, par les conduits qui ont pour objet d'utiliser l'eau qu'on est obligé de retirer des mines, lorsqu'on frappe une *faille*. C'est eau est dirigée vers le lavage et suffit à ce travail. Tout ce mécanisme est mis en mouvement par cinq engins d'une grande force.

Le village est assez bien bâti; les maisons sont toutes en bois, et généralement à deux étages. Il y a trois ans, il a été complètement réduit en cendres, mais il sortit des cendres plus brillant que jamais. Nous y avons vu quelques magasins qui ne le cèdent en rien à ceux des grandes villes.

XIV.

Le reste du trajet se fit durant la journée du dimanche.

Notre dernière soirée à bord fut charmante. Il faisait une brise tempérée, le temps était clair, l'on n'entendait que le bruit des vagues qui caressaient légèrement les flancs du vaisseau. De tous côtés on ne voyait que le ciel et l'eau.

Des flots et le ciel bleu....

Des flots, des flots, toujours des flots.

Sur le pont du navire, tous les passagers s'étaient réunis pour y faire entendre des chants sacrés. Cette musique, grande, digne, pleine de

sentiment et de vérité, dominant le bruit de l'eau, avait quelque chose de solennel et de caractéristique. Elle portait à réfléchir sur le passé, sur les transformations de cette belle contrée et de ses habitants; elle rappelait nos glorieuses conquêtes sur la nature; elle rappelait aussi que c'est la religion qui a consacré notre prise de possession de ce continent, et que les premières voix civilisées qui se firent entendre sur ces immenses plaines liquides, disaient, elles aussi, les louanges du Très-Haut, chantaient sa gloire et sa puissance.

A quatre heures, lundi matin, on abordait au quai de Collingwood; à cinq heures, on se livrait au chemin de fer, qui nous jetait à la gare de Torondo. Ici on se séparait. On se donna de chaudes poignées de mains, et chacun reprit la route de chez soi. Tout le monde était enchanté du voyage.

On avait vu une contrée vaste, riche, ne demandant que des bras, du travail et un peu de capital pour y nourrir une population nombreuse. C'est ce que nous avons tous promis de dire à nos lecteurs.

Avec ses échantillons de quartz, d'agate et de minerais de cuivre, chacun emportait ses impressions personnelles. Mais une de ces impressions était commune à tous, et peut servir de conclusion à ce long récit : notre pays gagne à être connu.

N. PROVENCHER (1).

(1) Revue Canadienne.

LE PÈRE FABER.

Nulle étude n'est plus intéressante que celle des âmes. C'est un monde à part qui se révèle, nous initiant ici-bas aux secrets de l'autre vie. On assiste aux combats intimes de l'être humain, aux opérations les plus délicates de notre partie immatérielle; on surprend, pour ainsi dire, le commerce familier de la créature avec son divin Auteur.

Faber appartenait à ces âmes bénies que Dieu a regardées avec prédilection, qu'il s'est choisies, et qui ont répondu à son appel. Chez lui, Dieu a toujours été le premier, l'unique mobile; jamais il n'a subi l'empire des choses de la terre. Et cependant il naquit au sein de l'hérésie. Il avait à voguer entre mille écueils : son talent, son imagination de poète lui dressaient dans son for intérieur des idoles propres à le captiver; une tendresse excessive l'inclinait vers la créature; la beauté de sa personne, le charme de son langage, la séduction de ses manières qui fascinaient sans effort, tous ces avantages lui tendaient des pièges au-dedans et au-dehors. Il sut en triompher par la pureté du cœur, ayant pour soutiens dans le combat le don précieux de la prière qu'il avait su conquérir, et puis la grâce de la douleur physique jointe aux épreuves morales.

Élevé au sein d'une famille d'origine huguenote que la révocation de l'édit de Nantes avait fait émigrer en Angleterre, Faber en prit tout d'abord les sentiments calvinistes. Mais envoyé à Oxford en 1832, dans sa 18^e année, il ne tarda pas à subir l'influence du mouvement religieux qui commençait dans la célèbre université à se dessiner sous les auspices de Newman et de Pusey. Dès le principe il fréquenta l'église de Ste-Marie, où Newman officiait, et, sans lui avoir encore parlé, il conçut pour le jeune prédicateur la plus vive admiration.

Pour les esprits fervents de l'époque, l'église nationale entraînait alors dans une ère nouvelle. Il est curieux de voir M. Gladstone lui-même constater les espérances que ce moment fit naître, et les tristes déceptions qui les suivirent de près. Le témoignage d'un homme d'État pratique, d'un esprit lucide comme le sien, font comprendre tout ce

qu'il y avait de spécieux et de séduisant dans les idées tractariennes ; sa bonne foi irrécusable et sa persistance dans l'erreur expliquent la ténacité de la lutte chez d'autres.'

» Une transformation merveilleuse, dit l'illustre premier ministre (1), eut lieu de 1831 à 1840 dans l'état religieux de l'Angleterre. Oxford en fut le point de départ et le centre. Je me renferme dans les bornes de la modération en affirmant que l'élite de la jeunesse universitaire se voua au sacerdoce, et qu'un grand progrès religieux était visible chez la minorité demeurée laïque. Une situation analogue s'était produite à Cambridge. — La pureté, la concorde et l'énergie régnaient dans l'Église, et semblaient comme trois sœurs se donner la main pour marcher de front à la conquête des âmes. J'étais au nombre de ceux qui tiraient de ce spectacle les conclusions les plus fausses. Je croyais que l'Église, à l'aide de son clergé régénéré et de ses laïques dévoués, allait non-seulement tenir ferme, mais encore rallier à elle l'amour des masses irréligieuses et dissidentes. Certes, il aurait fallu un esprit bien satanique ou merveilleusement prophétique pour prévoir alors que, dans dix ou douze ans, cette forte génération de jeunes talents serait dispersée, qu'une moitié de nos intelligences d'élite se serait enrôlée sous la bannière de Rome, tandis que l'autre aurait été grossir les phalanges du rationalisme le plus pur. Depuis ce moment des luttes sans issue et des soupçons mutuels sont notre triste partage. Le sang nous coule par tous les pores, et parfois l'Église semble branler sur ses bases... »

Ces aveux remarquables donnent la mesure des espérances anglicanes. Avec M. Gladstone pour compagnon de route, on n'est guère surpris de voir Faber se jeter dans le mouvement avec l'enthousiasme de sa nature et la fougue de son jeune âge. A peine majeur, il avait déjà conquis une influence considérable. Ses condisciples avaient l'habitude de se réunir chez lui pour faire la prière en commun, et pour écouter les conférences spirituelles qu'il leur faisait. Toutefois le jeune maître lui-même passait par des phases diverses. Tantôt il jouissait de la tranquillité la plus entière, et tantôt son âme devenait le théâtre d'une lutte terrible où le désespoir succédait à la plus douce paix, quand il se mettait à redouter de voir la réaction aboutir à Rome ! Dans une de ces heures de trouble, en 1835, Faber écrivit à un ami : — « J'ai beaucoup réfléchi aux mérites et aux tendances du *Newmanisme* ; et plus que jamais j'en reconnais la fausseté ! » Bientôt, tout en conservant sa répugnance pour

(1) Autobiographie., pp. 50 et suiv.

Rome, il embrassa de nouveau les espérances anglicanes et reprit son culte pour le chef du mouvement. « Newman fait des conférences contre l'Église romaine, écrit-il en 1836 ; je viens d'en entendre une magnifique sur la prérogative de Pierre, et où il a démontré victorieusement que rien ne justifie la juridiction de l'évêque de Rome ».

L'année suivante joue un rôle important dans la vie de Faber. Alors seulement il devint gradué d'Oxford, car la littérature avait nui quelque peu chez lui aux études plus sérieuses, et il avait eu à subir plusieurs échecs. Dès ce moment, « brûlant du désir de consacrer sa vie à faire dans l'Église du Christ le peu de bien dont Dieu l'a rendu capable, » il ne pense plus qu'à se préparer à la réception des ordres. Dans ses idées d'alors, la religion occupait partout en Europe une fausse position, et il y puisait une raison de nature à engager les âmes à se vouer au ministère ecclésiastique. Déjà le sacerdoce lui paraissait un véritable sacrement entre Dieu et l'âme. Et toutefois, au milieu de doutes graves qui revenaient l'assaillir, il croyait encore, avec M. Gladstone et tant d'autres, que le mouvement d'Oxford allait pénétrer le corps de l'Église pour gagner ensuite le pays tout entier. Il fut d'abord confirmé dans ces pensées par la connaissance personnelle qu'il fit de Newman pendant l'automne de 1837. De concert avec lui, et pour hâter la conversion de l'Angleterre, ou plutôt, ce qu'ils appelaient *son retour au catholicisme, comme opposé au romanisme*, Faber commença à traduire les pères de l'Église. Chez lui comme chez Newman cette étude produisit le même effet. Newman s'occupait des premiers siècles ; la vie de St-Optat était échue en partage à Faber ; tous les deux démêlèrent dans la réforme anglicane une fâcheuse ressemblance avec les anciens schismes. Mais ils crurent devoir refouler leurs doutes comme de mauvaises pensées. Deux années se passèrent pour Faber dans ces travaux, et aussi dans une préparation consciencieuse au ministère sacerdotal. Bientôt il commença à prêcher, et reçut l'ordination en 1839.

Il fut aussitôt en proie à de grandes perplexités ; il ne savait quels étaient les desseins de Dieu sur lui, et il balançait entre le mariage et le célibat. Les convenances sociales en Angleterre imposaient autrefois le mariage aux jeunes ministres ; leur *respectabilité* était à ce prix. Il a fallu le mouvement d'Oxford pour mettre le célibat en honneur, et encore chez un bien petit nombre de personnes. Faber fut un des premiers à suivre cette pente ; mais le parti qu'il prit en coûta à sa nature aimante. Il craignait que la force ne lui manquât pour supporter l'isolement, et il « n'osait faire de vœux. » Son incertitude parait avoir duré

une année; en 1841, il s'annonce comme *presque* résolu à *risquer* le célibat. Depuis lors, plus de doutes, et point de regrets.

Dès le commencement de cette année, il entreprit un voyage sur le continent dans le but spécial d'approfondir les rapports de l'anglicanisme avec les autres Églises chrétiennes. Comme cela arrive souvent en pareil cas, les premières impressions ne furent pas favorables au catholicisme. Faber voyait encore avec des yeux prévenus, et il pesait à son insu les vérités catholiques dans une balance protestante. Le préjugé jette sur les regards un voile qui intercepte la lumière. En 1843 la cure d'Elton lui fut offerte, et, malgré une résolution bien arrêtée de se consacrer au service de Dieu, il éprouva à ce moment une vive répugnance à entrer dans la carrière ecclésiastique. Renoncer aux lettres comme occupation principale lui paraissait nécessaire pour remplir convenablement ses nouveaux devoirs, et la pensée de ce sacrifice lui occasionnait un violent déchirement de cœur. Toutefois, après une courte lutte, l'honneur de Dieu et le sentiment du devoir triomphèrent des résistances de la nature. « J'ai eu le tort, avoue-t-il, de permettre au littérateur de primer le prêtre. L'abstention en fait de poésie me sera difficile, mais la modération me serait tout simplement impossible.... En somme les devoirs de pasteur me sont très-peu agréables.... » Toutefois, le sacrifice consenti, il ne tarda pas à recouvrer la paix. « Je me sens si heureux, écrit-il à un ami intime, que je crois vraiment bien agir. Pour un homme plein de défauts comme moi, quel sacrifice léger après tout que de dire adieu à mes livres, et puis encore, à ce cher pays de montagnes. Dieu soit loué! Oh! priez pour moi, afin qu'enseveli dans ce village, je m'efforce de mener une vie vraiment apostolique.... » Ne voit-on pas l'homme tout entier dans ces quelques lignes? Il a triomphé, il est heureux. Wordsworth, le grand poète de la nature, et ami intime de Faber, lui dit en apprenant sa résolution : — « Loin de moi de prétendre que vous ayez tort, mais l'Angleterre y perd un véritable poète. »

Cependant Faber se sentait toujours attiré vers les choses catholiques. Avant d'entreprendre l'exercice de ses fonctions comme recteur d'Elton, il trouva tout naturel d'aller chercher à l'étranger des inspirations pour guider sa conduite future. Cette fois il ne voyagea plus comme touriste, mais dans l'unique but d'étudier la religion catholique dans ses œuvres. Muni de lettres d'introduction pour plusieurs prêtres anglais qui habitaient Rome, il y arriva le 9 mai. Bientôt ce qu'il voyait autour de lui augmenta son désir d'arriver à l'unité, et, avant la fin de son premier mois de séjour, il dut prier avec ferveur pour conserver sa

foi anglicane. Lorsqu'il se sentait défaillir, il évoquait ses souvenirs d'Oxford et cherchait à s'en faire un rempart ; il croyait naïvement que ses progrès dans l'humble connaissance de lui-même et dans l'amour de notre Seigneur allaient le garantir contre les tendances romaines. Un jour il s' imagine tenir ferme, mais aussitôt son âme loyale s'écrie : — « J'espère que ni la mauvaise honte, ni aucune considération de position ou d'intérêt ne m'empêcheraient de répondre à l'appel de la conscience. »

Le langage dans lequel il peint sa situation d'âme à cette époque, reflète parfaitement les idées qui dominaient alors dans l'anglicanisme. Le nom seul de protestant lui fait horreur : « Le prendre ou permettre qu'on le prenne, disait-il, c'est désobéir à l'Église, et par conséquent, si on le fait sciemment, on commet un péché mortel. » Ne croirait-on pas entendre un catholique ? Dans la pensée de Faber, le protestantisme était en voie de décomposition : « Si notre Église (anglicane) est véritablement une église, on le verra par l'issue de notre lutte avec l'hérésie diabolique du protestantisme. Si elle n'est pas la vraie église, que Dieu nous soit en aide ! » On le voit, la crainte ne cesse de l'obséder, la crainte inconnue à la certitude catholique. Entraîné par sa fougue anglicane, toutes les hérésies anciennes, l'arianisme, le pélagianisme, etc., lui paraissent moins épouvantables que le protestantisme. Tels furent les sentiments de Faber en 1843 à Rome.

La suspension du Dr Pusey, motivée par une certaine croyance à la présence réelle enseignée par lui, suspension qui eut lieu vers ce temps-là, excita chez Faber la plus vive indignation. Il n'y va pas de main morte pour l'exprimer. Il aurait voulu que les juges fussent excommuniés par la sentence seule, et se plaint avec amertume de ce que « l'Église en Angleterre n'ait ni unité, ni ordre, ni autorité, pas même lorsqu'il s'agit d'empêcher le blasphème contre le corps de notre Seigneur. » Au même moment, — qui expliquera les étranges contradictions de l'esprit humain ? — Faber luttait pour rester anglican, et, en dépit de ces efforts, son âme le trahissait au contact de la Ville éternelle. Tantôt ébloui par les magnificences du culte, tantôt ému jusqu'au fond de l'être par les preuves palpables de la vérité catholique qui frappaient de tous les côtés ses yeux, il ne savait plus ce qu'il croyait ni ce qu'il sentait. « Quel spectacle ! » s'écrie-t-il, un jeudi saint, en sortant de St-Jean de Latran, l'imagination en feu, « les robes rouges des cardinaux prosternés, la pourpre des prélats, les soldats à genoux, la foule des fidèles, la splendeur de cet édifice merveilleux, avec tout son cortège de souvenirs historiques, et puis, au milieu, ce vieillard vénérable revêtu de blanc,

prosterné lui aussi à l'Élévation..... Un silence de mort ! — Oh ! quel spectacle ! »

Parfois il essayait de maîtriser son émotion par le mouvement dans les rues ; mais alors les pavés mêmes de cette ville mystérieuse semblaient lui crier la présence de Dieu. S'il l'avait osé, il avoue qu'il aurait marché tête et pieds nus. La grâce divine le poursuivait, et Faber la fuyait, mais avec une bonne foi telle, que Dieu ne se lassa pas. Un jour, après avoir prié longtemps avec ferveur devant l'autel de S. Louis de Gonzague, il quitta l'église tout éperdu, pressentant qu'il devrait bientôt se faire catholique, ou peut-être perdre la raison. Deux fois dans ces pénibles combats, il saisit son chapeau pour aller faire son abjuration au collège anglais, et deux fois, par un effort suprême, il résista aux inspirations du Saint-Esprit. Prodige sublime que ce libre arbitre dont l'homme est doué !

Faber quitta Rome anglican, mais il ne put se quitter lui-même. Il reprit le cours de ses voyages et de ses recherches, tout en méditant les discours qu'il allait faire à ses paroissiens d'Elton. Inutiles efforts ! Aux souffrances de la lutte, s'ajoutait maintenant la crainte du péché. « Tant que nous doutons, écrit-il à cette époque, nous pouvons espérer dans cette miséricorde dernière du purgatoire ; mais si nous outrepassons le doute, — oh alors ! faut-il souffrir, souffrir, souffrir ! » — Plus de trêve dorénavant. S'il voulait prier, méditer ou se mettre dans la simple présence de Dieu, les ténèbres envahissaient son âme. Une voix semblait lui répéter sans cesse que tout cela était inutile, tant qu'il resterait en dehors de la véritable Église ; elle l'invitait à la considérer dans ses caractères, preuves irrécusables de sa divine origine, dans sa catholicité, son unité, sa sainteté, ses missions fécondes, ses miracles éclatants, ses saints merveilleux, ses antiques traditions. — « Rester m'est devenu une angoisse, dit enfin Faber, et je n'ose quitter. » Pourquoi ? — Parce qu'il croyait devoir se soumettre à l'autorité des anglicans qui le dirigeaient.

Dans cette situation d'esprit il arriva à Elton vers le commencement du mois d'octobre 1843. M. Newman, livré aux mêmes incertitudes, vivait alors retiré à Littlemore ; Faber alla le consulter, et Newman lui conseilla d'attendre. Faber déféra à ce jugement.

Le nouveau recteur d'Elton avait rapporté de Rome une vive dévotion envers saint Philippe de Néri, et saint Alphonse de Liguori. Sa paroisse étant très-irréligieuse, il voulut la remanier selon l'esprit de ces deux héros du catholicisme. Deux années se passèrent dans ce travail qui fut couronné du plus heureux résultat. Faber, par ses prédications et par

l'introduction du chant, avait su rendre attrayant le service anglican. Il ouvrit l'église deux fois par semaine, outre le dimanche et les jours de fête. Puis il alla chercher ses paroissiens chez eux, encouragea leur confiance, enfin ne négligea aucun moyen pour les gagner à Dieu. Bientôt sur les 800 habitants qui composaient le village d'Elton, le plus grand nombre s'était décidé à se rendre aux services. Il introduisit l'usage de la confession, et eut 40 communians par mois. Allant plus loin, il choisit parmi les jeunes gens, ses pénitents, un petit noyau, dont les membres se réunissaient chaque soir à minuit, au presbytère, pour se livrer ensemble à des exercices religieux. Les veilles de fête, les dévotions se prolongeaient pendant plusieurs heures ; enfin l'on arriva à se donner mutuellement la discipline, les vendredis, les veilles de fête et tous les soirs pendant le carême. Ce n'était pas mal débiter pour un ministre protestant.

De son côté Faber menait une vie des plus austères. Portant toujours une grosse cordelière de crin, il pratiquait l'abstinence et observait les jeûnes les plus rigoureux. Souvent son dîner ne se composait que d'un hareng et de quelques pommes de terre ; en carême, il se permettait un seul bon repas par semaine, et plus d'une fois il lui arriva en chaire de s'évanouir d'inanition. Il priait presque continuellement, et il regrettait toujours de ne pouvoir s'assujettir à l'obéissance religieuse. Un tel genre de vie nourrissait ses dispositions pieuses, et il n'était guère possible que Faber perdît ainsi son attrait pour le catholicisme. Au contraire, il y avait progrès, et ses luttes antérieures redoublaient de violence. Mais il se croyait lié par sa promesse. En 1844, il supplia Newman de lever sa défense d'invoquer la sainte Vierge et les saints. Il ne surmontait plus qu'avec peine la crainte de perdre la grâce finale en demeurant anglican. Cependant ses travaux sur les pères de l'Église continuaient toujours ; au commencement de 1845, il fit paraître la vie de saint Wilfrid. On y lit les passages les plus caractéristiques : — « Wilfrid vit que la seule chose à faire était de se rendre à Rome, pour y apprendre, à l'ombre de la chaire de Saint-Pierre, la voie la plus parfaite. — Les ordres monastiques constituent la vie même d'une église. — Jamais il n'y eut sur la terre un tribunal aussi auguste que celui de Rome. » — Il n'est pas étonnant que de pareilles assertions aient exaspéré les protestants. Les évêques sonnèrent l'alarme, déclarant que les tractariens allaient enfin lever le masque et se jeter dans les bras de Rome. Ils ne furent pas seuls à partager cette opinion, et plusieurs des amis qu'il comptait dans la haute église, tels que Pusey et autres furent du même avis. Ce fut pour Faber le côté le plus pénible

de la lutte qu'il eut à affronter, et l'approbation de Newman et d'Oakeley put à peine le consoler. L'âme triste et fatiguée, il se persuada qu'il devait abandonner la littérature, et loin de tout bruit se livrer à la prière seule.

Au mois d'octobre de cette année, la conversion de M. Newman lui-même et de plusieurs de ses amis, semblait devoir lever pour Faber le dernier obstacle. Mais il n'en fut pas ainsi. Le tentateur lui suggéra alors qu'il aurait tort d'abandonner les âmes confiées à sa charge dans la paroisse d'Elton, et dont il ne lui était pas possible d'ignorer les progrès dans les voies de la perfection. En outre, il aimait toujours à se bercer de l'illusion que les ordres anglicans étaient valides, il ne *pouvait* renoncer à se croire le ministre, le délégué de Dieu ! Quelques jours se passèrent, et il constata avec effroi que certaines nuances le séparaient de Pusey. Tandis que le savant docteur demeurait en suspens et paraissait néanmoins conserver la paix, lui, Faber, s'avouait qu'il était loin d'avoir la conscience en repos. La nuit du 12 novembre, un paroissien malade le fit appeler pour lui porter la communion, et, tout en accomplissant cet acte de son ministère, Faber éprouva la conviction intérieure qu'il ne donnait pas là une véritable communion..... que lui-même n'était point un véritable prêtre !..... La lumière s'était faite. Plus de doutes ; plus d'hésitations. Le dimanche suivant, 16 novembre, il officia le matin comme d'habitude, mais sans donner la communion. Au service du soir, il monta en chaire, et, à l'ébahissement de son auditoire, commença un discours d'adieux. « Je vous ai enseigné une doctrine vraie, dit Faber ému jusqu'aux larmes, mais j'ai fini par m'apercevoir que cette doctrine n'est point celle de l'Église d'Angleterre. Au contraire, en tant qu'elle a une voix, elle la désavoue, et, pour cette raison, je me vois contraint de quitter son bercail, afin d'aller là où réside la vérité... » Et, descendant d'un pas rapide les marches de la chaire, il rejeta le surplis avec tant de précipitation que le vêtement tomba par terre, tandis qu'il se dirigeait, en toute hâte, à travers la sacristie, vers le presbytère. Ce cœur si chaud, si aimant, craignait ses propres faiblesses. Catholique de conviction, il avait des entrailles de père pour son troupeau d'Elton ; délégué d'un évêque protestant, sa délicatesse lui montrait des égards à conserver jusqu'au dernier instant. Quelles angoisses !

La congrégation était restée interdite. Au bout de quelques moments, la majorité des assistants s'était écoulée, d'autres suivirent Faber chez lui pour le supplier de revenir sur sa décision. Il lui était libre, disaient ceux-ci, de prêcher la doctrine qu'il voulait ; jamais on n'y trouverait

à redire, pourvu seulement qu'il restât. Le voyant inébranlable, ils prirent tristement congé de lui. Faber épuisé, navré, faisait ses préparatifs de départ.

Il s'assura le concours d'amis qui promirent de le conduire *par force*, si c'était nécessaire, pour faire son abjuration. Le lendemain, au point du jour, il sortit d'Elton, accompagné par son ami M. Knox, élève de Cambridge, par ses deux domestiques et sept de ses paroissiens. Il aurait voulu partir inaperçu, mais ses ouailles connaissaient cette âme tendre dans son énergie, et se doutèrent de son intention. Tout le village était debout, toutes les croisées s'ouvrirent, les mouchoirs s'agitèrent, et l'on entendit sur le passage des voitures, au milieu de sanglots, ce cri répété : « Que Dieu vous bénisse, M. Faber, partout où vous irez ! »

La partie douloureuse du sacrifice était consommée. Ce jour-là même, Faber et ses compagnons furent admis dans le sein de l'Eglise et ils participèrent aux sacrements. Dès cet instant, la présence sensible du Saint-Esprit rayonna dans son âme. Que lui importait la perte de biens temporels, les rigueurs de la pauvreté en perspective ? Déjà comme anglican il en avait savouré l'âpre douceur.

Se convertir est le plus souvent entrer dans une voie de souffrances intimes. Dieu n'avait garde d'épargner à Faber ce témoignage de sa tendresse. Les déchirements de sa lutte contre l'erreur en matière de foi étaient finis ; mais, entré en possession de la vérité spirituelle, il lui restait bien d'autres conquêtes à faire. Le don spécial qu'il avait reçu du ciel était un grand cœur, un cœur large, aimant, tendre, délicat, d'une sensibilité exquise. C'était par là qu'il devait être crucifié.

Retiré à Birmingham aussitôt après son abjuration, Faber avait résolu d'entrer dans les ordres, et de former une association qui pût travailler avec lui au salut des âmes en Angleterre. Sa dévotion pour saint Wilfrid lui inspira d'en prendre le nom, et de le donner à la communauté qui allait naître. Ses huit compagnons d'abjuration en furent le noyau, et ils recommencèrent immédiatement ensemble la même vie déjà inaugurée au presbytère d'Elton. Le but de l'institut était de préparer un corps d'ecclésiastiques, qui, toujours accessibles pour la confession, seraient aussi à la disposition de l'ordinaire pour toutes les œuvres sans exception. Par défiance de lui-même, il aurait voulu mettre M. Newman à la tête de l'ordre, mais ses offres ne furent pas agréées, et Faber continua à diriger la petite communauté tout en se préparant à recevoir la prêtrise. Après une lutte assez dure, où le manque du nécessaire joua un grand rôle, Faber eut la joie de recevoir des mains de lord

Shrewsbury une belle propriété pour les Wilfridiens. On s'y installa, et Faber s'occupa avec ardeur des travaux nécessaires d'appropriation et d'embellissement.

Aussitôt qu'il eut reçu les ordres au printemps de 1847, Monseigneur Wiseman lui confia la mission voisine de Cotton. Ses nouveaux paroissiens le reçurent avec enthousiasme, et voulurent absolument le traîner en triomphe. Faber plein de zèle se mit le soir même à entendre les confessions, et le lendemain il dit sa première messe. A la fin du mois de juillet suivant, il avait déjà reçu 150 abjurations, et peu de temps après il ne restait plus aux environs qu'une seule famille protestante.

Vers la fin de cette année, M. Newman revint de Rome avec le projet de fonder l'Oratoire en Angleterre. Faber l'apprit. Il avait toujours eu un grand amour pour saint Philippe de Néri, et une vive admiration pour sa règle. A ces sentiments se joignirent l'ancienne amitié qu'il avait pour Newman, sa méfiance de lui-même et enfin le désir de vivre sous l'obéissance. Il fit de nouvelles avances, que Newman cette fois-ci ne rejeta plus; les Wilfridiens étaient sur le point de prononcer leurs premiers vœux; Faber eut beaucoup de peine à les déterminer à se ranger sous le drapeau de saint Philippe, et surtout à accepter Newman à sa place comme supérieur général. Il réussit cependant. Mais ce ne fut pas sans souffrances intérieures. Tout en agissant par devoir de conscience, Faber éprouvait les défaillances de la nature. De supérieur devenir novice coûte à la chair; renoncer à ses propres idées paraît chose dure; mais l'épreuve la plus sensible pour lui fut de renoncer à sa propre création et de quitter tout ce qui composait sa vie à saint Wilfrid. Ce fut la première grande croix de sa carrière catholique. Faber épancha ainsi sa douleur dans le cœur d'un ami. « Adieu donc à notre *home*, à mon cher troupeau, à mes enfants d'Elton qui m'ont suivi ici, à tout enfin! — Mes pauvres ouailles sont dans la désolation, les Shrewsbury se fâchent, les prêtres des environs se plaignent, mes frères dans la maison sont tout tristes, et moi... *j'espère que je suis heureux !...* »

Quel avenu dans cette espérance ! Pauvre Faber ! Il n'était donc pas sûr de ce qu'il éprouvait. Un peu plus loin, dans la même lettre, sa situation d'âme s'éclaircit davantage. — « En quittant Elton, j'avais au moins conservé des livres et des enfants, mes chers fils spirituels. Aujourd'hui il faut m'arracher à ma bibliothèque et à ceux que j'ai engendrés.... il faut quitter ces magnifiques paysages, ces belles montagnes..... les arbres que j'ai plantés, arrosés de mes sueurs, les che-

mins que j'ai tracés... Enfin, enfin, mes deux cents convertis!... Fiat, fiat. Il n'arrive pas souvent dans une vie deux occasions d'holocauste. Certes, l'Oratoire est pour moi un époux de sang! »

Toutefois après les deux grands sacrifices d'Elton et de saint Wilfrid, une autre épreuve, moins complète mais très-sensible aussi, attendait encore Faber. Ses vies des saints dont la relation avait été commencée à Oxford par les tractariens, continuait depuis 1843, sous les auspices des nouveaux catholiques. Quarante collaborateurs y travaillaient de concert avec Faber. Celui-ci venait de faire paraître la vie de saint Philippe de Néri, et cette publication souleva des clameurs qui ne le cédaient en rien à la violence de l'orage qu'avait provoqué jadis la vie de saint Wilfrid. Ce n'étaient plus les protestants qui reprochaient à Faber d'être trop *romain*, cette fois-ci ce furent les catholiques qui le taxèrent d'extravagance. L'indifférentisme protestant, il faut bien le reconnaître, avait quelque peu déteint sur les anciens catholiques anglais, et la froide nature anglo-saxonne est opposée par instinct à la vivacité des dévotions qui coulent de source chez les peuples de races méridionales. Faber avec son âme de poète comprenait et aimait les *folies* de l'amour divin. Peut-être manqua-t-il de prudence en voulant catholiciser son pays sans trop de ménagement pour les préjugés contraires. En tout cas ses nouveaux coreligionnaires le blâmèrent hautement, et, comme si aucune épreuve ne devait lui être épargnée, les évêques, sans condamner le fond de ses ouvrages, parurent les désapprouver au point de vue de l'opportunité. Sur l'invitation du père Newman, Faber en suspendit le cours.

Il est à croire que ces trois grands coups taillés dans le vif achevèrent la circoncision du cœur que Dieu voulait chez Faber. Il n'eut plus à souffrir que des peines de détail, plus fatigantes pour l'âme peut-être, mais moins cuisantes, parce que la volonté y correspond davantage aux desseins de la Providence.

Catholique, prêtre, oratorien, Faber n'eut qu'un seul but dans la vie : communiquer aux autres la lumière reçue. Il le fit avec la charité brûlante qui dévorait, torturait son âme. Ce ne fut point sans rencontrer les mécomptes intimes qui attendent tout novateur. Contradictions au dehors, peines au dedans, ainsi s'acheva en lui le travail de l'âme. Pour catholiciser l'Angleterre, il employa deux moyens principaux : l'Oratoire, et la composition d'ouvrages théologiques et de dévotion. La création de l'Oratoire lui est due autant qu'au père Newman, quoique l'on doive en faire remonter l'idée première au cardinal Wiseman. Nul institut ne pouvait mieux convenir aux besoins du pays : ce qui ne l'empêcha



pas de rencontrer au début de graves difficultés. L'église des oratoriens fut la première, qui, desservie par des religieux, ait été ouverte à toute heure au public dans le diocèse de Londres. Cette innovation, à laquelle vinrent se joindre la fréquence des offices et des pratiques d'une dévotion plus chaleureuse, déplut à quelques-uns. Tous les oratoriens sans exception étaient des convertis, et pour la plupart inconnus à Londres; avec un zèle qui n'était peut-être pas tout à fait prudent, ils osèrent porter en pleine rue le costume ecclésiastique. Il n'en fallut pas davantage pour soulever beaucoup de petites passions. Plainte fut même portée à l'évêque. Heureusement c'était un homme éminent, et l'Oratoire put continuer son ministère. D'ailleurs les circonstances vinrent bientôt donner gain de cause à Faber. L'église des oratoriens ne désemplissait pas, de nombreuses conversions dont le courant ne s'est jamais ralenti, témoignaient chaque jour en faveur de la sainte hardiesse de leur foi. Faber se multipliait. Par ses soins, l'usage plus fréquent du chant fut introduit, et il composa lui-même de nouvelles hymnes d'une grande beauté. En 1850 il érigea l'association du Précieux Sang, qui a énormément contribué au progrès de la conversion de l'Angleterre. Dix années plus tard, cette association comptait 38,000 membres, et le nombre s'en est bien accru depuis. En vertu de sa règle, Faber était toujours aux ordres du public pour la confession et pour le parler; il avait aussi une grande correspondance spirituelle. Son talent comme prédicateur attirait une foule que l'église ne pouvait plus contenir; on accourait de toutes parts pour l'entendre, et les protestants n'étaient pas les moins empressés. Faber ne ménageait en rien les préjugés de son auditoire, le dogme était exposé dans toute sa rigueur, et l'amour dont son âme débordait coulait de source sur ses lèvres. Qui pourra compter les âmes que sa parole abondante et imagée, l'onction de sa voix et la beauté de son geste ont ramenées à la foi catholique? Il ne se ménageait en aucune circonstance. Souvent on le voyait en chaire, deux, trois fois par jour; épuisé par la maladie, comme un autre Ravignau, il trouvait la force d'ajourner la mal à une heure plus propice. La multitude qui écoutait, ne savait guère à quel prix cette parole de Dieu lui était rompue.

Grâce à tant de dévouement, l'Oratoire lui-même finit par triompher des préventions qu'il avait d'abord suscitées. Ceux qui avaient taxé de témérité son introduction en Angleterre, en vinrent peu à peu à lui emprunter ses offices et ses chants. En 1850, il est vrai, lors de l'agitation soulevée par le rétablissement de la hiérarchie catholique, l'Oratoire fut un moment en butte aux haines populaires. L'évêque protestant de Londres

fit une pastorale dirigée spécialement contre lui, et, sur tous les murs de la ville, on voyait placardés ces mots : A bas les oratoriens ! Gar. aux oratoriens !... Les passants les poursuivaient d'imprécations, les *gentleman* se penchaient de leurs voitures pour les insulter. Mais cet orage ne dura guère.

Faber cherchait encore à gagner les âmes au moyen des ouvrages qu'il composait. Huit gros volumes qui parurent de 1853 à 1860, un par an, attestent la fécondité aussi bien que l'ardeur de son zèle. *Tout pour Jésus* en ouvre la série, et cet ouvrage fut aussitôt traduit dans presque toutes les langues. Puis il publia successivement : *le Progrès dans la sainteté*, *le saint Sacrement*, *le Créateur et la Créature*, *les Douleurs de Marie*, *Conférences spirituelles*, *le Précieux Sang*, et enfin *Bethléem*.

Faber mettait beaucoup de temps et de soins dans la préparation de ses matériaux, mais, une fois ce premier travail accompli, il n'avait plus qu'à laisser courir sa plume. Pour la prédication aussi, malgré l'extrême facilité de sa parole, il faisait toujours des notes, n'était-ce que pour instruire des enfants pauvres. Tel était son respect pour les choses de Dieu. A la fois actif et laborieux, il se levait toujours de grand matin, et employait à lire les premières heures qui suivaient la messe. Outre ses travaux littéraires-théologiques et l'apostolat du dehors, il exerçait les fonctions de supérieur, car il fut constamment réélu par ses confrères ; le plus souvent aussi il dirigeait le noviciat.

Le travail joint aux austérités épuisa de bonne heure une santé naturellement très-délicate ; mais le père Faber lutta pendant des années.

Dès 1854, après la composition de son premier ouvrage, la maladie prit chez lui un caractère dont la gravité ne put être méconnue. Chacun des volumes suivants lui valut une rechute douloureuse, et il vivait au milieu de maux de tête continuels. Cependant il ne fut réellement arrêté dans ses travaux que vers la fin de 1861. Jamais, depuis cette époque, il ne reprit la plume, et il ne prêcha plus qu'à de rares intervalles. Deux années d'atroces douleurs subies avec une sérénité et une douceur parfaites le conduisirent au bord de la tombe. Lorsqu'on lui annonça sa fin prochaine, le malade s'écria : « Dieu soit loué ! »

Comme théologien, Faber laisse à désirer. Il est difficile que la poésie de l'expression ne nuise pas à l'exactitude de la pensée, et, par le fond de son être, il resta toujours poète. Comme écrivain, on peut lui reprocher la redondance ; mais il rachète ce défaut par la richesse de son imagination, par l'élévation de ses sentiments, par le

rythme et le coloris du langage. La nature avait pour lui mille voix, et il en redit les secrets en une prose cadencée qui ajoute un nouveau charme à ses belles descriptions de pays.

Aussi, dans ses voyages, sont-ce toujours les montagnes et les bois qui l'attirent de préférence aux palais et même aux musées.

Faber a laissé de charmantes lettres où il épanche toute son âme avec une grâce et un abandon tout *féminins*. Plusieurs d'entr'elles, adressées à des enfants, font voir un des côtés les plus aimables de son caractère; il réussit à merveille à leur parler le langage de leur âge, sans jamais devenir familier et tout en conservant le respect de l'enfance. En voici une délicieuse, écrite à la fille de la duchesse de Norfolk, dont une sœur aînée est aujourd'hui carmélite à Paris :

« Ma très-chère Minna,

» Vous voilà donc âgée de sept ans, et résolue à vous faire religieuse. Eh bien, quoi donc ? Faut-il adopter un costume bizarre, vous couper les cheveux, entrer au couvent et mener une vie dure ? Non ! pas encore. Plus tard, oui ; grâce à la très-chère sainte Vierge, cela se pourra bien. Mais toujours, toujours vous dites : — Je ne puis attendre tant et tant d'années. Eh bien, sœur Minna de l'Enfant Jésus ! vous n'avez qu'à faire d'attendre. Je vais vous dire comment vous pouvez être religieuse, dès à présent, tout de suite, dans l'hôtel Bellevue où vous êtes, avec le consentement de papa et maman. Ceci va vous plaire et vous surprendre, je le sais d'avance ; vous allez ouvrir de grands yeux, et vous tenir bien tranquille : Comment me ferai-je religieuse tout de suite ? Sœur Minna ! sœur Minna ! qu'est-ce donc qu'une religieuse ? Écoutez. Être une religieuse, c'est n'aimer que Jésus. L'aimer toujours et beaucoup, et aimer tous les autres, papa, maman, sœurs, frère, père Wilfrid, enfin tout le monde, parce que Jésus les aime beaucoup. Lorsque sœur Minna fait sa propre volonté, obéit en murmurant ou bien se fâche, alors elle n'est pas une religieuse.....

» Si Dieu tout-puissant et si immense s'est fait petit enfant pour l'amour de vous et de moi, pourquoi ne l'aimons-nous pas tous les deux dix millions de fois plus que nous ne le faisons ? Ayez la réponse prête, Minna.

» Votre très-affectionné,

» F. W. FABER. »

Parmi les saints modernes, Faber affectionnait particulièrement le curé d'Ars, type suave des doux de cœurs. Aussi aimé qu'aimant, Faber a laissé d'unanimes regrets. Il expira, le sourire sur les lèvres, le 26 septembre 1863.

VICTOR VALMONT.

LES ÉLECTIONS COMMUNALES

EN BELGIQUE.

Il y a longtemps que les esprits indépendants et vraiment patriotiques ont regretté l'immixtion de la politique dans les élections communales et provinciales. Il en est résulté que, dans plusieurs circonstances importantes, les conseils municipaux, dépassant leur mission, sont intervenus dans les délibérations parlementaires, et qu'actuellement encore, tous les ans, les conseils provinciaux émettent des vœux relativement à des points qui échappent à leur compétence. Un tel état de choses a introduit dans les attributions des divers pouvoirs une confusion qu'on peut regarder comme une sorte d'anarchie.

La responsabilité de ce mal remonte au parti libéral seul. C'est lui qui, en faisant, dans les localités où il se croit le plus fort, des choix exclusifs, a obligé les catholiques à réagir contre son intolérance et à opposer, aux listes qu'il patronne, d'autres listes offrant des garanties aux intérêts moraux et religieux des populations.

Il était facile de prévoir qu'une fois engagés dans cette voie, les partis ne l'abandonneraient plus, et que petit à petit la lutte communale serait transportée partout sur le terrain politique. C'est ce que nous voyons aujourd'hui. Il est même exact de dire qu'à chaque période triennale, les élections municipales revêtent un caractère plus accentué et donnent lieu de part et d'autre à un déploiement plus marqué d'activité et d'ardeur ; elles ont acquis toute l'importance des élections législatives.

La situation étant devenue telle, nous ne pouvons qu'enregistrer avec bonheur les résultats de la bataille des 26 et 27 octobre. Pris dans leur ensemble, il s'en dégage deux grands faits.

Le premier, c'est que, dans plusieurs des centres les plus considérables du pays, une phalange de libéraux indépendants, se détachant de l'armée doctrinaire, ont levé le drapeau de la révolte contre les Associations libérales, et manifesté la volonté énergique de secouer le joug qu'elles font peser sur le corps électoral.

Le second, c'est que les catholiques sont rentrés dans un certain nombre de conseils communaux des villes de second ordre, dont ils étaient tenus éloignés depuis de longues années et dont l'accès semblait devoir leur rester interdit à jamais.

Étudions ces deux faits dans leur détail.

En 1863, Anvers a le premier donné le signal de l'affranchissement : une coalition de catholiques et de libéraux non assermentés s'y est formée pour défendre les intérêts de la ville contre les exigences de la politique doctrinaire ; et, sous l'égide d'un programme nouveau, elle a chassé de l'hôtel de ville les partisans du ministère. A chaque élection depuis lors, ceux-ci se sont efforcés de reconquérir la position perdue. Cette fois, ils s'étaient livrés à des efforts surhumains ; à la veille de l'ouverture des comices, le cabinet leur venant en aide avait imaginé de donner satisfaction à l'un des griefs de l'opposition anversoise et d'annoncer la vente de la citadelle du Sud ; forts de cette concession dont tout le mérite revenait à leurs adversaires, ils avaient entonné des chants de triomphe, et célébré la victoire du servilisme ministériel sur l'indépendance communale. Rien n'y a fait : ni la condescendance partielle du pouvoir, ni la pression du haut commerce, ni l'influence de la garnison n'ont pu amener Anvers à désavouer un passé illustré par vingt-neuf victoires : la liste libre a triomphé à une majorité de 150 à 200 voix.

A cette première joie s'en joint une seconde. Sans doute, la généreuse initiative d'Anvers eût eu son prix, alors même qu'elle fût restée isolée. Mais elle ne pouvait être vraiment efficace que si elle trouvait des imitateurs. Ceux-ci ne lui ont pas fait défaut. Pendant le mois d'octobre, la situation qui se maintient avec persistance dans notre métropole commerciale a cherché à se produire à Gand, à Verviers, à Namur, à Dinant et à Bruxelles. Elle n'a pas triomphé partout ; mais ses premiers succès autorisent à compter sur l'avenir. A Gand, les doctrinaires l'ont emporté ; toutefois, l'écart n'a pas été considérable, et M. Laurent, l'incarnation de la politique de réaction contre la Constitution, n'a réussi qu'au ballottage à une majorité de 21 voix. A Verviers, au contraire, des 7 libéraux sortants, 3 seulement ont été réélus ; parmi les 6 nouveaux membres, il y a 2 catholiques et 4 progressistes dont deux étaient acceptés par nos amis ; au nombre des vaincus, figure M. Vandermaesen, membre de la gauche à la Chambre et échevin de la localité. A Dinant, la ville de M. le bourgmestre Wala, 3 libéraux ont été remplacés par des indépendants. A Namur, les catholiques unis aux

libéraux modérés ont obtenu 8 nominations sur 10, ce qui donne au conseil une majorité de 11 voix contre 8 à M. le bourgmestre Lelièvre. A Bruxelles, enfin, l'Association libérale régnait en souveraine maîtresse depuis vingt-cinq ans, et ses volontés les plus arbitraires étaient acceptées comme des ordres ; cependant, le mal était devenu si grand que ses adversaires ont compris la nécessité de tenter un grand effort ; mais telle était leur défiance du succès, qu'ils n'ont sérieusement entamé la lutte que contre cinq noms de la liste sortante, et particulièrement contre le collège échevinal. L'impulsion étant donnée, les mécontents se sont coalisés, et ils ont réussi à renverser un conseiller et trois membres du collège, parmi lesquels M. Watteu, l'un des doctrinaires les plus dangereux de la gauche parlementaire. Le bourgmestre, M. Anspach, n'a passé au premier scrutin qu'à une majorité de 76 voix, qu'il a due à de vieilles sympathies, conservées en dépit de ses écarts politiques dans diverses nuances de la société bruxelloise ; s'il avait été balloté, il eût infailliblement échoué. Au nombre des élus se trouve M. Bochart. Il convient d'ajouter qu'à côté des candidats sérieux de l'opposition, deux socialistes, MM. Janson et Robert, sont parvenus à réunir dans la capitale un millier de voix chacun, c'est-à-dire, le quart des électeurs présents. C'est la première fois que des candidatures de ce genre ont osé se produire, et l'on peut juger, d'après le nombre des suffrages qu'elles ont obtenus, du progrès que les idées délétères du libéralisme font faire à la propagande révolutionnaire.

Il y a dans cette première catégorie de résultats un enseignement salutaire : c'est que le règne des Associations libérales s'affaiblit visiblement, et qu'avec de l'énergie et de la persévérance, on peut espérer d'y mettre bientôt fin partout. Rien ne le montre mieux que la défaite de deux députés ministériels dans les centres même qui les envoient à la Chambre. Or, ne l'oublions pas, les Associations libérales ont été une des grandes forces imaginées par M. Verhaegen pour assurer le triomphe du libéralisme. Si cette force disparaît, nos adversaires auront perdu leur meilleure arme. On peut se demander également si l'alliance des catholiques et des libéraux indépendants ne constitue pas un commencement de retour à l'Union ; nous le saurons bientôt.

Dans les autres localités, la lutte s'est franchement engagée entre les deux opinions catholique et libérale. Nous n'y avons certes pas remporté tous les succès que nous espérions. Mais, chose remarquable, là où les libéraux ont vaincu, ils n'ont fait que conserver leurs sièges ; là, au contraire, où ils ont été battus, ils ont été chassés des positions qu'ils occupaient.

La règle que nous venons d'énoncer a eu de rares exceptions. A Liège, les doctrinaires ont renversé le seul catholique sortant, lequel a échoué à 200 voix de minorité ; mais celui-ci n'était entré au conseil qu'à la faveur des mécontentements qu'avait soulevés l'administration de M. Piercot. A Termonde, nous avons perdu trois de nos coreligionnaires ; mais, dans cette petite ville, on compte sur 457 électeurs 100 cabaretiers et 80 fonctionnaires, et les influences coalisées du tribunal et de la garnison y faussent le verdict électoral. A Malines, deux catholiques ont été éliminés ; mais deux autres ont passé au premier tour du scrutin, 3 sont arrivés au ballottage, et, sans l'appoint considérable fourni aux libéraux par les employés de la station, nos amis qui ont obtenu la majorité dans les divers bureaux de la ville, auraient chassé l'administration doctrinaire.

On le voit : ces rares échecs ne peuvent balancer par leur signification les victoires que nous avons remportées. Sans revenir sur celles que j'ai énumérées plus haut, rappelons brièvement les autres. A Louvain, où jusqu'ici les catholiques ne réunissaient que le tiers des voix, leur liste, à l'exception d'un nom, est sortie tout entière de l'urne ; désormais ils disposeront de la majorité du conseil, de 11 voix contre 8. A Hasselt, à Bastogne et à Rochefort, nous avons été vainqueurs sur toute la ligne ; à Tournai, la ville de M. Bara et de M. Crombez, 3 nominations sur 10 nous sont restées acquises ; à Herve, nous en avons obtenu 4 sur 5, de telle sorte que désormais M. le représentant Moreau, bourgmestre de la ville, n'aura plus dans le conseil que deux voix, la sienne comprise, favorables à son administration. Dans plusieurs localités importantes de l'arrondissement de Charleroi, à Gosselies, à Jumet, à Ransart, à Lambusart, à Roux, à Châtelineau, à Monceau-sur-Sambre, les doctrinaires ont été éliminés et ces échecs ont, au point de vue des prochaines élections législatives, une importance d'autant plus grande que la députation de Charleroi siège tout entière dans les rangs de la gauche. Mentionnons encore des succès partiels à St-Trond, où notre dernier adversaire a été renversé, à Thuin, où un échevin libéral a été écarté, à Nivelles où nous avons eu deux nominations, à Tongres et à Virton, où nous nous sommes fortifiés, et l'on admettra que, sans même parler des Flandres, la journée a été bonne pour notre opinion.

Mais c'est ici que l'*Écho du Parlement* nous attend. Nous avons, dit-il, vaincu, indépendamment de Gand, à Bruges, à Ypres, à Dixmude, à Alost, à Audenarde, à Menin, à Renaix. Voilà des succès d'une valeur incontestable !

Nous répondons trois choses. La première, c'est que, dans les villes qui

précédent, les libéraux étaient maîtres, avant la lutte, des sièges qu'il s'agissait de renouveler et que les victoires dont ils s'enorgueillissent, se bornent au maintien de leur position. La seconde, c'est que, de notre côté, nous avons conservé notre prépondérance à St-Nicolas, à Courtrai, à Wervicq, à Thielt, à Roulers, etc. La troisième, c'est que, dans une foule de petites villes et de gros bourgs, nous avons renversé les libéraux : c'est ce qui est arrivé à Sottegem, où 4 catholiques sur 5 ont été élus ; à Ninove, où 3 de nos amis sont entrés au conseil contre 2 libéraux seulement, et encore la nomination au ballottage du bourgmestre Dedeyn est-elle sérieusement contestée ; à Furnes, où nous avons fait passer deux conservateurs ; à Iseghem, où un échevin libéral a été enfoncé ; à Mouscron, où 4 de nos amis sur 6 ont réussi ; à Grammont, à Poperinghe, à Thourout, à Ruddervoorde, etc., où tous les sortants libéraux ont été éliminés. A Poperinghe, M. le représentant Van Merris a partagé le sort de M. Watteu à Bruxelles, et de M. Vandermaesen à Verviers.

Après cela, nous ne contesterons pas que les échecs d'Alost et de Bruges nous aient été sensibles. A Alost, les catholiques l'avaient emporté il y a trois ans pour la grande moitié du conseil. Si les libéraux ont été vainqueurs cette fois, c'est d'une part que le bourgmestre était parmi les sortants, et d'autre part que les agents du fisc avaient arbitrairement abaissé au-dessous du cens les contributions de 40 électeurs catholiques, et majoré celles de 60 libéraux. Malgré ces désavantages, un écart de 5 à 10 voix seulement a séparé la liste catholique de la liste libérale : c'est assez dire que l'avenir demeure plein d'espérance ; d'ailleurs l'élection est contestée. A Bruges, on a indûment invalidé une centaine de bulletins conservateurs ; s'ils avaient été admis, les libéraux seraient restés vainqueurs, mais à une bien plus faible majorité qu'il y a trois ans ; du reste, les grosses communes de l'arrondissement, Damme, Thourout, Syssele, Ruddervoorde, etc., ont fait des élections irréprochables et meilleures que par le passé.

Tel est le tableau complet et fidèle des élections. Il justifie les regrets qu'ont exprimés les journaux libéraux, l'*Écho du Parlement* excepté, et la satisfaction qu'ont témoignée les organes conservateurs.

Si la loi électorale ne consacrait pas à notre détriment les injustices les plus exorbitantes, nos succès auraient été bien plus nombreux. Dans les conditions d'infériorité qui nous sont faites, les élections du 26 octobre prouvent à quel point le pays est profondément catholique.

CH. WOESTK.

MÉLANGES.

LES ACTES ET LES ÉCRITS CONCERNANT LE CONCILE.

La réunion prochaine du premier concile œcuménique du Vatican a donné lieu à un nombre considérable d'écrits de tout genre. Nous croyons faire chose utile à nos lecteurs, en leur indiquant les principaux d'entr'eux.

En première ligne, il faut citer les trois actes émanés de Pie IX :

- 1° La lettre apostolique *Æterni patris*, du 28 juillet 1868, convoquant le Concile œcuménique pour le 8 décembre 1869. (*Revue Générale*, 1868, t. II, p. 101.)
- 2° La lettre apostolique *Arcano divinæ Providentiæ*, du 8 septembre 1868, adressée à tous les évêques de l'Eglise d'Orient qui ne sont point en communion avec le St-Siège ;
- 3° La lettre apostolique *Jam vos omnes*, du 13 septembre 1868, adressée à tous les protestants et autres non catholiques. (*Revue Générale*, 1868, t. II, p. 434.)

Peu de temps après la publication de ces lettres, parurent plusieurs écrits épiscopaux sur le Concile, son programme, ses causes, les craintes mal fondées qu'il soulève, la situation des Eglises séparées, etc. La plupart contiennent des appels pressants aux hérétiques, aux schismatiques et aux incrédules. Parmi ces écrits, il en est quatre surtout, qui ont eu le plus grand retentissement; ce sont :

- 1° Une *instruction pastorale* de Mgr. Manning, archevêque de Westminster.
- 2° *Lettre sur le futur Concile*, par Mgr. d'Orléans.
- 3° *Le Concile œcuménique, son importance dans le temps présent*, par Mgr. de Ketteler, évêque de Mayence.
- 4° *Wozu noch die Glaubenspaltung* (pourquoi sommes-nous encore séparés dans la foi?) par Mgr. Martin, évêque de Paderborn.

La plupart des évêques se sont d'ailleurs occupés du Concile dans leurs mandements du Carême.

L'invitation adressée à l'épiscopat schismatique a été déclinée par le patriarche de Constantinople (*Revue Générale*, 1868, t. II, p. 560), et à sa suite par la plupart des évêques orientaux.

L'appel adressé aux protestants a été repoussé : 1° par l'assemblée des protestants de Worms, le 31 mai dernier (*Revue Générale*, 1869, t. I^{er}, p. 670) ; 2° par le Synode évangélique allemand de Berlin. (*Voir la présente livraison.*)

Dans son n° du 10 février, la *Civiltà Cattolica* a publié une correspondance de France, dont la rédaction est généralement attribuée à l'abbé Darras. Cette correspondance se plaignait de l'attitude isolée et silencieuse de l'épiscopat français au sujet du Concile. Elle énonçait des vœux qu'elle prêtait aux catholiques de France ; elle demandait en leur nom que le Concile proclamât *par acclamation* l'infaillibilité doctrinale du Pape et l'assomption de la St^e-Vierge, et qu'il consacrat les doctrines du *Syllabus* ; elle annonçait en outre que, selon toutes les probabilités, le Concile ne serait pas de longue durée et que ses délibérations seraient fort courtes.

Un certain nombre des points traités par cette correspondance, principalement ceux

relatifs à l'épiscopat français, furent rencontrés dans une réponse étendue, émanée, assure-t-on, de Mgr. Dupanloup, et qui parut dans le journal *Le Français*.

Dès ce moment, la question de l'infaillibilité du Pape fut discutée dans une foule d'écrits. Cette question en soulève en réalité deux, la question de principe et la question d'opportunité : le Pape est-il infaillible sans l'assentiment exprès ou tacite de l'épiscopat ? Convient-il que le Concile proclame et définisse cette infaillibilité ?

Mgr Manning (*Le Concile œcuménique et l'infaillibilité du pontife romain*), Mgr Dechamps, archevêque de Malines, (*L'infaillibilité et le Concile général*), Mgr Plantier, évêque de Nîmes, (*Les Conciles généraux*), résolurent les deux questions affirmativement. A ces autorités, on peut joindre un traité de l'abbé Bouix (*Tractatus de Papa, ubi et de Concilio œumenico*).

Par contre, Mgr Maret, évêque de Sura, soutint, dans un ouvrage considérable (*Le Concile et la paix de l'Eglise*) que le Pape n'était infaillible qu'avec le concours de l'épiscopat, Quatre évêques français, ceux de Poitiers, de Laval, de Montauban et de Nîmes repoussèrent immédiatement les conclusions de Mgr Maret, le premier dans une homélie, les seconds dans des lettres publiques. Les évêques de Versailles et de Rodez se joignirent ultérieurement à eux.

Mgr de Ketteler, dans l'ouvrage cité plus haut, tout en défendant l'infaillibilité pontificale, émit des objections sur l'opportunité de la définition de ce dogme par le Concile.

Mgr Hésélé, évêque de Rottenbourg, dans son grand ouvrage sur l'*Histoire des Conciles*, dont la traduction des deux premiers volumes a paru tout récemment, semble placer l'infaillibilité de l'Eglise dans l'union du Pape et de l'épiscopat.

19 évêques allemands, réunis à Fulda, à la majorité de 15 voix contre 4, se sont prononcés contre l'opportunité de la définition actuelle de l'infaillibilité papale. En se séparant, le 6 septembre, ils ont signé une lettre synodale, ayant pour objet de réfuter certaines craintes qui s'étaient produites au sujet du Concile. (*Revue Générale*, 1869, t. II, p. 450.) Cette lettre a été rédigée par l'archevêque de Cologne.

Mgr Dupanloup, dans une lettre pastorale à son clergé (*Observations sur la controverse soulevée relativement à la définition de l'infaillibilité au prochain Concile*), a émis, en le motivant longuement, un avis identique à celui des prélats allemands. A ses yeux, il n'y a pas lieu de toucher à l'organisation de l'Eglise, telle qu'elle est actuellement constituée.

D'autres évêques français ont, dans des mandements ou des instructions pastorales, manifesté des sentiments favorables à l'une ou l'autre des trois opinions qui viennent d'être énumérées. La plupart se sont abstenus de se prononcer ou ne l'ont pas fait clairement. Quant aux évêques belges, un seul, Mgr Dechamps, a pris position dans la controverse.

De nombreux évêques français et allemands ont blâmé hautement, dans des écrits spéciaux ou dans leurs mandements d'adieu, la témérité des journalistes qui se sont permis de déterminer d'une manière précise l'œuvre du futur Concile et d'indiquer les solutions qu'il devrait adopter. Nous citerons particulièrement parmi eux, l'illustre évêque d'Orléans, et l'éminent évêque de Grenoble, Mgr Ginoulhiac (*Le Concile œcuménique*).

Beaucoup d'évêques ont également repoussé la supposition que le Concile pourrait se mettre en lutte avec les institutions de la plupart des pays modernes. Tel a été le langage entr'autres du cardinal de Bonnechose, archevêque de Rouen, et de Mgr Mermillod, évêque d'Hébron, auxiliaire de Genève. « Pourquoi, s'est écrié ce dernier, s'imaginer-t-on que l'Eglise va patronner un régime politique au détriment des autres ? Jamais elle ne s'est inféodée à ces formes changeantes, variables et perfectibles des constitutions humaines. »

Quelques catholiques de Coblenze et de Bonn ont envoyé à l'évêque de Trèves et à l'archevêque de Cologne des adresses déclarant que les vues attribuées aux catholiques français par la correspondance précitée de la *Civiltà cattolica*, n'étaient pas celles des catholiques allemands. Ces adresses, qui paraissent avoir été inspirées par des professeurs de l'Université de Bonn, ont reçu l'approbation publique de M. de Montalembert.

Le prince de Hohenlohe, chef du Cabinet bavarois, a posé à la faculté de théologie de Munich diverses questions ayant pour objet de connaître les conséquences qu'entraîne-

raient, au point de vue des rapports de l'Église et de l'État, la proclamation de l'infailibilité papale et la consécration des propositions du *Syllabus*. La réponse de la faculté de Munich, quoiqu'assez étendue, est conçue dans un sens dilatoire. Elle émet l'avis qu'il faut attendre les décisions du Concile pour résoudre ce point.

Deux autres questions ont encore été soulevées :

En premier lieu, les évêques *in partibus* auront-ils le droit de siéger au Concile ? Une polémique déplacée a surgi à cet égard dans les colonnes de l'*Univers*, et est demeurée stérile. Il est certain aujourd'hui que ces évêques seront admis.

En second lieu, les protestants pourront-ils assister au Concile et exposer les raisons pour lesquelles ils restent séparés de l'Église ? La question a été formulée par un ministre protestant écossais, le Dr Cumming. Le Pape a répondu négativement, le 4 septembre 1869, par le motif que les erreurs des protestants, ayant été condamnées au concile de Trente, ne sauraient plus être remises en délibération. Cette première lettre a été suivie d'une seconde en date du 30 octobre. (Voir la présente livraison.)

DE LA CAPACITÉ CIVILE DES RELIGIEUX.

Depuis quelque temps, les libéraux s'efforcent de faire prévaloir relativement aux religieux un système qui les place hors la loi. Ils leur refusent la capacité soit d'acquérir soit de recevoir par donation ou par legs. En effet, disent-ils, quand les religieux interviennent dans des contrats à titre onéreux, ils stipulent pour l'ordre auquel ils appartiennent ; quand on leur fait des libéralités, c'est l'ordre aussi qu'on entend gratifier ; il n'en saurait même être autrement, puisque personnellement ils font vœu de pauvreté et qu'à ce titre ils ne peuvent posséder aucuns biens ; mais l'ordre, n'étant pas personne civile, est dépourvu de toute capacité légale, et dès lors il faut admettre que, pas plus dans les actes onéreux que dans les dispositions à titre gratuit où figurent des religieux, il n'y a de contractants ou de donataires capables.

Si un tel système était fondé, les religieux seraient frappés d'une véritable mort civile, les testaments et les donations qui disposent en leur faveur comme les contrats à titre onéreux dans lesquels ils sont partie, devant être annulés. La conséquence dernière de cette énormité, conséquence qu'on n'a pas encore osé tirer, c'est qu'ils ne seraient pas même aptes à hériter par succession, et qu'il faudrait attribuer les biens qui leur viennent de cette façon, soit à leurs cohéritiers, soit à l'État.

Nous avons déjà démontré l'inconstitutionnalité de ce système, dont l'iniquité saute aux yeux et qui du reste n'a pas de fondement dans la réalité des choses (1). Néanmoins plusieurs de nos cours d'appel s'y sont ralliées et la cour de Bruxelles en a fait récemment l'application que voici. Un religieux récollet avait réclamé le droit électoral en se fondant sur sa qualité de copropriétaire d'un immeuble qu'il avait acquis avec d'autres de ses confrères. La cour précitée, après avoir cherché à établir que les récollets avaient voulu acheter pour leur ordre, a ajouté :

» Attendu que la législation sur la matière interprétée par la doctrine et une jurisprudence constante s'opposent à ce que des établissements religieux comme des frères récollets, êtres moraux qui ne jouissent pas de la personification civile, puissent valablement acquérir, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux ;

(1) De l'incapacité civile des congrégations religieuses, Revue Générale, 1867, tome 1^{er}, page 24).

» Attendu, d'ailleurs, que le vœu de pauvreté auquel ces religieux sont soumis par la règle de leur ordre ne leur permettant pas même d'acquérir pour eux, l'on doit présumer qu'ils n'ont voulu acheter ces biens que pour en faire jouir leur corporation, au mépris de l'incapacité dont elle est frappée ; »

D'où cette conclusion :

» Attendu qu'il suit des considérations qui précèdent que l'intimé, ne pouvant puiser aucun droit de propriété dans des actes qui, aux yeux de la loi, sont considérés comme non existants, ne possède pas les bases de l'impôt dans lequel il s'attribue une part ; que, défalcation faite de cette part, la contribution personnelle dont il justifie est insuffisante pour faire maintenir son inscription sur la liste des électeurs. » (Arrêt du 24 août 1869.)

La cour de cassation appelée à connaître du litige a réformé la décision de la cour d'appel par l'arrêt suivant :

« La cour,

» Considérant que la contribution foncière dont le défendeur conteste la possession des bases au demandeur est imposée sur des immeubles que celui-ci et onze autres récollets ont acquis conjointement par deux actes de vente, en date des 16 juillet 1833 et 25 février 1867 ;

» Considérant que la cour d'appel, appréciant les diverses clauses de ces actes, décide qu'il en résulte à toute évidence que les acquisitions qu'ils constatent n'ont pas été faites dans l'intérêt de l'un des récollets qui y figurent ou de chacun d'eux individuellement, mais que ceux-ci n'ont stipulé que comme prête-noms de la congrégation religieuse à laquelle ils sont affiliés et que cette interposition de personnes n'a eu d'autre but que de faire reposer réellement la propriété de ces biens sur ladite congrégation, en vue de créer ainsi une mainmorte ;

» Considérant que, s'il est ainsi décidé en fait que tel a été le but des récollets susmentionnés, il est incontestable en droit qu'ils n'ont pas pu l'atteindre, parce que leur corporation, n'ayant pas la qualité de personne civile, est incapable d'acquérir ;

» Qu'il résulte de là que la propriété dont les vendeurs s'étaient irrévocablement dépouillés, n'ayant pu être remise à cette corporation et n'ayant pu, d'autre part, rester en suspens, elle a été en vertu de l'art. 1583 du Code civil, transférée de droit à ceux qui figurent comme acheteurs dans lesdits actes (1) ;

» Considérant qu'il suit de ce qui précède que le demandeur possède les bases de l'impôt foncier qu'il s'attribue pour parfaire son cens électoral ;

» Que, partant, l'arrêt attaqué, en lui déniait ces bases, pour ordonner sa radiation des listes électorales d'Anvers, a expressément contrevenu à l'art. 1583 du Code civil combiné avec les art. 47 de la Constitution, 1^{re}, § 3, de la loi électorale du 3 mars 1831, modifié par la loi du 12 mars 1848 ; 5 de la loi provinciale et 7 de la loi communale ;

» Par ces motifs,

» Casse et annule l'arrêt rendu entre parties par la cour d'appel de Bruxelles, le 24 août 1869 ;

» Renvoie la cause et les parties devant la cour d'appel de Liège, etc. »

Cet arrêt replace les religieux dans le droit commun en ce qui concerne tout au moins les contrats à titre onéreux, les seuls sur lesquels il ait eu à se prononcer. Désormais il est acquis que les religieux seront reconnus *de droit* propriétaires des immeubles qu'ils ont

(1) Art. 1583 du Code civil : « Elle (la vente) est parfaite entre les parties, et la propriété est acquise de droit à l'acheteur à l'égard du vendeur, dès qu'on est convenu de la chose et du prix, quoique la chose n'ait pas encore été livrée ni le prix payé. »

achetés, et que les vendeurs seront considérés comme s'étant irrévocablement dépouillés par l'acte de vente.

La cour de Liège devant laquelle l'affaire a été renvoyée, n'a pas eu à en connaître, l'appel ayant été tardivement porté devant elle.

LETTRE DE M. CASSIERS, ANCIEN SÉNATEUR.

M. Cassiers nous adresse la lettre suivante :

Monsieur le directeur,

Oui, la vieille Europe est en progrès. La France commence à ouvrir les yeux, et la Belgique écoute.

Qui de nous, la main sur l'enquête ordonnée par la chambre des Communes en 1840, ne voit qu'une transformation s'opère dans le monde commercial et industriel, favorable au calme et à la prospérité universels?

Oui, le vieux monde est en progrès, parce que, depuis l'enquête anglaise, le règne des mots et de l'argent a fait son temps.

La facilité du crédit s'étant établie partout, l'argent ayant perdu la majeure partie de son prestige, sa valeur a perdu son funeste ascendant; la puissance commerciale et industrielle reprendra son essor naturel jusqu'au cœur des Indes orientales.

En ayant sous les yeux l'enquête anglaise de 1840 dont la traduction va paraître, la question *douanière* par J. P. Cassiers (1842), et le livre de M. Wilson (1847), il ne serait plus à craindre que les peuples restassent paisibles spectateurs de la situation qui pèse sur le monde, particulièrement sur l'Espagne et l'Italie, et dont la Belgique ne tardera pas à souffrir à son tour si le gouvernement Frère-Orban continue à marcher dans la voie où il s'est engagé.

Le président actuel des États-Unis de l'Amérique du Nord, paraissant l'homme doué des qualités requises pour lire dans les destinées futures auxquelles l'ouverture de l'isthme de Suez nous prépare, je viens de lui adresser un exemplaire de chacun des ouvrages dont il s'agit, et je les ai accompagnés de la lettre suivante que je vous prie de reproduire :

« A Son Excellence le Président des États-Unis de l'Amérique du Nord.

« Sir,

« Le XIX^e siècle a fait de grandes choses; il a marché avec le temps; mais aussi il s'est créé des besoins inconnus aux précédents.

« Prétendre ne pas le suivre, tenter d'en ralentir la marche, me paraît un danger; ce serait vouloir rétrograder.

« Il ne m'appartient pas d'examiner ici la question de savoir si la généralisation de la

haute instruction est un progrès; mais il m'appartient de constater le fait et quelques-unes de ses conséquences naturelles.

» La première est sans contredit le perfectionnement des machines, la rapidité des communications par terre et par mer, et le transfert instantané de la parole à des distances éloignées au moyen de l'électricité appliquée à un fil de fer.

» Voilà sans doute des progrès que nous devons au XIX^e siècle; mais nous lui devons aussi le perfectionnement des moyens de s'entre-tuer, l'amour de faire la guerre contre ceux à qui ces instruments font défaut et la soif d'étaler le luxe à côté du dédain des moyens propres à réaliser le *bien être général*.

» C'est parce que la nécessité de ce genre d'études est à l'ordre du jour que je me permets de dire :

» L'Europe est malade, on en convient officiellement, la conscience publique en est convaincue: d'ailleurs les preuves en deviennent chaque jour plus évidentes. La rémunération du travail est en deçà des besoins créés par la multiplicité des dépenses, le désordre matériel menace d'aggraver le désordre moral.

» En France on est persuadé bien plus qu'en Belgique que le *free trade* n'a profité qu'à ses promoteurs, et déjà le gouvernement recule devant l'opinion qui domine les masses.

» Je me suis toujours occupé de ce grave problème au sénat où j'ai siégé 28 ans consécutifs, et dans la presse. Pour le mettre en lumière, j'ai publié divers écrits.

» J'ai fait traduire en français la première partie, qui sera suivie de près de la totalité, de l'instructive enquête de 1840 et réimprimer: 1^o ma brochure de 1842 sur l'*Union douanière*, condensée dans cette enquête anglaise; 2^o le lumineux travail de M. Wilson: *De l'influence des capitaux anglais sur l'industrie européenne*.

» Je prends la liberté, honorable Sir, de vous adresser un exemplaire de ces ouvrages.

» Ne connaissant pas encore les principes économiques de votre ministre à Bruxelles, et sachant que vous êtes l'homme à la fois le plus puissant et le plus éclairé de la république des États-Unis, je me permets de vous les soumettre directement.

» Les révélations de l'enquête anglaise, les conclusions précisées dans ma brochure de 1842, les statistiques établies par M. Wilson et constatant l'influence des capitaux anglais sur l'industrie continentale, indiquent les grandes causes de la prééminence de l'industrie et du commerce britanniques.

» Le second de ces ouvrages ayant paru il y a un quart de siècle, a contribué à l'adoption du système du *vrai libre échange*, de la liberté *pour tous*, lequel système, malgré son peu d'efficacité, n'en a pas moins inspiré des craintes légitimes à l'Angleterre.

» A cause des intérêts spéciaux de l'Angleterre et de la Hollande, l'enquête anglaise et le livre de M. Wilson, bien qu'ils n'aient pas osé ouvertement conclure en faveur du *free trade*, n'en ont pas moins laissé échapper le secret de tous les désavantages dont le soi-disant libre échange frappe les pays exploités à leur profit particulier et ont été cause de ce que ces publications ont été fort peu répandues.

» Importe-t-il que la Belgique et le continent restent plus longtemps tributaires des prétendus voituriers des mers?

» Un rôle chaque jour plus grand est réservé aux États-Unis dans le mouvement industriel et commercial du monde entier. La lumière a grandi avec les événements. Ce qui paraissait difficile à vos honorables prédécesseurs et n'avait peut-être pas été suffisamment compris, peut l'être et le sera par vous, Sir, qui êtes si bien placé pour juger et diriger les hommes et les choses. Le trident de Neptune dont s'arme l'empire britannique, revient dès à présent aux États-Unis de l'Amérique du Nord parce qu'ils peuvent développer leur propre fortune *en sauvant celle du continent européen*.

» Le gouvernement belge, trop soumis à l'impulsion directe du cabinet britannique surtout, n'a pas apprécié les besoins croissants du travail, la nécessité d'en augmenter les profits par une distribution naturelle, normale et équitable du débouché de ses produits à l'étranger.

» Un des symptômes de la crise est la multiplication des valeurs conventionnelles en papier qui déjà créent parmi nous la prime sur l'or, et menacent d'embarrasser encore davantage les échanges, à cause de la nécessité de payer ou de solder en or, faute de le faire finalement en produits.

» Nos gouvernements voient que la société est malade, mais ils n'en aperçoivent pas la cause principale, laquelle toutefois commence à se manifester ouvertement en Belgique de même que chez ses voisins. Le travail manque de rétribution et de bénéfices. L'Angleterre est l'intermédiaire *couteuse* entre les deux mondes, elle veut rester la porte indispensable dont elle a accaparé les clefs.

» Les témoignages de la plupart de nos chambres de commerce sont sans valeur, parce que leur personnel ne représente que fictivement le commerce et montre une singulière ignorance des intérêts supérieurs du pays. Leur influence fatale explique sans la justifier l'obstination avec laquelle nos gouvernants repoussent la vraie réforme à introduire, l'assimilation des pavillons respectifs couvrant la cargaison des produits des sols respectifs aussi, en cas d'arrivages *directs*; ce système importerait, par exemple, en Belgique, le coton brut sous votre pavillon; il serait juste, facile, réciproquement avantageux, il établirait l'équilibre des droits et des besoins, et raffermirait la paix avec la prospérité. Ce système fructueux et simple semble rester ignoré des chambres de commerce.

» Je m'adresse donc avec une entière confiance à votre haute intelligence; votre appui serait décisif et il encouragerait ceux de mes amis dans les deux chambres, qui sont disposés à prendre l'initiative de projets de loi consacrant ces principes.

» Nous ne prétendons pas prendre part d'emblée aux bénéfices que le pavillon direct fera forcément; nous n'y participerions qu'à mesure que le nôtre aurait le temps nécessaire pour réparer les pertes que l'adoption des fausses doctrines, sous l'influence de la presse étrangère, lui a causées.

» Assuré de votre intelligent appui, et convaincu que les zones *tempérées*, y compris surtout celles de la Russie et de la France, vous seconderaient, j'ose espérer que l'initiative de la Belgique même *isolée* pour la mise en pratique du système le plus libéral possible à concevoir, celui qui appuyé des États-Unis de l'Amérique du Nord se compléterait de l'assimilation des pavillons respectifs dans les seuls cas spéciaux indiqués, que ce système, dis-je serait couronné d'un plein succès.

» Or la tâche créée par les besoins du *xix^e* siècle, le président Grant est appelé à s'en acquitter; c'est celle de permettre sinon de commander que le travail soit réparti équitablement et conformément aux besoins des peuples travailleurs, afin d'empêcher d'un seul d'entre eux continue à en monopoliser les profits! C'est celle de contribuer aux seuls moyens capables de pacifier la terre.

» En vous montrant carrément favorable au système ainsi préconisé, soit en en laissant l'initiative à d'autres nations, il n'en sera pas moins, je l'espère, jugé tellement progressif qu'il conviendra aux nations commerciales et manufacturières les plus exigeantes et qu'elles y regarderont à deux fois avant de s'opposer à ce que, du reste, leur accorde réellement le système ci-dessus mentionné.

» Dans l'espoir de l'honneur d'un mot de réponse, je suis, honorable Sir, de votre Excellence,

» Le très-humble et très-dévoté serviteur,

» J. P. CASSIERS. »

JOURNAL HISTORIQUE.

ÉVÉNEMENTS DU MOIS.

15 OCTOBRE. — 15 NOVEMBRE.

Octobre.

16. — L'armée espagnole reprend la ville de Valence à l'insurrection républicaine, qui y avait établi son quartier-général.

— Insurrection en Dalmatie.

18. — Une réunion publique a lieu à Paris, au boulevard de Clichy. MM. Bancel, Jules Simon, Ferry et Pelletan y sont bousculés et injuriés.

19. — Les Cortès votent des remerciements à l'armée, à la marine et aux volontaires qui sont restés fidèles. Le général Prim déclare qu'il a le grand désir qu'on puisse bientôt élire un roi.

20. — *Le Journal officiel*, de Paris, publie une note déclarant que le gouvernement a vu avec un profond regret les attaques violentes du journal *Le Pays* contre un prince de la famille impériale (le prince Napoléon).

21. — Dans une lettre qui est publiée à Londres, M. Gladstone annonce que le gouvernement refuse de rendre la liberté aux fenians emprisonnés, parce que leur élargissement serait en opposition avec ses devoirs, et dangereux pour la sécurité publique.

23. — Mort à Knowsley de lord Derby, à l'âge de 70 ans.

25. — *Le Journal officiel*, de Paris, publie l'avis suivant de la préfecture de police :

« En présence des excitations qui se produisent depuis plus d'un mois dans le but d'amener le 26 octobre des attroupements sur la voie publique, l'autorité a le devoir de prévenir la population de Paris que des mesures sont prises pour assurer le respect des lois et maintenir efficacement l'ordre et la tranquillité.

« Les bons citoyens sont donc priés de se mettre en garde contre une curiosité imprudente et de ne pas s'exposer à des conséquences pouvant résulter de l'application qui serait faite, s'il y avait lieu, de la loi du 7 juin 1848 sur les attroupements. » (Suit le texte de ladite loi.)

— Départ de l'empereur d'Autriche pour l'Orient.

26. — Elections dans toutes les communes de Belgique pour le renouvellement par moitié des conseils communaux.

— La tranquillité n'est troublée à Paris par aucune manifestation.

27. — A Florence, un décret du ministre des finances déclare ouverte du 4 au 12 novembre la vente d'obligations ecclésiastiques.

— A Berlin, le président de la Société maritime, M. Camphausen, est nommé ministre des finances, en remplacement de M. Von der Heydt.

28. — Une élection a lieu à Mons pour la nomination d'un sénateur, en remplacement de M. Corbisier, démissionnaire. M. Alphonse Hubert, notaire à Baudour, est élu par 1,200 voix, contre 400 données à M. Gabriel Wéry, industriel à Jemmappes.

— Le *Journal officiel* annonce que le conseil d'État est saisi d'un projet de sénatus-consulte sur la nomination des maires et d'un projet de loi sur l'enseignement primaire gratuit.

29. — A l'audience de la cour de justice de Pesth, le procureur du roi propose la peine capitale contre Karageorgevitch, comme étant la cause morale de l'assassinat sur le prince Michel de Servie.

30. — Une circulaire en date du 5 octobre aux agents diplomatiques de l'Italie à l'étranger explique l'attitude de l'Italie à l'égard du Concile. Le gouvernement italien fait des réserves contre les décisions du Concile qui seraient contraires aux lois du royaume et à l'esprit du temps.

Novembre.

1^{er}. — Une première réunion publique à Paris inaugure la nouvelle période électorale. Cette réunion est tenue à Belleville, rendez-vous favori des agitateurs.

4. — L'amiral Topete se retire du ministère espagnol, à raison des sympathies de la majorité du ministère pour la candidature au trône du duc de Gènes.

— Le gouvernement prussien dépose les projets de loi relatifs aux réformes annoncées dans l'instruction publique. Ils consacrent à nouveau le monopole que l'État s'est attribué en cette matière ; par contre, ils repoussent le principe de la séparation de l'Église et de l'école.

5. — M. Rochefort se rendant à Paris pour soutenir sa candidature est arrêté à la frontière française, puis relâché par ordre du ministre de l'intérieur.

— La Chambre des députés de Berlin rejette par 215 voix contre 99 la proposition de M. Virchow réclamant le désarmement.

6. — Mort à Paris de M. Eugène Forcade.

— Une indisposition de Victor-Emmanuel prend une tournure si grave que le malade reçoit les derniers sacrements. — Une amélioration se manifeste presque immédiatement.

9. — Réunion, conformément aux termes de l'art. 70 de la Constitution, des Chambres belges pour l'ouverture de la session législative de 1869-1870. M. Dumortier annonce une interpellation au sujet de l'absence de discours du trône.

— Banquet du lord-maire, à Londres. M. Gladstone prononce un discours dans lequel il déplore les crimes agraires, qui ne peuvent que ralentir la solution législative désirée pour l'Irlande.

10. — Le comité central parisien des candidatures insermentées envoie à Londres, pour y chercher Ledru-Rollin, trois délégués, parmi lesquels se trouve Rochefort.

— La Chambre des députés de Dresde vote, par 59 voix contre 15, une proposition émanant du parti progressiste et invitant le gouvernement à faire des efforts auprès du conseil fédéral de l'Allemagne du Nord pour obtenir une modification des charges militaires.

11. — La princesse Marguerite donne le jour, à Naples, à un prince qui reçoit les noms de Victor-Emmanuel-Ferdinand.

12. — La Chambre belge discute et adopte la loi portant réduction des frais de protêts.
- Les journaux parisiens rendent compte d'une réunion tenue la veille à Marseille et dans laquelle a été proclamée la déchéance de M. Gambetta déclaré vendu, maladif et inhabile.
- Dans une réunion publique à Paris, M. Rochefort annonce que M. Ledru-Rollin a refusé de venir actuellement à Paris, mais qu'il viendra s'il est élu. Postérieurement, M. Ledru-Rollin renonce à sa candidature.
- A Madrid, M. Topete est nommé vice-président de la Chambre par 133 voix contre 5.
- La Chambre des députés de Dresde adopte à l'unanimité la proposition tendant à inviter le gouvernement à agir en sorte que la peine capitale et la perte de noblesse soient supprimées dans la législation criminelle de la Confédération de l'Allemagne du Nord.
15. — Le roi des Belges et la jeune princesse Louise-Marie partent pour l'Angleterre. Une indisposition empêche la reine d'être de ce voyage.
- A Paris, la gauche se réunit chez M. Favre et rédige un nouveau manifeste.
- Des élections ont lieu à Genève pour le Conseil d'État. La liste conservatrice, appuyée par les catholiques, passe tout entière.
- Célébration à Neuwied du mariage du prince de Roumanie avec la princesse de Wied.

DOCUMENTS HISTORIQUES.

Rome. — Le 4 septembre 1869, le pape Pie IX a écrit à l'archevêque de Westminster, en réponse à une demande du docteur Cumming, que les protestants ne seraient pas admis au Concile pour y défendre leurs opinions, celles-ci ayant déjà été condamnées à Trente.

Cette première lettre a été suivie de la lettre suivante :

PIE IX, PAPE,
A notre vénérable frère Henri Edwards,
Archevêque de Westminster.
Vénérable frère !
Salut et bénédiction apostolique.

Comme nous avons dit dans la lettre que nous vous avons adressée, vénérable frère, le 4 septembre dernier, que les sujets qui avaient été déjà soigneusement examinés et décidés par un Concile œcuménique ne pouvaient plus être mis en question, que par conséquent on ne pouvait donner place, dans le prochain concile, à aucune défense des erreurs déjà condamnées et que, pour cette raison, nous n'avions pu inviter les non catholiques à une discussion ;

Voilà que nous apprenons maintenant que quelques-uns de ceux qui sont en dissidence avec notre foi, ont compris ces paroles de manière à croire qu'il ne leur reste aucune manière de faire connaître les difficultés qui les tiennent séparés de l'Église catholique et que toute voie pour nous approcher leur est fermée.

Mais nous qui sommes sur terre malgré notre indignité le vicaire de celui qui est venu pour sauver ce qui était perdu, nous sommes si loin de les repousser en aucune manière que nous allons même à leur rencontre et que nous ne recherchons rien avec un aussi vif désir que de pouvoir tendre les bras avec un amour tout paternel à quiconque reviendra vers nous. Jamais, certes, nous n'avons voulu imposer silence à ceux qui, égarés par leur

tion et croyant à la vérité de leurs opinions, pensent que leur dissidence avec nous

repose sur des arguments puissants qu'ils voudraient faire examiner par des hommes sages et prudents.

Bien que cela, en effet, ne puisse se faire dans le sein du Concile, néanmoins il ne manquera point de savants théologiens désignés par nous, auxquels ils pourront ouvrir leur âme et exposer avec confiance les motifs de leurs propres convictions, de telle sorte que même en dehors des conflits d'une discussion entreprise simplement dans le désir de découvrir la vérité, ils puissent recevoir une lumière plus abondante qui les guide vers elle. Puisse-t-il d'ailleurs, y en avoir un grand nombre qui prennent cette ligne de conduite et qui la suivent avec bonne foi ! Car cela ne saurait se faire sans qu'il en ressorte de grands avantages et pour eux-mêmes et pour les autres.

Pour eux-mêmes d'abord, parce que Dieu montrera sa face à ceux qui le cherchent de tout leur cœur, et leur donnera ce à quoi ils aspirent, et ensuite, pour les autres, parce que non-seulement l'exemple d'hommes éminents ne saurait manquer d'avoir son efficacité, mais encore parce que plus ils auront travaillé avec ardeur à obtenir le bienfait de la vérité, plus ils auront ensuite de zèle pour s'efforcer de communiquer aux autres ce même avantage.

C'est en priant instamment le Dieu de miséricorde d'amener cet heureux résultat que nous vous envoyons, vénérable frère, la bénédiction apostolique, bénédiction que nous vous octroyons en toute affection, à vous et à tout votre diocèse, et de notre bienveillance toute spéciale.

Donné à Saint-Pierre, à Rome, le 30 octobre 1869, la 21^e année de notre pontificat.

PIE IX, pape.

ALLEMAGNE. — Déclaration du Synode évangélique allemand en réponse à l'appel du St-Siège.

« Quand le chef de l'Eglise catholique romaine est amené par les circonstances à convoquer un concile, c'est une chose qui ne touche que lui et ne concerne en rien notre Eglise protestante. Le fait en lui-même nous inspire seulement, comme chrétiens évangéliques, le désir de voir le Pape reconnaître les imperfections de l'Eglise et contribuer ainsi à établir cette unité des chrétiens qui n'est possible que dans la vérité.

« Mais l'esprit d'exclusion des diverses Eglises et le manque d'un droit ecclésiastique interconfessionnel nous font douter de l'accomplissement de ce désir. Nous persistons cependant à l'émettre, convaincus que nous sommes qu'un jour, encore éloigné, il est vrai, mais certain, verra sa réalisation.

« Le Pape, cette fois, ne s'est pas contenté de convoquer ses évêques ; il s'est adressé aussi aux Eglises réformées. Si, dans son encyclique, il s'était borné à exprimer des vœux pour la réconciliation future des Eglises chrétiennes, nous considérerions son appel comme un acte salutaire, que nous approuverions sans doute nous-mêmes. Mais il s'est placé sur un tout autre terrain et a élevé des prétentions au sujet desquelles il est nécessaire de s'expliquer d'une façon claire et précise.

« Le Souverain Pontife s'appuie, pour s'adresser à nous, sur l'autorité pastorale qui lui aurait été confiée par notre Seigneur Jésus-Christ, et qui s'étendrait sur toute la chrétienté. Nous ne saurions reconnaître cette autorité, car elle est contraire à l'idée que nous nous faisons du christianisme. C'est à ceux qui croient à cette autorité divine de la papauté à prêter l'oreille à la voix de celui qu'ils en regardent comme le dépositaire.

« En s'adressant à nous, le Pape s'arroge des droits sur l'Eglise évangélique, il nie la légitimité de notre confession et donne à nos protestations le caractère des transgressions de l'ordre de choses établi par Jésus-Christ.

« Or, c'est précisément la volonté du Seigneur qui nous ordonne de ne point reconnaître comme chef de l'Eglise un pape qui se prétend institué par Dieu lui-même. Nous approuvons avec Luther les articles de Schmalkalden qui nient le droit divin de la papauté et ne

lui reconnaissent qu'un pouvoir épiscopal sur les Eglises de Rome et sur ceux qui veulent bien se soumettre à ses ordres.

» Les prétentions qui se font jour dans l'encyclique montrent son peu de fondement. Son auteur demande notre retour pur et simple à l'Eglise catholique romaine, personnifiée par le Pape, et voit dans ce retour une simple marque d'obéissance aux injonctions du Christ, ainsi que le seul moyen de conjurer les prétendus périls qui nous menacent. Il est à peine nécessaire de dire, en présence de pareilles exigences, que l'invitation à nous adressée n'a aucune chance d'être acceptée; car nous sommes attachés de toute notre âme aux institutions évangéliques que la Réforme nous a procurées.

» Nous n'avons connaissance ni d'une Constitution donnée par le Christ, ni d'une monarchie ecclésiastique fondée par saint Pierre et gouvernée après lui par les évêques de Rome.

» De semblables institutions ne sauraient garantir la pureté des doctrines chrétiennes. Seul, le développement des idées de Luther peut faire disparaître les imperfections qui se font sentir aussi dans l'Eglise réformée.

» Nous sommes décidés à défendre et à conserver, avec l'aide du Seigneur, pour notre bien et celui de l'humanité, l'héritage sacré de la réformation.

» Jamais la lumière de l'Evangile ne pourra être de nouveau cachée aux yeux des peuples.»

RAVIÈRE. — *Lettre du roi à l'archevêque de Munich au sujet du Concile :*

« Mon cher Archevêque,

» J'ai reçu avec plaisir la pastorale des évêques réunis à Fulda, que vous avez eu la bonté de m'envoyer. Je l'ai lue avec l'intérêt que mérite un document de cette importance, et je me réjouis d'y trouver exprimée la conviction des évêques allemands que le prochain Concile œcuménique ne proclamera aucune doctrine contradictoire avec les principes de la justice, avec le droit de l'Etat et de ceux qui représentent son autorité, avec les vrais intérêts de la science ou avec la liberté légitime et le bien être des peuples.

» J'espère que l'esprit de modération dont a été animée la réunion de Fulda prévaudra aussi dans le Concile, et qu'il aura pour l'Eglise catholique les effets salutaires que tout bon catholique attend d'un Concile œcuménique.

» Je suis avec sympathie affectueuse,

» Votre Roi,

» Signé: Louis.

» Linderhof, 21 octobre 1889. »



A NOS LECTEURS.

En fondant, il y a cinq ans déjà, la *Revue Générale*, nous n'avons pris la place de personne, et, en donnant à notre œuvre le développement auquel elle est si heureusement parvenue, nous n'avons fait concurrence à aucune autre entreprise de publicité existante.

Notre prétention, si c'en est une, a été de combler une lacune. Entre le livre, élaboré dans le silence du cabinet après de longues études, et la feuille quotidienne, cette sentimentale avancée de l'armée des publicistes, il nous manquait un recueil périodique, politique et littéraire, plus complet que le journal hebdomadaire et moins compacte qu'une revue trimestrielle. Notre but principal a été et reste politique. Mêlés au mouvement de notre temps, nous ne voulons pas en parler en spectateurs passifs. Nous pensons qu'il ne suffit pas d'exposer ses croyances et ses opinions politiques et de critiquer celles des autres. Il faut se jeter dans la bataille, en déployant son drapeau. Catholiques, nous croyons tout ce que croit l'Eglise et nous aimons tout ce qu'aime cette mère du genre humain. Nous briserons plutôt notre plume que de nuire à ses intérêts qui sont les intérêts éternels de la société civile elle-même. Nous ne sommes pas catholiques de telle ou de telle manière ; nous sommes simplement catholiques avec le Saint Siège apostolique, avec nos évêques, avec l'Eglise universelle. Nous ne sommes ni des docteurs, ni des réformateurs, mais des fidèles. Laïcs, nous restons naturellement à la place qui nous est assignée, sans morgue comme sans fausse humilité.

Cette place nous convient d'autant mieux, que par vocation, si ce n'était par raison, nous préférons nous battre sous les murs de la place assiégée et en rase campagne. Pendant que d'autres affermissent les remparts du christianisme par des discussions religieuses proprement dites, nous aimons mieux attaquer ses adversaires avec leurs propres armes. Sans désapprouver d'autres modes de propagande et de persuasion, sans prétendre que le nôtre est le meilleur, nous osons dire qu'en agissant comme nous le faisons, nous croyons, en âme et conscience, servir utilement la cause de la pacification religieuse, le grand but de notre siècle, et celle du progrès politique, ce besoin de tous les temps.

Belges, nous sommes profondément attachés à toutes nos traditions nationales et nous acceptons hautement, sans réticence, sans pusillanimité comme sans fétichisme, toutes les conséquences politiques de la révolution de 1830. Nous ne voulons pas oublier que la Constitution de 1831 a été l'ouvrage des catholiques et des libéraux, de cette Union qui seule est capable de faire la force du pays. Si nous l'oublions, nous quitterions le terrain pratique, positif, politique, sur lequel nous sommes postés. Pour nous, la Constitution n'est ni un chiffon de papier, ni un évangile : c'est une charte politique, susceptible de développement, comme le disait le roi Léopold II, à son avènement au trône.

Politiquement, nous sommes pour le régime parlementaire et pour le progrès par le christianisme.

Telles sont les idées fondamentales qui ont présidé à la création et au développement de notre Revue. Chacun de nos collaborateurs les expose à son point de vue particulier,

mais sous sa responsabilité personnelle. Il n'y a d'unité dans notre rédaction que pour les choses nécessaires, qui ont été ci-dessus esquissées.

Nous avons parfaitement compris qu'une revue mensuelle exclusivement consacrée aux discussions politiques n'atteindrait pas entièrement le but que nous avons en vue. Nous désirons que notre recueil puisse servir aux lectures faites en famille. Voilà pourquoi nous nous efforçons constamment d'en augmenter l'intérêt par des articles de voyages, de critique littéraire, d'art, de science populaire et par des romans choisis avec discernement. Nous avons formé le projet d'introduire dans notre publication de nouvelles améliorations, empruntées au même ordre d'idées. Nous voudrions que notre Revue fût protégée non-seulement par les hommes qui se préoccupent des austères questions de politique et d'économie sociale, mais encore par les divers membres de leurs familles. Notre ambition serait d'obtenir, plus encore que par le passé, notre entrée au foyer domestique, pour y semer les germes de notre cause et en féconder la puissance dans cette douce atmosphère.

Pour atteindre pleinement ce résultat, les proportions matérielles de notre belle et utile entreprise doivent être étendues. La Revue a été fondée par une société d'hommes généreux, comme on en trouve, grâce à Dieu, dans ce beau pays. Cette société, composée d'une vingtaine de personnes, a dû faire des sacrifices importants pour asseoir son entreprise sur des bases solides. Ses efforts ont été couronnés de succès ; car, en 1869, les recettes et les dépenses se balanceront.

Pour mettre la lecture de notre recueil à la portée d'un cercle plus vaste de lecteurs, pour donner une place plus considérable aux articles originaux de littérature proprement dite, de science populaire et d'art, pour publier de bonnes nouvelles dignes d'être lues dans les cercles des familles éclairées et chrétiennes, nous serons obligés d'augmenter le nombre de nos feuilles d'impression. Les améliorations que nous projetons sont donc subordonnées à un accroissement de ressources.

Ces ressources, nous les chercherons dans une augmentation du nombre déjà très-satisfaisant de nos abonnés.

Le prix de l'abonnement n'étant que de douze francs par an, un franc par mois, nous croyons pouvoir demander l'appui non-seulement de nos amis politiques, mais encore de tous ceux qui s'intéressent à l'avenir de la littérature en Belgique.

Nos amis politiques ne sauraient nier que nous avons besoin d'une Revue dans laquelle on puisse discuter avec quelque développement les principales questions qui sont à l'ordre du jour dans le pays ou qui divisent les esprits. La Société pour la publication de la *Revue Générale* leur a ouvert une tribune, dont ils pourront chaque jour profiter davantage. Aussi, nous osons leur dire qu'ils ont le devoir strict de contribuer à l'extension de notre publicité, dans toute la mesure de leur pouvoir.

Les pères de famille, qui approuvent notre ligne de conduite, et ils sont nombreux, ne doivent pas se borner à nous envoyer l'expression stérile de leurs encouragements. Il faut qu'ils sachent prouver la sincérité de leur opinion. La foi qui n'agit point n'est pas une foi sincère. Quand même l'éducation, les préoccupations matérielles de leurs affaires ou leurs goûts personnels les éloigneraient de la lecture, ils peuvent donner un bon exemple à leurs enfants, en mettant au moins à leur portée les idées que d'autres remuent pour eux. On n'a jamais oui dire qu'un chef de maison se soit ruiné par un abonnement à un recueil périodique qui défend la cause des libertés publiques, à l'ombre desquelles s'édifient la fortune des particuliers, le bonheur des familles et la prospérité des empires.

Nous adressons aussi notre appel aux femmes chrétiennes et aux jeunes gens. La littérature dite périodique n'est plus seulement l'objet d'une légitime distraction : telle que nous la concevons, elle est surtout un grand instrument de propagande. Le jour où nous aurons obtenu le concours des femmes sérieuses qu'on n'ose plus ridiculiser, parce que notre siècle est devenu meilleur, ce jour-là nous aurons fait de notre revue, non-seulement une œuvre utile, mais une bonne œuvre.

Les jeunes gens aussi peuvent nous aider à atteindre ce grand résultat. Nous ne parlons pas seulement des jeunes gens studieux, mais de tous les privilégiés de la fortune dans la poitrine desquels bat un cœur de vingt à vingt-cinq ans. Si la Providence a été généreuse à leur égard, s'ils se croient le droit de ne pas prendre part aux grandes luttes de l'intelligence et au combat salutaire de la vie publique, s'ils pensent qu'ils accomplissent leur devoir en assistant passifs à tout ce qui pourrait passionner de jeunes âmes bien nées et bien douées, qu'au moins ils fassent taire leurs scrupules (ils doivent en avoir) en aidant de plus dévoués d'une obole d'abonnement. La fortune impose des devoirs sérieux ; car elle n'est que le salaire d'un travail que la Providence fait payer par anticipation.

Nous savons que notre vénérable métropolitain, Mgr Dechamps, a fait inscrire notre *Revue* au nombre des recueils périodiques qu'il conseille au clergé de lire et de faire lire. Ce témoignage de sympathique approbation nous honore. Sous un tel patronage, dont la faveur oblige, nous pouvons poursuivre avec un nouveau courage la carrière que nous avons ouverte, il y a cinq ans.

Nous le disons avec confiance, à la veille de la sixième année qui va commencer.

Le comité de Rédaction.

LA BELLE ET LA BÊTE.

(SUITE ET FIN.) (4)

IV.

Les nuages qui s'étaient assemblés sur la plaine durant toute l'après-midi, s'abaissèrent sensiblement et s'écoulèrent en fortes ondées, avant même que M. Barly eût pu atteindre la demeure hospitalière où il était invité. Il avait pensé abrégé son chemin en traversant Kensington-Gardens; mais il s'était égaré précisément en traversant le parc touffu et il errait péniblement sous les grands arbres, dont les branches s'inclinaient sous l'effort combiné du vent et de la pluie. L'orage du reste dura peu, et au coucher du soleil les nuages se dispersèrent; néanmoins, quand M. Barly se présenta enfin devant la villa de Castle-Gardens et sonna timidement à la grille, il était complètement mouillé, transi et beaucoup moins satisfait et triomphant qu'il ne l'avait été en quittant le logis, le matin même. Le maître d'hôtel qui le reçut d'abord, le déchargea de son sac de voyage qu'il remit aux mains d'un laquais, et le conduisit immédiatement à la chambre confortable et élégante qui lui était destinée. Il fallait bien l'avouer, les tapissiers avaient mieux réussi que la pauvre Belle avec toute sa tendresse ingénieuse et son patient labeur. Les belles chaises sculptées à ressorts élastiques étaient de beaucoup plus moëlleuses que le grand fauteuil de perse et de crin noir. Des bougies brûlaient sur la cheminée, bien qu'il fût jour encore. M. Barly s'approcha de la vaste fenêtre semi-circulaire, qui donnait sur le jardin. Comme tout autour de cette élégante demeure était paisible et doux à voir! Gazons unis et veloutés, arceaux de verdure, roses de toutes nuances et de toutes beautés, se groupant et s'épanouissant partout en guirlandes, en festons, en bosquets, en touffes parfumées; et puis le scintillement lointain, à peine visible, de la nappe d'eau d'une fontaine, les reflets du ciel d'or, et des frémissements d'ailes, des ba-

(4) Voir la livraison de novembre.

billements légers dans les buissons après l'orage. Le coucher du soleil, qui semait de reflets pourpres les hautes bruyères roses sur la plaine éloignée, dorait ici, d'un éclat fugitif, de rayons scintillants, les pétales des roses épanouies dans la verdure, en faisant jaillir, comme un délicieux arôme, de soudaines bouffées de leur enivrant parfum. A cette vue, M. Barly se rappela sa petite Belle, songeant qu'il serait bien heureux de la voir courir, errer dans ce jardin, libre comme un oiseau joyeux, et cueillant des roses tout à son aise. Puis un amer souvenir lui revint : il se prit à penser à l'aimable et chère femme qu'il avait depuis longtemps perdue ; puis aux chagrins, aux désastres qui l'avaient accablé sans relâche depuis si peu de temps. Oh ! que n'aurait-il pas donné pour pouvoir défaire ce qu'il avait fait dans ces derniers mois, — hélas ! dans ces derniers jours !... Il était précisément venu avec sa femme visiter cette maison, dans les premiers temps de leur mariage, et maintenant le seul aspect de ce logis réveillait en son cœur tous ces chagrins déjà oubliés à demi.

C'est ainsi qu'il arrive souvent que les choses depuis longtemps passées semblent sortir tout à coup de leur ancienne place après de longues années, et nous ressaisir dans leur cours et nous entourer de toutes leurs anciennes visions, de toute leur ancienne magie, nous faisant entendre les anciennes voix, nous faisant revoir les couleurs fanées et les visages amis disparus, nous faisant ressentir les sensations éteintes, aussi vivement et aussi profondément qu'autrefois, au temps évanoui, nous les éprouvâmes. De sorte que nous ne pouvons plus comprendre comment il se fait que, depuis lors, tant d'années aient passé sur nos têtes, et que nous nous sentions si fortement émus par la vivacité des images, par la soudaineté du choc. De même, en cet instant où ces longs souvenirs revinrent à l'esprit du pauvre père, un remords subit, une honte épouvantable s'emparèrent de lui et firent défaillir son cœur. Il lui sembla voir dans le jardin sa femme toute souriante, tenant joyeusement un bouquet de roses au dessus de sa tête, ressemblant à Belle et jolie comme la chère enfant, mais pourtant différente. Maintenant, pourquoi ce remords le prit-il, c'est ce qu'il n'aurait pu dire ; mais, en revoyant ainsi sa femme au milieu des fleurs, il commença soudain à trembler en pensant à ce qu'il avait fait, en se demandant comment il avait bien pu franchir le seuil de l'homme qu'il avait volé, comment il oserait vraiment affronter son regard, ses questions, sa présence ? Comment il pourrait, — ce qui était plus terrible encore, — s'asseoir fraternellement à sa table et rompre fraternellement son pain ? Le malheureux vieillard s'affaissa avec un sourd gémissement entre les

bras d'un de ces beaux fauteuils de velours et de marqueterie. Chercherait-il à réparer? avouerait-il? Oh non, ce serait là le comble de la honte, le pire des châtimens aussi!

La mauvaise action que le malheureux avait commise, peut s'expliquer aisément. Lorsque Guy Griffiths lui avait positivement refusé l'autorisation de disposer de la somme qui appartenait à ses filles, l'insensé vieillard, dans son dépit et sa folle espérance, avait vendu, pour se procurer la somme qu'il désirait, une partie des titres de rentes appartenant à Guy Griffiths, qu'en sa qualité de curateur réciproque, il se trouvait encore avoir entre les mains. Cet acte, dans le premier moment, ne lui avait point paru illégitime et malhonnête, mais maintenant combien, oh! combien il aurait souhaité pouvoir trouver, en s'éveillant, que tout ceci n'était qu'un songe!

Et, en proie à cette anxiété horrible, il s'habilla machinalement, se préparant à descendre pour dîner, et cherchant à se réconforter parfois en repassant dans son esprit toutes les chances favorables. Que la mine de Tre-Rosas se relevât et prospérât seulement, et son premier soin serait de replacer l'argent, de s'acquitter de cet emprunt secret, et nul ne le saurait, tout serait pour le mieux; il aurait vaincu le destin et refait sa fortune. Lorsqu'il fut prêt, il descendit, et passa dans la bibliothèque. Personne ne s'y trouvait encore, et il apprit alors, à sa grande satisfaction, que le maître du logis n'était pas rentré pour dîner. Longtemps il attendit, les yeux fixés sur l'horloge, ou bien examinant tour à tour les revues et les albums sur la table, le portrait de mistress Griffiths qu'il se rappelait avoir vue belle et joyeuse, aux jours de sa jeunesse. Le maître d'hôtel reparut enfin, déclarant que, probablement, son maître ne reviendrait pas dîner. Un jeune garçon, venant de Londres, avait apporté un message qui n'était pas des plus intelligibles; une affaire importante retenait encore M. Griffiths dans la Cité. Quant à Mrs Griffiths, son état de santé ne lui permettait pas de quitter la chambre, elle priait M. Barly d'ordonner lui-même son dîner, — tout ce qui lui semblerait désirable, — et de vouloir bien prendre patience en attendant son fils.

Il était déjà tard; il fallait se résigner. M. Barly, en entrant dans la vaste salle à manger, y trouva un beau feu flambant, un excellent dîner et un seul couvert mis à l'extrémité de la longue table. La cuisine était exquise, ainsi que le vin. Le maître d'hôtel déboucha une bouteille de champagne; le cuisinier fit servir un faisan, des poulets, et toutes sortes d'excellentes choses. M. Barly aurait pu croire que, par une transformation magique, il était tout à coup devenu maître de ce logis superbe,

avec ses serviteurs, ses dépendances et les mille objets de luxe qui en rendaient le séjour si confortable et si attrayant. Au reste, vers minuit, M. Griffiths n'était pas encore rentré, et son hôte dut se retirer pour la nuit dans son appartement, après avoir terminé, au milieu d'une profonde anxiété, son repas solitaire.

Le lendemain matin, M. Barly à déjeuner se trouva seul encore. M. Griffiths n'était point revenu, et, dans le secret de son cœur, le malheureux vieillard se réjouissait de son absence ; c'était comme un délai accordé au condamné. Peut-être, après tout, les choses s'arrangeraient-elles d'elles-mêmes, et l'aveu que la veille au soir il redoutait si fort ne devrait jamais être fait, n'aurait pas besoin de se faire. Mais il était inutile d'attendre plus longtemps. M. Barly envoya chercher un cab qui devait le conduire à la station la plus voisine, laissa aux serviteurs de la maison une gratification convenable, en les priant d'exprimer à qui de droit ses regrets et ses compliments, puis, comme le cab se faisait attendre, il descendit pour faire une promenade au jardin.

Dans la cour même qui s'étendait au devant du logis, les branches vertes des rosiers se couvraient de rosés fleuries. Un grand rosier à fleurs de neige croissait en s'appuyant aux colonnettes du perron ; entre le cordon de sonnette et le grattoir, une jolie rose thé entr'ouvrait ses corolles blondes ; d'autres grands rosiers tapissaient les piliers et voilaient les grilles qui séparaient la cour du grand chemin. Dans l'intervalle des frêles tiges de fer, se glissaient curieusement de jolies petites têtes roses parfumées, et une délicieuse brise, en effleurant les fleurs, apportait de fraîches bouffées de parfums jusqu'au visage du pauvre homme. Tout naturellement, il se rappela alors sa petite Belle, sa chère enfant, et la prédilection qu'elle avait pour les roses, et machinalement, sans se rendre bien compte de ce qu'il allait faire, il s'arrêta, aspira le parfum des larges corolles tout humides de rosée, puis étendit la main et cueillit une des fleurs. Mais, au même moment, l'aiguillon d'une épine lui déchira le doigt et une lourde main se posa sur son épaule.

— Ainsi c'est vous, qui vous glissez dans mon jardin, pour me voler mes roses ? — fit une grosse voix irritée, résonnant tout près de lui. — C'est bon à savoir ; maintenant je vous mènerai devant le juge. M. Barly se détourna vivement effrayé. Il rencontra d'abord le regard sombre et presque farouche de deux gros yeux bruns scintillant avec colère sous l'ombre de deux sourcils épais bizarrement hérissés. Un jeune homme trapu, robuste, aux épaules larges et légèrement voûtées, se tenait debout près de lui. Cet homme retira la main qu'il avait for-

tement cramponnée au collet de l'habit, lorsque ce regard lui eut permis de reconnaître sa méprise, mais il ne perdit rien pour cela de son air irrité, farouche et soupçonneux.

— Oh ! c'est vous, M. Barly, — dit-il.

— Je me retirais précisément, murmura le malheureux vieillard avec humilité. — Je suis heureux d'avoir pu vous voir avant mon départ, M. Griffiths.... Et je regrette vraiment de vous avoir pris cette rose. Mais la plus jeune de mes filles aime tant ces fleurs, et je pensais que.... comme votre jardin en est plein.... vous ne vous fâchiez pas.... elle m'avait tant prié!...

Mais, par une cause inconnue, l'expression du visage de Guy Griffiths devenait, de moment en moment, si menaçante, si sombre, si profondément indignée, que le pauvre père effrayé hésitait, balbutiait, et, enfin, s'arrêta court au milieu de cette explication.

— Ces roses ne sont pas à vous, en aurais-je encore dix jardins pleins, aussi grand que celui-ci. Je ne veux pas qu'on les cueille, — grommela Guy Griffiths, elles doivent être coupées avec des ciseaux.... Mais venez avec moi, M. Barly ; j'ai quelque chose à vous dire.

Le malheureux, sans qu'il sût trop pourquoi, sentit, en ce moment, son cœur bondir dans sa poitrine, et un nuage sembla s'étendre soudain devant ses yeux.

— J'ai été retenu hier, — reprit Griffiths, — par une affaire des plus désagréables survenue dans mes bureaux. Un de mes employés, en qui je croyais pouvoir placer une confiance entière, est subitement disparu avec sa caisse. Je l'ai poursuivi jusqu'à Liverpool. Que dois-je faire de ce misérable, dites, selon votre avis ? — Et M. Griffiths, de dessous ses épais sourcils, lançait un regard menaçant à sa victime, et semblait n'attendre que sa réponse pour lui faire connaître son arrêt.

— Vous autres, hommes heureux, favorisés de la fortune, vous ne pouvez deviner, pressentir ce que c'est que d'être puissamment tenté, balbutia le pauvre Barly essayant un pâle sourire.

— Savez-vous que l'affaire de Tre-Rosas a manqué une seconde fois ? — reprit soudain M. Griffiths, par une brusque interruption, se détournant tout à coup et présentant une des feuilles du Times au faible et malheureux père.

— Je ne suis pas un homme heureux, favorisé de la fortune. Dans cette détestable affaire, j'avais, par malheur, un assez grand nombre d'actions....

Ici le pauvre Barly s'arrêta brusquement, devint horriblement pâle, et se prit à trembler si fort qu'il fut obligé de s'appuyer au mur. Perdu !

tout était perdu ! Il était pour jamais condamné à la misère, à la honte ! Il n'y aurait jamais plus de chances pour lui, jamais.... Plus d'espoir de se réhabiliter à ses propres yeux, de payer cette dette qui pesait d'un poids si accablant sur sa conscience torturée !... Dshonoré ! perdu !... Il pouvait à peine supporter sa honte et sa douleur.... La rose était tombée à terre ; le pauvre homme chancelait, égaré, palpitant, attachant un regard confus et morne sur le visage irrité de son persécuteur : « Je suis.... ruiné, » — murmura-t-il.

— Vous êtes ruiné !... Est-ce tout ?... N'avez-vous pas encore autre chose à me dire ? — répliqua M. Griffiths, le retenant toujours courbé sous le poids de son regard sombre. Et le misérable vieillard comprit alors qu'il savait tout.

— Je suis bien malheureux.... j'ai de grands reproches à me faire, — balbutia-t-il en tremblant. — Oh ! oui, de bien graves reproches.... Monsieur Griffiths, je vous supplie.... j'ose m'en remettre à votre clémence.

— Ma clémence ! mon indulgence !... Je ne suis pas un philanthrope, monsieur : je suis un homme d'affaires et vous m'avez volé ! — s'écria Guy dans sa fureur.

— Monsieur, — répondit l'ancien courtier, retrouvant soudain quelque force au moment de la crise suprême, — vous êtes en partie la cause de ce qui est arrivé. Vous avez refusé de me laisser toucher à ce qui était à moi ; j'ai vendu, en retour, quelques-unes de vos rentes pour pouvoir prendre part à cette fatale affaire. Dieu sait qu'en agissant ainsi, je ne pensais pas à moi.... mais, à d'autres.... et je me proposais de vous restituer cette somme d'ici à peu de temps.... Vous pouvez vous payer vous-même, maintenant.... A quoi bon ces reproches?... Vous pouvez m'envoyer en prison, si vous voulez.... Je.... je n'ai plus rien à perdre.... et ne m'inquiète plus à présent de tout ce qui peut m'arriver.... Ma petite Belle.... ma pauvre Belle !... mes pauvres filles !

Guy avait écouté tout ce discours sans prononcer un mot. Il fit signe à M. Barly de le suivre dans la bibliothèque, et le malheureux obéit, attendant humblement sa sentence. Il était là debout, chaudement éclairé par le soleil du matin qui envoyait ses rayons à grands flots à travers les croisées ouvertes ; sa vieille tête grise était douloureusement penchée, et ses cheveux dorés par le soleil se dressaient en cette agonie de honte et de terreur.

Quant aux regards du malheureux, ils erraient, vagues et voilés, à travers la chambre, s'arrêtant tour à tour, sans rien voir, sur les riches

ciselures de la grille du foyer, sur les peintures éclatantes de la corbeille à charbon, sur les baguettes d'or qui retenaient, aux murs, les pans de tapisserie. Déshonoré !... oui.... Banqueroutier, infâme.... oui encore, oui toujours.... Soixante années de travail, de vie intègre et pure l'avaient conduit à cet abîme d'ignominie et de douleur. Hélas ! hélas ! le monde est bien sévère et bien cruel pour les malheureux qui ne savent plus où porter leurs pas, où abriter leurs têtes ; mais le pauvre M. Barly était trop profondément abattu, trop complètement malheureux, pour être tenté de se révolter, de protester même contre les arrêts du monde. Pendant ce temps, Guy poursuivait, en silence, le cours de ses réflexions, et, ainsi qu'il arrive, parmi nous, à ceux qui sont jeunes et forts, il apportait, dans le jugement et la condamnation des actes soumis à son examen, infiniment plus d'énergie et de décision que le malheureux coupable n'en avait pu mettre dans la perpétration de ces actes eux-mêmes. Bien des gens, soit qu'ils fassent le bien ou le mal, ne se sentent jamais qu'en partie convaincus, à demi décidés.

— Comment avez-vous pu commettre une semblable action ? — s'écria à la fin le jeune homme dominé par la colère, allant et venant dans la chambre à grands pas et heurtant, avec sa maladresse ordinaire, les chaises et les tables qui se trouvaient sur son chemin. — Comment avez-vous eu cette audace ? — répéta-t-il. — Le hasard, hier, m'a fait tout découvrir. Que pourrais-je bien vous dire que votre misérable conscience ne vous ait dit avant moi?... Oh ! comment, comment avez-vous pu ? — Et Guy parvenu à l'extrémité de la salle, qui ouvrait sur le balcon, s'arrêtait suffoqué, frappant du pied avec une expression confuse de pitié, de chagrin et de colère. Car, en dépit de toute sa brusquerie et de toute sa fureur, il plaignait sincèrement le faible et triste vieillard qui l'avait ainsi rendu maître de sa misérable destinée. Tout près d'eux s'étendait le jardin, avec sa richesse, sa fraîcheur et ses trésors de roses. Au bout de l'allée la plus proche, Guy pouvait voir encore la rose que le malheureux Barly avait cueillie de sa main et qui maintenant, tombée à terre, gisait et se desséchait sur le sable, seule enlevée, seule flétrie, au milieu de ces centaines de roses qui s'entr'ouvraient, rayonnaient, rougissaient, et puis s'envolaient feuille à feuille sur leurs rameaux parfumés. N'était-ce pas là l'image de cette fatale action commise par le vieux Barly à l'égard de son parent?... Un tort bien faible, après tout, — se dit Guy, — une petite poignée d'argent distraite de cette fortune immense. En se disant ceci, il se retourna brusquement et aperçut, dans la glace placée à l'autre bout de la chambre, leurs

deux images réunies : la sienne d'abord, celle du jeune homme heureux et fort, au front sans plis, aux épaules larges et robustes, avec de belles dents blanches et une forêt de cheveux crépus ; puis celle du vieillard, coupable et désespéré, le front livide, les regards vagues, et courbant la tête pour recevoir sa sentence. Sa sentence?... Non, ce n'était pas Guy qui pouvait la prononcer. Voici qu'il se sentait maintenant ému par un instinct indéfinissable, par une voix secrète. Souvent, au sein du bonheur et de la prospérité de toute une vie, ne nous sentons-nous pas indignes de ces bénédictions, en face d'une douleur profonde et d'un âpre chagrin ?

Sommes-nous tous des Pharisiens, glorieux et orgueilleux de nos vertus, étalant nos phylactères sur la place du marché et sur les degrés du temple ? Ne nous demandons-nous pas parfois, tristement et en secret, si ce coupable ne s'en va pas vers son Père, bien plus amplement justifié que nous ne pourrions l'être ? Aussi Guy n'en était pas moins digne de l'estime de sa Belinda, pauvre garçon, parce qu'en ce moment il s'attendrit à un souvenir d'elle, et qu'à ce souvenir son front rougit, son cœur s'émue, ses regards s'adoucirent, et qu'il se sentit presque honteux de sa prospérité et de sa force, de sa probité et de son sévère honneur. Avait-il jamais été tenté ? A quoi devait-il tous ses biens, tout son bonheur, si ce n'était à l'heureux hasard de sa naissance ? Et pourtant ce vieillard, en dépit de ses douleurs et de sa misère, avait à lui un trésor que Guy ne possédait pas, un trésor pour lequel il aurait échangé volontiers toute sa haute fortune et sa haute réputation, toutes ses belles roses aussi rouges, blanches et dorées. Et le moment était favorable pour s'expliquer enfin sur ce projet que le jeune homme avait dans l'esprit.

— Écoutez, murmura Guy en rougissant, penchant sa grosse tête ébouriffée et parlant bas et vite, comme s'il eût été lui-même le coupable, et non l'accusateur. — Vous avez dit tout-à-l'heure que, si vous m'aviez trompé, c'était par amour pour vos filles... Je ne ferai pas, moi, ce que vous avez osé faire ; je ne prendrai pas l'argent de vos filles pour remplacer le mien, que vous avez perdu... Mais si l'une d'entr'elles... miss Belinda, par exemple, puisqu'elle aime les roses... consent à venir demeurer ici et à s'acquitter de cette dette par son travail, je suis tout prêt à souscrire à ce genre de restitution. Ma mère est bien faible, bien souffrante ; il lui faudrait quelqu'un près d'elle, une jeune et aimable compagne... Elle donnerait à...votre fille... à miss Belinda... voyons ? par exemple, cent guinées par an, et de cette manière, avec le temps, la dette sera acquittée.

— Il faudra vingt ans au moins ! — s'écria M. Barly, au comble de l'étonnement.

— Eh bien, qu'importe?... Va pour vingt ans, répondit Guy très-décidé, comme si ce mode de paiement à long terme lui semblait être la chose la plus naturelle du monde. — Retournez chez vous consulter votre fille, et vous viendrez me dire ensuite ce qu'elle aura résolu.

Au moment où il achevait ces mots, le maître d'hôtel entra, annonçant que le cabriolet attendait à la porte.

Le pauvre vieux Barly s'inclina respectueusement et sortit. Il était encore abattu, désespéré, et de plus, ses pensées se trouvaient étrangement confondues. Du reste, il se sentait si complètement au pouvoir de Guy Griffiths, que si Guy Griffiths lui avait ordonné de sortir par la cheminée, il aurait obéi à l'instant. Tout en chancelant, il monta donc dans le cab, ordonna au cocher de le conduire à la station pour Dumbleton, et s'éloignait déjà avec un certain sentiment de soulagement et presque d'espoir lorsqu'il s'entendit rappeler par quelqu'un qui accourait derrière la voiture. En tremblant, il avance la tête. Guy avait-il soudain modifié sa résolution ? Son cœur s'était-il soudain endurci comme celui de Pharaon, se ravisant à la dernière heure ?

C'était Guy, en effet, qui s'approchait en courant, l'air contraint et le regard sombre : « Hohé... Stop !... Vous avez oublié les roses pour votre fille, dit-il, en jetant dans la voiture une grosse gerbe de boutons, de feuillage et de fleurs. » Et comme le cabriolet s'en allait, roulant à travers les rues de Londres, les passants levaient la tête et enviaient le sort de celui qui, dans ces rues poudrées et sombres, allait, portant un tel trésor de parfums et de couleurs. Mais, s'ils avaient pu voir le visage hagard et morne qui se cachait derrière la masse rose et verte du bouquet, ils eussent cessé d'envier le sort du pauvre père.

Hélas ! au logis Belle attendait, debout et souriante à la grille du petit jardin, et elle poussa un petit cri de plaisir en apercevant de loin la belle gerbe de fleurs que portait le vieillard gravissant la colline. Elle accourut au devant de lui, les mains étendues, les lèvres entr'ouvertes par un charmant sourire, sa jupe bleue flottant à longs plis au souffle du vent de la plaine : « Ah ! papa, quel beau bouquet ! Et comment avez-vous passé le temps ? Vos hôtes sont-ils aimables ? » Le pauvre Barly accablé eut à peine la force de lui répondre en cet instant.

— Prenez ces roses, Belle ; elles me coûtent assez cher, dit-il avec un soupir. — Puis il entra en chancelant, se jeta dans son grand fauteuil, inclina sa tête accablée, appela Belle à son côté, et, les yeux humides

de pleurs, passa ses bras autour du cou de sa fille et, en silence, pleura sur elle. Le pauvre vieux Barly n'avait ni la vaillance ni la force d'un Jephthé, et son front rougissant se courbait de plus en plus sur la tête charmante et le cou blanc et frêle de son enfant adorée, tandis qu'en phrases entrecoupées, altérées par la honte, il lui racontait toute la douloureuse histoire des derniers jours, et hélas ! des quelques heures passées loin d'elle. Et il avait beau trembler et souffrir pour son enfant, il ne pouvait s'en séparer : Non, non, je ne peux, je ne peux, murmurait-il, tandis que la pauvre Belle l'entourait de ses bras caressants, pressant son front de ses lèvres fraîches...

— Quant à Guy Griffiths, il vint me voir peu de jours après son entrevue avec M. Barly et il me surprit réellement lorsqu'il m'apprit que sa mère n'avait formé aucune opposition à l'exécution du projet qui comblait ses plus chères espérances. J'aurais pu peut-être lui donner les raisons de cette condescendance subite et complètement inattendue. Mrs Griffiths, en cette nuit où elle gisait sur son lit, immobile et sans voix, avait entendu et compris quelques-unes des paroles désolées qu'alors son fils m'avait dites. Était-ce l'effet d'un remords soudain, d'un amer retour sur le passé ; était-ce celui d'une tendresse tardive, nouvellement éclos dans ce cœur froid et triste, qui avait porté la vieille dame à me questionner si longuement et si soigneusement dès la première visite qu'il m'était arrivé de lui faire ? Du reste, il avait souvent été question d'attacher à la personne de l'infirmes une dame de confiance, une demoiselle de compagnie. Aussi, lorsque les premiers bruits coururent relativement au désastre financier, à la ruine du pauvre Barly, ce fut Mrs Griffiths elle-même qui fit allusion la première à ces chers projets de son fils, jusque là tenus secrets.

— Je pourrais engager peut-être quelqu'une de ces jeunes filles... miss Belinda, par exemple... n'est-ce pas ainsi que vous l'appeler ?

À ces mots, je me sentis touchée de cette délicate prévenance, de ce dévouement maternel. Je pris alors sa main froide et la portai doucement à mes lèvres : « Je suis sûre que la présence de cette jeune fille serait pour vous un grand soulagement... Vous ne vous repentiriez jamais de votre indulgence, de votre bonté, » murmurai-je.

La pauvre malade fit un geste de doute et se détourna, avec un soupir douloureux, mais cet élan de dévouement maternel et de tendresse généreuse eut pour résultat cette invitation à dîner que Mrs Griffiths conseilla elle-même à son fils d'adresser à M. Barly, et qui, par malheur, aboutit à des effets si désastreux.

V.

Lorsque M. Barly descendit pour déjeuner, le matin qui suivit son retour, il trouva encore sur la table une de ces grandes enveloppes à large cachet qui semblent toujours provenir de quelque source officielle. L'enveloppe contenait une lettre laconique de Guy Griffiths, accompagnée d'un billet de 100 livres : « Vous aurez sans doute à faire face à des » dépenses importantes d'ici à quelque temps, écrivait le généreux » garçon. Je saisis avec joie cette occasion de vous prouver que je » n'ai jamais été sensible à la perte d'argent que vous m'avez fait » éprouver, mais bien à la façon dont vous avez conduit cette malheu- » reuse affaire. Vous n'avez qu'un moyen de m'offrir actuellement une » réparation suffisante; gardez le billet ci-inclus, et employez-le en » mon nom pour vos besoins personnels. »

Le fait est que les perspectives d'avenir n'étaient pas des plus réjouissantes. A Myrtle-Cottage les vitres des croisées et les degrés du perron resplendissaient, il est vrai, d'une propreté exquise; mais le mobilier avait grand besoin de renforts, le garde-manger de provisions. La pauvre petite Belle avait beau se coucher tard et se lever matin; elle ne pouvait pas refaire le panneau de la table à manger, verroulu et brisé par suite de sa grande vieillesse, ni évoquer un bel et bon gigot de mouton bien en chair, à la place des os soigneusement grattés qui restaient seuls après le repas de la famille; ce n'était pas sa main diligente, courageusement armée du plumeau, de l'essuie-main ou du balai, qui pouvait effacer les taches de moisissure de la muraille, les fêlures du miroir, ou, pire que tout cela, hélas! le grand trou s'ouvrant dans le tapis.

En outre, Anna se montrait de plus en plus abattue, morose, et jalouse de l'influence que sa sœur cadette exerçait sur son père. Fanny était languissante et un peu malade; cependant un éclair de bonheur était venu dorer son horizon : Emily Ogden lui avait écrit en l'invitant à venir passer quelques jours avec elle, dans sa famille. Lorsque M. Barly et sa chère enfant eurent tenu conseil ensemble au sujet de la proposition de M. Griffiths, Belle comprit, avec son bon sens ordinaire, qu'il serait insensé et coupable de ne pas vouloir profiter d'une aussi favorable occasion. Quand bien même Mrs Griffiths devait être cent fois plus exigeante et difficile, son fils cent fois plus rude et plus sombre qu'elle ne pouvait se l'imaginer, elle prenait d'avance la résolution de tout supporter, de se montrer patiente, humble et courageuse.

Belinda savait ce dont elle était capable, elle comprenait bien qu'elle pourrait endurer, pardonner beaucoup, en retour de ce bienveillant oubli, de ce généreux pardon dont on avait fait preuve à l'égard de son pauvre père. Anna se montra fort joyeuse lorsque sa jeune sœur déclara qu'elle était prête à partir; elle redevint tout à coup active, sereine, empressée, se débarrassa soudain du grand châle dans lequel elle s'était tenue constamment enveloppée depuis le commencement de leurs revers, fit quelques mystérieuses allusions à la bonne chance de Fanny, pour laquelle il était permis de concevoir de brillantes espérances, aida de tout son cœur les deux jeunes filles à préparer leurs malles, feignit de verser quelques larmes, au moment où elles se dirent adieu, puis rentra dans la maison d'un pas grave et majestueux, portant haut la tête avec un grand air d'importance. Belinda de loin agitait sa main blanche et son mouchoir trempé de larmes, mais Anna ne la vit et ne lui répondit point : elle lui tournait déjà le dos.... Pauvre Belinda ! En dépit de toute sa vaillance et de sa résignation courageuse, elle sentit son cœur défaillir au moment où elle s'arrêta devant la haute grille de bronze de la villa de Castle-Gardens. Seulement elle fit bonne contenance, et n'eut garde de se laisser accabler, parce qu'elle avait encore à soutenir le courage de son père. L'heure du dîner approchait, et la femme de chambre de Mrs Griffiths descendit avec un message de sa maîtresse. Mrs Griffiths, très-fatiguée, était sur le point de se mettre au lit; elle aurait le plaisir d'entretenir miss Barly le lendemain matin : M. Griffiths était en ville; miss Williamson, leur voisine et amie, viendrait faire sa visite à miss Barly le soir même.

En attendant, le dîner avait été servi dans la grande salle à manger avec ses colonnes de marbre, ses riches draperies et ses célèbres peintures hollandaises représentant des oiseaux, du gibier et des fruits et des fleurs. Trois laquais servaient à table; un lourd candélabre d'argent massif éclairait ce festin solitaire. De grands plats, dont on levait le pesant couvercle faisaient leur apparition, les caraffes et les bouteilles de vin circulaient dans les mains des serviteurs; des ragoûts délicats et de fins entremets faisaient, tour à tour, leur entrée. Belle essayait de manger, pour contraindre son père à lui tenir compagnie. Elle plaisantait même, aussi joyeusement qu'elle pouvait, la pauvre fille, déclarant au vieillard que, sans doute, l'on avait l'intention de l'engraisser. Et par degrés aussi, le pauvre père se ranimait; le bon vieux claret qu'on lui avait servi le remettait peu à peu en gaité; le feu vif et clair dans l'âtre le réchauffait de sa flamme : « Je voudrais que Martha sût faire des puddings à la glace de l'espèce de celui-ci, — disait Belle,

en lui présentant, sur une assiette à ourlet d'or, une portion de cette crème neigeuse doucement colorée, tout embaumée de vanille et d'autres arômes délicieux. Mais M. Barly avait terminé à peine son repas que le maître d'hôtel faisait un soubresaut et s'élançait hors de la salle, une porte retombait, une sonnette s'agitait violemment, le bruit d'un pas pesant se faisait entendre dans le vestibule et une voix retentissante s'écriait : « Eh bien, sont-ils venus?... Où sont-ils?... Dans la salle ? » — Et la portière de velours rouge se relevait brusquement, et le maître du logis faisait aussitôt son entrée, portant un sac de voyage et un paletot sur son bras. Par malheur, au moment où il passa devant le buffet chargé de cristaux et de porcelaines, un des boutons de son habit s'accrocha aux franges de la nappe qui le recouvrait, et en un instant, la nappe, les verres, les tasses et les plats s'ébranlaient et s'écroulaient de concert, avec un fracas retentissant qui eût bien fait rire la pauvre Belle, si la grande frayeur qu'elle ressentait en ce moment lui eût permis de se livrer à cette innocente gaité.

Guy se contenta de dire paisiblement aux laquais qu'ils eussent à ramasser, sans délai, les débris de la vaisselle ; puis il déposa, sur une chaise, les objets dont il était chargé, et, traversant la chambre, marcha droit vers les deux nouveau-venus qui, tremblants d'émotion et de frayeur, l'attendaient à l'autre bout de la table. Hélas ! pauvre garçon ! lorsqu'il eut donné au vieux Barly une cordiale poignée de mains et fait à la gentille Belle un petit salut fort gauche, il ne put trouver à lui dire rien de plus aimable que ceci :

— J'espère que vous êtes venue ici de votre plein gré, miss Barly ? — Et en parlant ainsi, il baissait timidement sa grosse tête crépue, tout en enveloppant la belle enfant d'un regard à la fois pénétrant, farouche et embarrassé.

— Certainement, — murmura Belle ouvrant un peu plus grands ses beaux yeux gris, pour le mieux voir.

— Alors je vous suis bien obligé, miss Barly, — répondit Guy.

Et, à cette réponse toute simple et fort civile, la bonne petite Belle sentit son courage renaître.

Mais cette douce sensation de bien être et d'espoir ne dura pas longtemps ; car, presque au même instant, Guy Griffiths, repris d'un de ces accès de subite timidité, se tourna vers M. Barly, lui disant, de sa voix la plus sèche et la plus dure : « Pour vous, vous partez demain de grand matin, mais j'espère que nous garderons votre fille bien longtemps près de nous. »

Pauvre garçon, encore une fois ! Il ne croyait nullement se montrer

incivil et rude ; mais, dans son embarras, il parlait ainsi, ne sachant où trouver des sujets de conversation. Belle, dans le secret de son cœur, se dit que ce vilain Griffiths n'était qu'une cruelle brute, et le malheureux Guy, après avoir fait, sur la charmante fille, cette favorable impression, brisé une douzaines de tasse et de verres, éprouvé des embarras énormes et subi de profondes angoisses durant ce rapide entretien, se retira promptement, en leur souhaitant le bonsoir.

— Bonsoir, M. Barly ; bonsoir, miss Belle, — murmura-t-il. — Et ici, le ton mélancolique et doux dont il accompagna ces paroles, fléchit à demi le cœur de Belle, qui s'apaisa un peu.

— Bonsoir, monsieur Griffiths, — répondit-elle en se levant, sa jolie tête brillamment éclairée et sa taille de nymphe, légère et gracieuse, paraissant plus attrayante encore, grâce à cet éclat nouveau dont elle était entourée. En s'éloignant du seuil, de son pas disgracieux et lourd, Griffiths la voyait encore, et toute la nuit il la revit dans ses rêves, cette belle jeune créature si suave dans sa robe blanche à longs plis, avec toutes les dorures et les draperies, et les lumières, et les miroirs et les coupes d'or scintillant autour d'elle. Oui, tout ce luxe était à lui, et un luxe bien plus éblouissant encore pouvait lui appartenir, s'il en désirait faire la conquête ; mais une âme aussi charmante, aussi noble et pure que celle-là, serait-elle jamais sienne ; daignerait-elle jamais devenir sa gardienne et sa compagne?... Oh ! non.... un pareil destin ne devait pas, ne pouvait pas appartenir à un rustre, à un brutal, à un pauvre homme tel que lui. Guy le lendemain matin, pour la première fois de sa vie, s'approcha du grand miroir, et descendant l'escalier examina attentivement sa contenance et sa personne. Hélas ! il ne put voir, dans la glace, qu'un grand et gros individu, ayant le dos rond, les épaules larges, la chevelure ébouriffée, de petits yeux bruns très-vifs, et de petites dents très-blanches et très-aiguës, comme celles d'un chien. Aussi il tressaillit de rage et de douleur en contemplant son grossier personnage : « Et penser que le bonheur, la vie, hélas ! que l'amour lui-même dépendent de la science du tailleur et de l'art du perruquier ! » murmura-t-il, avec un sourd gémissement, en retournant dans sa chambre pour écrire des lettres.

Mrs Griffiths n'avait point vu miss Barly, la veille au soir, car elle ressentait d'ordinaire une certaine frayeur nerveuse en présence d'un étranger. Mais elle m'avait envoyé chercher, et, au moment où j'allais la quitter, elle me pria d'aller avant mon départ rendre visite de sa

part à sa future compagne. Belinda s'était déjà retirée dans sa chambre, mais je me permis de frapper. Elle vint m'ouvrir aussitôt, ses beaux cheveux blonds dénoués tombant sur ses épaules et une charmante expression de curiosité et d'embarras se peignant dans ses yeux. Elle ne savait qui j'étais; cependant elle m'invita à entrer, et, lorsque je me fus présentée moi-même et que j'eus en partie expliqué les circonstances, elle avança une chaise, me priant de m'asseoir.

— Cette grande maison me paraît avoir des airs si mystérieux, si complètement différents de tout ce que j'ai vu jusqu'à ce jour, — me dit-elle, — que je serai bien reconnaissante à quiconque voudra m'éclairer en m'indiquant tout ce que j'aurai à faire; soyez donc assez bonne pour vous asseoir, et nous causerons un peu.

Je lui appris que ses fonctions consisteraient à écrire des billets et des notes, à tenir quelques comptes, à faire la lecture à Mrs Griffiths; et qu'en outre, elle devrait s'adresser à moi, chaque fois qu'elle aurait besoin de conseils, d'encouragements ou de secours : « Vous avez bien fait de venir, continuai-je. — Vous êtes chez d'excellentes gens; Guy est l'homme le meilleur, le plus généreux que j'aie jamais connu et comme, depuis longtemps déjà, j'ai entendu parler de vous, miss Barly, je suis sûre que votre tendresse filiale et votre dévouement recevront, quelque jour, leur juste récompense. »

Belle, pour me remercier, m'adressa un charmant sourire et un regard modeste et content, avec une expression amicale, reconnaissante et un peu fière. Elle me dit plus tard que son père avait éprouvé un véritable confort et un sérieux apaisement lorsqu'elle lui avait parlé de la visite que j'étais venue lui faire, et que, se trouvant heureusement dans ces dispositions favorables, il s'était résigné à la quitter sans trop de pleurs et de déchirements.

Pauvre Belle! Je me demande, pour ma part, combien de larmes elle versa en secret, ce même jour, lorsque son père fut parti. Tandis qu'elle attendait le moment d'être présentée à Mrs Griffiths, elle se mit, pour se distraire, à parcourir la maison, laissant tomber quelques pleurs, çà et là, pendant qu'elle errait toute seule, cherchant à se persuader qu'elle se divertissait un peu en contemplant tour-à-tour tant et tant d'aunes de damas de la même nuance, tant et tant de tentures et de rideaux de perse et de soie légère peinte des mêmes fleurs.

— M. Griffiths m'a chargé de vous dire que cette chambre, dans la tourelle, avait été préparée pour vous, miss Barly, — lui dit, fort respectueusement, le maître d'hôtel qui, venant à la rencontrer, ouvrit

devant elle la porte d'un charmant petit salon. — Personne n'a occupé cette chambre avant vous ; elle doit être pour vous seule. — Et il lui remit une clef, à laquelle était attachée une petite carte, où étaient tracés ces mots « la chambre de miss Barly, » de la grosse écriture traînante de la digne femme de charge.

Belle fit un pas sur le seuil, puis s'arrêta en poussant un petit cri d'admiration. Elle avait devant elle un beau petit salon carré, avec quatre fenêtres d'où la vue s'étendait sur les jardins, sur le parc, sur la belle et large route qui passait devant la maison. Un vert treillis de lierre se dressait, comme un rideau de feuillage, devant une des fenêtres ; des roses fraîchement épanouies couraient en guirlandes autour de l'encadrement intérieur des croisées faisant saillie. Et puis, un beau tapis indien étendu sur le parquet, de frais rideaux de soie, des chaises et des sofas moelleux recouverts d'une jolie perse aux vives couleurs, aux dessins gracieux et fanfastiques, où des oiseaux merveilleux voletaient à l'ombre de guirlandes de lis. Et encore un grand piano, façonné et décoré à l'ancienne mode, et une vaste bibliothèque pleine de livres et de cahiers de musique. « Certes, on me reçoit ici avec de grands égards et une incroyable magnificence, — pensa Belle, s'asseyant auprès d'une des fenêtres qui dominaient le jardin, et aspirant avec délices la fraîche senteur des roses. — C'est qu'ils ont sans doute l'intention d'être bons et aimables pour moi, et de me traiter en amie. »

Et ici Belle, qui était assez curieuse, nous devons l'avouer, se prit à fureter partout, à examiner chaque chose, prenant note à part elle de ceci et de cela, lisant les titres des livres, soulevant les cristaux, les bronzes, les vases du Japon, découvrant, à la fin, un charmant balcon dans sa tourelle. Elle y trouva aussi une petite table à écrire, bien fournie de plumes, de papier et d'encre de diverses couleurs, qui eut tout particulièrement le don de lui plaire. Sur cette table était placé un énorme bouquet de roses dans un vase de verre, et deux jolis petits volumes reliés en chagrin vert, dans l'un desquels se trouvait encore un coupe-papier d'ivoire ciselé.

Le premier était un recueil de contes de fées, auquel je me suis permis d'emprunter une idée ou deux, ce que le bon génie qui en est l'éditeur me pardonnera, je l'espère.

L'autre petit volume s'appelait *Le Livre d'Or*, et lorsque Belle le prit, voulant l'examiner, il s'ouvrit de lui-même, à l'endroit où le coupe-papier était resté, à la septième page où une main inconnue avait marqué, d'un léger pli, le sonnet qui commençait la page. Belle com-

mença à lire le sonnet et aussitôt ses yeux se remplirent de larmes, car le poète parlait ainsi :

Consulter vos regards, devancer vos désirs,
Je le voudrai toujours, moi qui suis votre esclave...

Au dessus de ces premières lignes du sonnet avait été tracée cette dédicace au crayon « A ** ». La première lettre d'un nom propre qui avait été inscrite aussi avait été ensuite soigneusement effacée et Belle, cherchant à la deviner, n'y parvint point, bien qu'elle ouvrît, toutes grandes, ses fines paupières blanches. Un peu plus loin, du reste, une autre marque se voyait encore, au bas de quelques jolies strophes qui avaient été signées d'un G, et qui commençaient ainsi :

Un amour est semblable à la rose embaumée
Que mai salue en sa fraîcheur ;
Mon amour est semblable à la chanson aimée
Qui vole, des lèvres au cœur

— De l'amour ! Oh ! ce n'est pas pour moi, mais j'aimerais avoir un esclave ! — soupira Belle, penchant sa jolie tête sur le livre qu'elle tenait toujours entr'ouvert sous sa main. — Et je voudrais surtout que cet esclave, ce bon génie, fût assez habile pour me dire ce que mon pauvre père peut bien faire en cet instant.

Mais avait-elle besoin d'un génie pour cela ? ne pouvait-elle se représenter cette image lointaine, cette scène de douleur, sans aucune intervention magique ? Le petit cottage sombre, le pauvre vieillard rentrant accablé, désespéré, seul, voici ce qu'elle se représentait bien, ce qui abattait son courage et brisait à demi son cœur. Mais un coup léger retentit à la porte, et la pauvre Belle s'efforça de regagner tout son calme pour aller recevoir, avec tranquillité, un télégramme que lui apportait l'un des domestiques. Elle en déchira l'enveloppe en tremblant, redoutant quelque fâcheuse nouvelle, puis un sourire de soulagement vint errer sur ses lèvres roses. Ce télégramme lui était expédié par Guy Griffiths qui, l'ayant daté de son bureau, s'exprimait ainsi : « Votre père me charge de vous dire qu'il est revenu sain et sauf au logis et vous envoie toutes ses amitiés. J'allais à Dumbleton pour affaires, et nous avons fait la route ensemble. »

Belinda ne put s'empêcher de confesser que M. Griffiths était bien bon de penser ainsi à elle, et la conviction de cette sollicitude, de cette bonté généreuse, lui donna le courage de se présenter à sa mère, la vieille dame infirme qu'elle craignait extrêmement.

Du reste, notre petite Belle ne devait avoir que peu de chose à faire, mais elle pouvait se flatter d'accomplir tous ses devoirs consciencieusement et bravement, ainsi qu'elle en avait l'habitude. Quand il arrivait à la courageuse enfant de mettre la main à quelque chose, elle y mettait, en même temps, tout son esprit et son cœur. Sa vaillance, sa douceur et sa bonne humeur courageuse ne tardèrent pas à ranimer, à égayer la pauvre femme souffrante, et à produire sur sa santé même l'effet le plus heureux. Mrs Griffiths se prit d'affection pour la jeune fille patiente, douce, intelligente et du reste si avantageusement douée, et elle manifesta le désir de l'avoir sans cesse à ses côtés. Belle avait déjeuné dans sa chambre le premier jour, mais la malade lui conseilla elle-même de descendre, quand vint l'heure de dîner, et notre Belle, ayant fait un peu de toilette, relevé et lissé ses boucles d'or, se présenta toute seule, et fort timide dans la salle à manger solitaire, au bas du grand escalier. Tout d'abord, elle jeta, de dessous ses longs cils, un regard curieux sur la table somptueusement servie, se demandant avec une certaine crainte si elle dînerait seule, ou bien si elle aurait de la société. Mais cet intéressant problème devait être bientôt résolu : une porte latérale s'ouvrit, et Guy entra, timide et gauche selon sa coutume, rougissant et balbutiant plus expressivement encore, au moment où il s'approcha de Belle pour lui serrer la main.

— Miss Belinda, voulez-vous me permettre de dîner avec vous ? — murmura-t-il.

— Comme il vous plaira, monsieur, — répondit vivement la jeune fille, effrayée et surprise.

— Oh ! pas du tout, répliqua-t-il d'un ton plus ferme. — Ceci dépend entièrement de votre bon plaisir. Si ma présence vous est à charge, dites-le, je vous en prie ; je le conçois facilement et ne me sentirai point offensé... Eh bien, dînerons-nous ensemble ?

— Oui, assurément, — répondit Belle, souriant doucement, et, à son tour, un peu confuse.

Et tous deux prirent place à ce somptueux festin. Ce bon Guy, pour la première fois de sa vie, trouvait la grande salle confortable et hospitalière, bien éclairée et joyeuse. La majesté des hautes colonnes, des lourdes draperies, avait cessé de l'écraser de tout son poids ; l'éclat des plats d'or et d'argent, de le lasser et de l'éblouir. Bélinda était là, près de lui, épluchant, de ses petits doigts blancs, une belle grappe de raisin, jouant avec les amandes et les dragées. Il pouvait à peine en croire ses yeux, admettre la réalité de son bonheur. Rien qu'au son de cette voix timide et enjouée son pauvre cœur éveillé faisait de grands bonds dans

sa poitrine. L'aimable petite Belle commençait à perdre, par degrés, beaucoup de sa timidité première, et l'un et l'autre causaient familièrement de tout ce qui leur venait dans l'esprit. Elle s'était mis à lui raconter leur vie, leurs occupations à Myrtle Cottage, à lui parler des araignées, des souris qui ne voulaient pas désertier les chambres, des importantes affaires de la cuisine et des graves questions du garde-manger, lorsqu'en se retournant vers Guy et levant soudain les yeux, elle fut fort étonnée de rencontrer ses regards surpris, attristés, douloureusement fixés sur elle. Mais, en cet instant, Guy se détourna par un mouvement brusque, et, dans sa confusion, se mit à puiser, au hasard, dans les grands plats ciselés, toutes sortes d'excellentes choses qu'il entassait sur son assiette.

— Que vous êtes bonne, — continua-t-il, en évitant de la regarder, — que vous êtes bonne de vouloir bien venir près de nous, égayer cette grande maison triste, tenir compagnie à une pauvre femme souffrante, et à un pauvre individu tel que moi !...

— Mais vous êtes si bons tous les deux, — interrompit Belle avec candeur. — Oh ! je n'oublierai jamais.

— Moi, bon ? — s'écria Guy brusquement. — Moi qui, hier, me suis comporté comme une brute à l'égard de votre père, à votre égard, miss Belinda !... Je ne suis pas accoutumé à la société des dames, je le sais bien ; je suis gauche, et maladroit, et stupide.

— Si vous étiez réellement stupide, vous ne parleriez point ainsi, M. Griffiths, — répliqua Belle en souriant. — Les gens stupides ont toujours une haute idée de leurs propres mérites.

Lorsque Guy, à la fin du repas, se leva pour prendre congé, il attacha encore sur la jeune fille un regard si affectueux et si profondément mélancolique, accompagné d'un si long soupir, que Belle se sentit soudain vivement intéressée et tout émue : « Je n'aurais jamais cru qu'il me fût possible de le trouver aussi aimable, aussi bon, — pensa-t-elle, en regagnant le corridor qui conduisait à la chambre de la malade. »

Et pourtant c'était une vie étrange, monotone et parfois accablante que celle qu'elle devait mener, cette jeune et joyeuse enfant, dans cette grande maison silencieuse où elle n'avait pour compagnon que ce pauvre Guy si dévoué, mais si brusque et si gauche, où elle n'avait d'autres distractions que les plaintes et les gémissements de la malade, point d'autres devoirs que celui de veiller à son confort et de satisfaire à ses fantaisies. Le silence et la froideur de cette vie, et même le bien être et le luxe dont elle était entourée, accablaient plus encore le pauvre petite exilée que n'auraient pu le faire les travaux et les désap-

pointements d'une existence plus humble et plus constamment occupée. Mais le jardin était du moins pour elle une source constante de plaisirs sans fin et d'intimes délasséments; elle aimait à y errer seule, se glissant dans les allées, grimpant sur les terrasses, respirant l'odeur des roses, jetant des miettes de pain aux oiseaux familiers et aux petits poissons d'or. Bien des fois j'ai, de ma fenêtre, suivi des yeux et contemplé longtemps la forme agile et gracieuse de ma gentille voisine, faisant trente-deux fois le tour de la terrasse, quinze fois celui de l'étang, paraissant et disparaissant tour-à-tour au dessus des treilles en fleur. Belle était obligée de s'imposer de semblables tâches en matière de promenade, ou bien elle se serait promptement fatiguée de ces délasséments solitaires au milieu desquels nulle voix amie ne venait la réjouir. Elle ne pouvait considérer ce bon Guy que comme un compagnon envoyé par le hasard, d'humeur assez taciturne et de fort étranges manières, et jusqu'alors aucune impression plus tendre ne s'était ajoutée au sentiment de bienveillance réelle qu'elle éprouvait pour lui.

VI.

Un jour, Belle, s'étant promenée au jardin plus longtemps encore qu'elle n'en avait l'habitude, se rappela tout-à-coup qu'elle avait oublié d'écrire un billet pour Mrs Griffiths, et, franchissant à la hâte les degrés du vestibule, portant une gerbe de roses dans un coin de son tablier, elle se heurta presque contre la robuste personne de Guy, qui était rentré au logis beaucoup plus tôt que de coutume. Elle s'arrêta court, rougit fort, et devint, par conséquent, plus charmante encore qu'elle ne l'était d'ordinaire. Devant elle, le jeune homme aussi s'était brusquement arrêté, attachant sur elle des regards, où se peignait une admiration si discrète et si profonde, que Belinda, de plus en plus troublée, se remit à courir jusqu'à son appartement. Mais elle y était à peine, lorsque le son de la cloche se fit entendre; aucune excuse n'était désormais admissible; il fallait bien descendre et paraître pour le dîner. Guy était bien dans la salle à manger, mais il avait l'air aussi timide, aussi contraint, aussi gauche que de coutume, et Belinda ne tarda pas à oublier graduellement cette nouvelle impression. Quand le maître d'hôtel eut posé le dessert sur la table, il s'éloigna, les laissant seuls, et Belinda, après avoir grignoté un fruit, se leva pour prendre congé et retourner chez elle. Mais, tandis qu'elle se dirigeait vers la porte, elle entendit soudain les pas de Guy derrière elle. Elle s'arrêta

brusquement et il continua à s'approcher, devenant de plus en plus pâle, jusqu'à ce qu'il se sentit la force de murmurer, d'une voix rauque et étouffée : « Belle, voulez-vous m'épouser ? » Sur quoi, Belinda stupéfaite ouvrit tout grands ses beaux yeux gris, à deux pas de son pâle visage. Elle ne pouvait se figurer qu'elle eût bien entendu. Elle s'arrêta, tressaillit, voulut parler, respira pour reprendre haleine ; puis suivit, sans y réfléchir, la puissante impulsion du moment, et sans plus hésiter, répliqua : « Oh ! non, Guy. »

Il ne se montra, à ces mots, ni irrité, ni stupéfait. Il le savait d'avance, le pauvre garçon, et, en son cœur, ne s'était jamais, jamais attendu à une autre réponse. Il se contenta de soupirer, la regarda une fois encore, puis se retourna et disparut.

Pauvre Belle !... Elle se tenait là, droite et confuse, à l'endroit même où il l'avait laissée : les lumières brillant autour d'elle, les portières de damas ondulant jusqu'à ses pieds, la table scintillant du vif éclat des cristaux et des porcelaines. N'avait-elle pas eu un songe, un songe étrange ?

Elle tremblait de tous ses membres en serrant ses petites mains. Puis elle tressaillit violemment et s'enfuit dans sa propre chambre, effrayée, confondue, ne sachant plus que faire ou bien qui consulter. Ce fut en ce moment un véritable bonheur pour elle que de se sentir mandée auprès de Mrs Griffiths, à laquelle elle devait faire la lecture comme de coutume. Oh ! quel soulagement elle aurait éprouvé, si elle avait pu raconter à la vieille dame toutes ces étranges choses ! Mais elle craignait de l'agiter, de l'irriter probablement. Elle se résigna au silence et commença sa lecture.

Le cœur lui battait fort, et, un moment, elle s'arrêta court, mais un signe d'impatience de sa maîtresse infirme lui enjoignit de continuer. Elle obéit répétant machinalement et à demi voix les mots qui se présentaient à sa vue ; mais, soudain, un coup discret retentit à la porte, et, contrairement à sa coutume, Guy se montra au seuil de l'appartement. Il était très-pâle, le pauvre garçon, et il avait le visage fort humble et le maintien fort triste : « Je désirais vous voir, miss Belinda, — dit-il à voix haute, en entrant, — pour vous dire que, je l'espère bien, — ce qui s'est passé... ne changera rien... rien à nos rapports, et que vous resterez avec nous comme si rien n'était advenu. Vous m'aviez averti, maman, mais, vraiment, je ne me suis pas trouvé maître de moi-même. C'est donc ma faute assurément... Bonsoir... Voilà tout ce que j'avais à vous dire. »

Belle détourna ses regards anxieux, les reportant vers la vieille

infirmes. La main osseuse de la malade s'agitait, avec impatience, sur les couvertures du lit. « Naturellement... qui donc pourrait lui en vouloir?... En vérité, il a perdu l'esprit, » — murmurait-elle. Puis elle reprit, d'une voix plus distincte : Continuez, miss Barly.

— Oh ! je vous en prie, dites-moi d'abord, si je dois rester... rester ici, — s'écria la pauvre enfant, d'une voix suppliante.

— Assurément; à moins que vous ne vous trouviez malheureuse avec nous, — répondit Mrs Griffiths, d'assez mauvaise humeur. Et ce fut la seule fois que la vieille dame fit la plus légère allusion à ce projet avorté. Peut-être pensait-elle que son fils, en sa grande précipitation, avait commis une notable imprudence, et que Belinda, avec le temps, et grâce à de sérieuses réflexions, pourrait changer d'avis. Peut-être aussi, en réalité, ne se souciait-elle que bien peu de tout ce qui se passait au delà du seuil de sa chambre. Il semble que pour les malades gisant sans espoir sur leur lit de mort ou de souffrance, les espérances, les anxiétés, les désirs de notre vie deviennent de plus en plus lointains et complètement étrangers. On dirait en les voyant si mornes, si rigides, si profondément tristes, contempler le voile funèbre qui grandit à chaque heure et s'étendra bientôt devant leurs yeux fermés, on dirait qu'ils ont oublié entièrement le temps où ils furent jadis émus, anxieux, agités, comme nous le sommes nous-mêmes.

Une timidité plus grande encore, une gêne réelle, se manifestèrent naturellement chez Guy et Belinda, chaque fois qu'à la suite de cet incident, il leur arriva de se rencontrer. Pourtant cette impression pénible s'effaça assez vite. Parfois, néanmoins, Guy se permettait bien quelque allusion à sa proposition, à ses timides espérances; mais il le faisait d'une manière si discrète, avec tant de respect et de délicate affection, que Belle ne pouvait se fâcher; seulement elle en devenait inquiète et malheureuse. Le pauvre garçon lui faisait peine à voir, pâle et hagard comme il était, avec ses gros yeux sombres, tout autour desquels s'étendait un large cercle noir. Ou bien elle se sentait plus triste, plus confuse encore, lorsqu'elle le voyait parfois se ranimer et s'égayer soudain, se méprenant à quelque mot amical qu'elle avait laissé tomber par hasard; ou quand elle parlait de cet opulent logis comme s'il eût été le sien, de devoirs, de projets communs, des roses de la saison prochaine. Elle ne devait point le tromper pourtant, et, bien qu'il lui fût horriblement pénible de devoir le désabuser par des paroles amères, elle sentait bien que son devoir l'obligeait à dire la vérité tout entière, plutôt que de laisser le malheureux se bercer d'espérances que rien ne pouvait justifier. Un jour, il la rencontra dans la rue, au moment

où elle reprenait le chemin de la maison. L'aspect de la foule affairée et le bruit des voitures autour de lui rendit à ce pauvre Guy un éclair de courage, et, au moment où il s'approcha d'elle, il murmura à ses côtés : « En vérité, ne pourrai-je pas désormais m'attendre à quelque délicieuse rencontre, à chaque coin de rue?... Ah ! miss Belle, ma vie pourrait n'être qu'un long rêve de surprise et de bonheur, si.... — Ne parlez plus ainsi, je vous prie... ou je serai forcée de partir, — interrompit la pauvre Belle fort émue, traversant la rue, grâce à son agitation extrême, sous le nez même de deux chevaux d'omnibus. — Je voudrais me sentir capable de vous aimer au point de pouvoir vous épouser... Mais je vous aimerai toujours assez pour être votre amie ; ainsi, je vous prie..., ayez pitié de moi et ne m'interrogez plus. » Belle conclut ainsi, d'un petit ton à la fois suppliant et décidé, espérant couper court de cette façon à toutes sollicitations futures. Le même jour, elle vint me trouver, et me conta son histoire. La pauvre enfant, il se trouvait en effet autant de bonnes raisons pour l'engager à rester que pour la décider à partir. Je ne pus lui conseiller d'abandonner la maison ainsi où on la traitait si bien, car les secours pécuniaires qu'elle pouvait envoyer aux pauvres habitants de Myrtle-Cottage, leur étaient extrêmement utiles. Aux premiers mots qu'elle avait prononcés, touchant l'acquittement de cette dette, Guy s'était mis à rire, et avait refusé formellement d'accepter d'elle un seul shilling pour se payer. En outre, Mrs Griffiths avait grand besoin d'elle, et Guy, le pauvre garçon, aurait donné tout ce qu'il possédait au monde, pour pouvoir la conserver, comme nous le savons déjà.

Mais parfois les événements sont entièrement à la merci des circonstances, et les individus eux-mêmes, avec tous leurs penchants, leurs volontés, et leur connaissance exacte du bien et du mal, deviennent autant d'instruments passifs dans les mains de la destinée. Le hasard voulut que M. Barly vint à tomber malade, et la pauvre Belinda, qui en fut aussitôt informée, se présenta, avec un visage inquiet et un billet à la main, dans la chambre de Mrs Griffiths pour lui annoncer qu'elle devait aller revoir son père : « Papa est malade, et les circonstances exigent que vous reveniez sur-le-champ auprès de lui, — avait écrit Anna. » Mais Guy se trouvait dans la chambre de sa mère en ce moment, et, lorsque Belle sortit, il la rejoignit dans le vestibule :

— Vous partez ? lui demanda-t-il.

— Je ne sais pas ce qu'Anna entend par « les circonstances » ; mais mon père est malade ; il a besoin de moi, — répondit Belle tout en pleurs.

— Moi aussi j'ai besoin de vous, — dit Guy, — mais ceci n'est

d'aucune importance... Partez, partez donc, puisque vous le souhaitez.

Après tout, il était bon et utile qu'elle partît, qu'elle s'éloignât, pensa-t-elle en se hâtant d'aller préparer sa malle. Le visage altéré du pauvre Guy la hantait sans cesse, semblait la suivre partout. C'était vraiment comme si elle l'eût emporté avec elle, dans ses cartons ou dans ses coffres.

Mais il nous serait impossible d'exprimer ce qu'il éprouva, le malheureux abandonné, lorsque, quelques instants plus tard, il vit, à son grand désappointement, qu'elle l'avait pris au mot, la cruelle, et que ses bagages déjà prêts attendaient l'instant du départ, dans un coin du corridor. Il était si timide et si réservé, si peu présomptueux; il se défiait si fort de ses propres mérites; il croyait si peu à la possibilité de gagner, avec le temps, l'amour de la femme aimée; il était si complètement étranger aux frivoles usages du monde, si profondément ignorant des petites coquetteries féminines, que rien de ce qui se passait en lui ne pouvait être comparé à ce que ressentent la plupart des hommes placés dans des circonstances pareilles. Si son étonnement et son désespoir n'avaient pas été aussi subits, aussi profonds, un observateur malveillant eût pu les trouver ridicules. Il errait à travers le jardin à pas précipités, grommelant tout bas en marchant, et çà et là, dans son dépit, froissant les tiges des roses: « Naturellement elle doit partir, puisqu'elle le désire, se disait-il à lui-même; — naturellement, elle le peut.... Mais comment donc sera la maison, quand elle sera partie? » Et il lui venait alors à l'esprit l'idée d'un désert immense, sans sourires, sans lumière et sans couleur, sans rien de ce qui pouvait être doux ou nécessaire à l'existence. Puis il essayait de s'imaginer ce que pour lui serait la vie, si elle s'éloignait pour toujours, si elle ne revenait jamais plus; mais, tandis qu'il s'efforçait d'esquisser dans son esprit les principaux traits du tableau, il se disait que c'était là une chose monstrueuse, incroyable, impossible! De quelque côté qu'il regardât, il la voyait toujours, partout et en toutes choses. Hélas! hélas! et il s'était cru malheureux!... Mais, — il le voyait bien maintenant, — pendant ces dernières semaines de sa vie où la petite Belinda avait souri à ses côtés, il s'était baigné pleinement dans les doux rayons de l'été qu'elle avait apporté dans ses yeux; il avait vécu ébloui, fasciné par le soleil de sa présence. Chaque soir, il était revenu avec plus d'empressement au logis, parce qu'il en espérait un sourire. Lorsqu'il s'éloignait le matin, il levait les yeux vers sa fenêtre, se demandant en lui-même si elle le voyait passer. Un jour, de très-bonne heure, il l'avait rencontrée dans le jardin, auprès de la loge du concierge, debout à l'ombre du grand hêtre, et se rangeant de côté

pour faire place aux chevaux. Elle avait doucement soulevé de sa main les plis un peu raides de sa robe de mousseline rose ; en relevant la tête pour le regarder passer, elle avait languissamment entr'ouvert ses paupières blanches, avec cette grâce enfantine qui lui était ordinaire ; puis elle avait souri gentiment, secoué sa blonde tête, et fait quelques pas en arrière parce qu'elle avait peur des chevaux. A dater de ce jour-là, Guy, chaque matin, regardait sous le grand arbre comme s'il pouvait espérer de l'y revoir encore, comme si elle avait coutume de s'y rendre, l'attendant et lui souriant. Pauvre rêveur ! pauvre insensé ! Il secouait la tête et souriait amèrement en pensant à ces songes vains, à ces visions folles. Il avait souvent rêvé que Belinda était un oiseau, et qu'elle s'envolerait quelque jour, allant se percher bien loin, bien loin, sur les branches de quelque grand arbre. Et maintenant ne verrait-il point s'accomplir le rêve ? S'en allait-elle vraiment, le quittait-elle pour toujours, s'envolait-elle vers ces espaces où il ne pourrait jamais, jamais la retrouver ? Et en songeant ainsi, il laissa échapper un gémissement confus, tout empreint de colère, de rancune, de douleur et de tendresse qui le soulagea à demi, mais qui effraya et troubla singulièrement la pauvre Belle, venant à sa rencontre dans la grande allée du jardin.

— Je vous cherchais, monsieur Griffiths, dit-elle. — Votre mère désire vous parler... Moi aussi... je voulais vous consulter... vous demander quelque chose, — continua-t-elle en rougissant. — Mrs Griffiths est assez bonne pour me prier de revenir, mais... — Ici elle s'arrêta, se troubla tout-à-fait, arrachant, dans son embarras, les jeunes feuilles qui poussaient aux deux côtés de l'allée. Puis, quand elle releva la tête au bout d'une minute ou deux, jetant de côté un de ses jolis regards rapides, elle vit que les petits yeux bruns du pauvre Guy étaient anxieusement fixés sur elle.

— Oh ! que je ne sois pas un obstacle pour vous, murmura-t-il à son tour, en rougissant. Si vous saviez... si vous pouviez comprendre à quel point votre présence ici m'est précieuse et nécessaire, vous reviendriez... Oh ! oui, vous reviendriez certainement.

Miss Barly ne répondit pas ; elle rougit de nouveau et inclina sa jolie tête pour cacher les deux grosses larmes qui perlaient au bout de ses cils noirs. Elle était si profondément, si sincèrement affligée ! Mais que pouvait-elle faire ? Elle ne voulait pas le tromper ni imposer silence à son cœur.

Pendant ce temps, Guy s'était éloigné, se dirigeant vers le parterre de roses, et Belle l'avait machinalement suivi, ne sachant trop où elle allait. Puis le pauvre garçon, au lieu de rentrer au logis, s'était rendu

dans le potager, aux grands murs de briques rouges, tapissés de lichens et de mousses, et ornés de belles et fraîches guirlandes de fruits. Quatre sentiers sablés conduisaient à la pelouse veloutée et verdoyante qui s'étendait au centre de ce jardin ; au milieu de la pelouse, une fontaine murmurait, jaillissait, et, retombant en pluie, faisait scintiller ses eaux pures ; tout autour une foule d'herbes parfumées, la lavande et la menthe, le persil et le thym, croissaient et fleurissaient en larges planches carrées. Des oiseaux friands de raisins becquetaient aux treilles, le long des murs ; un petit moineau, qui buvait à la fontaine, s'envola à leur approche. Quelques fleurs au large calice, brillamment colorées, souriaient aux rayons du soleil et les reflétaient vivement, comme une nappe d'eau tranquille les renvoie en étincelles.

Et le maître de ces lieux de délices étendit sa grosse main rugueuse pour y retenir un instant les petits doigts blancs de Belle : — Ah ! Belle, soupira-t-il, n'y a-t-il point d'espoir pour moi ?.. Aurai-je un jour quelque chance ?

— Je le souhaiterais de tout mon cœur, dit-elle en retirant sa main avec un peu d'impatience. Mais, puisque la chose est impossible, pourquoi m'irritez-vous sans cesse et m'affligez-vous si fort en me parlant continuellement de ce qui devrait être tout-à-fait oublié ?.. Mon cher monsieur Griffiths... je vous épouserai demain si vous y tenez absolument, reprit-elle soudain, devenant toute pâle et se rappelant enfin tout ce qu'elle devait à sa tendresse et à sa générosité ; mais, je vous en prie.. ne me... ne me le demandez pas. — Et en prononçant ces mots, elle paraissait si malheureuse, si profondément effrayée, que le pauvre Guy en fut plus désespéré que de toute autre chose au monde, et courba la tête sous le fardeau de sa douleur.

— N'ayez pas peur, dit-il, je ne vous épouserai pas contre votre gré ; je ne vous retiendrai pas de force... Oui, vous pouvez partir ; moi, je resterai seul ici, libre de me couper la gorge, si je ne puis m'accoutumer à votre absence... Allons, vous voyez que je plaisante... Soyez tranquille, je saurai fort bien, fort bien me résigner, — continua-t-il en soupirant et en se détournant pour s'éloigner avec un geste d'impatience. Mais il s'arrêta soudain, voulant encoré la regarder. Belle, debout, au milieu de l'allée, sa jolie tête toute dorée de soleil, cachait sa figure dans ses mains. Elle se sentait si confuse, si inquiète, si désespérée ; elle ne savait plus que courber la tête et pleurer, la pauvre enfant. Griffiths ne vit point ses larmes, mais d'instinct il les devina ; il les sentait tomber sur son cœur, et son cœur se gonfla de pitié et de tendresse. Aussi il se calma soudain, et se rapprocha en tremblant.

— Pauvre chère enfant, ne pleurez pas, dit-il. — Je ne suis qu'un sauvage, qu'une brute, de vous affliger si fort... Dites-moi ce que je puis faire du moins pour vous rendre heureuse.

— Je me sentirais plus heureuse si je pouvais vous consoler, dit Belle à travers ses pleurs.

— Alors revenez, chère enfant, reprit Griffiths, ne vous enfuyez pas pour toujours, comme vous nous menaciez tantôt de le faire. Revenez soigner, réjouir ma mère, et faire le thé pour moi, et me ramener le soleil, jusqu'à... jusqu'à ce que quelque mortel plus heureux paraisse et vous emporte, acheva le pauvre Guy en baissant la tête et soupirant.

— Oh ! cela ne sera point, n'ayez pas peur... Mais je vous le promets, je reviendrai, répliqua-t-elle. Je vais passer une semaine seulement à la maison, et puis je reviendrai, je vous l'assure.

— Vous nous direz quand, répondit-il, pour que ma mère puisse vous envoyer la voiture. Dans une semaine, n'est-ce pas ? ajouta-il, désireux d'obtenir une promesse formelle et de remporter, en attendant, une espérance consolante.

— Oui, je vous le promets ; je vous écrirai pour bien fixer le jour.

Une fois cette promesse obtenue, rien au monde ne put décider M. Griffiths à faire atteler la voiture avant l'heure du dîner et la nuit était déjà avancée, lorsque Belle se trouva chez elle.

VII.

Le pauvre petit cottage lui parut naturellement bien étroit, bien mesquin, lorsqu'elle en approcha dans l'ombre. Pourtant toutes les fenêtres étaient, en ce moment, brillamment éclairées. Martha, profondément surprise, joignit les mains à la vue du somptueux équipage. Fanny accourut tout d'abord, riante, maligne, empressée, avec de petits airs et des gestes mystérieux. Au reste, rien n'était changé à l'intérieur du modeste logis ; seulement un robuste gentleman à l'air pompeux et grave était assis sur le sofa du salon, aux côtés d'Anna, qui étalait au quatrième doigt une grosse bague de fiançailles, et qui essaya de rougir, lorsque Belle vint à entrer. Belle comprit aussitôt que sa présence pourrait être importune ; elle salua à la hâte et sortit, conrant auprès de son père qu'elle trouva mieux portant, et l'attendant dans un fauteuil auprès de son lit. Le vieillard fut sur le point de pleurer de joie et de surprise ; il tendit à sa fille bien aimée ses deux pauvres mains tremblantes, la couvrit de baisers et la serra sur son

cœur. Et Belle s'assit à ses côtés, lui souriant, l'accablant de questions, le comblant de caresses et lui racontant confusément tout ce qui était arrivé. M. Barly, de son côté, lui communiqua d'importantes nouvelles. Le grand et gros gentleman en tête-à-tête au salon, lui dit-il, n'était autre que le docteur, l'ancien prétendant à la main d'Anna, qui avait renouvelé l'avant-veille sa demande, autrefois dédaignée, et auquel il était désormais permis de se nourrir d'un doux espoir.

Pour Fanny également, le sort semblait d'humeur à se montrer favorable : « Elle m'assure, ajouta le vieux père, que le jeune Ogden est en ce moment sur le point de se déclarer. Un vieux père comme moi, mon enfant, désire tout naturellement voir ses enfants convenablement établis et en possession d'une tranquille aisance... Seulement, je ne connais aucun homme qui soit digne de ma Belinda... Pas cette brute de Griffiths, du moins; oh! non, assurément... Inutile de penser à lui, nous en trouverons bien un autre.

— Oh! père, si vous saviez combien il est généreux et bon! » interrompit-elle ici, entraînée par une subite réaction de sentiment dont elle fut elle-même étonnée. Mais elle s'arrêta toute confuse, et détourna brusquement l'entretien.

Cependant l'autre servante, qui était déjà endormie lorsque Belle était arrivée au cottage, poussa un grand cri de surprise lorsqu'elle entra dans sa chambre le matin, et la trouva dormant dans son lit. Belle s'éveilla, se mit à rire, s'expliqua et pria la servante de lui apporter tous ses coffres.

— Apporter tout ici, miss? repartit la fille. Et tout ces paniers aussi qui sont venus dans un chariot?... Non, miss; Martha et moi nous n'en aurions pas la force. Je me romprais le cou, si j'essayais seulement d'en porter un ici.

— Des paniers!... Quels paniers? — se dit Belle toute surprise. Mais lorsqu'elle descendit, elle s'étonna plus encore, en voyant l'étroit corridor plein de corbeilles, de vases de fleurs, de paniers de gibier, de boîtes de confitures, de caisses de vieux Porto pour M. Barly et de rosiers en tiges pour elle-même. Au moment où elle se montra, vêtue de sa robe du matin, simple et fraîche, Anna qui furetait çà et là, inspectant les paniers, lui adressa la parole d'un ton de dignité froissée.

— J'aurais pensé qu'en ma qualité de maîtresse de maison, ces divers envois auraient dû m'être adressés, au lieu de porter simplement votre nom, ma chère, — lui fit-elle observer tout d'abord. — M. Griffiths paraît ici s'oublier étrangement. Et je crains aussi que vous ne possédiez, à un degré très-inférieur, le sentiment des convenances.

— Bah ! ne nous inquiétons pas des convenances ; M. Griffiths envoie ses présents à tout le monde, — interrompit-elle gaiement. — Vous comprenez bien, chère Anna, qu'il ne s'imaginerait jamais que je pourrais boire, à moi toute seule, tant de vin de Porto en bouteilles.

— Vous voulez éluder la question, — reprit la sœur aînée. — Il y a quelque temps déjà que je désirais fort trouver l'occasion de vous entretenir. Venez dans la salle à manger, je vous prie.

Ceci paraît difficile à croire, et pourtant il faut que je l'avoue, cette orgueilleuse Anna Barly, par excès de dépit et d'envie, avait fermement résolu que, si elle y pouvait quelque chose, Belinda ne reparaîtrait plus à Castle-Gardens, et se fixerait, pour toujours, à Myrtle-Cottage. La vue de toutes les jolies choses qui lui avaient été si généreusement données, et tous ces témoignages divers d'estime et d'affection, avaient contrarié et irrité cette sœur maligne et jalouse. Du moins, il m'est impossible de trouver d'autres motifs à la résolution qu'elle avait prise de retenir Belinda loin de Guy et de Mrs Griffiths : « Elle doit rester ici près de son père, — se disait-elle envieuse. — Pour moi, je passerai une grande partie de mon temps avec Thomas, — c'est ainsi qu'elle avait déjà appris à nommer le docteur Robinson. — Fanny a, de son côté, ses projets et sera naturellement fort préoccupée ; ainsi Belinda doit rester ; sa place est désormais ici. »

Aussi, lorsque Belle représenta humblement qu'elle avait promis de revenir et qu'elle désirait passer à Castle-Gardens au moins quelques semaines encore, en attendant que Mrs Griffiths trouvât quelqu'un pour la remplacer, la surprise et l'indignation d'Anna ne connurent plus de bornes. — Sa sœur pouvait-elle à ce point méconnaître toutes les lois de la modestie, des convenances et de la société ? Mais Belinda avait-elle réfléchi à l'opinion qu'une semblable conduite inspirerait sur son compte à tous leurs voisins et amis, aux Ogden par exemple ? Et quel était le motif, le principe de cette attraction secrète qui la ramènerait vers ces étrangers, loin du toit de famille où on l'accueillait si bien ? Anna préférait ne pas le savoir, ne voulait même pas le deviner, et continuait ses remontrances :

« Impossible, inconvenant, contraire aux règles de la plus simple modestie, à l'avis respectable de tous ceux qui, dans cette circonstance, devaient être consultés. » N'entendez-vous pas d'ici le motif et la ritournelle ? Puis, lorsque le vieux père auquel, par avance, on avait eu soin de faire la leçon, fut prié de siéger au conseil, il donna raison à sa prudente fille, lorsque Thomas, qui jouit de l'honneur d'être admis à ce conclave, prononça quelques solennelles sentences et finit par

hocher la tête avec une haute gravité, la pauvre enfant effrayée, persuadée à demi, finit par promettre à contre-cœur de faire tout ce qu'on attendait d'elle, bien que l'image confuse et éplorée du pauvre Guy se présentât à elle en cet instant, ébranlant profondément sa résolution et son courage. Mais notre petite Belinda, toute jeune et naturellement timide, ne pouvait s'opposer aux décisions de gens d'un âge si respectable et d'une sagesse si supérieure, et pire encore que tout cela, un sentiment tout nouveau de compassion coupable de sympathie innocente, s'élevait secrètement en elle, la convainquant d'erreur et de faiblesse et la faisant rougir de honte et de dépit.

Belinda avait donc fait ce que l'on attendait d'elle, elle avait suivi la loi que le devoir lui prescrivait, et néanmoins elle ne se sentait point calme, et encore moins heureuse. D'abord, durant la première demi-heure, elle s'était trouvée satisfaite, se glorifiant de posséder la force et la valeur d'une héroïne; puis, sans qu'elle sût bien pourquoi, ce masque trompeur était soudain venu à se déchirer; il lui avait semblé alors qu'elle n'était plus qu'une traîtresse, une ingrate, qu'elle venait de tromper et d'abandonner lâchement ses meilleurs amis; elle se trouvait, au fond de son âme, égoïste, coupable et faible; elle se demandait ce que Guy penserait d'elle, et s'il voudrait bien condescendre à l'oublier; elle avait perdu son repos, sa gaité, son courage, son estime d'elle-même; le cliquetis monotone des persiennes agitées par le vent lui paraissait insupportable; l'air de triomphe et l'expression orgueilleuse qui marquaient les beaux traits d'Anna lui faisaient mal aux nerfs, et, lorsqu'il arriva à Fanny de trébucher par hasard contre un tabouret, en poussant un cri joyeux, on put voir, au grand étonnement de tous, Belinda tressaillir et soudain fondre en larmes.

Les quelques jours qui passèrent alors lui parurent sombres, pesants, nuageux, interminables; chaque minute avait son angoisse de regret ou de remords. Il semblait à Belinda que ses oreilles écoutaient, ses lèvres s'entr'ouvraient, ses yeux s'arrêtaient sur les visages, sur les murs, sur la bruyère devant la maison, comme machinalement et par suite d'un effort mécanique. Elle s'imaginait jouer un rôle et non point vivre complètement et de sa propre vie. C'était uniquement lorsqu'elle se trouvait seule avec son père qu'elle redevenait elle-même et se reprenait à se mouvoir sans effort; mais, même alors, elle ressentait, au fond de son cœur, un chagrin inexpliqué, une souffrance instinctive que rien ne pouvait combattre. Ainsi s'écoulaient ces longs jours, et, quoique le docteur Robinson parût se faire un devoir de les égayer par

sa présence, quoique les Ogden eux-mêmes voulussent bien se montrer dans l'humble petite maison, pour en enlever Fanny qu'ils emportèrent avec eux dans les bienheureuses régions de Capulet-Square (cet Elysée, ce paradis de délices, selon les beaux rêves d'Anna), ce temps si court n'apporta à la pauvre petite Belinda qu'un pénible ennui sans fin et de lents remords sans trêve.

Le jour même où, selon sa promesse, elle aurait dû reparaitre à Castle-Gardens, je reçus d'elle une lettre qui me contait tristement son histoire.

« Je ne dois pas revenir, ma chère miss Williamson, — me disait-elle. — Demain j'écrirai à Mrs Griffiths et à ce bon et cher M. Guy, pour leur faire part de ma résolution. Ma sœur Anna pense que mon devoir est de rester ici. — Mon père s'attache plus fortement encore à moi et a besoin de ma présence, maintenant que mes deux sœurs sont sur le point de le quitter. Oh ! combien je songerai à vous tous, à vos bontés pour moi, aux belles roses du jardin, à ma chère petite chambre ! Pensez-vous que M. Guy voudrait bien me permettre de garder un ou deux de ses livres, en souvenir ? par exemple, *l'Histoire d'Angleterre* de Hume : les *Sermons* de Protens, et *l'Essai sur la Réforme* ? Je voudrais avoir à moi quelque chose qui me parlât de vous, et que je pusse regarder quelquefois, maintenant que je ne vous verrai plus.... Adieu ; je vous remercie et vous bénis mille et mille fois, ainsi que Mrs H***.

» Votre très, très-affectionnée Belinda.

» Pourrais-je bien aussi prendre pour moi ce petit volume vert du *Livre d'Or*, qui est dans le petit salon de la tourelle ? »

C'était bien là, en effet, ce que Guy avait redouté. Il sentait instinctivement qu'elle ne pourrait plus lui revenir, une fois qu'elle serait partie. Et je ne savais presque plus, pendant tout ce temps, ce que devenait le pauvre garçon. Il se montrait à peine et semblait vouloir m'éviter ; mais il m'arriva un jour de le rencontrer par hasard, et je fus aussitôt surprise et effrayée à la vue du changement profond que ces quelques jours de douleur avaient produit sur ses traits. Depuis longtemps je m'étais formé une opinion sur son compte. H*** et moi, nous nous entretenions parfois de ses affaires d'amour, car nous sommes encore aptes, nous autres vieilles femmes, à compatir et à aider aux peines des jeunes gens, en cette période inquiète de leur vie. Il nous semblait impossible que Belinda demeurât pour toujours insensible à tant de bonté, de tendresse et de dévouement ; qu'elle ne se décidât

point, quelque jour, à revenir parmi nous, pour ne plus nous quitter. En outre nous connaissions assez Anna Barly pour pouvoir deviner en partie l'influence fatale qu'en cette circonstance elle avait exercée, par conséquent nous ne désespérions point de voir par la suite Belinda nous revenir. Mais il fallait nécessairement que quelqu'un vînt à son secours ; pour prendre une semblable résolution, elle avait besoin d'assistance, et je le déclarai tout simplement à Mrs Griffiths qui s'affligeait de l'abattement de son fils et de sa mélancolie croissante.

— Si vous voulez nous prêter la voiture, — lui dis-je, — H^{***} ou moi nous nous rendrons à Dumbleton demain matin, et je suis presque certaine que nous parviendrons à vous la ramener. — Or, tout étant arrangé ainsi que nous en étions convenues, H^{***} partit pour Dumbleton, et plus tard me rendit compte de son petit voyage. Par bonheur, Anna était absente en ce moment, M. Barly se trouvait au salon, et H^{***} eut ainsi le loisir de l'entretenir en particulier avant de voir paraître notre petite amie. Le pauvre vieillard n'avait guère d'autres opinions que celle qu'on prenait la peine de lui dicter, et il se sentait plus faible, plus irrésolu que jamais, depuis sa récente maladie. Il se montra profondément affligé lorsque H^{***} lui déclara, d'un ton fort décidé que, par sa fâcheuse intervention, il anéantissait très-probablement les espérances de bonheur que ces deux cœurs pouvaient concevoir pour leur commune vie. A la fin Belinda parut, presque aussi pâle et aussi triste que l'était le pauvre Griffiths. Elle se jeta dans les bras de H^{***} en poussant un cri de joie et lui adressa, dans son trouble, une foule de questions : « Comment se portaient-ils ?... Que faisaient-ils ?... Pensaient-ils encore à elle ? »

H^{***} avait pris le parti de ne point user de ménagements, et se montra très-résolue. Chacun était fort malade et avait grand besoin de la revoir au plus tôt.

— « Votre père me dit qu'il peut fort bien se passer de vous, — dit-elle. — Pourquoi donc ne reviendriez-vous pas à Castle-Gardens avec moi, cette après-midi, quand ce ne serait que momentanément ?... Votre devoir l'exige, — continua H^{***}, de ce tour péremptoire et absolu qu'au besoin elle sait prendre. — Vous ne pouvez les laisser ainsi dans l'embarras, la tristesse et l'isolement.

— En effet, vas-y, chère fille, — ajouta M. Barly déjà persuadé. — Il ne fallut, par conséquent, que bien peu d'instances pour décider la petite Belinda, qui, pour prendre ce parti, ne se faisait point violence.

Lorsque H^{***} la vit enfin auprès d'elle, bien en sûreté dans la voiture, elle se mit en devoir de la questionner. Belinda avoua qu'elle se sentait

depuis longtemps fort triste, presque malade. Elle ne pouvait pas dormir, elle avait de mauvais rêves. Elle confessa en rougissant qu'elle avait vu en songe M. Griffiths étendu sans vie sur la pelouse du jardin potager. Et pourtant elle s'était efforcée d'aller, de venir, de s'agiter dans la maison, voulant se montrer active et gaie comme elle l'était d'ordinaire; mais elle se sentait malheureuse, coupable, ingrate, pendant tout ce temps : « Oh ! ne suis-je pas bien misérable, ne suis-je pas folle ? » — soupirait-elle. Et, dans la petite ville, les lumières commençaient à scintiller, le couchant rouge s'enflammait et se reflétait dans les flots de la rivière, les bateaux se balançaient et glissaient sur les eaux dorées d'étincelles, et les passants, attirés par ce calme et cette fraîcheur du soir, se promenaient paisiblement sur les deux rives ; au moment où, tournant le dos à Dumbleton, elles passèrent sur le pont, Belle se sentait à demi consolée, plus heureuse déjà, mais elle pleurait encore.

— L'ai-je donc rendu malheureux, ce pauvre Guy?... Oh ! je me le reprocherai amèrement toute ma vie. Dites-moi, H^{***}, je vous en prie, maintenant que dois-je faire?

H^{***} se contenta de lui répondre sèchement qu'elle devait avant tout se laisser guider par les circonstances, puis l'embrassa tendrement en arrivant à Castle-Gardens, la laissa toute seule à la grille du jardin, et s'en revint chez nous avec la voiture.

En ce moment-là un beau crépuscule légèrement voilé souriait au milieu des roses. Belinda rencontra d'abord le portier qui, en la saluant, lui apprit que son maître était dans le jardin. En conséquence, au lieu de se diriger vers la maison, elle se mit à courir aux travers des allées et des plates-bandes, effleurant les pelouses, explorant les berceaux et les treillis de verdure, d'abord tremblant un peu à l'idée de sa propre témérité, puis se sentant par degrés plus calme et plus résolue. Et cette heure était si tranquille, si sombre, si belle, les étoiles s'allumaient une à une dans l'azur d'un beau soir ; une clarté errante, allant de l'est à l'ouest, venait de traverser les cieux ; devant elle, une chauve-souris voletait à travers le sentier, agitant doucement ses ailes, et tous les parfums des roses s'envolaient confondus dans l'air.

Deux fois, Belinda avait appelé : « M. Griffiths, M. Griffiths ! » — d'une voix timide et douce. Mais elle avait appelé en vain ; personne n'avait répondu. Alors, saisie d'une soudaine terreur, elle s'était rappelé son rêve, et elle s'était élancée dans le jardin potager, courant vers la fontaine près de laquelle ils s'étaient dit adieu.

Oh ! qu'était-il arrivé?... Quelqu'un était là, étendu sur l'herbe froide... C'était bien là son rêve, c'était donc Guy ; était-il mort ? l'avait-elle vraiment tué ? Belinda courut à lui, lui prit la main, l'appelant son Guy, son cher Guy, et l'heureux Guy, qui s'était endormi accablé par sa langueur et sa continuelle tristesse, ouvrit à la fin les yeux en s'entendant nommer par la voix qui lui était la plus douce et la plus chère au monde, tandis que ces beaux yeux aimés, tout pleins de larmes tendres, attachaient sur lui des regards anxieux, en dépit de sa gaucherie, de sa laideur. Sa laideur ? Mais les contes de fées, du moins, ne nous ont-ils pas appris qu'il n'y a pas de laideur pour ceux qui aiment ? L'avait-elle jugé autrefois grossier, maladroit, détestable ? Ah ! elle était aveugle alors ; maintenant, elle le connaissait mieux. Et lorsqu'ils s'en revinrent plus tard à la maison à travers le jardin, souriant aux étoiles, Guy, l'heureux Guy, baissant le front, put lui dire humblement.

— Je ne vous ferai pas grand honneur, Belinda : je vous aimerai, seulement...

— Quoi ? *seulement* ! — dit-elle.

Et elle n'ajouta rien à ce mot ; mais il comprit bien, l'heureux Guy, ce qu'elle avait voulu dire, et, marchant en silence auprès d'elle, ils s'en réjouit dans son cœur.

MISS THACKERAY.

(Traduit par M. ÉTIENNE MARCEL.)

LE PORTUGAL.

SA SITUATION ACTUELLE.

Le Portugal est, depuis quelques années, relié à l'Espagne par une voie ferrée qui unit les capitales des deux pays ; une ligne de Lisbonne à Porto doit aller rejoindre par Tuy et Vigo le réseau des chemins de fer du Nord de l'Espagne ; il existe également en projet un railway qui mettra en communication la capitale portugaise et les provinces méridionales de l'état voisin. Cette ligne est même commencée, mais elle ne s'étend encore que jusqu'à Béja dans la province d'Alentejo. Quoique le service des communications à vapeur soit encore très-imparfait et très-incomplet, les relations entre les deux nations voisines ont été considérablement facilitées par les voies exécutées jusqu'ici.

Il y a dix ans, on considéra comme un immense progrès l'établissement d'un service de diligences qui mettait quatre jours de Madrid à Lisbonne en parcourant des chemins dont on ne peut se faire une idée dans ces parties de l'Europe sillonnées de routes si belles et si nombreuses.

Avant cette époque, il y a une douzaine d'années environ, on ne pouvait voyager qu'à cheval ou à mulet, faisant neuf lieues par jour et se reposant la nuit dans des posadas tout à fait primitives ; dans ces hôtelleries, tous les voyageurs logeaient dans une même chambre, autour de laquelle régnaient quelques banquettes ; cette chambre servait de réfectoire et de dortoir. Mais, n'hésitons pas à le reconnaître, ces hôtelleries ont un aspect beaucoup moins repoussant en Portugal qu'en Espagne ; il y a, sous le rapport du bien être et de la propreté, une grande différence à faire entre les deux pays.

Un rapprochement s'est opéré par la force des choses entre ces deux peuples qui sont si éloignés l'un de l'autre sous tant de rapports ; ce qui prouve cet éloignement, c'est que, malgré les facilités de communication, les relations entre l'Espagne et le Portugal sont encore rares, qu'il y a peu de commerce, et de très-rare voyages d'un pays vers l'autre ; le portugais qui voyage par terre est obligé de passer par Madrid, mais

il s'y arrête le moins possible, et l'on ne voit presque jamais un espagnol à Lisbonne, à moins qu'il n'y soit forcé. Le sentiment du portugais est vis-à-vis de l'espagnol une grande défiance; on a conservé avec terreur le souvenir de la domination de Philippe II et de ses successeurs, et la date de décembre 1641, qui est celle de la délivrance du pays, est encore fêtée avec enthousiasme.

L'année dernière, 1868, les idées dites ibériques, issues de la révolution de septembre, avaient pris un grand développement en Espagne et aucun moyen n'avait été négligé pour communiquer cet enthousiasme aux sujets de la maison de Bragance; mais les efforts des unitaires ont été faits en pure perte, et le peuple portugais y a répondu en célébrant avec plus de patriotisme entrain que jamais l'anniversaire de la chute de la dynastie espagnole. Il n'y a donc pas lieu de craindre pour l'autonomie du Portugal; ce peuple n'abdiquera pas volontairement et il ne pourrait succomber que par suite d'une agression violente de l'Espagne.

Les amis du droit et de la justice, ceux qui ne veulent pas sacrifier ces principes à la symétrie géographique et à l'utopie des grandes agglomérations, doivent voir avec bonheur un petit peuple persister avec autant de courage que de foi dans son amour de l'indépendance et de la liberté.

Nous allons maintenant examiner sommairement les institutions, les mœurs, les lois, la situation financière, commerciale, l'état de l'agriculture, des arts, des sciences, etc., et les progrès qu'a réalisés la nation portugaise.

Le Portugal n'est entré définitivement dans la famille des monarchies constitutionnelles que depuis 1834, mais l'usage de la liberté n'est pas nouveau pour ce pays. L'origine des Cortès ou états du royaume, date des premiers temps de la monarchie.

La plus ancienne charte est celle des Cortès de Lamego qui remonte à 1143 et qui fut l'une des premières de l'Europe. Ces assemblées se composaient des trois ordres, clergé, noblesse et tiers-état, et, quoique leur rôle n'ait jamais été bien défini, on retrouve fréquemment la trace de leur intervention dans l'histoire du Portugal. Ce furent les Cortès qui en 1641 fixèrent les droits de la maison de Bragance et rendirent le pouvoir héréditaire dans cette illustre famille. Les tendances absolutistes et centralisatrices du marquis de Pombal qui sont bien connues, n'ont laissé sous son administration que peu de place à la vie publique.

Il est incontestable que le marquis de Pombal trouva de nombreux

abus et qu'il en réforma un grand nombre. Son passage aux affaires a été une transition, peut-être nécessaire, entre l'ancien et le nouveau régime. Sous la main de fer de cet homme d'état, la noblesse et le clergé perdirent toute autorité comme classes privilégiées dans l'état. Il est permis de regretter l'influence fâcheuse qu'exerça dans l'ordre moral « le grand marquis », comme l'appellent les Portugais ; la guerre acharnée qu'il fit aux institutions monastiques et en particulier à l'ordre des jésuites, a été la cause de l'affaiblissement des idées religieuses en Portugal.

La première constitution que se donna la nation portugaise par l'organe d'un congrès souverain fut celle du 25 septembre 1822 ; elle était essentiellement démocratique et offrait de l'analogie avec celle des Cortès espagnoles de 1812.

Elle établissait une seule chambre élue : cette constitution ne subsista que quelques mois ; Jean VI qui l'avait subie s'empressa de l'abolir.

Le 23 juin 1826 fut proclamée à Lisbonne une charte octroyée par don Pedro ; l'usurpation de Don Miguel en 1828 remplaça le pays sous le gouvernement absolu, et ce ne fut qu'en 1833 que la reine dona Maria remit en vigueur cet acte constitutif qui est devenu la charte du royaume.

Après avoir été suspendue, puis rétablie, cette charte prévalut définitivement avec les modifications de l'acte additionnel de 1852, et elle forme la loi fondamentale du royaume.

La constitution portugaise est conçue dans l'esprit de la charte française de 1814, mais avec des principes plus libéraux ; elle s'applique non-seulement au Portugal, mais encore aux possessions d'outre mer.

La charte comprend 8 titres et 145 articles : — le 1^{er} titre traite de l'état territorial de la monarchie, de la forme du gouvernement, de la dynastie et de l'Église établie ; le 2^e, de la nationalité et de la manière dont elle s'acquiert ; le 3^e est relatif à la distinction des pouvoirs et aux différentes branches de la représentation nationale ; il est question dans le 4^e titre des chambres et du mode de leur élection ; le 5^e règle les prérogatives du roi et de son gouvernement ; le 6^e et le 7^e sont consacrés au pouvoir judiciaire et à l'administration provinciale et communale ; enfin le 8^e trace les droits des citoyens et énumère les garanties de la liberté individuelle.

La religion catholique, apostolique et romaine est la religion de l'état ; cependant tous les autres cultes sont tolérés, pourvu que les

édifices qui y sont affectés n'aient aucune apparence extérieure de temples.

Il faut reconnaître du reste qu'en Portugal parmi les indigènes il n'y a que des catholiques ou des indifférents; les dissidents sont pour la totalité des étrangers.

Quatre pouvoirs politiques se partagent le gouvernement de l'état; ces pouvoirs sont le pouvoir modérateur, exécutif, législatif et judiciaire.

Le pouvoir modérateur, centre de toute l'organisation politique de la monarchie, est exercé par le roi exclusivement. Cette distinction, inconnue dans le reste de l'Europe, est empruntée aux institutions du Brésil.

Le roi, chef suprême de la nation, chargé de veiller à la conservation de l'indépendance, de l'équilibre et de l'harmonie des pouvoirs publics, a comme modérateur la faculté de nommer un nombre illimité de pairs, de convoquer extraordinairement les chambres hors de l'époque fixée pour les sessions législatives, lorsque le bien de l'état l'exige. Il peut également prolonger la durée des sessions, les suspendre et dissoudre la chambre des députés suivant qu'il le juge convenable.

Le roi a le droit de nommer librement les ministres ou de les démettre, de suspendre les magistrats avec l'avis conforme du conseil d'état, de faire grâce entière aux condamnés ou de commuer les peines. Le roi a également le droit d'amnistie lorsque l'intérêt public l'exige.

Le pouvoir législatif est exercé conjointement par le roi et par les Cortès, la chambre des pairs et celle des députés. Le nombre des pairs est illimité, ils sont nommés à vie, et leur dignité est héréditaire de père en fils par droit de primogéniture, à la seule condition que l'héritier ait obtenu les grades académiques, correspondant à celui de bachelier en France. La chambre des députés est élue tous les 4 ans, mais peu de législatures atteignent ce terme : il y a eu, depuis 1838, 14 dissolutions des Cortès.

La chambre élective se compose de 92 membres pour le continent et de 10 pour les îles. Pour être éligible, il faut posséder un revenu dont le minimum est fixé à 400,000 reis (2,250 fr.). Sont toutefois dispensés de cette condition les prêtres, les bacheliers, les docteurs et en général tous ceux qui ont complété un cours quelconque d'instruction supérieure.

Tout citoyen est électeur pourvu qu'il justifie d'un revenu minimum de 20,000 reis (555 francs), et qu'il ait atteint sa majorité. Sont également électeurs ceux qui, n'ayant pas ce revenu, ont des diplômes d'instruction supérieure ou secondaire.

L'initiative des projets de loi appartient au gouvernement et aux membres de l'une ou de l'autre chambre. Les projets doivent être adoptés par les deux chambres ; si elles ne sont pas d'accord, les projets sont remis à une commission mixte, composée d'un nombre égal de pairs et de députés, et la décision prise par cette commission tient lieu de décret législatif et comme telle est soumise à la sanction royale. — Le roi a la faculté d'accorder ou de refuser sa sanction aux projets de loi qui lui sont présentés, mais il doit faire connaître sa décision dans les trente jours qui suivent le vote du projet.

La chambre des pairs s'érige en tribunal pour juger les crimes qui pourraient être commis par les membres de la famille royale, les ministres, les conseillers d'état, les pairs et les députés ; elle a également le droit de connaître de la responsabilité des ministres et de convoquer le parlement à l'occasion de la mort du roi pour constituer la régence.

Le conseil d'état est consulté sur toutes les affaires d'un caractère grave, lorsqu'il s'agit d'adopter des mesures générales pour l'administration publique, de déclarer la guerre ou de conclure la paix, ainsi que dans toutes les occasions où le roi agit en qualité de pouvoir modérateur.

Avant de quitter le terrain politique, il n'est pas inutile de donner une idée des partis qui se disputent le pouvoir et de leur influence sur la marche de l'administration. Dans le principe du régime constitutionnel, la lutte s'est établie entre les partisans de dona Maria et les Miguelistes ; ceux-ci, après la chute de don Miguel, se sont réduits à un rôle d'abstention et ne prennent plus aucune part aux affaires publiques. La division n'a pas tardé à se mettre entre les soutiens du trône de dona Maria, les septembristes, partisans de la révolution de septembre, les chartistes qui veulent le retour à la charte démocratique imposée à Jean VI, les conservateurs et les radicaux. Ces partis se sont fusionnés après la chute du comte de Thomar sous le nom de parti de la régénération. MM. d'Aguiar, Fontes de Mello, Casal Ribeiro, le duc de Loulé en étaient les principaux membres ; le mouvement du mois de janvier 1868 renversa ce parti qui se divisa en face du ministère d'Avila : les uns combattirent ce cabinet, le plus grand nombre se réunit à d'autres membres des fractions libérales et constitua le parti de la fusion. Cette phalange, composée des hommes politiques les plus éminents du pays, ne réussit pas pourtant à prendre le pouvoir que la couronne offrit en novembre 1868 au duc de Loulé, et le parti réformiste arriva aux affaires. L'évêque de Vizeu, Mgr. Alves Martins,

homme d'état presque radical malgré son caractère ecclésiastique, et M. Latino Coelho, ancien journaliste, en sont l'âme; ce parti s'abrite sous le nom honorable du marquis de Sa da Bandeira, brave et loyal militaire, qui réunit actuellement à la présidence du conseil les portefeuilles de la guerre et des affaires étrangères (1).

On se tromperait singulièrement si l'on envisageait les partis politiques du Portugal avec les idées des autres pays constitutionnels. Les doctrines sont peu de chose dans cette appréciation : les questions de personne dominent dans la pratique, et l'on voit des hommes éminents passer sans difficulté d'une opinion ou plutôt d'une coterie à une autre.

Le parti conservateur n'existe plus; il n'y a pas de parti catholique, et les idées religieuses ne comptent guère de défenseurs avoués dans le parlement. C'est même un fait assez remarquable que la présence aux affaires dans un pays catholique du seul évêque qui n'ait pas voulu dans le monde entier reconnaître la nécessité du pouvoir temporel du pape.

Le parti ibérique ne compte que quelques rares adhérents et représente plutôt des individualités, peu considérées du reste, qu'une opinion proprement dite.

Une des grandes difficultés de la situation du Portugal, ce sont les finances dont l'état déplorable est connu de toute l'Europe. Le trésor a un déficit annuel de 6,000 contos (33 millions de francs). La dette publique était pour 1869 d'environ 2 milliards de reis : l'intérêt en est de 5 milliards 800 millions (33 millions de francs).

Le ministre des finances actuel, le vicomte de Samddaes, dans un rapport très-sincère, constate l'état désastreux des finances; il a produit un nouveau système d'impôts et d'économies, dont le parlement est saisi au moment où nous écrivons ces lignes.

Quoique le crédit n'ait point une élasticité indéfinie, le Portugal ne l'a point encore épuisé, et il a des ressources plus que suffisantes pour supporter les charges de la dette et celles dont de nouveaux emprunts le grèveront. En effet les recettes augmentent progressivement et les sages économies réalisées par le cabinet permettent d'espérer dans un avenir qui n'est pas trop éloigné un équilibre tant désiré entre l'actif et le passif du pays.

La presse européenne a retenti des efforts faits sans succès par le cabinet de Lisbonne, pour combler le gouffre creusé par la dette

(1) Le ministère a changé, depuis que ces lignes ont été écrites.

énorme du pays; il n'est pas sans intérêt de citer à ce propos ce que disait en 1859, dans un rapport aux Cortès, M. de Casal Ribeiro, l'un des principaux hommes d'état du Portugal : « On ne peut voir avec » indifférence que les intérêts de la dette consolidée absorbent pres- » qu'un tiers du revenu ; nous ne contestons pas le fait, nous n'en dimi- » nuons pas la gravité. Nous devons cependant l'accepter sans en » exagérer les conséquences. Attendre l'extinction des dettes du passé » afin de nous mettre à même d'entreprendre à l'avenir les travaux » recommandés par l'esprit du siècle serait un système dont les géné- » rations futures ne nous remercieraient pas, parce que nous leur » léguerions avec lui un arrérage de civilisation presque insurmontable. » Les indications de la politique sont bien différentes, elle exclut en » même temps la timidité et la témérité. Payons donc religieusement » les charges du passé sans les augmenter par la tentative inutile de » les éteindre promptement, et mettons le pays à même de pouvoir » dans des jours plus prospères payer le prix de son indépendance et » de sa civilisation, et les résultats mêmes de ses calamités.

» L'avenir aura sa mission de même que le passé a eu la sienne; » celle du présent n'est pas si facile pour que nos efforts soient rendus » stériles par d'inutiles tentatives. »

Nous venons de dire que le déficit annuel est de 33 millions de francs; les dépenses s'élèvent à 22 milliards 831,941,000 et les recettes à 16 milliards 910,137,000 reis.

Il y a six départements ministériels, savoir: les Finances, l'Intérieur, le Commerce et les Travaux publics, la Marine et les Colonies, la Guerre, la Justice et les Cultes. Le portefeuille des affaires étrangères est presque toujours joint à celui d'un autre ministère. Le président du Conseil est également souvent chargé d'un département ministériel. Les appointements des ministres sont peu élevés, 3 1/2 contos (19,000 francs); ils ne sont pas logés aux frais de l'état.

Au ministère des finances ressortit toute l'administration du trésor, des douanes, la cour des comptes, etc.

Le trésor public a subi plusieurs réformes jusqu'au décret du 3 novembre 1860 qui réorganisa l'administration supérieure des finances. Le nouveau système est très-simple et modelé sur celui des états les plus avancés dans la civilisation. Le secrétariat général du ministère et le trésor public divisé en 5 directions sont le centre de l'administration: un délégué du trésor dans chaque chef-lieu y représente les intérêts de ce service public; des inspecteurs surveillent le même service dans les provinces, les douanes dans les ports de mer et sur les

différents points de la frontière de terre; un comité de crédit public chargé de l'émission et du paiement de la dette; une cour des comptes pour juger tous les fonctionnaires comptables : voilà l'ensemble du mécanisme des finances du Portugal.

Quant au système commercial, il est tout à fait protecteur, et, si le traité de 1861 avec la France a quelque peu abaissé les droits, cette réduction n'a profité jusqu'ici qu'au pavillon français; mais il y a lieu d'espérer que l'exemple de l'Espagne entraînera ses voisins dans la voie de la liberté commerciale.

Administration de la justice. — L'effet des constitutions nouvelles du Portugal a été de rendre l'administration de la justice complètement indépendante du gouvernement. Le ministère de la justice et des cultes, dont dépend la magistrature, n'a que le droit de nommer les magistrats. Comme clef de voûte de l'organisation judiciaire, la charte a institué dans la capitale une cour suprême de justice, sous la surveillance de laquelle fonctionnent trois cours royales établies à Lisbonne, à Porto et à Ponte-Delgada, ainsi qu'une quatrième à Goa, dans l'Inde, devant laquelle sont portés les appels des jugements rendus dans les colonies en deçà du Cap. Sur le continent, le premier degré de juridiction comprend 150 comarcas ou tribunaux de 1^{re} instance; il y en a 12 pour Madère et les Açores.

De ces comarcas dépendent les justices de paix et les freguejeas ou paroisses. — L'institution du ministère public existe en Portugal sous le nom de Procureur de la Couronne.

Le jury avait été appelé par la charte à décider la question de fait tant au civil qu'au criminel; mais, comme les résultats de son intervention dans les affaires civiles se montrèrent peu satisfaisants, on a statué depuis, qu'il n'y serait plus recouru que du consentement des parties. La magistrature portugaise a une classification qui n'existe ni en France ni en Belgique: c'est celle des juges de droit et des juges ordinaires. Les premiers ne connaissent que l'application de la loi sans se préoccuper du fait.

Le code civil est en partie le code français modifié par des emprunts faits au droit romain.

La peine de mort n'existe pas en Portugal; les autres peines sont les travaux forcés, la déportation dans les colonies pénitentiaires, d'Afrique (présides), la détention.

Sous le rapport religieux, la situation du Portugal laisse à désirer, depuis la domination du marquis de Pombal. Dès cette époque, certains ordres religieux avaient cessé d'être admis dans ce pays; un décret

royal du 28 mai 1834 ordonna la suppression immédiate de tous les autres. Cette mesure fort peu libérale fut exécutée avec une précipitation qui en augmenta les conséquences fâcheuses, et qui occasionna une grande perturbation dans l'exercice de la bienfaisance, qui avait été laissé jusque là par le gouvernement aux soins des institutions religieuses. Les suites de cette suppression n'ont pas tardé à se faire sentir, et le Portugal en gémit aujourd'hui. Privés du concours et de la salutaire émulation du clergé régulier, les prêtres des paroisses ont négligé le saint ministère. Les églises sont presque toujours fermées; sauf à l'époque de Pâques, il est fort difficile aux fidèles de recevoir les sacrements; aucun catéchisme, aucune instruction religieuse ne se donne dans les paroisses, et le clergé passe pour peu instruit et peu zélé. Aussi à Lisbonne par exemple, il est principalement satisfait aux besoins religieux de la population par des étrangers, les pères anglais du séminaire des Inglesinos et les religieux lazarisites placés sous la protection de la légation de France. Cette situation est d'autant plus regrettable que le portugais est religieux par nature, attaché à la foi catholique et plein de respect pour les cérémonies du culte. Il suffit de voir la population des grandes villes le jour de la procession de la Fête-Dieu ou de toute autre procession, pour être convaincu des sentiments catholiques du pays. Ces sentiments se mêlent, il est vrai, à un peu d'ignorance et à beaucoup de légèreté, comme cela arrive dans le midi; mais il est consolant de penser que, malgré l'influence pernicieuse exercée depuis tant d'années par un gouvernement de francs-maçons, l'attachement à la foi du Christ a continué de subsister avec la même force. Sous le rapport ecclésiastique, le gouvernement lui-même reconnaît qu'il y a beaucoup à faire.

A l'exception d'un très-petit nombre de chapitres, le personnel ecclésiastique n'est point payé par le trésor public, ce qui peut étonner dans un pays dont la constitution porte que la religion catholique, apostolique et romaine est la religion de l'état. N'ayant point d'appointements fixes, les prêtres perçoivent pour les différents actes de leurs fonctions des émoluments payés par ceux qui font appel à leurs services.

Il y a quelques années déjà qu'on s'occupe de créer une dotation du clergé. La question a été débattue très-vivement dans la presse, et les chambres ont été saisies d'un projet de loi allouant aux curés un traitement proportionné à l'importance de leur paroisse. Ce projet n'a pas encore été discuté, et il est probable qu'il ne le sera pas avant que les finances soient dans un état plus satisfaisant. Le patriarche, les archevêques et les évêques, aux termes des arrangements pris avec le Saint Siège

M. Costa Cabral, continuent à être nommés par la couronne, mais sont confirmés par le pape.

L'Église portugaise ou lusitanienne et les établissements coloniaux qui en dépendent forment quatre provinces ou archevêchés: Lisbonne, Braga, Evora et Goa.

Il y a 14 séminaires et 4 écoles spéciales.

La prélature diocésaine figure seule au budget; elle y est inscrite pour 165,455,000 reis, environ 900,000 frs.: le patriarche de Lisbonne touche un traitement de 80,000 frs.

Le clergé des paroisses de la partie continentale du royaume est payé sur des fonds spéciaux alimentés par une contribution spéciale des communes, par le casuel et par les biens et rentes de l'Église.

Organisation militaire. — Avant de parler de l'organisation militaire, on ne peut s'empêcher de songer au passé de l'armée portugaise si fécond en exploits. L'histoire militaire du Portugal est remplie d'actes de valeur et de brillants faits d'armes contre les Maures, les Espagnols et les adversaires nombreux que rencontra la monarchie dans ses entreprises coloniales en Asie et en Afrique. Mais il n'est pas besoin de nous reporter aux temps héroïques, notre siècle a vu cette nation courageuse engagée dans une immense lutte pour la défense de sa nationalité.

La valeur des Portugais fut remarquée par Napoléon, et le grand capitaine plaça souvent au rang le plus périlleux la légion portugaise qui joua un rôle glorieux dans l'armée française. Le soldat portugais obéit aveuglément aux ordres de ses chefs, sans considérer s'il est bien payé ou si les vivres lui manquent, et il a donné de grandes preuves de cette vertu militaire dans la guerre de la Péninsule. Cependant, malgré de si bons éléments, l'armée portugaise n'est pas aussi bien organisée qu'elle pourrait l'être. Ce n'est pas l'instruction qui lui manque; car sous ce rapport le zèle des ministres est infatigable, et s'applique incessamment à introduire dans la tactique, dans l'armement et dans l'administration, toutes les améliorations adoptées par les nations les plus avancées dans la science militaire. Mais il faudrait que l'organisation militaire fût telle qu'au premier son de clairon le pays pût appeler sous les drapeaux non une armée de conquérants, mais de nombreux bataillons de braves défenseurs.

Le désir de tous ceux qui s'intéressent aux choses militaires est la formation d'une bonne réserve et l'organisation d'une garde nationale qui pourrait être mobilisée d'un moment à l'autre, de manière que tout citoyen fût soldat. Cette idée gagne du terrain, et,

dans un avenir peu éloigné, elle sera transportée de la théorie dans les faits.

Avant 1855, le recrutement s'opérait d'une manière arbitraire ; les pauvres étaient d'ordinaire les victimes des autorités administratives qui les faisaient saisir de force et les incorporaient dans les régiments. Depuis cette époque la dette dite du sang est acquittée par tous les citoyens et le système de recrutement français a été admis en Portugal. Nul n'est exempt du service militaire, à moins de se trouver dans une des exceptions établies par la loi ou de se faire remplacer. Les remplacements ont lieu par contrat particulier ou moyennant une somme à payer au gouvernement.

Dans ce dernier cas, c'est le gouvernement qui se charge de la substitution et en fixe annuellement le prix. Le service militaire est obligatoire pendant huit ans. Après cinq ans passés sous les drapeaux le soldat rentre dans ses foyers, mais comme appartenant au cadre de réserve; ce n'est qu'après l'expiration du terme de huit années qu'il est complètement libéré.

L'effectif de l'armée doit être de 34,500 hommes; mais le gouvernement, usant de la faculté de licencier une partie du contingent, ne retient annuellement pas plus de 16 à 17,000 hommes sous les drapeaux en temps de paix. Le budget du ministère de la guerre est de 17 millions de francs.

Marine. — La force de l'armée de mer est fixée à 3,200 hommes, répartie sur une frégate, dix corvettes, 5 goëlettes et 3 yachts.

Enseignement public. — Sous le prétexte de progrès, la franc-maçonnerie a supprimé les ordres religieux qui donnaient l'instruction; il en est résulté une lacune que l'état a beaucoup de peine à combler; l'école ne relève que des chambres et du ministère de l'intérieur, qui a dans ses attributions le Conseil supérieur de l'instruction publique chargé de la haute direction des études. Le grand défaut de cet enseignement provient du manque d'instituteurs capables et d'écoles normales pour les former. On comptait, en 1865, 3,206 écoles pour les deux sexes dont 2,910 pour les garçons et 296 pour les filles. Le nombre des élèves qui les fréquentent dépasse 140,000 sur une population de près de 4 millions d'âmes.

Il y a 250 chaires pour l'enseignement secondaire divisées en plusieurs lycées, dont les principaux sont Lisbonne, Porto, Coïmbre, Braga, etc. Le haut enseignement se concentre dans l'université de Coïmbre, dont la réputation est établie depuis longtemps. De plus Lisbonne possède une école polytechnique et un institut supérieur d'agriculture.

Colonies. — Le Portugal possède de belles et nombreuses colonies (on est convenu de ne pas désigner sur ce nom Madère et les Açores) ; mais la mauvaise administration de ces colonies a pour conséquence de créer pour l'état un déficit, là où il devrait trouver une source abondante de revenus. Le comptoir de Macao et la colonie de Timor suffisent seuls à leur entretien.

Les possessions de la côte orientale et occidentale d'Afrique, malgré la richesse de leur sol et la variété de leurs productions, coûtent au lieu de profiter à la mère patrie.

L'insalubrité du climat est en partie cause du délaissement de ces colonies ; mais il ne faudrait guère de travaux d'art, de dessèchements, etc., pour rendre habitables ces riches contrées et y attirer les capitaux étrangers. Il est à regretter que le manque d'initiative des Portugais et leur indolence laissent inexploitées de pareilles sources de richesses.

Industrie, commerce. — L'industrie et le commerce ont pris en Portugal un certain développement depuis quelques années. Le traité conclu avec la France a ouvert un nouveau débouché aux productions du sol portugais. Les huiles, les fruits, les vins sont les principales branches d'exportation. Le commerce avec l'Angleterre souffre de l'absence d'arrangements internationaux. Le gouvernement de S. M. Britannique ayant refusé d'admettre l'échelle alcoolique pour les vins portugais, le cabinet de Lisbonne a rompu toute négociation, et les deux pays en sont à des hostilités de tarif très-fâcheuses pour les relations commerciales. L'industrie surtout a reçu récemment une grande impulsion : la production de la soie a pris un grand développement et a amené la création de filatures ; il y a aussi des fabriques de poteries, de faïences et de porcelaines. L'agriculture est la principale richesse du pays : l'olivier, la vigne, l'oranger, le citronnier donnent les produits les plus importants. Même au temps de la splendeur du Portugal, l'industrie agricole n'était pas comparable à ce qu'elle est aujourd'hui, bien qu'elle soit encore susceptible de grands développements. L'amortissement des propriétés dont la majeure partie appartenait aux terres de la couronne et aux corporations religieuses, les nombreux privilèges accordés aux classes supérieures décourageaient l'agriculture : de là l'immense étendue des terrains en friche dont les produits auraient créé une immense richesse. Il faut reconnaître que le Portugal ne sera jamais une nation essentiellement manufacturière ; l'agriculture sera toujours sa principale industrie : augmenter sans cesse

la production de son sol doit être la préoccupation constante du gouvernement.

La culture des vignes est une des grandes sources de revenus. Les crus sont excellents et en général très-estimés. Cette industrie qui a toujours été considérable n'a pas gagné ; c'est surtout le commerce des vins de Porto et de Madère qui a souffert de la maladie des vignes. L'exportation du vin représente une valeur de 1 milliard 200 millions de reis ou 7 millions de francs.

La culture du mûrier et l'élevé des vers à soie a pris du développement, et la semence des vers à soie portugais est recherchée à cause de son excellente qualité.

Les dernières statistiques constatent que l'exportation de la soie en cocons est de 19,000 kilogr.

Le riz est également très-cultivé en Portugal ; on en consomme dans ce pays 9,000 kilogr., dont 5,000 fournis par l'agriculture nationale.

La fabrication de l'huile s'élève à 360,000 hectolitres. Les procédés d'épuration n'étant pas très-perfectionnés, on en exporte peu.

Les laines, la cire, le sel, les oranges et les citrons sont encore une branche importante de l'industrie agricole.

L'industrie minière n'est pas restée stationnaire ; depuis quelques années on a commencé à exploiter les richesses du sol. Le nombre des mines découvertes jusqu'à présent est de 257 ; elles se répartissent en mines de plomb, d'étain, de charbon, d'antimoine, de manganèse, de cuivre et de fer.

Mœurs. — Classes de la société. — Littérature. — Théâtre. — Les mœurs des Portugais sont douces et faciles ; le défaut dominant du pays est la vanité que l'on retrouve dans toutes les classes ; ce sentiment est porté si loin que les métiers inférieurs, tels que porteurs d'eau, commissionnaires, etc., sont remplis par des étrangers, la plupart espagnols de la Galice (Gallegos).

Les formules de politesse sont solennelles, et deux hommes du peuple ne s'abordent pas sans se qualifier de « seigneuro, d'illustrissimo, » etc. Les étrangers sont accueillis avec faveur en Portugal ; seulement ils doivent se garder avec soin de toute critique des mœurs ou des institutions. L'intérieur des maisons portugaises est très-simple, à part quelques grandes familles peu nombreuses ; les habitations sont meublées sans recherche ; les anciens palais délabrés présentent des restes d'une incontestable splendeur.

La noblesse portugaise a de beaux souvenirs ; on voit dans le palais

de Cintra les écussons des 74 maisons qui constituent l'ancienne aristocratie du pays. Il a été créé une infinité de titres qui ne se transmettent qu'avec l'autorisation du roi. On distingue dans la hiérarchie nobiliaire :

1° La grandesse, réminiscence des Ricos Hombres du moyen âge, à laquelle participent tous les hauts prélats, les archevêques et évêques, excepté ceux des colonies, les ducs, leurs fils qualifiés de marquis, les marquis de leur propre chef, les comtes, vicomtes et barons de leur propre chef et les simples gentilshommes auxquels la grandesse a été conférée, et tous les pairs du royaume indistinctement.

2° La noblesse titrée intermédiaire, c'est-à-dire les vicomtes et barons non investis de la grandesse.

3° La simple noblesse des fidalgos de casa real ou gentilshommes de la maison du roi qui se subdivisent en moços (gentilshommes de service), cavalleiros (chevaliers) et escudeiros (écuyers).

L'institution de majorats (morgados), le dernier privilège de l'aristocratie portugaise, a été supprimée en 1860 par une loi que le comte d'Avila a fait voter par les Cortès. Cette mesure, d'accord avec l'esprit du siècle, présente une certaine contradiction avec celle qui exige que les pairs et les grands du royaume justifient d'un certain revenu pour être reconnus dans leur dignité.

On voit, par ce qui précède, que la noblesse portugaise ne forme pas un ordre dans l'état comme l'aristocratie britannique.

La recherche des places, titres, distinctions, est extrême en Portugal ; l'homme riche parvient assez facilement à se procurer avec les brevets de fidalgo un droit de noblesse héréditaire.

Les étrangers sont généralement fort surpris de la multiplicité des noms propres que porte un portugais ; il arrive fréquemment que chez des gens de position et d'origine médiocre on trouve les noms les plus illustres. Cette bizarrerie tient à certaines particularités des usages tant anciens que modernes du pays. Rappelons d'abord le privilège de la femme de qualité de conserver son nom et son titre même dans le mariage et de le donner à son époux, s'il n'y a plus d'autre représentant de sa famille. Les enfants joignent très-souvent le nom de leur mère à celui du père, et le premier est adopté par eux de préférence lorsque la mère est d'une condition supérieure. Il faut, en outre, observer qu'en Portugal le parrain joue dans les familles un rôle plus important qu'ailleurs. Cette parenté spirituelle n'est pas considérée, et c'est à juste titre, comme une formalité ; le filleul, pour marquer son union avec son parrain, joint souvent le nom de celui-ci aux siens. Ces asso-

ciations de noms disparates sont surtout fréquentes dans les familles de juifs convertis, qui, dans les temps de persécution, avaient le plus grand intérêt à couvrir leurs enfants de l'égide d'un puissant protecteur.

Cet abus des distinctions nobiliaires et ce désir de les obtenir sont la cause du peu d'importance de la bourgeoisie à laquelle personne ne veut appartenir.

Dans tout le Portugal, si l'on en excepte Porto, la deuxième ville du royaume, la banque, le négoce, les manufactures et toutes les entreprises industrielles sont entre les mains des étrangers établis en grand nombre à Lisbonne, Porto et Funchal, et qui sont possesseurs de presque tous les capitaux engagés dans les grandes entreprises du pays, et créanciers principaux de la dette portugaise. Il y a surtout beaucoup d'anglais, un certain nombre de français, d'allemands, de hollandais, d'italiens et de belges, mais, fait assez étrange, pas d'espagnols.

La population agricole est dans une situation fâcheuse ; de petits fermiers avec une multitude de pauvres journaliers y constituent la classe rurale, encore privée d'instruction et dépourvue des moyens d'exploiter le sol qu'ils ne cultivent qu'à titre précaire. Cependant le paysan portugais est d'une compréhension facile et d'une sobriété remarquable ; il est très-capable d'acquiescer l'amour du travail et de profiter des bienfaits de l'instruction qu'un gouvernement prévoyant ne manquerait pas de lui accorder.

Nous avons signalé le peu d'initiative du caractère portugais. Cette remarque s'applique aussi au domaine de l'art et de la littérature.

Il existe quelques écrivains estimables et des artistes de talent ; mais, en ce qui concerne la littérature, elle présente peu d'originalité, et l'on y rencontre plus de traductions et d'imitations que d'œuvres sui generis.

Le journalisme a pris une grande extension. Lisbonne, Porto, Braga, Coïmbre comptent plusieurs organes de publicité.

Le journal le plus répandu est le *Diario do commercio*. Les idées catholiques ont plusieurs représentants dans la presse, entre autres, *la Macao*, qui est la plus accréditée de ces feuilles.

La conclusion que nous pouvons tirer de ces quelques renseignements épars, c'est que le Portugal est un pays auquel ne font défaut ni les éléments du bien être matériel, ni les facultés morales. Que lui manque-t-il pour en tirer parti ? Un gouvernement éclairé et prudent qui répande l'instruction et les saines doctrines, et repousse les préjugés d'un libéralisme anti-religieux avec autant de soin que les tendances rétrogrades qui voudraient restaurer en Portugal ce que les idées mo-

dermes y ont à jamais détruit. Le premier écueil est, du reste, plus à redouter que le second. Que le Portugal s'abstienne d'aventures, qu'il résiste à l'entraînement révolutionnaire, qu'il rétablisse l'ordre et l'équilibre dans les finances, qu'il oublie d'anciennes querelles dynastiques qui n'ont plus de raison d'être, et cette belle et noble contrée pourra encore voir luire d'heureux jours sous la dynastie de Bragance.

A. X.

L'ATHÉISME CONTEMPORAIN.

Il n'y a que deux sortes d'hommes raisonnables : Ou ceux qui servent Dieu de tout leur cœur, parce qu'ils le connaissent, ou ceux qui le cherchent de tout leur cœur, parce qu'ils ne le connaissent pas encore.

PASCAL.

2^e ARTICLE.

La raison, la tradition, le sens commun, la langue, l'univers, l'histoire, les sciences prouvent Dieu, la création, la Providence. Qu'apportent l'athéisme et le déisme pour combattre, dans la balance de la raison et de la conscience, le poids redoutable de cette argumentation ? A l'aide de quelles armes vont-ils briser ce faisceau, magnifique et redoutable à la fois, de tant de preuves ?

Tout est Dieu, s'écrient les uns ; rien n'est Dieu et Dieu n'est pas, répondent les autres. Vous devriez bien, messieurs les panthéistes et les athées, vous mettre d'accord avant de nous attaquer. Vos propositions sont contradictoires : elles se détruisent l'une par l'autre. Si je dois perdre ma foi en Dieu, il faut bien que je sache qui de vous a tort et qui a raison. Est-ce le panthéiste, est-ce l'athée ?

Les panthéistes ne sont pas même d'accord entre eux. Depuis Lucrèce, au travers de Spinoza, jusqu'à Kant, Hegel, Fichte et bien d'autres, plus de cent systèmes différents sont éclos.

Pour les uns tout est matière, et la matière est Dieu ; pour les autres tout est esprit, et cet esprit est Dieu.

Pour tous il n'y a que la substance divine qui existe. Tantôt cette substance est la matière, et l'intelligence comme la pensée ne sont que des opérations matérielles ; tantôt elle est purement spirituelle, et alors la matière n'est qu'un rêve de l'imagination, un fantôme.

Tous nient la création, la Providence, la personnalité humaine, l'individu. Je suis et vous êtes une partie de Dieu. Tel est le panthéisme.

Appelons cette erreur ridicule, je le veux bien, — elle l'est certain-

nement devant le bon sens, — mais n'oublions pas qu'elle est au fond de toutes les erreurs qui ravagent l'intelligence depuis l'existence du monde, et qu'à cette heure elle est la base de toutes les philosophies acatholiques. En Allemagne elle est la monnaie courante de l'enseignement universitaire. Elle apparaît dans les poésies de Lamartine, elle se dégage des nébuleuses élucubrations de Victor Hugo. Elle constitue toutes les religions de l'Asie, le Brahmanisme et le Bouddhisme.

Le panthéisme exerce une véritable attraction sur les intelligences déchues et non restaurées par la foi. Dieu, en laissant les intelligences rebelles se jeter dans ce gouffre, montre à l'homme dans quelle confusion et quel ridicule il tombe, lorsqu'il se sépare de la lumière qui éclaire tout homme venant en ce monde.

Le panthéisme, dans son absurdité et son ridicule mêmes, est cependant à mon sens moins absurde et moins ridicule que l'athéisme. Dieu est tellement présent dans toute la création, au dedans et au dehors de nous, qu'il est impossible de le nier. La raison conçoit Dieu sans le comprendre, et, livrée ou plutôt abandonnée à elle-même, elle tombe dans tous les égarements; mais, plutôt que de nier ce Dieu qui s'affirme et s'impose, elle proclame que tout est Dieu. De là vient probablement la persistance du panthéisme qui survit à ses nombreuses défaites.

Dieu sans doute est présent dans tout l'univers, mais il n'est pas l'univers. Tout sort de Dieu; tout, dans le temps et l'espace, atteste son existence et chante sa gloire. Rien n'est produit, rien n'existe que par sa volonté et par une participation continuelle de son être. Il anime ses pensées en quelque sorte, et voilà la création. Nos intelligences ne voient que par une communication constante avec sa divine essence. Alors même qu'elles s'éloignent de lui et le nient, elles vivent encore par lui.

Chose remarquable, qui n'aura pas échappé à l'attention de mes lecteurs, l'homme, dès qu'il nie Dieu, comme l'athée, ou qu'il le dénature, comme le panthéiste, est obligé de se nier lui-même. L'athée se nie, puisqu'il nie Dieu, la source de toute certitude; le panthéiste déchire sa propre personnalité en se fondant dans le grand Tout.

Châtiment infligé par Dieu dès ce monde à l'impie, et qui rappelle celui qui atteignit Adam au paradis terrestre. Notre premier père désobéit à Dieu et porte ainsi atteinte à sa souveraineté, et voilà que sa raison s'éteint et que son corps perd sa beauté. L'athée porte aussi sur Dieu une main criminelle, et voilà qu'il n'est plus rien à ses propres yeux, rien qu'une probabilité, rien qu'une molécule du grand Tout. La négation de Dieu est la consommation de la dégradation humaine.

Le panthéisme se réfute exactement par les mêmes preuves qui ont établi l'existence de Dieu.

Rentrons en nous-mêmes, jetons un regard dans notre âme, écoutons la voix qui parle en nous. Je me sens exister, je perçois ma personnalité. Non, je ne suis pas une partie d'un autre être, je suis un être tout entier. Je pense, donc je suis. Je suis : ce mot n'indique-t-il pas clairement la personnalité? Je suis celui qui suis, c'est ainsi que se définit Dieu, cette personnalité admirable. Si je faisais partie d'un être, je n'aurais pas le sentiment de ma personnalité. La conscience ne me crie-t-elle pas que je suis responsable de mes actes, du bien et du mal que je fais? Pourquoi le remords après le crime et la joie dans la vertu, si l'homme n'existe pas comme être personnel et indépendant?

J'ai le sentiment du bien et du mal; or, s'il n'y avait qu'un seul être dans l'univers, il n'y aurait ni bien ni mal; tout serait une manifestation de cet être unique.

Les actes seraient parfaitement indifférents; plus de vices ou de vertus, de crimes ou d'héroïsme, de juste ou d'injuste, de mérite ou de démérite. Affreux bouleversement du monde moral! Tout ce que nous croyons, tout ce que nous savons, tout ce que nous aimons disparaît complètement et passe sous un terrible niveau.

Plus de vie future, plus de récompense, plus d'immortalité, plus d'espérance, plus de charité, plus de liberté. Le panthéisme est en dessous du fatalisme mahométan, car il est le fatalisme et quelque chose de plus mauvais.

La tradition oppose à cette conception bizarre et coupable le rempart imprenable des faits, l'humanité entière. Oui, l'humanité a cru et croit encore à la justice, elle a cru et croit toujours à l'immortalité, elle a cru et ne cesse de croire en un Dieu créateur, Providence et Juge suprême. L'humanité a prié; si elle était une partie de Dieu, pourquoi prierait-elle? On ne se prie pas soi-même. Le langage s'insurge contre le panthéiste; le mot « moi » existe et forme le fond de toute langue; le verbe « être » est le principe de toute grammaire.

Pourquoi élever des temples à la divinité, si nous sommes Dieu nous-mêmes? Les notions élémentaires de cause et d'effet disparaissent; si tout est Dieu, la cause se confond avec l'effet.

Assez de raisonnements pour réfuter le panthéisme! L'homme n'a inventé cette erreur, de même qu'il ne s'est déclaré athée, que pour échapper à Dieu, à la conscience, à la crainte des châtimens éternels. Partie du dieu panthéiste, l'homme n'est plus rien sans doute, mais

il peut se livrer à tous ses caprices, à toutes ses passions, à tous ses délires.

Ceux-ci sont déifiés : ce sont des actes de la Divinité. Le panthéisme est la croyance secrète de la maçonnerie. Il a en effet les rapports les plus intimes avec le naturalisme. Plus de religion pour le franc-maçon ; pas de religion possible pour le panthéiste. Il faut aimer, adorer la nature ; elle seule est Dieu ; elle seule est chantée et admirée dans les réunions maçonniques.

Le panthéisme est essentiellement la doctrine du despotisme qui est son correspondant dans la sphère politique. Pour le despotisme ou d'un seul ou de tous, pour la démagogie comme pour le royalisme absolutiste, l'état est tout et l'individu rien. Citoyen, c'est à dire membre de la communauté, il est quelque chose : il vote ; individu, père de famille, homme religieux, il n'est rien. L'état viole sa conscience, lui enlève ses enfants, pénètre à son foyer. Ne nous étonnons pas de la force du panthéisme et de l'absolutisme : l'un et l'autre s'aident et se soutiennent.

Le christianisme au contraire, qui a proclamé les droits de l'individu et de l'homme, quelque vingt siècles avant la fameuse déclaration de 1789, le christianisme est par essence la véritable école de la liberté, précisément parce qu'il repose sur la personnalité de chaque homme. Ce sont les individus et non les états qui sont appelés à être les héritiers du royaume de Dieu. Dans le christianisme, l'état n'est pas un vaste récipient dans lequel viennent se fondre les diverses individualités ; il est pour elle, au contraire, un protecteur et un soutien. Le christianisme a appris aux hommes à se tenir debout devant le pouvoir, tandis que le panthéisme, en supprimant la personnalité, favorise l'omnipotence de l'état. Le panthéisme est réellement la plus complète centralisation qu'il soit possible de rêver. Aussi n'y a-t-il rien d'étonnant à voir les innombrables populations des Indes et de la Chine plongées dans une effrayante immobilité, malheureuses et résignées victimes de la plus odieuse tyrannie ! Le panthéisme les a corrompues.

L'athéisme est incontestablement moins sérieux que le panthéisme. Il n'est qu'une pure négation. Il est par conséquent très-révolutionnaire ; il renverse, il détruit, il n'édifie rien. Il règne au milieu des ruines et de la désolation. L'âme qui lui ouvre la porte, est dévorée par le doute et le vide. Lamennais, avec cette puissante éloquence qui caractérise ses écrits, a justement appelé les athées « les athlètes du néant ». Supprimez Dieu en effet, cet être père des êtres, et toutes les réalités disparaissent. L'athée ne peut plus prouver son existence, il s'est creusé son sépulcre.

Cette opinion purement négative est par là même dépourvue de toute force philosophique. Aux preuves innombrables et toutes étincelantes d'évidence, l'athéisme oppose, il est vrai, ou le scepticisme absolu ou l'éternité de la matière.

Nous l'avons dit précédemment : En tombant dans le doute systématique et absolu, l'athéisme est logique, il suit sa voie naturelle, la pente qui l'entraîne. Ne croire à rien, ni à Dieu, ni à sa propre existence, ni à l'esprit, ni à la matière, ni au subjectif, ni à l'objectif, qu'est-ce autre chose que de la folie ? Et la folie ne se réfute pas ; on la montre. Douter de l'univers qui est là sous vos yeux, de la terre qui s'étend sous vos pas, de la vie qui est dans vos veines, c'est une pure extravagance. Et cependant cette extravagance et cette folie existent. « *Solum certum nihil esse certi* » disait Pline. Kant ne voit dans les corps que de purs phénomènes : nous ne savons point ce qu'ils sont, mais seulement ce qu'ils nous paraissent être. Notre propre moi n'est également qu'un phénomène, une apparence (1).

Croire en Dieu, c'est la question de la vie, c'est le mot de Hamlet : Être ou n'être pas.

L'éternité de la matière est, il est vrai, une affirmation, mais une affirmation dénuée de toute preuve, une affirmation qui cache une complète négation. C'est cette affirmation qui règne aujourd'hui dans les sphères philosophiques et scientifiques incrédules.

L'univers existe, disons-nous, donc il a une cause qui l'explique, un auteur, Dieu enfin.

L'univers existe de toute éternité, répond l'athée. Voilà certainement une affirmation gratuite et dénuée de toute preuve. Vous rejetez Dieu, messieurs les athées, parce qu'il est incompréhensible, — nous vous avons montré qu'il se conçoit et se prouve parfaitement, — et vous proposez à notre raison l'éternité de la matière, chose infiniment moins compréhensible. Si la matière existe de toute éternité, elle porte l'être en soi, elle est nécessaire. L'être nécessaire ne change pas, ne peut changer sans cesser d'être nécessaire. Or nous savons que le changement ou la modification est l'opération continue de la nature. L'univers est dans un travail perpétuel. Rien ne périt sans doute, mais tout se modifie. Il n'y a, du reste, aucune partie de l'univers que nous ne puissions concevoir comme n'existant pas. L'univers n'est donc pas nécessaire, il n'est pas éternel.

Il est scientifiquement certain que la terre, avec son organisation

(1) Critique de la raison pure.

actuelle, n'a que quelques milliers d'années d'existence. La géologie est venue apporter de ce fait des témoignages nombreux et incontestables.

En outre, l'homme n'a pas toujours existé sur la terre; peu nous importe, pour notre démonstration, de savoir quand il y est paru; mais il nous importe au contraire beaucoup de savoir le comment de cette apparition. Celui qui croit en Dieu n'éprouve aucune difficulté à s'expliquer ce grand phénomène : la création le satisfait complètement. Mais l'athée, lui, ne peut répondre que par la génération spontanée de l'homme ou la transformation des espèces, qui de l'état le plus grossier, à la suite d'une série indéfinie de mutations, en sont arrivées à l'homme.

La génération spontanée fait sortir l'homme de la terre comme un champignon; elle suppose que, certaines circonstances étant données, la matière, par le seul effort de ses forces propres, enfante des êtres animés. Laissons de côté la discussion sur les générations spontanées : elle date de loin. On concédera facilement que, dans ce système, l'homme et la femme ne sont pas sortis de terre aussi parfaitement organisés qu'ils le sont aujourd'hui. La génération spontanée n'a pu donner naissance qu'à des hommes enfants, faibles, mal organisés. Où ces hommes enfants ont-ils existé? Quelle histoire, quelle tradition gardent le souvenir de ces êtres informes? Il n'y en a pas.

Comme il n'y a rien dans l'effet qui ne soit dans la cause, on ne comprend pas comment la matière aurait produit l'âme, l'intelligence de l'homme. Certes, l'athéisme s'en tire à bon compte : Tout est matière dans l'homme, dit-il.

Il n'y a pas d'intelligence, ou plutôt l'intelligence elle-même est matière. Ce raisonnement ne détruira jamais le témoignage du sens intime! Jamais il n'expliquera l'idée que nous avons de l'infini!

La matière ne peut la donner, cette idée qui est tout autre chose que l'idée de l'indéfini.

Quoi qu'il en soit, la génération spontanée de l'homme n'explique pas l'unité de l'espèce humaine, si bien démontrée aujourd'hui. Si à un moment donné, sous l'empire de certaines circonstances, la nature, *sponte suo*, a produit des hommes, ceux-ci ont dû sortir de terre de divers côtés à la fois. Il est impossible d'admettre que la terre, étant capable d'enfanter des hommes, n'ait donné l'existence qu'à un seul. Des hommes étant nés çà et là et s'étant sans cesse améliorés, il devrait y avoir plusieurs races d'hommes bien distinctes les unes des autres.

Pour se tirer d'affaire, l'athéisme a inventé le système de la transfor-

mation des espèces, très en vogue en ce moment. Celui-ci est cependant beaucoup plus ancien qu'il n'essaie de le paraître. L'erreur n'a plus d'armes nouvelles à essayer contre la vérité. Elle doit retourner à l'arsenal des premiers persécuteurs de l'Église et tout au moins à celui des philosophes du siècle dernier. Ce n'est pas M^{lle} Royer qui a trouvé cette théorie si péniblement construite de la sélection naturelle : L'homme descend du singe ! Cette noble découverte ne date pas d'hier. La Mettrie et Lamarck avaient déjà soutenu que notre premier père était un marsouin se fendant la queue (1), ou un singe dont le nez s'allonge par un rhume de cerveau (2). N'est-ce pas le cas de s'écrier avec Pascal : Incrédules les plus crédules ?

Oh ! la pauvre raison humaine si affolée de ses prétendus triomphes ne voit donc pas dans quel abîme absurde et ridicule elle se précipite, lorsqu'elle se sépare de l'enseignement divin ? L'athéisme a beau parler du progrès des lumières et des ténèbres de la religion, j'aime mieux descendre d'Adam, cette créature sortie vivante des mains et de la poitrine de Dieu, que de remonter à un marsouin ou à un singe et par eux à je ne sais quel embryon informe. Les chrétiens ont bien le droit d'être fiers de leur foi et de leur raison, lorsqu'ils se trouvent en présence de semblables théories. Du reste, elles ne reposent sur rien.

L'observation scientifique, comme la tradition historique, les contredisent absolument. Car, enfin, pourquoi la nature n'agirait-elle plus aujourd'hui comme autrefois ? Si elle procède par voie d'élimination ou de sélection et qu'elle s'élève insensiblement, produisant toujours des êtres mieux organisés, pourquoi l'humanité est-elle stationnaire depuis les temps historiques, aussi loin que le souvenir peut se plonger ? Nous devrions voir des êtres en état de devenir hommes, et des hommes en voie de devenir je ne sais quoi de plus élevé. Pourquoi la nature dont les créations se perfectionnaient sans cesse, se serait-elle arrêtée à l'homme ? Est-il le *summum* de son activité, de sa puissance ? Est-ce son dernier mot ? Depuis les six mille ans que nous connaissons, par des documents d'une incontestable authenticité, l'apparition de l'homme sur la terre, il a toujours été le même, et son espèce a toujours conservé les mêmes caractères. C'est ce qu'a démontré M. de Quatrefages, dont les importantes études jouissent de tant de considération : nous y renvoyons le lecteur.

M^{lle} Clémence Royer vient de faire paraître un ouvrage intitulé

(1) Philosophie zoologique, tome II, p. 445.

(2) Considérations sur les êtres organisés, tome II.

De l'Origine de l'homme et des Sociétés, où la théorie de la transformation des espèces est très-nettement exposée et exaltée. Nous en extrayons le passage suivant qui étale avec audace un athéisme brutal.

« Mais si, jusqu'à présent, la matière organisée seule sait organiser la matière, si ces montres se façonnent l'une l'autre, sans intervention d'horloger, de quel droit supposons-nous la nécessité d'un mécanicien si habile pour créer la première de ces horloges ? »

« Bien loin que notre intelligence impose ses lois à la matière, ce sont les lois de la matière qui s'imposent à l'intelligence. *C'est du sein même de la matière que l'intelligence surgit*, et, lorsqu'à son tour elle veut créer, construire, organiser, ce sont les procédés de la matière qu'elle imite, c'est à son école qu'elle doit s'instruire.

« Si nous n'avons pas reconnu, proclamé plus tôt ces vérités si simples, c'est que, jusqu'à ce jour, toute notre philosophie, notre métaphysique, embarrassées, entravées dans leur marche par tout un ensemble d'*idées subjectives* ou *traditionnelles*, où notre imagination se complait, après avoir pris sa large part à leur création, n'ont fait que s'égarer dans un dédale d'erreurs premières qui ne pouvaient qu'aboutir à la contradiction et à l'absurde, en retardant l'éclosion des vrais principes de la science objective de la nature. »

Les premières lignes sont une réponse à Voltaire, qui s'écriait :

L'Univers m'embarrasse, et je ne puis songer
Que cette horloge existe et n'ait point d'horloger.

C'est du pur matérialisme, on le voit. De Bonald définissait l'âme : une intelligence servie par des organes ; pour M^{lle} Royer, au contraire, l'intelligence est au service des organes et en subit toutes les lois. L'âme n'est qu'une production de la matière ; notre auteur l'affirme et se garde soigneusement de toute tentative de preuve. Il ne m'est pas donné de comprendre que la pensée emprunte les lois de la matière lorsqu'elle veut créer. Est-ce donc aux lois physiques que pensait saint Thomas, lorsqu'il rédigeait ses *sommes* ? Étaient-elles devant les yeux du Dante, lorsqu'il chantait le Paradis et l'Enfer ? Racine les imitait-il lorsqu'il écrivait *Athalie* ?

M^{lle} Royer appelle très-simples ses affirmations matérialistes ; elle rejette carrément le sens intime et la tradition, la raison individuelle et la raison générale. Certes, si le sens intime n'existait pas, si la tradition ou le sens commun n'avait aucune valeur, je ne sais trop ce que nous pourrions objecter à M^{lle} Royer. Si l'homme ne peut affirmer ni son existence ni les vérités qu'il perçoit, s'il ne peut vérifier ces données par l'opinion de tous, il est clair que l'homme ne peut plus se fier à rien ; car il est incapable de la moindre certitude.

Mais, Dieu merci ! ce ne seront pas les efforts de quelques successeurs de La Mettrie qui détruiront dans l'humanité la foi et la raison.

Moins radical en apparence, le déïsme aboutit au même résultat : il annule Dieu, partant il le nie. Il fait naître le matérialisme, car alors la création devient réellement incompréhensible, réduite qu'elle est à une fantaisie, à un caprice du créateur, qui n'a pas plus tôt achevé son labeur qu'il en détourne les yeux et ne les y reporte plus. Un Dieu qui n'est pas Providence ne peut être un Dieu créateur. La Providence, c'est la continuation de la création. La Providence justifie la création et la création explique la Providence. Nier l'une, c'est rejeter l'autre. Comment s'étonner des progrès du matérialisme, à la vue de cet athéisme pratique qui envahit notre société et qui l'a fait vivre comme si Dieu n'existait pas. La notion de la Providence est méconnue, et l'homme par crainte de l'œil de Dieu relègue le créateur dans des régions inaccessibles à la prière et se le représente indifférent aux choses de la terre. L'humanité n'a jamais cru au dieu indifférent et insensible des déistes; elle a toujours appelé à son aide la Bonté divine.

« Montre-toi, Dieu juste et bon. »

C'est aussi le cri du cœur de chacun. Le sens intime, le sens commun, la raison individuelle, la tradition repoussent le déïsme comme ils repoussent l'athéisme (1). Nous l'avons établi déjà. Ce qui nous étonne, c'est qu'il puisse y avoir entre l'athéisme et la foi au Dieu-Providence des intermédiaires. Nous avouons ne pas comprendre les déistes. A notre sens, ils doivent se jeter à droite ou à gauche, dans le néant ou dans la vivante réalité divine. Les déistes, à l'exemple de Voltaire, croient en Dieu, parce que l'univers le leur révèle; mais comment ne leur révèle-t-il pas également la Providence? Le dieu des déistes est un dieu cruel, et, comme on l'a dit, un dieu bourreau, de l'humanité. Quelle croyance! Et quelle insulte à Dieu!

Nous ne voulons pas sortir de notre sujet, sans quoi il nous serait aisé de prouver la Providence par la rédemption. Mais il est incontestable que la raison peut connaître Dieu et la Providence. Tertullien a dit qu'elle était naturellement chrétienne : *Testimonium animæ naturaliter christianæ*.

Aussi rien de plus démonstratif de la fausseté du déïsme que les in-

(1) « N'en doutez pas, la Divinité a les yeux sur l'homme pieux: les impies aussi ne se dérobent pas à son regard; il ne sera donné à pas un d'eux d'échapper au céleste châtiement. » (*Sophocle*.)

« Les prospérités n'ont pas leur source en nous; Dieu les répartit; ici élevant les uns, là ramenant les autres sous la mesure de ses mains souveraines. (*Pindare*.) »

Cette expression « la mesure de ses mains souveraines » est digne de la Bible.

certitudes, les ombres, les ténèbres qui s'amassent dans l'intelligence du déiste autour de l'idée de Dieu.

Cette idée tremble, vacille en eux : elle ressemble à une lampe qui s'éteint faute d'huile et ne jette plus que par intermittences quelques lueurs blafardes, avant-coureurs des ténèbres. Le déisme, c'est l'agonie de l'affirmation de Dieu dans l'homme : bientôt la mort, c'est-à-dire l'athéisme survient. Rousseau fournit un exemple frappant de la rapide décadence de l'idée de la divinité dans le déiste. Oui, il y a dans l'auteur d'*Émile* de belles professions de foi, mais bientôt suivies, hélas ! de doutes, d'incertitudes, de négations :

« Voyez le spectacle de la nature, dit-il : c'est dans ce grand et sublime livre que j'apprends à servir et à adorer son auteur. Nul n'est excusable de ne pas y lire, parce qu'il parle à tous les hommes une langue intelligible à tous les esprits.... Le plus digne usage de ma raison est de s'anéantir devant lui.... Le philosophe qui ne croit pas a tort, parce qu'il use mal de la raison qu'il a cultivée, et qu'il est en état d'entendre les vérités qu'il rejette.... J'aperçois Dieu partout dans ses œuvres, je le sens en moi, je le vois tout autour de moi.... Jamais état ne fut fondé que la religion ne lui servît de base. »

Retentissantes paroles qui ne pouvaient que former une génération d'athées ! Rousseau se jette bientôt dans l'athéisme, ce qui faisait dire à Diderot « qu'il allait de l'athéisme au baptême des cloches. »

Et en effet celui qui a écrit les paroles que nous venons de citer déclare dans le même ouvrage l'*Émile* que « l'Être incompréhensible n'est ni visible à nos yeux, ni palpable à nos mains : l'ouvrage se montre, mais l'ouvrier se cache. Ce n'est pas une petite affaire de connaître enfin qu'il existe ; et, quand nous sommes parvenus là, quand nous nous demandons : Quel est-il ? où est-il ? notre esprit se confond, s'égare, et nous ne savons plus que penser?... »

Il va même jusqu'au matérialisme.

« Quelle est cette vie, et l'âme est-elle immortelle par sa nature ? Mon entendement borné ne connaît rien sans bornes ; tout ce qu'on appelle infini m'échappe. Que puis-je nier, affirmer, quels raisonnements puis-je faire sur ce que je ne puis concevoir ? Je crois que l'âme survit au corps assez pour le maintien de l'ordre ; *qui sait si c'est assez pour durer toujours ?* »

Rousseau déclare que les hommes doivent suivre la religion de leur pays. Mais il a soin de déclarer que « parmi tant de religions diverses qui se proscrivent et s'excluent mutuellement, une seule est la bonne, *si tant est qu'une le soit.* »

Condorcet fut frappé de ces incohérences et de ces contradictions. « Les philosophes théistes, dit-il, ne sont pas plus d'accord que les théologiens sur l'idée de Dieu, et sur ses rapports moraux avec les hommes. » Aussi demandait-il de l'Assemblée législative, les 21 et 22 avril 1791, que la proscription qu'il réclamait contre les religions positives s'étendit « à ce qu'on appelle la religion naturelle. » Avis à M. Jules Simon.

Redisons donc avec Bossuet que le déisme est un athéisme déguisé, et ajoutons : souvent mal déguisé. Il n'y a, du reste, pas un argument ou plutôt un sophisme lancé contre la Providence qui n'ébranle la notion abstraite de Dieu. Je ne comprends pas la Providence assistant du haut du ciel à cette lutte horrible et sanglante du bien contre le mal, dit le déiste ; moi, répond l'athée, je comprends moins encore un Dieu existant de toute éternité et créant tout d'un coup avec l'univers le temps et l'espace. Que peut répondre le déiste à l'athée ? Rien. Il n'y a pas moyen de se tenir entre la vérité et le mensonge : il faut s'élever jusqu'à la vérité ou tomber dans le mensonge, dans l'abîme.

Y a-t-il véritablement des athées, des hommes qui croient sincèrement, honnêtement, loyalement, qu'il n'y a pas de Dieu ? Voilà une question que l'on s'est toujours posée et à laquelle nul n'a osé répondre catégoriquement. La notion de la divinité est si lucide et si facile, qu'il semble impossible qu'un homme puisse l'arracher entièrement de lui. Qu'il ébranle cette notion, soit ; qu'il ternisse l'éclat de cette lumière éclatante, soit encore ; mais qu'il l'éteigne complètement, qu'il fasse régner absolument les ténèbres là où était le soleil, et qu'une nuit profonde succède à un jour, à Dieu : on ne peut le croire.

S'il y a des athées de bonne foi, ils ne sont pas nombreux. « La terre porte peu de tels monstres, dit Bossuet. Les idolâtres et les infidèles mêmes les ont en horreur. Et lorsque, dans la lumière du christianisme, on en découvre quelqu'un, on en doit estimer la rencontre malheureuse et abominable. »

Est-ce bien l'effet que l'athée produit sur notre société ? Recule-t-elle épouvantée devant ces insensés ? Hélas ! non. La vérité est si ébranlée parmi nous, elle possède si peu d'attraits pour bien des hommes !

Mais il est incontestable que beaucoup d'hommes s'efforcent de croire qu'il n'y a pas de Dieu, et qu'un plus grand nombre encore vivent comme si Dieu n'existait pas. Ce n'est pas l'intelligence, c'est le cœur qui les pousse à l'athéisme.

Les théologiens l'ont du reste proclamé : ces grandes vérités entrent dans l'homme par le cœur. Jésus-Christ s'est surtout adressé au senti-

ment. Il n'a pas philosophé, discuté, argumenté, il a donné l'exemple, il a pratiqué le bien, il a fait des miracles, il a affirmé la vérité.

L'admirable auteur de *l'Imitation* place dans la bouche du fils de Dieu ces paroles : « J'instruis sans bruit de paroles, sans choc d'opinions, sans faste de science et sans appareil d'arguments ». Un grand impie, M. Ernest Renan, a dit que « la vraie religion est le fruit du silence et du recueillement ». « Elle naît avec la délicatesse morale, au moment où l'homme vertueux, rentrant en lui-même, écoute les voix qui s'y croisent. En ce silence, tous les sens étant apaisés, tous les bruits du dehors étant éteints, un murmure pénétrant et doux sort de l'âme et rappelle, comme le son lointain d'une cloche de village, le mystère de l'infini (1) ».

La foi pénètre dans l'âme au fur et à mesure que la passion la quitte et non pas avec les progrès de la philosophie ou de l'argumentation. « Travaillez, dit Pascal, non pas à vous convaincre par l'augmentation des preuves, mais par la diminution de vos passions.... Dieu a voulu que les vérités divines entrent du cœur dans l'esprit, et non pas de l'esprit dans le cœur. » « La foi, dit également M. de Maistre, est croyance par amour. » Nous pouvons appliquer ces paroles aux vérités mêmes purement naturelles.

Si la vérité monte du cœur dans la tête, l'athéisme suit la même route et ne descend pas de l'esprit dans le cœur.

Plus une âme est pure, et plus l'idée de Dieu brille en elle. L'âme est comme le cristal dans lequel le soleil étincelle de tous ses feux et le rend éclatant. Aussi les âmes pures deviennent des intelligences translucides et sont les phares de l'humanité qu'elles guident à travers les orages. L'athéisme naît dans la corruption et s'y développe rapidement. Sur ce point il n'y a qu'une voix dans le monde sacré et profane, et l'expérience de chacun peut corroborer cet ensemble de témoignages.

L'aimable Vauvenargues nous déclare que « comme c'est le cœur qui doute dans la plupart des gens du monde, quand le cœur se convertit, tout est fait, il les entraîne. » Pour Montaigne : « La marque spéciale de la vérité est la vertu ». Et Bossuet affirme « qu'autant que nous sommes purs, autant pouvons-nous imaginer Dieu. » Maine de Biran, le philosophe qui eut dans ses derniers jours une si complète connaissance de la foi, Maine de Biran estime « que la première condition de la science est une conduite bien ordonnée par rapport à Dieu, aux hommes et à

(1) *Mélanges.*

nous-mêmes ». Rousseau, qui ne fut un homme ni de foi ni de vertu, déclare cependant que « sans la foi, nulle véritable vertu n'existe » et, par conséquent, quand la vertu diminue ou disparaît, la foi s'obscurcit ou s'éteint.

Nous n'admettons pas, nous l'avouons, l'existence d'athées austères, purs, dévoués à leur négation comme nos martyrs à la foi en Jésus-Christ ! Ce sont là des types qui n'ont d'existence que dans les romans, par exemple dans *Sybille* d'Octave Feuillet. Il ne faudrait peut-être admettre d'exception que pour le jeune homme à qui l'athéisme aurait été enseigné dès l'enfance. Mais qu'on nous cite l'athée qui ait élevé ses enfants dans cette affreuse et désolante doctrine ! Il faudrait arracher toute pitié de ses entrailles. L'athée connaît ce supplice de l'homme sans Dieu : aussi Diderot enseignait-il le catéchisme à sa fille avec le plus grand soin. Que de Diderots dans notre société et dans notre Belgique ! Que de pères vivant loin de toute pratique religieuse, qui font élever chrétiennement et pieusement leurs enfants ! Ces contrastes sont encore des témoignages en faveur de Dieu. L'athée recule devant son principe, sa négation lui fait peur. En tous cas, les athées qui n'ont pas été menés là par l'inconduite, sont l'exception.

Nous avons longtemps cru à l'honnêteté, à la pureté de mœurs des incroyants ; non pas que nous ignorassions que la majorité d'entr'eux avait des raisons d'être impies, mais nous pensions que bon nombre cependant, en fermant leur intelligence à la foi, ferment également leur cœur au vice. L'expérience nous a promptement détrompé. Il ne nous a pas fallu remonter bien haut la vie de bien des voltairiens, pour mettre le doigt sur la plaie. Nous en avons vu plus d'un entouré de l'estime générale et dont la vie était cependant bien coupable devant la morale. Nous en avons connu plus d'un placé au sommet des positions officielles et qui gisait en même temps dans les bas fonds de la corruption. L'explication physiologique de ce fait général est simple.

Le remords est un châtiment terrible qui frappe le coupable dès cette vie, châtiment salutaire puisqu'il avertit et sert de levier, mais châtiment épouvantable aussi ; car il torture, il déchire l'âme. Pour y échapper, l'homme se plonge dans l'incrédulité comme il s'était plongé dans le vice. Il nie le surnaturel, la vie future, Dieu enfin, pour faire le mal dans la nuit. Dieu n'est aimé, la vérité n'est suivie que des cœurs purs. Écoutons un témoignage non suspect, celui de Voltaire :

« Je ne voudrais pas avoir affaire à un prince athée qui trouverait son intérêt à me faire piler dans un mortier : je suis bien sûr que je serais pilé. Je ne voudrais pas, si j'étais souverain, avoir affaire à des

courtisans athées dont l'intérêt serait de m'empoisonner : il me faudrait prendre au hasard des contre-poisons tous les jours. Il est donc absolument nécessaire, pour les princes et pour les peuples, que l'idée d'un Être suprême, créateur, gouverneur, rémunérateur, soit profondément gravée dans les esprits. »

L'homme tombe dans l'athéisme lorsqu'il tombe dans la volupté ; il se relève vers Dieu lorsqu'il commence à dompter la passion. Il y a, en effet, une relation intime, continue, puissante, entre la tête et le cœur, la volonté et l'intelligence. Suivons-nous la vertu, nous aimons la vérité.

Aussi l'athée ne persévère-t-il pas jusqu'à la fin dans sa funeste doctrine.

Lorsqu'il s'incline vers la mort, les antiques pensées lui reviennent, elles lui sont demeurées fidèles : « *cogitationes antiquas fideles.* » Des ombres de la mort qui s'avance s'élève comme une grande voix :

Admonet et magna testatur voce per umbras.

«Lorsqu'un homme se trouve aux approches de la mort, dit Platon, certaines choses sur lesquelles il était tranquille auparavant, éveillent alors dans son esprit des soucis et des alarmes. »

Les livres saints, en deux ou trois mots, expliquent l'origine de l'athéisme et de l'idée de Dieu.

«Qui *facit* veritatem venit ad lucem», lit-on dans saint Jean. Faire la vérité, admirable expression pour dire que le bien n'est que la vérité pratiquée.

L'on ne meurt pas athée, parce que la passion n'a qu'un temps et que la volupté est toujours suivie d'un douloureux réveil. Le Coran célèbre Abraham en disant :

« Quand la nuit étendit sur lui ses ombres, il vit une étoile et dit : Ceci est mon Seigneur. Mais quand l'étoile se coucha, il dit : Je n'aime pas ce qui se couche. — Et quand il vit la lune se lever, il dit : Ceci est mon Seigneur. — Mais quand la lune se coucha, il dit : Vraiment si mon Seigneur ne me dirige pas dans la bonne voie, je serai un de ceux qui s'égarent. — Et quand il vit le soleil se lever, il dit : Celui-ci est mon Seigneur ; il est plus grand que l'étoile ou la lune. — Mais quand le soleil vint à se coucher, Abraham dit : O mon peuple, j'en ai fini avec ces choses, je tourne ma face vers celui qui a fait le ciel et la terre. »

Imitons Abraham. Ne nous attachons ni à la volupté, ni à la vaine gloire, ni à l'intérêt matériel, ni à l'orgueil, toutes choses qui passent

et se couchent, qui passent vite et ne se réveillent pas, et attachons-nous invinciblement à celui qui a fait le ciel et la terre. Pensons surtout qu'en dehors de Dieu, il n'y a pas de vérité possible : « *Ubi Deus non est, nec veritas ulla est* ; » que là où il n'y a pas de vérités, il n'y a pas de vertus possibles. Le frère maçon Marchal, un vénérable, le déclare : « Après avoir supprimé Dieu, il faudra pousser la tolérance jusqu'à supprimer la vertu et partant toute morale. »

Aujourd'hui c'est le devoir, devoir impérieux s'il en fut, pour tous les catholiques, tous les chrétiens, tous les honnêtes gens, de se liguier pour défendre l'idée de Dieu. Il n'y a pas à se faire illusion, l'athéisme envahit la société : c'est son grand fléau, sa grande maladie.

En 1844, M. Franck, tout fier et tout heureux des progrès du spiritualisme psychologique, s'écrivait : « Les progrès d'une saine psychologie rendront le retour de l'athéisme à jamais impossible. »

Et dans un ouvrage, vieux déjà de quelques années, M. Caro jetait un cri d'alarme : « L'idée de Dieu est en péril parmi nous ! » Que doit-il penser en 1869 ?

Jouffroy disait en 1832 à son cours :

« Il y a cinq ans, je ne recevais que des objections dictées par le matérialisme, les doctrines spiritualistes éprouaient la plus vive résistance : aujourd'hui, les esprits ont bien changé, l'opposition est toute catholique. »

En 1869, la jeunesse de Paris acclame le matérialisme. Les professeurs ont peur de passer pour spiritualistes. Les cris de : Vive le matérialisme ! retentissent dans les écoles.

Ces rapprochements sont-ils assez éloquentes ?

Quelques faits attesteront, d'ailleurs, à suffisance de preuve, les progrès de l'athéisme théorique.

En dehors de l'Église catholique, il n'y a qu'une seule société universelle, c'est la maçonnerie. Eh bien, la maçonnerie, après avoir inscrit l'existence de Dieu et l'immortalité de l'âme au frontispice de ses temples, arrache aujourd'hui ces inscriptions. Soixante loges, dépendant du Grand-Orient de Paris, repoussèrent, il y a peu de temps, l'affirmation de la Divinité. Au surplus, dans les hautes sphères de la secte, le panthéisme est le seul système philosophique admis.

Le culte de la nature est le but du maçon. « Dieu est tout ce qui est, » dit un rituel.

Lorsque Proudhon fut initié, on lui demanda ce qu'il devait à ses semblables et à Dieu. « La justice à tous les hommes, répondit-il, la guerre à Dieu. » Il fut admis et proclamé saint après sa mort. Plusieurs

loges belges protestèrent contre le cérémonial employé à la fête funèbre célébrée en l'honneur de Léopold I^{er}. On avait placé dans le temple cette inscription : « L'âme émanée de Dieu est immortelle. » D'après un orateur de la loge de Liège, « l'âme fait partie de notre corps, elle n'est que le corps lui-même. »

Si cette tendance vers l'athéisme est aussi marquée dans la maçonnerie qui est partout, c'est qu'elle existe aussi partout où le catholicisme ne règne pas. Ne nous étonnons pas de le voir s'affirmer aussi brutalement qu'il l'a fait dans ces derniers temps dans les chaires et dans le monde de la publicité. La science est emportée par l'athéisme vers le matérialisme.

Qui n'a lu les remarquables brochures de Mgr Dupanloup sur les progrès de ce fléau en France ? Or l'Italie et l'Allemagne en sont plus infectées encore. L'Allemagne est la patrie de Kant, de Hegel, de Strauss, c'est-à-dire du scepticisme. L'Italie, en peu d'années, a été également infestée ; le matérialisme a suivi le progrès de la révolution. « A Naples, dit M. Taine, il y a à l'université soixante professeurs, dont l'érudition et la direction sont allemandes. » Et il ajoute ce détail significatif : « Les étudiants sont grands admirateurs de M. Renan ; ils le trouvent seulement trop « timide. »

Or M. Renan a écrit ces quelques passages qui feront apprécier sa timidité : « En dehors de la nature et de l'homme, y a-t-il donc quelque chose, me demanderez-vous ? Il y a *Tout*. La nature n'est qu'une apparence, l'homme n'est qu'un phénomène. La perfection absolue, c'est le néant... L'infini n'existe que quand il revêt une forme finie... Qui sait si l'infini réel est aussi vaste qu'on le suppose ? »

Après la maçonnerie, la presse, — à vrai dire elle n'est qu'un instrument aux mains des maçons, — est l'arme la plus redoutable de l'incrédulité. Toute cette presse dite libérale est plus ou moins matérialiste, et, par conséquent, athée. Ne parlons que de la Belgique. Les journaux libéraux sont très-souvent remplis de feuilletons, de comptes rendus bibliographiques où le positivisme s'affiche sous les dehors de la science. L'*Indépendance* est la protectrice de M^{lle} Royer. L'*Écho du Parlement* est un admirateur ardent de Renan. Ces deux organes donnent le ton à la presse libérale belge.

Il y a plus, le matérialisme a ses organes attitrés. La plupart des revues scientifiques, même les plus estimées, sont aujourd'hui rédigées par les maîtres ou les disciples de la science positiviste. La *Libre pensée* et la *Morale indépendante* sont deux feuilles à la solde du matérialisme.

La libre pensée, c'est la pensée sans Dieu, comme la morale indépendante c'est la morale sans Dieu. La pensée, c'est un reflet de Dieu en nous, comme la morale est ce reflet dans notre cœur. L'homme veut s'affranchir de ce joug glorieux qui le relie à la Divinité. La pensée doit être émancipée et être humaine. La morale doit être libre, et l'homme doit se faire sa morale lui-même.

L'athéisme a un journal qu'il a appelé avec beaucoup de raison : *Le Barbare*.

Nous lisons dans le numéro spécimen ces barbaries : « L'athéisme a toujours poussé des jets vigoureux sur cette forte terre de Gaule dont les guerriers ne redoutaient qu'un péril, la chute du ciel, et savaient par cœur le chemin *des temples et des trésors sacerdotaux*. Notre pays a largement donné dans la campagne de dix-huit siècles, soutenue contre le monothéisme oriental, et s'inscrit pour une large part au martyrologe des penseurs. Dès le ^x^e siècle, il renfermait dans son sein toute une France, vaudoise et albigeoise, qui voulait briser le joug de la mort, et qu'on a noyée dans une mer de sang, sous des monceaux de décombres. Depuis lors, et malgré cet épouvantable désastre, en dépit de la mort certaine, et quelle mort ! le généreux bataillon n'a pas chômé, et l'on peut suivre sa trace aux cadavres et aux taches sanglantes jusqu'aujourd'hui. La France a donné au monde le ^{xviii}^e siècle, le grand siècle, qui est la solennelle revendication des droits humains contre les despotes du ciel et de l'enfer, le *credo* de révolution et de science. Aussi ne peut-elle voir dans l'athéisme que le fruit de ses entrailles, son meilleur titre à la reconnaissance et aux bénédictions de la postérité. »

Les commentaires sont parfaitement inutiles ! Cette presse est tellement haineuse contre Dieu, qu'elle tombe dans l'absurde. Il se fait, en ce moment, un très-noble et très-légitime mouvement en faveur du repos du dimanche. Cette presse accepte le repos hebdomadaire, mais ne veut pas de celui du dimanche. Elle voudrait (voyez notamment l'*Indépendance*) que tous les jours de la semaine servissent alternativement à ce repos. Les ouvriers seraient classés par groupes : tout cela par haine contre Dieu, car le repos du dimanche atteste et la création et la Providence.

On se rappelle le *congrès des étudiants de Liège*, qui fut la première révélation solennelle et révolutionnaire de l'athéisme. Rappelons seulement qu'au milieu des applaudissements, un M. Casse s'écria « qu'il faut choisir entre l'homme et Dieu. » « Je suis matérialiste, » leur répondit M. Regnard ; M. Robert les appuya l'un et l'autre « au nom

de la haine ». M. Léon Fontaine continua en déclarant « qu'il fallait arriver à la négation sociale par la négation de Dieu. » Enfin conclut un dernier. « Oui nous sommes révolutionnaires, socialistes, athées !... La lutte est entre l'homme et Dieu. Guerre à Dieu, le progrès est là. »

Mais, j'ose le dire, cet athéisme brutal n'est rien en présence de l'athéisme pratique. Celui-ci envahit réellement toute notre société : le peuple, la bourgeoisie, la noblesse, les lettrés et les illettrés. Nous avons à nous restreindre dans un cadre assez étroit, et il nous faut indiquer, sans nous appesantir sur rien.

Cet athéisme se manifeste par l'obscurcissement réellement effrayant de la conscience, qui s'opère actuellement en Europe.

Qu'est-ce que la conscience ? C'est le miroir placé au dedans de nous-mêmes et dans lequel Dieu se réfléchit. Lorsque nous interrogeons notre conscience, nous regardons ce miroir et nous contemplons Dieu.

« En toutes choses, dit Fénelon, nous trouvons comme deux principes au dedans de nous : l'un donne, l'autre reçoit ; l'un manque, l'autre supplée ; l'un se trompe, l'autre corrige ; l'un va de travers par sa pente, l'autre le redresse ; l'un est notre raison, l'autre c'est la raison immuable aperçue par la conscience. » Or, si les notions du juste et de l'injuste sont singulièrement affaiblies aujourd'hui, c'est que l'homme ne regarde plus, ne consulte pas assez souvent Dieu placé en lui. En haut, nous voyons les pouvoirs porter des lois injustes, prendre des mesures iniques, consommer des spoliations avec un sans-gêne inouï. Leurs auteurs ont-ils consulté leur conscience, ont-ils pensé à Dieu qui voit tout et qui nous juge tous ? Non. Oh ! certes nous ne verrions pas tant de mesures législatives profondément injustes, si ceux qui en sont les inspirateurs et les artisans pensaient à Dieu. Non que les membres d'une chambre devraient ressembler à des trappistes et ne se saluer qu'en disant : « Collègue, il faut mourir. » Mais encore faudrait-il que les ministres et les députés posassent devant leurs yeux la question de conscience.

Il en est de même dans la vie privée. Au milieu des spéculations et de l'agiotage effréné qui s'empare de nos populations, la délicatesse se perd, l'humilité s'en va. Il y a telle et telle manœuvre de bourse ou de commerce qui sont véritablement des vols, et qui seront punis comme tels par le Juge éternel. Mais nos contemporains cherchent à s'enrichir, et dans cette préoccupation ils oublient la conscience, Dieu. Beaucoup se livrent à ces manœuvres sans réfléchir. L'état des mœurs, l'affaiblissement du sens moral, déteignent sur eux.

Plutarque déclarait « qu'on ne vit et qu'on ne verra jamais un

peuple *sans serment*, sans autel, sans Dieu.» Or nous assistons à une étrange discussion. On veut, sous prétexte de liberté de conscience, supprimer l'invocation divine du serment; Dieu gêne, écartons-le. C'est la sécularisation du serment. L'athéisme inspire cette mesure comme il inspire les sécularisations de l'enseignement et de la charité. Dieu doit être banni de l'école, pour qu'il soit banni du cœur de la jeunesse. Beaucoup se laissent séduire par de vains mots, des théories prétendument constitutionnelles, et ne voient pas que l'enseignement mixte ou sécularisé est l'enseignement sans Dieu, et par conséquent l'enseignement athée.

Ce vaste travail de sécularisation qui s'opère dans toutes les sphères présente partout les mêmes caractères.

La libre pensée, la morale indépendante, c'est de la pensée et de la morale sécularisées comme l'enseignement sécularisé n'est que l'enseignement indépendant, c'est à dire sans foi, ni loi. Les doctrines libérales sont donc essentiellement des doctrines athées. Comme les énergumènes du congrès de Liège, nos libéraux, avec moins d'audace, mais avec infiniment plus d'habileté et de persévérance, chassent petit à petit Dieu de la famille, de la nation, de la société entière. Les solidaires ne veulent qu'organiser la sécularisation générale de toute la vie! Séculariser la naissance, le mariage et la mort! Du berceau à la tombe l'homme s'avancerait sans jeter un regard vers le ciel!

Les mœurs, les usages de la vie privée se sécularisent également, c'est à dire se passent de Dieu et cessent de lui rendre l'hommage légitimement dû. La prière en commun, la prière du soir, la prière avant et après le repas, pour citer un exemple, n'existent plus dans beaucoup de familles. Le luxe est à son tour un véhicule de l'athéisme et on sait combien il est répandu et combien il est extravagant.

Ces coups violents portés en haut se répercutent en bas. Qu'est-ce que l'*Internationale* et toutes les sociétés socialistes, si ce n'est des associations d'athées. L'athéisme corrompt le peuple comme il corrompt les gouvernements : il dévore le peuple comme un morceau de pain.
« *Devorant plebem meum sicut escam panis.* »

Un trait de mœurs de ce siècle fera juger de la situation. A Hambourg il s'est formé une communauté libre dont les membres ne baptisent point leurs enfants, mais versent à la caisse d'épargne sous leur nom le montant des frais qu'aurait occasionnés la cérémonie religieuse. Dieu est chassé du cœur des enfants pour une pièce de vingt francs!! Notre génération pourrait écrire sur ses demeures l'inscription retrouvée à Pompéi : *Salve Lucro!* — Le veau d'or! voilà le Dieu du jour!

La terre s'est refroidie, c'est à nous catholiques à ranimer la chaleur vitale qui s'éteint. *Hora est nos de somno surgere*. Réveillons-nous; quel est l'honnête homme, le chrétien qui ne trouve :

« Dans un pli de son cœur, de lui-même ignoré,
Un peu de vieille foi, parfum évaporé. »

Oui, en présence des dangers de la situation, il suffit d'être honnête homme pour devoir travailler à la défense de la cause catholique. Seule elle représente la cause chrétienne, et la cause chrétienne, c'est la cause du spiritualisme et de l'existence de Dieu ! Tel est l'honneur de notre cause aujourd'hui. Elle voit se réunir autour d'elle tout ce qu'il y a de juste, de légitime et de réellement civilisateur.

LÉON COLLINET.

LE CANAL DE SUEZ. ⁽¹⁾

Les destinées de l'orient et de l'occident s'unissent de jour en jour d'une manière plus étroite et plus intime. La puissance conquérante du commerce des peuples est le moteur qui brise les antagonismes et fond les disparités entre l'est et l'ouest. La politique, la religion et la science servent ces intérêts dans une égale mesure, et la conciliation croissante des intérêts communs et des tendances opposées caractérise le progrès de leurs conquêtes dans notre siècle. Il est intéressant de remarquer que chaque grande époque commerciale a eu sa route du bassin de la Méditerranée aux Indes. Les Phéniciens, les Grecs, les Vénitiens, les Portugais, les Espagnols ont eu successivement la leur et l'ont défendue les armes à la main ; puis toutes ces routes sont devenues communes ; enfin, en voici une dernière, le canal de Suez, qui les supprime, et elle est l'œuvre d'une compagnie universelle, dans ce siècle où les rivalités commerciales, au lieu de nuire, profitent à tous. Cette œuvre gigantesque a été étudiée sous toutes ses faces dans des publications d'une sérieuse valeur ; nous voudrions, dans l'aperçu rapide qui suit, esquisser à grands traits ce que fut l'isthme de Suez dans les anciens temps, ce que devint la route commerciale de l'Égypte au moyen âge, et quelle foi robuste, quelle énergique persévérance il a fallu pour mener à bonne fin le percement de l'isthme qui était envisagé comme une œuvre impraticable.

(1) V. *Histoire de l'isthme de Suez*, par M. Olivier Ritt, secrétaire général de la compagnie ; — *Comptes rendus annuels* de la compagnie ; — *Conférences* de M. de Lesseps ; — *Rapports à l'Académie des Sciences* de M. le baron Charles Dupin ; — *Rapports sur les travaux de l'isthme*, de Voisin-Bey ; — *Comptes rendus des travaux à la société des Ingénieurs civils* par A. Lavalley ; — *De la situation des travaux du canal de Suez en février 1868*, par V. Cadiat ; — *Rapports sur l'état sanitaire et médical*, etc., par le Dr Aubert Roche ; — *De la marine marchande à propos du percement de l'isthme de Suez*, par M. Fontane ; — *Rapport sur l'entreprise du percement de l'isthme*, adressé à la Chambre de commerce de Marseille par S. Berteaux et Jules Roux ; — *L'Égypte et ses progrès sous Ismaïl-Pacha*, par A. Ronchetti ; — Maquinay, *Historique du canal de Suez* ; — *L'Isthme de Suez, 1854-1869*, par Henri Silvestre, etc.

I.

Les prêtres de l'ancienne Égypte étaient d'opinion que, dans la période qui précède les temps historiques, la Méditerranée communiquait avec la mer Rouge... Les premiers atterrissements se seraient agglomérés autour d'un gisement de grès friable que le creusement du canal a rencontré dans la tranchée d'El-Guisr.

Hérodote est le premier qui ait publié le fond de cette tradition. D'après lui, l'Égypte était autrefois une langue de terre comprise entre le golfe Arabique qui sort de la mer du Sud (la mer Rouge) et un autre golfe qui, sortant de la mer du Nord (la mer Méditerranée), s'étend vers l'Éthiopie. « Ces deux golfes n'étant séparés que par un petit espace, il s'en fallait peu que, après l'avoir percé, ils ne se joignissent par leurs extrémités. » Mais le premier golfe, communiquant sans intermédiaire avec la mer Érythrée (le grand Océan Indien), était protégé contre l'envahissement des terres par le flux et le reflux. Le Nil, qui traversait le second golfe pour se perdre dans la mer du Nord, accumulait le limon le long de son parcours. Ces dépôts, grossissant sans cesse, devaient finir par conquérir l'espace et forcer les eaux à la retraite. L'Égypte était donc un *présent du Nil*, et plus d'un fait affirmait cette origine. La montagne qui s'étendait au dessus de Memphis était le seul endroit du pays où il y eût du sable; on trouvait des coquillages sur toutes les hauteurs et du sol sortait comme une vapeur salée qui rongait même les Pyramides. A chaque siècle, la terre gagnait en élévation et en étendue. Sous le roi Mœris, une crue de huit coudées suffisait au Nil pour arroser l'Égypte; neuf cents ans après sa mort, il fallait au fleuve seize coudées ou au moins quinze pour quitter ses berges. Même à notre époque, les fouilles faites dans le Delta n'ont trouvé, à quinze mètres de profondeur, qu'une terre végétale entremêlée de sable quartzeux, semblable à celui que le fleuve charrie.

Quoi qu'il en soit de cette hypothèse, le débordement du Nil ne pouvait pas être abandonné à lui-même; les intérêts de l'Égypte exigeaient un vaste système de canaux et de rigoles.

Les rois des diverses dynasties n'ont pas manqué à ce devoir. Entre tous, Sésostris a mérité la reconnaissance de l'agriculture; Sésostris le conquérant, qui forçait les prisonniers de guerre à creuser des bassins et à élever des digues, le grand Sésostris qui, suivant l'expression de Bossuet, a dédaigné de mourir comme les autres hommes, et dont le nom est arrivé à la postérité par ses utiles travaux non moins que par

la gloire des armes. La défense des villes et des cultures contre le Nil était la grande préoccupation des anciens rois. Un des rois de la xxv^e dynastie, Sabacos, abolit la peine de mort et la remplaça pour le coupable par le travail aux terrassements. Aussi l'Égypte est-elle couverte d'un admirable réseau de distribution dont la construction remonte à l'antiquité et qui répond encore maintenant à tous les besoins.

Le peuple, dont la pensée constante se tournait vers les problèmes historiques, ne pouvait méconnaître les avantages qu'apporterait au transit intérieur et au commerce une communication facile avec la mer du Sud (la mer Rouge).

Quand une route ordinaire aurait été possible dans le territoire cultivé, au milieu des conduites et des fossés, la traversée du désert rendait le voyage du désert trop dangereux et trop long.

De tout temps on a dû songer au creusement d'un grand canal. Certes, les Égyptiens ne se dissimulaient pas que le chemin le plus court est la ligne qui s'étend entre Péluse et le golfe Arabique. Mais pour un peuple qui ne disposait pas, comme nous, de toutes les forces de l'industrie et de nos puissantes machines de creusement et de terrassement, il fallait tenir grand compte des obstacles naturels; puis, la seule crainte d'un campement dans le désert arrêta les imaginations. Il n'y avait donc de projet possible qu'une jonction indirecte par le Nil... D'un point de la Basse Égypte, on dirigerait, par l'intérieur des terres, une dérivation vers l'isthme; les profondeurs des lacs, appelés depuis lac Timsah et les lacs Amers, abrégeraient la tâche et une tranchée le long des plaines qui descendent vers la mer du Sud ne serait pas une entreprise au dessus des forces de l'antiquité.

D'autres raisons, depuis, éloignèrent encore les Égyptiens du percement direct de l'isthme... L'exportation des denrées pour l'Arabie étant un des principaux objets du canal, il fallait, pour assurer au Delta cette grande communication, s'adresser à une des branches du fleuve... L'établissement d'un pont durable dans le golfe de Peluse était, croyait-on, impossible, à cause du courant continu de l'ouest à l'est qui règne le long de la côte septentrionale de l'Afrique. Le limon du Nil, sans cesse en mouvement dans les eaux, envahirait tout bassin que l'on creuserait à l'orient des bouches du fleuve... Enfin, malgré l'opinion de Strabon, on était persuadé avec Aristote (*Météorologie*, I, 14), que le niveau de la mer Rouge dépassait celui de la Méditerranée et qu'une jonction des deux mers, avec une différence de 30 pieds 6 pouces (9 mètres 907 millimètres), aurait pour effet immédiat de submerger l'Égypte.

La légende de l'auteur arabe Schems-Eddin veut que le canal ait dû son origine à un ancien roi d'Égypte, nommé Tarsis : « Ce fut sous son règne, dit-il, qu'Abraham vint en Égypte... Le canal a été creusé par un ancien roi d'Égypte pour Khadjar (Agar) mère d'Ismail, lorsqu'elle demeurait à La Mecque. » Mais l'histoire, on le sait, donne cet honneur à un roi de la xxvi^e dynastie, nommé Nécros ou Néchao II. « Nécros, dit Hérodote, entreprit le premier de creuser le canal qui conduit à la mer Érythrée. Darius, roi de Perse, le fit continuer. Le canal a, de longueur, quatre journées de navigation et assez de largeur pour que deux trirèmes puissent y voguer de front. L'eau dont il est rempli vient du Nil et y entre un peu au dessus de Bubastis (aujourd'hui Zagazig). Le canal aboutit à la mer Érythrée, près de Patumos, ville d'Arabie. On commença à le creuser dans cette partie de la plaine d'Égypte qui est du côté de l'Arabie. La montagne qui s'étend vers Memphis et dans laquelle sont les carrières est au dessus de cette plaine et lui est contiguë. Le canal commence donc au pied de la montagne ; il va d'abord, pendant un long espace, d'occident en orient ; il passe ensuite par les ouvertures de cette montagne, et se porte au midi dans le golfe d'Arabie. Sous le règne de Nécros, six vingt mille hommes périrent en le creusant. Ce prince fit discontinuer l'ouvrage sur la réponse d'un oracle qui l'avertit qu'il travaillait pour le Barbare. Les Égyptiens appellent *barbares* tous ceux qui ne parlent pas leur langue. Nécros, ayant donc abandonné l'entreprise du canal, tourna toutes ses pensées du côté des expéditions militaires. Il fit faire des trirèmes sur la mer septentrionale et dans le golfe Arabique, sur la mer Érythrée. On voit encore aujourd'hui les chantiers où on les construisit. »

Après la conquête de l'Égypte, Darius continua l'œuvre de Nécros et, comme lui, voulut creuser un canal entre le Nil et la mer Rouge. Mais les travaux furent arrêtés ; Strabon raconte que l'élévation des eaux de la mer Rouge fit craindre une inondation, si l'on coupait l'isthme. Cependant Darius, pour consacrer le souvenir de ses efforts, éleva un monument près de l'endroit où passait le canal.

Ptolémée II reprit le projet de Nécros et de Darius. Acheva-t-il le canal ? Osa-t-il le conduire jusqu'à la mer du Sud ? Il semble difficile d'hésiter devant les récits de Diodore et de Strabon qui visitèrent l'Égypte, le premier, soixante ans avant l'ère chrétienne, le second quarante ans plus tard. Diodore s'exprime en ces termes : « Un canal creusé à force de bras s'étend de la bouche Pélusiaque jusqu'au golfe Arabique et à la mer Rouge. Nécros, fils de Psammetichus, entreprit le premier de construire le canal ; Darius le Perse le continua, mais le laissa

inachevé, car il avait appris que, s'il perçait le détroit, il inonderait l'Égypte. On lui avait en effet démontré que la mer Rouge est plus élevée que le sol de l'Égypte. Ptolémée II y mit la dernière main; et, dans l'endroit le plus favorable, il fit pratiquer une *séparation artistement construite* : on l'ouvrait quand on voulait y naviguer et on la refermait aussitôt. »

Plinie (*Histoire naturelle*, chap. VI, 29), par une interprétation erronée des mots « séparation artistement construite » conclut que Ptolémée « ne continua pas plus loin le canal »; mais il suffit, pour lever tous les doutes, de dire que les expressions de Diodore indiquaient ce que les modernes appellent une *écluse*.

Ceux qui soutiennent que Ptolémée II abandonna son entreprise, s'appuient encore sur un passage de Plutarque.

L'historien grec raconte (*Vie d'Antoine*) qu'après la bataille d'Actium, Cléopâtre, à bout de ressources et désespérant de pouvoir échapper au vainqueur, résolut de prendre la fuite et de se transporter avec sa flotte et ses trésors dans l'Inde, où l'avait déjà précédée Césarion, le fils qu'elle avait eu de César. Antoine, à son retour à Alexandrie, trouva, dit Plutarque, « Cléopâtre occupée de l'immense projet de faire passer sa flotte par dessus l'isthme qui sépare la mer du Nord de la mer du Sud. »

Ces dernières expressions ont fait croire à MM. Lepère et Rosière qu'à la veille de la conquête romaine, le canal n'existait plus. Une interprétation littérale arrive en effet à cette conséquence. Mais le commentateur de Letronne démontre d'une manière évidente que le récit de Plutarque et les descriptions de Diodore peuvent se concilier.

Voici l'explication de Letronne : « Il a été remarqué qu'à cause de la faiblesse de pente entre Bubaste et la mer Rouge, laquelle n'excède pas deux mètres dans les circonstances les plus favorables, la navigation du canal ne pouvait durer que peu de mois chaque année. Aussitôt que le Nil était descendu au dessous d'un certain niveau, elle devait être interrompue; du moins le passage du canal au Nil se trouvait forcément arrêté. L'étiage s'établit ordinairement en mars, et se prolonge jusqu'à la fin de juin; mais longtemps avant et après ces époques, le chômage du canal devait avoir lieu. La bataille d'Actium se donna le 2 septembre de l'an 51 avant Jésus-Christ, et il résulte des événements qui suivirent cette bataille qu'Antoine ne put rejoindre Cléopâtre que dans les premiers mois de l'an 50, en février ou plus tard encore. Son retour a donc coïncidé avec le temps de l'étiage, c'est à dire avec l'époque où le canal devait nécessairement chômer. C'est alors qu'Antoine trouva Cléo-

pâtre occupée de son entreprise. On conçoit que cette princesse, dans l'excès de sa frayeur, craignant à chaque instant de voir arriver Octave à la tête de sa flotte victorieuse, ne pouvait patiemment attendre trois ou quatre mois que le retour de l'inondation eût rendu le canal navigable. Elle prit donc le parti extrême de faire passer des vaisseaux par dessus l'isthme, de Péluse à Heroopolis. Antoine la fit renoncer à cette entreprise, en lui montrant qu'il disposait encore de ressources considérables; mais il est probable qu'elle aurait d'elle-même renoncé à l'expédition, ayant rencontré un obstacle auquel elle ne s'attendait pas, dans l'opposition des Arabes de Pétra, qui brûlèrent les premiers vaisseaux qu'elle avait fait passer. »

Plutarque peut ainsi s'accorder avec Diodore et Strabon, et les intentions prêtées à Cléopâtre ne prouvent pas la non existence du canal; elles établissent seulement que le niveau des eaux du Nil arrêtait la navigation de Bubaste à la mer du Sud.

Sous le règne de Néron, le canal est appelé fleuve de Ptolémée et Pline le qualifie de *navigabilis alveus*. Trajan le fit débayer, et, pour augmenter la pente et la durée du temps de navigation, porta la prise d'eau à Babylone, non loin du Caire actuel, environ 60 kilomètres en amont de Bubaste : le canal reçut alors le nom de fleuve de Trajan. Au delà des Antonins, le canal disparaît dans le silence de l'histoire. L'abandon des carrières de Djebel-Fatireh vers le règne d'Adrien ou d'Antonin, fait supposer un ensablement. Si le canal n'avait pas cessé d'être navigable, on n'aurait pas renoncé à transporter en Égypte toutes ces colonnes dont on peut encore sur les lieux découvrir les fûts et les chapiteaux épars.

En 767, le calife Abasside Abou-Giaffars-el-Mansour, en guerre avec Médine, résolut de supprimer cette partie septentrionale de la mer Rouge qui venait toucher le Delta et par où l'on exportait d'Égypte des grains pour les villes saintes. Il fit remplir de sable le chenal un peu au dessus de Suez qui devint, par conséquent, ce qu'était Heroopolis, la première ville située au Nord de la mer Rouge. Dès lors un désert aride et difficile à franchir sépara cette mer du Delta, et le golfe Heroopolite fut un lac complètement isolé. Bientôt, les eaux de ce lac, sous un soleil ardent, s'évaporèrent, laissant d'énormes dépôts de sel, et l'on eut alors cette cuvette immense, profonde d'environ 9 mètres, dont le centre est une lentille de sel longue de 12 kilomètres, large de 5, épaisse en moyenne de 6 mètres, ou cubant 30 millions de mètres cubes.

On avait déjà, dans l'isthme, un seuil élevé de 20 mètres au nord,

et tout près du lac Timsah, le seuil d'El Guisir, un autre encore au sud du lac Timsah, près du golfe Heroopolite, le Sérapeum; on en eut, grâce à Abou-Giaffars, un troisième, celui qui fermait le canal des Pharaons; l'isthme s'élargit aussi de plus d'un tiers, de 50 kilomètres, et il se trouva, à partir du viii^e siècle, ce qu'il est aujourd'hui.

La découverte du cap de Bonne-Espérance, en enlevant à l'Égypte son importance commerciale, ensevelit à tout jamais dans l'oubli le canal des Pharaons, des Ptolémées et des califes.

S'il faut en croire Voltaire (*Essai sur les mœurs*, ch. cxlii), les intérêts lésés songèrent un instant à se faire de ce grand ouvrage un moyen de résistance : « Le voyage de Gama (au royaume de Calicut, dans les grandes Indes) par le cap de Bonne-Espérance fut, dit-il, ce qui changea le commerce de l'ancien monde. Alexandrie l'avait été (le centre du commerce et le lien des nations) sous les Ptolémées, sous les Romains et sous les Arabes. Elle était l'entrepôt de l'Égypte, de l'Europe et des Indes. Venise, au xv^e siècle, tirait presque seule d'Alexandrie les denrées de l'orient et du midi et s'enrichissait, aux dépens du reste de l'Europe, par cette industrie et par l'ignorance des autres chrétiens. Sans le voyage de Vasco de Gama, cette république devenait bientôt la puissance prépondérante de l'Europe; mais le passage du cap de Bonne-Espérance détourna la source de ses richesses. Les Vénitiens, aussi intéressés que l'Égypte à traverser les progrès du Portugal, avaient proposé à ce soudan (celui d'Égypte) de couper l'isthme de Suez à leurs dépens et de creuser un canal qui eût joint le Nil à la Mer rouge. Ils eussent, par cette entreprise, conservé l'empire du commerce des Indes, mais les difficultés firent évanouir ce grand projet, tandis que d'Albuquerque prenait la ville de Goa (1510), en deçà du Gange, Malacca (1511) dans la Chersonèse d'or, Aden (1515) à l'entrée de la mer Rouge, sur les côtes de l'Arabie heureuse, et qu'enfin il s'emparait d'Ormudz, dans le golfe de Perse. »

Cette tentative n'ayant pas abouti, le mouvement du commerce se déplace, l'Égypte retourne en arrière, l'appauvrissement succède à l'ancienne prospérité, et il n'est plus guère question du canal jusqu'à l'expédition française. Cependant, à la fin du xvi^e siècle, un grand pape, dont on connaît les vastes pensées, Sixte-Quint, conçut encore le dessein de rouvrir l'ancienne voie qui reliait la Méditerranée à la mer Rouge, en perçant l'isthme de Suez; mais ce plan ne reçut pas de suite (1).

(1) Ranke, *Hist. des Papes au xvi^e et au xvii^e siècle*, t. iii, éd. belge de 1844. Il base cette assertion sur une dépêche de Gritti du 23 août 1587; Sixte-Quint mourut en 1590.

Après la bataille des Pyramides, Bonaparte descendit sur les bords de la mer Rouge, à Suez ; il venait de visiter les lieux décrits par la Bible, ces lieux qui non seulement ont gardé leur caractère, mais qui ont conservé jusqu'à leur nom : les lacs Amers que l'Écriture appelle Mara ; les douze fontaines de Moïse, entourées encore aujourd'hui de soixante-dix troncs de palmiers. Un jour, comme il s'avancait avec son état major et les savants de son expédition dans une dépression de terrain au nord de Suez, il s'écria : « Messieurs, nous sommes en plein canal des Pharaons ». Et tout aussitôt, entrevoyant la révolution que l'union des deux mers amènerait, il chargea M. Lepère, ingénieur des ponts et chaussées, de préparer le projet d'un canal.

M. Lepère qui croyait à la différence de niveau entre la Méditerranée et la mer Rouge, n'admit pas la possibilité d'un tracé direct de Péluse à Suez ; suivant lui, il fallait se contenter de restaurer ou de refaire le canal des anciens et d'assurer ainsi le cabotage par le Nil et la mer Rouge avec l'Arabie et l'Inde.

Ainsi le vent et la mer nous avaient barré la route de l'Inde par des collines de sable, et un savant déclarait l'obstacle infranchissable. Laplace et Fourier eurent beau protester contre les conclusions de Lepère : la surélévation de la mer Rouge, cette opinion devint à peu près générale. Toutefois elle ne tarda pas à être combattue avec vivacité. M. Enfantin affirma énergiquement la possibilité de l'œuvre, il y a vingt-trois ans. Entouré d'amis et d'adeptes, il leur communiqua sa flamme ; il leur inspira le noble désir de donner au monde une route de plus. Un anglais, Stephenson, un autrichien, de Negrelli, des français, Linant de Bellefonds, Paulin Talabot, Bourdaloue, résolurent d'en finir avec la première difficulté : la différence de niveau. Les deux derniers, bien protégés par le gouvernement égyptien, reprirent dans l'isthme le travail de Lepère, et, à la stupéfaction des incrédules, déclarèrent que la fameuse différence était inappréciable.

C'est alors que vint M. de Lesseps. Nous ne dirons rien de ses qualités personnelles, de son don merveilleux d'initiative, de son inébranlable volonté : depuis quinze ans, toutes les feuilles publiques sont pleines de son nom. Mais il n'est pas oiseux de faire connaître dans quelles circonstances il s'est pour la première fois occupé de l'union des deux mers.

En 1831, il arrivait de Tunis en Égypte comme élève-consul ; il venait de débiter dans un poste où les services que sa famille avait rendus à Méhemet-Ali lui assuraient un accueil digne de son nom.

Mais, avant de débarquer, il fallait subir les longueurs de la quarantaine. M. Mimault, qui gérait alors le consulat de France à Alexandrie, vint visiter son jeune élève-consul, et, pour tromper ses ennuis, lui remit l'ouvrage de la commission d'Égypte. L'attention de M. de Lesseps se porta surtout sur le rapport de M. Lepère et les antécédents historiques du canal. Cette lecture le laissa quelque temps rêveur.

La société d'Alexandrie s'entretenait alors d'un lieutenant de la marine anglaise, M. Wagorn, et de ses voyages à travers l'isthme pour faire parvenir aux Indes par Suez les dépêches de l'Angleterre. M. Wagorn, préoccupé des inconvénients de la route du Cap, de ces quatre, cinq et même six mois de navigation, s'était donné la mission de démontrer qu'il valait mieux revenir à la communication par la mer Rouge avec le Grand Océan Indien. Ce n'est pas sans peine que la vieille politique anglaise lui permit de porter, à ses frais, le duplicata des dépêches expédiées par le Cap. De temps en temps, M. Wagorn, qui venait de traverser la France ou l'Italie, qui s'était embarqué à Marseille, à Trieste, à Gênes ou à Livourne, entrait dans le port d'Alexandrie; sans perdre un moment, il gagnait Suez et le premier bateau qu'il rencontrait le conduisait à Bombay ou à Calcutta. Il est sans exemple que la malle anglaise, qui contournait l'Afrique, ait devancé l'arrivée de cet infatigable voyageur. Le transit vers l'extrême orient par l'Égypte, Suez et la mer Rouge, était donc possible et il méritait toute l'attention du commerce.

Les expériences du lieutenant Wagorn augmentèrent encore, dans l'esprit de M. de Lesseps, les impressions qu'y avait laissées la lecture du rapport de M. Lepère, et, pendant son premier séjour, de 1831 à 1838, le passage vers les Indes par l'isthme et la mer Rouge ne cessa d'occuper sa pensée.

De retour en France, le canal à travers l'Égypte, après avoir été le problème de ses longues études, devenait de jour en jour l'ambition et le but de sa vie. Sa vive imagination ne pouvait se défendre d'un tréssailement d'orgueil lorsqu'il songeait que son œuvre rendrait au vieil orient cette civilisation que l'Europe en avait autrefois reçue.

Mais quel plan fallait-il adopter? Quel projet d'exécution?

La démonstration de M. Bourdaloue ayant à tout jamais fait disparaître l'obstacle de la différence des niveaux, les doutes n'étaient plus possibles. Même avant 1847, la sagacité de M. de Lesseps s'était fait plus d'une réponse aux anciennes objections. Le courant de l'ouest à l'est, dont on parlait depuis l'origine de la question, n'était pas aussi dangereux qu'on voulait le faire. Un autre courant règne, dans un sens

tout contraire, le long des côtes de la Méditerranée. Si l'un reçoit les eaux de l'Océan Atlantique, l'autre les y ramène; d'ailleurs l'arrivée des eaux de la mer Rouge modifierait les forces et maintiendrait l'équilibre. Pour croire à l'inondation de l'Égypte, il fallait oublier que la Méditerranée n'est pas fermée comme la mer Caspienne et qu'indirectement déjà elle communique avec la mer Rouge par le Grand Océan. Mais les expériences dernières mettaient fin à toute discussion, et, comme la marine moderne exige un tirant d'eau plus profond que les marines de l'antiquité, il n'était plus permis d'hésiter entre la ligne directe qui réunirait deux mers et la jonction par le Nil, qui apportait à la mer Rouge les eaux plus ou moins basses d'un fleuve.

M. de Lesseps adopta le tracé du percement de l'isthme entre le golfe de Péluse et Suez, et attendit les circonstances pour faire accepter son projet par l'Égypte.

En 1854, Mohammed-Saïd succéda à Abbas-Pacha; Mohammed-Saïd, le fils de Mehemet-Ali, l'ami d'enfance, le constant ami de M. de Lesseps. Un de ses premiers actes fut d'appeler ce dernier en Égypte. Dès son arrivée, M. de Lesseps communiqua ses idées à S. A., et, après les premières effusions, il put lire dans le regard du vice-roi avec quelle rapidité d'intelligence et quelle force de sympathie il accueillait son projet.

II.

Avant que M. de Lesseps mît la main à l'œuvre, M. Barrault avait proposé de creuser un canal de Suez au Nil, près de Damiette; mais c'eût été ruiner au moins une province orientale du Delta; car le fleuve aurait seul alimenté la rigole. Et pourquoi ne pas attaquer de front la difficulté? N'était-on pas assez fort pour séparer l'Afrique de l'Asie? Il est des cas, dit M. Alfred Maquinay, à qui nous empruntons ces lignes, où la suprême audace est le comble de la sagesse.

Proposer de couper 160 kilomètres de sable sur une largeur de 100 mètres, entre la Méditerranée et la mer Rouge, sous un soleil de feu, dans une région dont on faisait la patrie des dyssenteries, des ophthalmies et du choléra, eût fait sourire de pitié il y a deux cents ans; mais aujourd'hui, des hommes qui manient des dragues hautes comme la colonne Vendôme, qui font dans des moules des pierres de taille énormes et dures comme le granit, et établissent dans la mer des jetées de 2,500 mètres, qui peuvent en huit ans fonder deux villes sur du sable ou des lagunes inondées, et fixer dans chacune plus de dix mille

personnes de toute race; de tels hommes étaient bien capables d'une telle entreprise. Les moyens mécaniques si puissants dont on dispose aujourd'hui garantissaient le succès. Il fallait seulement ajouter la foi, l'obstination, la force morale à la force de la vapeur. Mais quelle âme ne s'échaufferait pas en présence de ce travail gigantesque aux prises avec la nature? et une fois engagé, qui oserait reculer?

On devait tout d'abord obtenir l'autorisation du pacha d'Égypte. M. de Lesseps s'en chargea : le firman de concession fut signé le 30 novembre 1854.

Il avait ensuite à fonder la compagnie. Il la fonda et il voulut qu'elle fût universelle, non seulement afin de réunir un nombre suffisant d'actionnaires, mais aussi et surtout, pour que tous les peuples prissent part à la grande œuvre, pour que tous ensemble, chose unique jusqu'ici, ouvrissent la route nouvelle. Le 30 octobre 1855, une commission internationale, dans laquelle la France, l'Angleterre, l'Autriche, l'Espagne, l'Italie, les Pays-Bas, la Prusse, étaient représentés, ouvrit sa première séance. Le 5 octobre 1856, la compagnie fut constituée au capital de 200 millions de francs, représentés par 400,000 actions de 500 francs chacune; et, malgré la guerre de Crimée qui occupait les esprits, toutes les feuilles publiques importantes furent pleines d'éloges et d'encouragements. Il ne s'agissait pas, on le sentait, d'une entreprise vulgaire, d'un coup de main d'entrepreneur; des ingénieurs qui s'étaient déjà fait leur place et pouvaient demeurer tranquilles dans leur pays, demandaient au public une avance pour aller risquer leur vie dans les boues du lac Menzaleh ou sur le plateau de sel des lacs Amers. On leur répondit généreusement et la France eut la gloire de prendre, elle seule, 100,000 actions (novembre 1858).

Le tracé du canal définitivement adopté commençait au point où depuis s'est élevé Port-Saïd. Là, en 1859, arrivèrent les travailleurs par petits groupes de huit ou de dix. Ils campaient sur une bande de terre étroite, sans arbres, inondée souvent par la mer, brûlée par le soleil pendant l'été, et, pendant l'hiver, ravagée par des ouragans. Ils vivaient sous la tente, ils dormaient sur le sol mouillé, ils attendaient, pour boire de l'eau, les caravanes de Damiétte ou, pour manger, les navires d'Alexandrie.

« Si du moins on nous construit des maisons, écrivait M. Ritt, un de ces hardis pionniers, il y aura un peu de consolation; mais, pour l'heure, nous sommes sous la tente, et c'est tout ce qu'il y a de moins confortable. Dire que j'ai plaint les pauvres diables obligés de vivre là dessous au camp de Vincennes! Débarqué hier à midi, j'ai été comme

asphyxié en pénétrant dans mon logement de toile; après six heures d'un terrible soleil, j'ai été saisi, à l'arrivée de la nuit, par une humidité subite; à minuit, j'ai jeté sur moi toute ma défroque, les couvertures ne suffisant pas à me réchauffer. Enfin, sur les deux heures du matin, ne pouvant plus résister à l'engourdissement, j'ai dû me lever pour me livrer à un exercice violent. Je prends mes chaussures dans l'obscurité; j'y mets le pied, j'entends un craquement et je suis pincé jusqu'au sang; j'allume... des centaines de petits crabes se promenaient autour de mon lit. Quant à la tente, son dôme avait fléchi sous le poids de la rosée. »

D'autres groupes étaient allés s'installer plus au sud et dans des conditions encore plus désavantageuses, en plein lac Menzaleh. Ceux-là vivaient sur un petit flot de vase d'une odeur fétide; des poissons pourris empestaient l'air déjà plein de moustiques. Il faut avoir été piqué pendant toute une nuit par les moustiques d'Égypte pour comprendre combien cette souffrance est intolérable.

On était plus heureux à El Kantara, El Ferdane, El Guisr, où le sol était plus élevé et les nuits moins malsaines; mais à El Guisr, les bras tombaient de découragement. Toute cette région, pays natal des caméléons et des vipères à cornes, est sillonnée par des dunes mouvantes et des collines de sable, et c'était précisément une de ces collines qu'il fallait entr'ouvrir, avant même de creuser le canal! Trouverait-on des ouvriers pour le faire? Aurait-on la force de supporter le soleil dans la rigole sablonneuse surchauffée et étincelante? Si l'on mourait de la dysenterie à Raz-el-Ech, l'insolation ne vous tuerait-elle pas à El Guisr? Qu'importe! on s'entêta et l'on attaqua le fameux seuil comme tout le reste.

A Toustourm, au sud du lac Timsah, plus loin encore dans la plaine de Suez, d'autres groupes d'intrépides s'étaient installés. Comme ceux du nord et du centre, ils campaient, essayaient de se bâtir des baraques, et, avant même d'être logés, enrôlaient des fellahs qu'ils dirigeaient.

Ils communiquaient avec l'Égypte à travers les lagunes ou le sable par cinq points: Port-Saïd, Suez, Zagazig, Damiette, Abou-Ahmed; mais si, un jour, une des caravanes qui leur apportaient de l'eau s'égarait, ils étaient condamnés à mourir de soif. Aussi prit-on soin d'abord de creuser un canal d'eau douce du Nil jusqu'auprès du lac Timsah, au centre de l'isthme. Plus tard cette dérivation fut prolongée vers le midi jusqu'à Suez et une usine installée à Ismaïliah envoya l'eau par des conduits jusqu'à Port-Saïd.

De la Méditerranée à la mer Rouge, l'état actuel de l'isthme ne

rappelle en rien l'ancien aspect. Le canal maritime, annoncé par les phares de la côte, déroule entre Port-Saïd et Suez, au milieu des poteaux d'amarrage et des fils télégraphiques, un fleuve de 150 kilomètres de long et de 100 mètres de large; à côté de l'immense astre s'étend le canal d'eau douce dont nous venons de parler. Les plantations et la verdure alternent avec la ligne des sables; les habitations et les campements ont remplacé la solitude et le bruit des machines; le sifflement de la vapeur, le passage des wagons, le remorquage des chalands apportent au désert le mouvement de la civilisation.

De 25 européens et de 125 indigènes qui, en 1859, étaient les seuls à habiter l'isthme, la population, en 1868, s'est élevée à 54,258 individus, dont 16,010 européens et 18,248 indigènes, et, en 1869, elle atteint le nombre de 42,400 habitants, dont 22,843 européens et 19,557 indigènes.

A quelque endroit que l'on se place, mais surtout dans les villes, le changement est complet.

A Port-Saïd, la jetée de l'ouest et la jetée de l'est longues, la première de 2,500 mètres, la seconde de 1,900 mètres, assurent la sécurité des navires. Sur une plage, hier encore abandonnée, une ville moderne aligne ses divers quartiers. Du premier coup, les installations maritimes ont atteint la perfection et répondent à toutes les nécessités.

Sur les bords du lac Timsah, Ismaïliah se prépare à son avenir. Le chemin de fer d'Alexandrie et du Caire, le canal maritime, le canal d'eau douce et diverses routes amènent déjà dans les rues une animation singulière; les industries et les agences se sont groupées autour du principal établissement de la compagnie en Égypte et, à considérer dans quelles vastes proportions est conçu le plan de la ville, on devine les destinées prochaines du lac Timsah.

Enfin le golfe, sur un des côtés duquel est placé Suez, est le siège d'une activité incroyable. Tout autour de la pointe où vient aboutir le canal maritime, les constructions et les travaux d'art se sont accumulés. Ce sont de vastes hangars, de nombreux entrepôts, de larges quais, des bassins de radoub, de nouveaux ports, un brise-lames, etc.

Jetons maintenant un regard en arrière et relatons rapidement le mouvement de l'entreprise.

Pour creuser le canal maritime, on a dû enlever 75 millions de mètres cubes.

Si ce chiffre, au premier abord, ne suffit pas à démontrer l'immensité de la tâche, on rappellera qu'en mettant les uns à la suite des

autres tous les couffins (paniers) employés aux seuls chantiers du seuil d'El Guisr, on forme une ligne de 27,000 lieues qui ferait trois fois le tour du globe...

Une œuvre pareille n'a pu être achevée en aussi peu de temps que par des moyens surhumains. La puissance des machines n'aurait rien été sans l'habileté éprouvée et l'énergie indomptable des entrepreneurs. A notre époque, jamais aucun grand ouvrage n'a été exécuté dans de pareilles conditions; les résultats obtenus tiennent du prodige. Pour l'Exposition universelle à Paris, en pleine civilisation, il a fallu six mois pour déblayer au Trocadero 400,000 mètres cubes: en plein désert, l'extraction, dans les derniers temps, atteignait par mois le chiffre de deux millions de mètres cubes!...

Le mérite de la haute direction des travaux revient, au dessous de M. de Lesseps, à Mongel-Bey et à Voisin-Bey. Les travaux avaient été divisés, dès le principe, en quatre lots et adjugés à quatre entrepreneurs: MM. Dussaud frères, entrepreneurs des ports de Marseille, d'Alger et de Cherbourg; Aiton, entrepreneur de dragages et de terrassements sur la Clyde, à Glasgow; Couvreur, déjà connu en France par ses travaux de terrassement, et Borel et Lavalley, entrepreneurs de travaux publics à Paris.

L'espace nous manque pour décrire, année par année, les résultats obtenus. Un coup d'œil jeté sur la campagne de 1868-1869 donnera une idée suffisante de la marche et des progrès de l'entreprise.

Le 2 août 1869, M. de Lesseps annonçait aux actionnaires de la compagnie qu'il ne restait plus à déblayer que 5 millions de mètres cubes et que le travail devant être complètement achevé dans le mois d'octobre, il continuait à fixer au 17 novembre l'inauguration du canal et sa mise à exploitation.

La situation des travaux expliquait ces paroles.

A Port-Saïd les jetées étaient terminées depuis le commencement de 1869. Le chenal d'entrée qui, dès 1868, était creusé à 6 mètres 50 et 7 mètres, était sur le point d'atteindre une profondeur de 9 mètres en arrivant jusqu'à l'extrémité de la jetée ouest.

De Port-Saïd aux lacs Amers le canal avait sur tous les points sa longueur et sa largeur et le travail de 49 dragues n'allait pas tarder à lui donner partout la même profondeur.

Le remplissage des lacs Amers, commencé en mars devant le Khédive et le prince de Galles, justifiait les prévisions de la compagnie; dès les premiers jours, le fond du bassin avait été couvert; dans les dernières semaines du mois de juillet, le niveau de l'eau s'élevait de 3 à 4 centi-

mètres par 24 heures, la réunion de la mer Rouge à la Méditerranée allait promptement assurer le succès de l'opération.

Des lacs Amers à la mer Rouge, le travail à sec, au wagon ou à la brouette, était entièrement achevé le long de 35 kilomètres sur 40 : 11 dragues travaillaient aux 5 kilomètres qui avoisinent la mer Rouge.

Le chenal de Suez, depuis la rade jusqu'au rivage, était à peu près terminé ; enfin un brise-lames de 1,500 mètres en enrochements étendait sa ligne de protection devant l'entrée du canal maritime.

La compagnie avait le droit de nommer son œuvre le canal des deux mers !

A considérer cette longue lutte contre les forces de la nature, l'esprit ne se défend pas d'un mouvement d'admiration. A ce sentiment vient se joindre une grande sympathie lorsqu'on est convaincu que, dans la pensée de M. de Lesseps, la santé des travailleurs a toujours tenu la même place que le succès de l'entreprise. Dès le commencement des travaux, toutes les mesures étaient prises pour améliorer la condition des ouvriers ; les contingents indigènes, s'ils acquittaient la dette de l'Égypte, pouvaient du moins, dans les logements de la compagnie, ne point trop se rappeler les misères de leurs villages ; pour la société, le fellah était quelque chose de plus qu'un bras, une force de chantier : il ne cessait pas d'être un homme. Aussi, même au milieu des plus rudes entreprises, *sous la corvée*, l'aspect de l'isthme ne prêtait-il pas à la mélancolie. Le médecin en chef, M. Aubert-Roche, obéissait donc à la voix de la vérité, lorsqu'il disait à M. de Lesseps en 1868 : « Une ligne de fumée dessine le canal à travers le désert ; c'est l'industrie européenne qui, luttant sous vos ordres, sépare deux continents. Dans quelques mois, lorsque les flottes commerciales traverseront l'isthme, affirmant votre victoire dans la grande bataille pacifique que vous livrez, vous pourrez dire : Je n'ai pas sacrifié un seul homme. »

III.

Il nous reste, avant de terminer, à dire quelques mots des résultats presque certains acquis par le percement de l'isthme.

Depuis l'arrivée des eaux de la Méditerranée dans le lac Timsah (1862), les adversaires du canal ont vu de jour en jour diminuer leur nombre, les doutes ont disparu dans le grand courant des convictions et la certitude du succès a désarmé les attaques. Ce revirement ne mérite d'être remarqué nulle part autant qu'en Angleterre. Mais les esprits se sont moins attachés à ce changement de l'opinion anglaise qu'à certains faits saillants qui peuvent être regardés comme une adoption du canal par le commerce.

La rade de Port-Saïd est, depuis six années, visitée par la marine marchande. Du 1^{er} juin 1867 au 15 avril 1868, il est arrivé 1,000 navires d'un jaugeage total de 232,072 tonneaux : le mouvement de l'année précédente n'avait été que de 800 navires, jaugeant 146,107 tonneaux. En 1868-1869, on remarque une grande progression : 1,362 navires jaugeant ensemble 637,441 tonneaux. En moyenne l'entrée quotidienne de Port-Saïd a été, en 1866, de 406 tonneaux, en 1867, de 725 tonneaux, et en 1868-1869, de 1,445 tonneaux 4/10.

Les marchandises de l'intérieur de l'Égypte ne sont pas éloignées de s'écouler vers l'Europe, en changeant de route. Depuis le commencement de 1869, les négociants ont été frappés des facilités et des économies du nouveau transit, et ils ont embarqué à Port-Saïd, pour Marseille et Liverpool, 7,000 tonnes de graines de coton. Les produits indigènes se croisent dès maintenant avec les expéditions de produits français, à destination de Singapore, de Hong-Kong et de la Réunion.

Le transit à travers les canaux de l'isthme a produit, au 30 juin dernier, 3,421,390 fr. 90 centimes. En 1867, on ne relevait le passage que de 21,281 tonnes ; le nombre des tonnes transportées s'élevait, en 1868, à 92,742, et cette augmentation de 196 % est la meilleure garantie du succès.

Les Arabes apprécient déjà les avantages de l'union de *la mer des perles et de la mer de corail*, et cette année, 4,000 pèlerins de La Mecque ont été transportés de Suez à Port-Saïd.

Ce dernier port est devenu l'échelle régulière de sept compagnies de bateaux à vapeur : la compagnie des services maritimes des Messageries impériales, la société générale de Transports maritimes à vapeur ; la compagnie marseillaise Marc Fraissinet ; la compagnie Bazin ; la compagnie Russe de navigation et de commerce ; une compagnie espagnole et le Lloyd autrichien ; enfin une compagnie de New-York, au capital de 150,000,000 de francs, va établir une ligne de steamers pour les voyages de l'Inde et de la Chine par le canal du Suez, en faisant escale dans les ports de la Méditerranée. L'Angleterre lance une flotte de transports à vapeur, spécialement destinée aux troupes allant dans l'Inde et en revenant. La Russie installe à Port-Saïd les paquebots de la compagnie de Navigation et de Commerce qui doit, par le canal, relier Odessa à l'extrême orient. La grande compagnie autrichienne, le Lloyd, réserve sur tous ses navires, destinés à la navigation des mers indiennes, une place aux échantillons des produits européens. Le gouvernement italien encourage le zèle des armateurs. L'Espagne organise une navigation à vapeur directe entre Barcelone et les îles Philippines.

Et, soit en Angleterre, soit en France, l'animation des chantiers et les modifications apportées aux navires à vapeur, à quelle autre cause faut-il les attribuer, si ce n'est à l'ouverture du canal (1)?

Ces préparatifs n'ont rien qui étonne : la force des choses devait les amener. Le canal maritime est le trait d'union entre deux mondes, la grande communication entre 300,000,000 d'occidentaux et 700,000,000 d'orientaux. Pour peu que l'on veuille jeter les yeux sur le tableau suivant que M. de Lesseps a fait dresser, on se convaincra de la révolution qui se prépare.

La position de Bombay, qui se trouve pour ainsi dire au milieu de l'Océan Indien, l'a fait avec raison choisir comme terme de comparaison.

INDICATION des PORTS D'EUROPE ET D'AMÉRIQUE.	DISTANCES		DIFFÉRENCE.
	PAR LE CAP.	PAR LE CANAL.	
Constantinople. lieues	6,100	1,800	4,300
Malte. »	5,840	2,062	3,778
Trieste »	5,980	2,340	3,620
Marseille. »	5,650	2,374	3,276
Cadix. »	5,200	2,224	2,976
Lisbonne. »	5,350	2,500	2,850
Bordeaux. »	5,650	2,800	2,850
Le Havre »	5,800	2,824	2,976
Londres »	5,950	3,100	2,850
Liverpool. »	5,900	3,050	2,850
Amsterdam »	5,950	3,100	2 850
S-Pétersbourg »	6,550	3,700	2,850
New-York »	6,300	3,761	2,439
Nouvelle-Orléans »	6,450	3,724	2,726

C'est en moyenne, pour les distances, une abréviation de la moitié. Cette différence, quand la route du Cap pourrait être comparée à la sécurité du canal maritime, suffirait et au delà à déterminer le choix

(1) Silvestre, *l'Isthme de Suez*, pp. 224 et suiv.

du commerce. Plus un chargement est promptement transporté d'un port à un autre, moins il a à supporter l'intérêt du capital engagé et le taux de l'assurance. Insignifiantes pour les marchandises de peu de valeur (les houilles, etc.), ces charges atteignent pour les marchandises riches (les soies dont les 4,000 kilog. valent 100,000 francs) des proportions considérables. Dégrevier le plus possible la marchandise, c'est diminuer les risques de la liquidation et forcer en quelque sorte le marché. A ce point de vue, la concurrence entre la route du Cap et la route par Suez ne semble pas possible, et, de deux expéditions semblables dont l'une aura pris le nouveau passage et l'autre aura gardé l'ancien, la première, tout en laissant un bénéfice plus grand, pourra être rendue à des conditions bien moins chères que la seconde.

Les considérations qui précèdent assurent également la prééminence aux bateaux à vapeur sur les voiliers.

Mais il est temps de nous arrêter. Nous avons fait voir la physionomie générale des travaux du percement de l'isthme et les avantages que le creusement du canal offre à la civilisation. Une fête internationale consacrait récemment ce grand œuvre. Le 17 novembre 1869 — date mémorable dans l'histoire du dix-neuvième siècle, — une assemblée choisie assistait à l'inauguration solennelle du canal. Les cinq parties du monde avaient envoyé des représentants à Port-Saïd. A côté de l'impératrice Eugénie, de l'empereur d'Autriche, du prince royal de Prusse, du prince Henri des Pays-Bas, du prince Guillaume de Hesse, de la duchesse de Cobourg, d'Abd-el-Kader, de S. A. le khédivé et de l'illustre promoteur de l'entreprise, M. de Lesseps, il y avait l'élite des artistes, des hommes de lettres, des savants, des archéologues de l'Europe et de l'Amérique. Soixante-dix vaisseaux, à la tête desquels l'*Aigle* portant l'impératrice des Français, s'engagent dans le canal pour arriver heureusement à Suez. Le problème est résolu.

Est-ce à dire que ce travail gigantesque ait atteint, dès à présent, son plus haut point de perfection? Il serait présomptueux de le prétendre. Il y aura ici, comme dans toutes les choses humaines, des améliorations à introduire, des précautions à prendre, des éventualités à prévoir. Les plus chaleureux partisans de M. de Lesseps et de l'œuvre à laquelle il a attaché son nom sont les premiers à le dire. Mais, n'en doutons point : ce qui a été fait est immense; ce qui reste à faire est minime en comparaison; et celui qui a réalisé les prodiges que l'on sait, surmontera sans encombre les difficultés de détail qui viendraient embarrasser sa route.

LADISLAS WITEBSKI.

LE PIÉDESTAL.

FABLE.

Dans Athènes, jadis, Phocas le statuaire
Avait sculpté l'image en pierre
De Jupiter, le monarque des cieux.
Le dieu debout, brandissant le tonnerre,
Tenait à ses côtés son aigle légendaire,
A l'œil ardent, au maintien glorieux.
L'œuvre dans l'atelier paraissait réussie
Surtout dans maints détails, mais non par son ampleur.

Cependant la foule ravie
Admirait l'ouvrage et l'auteur,
Et les élèves dans leur zèle,
Exaltant le maître Phocas,
Le comparaient à Praxitèle,
Et même au divin Phidias.
Enfin sur la place publique,
Le Jupiter Olympien
Fut exhaussé : puis la critique
Du docte peuple athénien,
Sur la statue et sur sa pose
Put s'exercer impartialement.
L'on trouva que le tout manquait de grandiose :
Geste, attitude, ajustement,
Écrasé par l'espace
De la place,

Apparaissait mesquin sous ce ciel lumineux,
Indigne enfin du souverain des dieux.
Cependant cette œuvre incomplète
A huis clos aurait pu sembler assez bien faite ;
Mais le grand jour lui fut fatal,
L'artiste lui donnant un trop haut piédestal.
L'homme aussi rapetisse ainsi que la statue,
Au physique comme au moral,
Lorsqu'on le place trop en vue
Et sur un trop haut piédestal.
Voyez ce personnage à tort que l'on renomme
Poète, auteur, musicien :
Plus d'un ami le proclame grand homme,
Mais le public sensé trouve qu'il n'en est rien !

VIC^{te} HIPP. VILAIN XIII.

MÉLANGES.

LES ÉCRITS RELATIFS AU CONCILE. — L'OUVERTURE DU CONCILE. — SES PREMIERS ACTES.

La dernière livraison de la *Revue Générale*, a énuméré les principaux écrits auxquels le Concile a donné lieu. Depuis lors Mgr Dechamps, dans une *Lettre à l'évêque d'Orléans*, a répondu aux *Observations* de ce dernier prélat, en persistant dans son sentiment au sujet de l'opportunité de la définition de l'infailibilité papale. De son côté, Mgr de Ketteler, avant de partir pour Rome, a adressé à ses diocésains un mandement dans lequel il a émis l'avis que les décisions de l'Eglise en matière de foi devaient être prises, non à la simple majorité, mais à l'unanimité.

Le marquis de Banneville, ambassadeur de France à Rome, en rendant compte à son gouvernement, le 10 novembre, d'un entretien qu'il a eu avec le Saint Père, constate que S. S. regrettait « les conjectures téméraires auxquelles se livraient trop souvent les esprits ardents et impatientes et la discussion prématurée de certaines questions qu'il eût mieux valu réserver au Concile lui-même, s'il jugeait opportun de les examiner. »

La congrégation de l'Index a condamné un livre publié en Allemagne sous le titre de *Le Concile et la Civiltà* par Janus. Ce livre qui défend la supériorité du Concile sur le Pape est composé d'articles parus dans l'*Allgemeine Zeitung* d'Augsbourg, et qui ont été attribués à tort au chanoine Doellinger par l'*Univers* et le *Bien Public*.

— Le Concile s'est ouvert le 8 décembre. Le Pape y a prononcé une allocution (voir aux documents).

On a donné ensuite connaissance de Lettres Apostoliques *multiplies inter*, en date du 27 novembre, et réglant l'ordre général à garder dans les délibérations.

En vertu de ces lettres, chaque Père est libre de présenter des propositions; cependant le Pape fait à cet égard réserve de son droit exclusif: « Bien que, disent-elles, le droit et la charge de préparer les affaires qui devront être traitées dans le saint Concile œcuménique, et de demander l'avis des Pères, n'appartiennent qu'à Nous et à ce Siège apostolique, néanmoins, Nous ne Nous bornons pas à souhaiter, Nous engageons encore tous les Pères du Concile qui auraient quelque chose à préparer concernant l'intérêt général, à le faire en liberté. »

Seulement les propositions émanées des Pères devront être faites dans les conditions suivantes: « 1^o Elles seront mises par écrit et soumises séparément à une congrégation particulière composée tant de NN. VV. FF. les cardinaux de la S. E. R. que de Pères du Concile, et qui doit être instituée par Nous; 2^o elles devront avoir réellement trait au bien général de la chrétienté, et non pas uniquement à l'avantage particulier de tel ou tel diocèse; 3^o elles seront accompagnées des motifs d'utilité et d'opportunité qu'il auront déterminé leurs auteurs à les produire; 4^o elles ne renfermeront rien d'opposé au sentiment constant de l'Eglise et à ses traditions inviolables. »

Les noms des membres de la commission dont il est question dans le passage qui précède, ont été proclamés le 10 décembre. Ce sont: le cardinal Patrizi, vicaire de Sa Sainteté; le cardinal di Pietro, évêque d'Albano; le cardinal de Angelis, archevêque de Fermo, camerlingue de la sainte Eglise romaine; le cardinal Corsi, archevêque de Pise; le cardinal Riario-Sforza, archevêque de Naples; le cardinal Rauscher, archevêque de Vienne;

le cardinal de Bonnechose, archevêque de Rouen ; le cardinal Cullen, archevêque de Dublin ; le cardinal Barili, ancien nonce du Pape à Madrid ; le cardinal Moreno, archevêque de Valladolid ; le cardinal Monaco la Valetta ; le cardinal Antonelli, ministre secrétaire d'État ; le patriarche d'Antioche des Grecs melchites, Mgr Gregorio Jussef ; le patriarche de Jérusalem, Mgr Joseph Valerga ; Mgr Guiberti, archevêque de Tours ; Mgr Ricciardi, archevêque de Reggio ; Mgr Jacques Bahtiaran, archevêque d'Amide, du rite arménien ; Mgr Spalding, archevêque de Baltimore ; Mgr Franchi, archevêque de Thessalonique, nonce à Madrid ; Mgr Giannelli, archevêque de Saidia, secrétaire de la sous-congrégation du Concile ; Mgr Manning, archevêque de Westminster ; Mgr Dechampe, archevêque de Malines ; Mgr Martin, évêque de Paderborn ; Mgr Barrio y Fernandez, archevêque de Valence (Espagne) ; Mgr Apuzzo, archevêque de Sorrento.

En vertu des mêmes lettres apostoliques du 27 novembre, le Concile tient des congrégations générales et des sessions publiques.

Les congrégations générales sont destinées à la discussion des décrets et des canons qui leur sont soumis, et à la rédaction définitive des formules des dits décrets et canons. Si quelques-unes des propositions donnent lieu à des difficultés telles qu'une entente ne soit pas possible en séance, elles sont renvoyées, suivant leur objet, à l'examen d'une des quatre commissions instituées à cet effet ; après quoi elles sont de nouveau déferées à la prochaine congrégation générale.

Chacune des commissions dont il vient d'être parlé est présidée par un cardinal nommé par le Saint Père, et composée de 24 membres à nommer au scrutin secret par les Pères.

La première commission doit s'occuper des choses qui regardent la foi, *de rebus ad fidem pertinentibus*.

La seconde, de la discipline ecclésiastique, *de rebus disciplinæ ecclesiasticæ*.

La troisième, des choses concernant les ordres réguliers, *de rebus ordinum regularium*.

Enfin, la quatrième, des choses regardant le rite oriental, *de rebus ritus orientalis*.

La première des quatre commissions a été élue dans la congrégation générale du 14 décembre. Elle est composée de : Mgr l'archevêque de Saragosse (Espagne) ; Mgr l'archevêque de Cashel (Irlande) ; Mgr l'archevêque de Cambrai (France) ; Mgr l'archevêque de Strigonie (Hongrie) ; Mgr l'archevêque d'Utrecht (Hollande) ; Mgr l'archevêque de Gnesen et Posen (Prusse) ; Mgr l'archevêque de Modène ; Mgr l'archevêque de Malines (Belgique) ; Mgr l'archevêque de Baltimore (Etats-Unis) ; Mgr l'archevêque de Saint-Jacques (Chili) ; Mgr l'archevêque de Westminster (Angleterre) ; Mgr l'archevêque d'Edesse (ancienne Antioche) ; Mgr l'archevêque de Bosra (Palestine) ; Mgr l'archevêque de Saint-François (Californie) ; Mgr le patriarche de Cilicie (Asie-Mineure) ; Mgr l'évêque de Poitiers (France) ; Mgr l'évêque de Calvi et Teano (Deux-Siciles) ; Mgr l'évêque de Saint-Pierre de Rio-Grande (Brésil) ; Mgr l'évêque de Ratisbonne (Bavière) ; Mgr l'évêque de Jaen (Espagne) ; Mgr l'évêque de Sion (Suisse) ; Mgr l'évêque de Brixen ; Mgr l'évêque de Trévise (Lombardie) ; Mgr l'évêque de Paderborn (Prusse).

Les trois autres commissions ne sont pas encore nommées au moment où nous traçons ces lignes.

Quant aux sessions publiques, elles ont pour objet le vote définitif des canons et des décrets.

Les congrégations générales sont présidées au nom du Pape par le cardinal de Reisach, (d) évêque de Sabine, les cardinaux de l'ordre des prêtres Antoine de Luca, du titre des Quatre-Saints-Couronnés ; Joseph-André Bizzarri, du titre de Saint-Jérôme des Illyriens ; Louis Bilio, du titre de Saint-Laurent *in Panisperna*, et le cardinal de l'ordre des diacres Annibal Capalti.

Lorsqu'un décret est accepté en congrégation, il en est référé au Saint Père. Celui-ci rend

(1) Le cardinal de Reisach est mort peu après l'ouverture du Concile.

alors sa sentence suprême et ordonne qu'elle soit promulguée et publiée dans cette formule solennelle : « Ces décrets ont été agréés par tous les Pères, à l'unanimité (ou s'il y a eu quelques opposants) à l'exception de tant de voix ; et Nous, avec l'approbation du saint Concile, Nous ordonnons, décrétons et sanctionnons qu'il en soit donné lecture. »

Le secret le plus absolu est imposé aux Pères. Dès l'ouverture du Concile, on leur a distribué le travail préparatoire des matières qu'ils ont à examiner. Ce travail comprend 18 propositions ou chapitres.

Indépendamment des commissions énumérées ci-dessus, il a été institué deux commissions spéciales, ayant pour objet, la première d'examiner et de juger les motifs d'absence des évêques qui se font exempter, la seconde, de s'occuper des différends qui pourraient s'élever entre les membres du Concile.

Ces deux commissions sont composées chacune de cinq membres, et elles ont été élues par les Pères dans la congrégation générale du 10 décembre.

La commission des *Judices querelarum et controversarum* se compose de : Mgrs Joseph Angelini, archevêque de Corinthe ; Gaspard Mermillod, évêque d'Hébron ; Innocent San-nibale, évêque de Gubbio ; Jean Rosati, évêque de Lodi ; Antoine Canzi, évêque de Cyrène.

La commission des *Judices excusationum* est formée de : Mgrs Paul Melchers, archevêque de Cologne ; Bienvenu Mouzon y Martino, archevêque de Grenade ; Joachim Limberti, archevêque de Florence ; Jean-Baptiste Landriot, archevêque de Reims ; François Pedicini, archevêque de Barri.

Enfin le Pape a réglé par une *Constitution apostolique* le mode de nomination de son successeur, s'il venait à décéder pendant la tenue du Concile. A cet égard la Constitution décide que cette nomination se fera exclusivement par le Collège des cardinaux, et que le Concile sera suspendu et ajourné jusqu'à ce que le nouveau pape ait jugé à propos d'en ordonner la reprise et la continuation.

La statistique officielle des Pères du Concile présents à Rome porte : 51 cardinaux, 9 patriarches, 853 primats, archevêques, évêques et abbés *nullius*, 21 abbés mitrés, 28 généraux d'ordres religieux. Total : 762.

La statistique des personnages aptes, de droit ou par privilège, à siéger au concile, portait un total de 1,044. Il y a 282 absents, dont 274 archevêques ou évêques.

LE CHANOINE DE BLESER.

Rome et ses monuments. Guide du voyageur catholique dans la capitale du monde chrétien par le chanoine DE BLESER. Deuxième édition revue, corrigée et augmentée, et enrichie de 15 plans nouveaux ; 66 plans annotés, gravés hors texte. — Un beau volume in-8° de 632 pages. — Louvain, C.-J. Fonteyn, père, imprimeur-éditeur, 1870. — Prix : fr. 10.00.

Au moment où le concile oecuménique de Vatican attire à Rome une si grande foule de pèlerins, c'est une bonne fortune que celle d'un *Guide* pareil à celui que nous annonçons.

L'auteur n'étant plus, nous parlerons en toute franchise et de la carrière qu'il a parcourue, et du livre qui fait le sujet de cette notice.

PHILIPPE JACQUES ÉDOUARD DE BLESER naquit à Bruxelles, le 29 décembre 1824. Après de brillantes études au Collège Saint-Michel, dans sa ville natale (1), il entra, dès 1841, au Petit Séminaire de Malines, en qualité d'élève de philosophie.

(1) Il obtint en rhétorique les prix de version latine, de discours français et d'improvisation.

Il n'avait pas encore achevé son cours de théologie au Séminaire archiépiscopal, que déjà la confiance de ses supérieurs l'appelait à remplir le poste de sous-régent au Petit Séminaire.

Ordonné prêtre le 29 mai 1847, puis nommé professeur de sixième en 1849 et de troisième en 1851, il refusa à plusieurs reprises, pour se consacrer entièrement à l'étude de la syntaxe, les chaires de seconde et de rhétorique, auxquelles son beau talent l'appelait.

La promotion de M. le chanoine Van Campenhout aux fonctions de pléban de Saint-Rombaut et de doyen du district de Malines amena, le 22 mars 1863, la nomination de M. le chanoine De Bleser en qualité de supérieur du Petit Séminaire. C'est dans cette haute et importante direction que la mort est venue le surprendre, à la suite d'une de ces catastrophes, faites pour nous apprendre la fragilité de notre nature.

Monsieur le chanoine De Bleser rendit sa belle âme à son Créateur, le jour de la Saint-Martin, 11 novembre 1868, après une demi-heure de souffrances.

Devant une tombe à peine fermée, nous ferons taire nos regrets, pour faire l'éloge de celui qui n'est plus.

De Bleser avait reçu à profusion les dons de la nature. Il était richement doué. A une intelligence d'élite, il joignait une ardeur infatigable au travail. Aussi le voyait-on s'adonner aux études les plus diverses et s'intéresser à toutes les questions.

D'un abord facile et agréable, il jouissait de la confiance universelle. Ses collègues et ses subordonnés l'affectionnaient comme un père ; ses élèves voyaient en lui le meilleur et le plus condescendant des maîtres, et ceux qui avaient le bonheur de le connaître de près, ceux qui furent ses amis, savent tout ce que son cœur renfermait de loyale tendresse. Le zèle qui l'animait pour l'accomplissement des devoirs de sa charge n'avait d'égal que sa profonde piété.

Ces quelques lignes sont insuffisantes sans doute pour faire connaître l'homme et le prêtre. Mais c'est l'archéologue surtout que nous avons reçu mission d'apprécier.

De Bleser eut de tout temps un goût fort vif pour les arts.

A l'issue de son cours de philosophie, en 1843, Monseigneur Van Hemel, alors supérieur, lui offrit un cadeau, comme il avait coutume de le faire aux élèves studieux dont il avait eu l'occasion de mettre le talent en relief. Et quel livre donna-t-il à ce « bon Monsieur De Bleser ? » Il lui remit l'*Archéologie chrétienne* du chanoine Bourassé.

On demandera : De Bleser, encore en philosophie, où avait-il puisé son goût si prononcé pour les arts ?

Les parents de notre cher défunt habitaient la rue de Bavière à Bruxelles. Schayes, si connu en Belgique par ses travaux et sa prodigieuse érudition, demeurait à quelques pas de la maison paternelle d'Edouard. C'est dans la compagnie de cet homme instruit, consciencieux, ennemi des théories hasardées et des systèmes boiteux, que le collégien de onze ans acquit ses premières connaissances.

Au Grand Séminaire déjà, il faisait autorité comme archéologue.

Nommé sous-régent au Petit Séminaire, le 29 avril 1846, il mit immédiatement la main à l'œuvre pour doter son pays d'un livre qui lui manquait encore : une esquisse de l'histoire de l'architecture en Belgique, ou du moins un manuel qui aidât les Belges à classer, d'après leur âge, les monuments de leur patrie.

Jusqu'à cette époque, quelques rares archéologues, à la suite de MM. de Caumont, Victor Hugo, de Montalembert, Viollet-le-Duc, Didron dont les *Annales* avaient été fondées en 1840, s'occupaient en Belgique de l'architecture du moyen âge. En 1864 encore, un membre effectif de la Commission royale des monuments avouait à M. le chanoine De Bleser, à Rome, dans l'une des salles du Vatican, qu'il ne connaissait ni le gothique, ni le roman ; que son fort, à lui, c'était le style classique, et que pour celui-ci, il le possédait à fond.

C'eût été trop demander à un débutant de vingt-deux ans et demi, qu'un manuel com-

plet. Monsieur De Bleser, dans sa modestie, édita l'archéologie d'Oudén, et l'approprià à la Belgique. Conscientieux jusqu'au scrupule, il eut soin de distinguer, au moyen de guillemets, les passages qui n'appartenaient point à l'auteur primitif.

La réimpression d'Oudin, publiée chez Walhen, à Bruxelles, en 1847, formait un volume in-12° de 381 pages, avec atlas comprenant douze planches et un grand nombre de gravures. Elle est encore recherchée aujourd'hui, non sans raison.

Nous pouvons répéter, présentement, avec le Cardinal-Archevêque, qui honora cette édition belge d'une flatteuse approbation : « l'ouvrage.... sera d'une utilité incontestable à ceux qui sont obligés par leur position de veiller à la conservation de nos monuments et de les garantir, dans leurs restaurations, contre tout changement, addition ou retranchement contraires au style primitif. »

Une seule partie de ce bon livre a vieilli ; c'est le chapitre relative à la *Rome souterraine chrétienne*. Monsieur De Bleser n'est pas responsable de cette lacune. Il lui a fallu, comme à tout le monde, attendre les travaux de notre érudit et savant confrère, M. le chevalier J.-B. de Rossi, le Bosio des catacombes au XIX^e siècle.

Absorbé, à partir de 1849, par les devoirs journaliers de sa charge professorale, M. De Bleser laissa sommeiller quelque peu ses projets de jeunesse. Il se contenta de répondre aux diverses consultations qui lui étaient fréquemment adressées.

Il faut néanmoins faire une exception à la réserve qui nous est ici imposée. Monsieur De Bleser prit une part des plus actives à la composition de l'*Histoire de la peinture sur verre*, publiée, il y a dix ans environ, par M. Edmond Lévy, de Rouen. L'auteur ne manqua point de témoigner ses remerciements et sa vive reconnaissance pour les détails qu'il devait à l'obligeance d'un jeune et savant professeur du Petit Séminaire de Malines.

On se souvint de l'archéologue au moment de la réunion de nos assemblées catholiques de Belgique. En 1863, M. De Bleser fut secrétaire de la section d'art chrétien ; en 1867, vice-président. En 1864, il fut secrétaire de cette admirable exposition d'objets d'art religieux, dont le souvenir ne s'effacera pas si tôt parmi nous.

Ce fut à l'ouverture de cette exposition, que Son Eminence le Cardinal Sterckx, de vénérée mémoire, érigea la chaire d'archéologie au Petit Séminaire, en exécution d'un vœu du premier Congrès de Malines.

Le choix du titulaire ne pouvait être douteux. M. De Bleser donna sa première leçon le 7 décembre 1864.

Il ne resta malheureusement que fort peu de temps chargé de ce cours. Sa promotion aux fonctions de supérieur lui parut incompatible avec cet enseignement.

Qu'on n'aille pas croire qu'il entendit rompre avec l'archéologie. Bien au contraire. Mais, en définitive, la plus grande partie de son temps devait être absorbée par ses nouveaux devoirs. Puis, il lui tardait d'achever le *Guide du voyageur catholique à Rome*.

Au mois de mars 1865, ce livre, dont il nous faut parler maintenant, était imprimé à moitié. La préface porte la date du 25 janvier 1863.

Il nous reste à faire la genèse de ce livre.

M. De Bleser se rendit à Rome, pour la première fois, durant la saison des vacances août-septembre 1862. Esprit curieux, voyageur intelligent, avide de connaissances, il avait composé pour son agrément particulier, à l'effet d'en faire une lecture dans ses heures de délassement, un récit très-développé, très-étendu, de son pèlerinage au tombeau des Apôtres. Ce volume manuscrit in octavo, d'environ trois cents pages d'une écriture serrée, circula dans diverses mains. Tous les amis qui en prirent connaissance excitèrent l'auteur à compléter ses études, à retourner à Rome (ce qu'il fit en 1864), à agrandir son cadre et à doter la littérature des voyages d'un livre dont tous les catholiques déploraient l'absence.

L'auteur de *Rome et ses monuments* n'a pas fait une réclame, quand il traçait dans son avant-propos les lignes suivantes :

« Protestants, voltairiens, voyageurs frivoles, indifférents, ennemis des croyances catholiques, tous ont des livres qui répondent à leurs théories ou à leurs préjugés ; seuls les catholiques réclament encore la satisfaction à laquelle ils ont droit. »

Le livre de M. De Bleser est l'expression d'un vif sentiment de foi. L'auteur a écrit sous l'empire d'une double pensée, celle de ne rien omettre qui pût nourrir la piété de son lecteur envers Dieu et les saints, d'abord ; puis de raviver l'affection que tout chrétien doit à l'Église. Il n'a eu d'autre but, ainsi qu'il s'exprime lui-même, que celui d'être utile à tous ceux qui nourrissent l'espoir de voir un jour la Ville éternelle, comme à ceux qui ont déjà eu le bonheur d'en admirer les beautés. Il a voulu leur faire aimer et cette Rome vers laquelle se sont portées de tout temps ses plus chères aspirations, et ces pontifes romains qu'il est plus facile de dénigrer et de calomnier que d'imiter.

Nous n'allons pas donner ici l'analyse de *Rome et ses monuments*. Nous tenons toutefois à signaler le côté original d'un livre que nous osons recommander sans restriction aucune.

M. De Bleser a multiplié les plans dans son livre ; ils y sont au nombre de cinquante et un (et ce chiffre est porté à soixante-six dans la nouvelle édition). Quel a été son but ? De faire du *Guide du voyageur catholique* un véritable *vade-mecum*, un compagnon inséparable à travers toutes les excursions aux monuments variés qui recommandent Rome à l'admiration universelle. Aussi c'est inutilement que vous demanderiez à la nouvelle publication une vue de la colonnade de Saint-Pierre ou du dôme de Michel Ange, une vue d'une façade quelconque d'un édifice sacré ou profane ; ce ne sont là que des images, plus ou moins bien faites, mais qui n'apportent aucun éclaircissement au voyageur. Quand le voyageur est en face du monument, pourquoi lui présenter une gravure ? M. De Bleser a fait mieux : tous les plans de son livre sont des plans terriers ; toutes ses planches donnent le plan géométral de l'église que le pèlerin veut parcourir. Ajoutons, qu'en vue de compléter l'étude du voyageur, l'estimable écrivain a assigné à celui qui se sert de son livre un ordre constant et uniforme. Il a indiqué par numéros les monuments à voir. Le visiteur franchit le seuil de l'église ; après un coup d'œil jeté sur l'ensemble de la construction, il tourne immédiatement à droite, examine les autels des bas côtés, les tableaux, les tombeaux ; puis, prenant à gauche, il va s'agenouiller devant l'autel principal, circule autour de l'abside et achève son tour jusqu'à ce qu'il revienne à son point de départ. C'est là un ordre logique dont l'auteur ne se départ pas. Nous croyons peu opportun d'insister sur les avantages de cette méthode. Le visiteur peut se vanter à bon droit, après une inspection faite de cette manière, de connaître l'édifice qu'il a parcouru.

Tous les pèlerins qui se rendirent à Rome en si grande foule aux fêtes du XVIII^e centenaire de la mort des saints Apôtres furent unanimes à faire l'éloge de *Rome et ses monuments*. Ils venaient corroborer le témoignage de la presse catholique tout entière. Nous ne rappellerons ici que pour mémoire l'article très-flatteur qui parut dans la *Bibliographie catholique* de Paris et celui du *Litterarischer Handweiser* de Munster. Nous ne saurions toutefois omettre le compte rendu de la *Civiltà cattolica* : « La Rome chrétienne, dit le recueil romain, est décrite dans ce guide avec une fidélité, une exactitude et des particularités remarquables.... Tout ce qui, à Rome, peut intéresser le chrétien, est relevé avec un soin et un amour très-nobles, sans qu'on puisse accuser l'auteur d'oublier les restes antiques de la grandeur païenne. Incontestablement ce guide est un des meilleurs qui aient été faits. »

Le bref pontifical, daté du 23 avril 1866, portait : « Notre Saint Père le Pape Pie IX a accueilli avec la plus exquise bienveillance l'œuvre que vous êtes parvenu à achever, en y mettant une ardeur qui ne s'est pas relâchée. Les fidèles désormais qui parcourront les monuments de Rome, recommandables à leur attention, soit par leur antiquité, soit par leur munificence ou leur splendeur, respireront en même temps un parfum de piété qui ne ravivera pas moins leur esprit que leur cœur. »

Au mois de juillet de l'année suivante 1867, une médaille en bronze de grand module,

représentant l'intérieur de la basilique de Saint-Paul-hors-les-murs, lui fut remise de la part du Saint Père.

L'Académie romaine de l'Immaculée Conception, celle de la Religion catholique, avaient également tenu à honneur d'inscrire sur leurs diptyques le savant auteur de *Rome et ses monuments*.

Que le lecteur, nous l'en prions, n'aille pas croire que ce concert d'éloges et ces distinctions honorifiques fissent oublier à M. De Bleser les imperfections, les lacunes, assez considérables, qui déparaient son ouvrage. Noblesse oblige. Le succès même qu'il avait obtenu lui fut une exhortation à une plus grande exactitude, et le détermina à faire subir à son livre un remaniement total.

M. Fonteyn avait mis sous presse la deuxième édition, lorsque la mort de M. De Bleser vint plonger dans le deuil les amis des arts et de la religion. Au moment de la fatale chute qui lui coûta la vie, l'auteur de *Rome et ses monuments* fut trouvé nanti de la première épreuve de la onzième feuille.

Après le décès de l'auteur, des amis dévoués et fidèles se sont chargés de faire subir au *Guide du voyageur catholique à Rome* les remaniements nécessaires et de combler les lacunes inévitables d'une première édition dans un travail de longue haleine.

Il est temps de nous arrêter. Peut-être avons-nous laissé trop courir notre plume. Nous trouvons notre excuse dans l'abondance des matériaux à notre disposition. Pourrions-nous ne pas parler avec quelque attendrissement de celui qui fut notre collègue, notre chef, notre intime ami ?

Nous finissons ces lignes par un souvenir personnel. Après avoir contemplé, pour la première fois, la basilique de Saint Pierre, notre cher défunt prit immédiatement la plume pour nous transmettre ses impressions. Quelque admirateur enthousiaste qu'il fût du style ogival, il ne put s'empêcher, comme de droit, de saluer d'un cri ému la grande œuvre de Michel Ange. Sa lettre est en ce moment ouverte sur notre table. Combien plus grand néanmoins n'aura pas été son enthousiasme, quand, précédé par ses bonnes œuvres et par une vie toute de dévouement et de sacrifices, escorté par les prières de ses collègues et de ses élèves, de sa famille et de ses amis, il aura franchi, pour la première fois, le seuil de la sainte Jérusalem ! Devant ces inénarrables splendeurs, l'âme du chrétien, du prêtre pieux, bien plus encore que celle de l'archéologue, se sera écriée avec saint Paul : *Non, l'œil n'a point vu ce que Dieu prépare à ceux qui l'aiment !*

Le chanoine Ab. DELVIGNE.

JOURNAL HISTORIQUE.

ÉVÉNEMENTS DU MOIS.

15 NOVEMBRE. — 15 DÉCEMBRE.

Novembre.

16. — Interpellation de M. Dumortier, au parlement belge, au sujet de l'absence de discours du trône à l'ouverture de la session législative.

17. — Session à Bruxelles de l'Union catholique de Belgique.

— Inauguration du canal de Suez, en présence du vice-roi d'Égypte, de l'impératrice Eugénie et de l'empereur d'Autriche.

18. — La Chambre belge adopte le budget des voies et moyens par 69 voix contre 6.

— Ouverture de la session législative à Florence.

19. — La Chambre belge, sur la proposition de M. De Fré, vote par 48 voix contre 29 la mise à l'ordre du jour du projet de loi sur le temporel des cultes.

— La Chambre des députés de Florence nomme à la présidence M. Lanza, par 169 voix contre 129 données à M. Mari, le candidat du Cabinet. Ce vote provoque une crise ministérielle.

22. — Elections complémentaires en France pour le Corps législatif. A Paris, la 1^{re} circonscription nomme M. Rochefort; la 3^e, M. Crémieux; la 8^e, M. Emmanuel Arago, tous trois républicains. Il y a ballottage dans la 4^e.

25. — Le roi des Belges reçoit à Londres, au palais de Buckingham, l'Adresse présentée par le lord-maire, la corporation de Londres, cent maires provinciaux et le lord-lieutenant des comtés. S. M. reçoit en même temps une Adresse des volontaires, présentée par lord Elcho. Le Roi répond en insistant sur l'étroite cordialité qui unit l'Angleterre et la Belgique.

26. — Les élections en Bavière donnent le résultat suivant : 80 catholiques, 74 libéraux. Ce résultat provoque une crise ministérielle.]

27. — A Carlsruhe, la première Chambre vote, par 13 voix contre 7, le projet de loi déjà approuvé par la seconde Chambre et qui étend la compétence du jury aux délits politiques et de presse.

— Ouverture de la session législative à Bucharest.

28. — Le *Journal officiel* publie une circulaire du ministre du commerce en date du 23 novembre invitant les chambres de commerce à envoyer des délégués pour faire une enquête sur les résultats des traités commerciaux.

29. — Ouverture de la session législative en France. (Voir le discours de l'Empereur aux documents.)

30. — Au Corps législatif, M. Jules Favre dépose plusieurs demandes d'interpellation, ainsi qu'un projet de loi élaboré par la gauche aux termes duquel le pouvoir constituant appartiendrait désormais au Corps législatif. M. Raspail réclame la mise en accusation du ministère. La discussion des interpellations est ajournée.

Décembre.

1^{er}. — Le Parlement belge vote le budget de la guerre par 53 voix contre 23 et 12 abstentions. — M. le comte de Theux annonce l'abstention de la droite et en donne pour motif : les nouvelles dispositions adoptées dans la loi sur la milice relativement aux exemptions des étudiants en théologie.

— Le Corps législatif de France nomme comme président M. Schneider, et comme vice-présidents, MM. de Talhouet et Chevandier de Valdrôme, du tiers-parti, et MM. Dumiral et Jérôme David de la droite.

2. — La Chambre belge adopte le projet de loi fixant le contingent de l'armée pour 1870, à la majorité de 48 voix contre 21 et 7 abstentions.

Sur la motion de M. Bouvier, il est décidé, par 52 voix contre 27, que la discussion du projet de loi sur le temporel des cultes sera mise à l'ordre du jour pour le deuxième mardi qui suivra la rentrée des vacances de Noël.

— Aux Cortès, M. Ochoa demande la nomination d'une commission d'enquête, en réponse aux assertions de M. Figuerola attribuant aux reines Christine et Isabelle le détournement de 73 millions de réaux et de bijoux de la couronne. M. Figuerola déclare qu'il n'a pas dit la dixième partie des faits graves parvenus à sa connaissance. La Chambre adopte, par 198 voix contre 42, la proposition d'une enquête.

3. — Au Corps législatif, M. Rochefort demande que le service de la garde du Corps législatif soit désormais confié à la garde nationale. Il n'est pas donné suite à cette proposition.

— L'assemblée reprend la vérification des pouvoirs au point où elle avait été interrompue par la prorogation de la Chambre au mois de juillet dernier.

Au Sénat, M. Rouher a prononcé, selon l'usage, l'éloge des membres défunts de l'assemblée : MM. Niel, Grivel et Sainte-Beuve. A propos des opinions matérialistes de M. Sainte-Beuve et de ses funérailles impies, l'orateur proteste contre les doctrines dégradantes et contre l'intolérance de la libre pensée.

6. — Mort à Bruxelles d'A. Gendebien, ancien membre du gouvernement provisoire.

— M. Glais-Bizoin, ballotté aux élections législatives du 22 novembre, est élu à Paris, par la 4^e circonscription.

— Le président Grant ouvre la session parlementaire aux États-Unis.

7. — Mort de la duchesse d'Aumale, à Twickenham.

8. — Ouverture du Concile, à Rome. (Voir l'allocution du saint Père, aux documents).

9. — On annonce de Munich, que le Roi a accepté la démission des ministres de l'intérieur et des cultes. Sa Majesté a refusé d'accepter la démission des autres ministres.

— On mande du Caire, que toute perspective de conflit a disparu, par suite de l'acceptation du firman de la Turquie. (Voir aux documents).

10. — Le parlement belge vote, par 53 voix contre 38 et 5 abstentions, le projet de loi sur la milice.

— Le rapport de la commission présenté aux Cortès au sujet de la disparition des

joyaux de la Couronne conclut à la nomination d'une commission d'enquête pour déléger ensuite aux tribunaux les auteurs de la soustraction. L'assemblée adopte cette proposition, ainsi que les lois relatives à la levée de l'état de siège, et au serment constitutionnel.

— Les pères du Concile tiennent à Rome la première congrégation générale.

— L'anticoncile réuni à Naples est dissous par les autorités, à cause des discours de divers orateurs, disant : « Mort à l'empereur des Français ! Vive la France républicaine ! »

— La *Gazette officielle* de Florence dit que M. Sella ayant accepté la charge de former un ministère, les démissions des membres du cabinet Menabrea ont été définitivement acceptées.

13. — L'empereur d'Autriche ouvre la session du Reichsrath, à Vienne.

14. — La Chambre belge adopte le titre du code de commerce révisé, relatif à la lettre de change.

A Dixmude, M. de Breynne, candidat doctrinaire, est élu député en remplacement de M. de Coninck démissionnaire.

— La *Gazette officielle* de Florence dit que le roi a nommé M. Lanza à la présidence du conseil et au portefeuille de l'intérieur ; M. Sella, aux finances ; M. Raeli, à la justice ; M. Govone, à la guerre ; M. Gadda, aux travaux publics ; M. Correnti, à l'instruction publique ; M. Visconti-Venosta, aux affaires étrangères ; M. Castagnola, à l'agriculture. Ce dernier aura par intérim le portefeuille de la marine.

15. — Une grande revue des troupes pontificales a lieu à Rome. L'impératrice d'Autriche et la reine de Wurtemberg y assistent.

— Aux Cortès espagnols M. Figuerola maintient toutes ses affirmations sur la disparition des joyaux de la couronne, les appuyant sur des documents tirés des archives du royaume.

DOCUMENTS HISTORIQUES.

ÉTAT-PONTIFICAL.

Allocution prononcée dans la basilique vaticane à l'ouverture du Sacré Concile œcuménique par N. T. S. P. Pie IX, Pape, par la Providence divine, le 8 décembre 1868, aux évêques du monde catholique réunis en Concile.

Vénérables Frères,

Ce que Nous sollicitons de Dieu par tous Nos vœux et toutes Nos prières, à savoir que Nous pussions célébrer le Concile œcuménique convoqué par Nous, Nous l'avons obtenu par un insigne et salutaire bienfait de Dieu lui-même, et Nous Nous en réjouissons au delà de toute expression. Notre cœur surabonde d'allégresse dans le Seigneur, et est tout rempli d'une consolation ineffable, lorsque, en ce jour fortuné, consacré à l'Immaculée-Conception de la Vierge Marie, Mère de Dieu, Nous vous contemplons, Vous qui avez été appelés au partage de Notre sollicitude, et que Nous jouissons de votre vue et de votre présence, plus nombreuse que jamais, dans cette citadelle de la Religion catholique.

En effet, maintenant, vénérables Frères, vous êtes « rassemblés au nom de Jésus-Christ », afin de « rendre avec Nous témoignage au Verbe de Dieu et d'être les témoins de Jésus-Christ », afin « d'enseigner avec Nous aux hommes la voie de Dieu dans la vérité », afin de « juger avec Nous, et guidés par l'Esprit-Saint, des contradictions qui se parent du faux nom de sciences ».



C'est dans ce temps surtout et plus que jamais que véritablement « la terre a été souillée par ses habitants, et que le zèle de la gloire divine et le salut du troupeau du Seigneur demandent de Nous que Nous entourions Sion et que Nous l'embrassions, que Nous parlions du haut de ses tours et que Nous mettions Nos cœurs au service de sa force.

Vous voyez, Vénérables Frères, de quels assauts l'antique ennemi du genre humain a attaqué et attaqué sans cesse la maison de Dieu, cette maison à qui appartient la sainteté. Sous ses inspirations, la conjuration des impies s'étend au loin; et, forte par son union, puissante par ses richesses, redoutable par ses institutions, et « prenant pour voile le masque de la liberté », cette conjuration presse de plus en plus la guerre acharnée qu'elle a déclarée à la sainte Église du Christ et qu'elle poursuit à l'aide de tous les crimes. Ce qu'est cette guerre, quelles sont ses forces, quelles sont ses armes, quels sont ses progrès, quels sont ses desseins, vous ne l'ignorez pas. Vous avez sans cesse devant les yeux la perturbation et la confusion qui atteignent les saintes doctrines sur lesquelles reposent les fondements de tout l'ordre des choses humaines, la perversion lamentable de tout droit, des artifices multipliés de la corruption et du mensonge par lesquels sont brisés les liens salutaires de l'autorité, de la justice et de l'honneur, par lesquels sont enflammées les plus détestables passions, par lesquels la foi chrétienne est profondément ébranlée dans les âmes, de telle sorte qu'assurément l'Église de Dieu, en ce temps, serait menacée de ruine, si jamais elle pouvait être détruite par les machinations et par les efforts des hommes. « Mais il n'y a rien de plus puissant que l'Église, disait saint Jean Chrysostome; l'Église est plus forte que le ciel même. Le ciel et la terre passeront, mais mes paroles ne passeront pas. » Et quelles sont ces paroles? « Tu es Pierre et sur cette pierre je bâtirai mon Église, et les portes de l'enfer ne prévaudront pas contre elle. »

Or, quoique la cité du Dieu des Vertus, la cité de notre Dieu, soit établie sur une base inexpugnable, cependant, reconnaissant et déplorant du fond du cœur la multitude de ces maux et la perte des âmes, Nous qui voudrions donner Notre vie pour détourner les uns et pour sauver les autres, Nous qui remplissons sur la terre la charge de Vicaire du Pasteur éternel, devons être plus que tous les autres dévoré de l'ardeur du zèle pour la maison de Dieu, Nous avons décidé de prendre les voies et les moyens qui nous semblaient les plus propres et les plus opportuns pour réparer tous les dommages que souffre l'Église. Aussi, repassant souvent dans notre esprit cette parole d'Isaïe : « Ayez recours au conseil, convoquez le Concile », et considérant que ce grand remède a été heureusement employé par Nos prédécesseurs dans les crises les plus graves du Christianisme (*res Christianæ*), Nous avons décrété, après de longues prières, après en avoir conféré avec Nos Vénérables frères les cardinaux de la sainte Église romaine, après avoir demandé même l'avis de plusieurs des évêques, Nous avons décrété de vous convoquer autour de cette chaire de Pierre, vous tous, Vénérables Frères, qui êtes le sel de la terre, les gardiens et les pasteurs du troupeau du Seigneur; et aujourd'hui, par la faveur de la bonté divine, qui a enlevé tous les obstacles à une si haute entreprise, Nous célébrons, selon les usages de Nos ancêtres, l'ouverture de cette sainte Assemblée. Or, les sentiments d'amour que Nous éprouvons en ce moment sont si grands et si tendres, que Nous ne pouvons les contenir dans Notre sein. Il Nous semble voir, en effet, en vous la famille universelle des nations catholiques : il Nous semble voir présents tous Nos bien aimés fils; Nous pensons à tant de gages d'amour, à tant d'œuvres de zèle, qui, par votre impulsion, votre exemple et votre direction, ont témoigné et témoignent sans cesse merveilleusement de l'obéissance et du dévouement envers Nous et envers ce Saint Siège.

Aussi, nous ne pouvons point ne pas céder, devant votre grande assemblée, au désir d'exprimer, par une profession publique et solennelle, Notre reconnaissance envers tous, et de prier Dieu ardemment afin que ces preuves de foi, plus précieuses que l'or, trouvent louange, honneur et gloire dans la lumière de Jésus-Christ. Ensuite. Nous reportant à la condition misérable d'un si grand nombre d'hommes qui, tristement abusés, errent loin

de la voie de la vérité et de la justice, et par conséquent de la voie du vrai bonheur, Nous désirons d'un vif désir apporter secours à leur salut, Nous souvenant de l'exemple de Notre divin Rédempteur et Maître Jésus, qui est venu chercher et sauver ce qui périssait. Nous tournons donc les yeux vers ce trophée du Prince des Apôtres près duquel Nous sommes réunis, vers cette ville bien-aimée qui, grâce à Dieu, n'a pas été livrée en proie aux nations, vers ce peuple romain qui Nous est si cher, et dont le constant amour et la fidélité inébranlable Nous environnent, et Nous Nous sentons pressé d'exalter la bonté de Dieu, qui a voulu Nous prêter et Nous confirmer de plus en plus en ce temps l'espoir et le secours de sa divine assistance. Et, particulièrement, Vénérables Frères, Nous vous embrassons dans Notre pensée, vous dont la sollicitude, le zèle et la concorde pour l'accomplissement de la gloire de Dieu Nous sont si bien connus.

Nous savons le soin ardent que vous apportez à remplir votre ministère ; Nous savons notamment cette magnifique et très-étroite union de vous tous avec Nous et avec ce Siège apostolique ; de même que déjà dans Nos plus douloureuses épreuves, de même aujourd'hui rien ne saurait être plus agréable à Nous que cette union, rien de plus utile à l'Eglise. Aussi, Nous Nous réjouissons vivement dans le Seigneur de ce que vous êtes tellement disposés d'esprit et de cœur que Nous avons à concevoir certainement le plus solide espoir des fruits les plus abondants et les plus heureux de votre réunion en ce Concile. De même que jamais peut-être la guerre contre le royaume de Jésus-Christ n'a été plus acharnée et plus perfide, de même aussi il n'y eut jamais un temps où ait été plus nécessaire, entre les prêtres du Seigneur et le suprême Pasteur de son troupeau, l'union de laquelle découle une force admirable pour l'Eglise ; et cette union, par une miséricorde singulière de la divine Providence, et grâce à votre éminente vertu existe et éclate tellement, qu'elle est et qu'elle sera de plus en plus, Nous en avons la confiance, un spectacle admirable pour le monde, pour les hommes et les anges.

Agissez donc, Vénérables Frères ; fortifiez-vous dans le Seigneur, et, au nom de la Très-Sainte Trinité, sanctifiés dans la vérité, revêtus des armes de lumière, enseignez avec Nous la voie, la vérité et la vie, auxquelles la race humaine, accablée de tant de misères, ne saurait aspirer d'elle-même, donnez avec Nous tous vos soins, afin que la paix puisse être rendue aux royaumes, la loi aux barbares, la tranquillité aux monastères, l'ordre aux Eglises, la discipline aux clercs et Dieu au peuple. Le Seigneur est dans son sanctuaire ; il assiste à Nos conseils et à nos actes ; il Nous choisit lui-même pour ministres et coadjuteurs dans cette œuvre insigne de sa miséricorde. Aussi, il faut que Nous Nous livrions à cette mission de manière à lui consacrer uniquement en ce moment Nos esprits, Nos cœurs et Nos forces.

Mais ayant conscience de Notre faiblesse et Nous défiant de Nos forces, Nous élevons avec foi Nos yeux et Nos prières vers vous, ô esprit de Dieu ! Vous, source de la vraie lumière et de la divine sagesse, répandez votre clarté dans Nos âmes, afin que nous voyions ce qui est le plus droit, le plus salutaire et le meilleur ; dirigez et réchauffez vos cœurs afin que les actes de ce Concile s'inaugurent comme il convient, qu'ils se poursuivent heureusement et qu'ils s'achèvent salutairement.

Et vous, Mère du grand amour, de l'intelligence et de l'espérance, vous, Reine et protectrice de l'Eglise, daignez prendre sous votre tutelle et sous votre égide maternelle, Nous, Nos délibérations et Nos travaux, et obtenir par vos prières auprès de Dieu que Nous ne fassions toujours qu'un même cœur et un même esprit.

Vous aussi, répondez à nos vœux, Anges et Archanges, et vous, bienheureux Pierre, Prince des Apôtres, et vous, Paul, adjoint à son apostolat, vous, docteur des nations et prédicateur de la vérité dans le monde entier, et vous tous, habitants du ciel, vous principalement dont Nous vénérons ici les restes sacrés, faites par votre puissante intercession que tous, accomplissant fidèlement Notre ministère, Nous obtenions la miséricorde de Dieu au milieu de son Temple, de Dieu à qui soient honneur et gloire dans les siècles des siècles !

FRANCE. — Dépêche du prince de La Tour-d'Auvergne, ministre des affaires étrangères, aux agents diplomatiques de l'Empereur, au sujet du Concile :

Paris, le 8 septembre 1869.

Monsieur, plusieurs cabinets se sont adressés au gouvernement de l'Empereur dans l'intention de connaître la ligne de conduite qu'il se propose de suivre à l'égard du Concile œcuménique convoqué à Rome pour le 8 décembre prochain.

Aucune question assurément ne mérite à un plus haut degré de fixer l'attention que celle de savoir quelle part les gouvernements doivent prendre à l'important événement dont nous allons être témoins, et il n'en est aucune, en même temps, pour laquelle il soit plus difficile de demander des enseignements au passé; car tous ceux que l'on pourrait emprunter à l'histoire des conciles appartiennent à des époques déjà bien loin de nous et très-dissimilaires de celle où nous vivons. Les rapports de l'Eglise et de l'État ont subi des changements profonds, et c'est évidemment d'après la nature des liens qui existent aujourd'hui entre les deux pouvoirs que doit être déterminé le rôle des gouvernements, en présence de l'assemblée que le Saint Père appelle auprès de lui.

Dans les conciles antérieurs, les souverains avaient leur place marquée d'avance. Ils étaient conviés à y participer, soit en personne, soit par leurs envoyés. Les ambassadeurs siégeaient parmi les membres du clergé, et souvent exerçaient sur la marche des délibérations une action considérable. Quelquefois même, la tenue des conciles était provoquée par l'initiative des princes, qui s'entendaient avec les Papes sur l'opportunité des mesures à prendre dans l'intérêt commun.

Rien n'était plus naturel dans un temps où les questions de l'ordre civil se confondaient souvent avec celles de l'ordre religieux, par le fait même des institutions et des lois.

La liberté de conscience proclamée depuis lors a modifié cet état de choses : le pouvoir civil et le pouvoir ecclésiastique ont compris le besoin de se définir plus nettement, et notre législation a marqué les limites de leur compétence, tout en les maintenant unis l'un et l'autre, sous les conditions tracées par l'accord établi entre la France et le Saint Siège au commencement de ce siècle. Le domaine de l'Eglise et celui de l'État sont ainsi devenus plus distincts.

Sans doute, le contact des intérêts n'a pas cessé avec la confusion des institutions, et il est, par la nature même des choses, des questions mixtes qui relèvent à la fois l'autorité laïque et de l'autorité ecclésiastique. Les gouvernements, en reconnaissant leur incompétence pour toutes les affaires de doctrine et d'enseignement religieux, pourraient encore revendiquer comme un droit la faculté d'intervenir dans les discussions portant sur les privilèges que leur devoir est de conserver intacts. Mais le gouvernement de Sa Majesté verrait aujourd'hui dans l'usage de ce droit de sérieux inconvénients. Son intervention pourrait avoir pour résultat de l'engager dans des débats pénibles, sans lui donner la certitude de faire prévaloir ses avis, et l'exposerait à des conflits qu'il ne pourrait la plupart du temps éviter sans encourir les plus graves responsabilités.

Nos lois elles-mêmes nous offrent sous ce rapport toutes les garanties voulues. Elles ont maintenu en faveur du pouvoir civil la faculté qu'il avait déjà dans les époques antérieures de s'opposer à tout ce qui serait contraire à nos franchises nationales.

Nous serions donc parfaitement en mesure de décliner, le cas échéant, celles des décisions du prochain Concile qui seraient en désaccord avec le droit public de la France. C'est là, au surplus, une éventualité en présence de laquelle nous espérons ne pas nous trouver placés : nous avons confiance dans les vues élevées qui prévaudront au sein de cette assemblée; car il nous est permis de compter non moins sur la sagesse du Saint Siège que sur les lumières et le patriotisme des évêques.

Notre pensée n'est pas d'ailleurs de nous considérer comme entièrement désintéressés dans l'œuvre pour laquelle le Saint Père convoque les prélats de l'Eglise catholique. L'importance d'une réunion de cette nature, au milieu de la crise que traversent les sociétés

modernes, ne peut être mise en doute, et rien de ce qui regarde les destinées du monde catholique ne saurait nous trouver inattentifs ou indifférents. Le gouvernement de l'empereur ne renonce donc point à faire usage de son influence. Il l'emploiera à recommander à tous les idées de conciliation dont le triomphe ne pourrait que contribuer à l'affermissement de l'ordre social et à la paix des consciences.

Mais cette influence modératrice, c'est par l'entremise de nos représentants ordinaires que nous nous proposons de l'exercer, sans députer au Concile un mandataire spécial, dont la présence engagerait la liberté d'action que nous désirons au contraire nous réserver entièrement.

Cette ligne de conduite concorde avec ce que nous connaissons des dispositions de la généralité des gouvernements catholiques; et le pape Pie IX semble lui-même préparé à l'abstention des souverains, puisqu'il n'a pas jugé à propos de faire appel à leur concours direct, et ne leur a point adressé, comme aux temps passés, l'invitation de se faire représenter.

Lorsque le gouvernement de l'empereur adopte le parti de ne point avoir d'ambassadeur au sein du Concile, il n'obéit donc pas seulement à l'esprit de nos lois; la réserve qu'il croit sage de garder est en outre d'accord avec celle dans laquelle se renferme le Saint Père lui-même, et, en suivant à cet égard la politique qui nous paraît la plus propre à sauvegarder nos droits, nous sommes également fondés à espérer que la cour de Rome rendra pleine justice aux considérations qui ont inspiré notre résolution.

Vous êtes autorisé à donner lecture de cette dépêche à M. le ministre des affaires étrangères du gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité, sans lui en laisser toutefois copie.

Agréez, etc.

Signé: Prince DE LA TOUR D'AUVERGNE.

— Les gouvernements d'Autriche, d'Espagne, de Portugal, d'Italie et de Belgique, ont adhéré à cette dépêche.

Dépêche de M. le marquis de Banneville, ambassadeur de France à Rome, au ministre des affaires étrangères, au sujet du Concile.

Rome, le 10 novembre.

Prince, arrivé à Rome le 3 de ce mois, je me suis rendu le lendemain chez le cardinal secrétaire d'État, et je l'ai prié de solliciter pour moi une audience du Saint Père.

Le Pape m'a reçu hier. L'entretien n'a pas tardé à s'établir sur la question du Concile...

À l'égard des travaux du Concile, des questions qui y seront débattues et de ses décisions éventuelles, le Pape a évité toute parole pouvant engager son opinion et ses prévisions personnelles; on devait s'en remettre à la sagesse des Pères du Concile, qui, avec l'assistance de Dieu, pourvoiraient à tout ce qu'exigeaient, dans le temps où nous sommes, le bien de la religion et les intérêts de l'Église; on pouvait regretter les conjectures téméraires auxquelles se livraient trop souvent des esprits ardents et impatients, et la discussion, prématurée de certaines questions, qu'il eût mieux valu réserver au Concile lui-même s'il jugeait opportun de les examiner. Quant à la représentation des puissances, le Saint Père a reconnu que la résolution du gouvernement de l'Empereur était motivée par les circonstances du temps présent et en accord avec les idées qu'il m'avait lui-même exprimées.

Veuillez agréer, etc.

Signé: BANNEVILLE.

Discours prononcé par l'empereur Napoléon, le 29 novembre, à l'ouverture de la session législative :

- « Messieurs les sénateurs,
- » Messieurs les députés,

» Il n'est pas facile d'établir en France l'usage régulier et paisible de la liberté. Depuis quelques mois, la société semblait menacée par des passions subversives, la liberté compromise par les excès de la presse et des réunions publiques, chacun se demandait jusqu'où le gouvernement pousserait la longanimité. Mais déjà le bon sens public a réagi contre des exagérations coupables.

» D'impuissantes attaques n'ont servi qu'à montrer la solidité de l'édifice fondé par le suffrage de la nation. Néanmoins, l'incertitude et le trouble qui existent dans les esprits ne sauraient durer, et la situation exige plus que jamais franchise et décision. Il faut parler sans détour et dire hautement quelle est la volonté du pays.

» La France veut la liberté, mais avec l'ordre. L'ordre, j'en réponds. Aidez-moi, messieurs, à sauver la liberté.

» Pour atteindre ce but, tenons-nous à égale distance de la réaction et des théories révolutionnaires. Entre ceux qui prétendent tout conserver sans changements et ceux qui aspirent à tout renverser, il y a une place glorieuse à prendre. Lorsque j'ai proposé le sénatus-consulte de septembre dernier comme conséquence logique des réformes précédentes et de la déclaration faite en mon nom par le ministre d'État, le 28 juin, j'ai entendu inaugurer résolument une ère nouvelle de conciliation et de progrès.

» De votre côté, en me secondant dans cette voie, vous n'avez pas voulu renier le passé, désarmer le pouvoir, ni ébranler l'empire.

» Notre tâche consiste maintenant à appliquer les principes qui ont été posés en les faisant entrer dans les lois et dans les mœurs.

» Les mesures que les ministres présenteront à votre approbation ont toutes un caractère sincèrement libéral. Si vous les adoptez, les améliorations suivantes se trouveront réalisées :

» Les maires seront choisis dans le sein des conseils municipaux, sauf dans des cas exceptionnels prévus par la loi. A Lyon comme dans les communes suburbaines de Paris, la formation de ces conseils sera dévolue au suffrage universel. A Paris, où les intérêts de la ville se lient à ceux de la France entière, le conseil municipal sera élu par le Corps législatif, déjà investi du droit de régler le budget extraordinaire de la capitale.

» Des conseils cantonaux seront institués, principalement pour relier les forces communales et en diriger l'emploi.

» De nouvelles prérogatives seront accordées aux conseils généraux.

» Les colonies participeront elles-mêmes à ce mouvement de décentralisation.

» Enfin, une loi élargissant le cercle où se meut le suffrage universel déterminera les fonctions publiques compatibles avec le mandat de député.

» A ces réformes d'ordre administratif et politique viendront s'ajouter des mesures législatives d'un intérêt plus immédiat pour les populations : Développement plus rapide de la gratuité de l'enseignement primaire; diminution des frais de justice; dégrèvement du demi-décime de guerre qui pèse sur les droits d'enregistrement en matière de succession; accès des caisses d'épargne rendu plus facile et mis à la portée des populations rurales par le concours des agents du trésor; règlement plus humain du travail des enfants dans les manufactures; augmentation des petits traitements.

» D'autres questions plus importantes, dont la solution n'est pas encore prête, ont été mises à l'étude.

» L'enquête relative à l'agriculture est terminée, et d'utiles propositions en sortiront dès que la commission supérieure aura déposé son rapport.

» Une autre enquête, relative aux octrois, est commencée.

» Vous serez saisis d'un projet de loi de douane reproduisant les tarifs généraux qui ne donnent lieu à aucune contestation sérieuse; quant à ceux qui ont soulevé les vives réclamations de certaines industries, le gouvernement ne vous fera de proposition qu'après s'être entouré de toutes les lumières propres à éclairer vos délibérations.

» L'exposé de la situation de l'empire présente des résultats satisfaisants. Les affaires ne se sont pas arrêtées, et les revenus indirects, dont l'accroissement naturel est un signe de prospérité et de confiance, ont donné jusqu'ici 30 millions de plus que l'année dernière. Les budgets courants offrent de notables excédants, et celui de 1871 permettra d'entreprendre l'amélioration de plusieurs services et de doter convenablement les travaux publics.

» Mais il ne suffit pas de proposer des réformes, d'introduire des économies dans les finances et de faire de la bonne administration : il faut encore que, par une attitude nette et ferme, les pouvoirs publics, d'accord avec le gouvernement, montrent que plus nous élargissons les voies libérales, plus nous sommes résolus à maintenir intacts au dessus de toutes les violences les intérêts de la société et les principes de la Constitution. Un gouvernement qui est l'expression légitime de la volonté nationale a le devoir et le pouvoir de la faire respecter, car il a pour lui le droit et la force.

» Si de l'intérieur mes regards se portent au delà de nos frontières, je me félicite de voir les puissances étrangères entretenant avec nous des relations amicales. Les souverains et les peuples désirent la paix et s'occupent des progrès de la civilisation.

» Quelques reproches qu'on puisse faire à notre époque, nous avons cependant bien raison d'en être fiers. Le nouveau monde supprime l'esclavage, la Russie affranchit les serfs, l'Angleterre rend justice à l'Irlande, le bassin de la Méditerranée semble se rappeler son ancienne splendeur, et de la réunion à Rome de tous les évêques de la catholicité on ne doit attendre qu'une œuvre de sagesse et de conciliation.

» Les progrès de la science rapprochent les nations. Pendant que l'Amérique unit l'Océan Pacifique à l'Atlantique par un chemin de fer de mille lieues d'étendue, partout les capitaux et les intelligences s'entendent pour relier entre elles par des communications électriques les contrées du globe les plus éloignées. La France et l'Italie vont se donner la main à travers le tunnel des Alpes, les eaux de la Méditerranée et de la mer Rouge se confondent déjà par le canal de Suez. L'Europe s'est fait représenter en Égypte à l'inauguration de cette entreprise gigantesque, et si aujourd'hui l'Impératrice n'assiste pas à l'ouverture des Chambres, c'est que j'ai tenu à ce que, par sa présence dans un pays où nos armes se sont autrefois illustrées, elle témoignât de la sympathie de la France pour une œuvre due à la persévérance et au génie d'un français.

» Vous allez, messieurs, reprendre la session extraordinaire interrompue par la présentation du sénatus-consulte. Après la vérification des pouvoirs, la session ordinaire commencera immédiatement; elle amènera, je n'en doute pas, d'heureux résultats. Les grands corps de l'État, plus intimement unis, s'entendront pour appliquer loyalement les dernières modifications apportées à la Constitution.

» La participation plus directe du pays à ses propres affaires sera pour l'empire une force nouvelle. Les assemblées ont désormais une plus grande part de responsabilité : qu'elles emploient au profit de la grandeur et de la prospérité de la nation. Que les diverses nuances d'opinions s'effacent lorsque l'intérêt général l'exige, et que par leurs lumières comme par leur patriotisme les Chambres prouvent que la France, sans retomber dans de regrettables excès est capable de supporter les institutions libres qui sont l'honneur des pays civilisés. »

BAVIÈRE. — *Élections du 23 novembre 1869.*

La chambre se compose de 154 députés.

Les catholiques ou particularistes ont obtenu 80 sièges.

Les progressistes, 60.

Le parti moyen, 10

Le parti démocratique, 4.

Les catholiques veulent le maintien de l'indépendance de la Bavière; les progressistes, son entrée dans la Confédération du Nord; le parti moyen, qui en réalité se confond avec le parti progressiste, l'observation fidèle des traités conclus avec la Prusse.

Les partisans de la Prusse ont triomphé dans les provinces du Nord et dans la Bavière-Rhénane, où les protestants dominent; les catholiques, dans le reste du pays.

A Munich, les progressistes ont passé à une voix de majorité.

TURQUIE. — *Aplanissement des difficultés turco-égyptiennes.* — Voici la traduction du dernier firman adressé par le Sultan au vice-roi d'Égypte et accepté par le prince :

« Il est superflu de dire combien ma sollicitude est grande pour la prospérité de l'importante province d'Égypte et pour l'accroissement du bien être et la sécurité de ses habitants.

« Tout en consacrant une attention sérieuse au maintien intact des privilèges intérieurs accordés à l'administration égyptienne, il est de mon devoir de surveiller en même temps le strict accomplissement des obligations de cette administration, soit envers ma couronne soit envers les habitants de la province.

« En conséquence, j'ai accepté les éclaircissements que tu as donnés et les engagements que tu as pris relativement aux armes et aux bâtiments de guerre, ainsi qu'à l'égard des relations extérieures de la province, par la lettre que tu as écrite sous la date du 10 Djemzi-ül-evvel 1286, en réponse à celle que mon Grand-Vizir t'avait adressée par mon ordre souverain le 18 Rebul-Akhir 1286.

« Seulement, la question financière étant un point vital pour tout le pays, si la quotité des impôts est supérieure aux moyens des contribuables, ou si les produits de ces impôts, au lieu d'être affectés aux besoins réels du pays, sont absorbés par des dépenses infructueuses, on s'expose incontestablement à des pertes et à des dangers incalculables.

« Il en résulte pour le souverain du pays le droit sacré et imprescriptible de surveiller avec sollicitude cet important objet, et pour qu'il ne subsiste plus aucun doute ni malentendu à cet égard, j'ai décidé de te donner les éclaircissements suivants, qui seront également portés à la connaissance de tous.

« Ainsi, suivant les conditions fondamentales qui servent de bases à l'administration actuelle de l'Égypte, tous les impôts et redevances doivent être répartis et perçus en mon nom. Je ne saurais donc consentir en aucune manière à ce que les sommes provenant de ces impôts soient employées autrement qu'aux besoins réels du pays et à ce que ses habitants soient chargés de nouveaux impôts sans une nécessité légitime et reconnue.

« Ma volonté absolue est donc que tes soins et ton zèle les plus incessants soient dirigés vers ces deux importants objets, aussi bien que sur la nécessité que mes sujets d'Égypte soient toujours traités avec justice et équité.

« De même, les emprunts étrangers engageant pour de longues années les revenus du pays, je ne saurais admettre, sans que tous les détails des raisons qui peuvent y faire recourir n'aient été soumis à mon gouvernement impérial, et sans que mon autorisation n'ait été préalablement obtenue, que des sommes prélevées sur les revenus de l'Égypte soient affectées au service d'un emprunt.

« Ma volonté est donc qu'en aucun temps il ne soit fait d'emprunt qu'après que la nécessité absolue d'y avoir recours sera bien établie et mon autorisation préalable obtenue.

« Tu conformeras désormais tes actes et ta conduite aux termes formels de mon présent firman impérial, qui est en tout point conforme aux droits et aux devoirs respectifs ain qu'aux précédents.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME II.

JUILLET.

	Pages.
1. Galilée et le Saint-Office, par M. le chan. DELVIGNE.	5
2. Frédéric et Gella. — Chronique allemande du XII ^e siècle, par M. PÉRÉGRIN . .	29
3. L'avenir politique et religieux de l'Espagne, par M. E. DE VILLARROYA	48
4. Le Saint-Bernard. — Notes de voyage, par M. l'abbé JAMEY	64
5. La session parlementaire et les embarras du ministère en Belgique, par M. Ch. WOESTE.	75
6. Le chemin de fer du Pacifique.	100
7. L'ours et le charlatan, fable, par le V ^{te} HIPP. VILAIN XIII	108
8. Journal historique. — Revue des événements	110
Documents historiques :	
Convention franco-belge. — Discours de l'Empereur au camp de Châlons. — Message de l'Empereur au Corps législatif. — Dépêche du prince de Hohenlohe relative au Concile.	

AOÛT.

1. Considérations sur l'histoire de la langue et de la littérature flamande, par M. Ed. JUSTE.	117
2. Situation de la Hollande. — Les partis politiques et les catholiques, par M. VAN BREMEN.	129
3. Une erreur judiciaire, par M. NEUT.	144
4. L'abolition de l'exemption militaire du clergé en Italie, par le marq. DA PASSANO.	169
5. L'exposition des Beaux-Arts de Bruxelles (1 ^{er} art.), par M. MARSUZI DE AGUIRRE.	180
6. Les Iles Borromées	196
7. Bibliographie. — <i>Recueil du droit électoral</i> , par M. Scheyven. — <i>De l'éduca- tion chrétienne des filles</i> , par l'abbé Declèves. — <i>Les preuves de la religion mises à la portée des enfants</i> , par Balmès. — <i>Études sur les qualités nuisibles de l'air</i> , par le Dr De Ceu- leneer.	200
8. Journal historique. — Revue des événements	206
Documents historiques :	
Projet de sénatus-consulte et décret d'amnistie en France. — Décret du gouvernement espagnol prescrivant des mesures aux évêques contre le mouvement carliste. — Réponse de M. de Beust à M. de Hohenlohe relativement au Concile. — Discours de M. de Beust concernant la situation extérieure de l'Autriche. — Lettre de Mgr Rauscher.	

SEPTEMBRE.

Pages.

1. Les fables de La Fontaine, par M. VARLET.	221
2. Une erreur judiciaire (suite), par M. NEUT.	242
3. Le général Grant, président des États-Unis, par M. G. DE CHABRAL.	262
4. Un conte et deux légendes, par M. ANDRÉ LE PAS.	273
5. Une excursion dans le Haut-Canada, par M. PROVENCHER.	293
6. L'exposition des Beaux-Arts de Bruxelles (2 ^e art.), par M. MARSUZI DE AGUIRRE.	306
7. Mélanges. — La statue de Joseph Lebeau.	324
Le congrès de l'Association Internationale à Bâle.	
Le congrès de la Paix à Lausanne.	
8. Journal historique. — Revue des événements	330
Documents historiques :	
Sénatus-Consulte du 8 septembre. — Manifeste des évêques irlandais au sujet de l'enseignement mixte et de la question agraire. — Difficultés entre la Turquie et la Grèce. — Décret déférant certains évêques espagnols au conseil d'État et aux tribunaux.	
9. La lettre du P. Hyacinthe, par M. CH. WOESTE.	335
10. Bibliographie. — <i>Histoire de St.-Vincent de Paul</i> , par M. MAGGIO	339

OCTOBRE.

1. De la fréquentation des écoles primaires en Belgique, par M. DE HAULLEVILLE.	341
2. Une erreur judiciaire (suite et fin), par M. NEUT.	373
3. Le roi Léopold I ^{er} . Sa politique, par M. CH. WOESTE.	394
4. Le premier festival belge, par M. L. DE VERMONT.	424
5. La fédération en Autriche ou la question tchèque, par M. GANDOLFI	430
6. Mélanges. — Les derniers documents relatifs au P. Hyacinthe	442
7. Journal historique. — Revue des événements.	448
Documents historiques :	
Lettre des évêques allemands au sujet du Concile. — Discours du grand-duc de Bade, des rois de Saxe, de Prusse et de Danemarck. — Réponse de la chambre des députés de Bade. — Manifeste de la gauche en France.	

NOVEMBRE.

1. Le mouvement catholique aux États-Unis, par M. E. DE PENARANDA.	457
2. La Belle et la Bête, par MISS THACKERAY	471
3. L'athéisme contemporain (1 ^{er} art.), par M. LÉON COLLINET.	495
4. Une excursion dans le Haut-Canada (suite et fin), par M. PROVENCHER	516
5. Le père Fäber, par M. V. VALMONT	538
6. Les élections communales en Belgique, par M. CH. WOESTE.	552
7. Mélanges. — Les actes et les écrits relatifs au Concile	557
De la capacité civile des religieux en Belgique.	
— Lettre de M. Cassiers au président des États-Unis.	

8. Journal historique. — Revue des événements.	Pages. 564
Documents historiques :	
Lettre du Pape à Mgr Manning au sujet des protestants.	
— Réponse du synode évangélique allemand à l'appel du Pape. — Lettre du roi de Bavière relativement au Concile.	

DÉCEMBRE.

1. A nos lecteurs	569
2. La Belle et la Bête (suite et fin), par Miss TRACKERAY	573
3. Le Portugal; sa situation actuelle	606
4. L'athéisme contemporain (2 ^e art.), par M. LÉON COLLINET	622
5. Le canal de Suez, par M. LADISLAS WITEBSKI.	642
6. Le Piédestal, fable, par le V ^{ie} HIPP. VILAIN XIII.	660
7. Mélanges. — Les écrits relatifs au Concile; l'ouverture du Concile; ses premiers actes.	
— Le chanoine de Bleser: <i>Rome et ses monuments</i> , par le chanoine DELVIGNE	661
8. Journal historique. — Revue des événements.	669
Documents historiques :	
Allocution du Saint Père. — Dépêches du prince de la Tour d'Auvergne et de M. de Banneville au sujet du Concile. — Discours de Napoléon III. — Élections en Bavière. — Aplanissement du différend turco-égyptien.	



NOUVELLE SÉRIE. — TOME II.

JOURNAL HISTORIQUE ET LITTÉRAIRE.

(35^e ANNÉE.)

REVUE *vol 10*
GÉNÉRALE

(5^e ANNÉE.)

1^{re} LIVRAISON. — JUILLET 1869.

- I. — Galilée et le Saint-Office MM. le chan. DELVIGNE.
II. — Frédéric et Gella. — Chronique allemande du
xii^e siècle PÉRÉGRIN.
III. — L'avenir politique et religieux de l'Es-
pagne ENRIQUE DE VILLARROYA.
IV. — Le Saint-Bernard. — Notes de voyage l'abbé JAMEY.
V. — La session parlementaire et les em-
barras du ministère en Belgique. Ch. WOESTE.
VI. — Le chemin de fer du Pacifique ***.
VII. — L'Ours et le Charlatan, fable V^{te} Hipp. VILAIN XIII.
VIII. — Journal historique. — Revue des événements.

Documents historiques :

Convention franco-belge. — Discours de l'Empereur.
au camp de Châlons. — Message de l'Empereur au
Corps législatif. — Dépêche du prince de Hohenlohe
relative au Concile.

Voir au verso l'avis aux abonnés.

Bruxelles,

CHARLES LELONG, IMPRIMEUR-ÉDITEUR,

RUE DU COMMERCE, 25.

PARIS,
C. DILLET, LIBRAIRE,
13, rue de Sèvres.

BOIS-LE-DUC,
G. VAN GULICK,
libraire

— 1869. —

AVIS IMPORTANT A NOS ABONNÉS.

A la suite d'arrangements pris avec MM. DEVAUX et Cie, la *Revue générale*, qui était jusqu'ici publiée par le Comptoir de librairie, sera désormais imprimée et éditée par M. CH. LELONG, imprimeur-éditeur à Bruxelles.

Comité de Rédaction :

Directeur : M. CH. WOESTE.

Membres : MM. V. JACOBS et A. VISART, représentants; LÉON DE MONGE, professeur à l'Université catholique; A. NEUT, directeur de la *Patrie* de Bruges; le baron DE HAULLEVILLE; JULES DOMIS DE SEMERPONT et le chevalier LÉON RUZETTE.

Tout ce qui concerne la *Direction* et la *Rédaction* doit être adressé (franco) à M. CH. WOESTE, 11, rue de l'Industrie, à Bruxelles.

Tout ce qui concerne l'*Administration* doit être envoyé (franco) à M. CH. LELONG, imprimeur, rue du Commerce, n° 23.

On souscrit :

- 1° Soit à Bruxelles, chez M. CH. LELONG ;
 - 2° Soit en province, aux bureaux de poste.
-

Les quittances de nos abonnés belges non encore recouvrées, seront mises immédiatement en circulation.

Nos abonnés étrangers qui n'auraient pas acquitté le prix de leur abonnement, sont priés de l'envoyer à M. CH. LELONG avant le 1^{er} septembre prochain. Passé cette époque, M. LELONG disposera sur eux par traite, et il y aura 1 franc de supplément à payer pour les frais de recouvrement.

A partir de l'année 1870, toutes les quittances seront recouvrées dans le premier trimestre.

PRIX :

Belgique.	fr. 12	Grande-Bretagne	fr. 18
Allemagne, Autriche. . . .	» 16	Italie.	» 18
Espagne.	» 20	Pays-Bas.	» 15
États-Pontificaux.	» 20	Portugal.	» 25
France.	» 18	Suisse.	» 15

EN VENTE :
CHEZ CH. LELONG, IMPRIMEUR-LIBRAIRE, A BRUXELLES.

Les Magnificences de la Grâce,

CONTEMPLÉES

DANS LE SACRÉ CŒUR DE JÉSUS ET DANS LE SAINT CŒUR DE MARIE,

par le P. TOUSSAINT DUFAU,
de la Compagnie de Jésus.

2^e édition. 1 vol. in-12. — Prix : fr. 2.

Nouvelles Méditations pratiques

pour tous les jours de l'année,

SUR LA VIE DE NOTRE SEIGNEUR JÉSUS-CHRIST,

par le P. BRUNO VERCRUYSSÉ,
de la Compagnie de Jésus.

2^e édition. 2 vol. in-12. — Prix : fr. 6.

L'Ami des Enfants,

livre de lecture en prose et en vers (français et flamand),

par l'abbé OLINGER,

A l'usage des écoles, et dont l'emploi est autorisé dans les écoles
moyennes de l'État.

4^e édition. — Prix : 0 40.

Grammaire Flamande et Néerlandaise,

**accompagnée de Thèmes, et suivie des Racines de la langue
flamande ou néerlandaise,**

par l'abbé OLINGER.

Ouvrage dédié à S. A. R. Mgr. le comte de Flandre; sixième édition,
revue, corrigée et considérablement augmentée.

Broché, avec couverture imprimée	1 12
Cartonné	1 35

Overwegingen voor Kloosternonnen,

door J. B. PAEPS, priester, .

1 vol.—Prijs: fr. 1 50.

Het Beminnelijk Hart van Jezus,

VOORGESTELD AAN DE GODSVRUCHT DER STUDERENDE JEUGD,

door A. DEHAM, der Sociëit Jezus.

Prijs : 0 15.

Pour paraître incessamment :

Vie de Saint François Xavier,

DE LA COMPAGNIE DE JÉSUS, APOTRE DES INDES ET DU JAPON,

par le P. BOUHOURS

de la même Compagnie. — 2^e édition.

NOUVELLE SÉRIE. — TOME II.

JOURNAL HISTORIQUE ET LITTÉRAIRE.

(35^e ANNÉE.)

REVUE GÉNÉRALE

(5^e ANNÉE.) 10

3^e LIVRAISON. — AOÛT 1869.

- I. — **Considérations sur l'histoire de la langue et de la littérature flamandes** NM. Ed. JUSTE.
- II. — **Situation de la Hollande. — Les partis politiques et les catholiques** VAN BREMEN.
- III. — **Une erreur judiciaire** A. NEUT.
- IV. — **L'abolition de l'exemption militaire du clergé en Italie** LE MARQUIS DA PASSANO.
- V. — **L'Exposition des Beaux-Arts de Bruxelles (1^{er} article)** MARSUZI DE AGUIRRE.
- VI. — **Les Iles Borromées** VICTOR FURNEL.
- VII. — **Bibliographie. — Recueil de droit électoral**, par M. C. Scheyven. — *De l'éducation chrétienne des filles*, par l'abbé De Clèves. — *Les preuves de la religion mises à la portée des enfants*, par Balmès. — *Études sur les qualités nuisibles de l'air que nous respirons dans nos demeures*, par le d^r H. de Ceulencer-Van Bouwel.
- VIII. — **Journal historique. — Revue des événements.**

Documents historiques :

Projet de sénatus-consulte et décret d'amnistie en France. — Décret du gouvernement espagnol prescrivant aux évêques des mesures contre le mouvement carliste. — Réponse de M. de Beust au prince de Hohenlohe relativement au Concile. — Discours de M. de Beust concernant la situation extérieure de l'Autriche et dépêches à ce sujet. — Lettre de Mgr. de Rauscher au gouvernement autrichien.

Voir au verso l'avis aux abonnés.

Bruxelles,

CHARLES LELONG, IMPRIMEUR-ÉDITEUR,

RUE DU COMMERCE, 25.

PARIS,

C. DILLET, LIBRAIRE,

15, rue de Sévres.

BOIS-LE-DUC,

G. VAN GULICK,

libraire.

AVIS IMPORTANT A NOS ABONNÉS.

A la suite d'arrangements pris avec MM. DEVAUX et C^{ie}, la *Revue générale*, qui était jusqu'ici publiée par le Comptoir de librairie, sera désormais imprimée et éditée par M. CH. LELONG, imprimeur-éditeur à Bruxelles.

Comité de Rédaction :

Directeur : M. CH. WOESTE.

Membres : MM. V. JACOBS et A. VISART, représentants; LÉON DE MONGE, professeur à l'Université catholique; A. NEUT, directeur de la *Patrie* de Bruges; le baron DE HAULLEVILLE; JULES DOMIS DE SEWERPONT et le chevalier LÉON RUZETTE.

Tout ce qui concerne la *Direction* et la *Rédaction* doit être adressé (franco) à M. CH. WOESTE, 11, rue de l'Industrie, à Bruxelles.

Tout ce qui concerne l'*Administration* doit être envoyé (franco) à M. CH. LELONG, imprimeur, rue du Commerce, n° 25.

On souscrit :

- 1° Soit à Bruxelles, chez M. CH. LELONG ;
 - 2° Soit en province, aux bureaux de poste.
-

Les quittances de nos abonnés belges non encore recouvrées, seront mises immédiatement en circulation.

Nos abonnés étrangers qui n'auraient pas acquitté le prix de leur abonnement, sont priés de l'envoyer à M. CH. LELONG *avant le 1^{er} septembre prochain*. Passé cette époque, M. LELONG disposera sur eux par traite, et il y aura 1 franc de supplément à payer pour les frais de recouvrement.

A partir de l'année 1870, toutes les quittances seront recouvrées dans le premier trimestre.

PRIX :

Belgique.	fr. 12	Grande-Bretagne	fr. 18
Allemagne, Autriche. . . .	» 16	Italie.	» 18
Espagne.	» 20	Pays-Bas.	» 15
Etats-Pontificaux.	» 20	Portugal.	» 25
France.	» 18	Suisse.	» 15

EN VENTE :
CHEZ CH. LELONG, IMPRIMEUR-LIBRAIRE, A BRUXELLES.

Les Magnificences de la Grâce,
CONTEMPLÉES
DANS LE SACRÉ CŒUR DE JÉSUS ET DANS LE SAINT CŒUR DE MARIE,
par le P. TOUSSAINT DUFAU,
de la Compagnie de Jésus.
2^e édition. 1 vol. in-12. — Prix : fr. 2.

Nouvelles Méditations pratiques
pour tous les jours de l'année,
SUR LA VIE DE NOTRE SEIGNEUR JÉSUS-CHRIST,
par le P. BRUNO VERCRUYSSÉ,
de la Compagnie de Jésus.
2^e édition. 2 vol. in-12. — Prix : fr. 6.

L'Ami des Enfants,
livre de lecture en prose et en vers (français et flamand),
par l'abbé OLINGER,
A l'usage des écoles, et dont l'emploi est autorisé dans les écoles
moyennes de l'État.
4^e édition. — Prix : 0 40.

Grammaire Flamande et Néerlandaise,

**accompagnée de Thèmes, et suivie des Racines de la langue
flamande ou néerlandaise,**

par l'abbé OLINGER.

Ouvrage dédié à S. A. R. Mgr. le comte de Flandre; sixième édition,
revue, corrigée et considérablement augmentée.

Broché, avec couverture imprimée	1 12
Cartonné	1 35

Overwegingen voor Kloosternonnen,

door J. B. PAEPS, priester,

4 vol.—Prijs: fr. 4 50.

Het Beminnelijk Hart van Jezus,

VOORGESTELD AAN DE GODSVRUCHT DER STUDERENDE JEUGD,

door A. DEHAM, der Societeit Jezus.

Prijs : 0 15.

Pour paraître incessamment :

Vie de Saint François Xavier,

DE LA COMPAGNIE DE JÉSUS, APÔTRE DES INDES ET DU JAPON,

par le P. BOUHOURS

de la même Compagnie. — ition.

JOURNAL HISTORIQUE ET LITTÉRAIRE.

(35^e ANNÉE.)

REVUE GÉNÉRALE

(5^e ANNÉE.) 10

3^e LIVRAISON. — SEPTEMBRE 1869.

- I. — Les fables de La Fontaine MM. VARLET.
II. — Une erreur judiciaire (Suite) A. NEUT.
III. — Le général Grant, président des États-Unis G. DE CHABROL.
IV. — Un conte et deux légendes ANDRÉ LE PAS.
V. — Une excursion dans le Haut-Canada. N. PROVENCHER.
[VI. — L'Exposition des Beaux-Arts de Bruxelles (2^e art.) . . . MARSUZI DE AGUIRRE.
VII. — Mélanges. — La statue de Joseph Lebeau.
Le Congrès de l'Association Internationale à Bâle.
Le Congrès de la Paix à Lausanne.
VIII. — Journal historique. — Revue des événements.
Documents historiques :
Sénatus-consulte du 8 septembre. — Manifeste des évêques irlandais au sujet de l'enseignement mixte et de la question agraire. — Difficultés entre la Turquie et l'Égypte. — Décret déferant certains évêques espagnols au Conseil d'état et aux Tribunaux.
IX. — La lettre du P. Hyacinthe. M. CH. WOESTE.
X. — Bibliographie. — Histoire de St Vincent de Paul, par M. MAGGIO.

Voir au verso l'avis aux abonnés.

Bruxelles,

CHARLES LELONG, IMPRIMEUR-ÉDITEUR,

RUE DU COMMERCE, 25.

PARIS,
C. DILLET, LIBRAIRE,
15, rue de Sévres.

BOIS-LE-DUC,
G. VAN GULICK,
Libraire.

AVIS IMPORTANT A NOS ABONNÉS.

A la suite d'arrangements pris avec MM. DEVAUX et C^{ie}, la *Revue générale*, qui était jusqu'ici publiée par le Comptoir de librairie, sera désormais imprimée et éditée par M. CH. LELONG, imprimeur-éditeur à Bruxelles.

Comité de Rédaction :

Directeur : M. CH. WOESTE.

Membres : MM. V. JACOBS et A. VISART, représentants; LÉON DE MONCE, professeur à l'Université catholique; A. NEUT, directeur de la *Patrie* de Bruges; le baron DE HAULLEVILLE; JULES DOMIS DE SEMERPONT et le chevalier LÉON RUZETTE.

Tout ce qui concerne la *Direction* et la *Rédaction* doit être adressé (franco) à M. CH. WOESTE, 11, rue de l'Industrie, à Bruxelles.

Tout ce qui concerne l'*Administration* doit être envoyé (franco) à M. CH. LELONG, imprimeur, rue du Commerce, n° 25.

On souscrit :

- 1° Soit à Bruxelles, chez M. CH. LELONG ;
 - 2° Soit en province, aux bureaux de poste.
-

Les quittances de nos abonnés belges non encore recouvrées, seront mises immédiatement en circulation.

Nos abonnés étrangers qui n'auraient pas acquitté le prix de leur abonnement, sont priés de l'envoyer à M. CH. LELONG avant le 1^{er} septembre prochain. Passé cette époque, M. LELONG disposera sur eux par traite, et il y aura 1 franc de supplément à payer pour les frais de recouvrement.

A partir de l'année 1870, toutes les quittances seront recouvrées dans le premier trimestre.

PRIX :

Belgique.	fr. 12	Grande-Bretagne	fr. 18
Allemagne, Autriche. . . .	" 16	Italie.	" 18
Espagne.	" 20	Pays-Bas.	" 15
Etats-Pontificaux.	" 20	Portugal.	" 25
France.	" 18	Suisse.	" 15

EN VENTE :
CHEZ CH. LELONG, IMPRIMEUR-LIBRAIRE, A BRUXELLES.

Les Magnificences de la Grâce,
CONTEMPLÉES
DANS LE SACRÉ CŒUR DE JÉSUS ET DANS LE SAINT CŒUR DE MARIE,
par le P. TOUSSAINT DUFU,
de la Compagnie de Jésus.
2^e édition. 1 vol. in-12. — Prix : fr. 2.

Nouvelles Méditations pratiques
pour tous les jours de l'année,
SUR LA VIE DE NOTRE SEIGNEUR JÉSUS-CHRIST,
par le P. BRUNO VERCROYSE,
de la Compagnie de Jésus.
2^e édition. 2 vol. in-12. — Prix : fr. 6.

L'Ami des Enfants,
livre de lecture en prose et en vers (français et flamand),
par l'abbé OLINGER,
A l'usage des écoles, et dont l'emploi est autorisé dans les écoles
moyennes de l'État.
4^e édition. — Prix : 0 40.

Grammaire Flamande et Néerlandaise,

**accompagnée de Thèmes, et suivie des Racines de la langue
flamande ou néerlandaise,**

par l'abbé OLINGER.

Ouvrage dédié à S. A. R. Mgr. le comte de Flandre; sixième édition,
revue, corrigée et considérablement augmentée.

Broché, avec couverture imprimée 1 12
Cartonné 1 35

Overwegingen voor Kloosternonnen,

door J. B. PAEPS, priester,

1 vol.—Prijs: fr. 1 50.

Het Beminnelijk Hart van Jezus,

VOORGESTELD AAN DE GODSVRUCHT DER STUDERENDE JEUGD,

door A. DEHAM, der Sociëit Jezus.

Prijs : 0 15.

Pour paraître incessamment :

Vie de Saint François Xavier,

DE LA COMPAGNIE DE JÉSUS, APOTRE DES INDES ET DU JAPON,

par le P. BOUHOURS

de la même Compagnie. — 2^e édition.

JOURNAL HISTORIQUE ET LITTÉRAIRE.

(35^e ANNÉE.)

REVUE GÉNÉRALE

(5^e ANNÉE.) 10

4
LIVRAISON. — SEPTEMBRE 1869.

- I. — De la fréquentation des écoles primaires en Belgique. MM. LE BARON DE HAULLEVILLE.
- II. — Une erreur judiciaire (Suite et fin) A. NEUT.
- III. — Le roi Léopold I^{er}. — Sa politique CH. WOESTE.
- IV. — Le premier festival belge L. DE VERMONT.
- V. — La Fédération en Autriche ou la question Tchèque. GANDOLFI.
- VI. — Mélanges. — Les derniers documents relatifs au P. Hyacinthe. CH. WOESTE.
- VII. — Journal historique. — Revue des événements.
- Documents historiques :
- Lettre des évêques allemands au sujet du Concile. — Discours du grand-duc de Bade, des rois de Saxe, de Prusse et de Danemark. — Réponse de la Chambre des députés de Bade.
- Manifeste de la gauche en France.

Voir au verso l'avis aux abonnés.

Bruxelles,

CHARLES LELONG, IMPRIMEUR-ÉDITEUR,
RUE DU COMMERCE, 25.

PARIS,
C. DILLET, LIBRAIRE,
13, rue de Sévres.

BOIS-LE-DUC,
G. VAN GULICK,
Libraire.

AVIS IMPORTANT A NOS ABONNÉS.

A la suite d'arrangements pris avec MM. DEVAUX et C^{ie}, la *Revue générale*, qui était jusqu'ici publiée par le Comptoir de librairie, sera désormais imprimée et éditée par M. CH. LELONG, imprimeur-éditeur à Bruxelles.

Comité de Rédaction :

Directeur : M. CH. WOESTE.

Membres : MM. V. JACOBS et A. VISART, représentants; LÉON DE MONCE, professeur à l'Université catholique; A. NEUT, directeur de la *Patrie* de Bruges; le baron DE HAULLEVILLE; JULES DOMIS DE SEMERFONT et le chevalier LÉON RUZETTE.

Tout ce qui concerne la *Direction* et la *Rédaction* doit être adressé (franco) à M. CH. WOESTE, 11, rue de l'Industrie, à Bruxelles.

Tout ce qui concerne l'*Administration* doit être envoyé (franco) à M. CH. LELONG, imprimeur, rue du Commerce, n° 23.

On souscrit :

- 1° Soit à Bruxelles, chez M. CH. LELONG ;
 - 2° Soit en province, aux bureaux de poste.
-

Les quittances de nos abonnés belges non encore recouvrées, seront mises immédiatement en circulation.

Nos abonnés étrangers qui n'auraient pas acquitté le prix de leur abonnement, sont priés de l'envoyer à M. CH. LELONG avant le 1^{er} septembre prochain. Passé cette époque, M. LELONG disposera sur eux par traite, et il y aura 1 franc de supplément à payer pour les frais de recouvrement.

A partir de l'année 1870, toutes les quittances seront recouvrées dans le premier trimestre.

PRIX :

Belgique.	fr. 12	Grande-Bretagne	fr. 18
Allemagne, Autriche.	" 16	Italie.	" 18
Espagne.	" 20	Pays-Bas.	" 15
États-Pontificaux.	" 20	Portugal.	" 25
France.	" 18	Suisse.	" 15

EN VENTE :
CHEZ CH. LELONG, IMPRIMEUR-LIBRAIRE, A BRUXELLES.

Les Magnificences de la Grâce,
CONTEMPLÉES
DANS LE SACRÉ CŒUR DE JÉSUS ET DANS LE SAINT CŒUR DE MARIE,
par le P. TOUSSAINT DUFAU,
de la Compagnie de Jésus.
2^e édition. 1 vol. in-12. — Prix : fr. 2.

Nouvelles Méditations pratiques
pour tous les jours de l'année,
SUR LA VIE DE NOTRE SEIGNEUR JÉSUS-CHRIST,
par le P. BRUNO VERCROYSE,
de la Compagnie de Jésus.
2^e édition. 2 vol. in-12. — Prix : fr. 6.

L'Ami des Enfants,
livre de lecture en prose et en vers (français et flamand),
par l'abbé OLINGER,
A l'usage des écoles, et dont l'emploi est autorisé dans les écoles
moyennes de l'État.
4^e édition. — Prix : 0 40.

EN VENTE A BRUXELLES
CHEZ MM. VICTOR DEVAUX, HAENEN ET DECQ
et chez les principaux libraires de province :

JOSEPH LEBEAU,
croquis biographique, par un patriote.
56 pages in-8. PRIX : 75 centimes.

Grammaire Flamande et Néerlandaise,
accompagnée de Thèmes, et suivie des Racines de la langue
flamande ou néerlandaise,
par l'abbé OLINGER.
Ouvrage dédié à S. A. R. Mgr. le comte de Flandre; sixième édition,
revue, corrigée et considérablement augmentée.

Broché, avec couverture imprimée 1 12
Cartonné 1 35

Overwegingen voor Kloosternonnen,
door J. B. PAEPS, priester,
4 vol.—Prijs: fr. 4 50.

Het Beminnelijk Hart van Jezus,
VOORGESTELD AAN DE GODSVRUCHT DER STUDERENDE JEUGD, .
door A. DEHAM, der Societeit Jezus.
Prijs : 0 15.

Pour paraître incessamment :
Vie de Saint François Xavier,
DE LA COMPAGNIE DE JÉSUS, APOTRE DES INDES ET DU JAPON.
par le P. BOUHOURS
de la même Compagnie. — 2^e édition.

JOURNAL HISTORIQUE ET LITTÉRAIRE.

(35^e ANNÉE.)

REVUE GÉNÉRALE

(5^e ANNÉE.) 10

3^e LIVRAISON. — NOVEMBRE 1869.

- I. — Le mouvement catholique aux États-Unis. M. E. DE PENARANDA.
II. — La Belle et la Bête. Miss THACKERAY.
III. — L'Athéisme contemporain (1^{er} article). MM. LÉON COLLINET.
IV. — Une excursion dans le Haut-Canada (Suite et fin). PROVENCHER.
V. — Le père Faber VICTOR VALMONT.
VI. — Les élections communales en Belgique. CH. WOESTE.
VII. — Mélanges. — Les actes et les écrits relatifs au Concile.
De la capacité civile des religieux en Belgique.
Lettre de M. Cassiers au président des États-Unis.
VIII. — Journal historique. — Revue des événements.
Documents historiques :
Lettre du Pape à Mgr Manning au sujet des protestants.
Réponse du Synode évangélique allemand à l'appel du Pape.
Lettre du roi de Bavière relativement au Concile.

Voir au verso l'avis aux abonnés.

Bruxelles,

CHARLES LELONG, IMPRIMEUR-ÉDITEUR,
RUE DU COMMERCE, 25.

PARIS,
C. DILLET, LIBRAIRE,
15, rue de Sévres.

BOIS-LE-DUC,
G. VAN GULICK,
Libraire.

AVIS A NOS ABONNÉS.

A partir de 1870, toutes les quittances seront recouvrées dans le premier trimestre.

Comité de Rédaction :

Directeur : M. CH. WOESTE.

Membres : MM. V. JACOBS et A. VISART, représentants; LÉON DE MONGE, professeur à l'Université catholique; A. NEUT, directeur de la *Patrie* de Bruges; le baron DE HAULLEVILLE; JULES DOMIS DE SEMERPONT et le chevalier LÉON RUZETTE.

Tout ce qui concerne la *Direction* et la *Rédaction* doit être adressé (franco) à M. CH. WOESTE, 11, rue de l'Industrie, à Bruxelles.

Tout ce qui concerne l'*Administration* doit être envoyé (franco) à M. CH. LELONG, imprimeur, rue du Commerce, n° 25.

On souscrit :

- 1° Soit à Bruxelles, chez M. CH. LELONG ;
 - 2° Soit en province, aux bureaux de poste.
-

PRIX :

Belgique.	fr. 12	Grande-Bretagne	fr. 18
Allemagne, Autriche. . . .	» 16	Italie.	» 18
Espagne.	» 20	Pays-Bas.	» 15
États-Pontificaux.	» 20	Portugal.	» 25
France.	» 18	Suisse.	» 15

La *Revue générale* publiera dans ses prochaines livraisons des travaux sur le *perce-ment de l'Isthme de Suez*, par M. Ladislas Witebski; sur la *légalisation électorale*, par M. Jules Malou, sénateur; sur la *question ouvrière*, par M. C. Bivort; sur l'*affaire Hannet et l'illégalité des conditions testamentaires*, par M. le procureur-général Raikem; sur l'*extension du suffrage en Belgique*, par M. Woeste; sur l'*Eglise catholique en Russie et en Pologne*, etc.

Elle commencera dans sa livraison de janvier la publication d'un roman de M. Etienne Marcel.

EN VENTE :
CHEZ CH. LELONG, IMPRIMEUR-LIBRAIRE, A BRUXELLES.

Les Magnificences de la Grâce,
CONTEMPLÉES
DANS LE SACRÉ CŒUR DE JÉSUS ET DANS LE SAINT CŒUR DE MARIE,
par le P. TOUSSAINT DUFAU,
de la Compagnie de Jésus.
2^e édition. 1 vol. in-12. — Prix : fr. 2.

Nouvelles Méditations pratiques
pour tous les jours de l'année,
SUR LA VIE DE NOTRE SEIGNEUR JÉSUS-CHRIST,
par le P. BRUNO VERCRUYSE,
de la Compagnie de Jésus.
2^e édition. 2 vol. in-12. — Prix : fr. 6.

L'Ami des Enfants,
livre de lecture en prose et en vers (français et flamand),
par l'abbé OLINGER,
A l'usage des écoles, et dont l'emploi est autorisé dans les écoles
moyennes de l'État.
4^e édition. — Prix : 0 50.

de Flamande et Néerlandaise,

**Compagnée de Thèmes, et suivie des Racines de la langue
flamande ou néerlandaise,**

par l'abbé OLINGER.

Ouvrage dédié à S. A. R. Mgr. le comte de Flandre; sixième édition,
revue, corrigée et considérablement augmentée.

Broché, avec couverture imprimée 1 30
Cartonné 2 00

Overwegingen voor Kloosternonnen,

door J. B. PAEPS, priester,

4 vol.—Prijs: fr. 1 50.

Het Beminnelijk Hart van Jezus,

VOORGESTELD AAN DE GODSVRUCHT DER STUDERENDE JEUGD,

door A. DEHAM, der Societeit Jezus.

Prijs: 0 15.

Pour paraître incessamment :

Vie de Saint François Xavier,

DE LA COMPAGNIE DE JÉSUS, APOTRE DES INDES ET DU JAPON,

par le P. BOUHOURS

de la même Compagnie. — 2^e édition.

JOURNAL HISTORIQUE ET LITTÉRAIRE.

(35^e ANNÉE.)

REVUE GÉNÉRALE

(5^e ANNÉE.)

6^e LIVRAISON. — DÉCEMBRE 1869.

- I. — A nos lecteurs.
- II. — La Belle et la Bête (suite et fin).
- III. — Le Portugal; sa situation actuelle.
- IV. — L'Athéisme contemporain (2^e article).
- V. — Le Canal de Suez.
- VI. — Le Piédestal, suite.
- VII. — Mélanges. — Les doctes relatives au Canada; l'ouverture du Canada; ses premiers notes.
Le chanoine de Blois. *Revue et ses manuscrits.*
- VIII. — Journal historique. — Récit des événements.
Documents historiques :
Mémoires du St-Père. — Dépêches du prince de St-Your d'Auvergne et de M. de Banneville au sujet du Canada.
Discours de l'empereur Napoléon III. — Élections en Belgique.
— Appaisement du différend turco-egyptien.
- Mme THACKERAY.
M. LÉON COLLINET.
LADISLAW WITKUSKI.
LE Y^e H^e VILAIN XIIII.
LE CHAS. DELVIGNE.

Voir au verso l'avis aux abonnés.



Bruxelles,

CHARLES LELONG, IMPRIMEUR-ÉDITEUR.

RUE DU COMMERCE, 25.

PARIS,
C. DILLET, LIBRAIRE,
12, rue de la Harpe.

BOIS-LE-DUC,
S. VAN GULICK,
Libraire.

AVIS A NOS ABONNÉS.

A partir de 1870, toutes les quittances seront recouvrées dans le premier trimestre.

Comité de Rédaction :

Directeur : M. CH. WOESTE.

Membres : MM. V. JACOBS et A. VIKART, représentants; LEON DE MINCK, professeur à l'Université catholique; A. NEUT, directeur de la *Patrie* de Bruges; le baron DE HAVELINGHE; JULES DOMS DE SEMERFONT et le chevalier LÉON RIJZET.

Tout ce qui concerne la *Direction* et la *Rédaction* doit être adressé (franco) à M. CH. WOESTE, 11, rue de l'Industrie, à Bruxelles.

Tout ce qui concerne l'*Administration* doit être envoyé (franco) à M. CH. LELONG, imprimeur, rue du Commerce, n° 23.

On souscrit :

- 1° Soit à Bruxelles, chez M. CH. LELONG ;
- 2° Soit en province, aux bureaux de poste.

PRIX :

Belgique.	fr. 12	Grande-Bretagne.	fr. 12
Allemagne, Autriche.	» 16	Italie.	» 18
Espagne.	» 20	Pays-Bas.	» 15
États-Pontificaux.	» 20	Portugal.	» 22
France.	» 18	Suisse.	» 15

La *Revue générale* publiera dans ses prochaines livraisons des *ÉTUDES* sur le *projet de l'isthme de Suez*, par M. Ladislas Witelski; sur la *liquidation électorale*, par M. Jules Malou, sénateur; sur la *question ouvrière*, par M. G. Juvart; sur l'*affaire Dumas* et l'*illégalité des conditions testamentaires*, par M. le procureur-général Raikem; sur l'*extension du suffrage en Belgique*, par M. Woeste; sur l'*Eglise catholique aux Indes et en Pologne*, etc.

Elle commencera dans sa livraison de janvier la publication d'un roman de M. Raymond Marcel.

EN VENTE :
CHEZ CH. LELONG, IMPRIMEUR-LIBRAIRE, A BRUXELLES.

Les Magnificences de la Grâce,
CONTEMPLÉES
DANS LE SACRÉ CŒUR DE JÉSUS ET DANS LE SAINT CŒUR DE MARIE,
par le P. TOUSSAINT DUFAU,
de la Compagnie de Jésus.
2^e édition. 1 vol. in-12. — Prix : fr. 2.

Nouvelles Méditations pratiques
pour tous les jours de l'année,
SUR LA VIE DE NOTRE SEIGNEUR JÉSUS-CHRIST,
par le P. BRUNO VERCROYSE,
de la Compagnie de Jésus.
2^e édition. 2 vol. in-12. — Prix : fr. 6.

L'Ami des Enfants,
livre de lecture en prose et en vers (français et flamand),
par l'abbé OLINGER,
A l'usage des écoles, et dont l'emploi est autorisé dans les écoles
moyennes de l'État.
4^e édition. — Prix : 0 50.

Grammaire Flamande et Néerlandaise,

accompagnée de Thèmes, et suivie des Racines de la langue
Flamande ou Néerlandaise,

par l'abbé OLINGER.

Ouvrage dédié à S. A. R. Agr. le comte de Flandre; sixième édition
révisée, corrigée et considérablement augmentée.

Bruxelles, chez l'auteur imprimeur

à l'instaur

1 50

2 50

Overwegingen voor Kloosternonnen,

door J. B. PAEPS, priester,

1 vol. — Prijs — Fr. 1 50.

Het Beminnelijk Hart van Jezus,

VORGESTELD AAN DE GODSVRUCHT DER STUDERENDE JEUGD,

door A. DEHAM, der Sociëit Jezus.

Prijs : 0 15

Pour paraître incessamment :

de Saint François Xavier,

DE LA COMPAGNIE DE JESUS, APOTRE DES INDES ET DU JAPON,

par P. BOUHOUS

de la même Compagnie. — 2^e édition.